



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



1230

Per. 3977 d. 162  
N.58













12 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

---

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

LE  
**CORRESPONDANT**

**RECUEIL PÉRIODIQUE**

---

**RELIGION — PHILOSOPHIE — POLITIQUE**

**— SCIENCES —**

**LITTÉRATURE — BEAUX-ARTS**

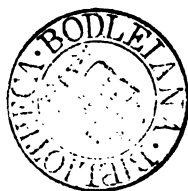
---

**TOME QUARANTE-QUATRIÈME**

**DE LA COLLECTION.**

**NOUVELLE SÉRIE — TOME HUITIÈME**

---



**PARIS**

**CHARLES DOUNIOL, LIBRAIRE-ÉDITEUR**

**RUE DE TOURNON, 29.**

---

**1858**



# LE CORRESPONDANT

---

## LETTRES A UN JEUNE HOMME

SUR LA VIE CHRÉTIENNE

---

### DEUXIÈME LETTRE<sup>1</sup>

DU CULTE DE JÉSUS-CHRIST DANS LES ÉCRITURES.

École de Sorèze, 23 avril 1858.

Le premier lieu où l'on rencontre ceux que l'on aime, c'est leur histoire. L'histoire est le passé de la vie se survivant à lui-même dans un souvenir écrit. Il n'y aurait pas d'amitié si la mémoire ne ressuscitait dans l'âme et n'y tenait présents ceux à qui nous avons donné notre cœur. C'est là qu'ils vivent de notre propre vie, là que nous les voyons avec nous, là que leurs traits et leurs actions demeurent empreints et se conservent dans un relief qui fait partie de notre être. Mais la mémoire, même la plus fidèle, est courte par quelques endroits, et, si elle veut se transmettre à d'autres en leur léguant l'image aimée, il faut qu'elle se transforme en histoire et se grave sur un airain qui méprise le temps. L'histoire est la mémoire d'un siècle immortalisée. Par elle, les générations se rapprochent, et, si pressées qu'elles soient dans leur cours et leur disparition, elles puisent au foyer du souvenir l'unité qui fait leur âme et leur parenté. Un homme qui n'a pas d'histoire est tout entier dans sa tombe; un peuple qui n'a

<sup>1</sup> Voy. la première lettre dans le *Correspondant* du 25 mars 1858.

Mai 1858.



pas dicté la sienne n'est pas encore né. D'où il suit que la religion, étant la première entre toutes les choses humaines, doit avoir une histoire qui soit aussi la première, et que Jésus-Christ, étant le centre et le fondement de la religion, doit tenir aux annales du monde une place qu'aucun autre, conquérant, philosophe ou législateur, ne saurait atteindre. Ainsi en est-il, mon cher Emmanuel. On a beau creuser l'antiquité ou redescendre aux âges nouveaux, rien n'apparaît avec le caractère de nos écritures ni rien avec la majesté de Jésus-Christ. Je ne m'arrête pas à vous le montrer; je l'ai fait ailleurs, et il est entendu qu'entre vous et moi ce n'est pas la question d'apologie qui nous préoccupe, mais la question de la vie, c'est-à-dire de connaître et d'aimer Dieu par la connaissance et l'amour de Jésus-Christ.

Or, soit pour connaître, soit pour aimer, il faut s'approcher de l'objet qui a conquis les pressentiments de notre cœur, le regarder, l'étudier, y revenir sans qu'aucune lassitude interrompe jamais cette ardeur de découverte et de possession; et, si la mort ou l'absence l'ont enlevé de nos yeux, si les siècles ont jeté entre lui et nous de longs intervalles, c'est à son histoire qu'il faut le redemander. N'avez-vous pas remarqué, dans le cours de vos études classiques, l'incompréhensible et divine magie de l'histoire? D'où vient que la Grèce est pour nous comme une patrie qui ne meurt pas? D'où vient que Rome, avec sa tribune et ses guerres, nous poursuit encore de son invincible image et domine de ses grandeurs éteintes une postérité qui n'est pas la sienne? Pourquoi ces noms de Miltiade et de Thémistocle, pourquoi ces champs de Marathon et de Salamine, au lieu d'être des tombeaux oubliés, sont-ils des choses de notre âge, des couronnes tressées hier, des acclamations qui retentissent et s'attachent à nos entrailles pour les ébranler? Je ne puis, quoi que je fasse, me dérober à leur puissance; je suis Athénien, Romain, j'habite au pied du Parthénon, et j'écoute en silence, au bas de la roche Tarpéienne, Cicéron qui me parle et qui m'émeut. C'est l'histoire qui fait cela. Une page écrite il y a deux mille ans a vaincu ces deux mille ans, elle en vaincra deux mille encore, et ainsi toujours jusqu'à ce que l'éternité remplace le temps, et que Dieu, qui est tout l'avenir, soit aussi pour nous tout le passé. Mais vous entendez bien que cet empire sur la mémoire des hommes n'appartient pas à la première page venue écrite par le premier scribe venu sur n'importe quels gestes de ses contemporains. Non, l'histoire est un privilège, un don fait au génie en faveur des grands peuples et des grandes choses. Il n'y a pas d'histoire du Bas-Empire, il n'y en aura jamais; c'est Rome qui a fait Tite-Live avant de mourir, et c'est elle encore qui inspirait Tacite en lui ramenant sous Néron l'âme de ses consuls.

Mais qu'est-ce que Rome ou la Grèce devant le christianisme? Qu'est-ce qu'Alexandre ou César devant Jésus-Christ? La religion n'est pas l'intérêt d'un peuple, elle est celui de l'humanité; son histoire n'est pas l'histoire d'un homme, elle est celle de Dieu. Et si Dieu a donné des historiens à quelques nations parce qu'elles avaient des vertus, et à quelques hommes parce qu'ils avaient du génie, que n'aura-t-il pas fait pour son Fils unique, prédestiné dès l'origine à venir parmi nous et à remplir de sa présence tous les temps et tous les lieux? L'histoire de Jésus-Christ est l'histoire du ciel et de la terre. Là sont et doivent être les plans de Dieu sur le monde, les lois primordiales et universelles, les commencements des races, la succession des événements qui ont agi sur le cours général des choses humaines, les directions de la Providence, les prophéties de l'avenir, l'élection des peuples et des siècles, la gloire des hommes prédestinés aux desseins éternels, la lutte du bien contre le mal dans ses manifestations les plus profondes, la promulgation authentique de la vérité, et enfin, par-dessus tout, du sommet à la base, la figure du Christ éclairant tout de sa lumière et de sa beauté. Vous reconnaissez à ces traits nos saintes Écritures; vous savez qu'elles ont été tracées sous l'inspiration du souffle de Dieu, qui a mû la volonté des écrivains, suscité et dirigé leurs pensées, et qu'ainsi elles ne sont pas seulement un édifice admirable d'antiquité, d'unité et de sainteté, mais un édifice divin, l'ouvrage substantiel de la vérité infinie, où les prophètes n'ont mis que le vêtement de leur style et l'accent de leur âme, afin qu'il y eût de l'homme en cela comme en tout, et que l'immuable divinité du fond apparût d'autant plus à travers les accidents variables de l'élément humain. Œuvre de quatre mille ans, la main de plusieurs y apparaît, mais une seule intelligence y préside, et c'est la rencontre de l'un et du multiple dans une si longue durée qui est le premier miracle de cette sublime rédaction. Quand on l'ouvre, sans en connaître le véritable auteur, comme un simple livre, on ne peut résister à l'ascendant de son caractère, et on y reconnaît, à tout le moins, le monument d'histoire, de législation, de morale et d'éloquence le plus étonnant qui soit sous le ciel. Mais pour nous, qui savons quel a été l'historien, quels le législateur et le poète, un bien autre sentiment s'empare de nous : ce n'est pas l'admiration seulement ni la stupeur, c'est l'adoration de la foi et le tressaillement d'une gratitude surnaturelle. Là, dès la première ligne, viennent tomber à nos pieds l'erreur de l'homme enfant et l'erreur de l'homme dégénéré, les fictions de l'idolâtrie, qui voit Dieu partout, et les négations du panthéisme, qui ne le voit nulle part : *au commencement Dieu créa le ciel et la terre*<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Genèse, chap. 1, vers. 1.

De ce premier mot au dernier : *Que la grâce de Notre-Seigneur soit avec vous tous*<sup>1</sup>, la lumière marche en croissant toujours, semblable à un soleil qui n'aurait pas de déclin, et dont l'ascension continue augmenterait à tout instant l'éclat et la chaleur. Ce n'est plus une écriture, c'est une parole; ce n'est plus une lettre morte cachant sous ses plis des vérités découvertes par le raisonnement et l'observation, c'est une parole vivante, la parole éternelle de Dieu.

Quel mot, Emmanuel, la parole de Dieu ! Il n'y a rien de plus doux que la parole de l'homme quand elle sort d'une intelligence droite et d'un cœur qui nous aime; elle nous pénètre, elle nous touche, elle nous charme, elle endort nos douleurs et exalte nos joies, elle est le baume et l'encens de notre vie. Que doit-ce être de la parole de Dieu pour qui sait la reconnaître et l'entendre ? Que doit-ce être de pouvoir se dire : Dieu a inspiré cette pensée, c'est lui qui me parle en elle, c'est à moi qu'elle est dite, c'est moi qui l'écoute ? Et lorsqu'on en est venu, de page en page, à la parole même de Jésus-Christ, à cette parole qui n'a plus été une simple inspiration intérieure et prophétique, mais le souffle sensible de la Divinité, l'expression palpable du verbe de Dieu, entendue des foules aussi bien que des disciples, que reste-t-il qu'à se taire aux pieds du maître et à laisser retentir dans notre âme l'écho de sa bouche ?

L'Écriture est tout ensemble l'histoire de Jésus-Christ et la parole de Dieu. Elle a d'un bout à l'autre ce double caractère. Dès la première page, sous les ombrages émus du paradis terrestre, elle nous annonce la venue du Sauveur des hommes. Cette promesse, transmise aux patriarches, prend de livre en livre une clarté qui remplit tous les événements, et les pousse vers l'avenir comme une préparation et une préfiguration de ce qui est attendu. Le peuple de Dieu se forme dans l'exil et le combat; Jérusalem se fonde, Sion s'élève; la race du Messie, se détachant du fond primitif des tribus patriarcales, s'épanouit en David, qui passe des troupeaux de Bethléem au trône de Juda, et de là contemple et chante le fils qui lui naîtra de sa postérité pour être le roi d'un *royaume sans fin*<sup>2</sup>. Les prophètes reprennent sur le tombeau de David la harpe des jours qui ne sont pas encore; ils suivent Juda dans ses malheurs, ils l'accompagnent dans sa captivité; Babylone entend, au bord de ses fleuves, la voix des saints qu'elle ignore, et Cyrus, son vainqueur, lui parle du Dieu qui a fait le ciel et la terre, et qui lui a ordonné de rebâtir le temple de Jérusalem. Ce temple renaît. Il écoute les gémissements et les ardeurs des derniers prophètes, et, après un intervalle, après avoir été souillé par les nations et purifié

<sup>1</sup> Apocalypse, chap. xxi, vers. 21.

<sup>2</sup> Saint Luc, chap. I, vers. 33.

par les Machabées, il voit venir le Fils de Dieu dans les bras d'une Vierge, et, de ses portiques au sanctuaire, du sanctuaire au Saint des saints, il se redit la parole suprême du vieillard Siméon : *Maintenant, Seigneur, vous laisserez aller votre serviteur en paix, selon votre promesse, parce que mes yeux ont vu votre salut, le salut que vous avez préparé à la face de tous les peuples pour être la lumière de leur révélation et la gloire de votre peuple d'Israël*<sup>1</sup>. Jésus-Christ est venu. L'Évangile succède à la loi et aux prophéties, et la vérité, accomplissant la figure, resplendit sur le passé qu'elle explique après en avoir reçu le témoignage. Tous les temps se rencontrent dans le Christ, et l'histoire prend sous ses pas son éternelle unité. C'est lui qui est tout désormais, c'est à lui que tout se rapporte, de lui que tout procède; il a tout créé, et il jugera tout. Le Jourdain le reçoit dans ses eaux sous la main du précurseur qui le baptise; les montagnes le voient gravir leurs pentes suivi de tout un peuple, et elles entendent de sa bouche cette parole qu'aucun autre n'avait encore proférée : *Bienheureux les pauvres, bienheureux ceux qui pleurent*. Les lacs' prétent leurs bords à ses discours et leurs flots à ses miracles. D'humbles pécheurs plient leurs filets en le voyant, et le suivent pour devenir sous lui des pécheurs d'hommes. Les sages le consultent dans l'ombre de la nuit, les femmes l'accompagnent et le servent à la clarté du jour. Tout malheur vient le trouver, toute blessure espère en lui, et la mort lui cède, pour les rendre à leurs mères, des enfants déjà pleurés. Il aime saint Jean, le jeune homme, et Lazare, l'homme mûr. Il parle à la Samaritaine et bénit l'étrangère. Une pécheresse embaume sa tête et baise ses pieds, une adultère trouve grâce devant lui. Il confond la vaine sagesse des docteurs, et chasse du temple ceux qui faisaient un lieu de trafic du lieu de la prière. Il se dérobe à la multitude qui veut le proclamer roi, et, lorsqu'il entre à Jérusalem précédé des hosannah qui saluent en lui le fils de David et le rédempteur du monde, il y entre sur une ânesse recouverte des habits de ses disciples. La synagogue le juge, la royauté le méprise, Rome le condamne : il meurt sur une croix en bénissant le monde, et le centurion qui le voit mourir entre les insultes de la foule et les blasphèmes des grands reconnaît, en frappant sa poitrine, qu'il est le Fils de Dieu. Un tombeau le reçoit des mains de la mort; mais, le troisième jour, ce tombeau, gardé par la haine, s'ouvre de lui-même et laisse passer triomphant le maître de la vie. Ses disciples le revoient; leurs mains le touchent et l'adorent; leur bouche le confesse; ils reçoivent de lui ses dernières instructions, et, tout ce qui doit être visible étant consommé pour l'homme, le Fils de Dieu et le fils de l'homme prend sur une nuée le chemin du

<sup>1</sup> Saint Luc, chap. II, vers. 29 et suiv.

ciel, laissant à ses apôtres le monde à vaincre. Bientôt Pierre, le pêcheur, tout illuminé des commotions de l'Esprit-Saint, descend aux portes du cénacle, et harangue la multitude, étonnée de l'entendre, malgré la diversité de ses origines et de ses langues. Paul, le persécuteur, ne tarde pas à paraître à côté de lui; il porte le nom de Jésus aux nations dont il est l'apôtre; Antioche le possède, Athènes l'écoute, Corinthe le reçoit, Éphèse le chasse et le bénit; Rome enfin touche ses chaînes et abreuve de son sang sa glorieuse poussière. Jean, le plus familier des disciples du Christ, l'hôte sacré de sa poitrine, se tient debout sur les rivages de Pathmos, et, le dernier des prophètes, il annonce à l'Église ses transfigurations dans le malheur et la gloire jusqu'à la fin des siècles.

L'histoire de Jésus-Christ se partage ainsi en trois périodes distribuées en quatre mille ans : les temps prophétiques, les temps évangéliques et les temps apostoliques. Dans la première, Jésus-Christ est attendu et préparé; dans la seconde, il se manifeste, vit et meurt au milieu de nous; dans la troisième, il fonde son Église par les apôtres qui ont vécu avec lui, qui ont reçu ses enseignements et hérité de ses pouvoirs. Ce tissu ne s'interrompt jamais et porte en lui par lui-même la démonstration de sa vérité. Mais autre chose est de sentir la vérité d'une preuve, autre chose de se nourrir de la vérité sentie. De même qu'il y a deux moments dans l'amitié, celui où l'on s'assure que l'on nous aime et celui où l'on jouit du bonheur d'être aimé, il y a aussi dans la vie surnaturelle du christianisme deux moments distincts, celui où l'on reconnaît Jésus-Christ dans la divinité de son histoire et celui où l'on s'abandonne à l'ineffable douceur de cette histoire vérifiée. A ce second moment, les doutes se sont enfuis, la certitude est maîtresse; on ne cherche plus, on n'examine plus, on ne s'offense plus : l'histoire devient parole, la parole même de Dieu, et cette parole coule dans l'âme comme un fleuve de lumière et d'onction. Elle pénètre jusqu'aux dernières fibres de nos plus lointaines puissances, comme le sang qui anime nos veines se fait jour jusqu'aux extrémités de nos plus mystérieux organes; elle nous dégoûte de tout autre aliment s rituel, ou plutôt tout ce que nous lisons et tout ce que nous pensons se transfigure au contact de ce flot de grâce et de vérité qui nous vient de l'Écriture, et, par l'Écriture, de l'esprit même de Dieu.

Car, il faut que vous le remarquiez, c'est le Saint-Esprit qui est l'inspirateur de nos livres sacrés. Le symbole chrétien nous le dit expressément : *Je crois au Saint-Esprit qui a parlé par les prophètes*. Et saint Pierre l'énonçait en ces termes : *Ce n'est pas une volonté humaine qui nous a fait don des prophéties ; mais, inspirés par l'Esprit-Saint, ce sont de saints hommes de Dieu qui les ont parlées*<sup>1</sup>. Jésus-Christ lui-même n'a

<sup>1</sup> Deuxième Ép. de saint Pierre, chap. 1, vers. 21.

ouvert sa bouche pour nous instruire qu'après que l'Esprit-Saint fut descendu sur lui au jour de son baptême ; et, prêt à quitter ses disciples, il leur laissait comme son testament cette dernière promesse : *Je prierai mon Père, et il vous donnera un autre Paraclet qui demeurera en vous éternellement, l'Esprit de vérité que le monde ne peut recevoir, parce qu'il ne le voit pas et ne le sait pas, mais que vous connaîtrez, parce qu'il demeurera et sera en vous*<sup>1</sup>. Et ce fut le miracle de la Pentecôte qui, réalisant cette promesse, donna aux apôtres la lumière de leur foi et le courage de leur amour. Jusque-là ils n'avaient été que des hommes investis de la confiance de leur maître et de prérogatives qu'ils ne comprenaient qu'à demi ; l'effusion de l'Esprit-Saint en eux les fit martyrs, évangélistes, prophètes, les colonnes inébranlables de l'Eglise et les Pères de toute la postérité des saints. Le même mystère s'accomplit en nous. Bien que le Verbe de Dieu soit le flambeau où s'allume notre raison, et que sa parole manifestée dans la chair soit le principe d'où découle notre foi, cependant, ni comme Verbe ni comme Christ, il ne suffit seul à la transfiguration surnaturelle de notre être ; il y faut encore l'action de l'Esprit-Saint, qui, étant le lien du Père et du Fils par une charité coéternelle à tous trois, est aussi en nous tous le souffle de l'amour, et par l'amour le nœud qui nous attache à la lumière et à la croix de Jésus-Christ. De même qu'il inspira les prophètes, il nous inspire à notre tour dans une moindre mesure ; c'est lui qui nous prépare à entendre les livres qu'il a dictés, et c'est lui que nous retrouvons à chaque page de ces livres, pour y être notre onction intime, mais une onction qui nous ramène à Jésus-Christ notre médiateur, notre exemplaire et notre vie.

Cela étant, mon cher Emmanuel, quelle est la place que les Écritures doivent obtenir dans votre existence de chrétien ? Vous resteront-elles fermées ? les regarderez-vous comme un livre scellé que le prêtre seul a le droit d'ouvrir, don mystérieux fait au sanctuaire, charte d'alliance du Nouveau Testament cachée derrière les voiles du temple, et que les fidèles ne peuvent ni voir de leurs yeux ni toucher de leurs mains ? Avez-vous même senti le besoin de les connaître ? Vous qui avez étudié les livres de l'antiquité païenne, qui avez jeté des regards avides sur tous les grands monuments de la littérature et de l'histoire, avez-vous une seule fois tourné les pages où la sagesse divine a déposé, dans un travail de quarante siècles, les annales de sa providence sur le genre humain ? Avez-vous lu l'Évangile, sauf dans le texte grec où l'on exerçait votre esprit aux tours harmonieux de l'hellénisme ? J'en doute, et je ne serais pas surpris que vous me demandiez à votre tour s'il est permis à un simple chrétien de se hasarder dans les profondeurs de la parole de Dieu, s'il n'y a pas des abîmes cachés dans cet

<sup>1</sup> Saint Jean, chap. xiv, vers. 16 et 17.

océan qui porte le vaisseau de l'Église, et si ce n'est pas toucher au protestantisme que de lire la Bible avec l'intention d'y fortifier sa foi et d'y enflammer sa charité.

Il est vrai, mon cher ami, qu'au treizième siècle, pour la première fois, le pape Innocent III défendit à nos ancêtres, les fidèles de France, la lecture des saints livres traduits en langue vulgaire. Jusque-là l'Église n'avait point improuvé ces traductions ni leur usage, et rien n'est plus célèbre dans l'antiquité que les travaux d'Origène pour populariser les versions primitives de l'Ancien Testament, et que ceux de saint Jérôme pour donner à l'Église d'Occident un texte latin plus pur que celui dont elle se servait. Au témoignage de ce Père, confirmé par saint Augustin, il y avait de son temps d'innombrables traductions romaines de la Bible, entre lesquelles on en distinguait une qui s'appelait l'*Italique*, et qui, conservée en partie, en plus grande partie remplacée par la sienne, est devenue cette *Vulgate* que le concile de Trente a déclarée authentique. L'empressement à multiplier les versions était unanime; il répondait au besoin des peuples et aux exhortations que les Pères des deux Églises d'Orient et d'Occident ne cessaient d'adresser à leurs fidèles pour leur inspirer le goût des textes sacrés. On touchait encore à Jésus-Christ, aux apôtres, à ces temps où la vérité n'était qu'hébraïque, et l'on se hâtait de la tirer d'une langue trop étroite pour lui ouvrir, par les deux idiomes grec et romain, toutes les portes du monde civilisé. Mais, au treizième siècle, la situation n'avait plus le même caractère, et l'œil d'Innocent III avait entrevu dans les hérésies naissantes de l'âge moderne la pente qui devait les conduire au protestantisme, c'est-à-dire à la négation de l'autorité dans les choses de l'ordre surnaturel, et, par suite, au renversement du sens de l'Église par le sens privé. L'Écriture devenait ainsi l'arme, non pas d'une erreur dogmatique, comme l'avait été l'arianisme ou le nestorianisme et en général toutes les hérésies d'origine grecque, mais l'arme d'une conjuration directe et réfléchie contre la société chrétienne. Au lieu de docteurs égarés par l'orgueil de la science et disputant à l'Église des lambeaux de la vérité, on allait voir le peuple lui-même appelé à se faire juge des termes de la révélation et ne reconnaissant plus pour se guider dans les mystères de la parole divine que les illusions de son propre esprit. Dès lors il y avait péril à laisser les saintes Lettres aux mains d'une multitude sans préparation, et que la docilité d'une foi sincère ne préservait plus des pièges de l'ignorance. Ce fut la pensée d'Innocent III. Loin d'interdire le champ des Écritures à la chrétienté, il n'en ferma que l'issue par où un peuple sans culture pouvait s'y précipiter, et encore ne la ferma-t-il qu'à un seul peuple, celui qui, en France, se trouvait sous l'empire immédiat du mouvement vaudois et albigeois.

Trois siècles plus tard, lorsqu'enfin le protestantisme, longtemps couvé dans les entrailles de l'esprit européen, éclata sur l'Église, le souverain pontife Pie IV, s'inspirant des précautions d'Innocent III, les étendit à toutes les parties de la chrétienté, mais en réservant aux évêques la faculté de permettre la lecture de la Bible en langue vulgaire à tous ceux qu'ils jugeraient capables de n'en pas abuser. Vingt ans après, Clément VIII retira cette faculté aux évêques et la transporta à la seule congrégation de l'*Index*. Cette rigueur, toute modérée qu'elle fût, ne tarda pas à s'adoucir par la force même des choses et à mesure que le protestantisme, jugé par ses œuvres, perdit de l'ascendant que le premier feu de son éruption lui avait donné. On vit paraître dans toutes les langues de l'Europe des versions de la Bible émanées d'auteurs sincèrement dévoués à l'Église; on les vit s'imprimer et se propager avec l'approbation même des pontifes romains, telles, par exemple, que la version polonaise, publiée à Cracovie sous la protection authentique des papes Grégoire XIII et Clément VIII; telles encore que la version italienne de l'archevêque de Florence Martini, plus récemment recommandée par le pape Pie VI. Il n'est pas de nation catholique qui n'ait aujourd'hui à sa portée les Écritures traduites dans son idiome national par des écrivains d'une foi irréprochable et de l'assentiment exprès ou tacite, soit de l'épiscopat, soit de la Papauté. L'esprit de l'Église ne change pas. Dépositaire de la parole de Dieu, elle n'a jamais craint d'en exposer le texte véritable aux regards du genre humain; elle ne l'a pas tenu caché sous le linceul d'une langue hiératique, comme le secret du sanctuaire, et, tout en attribuant à l'antique version latine le caractère de l'authenticité, elle a permis à tous les peuples chrétiens de se la rendre propre dans une interprétation populaire. Elle a respecté les sources primitives, créé une traduction privilégiée, pourvu à l'exactitude des versions de second ordre, accepté toute propagation empreinte de sincérité, et ainsi, tout à la fois économe et libérale, elle a donné à la parole de Dieu une diffusion qui embrasse l'univers.

Mais, encore, mon cher Emmanuel, qu'il fût strictement interdit à un catholique de pénétrer dans les livres saints à l'aide d'une langue contemporaine, ce serait là une barrière sans importance pour vous. Grâce à Dieu, vous êtes lettré; vous appartenez à cette portion des hommes qui a eu le bonheur de se naturaliser par l'étude dans la cité de l'intelligence. La langue de l'Église, qui est celle de votre foi, est aussi celle de votre pensée. Chrétien par le cœur, vous êtes grec et romain par l'éducation, c'est-à-dire que vous êtes initié aux lettres, aux actes, aux idiomes et aux événements dont la Providence s'est servie pour préparer la venue de son Fils et en être le berceau. Si votre science est bornée, votre culture ne l'est pas; vingt ans d'assiduité



aux choses de l'esprit ont aiguisé en vous l'arme souveraine des grands combats. On ne peut vous en imposer par une érudition fausse ni par une philosophie apparente ; vous pouvez faire descendre de leur tré-pied ceux mêmes qui en savent plus que vous, parce que vous avez acquis le plus précieux des dons, qui est la perspicacité de l'entende-ment. Tandis que d'autres n'ont que le sens des quantités mathémati-ques, de perspective que les lois et les phénomènes de la matière, vous avez habité votre âme aux spéculations de l'ordre moral ; elle s'est rendu familières les choses qui ne se pèsent ni ne se mesurent à l'aide de la balance ou du compas, et, là même où vous ignorez, vous pouvez sentir encore l'absence du vrai. Vous êtes donc digne de lire la parole de Dieu, non parce que vous êtes capable de la lire dans le texte d'une langue morte, mais parce que vous êtes capable de mépriser les inévitables ombres qui couvrent çà et là des pages où se pressent à la fois les mystères du temps et ceux de l'éternité. Un mot obscur ne vous troublera pas ; un usage mal connu ne vous laissera que l'impression de votre impuissance ; un acte incompatible avec nos mœurs ne vous sera que le témoignage de l'antiquité où se perd le récit. La lumière surabondante et progressive de l'ensemble vous conduira sûrement, et, au lieu de juger par des points et des virgules d'un livre qui a changé le monde, vous le jugerez par sa substance, son cours et sa toute-puissante unité.

Mais ce qui me rassure encore plus, c'est la droiture de votre cœur et la justesse de votre sens chrétien. Né dans un pays catholique, c'est-à-dire dans un pays qui a conservé Jésus-Christ tout entier, vous avez reçu la tradition vivante du christianisme. Vous vous sentez disci-ple, et non pas maître. Comme Marie, la sœur de Lazare, se tenait aux pieds du Seigneur en l'écoutant ; comme Jean, l'apôtre bien-aimé, s'appuyait sur sa poitrine en le regardant ; ainsi vous tenez-vous aux pieds et sur la poitrine de l'Église, cette immortelle héritière du Christ, qui a reçu de lui sa parole dans les Écritures, sa grâce dans les sacre-ments, sa personne même dans l'Eucharistie, et enfin son autorité pour conduire les âmes et se conduire elle-même dans les voies de la ré-demption. Vous n'avez aucune peine à lui reconnaître ces traits, et, les reconnaissant, vous n'avez aucune peine à lui soumettre l'onction que vous avez reçue par elle de l'esprit de Dieu. Vous l'appellez votre mère, parce que vous la croyez l'épouse de Jésus-Christ, et la certitude de sa maternité vous inspire la tendresse et l'abandon de l'amour filial. Vous ne la séparerez donc pas des Écritures pas plus que vous ne la sé-parez de Jésus-Christ ; vous ne ferez pas un divorce entre ces trois et indivisibles objets de votre affection. Si les Écritures vous ont conduit à Jésus-Christ et Jésus-Christ à l'Église, l'Église à son tour vous don-nera la force de suivre Jésus-Christ et la grâce de ne pas errer dans les

Écritures au gré d'une interprétation sans règle. C'est là le triple nœud de la vérité parmi nous ; qui brise l'un brise les autres, et il ne lui reste bientôt dans les mains que la poussière de ce monde. Quand les protestants rejetèrent l'Église, je veux dire l'Église véritable, celle qui remontait à son auteur par la tradition de l'épiscopat et de la primauté romaine, ils crurent qu'ils se tiendraient fermement à la personne du Christ sur le fondement de la parole de Dieu. Mais la négation de la divinité de l'Église les amena bientôt à la négation de la divinité de Jésus-Christ, et celle-ci à la négation de la divinité des Écritures. Qui rompt le faisceau par un point le détruit tôt ou tard. Sans doute il est encore des protestants, et beaucoup peut-être, qui croient sincèrement à la Bible et au Christ ; mais la pente historique du protestantisme est où je l'ai dit, et les efforts des simples ou des ardents pour retenir la vérité scripturaire ne peuvent cacher au monde la dispersion de Babel.

Je ne crains pas pour vous cet écueil, mon cher Emmanuel ; le cours de votre siècle n'est plus où il était il y a trois cents ans. Alors, dans l'inexpérience d'une séparation qui n'avait jamais été tentée, on croyait possible le règne de Dieu sans le règne de l'homme ; aujourd'hui l'épreuve est faite, et il est constant que l'homme a sa part nécessaire et voulue dans le règne de Dieu. Qui détrône l'Église détrône Jésus-Christ. C'est pourquoi ce n'est pas l'hérésie, mais l'incroyance ; ce n'est pas l'abus des Écritures, mais leur mépris, qui est la blessure de notre âge. Échappé que vous êtes au grand naufrage des convictions, l'erreur inconséquente est sans péril pour vous. Vous êtes sauvé tout entier par cela seul que vous êtes sauvé. Aussi est-ce une autre crainte qui me préoccupe à votre sujet, la crainte que vous ne lisiez pas ou que vous lisiez sans profit nos codes sacrés.

Car, ne vous y trompez pas, c'est une lecture difficile, et difficile par une raison à laquelle peut-être vous n'avez pas songé. Je ne fais pas allusion à votre ignorance des langues originales de l'Écriture ; vous ne savez pas l'hébreu, et vous n'avez du grec qu'une teinture trop légère pour vous servir. Mais là n'est pas l'obstacle. Si un protestant, qui est seul au monde en présence de la Bible, a un besoin logique d'en connaître les sources, et par conséquent les idiomes où repose son antiquité, il n'en est pas ainsi d'un catholique, qui sait ce qu'il est. Vivant dans l'Église perpétuellement assistée de Dieu pour la conduire et l'éclairer, il lui suffit qu'elle sache ce qu'il ignore. Sa science est la sienne, sa lumière lui appartient, et, dans l'immense communion des siècles et des docteurs chrétiens, il puise l'honneur invincible de parler toutes les langues, d'entendre et de résoudre toutes les difficultés. L'Église est née dans les régions sémitiques ; ses premiers apôtres étaient de la race d'Abraham, et, par eux, elle a connu tous les

secrets de la postérité de Sem. Elle en a recueilli les traditions, partagé les mœurs, épelé les dialectes. Tout ce vieux monde hébraïque a été son berceau, et elle s'est jouée du Nil au Sinaï, du Sinaï à Jérusalem et à Babylone. Le monde grec en même temps lui ouvrait ses portes démantelées par où s'échappait tout le fleuve de la première Europe, et Rome, maîtresse de tout, l'introduisait de la terre latine aux entrailles de l'Occident. Car il y avait à cette heure-là trois choses présentes partout : les synagogues juives, les colonies grecques et les légions romaines. Saint Paul était à la fois juif par son origine, grec par la ville de Tarse, lieu de sa naissance, romain par le droit de cité, et, quelque part qu'il se portât, il n'était étranger que par Jésus-Christ, jusqu'à ce que le lendemain ce titre lui créât une quatrième fraternité. Toutes les langues et tout le savoir humain s'étaient ainsi donné rendez-vous au berceau de l'Église ; et depuis, à mesure qu'elle s'est avancée entre les ruines du monde ancien et les rudiments du nouveau, elle s'est initiée toujours, avec une fidélité digne de sa mission, aux progrès de la science humaine. C'est pourquoi ses enfants, certains de son infailibilité surnaturelle, certains aussi de son universelle culture, se reposent sur elle des dons qu'ils n'ont pas reçus, et, tranquilles dans sa double lumière, pauvres ou riches, ils apportent à la table commune de la vérité une faim dont ils ne rougissent pas.

Ne vous inquiétez donc pas d'ignorer l'hébreu ou de mal savoir le grec ; l'Église les sait pour vous et elle ne vous demande que la bonne volonté de les apprendre pour elle, si tel était l'honneur de votre prédestination. Mais, Emmanuel, il y a dans l'Écriture une plus grande difficulté que celle des langues, une difficulté plus intime encore et plus profonde, c'est celle de sa beauté. L'Écriture est belle d'une beauté qui n'a rien d'humain, qui ne procède d'aucune passion et qui n'en provoque aucune. En tout autre livre, les choses nous touchent par leur nature qui est la nôtre, et, si le génie de l'écrivain les a couvertes d'éloquence ou de poésie, elles nous ravissent aisément jusqu'à l'enthousiasme ou au moins jusqu'à l'émotion. Il n'en est pas de même de l'Écriture. Elle est, d'un bout à l'autre, surhumaine par son fonds, quoiqu'il n'y soit question que de l'homme et de ses destinées, et il y règne un souffle si simple, si chaste, si peu terrestre, que jamais le côté faible et ardent de notre être n'y trouve son aliment. C'est à peine si ça et là, dans quelque fragment d'une histoire plus proche de nous, nous sentons légèrement s'émouvoir la brise de l'humanité. Joseph retrouvant ses frères qui l'ont autrefois vendu, Tobie embrassant son vieux père après une longue absence et de plus longues alarmes, les Machabées délivrant leur patrie du joug de l'étranger : ces scènes et quelques autres nous ramènent au foyer de notre nature, mais rarement et avec une sorte de divine parcimonie.

Quand je lus ce fameux *Cantique des cantiques* que Voltaire appelait avec tant de goût *une chanson de corps de garde*, je fus étonné de demeurer si froid devant une si grande et si orientale nudité d'expressions; je me demandai pourquoi, ne comprenant pas encore que, s'il y a un art de cacher le vice sous des formes de style savamment calculées, il y a aussi un art de cacher la vertu sous des couleurs qui sembleraient celles de la passion. Il en est du *Cantique des cantiques* comme du crucifix; tous les deux sont nus impunément parce qu'ils sont divins.

Mais, si cette perfection est un témoignage de divinité, elle est aussi une épreuve pour le lecteur. Il se lasse aisément d'être emporté si haut, loin des parfums et des illusions de la terre. Comme les Israélites errant dans les solitudes de l'Arabie regrettaient, sans le vouloir, la captivité de l'Égypte, il regrette les champs bien-aimés des littératures qui l'ont ému. Le souffle lui manque pour suivre l'inspiration des prophètes et le langage des martyrs; il y croit, il les goûte même par l'onction intérieure de l'Esprit de Dieu qui habite en lui, mais *le poids de cette gloire*, pour me servir d'une expression de saint Paul, est trop pesant à une âme qui n'a pas encore atteint la virilité de l'âge surnaturel. Aussi l'Eglise, qui le sait, n'impose-t-elle pas à ses enfants cette grande lecture comme un devoir; semblable à une mère prudente, elle leur distribue la parole de Dieu dans une mesure qui convient à leur faiblesse. Un mot, une phrase, lui suffisent pour les instruire et les toucher. Soit qu'elle leur parle du haut de la chaire par ses ministres, soit qu'elle dicte pour eux des livres à ses docteurs, c'est toujours l'Écriture qui est sur ses lèvres ou sous sa plume, comme un or précieux qui, sans rien perdre de sa substance et de son prix, se déroule entre les doigts de l'artiste et y reçoit l'alliage de son génie. Cet alliage, il est vrai, quand il est appliqué à l'Écriture, est un alliage humain, l'empreinte d'un art moins parfait que celui de Dieu. Cependant, à cause de l'alliance entre Dieu et l'homme par la grâce, nous pouvons parler la parole de Dieu sans la profaner, et ce que nous y mêlons de notre âme est un attrait qui la rapproche heureusement de notre infirmité. Quand, par exemple, vous lisez l'Écriture dans Bossuet, quelle majesté, quelle force, quelle lumière, n'en jaillit pas à vos yeux? Le mot qui vous eût laissé froid vous remue; c'est un prophète expliquant un prophète. La foi est ravie sans être abaissée, et c'est notre faiblesse même qui est ici le char où nous montons vers Dieu.

Il y a peu d'années, les *Martyrs* de M. de Chateaubriand me tombèrent sous la main; je ne les avais pas lus depuis ma première jeunesse. Il me prit fantaisie d'éprouver l'impression que j'en ressentirais, et si l'âge aurait affaibli en moi les échos de cette poésie qui m'avait

autrefois transporté. A peine eus-je ouvert le livre et laissé mon cœur à sa merci, que les larmes me vinrent aux yeux avec une abondance qui ne m'était pas ordinaire, et, rappelant mes souvenirs sous le charme de cette émotion, je compris que je n'étais plus le même homme, et que, loin d'avoir perdu de ma tendresse littéraire, elle avait gagné en profondeur et en vivacité. Ce n'était pas seulement l'âge qui l'avait mûrie; un nouvel élément l'avait transfigurée; j'étais chrétien. Les *Martyrs*, qui n'avaient parlé qu'à mon imagination et à mon goût de jeune homme, leur parlaient encore sans doute, mais ils trouvaient dans ma foi un second abîme ouvert à côté de l'autre, et c'était le mélange de deux mondes, le divin et l'humain, qui, tombant à la fois dans mon âme, l'avait saisie sous l'étreinte d'une double éloquence, celle de l'homme et celle de Dieu. Aucun écrivain, avant M. de Chateaubriand, n'avait eu cet art au même degré. Saint Jérôme, le plus passionné des Pères, avait bien retenu de l'antiquité profane et des ardeurs de sa jeunesse un accent qui retentissait dans son style; mais, pénétré de Jésus-Christ jusqu'à la moelle des os, le saint diminuait en lui les restes du poète et du voyageur. Il se frappait la poitrine au souvenir de l'ancien Jérôme, et ce qui s'en entendait encore n'était plus que le cri du lion affaibli par l'immensité du désert. En M. de Chateaubriand l'homme avait survécu. Comme le solitaire de Bethléem, il avait assisté aux révolutions des empires; il avait vu tomber Versailles et persécuter le christianisme; comme lui, victime d'une mélancolie native que les événements du monde avaient nourrie, il avait cherché dans de lointains exils le remède de ses douloureuses contemplations; la foi lui était venue de ses larmes, et, purifiant tout à coup son génie jusque-là sans règle, elle lui avait inspiré, sur les ruines de l'Eglise et de la monarchie, les premières pages qui eussent consolé le sang des martyrs et les tombes de Saint-Denis. Mais, si chrétien qu'il fût, l'homme était demeuré; il se remuait tout vivant dans la magie de son style, et jamais le christianisme n'avait eu pour prophète une âme où le monde eût tant d'éclat et Jésus-Christ tant de grandeur. Jusque dans ses traits M. de Chateaubriand portait cet illustre combat de sa destinée contre elle-même. Il y avait dans sa tête la majesté pensive de la foi, les rayons de la gloire et ceux de la solitude, mais non pas toute la paix du chrétien qui depuis longtemps s'est assis au Calvaire en face de la Croix. Dieu nous l'avait donné aux confins de deux siècles, l'un corrompu par l'infidélité, l'autre qui devait essayer de se reprendre aux choses divines, et sa muse avait reçu le même jour, pour mieux nous charmer, la langue d'Orphée et celle de David.

Ainsi en est-il plus ou moins, mon cher Emmanuel, de tous les interprètes de l'Ecriture. Leur mission est de nous en adoucir la divinité, comme on verse dans une eau précieuse par elle-même une

goutte d'un parfum trop puissant pour être respiré par nos faibles organes. Les catholiques sont accoutumés à ces ménagements de la bonté de Dieu. Ils ne croient pas déchoir en lisant les Pères et les docteurs de l'Eglise, en écoutant la voix de leurs pasteurs ou l'éloquence qui perpétue dans la chaire évangélique les traditions de l'apostolat. Ils sont persuadés que tout est vivant dans l'œuvre de Jésus-Christ, et que l'Écriture elle-même, en passant de l'airain qui la garde aux lèvres qui la répandent, ne perd pas sa nature ni son efficacité. Cependant n'en concluez pas que sa lecture directe soit inutile au chrétien qui s'y applique. Elle ne lui est pas nécessaire, mais elle lui est profitable. C'est la pensée de tous les Pères de l'Eglise; et je tiens, en suivant leurs traces, à vous ouvrir ce chemin; l'un des plus consolants par où l'âme puisse s'élever vers Dieu.

Quoi que fassent, en effet, les prédicateurs de la parole divine ou les docteurs de la science chrétienne, ils ne nous dispensent l'Écriture que goutte à goutte, dans un ordre brisé par le cadre de leurs discours ou l'objet de leurs travaux, et, tout en recueillant de leur exposition la doctrine céleste, elle n'a plus, sous cette forme, la suite lumineuse et progressive que l'Esprit de Dieu lui a faite dans le cours des temps. Le pain est rompu, il est vivant, il est distribué à tous les besoins dans la proportion de toutes les forces; mais son architecture a disparu par le succès même de la charité. Si, au contraire, lentement instruits par l'Eglise, pénétrés de son souffle vivifiant, nous entrons avec un cœur docile dans le monument même de la vérité tel que Dieu l'a construit, nous rencontrerons bien des ombres dans les profondeurs, des passages où il faudra courber la tête, des sublinités où notre intelligence sera sur le point de faillir; mais, soutenus par l'Eglise elle-même, notre compagne inviolable, nous marcherons de clartés en clartés sous le firmament de la sainte parole, nous jouant avec elle dans les plans découverts de l'éternité, admirant de proche en proche Jésus-Christ qui s'avance, l'attendant avec les patriarches, le regardant venir avec les prophètes, le saluant sur la harpe des psaumes, jusqu'à ce qu'enfin, au seuil du second temple, il nous apparaisse tout chargé de sa gloire et de sa mort, victime prédestinée de la réconciliation des âmes et souveraine explication de tout ce qui est par tout ce qui fut. Cette vision de Jésus-Christ ne remplit pas seule le long tissu des saints livres; elle s'y entrelace aux grands événements du monde. Le chrétien les y voit sous la main de la Providence, conduits par des lois de justice et de bonté. Il démêle, à cette lumière, la succession des empires, l'avènement et la chute des races fameuses. Il comprend que le hasard n'est rien ni la fatalité non plus, mais que tout marche sous la double impulsion de la liberté de l'homme et de la sagesse de Dieu. Cette vue de l'histoire dans la vérité de ses causes le ravit. Il y

puise un entendement de la vie qu'aucune expérience ne lui donnerait, parce que l'expérience ne révèle que l'homme, tandis que l'Écriture révèle à la fois Dieu dans l'homme et l'homme en Dieu. Cette révélation ne se fait pas seulement sentir aux grands moments de la Bible; elle est partout. Dieu ne s'absente jamais de son œuvre. Il est au champ de Booz, derrière la fille de Noémi, comme il est à Babylone au festin de Balthazar. Il s'assied sous la tente d'Abraham, voyageur fatigué du chemin, comme il se repose au sommet du Sinaï dans les foudres qui annoncent sa présence. Il assiste Joseph dans sa prison comme il couronne Daniel dans la captivité. Les moindres détails de la famille ou du désert, les noms, les lieux, les choses, tout est plein de lui, et c'est dans une route de quarante siècles, de l'Éden au Calvaire, de la justice perdue à la justice recouvrée, qu'on suit de la sorte et pas à pas tous les mouvements de sa tendresse et tous ceux de sa force. Qui pourrait revenir insensible d'un si profond pèlerinage? Qui pourrait, conduit par la foi sur de telles traces, ne pas rentrer meilleur au foyer de sa propre vie? La Bible est tout à la fois le drame de nos destinées, l'histoire primitive du genre humain, la philosophie des Saints, la législation d'un peuple élu et gouverné par Dieu; elle est dans une Providence de quatre mille ans la préparation et le germe de tout l'avenir de l'humanité; elle est le dépôt des vérités qui lui sont nécessaires, la charte de ses droits, le trésor de ses espérances, l'abîme de ses consolations, la bouche de Dieu sur son cœur; elle est enfin le Christ fils de Dieu qui l'a sauvé.

Et si l'humanité l'ignorait, Emmanuel, si, pervertie par les bienfaits même de ce livre qui l'ont élevée si haut, elle venait à le méconnaître dans l'orgueil d'une grandeur qu'elle y a puisée, nous, chrétiens des derniers âges, quel ne devrait pas être notre culte pour ce monument éternel de la grâce qui nous a choisis et de la vérité qui nous a faits? Comment en délaisserions-nous les pages dans la froide poussière d'une inactive adoration? Sans doute elles vous coûteront de la peine, je vous l'ai dit; mais cette peine elle-même est encore un don; car, parmi les avantages attachés à l'étude directe des Écritures, il faut compter l'appropriation lente et personnelle que nous nous faisons de leur substance. Lorsque nous en lisons le texte dans les docteurs ou que nous en écoutons la voix dans la chaire de nos temples, c'est la pensée d'autrui qui dirige la nôtre, et qui, en nous épargnant tout travail, ne creuse pas toujours assez avant dans notre âme le sillon de l'Esprit-Saint. Mais, si, au contraire, placés en présence de la lettre elle-même comme en présence d'un or inculte, nous y appliquons avec ferveur toutes les forces de notre entendement et toutes les énergies de notre foi, il se crée peu à peu entre le livre et nous un mystère de transsubstantiation. Notre âme entre dans chaque mot; et

chaque mot, pesé au poids d'une conscience qui adore, pénètre notre âme, l'éclaire, l'échauffe, l'émeut, la ravit, lui donne Dieu dans une suave onction. Qu'importe le temps? qu'importent les sueurs? Je ne vous presse pas d'aller vite, et Jésus-Christ ne vous presse pas non plus. Il attend sans peine l'homme après que l'homme a mis quarante siècles à l'attendre. Il faudra même vous résoudre à passer des choses que vous n'entendrez pas tout d'abord; c'est le conseil que vous donne l'*Imitation*. « La curiosité, dit-elle, nous arrête souvent dans la lecture des saints livres, parce que nous voulons comprendre et discuter là où il faudrait passer simplement <sup>1</sup>. » A la longue, cependant, et en vous aidant d'ailleurs quelquefois d'un commentaire ou d'un conseil, votre esprit se formera au style de Dieu, comme aussi à la grammaire abrupte et quelquefois barbare de saint Jérôme. Vous prendrez goût à ce divin banquet; vous vous y assoirez tous les jours non pas de longues heures, je ne vous le demande pas, mais quelques instants, le matin, lorsque le fardeau de la veille aura été enlevé de votre cœur par le repos et que celui du jour n'aura pas encore courbé votre esprit. Vous ferez de ce lever dans la parole de Dieu l'aurore bien-aimée de tous vos travaux. Elle les colorera d'un reflet du ciel; elle y fera descendre comme un baume la rosée qui tombe des saintes régions. Vous vous direz en fermant le livre après avoir lu, ce que Jésus-Christ disait à saint Pierre sur les flots du lac de Galilée : *Duc in altum*, avance-toi maintenant dans la haute mer.

Ce moment du réveil dans l'ombre ou la clarté du matin, selon les saisons, est un moment sacré. L'âme qui n'en connaît pas le prix ne s'initiera jamais bien avant aux voies du Dieu qui a réglé le cours des astres en même temps que la vie de l'homme, et fait de l'une et de l'autre une harmonie calculée. Le mépris de cette harmonie, funeste à la santé et au travail, l'est bien davantage encore à la piété. L'homme qui prolonge son sommeil au delà du matin, parce qu'il a prolongé sa veille au delà d'une juste nuit, trouve à son chevet le bruit et les affaires du monde. Il est saisi par leur éclat tumultueux, et cherche en vain pour Dieu l'heure tranquille qu'il a perdue par sa faute. Il ne trouve que des devoirs qui se précipitent, des ennuis qui s'appellent, l'oubli de son âme et le silence de la vérité. Aussi était-ce, aux temps plus chrétiens que le nôtre, une maxime de toutes les familles fortes et de tous les esprits vigoureux, de se coucher de bonne heure pour se lever de même, et, lorsque je quittai ma province, à l'âge de vingt ans, pour venir à Paris, un homme éminent qui s'intéressait à ma jeunesse me dit cette parole qui m'est toujours demeurée présente : « Si vous voulez être tout ce que Dieu demande de vous et vivre autant

<sup>1</sup> Liv. I, chap. v, vers. 2.



que le comporte votre nature, ne veillez jamais au delà de dix heures du soir. » Aujourd'hui, par une aberration trop commune, mais sévèrement punie, on veut unir au prestige des travaux sérieux la jouissance des plaisirs vulgaires. On est homme du monde par delà minuit, et l'on se réveille écrivain, savant, magistrat, ministre même, en attendant que la nature, accablée de ce double fardeau, se venge du génie lui-même par un idiotisme qui attriste l'admiration et que l'antiquité n'avait pas connu.

Vous, mon cher Emmanuel, quelle que soit votre carrière, vous permet-elle d'être moins ménager de vos nuits, respectez-en la prédestination divine. Suivez, dans votre sommeil comme dans tous vos actes, l'ordre sacré de la nature. Ce n'est pas en vain que vous en violeriez la majesté; ce n'est pas en vain non plus que vous honorerez dans ses lois la main qui les a tracées, et qui, en créant l'univers pour l'homme, a mis partout dans son œuvre un bienfait pour qui la vénère, un châtimement pour qui la profane. Le matin est le réveil du monde, qu'il soit aussi le vôtre. Consacrez-en l'aube virgine à la méditation de cette aube plus splendide encore et plus pure, qui est la parole de Dieu. L'une est la lumière de vos yeux, l'autre est celle de votre cœur; que toutes les deux se lèvent en même temps sur vous pour éclairer votre vie. La sortie du sommeil est comme la sortie du tombeau, et, quand Jésus-Christ s'élança du sien, au jour de sa résurrection, ce fut un ange qui renversa la pierre du sépulcre.

Mais dans quel ordre lirez-vous l'Écriture sainte? Sera-ce au hasard, selon que l'instinct vous guidera, ou bien d'après une pensée directrice? Le hasard n'étant que l'abandon de soi-même à l'inconnu, vous ne pouvez vous fier à lui dans une affaire aussi sérieuse que celle de communiquer avec Dieu par sa parole. Vous suivrez donc un ordre préconçu : quel sera-t-il?

L'Écriture, comme une haute montagne qui serait le phare du monde, se partage en deux versants, le versant de l'antiquité et celui des temps modernes, l'un qui regarde l'occident et l'autre l'orient de l'humanité. Tous les deux portent le nom de *Testament*, parce que tous les deux renferment le témoignage de Dieu et la charte de son alliance avec l'homme; mais, par le côté qui regarde la préparation de cette alliance, le testament divin prend le nom d'*ancien*, par le côté qui en regarde la consommation, il prend le nom de *nouveau*. L'un et l'autre, considérés dans leur distribution intérieure, se composent des mêmes éléments : l'histoire qui dit le passé, la prophétie qui dit l'avenir, la théologie qui unit le passé à l'avenir, dans le sein de l'éternelle vérité.

Or, entre ces deux perspectives, dont l'une vous reporte à des temps qui ne furent qu'un préambule, l'autre à des temps qui durent encore et ne finiront qu'avec le monde, je n'hésite pas un instant. Vous

êtes né sous Jésus-Christ ; son siècle est le vôtre, sa lumière a éclairé toute lumière, et, de même que ceux qui furent avant lui le regardaient venir, ceux qui sont après lui doivent le regarder venu. Après comme avant, il est le point unique où le ciel et la terre se rencontrent. Sans doute, les chrétiens de l'Ancien Testament passaient au delà du Christ pour contempler dans la suite des choses l'admirable effet de sa mission ; mais ce second regard n'était que le prolongement du premier. Ils voyaient d'abord Jésus-Christ, et, cette vision satisfaite, ils adoraient en elle l'avenir mystérieux du genre humain régénéré. Nous aussi, Chrétiens du Nouveau Testament, nous pouvons bien considérer au delà du Christ les institutions et les événements qui en ont préparé la venue ; mais c'est en traversant sa personne qu'il nous faut atteindre ce passé où il ne régnait pas encore, et qui n'était qu'un crépuscule et une ébauche de son apparition au milieu de nous. Notre premier regard tombe sur lui naturellement ; il est l'objet cherché avant tous les autres, la splendeur qui rejaillit sur les siècles incomplets, comme elle illumine les siècles de perfection.

Vous commencerez donc par l'Évangile, qui est Jésus-Christ vivant. Là, dans sa chair, expression de son âme et voile transparent de sa divinité, vous le verrez lui-même. Ce n'est point Moïse, ni David, ni le prophète Isaïe, si grands qu'ils soient, qui vous parleront de lui ; c'est sa propre bouche qui vous dira sa pensée, ses regards qui vous diront son amour, sa main qui pressera la vôtre pour vous encourager en vous bénissant. Vous le verrez naître dans le silence d'une nuit, sur la paille d'une étable, et vous lui apporterez avec d'humbles bergers les prémices de l'adoration du genre humain. L'Orient, terre antique des souvenirs, enverra visiter son berceau, et, dès cet éveil d'une gloire qui doit remplir le monde, le sang innocent coulera pour l'étouffer. Une terre impure recevra dans l'exil l'enfant qui purifiera tout et fera de l'univers une seule patrie. Vous reviendrez avec lui au toit de ses ancêtres, non plus le palais de David, dont il est le dernier fils, mais l'obscur maison d'un artisan qui vit de ses mains, et là vous admirerez cette enfance, objet de tant de présages et ensevelie dans de si simples vertus. Vous retiendrez votre souffle pour entendre le sien, et l'histoire, muette tout exprès, ne vous apportera qu'un mot ou deux, mots énigmatiques qu'une mère alarmée pèse dans le sanctuaire de son inaltérable virginité. Sion enfin s'émeut, la Judée se trouble ; toutes les douleurs accourent au-devant de celui qu'elles attendaient ; Jean le baptise, le peuple l'écoute, les docteurs le haïssent et le persécutent, les pécheurs quittent leurs barques pour le suivre, et la parole de Dieu, s'échappant de sa source à toute heure, court du tombeau des âmes au tombeau des corps pour rappeler partout la vie. L'homme voit ce qu'il n'avait jamais vu, la souveraine bonté dans la souveraine

puissance, et la plus haute lumière dans la plus populaire simplicité. L'Évangile est au monde, immortel désormais, plus profond que les sages, plus pur que les vierges, plus fort que les rois, encore inconnu de Rome où sera son trône, et déjà maître du temps qui ne l'a pas consacré.

Oh ! qu'écrirai-je de l'Évangile, puisque l'Évangile est écrit ! Ouvrez-le, vous qu'il a fait mon fils, et, après y avoir imprimé vos lèvres rassurées, livrez-vous à lui comme à l'âme de votre mère. Votre mère venait de Dieu et elle vous aimait ; l'Évangile aussi vient de Dieu, et c'est le seul livre qui ait reçu le don d'aimer. Par un prodige aussi admirable que lui-même, quatre hommes l'ont écrit sous l'inspiration de celui qui l'avait parlé, et, malgré la différence personnelle de leur caractère et de leur génie, on retrouve en tous quatre le même naturel sublime et simple, le même accent, la même vérité, le même amour et le même Dieu. C'est toujours l'Évangile, parce que c'est toujours Jésus-Christ.

Après l'Évangile viennent les actes de ses premiers disciples, de ceux qui avaient entendu et vu le Sauveur. Je ne vous le cache pas, les *Actes des Apôtres* m'émeuvent plus que l'Évangile. En celui-ci tout est trop divin, si l'on peut parler de la sorte ; en ceux-là l'homme paraît mais en quel moment et sous quel souffle ! Jésus-Christ vient de quitter la terre y laissant les traces ineffaçables de son passage, y laissant quelques amis de son choix avec lesquels il a vécu, qui l'ont touché dans sa chair comme un homme, et l'ont cependant adoré comme un Dieu. Les voilà seuls, en face de l'univers qui ne croit rien de ce qu'ils croient, qui n'en sait même rien encore, et qu'ils doivent convertir à leur foi du pied de la croix qui a vu périr leur maître. Y eut-il jamais pour des hommes un semblable moment ? Et quels hommes ? des artisans, des pécheurs. Ils vont dire au monde les premières paroles de la prédication chrétienne ; ils vont faire dans les âmes, après la leur, les premiers miracles de la toute-puissance apostolique, et tracer dans la corruption du siècle les premiers linéaments de ces mœurs où la charité s'enflammera des glaces de la pureté. Toutes les origines et toute l'éloquence du christianisme sont dans ces courtes pages où saint Paul, qui n'avait pas vu le Christ et qui le persécutait, se lève à côté de saint Pierre, désormais inséparable de lui, moins grand par l'autorité, plus éclatant par la parole, égaux tous les deux en trois choses, leur amour, leur supplice et leur tombeau.

Là, entre ces deux hommes, vous verrez apparaître toutes les scènes de l'antiquité chrétienne : la communauté des âmes et des biens, la fraternité, l'apostolat, la hiérarchie, l'esprit de secte déjà naissant, la vindicte de l'excommunication, le premier concile avec le premier oracle de l'infaillibilité, la foi donnée aux gentils contre l'attente uni-

verselle et à la surprise des apôtres eux-mêmes, les flammes de l'Esprit-Saint tombant avec le don des langues sur quiconque croit et adore, tout l'ordre intérieur enfin de l'Eglise manifesté au dehors par des signes sensibles, et ce qui s'accomplira secrètement dans toute la suite des siècles, accompli ouvertement à la face de trois mondes, le monde juif, le monde grec et le monde romain. C'est à Jérusalem qu'a commencé ce drame surnaturel; c'est à Rome qu'il se termine, après avoir passé par Antioche, Athènes et Corinthe. Saint Paul, tout chargé de chaînes, apporte aux Romains la liberté de l'univers, et le bruit de ses pas dans la capitale future du christianisme est la dernière parole qu'on entende de lui.

Que d'heures, mon cher Emmanuel, que d'années il vous faudra donner à cette lecture de l'Évangile et des Actes ! Je ne vous les nombre pas ni ne vous les détermine; mais vous vous garderez d'aller plus loin avant que cette image de Jésus-Christ et de ses apôtres ait pris de votre cœur une immortelle possession.

Que ferez-vous alors ? Dois-je prévoir le temps où l'Évangile aura pénétré dans l'intime familiarité de tout votre être et vous tracer d'avance les étapes de votre itinéraire dans la longue suite des Écritures ? Je le crois préférable pour ne pas rompre l'unité de ces lettres, et parce que de brèves indications me suffiront d'ailleurs pour vous guider au delà du point où nous sommes parvenus.

Peut-être attendez-vous qu'après l'Évangile et les Actes, qui composent la partie historique du Nouveau Testament, je vais vous introduire sans intermédiaire dans sa partie théologique, c'est-à-dire dans les épîtres des apôtres et particulièrement de l'apôtre saint Paul. Cet ordre semblerait naturel, mais il vous précipiterait trop tôt dans les profondeurs du dogme chrétien. J'aime mieux vous y conduire avec plus de lenteur pour vous y conduire avec plus de sûreté. C'est pourquoi je vous ramène de mille ans en arrière et de Jésus-Christ à David, son plus illustre aïeul. David n'est pas seulement prophète, il est le prince de la prière et le théologien de l'Ancien Testament. C'est avec ses psaumes que prie l'Eglise universelle, et elle trouve dans cette prière, outre la tendresse du cœur et la magnificence de la poésie, les enseignements d'une foi qui a tout su du Dieu de la création et tout prévu du Dieu de la rédemption. Le psautier était le manuel de la piété de nos jours; on le voyait sur la table du pauvre comme sur le prie-Dieu des rois. Il est encore aujourd'hui, dans la main du prêtre, le trésor où il puise les aspirations qui le conduisent à l'autel, l'arche qui l'accompagne aux périls du monde, comme au désert de la méditation. Nul autre que David n'a mieux prié; nul autre, préparé par plus de malheurs et plus de gloire, par plus de vicissitudes et plus de paix, n'a mieux chanté la foi de tous les âges et mieux pleuré les fautes de

tous les hommes. Il est le père de l'harmonie surnaturelle, le musicien de l'éternité dans les tristesses du temps, et sa voix se prête à qui la veut pour gémir, pour invoquer, pour intercéder, pour louer, pour adorer. Empruntez-la, Emmanuel, vous si jeune encore dans la prière, si nouveau dans les élans de l'âme vers Dieu; empruntez cette voix dont l'Église a fait la sienne, et qui, depuis trois mille ans, porte aux anges les soupirs et la joie des saints. Que votre psautier vous accompagne partout comme un ami fidèle. En quelque situation que la Providence vous jette, David vous y a précédé. Serez-vous pauvre? David fut berger. Serez-vous soldat ou capitaine? David a vécu dans les camps, et son heureuse épée a dicté la victoire dans la guerre civile et dans la guerre étrangère. Serez-vous l'hôte d'un palais, l'ami des rois? David a pratiqué les cours, il en a connu les faveurs et les ingrattitudes. Serez-vous trahi, persécuté? David le fut avant vous, il erra longtemps dans l'exil, incertain de son sort. Aurez-vous le bonheur de rencontrer une âme qui se donne à la vôtre? David aima Jonathas et fut aimé de lui. La rivalité de leur destinée ne sépara point leurs cœurs, et le fils de Saül, enveloppé dans la réprobation de son père, perdit le trône et la vie sans perdre l'amitié. Serez-vous fidèle à Dieu? David le fut. Serez-vous pécheur? David le fut. Les revers vous précipiteront-ils du faite de la fortune aux extrémités de la misère? David s'enfuit devant la trahison d'un fils, et la fortune ne lui revint que sur le cadavre de l'enfant qu'il voulait sauver. Il n'y a pas dans la vie de l'homme un péril, une joie, une amertume, un abattement, une ardeur, pas un nuage et pas un soleil qui ne soient en David, et que sa harpe n'émeuve pour en faire un don de Dieu et un souffle d'immortalité.

C'est donc lui qui vous recevra des mains de l'Évangile pour vous conduire à saint Paul. Saint Paul est le théologien du Nouveau Testament et le dernier degré de la profondeur dans les choses divines. Venu après Jésus-Christ, quand la révélation de tous les mystères était consommée, homme de science avant d'être l'homme de Dieu, il a porté dans les abîmes de l'incarnation et de la rédemption une lumière si énergique, qu'elle éblouit d'abord, et une intrépidité de foi dont l'expression abrupte cause une sorte de vertige à l'entendement qui n'y est pas préparé. Saint Paul a une langue à lui, une sorte de grec tout trempé d'hébraïsme, des tours brusques, hardis, brefs, quelque chose qui semblerait un mépris de la clarté du style, parce qu'une clarté supérieure inonde sa pensée et lui paraît suffire à se faire voir elle-même. Insouciant de l'éloquence comme de la lumière, il rebute d'abord l'âme qui vient à ses pieds; mais, quand on a la clef de son langage, et qu'une fois, à force de le relire, on s'est élevé peu à peu à l'entendre, on tombe dans l'enivrement de l'admiration. Tous les coups

de sa foudre ébranlent et saisissent; il n'y a plus rien au-dessus de lui, pas même David, le poète de Jéhovah, pas même saint Jean, l'aigle de Dieu; s'il n'a pas la lyre du premier ni le coup d'aile du second, il a sous lui l'océan tout entier de la vérité et ce calme des flots qui se taisent. David a vu Jésus-Christ du haut de la montagne de Sion, saint Jean a reposé sur sa poitrine dans un banquet; pour saint Paul, c'est à cheval, le corps en sueur, l'œil enflammé, le cœur tout rempli des haines de la persécution, qu'il a vu le Sauveur du monde, et que, renversé à terre sous l'éperon de sa grâce, il lui a dit cette parole de paix : *Seigneur, que voulez-vous que je fasse?*

Saint Paul étudié et goûté, mon cher Emmanuel, les Écritures sont à vous. Vous les ouvrirez à la première page, et vous les lirez à votre aise dans l'ordre où la tradition de l'Église en a placé les livres. Vous arriverez ainsi à l'Apocalypse de saint Jean, qui est la prophétie du Nouveau Testament et de tout l'avenir de l'Église sur la terre. Je ne vous en dis rien. Saint Jean, dans cette vision fameuse, a vu tomber la Rome idolâtre, les monarchies chrétiennes se former des débris de l'empire romain, une puissance opposée au règne du Christ s'établir dans le monde, des chutes et des erreurs se succéder, et enfin s'ouvrir à la fin des temps la dernière et la plus formidable des persécutions, dont l'Église triomphera par le second avènement du Christ. Prise dans son ensemble, cette prophétie est d'une extrême clarté; mais dans ses détails elle échappe aux efforts qui veulent la suivre pas à pas et en appliquer les scènes aux événements accomplis. Ce travail plus ou moins ingrat n'aura de succès qu'aux derniers jours, lorsque, la destinée de l'Église touchant à son terme, l'œil de nos descendants remontera d'époque en époque le cours de tous nos malheurs et de toutes nos vertus. Jusque-là l'ombre entravera la lumière, et ce ne doit pas être un regret pour ceux qui vivent comme nous entre le passé et l'avenir de la foi, sous la splendeur des deux Testaments.

H. D. LACORDAIRE.

# LES ASSURANCES SUR LA VIE

EN ANGLETERRE<sup>1</sup>.

---

Il y a près de quarante ans que les assurances sur la vie ont été introduites en France. Pendant ce laps de temps, des myriades de prospectus, de réclames, d'affiches, ont été répandues dans le public, de nombreux agents ont été mis en campagne pour propager l'institution, et il n'est peut-être pas de jour où le promeneur de nos rues, le voyageur de chemins de fer, le lecteur de gazettes ne soit poursuivi et comme obsédé de l'annonce d'une compagnie d'assurances sur la vie. L'institution en elle-même est excellente, à l'abri de toute critique, digne des plus grands encouragements; elle s'adresse à presque toutes les classes éclairées, elle n'a besoin que d'être exposée pour se concilier tous les suffrages. Chose remarquable encore ! la sécurité des transactions n'a pu être altérée par aucun mécompte, par aucun désastre, et aucune Compagnie française n'a jamais manqué à ses engagements. Et cependant un si vaste déploiement de publicité, qui eût attiré des sommes énormes aux commandites les plus suspectes, ou fait débiter par millions les drogues du charlatanisme, n'a obtenu qu'un très-médiocre succès; les assurances sur la vie ne sont pas entrées dans nos mœurs, elles demeurent même à peine connues, mal comprises, confondues avec d'autres opérations toutes différentes, à ce point que, voulant exposer, pour des lecteurs français, les prodigieux développements de l'institution dans un pays voisin, je ne me crois pas dispensé de dire en quoi elle consiste, et de définir en quelque sorte l'*assurance sur la vie*.

Les transactions basées sur les chances de la mortalité présentent des combinaisons très-diverses. Les plus connues en France sont d'abord les rentes viagères et les pensions pour la vieillesse; en second lieu, les associations tontinières. L'objet spécial de l'étude à laquelle je convie le lecteur est tout différent de ces opérations et en est même le frappant contraste. Il ne s'agit plus d'assurer la subsistance ni d'augmenter l'aisance des contractants, de subvenir à leurs besoins

<sup>1</sup> Voir l'article sur les Assurances agricoles. (*Correspondant* du 25 septembre 1857.)

personnels par une accumulation de leurs épargnes ; il s'agit, au contraire, de leur imposer un sacrifice annuel et viager destiné à créer des ressources pour ceux qui leur survivront. C'est presque toujours un acte de désintéressement, de dévouement même. Le contractant, celui que l'usage appelle *l'assuré* par une sorte d'antiphrase, puisqu'il ne s'assure à lui-même aucune indemnité, aucun avantage, se dépouille d'avance en faveur de ses héritiers. Il apporte ses épargnes à une Compagnie qu'il charge de les faire fructifier ; il s'associe à d'autres pères de famille prudents et dévoués comme lui, satisfait de la pensée qu'une mort prématurée, si elle afflige les êtres chéris qui l'entourent, ne les plongera pas du moins dans la détresse. En effet, les chances moyennes de sa longévité, la durée probable de sa vie, ont été appréciées en raison de son âge par la Compagnie, qui a établi ses calculs en conséquence et s'est engagée à rembourser, lors du décès de l'assuré, non pas le montant des épargnes accumulées, mais un capital dont le minimum est fixé d'avance, et qui est lui-même susceptible de notables accroissements. A l'âge de 30 ans, le sacrifice annuel, *la prime* demandée, est communément de *deux et demi pour cent* du capital minimum garanti, c'est-à-dire que, moyennant une prime annuelle de 2,500 francs, un père de famille assure à ses enfants un héritage d'au moins 100,000 francs, qui leur est acquis quand même la mort viendrait le surprendre dès la première année du contrat. En traitant à l'âge de 40 ans pour garantir à ses enfants le même capital de 100,000 francs, il faudrait payer environ 3,300 fr. par an. Telle est, à proprement parler, *l'assurance sur la vie*.

On conçoit tout d'abord à quelle classe d'individus s'adresse de préférence cette institution. Le propriétaire foncier, dans l'état de notre législation et de nos mœurs, éprouvera rarement le désir d'y recourir. Sa mort ne doit pas appauvrir ses enfants : elle ouvrira, au contraire, sa succession à leur profit. Il croit faire assez en conservant soigneusement le patrimoine sans en rien dissiper, et, s'il fait des économies, il aime à les appliquer à l'amélioration de ses propriétés. Le travailleur des classes laborieuses n'a malheureusement guère de superflu, il a besoin de songer à lui-même : la caisse d'épargnes, la caisse de retraites pour la vieillesse, la rente sur l'État, les actions et obligations de chemins de fer, sollicitent naturellement ses petites économies, que trop souvent l'appât de la spéculation lui fait risquer dans des entreprises hasardées ou chimériques. Mais, entre les propriétaires et les travailleurs modestes, il y a ce qu'on appelle la classe moyenne, classe de jour en jour plus nombreuse, où d'une part la division des héritages, de l'autre l'intelligence, l'ordre et l'instruction font se rencontrer les descendants des familles nobles et ceux du cultivateur et de l'artisan. Il y a tous les hommes exerçant une profession



lucrative, fonctionnaires publics, industriels, commerçants, avocats, médecins, officiers ministériels, artistes, etc. Pour beaucoup d'entre eux la profession est l'unique source de leur aisance; elle permet des épargnes, et avec le temps pourrait conduire à la fortune. Mais cette aisance est essentiellement viagère. La mort prématurée du chef de famille laisserait presque sans ressources la veuve et les enfants. Or c'est contre cette éventualité douloureuse que l'assurance sur la vie, contractée par le père de famille, est le seul moyen de préservation. Il s'imposera un sacrifice annuel sur les émoluments de son emploi ou les produits de son industrie, et il aura créé au même instant un patrimoine à ses enfants. Tranquille désormais sur leur sort, il continuera de travailler pour eux avec plus de repos d'esprit; il verra venir la maladie avec moins d'inquiétude, la mort elle-même avec moins d'angoisse. Ses derniers moments seront adoucis par la pensée que son labeur n'aura pas été stérile et que sa famille va en recueillir le fruit.

Assurément l'on ne saurait trouver d'institution plus éminemment recommandable. C'est peut-être la seule affaire d'argent qui soit absolument pure de toute recherche d'une satisfaction égoïste. Les donations entre-vifs elles-mêmes, d'ailleurs si rares, et les fondations de bienfaisance ne sont pas exemptes d'une certaine ostentation, et sont accompagnées d'une publicité qui en procure la récompense en hommages reconnaissants. Quant aux dispositions testamentaires, les plus libérales ne coûtent rien, sinon aux héritiers naturels. On peut les approuver si elles sont utiles et intelligentes, non les admirer, et j'avoue que j'ai toujours été peu attendri de ce genre de munificences. Mais un contrat obscur, souvent secret, par lequel un homme dans la force de l'âge limite son aisance, se prive d'une partie de son superflu, renonce au plaisir de faire valoir lui-même ses épargnes, parce qu'il sait que la mort pourrait interrompre la progression, et va tous les ans les porter à la Compagnie à qui se trouve confié l'avenir de sa famille, ce contrat est noble et touchant, il est honorable pour l'humanité, il m'inspire un véritable respect, et je serai porté à estimer profondément le caractère d'une classe ou d'une nation dans les mœurs de laquelle il aura pénétré.

C'est en 1706, il y a plus d'un siècle et demi, que fut fondée, à Londres, par une charte de la reine Anne, la première Société d'assurances sur la vie (*Amicable Society*). Des opérations isolées, traitées par les assureurs maritimes sur la vie des navigateurs, avaient précédé cette institution chez plusieurs nations commerçantes; mais elles avaient engendré des spéculations abusives, elles avaient choqué le sentiment public, et les ordonnances d'Amsterdam, de Rotterdam et de Middelbourg étaient venues prohiber formellement les assurances

sur la vie. En France la prohibition paraît avoir été constante, ou du moins elle est immémoriale. Elle est consignée au *Guidon de la mer*, monument très-curieux des coutumes maritimes du seizième siècle. Elle est expressément confirmée par la célèbre Ordonnance de la marine de 1681. L'article 10 du titre des Assurances est ainsi conçu : « Dé-  
« fendons de faire aucune assurance sur la vie des personnes; » et, un siècle après, les plus illustres commentateurs de l'Ordonnance croyaient encore devoir justifier sans restriction cette interdiction. « L'homme  
« est hors de prix, écrivait Emérigon en 1783. La vie de l'homme  
« n'est pas un objet de commerce, et il est odieux que sa mort  
« devienne la matière d'une spéculation mercantile. *Nefas est ejusmodi  
« casus expectare*. Et, comme l'observe Grivel, ces espèces de gageures  
« sont de triste augure et peuvent occasionner des crimes. »

On eût probablement embarrassé le bon Emérigon, s'échauffant sur cette question jusqu'à l'éloquence, et ses savants devanciers, si on leur eût fait observer que de tout temps la constitution des rentes viagères avait été licite en France. Or c'est bien là, quand deux particuliers traitent l'un avec l'autre, une triste gageure, souvent odieuse des deux côtés ! L'un frustre ses héritiers, dissipe son patrimoine pour augmenter ses jouissances personnelles; s'il n'a pas l'excuse de la nécessité, il cède à une inspiration d'égoïsme, il commet une mauvaise action. L'autre, emprunteur téméraire, hasarde un pari contre la vie du rentier dont la mort devient véritablement pour lui « la matière d'une spéculation mercantile. » Il se crée un intérêt direct à la mort d'une personne à qui ne l'attache aucun lien de sang ni d'affection; et il ne doit pas seulement attendre comme un héritier, il lui faut déboursier effectivement la rente promise; chaque année qui s'écoule aggrave sa position, peut-être sa gêne. C'est bien là l'opération qui peut occasionner des crimes, qui plus d'une fois en a occasionné en effet. Quant à l'assurance sur la vie, qui accroît le patrimoine au lieu de le dissiper, qui intéresse l'assureur, non à la mort, mais à la prolongation de l'existence de l'assuré, elle échappe à toute critique lorsqu'elle a pour bénéficiaires les héritiers naturels. Au lieu de la frapper d'interdiction, il aurait donc suffi de réglementer les cas où elle pouvait être abusive et immorale, et c'est ce qui a été fait partout. Mais nos pères n'avaient pas aperçu cette distinction; ils n'avaient pas compris l'institution et n'avaient vu que l'abus des spéculations privées tentées par des tiers.

L'Ordonnance de la marine, qui ne permettait pas de faire assurer la vie des hommes, permettait (article 9 du titre des assurances) « à  
« tous navigateurs, passagers et autres, de faire assurer la liberté de  
« leurs personnes, » et de stipuler la somme qui serait payée « en cas  
« de prise, tant pour la rançon que pour les frais du retour. » Ce

n'était en réalité qu'un risque de capture. Elle faisait plus, et, par une disposition favorable au rachat des captifs, elle autorisait une sorte d'assurance sur la vie. « Pourront, dit l'article 14, ceux qui rachèteront les captifs faire assurer sur les personnes qu'ils tireront d'esclavage le *prix du rachat*, que les assureurs seront tenus de payer si le racheté, faisant son retour, est repris, tué, noyé, ou s'il périt par autre voie *que par la mort naturelle*. » Mais Emérigon a soin de faire observer après Pothier que « dans le cas de cet article, comme dans celui de l'article 9, l'assurance concerne moins la *per-sonne tirée de l'esclavage* que le *prix du rachat*, » en sorte que le principe du respect dû à la vie humaine lui semblait sauvegardé. Il serait cependant difficile de contester que la faculté donnée par l'article 11 ne fût une dérogation spéciale au principe général posé par l'article 10, s'appliquant aux seuls cas de mort accidentelle pendant le retour des captifs. Une fois la porte ouverte aux exceptions, on aurait pu l'élargir, et reconnaître qu'il y a une infinité d'autres cas où la mort, même naturelle, d'un homme entraîne un dommage que les bonnes mœurs n'interdisent pas de réparer. Il n'en fut rien, et tel demeura l'état de la législation française jusqu'à la Révolution. Je dois dire cependant qu'on trouve deux Arrêts du Conseil, de 1787 et 1788, autorisant des assurances sur la vie. Quelques auteurs en ont inféré que, malgré les termes absolus de la prohibition, l'esprit de l'ancienne législation n'interdisait que les gageures sur la vie d'autrui.

Les rédacteurs du Code de commerce, en 1807, reproduisirent presque textuellement la plupart des dispositions de la glorieuse Ordonnance de 1681; ils supprimèrent les articles que j'ai cités, et la conséquence de ce silence de la loi est de rendre licites les assurances sur la vie, à moins qu'elles ne tombent sous l'interdiction générale dont le Code civil frappe les conventions « contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. »

Les scrupules que j'ai rapportés, si longtemps persistants en France et qui avaient gagné la Hollande, ne s'étaient pas répandus dans toute l'Europe. Naples et Florence avaient conservé, aussi bien que l'Angleterre, la faculté d'assurer contre les risques maritimes la vie des navigateurs. Ces diversités d'appréciation, sur un point en quelque sorte de doctrine morale, sont bizarrement réparties et ne semblent pas en rapport avec le génie propre de chaque nation. On se demande en vertu de quelles affinités mystérieuses la protestante Hollande, la rivale commerciale de l'Angleterre, avait imité l'exemple de la France, tandis que la catholique Italie continuait de pratiquer les libres usages de la Grande-Bretagne. Quoi qu'il en soit, quand les fondateurs de l'*Amicable Society* entreprirent de généraliser l'assurance sur la vie, ils ne rencontrèrent aucun obstacle dans les préjugés ni dans la légis-

lation de leur nation. Mais ils ne trouvaient non plus devant eux aucun précédent, aucune base d'opérations. Ils ouvraient un peu à l'aveugle une route inexplorée. Les gageures aventureuses des assureurs maritimes ne leur pouvaient être d'aucun secours, la statistique et la science n'avaient pas encore vulgarisé les lois de la mortalité ni les formules qui permettent d'en calculer les chances. Aussi le premier plan fut singulièrement défectueux et révéla toute la simplicité de l'enfance. Ce n'était pas autre chose qu'une bourse commune au profit des héritiers de ceux des associés qui décédèrent dans l'année. Tous les ans la répartition de la masse des cotisations était faite entre les représentants des sociétaires décédés, et, comme le nombre des partenaires était limité à 2,000 au maximum, on conçoit quelles inégalités présentaient ces répartitions successives. Les enfants d'un sociétaire mort le 1<sup>er</sup> janvier pouvaient recevoir deux ou trois fois plus que ceux dont le père était mort la veille. En outre, tous les assurés étaient admis aux mêmes conditions, pourvu qu'ils n'eussent ni moins de 11 ans ni plus de 46, et les cotisations étaient identiques. On avait cru que ces deux chiffres déterminaient les limites de la pleine vigueur de l'âge, on n'avait pas su apprécier, entre ces limites, de différence dans les chances de la mortalité, et, chose étrange, on ne voyait même pas, ces chances semblaient-elles *actuellement* égales, que l'enfant de 11 ans risquait de payer 55 cotisations de plus que l'homme de 46, qu'après 35 ans le premier serait encore dans la force de l'âge, quand l'autre aurait atteint les bornes de l'existence ! Telle est pourtant, en Angleterre, la puissance de certaines traditions, que ce n'est qu'un siècle plus tard, en 1807, que l'*Amicable Society* s'est décidée à réformer ce vice radical et manifeste de son organisation, en proportionnant les contributions de ses assurés à leur âge.

Voilà donc quel fut le premier rudiment de l'institution. Malgré ses défauts, peut-être dirais-je mieux à cause de ses défauts, il eut un rapide succès. Cette simplicité élémentaire avait son prix pour attirer une clientèle qu'eussent rebutée des combinaisons plus savantes. Tous les sociétaires voyaient chaque année les résultats obtenus et dont l'inégalité acquérait la séduction d'une loterie. Les jeunes gens du rent apprendre vite à se tenir à l'écart, mais les hommes mûrs se présentaient en foule. Les familles indemnisées proclamaient les bienfaits de l'association, les critiques mêmes occupaient l'opinion, et l'institution faisait son chemin en tendant à se perfectionner.

Quelques années après, en 1720, un acte du Parlement donnait naissance à deux nouvelles compagnies : *Royal-Exchange* et *London Assurance Company*. Mais le système adopté était tout différent, et, comme il arrive souvent, on passait d'un extrême à l'autre, de la forme la plus primitive de la mutualité aux engagements réciproques les plus

rigoureusement précisés. Les nouvelles compagnies, fondées dans un but de spéculation, avaient un capital social considérable et souscrivaient aussi les assurances maritimes et contre l'incendie. Quelques observations sommaires faites sur la mortalité leur avaient permis de graduer en raison des âges un tarif de primes qui s'est trouvé largement rémunérateur. Elles s'engageaient à rembourser un capital fixe, payable à quelque époque qu'eût lieu le décès de l'assuré, lequel de son côté avait à payer annuellement une prime invariablement déterminée. Elles faisaient valoir, à l'encontre du système mutuel, si critiquable d'ailleurs de l'*Amicable*, l'avantage de la fixité du capital garanti, et la sécurité résultant d'un fonds social qui répondait de leurs engagements. Comme, en outre, le nombre des sociétaires de l'*Amicable* était étroitement limité et que l'opération commençait à séduire le public, elles étendirent rapidement leur clientèle, tout en recueillant de très-amplés bénéfices. Après 137 ans d'une prospérité inaltérée, ces deux Compagnies, qui ont seulement été entraînées par la concurrence à modifier leur système dans un sens plus libéral, figurent encore aujourd'hui aux premiers rangs des établissements d'assurances de Londres.

Cependant l'institution se propageait de plus en plus, des sociétés spéciales se formaient pour assurer l'existence d'une classe particulière d'individus, tels que les marins et les militaires, les ecclésiastiques, les maîtres d'école, etc. La statistique s'appliquait à constater les lois de la mortalité, de savants algébristes dressaient des tables, publiaient des formules, enseignaient à calculer exactement la valeur des primes d'assurances à tous les âges et dans toutes les combinaisons. Il s'est succédé en Angleterre une suite de mathématiciens éminents qui se sont attachés à élucider toutes les questions relatives aux assurances sur la vie. Ils démontraient scientifiquement quels étaient les énormes bénéfices que les compagnies à engagements fixes devaient réaliser, et qu'elles dissimulaient de leur mieux parmi leurs opérations maritimes et contre l'incendie. Ils pressaient le public de s'affranchir de la trop onéreuse tutelle du capital.

Cette agitation, entretenue par la presse, aboutit, en 1762, à la formation de la Société Équitable (*Equitable Society*). C'était encore une pure mutualité comme l'*Amicable*, mais une mutualité perfectionnée, purgée des vices que l'expérience et l'analyse avaient mis en lumière. Des hommes du plus grand mérite, tels que les Simpson et les Dodson, en avaient dressé les bases et préparé les règlements. La sécurité étant le premier besoin d'une association de ce genre, on avait adopté des tarifs élevés; mais les bénéfices, au lieu d'appartenir à des actionnaires, devaient profiter aux assurés eux-mêmes, ou plutôt à leurs familles, ce qui rendait de peu d'intérêt pour eux l'exagération de la

prime. Le tiers de ces bénéfices était porté à un fonds permanent de réserve, les deux autres tiers servaient à augmenter successivement les sommes assurées.

On peut dire que l'établissement de l'*Équitable* marque une ère nouvelle et comme un second avènement dans l'histoire des assurances sur la vie. Le succès de cette compagnie a été si merveilleux, que je ne pense pas qu'aucune autre institution financière, dans le monde entier, mérite de lui être comparée.

Qu'on se représente une société sans actionnaires, sans le moindre capital, sans aucune assistance ni patronage quelconque du gouvernement. Elle n'est autre chose à ses débuts qu'une simple association de fait de quelques pères de famille. Elle s'administre à peu de frais dans un bureau de la Cité, elle n'a aucune agence au dehors, n'emploie aucun courtier pour rechercher les affaires, et n'a, dans sa longue carrière, jamais rétribué le concours intéressé d'un intermédiaire. Elle appelle, ou plutôt elle attend des clients à qui elle n'a aucun avantage personnel à offrir; elle ne leur promet ni tirages de loterie ni dividendes, elle ne fait miroiter à leurs yeux la perspective d'aucun lucre. Elle leur demande au contraire des sacrifices de toute la vie, mais des sacrifices qui profiteront à leurs enfants, et elle se contente de placer son point d'appui dans le cœur des pères. Eh bien, ainsi appuyée, cette société inerte, si humble à ses débuts, a, en quelques années, atteint des proportions colossales. On a considéré comme un honneur d'en faire partie, et l'on est venu de tous côtés lui apporter les généreuses épargnes de la sollicitude paternelle. Elle souscrivait annuellement, et alors même que l'Angleterre était engagée dans des guerres ruineuses, pour 25 millions de francs environ de nouvelles assurances, et, en 1816, malgré la gravité des circonstances qu'elle venait de traverser, elle avait acquis de tels développements, que la direction s'en effraya, en déclarant que le maniement de tant de fonds, l'établissement de tant de calculs, devenaient chose impossible, et qu'il fallait aviser à restreindre les opérations de la Compagnie. L'assemblée générale des assurés adopta dans ce but un ensemble de mesures dont la plus importante fut de décider que les contrats à souscrire ultérieurement ne participeraient aux bénéfices que lorsque le nombre des anciens assurés serait réduit au-dessous de 5000, et qu'ils viendraient alors, suivant l'ordre de leurs dates, prendre la place des contrats éteints, en sorte que dans l'avenir il n'y eût jamais plus de 5,000 assurés participants. C'était limiter de fait le nombre des assurés aux environs de ce chiffre.

Or, malgré ce système restrictif, obstinément suivi depuis 40 ans, et qui fait considérer par ses concurrents l'*Équitable* comme une société en décadence, voici les résultats qu'elle publiait en février 1857 :

Elle avait payé, depuis son origine, aux représentants de ses assurés environ UN MILLIARD DE FRANCS, et il lui restait pour garantie de ses engagements en cours, indépendamment des recouvrements annuels de primes, un capital de *cent soixante-quinze millions de francs*. Au premier janvier 1840 elle possédait plus de *deux cent cinquante millions*, ce qui démontre bien la décroissance de ses affaires, par suite des mesures adoptées en 1816. On peut juger d'après cela ce qu'elle fût devenue si elle n'avait pas résolu d'opposer une barrière à l'engouement du public. Son budget dépasserait sans doute celui de plus d'un grand Etat.

Tel a été l'essor pris par une seule compagnie. Et maintenant le lecteur n'apprendra peut-être pas sans surprise qu'il s'en formait tous les ans de nouvelles, même au plus fort des guerres de la Révolution et de l'Empire, et avant que l'*Équitable* eût restreint ses opérations. Toutes attiraient une nombreuse clientèle; on avait beau les multiplier, les besoins semblaient insatiables, et ce mouvement ne s'est jamais ralenti. En 1842, on comptait en Angleterre environ 80 compagnies d'assurances sur la vie; on en trouve près de 200 en 1858. Je ferai remarquer en passant que les masses énormes de rentes immobilisées par les compagnies d'assurances sur la vie, et leurs achats incessants, sont les principales causes du cours élevé et de la tenue des fonds publics en Angleterre. Afin de montrer immédiatement la différence des mœurs de deux nations si voisines, je dirai qu'il n'y a que *six* compagnies en France, pour une population plus forte d'un tiers, et encore sont-elles peu employées en ce qui concerne les assurances sur la vie proprement dites, qui ne sont guère qu'une branche accessoire de leurs opérations.

Pendant longtemps la lutte a été vive en Angleterre entre les deux systèmes que j'ai mentionnés, celui de la mutualité pure et celui des engagements fixes, garantis par un capital social. L'année 1806 vit inaugurer par la compagnie *le Rocher* (*The Rock*) une sorte de compromis, un système mixte bientôt imité par d'autres, et qui devait finir par rallier l'immense majorité des Sociétés. Dans ce système, il y a bien un capital social, un corps d'actionnaires qui garantit les engagements contractés, mais qui ne réclame pour prix de cette garantie qu'une partie seulement des bénéfices, ordinairement le tiers ou le quart. La plus grande partie des bénéfices est donc attribuée aux assurés. Les juriconsultes anglais soulevèrent la question de savoir si l'on pouvait légalement associer les assurés aux bénéfices d'une compagnie sans les associer aux pertes, question que plusieurs résolurent négativement, ce que firent sonner bien haut les compagnies à engagements fixes. Mais il ne parait pas que ni le public ni les sociétés mixtes se soient jamais inquiétés de cette objection. Le nouveau système,

après surtout qu'il eut été éprouvé par quelques répartitions avantageuses, gagna tous les jours du terrain et s'empara de la faveur publique. Les plus anciennes compagnies à primes fixes, après avoir résisté à cet entraînement de toutes leurs forces, y cédèrent enfin quand elles s'aperçurent qu'elles étaient délaissées, et annoncèrent qu'elles se rendaient au vœu général en accordant une participation à leurs bénéfices. Lorsqu'en 1840 on vit le *Royal-Exchange*, après cent vingt ans de persévérance dans une autre voie, adopter le système mixte de la participation, il n'y eut plus à douter que la bataille ne fût définitivement gagnée. Désormais donc, on peut le dire, ç'a été la forme générale de l'institution en Angleterre, et c'est aussi celle qu'ont adoptée les compagnies françaises.

Il me semble maintenant à propos d'examiner un point d'une haute importance. A quelles natures d'intérêts et de convenances a correspondu une opération si prodigieusement répandue en Angleterre, et parmi nous si dédaignée? Y a-t-il entre les deux nations une diversité radicale de mœurs, de caractère ou d'institutions civiles qui rende raison de cette différence?

Il est hors de doute que les assurances sur la vie ont trouvé en Angleterre des éléments de succès qui nous manquent. Et d'abord, la constitution de la propriété territoriale, la pratique des substitutions et la législation testamentaire. C'est un des côtés de la question les plus intéressants, et certainement les moins soupçonnés en France.

Quand un père de famille ne possède que des terres substituées, qu'il doit transmettre intactes à son fils aîné, l'avenir de ses autres enfants préoccupe naturellement sa sollicitude. L'assurance sur la vie lui fournit un moyen facile et infaillible d'y pourvoir. Les revenus de ses domaines lui permettent des épargnes opulentes. Il emploiera parfois 10,000 francs, 20,000 francs par an ou davantage en primes d'assurances, réparties entre plusieurs compagnies. A l'âge de trente ans, en s'imposant un sacrifice annuel de 1,000 livres sterling ou de 25,000 francs, il créera un patrimoine d'un million *au moins*, libre de toute substitution. S'il vit longtemps, ce patrimoine s'accroîtra sans cesse par la participation aux bénéfices des compagnies, et pourra, s'il atteint une vieillesse avancée, se monter jusqu'à deux ou trois millions. Il dotera ses filles ou ses fils cadets en destinant à chacun d'eux un de ses contrats. Il aura vraiment *assuré* leur aisance future sans rien altérer de la fortune qu'il possède à charge de substitution.

La liberté de tester produira de semblables effets, en l'absence même de toute substitution. Le propriétaire aime à ne pas morceler son héritage; le chef d'un établissement industriel a souvent le même vœu et désire avoir parmi ses enfants un successeur qui continue son œuvre. Tous deux, par des assurances sur leur vie, pourvoieront au



sort des enfants que ne favorisera pas le testament; sans faire violence aux sentiments de la nature, ils donneront satisfaction à un autre sentiment respectable et naturel aussi; ils conserveront le domaine et perpétueront la grandeur de la famille. Ainsi ce qu'on appelle improprement en France le droit d'ainesse, ce qui n'est pas autre chose que le droit de tester et de substituer, a singulièrement aidé en Angleterre au développement des assurances sur la vie.

Il y a en outre, dans les habitudes anglaises, une foule de propriétés affermées à des conditions viagères, et avec des combinaisons qui nous semblent très-bizarres. Par exemple, la Corporation de Liverpool a de nombreuses propriétés dont le bail repose sur trois têtes, et doit durer vingt et un ans après leur extinction. Les fermiers ont la faculté de perpétuer leur jouissance en présentant de nouvelles têtes en remplacement de celles qui viennent à s'éteindre, et en payant alors une prime de renouvellement. Les assurances sur la vie permettent de répartir sur toutes les années de la jouissance ces charges, qui, venant à frapper les survivants d'une manière inopinée, pourraient être une cause de grands embarras. Dans le cas le plus simple, celui d'un fermier qui tient un bail à vie, on comprend de suite de quel intérêt il est pour lui d'assurer à ses enfants le capital de renouvellement ou une indemnité pour la cessation de la jouissance.

Enfin le clergé anglican, marié et en possession de revenus viagers très-considérables, offre une clientèle nombreuse à une institution qui semblerait faite tout exprès pour lui. Elle ne s'adresse pas évidemment à notre clergé célibataire et pauvre, dont les ressources suffisent à peine à sa subsistance, et qui, si quelques épargnes lui étaient possibles et permises, aurait plutôt à pourvoir aux nécessités de sa vieillesse.

Voilà les seules causes de propagation des assurances sur la vie qui soient spéciales à l'Angleterre, et encore je suis loin d'admettre que nous n'ayons rien à imiter de ce qui se pratique dans les riches familles de propriétaires ou d'industriels. Je crois, au contraire, qu'il y a là pour nous un haut enseignement, et je me réserve d'y revenir tout à l'heure.

Mais, quelle que soit l'influence de ces causes spéciales, il est constant que, même réunies, elles ne déterminent qu'une assez faible proportion des assurances sur la vie qui se contractent journellement en Angleterre. L'immense majorité de la clientèle des compagnies se compose de fonctionnaires, de négociants, d'industriels, de notaires, d'avocats, en un mot de tous les pères de famille qui exercent une profession *lucrative*. Ces classes existent en France comme en Angleterre. Pourquoi n'auraient-elles pas la même sollicitude?

Je ne puis mieux faire que de traduire ici l'appel, conçu en termes

simples et touchants, que je trouve dans le prospectus d'une des plus anciennes compagnies de Londres :

« C'est un devoir pour tout homme, placé par la Providence dans  
« la situation responsable d'époux, de père ou de tuteur, de pourvoir  
« aux besoins de ces êtres faibles dont il est le seul appui, de telle  
« sorte qu'en cas d'une mort soudaine ou prématurée une partie au  
« moins du bien qu'il leur faisait durant sa vie leur soit continuée.

« Avant l'établissement des assurances sur la vie, épargner sur nos  
« revenus l'avenir de nos enfants, c'était une œuvre qui demandait du  
« temps, de la prudence et de la persévérance. Sans doute il y a plaisir et satisfaction intime à économiser année par année, petit à petit, et à voir les épargnes de la jeunesse et de l'âge mûr s'accroître  
« successivement, jusqu'à devenir dans la vieillesse des sommes importantes; mais c'est, on doit le reconnaître, un plaisir exposé à  
« bien des hasards. Il faudra une grande fermeté de résolution pour  
« que, dans toutes les circonstances et quelles que soient les tentations de dépenses, on s'interdise de toucher à ce fonds sacré. En  
« outre, le plan le plus fermement suivi se trouvera en défaut, précisément dans les cas où son bienfait serait le plus désirable. La mort  
« peut survenir avant que les épargnes du père de famille aient créé  
« un patrimoine à ses enfants, et c'est là l'éventualité redoutable à laquelle il est si important de pourvoir. L'assurance sur la vie est le  
« seul remède certain à ce mal, la seule garantie efficace des enfants  
« et des veuves contre la pauvreté. Combien d'appels faits journellement à la générosité d'étrangers en faveur de veuves et d'orphelins  
« auraient été évités si le père imprévoyant avait eu recours à une assurance! Combien il eût épargné à ceux qu'il aimait d'amertume et  
« d'humiliation par une précaution si facile! Quand on considère quel  
« léger sacrifice prélevé sur les dépenses ordinaires, peut-être sur les  
« futilités du ménage, suffirait à fonder un patrimoine; quand on pense  
« combien de sécurité et de paix d'esprit peut s'acheter au prix de  
« quelques économies annuelles, on éprouve une double impression  
« de surprise et de blâme, on s'étonne que tout chef de famille ne se sente pas excité, comme par un devoir social, religieux et moral envers la société et envers lui-même, à faire au printemps de sa vie  
« une assurance correspondante à son aisance dans une des nombreuses institutions dont la Grande-Bretagne abonde. Il est vraiment difficile de croire qu'un homme soit assez aveuglé sur ses propres intérêts, assez peu soucieux de son indépendance, assez sourd  
« à la voix de l'affection et de l'humanité, pour livrer les objets de sa tendresse à la froide charité d'étrangers, aux horreurs de la pauvreté  
« et de l'abandon, alors qu'il a devant lui un moyen si facile de les  
« protéger. »

Je le demande, connaît-on une autre industrie qui, pour solliciter la bourse du public, eût le droit d'employer dans ses annonces un langage aussi élevé? Et ici ce langage est pur de tout charlatanisme; un siècle et demi d'expérience en a consacré la sincérité et justifié les promesses. Encore une fois, pourquoi n'est-il pas entendu en France?

On a pu croire quelque temps que la stabilité des compagnies françaises ne paraissait pas assez assurée pour des engagements à si long terme, et que c'était la confiance qui nous manquait. Dans un pays ravagé par tant de révolutions, qui a vu la banqueroute et l'invasion, et qui n'a pas cette sécurité du territoire que l'Angleterre a dû à sa position insulaire depuis les temps de Guillaume le Conquérant, on comprend une certaine défiance de l'avenir. Mais l'entraînement avec lequel les capitaux se sont portés depuis quelques années vers les entreprises les plus aventureuses nous ôte l'excuse de la prudence. D'ailleurs il y a d'autres opérations *sur la vie* que celle que je recommande; il y a les rentes viagères et les tontines, qui se sont rapidement propagées parmi nous. Quelques compagnies françaises inspirent, et avec raison, assez de confiance pour que les rentiers, nation circonspecte et craintive, ne redoutent pas de leur apporter leurs capitaux. L'exemple des tontines, est encore plus frappant. Dès avant la Révolution, les tontines avaient été très-favorablement accueillies en France. Malgré les déceptions qui les suivirent, la France s'éprit encore, il y a une quinzaine d'années, d'un véritable engouement pour les associations tontinières. Les sociétés les moins sérieuses, dont la plupart ont déjà honteusement disparu, trouvèrent aussitôt des clients par milliers. Il est triste de dire qu'elles s'adressaient à la cupidité et à l'esprit de spéculation, non au dévouement, et qu'elles employaient souvent pour moyens le charlatanisme et le mensonge. Des annonces habiles, des agents plus grossièrement menteurs, montraient en perspective des bénéfices imaginaires et impossibles. Partout l'on mordit à cette amorce. Les pères de famille, se livrant complaisamment à une étrange illusion, croyaient presque accomplir une bonne action en faisant entrer leurs enfants dans ces associations, à mes yeux véritablement immorales, où tous les associés ont intérêt à la mort les uns des autres. Cela même fit pénétrer dans les populations, plus avant que ne l'avaient pu faire tous les moyens de publicité, la connaissance des assurances sur la vie. On vit des masses de souscripteurs des tontines rechercher une garantie contre la chance de perdre leurs mises en cas de décès de l'enfant. D'une part, ils spéculaient sur l'existence de l'enfant; d'une autre, ils se précautionnaient contre sa mort. Ils ne s'apercevaient pas que l'une des opérations détruisait l'autre, et que toutes deux ne devaient profiter en définitive qu'aux compagnies et aux intermédiaires.

Certes, après de pareils exemples, on n'est pas admis à dire que la résistance opposée en France au développement des assurances sur la vie provienne d'un excès de circonspection.

Il serait cependant pénible d'avoir à reconnaître que l'esprit de famille et de conservation fût moins puissant parmi nous que chez nos voisins.

Depuis que les compagnies françaises ont adopté le système de la participation aux bénéfices, et que les effets de cette mesure ont pu être appréciés, un mouvement progressif, lent encore, mais pourtant très-sensible, s'est manifesté. Ce mouvement, on n'en doit pas douter, s'accélérera, et les hommes des professions lucratives reconnaitront en France, comme en Angleterre, comme en Allemagne, où l'institution a fait des progrès rapides, que c'est pour eux un intérêt pressant, souvent un devoir, d'en assurer le bienfait à leurs familles. Les classes riches et propriétaires reconnaitront aussi qu'il y a là un élément précieux de conservation. On agite de nouveau des questions que nos révolutions et nos mœurs démocratiques semblaient avoir résolues pour longtemps. D'excellents esprits sont frappés des inconvénients du morcellement indéfini du sol et du partage des héritages, et l'on a pu proposer de remonter en quelque sorte le courant du Code civil. Un acte législatif et encore unique d'une haute portée, la dotation du duc de Malakoff, *transmissible de mâle en mâle et par ordre de primogéniture*, a dû donner à réfléchir, et a été accepté de l'opinion sans réclamation, bien que consacrant un véritable majorat. J'ignore quand ces idées seront assez mûres pour entrer dans la législation d'une manière moins exceptionnelle. Mais, en attendant, qui empêcherait d'employer du moins un moyen facile de corriger une partie des inconvénients constatés?

Aucun des publicistes qui ont conseillé de constituer d'une manière plus stable la propriété et la famille n'a paru, à ma connaissance, apercevoir ce moyen. Il est cependant d'une simplicité extrême. La loi permet d'*avantager* par testament un de ses enfants, et nos mœurs sont si égalitaires, qu'on use rarement de cette faculté restreinte. Il semble que l'égalité d'affection doive entraîner l'égalité des partages, et le père de famille craint de témoigner par ses dispositions une sorte de préférence qui n'est pas dans son cœur. Ce scrupule honorable domine chez lui l'intérêt territorial et social, l'intérêt du domaine qu'il a hérité de ses pères ou acquis du prix de ses sueurs et embelli de ses mains, et qui, après lui, sera divisé ou vendu. Mais il pourrait aisément, dans bien des cas, tout concilier. Il lui suffirait de contracter une assurance sur sa vie pour un capital égal à l'*avantage* qu'il destine à son fils aîné. Il ne l'aurait conséquemment *avan-*

Et si l'on réfléchit que l'ouverture d'une succession amène toujours des besoins urgents d'argent comptant qui sont une cause de malaisance pour les familles; qu'il faut payer des frais funéraires, des frais judiciaires, quelques dettes, des legs particuliers, des soultes pour les partages, enfin et surtout des droits de mutation, on comprendra que, dans tous les cas, il serait précieux de recueillir, au moment où ces besoins se révèlent, un capital immédiatement exigible. L'assurance sur la vie, qui est un devoir pour le père de famille sans fortune exerçant une profession lucrative ou jouissant d'un revenu viager (par exemple pour un usufruitier encore jeune), est donc aussi une convenance, un acte de sage et paternelle administration pour le propriétaire, soit qu'il veuille préserver de la division son domaine d'affection, soit qu'il n'ait d'autre but que d'augmenter le patrimoine de ses enfants et de faciliter le partage de sa succession.

Jusqu'à présent, je n'ai considéré l'assurance sur la vie que comme un acte spontané de dévouement et de sollicitude paternelle. C'est, en effet, son plus frappant caractère, et il est trop honorable pour que je ne me sois pas plu à le faire ressortir dans tout son relief. Mais les combinaisons de cette institution sont multiples, et il n'est pas hors de propos de montrer qu'en bien des cas elle est avantageuse aux contractants eux-mêmes.

Il est clair d'abord qu'elle facilitera singulièrement certains mariages. Un jeune homme, parvenu par son travail à une situation lucrative, mais sans fortune, recherche une jeune personne ayant quelque aisance. Souvent même il a besoin d'une dot pour acheter une charge, un fonds de commerce ou alimenter son industrie. Il est intelligent, il inspire confiance, il serait aisément agréé; mais il est mortel, et la famille dont il recherche l'alliance redoute à bon droit l'éventualité qui laisserait une veuve et des enfants dans la gêne. Que faire? Le jeune homme apportera un contrat d'assurance sur sa vie d'une somme au moins égale à la dot annoncée, sûr alors de ne rencontrer aucune objection. En Angleterre, l'usage assez général de l'homme qui se marie dans ces conditions est d'employer en primes d'assurances sur sa vie l'intérêt annuel de la dot de sa femme. Tant que la communauté subsiste, le chef de la famille se charge seul de subvenir aux besoins communs par son industrie. S'il vient à mourir, la veuve recouvre le capital de sa dot, les enfants ont le produit de l'assurance.

Mais la mort n'est pas la seule menace suspendue sur les situations industrielles. Il y a aussi les chances commerciales et les revers de fortune. Le paiement de la prime annuelle, promise aux jours de la prospérité, pourrait devenir très-difficile, sinon impossible. Il serait bien dur alors de perdre tout le fruit de sa prévoyance et des sacrifices anté-

rieurs. Cette objection serait très-grave si les perfectionnements que l'expérience a introduits dans l'institution n'y apportaient une réponse pleinement satisfaisante. D'abord les sommes attribuées à chaque contrat lors des participations périodiques aux bénéfices des compagnies peuvent être touchées en argent comptant par les assurés eux-mêmes. Les compagnies leur laissent l'option, ou de les recevoir ainsi, ou de les employer à augmenter le capital assuré, ou enfin, le capital restant le même, de les appliquer à réduire successivement les primes à payer, le tout suivant des calculs faits en raison de leur âge. Il est clair que les assurés sont déterminés dans leur option par les circonstances du moment, et, comme l'effet de la participation est sensible et rapide, ils pourront voir diminuer notablement la prime à payer à mesure qu'ils avancent en âge. Il y a plus : tout contrat d'assurance acquiert une valeur mathématique, déterminée par des règles fixes de calcul, et d'autant plus élevée qu'il a été payé plus de primes annuelles. L'assuré a toujours la faculté de *racheter* son contrat en le résiliant, et même d'en emprunter la valeur, que la compagnie tient constamment à sa disposition. Bien loin donc que l'assurance puisse jamais inquiéter comme une série d'échéances rigoureuses et lointaines, elle crée au contraire à l'assuré un moyen de crédit, une ressource toujours réalisable en cas de revers, ce qui complète son bien-être.

Au moment même où on la contracte, et avant qu'elle ait encore acquis une valeur réalisable, l'assurance est très-souvent déjà un puissant moyen de crédit. Quelles que soient sa probité et son industrie, un homme ne trouvera guère à emprunter s'il n'a pas d'autres garanties à offrir, et le prêt serait manifestement imprudent. L'opération devient possible si l'emprunteur donne en gage un contrat d'assurance sur sa vie, dont il pourra disposer lui-même, pour le résilier ou le continuer au profit de ses héritiers, lorsqu'il remboursera la dette.

Je n'ai pas, du reste, la prétention d'énumérer toutes les applications de l'assurance sur la vie; elles sont innombrables, et je n'ai pu qu'indiquer les plus simples. Le calcul se prête à toutes les combinaisons. On peut stipuler qu'on ne payera jamais plus d'un certain nombre de primes annuelles, quelle que soit la durée de la vie. On peut désigner à l'avance le bénéficiaire du contrat; par exemple, un fils seul soutien de ses vieux parents, un frère affectueux inquiet de l'avenir de sa sœur, un mari sans enfants, n'ayant à pourvoir qu'au sort de sa compagne, pourra, moyennant un sacrifice modique et toujours déterminé en raison des âges, assurer à sa mère, à sa sœur, à sa femme, *pour le cas seulement où elle lui survivrait*, soit un capital, soit une rente viagère. En Angleterre le génie de l'assurance s'est mul-

tiplié et s'est efforcé de pourvoir à tous les besoins. On a imaginé de calculer le nombre probable d'enfants qui naîtront d'un mariage, suivant l'âge de la femme, et il s'est fondé des compagnies qui, moyennant une prime annuelle dont le paiement est subordonné à l'existence du mari, assurent un capital payable à la majorité de *chacun* des enfants à naître, quel qu'en soit le nombre. On a établi des assurances pour les frais d'éducation, même des assurances matrimoniales; une compagnie de formation récente, et du reste d'un crédit douteux, qui semble s'être attachée à prévoir les chances les plus bizarres, offre d'assurer aux enfants de véritables dots payables sept jours après leur mariage, ou à l'âge de 35 ans si l'assuré reste célibataire jusqu'à cette époque. Enfin la variété des combinaisons est infinie.

Ce travail demeurerait trop incomplet si je ne disais encore quelques mots des bases mêmes de l'institution, des principes sur lesquels elle repose et qui en font la solidité. La sécurité incontestable de l'opération est en effet le premier intérêt des assurés, et c'est bien en cette matière que se vérifierait l'adage vulgaire que *les bons marchés ruinent*. Il s'en faut de beaucoup que toutes les Compagnies anglaises méritent le même degré de confiance. Il y a déjà eu des liquidations et des désastres, il y en aura d'autres. J'ai parlé à plusieurs reprises de bénéfices considérables auxquels les assurés doivent s'attendre à participer, et de calculs mathématiques qui garantissent ces bénéfices. Il me paraît naturel qu'on désire à cet égard quelques éclaircissements.

Les tarifs des assurances sur la vie doivent reposer sur l'application faite aux lois de la mortalité d'une branche toute moderne des sciences mathématiques : le calcul des probabilités. Je me trouve donc amené à entretenir le lecteur de cette science ingénieuse, ainsi que des observations statistiques qui ont permis de constater les lois de la mortalité. Ce double sujet a par lui-même un trop vif intérêt pour n'être traité qu'incidemment, et je demande à en renvoyer l'examen à un autre article.

ALFRED DE COURCY.

# LA SAVOIE ET LE PIÉMONT

---

Quand on parcourt la Savoie, quand on visite cette noble et religieuse contrée, on est étonné de sentir sous la tranquillité qui la couvre une grande inquiétude. La société est bonne, vertueuse, toute formée à l'obéissance et au respect, et le gouvernement se trouve impatiemment subi. Les mœurs sont simples, fortes, antiques, et les esprits soupirent après des changements. Et le peuple où se remarquent ces contrariétés n'est pas retenu sous une domination étrangère : il vit à l'ombre de sa royauté nationale, il marche dans les sentiers de ses pères, il demeure l'un des peuples les plus constants, les plus fidèles, les plus soumis du monde !

Le voyageur s'étonne de ces choses, et, s'il est catholique et Français, une sorte d'intérêt affectueux et triste se mêle à son étonnement. La Savoie n'est pas une inconnue pour la France ; notre langue, notre histoire, notre foi, sont les siennes ; la terre de saint François de Sales et de Joseph de Maistre est toute à nous par le génie et par l'âme. La Savoie, elle aussi, aime la France ; nommer les hommes que nous nommions tout à l'heure, ce grand évêque qui fut le conseiller de Henri IV, l'inspirateur ardent et le coopérateur béni de ses pacifications immortelles, ce chrétien éloquent qui, venu en des jours tout autres, osa ne pas désespérer de la monarchie de Louis XVI en proie à la Convention, n'est-ce pas rappeler les cœurs les plus français qui aient battu au delà de nos frontières ? Simple et viril amour qu'on retrouve parmi les plus petits d'entre les enfants de la Savoie. La France leur semble leur pays lointain ; Paris, Paris surtout, c'est là ce qu'ils veulent voir, c'est le dernier horizon qui brille par delà leurs montagnes ! La plupart font le voyage, et quelques-uns, hélas ! reviennent au village, ayant laissé dans le gouffre le fruit de leurs pauvres épargnes, le goût et le respect de leur toit paternel, leur foi et leur espérance.

Comment donc quelque désaccord a-t-il pu survenir entre la Savoie et la politique de cette vieille monarchie dont elle a été le berceau ? C'est ce que nous ne pouvons dire, si nous n'avons parlé d'abord du



passé de la Savoie et des événements divers qui ont composé son histoire.

Débris de ce royaume de Bourgogne qui forma, en se démembrant, la Suisse, la Provence, le Dauphiné et d'autres principautés éparses, la Savoie a eu la fortune de rencontrer, dans l'incertitude de ses commencements, une maison royale, issue de ses sillons et née de son sang, une maison royale en qui elle prit corps et se fit nation. Ces rudes et fiers combats qu'il fallut à la république helvétique pour assurer son indépendance contre les entreprises des ducs d'Autriche et de ses ambitieux voisins, la royauté les épargna à la Savoie. La maison de Savoie a été pour ses peuples ce qu'a été pour nous la maison de France; elle a constitué la patrie, étendu les frontières, travaillé à l'affranchissement de la terre et de l'homme, donné la main à la bourgeoisie, placé la justice au-dessus de tous les pouvoirs, honoré l'Eglise. On peut le dire sans phrases; la maison de Savoie a fait la Savoie comme la maison de France a fait la France.

Ce n'est pas seulement la vertu de la royauté qui a donné ces bienfaits, c'est encore le mérite des rois; l'institution et les hommes se sont aidés mutuellement. Les princes qui ont gouverné la Savoie, comtes, ducs, rois, ont été sages, habiles, soigneux du bien public: quelques-uns, comme Amédée le Grand ou Philibert-Emmanuel, se sont égalés aux plus fameux capitaines; d'autres, comme Victor-Amédée I<sup>er</sup>, se sont assis parmi les grands législateurs. Enfin, singularité touchante de cette noble race! on a vu plusieurs de ces princes sortir de leurs honneurs avant le temps et se retirer en Dieu, ceux-ci dans tout l'éclat d'un beau règne, ceux-là sous le poids de lourdes adversités, tous comme s'il leur avait plu de jeter quelque espace entre les éblouissements du trône et la simplicité du tombeau! Ainsi ont voulu finir Charles-Albert, Victor-Emmanuel II, Charles-Emmanuel III, Amédée VIII, un instant pape sous le nom de Félix V et solitaire à Ripaille; ainsi, pour remonter plus haut dans les siècles, cet Humbert III qui s'enfuit de sa cour dans l'abbaye de Hautecombe, que ses sujets arrachèrent au cloître pour le rendre à la gloire, aux combats, à tous les bruits du monde, et qui revint, tout couvert de victoires nouvelles, mourir en 1188 dans son abbaye bien-aimée sous l'habit de ses chers religieux.

La Savoie commençait à peine sa carrière, elle n'était encore qu'un comté, et déjà ses princes avaient passé les Alpes. Le mariage d'Odon de Maurienne avec Adélaïde, héritière du marquisat de Suze, lui donna, dans le onzième siècle, les duchés d'Aoste et de Turin. La conquête, les traités, les échanges, grossirent le territoire à l'entour. Cinq siècles plus tard, Philibert-Emmanuel, rétabli par la paix de Cateau-Cam-

brésis en possession de ses États que lui avait enlevés François I<sup>er</sup>, voulut se faire une capitale qui ne fût pas toujours sous la main de la France; il abandonna Chambéry mal gardé du côté de Lyon, et Turin devint le siège du gouvernement.

C'est ainsi que le Piémont et la Savoie se trouvèrent réunis sous la même autorité.

Les sourdes rivalités ne tardèrent pas à se faire sentir : entre les deux provinces, rien de commun; le climat, le sol, le langage, le génie, tout est contraire; des fleuves qui roulent en sens opposé, des intérêts qui suivent des pentes diverses; ici, une nature rude, solide, laborieuse, recueillie et comme voilée dans l'ombre de ses montagnes; là un tempérament tout d'éclat et de flammes, une terre livrée au soleil, aux arts, à la passion, à l'imagination, à tout ce qui brille, à tout ce qui enchante; ici, la discipline, l'effort, l'action; là les grands désirs, la poésie, le rêve : la Savoie est tournée vers la Suisse, le Piémont vers l'Italie.

Le sceptre de la maison royale, s'étendant sur les divisions intestines, les apaisait dans l'unité de la monarchie. La Savoie était jointe au Piémont et non confondue avec lui, elle avait ses lois, son administration, ses immunités particulières, elle gardait sa nationalité au sein de la nation; et voici en peu de mots ce qu'elle était devenue sur la fin du dix-huitième siècle.

A la tête de la province se trouvait le Sénat de Chambéry, cour judiciaire et corps politique tout ensemble à l'image de la Chambre des lords et de nos anciens Parlements. C'était à lui de juger en dernier ressort, à lui aussi de veiller à l'intégrité des statuts locaux et d'entériner les édits et lettres patentes du roi; il faisait des remontrances, et toutes les lois nouvelles devaient être revêtues de son sceau, comme pour inculquer aux peuples que le pouvoir n'est rien s'il n'est le droit.

L'égalité marchait à côté de la justice; les privilèges tout en ruines, l'abolition des juridictions seigneuriales qui n'avaient pas de titre, le rachat des rentes féodales qui pesaient sur les villes et sur les communes, toutes les propriétés rurales, à l'exception des biens vraiment féodaux, soumises à la taille sans égard pour la qualité du possesseur, c'était ce qu'avaient voulu et accompli les rois! Un concordat passé en 1727 avec le pape Benoît XIII avait déclaré impossibles elles-mêmes les propriétés ecclésiastiques acquises depuis 1720.

La noblesse se transformait avec la nation; elle devenait de plus en plus ce qu'elle doit être dans nos états modernes, une force sociale et non un ordre politique, une influence et non un pouvoir. Cette combinaison irréprochable, le comte de Maistre l'expliquait en 1795 aux révolutionnaires qui se gardaient bien de comprendre, jugeant plus simple de chasser les nobles et de retenir leurs biens. « La

« noblesse, écrivait-il dans une adresse à la Convention, n'avait en « Savoie que cet éclat tempéré qui brille sans éblouir. On pouvait la « comparer à ces ornements d'architecture d'un genre sobre et élégant qui parent les murs sans les charger. Jamais elle n'a nui au « peuple dont elle partageait toutes les charges, et qui partageait avec « elle tous les honneurs de l'État. »

Enfin l'autorité bienfaisante de l'État s'élevait au-dessus des individus, l'intérêt public au-dessus des égoïsmes particuliers.

La royauté était adoucie au milieu de sa toute-puissance par ses traditions, par son antiquité, par cette loi salubre de l'hérédité qui, mêlant ensemble le prince et le peuple dans la nuit des siècles, ne leur donne qu'un cœur et qu'une âme : autour d'elle respirait le vieil esprit monarchique, ce vieil esprit de fidélité et d'honneur qui faisait sortir le devoir du dévouement et qui rendait l'obéissance fière; la soumission du citoyen était relevée par la profonde dignité de l'homme, et le serviteur ennoblissait le service. Dernière grandeur des royautés qui ne sont plus ! Les descendants des Humbert, des Amédée, d'Emmanuel, pouvaient être dépossédés de leurs États par la conquête et n'avoir plus de faveurs à donner; leur majesté n'allait que croître; ils allaient avoir sur tous les chemins de l'Europe un royaume errant de sujets, fidèles à leur conscience jusqu'à la pauvreté, jusqu'à l'exil, jusqu'à la mort, et se disant que la fortune était à d'autres, mais que leurs cœurs étaient au roi !

Cependant quelque chose manquait parmi tous les bienfaits de la monarchie ; on y cherchait en vain cette activité intérieure, cet échange mutuel de toutes les forces, ce travail de renouvellement perpétuel qui font la vie publique.

La Savoie n'avait pas toujours été ainsi, cette vieille terre royaliste avait été guerrière et libre. La féodalité, en la couvrant de souverainetés éparses, l'avait couverte et comme ensemencée de libertés; la souveraineté provoquait l'oppression, l'oppression la résistance, la résistance le combat, le combat la victoire, et avec la victoire la liberté. La plupart des villes savoisiennes s'étaient affranchies elles-mêmes; un jour elles avaient secoué le joug, ouvert ou fermé leurs portes à qui elles voulaient, et le prix de la lutte avait été une charte qui leur assurait le droit d'élire leurs syndics, de percevoir leurs impôts, d'administrer leurs revenus. Chambéry, Annecy, Evian, Cluses, Bonneville, Thonon, La Roche, n'ont pas eu d'autres commencements. Là, comme en France, la bourgeoisie est née de la liberté, et là aussi la religion s'est assise à son berceau. Dans l'église de Hautecombe, un bas-relief sur un tombeau montre encore Thomas I<sup>er</sup>, comte de Savoie en l'an de grâce 1232, jurant et faisant jurer à sa femme et à ses fils sur les saints Évangiles, devant les prudhommes et syndics

réunis, l'observation de la charte qu'il accorde aux habitants de Chambéry, et requérant les archevêques de Vienne et de Tarentaise et l'évêque de Belley de prononcer l'excommunication, si lui ou les siens se font parjures. Au-dessus de ces libertés disséminées apparaissaient les états généraux ; ils ne s'assemblaient que de loin en loin, c'était la patrie se levant dans ses grands jours et parlant elle-même, comme en 1329, pour proclamer la loi salique loi nationale. Que le temps vint en aide à ces nobles institutions, qu'il les fixât sur leurs pouvoirs, qu'il les réglât dans leur tenue, et la monarchie représentative était fondée !

Et puis tout cela s'était évanoui, toutes ces libertés étaient tombées en désuétude. La faute en revenait un peu à tout le monde, à l'incurie des uns, à l'ambition des autres. Les bourgeois des villes, si entreprenants et si opiniâtres pour conquérir leurs droits, s'étaient montrés inhabiles à les gouverner ; là, comme dans trop de pays du continent, la cité était affranchie au dehors, les citoyens asservis au dedans, chacun tendait à soi, et l'intérêt public périssait sous les prétentions privées. Les princes de la maison de Savoie survenant par-dessus toutes ces misères avaient assuré aux communes le dernier bienfait qu'elles attendaient encore. Ils les avaient protégées contre elles-mêmes après les avoir protégées contre leurs suzerains, et l'ordre s'était fait sans la liberté. Le seizième siècle avait marqué les grands coups de cette révolution intérieure. Philibert-Emmanuel, rétabli par le traité de Cateau-Cambrésis en possession de son duché que lui avait enlevé François I<sup>er</sup>, avait aboli les états généraux. Issue funeste, qui n'était pas elle-même la paix, mais seulement une victoire appelant d'autres combats ! Issue funeste à la victorieuse elle-même, à cette autorité souveraine qui montait toujours, faisant tomber sous elle tous les obstacles et s'isolant dans sa toute-puissance !

La Savoie avait été longue à s'habituer au nouveau régime qui lui était donné. L'historien Capré écrivait en 1660 « que le peuple de la Savoie n'avait pas aisément perdu le souvenir des états généraux, et que la coutume de réunir ces grandes assemblées ne serait pas de sitôt oubliée. » Chose singulière ! les rois de France, dans leurs luttes sans fin avec la maison de Savoie, se posaient en restaurateurs des vieilles libertés nationales, ils connaissaient ces ressorts si prompts à faire lever la tête aux peuples. La Savoie écoutait, regardait, hésitait entre sa dynastie héréditaire sans la liberté, et ses libertés domestiques sous une domination étrangère, et enfin elle se décidait pour ses libertés. Dans la capitulation passée le 16 mai 1630 par les syndics et habitants de Chambéry avec Louis XIII, on lit à l'article 12 des conditions : « Les états généraux de Savoie seront convoqués et se tiendront comme c'était l'usage anciennement. »

Cent années après, les rêves des antiques franchises s'étaient effacés dans les coutumes; un vague instinct de liberté avait survécu dans les esprits comme pour les tenir inquiets et les pousser vers quelque grand changement. La loi du combat, de l'effort, de l'activité laborieuse et féconde, est la nécessité des nations chrétiennes; quand elle n'est plus dans les institutions, elle se met dans les événements, et les révolutions remplacent la liberté.

La monarchie absolue, sans secousse, sans bruit, au milieu de ses tranquilles prospérités et de ses inclinations bienfaisantes, pesait à tous; ses misères naturelles s'étaient montrées et répandues d'elles-mêmes. Le gouvernement était tout ensemble paternel et arbitraire; ses indulgences comme ses rigueurs n'avaient pas de règle; il laissait les abus se former et s'amonceler les uns sur les autres, les intérêts particuliers s'établir dessus, et, lorsque enfin la mesure était comble et qu'il fallait porter la hache, c'étaient des murmures, des plaintes, des cris sans fin; moins de condescendance dans le fond et plus de légalité dans les formes valent mieux pour la conduite des hommes; l'image de la justice n'était pas suffisamment présente; les droits les mieux acquis semblaient des faveurs; les disgrâces les plus méritées des vengeances; les corps judiciaires, que les rois avaient fondés de leurs mains comme les contre-poids de leur autorité, subissaient la loi commune, ils tiraient tout à eux; le sénat de Chambéry devenait ce que deviennent toutes les aristocraties où la responsabilité s'éparpille sur une foule de têtes, et qu'aucune assemblée populaire ne balance, incorrigible dans ses traditions et infatigable dans ses prétentions.

Le dix-huitième siècle avait mis le dernier trait à tous ces maux, et la monarchie sarde, comme tous les royaumes d'Italie, se sentait enveloppée de plus en plus dans ce mélange d'intolérance religieuse et d'oppression civile, de libertinage et de police, où vint les trouver la Révolution française.

C'était le temps où un Joseph II d'Autriche abattait pêle-mêle les franchises des villes lombardes et les libertés de l'Eglise, où il mandait à son gouverneur de Milan qu'il soumettait tous les livres à la censure et toutes les bulles à l'exequatur! C'était le temps où un Pierre-Léopold de Toscane abolissait de son autorité privée les congrégations et les confréries, ordonnait aux prêtres de prêcher contre les dévotions qu'il n'avait pas autorisées, imposait au clergé et aux fidèles la prétendue doctrine de saint Augustin sur la grâce, faisait décréter, par le concile de Pistoie, qu'il ne fallait qu'un autel par sanctuaire, que la liturgie devait être en langue vulgaire, que l'Eglise ne pouvait promulguer de nouveaux dogmes, que les princes avaient le droit d'établir des empêchements dirimants au mariage, et poussait

tellement à bout la conscience, que l'opposition, ne venant pas d'une assemblée, éclata du sein de la foule, qui se leva, brûla le trône et les armoiries pontificales de l'évêque schismatique Ricci, reprit ses chants, sa liturgie, ses dévotions, et vengea à sa manière les droits de Dieu. C'était le temps où les plus petits États, une république de Venise expirante, un Ferdinand III de Modène, croyaient se ressusciter ou s'enfler en offensant le souverain pontife; le temps où un duc de Parme confiait l'éducation de son fils à Condillac et à Mably ! Imaginez-vous un prince élevé à l'école d'une philosophie matérialiste, un prince logiquement convaincu que les hommes rangés sous sa loi ne sont que chair; que la dignité, le droit, le devoir, ne sont que des sensations transformées, et demandez-vous quel affreux tyran cela va faire ! C'est le tyran dont parle Isaïe, le tyran qui dit aux hommes : « Je vous mettrai sous mes pieds parce que vous êtes » de la boue ! *ponat illum in conculcationem quasi lutum platearum.* »

La maison de Savoie avait sa part dans ces tristes ambitions. L'Eglise de Savoie tombait de jour en jour dans la sujétion la plus humiliante; des honneurs et pas de droits, des privilèges et pas de libertés, un sceptre pour commander aux faibles et pas une arme pour résister aux forts, c'était à quoi elle se voyait réduite sous les meilleurs et les plus zélés des princes ! Le mot de Voltaire était accompli pour elle : on lui baisait les pieds, et on lui liait les mains. Le clergé était maître là où il n'avait que faire, et captif là où l'appelait sa vocation; il pouvait dépasser le sanctuaire, et le sanctuaire était envahi à son tour. L'autorité ecclésiastique était une sorte de monarchie absolue sous le contrôle de la bureaucratie laïque. En 1727, un édit royal enlevait aux jésuites la direction des collèges de la Savoie, qu'ils tenaient des évêques, et, deux années après, un autre édit, renouvelé en 1768 et en 1771, constituait à Turin, sous le nom de magistrat de la Réforme, un grand maître de l'éducation publique. C'était l'Université moderne dans son omnipotence la plus jalouse ! Le Sénat de Chambéry entraînait avec une tenacité inouïe dans tous les actes de la vie de l'Eglise. A lui, sous peine de mille livres d'amende pour les délinquants, à lui de déterminer la qualité et la quantité des aumônes que les prélats et autres possesseurs de bénéfices devaient distribuer aux pauvres; à lui de donner pouvoir aux visiteurs d'ordre pour remplir les devoirs de leurs charges dans les maisons religieuses. Les mesures révolutionnaires que nous avons vues récemment en Piémont soumettre à l'exequatur royal toutes les provisions de Rome venaient du dix-huitième siècle, elles n'étaient, comme le faisait remarquer le cardinal Antonelli<sup>1</sup>, que le re-

<sup>1</sup> Exposé des relations du gouvernement piémontais avec le Saint-Siège depuis 1848, publié à la suite de l'allocution pontificale du 22 janvier 1855.

nouvellement d'un édit, du 20 juin 1719, condamné, le 18 août suivant, par un bref de Clément XI. Les bulles ou lettres émanées des cours ecclésiastiques étrangères ne pouvaient, sous peine de mille livres d'amende et quelquefois des galères, être reçues ou publiées en Savoie, si le Sénat de Chambéry n'en avait permis l'exécution, l'avocat fiscal général entendu. Un billet royal du 16 janvier 1730 poussait l'inquisition jusqu'à exiger le visa de l'avocat général pour les concessions d'indulgences, pour les dispenses relatives au mariage, aux ordres sacrés, au for pénitentiel, à la distribution des sacrements de l'Église. Les prélats étaient mis sans cesse en cause comme contrevenant à ces lois : en 1730, c'est l'archevêque de Tarentaise qui est condamné à mille livres d'amende, parce qu'il a publié sans permission un indult de la Pénitencerie de Rome pour la bénédiction de la campagne; en 1731, c'est le tour de tous les évêques de la Savoie, parce qu'ils ont publié sans permission un jubilé.

L'État se perdait ainsi dans des minuties, et, pendant ce temps-là, il ne regardait pas la société qui débordait à l'entour et qui courait ailleurs. Les classes élevées et lettrées des deux côtés des monts étaient inquiètes, la philosophie française jetait au sein de cette concentration politique ses dissolutions morales; on sentait se remuer de tous côtés ces contradictions profondes qui sont l'un des signes les mieux assurés des maladies des empires; les devoirs languissaient, et il n'était bruit que des droits; les désirs se portaient dans les nues, et les mœurs rampaient à terre; on se faisait janséniste contre le pape et sceptique contre Dieu; les longs loisirs du dix-huitième siècle, l'aisance répandue par une sage administration, toutes ces causes de bonheur devenaient un aliment nouveau à l'agitation désœuvrée des esprits; et, comme l'habitude des affaires publiques ne rappelait plus les hommes à toutes les sévérités de la vie, l'équilibre allait se rompant entre la pensée et l'action, entre les combinaisons abstraites de l'idéal et l'inflexible mesure du possible; les plans de réformation éclataient au delà de toutes les limites; aujourd'hui des utopies, demain des bouleversements ! C'est le malheur de ces situations fausses où tombe un peuple en s'éloignant de ses traditions; une fois perdue, la bonne route ne se reprend qu'après mille efforts, et la société demeure déchirée entre deux partis, l'un qui s'entête dans ses vieux sentiers, parce qu'une déliance pusillanime l'y retient, l'autre qui, sous prétexte de se retrouver, s'égare de plus en plus et s'enfonce, lui et les peuples étourdis de ses songes, dans des chemins semés d'abîmes.

Un homme de génie se rencontrait alors à Chambéry, un homme qui portait en lui, mais arrêté dans l'équité même, ces hésitations d'une société en peine de sa marche, ces désirs confus, ces pressentiments inquiets de réparation et de nouveauté, ces combats opiniâ-

tres et sourds entre les anciens intérêts et les besoins nouveaux. Le comte de Maistre, lui aussi, trouvait à redire à cette monarchie qu'il allait servir avec son grand cœur, il demandait des réformes pour éviter des révolutions, et, comme nous l'apprend son fils, les courtisans ne manquaient pas de le traiter de jacobin, parce qu'il était *pour ces libertés justes et honnêtes qui empêchent les peuples d'en convoiter de coupables*. En 1794, sous les coups de la Terreur, devant le plus abominable spectacle de l'homme livré à lui-même dont la terre ait été témoin, il écrivait à un de ses amis pour l'instruction de tous les mauvais plaisants qui ont toujours à la bouche un gouvernement fort: « Quant au point sur lequel à mon véritable regret il « me semble que nous ne sommes pas parfaitement d'accord, c'est « la révolution quelconque qui me paraît infaillible dans tous les gouvernements. Vous me dites à ce sujet que les peuples auront besoin de gouvernements forts; sur quoi je vous demande ce que vous « entendez par là? Si la monarchie vous paraît forte à mesure qu'elle « est plus absolue, dans ce cas Naples, Madrid, Lisbonne, etc., doit « vent vous paraître des gouvernements vigoureux. Vous savez cependant, et tout le monde sait, que ces monstres de faiblesse n'existent plus que par leur aplomb. Soyez persuadé que, pour fortifier « la monarchie, il faut l'asseoir sur les lois, éviter l'arbitraire, les « commissions fréquentes, les mutations continuelles d'emplois et « les tripots ministériels. Voyez, je vous prie, ce que nous étions « devenus, et comme on avait repoussé vos idées même de bon ordre, « quoique très-modérées et ne touchant nullement à la prérogative « de la couronne! » Comme Bossuet, il estimait que la force ne va pas sans le droit, que la force toute seule n'est plus que de la violence, et que *ce qui est violent ne dure pas*. En 1796, dans ses considérations sur la France, il revendiquait parmi les principes de la constitution que Louis XVIII devait à ses peuples le droit de voter l'impôt, ce vieux droit chrétien dont la pratique sérieuse et sincère est tout uniment le gouvernement représentatif. Cette intègre modération qui est une qualité de l'esprit et une vertu de l'âme, le comte de Maistre la gardait dans tous les mondes : en lui la forme pouvait être abrupte, emportée, orageuse, le fond demeurait mesuré, contenu, plein de sérénité; sa faiblesse était de prêter quelquefois à la raison l'allure singulière et soudaine du paradoxe, sa grandeur, de donner souvent à la vérité la lumière prompte et vive du génie; il avait dans l'enthousiasme le bon sens, il mettait dans un langage passionné des idées tempérées : il appelait *exécrable* le partage de la Pologne, il détestait le joug autrichien abattu sur l'Italie, il aimait la France, et sa ruine, que rêvait follement la Coalition, lui semblait en pleine Terreur *l'abrutissement irrévocable de l'espèce humaine et une plaie mortelle à la religion*.



Comme il tenait à la royauté sans tenir au despotisme, il croyait à l'Église sans croire à l'inquisition, et, rassemblant dans un de ses écrits tous les titres d'honneur de la maison de Savoie, il disait avec une noble fierté pour son pays et pour sa foi. « Des guerres sanglantes « de religion ont désolé la plupart des nations de l'Europe; d'autres « n'ont échappé à ce malheur que par l'inquisition et les *auto-da-fé*. La « maison de Savoie a su tout à la fois réprimer les novateurs et se « passer des inquisiteurs. »

Elle vint donc, cette Révolution européenne que tant de signes annonçaient, elle vint, et d'un bond elle se porta à ses entreprises les plus hardies. Les gouvernements n'avaient plus à songer à leurs arrangements intérieurs, ils songèrent à ne pas périr.

La Savoie tomba la première. Le roi de Sardaigne ayant reçu les émigrés dans ses états et signé le traité de Pilnitz, une armée française commandée par le général Montesquiou envahit, en 1792, la Savoie et la déclara département du Mont-Blanc. Le Piémont, siège et centre de la monarchie, hésita quelque temps encore, puis céda à son tour; un traité conclu en 1796 lui enleva tout ce qui pouvait le défendre un instant contre son redoutable voisinage, ses fortifications de Suze, de la Brunette, d'Exiles et de Demont; cela fait, le général Joubert le conquit sans peine. Une nuit de l'année 1799, Charles-Emmanuel s'échappa de sa capitale qui n'était plus à lui; comme les Bourbons de Naples, il abandonna le continent tout plein de la France, et s'en alla égarer dans l'île de Sardaigne sous la garde des mers et du canon anglais.

La Savoie et le Piémont devenus provinces françaises, la conquête occupa le pays sans constituer la société. Les sénats particuliers furent abolis, les immunités locales effacées, les corporations religieuses supprimées, les derniers vestiges des libertés indigènes qu'avait suspendues plutôt que détruites la monarchie absolue, ensevelis sans retour. L'administration couvrit la nation, administration hardie et prodigieuse, se jouant de tous les obstacles, courbant tous les sommets, frayant des chemins à travers le Mont-Cenis ou le Simplon. D'ailleurs aucune institution établie; rien qui se tint par soi-même, rien qui pût résister et survivre, rien qu'une mécanique savante où se faisait laborieusement le sort des peuples, et la dignité humaine souffrant sous la domination étrangère! Ce n'était pas encore ce qu'avait cherché l'Italie.

La maison de Savoie revenant à la chute de l'Empire, un besoin extraordinaire de réformes se fit sentir. La monarchie sarde se trouva en proie à un grand malaise, à ce malaise qui saisit les États lorsqu'il n'y a plus d'harmonie entre les institutions publiques et l'âme des peuples, que les lois sont en arrière, les idées en avant, que le gou-

vernement et le pays n'ont plus le même âge. Alors se développa au-dessous de la société reconnue une société souterraine qu'on entendait s'agiter confusément sous l'autre et la tenir tout en émoi, celle des Carbonari, nés contre l'étranger de toutes les douleurs étouffées du patriotisme, et s'unissant maintenant pour la liberté comme ils s'étaient unis pour l'indépendance. En France, sous le règne de la Charte et du droit, les Ventes étaient trop souvent d'impurs repaires où quelques hommes, la bouche pleine de parjures, combinaient des bouleversements pour se pousser aux emplois. En Italie, dans la résurrection inanimée de l'ancien régime au sein d'un monde renouvelé, c'était autre chose, et les aspirations les plus utiles et les plus généreuses se pressaient dans l'ombre à côté des desseins les plus pervers et des chimères les plus inconsidérées. La monarchie se soutenait, péniblement entrecoupée de conspirations : ce qu'elle cachait de révoltes, d'amertumes, de pensées détournées et violentes sous son épais silence, on le sait aujourd'hui ; ces projets odieux, ces serments de régicide dont la révélation est venue récemment épouvanter l'Europe et forcer un député piémontais à se retirer de son siège, toutes ces horreurs se concevaient sous le pouvoir absolu dans le tumulte concentré des esprits.

Les personnages les plus éclairés et les plus élevés, les princes du sang, le roi Victor-Emmanuel I<sup>er</sup>, sentaient, dès les premiers jours de la Restauration, la nécessité de réformes profondes ; ils ne différaient que sur l'heure de l'exécution<sup>1</sup>. Les puissances étrangères se mêlaient à ces tiraillements intérieurs avec leurs vues particulières, l'Autriche poussant vers une compression sans limites qui mettrait la monarchie sarde au régime des nations conquises, et ne laisserait dans le sort de l'Italie aucun sujet d'envie pour les Lombards, la France poussant vers des concessions équitables qui feraient par la main des princes ce que devait tenter tôt ou tard la main des peuples et qui régleraient la liberté dans l'ordre.

Vers 1820, les conseils de la France l'emportaient. Le roi allait donner une constitution à ses peuples lorsque éclata à Naples une déplorable insurrection ; quelques casernes, aidées de quelques clubs, firent la loi, et de ce mélange informe de tout ce qu'il y a de plus servile au monde, la tyrannie soldatesque et l'anarchie populaire, sortit une constitution démocratique à l'image de celle des Cortès Espagnoles de 1812, une constitution qui plaçait le pouvoir dans une Chambre unique, donnait un certain délai à la sanction royale, et, le délai expiré, ordonnait de passer outre. Le mouvement se propagea, gagna le

<sup>1</sup> Ainsi M. de Maistre. Voir la notice biographique de l'illustre écrivain, placée par son fils au commencement de ses Lettres et Opuscules, page 25, *in fine*.

Piémont, força Victor-Emmanuel à abdiquer, et la constitution napolitaine fut proclamée à Turin par quelques régiments débandés.

C'était folie de croire à la durée de libertés pareilles ! Les souverains du Nord menaçaient, l'Autriche armait, les populations elles-mêmes ne savaient que faire de l'indépendance qui leur était infligée. La France s'offrit au gouvernement des Deux-Siciles comme médiatrice entre l'Italie et l'Europe, elle mettait la condition que la constitution nouvelle serait réformée sur le modèle de la Charte de 1814, c'est-à-dire qu'une Chambre des Pairs serait créée, et que la nomination des membres du conseil d'État, l'initiative du budget et des lois, le veto absolu, la faculté de dissoudre le Parlement, seraient donnés à la prérogative royale<sup>1</sup>. La faction triomphante ne voulut rien entendre, elle invoqua la justice, le droit, la souveraineté du peuple, l'inviolabilité du sol ; l'Autriche fit avancer ses bataillons sur les Abruzzes et sur le Piémont, les tribuns s'évanouirent, et rien ne leur resta à Naples comme à Turin de toutes leurs libertés.

Mais l'Autriche, avec le pouvoir absolu qu'assurait sa victoire sous le roi Charles-Félix, se trouva impuissante : la révolution amenait la servitude, et la servitude en s'aggravant s'abrégeait elle-même. L'avenir de la monarchie, les générations nouvelles, l'héritier du trône, Charles-Albert, alors prince de Carignan, étaient à la liberté, et la grande image de la France toute ressuscitée de Waterloo sous l'influence de ses rois légitimes et de ses institutions représentatives se montrait de plus en plus à travers les espérances éveillées des peuples. Le cabinet de Vienne sentait l'empire échapper à ses idées, et il mettait tout en œuvre pour le retenir, jusqu'à vouloir arracher à Charles-Félix un acte secret qui écarterait de la succession à la couronne le prince de Carignan. L'attitude décidée de la France déjoua ces manœuvres ; le ministre des affaires étrangères en 1828, M. de la Ferronnays, s'expliquant avec l'ambassadeur d'Autriche à Londres, M. de Lebzeltern, qui passait à Paris en se rendant à Vienne, lui parla des bruits qu'on faisait courir sur l'exclusion du prince de Carignan, il lui déclara qu'il ne pouvait y croire, « d'autant moins, » ajoutait-il, que, « s'ils venaient à se réaliser, le prince « de Metternich amènerait en Italie ce qu'il a raison de vouloir éviter, c'est-à-dire le bouleversement de ce pays à la vue de l'armée « française qui devrait, dans ce cas, paraître sur le sommet des Alpes<sup>2</sup>. » A quelque temps de là M. de Chateaubriand, ambassadeur

<sup>1</sup> Cette conversation est rapportée dans une dépêche du comte Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie à Paris sous la Restauration, du 28 novembre 1828, imprimée dans le *Bortfolio*.

<sup>2</sup> Voir le Précis historique sur les révolutions de Naples et de Piémont en 1820 et 1821, par M. le comte de .....

à Rome, signalait encore, dans une dépêche à son ministre, les menées ténébreuses de l'Autriche auprès de tous les souverains italiens, sa jalousie contre la France, ses projets entrevus d'empiétement ou d'invasion, et il se hâtait de dire : « Laisser occuper les Légations ou mettre garnison autrichienne à Ancône sous un prétexte quelconque serait remuer l'Europe et déclarer la guerre à la France. Or nous ne sommes plus en 1814, 1815, 1816 et 1817; on ne satisfait pas impunément sous nos yeux une ambition avide et injuste<sup>1</sup>. » Puis ce noble représentant des Bourbons et de la France s'élevait à ces considérations générales sur les besoins de la Péninsule, considérations dont la vérité a été diminuée par l'invasion croissante des idées révolutionnaires. « On prend pour des *conspirations* ce qui n'est que le malaise de tous, le produit du siècle, la lutte de l'ancienne société avec la nouvelle, le combat de la décrépitude des vieilles institutions contre l'énergie des jeunes générations; enfin la comparaison que chacun fait de ce qui est à ce qui pourrait être. Ne nous le dissimulons pas, le grand spectacle de la France puissante, libre et heureuse, ce grand spectacle qui frappe les yeux des nations restées ou retombées sous le joug, excite des regrets ou nourrit des espérances. Le mélange des gouvernements représentatifs et des monarchies absolues ne saurait durer : il faut que les unes ou les autres périssent, que la politique reprenne un égal niveau ainsi que du temps de l'Europe gothique. La douane d'une frontière ne peut désormais séparer la liberté de l'esclavage; un homme ne peut plus être pendu de ce côté-ci d'un ruisseau pour des principes réputés sacrés de l'autre côté de ce même ruisseau. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens qu'il y a *conspiration* en Italie; c'est dans ce sens encore que l'Italie est *française*. Du jour où elle entrera en jouissance des droits que son intelligence aperçoit et que la marche progressive du temps lui apporte, elle sera tranquille et purement italienne. »

Charles-Albert, devenu roi en 1831, ne donna pas d'abord tout ce qu'avait promis son passé; la Révolution de juillet avait troublé sa confiance en la liberté, la chute des Bourbons blessé ses affections, et, sans se rapprocher de l'Autriche, il se tenait éloigné de la France. Quelques changements utiles furent faits dans la législation, un Conseil d'État institué, l'instruction primaire développée, certaines pénalités trop dures supprimées, les délégations qui suspendaient le cours de la justice abolies. Une réforme plus grave et plus profonde fut même appliquée au cœur de la société, le Code Albertin remplaça les constitutions surannées : c'était le droit français, c'était notre Code civil

<sup>1</sup> Dépêche à M. le comte Portalis, du 16 avril 1829.

transporté au delà des Alpes avec quelques tempéraments destinés à sauvegarder l'autorité paternelle ou à prévenir le morcellement des héritages<sup>1</sup>.

Mais tous ces essais d'amélioration n'étaient rien encore. Qu'on juge de l'état de la société civile en Savoie et en Piémont par l'état de la société religieuse, tel que nous le présentait, dans son *Memo-randum historico-politique*, le plus éloquent et le plus véridique des témoins, le ministre pieux du roi Charles-Albert, M. le comte Solar de la Margherite !

Pas la moindre liberté de discussion ! La censure prohibait sans pitié tout livre qui contrevenait aux maximes reçues sur les rapports de l'autorité laïque et de l'autorité ecclésiastique, tout livre qui insinuait les doctrines ultramontaines, les principes de Bellarmin et de Fénelon, les revendications éclatantes dont la presse et la tribune françaises retentissaient alors.

Pas la plus petite liberté d'association ! L'Œuvre de la Propagation de la Foi, toute protégée par les bénédictions du souverain pontife et par l'applaudissement de l'univers catholique, eut la plus grande peine du monde à être reçue dans le royaume; une première délibération du conseil des ministres la rejeta absolument comme une machination de parti, et ce ne fut qu'après bien des négociations que le denier de la pauvre femme pour la conversion des sauvages parut inoffensif.

Pas de liberté religieuse pour les sectes dissidentes, pas même pour l'Église ! Les entraves que nous avons vues naître au dix-huitième siècle s'étaient conservées entières. Les plus louables efforts avaient été tentés pour les desserrer un peu : tout avait échoué; Charles-Albert, vainement convaincu de l'excellence des modifications demandées, n'avait pas osé dans sa toute-puissance de souverain absolu se décider, il avait reculé au dernier moment devant l'opposition des bureaux. Les évêques de Savoie ne pouvaient aller à Rome au jour de leur consécration, et nul ne l'avait fait depuis saint François de Sales. Et lorsqu'en 1842 l'évêque actuel de Saint-Jean-de-Maurienne leva la consigne et vint s'agenouiller au tombeau des Apôtres, il fallut tout un stratagème combiné par le roi et M. de la Margherite pour dissimuler son voyage; le prélat fut réputé chargé d'une mission particulière. Et lorsque enfin la nouvelle s'ébruita et que la vérité fut

<sup>1</sup> Ainsi le père garde ses enfants sous sa puissance jusqu'à leur émancipation, qu'il prononce lui-même par une déclaration devant le magistrat; les cas d'exhérédation sont nombreux; la quotité disponible est des deux tiers des biens, si le disposant laisse à son décès un ou deux enfants légitimes, de la moitié s'il en laisse davantage; les filles ou leurs descendants peuvent être exclus par leurs frères de la succession paternelle au moyen de compensations pécuniaires; les majorats sont autorisés.

connue, il était trop tard, le scandale était consommé; un évêque avait été sacré par le pape ! L'Église n'avait même pas le droit de faire le bien au dedans d'elle ; et, ce qui est un spectacle plein de tristesse, ces abus dont la révolution lui fait porter la peine, elle était condamnée à les sentir, à les endurer et à ne pouvoir étendre la main pour les arracher. Comme le rappelait récemment Mgr l'évêque d'Annecy dans son mandement sur les associations religieuses, les évêques de la province de Chambéry et des provinces subalpines demandèrent, en 1832, à Charles-Albert son concours pour procéder à quelques réformes dans les clergés séculier et régulier. Le pape Grégoire XVI nomma une délégation apostolique sous la présidence du cardinal Morozzo pour examiner et déterminer les réformes les plus urgentes. La magistrature réclama, l'administration protesta, le gouvernement céda ; rien ne se fit.

Enfin Pie IX monta sur la chaire de saint Pierre; la longue attente de la Savoie et de l'Italie parut comblée, la liberté s'assit auprès de l'autorité, la justice et la paix s'embrassèrent, les bouches les plus accoutumées à la haine cessèrent de maudire, il se fit comme un grand apaisement des colères que l'esprit du mal nourrit perpétuellement contre l'Église, et dans l'espoir universel l'épouse du Christ fut comme triomphante : heure trop belle pour le monde, heure d'enthousiasme et de joie toute perdue dans l'histoire si effacée et si ternie de l'humanité !

Charles-Albert se décida alors, et, croyant voir dans le ciel le signe de Dieu, il laissa tomber de ses mains tous ces bienfaits qui demeurent la gloire et la consolation de sa mémoire : les tribunaux d'exception et les privilèges en matière juridique abolis, la publicité des débats et la défense orale introduites dans les procès criminels, une cour de cassation instituée, la police enlevée au ministère de la guerre et remise au ministère de l'intérieur, la censure supprimée, la composition des conseils municipaux confiée aux citoyens, celle des conseils provinciaux au roi, qui choisit sur une liste de candidats dressée par les électeurs, la liberté couronnant l'égalité et la justice. Le Statut fut donné le 8 février 1848.

Le Piémont et la Savoie avaient marché de concert à travers ces vicissitudes; leurs misères et leurs besoins, leurs vœux et leurs espérances, avaient été communs.

Malheureusement l'Italie commençait à être agitée d'un grand trouble : derrière la liberté une faction détestable se montrait à Turin, à Florence, à Naples, à Rome; ce qu'elle était, ce qu'elle allait être, nous l'avons vu, nous l'avons entendu, nous aussi, dans notre France; c'était le même accent avec une âcreté nouvelle, les mêmes appétits avec des scrupules de moins, les mêmes fureurs avec une confiance

encore accrue dans le droit du plus fort, les mêmes violences avec un mélange inouï d'indifférence dans les moyens et d'inexorable rigueur dans l'exécution, le même esprit enfin, cet esprit révolutionnaire, incrédule et fanatique, ignorant et présomptueux, toujours haletant après des chimères et mettant le monde à feu et à sang pour les saisir, s'indignant de tous les obstacles qui humilient son orgueil, de la lenteur du temps, des limites des États, des habitudes des peuples, des lois de la conscience, jurant haine et destruction à la plus vaste contradiction catholique qu'il rencontre devant lui, l'Église, voulant l'arracher de la terre, prenant les bonnes œuvres qu'elle inspire pour de l'intolérance envers les convoitises qu'il déchaîne, accablant de ses coups le prêtre, la fille de la charité, les institutions religieuses, tout ce qu'il ne sait ni imiter ni remplacer; se faisant une épouvantable puissance de tous les vices de l'homme qu'il érige en annonçant sans cesse des choses merveilleuses, plus de mal, plus de douleur, plus de guerre, la félicité universelle, et n'arrivant toujours, de corruption en corruption, de hontes en hontes, de ruines en ruines, qu'à placer, dans la société et dans les âmes dés-honorées, le joug là où le christianisme avait placé le droit.

Le cri que la faction révolutionnaire avait choisi en Piémont, c'était l'unité italienne, l'unité italienne poursuivie et bruyamment conquise. Les hommes d'État les plus sages s'inquiétaient de tout ce tumulte pour l'avenir raisonnable et sûr de la liberté. « Les populations italiennes, écrivait le 18 septembre 1847 M. Guizot au ministre de France à Turin, rêvent pour leur patrie des changements qui ne pourraient s'accomplir que par le remaniement territorial et le bouleversement de l'ordre européen, c'est-à-dire par la guerre et les révolutions. Plus d'une fois déjà l'Italie a compromis ses plus importants intérêts de progrès et de liberté en plaçant ainsi ses espérances dans une conflagration européenne. »

La Révolution de 1848 éclata en France : moins d'une année après, tout était changé, et l'Italie ne se reconnaissait plus elle-même. La plupart des souverains renversés, les réformes arrêtées, quelques fantômes de gouvernements s'agitant au hasard, la démagogie succédant à la liberté et la dictature à la royauté : c'était tout ce qui restait de tant d'espérances ! Rome elle-même, la vieille Rome, se voyait aux mains d'une race de Brutus inconnus à ses ruines, de Brutus qui, ayant laissé au Brutus païen ses vertus, ne lui avaient pris que son poignard ; à la place du pouvoir que Montesquieu appelait le plus paternel qu'il y eut au monde, une république née d'un assassinat errait chancelante, et Pie IX attendait sur les rivages où Grégoire VII était mort en disant : « J'ai aimé la justice et j'ai haï l'iniquité ; c'est pourquoi je meurs en exil ! »

La faction révolutionnaire dominait en Piémont, elle avait livré la patrie à tous les accidents imprévus d'une guerre furieuse. Chose à peine croyable aujourd'hui ! l'Autriche avait reculé d'elle-même dans le premier effroi des insurrections qui se levaient de l'Italie, elle avait offert en échange de la paix l'abandon de toutes ses possessions au delà de l'Adige : la faction avait tout rejeté, elle avait décidé la guerre. Guerre inutile, guerre sans issue, guerre qui n'était possible qu'à l'ombre d'un gouvernement conservateur solidement établi en France ! Dans le bonlevrement où se trouvait la société européenne, affaiblir l'Autriche, c'était désarmer l'ordre sans armer la liberté, et, si Charles-Albert avait vaincu, il aurait été détrôné le lendemain par les démagogues qu'il aurait fait vaincre. Charles-Albert l'avait donc engagée, cette guerre d'abord heureuse, bientôt désastreuse, jusqu'au moment où, délaissé par les Lombards, il avait été contraint de demander un armistice à Radetzki, maître désormais de la victoire. Venise s'élevait en république, Milan s'insurgeait contre Turin, Gênes allait imiter Venise et Milan ; autant de cités, autant de capitales pour l'Italie future : l'union ne se fondait pas dans la lutte et dans les revers ; que serait-elle devenue dans le triomphe ?

La situation était belle encore pour la monarchie sarde dans les premiers mois de 1849. Abandonner la guerre avec l'Autriche dont les gros bataillons tenaient déjà la Péninsule toute divisée contre elle-même, et, se constituant le lieutenant de la Papauté contre la tyrannie démagogique comme ses aïeux l'avaient été contre l'oppression impériale, marcher sur Rome, rallier en chemin toutes les populations de la Toscane qui étaient lasses de leurs républiques et de leurs dictateurs, ramener Pie IX, faire par les armes de l'Italie ce que devaient faire inévitablement les armes des nations catholiques, et dans la déroute de la révolution sauver la liberté : quelle mission pour Charles-Albert ! Cette mission, le noble prince la voyait ouverte devant lui, son bon sens et sa foi l'y poussaient, et sans doute il voulait l'accomplir, lui qui avait écrit, huit années auparavant, à propos de quelques troubles survenus dans la Romagne : « Les événements de Bologne sont assez graves et me font toujours plus regretter que nos États ne soient point confinants de ceux du Saint-Père, sans quoi nous pourrions toujours l'assister sans aucune seconde vue ni d'ambition ni d'intérêt. » La faction révolutionnaire ne le souffrit pas encore. L'abbé Gioberti parut trop modéré, et quitta le ministère, et M. Rattazzi lui succéda ; le 8 mars 1849, il demandait à la Chambre la suspension de la liberté de la parole, de la liberté individuelle, du droit d'association et du droit à l'hospitalité ; le 19 mars il annonçait pompeusement la reprise des hostilités avec l'Autriche : « Enfin le jour de la revanche est arrivé ! » On sait ce qu'allait être cette



revanche : la bataille de Novare livrée, les avantages de la guerre perdus, les corps lombards licenciés, le royaume de Sardaigne frappé d'une contribution de guerre de soixante-quinze millions, et l'Autriche toute-puissante sur l'Italie abattue !

Durant toutes ces épreuves, le peuple de Savoie était étranger à la révolution, à ses promesses, à ses mensonges. Que lui importaient à lui, dans son canton détourné, et l'empire lointain de l'Autriche, et les destinées de cette Italie dont il n'a ni la langue, ni le sol, ni la race ? Ce qu'il aime au delà des Alpes, ce sont ses rois, leur gloire, leur fortune, ce ne sont pas les expériences de quelques démagogues occupés à briser les trônes et à se décorer eux-mêmes. En 1821, lors des insurrections d'Alexandrie et de Turin, les mots de guerre à l'Autriche et d'unité italienne avaient été jetés par les conspirateurs aux populations ; la Savoie, son sénat, sa brigade, avaient résisté.

En 1834, une expérience plus hardie avait eu lieu. Le général Ramorino avait été chargé par Mazzini et quelques autres de soulever la Savoie avec l'idée italienne ; il était parti de confiance, poussant devant lui un tas d'hommes ramassés à Genève, leur annonçant « qu'ils « étaient l'avant-garde de la liberté, une avant-garde qui n'aurait que « les séides encrassés du despotisme à combattre, » leur répétant tout le long de la route que le pays allait accourir à leur rencontre ; et bientôt, à quelques pas de la frontière, les malheureux, isolés, harcelés, traqués, avaient dû rentrer précipitamment en Suisse. « De la « part des habitants de la Savoie, écrivait le général, nous n'avons « trouvé qu'indifférence. » Et il ajoutait : « Je ne pouvais plus, d'a- « près toutes ces déceptions, compter sur les promesses des com- « missaires ; je me voyais avec une force de 200 hommes, dont 50 Ita- « liens qui n'avaient jamais servi, qui ne connaissaient pas même le « maniement d'un fusil, puisque plusieurs d'entre eux se sont blessés « avec leurs armes ; 80 à 90 Savoisien, qui, la plupart, sourds à toute « discipline, s'enivraient dans les auberges, et une soixantaine de « Polonais, dont à peine les deux tiers avaient été militaires. Je ne « voyais donc plus qu'une seule et positive ressource, celle de la co- « lonne des Polonais et Allemands, dont, au surplus, je n'ai jamais « connu le chiffre exact<sup>1</sup>. » Ces Savoisien avinés, ces Allemands, ces Polonais, cette foule sans patrie, c'était ce que Mazzini appelait la Jeune Italie !

En 1848 comme en 1849, avant comme après la capitulation de Milan, même chose s'était produite sur un autre théâtre. La Savoie avait vu avec défiance les événements de Lombardie, elle avait suivi

<sup>1</sup> Précis des derniers événements de la Savoie, par le général Ramorino. — Publié à Paris, 1834.

impatiemment le Piémont dans ses terribles aventures; ses députés avaient prononcé de généreuses paroles pour le rétablissement de l'autorité temporelle du souverain pontife; ses enfants avaient donné à contre-cœur leur sang pour une cause qu'ils sentaient leur être étrangère; et, cruelle dérision du sort! à Novare, au milieu de l'indiscipline des uns, de l'incurie des autres, la brigade de Savoie s'était trouvée le témoin désespéré et fidèle de l'unité italienne partout abandonnée et vaincue.

La guerre terminée, un nouvel ordre de choses s'ouvrit pour la monarchie constitutionnelle de Sardaigne.

Tout semblait apaisé au dedans comme au dehors; la Chambre révolutionnaire était dissoute, Gênes réduit, les factions contenues; Charles-Albert lui-même avait disparu de son royaume : le prince infortuné et chevaleresque, le prince digne de l'histoire et de la légende, s'en était allé mourir au loin, tout enveloppé dans le deuil de ses espérances trompées, au bord des mers qu'avait chantées le Camoëns, sur la terre pieuse d'où les Sébastien et les Emmanuel avaient été chercher dans les régions de l'éternelle Aurore la couronne incorruptible.

Quels ont été dans la liberté les personnages, quelle a été la politique du gouvernement nouveau?

Victor-Emmanuel est un prince généreux, résolu, d'un esprit facile, d'un courage intrépide; il s'est battu comme un lion à Novare, lui et son noble frère, ce duc de Gênes emporté à la fleur de l'âge, qui aurait dû mourir à l'ombre de ses drapeaux victorieux. Dans la guerre de Lombardie, peu de jours avant celui où Charles-Albert bâta par son abnégation magnanime la royauté de son fils, Victor-Emmanuel fut blessé; un coup de feu reçu pour la patrie italienne l'armait roi sur le champ de bataille.

Victor-Emmanuel a juré le Statut qu'avait donné son père, il a voulu être sincèrement et fidèlement roi constitutionnel.

La royauté constitutionnelle peut se concevoir et s'exercer de deux manières : tantôt c'est une royauté immobile et inerte, la royauté anglaise; le roi, comme l'écrivait M. Thiers<sup>1</sup>, est le premier gentil-homme de son royaume, il chasse, il aime les chevaux, il suit la mode, il ne se mêle pas de l'État, il laisse faire, il laisse passer : tantôt c'est une royauté agissante et vigilante, celle de Louis XVIII qu'un grand poète appelait avec tant de raison le Nestor de la monarchie; le roi a sa politique qu'il conduit à travers le choc des partis, il juge, il prononce, il gouverne.

Laquelle de ces royautés constitutionnelles aura choisie l'héritier

<sup>1</sup> Article du *National* de 1850.

de Charles-Albert? Ce n'est pas à nous, c'est à l'intègre avenir à le décider.

Comment le faire cependant? Dans les pays du continent, tels que leur histoire, leur génie, leurs inclinations naturelles, les ont constitués, ce serait un mal que l'évanouissement de l'autorité royale au sein des institutions libres, mal très-grand pour la royauté, mal plus grand encore pour la liberté.

La royauté a sa mission qu'elle doit remplir pour le bien de tous, elle est la représentation perpétuelle des traditions nationales, l'image toujours présente du droit parmi les générations changeantes, l'ordre, comme le disait M. de Maistre. Malheur à cette royauté si elle manque ou laisse manquer aux intérêts sacrés dont la tutelle inviolable fait son principe! Malheur si elle languit dans la société, et qu'elle paraisse comme inutile, tout effacée derrière un maire du palais ou derrière une assemblée! A mesure que l'influence royale diminue, l'esprit monarchique s'amoindrit, et la fidélité au souverain s'énervé en même temps que la foi à la souveraineté.

La liberté souffre à son tour de cette déchéance, elle a besoin d'être protégée contre elle-même, contre ses emportements, contre ses lassitudes. En Angleterre, le peuple trouve son contre-poids naturel dans les corporations, dans les privilèges locaux, dans une hiérarchie sagement développée, dans la masse énorme de l'aristocratie qui a la terre; le trône n'est guère au sommet de la société qu'une sorte de dieu-terme qui marque aux ambitions particulières leur limite; il ne dirige pas, il arrête. En Savoie comme en Piémont, les institutions municipales sont sans racines, le Sénat n'est pas une force née du sol et qui a grandi par son propre mouvement, il est le fruit heureux d'une combinaison politique qui peut changer en un jour, ses membres sont nommés par le prince, et ils n'ont pas l'hérédité. Contre les mobilités populaires quelle sauvegarde y a-t-il donc? la royauté toute seule; ôtez-la, abaissez-la, réduisez-la, et le gouvernement représentatif ment à son nom, il devient un gouvernement absolu entre les mains du parti le plus nombreux, et le pays va et vient, en butte aux passions furieuses ou basses de la multitude. Ce que la prépondérance aristocratique a en moins, la prérogative royale doit l'avoir en plus pour le salut de la liberté.

Conséquences inévitables et mystérieuses! en Angleterre, où les barons ont imposé la Grande Charte à Jean-sans-Terre, où les lords ont abaissé Jacques II et élevé Guillaume, où la révolution politique de 1688 a pu se consommer et durer sans soulever une révolution sociale, la souveraineté réside dans le Parlement, elle était hier dans la Chambre des pairs, elle est aujourd'hui dans la Chambre des communes. En Savoie comme en Piémont, où l'histoire a été toute royale,

où la royauté a été le pouvoir constituant, où tous les progrès accomplis, depuis l'abolition de la mainmorte et du servage jusqu'au Statut de Charles-Albert, ont été l'ouvrage bienveillant des rois, la souveraineté repose dans la couronne. Ces différences sont celles de la plus grande partie du continent à travers ses vicissitudes étranges et de l'heureuse Angleterre, où la liberté est de tous les règnes; ici une aristocratie contenue par la majesté royale, là des monarchies tempérées par les assemblées publiques.

La royauté de Victor-Emmanuel écartée du débat, le gouvernement a d'abord été aux mains du gendre de Manzoni, de M. d'Azéglia, esprit délicat, tout nourri avec les Muses, avec la *Poésie et sa sœur la Peinture*<sup>1</sup>, patriote convaincu, politique incertain et que le trouble ardent des révolutions a rendu le collègue de M. Siccardi, et, dans des circonstances plus récentes, le contradicteur peu mesuré du cardinal Antonelli.

Ce n'était qu'un essai encore. Le gouvernement a fait un pas plus décidé vers les partis extrêmes, il s'est constitué dans le cabinet dont M. le comte de Cavour est le président du conseil.

M. de Cavour est un orateur lucide, un économiste de l'école anglaise, un ministre habile, entreprenant, plein de vues et de ressources. Quelles que doivent être les sévérités de l'histoire à son égard, elle lui saura gré d'avoir conçu tous ces travaux d'utilité publique où s'engage le Piémont avec une confiance dans l'avenir qui commande le succès et qui sied aux États libres; elle lui saurait gré encore de s'être jeté résolument dans les grands débats de notre siècle, comme ses pères se jetaient dans les rudes mêlées de leur temps, s'il avait su ne pas désunir ce que ses pères ne séparaient pas, la cause de la maison de Savoie et la cause de la papauté.

Avec ces hommes d'État la monarchie sarde est entrée dans ses voies nouvelles. Malheureusement peu de chose a été changé; l'esprit révolutionnaire, qu'on croyait enseveli sous ses propres calamités, est revenu dans les conseils du gouvernement, il est revenu renouant ses desseins brisés, jetant sur les entreprises les plus légitimes ses excitations les plus dangereuses, mêlant ensemble dans ses colères l'Église avec l'Autriche et l'Autriche avec l'Église; ce qui avait paru une passion est devenu un système; ce qui avait semblé une fièvre est devenu un régime.

Disons-le tout de suite : loin de nous de faire un reproche au gouvernement sarde de vouloir l'indépendance, et, pour un avenir plus lointain, l'unité de l'Italie! Quoi de plus équitable? Quel ami de la vérité et de la justice, quel admirateur respectueux et passionné de

la politique pontificale, pourrait le trouver mauvais? Il y a plus : lorsqu'on prend à leurs commencements les princes de la maison de Savoie, lorsqu'on les voit, d'abord vidomnes de Genève, comtes de Romont, seigneurs d'une partie du pays de Vaud, du pays de Dombes, du pays de Gex, de la Bresse, du Valromey, perdre les unes après les autres leurs possessions du Nord, abandonner le haut Valais lui-même, mettre leur capitale à Turin, et inonder peu à peu toutes les provinces environnantes de leur puissance qui grossit à travers les démêlés de la France et de l'Autriche, on peut supposer sans témérité que leur vocation leur réserve quelque grand empire dans la Péninsule.

Cette marche combinée de l'Italie et de la maison de Savoie, nous la retrouvons, nous autres Français, dans les desseins de notre politique nationale et royale. Ouvrez les *Mémoires de Sully* : Henri IV, dans ses plans admirables de pacification universelle, veut enlever l'Italie à *l'usurpation tyrannique de l'Autriche*, comme il l'appelle, établir les ducs de Savoie *rois de Lombardie*, et faire de leurs États, dont le contre-poids lui semble utile pour l'équilibre européen, *l'une des grandes monarchies de l'Europe*. Henri IV a renoncé d'avance à ses possessions d'Italie, il a abandonné le marquisat de Saluces, comme pour marquer sa volonté de garder ses limites naturelles et de s'enfermer dans la ceinture des Alpes et du Rhin! Cent années plus tard, aux conférences de Baden et d'Utrecht, les plénipotentiaires de Louis XIV proposent la réunion du Milanais au Piémont et celle de la Savoie à la France; Victor-Amédée s'inquiète du redoutable voisinage qu'il aura au delà du Mont-Cenis et refuse l'échange. Louis XV reprend et développe avec une ardeur extraordinaire les projets de son aïeul. En 1733, un traité est signé entre la France, la Sardaigne et l'Espagne, pour l'indépendance de l'Italie; les Autrichiens doivent être rejetés dans le Tyrol, le Milanais donné au Piémont, le gouvernement républicain rendu à la Toscane après l'extinction des Médicis. En 1746, à la mort de l'empereur Charles VI, un nouveau traité intervient entre la France et la Sardaigne; une clause particulière porte que les différents États de la Péninsule formeront *une république fédérative, avec une diète continuellement assemblée, à l'instar de l'association germanique*<sup>1</sup>. Triste issue de tant

<sup>1</sup> Il faut lire dans les *Mémoires de M. d'Argenson*, ministre de Louis XV à cette époque, le récit de ces belles négociations (Édit. de 1825, pages 366 et suiv.). —

« Dans mon instruction (à l'envoyé français à Turin), je décrivais, dit M. d'Argenson, quels maux avait causés en Italie la prétendue supériorité des empires d'Allemagne sur ce continent. Le temps paraissait venu de l'éteindre et de déclarer les puissances italiennes *de franc alleu* et d'une pleine indépendance. On leur prescrivait l'association nécessaire pour maintenir leur liberté à l'avenir, en empêchant tout étranger d'y dominer.

d'efforts! En 1733 comme en 1746, les divisions de l'Italie arrêterent la bonne volonté de la France; en 1733, les alliés étaient victorieux, les maréchaux de Broglie et de Coigny avaient battu les Impériaux et ne leur avaient laissé dans toutes les provinces subalpines que la citadelle de Mantoue, le partage allait s'accomplir, lorsque la reine d'Espagne, Elisabeth Farnèse, par jalousie de famille contre la maison de Savoie, fit tout manquer; en 1746, le roi de Sardaigne se laissa prendre aux avances de l'Autriche et se retira du combat.

Ce que nous reprochons au gouvernement sarde, ce n'est donc pas de poursuivre l'indépendance et même l'unité de l'Italie, c'est de les profaner, de les corrompre, de les abaisser l'une et l'autre devant leur implacable ennemie, la révolution, qui, mettant en jeu, non-seulement la forme des institutions et la sécurité des territoires, mais encore le fond des sociétés, aboutit par des pentes rapides à l'oppression ou à l'invasion!

La cause de l'Italie a tout à espérer si elle se fait reconnaître comme un principe d'ordre européen, elle n'a rien à attendre si elle se fait passer pour une affaire d'agitation démagogique. Les cris, les manifestations bruyantes, les médailles que l'on frappe, les statues que l'on érige, les airs de guerre que l'on prend, l'inquiétude que l'on propage, les espérances démesurées que l'on allume, toutes ces petites choses ne servent qu'à exaspérer les victimes et qu'à impatienter les maîtres; la servitude semble plus amère et la tyrannie devient mieux armée. Que la Lombardie jette les yeux sur sa noble sœur de la Vistule, plus éprouvée et plus abattue encore, sur la Pologne! En 1814, la Pologne est la cliente et la protégée des rois; elle reçoit au traité de Vienne une constitution, une armée nationale, une représentation nationale, tous les fondements de l'indépendance à venir; en 1831, elle s'insurge, se débat héroïquement, tombe; un ukase lui enlève toutes ses garanties, et rien de nouveau n'est survenu pour elle du sein de toutes les commotions qui ont agité l'Europe.

Ce que nous souhaitons au royaume de Sardaigne, c'est l'attitude qu'il avait durant la Restauration, au sein de la famille européenne, entre l'Autriche qui l'appuyait contre la révolution, et la France qui le soutenait contre l'Autriche. Nous avons dit ce qui se préparait alors: les semences d'inimitié abondaient entre Paris et Vienne; c'était le temps où l'Autriche s'opposait avec sa ténacité héréditaire au soulagement des chrétientés d'Orient, comme elle s'oppose aujourd'hui à l'union des principautés danubiennes; le temps aussi où la France passait outre en brûlant la flotte turque à Navarin, en faisant l'expédition de Morée, en affranchissant la Grèce. Les rivalités divisaient encore l'Autriche et la France à Turin, à Florence, à Rome, et ces rivalités penchaient vers une rupture; notre ambassadeur auprès du Saint-Siège en 1829 fai-

sait entrevoir au pape Léon XII la nécessité où pourrait être son souverain de jeter cinquante mille hommes au delà des Alpes<sup>1</sup>; une étincelle n'avait qu'à tomber, et c'était fini peut-être! La chute de la vieille monarchie, en donnant à la révolution une espérance que les plus nobles efforts cherchèrent à étouffer, a retardé de quinze années le Statut de Charles-Albert, et, d'un temps qui dépasse encore nos prévisions, l'avènement de l'Italie.

Quoi qu'il en soit de ces considérations, le gouvernement sarde a choisi d'autres voies, il s'appuie sur les passions soulevées pour aller à ses fins. L'idée italienne par les moyens révolutionnaires, tel semble le ressort de toutes ses démarches! Pour elle, tout a été osé; pour elle, les réfugiés de toutes les insurrections attirés et convertis d'honneurs; pour elle, l'administration pontificale dénoncée à l'indignation universelle; pour elle, les faux bruits, les fausses colères, les faux espoirs semés parmi les peuples; pour elle, les fortifications de Casal et d'Alexandrie mises en état; pour elle, la campagne de Crimée entreprise<sup>2</sup>; pour elle, l'armée entretenue sur un pied de guerre.

Et, comme le vieux dicton : pas d'argent pas de Suisse, est vrai de tous les soldats du monde, les charges du pays n'ont pas cessé de croître. Les événements de Lombardie, y compris l'indemnité stipulée par l'Autriche, avaient coûté 226 millions; les quelques mois passés en Crimée, qui du reste n'ont pas été sans gloire, ont coûté 74 millions. Les emprunts se sont succédé, les contributions sont venues à leur suite, les anciennes taxes ont été élevées, de nouvelles ont été établies, taxe sur les personnes et sur les meubles, taxe sur les bâties, taxe sur les successions, taxe sur les voitures, taxe sur les professions, surtaxe pour les dépenses de perception des impôts directs. Le budget des recettes ordinaires atteignait à peine 75 millions en 1847, il monte à 145 millions pour l'année 1858 : produit net de l'idée italienne jusqu'à ce jour, environ 70 millions d'impôts.

Devons-nous ajouter ce que la Savoie pense de ces expériences? Elle se sent de plus en plus anéantie dans le Piémont; elle se plaint

<sup>1</sup> Dépêche de M. de Chateaubriand, ambassadeur à Rome, à M. de la Ferronnays, ministre des affaires étrangères, en date du 12 janvier 1829. « Le pape « n'a point répondu, ajoute M. de Chateaubriand; il m'a paru seulement que « l'idée de voir les Français en Italie ne lui inspirait aucune crainte. On est las « partout de l'inquisition de la cour de Vienne, de ses tracasseries, de ses em- « piétements continuels et de ses petites trames pour unir, dans une confédéra- « tion contre la France, des peuples qui détestent le joug autrichien. »

<sup>2</sup> Nous n'envisageons ici la coopération de la Sardaigne à la guerre de Crimée qu'au point de vue où l'ont envisagée M. de Cavour devant le Congrès de Paris et MM. Ratazzi et Mamiani devant le Parlement de Turin.

de ses intérêts contrariés, de ses besoins méconnus, de ses destinées concentrées à Turin; elle n'a plus son Sénat de Chambéry, son administration à part, ses derniers restes d'indépendance; les vingt-cinq députés qu'elle nomme sont sans force devant la représentation plus nombreuse des provinces subalpines : et il lui faut voir encore depuis dix années ses ressources s'épuiser, ses impôts et ses recrues doubler, ses moissons mûrir, ses enfants naître, pour aller engraisser au delà des monts une chimère dont l'impossible triomphe ne ferait que l'accabler sous un poids plus lourd !

Cependant cela n'est rien encore à côté de blessures plus profondes et plus graves qui ont été faites à ces populations fidèles. La Savoie souffre dans l'Eglise affligée, elle souffre dans ses croyances offensées, dans ses prêtres inquiétés, dans ses religieux dispersés, dans ses couvents dépouillés, dans sa maison royale qui lui paraît moins unie au Saint-Siège.

En même temps que le gouvernement sarde s'adonnait à l'idée italienne, il faisait tomber sur l'Eglise une série de lois qui sont l'autre face de la révolution : une loi d'abord qui abolit de son autorité privée le droit d'asile et les immunités ecclésiastiques ; puis une autre qui enlève aux évêques et remet à un décret royal le soin de limiter le nombre des jeunes clercs exemptés de la conscription, c'est-à-dire le soin de dispenser et de juger les vocations au sacerdoce; puis une autre qui astreint au service militaire les frères des écoles chrétiennes et les frères de la Sainte-Famille, comme s'il y avait trop de dévouements dans le monde, et que l'offrande de toute une vie à l'humanité souffrante ne fût pas, elle aussi, un impôt du sang ! puis une autre qui oblige tous les professeurs de théologie à prendre pour texte de leurs leçons les traités enseignés à l'Université de Turin ; puis une autre qui attribue à l'Etat, au mépris de tous les concordats, la composition du Royal Économat, vénérable institution destinée à former, avec les fruits perçus pendant la vacance des biens ecclésiastiques, un fonds de secours pour les paroisses et établissements religieux sans ressources; puis une autre qui disjoint le mariage religieux et le mariage civil ; puis une autre, enfin, qui supprime toutes les communautés, à l'exception des sœurs de la Charité et de Saint-Joseph, et des instituts voués à l'éducation des enfants et au soulagement des malades, confisque leurs propriétés, y ajoute celles de tous les chapitres des collégiales et autres bénéfices simples, n'ayant pas charge d'âme privée et personnelle à un titulaire, et établit sur ce qui peut rester de biens à l'Eglise un impôt progressif qui va, pour les paroisses, abbayes, bénéfices, sacristies, jusqu'à 20 pour 100; pour les séminaires jusqu'à 25; pour les évêchés jusqu'au tiers.

Ces lois, nous nous gardons d'ailleurs de les confondre sous une



égale réprobation : dans les unes, c'est le fond même, ce sont les principes introduits, c'est l'atteinte portée aux droits de la conscience, que nous détestons; dans les autres, c'est la forme, ce sont les procédés employés, c'est la guerre faite au Saint-Siège que nous déplorons.

Elle est mauvaise en soi, par exemple, mauvaise dans ses pensées les plus secrètes, cette loi qui fonde une théologie d'État au moment où la religion d'État tend à disparaître! Entendez-vous d'ici les cris de nos libres penseurs, si quelque ministère clérical ordonnait à tous les professeurs d'histoire ou de philosophie de faire viser leurs cahiers par la censure? Mais il ne s'agit que de Dieu, que du christianisme, que de l'âme humaine dans son essor le plus intime et le plus sacré; on peut frapper à l'aise, tout est bon.

Plusieurs de ces lois remédiaient à des maux reconnus; ainsi le droit d'asile n'était plus de saison, les immunités ecclésiastiques amenaient mille conflits avec les tribunaux laïques et trop souvent l'iniquité y trouvait son impunité, les ordres religieux appelaient des réformes. Que devait donc faire le gouvernement sarde pour être sans reproche? recourir à l'autorité pontificale pour le changement des concordats où ces matières de discipline avaient été réglées, comme il aurait recouru au premier souverain venu pour la révision d'une convention douanière; ne pas se souvenir que le Saint-Siège n'a pas d'armées ou ne s'en souvenir que pour redoubler de déférences, et fixer, de concert avec lui, les nouveaux rapports de la société religieuse et de la société civile. Puérilités que tout cela! scrupules de la morale vulgaire! Comme c'était plus beau, comme c'était plus héroïque et plus fier de n'avoir nul souci de ce que voulait ou de ce que ne voulait pas le Père commun des fidèles, de le consulter à peine, et de se venger sur sa sainte faiblesse des affronts follement encourus à Novare!

Arrêtons-nous quelques instants à celle de ces lois dont les traces ont été les plus vives, à la loi sur les biens ecclésiastiques et sur les ordres monastiques, et montrons comment, ici encore, la Savoie a été sacrifiée au Piémont.

Nous le disons d'abord avec franchise : si nous avions quelque dure vérité à exprimer sur l'état de l'Eglise en Savoie, nous oserions prendre la liberté que prenait le comte de Maistre pour le clergé de notre patrie, nous chercherions dans les rigueurs des hommes les contre-coups détournés des justices de Dieu. La Providence a son plan qu'elle commande aux sociétés religieuses comme aux sociétés politiques de suivre pour leur progrès ou pour leur perfection; il faut que le plan s'accomplisse à tout prix, et ce que la volonté libre a refusé de faire, la nécessité impérieuse et terrible l'exige sans pitié. Bossuet invitait les prêtres de son temps à ne pas courir après les bénéfices, à ne pas les acheter par une science frivole, à entrer dans des pensées dignes

de leur vocation; l'avis sembla négligé au siècle suivant, et, comme il ne se rencontra plus un saint Bernard ou un Rancé, le réformateur fut la Révolution. Dieu laisse les crimes châtier les abus, et presque toujours ces crimes sont nés de ces abus eux-mêmes.

Nous avons beau regarder en Savoie, nous ne découvrons aucun de ces signes : le clergé est irréprochable, de mœurs sévères, d'une vie laborieuse et simple, tout pareil à notre clergé dont il fut l'héroïque compagnon durant la Terreur; les spoliations, tombant tout à coup sur sa pauvreté et sur ses vertus, ont été pour lui une épreuve, mais non une expiation.

Il y a plus d'un demi-siècle, au commencement de la Révolution française, l'Eglise de Savoie était riche et puissante, elle pouvait montrer encore tous les trésors dont l'avaient comblée la générosité des princes et la longue piété des âges. Ce que l'Eglise avait donné en échange, nous ne saurions assez le dire ! La Savoie était comme sortie de ses mains. Dans les gorges des montagnes, aux endroits les plus écartés et les plus sauvages, là où la terre semblait oubliée de Dieu et des hommes, les religieux de Saint-Bruno et de Saint-Benoît étaient venus : le travail, la fécondité, l'abondance avaient paru à leurs côtés, la nature avait donné son fruit, et une église, un monastère, quelque sainte maison s'était élevée comme la prière ou comme la fleur de la solitude. Ainsi elles étaient nées, ces abbayes dont le nom est plein de douceur, Notre-Dame-d'Abondance, le Reposoir, Entremonts; ainsi, cette abbaye d'Aulps, la plus belle de toutes, et dont les ruines sont habitées encore par une légende harmonieuse ! Comme le onzième siècle touchait à sa fin, deux religieux de Clairvaux prirent congé de leur abbé pour aller chercher un lieu où ils seraient comme hors du monde et tout seuls devant Dieu; l'abbé les bénit, et, s'étant mis en route, ils marchèrent devant eux jusqu'à ce qu'ils eurent rencontré sur la rive méridionale du lac de Lausanne, au milieu des montagnes, un vallon appelé les Harpes, qui leur plut beaucoup, et ils s'y établirent. A quelque temps de là, Humbert, comte de Savoie, perdit sa femme, et il fut très-affligé; l'évêque de Genève, voyant sa peine, lui conseilla de visiter les ermites des Harpes, qu'on disait très-puissants auprès du Seigneur; le comte écouta son conseil, et la nuit de son départ il eut un beau songe où il se voyait bâtissant une abbaye et le cœur tout soulagé. Les ermites le reçurent avec une grande compassion; Humbert leur conta son malheur, et ils pleurèrent et prièrent avec lui; Humbert se sentit charmé par leur doux entretien, et il ne pouvait plus les quitter; et enfin, étant revenu à sa cour, il voulut bâtir une abbaye où iraient à son image ceux qui seraient affligés; et, comme l'abbaye d'Aulps s'élevait sur la terre, la paix reparaissait dans l'âme d'Humbert, comte de Savoie.

Mais pourquoi nous attarder à ces choses qui ne sont plus ? Enfance des peuples, naïveté pieuse des anciens jours, joies du premier amour de Dieu dans l'humanité chrétienne et barbare, il y a longtemps que vous reposez parmi les souvenirs ! En 1793, une proclamation des commissaires de la Convention supprima le clergé séculier et régulier de la Savoie : un archevêché, trois évêchés, douze collégiales, quarante-sept communautés de religieux, vingt-six de religieuses, furent abolis, les prêtres et les moines dispersés dans l'exil et sur les échafauds ou conviés à l'apostasie, leurs biens vendus, leurs églises et leurs couvents détruits ou profanés, l'abbaye d'Aulps renversée de fond en comble, les sépultures royales de Hautecombe dépouillées de leurs ornements, et cet antique sanctuaire que protégeait l'inoffensive majesté de la mort, transformée en une fabrique de faïence ; tout cela, bien entendu, pour la plus grande liberté du genre humain !

Quand le jour se leva enfin sur tant de bouleversements, la société vit à quelles iniquités elle avait été en proie, et elle voulut les réparer. Le Saint-Siège se prêta avec une condescendance magnanime à tous les arrangements proposés. Le concordat du 15 juillet 1801 statua que les édifices religieux non aliénés encore et nécessaires au culte seraient restitués aux évêques, et que, en retour de l'engagement pris par le souverain pontife de ne jamais inquiéter les acquéreurs ou possesseurs de biens ecclésiastiques vendus par l'État, le gouvernement servirait une indemnité annuelle aux prêtres des diocèses et paroisses nouvellement créés.

Telle était, il y a trois ans à peine, la situation du clergé séculier de Savoie. Le clergé régulier était moins favorisé encore ; rien ne lui avait été rendu : çà et là, quelques communautés s'étaient ouvertes à grand'peine ; à Chambéry, des jeunes filles avaient réuni leurs dots pour bâtir une église et une maison, et l'œuvre du Carmel s'était fondée ; à Hautecombe, le roi Charles-Félix avait appelé les enfants de Saint-Bernard dans l'édifice racheté de ses deniers, il leur avait donné un revenu de douze mille livres sous la condition de prier pour les morts de la vieille abbaye dont il voulait être un jour, et de secourir les voyageurs qui seraient en péril sur le lac du Bourget, et les bénédictins avaient reparu ; plus loin c'étaient des Chartreux, puis quelques couvents de la Visitation : partout une vénérable indigence, partout la croix, rien qui pût faire envie aux appétits révolutionnaires.

L'histoire de l'Église avait eu d'autres vicissitudes en Piémont. La Révolution française n'étant venue en Italie qu'en 1799, la conquête avait perdu de son âcreté furieuse ; les propriétés ecclésiastiques, tout attribuées qu'elles fussent à l'État, n'avaient pas été vendues avec cette précipitation que la Terreur avait montrée en Savoie, et le clergé avait

pu recouvrer, lors de la Restauration, une quantité de revenus qui montait à près de dix millions.

Qu'a fait le gouvernement sarde avec sa loi récente contre les biens ecclésiastiques et contre les ordres religieux? Confondant tout, frappant des mêmes coups les riches et les pauvres, il supprime des deux côtés des Alpes les communautés qui ne se vouent ni à l'instruction des enfants ni au soin des malades, il enlève au clergé séculier du Piémont une grande partie de ses ressources qu'il atteint par la confiscation pure et simple ou par l'impôt progressif, il retire à celui de Savoie la créance que les concordats lui assurent contre l'État, et, comme pour l'intéresser aux souffrances de ses frères, il le paye avec les produits de la caisse ecclésiastique, vaste butin composé de toutes les dépouilles qu'il amasse dans les provinces italiennes.

En Piémont, un air d'intérêt public était répandu sur ces mesures. L'Église était si riche! Pour quelques droits violés, que d'abus corrigés! Et toutes ces raisons avec lesquelles la foule égoïste et rampante admire toute les violences qui ne tombent pas sur elle!

En Savoie, rien de tout cela ne pouvait se dire. Les populations se sont émuës d'iniquités sans couleur d'utilité humaine, et, l'inquiétude des âmes s'ajoutant au malaise universel qu'amenait l'accroissement des impôts, la défiance n'a plus connu de bornes pour cette Italie d'où venaient tous les maux; l'idée d'une séparation a été envisagée, d'abord sans étonnement, puis avec complaisance; beaucoup ont regardé du côté de la France, d'autres ont songé à la Suisse indépendante et libre. La Savoie était retenue au Piémont par sa fidélité monarchique et par sa foi religieuse: toutes ses affections lui manquant ensemble, dans quel port ou sur quel écueil iront se jeter ses destinées?

Ces événements racontés dans leur simplicité, le premier sentiment qui nous remplit, c'est une compassion profonde pour les politiques qui, voulant établir la liberté dans leur patrie, semblent faire tout ce qu'ils peuvent pour la laisser incertaine et chancelante.

Que l'on considère toutes les infirmités, tous les périls, toutes les fautes qui l'ont tenue sans consistance, cette liberté, dans notre demi-siècle tout plein de bouleversements et d'enseignements: les voilà préparés et amoncelés à plaisir par le gouvernement sarde!

Qui ne sait ce qu'a valu à la liberté son apparence de complicité avec la Révolution?

Eh bien, le gouvernement sarde se mêle aux hommes de la Révolution<sup>1</sup>, aux hommes qui rendent la liberté horrible; il les prend par

<sup>1</sup> Ainsi, aux dernières élections, on a vu le ministère appuyer à Turin M. Brofferio contre M. de Revel.

la main, il les amène ou plutôt il les suit sur la scène ; il a l'air de dire : « Voilà mes aides, voilà mes témoins ! » et, faisant reculer les gens de bien dans toutes les extrémités opposées, il s'enchaîne lui-même à une alliance dont le seul effet, si quelque catastrophe devait éclater un jour, serait d'avoir fait de lui une dupe avant de le changer en victime, et de lui avoir retiré à l'avance la dignité de la défaite.

Qui ne sait encore quel dommage ont causé à la liberté les incurables divisions des conservateurs ?

Eh bien, le gouvernement sarde divise persévéramment les conservateurs ; il les divise avec des querelles religieuses, il les met en armes les uns contre les autres sous les regards de la démagogie qui triomphe, il les pousse vers le terme redouté où, n'ayant pu s'unir dans le droit, ils seront broyés sous la force.

Qui ne sait enfin combien a nui à la liberté son air d'indifférence ou de défiance pour les intérêts privés et pour les croyances éternelles des populations ?

La commune, la province, les parties vivantes du pays, ont peu joui de la liberté, elles n'y ont pas trouvé leur place : en vain les hommes les plus divers, M. Royer-Collard comme M. de Villèle, M. Molé comme M. de Chateaubriand, avaient reconnu dès le commencement que la monarchie représentative ne pouvait pas se concentrer au sommet de la société, qu'elle devait associer tout le monde à son œuvre ; rien ou presque rien n'a été fait ; à part quelques réformes excellentes, la centralisation est demeurée entière, une tête libre, comme on l'a dit énergiquement, a été posée sur un corps esclave, et, la tête veñant à tomber, le corps s'est aperçu à peine qu'il était décapité.

L'Eglise a été plus négligée encore. Certes, elle a dû beaucoup depuis trente années à la liberté, elle a conquis avec son puissant secours tous les biens qu'elle possède, ses écoles, ses conciles, ses communications ouvertes avec Rome, une possession plus étendue et mieux assurée des âmes, elle les a conquis ; mais au prix de quelle patience, de quelles amertumes, de quels combats ! La liberté, ou plutôt ceux qui s'affichaient ses bruyants amis, ont été durs, jaloux, pleins de soupçons et de mensonges contre sa pacifique autorité, et le schisme s'est fait dans trop d'esprits entre les devoirs du chrétien et les droits du citoyen.

Eh bien, le gouvernement sarde renouvelle ces errements, il irrite les diverses populations du royaume, Savoie, Ligurie, comté de Nice, île de Sardaigne, dans ce qu'elles ont de plus délicat au monde, dans leur personnalité nationale et dans leur foi religieuse, sacrifiées l'une et l'autre au Piémont ; et, comme tout cela se fait au nom de la

liberté, c'est elle qui reste chargée de tous les ressentiments. Les prélats de la province de Chambéry le disaient avec raison à propos de la loi sur le mariage civil : « Il ne faut pas qu'on s'y trompe ; les hommes « à convictions sincèrement religieuses ne s'attacheront de cœur au « gouvernement constitutionnel que lorsque la réconciliation avec le « chef de l'Eglise sera arrivée. Nous sommes catholiques avant tout ; « nous sommes disposés à faire tous les sacrifices plutôt que celui de « notre foi et de notre dévouement au catholicisme<sup>1</sup>. »

Le remède à toutes ces calamités qui s'amassent, avons-nous besoin de l'indiquer ? Ce serait une politique nouvelle, une politique moins révolutionnaire et plus libérale, moins intolérante et plus religieuse, moins étrangère et plus nationale, une politique qui, pleine de zèle pour l'Italie, ne croirait pas travailler à son unité en relâchant l'unité catholique, et à sa grandeur en humiliant Rome.

Le jour où cette politique triompherait, la Savoie serait rendue à ses rois, et l'Italie elle-même approcherait de ses destinées. Ce que nous voyons aujourd'hui dans la monarchie de Charles-Albert, au milieu même de ses institutions libres et de son activité virile, ce n'est pas encore la patrie italienne telle qu'elle pourra être un jour, la patrie italienne telle que la préparaient et la voulaient tant de grands cœurs, Silvio Pellico, et ce noble comte Balbo, qui chanta les Espérances de l'Italie et qui envoya ses fils se battre et l'un d'eux mourir à Novare pour ces espérances. Quand nous songeons à l'Italie, quand nous cherchons à découvrir dans les miséricordes éternelles quelque image consolante et douce de ce qu'elle sera peut-être dans un âge meilleur, cette terre si belle et si malheureuse, si parée par la main de Dieu et si affligée par la main des hommes, ce n'est pas à Turin que nos yeux s'arrêtent, c'est plus loin, dans un petit royaume, sur une auguste princesse, sur une fille de France, sur cette régente de Parme, couverte, elle aussi, par le deuil, et qui, jetée tout à coup à la tête d'un État remuant et indocile, se tient à l'ombre de la chaire de saint

<sup>1</sup> Il vient de paraître, sous ce titre : *Une Page d'histoire du gouvernement représentatif en Piémont*, par M. Louis Chiala, un ouvrage du plus vif intérêt sur l'état politique de la monarchie sarde. L'auteur, sincèrement libéral, admirateur passionné de M. d'Azeglio et de M. de Cavour, reconnaît, avec une rare dignité de langage, « qu'à part quelques exceptions les évêques des États « sardes avaient accueilli avec satisfaction l'octroi des réformes et du Statut, » que « presque tous avaient fait des vœux pour le triomphe et l'indépendance « italienne, » et que le refroidissement de leurs sentiments pour le gouvernement constitutionnel vient des provocations de M. Ratazzi et de l'administration. Il réproche l'étrange maxime de M. Siccardi, que les concordats n'engagent pas. Nous recommandons tout particulièrement les pages de ce remarquable ouvrage, consacrées au récit des négociations entamées avec Rome au sujet de la loi sur le mariage civil.

Pierre, assure la liberté de l'Église, résiste à l'Autriche, développe les franchises municipales et provinciales, diminue les impôts, prend soin des pauvres, et, comme son aïeul Henri IV, n'a qu'un objet au cœur, le bonheur et le soulagement de ses peuples.

Et maintenant nous nous retournons vers les conservateurs de la Savoie et du Piémont, et, ressentant leurs inquiétudes, nous nous demandons ce qu'il faut leur désirer dans la crise où leur Église et leur patrie se trouvent engagées.

Un changement d'institutions, un retour vers le passé, quelque accident subit qui renverserait le Statut sur les débris de toutes les traditions, serait-ce ce qui les sauverait, serait-ce la fin de leurs maux ?

Hardi, singulièrement hardi, celui-là qui oserait le penser !

Que les conservateurs les plus effrayés se reportent à l'autre bout de la Péninsule, et qu'ils estiment froidement, attentivement, laquelle est la moins troublée, la moins ébranlée, la moins en proie à la révolution, laquelle vaut le mieux, de leur monarchie constitutionnelle, ou de la monarchie absolue des Deux-Siciles malgré les vertus privées de son souverain !

Et, lors même qu'ils ne trouveraient pas de différence, lors même qu'ils rencontreraient un désordre égal sous des décorations diverses, leur part serait encore la meilleure !

Dans les gouvernements semblables à celui de la Sardaigne, c'est un deuil de voir s'égarer l'opinion, mais un deuil qui porte en soi sa réparation : la bonne cause n'est jamais vaincue sans retour, elle garde dans ses défaites la lutte, et, avec la lutte, l'instrument de la résistance ou de la victoire ; plus le danger devient pressant, plus vive aussi l'excitation à l'effort, à l'union, au courage ; tantôt les peuples entendent la leçon et relèvent de leurs mains la justice abattue, comme cela se passe en Suisse, dans le Valais, à Lucerne, à Fribourg, où 14,300 voix contre 1,200 rendaient l'année dernière le pouvoir aux honnêtes gens ; tantôt ils demeurent sourds à l'expérience, persistent dans leurs querelles, dans leurs frivolités, dans leur lâche affaissement, et se font eux-mêmes les grands coupables de leur ruine.

Dans le royaume de Naples, c'est tout autre chose : la raison d'être, la légitimité d'un régime de ce genre, c'est d'assurer la paix, et la paix dans l'ordre ; les citoyens n'ont pas de liberté, pas d'activité, pas de responsabilité, ils se sont débarrassés du soin d'agir, à la condition que l'État, désarmant les mauvaises passions, laisserait le combat sans objet. Mais quel malheur si l'échange était précaire ! Quel malheur si, la lutte n'étant pas dans les institutions, la victoire n'était pas dans les événements ! Imaginez-vous l'État, le tout-puissant État emporté par un de ces bouleversements que l'Italie a trop à craindre, et songez à

ce qu'il faudrait attendre d'une nation qui se serait fait une habitude, un tempérament, une loi de son néant!

Quoi qu'il arrive, quelles que soient les vicissitudes réservées aux hommes, l'Église n'a rien à redouter pour elle-même, elle peut entrer avec confiance dans l'avenir que lui prépare au sein de ses transformations laborieuses la société nouvelle. C'est vainement que les passions révolutionnaires ont l'air de l'accabler et de la couvrir; elle apparaît après chacune de ses épreuves, plus désirée, plus féconde, plus nécessaire encore, à travers les contradictions de l'ignorance ou de la haine son règne s'achemine, et l'on sent de plus en plus entre ses lois, ses préceptes, ses divines perfections et les besoins, les aspirations, le progrès de l'humanité, ces harmonies profondes qui iront se déployant dans les siècles.

Singulière rencontre! ou plutôt accord consolant de toutes les vérités! Les ordres religieux que nous voyons encore, au delà des Alpes, l'objet de tant de préventions aveugles, les ordres religieux sont un bienfait pour la société moderne, comme cette société, telle qu'elle est ou telle qu'elle veut être, est honne pour les ordres religieux.

Quand une nation est forte, riche, éclairée, en possession de ses droits, et que les tentations croissent avec ses grandeurs, ne faut-il pas mettre en elle comme un contre-poids, comme une réserve surabondante de vertus cachées? Laissez venir alors les ordres religieux; ce sont les vertus les plus profondes et les plus hautes, l'humilité, la charité, la chasteté, le détachement du monde, l'obéissance volontaire; ce sont les vertus surnaturelles érigées en institutions! Laissez venir le moine avec sa robe de bure, sa vie de privations, ses dévouements qui ne se reposent ni jour ni nuit; il sera dans l'assemblée des hommes l'image animée du devoir, la toute-puissance visible de l'âme sur le corps, la toute-puissance du frein moral qui reste, pour les États comme pour les individus, la condition des gouvernements libres!

En même temps les ordres religieux s'épurent, ou plutôt se conservent dans leur pureté au milieu des luttes de la société moderne. Là où tout est silence, ils languissent trop souvent, ils n'ont rien qui les tiennent en haleine, ils s'oublient dans l'abondance de leurs biens, et on comprend, sans les justifier, les princes absolus, un Joseph d'Autriche, un Léopold de Toscane, faisant la police dans le sanctuaire. Quelle différence de nos jours! Les ordres religieux sont contenus, excités, avertis sans cesse, ils sentent ouvert sur leurs cloîtres l'œil impitoyable et perçant de l'opinion publique; qu'ils baissent, qu'ils descendent d'un degré de leur vocation sublime, et les fureurs des gens, qui, se passant tout à eux-mêmes, ne passent rien au prêtre, éclatent; ils sont nécessairement irréprochables. Suivez-les aux États-Unis, en Angleterre, en Belgique, dans notre France : à part quelques déver-



gondés qui crient toujours, personne ne se plaint d'eux ; ils sont bénis, ils sont aimés, ils sont parfois plus nombreux et moins riches qu'avant la Révolution<sup>1</sup>, ils reçoivent autant et ils donnent davantage ; et, si quelque foule trompée a osé lever la main sur eux, ce ne sont pas des victimes qu'elle a faites, ce sont des martyrs.

Cette sécurité dans les destinées croissantes de l'Église s'affermirait encore en nous devant les spectacles qui nous sont offerts depuis un demi-siècle. Ce que le cardinal Pacca disait avec tant de sérénité de la sécularisation des biens du clergé en Allemagne<sup>2</sup> ? l'historien est tenu de le répéter de toutes les douleurs par où Dieu a fait marcher son Église ; les mouvements irréfléchis des hommes ont conspiré pour les desseins éternels. L'affaiblissement du pouvoir temporel des papes, en dissipant les vieux mensonges de théocratie et de domination qu'avait répandus l'esprit d'aigreur, a laissé voir la chaire de saint Pierre dans sa majesté désarmée, et l'hérésie et le schisme ont tréssailli. Les violences de la Terreur, en ôtant au sacerdoce ses privilèges politiques, ses bénéfices, ses richesses, ses séductions mondaines, l'ont rendu à l'indépendance de sa mission céleste, et l'autorité lui est revenue avec la liberté.

Et quelle preuve n'avons-nous pas de ces desseins de la Providence dans la monarchie sarde elle-même ! En Piémont, le clergé était encore ce que l'avait fait l'ancien régime, tout semblait lui sourire ; et c'est le Piémont qui est devenu le foyer le plus ardent des passions mauvaises. En Savoie, le clergé était ce que l'avait fait la Révolution française, il n'avait rien de ce qui peut tenter ; et c'est la Savoie qui se trouve le dernier asile des traditions et de l'ordre.

La Savoie, car c'est par elle que nous voulons finir, la Savoie est demeurée la terre forte, la terre renommée par son courage et par sa piété. L'Orient a reconnu sur les rudes plages de Crimée le sang généreux qu'il avait vu couler, il y a six siècles, à l'ombre des bannières d'Amédée VI le comte Vert, d'Amédée VII le comte Rouge, de tous les héros de la chevalerie, et chaque année l'élite des enfants de cette noble contrée se consacre au Seigneur, chaque année la fleur de sa jeunesse est cueillie pour le sanctuaire. Dans les plus petits endroits

<sup>1</sup> En Belgique, par exemple.

<sup>2</sup> « Or faut-il voir ici un malheur pour l'Église ? Je n'ose le dire. Je considère que les évêques, privés d'un domaine temporel qui pouvait être très-utile au soutien de l'autorité ecclésiastique spirituelle quand il était appliqué à cet objet, et dépouillés d'une partie de leurs richesses et de leur puissance, seront plus dociles à la voix du pontife suprême, etc... On peut donc espérer de voir désormais un clergé moins riche, il est vrai, mais plus instruit et plus édifiant. » Paroles du cardinal Pacca, citées par M. l'abbé Rohrbacher, dans son *Hist. de l'Église*, tome XXVIII.

de la Savoie, on rencontre semée à profusion l'image de deux saints qui sont toute l'histoire du pays, saint Maurice et saint François de Sales, le soldat fidèle à son Dieu et le prêtre plein de zèle pour l'humanité, la douceur dans la force et la force dans la douceur.

Foi naïve qui ne s'oublie pas en elle-même, et qui se répand en vertus! Mgr l'Évêque d'Annecy racontait, dans son beau Mandement sur les associations religieuses, que son diocèse, peuplé de moins de trois cent mille âmes, avait en vingt ans envoyé à l'étranger plus de trois cents Filles de la Charité. L'instruction est donnée aux pauvres avec cette vigilance dont Rome et les nations catholiques ont le secret; nous connaissons tel village du Faucigny où, pour une population de douze cents habitants dispersée dans les hameaux des montagnes, il y a neuf écoles fondées par les habitants eux-mêmes.

Un économiste protestant s'étonnait, il y a quelques mois, de voir le paupérisme, le hideux paupérisme, s'étendre sur les riches vallées de l'Oberland bernois, et, regardant à côté la Savoie qui se tient à l'abri du fléau, il attribuait la différence « au principe détestable qui s'est introduit dans la législation du pays de Berne dès le seizième siècle, « au principe de la charité légale<sup>1</sup>. » C'était indiquer les suites du mal, ce n'était pas montrer le mal à sa source. La charité légale n'est pas venue toute seule au seizième siècle, la réforme est venue avant elle, la réforme qui a dissipé les trésors d'abnégation et d'amour amassés dans la société et dans les âmes par la divine efficacité de la religion catholique. La part du pauvre a été faite au dehors par le législateur, le jour où l'homme ne l'a plus faite lui-même; le citoyen a été tenu des devoirs du chrétien. En Savoie, il n'en a pas été ainsi; l'Église a suffi à toutes les misères, la charité n'a pas été mise dans les lois, elle est restée dans les mœurs.

Nous craindrions de n'avoir pas tout dit encore si nous n'avions cherché à peindre la Savoie elle-même. Cette foi, ces vertus, ces beautés de l'âme, semblent l'essor naturel du pays qui les entoure : comment l'idée de Dieu ne serait-elle pas vivante au milieu d'un peuple tout plein de ses merveilles?

A mesure que l'étranger visite la Savoie, il se sent comme accablé par une grandeur inaccoutumée; il voit un monde tout bouleversé par les éruptions souterraines, un monde tout marqué par les coups d'une colère ou d'une toute-puissance infinie, il voit de tous côtés des montagnes, des rochers, des torrents, des précipices; plus loin, ce sont les glaciers qui se montrent, le spectacle redouble de gravité et d'épouvante; une mer furieuse s'est gelée subitement, ses vagues toujours enflées, ses va-

<sup>1</sup> *Du Paupérisme dans le canton de Berne*, par M. A.-E. Cherbuliez. *Journal des Économistes*, mars 1857.

gues qui montent et baissent à des hauteurs prodigieuses, se sont senties enchaînées dans leurs transports, et elles ne peuvent plus s'échapper; c'est une tourmente sans bruit, ce n'est ni la vie ni la mort, ce sont les agitations incohérentes de l'une dans la stupeur désolée de l'autre, la nature semble souffrir, et elle n'a pas retenu dans sa souffrance la plainte, la voix gémissante, les larmes mystérieuses et profondes qu'entendait la poésie antique : *Campi lugentes... lacrymæ rerum*. O muettes horreurs dont la science n'a pas deviné l'énigme, qu'êtes-vous donc ? ébauche ou ruine ; sorte de création inachevée, encore enveloppée du chaos, ou désordre violemment introduit dans l'ordre universel ? Est-ce Dieu qui vous a faites ainsi avant le septième jour, et qui ne s'est plus souvenu de vous dans les siècles, ou ne seriez-vous pas quelque grand vestige du déluge ; et le péché de l'homme, éclatant au dehors avec l'eau des cataractes et les vengeances de Jehovah, ne vous aurait-il pas laissé son air désespéré ?

Le ciel répand ses couleurs et ses ombres sur l'âpre majesté du paysage, et remplit de douceur l'image de Celui qui a fait les fleurs et les astres et tout ce qui nous enchante sur la terre.

L'aube s'entr'ouvre, l'horizon s'éveille ; l'étoile du matin s'efface sous ses voiles humides, on ne sait si elle est le dernier regard des nuits ou si elle n'est pas le premier fruit du jour ; peu à peu une blancheur incertaine se répand à l'Orient, les ténèbres remuent confusément, on aperçoit quelques grandes formes se dessiner dans les profondeurs vagues, les hautes cimes se montrer les unes après les autres, et les montagnes secouant leurs épais nuages comme des vêtements apparaître ; toute cette vaste nature à moitié plongée dans les ombres est partagée en elle-même ; elle cherche quelque chose qu'elle n'a pas encore, elle est inquiète dans son repos et avide dans son silence ; tout à coup une vision lumineuse a tressailli au loin ! Le soleil s'avance, les espaces enflammés l'annoncent, il est lent à venir, il se débrouille avec effort du fond des gouffres noirs ; le voilà, le voilà, et son pas n'est plus qu'un bond dans les cieux ; il monte au-devant d'un être invisible qui l'appelle, il rayonne sur l'univers réjoui, il est l'enthousiasme et la gloire de la création.

Mais l'aurore a passé comme l'aube, et le soleil est arrivé au milieu de sa course ; avez-vous alors, avez-vous revu la scène où vous vous complaisiez tout à l'heure ? Midi a toute son ardeur, il jette ses feux les plus vifs ; plus de mystère au firmament, plus de vapeurs sur la terre ; les montagnes sont à nu ; la chaîne majestueuse de leurs dômes, de leurs aiguilles, de leur architecture tour à tour étonnante et charmante, se déploie sur l'azur immobile ; au-dessus d'elles le mont Blanc découvre son sommet arrondi comme le trône virginal de l'im-

mensité ; rien ne soupire : le vent languit dans les airs, l'arbre des forêts et l'herbe des champs sont sans voix, l'aigle n'agit plus ses grandes ailes et la chèvre sauvage s'est tue parmi les rochers ; seulement, de temps en temps, une avalanche se détache, roule, tombe, et emplit d'un murmure prolongé et sourd les profondeurs de l'abîme ; la vie semble arrêtée dans le plein éblouissement du jour, et la nature entière est comme en extase devant son Dieu.

Enfin la nuit s'abaisse pour les regards fatigués de l'homme ; les montagnes rentrent dans l'obscurité et la terre n'est plus que ténèbres : alors les images les plus douces se pressent dans l'âme pour répondre à la beauté des cieux ; les étoiles s'ouvrent une à une, elles ont l'air de sortir de dessous les frimas comme ces gracieux perce-neiges qui révèlent le printemps ; la lune se lève à l'horizon, elle se lève, tantôt suivie de quelques constellations, tantôt à demi vêtue d'un léger nuage ; elle se lève sur les bois, sur les monts, sur les cimes lointaines, sur la blancheur dormante des neiges ; une molle clarté ondoie autour d'elle, et les crêtes éparses des glaciers resplendissant dans sa pâle lumière paraissent des roses blanches qu'elle laisserait tomber du sein des ombres ; tout se recueille, tout se repose ; et c'est encore une poésie profonde, c'est une prière ardente, étouffée et confuse, qu'on entend se remuer dans le grand silence des choses.

Et cependant il est un spectacle qui efface tous ces spectacles ! Quand l'étranger a considéré les montagnes, les rochers, les torrents, les précipices, tous les prodiges d'une nature dévastée et sublime, il s'arrête à contempler la multitude de croix, de calvaires, d'oratoires dont la piété populaire a semé la pauvre Savoie ; partout le signe adoré, partout le Christ, partout le Dieu des vivants et des morts ; l'étranger s'incline, et une majesté lui apparaît plus haute que toutes ces magnificences inanimées : c'est l'âme du chrétien qui habite au milieu d'elles, c'est l'homme !

H. MERCIER DE LACOMBE.

# MOZART

---

*Correspondance de Mozart, traduite et publiée par l'abbé GOSCHLER* <sup>1</sup>.

Il faut, avant tout, féliciter M. l'abbé Goschler d'avoir eu l'idée de traduire les lettres de Mozart, puisque cette idée, qui aurait dû paraître si naturelle et si simple, personne ne l'a eue avant lui. Il faut, en outre, l'en remercier; car cette publication est un service rendu tout à la fois à ce grand homme et à ses admirateurs. Pour mon compte, je n'avais, pas plus que d'autres, attendu l'apparition de ce volume pour comprendre, d'après la nature même de son talent, que Mozart n'avait pu être moins bien doué du côté de l'esprit et du cœur que du côté du génie, mais je n'entrevois guère cela qu'à travers son papier de musique; il n'en est plus de même aujourd'hui. Ce que je ne faisais que soupçonner, je le tiens : l'auteur de *Don Juan* ne fut pas seulement le plus grand compositeur de son temps, il en fut aussi l'un des hommes les plus spirituels, les meilleurs et les plus accomplis. On me dit que rien de tout cela n'est nouveau, et que l'Allemagne entière sait par cœur les lettres de Mozart depuis près d'un demi-siècle. Que m'importe l'Allemagne, si ce qu'on y sait n'en sort pas ! Il n'y a qu'un écho sur le globe, et cet écho est en France. La raison en est simple, c'est que la langue qu'on y parle est celle du monde civilisé et que cette langue est animée d'un souffle d'expansion irrésistible. Aussi, sous leur nouvelle enveloppe, les lettres de Mozart sont-elles assurées de faire désormais leur chemin.

La vie tout entière de cet homme illustre semble tenir du miracle. mais c'est, sans contredit, son enfance qui en est la partie la plus extraordinaire et la plus intéressante. Jamais plus vive et plus charmante nature, en effet, ne sortit des mains du Créateur et ne fut plus visiblement marquée du sceau de la grâce divine. Dès ses plus jeunes années, il fut aisé de pressentir sa destinée glorieuse, tant il y eut de précocité et de simultanéité dans le développement des rares facultés dont Dieu l'avait pourvu; et ces facultés, déjà si riches par elles-mêmes, semblèrent encore se fortifier et s'accroître par leur opposi-

<sup>1</sup> Paris, chez Douniol, rue de Tournon, 29. 1 vol. in-12.

tion et leur contraste : disposition toute particulière, à laquelle Mozart dut probablement l'incomparable souplesse de son génie. Tour à tour sensible et enjoué, impétueux et docile, méditatif et pétulant, ardent au plaisir comme au travail, naïf, ingénieux, simple et hardi, contenu et passionné tout ensemble, il fut homme, en quelque sorte, par la maturité de son talent et la décision de son caractère, n'étant encore qu'un enfant, et sembla rester enfant par les grâces naturelles de son esprit et l'aimable candeur de son âme, quand il fut devenu homme.

De cet assemblage de qualités, qui le plus ordinairement s'excluent ou se neutralisent, aurait dû peut-être sortir une organisation moins parfaite et moins harmonieuse que celle dont fut si admirablement doué Mozart. Aussi faut-il en attribuer, en grande partie, le mérite aux soins intelligents et assidus qui entourèrent son enfance et dont il ne cessa d'être l'objet jusqu'à sa vingtième année. C'est donc très-sérieusement que je me demande si Mozart eût été tout Mozart, sans le secours aussi éclairé qu'affectueux de son digne père. Je trouve qu'il est permis d'en douter; et c'est en cela qu'à mon sens ils n'ont pas eu moins à gagner l'un que l'autre à la publication de leur correspondance; car, s'il est glorieux pour le père d'avoir eu un tel fils, il est assurément fort honorable aussi pour le fils d'avoir eu un tel père. On se tromperait toutefois si l'on pensait que l'intérêt qu'inspirent ces lettres ne tient qu'au grand nom de Mozart; couvertes d'un nom moins illustre, elles se recommanderaient encore par une foule d'observations piquantes et ingénieuses, par des aperçus nouveaux, des portraits spirituellement tracés, des anecdotes gaiement racontées et surtout par de fines et curieuses appréciations des hommes et des choses du temps; mais il est vrai de dire que le principal attrait qu'elles offrent vient du sentiment même qui les a inspirées. Ce sentiment, bien que le plus ordinaire du monde, puisqu'il ne s'agit que de la tendresse d'un père pour son enfant, prend dans l'esprit et le cœur de Léopold Mozart un caractère si noble et si touchant, qu'on se sent pénétré d'attendrissement et de respect pour cet amour qui s'élève jusqu'aux proportions d'une vertu. Qu'y a-t-il de plus rare, en effet, qu'une passion que jamais rien n'égare et qui sait toujours mesurer ses élans aux besoins de celui qui en est l'objet ? Là fut surtout le mérite de ce père non moins éclairé que tendre, et il faut l'en louer sans réserve. Avec quelle haute et ferme raison on le voit résister aux entraînements d'enthousiasme qu'auraient si bien justifiés cependant les prodiges d'intelligence par où se manifestait la précocité de son fils; avec quelle constante application il contient et modère l'explosion de ce génie surnaturel, dont le rayonnement, sans l'éblouir, le pénètre à la fois d'amour, de respect et de crainte; avec quel soin il s'efforce de toujours tenir en un juste équilibre l'esprit

et le corps de cette merveilleuse, mais faible créature, que Dieu a confiée à ses mains, et dont il se sent responsable encore plus envers lui qu'envers les hommes; avec quelle sollicitude enfin il s'attache aux pas de cet enfant de prédilection pour veiller à tout ce qui doit orner son esprit, former son cœur et diriger sa raison.

Et voilà véritablement dans quel but Léopold Mozart entreprit avec toute sa famille d'abord, puis avec son fils seulement, ses longues pérégrinations à travers l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie, et non pas dans des vues d'intérêt sordide et de lucre, comme on n'a pas craint de le dire, même après avoir lu les lettres édifiantes de ce père courageux, tendre et résigné. Mais, quand il serait vrai que l'humble et pauvre maître de chapelle de l'archevêque de Salzbourg, à qui ce prince souverain ne donnait qu'un traitement annuel de six cents francs, eût cherché à tirer honnêtement parti des talents précoces de son fils, pour se procurer les moyens d'élever cet enfant de la façon la plus propre à développer et à fortifier son génie, où eût été le mal, je vous prie? Et ne faut-il pas être sous l'empire d'une préoccupation d'esprit bien étrange pour ne pas voir, dans la vie toute de dévouement et de sacrifice de cet homme, si remarquable d'ailleurs par le cœur et l'intelligence, le vrai mobile qui le fit constamment agir, je veux dire l'accomplissement de la mission dont il se croyait chargé par la Providence elle-même? Car, ainsi que le fait si bien remarquer M. l'abbé Goschler, ce ne furent ni les séductions d'argent ni les espérances de succès qui manquèrent à la famille de Mozart : il n'eût dépendu que d'elle de s'établir en Angleterre et d'y faire très-probablement fortune; mais son digne chef, plus ému des dangers qu'offrait à ses enfants un pareil séjour que touché des avantages qu'ils y pouvaient trouver, préféra noblement revenir au chaste foyer de Salzbourg, pour y *retremper le jeune Wolfgang dans l'étude des sciences et des lettres, et dans la pratique des vertus religieuses et domestiques*. Ce n'est pas ainsi qu'agissent d'habitude ceux qui spéculent sur la précocité de leurs enfants.

On a vu, de tout temps, et l'on verra toujours de ces petits prodiges qui, après avoir fait monter l'ivresse au cerveau de leurs parents, périssent étouffés sous les efforts mêmes qu'on a faits pour les vouloir prématurément transformer en grands hommes. C'est l'écueil ordinaire; mais le père de Mozart n'y devait pas voir échouer ses légitimes espérances. La sage direction imprimée aux études de son fils, le tempérament qu'apportaient à ses ardeurs de travail de douces et calmes habitudes de piété, contribuaient à entretenir chez lui ce mélange de raison, de gaieté et d'humeur facile qui fut le trait caractéristique de sa vie entière. Si bien qu'on peut dire qu'il ne sentit jamais la fatigue, à aucun âge, et que, s'étant initié sans efforts à tous

les secrets de son art, il eut toujours plutôt la main lasse d'écrire que l'esprit las de concevoir et d'enfanter. C'est ce qui ressort de ces mille détails de vie intime que les lettres que nous avons sous les yeux viennent de révéler. On y suit en quelque sorte pas à pas les progrès de cette intelligence vive et nette, de cette âme tendre et passionnée à qui le monde doit des chefs-d'œuvre d'une perfection achevée, qu'il ne faut vouloir ni définir ni qualifier, car la musique de Mozart est tout bonnement la musique, comme la lumière qui nous vient du soleil est la lumière.

Je ne peux m'empêcher de remarquer, à ce propos, que Mozart est le seul maître qui n'ait pas eu d'imitateurs et qui n'ait pas fait école. Cela se comprend : on ne parvient à imiter un maître que par ses côtés les plus saillants, par ses qualités quand on le peut, le plus souvent par ses défauts; on lui emprunte certains tours ou certains procédés qui lui sont propres. Mozart n'a ni défauts, ni tours, ni procédés; il n'a pas même de qualités spéciales; toujours simple et vrai comme la nature, il est en même temps varié, riche, inépuisable comme elle.

Il y a d'autres hommes de génie et d'un talent immense, tels que Beethoven et Rossini, tels qu'Haydn même, qui, dans des genres fort dissemblables assurément, se sont ouvert chacun une route particulière bien glorieusement parcourue, mais où l'on a pu tenter de les suivre, et où quelques hommes de mérite les ont suivis en effet. Mozart n'a pas laissé derrière lui de porte ouverte; sa marche fut celle d'un brillant météore, qui ne marque son passage rapide dans l'espace que par un sillon lumineux. Aussi me semble-t-il que, si l'on peut caractériser, avec une certaine justesse, le style de tous les autres grands maîtres, on ne saurait le faire pour celui de Mozart, pas plus que pour celui de Virgile, de Racine et de Raphaël. Ce style ou plutôt cette forme, car ce dernier mot exprime mieux ma pensée, a même cela de particulier, qu'on n'y découvre, à aucune époque, trace de travail ou d'acquis, et qu'il semble que Mozart soit venu au monde tel qu'il fut à trente ans; non assurément pour cette partie de son art qui ne peut jamais être que le fruit de l'étude, mais bien pour toutes les qualités qui tiennent à l'imagination et à la sensibilité, et d'où naissent les œuvres véritablement immortelles! Eh bien, celles-là sont déjà manifestes dans les productions mêmes de son enfance, et avec un tel cachet d'originalité, de franchise et d'élévation, qu'on croit sentir dans ces premiers essors du jeune aiglon sorti de l'aire le coup d'aile olympien qui marquera plus tard le vol de l'auteur de *Don Juan*.

Il y a du reste une chose qui m'a plus particulièrement frappé dans les lettres de Mozart, c'est le genre d'esprit qu'il y montre depuis ses *post-scriptum* d'enfant jusqu'à ses plus longues épîtres d'adulte; es-



prit tout français, ce me semble, remarquable par un certain tour fin et délicat, enjoué et caustique, animé et pourtant contenu qui ne sent point son allemand. La nature de Mozart tenait, en effet, bien plus du midi que du nord, et c'est un peu ce que lui reprochent les zélateurs outrés d'une certaine école allemande moderne. Et pourtant, en réalité, la musique de l'auteur d'*Idoménée* et de *Don Juan*, du *Requiem* et de tant d'autres chefs-d'œuvre, n'a nulle ressemblance avec la musique des maîtres italiens, ses prédécesseurs ou ses contemporains. Il n'estimait guère en eux, et il le dit, que leur grand art d'écrire pour les voix, art dans lequel il sut les imiter et les égaler, sans rien perdre du parfum délicat de son originalité propre. Mais, à vrai dire, Mozart préférait sa musique à toute autre, et il avait raison : le suffrage du monde entier a sanctionné cette préférence. Remarquons toutefois que cette bonne opinion qu'il eut de lui-même ne l'empêcha pas d'être juste envers les autres, et même envers ceux dont il eut à se plaindre. Qui ne sait son estime pour Gluck, son admiration pour Handel et pour Bach, et son affectueuse vénération pour Haydn ! Je ne peux m'empêcher de rappeler à ce propos la toute gracieuse et touchante épître dédicatoire qu'il adressa à ce dernier, en lui envoyant les six quatuors qui forment son œuvre dixième, et à l'occasion desquels Haydn proféra ces mémorables paroles, non moins glorieuses pour lui que pour son digne émule : *Devant Dieu et devant les hommes, je déclare que Mozart est le plus grand compositeur qui ait jamais existé*. Cette déclaration, l'illustre auteur de *Guillaume Tell*, avec non moins d'autorité, la répète à qui veut l'entendre. Cela console un peu de malséantes attaques, que ne craignent point de diriger contre une si haute renommée certains musiciens qui auraient eu tout profit à apprendre autre chose que la musique. Voici la traduction de cette épître dédicatoire dont l'original est en italien.

« A mon cher ami Haydn.

« Un père qui avait résolu de lancer ses enfants dans le monde  
« les voulut placer sous la direction et la sauvegarde d'un homme  
« illustre, qui était heureusement son ami.

« Homme illustre, ami très-cher : les voici tous ensemble, les six  
« enfants que je te confie : ce sont les fruits d'un long et pénible tra-  
« vail. Je puise toutefois dans les encouragements que me donnent  
« quelques amis la confiance que ce travail ne sera pas tout à fait  
« perdu et que j'en recueillerai un jour de la consolation. Toi-même,  
« très-cher ami, lors de ton dernier voyage à Vienne, tu m'en as té-  
« moigné ta satisfaction. C'est ce suffrage qui m'enhardit, par-dessus  
« tout, à t'adresser ces enfants comme n'étant pas indignes de ta pro-

« tection. Veuillez les accueillir avec bonté, leur servir d'ami, de guide « et de père. Dès ce moment je te cède tous mes droits sur eux, te « priant d'en voir avec indulgence les défauts que mon aveuglement « paternel aurait pu me dérober, et de conserver ta noble amitié à « celui qui en sent si bien tout le prix. »

De l'examen des œuvres de Mozart, il résulte, comme de ses propres aveux, qu'il avait une faculté d'assimilation extraordinaire; qu'il savait imiter au besoin tous les styles, et s'approprier ce qu'il y avait de bon dans toutes les écoles. C'est en cela que son esprit me semble tout français, et bien plus, assurément, qu'il ne s'en doutait lui-même dans sa mauvaise humeur contre la France. Son génie essentiellement éclectique ne pouvait pas plus s'accommoder de l'exclusivisme allemand que de l'exclusivisme italien. Aussi cherchait-il, et à son propre insu peut-être, un milieu favorable au complet développement de ses facultés non moins variées que puissantes. Ce milieu, à vrai dire, n'existait alors nulle part. Cependant, à cette époque déjà comme aujourd'hui, la France était, de tous les pays du monde, celui où un homme de mérite, à quelque nation qu'il appartint, trouvait le plus facilement des amis, des partisans et des prôneurs. On y venait volontiers chercher la fortune et la renommée qu'on désespérait de trouver ailleurs. Ce fut dans cette pensée que Mozart, qui avait émerveillé Paris lorsqu'il n'était encore qu'un enfant, voulut y revenir, ayant à peine atteint sa vingt-deuxième année, mais se sentant néanmoins déjà dans toute la plénitude de son talent. Les succès de Gluck et de Piccini, avec qui il se savait de force à lutter au besoin, avaient surtout excité son émulation, et le moment lui parut opportun pour se jeter dans la mêlée. Sous l'influence de l'heureuse rivalité de ces deux hommes éminents, la France venait de montrer, en effet, qu'on pouvait, avec quelques chances de succès, tenter d'ouvrir chez elle, à la musique dramatique, une carrière plus vaste et des perspectives nouvelles. Ainsi semblait penser Mozart père lui-même, quand il écrivait à son fils : « Ce n'est plus d'auditeurs intelligents « qu'on manque à Paris, mais de bonne musique et d'interprètes capables; il ne s'agit que de les y créer. »

Gluck, homme aussi puissant par la volonté que par le génie, l'avait résolument tenté pour son propre compte; et tels étaient déjà les résultats dus à la persistance de ses efforts, que les compositeurs italiens eux-mêmes n'hésitaient plus à venir travailler pour la scène française.

Cette réforme, si heureusement commencée par l'immortel auteur des deux *Iphigénies* et d'*Armide*, aurait dû, sous l'impulsion de ses successeurs, se continuer et s'étendre; il n'en fut rien. Mais est-ce au mauvais goût du public français qu'il faut s'en prendre, ou bien à ceux

qui avaient recueilli d'une main débile le grand héritage de Gluck ? Et si aucun d'eux ne sut aider à cette transformation musicale qu'il avait si glorieusement entreprise. Rossini n'a-t-il pas surabondamment prouvé depuis que ce n'était qu'un homme de génie de plus qu'il nous fallait pour l'accomplir.

Eh bien, ce que fit Rossini en 1828, Mozart l'eût pu faire cinquante ans plus tôt, en 1778, si, parvenant à surmonter le dégoût qu'il éprouva subitement pour Paris, après y avoir vu mourir sa mère, il était resté fidèle aux engagements qu'il semblait avoir pris avec lui-même en quittant Salzbourg. Malheureusement, dans ce second voyage, le père n'était plus auprès du fils pour l'éclairer de ses lumières, pour l'aider de ses conseils, pour le soutenir de son énergie. Mozart, bien que devenu, depuis longtemps, homme par le génie, était resté enfant par le cœur. Livré pour la première fois de sa vie à lui-même et à ses propres résolutions, il ne sut point supporter la douleur dans l'isolement, et, pris de nostalgie, il revint bien vite au foyer paternel, aimant mieux se remettre dans l'humiliante dépendance de l'évêque de Salzbourg que d'entrer, comme organiste de la chapelle de Versailles, au service du roi de France.

De ce simple incident a peut-être dépendu le sort de la musique en France pendant près d'un demi-siècle. Qui oserait dire, en effet, que, si Mozart fût alors resté à Paris comme il en avait eu, en premier lieu, l'intention, il n'y aurait pas opéré, dans toutes les différentes parties de son art, grâce au charme de son talent, grâce à la force et à la souplesse de son génie, cette révolution que Gluck d'abord, et que Rossini lui-même ensuite, n'opérèrent et ne pouvaient véritablement opérer que sur notre scène lyrique ?

A cette même époque déjà, Mozart reconnaissait « que les Français « avaient fait un progrès réel; qu'ils savaient enfin écouter la bonne « musique sans qu'ils eussent l'air toutefois de se douter que la leur « fût encore mauvaise. » Le trait est vif assurément, mais il n'en exprime pas moins l'aveu que ces pauvres oreilles françaises, tant honnies, étaient devenues sensibles aux gracieuses inspirations de Monsigny et de Grétry, aux accents pathétiques de Gluck, aux chants tendres et passionnés de Piccini; car, à ce moment, tous ces maîtres, si divers par le genre de mérite spécial de leurs compositions, étaient simultanément en possession de la faveur publique; et Mozart lui-même ne dissimule pas à son père « que le peu qu'il a pu faire entendre de sa musique aux concerts spirituels de Paris y a fait grande-  
« ment sensation et causé un extrême plaisir. » Faut-il supposer qu'on eût moins goûté sa Symphonie en sol mineur, son *Ave verum* et ses autres chefs-d'œuvre ?

Il serait temps de reconnaître de bonne foi que tous ces sarcas-

mes plus ou moins spirituels contre le goût français, de quelque nom qu'ils se couvrent, ne peuvent signifier grand'chose en présence des faits tels qu'ils sont aujourd'hui connus. Est-il admissible, en effet, que ç'ait été un public indifférent ou sourd à la musique que celui qui s'est partagé, durant un demi-siècle, en deux camps ennemis pour guerroyer au sujet de la prééminence de l'opéra italien ou de l'opéra français? Et ne fallait-il pas, pour que l'un de ces deux partis fût le soutien persévérant du meilleur système de musique, qu'il se recrutât incessamment de bon nombre d'esprits éclairés et d'oreilles délicates? On ne se bat longtemps qu'à forces égales. Or la mêlée fut longue, et l'on en doit raisonnablement conclure que les champions de la bonne cause étaient nombreux. Dans tous les cas, la vivacité de la dispute témoignait assez du goût passionné qu'on avait des deux parts pour son objet; et, sans remonter plus haut que la rivalité de Gluck et de Piccini, qu'on dise s'il y a une autre ville au monde que Paris où l'on eût fait une telle dépense d'écrits, de paroles, de dissertations, de bons mots et d'injures à propos de musique? Là comme ailleurs, alors comme toujours, bien des gens assurément prirent part à la dispute qui n'y entendaient pas grand'chose; mais enfin, il y avait tout un public qui se pressait aux portes de l'Opéra et qui s'y battait au besoin, les uns en l'honneur de la *Didon* du maître italien, les autres en l'honneur de l'*Armide* du maître allemand. De savoir qui avait tort ou raison, là n'est pas la question; elle est tout entière dans les violentes émotions qu'excitait un art pour lequel les Français auraient été soi-disant dépourvus de toute aptitude. Eh bien, j'avoue que cela me paraît tout simplement absurde. On ne se passionne pas ainsi et pour un si long temps au sujet de ce qu'on ne peut ni sentir ni comprendre.

Que la France n'eût point encore, à cette époque-là, une éducation musicale aussi avancée qu'on pouvait l'avoir en quelques autres contrées de l'Europe, telles que l'Italie et l'Allemagne, qui le nie? Mais c'est par là précisément que l'ardeur qu'elle apportait à toutes les questions qui avaient pour objet la musique était véritablement significative. Est-ce qu'on se disputait ainsi à Vienne ni à Berlin, à Dresde ni à Munich au sujet des maîtres allemands, français ou italiens? Pas le moins du monde : l'opéra italien régnait sur les théâtres de toutes ces capitales, sans trouble ni conteste. Le rappeler, est-ce faire l'éloge de l'Allemagne d'alors ou sa critique? C'est ce que je laisse à décider aux Allemands d'aujourd'hui.

La France était moins docile; elle préludait par la lutte aux jouissances du triomphe et de la conquête. Cette conquête, qui la lui pourrait dénier aujourd'hui? Est-ce que le centre du monde musical est encore à Naples ou à Rome, à Venise ou à Milan, à Munich ou à

Vienne? Non, il est à Paris, où il ne peut plus cesser d'être; parce que un tel résultat ne provient pas seulement de l'influence magistrale exercée sur la nation par quelques hommes de génie, mais surtout de la nature même de l'esprit français qui est essentiellement impartial et conciliant, et par là éminemment propre à résumer les idées des autres pour se les assimiler. Ce qui équivalait à dire que tous les peuples travaillent au profit de la France, et ce qui explique comment, ayant peu créé, elle a su tout s'approprier.

Au surplus, Mozart lui-même ne venait en France que parce qu'il ne pouvait surmonter les obstacles qu'on lui opposait partout dans son propre pays, bien qu'il eût le pressentiment qu'à lui appartiendrait un jour la gloire de transformer la musique dramatique allemande. C'est ce qu'il dit sans circonlocution aucune dans une de ses lettres adressées de Munich à son père : « Puisque l'Électeur ne me connaît « pas, puisqu'il ne sait pas ce que je peux faire, je demande une « épreuve; qu'on fasse venir tous les compositeurs de Munich; qu'on « y joigne tous ceux de l'Italie, de la France et de l'Allemagne; je « suis prêt à lutter avec eux. Je suis d'ailleurs aimé ici, et combien ne « m'aimera-t-on pas davantage quand j'aurai aidé la musique nationale « à prendre enfin son essor sur la scène, *et c'est ce qui arrivera certainement par moi.* »

On le voit donc, en Allemagne comme en France, il y avait deux systèmes de musique en présence; on s'y débattait aussi contre les envahissements de l'opéra italien; seulement au delà du Rhin l'antagonisme ne prenait ni les proportions ni les formes d'une lutte acharnée, comme chez nous; tout s'y passait à peu près en silence. Mais, là de même qu'ici, cette lutte, sourde ou retentissante, n'était autre chose que le long et pénible enfantement d'où devait sortir un art nouveau qui, empruntant aux maîtres italiens, allemands et français leurs qualités respectives, devait se résumer dans le plus grand de tous, dans Mozart. Aussi est-ce à bon droit qu'à propos de la révolution opérée par Gluck sur la scène française je disais que Mozart l'eût opérée comme lui, mieux que lui, parce qu'il l'eût faite dans un esprit plus large, plus conciliant et par conséquent plus français. Cette opinion trouverait au besoin un appui dans ce que Léopold Mozart écrivait à son fils au mois de février 1778, au moment où celui-ci venait pour la seconde fois à Paris, en vue de s'y faire connaître : « Tous « ceux qui disent que tes compositions ne peuvent manquer de réus- « sir à Paris ont bien raison. N'es-tu pas convaincu, comme moi, « que tu es capable d'écrire dans tous les genres? » Et lui-même que répond-il? « On est, à Paris, habitué à la musique de Gluck. Eh bien! « qu'importe? Ayez confiance en moi, mon père; je ferai honneur au « nom de Mozart; je n'ai, à ce sujet, aucune inquiétude. » Et ailleurs :

« Je suis compositeur et ne veux point enterrer le talent que Dieu m'a départi, car, soit dit sans orgueil, je le sens en moi plus que jamais. J'ai fortement en tête de composer des opéras, et plutôt français qu'allemands. »

Paris était donc le vrai théâtre approprié aux talents de Mozart. Il y aurait exercé une influence tout à fait en rapport avec l'universalité comme avec la mobilité de son génie, incapable qu'il était de concentrer sur un seul point d'attaque, ainsi que l'avait fait son compatriote Gluck, les riches facultés dont Dieu l'avait si libéralement pourvu.

Gluck, qu'on aurait pu croire sorti du même moule que Michel-Ange, quoique procédant plus directement que lui des anciens, sembla n'avoir guère souci de réveiller dans nos âmes que les sentiments de terreur et de pitié qui sont le véritable objet de la tragédie. Quant aux autres sensations plus douces et si variées que peut exciter la musique, ce n'est qu'incidemment qu'il s'en occupe. Le milieu dans lequel il se complait est celui des passions fortes, nobles, héroïques, dont l'expression semble mieux l'inspirer. Hors de là, son talent s'amoindrit. Celui de Mozart, au contraire, plus souple, plus facile, et, si l'on peut ainsi dire, plus humain, fait indistinctement vibrer toutes les fibres de notre cœur. Il possède au même degré que Raphaël, à qui seul on le peut dignement comparer, à un plus haut degré que lui peut-être, toutes les ressources de son art. Nul genre de musique, en effet, ne lui fut étranger; il s'empara de tous avec la même autorité et la même puissance, et ne sut toucher à rien qu'en victorieux. Sa carrière, qui ressembla à celle d'un triomphateur, n'eut jamais ni échec ni défaite. Une seule chose lui fut ennemie et contraire, la précocité même de son génie, non cette précocité qui avait fait de lui un compositeur célèbre à l'âge où d'autres individus, même privilégiés, apprennent encore les éléments de leur art, mais cette précocité plus rare qui, devançant tout un siècle, lui fit porter, d'un seul bond, la musique à des hauteurs si sublimes, que les regards éblouis de ses contemporains ne purent pas toujours l'y suivre. Mozart lui-même ne vécut pas assez pour voir le flot tardif de la génération à laquelle il appartenait monter peu à peu jusqu'au point culminant où il venait de se placer avec ses dernières œuvres. Elles n'ont été universellement comprises et goûtées que de nos jours, quand il a été loisible de les comparer, non-seulement avec ce qui les avait précédées, mais avec ce qui les a suivies. Curieuse étude dont le résultat est peut-être unique dans l'histoire des arts. En effet, l'œuvre de ce grand compositeur, mort avant d'avoir accompli sa trente-sixième année, est, en quelque sorte, le résumé du passé et de l'avenir en musique. Ajoutant aux richesses de tous les maîtres qui l'ont devancé les trésors de science et d'imagination, de grâce et de sensibilité qui lui sont pro-

pres, il ne laisse aux maîtres qui viennent après lui rien dont on ne puisse retrouver, dans ses ouvrages si nombreux, l'indication ou l'exemple. Formes de mélodie, enchaînement de modulations, effets d'harmonie, coupes et dispositions des morceaux, instrumentation et orchestre, tout se transforme ou se renouvelle avec lui et par lui, et d'une façon si universelle et si parfaite, qu'en un genre de musique quelconque on n'a pu, depuis soixante ans, qu'user ou abuser des ressources de l'art qu'il a si magistralement employées, mais non en découvrir de nouvelles.

Plus fécond, du reste, que Raphaël, à qui nous l'avons déjà comparé, car il ne put être aidé dans la pratique de son art comme le peintre d'Urbin l'avait été dans la pratique du sien; plus varié, car il n'est pas un seul des riches filons de la musique qu'il n'ait heureusement exploité, il eut, plus que lui encore, et c'est beaucoup dire, de la correction sans sécheresse, de la pureté sans pédantisme et de la science sans lourdeur. Véritable chef-d'œuvre d'organisation auquel certes Dieu avait mis la première main, mais qui ne dut d'être exempt de toute tache qu'au genre d'éducation auquel il avait été dès l'origine soumis, éducation à la fois religieuse et morale, technique et disciplinaire, dont le principe vivifiant ne cessa, jusqu'au dernier jour, d'éclairer, de guider, de prémunir sa conscience d'artiste, non moins que sa conscience de chrétien.

Quand, après une répétition de *l'Enlèvement du sérail*, Joseph II, ayant dit à Mozart : « Vous avez mis trop de notes là dedans, » celui-ci répondit à l'empereur sans se déconcerter : « J'en demande pardon à Votre Majesté, je n'y en ai mis que le nombre qu'il faut, » il n'y eut là, de sa part, ni humeur ni jactance; ce ne fut que la simple et pure expression d'une conscience sûre d'elle-même et habituée à ne jamais rien donner, dans le travail, à la précipitation ni au hasard. Il faut se garder, en effet, de confondre dans Mozart la facilité avec la négligence. Sa facilité, qui fut prodigieuse, à vrai dire, venait de la richesse de son imagination en même temps que de la profondeur de sa science; mais jamais auteur n'eut une façon d'écrire plus exempte de ce qu'on appelle remplissage. Il n'y en a pas trace dans ses œuvres, où les plus imperceptibles détails sont toujours rigoureusement destinés à concourir à l'effet d'ensemble. Ce résultat, dira-t-on, provenait bien plus de son goût que de sa conscience : il ne faut pas s'y tromper, la conscience et le goût ont une parenté plus étroite qu'on ne pense; leur origine est commune, et la loi mystérieuse qui les régit est la même. Le goût n'est, ce me semble, dans les œuvres d'art que ce qu'est la conscience dans les actes de la vie. Chez Mozart, l'un fut à la hauteur de l'autre, et tous deux eurent leur principe et leur source dans les conseils, dans les préceptes et dans les exemples mêmes de sa

famille. On n'est pas grand à ce point par le cœur et l'intelligence sans une cause prédominante, et le hasard ne produit guère de pareils résultats.

De combien d'autres qualités aimables et de vertus solides Mozart ne fut-il pas redevable à ces calmes et fortes mœurs de famille dont nous retrouvons l'image si fidèlement retracée dans sa correspondance avec son père et sa sœur ! Quel heureux mélange de bonhomie et d'élévation, de grâce et de simplicité, de douceur et de force, de sensibilité et de résignation ! Que de pureté et de transparence dans cette âme délicate et tendre, ouverte à tout ce qui est vrai, beau, grand et noble ! Avec quelle naïveté il parle de son talent ! avec quelle chaleur de ses affections et de ses préférences ! avec quelle foi de sa confiance en Dieu !

Mais qui pourrait mieux le peindre que ses propres paroles, et de quels traits se servirait-on qui ne restassent bien au-dessous de ce peu de lignes qu'il adresse à son père pour le remercier de ses souhaits ?

« Je baise respectueusement les mains à mon cher père et le remercie de ses souhaits. Qu'il soit sans inquiétude; j'ai toujours Dieu devant les yeux; je reconnais sa toute-puissance, je crains sa colère; mais je connais sa bonté, sa miséricorde, sa clémence envers ses créatures; il n'abandonne jamais ses serviteurs. Si les choses vont selon sa volonté, elles iront aussi selon la mienne; et, avec cela, je ne puis manquer d'être heureux et content. Je mettrai tout en œuvre, mon cher père, pour suivre avec exactitude les conseils que vous avez la bonté de me donner. »

Voilà quel fut le cœur pétri avec tant de soin et d'amour par le vieux Léopold Mozart, qui, après avoir accompli sa mission divine au prix des plus rudes travaux et des plus nobles sacrifices, écrivait avec une touchante simplicité au père Martini : « Je n'ai d'autre mérite que d'avoir rempli mon devoir en cultivant les talents que le bon Dieu a départis à mon fils. »

Le grand compositeur n'eut, en effet, pour maître et pour guide que son père, en qui se trouvaient heureusement réunis la science, le goût, l'esprit et la raison, et ce fut sous cette discipline à la fois tendre, éclairée et ferme que se développèrent, dans toute leur splendeur, les puissantes facultés de l'homme extraordinaire, du musicien sans égal, dont on a pu dire avec justesse que la limpidité de son âme se reflétait fidèlement dans la limpidité de son style.

Jetez l'organisation privilégiée d'un Mozart aux mains d'un autre père que le sien, ou dans un milieu différent de celui où il eut la bonne fortune de naître et de vivre; vous aurez probablement encore un artiste éminent, peut-être même un homme de génie, mais vous n'aurez



plus, je l'affirme, le prodige accompli au modeste foyer de Salzbourg, sous la persévérante et salutaire influence d'une éducation qui eut pour base la résignation et le travail, l'ordre et la probité, l'espérance et la foi. Précieux éléments qui ne sauraient suffire à l'éclosion du génie sans aucun doute, mais qui, lorsqu'il se manifeste, sont éminemment propres à lui donner sa vraie force et sa vraie grandeur, et surtout à le maintenir dans les régions pures et sereines. C'est ce que prouveraient cent passages divers de la correspondance qu'a si heureusement traduite M. l'abbé Goschler; mais ce qui ressortira plus particulièrement d'une citation empruntée à la dernière lettre de cet intéressant recueil, et par laquelle je veux moi-même terminer cet article :

« Comme la mort, à le bien considérer, est le vrai but de la vie, je  
« me suis tellement familiarisé avec ce véritable ami de l'homme, que  
« son image, loin d'être effrayante pour moi, n'a plus rien que de doux  
« et de consolant. Je remercie Dieu de m'avoir accordé la grâce de  
« reconnaître la mort comme la clef de notre véritable béatitude. Je ne  
« me mets jamais au lit sans penser que, tout jeune que je suis, je peux  
« ne pas me réveiller le lendemain; et cependant aucun de ceux qui  
« me connaissent ne pourra dire que, dans l'habitude de ma vie, je  
« sois pour cela morose ou triste. Je rends grâce tous les jours au Créa-  
« teur de ce bonheur, et le souhaite à tous les hommes, mes frères. »

De semblables pensées portent avec elles-mêmes leur éloge, et elles expliquent tout naturellement l'inaltérable sérénité du génie de Mozart, qui, loin d'être troublé par le pressentiment de sa fin prochaine, au moment où il écrivait le *Requiem*, son dernier chef-d'œuvre, sembla puiser dans l'imminence même de la mort qui le venait surprendre au milieu de l'épanouissement de sa jeunesse et de sa gloire, de nouvelles inspirations qui n'attestent pas moins la force de son âme que la sublimité de son talent.

VARCOLLIER.

# LA LIBERTÉ LÉGALE EN ANGLETERRE

ERSKINE

---

« On ne peut assez admirer l'usage de la parole dans les affaires humaines. » (Bossuet.)

L'un des premiers bienfaits que l'homme demande à la société, c'est la sécurité de sa personne et de ses droits; cette sécurité s'établit par la certitude que nul ne pourra être soustrait à la protection d'une justice indépendante.

Le perpétuel ennemi de la justice, c'est la force, c'est donc contre la force qu'il faut la prémunir. Dans les démocraties, le gouvernement appartient au peuple, le magistrat doit être à l'abri des retours et des coups populaires; c'est du côté du chef que dans les monarchies se trouve le danger.

L'intelligence de ces conditions d'une justice indépendante et sûre n'a été nulle part, croyons-nous, aussi complète, aussi pratique, qu'en Angleterre; les magistrats y sont, il est vrai, nommés par la couronne; mais, outre que les tentations de l'ambition ont été écartées par la loi, à côté d'eux a été placé le jury, qui n'est autre chose que la nation se jugeant elle-même et qui fonctionne en Angleterre, au civil et au criminel, comme juridiction générale.

Ainsi les citoyens se trouvent garantis contre toute pression que le gouvernement pourrait vouloir exercer sur la justice.

L'indépendance de cette dernière étant constituée, comment s'assurer que la force ne tentera pas de se substituer à elle et de disposer à son gré des hommes et des choses ?

C'est là une difficulté plus grande encore, s'il est possible, que la première. Il faut assurer à tout individu, attaqué ou lésé, la faculté et le droit d'arriver aussitôt au magistrat : c'est ce que l'*habeas corpus* a fait pour la liberté en Angleterre. Les lois y ont en outre nettement séparé le domaine de l'administration de celui de la justice, constituant les tribunaux juges des faits administratifs eux-mêmes toutes les fois qu'ils ne rentrent pas dans le domaine de la responsabilité minis-

térielle, mettant à néant ainsi, et d'une manière absolue empêchant et interdisant toute prétention de la part de l'autorité administrative au jugement, à la décision des droits et des intérêts privés.

Mais la base, le fondement de la sécurité du citoyen anglais, c'est avant tout le jury ; il a subi de longues luttes pour en conquérir le principe et la compétence, et il l'a trouvé ferme, inébranlable, dans les circonstances les plus critiques et les plus terribles ; c'est au jury qu'est remis le soin et la garde de la liberté nationale.

C'est à Erskine, le grand, l'illustre défenseur de la liberté légale, que le jury anglais doit d'avoir vu reconnaître enfin l'intégralité de ses droits et l'omnipotence de ses décisions. La vie tout entière de l'avocat anglais fut consacrée à la défense des franchises de son pays. Et « nulle part, nous dit M. Villemain, dans ses brillantes Leçons sur la littérature au dix-huitième siècle, l'influence de la liberté légale sur l'éloquence judiciaire, cet intime rapport de la constitution politique d'un pays avec l'existence des tribunaux, n'est plus apparente que dans la vie oratoire d'Erskine. »

Cette défense zélée et persévérante des libertés civiles et politiques était aux yeux de l'éloquent orateur anglais, comme elle l'est encore aux nôtres, son vrai, son éminent titre de gloire. Lorsque ses travaux, ses succès, son patriotisme, eurent fait de lui un pair et un lord, il ne crut pouvoir mieux résumer l'utilité de sa vie qu'en prenant pour devise de ses armoiries : *Les droits du jury*.

Thomas Erskine naquit en Ecosse en 1747. C'était au lendemain de l'expédition de Charles-Edouard, la malheureuse patrie d'Erskine avait subi des hontes et des misères cent fois pires encore que celles d'une invasion étrangère. Les prisonniers massacrés, les chefs des montagnards entraînés par centaines sur l'échafaud, les chaumières et les châteaux détruits, les propriétés confisquées, les femmes outragées, les hommes sur lesquels, nous dit *Smollet*, on tirait comme sur des bêtes fauves : point de procédures, point de jugements, ni témoins, ni défenseurs, et la loi, complice de cette terrible iniquité, la sanctionnant et l'autorisant. Voilà quel avait été pendant dix ans l'état de l'Ecosse après la dernière et malheureuse tentative de l'héritier des Stuarts. Certes, il n'en fallait pas tant pour réveiller, sur cette terre où l'indépendance et la fierté germent si naturellement, les idées et l'amour de la liberté.

C'est à ce moment, au milieu de pareils souvenirs dont fut bercée son enfance, que devait naître et grandir l'homme qui, en Angleterre, va revendiquer le plus hautement, le plus persévéramment, avec la plus glorieuse, la plus efficace utilité, le règne, la domination, l'inviolabilité de la liberté et de la loi. Erskine fut élevé dans la maison paternelle, au foyer de la famille et de la patrie. C'est là que se trempent

les âmes ; c'est là que se conserve et se perpétue l'héritage moral des pensées et des sentiments, du cœur et de l'esprit. Son père, le comte de Buchan, avait trois fils. Il ne s'en fia point à une université pour en faire des hommes, des citoyens, des chrétiens. Sa noble et intelligente sollicitude porta des fruits féconds. Lorsqu'il mourut, Erskine n'avait que quatorze ans ; il était le cadet. Son frère Henri n'avait pas encore non plus achevé son éducation. Mais l'aîné de la famille, quoiqu'il n'héritât que du titre et que le patrimoine paternel fût grevé de dettes, ne s'en considéra pas moins comme chargé de l'avenir de ses deux jeunes frères.

Il en tira cet honneur de doter à la fois l'Écosse et l'Angleterre, Édimbourg et Londres, de leurs deux premiers orateurs judiciaires. La semence avait été généreuse. Henri Erskine fut sur un théâtre plus restreint ce que lord Erskine a été pour les trois royaumes-unis. Il s'éleva aussi à une haute réputation et devint lord-avocat d'Écosse. Ceux qui ont écrit sa vie prétendent que de grandes occasions lui manqueraient seules. Quoiqu'il en soit, il mérita le titre glorieux et touchant de l'*Orateur populaire* ou l'*Avocat des pauvres*. Il se plaça à la tête du barreau d'Édimbourg. Il eut même le privilège d'un peu de cette persécution que la force réserve d'ordinaire aux champions des causes généreuses toujours trop indépendants pour ses desseins.

Thomas Erskine compléta son éducation à Édimbourg, et successivement à l'université de Saint-André. La supériorité de son esprit paraît s'être fait remarquer dès cette époque. Il se préparait à son rôle par la science. Le génie, c'est l'étude non moins que la persévérance. L'intelligence se forme et grandit par les fortes nourritures.

Les cadets de l'aristocratie anglaise peuplent les professions libérales. C'est encore une position dont elle se rend ainsi maîtresse. Le barreau, cette arène qui offre une si large carrière à la fierté du caractère et à l'indépendance des opinions, et où l'on peut plus naturellement, semble-t-il, aimer, pratiquer et défendre la liberté, devait attirer singulièrement Erskine. Il se sentait tout prêt pour cette haute lutte qui remplira sa vie. Mais il était trop jeune pour y aspirer à de grands et immédiats succès. Il était pauvre ; il se décida pour la vie militaire. Il partit midshipmann à bord d'un navire de la marine royale, commandé par le capitaine John Lindsay.

La vie du marin ne devait pas être considérée par Erskine comme une interruption de ses chères études. Les longs loisirs de la traversée devaient plutôt les favoriser. Le navire faisait voile pour l'Inde. Il y avait là tout un champ d'études pour l'homme politique de l'avenir ; Erskine devait y fortifier encore cette horreur de l'oppression et de la servitude qu'il puisait dans ses traditions et son sang d'Écossais. Un jour nous le verrons refuser la défense d'un des tyrans du peuple

indien, d'Hastings, et, dans la cause du libraire Stockdale, flétrir énergiquement les iniquités de la domination anglaise. Le spectacle de cette grande et luxuriante nature des régions indiennes ne fut point non plus sans influence sur l'éloquence d'Erskine, nous en retrouvons les traces dans les fortes ou brillantes créations de son imagination. La vie militaire, il faut bien le reconnaître, n'est rien moins que défavorable à l'éloquence; elle permet l'étude, elle donne à tout l'être je ne sais quelle impulsion vive et hardie, elle est féconde en événements et en tableaux; nos dernières assemblées parlementaires françaises nous ont fourni plus d'un brillant exemple de cette intime alliance des deux ordres de génie.

Erskine vécut quatre ans de l'existence de marin. Il était passé immédiatement lieutenant; mais néanmoins, soit dégoût de la carrière, soit appréhension de ses longueurs, soit plutôt ce tourment intérieur de l'homme qui se sent appelé à une autre vocation et qui cherche sa voie quelquefois en s'égarant, Erskine quitta l'Inde et revint en Angleterre simple volontaire sur le *Jamaica Packet*, mais ne passant pas plus inaperçu là qu'à l'université de Saint-André. Il paraît que la conversation suffisait à déceler la supériorité de son esprit. Il y joignait une douceur, un agrément, une facilité de relations et de caractère que tous ses contemporains se sont plu à remarquer.

Erskine tenta encore la carrière militaire. Il entra en 1768 comme enseigne dans le Royal-Écossais; il avait alors vingt et un ans. Deux ans après il se mariait. Envoyé à Minorque, il emmena avec lui sa jeune femme. Il passa là trois années sous ce ciel splendide, en face de cette belle Méditerranée aux flots bleus, remplissant son esprit de vives et éclatantes images, jouissant de son bonheur intérieur, méditant, travaillant et acquérant une réputation de savoir qui le suivit à Londres, et s'y augmenta encore dans ces causeries de salon où, sous une allure charmante et familière, le génie sait et peut se montrer.

C'était l'époque du critique Johnson. Le célèbre humoriste avait été pauvre. Il avait dû créer, à force de persévérance et de labeur, l'édifice de sa réputation et de son existence. Ne s'était-il pas vu obligé de gagner, en quelques jours, de quoi faire enterrer sa mère, dotant, par ce tour de force, la littérature anglaise d'un roman, *Rasselas*! Il devait sympathiser avec ce jeune homme, pauvre aussi, d'une conversation solide et brillante, qu'on écoutait et qu'entourait déjà comme une célébrité intime. Johnson ne se trompa pas un instant sur la véritable voie d'Erskine. Émerveillé de son esprit, il déclara que, si ce jeune homme comptait autant de mois de stage qu'il avait d'années de salles d'armes, il ne connaîtrait pas de rival à la barre. Erskine avait, au reste, auprès de lui un conseiller influent et doux qui voyait son avenir par le cœur pendant que Johnson le jugeait par

l'esprit, c'était sa mère qui, elle aussi, le sollicitait d'entrer au barreau. Il s'y décida, et quitta les épaulettes pour aller s'asseoir sur les bancs des stagiaires de l'éloquence et de la justice.

Les études juridiques présentent, en Angleterre comme dans beaucoup d'autres pays, au reste, une déplorable lacune : l'élément scientifique et philosophique y fait défaut. Il y a, en définitive, dans toute législation deux parties : le fait ou la loi, c'est-à-dire la lettre, et les principes ou la raison d'être de la loi, son esprit. Toute disposition législative est nécessairement ou un écoulement de la justice première et divine et une application de ses préceptes à l'humanité, ou la résultante d'un phénomène quelconque de l'économie politique et sociale d'un peuple et la satisfaction d'un besoin d'ordre et de prospérité intérieure propre à ce peuple. La lettre, c'est la chicane ergoteuse et aveugle.

L'intérêt privé conduira toujours à étudier et connaître la pratique des lois. C'est donc d'enseignement philosophique qu'il faut avoir soin de pourvoir les hommes spéciaux pendant qu'on les tient sur les bancs de l'école. C'est la notion du juste et son amour qu'il faut faire régner sur l'âme et l'intelligence de celui dont cette notion et cet amour doivent être ensuite le fil conducteur, le guide et la lumière dans le dédale des intérêts privés, au milieu de ses occupations quotidiennes et de leurs entraînements.

Il est difficile de pousser plus loin que ne le fait la loi anglaise le dédain de cette haute partie du droit. Tout se réduit dans les prétendues facultés à faire acte de présence, non pas même à des cours, mais tout simplement à un dîner annuel des *baristers*. Il y a seulement l'exigence d'un certain laps de temps, c'est-à-dire l'inconvénient, puisqu'on pourra éloigner ainsi des talents mûris en dehors des formalités légales et qui reculeront devant les délais, sans la compensation de cet inconvénient qui est l'assurance d'une certaine science relative prouvée par le diplôme qui pourrait suffire, ce nous semble, dans tous les cas.

Erskine put abréger de deux ans ce temps en sa qualité de *noble*. Il lui suffit de passer par l'Université de Cambridge. Il en sortit avec une thèse sur la révolution de 1688, qui était tout à la fois la manifestation de ses pensées intimes de liberté constitutionnelle, le présage de sa destinée et une preuve de haut talent. Il remporta le premier prix. Il avait droit aux bénéfices académiques, mais sa voie était désormais fixée : il les refusa et entra résolument dans la pratique de sa profession en se faisant le secrétaire de M. Buller, l'un des avocats les plus occupés du barreau à cette époque. Il travailla ensuite chez M. Vood, M. Buller ayant été nommé juge, suivant l'habitude anglaise d'éviter les séduc-

tions de l'avancement pour les magistrats, en appelant de préférence les avocats aux fonctions supérieures de l'ordre judiciaire.

Erskine avait trente ans lorsqu'il aborda ainsi le barreau. Ce retard dans la pratique de la profession fut peut-être l'une des causes de son éclatant succès et de la révolution qu'il opéra dans l'éloquence judiciaire. Il y arrivait après de longues années d'études littéraires et philosophiques. Il avait approfondi les publicistes; il possédait, en un mot, toute la partie haute et scientifique de la profession.

Il parut à la barre à la session de la Trinité de 1778; son début fut un triomphe.

« Lord Erskine, nous disent les auteurs du *barreau anglais*, était d'une taille ordinaire et d'une physionomie agréable; ses manières étaient pleines d'abandon; il inspira de l'estime à tous ceux qui ont pu le connaître et un vif attachement à tous ceux qui ont vécu dans son intimité, car cet homme, si énergique et quelquefois si mordant à la barre, était dans la vie privée d'une facilité de mœurs sans égale. Hors de l'audience, peu de personnes auraient pu soupçonner en lui un orateur; mais, lorsqu'il était rentré dans l'enceinte du tribunal, qu'il se trouvait en présence du juge, au milieu d'un nombreux auditoire, alors, comme s'il eût revêtu avec la toge toute la dignité de l'avocat, il paraissait tout autre. Son regard, ordinairement tranquille et doux, s'animait d'une généreuse fierté, toute sa figure prenait l'expression grave et noble qui inspirait le respect et commandait l'attention. Lorsqu'il parlait; son geste était rare et fixe, sa voix claire et facile, mais peu variée d'inflexions, comme il convient à un homme qui discute; cependant elle s'échauffait par intervalles, il savait au besoin trouver des accents pathétiques ou des tours railleurs; l'attitude générale de son corps était celle d'une noble simplicité. »

Erskine apportait dans un barreau aux formes barbares et surannées l'atticisme et l'élévation des orateurs de la Grèce ancienne; il avait dû étudier longtemps Démosthènes; il reproduisait dans ses plaidoyers cette force de démonstration, cette puissance d'ensemble, de composition et de logique, cette élévation de vue et cette habileté dans les preuves, toutes qualités dont le grand orateur athénien restera toujours l'inimitable exemple. Il semblait même lui avoir emprunté l'élégance sévère à la barre, la distinction de l'extérieur, l'ardent et fier courage. Son patriotisme est moins fougueux que celui de l'auteur des *Philippiques*; il porte dans toutes ses discussions la sérénité du chrétien; on l'a appelé le *Fénelon des avocats*. C'est d'une conviction ferme et réfléchie qu'il affirme la justice, la liberté et la loi; lorsqu'il s'adresse au cœur des jurés, c'est plutôt en faisant appel à leurs sentiments religieux. Elève de Montesquieu, il sait voir et prendre les choses de haut; il a les principes toujours présents et y ramène sa cause.

Son éloquence est essentiellement polie et littéraire. On sent l'écrivain. Erskine nous a laissé, en littérature, des ouvrages qui ont une certaine supériorité, un volume de poésies parmi lesquelles on remarque le *Barbier*, la *Vision du Fermier*, et surtout un petit et gracieux poème, le *Géranium*, auquel on a longtemps fait l'honneur de le croire de Shéridan.

Mais c'est par-dessus tout l'homme avec toutes ses convictions qui brille dans les œuvres d'Erskine et fait la force et la noblesse de ses plaidoyers. Il aborde une cause avec l'intégrité du juge, et le cœur, l'esprit d'un Anglais dévoué aux institutions de son pays et à la liberté; il est libéral et il est chrétien dans le fond de l'âme, et il se montre tel qu'il est; il parle en citoyen à des citoyens, en chrétien à des chrétiens. Sans doute son christianisme, éloigné des véritables sources de la foi, ne pouvait être ni complet ni suffisamment efficace; mais son âme était fidèle à la mesure très-imparfaite de vérité que garde l'Eglise anglicane. Ses inspirations les plus élevées, il les puise dans la religion et l'Evangile; ses plus forts raisonnements, sa logique presque tout entière, il la demande et l'adresse au patriotisme anglais. Voilà l'homme qui aborde la barre anglaise; voilà l'esprit et les sentiments qu'il y apporte. Ne nous étonnons point de la grande et généreuse conduite qu'il y va tenir, pas plus que de l'éclat qu'il y va jeter et de la gloire sérieuse et durable dont la postérité entoure le nom de l'intrépide, de l'inébranlable défenseur de la liberté et du droit<sup>1</sup>.

C'est, au reste, une grande et mémorable époque que ce milieu et cette fin du dix-huitième siècle dans l'histoire de l'éloquence et de la grandeur de l'Angleterre. Il semblait jusque-là que cette terre, si féconde cependant en illustrations et en œuvres, se trouvait impuissante à produire l'éloquence oratoire, ce poème de la parole, beauté et rempart de la liberté. C'est que l'éloquence ne s'inspire qu'aux grandes sources, aux sources hautes et généreuses. L'Angleterre avait trop vécu en elle-même; elle s'était trouvée, semble-t-il, trop complètement absorbée dans le détail de ses intérêts quotidiens, pour que, les âmes s'enflammant aux feux ardents de la vérité, de la charité et de la justice, il nous fût donné d'assister à ces magnifiques explosions de génie et d'amour des hommes que nous retrouverons dans le cœur des Fox et des Wilberforce, et jusque dans la bouche de Pitt. Le grand Chatam, Williams Pitt, Burke, Fox, Sheridan, quelle magnifique pléiade et quelle superbe réponse aux détracteurs du génie oratoire de l'Angleterre!

<sup>1</sup> Les plaidoyers d'Erskine ont été réunis en 5 vol. in-8. Londres, 1810-1812. MM. Clair et Clapion lui ont consacré un volume dans leur *Barreau anglais*, auquel nous empruntons presque tous les passages que nous allons citer.



Les facultés humaines sont solidaires. L'éloquence du barreau suivit sa sœur de la tribune ; les grandes thèses, les thèses de liberté et d'humanité, les droits de l'homme et de citoyen, ceux de la société, toutes ces questions qui font partie de la vie politique d'une nation et de sa charte constitutionnelle, finissaient par aboutir au prétoire de la justice et venaient demander aux jurés anglais une consécration et une protection efficaces. Le lien qui unit le barreau et la magistrature d'un pays à la liberté et au maintien de ses franchises civiques est étroit, intime, immédiat. L'asile contre la force ne se trouve que là ! Proclamez les droits de l'individu, écrivez que quiconque, autorité ou agent de l'autorité en franchira les limites, empiétera sur ce domaine des droits individuels, celui-là sera frappé, puni, et sa victime secourue, protégée ; dites cela, et cherchez la sanction matérielle et toujours présente : c'est la loi, ce sont les tribunaux, c'est le barreau, un barreau énergique, indépendant, libre, ce sont des juges soutenus par cette libre discussion, par l'opinion, par la presse, et placés d'abord dans des conditions assurées de désintéressement et d'indépendance.

Ces vérités éclatent d'évidence pendant la période qui s'ouvre devant nous et dans la vie d'Erschine. Au moment où il paraît sur la scène, l'Angleterre perdait l'Amérique, et avec elle, semblait-il, sa puissance, sa prospérité, sa grandeur. Le pouvoir et l'aristocratie s'en étaient trouvés nécessairement déconsidérés, affaiblis. Mais ils n'avaient pas seulement en leur présence une nation irritée par ses pertes et ses défaites. Un danger bien autrement grave pour leur domination surgissait : les passions et les idées y fermentaient comme en France. La nation était en proie aux théories politiques et sociales. Ces théories tendaient tout naturellement à se traduire dans la pratique du gouvernement et de la société ; pour un régime de privilèges, d'exception et d'inégalité, c'était là le plus grand des périls. La constitution anglaise y résista par sa seule force pendant toute la période qui sépare la proclamation de l'indépendance américaine des guerres avec la France ; elle y résista plus encore par le spectacle de ses avantages et de la sécurité de la liberté qu'elle assurait à chaque citoyen que par les mesures arbitraires du parlement, qui n'étaient, comme tout arbitraire, qu'un désordre ajouté au désordre. Le jury, si dangereux parfois par sa facilité à subir les entraînements de l'opinion publique et à en satisfaire les terreurs, au prix même de la justice, après avoir suivi le parlement dans les voies d'une répression avant tout malhabile, ne tarda pas à revenir de son erreur. Il se montra équitable et impartial dans des circonstances décisives et où les passions semblaient devoir l'entraîner. L'opinion fut frappée de ce noble et rassurant appareil d'une justice toujours inviolable. Rien ne contribua davantage

au rétablissement de l'ordre et de la paix au sein du peuple et au respect général de la constitution et des lois. C'est à ce grand, ce magnifique résultat de la liberté, à cet immense service rendu à la fois à la patrie et au progrès, qu'Erskine contribua de toute la puissance de son talent, de toute l'autorité de son caractère et l'énergie de ses convictions.

« Dans ce temps, nous dit un auteur anglais, où la justice semblait prête à quitter le glaive des lois pour saisir la torche des guerres civiles, où l'anarchie et le despotisme se montraient également menaçants, où la constitution anglaise, ébranlée dans ses derniers fondements, allait s'écrouler pour céder de ses débris gouvernants et gouvernés, Erskine se leva ; son arme, c'était la vérité ; son égide, le génie. En défendant nos lois, il sauva l'Angleterre. D'une main puissante il maintint ce vieil accord de nos franchises et de notre volontaire obéissance. Le peuple lui dut son salut, le trône son existence.

« Tel fut le service rendu par lord Erskine à sa patrie et au genre humain. Jamais, dans aucun pays, homme ne réunit plus de droits à la reconnaissance de ses compatriotes. »

Le triomphe des droits du jury est, aux yeux des Anglais, l'un des plus importants titres de gloire d'Erskine ; profondément attachés à cette forme de la justice comme à l'une de plus sérieuses garanties des droits individuels, ils savent un gré infini à leur grand avocat d'avoir fait consacrer l'institution dans ce qui seul pouvait la rendre réellement efficace, le pouvoir de statuer sur l'intention. La prétention de la couronne et des juges qui la représentaient était que le jury devait se borner à constater l'existence matérielle des faits, et qu'il n'avait pas la faculté de trancher la question de culpabilité ou de non-culpabilité de ces mêmes faits et de leur auteur. Tel livre a-t-il été publié ? Oui. Voilà le rôle du jury, disait le gouvernement. Ce livre constitue-t-il un libelle ? L'auteur a-t-il été coupable en le publiant ? C'est aux juges à le décider.

Une pareille théorie était l'anéantissement même de l'institution. Erskine s'en déclara l'adversaire. Ce fut l'une de ses thèses principales de liberté légale devant les tribunaux anglais.

Ce n'est pas la plus grande, la plus importante à nos yeux. Il en est une autre éminemment libérale, juste, humaine, chrétienne par-dessus tout, et que nous retrouvons dans tous les plaidoyers d'Erskine comme le fond de sa pensée, son principe premier, la base et le but de ses discussions. — C'est cette haute doctrine qu'il ne saurait y avoir de coupable là où il n'y a pas de pervers, et que, quels que soient l'erreur et l'acte, si la conscience est restée pure et la volonté droite, la justice humaine n'a pas d'action sur un citoyen : doctrine de moralité et

d'équité dont l'évidence est telle, qu'elle saisit immédiatement l'esprit. Cependant il n'est peut-être pas de législation qui ne l'ait violée sous quelque prétexte d'utilité publique, de raison d'État, ou autres, comme si la morale et la justice n'étaient pas les premiers besoins des peuples, les sources principales et nécessaires de leur grandeur et de leur prospérité, les conditions mêmes de leur existence.

C'est au point de vue chrétien que le plus souvent Erskine aborde cette noble thèse. C'est au nom de l'Évangile, qui a ordonné de chercher avant tout le royaume de Dieu et sa justice, et qui a fait du reste un surcroît et une conséquence, c'est au nom et en réclamant les droits de la Providence divine, à laquelle l'homme se substitue en pareil cas, mettant ses volontés arbitraires et ses prévisions chimériques à la place de la vérité et du bien, c'est de ces hauteurs philosophiques et religieuses qu'Erskine foudroie les misérables arguties de nécessité ou de circonstances que la colère, la peur ou l'ambition invoquent à toutes les époques pour tâcher de colorer le mal et de réhabiliter l'iniquité, instruments de leurs passions. Mais voyons Erskine à l'œuvre; suivons-le dans sa féconde carrière de la liberté légale. Il nous parlera lui-même.

Nous le trouvons<sup>1</sup> d'abord à la barre de la Chambre des communes défendant le libraire *Cannan*, qui réclame contre un monopole de librairie. L'adversaire était l'université d'Édimbourg. Le prétoire agrandissait l'affaire. Erskine avait à ménager les sentiments de reconnaissance que tout Anglais voue aux universités qui lui ont donné le lait de la science et des arts. Il le fait adroitement : « Songez d'abord, dit-il, à la patrie; ne sacrifiez pas tout à quelques-uns; ne dépouillez pas la mère pour donner à la nourrice. » Il gagna son procès à la majorité de quarante-cinq voix.

Dès ce moment, les plus grandes affaires lui étaient confiées. L'élévation de son caractère, la force de son éloquence, faisaient oublier sa jeunesse. L'amiral Keppel, menacé, après la bataille d'Ouessant, du sort infortuné de Bing, vint confier sa vie au talent d'Erskine. L'Angleterre, renouvelant l'antiquité, condamne ses flottes à la victoire. Elle n'admet pas de milieu pour ses amiraux entre la gloire et la mort. Une bataille non gagnée est un crime. Bing, fusillé sur son vaisseau, était un terrible précédent pour Keppel, coupable d'avoir laissé indécis le combat des îles d'Ouessant avec la flotte française. Nous

<sup>1</sup> Nous avons laissé de côté l'affaire du capitaine *Baillie* qui commença la réputation d'Erskine. Il reçut plus de trente affaires au sortir de l'audience. Il y montra une noble fermeté et contre le ministre, premier lord de l'amirauté, qu'il mit courageusement en cause, et contre le magistrat qui voulait imposer silence à la hardiesse du jeune avocat. Nous nous attachons de préférence aux thèses de liberté légale de notre orateur.

n'avons pas besoin de dire combien de pareilles théories, qui font du malheur ou de l'insuffisance du génie un forfait de nouvel ordre et de la vie des hommes des instruments de la politique des gouvernements, devaient rencontrer de généreuse répulsion dans l'âme d'Erskine. Il eut le bonheur de triompher. Keppel fut sauvé.

Arrivons à l'une de ces causes qui touchaient directement à la constitution de la liberté en Angleterre.

Il s'agissait de la trahison *indirecte* ou *interprétative*, l'une des voies les plus larges de l'iniquité et du despotisme. L'accusé était lord Gordon, membre de la Chambre des communes. La tête du noble lord formait l'enjeu du débat.

Tout semblait devoir tourner le jury contre l'accusé et contre ses défenseurs, et ici nous admirons la puissance du sentiment de la justice, le respect supérieur et profond du jury anglais pour la légalité, et aussi les grands et heureux effets du courage et de l'éloquence dans la défense.

On était en 1780. La fortune de l'Angleterre paraissait ébranlée jusqu'en ses fondements; l'Amérique perdue; point d'alliés; l'Irlande en armes; les factions et les troubles à l'intérieur. A la suite d'une pétition portée aux Chambres par lord Gordon, une émeute avait eu lieu dans la ville, et on voulait rendre le pétitionnaire, homme imprudent d'ailleurs et fanatique, responsable de désordres qu'il n'avait ni prévus ni conduits.

Erskine plaidait que l'acte apparent et le résultat ne sont rien sans l'*intention*, qui seule peut constituer le crime. Il s'élevait avec force, et en faisant appel à la légalité anglaise, aux sentiments d'un *véritable Anglais*, contre ces forfaits par voie indirecte ou d'interprétation. Il montrait lord Gordon n'ayant voulu qu'une seule chose : pétitionner, et, concluait-il, c'était son droit en vertu de la constitution, dont tout juré est le défenseur. Les suites avaient été désastreuses, mais elles avaient eu lieu sans la participation de lord Gordon, et elles ne pouvaient changer la nature des actes auxquels il avait pris part, et encore moins celles de ses intentions. Et alors, prenant la défense du droit de pétition, rappelant ses grands précédents et ses heureux effets dans l'histoire de la loi anglaise et de ses luttes, intéressant enfin tout juré dans la protection d'un droit, patrimoine national et commun, Erskine sauve son client.

« Je hais lord Gordon, disait en sortant de l'audience le critique Johnson; mais j'aime encore plus la constitution et les lois de mon pays. Je suis content qu'il ait été acquitté. »

C'est qu'en effet ces grands exemples de justice et de légalité raffermissent la constitution sous laquelle ils se produisent, et sont, au sur-

plus, par eux-mêmes, les plus efficaces instruments de l'ordre et de la paix.

L'ordre, c'est la justice.

Deux ans après cette cause, en 1785, Erskine était nommé membre de la Chambre des communes par les électeurs de Portsmouth. Mais suivons-le d'abord dans sa carrière judiciaire.

La lutte en faveur des droits du jury continuait; il avait fallu des efforts qui avaient duré des siècles pour maintenir le principe de cette juridiction nationale; mais son pouvoir était encore singulièrement restreint.

Ainsi on soutenait, comme nous l'avons dit, que cette question : L'accusé est-il coupable d'avoir publié tel libelle? posée devant le jury, ne l'appelait à répondre que sur le fait matériel de la publication, sans qu'il eût à se préoccuper de son caractère criminel. La décision sur ce dernier point était considérée comme une question de droit rentrant dans la juridiction du magistrat. C'était ce qu'on appelait la doctrine de lord Mansfield.

Une pareille théorie, dans la plupart des cas, mettait complètement la liberté de la presse à la merci du magistrat, dans lequel, quelles que soient les garanties qu'il puisse offrir, l'Anglais ne consent à voir qu'un fonctionnaire et un agent du gouvernement.

Il s'agissait de renverser la doctrine de lord Mansfield. Erskine entreprit la lutte; il était certain d'avoir contre lui la couronne et la magistrature, mais il n'hésita pas. Ce fut à l'occasion des procès du doyen de Saint-Asaph, poursuivi pour libelle, qu'il tenta de faire prévaloir les droits du jury.

Les poursuites sont souvent exercées en Angleterre, comme dans l'antique Rome, par de simples particuliers, ou même par des associations. Le citoyen ne s'y considère nullement comme désinvesti de toute participation aux fonctions sociales; il ne s'y réfugie point dans l'indifférence et ne s'endort pas dans l'inertie. Un autre usage du même caractère, c'est que souvent l'accusation ou le rôle du ministère public est confié à un avocat qui n'est revêtu d'aucun caractère officiel; il en résulte évidemment une plus équitable balance entre la défense et l'attaque, c'est une sécurité de plus pour l'accusé.

Ce fut un particulier, B. Fitz Morritz, frère du marquis de Lansdowne, qui commença les poursuites à la grande session de Denbigh.

Le crime reproché au doyen de Saint-Asaph était la propagation d'un libelle sous forme de dialogue entre un gentilhomme et un fermier.

L'Angleterre, à ce moment-là, était agitée par la question de la réforme parlementaire, à laquelle la déplorable issue de la guerre

d'Amérique avait donné une extrême vivacité. Des sociétés s'étaient établies dans les divers comtés pour parvenir à la réforme. Un des avocats éminents du barreau de Londres, sir William Jones, avait rédigé le dialogue entre le gentilhomme et le fermier. C'était la discussion, sous la forme la plus simple et la plus claire possible, des bases mêmes de la constitution anglaise.

Le gentilhomme, désigné par la lettre G., était censé présenter au fermier, désigné par la lettre F., une des pétitions que le comité réformiste faisait circuler. Nous citerons seulement la fin de ce dialogue; elle suffira pour en apprécier le caractère :

G. — Ne vous êtes-vous jamais imaginé qu'un État ou qu'une nation n'était qu'un grand club?

F. — Je ne me suis jamais rien imaginé, car je n'ai jamais réfléchi sur ce sujet.

G. — Pourriez-vous me dire dans quel but vous supposez que les hommes se sont réunis et ont formé des nations?

F. — Dans le dessein, je pense, de rendre leur vie aussi heureuse que possible.

G. — Croyez-vous qu'un roi ou un empereur ait forcé le peuple de s'associer?... Une armée, avec un roi ou un général à la tête, n'a-t-elle pas pu les forcer à se réunir?

F. — Un homme entre plusieurs ne peut jamais gouverner les autres sans leur consentement.

G. — Supposez cependant qu'une nation se choisit un roi ou un gouverneur, ne pourrait-elle pas lui donner un pouvoir et une autorité souveraine?

F. — Certainement; mais ils ne seront jamais assez fous, j'espère, pour lui donner le pouvoir de faire leurs lois.

G. — Et qu'aurait donc devrâit les faire?

F. — Toute la nation ou le peuple...

G. — Si la société était si nombreuse qu'elle ne pût se réunir en un même lieu?

F. — Le plus grand nombre devrâit alors en choisir un plus petit.

G. — Qui devrâit faire ce choix?

F. — Tous ceux, dans notre club, qui ne sont pas à la charge de la paroisse : un homme qui a recours à l'inspecteur cesse d'être des nôtres, car dès lors il dépend de l'inspecteur.

G. — Avez-vous droit de voter dans une cité ou dans un bourg?

F. — Je ne vote nulle part.

Nous ne reproduisons pas le reste du dialogue, quoiqu'il fût de nature, par la rudesse primitive de la pensée et l'originalité de la forme, à donner une idée juste de la liberté anglaise si large, si forte, si sûre d'elle-même, liberté roide et presque brutale dans son expression,

mais dans son action toujours pacifique et modérée. Certes il y a là des violences de langage et un appel aux armes que nous ne saurions approuver. Nous n'aimons pas cette intervention du mousquet dans les discussions ; la civilisation, fille de l'Église, a horreur du sang, elle consiste en partie dans le plus haut prix attaché à la vie de l'homme et dans la supériorité de la raison sur la force, elle doit tendre, par conséquent, à faire disparaître de l'histoire des peuples ces moyens extrêmes que le désespoir peut seul légitimer.

Ce n'est pas par ces voies que les nations doivent chercher la liberté et le progrès. Le mécanisme de nos gouvernements modernes, la facilité des communications et de l'entente entre les citoyens, l'influence de l'opinion publique, ouvrent à l'esprit de résistance légale des routes bien autrement sûres. Il s'agit pour tout peuple de savoir profiter sans hésitation, sans fausses réserves, de toutes ces ressources que la marche du temps est venue mettre à sa disposition. C'est ainsi que l'Angleterre a procédé et qu'elle a pu donner le spectacle d'un pays libre échappant depuis cent soixante-dix ans à toutes les révolutions.

Le petit pamphlet fut l'objet de vives attaques. Le doyen de Saint-Asaph, beau-frère de l'auteur, avait contribué à le répandre, il pensa que la meilleure défense de ses intentions était de faire connaître à tous le dialogue. Il l'imprima avec ce court préambule :

« Les amis de la Révolution y reconnaîtront aussitôt qu'il ne renferme aucun principe qui ne soit appuyé des plus respectables autorités, aussi bien qu'à des raisonnements les plus incontestables.

« Si la doctrine qu'il effleure légèrement, ainsi qu'il convenait à un dialogue, est fausse, séditeuse, diabolique, lord Somers fut un incendiaire, Locke un traître et le parlement-convention une assemblée de démons ; mais, si ces noms font la gloire et l'orgueil de l'Angleterre, si cette convention affermit pour jamais notre liberté et notre bonheur, alors les doctrines proclamées dans ce livre ne sont pas seulement justes et raisonnables, mais constitutionnelles et salutaires, et ceux-là méritent des injures et des reproches, qui se sont si grossièrement mépris dans leur application <sup>1</sup>. »

Aux yeux d'Erskine, c'étaient les bases mêmes de la constitution et de la liberté anglaises qui se trouvaient niées par la poursuite contre une œuvre dont les idées lui paraissaient des vérités politiques incontestables. Aussi se jette-t-il immédiatement au milieu de la mêlée comme homme et comme citoyen.

« Dans une cause, dit-il en commençant son plaidoyer, où les droits les plus chers de la société sont liés à la défense d'un seul homme, l'avocat est appelé à un plus noble ministère ; les devoirs du citoyen s'unissent alors aux

<sup>1</sup> *Barreau anglais.*

obligations du défenseur; il se déshonore lui-même, il avilit sa profession et trahit son pays, s'il ne descend personnellement dans la carrière, s'il ne venge les droits de tous ses concitoyens attaqués dans l'accusé qu'il défend... Si votre verdict déclare l'accusé coupable, je veux être considéré comme son complice. »

Après avoir ainsi hardiment soutenu les idées, sinon la forme, du libelle, après avoir plaidé en outre sa thèse habituelle de droit pénal, *l'innocence par l'intention*, Erskine n'avait fait que la moitié de son œuvre. Il se trouvait, en effet, en présence de la doctrine de lord Mansfield et le fait de la publication ne pouvait pas être nié. Le doyen de Saint-Asaph ne s'en voyait donc pas moins menacé, quelle que fût l'opinion des jurés sur le but qu'il avait poursuivi. Erskine aborde la question des droits du jury :

« L'administration de la justice criminelle dévolue au peuple, dit-il, est la base de toute liberté; tant qu'elle subsiste, aucune tyrannie n'est possible; du moment où elle est renversée, la liberté doit tomber avec elle, parce qu'alors la justice est remise entre les mains d'hommes qui, quelque indépendants qu'on les suppose, ne sont jamais unis au peuple par un intérêt commun. »

L'orateur retrace alors à grands traits l'histoire du jury, lutte de la liberté contre le despotisme; il rappelle les affaires Penn et Mead en 1670; celle des sept prélats sous le roi Jacques. Il fait remarquer que, pendant toute la domination des Saxons et même longtemps après l'établissement des Normands, l'administration de la justice, soit civile, soit criminelle, est restée tout entière entre les mains du peuple, sans nulle intervention de magistrats nommés par la couronne; c'est là le principe de la législation anglaise, principe qui trouve son triomphe et son couronnement dans la cour des pairs d'Angleterre, tribunal suprême de tout le royaume, sans que jamais elle ait reçu aucune délégation de la royauté.

Les efforts d'Erskine furent inutiles, le doyen de Saint-Asaph fut condamné; il obtint de nouveaux juges, et Erskine le défendit encore : il renouvela vainement sa lutte en faveur des droits du jury.

« Milords, disait-il en terminant dans ce second débat, ma cause est plaidée... Certes, il n'est pas de mon intérêt de combattre les autorités qui émanent d'une Cour près de laquelle j'exerce... et, en ne considérant que moi, je me fusse contenté de la loi, telle que je l'ai trouvée;... mais, plein de l'opinion que j'ai toujours eue sur ce sujet, il m'était impossible d'agir autrement. Le premier précepte que je reçus dès mon enfance fut celui-ci : *Fais ce que dois, advienne que pourra*. Cette paternelle leçon, j'en conserverai le souvenir et aussi la pratique, j'espère, jusqu'au tombeau; je l'ai suivie jusqu'à ce jour et n'ai même pas à me plaindre qu'elle m'ait jamais coûté un



sacrifice temporel; elle m'a paru au contraire le guide le plus sûr à la prospérité ainsi qu'au bonheur, et je l'enseignerai comme telle à mes enfants; la persécution d'un honnête homme n'est pas possible en ce pays; le fût-elle, je ne mériterais pas ce nom si j'avais pu consentir, par quelque considération que ce soit, à me taire ou à mollir dans une question qui embrasse à elle seule toute la liberté de la presse, et, par elle, toutes les libertés publiques. »

Erskine avait gagné son procès devant l'opinion publique, et un bill, qu'il soutint à la Chambre des communes de concert avec Fox, vint bientôt consacrer, pour le jury, le droit si vaillamment réclamé par son illustre défenseur.

C'est ainsi que l'Angleterre a dû à ce dernier l'une des garanties fondamentales de sa liberté. On peut dire que le jury anglais est l'œuvre d'Erskine!

Nous arrivons à la période la plus difficile, mais aussi la plus glorieuse de la vie d'Erskine. La Révolution française venait d'éclater avec toute son énergie de diffusion et de propagande, elle appelait le monde tout entier à la reconnaissance et à la pratique des droits de l'homme; les cœurs les plus généreux de l'Angleterre avaient applaudi aux conquêtes que la liberté et l'humanité semblaient faire sur le continent; Erskine, avec ses amis Burke, Fox et tout le parti whig, s'était prononcé avec enthousiasme en faveur de la Révolution<sup>1</sup>; mais bientôt l'Angleterre trembla pour sa constitution nationale; une extrême effervescence s'était emparée des masses, au contact des théories françaises. Des négations audacieuses et des projets de réformes radicales, des publications incendiaires, des clubs, des factions, tout concourait à effrayer les pouvoirs. Le parlement s'était ému, un bill avait constaté l'existence d'une conspiration tendant à renverser la société, il était allé jusqu'à sanctionner et autoriser les emprisonnements illégaux, couvrant ainsi d'un voile les plus chères garanties du citoyen anglais.

Au milieu de cette réaction qui entraîna la plupart de ses amis, Erskine resta ferme, toujours debout sur la brèche, toujours dévoué à la liberté et prêt à la défendre. Il jugeait que c'était par elle qu'on pouvait lutter le plus efficacement contre toutes les tentatives de désordre; qu'il fallait faire aimer et respecter la constitution anglaise, précisément en montrant à quel haut degré elle poussait la générosité et la protection de tous les droits; que l'illégalité enfin était elle-même un premier trouble, qui ne pouvait qu'en enfanter d'autres. Il résista donc intrépidement à l'entraînement général, et sut, par un difficile courage, se séparer de ses amis et au besoin lutter contre eux.

<sup>1</sup> Pour eux, la révolution, c'étaient ses principes, et non les excès des hommes.

Sa tâche était devenue de toute façon délicate et rude. Le jury, représentant la nation aristocratique, propriétaire ou commerçante, avait participé d'une manière générale à la réaction, et ses verdicts en servaient toutes les craintes.

C'est dans cette situation, au milieu de ces passions déchaînées, qu'Erskine poursuit son œuvre et sa mission, impassible, serin, infatigable.

Le libraire Stockdale, avait imprimé un pamphlet contre la Chambre des communes et précisément contre les amis d'Erskine : c'était la défense d'Hastings, le célèbre gouverneur de l'Inde, poursuivi pendant douze années, pour les rigueurs de son administration, par cette même Chambre et acquitté enfin par la Chambre des lords; d'Hastings dont Erskine avait refusé d'être l'avocat. Mais Stockdale est poursuivi, et Erskine voit la cause de la liberté de la presse, celle même de la libre défense, menacée, compromise. Enfin, Hastings était accusé ! Burke, Fox, Sheridan, les orateurs les plus puissants, les plus émouvants, les plus incisifs de l'Angleterre, accablaient de leur éloquence l'ancien gouverneur général. Celui-ci, en définitive, avait-il été autre chose qu'un instrument, et la faute première ne devait-elle pas remonter plus haut, à ceux-là mêmes qui, de tout temps, avaient approuvé ou toléré de pareilles maximes de gouvernement ? Et puis qu'avait-on fait ? On avait violé la règle du secret en matière d'accusation. Les charges contre Hastings, brillamment, véhémentement exposées par Burke, avaient été publiées dans toute l'Angleterre avant même l'ouverture des débats.

Qu'avait fait de son côté le libraire Stockdale ? Il avait édité la réponse aux accusations, rédigée, non par Hastings, mais par M. Logan, ministre de l'évangile écossais, qui passait en revue et réfutait les charges sous la publicité desquelles on avait tenté d'accabler l'accusé.

C'était le droit élémentaire de la défense. Étudions la manière habile, élevée, nous dirions volontiers sublime, dont Erskine défend la liberté de discussion.

« Il est, dit-il, de la nature de toutes les choses grandes et utiles, soit dans le monde physique, soit dans le monde moral, d'avoir en elles je ne sais quoi de sauvage et d'irrégulier : il faut les accepter avec leurs défauts ou s'en priver. Le génie brise les entraves de la critique, mais ses écarts sont sanctionnés par sa majesté et sa sagesse lorsqu'il s'avance à travers les routes qu'il s'est tracées ; soumettez-le à la règle, et vous glacez ses élans. Les grands fleuves franchissent leurs rives durant l'hiver, entraînant dans leurs tourbillons les troupeaux qui s'engraissent dans les pâturages qu'ils fertilisent pendant l'été. De hautes digues eussent sauvé quelques bêtes du troupeau, mais le troupeau tout entier serait mort de faim. La tempête renverse nos demeures

res, détruit notre commerce, mais elle chasse les éléments paresseux qui, sans elle, enfanteraient la contagion. Ainsi la liberté, le dernier et le plus beau des dons que le ciel a faits à sa créature, veut être acceptée telle qu'elle est ; vous pouvez la soumettre à une honteuse régularité, la plier aux formes rigoureuses d'une loi sévère, mais alors elle ne sera plus la liberté, et il faudra vous résoudre à expirer sans murmure sous le poids de cette inexorable justice que vous aurez échangée contre la lumière d'une sage indépendance. »

. . . . .

Enfin il termine en demandant à la religion, à son cœur, à son âme de chrétien, une dernière et grande inspiration en faveur de l'innocence des intentions et de la liberté de l'esprit humain.

« Encore un mot, messieurs les jurés, et j'ai fini. Tout tribunal humain doit rendre la justice comme nous désirons qu'elle nous soit rendue un jour à nous-même. Alors, s'il faut admettre les principes que l'avocat général veut que l'on applique à mon client, que Dieu aie pitié de nous ! Au lieu de comparaître devant lui avec les consolations et les espérances de chrétiens, nous devons dire aux montagnes de se renverser sur nos têtes ; car qui de nous, après un mûr examen, pourrait présenter une vie innocente et pure de toute souillure ; mais j'espère humblement que notre miséricordieux Créateur nous jugera comme je désire que vous jugiez le prévenu ; qu'en ouvrant le livre de vie, et considérant l'ensemble de nos actions, s'il découvre que la charité, la bonté, remplissent le fond de nos âmes où lui seul peut lire ; que notre conduite, quoique mêlée de beaucoup d'erreurs échappées à notre infirmité, a cependant été constamment dirigée vers le bien, son œil scrutateur n'ira pas pénétrer ces replis cachés de nos vies pour nous punir sans égard à l'ensemble d'une existence dans laquelle les fautes sont quelquefois sorties des vertus elles-mêmes, et nos plus coupables offenses nées de nos plus pures affections. Non, messieurs, croyez-moi, telle n'est pas la justice divine, ou notre saint Évangile est un guide trompeur. »

Avions-nous raison de dire que les convictions religieuses, le sentiment chrétien, ont été le bonheur de cette éloquence. Quelle élévation et quelle puissance elle leur emprunte ! L'âme suit l'orateur étonnée de se trouver ainsi tout à coup transportée à une pareille hauteur et avec tant de naturel, de simplicité, de vérité ! La pensée de l'avocat semble s'égarer loin du prétoire. Elle domine la cause de tout ce que la religion a de supérieur aux affaires humaines, et cependant l'argument ne perd pas un instant sa précision et il est impossible d'imaginer rien de plus décisif et de plus concluant : nos petites passions modernes et notre mesquine incrédulité ont semblé vouloir bannir la religion des débats de la parole. L'antiquité, à laquelle cette incrédulité s'en réfère à tout propos, ne le comprenait certes point ainsi. L'homme grand, c'était à ses yeux l'homme religieux. Elle rendait au

moins cet hommage à la vérité morale qui, grâce à Dieu, a toujours plus ou moins triomphé et éclairé les intelligences à toutes les époques de l'humanité. Ce caractère auguste de la religion était donc à ses yeux le type suprême de la grandeur. Aux hommes de foi à ne pas souffrir que jamais opinion différente ou contraire puisse prévaloir; à eux de réagir, de leurs sentiments et de leurs œuvres, contre des idées étroites, basses, stériles; à eux de proclamer et de mettre en action la puissance de la parole et de la parole religieuse, chrétienne. Lorsque nous nous sommes mis à écrire la vie d'Erskine, c'est surtout là l'exemple, la leçon que nous avons voulu faire saillir dans cette noble existence, qui, soit au barreau, soit dans la vie politique, se résume comme au coin du foyer, comme dans ses convictions, par l'idée suprême du Christianisme.

Dès 1783, et après ses premiers plaidoyers pour le capitaine Baillie, l'amiral Keppel, le libraire Cannan et lord Gordon, Erskine, ainsi que nous l'avons dit, avait été envoyé à la Chambre des communes par les électeurs de Portsmouth. C'était un témoignage de reconnaissance pour ses efforts en faveur de la liberté, une preuve de sa célébrité déjà acquise, et en même temps une nouvelle voie qui s'ouvrait devant lui pour la défense et le triomphe de ses sentiments. Il n'y fit pas défaut. Son inébranlable fidélité à ses principes, la constance de ses amitiés, le talent qu'il apportait au service de sa cause, tout cela devait lui faire et lui fit dans l'opposition whig une haute situation. Il devint l'ami et le second de Fox, et, à l'époque où nous sommes arrivés, il combat à la tribune contre ces mêmes mesures d'exception dont nous l'avons vu l'adversaire à la barre et devant le jury. Les destitutions arbitraires, les monopoles, les attaques contre le droit de réunion et la liberté de la presse, rencontrent en lui un ennemi obstiné. Il lutte contre Pitt. Il ne veut pas de la guerre avec la France. Il appelle les Français « les géants des temps modernes. »

Sur ce théâtre, Erskine n'est pas au premier rang. Il a devant lui Shéridan, Burke, son ami Fox. Ce sont là de grands orateurs, qui font à ce moment revivre à la tribune anglaise les plus beaux temps de l'éloquence, qui fournissent à cet art merveilleux d'éblouissantes, de sublimes pages. Ils gardent là leur primauté, comme Erskine conserve la sienne dans le domaine de la justice et des lois.

Nous arrivons à un débat qui exigea plus directement encore d'Erskine ce courage rare et difficile de se mettre en hostilité avec ses propres amis et son parti.

Il s'agit de Thomas Payne, le conventionnel.

Burke ayant publié son traité contre la Révolution française, Payne y répondit par un autre pamphlet intitulé *des Droits de l'homme*. C'était une apologie républicaine. La libre discussion pouvait-elle aller

jusque-là sous la constitution anglaise ? Erskine le soutint avec un grand nombre d'auteurs nationaux, et notamment avec les ouvrages de Burke lui-même. « Messieurs, put-il dire, dans ce grand et déplorable débat, Edmond Burke et Thomas Payne ont combattu sur le même terrain. »

Mais les passions étaient tellement excitées contre Payne, son livre, et tout ce qui pouvait à ce moment entretenir l'agitation populaire, qu'Erskine dut commencer par poser et revendiquer l'indépendance de la barre anglaise. Il le fait de ce mode fier et élevé qui lui était familier.

« Je voudrais pour toujours, déclare-t-il, et à tout hasard, affermir la dignité, l'indépendance et l'intégrité de la barre anglaise, sans laquelle nous ne pouvons espérer une justice impartiale, le plus précieux des avantages de notre constitution. »

Il pose la question :

« Il s'agit de savoir quelle est la nature et l'étendue de la liberté de la presse anglaise. »

Il résout cette question dans la proposition suivante :

« La proposition que j'ai dessein de soutenir comme base de la liberté de la presse, et sans laquelle elle n'est qu'un vain mot, est celle-ci : Tout homme qui n'a pas l'intention d'égaler les autres, mais qui veut les éclairer et leur transmettre ce qu'à tort ou à raison il regarde en son âme et conscience comme la vérité, peut s'adresser à la nation et lui proposer ses principes, soit pour le gouvernement en général, soit sur celui de notre pays en particulier. »

« Il peut analyser les principes de la constitution, signaler ses erreurs et ses défauts, examiner et publier ses vices, avertir ses concitoyens de leurs désastreuses conséquences, employer enfin toutes les facultés de son intelligence à montrer les changements avantageux que réclament des institutions qu'il regarde comme radicalement mauvaises ou comme corrompues par les abus. Ce droit, tout sujet de ce pays peut l'exercer, s'il ne considère que ce qu'il croit devoir lui être avantageux et s'il ne cherche qu'à faire passer dans les esprits une conviction puisée dans des raisonnements tirés de la conscience. »

Il ajoute, en rappelant le passage du Nouveau Testament : *si elle vient de Dieu, elle prévaudra* :

« Laissez la raison combattre la raison, les arguments détruire les arguments, et tout bon gouvernement demeurera stable... *Toute notre histoire démontre que plus libre a été la presse, plus stable et plus tranquille a été notre gouvernement.* »

Il cite Johnson :

« Le théâtre et la presse sont pour nous deux sentinelles avancées; si nous les éloignons, si nous les aveuglons, si nous les jetons dans les fers, l'ennemi va nous surprendre<sup>1</sup>. »

Enfin il rappelle ce mot de Cromwell à propos de l'*Oceana* d'Harrington :

« Qu'il reprenne son livre : si mon gouvernement doit subsister, il n'a rien à craindre d'une BOULETTE DE PAPIER. »

Payne fut condamné. Erskine, qui avait été nommé par le prince de Galles (protecteur de l'opposition comme tout prince héréditaire) son procureur général, perdit sa place. Il s'en consola en pensant qu'il avait obéi à sa maxime : *Fais ce que dois...*

Il eut bientôt l'occasion de prouver qu'il savait faire la différence entre la discussion et l'attaque, et ce fut Thomas Payne lui-même qui se chargea de la faire naître par un pamphlet contre le christianisme.

Ici nous allons trouver l'homme tout entier, c'est-à-dire le chrétien. Nous allons pénétrer jusqu'à la source même de toutes ses convictions et de tous ses actes. Il ne s'agit plus d'atteintes aux choses d'origine humaine. Ce ne sont pas de simples théories individuelles qui sont en cause, c'est le fondement même de toute société et de toute liberté, c'est la véritable base de toute politique. Erskine n'est libéral que parce qu'il est chrétien. C'est là le lien de toutes ses pensées et le principe de toute sa conduite. Écoutons-le sur ce sujet.

Le nouveau livre de Thomas Payne avait été poursuivi. L'auteur, réfugié en France, n'avait rien à craindre. Les idées seules étaient en jeu. Erskine, avec la noble initiative du citoyen anglais, publie un mémoire à l'appui de la poursuite. C'est là que nous trouvons le résumé de ses théories sociales.

« Messieurs... Le sentiment religieux et moral du peuple anglais est l'ancre de salut qui peut maintenir l'État au milieu des tempêtes qui agitent aujourd'hui le monde. Si la masse du peuple était détournée des principes de la religion, fondement de cette humanité et de cette bienveillance qui a été si longtemps notre caractère national, au lieu de m'associer, comme je l'ai fait plusieurs fois, à des plans de réforme politique, je fuirais dans le coin le plus reculé du monde pour éviter de telles agitations, et je supporterais non-seulement les abus et les imperfections qui se mêlent à notre sage gouvernement, mais le plus mauvais gouvernement de la terre, plutôt que d'aller entreprendre une œuvre de réformation avec une multitude affranchie de tous les liens du christianisme, et qui n'aurait d'autre idée de l'existence de Dieu

<sup>1</sup> Passage de Johnson.

que celle qu'on peut recueillir de l'observation de la nature, comme l'entend M. Payne, sans promettre de récompense à venir pour animer le bon à la poursuite glorieuse de la prospérité humaine, sans menace de châtement pour effrayer le méchant qui voudrait la détruire à sa naissance. »

Il s'explique sur la libre discussion :

« Je n'ai pas d'objection à la controverse la plus étendue et la plus libre sur les points fondamentaux de la religion chrétienne; et, quoique la loi ne le permette pas, je ne redoute point les raisonnements du déiste contre l'existence du christianisme même, parce que, suivant les paroles de son divin auteur, s'il vient de Dieu, il survivra. Je ne redoute pas un livre de raisonnement, mais je ne saurais souffrir un livre d'outrage, » etc., etc.

Il revient au christianisme au point de vue de la liberté et des réformes sociales, et comme principe et condition de tous les progrès de l'humanité.

« Messieurs, je ne puis finir sans exprimer ma vive douleur de toutes les attaques essayées contre le christianisme par des écrivains qui se donnent pour les premiers promoteurs des libertés civiles du monde. Sous quels autres auspices que ceux du christianisme les libertés du monde, autrefois perdues, ont-elles été reconquises? Quel autre zèle que celui des chrétiens fervents a consacré les libertés anglaises? Et même, de nos jours, sous quelle autre sanction la liberté et le bonheur sont-ils répandus dans les régions les plus éloignées de la terre? Quelle œuvre de civilisation, quelle grande communauté sociale, cette sauvage religion de la nature a-t-elle jamais établie? Nous voyons, au contraire, des peuples qui n'ont eu pour se diriger d'autres lumières que celles de la nature s'enfoncer dans la barbarie, ou esclaves sous des gouvernements arbitraires, tandis que, sous la dispensation chrétienne, le monde avance lentement, mais toujours plus éclairé à chaque pas, selon les prophéties de l'Évangile, et marchant, je le crois, pour dernier terme, vers un bonheur universel et éternel. Chaque génération de la race humaine ne voit se dérouler qu'un petit nombre d'anneaux de cette chaîne mystérieuse; mais, en faisant chacun notre devoir dans la condition qui nous est départie, nous sommes sûrs de remplir l'objet de notre existence. J'en ai la confiance, vous ferez le vôtre aujourd'hui<sup>1</sup>. »

Ainsi donc Erskine ne recule devant aucune liberté. Il croit de toute son âme au progrès social; il l'admet indéfini; il ne lui assigne pour terme que le bonheur universel et éternel du genre humain. Quel réformateur a jamais embrassé de ses vœux une plus large carrière! Mais c'est dans le christianisme seul qu'Erskine aperçoit ce bonheur et ce progrès. L'Évangile en est à ses yeux la condition et le moyen.

<sup>1</sup> Villemain, *Cours de littérature*.

C'est là, pour nous servir de l'expression d'un prélat français, du *socialisme chrétien*.

En même temps, et d'un mot, Erskine indique à tout chrétien sa voie, la voie des vocations si étrangement méconnue, si souvent oubliée de nos jours. « Que chacun, dit-il, fasse son devoir à la place que Dieu lui a marquée, et l'œuvre du bonheur général s'accomplira. »

Revenons encore quelques instants à l'avocat. Assistons encore à quelques-uns de ses triomphes au barreau.

C'est la question de trahison indirecte qui se présente de nouveau devant lui en 1794. Son client, Thomas Hardy, est accusé d'être en relation avec les révolutionnaires français; il a été secrétaire d'un club, il a correspondu, parlé et agité. Il se trouve enveloppé dans le bill du parlement qui a proclamé l'existence générale et permanente d'une conspiration contre l'ordre social et la constitution nationale. Le corps des preuves avait été réuni par le parlement lui-même en même temps que par la couronne. Thomas Hardy et Horne Tooke étaient présentés comme les grands, les dangereux et coupables instigateurs de tous les troubles du moment. Erskine avait à lutter contre l'influence et presque contre l'hostilité directe de tout un immense parti qui demandait un exemple.

Son plaidoyer, nous dit M. Villemain, est un chef-d'œuvre dans l'art de la défense moderne.

Il commence par établir, comme dans la défense de lord Gordon, la nécessité de l'*intention du crime*. Il rejette la responsabilité des conséquences qui n'ont été ni prévues ni voulues. Les actes apparents eux-mêmes ne doivent être interprétés que d'après la pensée de leur auteur. C'est toujours au dessein formé par ce dernier qu'il faut en revenir.

Mais, au fond, de quoi s'agissait-il? D'immoler un holocauste à la peur, de violer le droit et la loi dans un intérêt prétendu d'ordre public, comme si l'ordre existait en dehors de la justice! C'est là le côté de la question qu'Erskine aborde avec un haut courage et une merveilleuse puissance de raisonnement et de persuasion. Vous parlez, dit-il, de l'anarchie française; mais quel est précisément son malheureux caractère? C'est la privation des garanties légales. Vous allez donc l'imiter en prétendant la combattre. C'est vous qui allez la propager.

« Il n'y a pas, ajoute-t-il, de pire désordre que d'être privé de lois claires et positives. »

Il défend alors non moins hardiment toute la partie des actes de son client qui n'avaient pour objet qu'une réforme parlementaire, les



droits de l'homme et les libertés du pays. « Ce sont là, s'écrie-t-il, les principes mêmes de la révolution de 1688, » et ces principes, il « les atteste devant le tribunal; qu'on en prenne note... »

C'est pour lui-même qu'il plaide; c'est pour « la sécurité sous la loi de nos libertés et de nos vies. » La mesure dont nous nous serons servis pour le prochain sera la même pour nous...

Il termine par d'éloquents appels à la charité chrétienne et à l'apaisement des passions.

Les jurés se retirent pour délibérer.

Une grande foule entourait le prétoire. Elle était bien loin de partager l'animosité qu'une partie de l'aristocratie et les intérêts coalisés portaient et témoignaient à l'accusé. Les projets de réforme politique et sociale avaient, au contraire, excité dans les masses des sympathies vives et profondes. Au milieu du spectacle de liberté que présente la constitution anglaise, il y a des tableaux d'affreuse misère qui désolent les âmes sur lesquelles la charité a quelque empire. L'extrême richesse et l'extrême pauvreté, ces deux fléaux des nations, d'après Plutarque, se coudoient là dans toute leur exagération. Les idées de changement et d'amélioration avaient donc rencontré des échos nombreux et violents. L'éloquence d'Erskine si sereine, si haute cependant, si pleine toujours du respect de la loi, enflamma néanmoins, et bientôt une espèce d'émeute éclata. La justice et la loi étaient menacées. Ce fut à Erskine lui-même que les juges s'adressèrent pour qu'il apaisât ces flots qu'il avait involontairement soulevés. Il sortit. La foule se tut à son aspect; et là, devant ces masses populaires, il plaida, et avec le même succès, la cause de la légalité, sauvegarde de tous. Il leur montra que c'était là, en définitive, l'appui de l'accusé, son espoir, son recours et son salut comme celui de tout Anglais. Il obtint de leur frémissante impatience d'attendre dans l'ordre et dans le calme le verdict des jurés.

Hardy fut acquitté.

Mais ce procès est resté mémorable dans les annales du barreau anglais. Il ne fut pas seulement l'occasion d'un grand développement d'éloquence de la part d'Erskine et d'un acte de haute et forte impartialité du jury anglais : le verdict eut un immense retentissement et un puissant effet. Il réalisa ce qu'avait annoncé le défenseur de Hardy en faisant appel aux sentiments de conciliation et de charité : l'apaisement des passions s'ensuivit. Était-il un moyen plus éclatant, plus persuasif, plus exemplaire et plus efficace de prêcher l'ordre, le respect de la loi, la justice qui ne connaît pas la violence, enfin l'admiration même d'une constitution qui garantissait, contre l'intérêt au moins apparent des riches et des puissants, la liberté, les droits, la vie du moindre des citoyens anglais ! L'équité produisit l'ordre, véri-

fiant de nouveau et toujours cette parole évangélique souvent rappelée par Erskine : « Cherchez le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît. »

Nous ne nous lasserions pas de suivre cette éloquence si brillante et si vraie, mais nous devons cependant nous borner. Nous ne ferons qu'indiquer les procès de Walker, accusé d'avoir appelé l'étranger, et celui de John Frost, incriminé pour propos séditieux, toujours à l'occasion de la Révolution française. Nous ferons une dernière citation tirée de la défense d'Hadfield, que madame de Staël, dans son livre *De l'Allemagne*, présente comme un monument de l'éloquence moderne.

Hadfield, caché dans le parterre d'un théâtre, avait tiré sur le roi au moment où il paraissait dans sa loge. Un instant, et sur le coup, Georges avait reculé. On le crut frappé, mais immédiatement il s'avança avec un noble et ferme courage, et rassura le public bouleversé.

C'était le troisième auteur de tentative d'assassinat sur Georges III.

Au point de vue de la justice il n'y avait qu'une question : Hadfield était-il fou? Mais on en substituait une autre à celle-là : Un exemple n'était-il pas, dans tous les cas, nécessaire?

Après avoir établi la démence, Erskine discute la prétendue raison d'État, et c'est encore par un merveilleux effet, par un tout-puissant argument emprunté à la religion et à l'Évangile, qu'il termine :

« Messieurs, nous ne devons pas faire le mal pour en faire sortir le bien...

« Peut-être n'est-il pas de principe de religion que les saintes Écritures nous recommandent plus fortement que cette belle et encourageante leçon que nous donne notre Sauveur lui-même pour nous apprendre quelle confiance nous devons garder en la divine providence. Ne vous embarrassez point des soins de votre vie, en disant : Que mangerons-nous? que boirons-nous? de quoi nous vêtirons-nous? Mais cherchez d'abord le royaume de Dieu, et toutes ces choses vous seront données comme par surcroît. Cela ne veut pas dire que nous devons dédaigner le soin de notre vie ou négliger le moyen de la soutenir, ni même que nous devons repousser ce qui peut la rendre commode et heureuse, mais qu'il faut recevoir toutes ces choses comme elles nous sont données et ne pas chercher à les obtenir par la violation des règles et de l'ordre établi pour gouverner le monde. »

Erskine triompha, Il ne fut plus question de violer la justice au profit de la politique. La magistrature anglaise n'usurpa point le rôle de la Providence; elle ne crut point que le mal de l'iniquité pût jamais entrer dans les desseins de Dieu. Après la plaidoirie d'Erskine, lord Kenyon, qui présidait, déclara noblement que, dans son opinion comme dans celle de la cour, l'accusé ne pouvait être déclaré responsable, et le procureur général abandonna immédiatement l'accusation.

Erskine, nous l'avons dit, défendait à la tribune et tâchait d'y faire triompher dans les lois les principes qu'il soutenait avec tant de constance devant les divers tribunaux d'Angleterre. Nous l'avons vu lutter dans la Chambre des communes contre tous les bills d'exception que la gravité des circonstances et les menaces de troubles provoquaient de la part du gouvernement. De concert avec Fox, et à la suite des procès du doyen de Saint-Asaph, il fit triompher le bill sur les droits du jury qui consacrait les principes qu'il avait plaidés. Ce fut l'une des occasions où son éloquence s'éleva le plus haut devant la Chambre. Ses discours et ses plaidoyers sur cette question sont considérés comme le meilleur traité de la matière.

En 1802, nous le voyons redevenir procureur général du prince de Galles.

En 1804, il accepte le commandement d'un corps de volontaires, sous le nom d'*Association de la loi*.

En 1805, il défend l'amiral Calder comme il avait défendu Keppel, et son client est simplement réprimandé.

Le ministère Fox arrive aux affaires en 1806. Erskine est nommé membre du conseil privé, grand chancelier et président de la Chambre des pairs. Il est en même temps créé baron, et, comme à ses yeux sa lutte en faveur du jury, garantie des libertés légales de son pays, est son véritable titre devant la nation et la postérité, il prend pour armoiries douze jurés autour d'une table avec ces simples mots : *Trial by jury*, jugement par jury.

Lord Erskine continue à la Chambre des pairs son œuvre persévérante pour le droit et la liberté. Nous le trouvons notamment mêlé à deux des grandes questions de l'époque, questions tout à fois de justice et d'humanité. Nous voulons parler de l'émancipation des catholiques dont le refus, sur une terre prétendue de liberté, sera toujours incompréhensible, et la traite des noirs, si longtemps plaie et honte de la civilisation. Les Catholiques d'Irlande trouvèrent en lui un défenseur, et il appuya les pétitions, prépara et soutint les projets de lois dirigés contre le commerce des esclaves, associant ainsi son nom à celui de Wilberforce et des apôtres de l'humanité.

Il se prononça avec ardeur pour les Grecs, et soutint l'idée d'une alliance européenne contre le despotisme et la barbarie musulmane.

Il n'était pas de petite question pour lui, dès qu'elle pouvait éviter un mauvais exemple ou une souffrance. En 1809, nous le voyons défendre avec habileté un bill sur les sévices envers les animaux.

La parole et la plume sont les deux armes de notre époque. Erskine se servait de l'une et de l'autre. En dehors des productions littéraires que nous avons citées et qui témoignaient de la culture distinguée de son intelligence, il publia à diverses époques des travaux politiques.

Nous indiquerons notamment les *Considérations sur les causes et les conséquences de la guerre actuelle avec la France, 1797*; les écrits en faveur de la Grèce soulevée; un roman politique, *Armata*, et enfin sa préface des discours de Fox.

« Pour moi, dit-il dans celle-ci, en parlant de la cause que son ami s'était épuisé à défendre, j'ai toujours été convaincu que rien dans le monde n'est plus sacré que cette liberté; c'est d'elle que dépend le bonheur des hommes dans l'état de société. Les gouvernements, de quelque nature qu'ils soient, peuvent, par leur constitution, avoir d'immenses pouvoirs, mais il faut que les lois soient là pour restreindre les abus de l'autorité. Il est du devoir de tout ce qui pense et agit de prouver combien, sans porter atteinte à l'ordre et à l'obéissance, les droits sacrés du peuple peuvent être aisément conservés. »

Mais, nous l'avons dit, pour Erskine la première des causes, sa plus chère et sa plus haute conviction, c'était le christianisme. Il ne savait pas voir ailleurs le progrès et le bonheur de l'humanité. L'Évangile était pour lui le fondement de la dignité humaine et de la liberté, le résumé de toute vérité.

L'homme dont la parole et la plume avaient été si actives aurait été inconséquent et incomplet s'il n'avait pas défendu sa religion et travaillé à la diffusion et au triomphe de ce qui était à ses yeux le premier principe. Erskine ne fit pas défaut à ce nouveau devoir. Nous l'avons déjà vu prendre la plume contre Thomas Payne.

C'était là une simple escarmouche en faveur de ses convictions religieuses. Il ne manquait, au reste, dans ses plaidoyers aucune occasion de témoigner de sa fidélité pour elles. Nous avons montré à quel degré ils en étaient imprégnés, combien constamment il s'en inspirait. On sent là une étude et une méditation constante de la parole divine devenue ainsi la substance même de la pensée de l'homme. Erskine se crut obligé de faire davantage encore. Il composa et publia en faveur du christianisme des travaux remarquables par la force et l'originalité heureuse des démonstrations. Il plaidait sa grande cause. Il le fit avec un tel talent et une telle hauteur de vues, lui qui ne possédait cependant qu'une part de la vérité, que la pureté catholique n'a pas craint de lui emprunter ses œuvres pour la défense de l'Évangile. Rien ne pourra mieux, au surplus, initier le lecteur aux études et aux idées d'Erskine, que le résumé qu'il nous donne lui-même de sa démonstration chrétienne, il l'établit ainsi<sup>1</sup> :

1° Comme c'est un point de la plus haute importance dans l'étude d'une

<sup>1</sup> Nous empruntons cette traduction à l'ouvrage de M. de Genoude, la *Raison du Christianisme*, dans lequel il fait figurer Erskine parmi les grands défenseurs de la foi chrétienne.

religion, d'être pleinement convaincu qu'une connexion réelle existe entre le bonheur et la connaissance et l'amour de Dieu, je commence mes remarques par l'explication de la nature de cette connexion. Ici je m'efforce de montrer que l'objet d'une religion véritable doit être de présenter à l'esprit des hommes une image du caractère divin qui, non-seulement les mette en état de comprendre les principes de son gouvernement, mais qui encore engage leurs affections dans un rapprochement et dans une conformité avec ses principes.

« 2° J'ai fait quelques observations sur le mode d'après lequel la religion naturelle représente le caractère divin et s'adresse au sentiment et à l'intelligence de l'homme. Là, j'ai fait remarquer le grand avantage que possède un principe général de moralité, quand, faisant appel à des esprits constitués comme les nôtres, il s'offre à nous sous la forme d'une action intelligible et palpable, au lieu de demeurer dans la forme de pure abstraction.

« 3° J'ai cherché à démontrer que le christianisme possède cet avantage au degré le plus élevé; que les faits qu'il contient ne sont pas autre chose que les principes abstraits de la religion naturelle revêtus de plus d'évidence et d'efficacité; et que ces faits non seulement nous offrent une vivante représentation de la perfection du caractère divin, mais qu'ils ont en outre la force des arguments moraux les plus irrésistibles qu'un homme, sur quelque intérêt humain que ce soit, puisse offrir à l'un de ses semblables.

« 4° Je me suis efforcé d'analyser quelques-unes des causes de l'indifférence ou de la répulsion dont le véritable christianisme est trop généralement l'objet, et signaler la source des erreurs nombreuses où l'on tombe relativement à sa nature sur ce point, j'ai fait remarquer la répugnance de l'esprit humain à admettre tout argument contraire à ses inclinations favorites; l'opposition du christianisme au penchant qui domine le cours des affections de l'homme et les fâcheux résultats provenant de la pratique commune de tirer les notions religieuses plutôt des ouvrages humains que de la Bible elle-même. Ceux qui refusent de croire n'ont pas généralement étudié dans la Bible le système de la révélation, et conséquemment ils demeurent inaccessibles à cette évidence que fournit l'adaptation admirable de ses doctrines avec le caractère que ses préceptes tendent à inculquer en nous. J'ai également fait ressortir dans plusieurs de ces particularités cette coïncidence entre les doctrines et les préceptes de la Bible. Si le caractère chrétien est celui de la félicité véritable et immortelle, le système qui conduit à ce caractère doit être vrai nécessairement.

« 5° J'ai cherché à montrer la nécessité qui existe pour les hommes d'un système quelconque de rénovation spirituelle, et j'ai conclu du précédent argument qu'aucun système de ce genre ne pouvait avoir d'efficacité réelle, s'il ne ressemblait au christianisme dans sa structure ainsi que dans son mode d'action et d'autorité.

« 6° Enfin, j'ai montré la connexion qui se trouve entre les preuves extérieures et l'évidence intrinsèque de la révélation. »

Citons une pensée qui achèvera de faire comprendre le christianisme de ses idées et de son âme :

« La croyance en l'Évangile, dit-il, embrasse donc non-seulement les impressions correspondantes aux faits extérieurs qu'il contient, mais aussi les impressions correspondantes aux qualités morales et aux conditions qui sont attribuées dans ce livre à Dieu et à l'homme... La perfection de notre caractère dépendra de celle de l'impression que nous aurons reçue de l'Évangile. »

Telle est cette vie si parfaitement, si noblement remplie. Erskine n'avait manqué à aucune de ses convictions. Il les avait toutes défendues ; il leur était resté irrévocablement fidèle.

Un trait couronne son existence. Il mourut pauvre.

L'aîné de ses fils était ambassadeur aux États-Unis et représentant de Portsmouth. C'est en venant d'accompagner par mer un autre de ses enfants à Edimbourg qu'il sentit ses forces mortellement atteintes. Il se fit transporter chez son frère, au château d'Almontale, et rendit le dernier soupir sur cette vieille terre d'Ecosse dont il avait si bien suivi les traditions de liberté.

Ses contemporains ont élevé dans Westminster-Hall un monument à celui qu'ils ont glorifié du nom de *grand défenseur de la liberté britannique*.

Défense de la liberté, défense de l'humanité, défense de la justice et de la religion, c'est là en effet toute l'existence d'Erskine. Il l'a vouée tout entière à ces grandes causes ; puisant dans ses convictions chrétiennes la pureté et le dévouement, l'amour des hommes, de leur dignité et de leurs droits, il a persévéramment et vaillamment combattu. Il pouvait s'appliquer à lui-même ses propres paroles et dire qu'il avait fait son devoir, tout son devoir dans la condition où la Providence l'avait placé et selon le rôle qu'elle lui avait départi. Au devoir il avait ajouté la gloire, qui ne gâte rien, mais illumine, au contraire, de son reflet la cause en même temps que le défenseur. Erskine a su bien mériter de la liberté, de la justice, de la patrie et de Dieu. Souhaitons-lui de nombreux imitateurs pour l'amour de l'humanité.

Nous venons de parcourir avec le lecteur cette carrière illustre et si bien remplie de lord Erskine. Dans quel but ? Nous l'avons indiqué : pour rendre plus saillant, plus frappant pour les esprits, le spectacle des heureux, des féconds effets de la liberté légale, la liberté légale ! cette condition et ce fondement de toute dignité chez un peuple.

C'est plus encore peut-être la loi que la liberté qui forme le trait principal du caractère anglais. La liberté, elle a subi en Angleterre, comme partout, de rudes, de cruels outrages au nom de la prétendue raison d'État, voile des intérêts de personne ou de caste. L'aristocratie anglaise, unie à la couronne, a fait parfois bon marché des droits et des garanties individuelles, lorsqu'elle y a vu un danger pour son pouvoir. Mais, chose remarquable ! l'arbitraire lui-même s'y fait légal. Il lui faut la consécration de la loi. Ce sentiment de la légalité, du res-

pect de la loi est porté si loin et si haut, que, dans les plus grandes questions, c'est le dernier et le plus décisif argument. L'illustre lord Chatam discute la guerre d'Amérique et les mesures qui ont été prises; il se plaint d'atrocités, de choses monstrueuses, et, à la fin d'un discours plein de force, il ne croit pas qu'il y ait rien de plus puissant que ces simples mots par lesquels il termine : « Milords, je crois que cela est contre la loi. »

Au milieu des excitations les plus vives de la politique et de l'humanité, l'orateur anglais professe son respect des *garanties légales*. Nous avons parlé du procès de l'ancien gouverneur des Indes, Hastings. Ses cruautés, ses perfidies prétendues, avaient soulevé des animosités ardentes. Il était accusé avec passion. Il avait agi au nom de la raison d'État, ou il s'en couvrait. Les preuves étaient si éloignées, qu'il devait être difficile de les rassembler. Écoutez cependant comme les accusateurs du proconsul indien sont obligés de se défendre devant l'opinion de toute pensée d'atteinte à la loi. Nous sommes devant la Chambre des lords. C'est Shéridan qui parle :

« Vos Seigneuries, j'en ai la confiance, dit-il, ne croiront pas que, si je demande une réparation nécessaire pour l'honneur anglais, je veuille pour cela qu'on fasse un exemple sur le prévenu sans avoir la preuve complète et légitime de sa culpabilité. Non, milords, nous le savons bien, c'est la gloire de la constitution anglaise, que ni le bruit de la commune renommée, ni le caractère d'un homme quel qu'il soit, ni l'ascendant et le pouvoir d'un accusateur, ni l'intérêt moral et politique, ni même la secrète conviction de culpabilité, que le juge peut renfermer dans son sein, n'autorisent une cour anglaise à rendre sentence pour toucher un cheveu de la tête ou effleurer la propriété, la réputation, la liberté du plus pauvre sujet qui respire l'air de cette équitable et libre contrée. Nous savons, milords, que la culpabilité légale n'existe pas sans la preuve légale, et que la règle qui définit l'évidence est autant la loi du pays que celle qui définit le crime. Nous savons enfin qu'il faut non-seulement la réalité du crime et la conviction du juge, mais encore des preuves extérieures et des preuves morales tellement évidentes, que cette conviction, le juge ne puisse la refuser<sup>1</sup>. »

L'Anglais ne veut pas que sa fortune, son honneur, sa vie, soient livrés à l'instinct ou à l'impression d'un juge. Il ne consent à dépendre que de la loi. Elle seule décidera; seule elle fixera son sort.

Cette loi, au reste, s'est faite douce et maternelle pour les accusés. Toutes ses faveurs sont pour le prévenu. Toutes ses tendances sont pour la défense. Donnez à celle-ci l'égalité vis-à-vis l'accusation! Lui assurer la plénitude de son action, c'est là le but de nombreuses dispositions.

<sup>1</sup> Villemain.

L'usage de prendre dans le barreau les magistrats supérieurs et le chef de la justice pour tout le royaume est encore singulièrement favorable à tout le libre développement et à toutes les immunités de la défense.

Mais suivons l'accusation dans toutes les épreuves qui lui sont imposées.

La première question est celle de l'arrestation préventive. Arrachera-t-on, avant tout jugement, avant même de l'avoir entendu, un homme à sa famille, à son existence jusque-là paisible, à ses affaires? Va-t-on lui ravir ainsi la liberté, le ruiner peut-être, et, ce qui est pire encore, infliger à son honneur, par cette détention même simplement préventive, une flétrissure dont il aura beaucoup de peine ensuite à se laver complètement? Certaines législations, en Suisse notamment, exigent que nul ne soit arrêté que de l'autorité du tribunal lui-même. La loi anglaise n'est point aussi libérale; cependant elle impose encore d'utiles formalités. C'est ainsi qu'il ne dépend point du juge instructeur de délivrer un mandat d'amener sur sa simple opinion de l'utilité de la mesure. Le mandat doit être motivé, et, s'il ne repose pas sur des raisons légales, le juge peut être poursuivi par la partie offensée dans son droit. Les délits pour lesquels il peut y avoir lieu à arrestation préventive sont, au reste, fixés par la loi.

Le palliatif de l'arrestation préventive est la mise en liberté sous caution. Mais il faut que le remède arrive promptement, sous peine de perdre de son efficacité. L'accusé doit être, en outre, certain de l'obtenir dans tous les cas où la loi juge qu'elle est possible. Dans tous les cas de ce genre, elle est forcée, d'après la loi anglaise. Le magistrat n'a pas le droit de la refuser, et il doit être statué sur la question avant même le jugement de mise en prévention.

Le jugement de mise en prévention doit précéder un moment toujours terrible pour un prévenu, celui où il sera envoyé loin des siens, loin de ses amis et de sa famille, à la prison du comté.

Le magistrat ne doit pas chercher à surprendre la culpabilité de l'accusé dans ses aveux ou ses explications, et, pour que celui-ci soit éclairé sur les résultats de ses actes et de ses paroles, il a droit à l'assistance d'un conseil dès le début et dans tous ses interrogatoires; le juge est tenu de l'avertir de cette faculté que lui offre la loi.

Nous arrivons ici à des dispositions admirablement libérales de la législation anglaise : toute la procédure criminelle y est publique. Nous ne parlons pas seulement des débats devant le tribunal et du jugement, premières conquêtes du principe moderne de la publicité sur l'ancien système des procédures occultes. Le progrès, en Angleterre, a été poussé jusqu'à son complément. La procédure préliminaire elle-



même, l'interrogation des accusés, l'audition de témoins, tout cela a lieu avec l'immense garantie de la publicité.

Mais une autre et bien plus puissante garantie se rencontre dans l'intervention du jury d'accusation qui, lui-même, entend les témoins, fait des enquêtes, inspecte les prisons.

Or n'oublions pas que, dès qu'on dépasse les questions de simple police, on rencontre le jury.

A l'audience, l'accusé a le droit de se taire. Le juge l'avertit même volontiers de son intérêt à cet égard. L'accusation ne recherche pas son aveu.

Les témoins sont entendus. L'avocat de l'accusé a le droit de les interroger directement comme l'accusateur et de procéder à un contre-examen.

Nous arrivons à la condamnation. Il faut, en matière criminelle, pour qu'elle soit prononcée, qu'il y ait l'unanimité des juges. Pourquoi? Parce que la culpabilité n'est pas une question de majorité. Parce qu'il s'agit, en définitive, et uniquement de savoir si le fait est certain où s'il y a doute, et que, dans le cas de doute, tous les principes de droit pénal, la justice et l'humanité sont d'accord pour exiger l'acquittement d'un accusé. Ce doute ne se rencontre-t-il pas dans le défaut d'unanimité des juges? De là l'exigence de la loi anglaise. Elle y ajoute celle de certaines preuves déterminées d'avance, quant à leur nombre ou à leur essence, et qui ont paru, au législateur, placé pour voir plus impartialement et de plus haut, constituer seule l'évidence de la démonstration et la certitude de la culpabilité.

Tout le monde connaît l'*habeas corpus*. C'est le moyen que la loi a employé pour assurer à tout accusé la certitude de la justice; il s'adresse au chancelier ou à l'un des douze grands juges. Ceux-ci sont tenus de donner immédiatement l'ordre de leur représenter le prisonnier qui se plaint. L'affaire suit alors son cours régulier. La législation américaine a rendu le jeu de l'institution plus sûr, plus efficace en augmentant le nombre des magistrats auxquels la plainte peut être adressée et qui sont obligés d'y déférer.

La responsabilité sérieuse, effective des fonctionnaires de tous ordres et de tous rangs, complète ce système de garanties.

« La responsabilité des agents du pouvoir, dit M. Rey dans son ouvrage sur les *Institutions de l'Angleterre*, y est établie d'une manière très-satisfaisante, au moins dans un assez grand nombre de cas, tandis qu'elle est si illusoire en France et dans les autres parties du continent. Tous les jours en Angleterre on attaque avec succès des juges de paix, des shériffs et toute espèce d'autres fonctionnaires publics.

Certes, nous sommes loin de vouloir défendre la justice anglaise

dans toutes ses parties. Elle manque du plus grand, du premier de tous les titres d'une bonne justice : elle n'est pas accessible aux pauvres. Elle est trop chère. A ce point de vue nous la réprouvons. Mais nous ne pouvons néanmoins nous empêcher de regretter que toutes les nations ne se trouvent point encore appelées à la jouissance des nombreuses garanties que dans ce pays de fière aristocratie la dignité et la sécurité personnelle, le droit et la liberté, rencontrent dans la loi.

ÉMILE JAY.

# DE LA TRÈVE DE DIEU

---

- I. *La Paix et la Trêve de Dieu*, par E. SEMICHON. Paris, Didier, in-8.  
II. *Histoire de la Paix de Dieu* (Geschichte des Gottes Friedens), par le docteur  
A. KLUCKHOHN. Leipsick, in-8.

L'établissement de la Trêve de Dieu est certainement un des faits les plus caractéristique du moyen âge, et nous sommes heureux que deux ouvrages parus simultanément, l'un à Paris, l'autre en Allemagne, nous donnent l'occasion et les moyens d'en entretenir nos lecteurs.

Nulle époque peut-être, plus que le dixième siècle, ne témoigne de cette contradiction entre le droit et le faire, entre la théorie et la pratique, que M. Guizot signale avec tant de raison comme un des caractères du moyen âge. Il ne faut pas en effet s'imaginer qu'à cette époque toute notion d'ordre social, toute trace d'institution régulière, ait disparu. La royauté que Charlemagne a faite si grande, qu'il a remise en possession des titres et du pouvoir que lui avait légués l'empire romain, la royauté subsiste, sinon comme une grande chose, au moins comme un grand nom. L'Église subsiste autrement forte, autrement vénérée, quoique elle-même cruellement atteinte par le malheur des temps. Les idées de liberté personnelle, de liberté territoriale, subsistent aussi ou ne sont pas au moins déniées; la terre libre, le *franc alleu*, n'est pas chose que l'on conteste en principe; l'homme libre, l'*ariman* ou le *rachimbourg*, là où il ne s'est pas volontairement dépouillé de sa liberté, peut en garder le titre, sinon en maintenir le fait. Ce n'est que plus tard qu'on dira : *Nulle terre sans seigneur*, et jamais on n'a dit : *Nul homme sans seigneur*. La liberté elle-même des villes, municipales romaines ou associations germaniques, n'est ni oubliée ni inconnue. Les villes la rappellent quand elles en trouvent l'occasion ; elles l'exercent quand elles ont le pouvoir. La féodalité elle-même, quelle que soit son origine, ancienne ou nouvelle, germanique ou gauloise, forme une hiérarchie régulière où tout s'échelonne, depuis le roi jusqu'au dernier possesseur de fief, où tous les rapports sont réglés, où tous les droits sont réciproques, où, à tous les degrés, il y a un ordre, une loi,

une justice, un jugement entre pairs, sinon efficace et réel, au moins admis comme règle, accepté comme principe. En toute chose il y a un ordre normal, conçu par toutes les intelligences, sinon respecté par toutes les passions.

Mais maintenant, cet ordre normal, encore si net dans la pensée, est, au dixième siècle, entièrement obscurci, sinon effacé dans le fait. En fait, la tentative de restauration semi-romaine du pouvoir et de l'ordre par Charlemagne a entièrement échoué : les invasions scandinaves du neuvième siècle, aussi redoutables que les invasions germaniques du cinquième; la faiblesse des Carlovingiens, et leur position mal assise entre les diverses nationalités européennes qui, en se séparant les unes des autres, les laissent sans appui, toutes ces causes ont anéanti l'œuvre du conquérant : il n'en reste que des souvenirs, des traditions, des idées, grande puissance pour l'avenir, faible puissance pour le présent. La royauté carlovingienne était impuissante, la royauté capétienne n'est plus que nominale. L'Église elle-même est envahie; la papauté est sans force au milieu des révolutions et des scandales de la Rome du dixième siècle, l'épiscopat devient féodal, les évêchés se donnent comme des fiefs, et l'investiture avec la crosse et l'anneau est conférée par les princes à des évêques de dix-huit ans, cuirassés, éperonnés et portant le faucon sur le poing; la loi du célibat est oubliée, la simonie infecte l'Église. La liberté de la personne et du territoire est désertée faute de pouvoir se défendre; l'*ariman* devient assal et le *franc alleu* devient terre-serve pour trouver un abri dans la servitude et un protecteur dans le suzerain. Les villes, également incapables de se défendre, voient leurs droits et leurs coutumes devenir une lettre morte. Enfin la hiérarchie féodale elle-même ne se fait pas plus respecter que toute autre, la suzeraineté pas plus que la souveraineté. Le vrai maître, le vrai souverain, la juridiction efficace quoique irrégulière, la loi vivante quoique barbare, c'est quiconque a une épée, quiconque a quelques hommes d'armes, quiconque surtout a un asile crénelé derrière lequel il peut défier ses ennemis : il y a en France autant de royaumes que de châteaux.

D'où un mouvement de restauration pouvait-il partir? par qui l'ordre régulier, admis en droit, pouvait-il revivre en fait? A côté du château, il n'y avait de force que l'Église : l'Église, partiellement envahie, mais intacte au fond, souvent attaquée, mais toujours puissante. A cette époque, où le toit domestique était serf, où la curie était détruite ou abandonnée, où le palais du roi lui-même était indigent et désert; l'Église et le château étaient les deux grandes forces et les deux grands abris, ayant chacune son rayon d'action et son genre de puissance; celui-ci plus armé et craint davantage, celle-là plus vénérée et plus intelligente; ayant, l'un la force, l'autre le droit; l'un le pou-

voir, l'autre l'autorité, l'un le fait, l'autre la mission. Chacun d'eux avait tellement ses armes propres, qu'il ne devait pas essayer celles de l'autre. Lorsque plus tard on détermina les privilèges des églises, il fut statué que l'église n'en pouvait jouir si elle était fortifiée; le clerc, s'il portait les armes, n'avait plus les franchises du clerc. Le clerc ne devait pas être chevalier, l'église ne devait pas être château.

Ce fut donc l'Église qui eut l'initiative dans le travail de reconstitution de la société, dans le rétablissement de l'ordre contre la force, dans la guerre contre la domination exclusive du fait. Et l'Église, à cette époque où la papauté était lointaine et éclipsée, où l'épiscopat, au moins dans le Nord, subissait trop le contact féodal, où la simonie et le concubinage entachaient trop souvent le clergé séculier, l'Église trouvait surtout sa force dans les ordres monastiques. Dieu avait suscité saint Benoît et ses disciples pour être l'appui de l'Église en ses plus mauvais jours. Aussi est-ce dans le Midi, moins féodal que le Nord, sous l'influence de cette illustre abbaye de Cluny, la grande dépositaire de la sainteté dans la France d'alors, que le mouvement de régénération devait prendre naissance et qu'en ces siècles de guerres incessantes le mot de paix allait être prononcé.

En ce moment où l'épée était la seule dominatrice reconnue, le droit de guerre le seul droit vraiment envié, les châteaux forts les seules sauvegardes qui fussent au monde, le mot de *paix* contenait une véritable révolution. C'était une insurrection du droit contre le fait et de l'ordre contre la violence, mais c'était une insurrection. L'Église ne l'essaya pas sans réflexion et sans crainte. Ce fut en vertu d'un ordre descendu du ciel que des conciles, réunis dans le midi de la Gaule vers la fin du dixième siècle, véritables assemblées nationales où le seigneur siègeait à côté de l'évêque et où les hommes d'armes étaient debout à côté des moines, prononcèrent le nom et imposèrent pour la première fois le serment de la paix. Ils demandèrent à ces suzerains d'abdiquer leur droit de guerre, et de remplacer leur turbulente et belliqueuse souveraineté par l'autorité plus forte et plus régulière d'une association pacifique et armée. Ils mirent au service de la paix ces sanguinaires et orgueilleuses épées. Entre les mains des évêques, sur les reliques des saints solennellement apportées des contrées les plus lointaines, on jura de garder la paix et de la faire garder à autrui; de respecter les clercs, pourvu que les clercs ne fussent point en armes; de respecter les églises, pourvu que les églises ne fussent pas crénelées, non-seulement les églises, mais, pour que leur protection fût plus tutélaire, un espace de trente pas autour des églises. C'est ce qui fut proclamé par vingt conciles dans les dernières années du dixième siècle et dans les premières années du onzième, dans le midi de la France d'abord et sur la simple initiative épiscopale, dans le nord de la

France ensuite, et sous la faible protection ou, pour mieux dire, avec le timide assentiment de l'autorité royale. Pour rendre le serment plus sacré, on voulut le fortifier par le jeûne : on s'engagea à jeûner le vendredi au pain et à l'eau, à s'abstenir le samedi de chair et de vin, abstinence jusque-là inconnue et par laquelle l'Eglise sanctionnait les engagements de la paix<sup>1</sup>.

Et cependant il s'en fallut de beaucoup que l'ennemi fût vaincu. Ces associations, jurées dans quelques provinces par quelques seigneurs, trop aisément délaissées en ce siècle où les serments les plus redoutables étaient prêtés avec la foi la plus enthousiaste et oubliés avec la facilité la plus naïve, n'avaient pas changé la face de la France. L'épée régnait toujours, le château était toujours debout, l'église n'était guère plus sûre, la chaumière tout aussi exposée. Le clergé comprit qu'il avait trop demandé à ce siècle guerrier en lui demandant la paix; il ne lui demanda plus que la trêve (je prends ces mots dans le sens moderne; car, dans le sens du moyen âge, le mot de *treuga* indique un accord et une cessation d'hostilités tout aussi durable que le mot de *pax*). Le clergé abandonna (dure concession!) plusieurs jours de la semaine aux vengeances plus ou moins régulières, au droit de guerre plus ou moins légitime; mais il demanda grâce pour le jour du Seigneur : ce fut là la trêve la plus étroite, des nones du samedi aux matines du lundi. Ailleurs, et un peu plus tard, il se hasarda encore à demander grâce pour le jeudi, qui est le jour de l'Ascension; pour le vendredi, jour de la Passion; pour le samedi, jour de la Sépulture. Presque partout il demanda grâce pour les temps bénits de l'Avent et du Carême, pour les grandes fêtes, pour leurs octaves, pour les fêtes et les vigiles des apôtres. Il trouva moyen de faire commencer le Carême le lundi gras et de le faire durer jusqu'à l'octave de la Pentecôte. On peut dire que, par une ruse innocente, l'Eglise arrivait à reprendre en détail ce qui en masse lui avait été refusé. Les jours de trêve imposés par le concile de Tuluges, en 1041, et par la plupart des autres ordonnances ecclésiastiques, ne devaient guère monter à moins de trois cents par an.

Le droit de guerre subissait d'autres restrictions, et celles-là étaient permanentes. Pour les clercs, pour les moines, pour les religieuses, pour l'église et son enceinte jusqu'à trente, quelquefois soixante pas de distance, pour le paysan, pour sa demeure, pour son vêtement, pour son bœuf ou sa vache, pour ses poulains mêmes, pourvu qu'ils fussent âgés de moins de six mois et ne pussent encore servir à la guerre, pour le berger et ses moutons, pour l'écolier, pour le mar-

<sup>1</sup> Concile de Charroux (diocèse de Poitiers), 989; — de Narbonne, 990; — de Limoges, 994; — du Puy, 998; — de Poitiers, 1000; — Beaucoup de conciles dans le nord de la France, 1002-1004; — Concile d'Ayry (diocèse d'Auxerre), 1020; — Décrets d'Amiens et de Corbie, 1031; — de Soissons et de Beauvais, 1025.

chand, pour le voyageur, pour tout homme allant à l'église, pour les femmes et pour les hommes qui accompagnaient une femme, la sauvegarde fut permanente, la paix fut perpétuelle. En certain lieux, une protection particulière veilla sur l'olivier qui donne le saint chrême. Ainsi rétréci et dans l'espace et dans le temps, le droit de vengeance et le droit de guerre, condamnés à se heurter sans cesse à quelque chose de sacré, n'ayant jamais plus de trois jours pour leurs plus longues campagnes, ne devaient plus être, si cette loi de l'Eglise devenait efficace et générale, qu'un reste d'eux-mêmes et une ombre de ce qu'ils avaient été.

Et, de toutes parts, l'enthousiasme du peuple se hâtait de généraliser le vœu de l'Eglise. Cette fois encore, l'avis en était venu du ciel, et le saint abbé de Cluny, Odilon, qui en avait reçu l'inspiration d'en haut, s'efforçait de la répandre partout. Les événements servaient à la propager. Lorsque, après trois années de pluie et de disette, une année d'abondance vint consoler les peuples, ils ne surent mieux témoigner leur reconnaissance qu'en proclamant la trêve de Dieu, avec l'abstinence de vin le vendredi et de chair le samedi (concile d'Aquitaine, 1033). Ailleurs ce fut la peste qui vint seconder les prédications, infructueuses jusque-là, de Richard, abbé de Verdun; on vint de tous les côtés lui demander quelques gouttes d'un vin dont avaient été humectées les saintes reliques; on en but, on guérit, et on jura la paix (1041). La propagation se fit d'abord, comme elle s'était déjà faite, dans le midi de la France (l'Aquitaine), sous la protection des grands établissements monastiques et des traditions antiféodales de l'esprit romain. De là la trêve de Dieu gagna peu à peu le Nord, gagna promptement la Normandie, où les fils de Rollon exerçaient une sévère justice. Née pour ainsi dire dans les Pyrénées, elle se développa promptement en Espagne; arriva de bonne heure en Angleterre, grâce au saint roi Edouard le Confesseur; plus tardivement en Allemagne, parce que, selon M. Kluckhohn, l'empire, mieux réglé, en avait moins besoin; plus tardivement encore en Italie, où certes le besoin en était grand et ne cessa guère de plusieurs siècles. Dans plus de quatre-vingts conciles, par toute l'Europe, la *grande paix* fut instituée, jurée sur les reliques, garantie par les promesses des grands, les vœux du peuple et les anathèmes de l'Eglise<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Synode de Tuluges (diocèse d'Elne en Roussillon), 1027; — Concile de Bourges, 1031; — de Limoges, qui n'est qu'une répétition de celui de Bourges, 1031; — d'Aquitaine, 1033; — de Bourges, 1038; — de Tuluges, 1041; — Lettre du clergé d'Aquitaine au clergé d'Italie, pour lui faire connaître l'institution de la Paix et l'engager à l'imiter, 1041; — Prédication de Richard, abbé de Verdun, 1041; — Concile d'Auxonne dans la marche d'Espagne, 1041; — de Saint-Gilles, près de Nîmes, 1042; — Synode de Caen, 1042; — d'Elne, 1047; — Concile de

La trêve de Dieu était proclamée; mais il fallait qu'elle fût respectée. Et quelle force en assurait le respect? En ces siècles de foi, mais d'une foi souvent inconséquente, il ne faut pas croire que les anathèmes de l'Église inspirassent partout et toujours une égale terreur. L'excommunication fut plus d'une fois méprisée; l'interdit, qui mettait le deuil sur toute une contrée afin de réduire à la pénitence un seul pécheur, attrista souvent les peuples plus aisément qu'il n'amena le pécheur au pied des autels; la cessation du service divin dans les chapelles des châteaux n'amena pas toujours à merci le châtelain mécréant. On établissait des peines temporelles pour la rupture de la paix, l'amende, l'exil, la perte d'une main, la mort; mais ces peines, les juges manquaient souvent pour les prononcer. On soumettait les accusés aux épreuves imposées par la loi barbare; mais, pour l'épreuve du serment, les témoins complaisants et parjures ne manquaient pas toujours; dans l'épreuve de l'eau froide, que l'Église préférait comme plus humaine et plus douce, il eût fallu un miracle pour dénoncer le coupable. A toutes ces lois, il fallait une force qui les appuyât. Il fallait à la paix son armée.

L'Église la lui donna, et cette armée, ce fut tout le monde. Il m'est impossible de ne pas me rappeler ici une situation tout à fait analogue dans laquelle nous-mêmes nous nous sommes un instant trouvés. Dans les premiers mois de 1848, n'avons-nous pas vu les armes mises aux mains de tout le monde, faute de pouvoir les ôter à quelques mains dangereuses, et Paris ne pouvant se préserver du fusil de quelques bandits qu'en remettant un fusil au dernier compagnon maçon du faubourg Saint-Marceau? C'était certes un remède extrême, utile un moment, funeste plus tard; c'était le fruit d'une situation barbare par laquelle la société humaine était redescendue à son origine et réduite à ses conditions les plus grossières. Mais cette situation était aussi celle du onzième siècle. Dans l'impossibilité de désarmer ceux qui tenaient l'épée et en abusaient, on arma tout le reste; on institua le combat pour avoir la paix; on fit de la guerre une institution sociale et un moyen d'ordre. Avec moins de régularité administrative, avec plus de sainteté religieuse, on vit, sinon partout, au moins dans un grand nombre de diocèses, toute la population, grands et petits, serfs

Reims, présidé par le pape Léon IX, 1049; — de Narbonne, 1054; — de Narbonne, 1056; — de Compostelle, 1056; — d'Elne, 1059; — de Rome, 1059; — de Caen, 1061; — Recueil des statuts et coutumes d'Angleterre faits par Guillaume; — Ordonnances de Raymond, comte de Barcelone, 1066; — de Pierre I<sup>er</sup>, roi d'Aragon, 1066; — Conciles de Girone, de Leyr et d'Auxonne en Espagne, tenus par le pape Alexandre II, 1068; — Concile de Lillebonne, 1080; — Décret de Henri le Pacifique, évêque de Liège, 1081; — Synode de Cologne, 1083; — de Mayence, 1085; — d'Amalfi, 1089; — de Troja en Apulie, 1093.



et libres, seigneurs et paysans, clercs et laïques, dès l'âge de quatorze ans, quelquefois de douze, jurer sur les reliques des saints de s'armer pour faire respecter la paix. Le clergé ne dut pas rester oisif dans cette croisade contre les mécréants de l'intérieur, antérieure aux croisades de la Palestine; les curés durent donner le signal à leurs paroisses, déployer les bannières, marcher en tête de leurs paysans, courir sus aux infracteurs de la paix. C'était certes une grande hardiesse que ce tocsin presque révolutionnaire ainsi sonné par l'Église, que cette force qu'elle instituait indépendante de toute puissance et de toute obligation de vasselage, cette armée antiféodale, et, on peut dire, républicaine, commandée par la seule Église, ne relevant, dans le désordre de la hiérarchie suzeraine et dans l'effacement de la royauté, que de la justice de Dieu.

Et ce serment ne demeura pas une lettre morte. Un récent et habile historien du Berry nous montre cette milice de la paix active dans sa province. Orderic Vital la fait voir en Normandie et en d'autres contrées. Un document précieux, nouvellement découvert, et que M. Semichon, dans sa patiente investigation, me paraît avoir négligé, nous donne le serment prêté sur les reliques de saint Étienne par l'archevêque de Bourges, après lui par ses suffragants, par son clergé, par tout son peuple, « de marcher avec toutes ses forces contre les ennemis de l'Église. » Et le chroniqueur nous peint la menace suivie d'effet : les multitudes soulevées, les châteaux attaqués et détruits; les châtelains infracteurs de la paix, épouvantés par l'approche de ces milliers de paysans à peine armés, oubliant leurs habitudes guerrières, s'enfuyant comme devant l'armée du plus puissant roi, laissant les portes de leurs châteaux ouvertes et allant se cacher devant cette garde nationale de l'Église. (*Cod. Vatican. de miraculis S. Benedicti ad annum 1038*, publié en 1856 dans les *Archives des missions scientifiques et littéraires*.) Il y eut dès lors au monde une autre force que la force féodale, un autre commandement que celui du châtelain, une autre épée, une autre loi.

La papauté ne tarda pas à prendre part à ce mouvement. Les douleurs du dixième siècle étaient passées. De grands papes s'étaient assis sur le siège de saint Pierre. Plusieurs des conciles qui proclamèrent la paix avaient été présidés par des légats du Saint-Siège, quelques-uns même par des papes; le concile de Rome, en 1059, qui avait réuni 113 évêques, avait porté un décret sur la paix. Les temps étaient mûrs pour le grand acte par lequel la papauté devait commencer la reconstruction de l'Europe moderne. Il avait fallu la paix de Dieu pour préparer la croisade; au milieu de l'anarchie et des désolations du dixième siècle, l'Europe, épuisée par des guerres de clocher, n'eût pas entendu la voix qui devait la précipiter vers l'Asie. En retour, il fallait

la croisade pour confirmer la paix de Dieu; la paix avait de trop puissants et de trop invétérés adversaires; l'habitude de guerroyer était trop forte chez certaines âmes; il fallait que cette ardeur belliqueuse trouvât à s'exercer quelque part, et l'abbé Suger remarque, non sans une certaine satisfaction naïve, que la guerre de Jérusalem « a été funeste à bien des méchants, » c'est-à-dire que bien des seigneurs, turbulents et tyranniques en France, sont allés finir pieusement leurs jours sur les champs de bataille de la Palestine. Le concile de Clermont (1095), où la première croisade fut proclamée, porta en même temps un décret sur la paix et ratifia les mesures prononcées par les conciles antérieurs. Dans d'autres conciles, Pascal II et Calixte II renouvelèrent la loi de la trêve de Dieu depuis la cloche du mercredi soir jusqu'aux primes du lundi. » Trois conciles généraux de Latran, sous Calixte II, Innocent II, Alexandre III, firent solennellement de cette loi une loi de l'Eglise, c'est-à-dire la seule loi générale qui pût exister alors en un pays chrétien <sup>1</sup>.

A cette époque, ainsi favorisée et par la protection suprême de la papauté et par le mouvement du monde vers les croisades, qui rendait plus facile en Europe l'œuvre de la paix, les associations de la Trêve de Dieu grandissent et se fortifient. Elles ont leurs armées; elles ont leurs chefs; elles ont leurs juges (juges de la paix, *paciarii*); elles ont leurs lois; elles ont leur caisse, leurs impôts, leurs collecteurs. Elles deviennent de véritables gouvernements, républiques chrétiennes nées de la nécessité même et de l'effacement de tout autre pouvoir. Elles se multiplient sous des formes diverses dans toute la France, dans toute l'Europe. Dans plusieurs provinces du Nord, une réunion annuelle à la fois pieuse, politique et commerciale, une foire en même temps qu'un pèlerinage, rassemble les associés et leur demande le renouvellement de leur promesse. Dans le Midi, ce sont des associations plus régulières encore où entrent tous les hommes, quelquefois dès l'âge de sept ans, apportant chacun leur cotisation annuelle, douze deniers pour qui possède une paire de bœufs ou un cheval, six deniers pour qui possède une bergerie, un bœuf ou un âne, et ce trésor, réuni aux mains de l'évêque, sert à indemniser provisoirement ceux qui ont souffert des infractions à la paix. En Allemagne, les unions de la paix

<sup>1</sup> Concile de Clermont tenu par Urbain II, 1095; — Conciles de Lillebonne et de Rouen, reportant en Normandie les décisions de Clermont, 1096; — Synode de Nordhausen en Allemagne, tenu par les légats, 1105; — Concile de Troyes, tenu par le Pape Pascal II, 1107; — Nouveau synode de Troja en Apulie, par Pascal II; Conciles de Soissons et de Saint-Omer; — Premier Concile général de Latran, 1121; — Concile de Reims, tenu par le pape Calixte II, 1131; — Second Concile général de Latran, 1139; — Conciles de Londres, 1142; — de Soissons, 1155; — de Reims, 1157; — Troisième Concile général de Latran, 1179.

gardent un caractère moins ecclésiastique, plus féodal : les princes de toute une contrée s'associent pour un an, pour trois ans, pour dix ans, se promettant une protection mutuelle et la promettant à tous ceux qui sont désarmés, prêtres, clercs, femmes, marchands, juifs, etc.... (Unions de la paix à Mayence, 1103; — dans le midi de l'Allemagne, 1103; — à Constance, 1103; — dans la diète de Murtzbourg, 1121.) Enfin, sous une forme plus naïve et plus exclusivement religieuse, il s'établit des confréries de la paix. La sainte Vierge apparaît (1180) à un bûcheron dans une forêt des environs du Puy; elle lui donne une image où elle est représentée avec l'enfant Jésus dans ses bras et cette inscription : « Agneau de Dieu, qui effacez les péchés du monde, ayez pitié de nous. » Elle lui ordonne de revêtir un habit blanc. L'évêque est instruit de ce miracle, et, au jour du pèlerinage de Notre-Dame, au milieu d'une assemblée de princes, d'évêques, de seigneurs, il prêche la paix. On est touché, on pleure, on revêt le capuchon blanc, on institue la *Confrérie de Dieu*, appelée aussi *Paix de la sainte Vierge*; on va, la médaille au cou et l'épée au côté, combattre les meurtriers et les brigands.

Mais, à cette grande insurrection pour la paix, il eût manqué quelque chose si elle n'avait pas eu un chef suprême. Quoique tout fût local dans la société féodale, il y avait cependant en France une nation, une nation qui se sentait une et qui se sentait unie par le lien, si affaibli qu'il fût, de la royauté. La royauté, dont le pouvoir, au dixième siècle, était si absolument nominal, n'avait subsisté que parce qu'elle était le dernier signe d'une unité nationale dont la conscience restait au fond des cœurs. Le clergé de plus était favorable à la royauté. Il avait conservé, à travers les deux siècles de la décadence carlovingienne, la notion à la fois hébraïque et romaine de la royauté, pouvoir suprême, déléguée du ciel, marquée du saint chrême, indépendante de la hiérarchie, du devoir et des conditions féodales. L'Eglise, qui avait sacré Pépin, aimait à opposer à la féodalité, qui tenait tout de son épée, la royauté qui tenait tout de l'onction sacrée. Au lieu de voir dans le roi un suzerain et dans le trône un fief supérieur, elle aimait à y voir le roi des livres saints, l'oint du Seigneur, l'image de Dieu sur la terre. Elle empruntait à la Bible les idées de suprématie, d'hérédité, de primogéniture, tout le code de la souveraineté hébraïque, de la souveraineté indépendante et relevant d'elle-même; elle le mettait en pratique en Angleterre et en France; elle sacrait les fils du roi du vivant de leur père, pour assurer le droit d'hérédité contre les chances d'usurpation ou de partage.

La royauté se releva donc, et, dès le commencement du onzième siècle, lorsque le départ pour la première croisade lui eut laissé le champ libre, elle trouva dans les associations de la paix d'admirables

auxiliaires. Elle devint tacitement et sans bruit le chef de ces associations semi-républicaines qui s'étaient formées en dehors d'elle. Leurs milices combattirent pour les rois; dans plusieurs de ses guerres contre des chefs féodaux, Louis le Gros est soutenu par des milices locales qui ne peuvent être autre chose que les populations soulevées par les cloches de la paix. Leurs justices aboutirent peu à peu aux justices royales; leurs revenus furent quelquefois à la disposition des rois. Les châteaux, qu'elles avaient détruits ou qu'elles tenaient sous la menace, furent autant de soucis de moins pour l'abbé Suger. La royauté, aidée par le clergé, appuyée par les associations de la paix, forte de l'absence des seigneurs que les croisades avaient emmenés, commença alors son rôle de grande pacificatrice.

Alors aussi il n'est plus seulement question de trêve, mais de paix; ce ne sont plus quelques jours de relâche imposés aux passions guerrières, c'est le silence et le repos absolu qu'au moins, à partir du treizième siècle, on prétend leur imposer. En France, en Allemagne, en Espagne, où les rois, où les conciles, où les évêques, contraignent les barons à venir faire la paix complète, absolue, l'Eglise reprend la concession qu'elle avait faite et tient les armes aussi illicites le lundi que le vendredi. On jure ainsi la paix pour trois ans, pour dix ans, mais l'Eglise et les rois comptent bien que ce serment sera renouvelé. A la fin du treizième siècle, la trêve de Dieu a disparu comme inutile; le droit de guerre comme antichrétien et barbare. Les compilateurs du droit ecclésiastique, en rapportant la décrétale de Grégoire IX, *de treuga et pace*, ajoutent : « Mais aujourd'hui ceci n'est plus observé, et les évêques qui n'observent pas cette constitution ne passent pas pour transgresseurs, parce que cette trêve n'est plus dans les mœurs de notre temps. » (Glossa ordinaria. Grég. IX, 1, tit. 34, antérieur à 1266.) Et saint Louis se fait honneur d'avoir, « par une délibération solennelle, arrêté dans tout le royaume les guerres, les incendies et les destructions de charruës. » (Lettre aux habitants du Puy. Ordonnances, t. I, p. 84.)

Incontestablement alors la France rentrait dans les conditions d'une société régulière. Le pouvoir nominal y devenait réel. Pour un pays et une nation qui n'avaient pas cessé de se sentir une, il y avait une loi, une justice, une protection commune. La trêve de Dieu était remplacée par la paix du roi. Le roi exigeait d'une manière absolue ce que l'Eglise, au nom des reliques les plus sacrées, sous la menace des plus terribles anathèmes, avait eu grand-peine à obtenir d'une manière partielle et incertaine. Il l'exigeait non plus pour un temps, mais pour toujours; non plus dans les étroites limites des associations de la paix (*intra terminos pacis*), mais d'un bout à l'autre du royaume. Même en cas de meurtre, le roi imposait quarante jours de trêve à la

vengeance privée, et pendant cette *quarantaine le roi*, comme on l'appelait, la justice du souverain pouvait intervenir, châtier, pacifier. La royauté recueillait le fruit de la courageuse initiative que l'Eglise avait osé prendre et du travail que, grâce à elle, les associations avaient accompli.

Grâce à cette paix, même lorsqu'elle n'était encore que partielle et précaire, tous les éléments de grandeur et de prospérité se développaient avec une rapidité inouïe. Non pas même le treizième siècle, mais le douzième, comme le remarque très-bien M. Semichon, fut l'époque d'une véritable renaissance, la plus prompte et la plus brillante peut-être qui se soit jamais vue. Il suffit que les guerres seigneuriales eussent un peu cessé; que les associations de la paix eussent développé, en face de la prépotence féodale, une puissance tant soit peu indépendante, populaire, campagnarde, bourgeoise; que le clocher de l'église ou la tour de l'abbaye eût répandu à ses pieds un peu de sécurité, pour que ces populations chrétiennes, pleines de vie au milieu de leurs angoisses et de leurs périls, et chez lesquelles les souvenirs de la civilisation et du droit ne s'étaient jamais effacés, reprissent à leur tour et reconstruisissent avec un zèle admirable l'édifice social si promptement détruit après Charlemagne. Dès que la charrue fut protégée et qu'il fut déclaré qu'abandonnée au milieu des champs elle était inviolable comme si elle eût été dans le cimetière aux portes de l'église, le labeur de la charrue reprit avec un zèle admirable et fécond qui tripla peut-être en un siècle les richesses de la France. Dès que la croix, plantée sur les chemins, eut été déclarée lieu d'asile comme l'église, si bien que, dans la chaleur même de la guerre, nous voyons les chevaliers respecter des paysans réfugiés au pied de la croix et ne pas exiger d'eux les rançons qu'ils s'en promettaient; dès ce moment, pèlerins, marchands, voyageurs de toute espèce, commencèrent à circuler par milliers entre des contrées qui jusque-là s'ignoraient les unes les autres. Dès que les peuples eurent appris à se garantir par l'association, les associations se multiplièrent; dans les villes surtout, où le voisinage rendait l'association plus étroite, ces ligues devinrent plus intimes et plus fortes; elles réveillèrent ces libertés éteintes, ce droit municipal étouffé, non aboli, cette vieille coutume romaine, gauloise ou carlovingienne d'origine, dont le souvenir n'était pas perdu; elles firent les communes; un grand nombre de communes portèrent le nom de *paix*, et à leur tour les associations de la paix sont fréquemment appelées *communes*. La renaissance scientifique et artistique suivit de près la renaissance politique, commerciale, agricole. Dès que les populations se sentirent plus libres, plus paisibles, plus riches, plus nombreuses (et leur progrès à tout égard avait été singulièrement

rapide), elles reportèrent naturellement leurs actions de grâce vers les saintes murailles de l'Église qui avait secouru leur servitude, protégé leur vie, hébergé même leurs pauvres trésors au jour de détresse, veillé sur leurs charrues et sur leurs bœufs, abrité leur faiblesse et leur petit nombre. La richesse et la liberté, reconnaissantes cette fois, voulurent que cette tour protectrice fût visible de plus loin, ces voûtes plus hardies, ces murailles plus splendides, cette enceinte plus vaste pour une population qui croissait chaque jour. Alors un nouvel élan, comme celui qui s'était manifesté au commencement du onzième siècle, mais plus puissant et plus fécond, se produisit pour la reconstruction et l'édification des églises; des confréries d'artisans se formèrent; les peuples vinrent, par centaines d'hommes, s'atteler aux chariots qui conduisaient la pierre, le bois, le blé et le vin pour les ouvriers; et l'or du prince se mêla, pour la gloire de Dieu, aux sueurs gratuitement données du pauvre serf. Un artiste et un antiquaire moderne compare, quant à la promptitude et à la multiplicité des résultats, ce mouvement de reconstruction des églises au onzième siècle au mouvement de construction des chemins de fer au dix-neuvième.

Tels furent les bienfaits de la paix, grâce à l'initiative de l'Église, à la puissance des associations et des communes, à l'intervention de la royauté enfin réveillée de son long sommeil. La royauté ne finit-elle pas elle-même par abuser de sa suprématie reconquise? La mesure de l'ordre et de la paix ne fut-elle pas dépassée au point d'arriver, je ne dirai pas à l'excès de la paix, mais à l'excès de l'ordre, de la régularité, de l'intervention d'en haut et de la soumission d'en bas? Cette mesure ne fut-elle pas dépassée, et quand le fut-elle?

Dire quand elle fut dépassée, c'est impossible. Il est malheureusement si difficile aux choses humaines de se maintenir au point exact et dans la mesure vraie, qu'en général un excès commence avant que l'excès opposé ait disparu. Dès le temps de Philippe le Bel, le pouvoir qui asservit le clergé, insulte Rome, épuise par son avarice les ressources du pays, altère imprudemment les monnaies, a certes dépassé les conditions de la souveraineté protectrice et pacificatrice. Et, d'un côté, au commencement de Louis XIV, il se rencontre encore des actes d'indépendance et de brutalité féodale tels, que l'accroissement et la présence plus active de la puissance royale sont surtout dans les vœux et les légitimes aspirations de tous. Donc dire quand la mesure a été dépassée, cela est difficile. Ce qui est certain, c'est qu'elle l'a été. La France féodale périssait par excès d'indépendance; la France moderne par l'excès de l'ordre; et, de même qu'au moyen âge l'excès d'indépendance enfantait la tyrannie, de nos jours l'excès d'ordre a enfanté les révolutions et l'anarchie.

Je dis l'excès de l'ordre plutôt que l'excès du pouvoir. Les pouvoirs modernes ne sont en général ni oppressifs ni tyranniques ; mais ils poussent jusqu'à sa dernière limite la fantaisie de tout régler. On oublie qu'il faut à l'homme une certaine latitude et une certaine aisance pour se mouvoir, et que le canapé le plus moelleux lui est désagréable s'il y est attaché. Les gouvernements et les peuples, bien plus encore que les gouvernements, se font un tel idéal de régularité parfaite, de symétrie imperturbable, que, bon gré mal gré, il faut que tout soit marqué, réglé, déterminé à l'avance, sans déviation possible en bien ou en mal, à droite ni à gauche. Les nations, bien plus insatiables en fait de servitude que les gouvernants ne le sont en fait de pouvoir, en arrivent, moitié par égoïsme, moitié par paresse, à appeler en toute chose et tous les jours l'intervention des gouvernements, et à transformer ce qui était affaire de foyer domestique en affaire d'État et d'administration. Tout ce qui ne va pas à notre gré, nous en chargeons le gouvernement, afin de pouvoir, si les choses continuent à aller mal, nous en prendre au gouvernement. Les mines sont mal exploitées : que l'État ait l'exploitation des mines. Les compagnies d'assurances ne fonctionnent pas bien : que l'État soit seul assureur. La viande est mauvaise : que l'État soit seul boucher. Le pain est cher : que l'État soit seul boulanger.

Il en résulte, pour ne pas parler d'autres conséquences, un mal plus sérieux qu'on ne le croit : c'est que les peuples s'ennuient. Quand les peuples se seront ainsi dépouillés de leur libre arbitre et auront remis toutes les affaires qu'on appelait autrefois affaires privées entre les mains des gouvernements, les peuples auront peut-être une vie commode, une vie abondante, une vie oisive et bien nourrie (j'en doute cependant) ; mais ils se mourront d'ennui. Le tracas et les inquiétudes de la vie privée sont plus nécessaires qu'on ne le pense pour empêcher que l'homme ne se dévore par ses propres pensées et ne devienne malade d'aisance et de désœuvrement. Déjà, quoique nous soyons bien loin encore de cet idéal d'absorption tel que le rêvent certaines écoles en faveur dans l'opinion, il est clair que l'Europe moderne a le malaise des situations trop régulières et trop reposées. La France s'ennuie, disait M. de Lamartine à la veille de la Révolution de février, et ce mot, dont le sens était si profond, a été admirablement justifié par l'événement. La France s'ennuyait en effet ; elle n'était pas opprimée, tant s'en faut. Son régime était doux ; mais il était lourd et monotone comme la bourgeoisie qui la dominait.

La politique, dont à cette époque on aurait voulu exclusivement occuper la France, n'est guère l'occupation des masses que dans les temps de crises ; et, particulièrement dans la politique d'alors, toute parlementaire et toute personnelle, qui se nouait et se dénouait dans

les couloirs du palais Bourbon, les masses se sentaient profondément désintéressées. Elles ont fait une révolution par ennui; elles l'ont faite sans passion et en riant, comme gens qui se dédommagent d'une vie longtemps uniforme : leur révolution, avec ses tambours, ses clubs, ses processions, ses arbres de la liberté, n'a été qu'un carnaval, menaçant par son étrangeté, mais, au fond, inoffensif : c'était un peuple qui se décarérait.

Et, en vérité, comment les peuples ne s'ennuieraient-ils pas avec la vie que les révolutions leur ont faite? Les mœurs révolutionnaires leur ont ôté le dimanche, c'est-à-dire le jour qui, en même temps qu'il était un jour de sanctification et de prières, était le seul jour possible de repos, de récréation et de délassement; elles leur ont ôté l'église, c'est-à-dire le moment de leur vie où leur âme se rafraîchissait en s'élevant, et où les chants, les prières, l'aspect des temples ornés et des cérémonies pieuses, réveillaient et satisfaisaient ces imaginations fatiguées par six jours passés dans la rue, le galeas ou l'atelier. Elles leur ont ôté leurs confréries, moitié pieuses, moitié joyeuses; leurs foires, leurs bonnes fêtes, tout ce qu'il y avait de joies innocentes dans leur vie. Il est vrai que, par compensation, elles leur ont donné des clubs où, heureusement, ne va que le petit nombre; des journaux heureusement encore peu lus, et surtout une multiplication de cabarets où le peuple s'enivre, mais ne s'égaye pas. Il est vrai aussi qu'elles ont superposé à tout cela une administration parfaitement exacte, parfaitement régulière, qui, au point de vue de la statistique, a tout le soin possible des êtres humains, les cote, les numérote, les étiquette et les enregistre, et ensuite, sa tâche finie, essuie sa plume avec la plus stricte ponctualité, sans s'inquiéter le moins du monde de ce qui se passe dans l'esprit, dans l'imagination et dans le cœur des trente-cinq millions de numéros qu'elle a portés en compte.

Il est certain que les populations du moyen âge étaient régies d'une manière moins régulière, qu'elles étaient soumises à des statistiques beaucoup moins exactes, que leur vie était inspectée de beaucoup moins près, que l'administration, ou ce qu'on eût pu appeler ainsi, s'enquerrait beaucoup moins, loin de penser à la leur prescrire, de la manière dont ces gens-là cultivaient leurs champs, fabriquaient leur huile ou faisaient leur vin. Tout cela allait au hasard, au gré de chacun, sans que la science se mêlât d'éclairer et l'administration d'ordonner. Cela allait-il beaucoup plus mal? Je me permets d'en douter depuis que j'ai vu des chiffres recueillis par de savants écrivains et qui indiquent une abondance de denrées au moins aussi grande, une rétribution plus large du travail, en un mot, une vie matérielle plus facile au moyen âge qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le mal, sans doute, c'était que cette vie, en soi assez bonne, était plus précaire, plus facilement troublée,



moins garantie par la puissance de l'ordre social contre les désastres et les accidents. Mais n'oublions pas non plus que, si elle était mêlée de plus d'accidents, elle était mêlée aussi de plus de joie; que le foyer domestique avait ses délassements, le village ses fêtes, l'église ses magnificences, le château ses prodigalités, le pays ses pèlerinages, ses foires, ses grands jours inconnus aujourd'hui. L'homme souffrait peut-être davantage, mais s'ennuyait moins.

Quoi qu'il en soit, l'étude du moyen âge et du progrès, tel qu'il se faisait alors par la puissance persuasive de l'Eglise et par le libre concours des volontés individuelles, me paraît plus que jamais utile en face des écoles soi-disant d'avenir, qui ne comprennent le progrès qu'imposé par la force, et qui, déchargeant chacun du soin de sa propre richesse et de son propre bonheur, condamnent l'Etat à rendre tout le monde riche et heureux. Le moyen âge est bon à étudier comme une époque plus libre et en même temps comme une époque plus spirituelle, comme une époque où le bien-être tout matériel qu'on envisage aujourd'hui eût inspiré aux âmes le dédain et le dégoût.

Le moyen âge est le grand contradicteur de ce saint-simonisme de 1830, aujourd'hui réveillé et tout autrement en vogue qu'il ne le fut après 1830, avec ses procédés despotiques et ses aspirations toutes matérielles. A cet égard, il n'y a que des éloges à donner à un homme comme M. Semichon, qui, au milieu du souci des affaires, a su trouver des loisirs pour une œuvre consciencieuse et patiente comme celle qu'il vient d'accomplir. En me servant de son livre pour faire connaître et faire admirer l'œuvre de l'Eglise au moyen âge, je crois être entré dans ses vues et avoir fait de son ouvrage le meilleur éloge. C'est par de tels travaux, plutôt que par de certaines généralités banales dont les catholiques sont trop portés à se contenter, qu'ils arriveront à redresser véritablement les jugements de l'histoire, à apprécier sainement le moyen âge dans ses faiblesses comme dans ses grandeurs, à marquer au vrai le rôle de l'Eglise, adversaire des unes, auteur des autres. Nous devons des remerciements à tous ceux qui, traversant les banalités et les phrases amicales ou hostiles, nous apportent des études semblables au double travail que nous avons analysé aujourd'hui.

F. DE CHAMPAGNY.

LA

# FILLE DE L'AMIRAL

DEUXIÈME PARTIE <sup>1</sup>.

---

## I

Par une belle matinée d'avril, deux jeunes gens se rencontrèrent à l'improviste dans Saint-James-Street.

— Tiens ! Henry !

— Lawrence, mon cher ami, est-ce vous ? Êtes-vous arrivé depuis longtemps ? Pourquoi ne m'avez-vous pas fait prévenir ? C'est de tout mon cœur que je me réjouis de vous revoir.

— J'arrive de Paris, dit Lawrence. J'allais justement chez vous. Toujours dans Spring-Gardens, je suppose ? Comment se portent mistress Vivian et ses enfants ?

— Parfaitement bien, je vous assure, et j'espère que vous en jugerez vous-même. Ah ! Lawrence, vous étiez un mauvais prophète, un oiseau de mauvais augure. Je suis le plus heureux mortel qu'on puisse trouver sur la face du globe.

— Je n'en doute pas, mon bon garçon, et je ne comprends pas maintenant pourquoi j'en ai jamais douté. Il fallait que j'eusse des idées bien bizarres avant ce voyage ; mais vive Paris pour vous guérir des préjugés ! Je suis revenu tout prêt à croire que vous n'êtes pas le plus misérable des hommes, parce que vous avez épousé la plus belle des femmes.

— Venez voir par vous-même. Nous dinons à sept heures. Il va sans dire, n'est-ce pas ? qu'il y aura un couvert pour vous tant que vous resterez en ville, et j'espère que ce sera toujours maintenant. Mais n'attendez pas jusqu'à sept heures ; venez tout de suite voir Inez et les enfants.

M. Hervey accompagna son ami chez lui. Au haut de l'escalier, une

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 avril 1858.

porte s'ouvrit, et il revit enfin miss Thornhaugh, Inez, mistress Vivian.

Elle était assise sur un siège fort bas, son plus jeune enfant sur ses genoux. Le petit lutin venait d'enlever le peigne d'or qui retenait la chevelure de sa mère et le tenait en triomphe au-dessus de sa tête; les longues et soyeuses tresses tombaient avec profusion autour d'un visage et d'un cou aussi purs que l'albâtre, qui se penchaient légèrement en arrière, tandis que les beaux yeux de la jeune mère étaient fixés sur les mains potelées de l'enfant. Jamais tableau tracé par la main d'un maître ou l'imagination d'un poète n'égalait la beauté de celui-là. Elle se leva précipitamment quand les deux jeunes hommes entrèrent, et, relevant autour de sa tête son abondante chevelure, elle prit son enfant par la main et vint au-devant de son mari.

En l'apercevant, Lawrence fut frappé de sa beauté. Il semblait avoir oublié combien elle était belle, ou peut-être auparavant ne l'avait-il jamais beaucoup admirée; mais cette fois sa figure, ordinairement si froide, parut animée de plaisir et de surprise.

Aussitôt qu'elle l'eut reconnu, la légère confusion qu'elle avait éprouvée d'être ainsi surprise par un étranger fit place à la plus cordiale affabilité. Elle lui tendit la main en s'écriant :

— Ah ! monsieur Hervey, que je suis charmée de vous voir !

— Est-ce vrai ? dit Lawrence, qui se souvenait en ce moment de ses anciennes sévérités envers elle. Êtes-vous vraiment si bonne ?

— Sans doute. En effet, je me souviens maintenant que c'est bien bon de ma part. Autrefois vous ne faisiez que me chercher querelle et tâcher d'indisposer Henry contre moi; mais, comme j'ai triomphé en dépit de vous, je ne vous garde pas rancune; vous n'avez fait que rehausser la gloire de ma victoire.

— Cela se trouve bien, répondit-il; sans cela, vaincre avec des moyens comme les vôtres n'eût pas été faire preuve d'une grande habileté.

— Il est toujours le même; c'est tout au plus si je le comprends, dit Vivian. Que diable voulez-vous dire ?

— Oh ! c'est un très-joli compliment qu'il me fait, dit Inez. Je ne suis pas du tout de l'avis de miss Vivian; je trouve que Paris a beaucoup perfectionné M. Hervey.

— Il me semble que Londres a produit sur vous le même effet, car je ne puis me rappeler cette miss Thornhaugh...

— C'est toujours la même; mais vous semblez avoir perdu une petite teinte de ce dédain, un peu de cette pédanterie qui déteste tout ce qui ne s'accorde pas absolument avec son type favori. N'est-ce pas vrai ? Mais je vous demande pardon. Ne renouvelons pas nos anciennes disputes, car mon pauvre Henry s'y perd. Vous ne pouvez plus le servir

maintenant en me trouvant des défauts, et, comme je ne vous crains plus, je ne vous haïrai peut-être pas. Et maintenant est-ce que vous ne dites rien à la petite fille d'Henry?

Lawrence n'aimait pas les enfants, mais celle-ci était une charmante petite créature. Il la prit dans ses bras et l'embrassa de grand cœur. Mistress Vivian paraissait contente; le capitaine Vivian était charmé d'être enfin réuni à l'homme qu'il aimait et de le trouver disposé à partager son admiration pour son incomparable femme.

Ils s'assirent pour causer, et furent bientôt aussi intimes, aussi à l'aise que s'ils se fussent quittés seulement la veille.

Lawrence parla de tout ce qu'il avait vu et fut extrêmement agréable. Il était si drôle dans ses remarques, si fin dans ses observations, si brillant dans ses descriptions, si caustique et cependant si plein de bonne humeur, que ses deux amis, tout enchantés de lui, croyaient le voir pour la première fois. Il parut aussi charmé d'eux.

Ils dînèrent ensemble sans autre compagnie. Ce fut un de ces petits repas bien ordonnés où quelques mets exquis et élégamment servis se succèdent en silence, où rien n'est superflu et où rien ne manque. Des domestiques au maintien respectueux, polis, adroits, sans gaucheerie ni familiarité, rendaient témoignage au bon esprit qui gouvernait la maison. Après le dîner, les enfants parurent pendant une petite demi-heure, conduites par leur bonne, qui n'était ni commune ni élégante, mais douce et modeste; elle reçut un verre de vin des mains de son maître et remercia par une grave révérence. Les petites étaient charmantes, ni gâtées ni comprimées par une sévérité excessive; elles ne se montrèrent ni sauvages ni importunes. Lawrence était ravi, d'autant plus qu'il trouvait la charmante maîtresse de la maison complètement changée sur divers points qu'il avait désiré voir réformés.

Il ne serait pas juste de dire qu'on ne voyait jamais un livre à Middleton-Court, car les rayons de la bibliothèque étaient bien garnis; mais les voir entre les mains de quelqu'un ou s'en entretenir, c'était une autre affaire, et l'amour insatiable de M. Hervey pour la lecture avait soulevé contre lui une sorte de préjugé. Miss Thornhaugh, au grand déplaisir de Lawrence, avait exprimé, sans aucun déguisement, sa sincère aversion pour tout ce qui pouvait s'appeler étude. Il avait toujours regretté que le capitaine Vivian ne fût pas un homme de lecture. Henry n'était pas ignorant; il avait reçu une bonne éducation, et, possédant une conception prompte unie à un jugement droit et solide, il avait beaucoup observé et beaucoup appris dans les différentes parties du monde qu'il avait parcourues; cependant Lawrence, en conversant avec lui, trouvait qu'il lui manquait une instruction plus variée que celle qui est le résultat d'observations personnelles. Il avait vu avec peine que la jeune femme choisie par le capitaine était tout aussi impar-

faite sous ce rapport, et il était tout prêt à se fâcher quand, loin de se montrer honteuse de son ignorance, elle s'en glorifiait ouvertement, raillait les fils de la littérature et ridiculisait sans pitié de semblables prétentions dans les personnes de son sexe.

Mais le temps avait ouvert les yeux d'Inez. Douée d'une rare intelligence, elle avait senti, dès son entrée dans le monde, tout ce qui lui manquait, et n'avait pas tardé à chercher à y remédier. Femme du monde, elle voulait avoir les mêmes avantages que celles qui l'entouraient; mère, elle voulait diriger l'esprit de ses enfants. Tout son temps était libre, elle en consacra une grande partie à la lecture et à la réflexion, et ses facultés se développèrent à un point dont Lawrence fut à la fois surpris et charmé. Non-seulement elle causait bien, mais elle était devenue capable de goûter l'entretien de Lawrence; être ainsi appréciée par une femme belle et intelligente, c'est le plus grand succès pour un homme d'esprit.

Il serait difficile de dire lequel des trois amis fut le plus content de cette réunion.

Les heures semblaient avoir des ailes, et, lorsqu'ils se séparèrent (ce qui n'arriva pas avant deux heures du matin, tant la conversation se prolongea), Lawrence avait déjà promis de déjeuner et de dîner à Spring-Gardens le lendemain, le surlendemain, etc., etc.

Mistress Vivian ne lui parut pas moins aimable le lendemain. Elle fut si gaie, si prévenante pendant le déjeuner !

Après ce repas, le capitaine Vivian sortit selon sa coutume. Lawrence s'assit près du feu du salon, tenant à la main un livre sur lequel il ne jeta pas les yeux, occupé qu'il était de suivre tous les mouvements de son hôtesse; il la vit d'abord jouer et courir avec ses enfants, puis mettre en ordre ses comptes de ménage; puis enfin elle vint aussi près du feu, s'enfonça dans un grand fauteuil rouge et prit un livre.

— Vous êtes devenue bien studieuse depuis mon départ, dit Lawrence.

— Pas précisément; mais j'étais si horriblement ignorante, qu'il n'y avait pas moyen de rester comme cela. J'ai été obligée de lire la *Bio-graphie animale* de Bingley pour distinguer un bison d'une girafe, et l'*Histoire d'Angleterre* de mistress Markham pour savoir si c'était le conquérant ou le prétendant qui a été battu à Culloden.

Lawrence sourit, mais non avec une sorte de compassion dédaigneuse comme autrefois.

— Et quel livre lisez-vous maintenant ?

— Oh ! je n'oserais pas vous le dire, vous me trouveriez si ridicule ! Je vous connais de longue date, monsieur Herve, continua-t-elle en le regardant doucement, mais avec malice; vous seriez aussi prompt à

m'accuser de pédanterie que vous l'avez été à me reprocher mon goût pour l'ignorance. Moi-même je ne reviens pas encore du plaisir que je trouve à cultiver mes faibles facultés.

— Ne parlez plus d'autrefois. Quel ours j'étais !

— Pas tout à fait. Cependant ce serait vous flatter que de dire que vous étiez aimable. Mais vous semblez résolu à tout réparer maintenant.

— Je ne me pardonnerai jamais ma stupidité. Est-il possible, miss Thornhaugh, je veux dire mistress Vivian, que vous puissiez voir autre chose en moi que l'animal le plus ridicule et le plus présomptueux que la terre ait jamais porté ?

— Je vous regarderai toujours comme le plus ancien et le meilleur ami d'Henry, répondit-elle vivement, ce qui serait pour moi une recommandation suffisante, quand même vous seriez l'ours mal léché ou le tigre d'Hyrcanie que vous prétendez être. Je ne vous crains plus maintenant, je vous l'ai déjà dit.

— Oh ! vous pouvez le dire. Henry est le plus heureux des hommes, et il le sent bien.

— Je le crois, je le crois ; du moins il agit comme si cela était... Jamais femme...

Elle s'arrêta et parut déconcertée d'entreprendre ainsi l'éloge de son mari.

— Vous n'avez rien à craindre de moi, miss Thornhaugh. Je suis son plus ancien ami, vous savez combien je l'aime.

— Bien vrai ! Alors ne m'appellez plus miss Thornhaugh, si vous pouvez vous en empêcher. Je ne suis pas honteuse de son nom, et je préfère le porter, s'il vous plaît.

— Je vous demande pardon, miss Thornhaugh, mais vraiment ce temps-là me revient d'une manière si vive...

— Encore ?

— Vous ai-je encore appelée miss Thornhaugh ? Eh bien, je vous en demande encore pardon ; me l'accorderez-vous ?

— Y ferez-vous attention si je vous l'accorde ?

— Je ne m'y engage pas.

— Alors comment puis-je vous excuser ? Mais le voici, êtes-vous des nôtres ? Il vient avec moi voir une nouvelle voiture pour mon père. Viendrez-vous ? Oh ! j'oubliais, vous êtes trop paresseux. Restez ici selon la bonne vieille coutume, tandis que nous, frivoles personnages, nous songerons aux affaires de ce monde. Henry, je serai prête dans un moment.

Et, comme Henry entra dans le salon, elle sortit pour prendre son chapeau.

Ce chapeau était très-joli, orné d'une belle plume blanche, et

mistress Vivian, bien enveloppée dans son manteau, était plus séduisante que jamais.

— Ma chère Inez, dit Vivian, il fait froid. Nous n'irons pas à pied; j'ai ordonné d'atteler.

— Oh! n'en faites rien, je vous prie, cher Henry; ce n'est qu'un vent un peu frais. Je suis honteuse de vous voir prendre tant de soins de moi; si vous n'êtes pas plus sage, le maître d'école va encore se mettre après nous. Je gagerais, monsieur Hervey, que vous le trouvez encore beaucoup trop tendre pour moi.

— Je ne crois pas cela possible.

— Allons cela me rassure. Venez-vous, oui ou non?

— Oui, dit Vivian; il serait bien changé s'il quittait son livre pour la plus belle voiture qu'on ait jamais faite. Il ne distingue pas un phaéton d'un tilbury. Laissez-le dans son fauteuil au coin du feu jusqu'à notre retour; alors vous pourrez le conduire faire un tour au parc.

— Non, je viens, dit Lawrence en se levant nonchalamment.

Pourquoi Lawrence hésita-t-il avant d'offrir son bras à mistress Vivian? Le capitaine dit à sa femme de l'accepter, et elle traversa Pall-Mall et Saint-James-Street, causant et riant entre les deux amis. Bien des regards se fixèrent sur elle, bien des têtes se retournèrent pour la voir encore s'avancer avec cette grâce et cette aisance qui lui étaient particulières, la figure animée d'un sourire enchanteur. Sa conversation, à la fois insouciance et spirituelle, fascinait l'attention de son hôte. Le mari, comme tous les maris, était moins sensible à des charmes qu'il retrouvait chaque jour, et, s'il faut dire la vérité, il pensait plus en ce moment à la voiture de l'amiral qu'à sa ravissante femme, qui, de son côté, adressait ses réflexions à son ami plutôt qu'à lui.

## II

Nos trois amis passèrent à peu près de cette manière le lendemain de ce jour et tous ceux qui suivirent. Lawrence déjeunait habituellement à Spring-Gardens. Le capitaine Vivian sortait immédiatement après et était occupé dehors presque toute la journée. Il venait d'être nommé au commandement de la *Cybèle*, un des plus beaux vaisseaux de la flotte. Elle était en rivière à Woolwich, et il s'occupait d'en surveiller l'armement, quoiqu'il n'eût pas l'idée d'être appelé prochainement à un service actif.

Son ami, qui ne se mêlait guère des affaires de la vie réelle sous quelque forme que ce fût, restait avec mistress Vivian et ses enfants, passant tout son temps, comme autrefois, un livre à la main, mais

n'en dévorant plus les pages comme autrefois, avec l'avidité d'un homme qui tire tous ses plaisirs de l'intelligence. Ses regards errants ou distraits suivaient tous les mouvements d'Inez autour de la chambre ou se fixaient sur le livre sans y penser. Des sentiments auxquels il avait été étranger jusque-là commençaient à amollir son cœur par leur douceur séduisante ; des sentiments dont il ne se rendait pas compte commençaient à faire de ce fauteuil comme un siège enchanté dont il ne pouvait plus sortir. La vie, qui jusque-là n'avait été pour lui qu'une suite d'idées, prit un nouveau caractère et lui parut une suite de sensations ou plutôt une sensation unique, la plus enivrante, la plus absorbante de toutes ; l'influence d'une passion dominante semblait avoir étouffé toute autre idée, tout autre sentiment, et ce charme fatal semblait attaché à un certain fauteuil du salon du capitaine Vivian.

Inez, innocente et ingénue comme un enfant, ne se doutait nullement du mal qu'elle causait ; et Lawrence, qui, loin de songer à s'examiner lui-même, était habitué à céder toujours à l'impulsion du moment, à passer ses journées à faire ce qui lui était agréable, sans jamais se demander compte de l'usage de son temps et de ses talents, Lawrence se laissait aller à satisfaire ses sensations présentes sans remonter à leur source, sans se demander si, à un certain point, elles n'étaient pas criminelles.

Lawrence Hervey n'était pas un libertin ; il abhorrait le libertinage qui répugnait à son goût et blessait son sens moral ; mais, sceptique en religion, habitué à mettre en question toutes ces règles d'ordre et de morale, qui, sous des formes diverses, ont été respectées par tout le genre humain depuis la formation des sociétés civilisées, ennemi par système de tout ce qui avait un caractère de rigidité ou de contrainte dans les relations sociales, il devait infailliblement se permettre à lui-même les satisfactions qu'il était toujours prêt à accorder aux autres.

L'idée que ses sentiments prenaient une forme capable de troubler son bonheur futur eût été chassée avec mépris si par hasard elle se fût présentée ; celle qui pouvait nuire au bonheur des autres eût été rejetée comme ridicule. Il ne se regardait comme responsable envers qui que ce fût de ce qui se passait dans les replis les plus secrets de son cœur. Il avait repoussé les enseignements de ce maître qui a dit : « C'est ce qui sort du cœur de l'homme qui le souille. » Pourquoi aurait-il refusé la coupe qui s'offrait à ses lèvres ? Si le breuvage enivrait son imagination, obscurcissait son jugement, submergeait sa raison dans de molles délices, cela ne regardait que lui.

Inez, nous l'avons dit, était devenue une grande lectrice, mais elle n'avait pu inspirer ce goût à son mari. Le transport avec lequel sa brillante imagination avait recueilli les brillantes images de la poésie, le



plaisir avec lequel son intelligence avait entrevu les aperçus de la philosophie et de la vérité, avaient été nécessairement renfermés dans son sein. On peut imaginer quelle fut sa satisfaction, en trouvant dans le goût exquis et l'esprit cultivé de Lawrence ce qu'elle avait cherché en vain : de la sympathie pour ses nouveaux plaisirs et un guide capable de diriger ses facultés naissantes.

On la voyait maintenant, élève docile, assise près du fauteuil de Lawrence, lisant avec lui, l'interrogeant, l'écoutant, lui découvrant tout le chaos de ses pensées. La voix du maître tremblait-elle quand il cherchait à mettre un peu d'ordre dans cette brillante incohérence ? Son œil brillait-il d'une approbation trop tendre lorsque avec un visage rayonnant, une voix qui était la mélodie même, elle lui lisait quelque touchant morceau de poésie ? S'il en était ainsi, la confiante Inez ne s'en apercevait pas. Tranquille dans la pureté de son cœur, la contagion dangereuse de la passion était sans pouvoir sur elle. C'était plus pour Henry que pour elle-même qu'elle était contente de voir que Lawrence l'aimait mieux qu'autrefois. Elle pensait qu'il fallait qu'elle eût beaucoup gagné pour que M. Hervey la trouvât bien, lui dont elle était habituée à regarder les décisions comme infaillibles.

— Comme vous soupirez ce matin sur cette leçon d'italien, monsieur Hervey ! C'est une chose assommante que de m'expliquer Pétrarque. J'avoue qu'il est souvent ennuyeux ; cependant savez-vous que, malgré toute sa recherche, ses vers ont un air de vérité qui m'intéresse. J'ai entendu tourner sa constance en ridicule ; on disait que sa passion était toute en imagination, que le cœur n'y entraît pour rien ; je ne sens pas ainsi. Il me semble lire dans ses vers l'histoire d'un sentiment vrai et profond. Ce n'est pas là la satisfaction d'un poète qui se livre à sa fantaisie ; ce sont plutôt les regrets d'un homme enchaîné, malgré lui, qui perd en égarements, en vaines aspirations, des facultés qu'il sent lui avoir été données pour un plus digne objet. Mais vous vous taisez ; ne pensez-vous pas ainsi ?

Elle avait dit tout cela les yeux baissés, sans le regarder, à peu près comme quelqu'un qui pense tout haut ; mais lui, assis un peu en arrière, ne la perdait pas de vue.

— Vous ne sauriez compatir à de semblables faiblesses, poursuivit-elle, et ce n'est pas de vous qu'il pourrait attendre : *Pietà, non ohe perdono.*

— Pourquoi penser ainsi ? dit-il tranquillement.

— Oh ! je suis habituée à vous croire à l'épreuve de folies de ce genre. Il me semble que, vous autres sages (vous savez que c'est la mode ici de vous mettre dans cette catégorie), vous n'êtes pas susceptibles de ces faiblesses-là.

— Mais Pétrarque n'était-il pas un sage ?

— Oui, mais c'était un homme d'imagination.

— Ce que je ne suis pas certainement. Vous avez raison en cela.

Et il soupira encore.

— Nous le laisserons pour aujourd'hui, dit-elle gaiement, car vous soupirez tout comme ma petite Georgy quand elle prend sa leçon ; vraiment, monsieur Hervey, je n'y avais jamais fait attention, mais je vous trouve bien bon. Tout cela doit vous ennuyer à mort ; vous devez détester ma sagesse d'à présent encore plus que mon ancienne folie, seulement il serait un peu vulgaire d'en convenir. Je ne puis rien concevoir de plus ennuyeux pour un esprit accompli que de parler de sujets semblables avec une commençante. Vous êtes vraiment bien bon.

— Ce n'est pas précisément le mot propre, dit-il encore avec une grande douceur. Il se peut qu'il existe pour moi d'autres charmes que ceux de l'érudition ; la candeur, le bon sens ingénu, par exemple.

— Oui, j'aurais dû comprendre cela ; il est aussi facile de vous contenter maintenant que cela était impossible autrefois. Est-ce à Paris, monsieur Hervey, que vous avez appris cet art heureux ? Les cinq années que vous avez passées à l'acquérir n'ont pas été du temps perdu.

— Je ne l'ai pas acquis ; je suis plus difficile à contenter que jamais. Rien au monde ne me plaît, si ce n'est rester dans ce fauteuil et jouer avec les enfants.

— La vérité perce malgré vous ; la lecture vous ennuie.

— Je n'ai certainement pas dit cela. Je ne fais pas profession de vivre dans le palais de la vérité, mais je ne suis pas un menteur assez consommé pour dire que la plus douce occupation que je connaisse soit un ennui, reprit-il avec plus de chaleur qu'il ne lui était habituel.

Inez rougit un peu ; puis, se remettant aussitôt :

— J'en suis bien aise, dit-elle, car j'avoue que lire avec un professeur si habile est un grand secours pour mes faibles facultés. Quand mes enfants seront assez grands pour en profiter, j'espère bien que je serai aussi grave, aussi sèche, que tous les pédagogues femelles que je connais.

— Comme vous parlez ! Plaise au ciel de nous préserver de semblables résultats ! J'aimerais mieux que tous les livres du monde fussent brûlés. Mais il n'y a pas de danger.

— Je n'en vois aucun, dit-elle en riant. Ma bêtise est invétérée, n'importe. Il y a quelqu'un qui s'en met peu en peine ; c'est mon cher Henry. Il y a une autre personne qui n'en mourra pas de chagrin, c'est moi-même. Il y en a une troisième qui devra en prendre son parti de son mieux, dit-elle en se tournant gaiement vers lui. Il n'y a pas de remède, nous ne pouvons atteindre ni l'un ni l'autre à votre

idéal de perfection, monsieur Hervey; mais nous espérons que vous nous aimerez tout de même.

Les yeux de Lawrence avaient une expression inaccoutumée.

— Je serai tout, l'impossible même, si vous consentez seulement à ne pas m'appeler monsieur Hervey. Pourquoi ne suis-je pas Lawrence pour vous? Miss Vivian m'appelle Lawrence. Je suis Lawrence pour tous excepté pour vous; que je vous entende m'appeler Lawrence, dit-il d'un ton pressant.

— Lawrence! répéta-t-elle avec insouciance comme pour essayer; et, malgré cette insouciance, il sentit ces syllabes pénétrer dans son cœur. Non, je ne puis pas; vous m'avez inspiré trop de crainte et de respect au début, voyez-vous; je penserais aussi bien à appeler mon père par son nom de baptême.

— Votre père! s'écria-t-il d'un ton excessivement piqué. Votre père! Me regardez-vous comme un père? Bon Dieu! que vous vous exprimez d'une manière blessante!

— Et bon Dieu! que vous vous blessez facilement! Non, vraiment... Lawrence... est-ce que cela irait bien? Je ne voulais pas vous offenser; je ne voulais pas dire que, malgré votre sagesse, vous ayez l'air tout à fait aussi vénérable que mon père; mais, à vrai dire, je vous croyais trop grand philosophe pour attacher tant d'importance à l'air que vous pouvez avoir; il paraît que je m'étais trompée. Oh! hommes! hommes! Vous avez pris tant de peine pour passer auprès de nous pour un sage, que, dans ma simplicité, je vous respectais; mais, si vous êtes si inconséquent, vous pouvez compter que je ne persisterai pas dans mon erreur.

— Je hais le respect.

— Vous haïssez le respect! C'est monstrueux! Eh bien, je crois que vous êtes la personne du monde la plus susceptible aux manques de respect.

— Que voulez-vous dire par là?

— Oh! rien, sur ma parole, dit-elle en se levant, vous avez l'air si fâché; je ne dirai pas un mot de plus. Vraiment, monsieur Hervey, votre humeur...

— Fâché! Mon humeur! Suis-je fâché? Et, quand je serais d'une humeur diabolique, que vous importe? Est-ce que rien de ce qui me touche peut vous donner un moment de souci? Si je pensais qu'il y eût un être sur terre qui se souciât de moi et de mes humeurs, je me corrigerais bien vite. Si je savais que mon irritation pût causer la moindre contrariété à quelqu'un, je deviendrais comme un agneau.

Il se leva et la suivit près du feu.

— Je voudrais bien que vous fussiez comme un agneau, monsieur Hervey, car vraiment...

— Vous m'avez appelé Lawrence, tout à l'heure.

— Vous croyez ? Cela vous a mis en colère, je me garderai bien de recommencer.

— En colère ! Que c'est cruel ! Mais n'importe ! je me suis fait haïr de vous au début de notre connaissance, vous m'avez toujours haï, vous me haïrez toujours *secrètement*, parce que votre bonté vous fait chercher à le cacher ; mais je déteste la feinte ; si vous me haïssez, dites-le moi tout de suite, et je m'en vais.

— Comme vous me comprenez mal ! Comment pouvez-vous supposer que j'aie jamais voulu vous offenser ? Comment pouvez-vous supposer que je vous garde rancune de ce que j'ai toujours honoré en vous comme une marque de sincère amitié pour Henry. Ne ramenez pas ces jours de mésintelligence ; vous savez combien Henry vous apprécie, combien je vous apprécie moi-même par rapport à lui ; ne vous livrez pas ainsi au seul défaut que vous ayez, à cette manière bizarre, capricieuse, de mal prendre les choses. Je ne sais pas trop ce que j'ai dit, mais vous savez bien que je ne voudrais pas dire une chose qui pût vous blesser. Croyez que je suis bien corrigée de l'amour de taquiner ; croyez.....

— Ne me demandez de rien croire ; ne poursuivez pas, généreuse Inez, ne vous embarrassez pas de moi. Tout ce que vous faites, tout ce que vous dites, votre air même est parfait. Pardonnez-moi, je suis capricieux, je suis déraisonnable ; c'est mon infirmité, pardonnez-moi !...

Elle parut surprise, cependant elle était contente ; elle avait toujours douté de son affection, et son cœur innocent se réjouissait à la pensée qu'elle lui était chère.

— Il n'y a rien à pardonner. Il serait étrange que je ne pusse tolérer un peu de singularité dans un ami si cher à Henry...

Ici le visage de Lawrence se rembrunit ; Inez, sans bien le comprendre, lui répondit comme par instinct :

— Si bon pour moi, et pour lequel j'ai un si sincère attachement...

Et elle le regardait si doucement, qu'il sentait son cœur comme prêt à déborder.

La porte s'ouvrit et le capitaine Vivian entra.

— M'avez-vous pris une loge ? fut la première question qu'Inez lui adressa en se tournant vers lui avec la plus parfaite et la plus franche tranquillité, tandis que Lawrence, le visage vers la cheminée, parut très-occupé un moment d'examiner les vases de porcelaine qui s'y trouvaient.

— Oui, cher amour ; mais vous me dispenserez de vous accompagner à cet opéra allemand ; vous savez qu'un opéra italien est tout ce que je puis digérer ; d'ailleurs il faut que je dine au Club avec un ou deux

vieux amis. Mais, Lawrence, vous êtes juste notre affaire; vous adorez ce fracas inintelligible. Vous ne demanderez pas mieux que de dîner avec Inez et de l'accompagner; vous êtes un fanatique, vous, et vous pouvez rester sans vous plaindre enfermé toute une soirée dans une loge pour entendre Haitzinger. Voulez-vous être de service ce soir? Inez tient beaucoup à y aller, voulez-vous vous charger d'elle?

Un plaisir coupable fit battre le cœur de Lawrence; il releva la tête et répondit seulement : — Je serai charmé d'être de service.

— Je suis très-fâché, ma chère Inès, dit Vivian, de n'avoir pu trouver une bonne loge. Malheureusement je m'y suis pris trop tard, je n'ai pu avoir qu'une troisième; vous ne serez guère en vue; mais, comme vous allez surtout pour entendre la musique, j'espère que cela vous sera indifférent.

— Oh! parfaitement. Je prendrai avec moi la petite Julia Sullivan, comme je l'ai promis, et alors je n'aurai pas besoin d'emprisonner M. Hervey. Vous pourrez me quitter sans remords quand vous en aurez assez de moi, dit-elle gaiement à ce dernier.

Le cœur de Lawrence battait bien fort, battait d'une manière qui aurait dû l'alarmer; mais la méfiance de soi-même était une science que ce philosophe avait encore à apprendre. N'osant prononcer les paroles qui venaient sur ses lèvres, il feignit de ne pas l'avoir entendue.

— Allons, Lawrence, dit le capitaine Vivian, vous avez l'air tout décontenancé; vous êtes le garçon le plus étrange que je connaisse. Si vraiment cela vous contrarie d'y aller ce soir, pourquoi ne pas le dire tout de suite?

— Est-ce que j'ai l'air d'en être contrarié? dit Lawrence se remettant, ce n'était pas mon intention, je vous assure. J'aurai le plus grand plaisir à accompagner mistress Vivian, et je vais retourner chez moi pour m'habiller, car il est tard.

En disant ces mots il sortit de la chambre.

— Je crains, dit Inez, que vous n'ayez abusé de sa complaisance, Henry. Il est évidemment de mauvaise humeur. J'aurais mieux fait d'y renoncer.

— Lui, de mauvaise humeur, et qu'importe, au nom du ciel? Vous n'y renoncerez pas pour cela. Il peut bien faire à votre amusement le petit sacrifice de ses caprices. Je suis très-fâché, ma chère, de ne pouvoir aller avec vous à sa place; mais je me suis laissé prendre dans un engagement que je ne puis rompre, ne doutant pas qu'Hervey ne fût content d'aller avec vous. Prenez la petite Julia, alors il pourra sortir de la loge quand il sera fatigué, ce qui lui arrive pour toute chose, plutôt qu'à aucun homme que je connaisse.

Le capitaine Vivian et sa femme passèrent le temps qui leur restait jusqu'au dîner, à jouer avec leurs petits enfants, heureux de leur par-

faite confiance, de leur sincère affection, ne désirant pas de plaisirs extraordinaires, mais jouissant des joies tranquilles de leur existence innocente et paisible.

Cependant Lawrence s'en allait chez lui transporté de joie ; il ne se demandait ni pourquoi, ni comment. Son esprit s'arrêtait uniquement sur l'idée de passer une soirée seul avec Inez ; seul, car Julia n'était qu'une enfant de onze ans. Jouir exclusivement de la société de cette femme charmante, était tout ce qu'il se permettait de désirer ; la part énorme que l'absence du mari prenait dans ses espérances de plaisir semblait échapper à son observation.

### III

Comme six heures sonnaient, Lawrence, mis avec une recherche qui ne lui était pas ordinaire, quoiqu'elle lui allât très-bien, entra dans le salon du capitaine Vivian.

Inez y était déjà, plus belle que jamais, comme pour rendre sa satisfaction plus complète. Une robe de crêpe blanc donnait une grâce particulière à sa taille élégante, sa chevelure noire était arrangée avec plus d'art que de coutume, quelques pierreries y étincelaient. Le capitaine Vivian, le chapeau à la main, lui faisait ses adieux ; Lawrence s'appuya nonchalamment contre la cheminée en les regardant tous deux ; il eût été difficile de dire en ce moment lequel des trois était le plus beau. La porte se ferma, Henri partit, et Lawrence...

Lawrence s'installa dans son fauteuil habituel, dans un état de si parfaite jouissance, qu'il n'avait envie ni d'agir ni de parler ; rester ainsi passif pendant des siècles, sans changement, sans désir de changement, lui paraissait non-seulement naturel, mais délicieux.

Inez, qui était loin de pénétrer ses sentiments, imagina qu'il avait encore un peu d'humeur ; elle s'assit près du feu, prit sa broderie et s'amusa des pensées vagabondes qui se succédaient dans sa joyeuse imagination.

On annonça le dîner.

— Allons, monsieur Hervey, faut-il que je vous éveille ? De quelle région lointaine faut-il rappeler vos pensées ? Êtes-vous monté dans les sphères célestes pour chercher l'esprit de Platon ? Il faut cependant que les philosophes dinent comme les autres mortels, et nous serons en retard. Je tiens à entendre l'ouverture.

Il se leva et lui offrit son bras, toujours sans dire un mot ; mais, lorsqu'elle lui dit avec un étonnement qui n'était pas joué et auquel se mêlait une légère teinte de vexation : — Mais qu'avez-vous donc, mon-

sieur Hervey; si vous n'êtes réellement pas en train de venir, soyez franc et dites-le, je n'ai certainement envie d'être importune à qui que ce soit, — il fit un effort pour sortir de sa rêverie.

— Je ne suis pas indisposé, dit-il, quoique je sois peut-être dans mes humeurs noires; mes esprits sont capricieux, malheureux pour moi-même et pour les autres, comme tout ce qui est en moi. Non, la musique est, je crois, la seule chose que je puis supporter ce soir; elle chassera de moi cette maudite humeur. Il faut de la patience avec moi, douce Inez... Je vous demande pardon, mistress Vivian... Je ne sais vraiment pas ce que je dis; je me conduirai mieux après dîner.

Inez était de plus en plus surprise. Il lui semblait que sa situation était renversée; elle n'y comprenait rien. Celui qu'elle avait tant redouté, le sévère censeur de tout ce qu'elle faisait et disait, le froid et impassible Lawrence, l'homme qui ne se laissait ni influencer par son sourire ni émouvoir par ses caprices, semblait avoir renoncé tout à coup à sa réputation de supériorité et de sagesse, se montrait aussi capricieux, aussi fantasque qu'elle avait pu l'être dans ses meilleurs jours, puis reconnaissait sa folie et lui demandait d'être indulgente avec une humilité tout à fait contraire à sa nature.

Ne pouvant s'expliquer ce changement, elle en vint à conclure que Lawrence pouvait avoir, comme les autres membres de son sexe, ses moments de caprice et de déraison, et, si elle le respecta un peu moins après cette découverte, elle l'aima peut-être un peu plus, et s'intéressa à ce qui lui semblait un état de souffrance.

Tout le temps du dîner, elle chercha donc, par les plus douces attentions, par la plus aimable gaieté, à lui rendre son entrain, et Lawrence, après quelques verres de Madère, commença à paraître plus à l'aise et se remit à causer avec son charme habituel.

Les enfants vinrent au dessert. Tandis que l'une occupait les genoux de mistress Vivian, Lawrence s'empara de l'autre. L'illusion était complète. Il se figurait être le maître de cette maison, le père de l'enfant qu'il tenait sur ses genoux, le mari de l'être adorable qui présidait à ce repas. La passion est une folie passagère; ses illusions sont souvent aussi entières, aussi parfaites. Pendant cette courte hallucination, Lawrence se sentit parfaitement heureux. Toutes ses émotions turbulentes disparurent. Dans le calme de cette satisfaction et s'il eût été le jeune époux de mistress Vivian, il n'eût pu lui ajuster plus gaiement son manteau ni monter en voiture à ses côtés d'un air plus franchement heureux.

S'il suffit quelquefois d'ouvrir ou de fermer les yeux pour changer tout le cours de nos idées, à plus forte raison un changement de lieu doit-il produire cet effet. Lawrence ne fut pas plutôt en voiture, que

ses illusions s'évanouirent, des pensées d'une teinte bien différente leur succédèrent, un nuage plus sombre que la nuit se répandit sur son front, et il parut encore en proie aux plus pénibles réflexions.

Inez le regardait avec terreur, presque avec aversion. Ses manières étaient devenues tout à coup aussi froides, aussi rudes qu'elles étaient naguère aimables et affectueuses; elle fut bien aise quand on s'arrêta à la porte de l'amiral Sullivan, et quand sa petite amie, transportée à l'idée d'un premier opéra, s'élança dans la voiture en s'écriant : « Chère mistress Vivian, que vous êtes bonne ! » Mistress Vivian, mise à l'aise par sa présence et heureuse de sa joie, se mit aussitôt à lui parler. Elles avaient bien des choses à se dire, et pas un mot pour le silencieux Lawrence qui, tout à fait de mauvaise humeur maintenant, se tint sans proférer une syllabe dans un coin de la voiture.

On arriva ; il prit le bras de mistress Vivian dans la foule et la conduisit à sa loge, toujours sans parler. La petite Julia fut mise à la meilleure place pour voir sur la scène, mistress Vivian prit un siège moins en évidence de l'autre côté, et Lawrence, se plaçant derrière elle, posa son bras sur le dos de son fauteuil, comme pour jeter à sa propre conscience un défi désespéré ; dérobé ainsi à l'attention générale, il resta immobile et silencieux, absorbé dans une dangereuse contemplation dont les effets, qu'il avait déjà ressentis, auraient dû le remplir de terreur.

Il s'efforçait d'étouffer les soupirs qui s'échappaient de son cœur oppressé, de peur qu'ils n'attirassent l'attention d'Inez, comme ils avaient déjà fait. Il tâchait de réprimer tous les signes extérieurs des sentiments qui le dominaient, tandis qu'intérieurement il s'abandonnait sans résistance à leurs séductions. Il se croyait homme d'honneur ; pour rien au monde il n'eût voulu dire une parole contraire à ce qu'il devait à son ami ; mais ses pensées étaient à lui : ses scrupules n'atteignaient point cette région. Adorer la femme ainsi confiée à ses soins n'était point une injure tant que cette adoration restait renfermée dans son cœur ; désirer même d'obtenir une place particulière dans ses affections n'était point une ambition coupable, tant qu'il ne murmurerait pas à son oreille un mot de son attachement passionné. Pourquoi se refuser ce qui ne pouvait nuire qu'à lui, en admettant que ce fût mal ? Il voulait jouir du charme de son existence présente tant qu'il le pourrait sans danger ; plus tard... Eh bien, alors comme alors ! C'est ainsi que M. Hervey comprenait ses devoirs envers son ami et envers lui-même. Telle était la connaissance que ce philosophe accompli avait de la nature humaine et de son propre cœur. L'idée qu'il pût être responsable à un autre tribunal que celui de sa propre raison ne traversa pas une fois son esprit. Sceptique par principe, il se serait pris en pitié s'il eût pu croire que sa vertu avait besoin



d'être soutenue par ces motifs d'espérance et de terreur qui gouvernent le vulgaire.

Mistress Vivian, tout absorbée par la musique, fut quelque temps sans s'occuper de Lawrence. Enfin elle se retourna tout à coup :

— Monsieur Hervey, est-ce que vous dormez ?

— Je crois que oui, dit-il en souriant.

— Oh ! vous avez fait semblant. Vous devez avoir écouté ce dernier air, cet air délicieux. Je croyais que vous aimiez la musique ?

— J'aime excessivement la musique.

— Eh bien, écoutez encore. C'étaient ces chants que la muse de l'harmonie souffla elle-même à l'auteur de *Fidelio*.

— Vous sentez cela ? dit Lawrence.

— Oui, vraiment.

— Vous seriez ce que fait ce page ?

— Oh ! oui, pour Henry !

— Heureux Henry ! dit-il en soupirant.

— Vous le croyez donc enfin ? dit-elle avec une certaine animation. Vous le croyez heureux ?

— Heureux ! Grand Dieu ! Pour être aimé ainsi, rien qu'une seconde, Inez, je porterais la robe empoisonnée de Déjanire ; je me laisserais déchirer les membres par des chevaux sauvages, pour être heureux ainsi un seul moment.

Puis, comme elle le regardait tout étonnée, il se reprit en disant avec un rire forcé :

— Mais aucune femme ne m'aimera jamais.

— Je ne le leur conseillerais pas. Vous êtes si bizarre, que vous seriez mourir de chagrin la femme qui vous aimerait.

— Aucune ne se souciera jamais assez de moi pour cela. Vous-même, quoique je sois l'ami du capitaine Vivian, presque son frère, vous-même, si je mourais demain, vous souririez après-demain aussi doucement que ce soir.

— Que vous êtes injuste ! dit-elle d'un ton très-blessé. Pourquoi prendre plaisir à me supposer la créature la plus insensible qu'il y ait au monde ?

— Est-ce que je dis cela ? Vous, insensible ! Je vous crois tout cœur, tout sentiment. Seulement je n'ose pas me croire digne d'une pensée. Pardonnez-moi ; mais vous, douée du soleil perpétuel, d'un cœur heureux, vous ne sauriez dire, vous ne sauriez même imaginer ce que c'est que d'être en proie à des pensées malades qui vous consomment. Pardonnez-moi ; Dieu sait que je ne voulais pas vous offenser ; mais... mais... J'ai été ce soir d'une humeur exécrable. Je vais secouer cela.

Il se leva précipitamment et sortit de la loge.

Elle le plaignait et s'intéressait à lui, tout en lui en voulant un peu ;

elle aurait voulu savoir ce qui le tourmentait, se promettait d'en parler à Henry et de faire tout ce qu'elle pourrait pour le distraire.

Il revint avec l'air plus tranquille.

« — C'est bien. Allons, monsieur Hervey, asseyez-vous près de moi. Ne vous livrez pas à ces imaginations. Vous me grondiez autrefois ; c'est mon tour aujourd'hui. Il est indigne vraiment d'un homme de votre mérite d'être le jouet d'idées mélancoliques. Vous avez, il est vrai, peu de relations naturelles, mais Henry n'est-il pas votre frère ? Ne suis-je pas presque votre sœur ? Nos enfants ne sont-ils pas à vous ? Ne dites pas que personne ne vous aime ; vous savez que nous vous aimons ; contentez-vous de cela en attendant mieux. Et maintenant, faites le tour de ce brillant cercle de beautés, et devenez amoureux le plus tôt possible, ce sera le meilleur remède. J'avoue que j'aurais un malin plaisir à vous voir pris.

— Donnez-moi votre lorgnette. J'essaierai. »

Il la prit, fit deux ou trois fois le tour de la salle et la lui rendit. Sa gaieté revint, et Inez retrouva l'expression douce et calme qu'elle aimait à voir dans ses yeux.

Elle rentra chez elle plus tranquille sur son compte, s'endormit dans l'innocence et s'éveilla dans la paix. Pour lui, il ne fit que se retourner d'un côté, puis de l'autre, cherchant faiblement à repousser les indignes pensées qui voltigeaient autour de son chevet.

#### IV

Le lendemain, en entrant dans la maison de Spring-Gardens, M. Hervey vit qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire. Un air de confusion régnait dans cette demeure habituellement si bien ordonnée. Il ouvrit la porte de la salle à manger, mais il n'y avait personne. Soudain mistress Vivian parut ; ses traits annonçaient la vive exaltation de son âme, mais ses yeux étaient rouges et ses joues sillonnées de larmes.

— O Lawrence ! ô monsieur Hervey !

— Qu'avez-vous, ma chère mistress Vivian ?

— Je devrais être contente, je le suis... Dieu le sait.

Et elle fondit en larmes.

— Qu'est-ce donc, ma bien chère mistress Vivian ? Qu'est-il donc arrivé ?

Il parlait avec chaleur, car en ce moment ses sentiments étaient innocents ; il n'éprouvait plus qu'une vive sympathie pour l'affliction dans laquelle il la voyait plongée ; ses pensées coupables s'étaient évaporées avec la salutaire clarté du jour, comme ces mauvais esprits qui

rentrent dans leurs tombes dès que paraît l'aurore. Il était ce qu'il aurait toujours dû être.

— Qu'est-ce qu'il y a ? dites-moi ! Est-il arrivé quelque chose à Henry ? Puis-je vous rendre le moindre service ?

— Je devrais me réjouir ; c'est très-honorable pour lui ; mais, monsieur Hervey, est-ce qu'une femme peut ?... Vous allez me mépriser ; mais comment pourrais-je... ah ! comment pourrais-je me réjouir comme lui d'un service qui est un danger honorable ?

— Quel service ? Que voulez-vous dire ?

— Il est nommé au commandement de l'expédition secrète qui va sortir de Portsmouth. Il a appris cela hier soir. Je ne pensais guère, pendant que je me livrais à une vaine sécurité, je ne pensais guère que je perdais en frivoles dissipations les dernières heures de sa société.

— Au commandement de l'expédition ! répéta Lawrence ; mais c'est très-honorable. Pardonnez-moi, chère mistress Vivian, mais vous, femme de marin, vous ne devriez pas pleurer de cela. (Lui prenant et lui serrant affectueusement la main :) Ce doit être une si grande satisfaction pour Henry, que tous ceux qui l'aiment doivent la partager.

— Croyez-moi, cela me satisfait aussi. Mais, ô ciel ! c'est la première fois.

Et les pleurs recommencèrent à couler le long de ses joues.

Lawrence était redevenu lui-même. Une circonstance importante dans la vie réelle dissipe comme un charme les illusions de l'imagination. La sincère désolation d'Inez, la distinction honorable qu'on venait d'accorder à son ami, le tendre et véritable intérêt qu'il prenait aux dangers et aux succès d'Henry, chassèrent de son esprit cet odieux enivrement, ainsi qu'un choc subit rappelle à la raison le cerveau troublé par l'ivresse plus grossière du vin.

— Chère mistress Vivian, pleurez avec moi. Soyez bien sûre que je respecte vos larmes. Mais souvenez-vous que vous êtes femme d'un marin ; songez qu'Henry vous adore ; réprimez cette faiblesse devant lui ; montrez-lui que vous êtes digne de partager la destinée d'un homme si honorable. Il ne faut pas affaiblir sa résolution par votre chagrin ; il ne faut pas que son énergie s'épuise à lutter contre votre douleur.

— Vous avez raison, oui, vous avez raison, comme toujours. Non, mon Henry, je ne vous affligerai pas par un air désolé. Je vous dirai : Partez, puisque Dieu le veut ainsi, et je ne cesserai de prier pour vous jusqu'à votre retour.

Une larme brilla dans les yeux du philosophe, dans ces yeux qui ne pleuraient jamais. Il lui pressa la main en disant :

— Dieu le conservera pour votre bonheur !

Le capitaine Vivian était sorti. On entendit des coups redoublés à la porte; puis il entra précipitamment.

— Lawrence, mon cher ami, que je suis content que vous soyez venu! Vous, du moins, vous me félicitez de bon cœur, ce que cette folle enfant n'a pas le courage de faire, dit-il en attirant tendrement sa femme sur son cœur.

Elle leva la tête et lui sourit.

— J'essayerai cependant, mon cher Henry. Je tâcherai de me réjouir, comme monsieur Hervey, de ce qui vous réjouit. Mais quand devez-vous partir?

— Ce soir.

— Ce soir! s'écria-t-elle en jetant un cri.

— Il faut que je parte ce soir pour Portsmouth; mais il se passera quelques jours avant que je m'embarque. Que penseriez-vous de me suivre jusque-là et de donner votre bénédiction à ma charmante *Cybèle* avant qu'elle parte? Voulez-vous, mon amour, voulez-vous partir ce soir avec moi? Lawrence viendra avec nous, j'en suis sûr, et prendra soin de vous au retour. Lawrence, je dispose de votre temps avec la liberté d'un ami.

En ce moment, Lawrence maudissait ses pensées de la veille au soir et jurait en son âme que, si Inez lui était confiée, il la garderait avec le soin jaloux d'un frère; qu'il justifierait la confiance sans bornes de son ami; qu'il ne l'offenserait même pas en pensée. La pureté de ses sentiments semblait revenue comme par miracle; il répondit gaiement et sans hésitation :

— Mon cher Henry, vous m'offensez vraiment en parlant ainsi. Vous savez que je ne respire que pour vous être utile, à vous, à mistress Vivian et aux enfants. Employez-moi de quelque manière que ce soit, mon bon ami; vous savez comme vous me rendrez heureux!

— J'étais sûre de votre réponse et de vos sentiments, monsieur Hervey, dit Inez en lui tendant la main avec la plus touchante expression. Ah! Henry, je serai bien aise d'aller avec vous, de voir votre vaisseau, de voir comment vous y serez installé. Ah Dieu!

Et elle recommença à pleurer.

— Chère Inez!

— Pardonnez-moi, c'est le premier jour; je n'ai pas encore eu le temps de me remettre; bientôt je me comporterai mieux; je ne pleurerai pas à Portsmouth; mais il faut que cela ait son cours. Mon bon, mon cher Henry, n'ayez pas honte de moi si je n'ai pu prendre mon parti tout de suite; bientôt vous serez plus content.

Elle sortit de la chambre, courut près de ses enfants, et, après les avoir arrosés de ses larmes, elle se lava les yeux, composa son visage et descendit dîner avec la douce sérénité qui lui était habituelle.

Pendant son absence, Henry avait raconté à son ami toutes les particularités de sa nomination ; la *Cybèle* était à Portsmouth depuis quelques jours ; Henry devait s'y embarquer pour prendre le commandement d'une expédition dont l'objet était encore secret. Tout ce qu'il savait, c'était qu'il devait partir immédiatement avec des ordres cachetés. Il expliqua le plus brièvement possible l'état de ses affaires privées, dit à Lawrence que, dans le cas où il lui arriverait quelque chose, il le nommait son exécuteur testamentaire et le tuteur de ses enfants ; il recommanda ses chères petites à ses soins et à sa tendresse, et le conjura surtout de veiller sur son Inez et de la protéger.

— Vous la comprenez aussi bien, peut être mieux que moi ; vous voyez quel cœur elle a. Ni son père, ni miss Vivian, les seuls proches parents que nous ayons, ne seraient capables de la soutenir et de la consoler dans l'affliction qui l'accablerait si un pauvre diable comme moi ne revenait jamais. Soyez bon pour elle, Lawrence. Vous avez été quelquefois injuste et dur envers elle ; elle ne le mérite pas. S'il y eut jamais un ange sur terre, c'est elle. Soyez bon pour elle, pour l'amour de moi.

Le cœur de Lawrence répondit à la généreuse confiance du mari.

— Comme il y a un Dieu au ciel, dit-il (dans les moments solennels, les plus grands sceptiques en appellent malgré eux à un pouvoir suprême), comme il y a un Dieu au ciel, je serai pour elle tout ce que vous pouvez désirer ; je la garderai comme la prune de mes yeux ; je la protégerai comme l'honneur de ma mère ; je la défendrai comme mon âme elle-même.

— Merci, Lawrence ; je sais que je puis compter sur vous. La voici ! Dieu soit loué ! Comme elle est douce et calme !

Le reste du jour se passa en préparatifs auxquels Lawrence prit part comme s'il eût été de la famille, et, si parfois son admiration pour la conduite d'Inez eut quelque chose de trop excessif, aucun murmure du cœur ne lui rappela qu'elle pouvait être criminelle.

A dix heures du soir, ils partirent à quatre chevaux pour Portsmouth dans la voiture du capitaine Vivian. Lawrence insista pour rester en dehors. Il ne voulait pas troubler ces derniers moments de tristes épanchements. Il voulait laisser à Henry la liberté d'être aussi faible, aussi femme qu'il lui plairait, et il faut convenir que le capitaine Vivian profita de l'occasion. Inez et lui, pleurant dans les bras l'un de l'autre, échangèrent des vœux, des serments, des prières, des caresses, et passèrent toute cette nuit, si triste d'ailleurs, dans les saintes douceurs d'une pure et sincère affection.

Ils passèrent à Portsmouth deux jours d'un temps magnifique ; le soleil rayonnant, le ciel clair et bleu, se réfléchissaient sur le sein de l'Océan, qui portait un nombre infini de vaisseaux de tout rang. La

*Cybèle* se berçait gracieusement sur l'eau; ses mâts superbes s'élançaient dans les airs, et leurs lignes élégantes se détachaient sur le ciel. Inez regarda longtemps, tendrement et douloureusement ce vaisseau qui allait emporter son mari; elle se promena souvent sur la grève, écoutant le sourd murmure des vagues et rassemblant tout son courage pour cette séparation qu'elle ne croyait pas pouvoir supporter. Il y avait beaucoup à faire à bord; elle fut donc souvent seule; mais ces moments ne furent pas perdus : elle les employa à fortifier son cœur par la réflexion contre le malheur qui en approchait.

L'heure fatale arriva enfin; le canot du capitaine Vivian l'attendait à la jetée, la voiture d'Inez était devant la porte de l'auberge. Vivian avait arrangé avec Lawrence que celui-ci ne le suivrait pas jusqu'à son bâtiment, mais que, la séparation accomplie, il mettrait Inez en voiture et la reconduirait immédiatement près de ses enfants.

Elle était là, debout, dans le parloir de l'auberge, le cœur palpitant, épiant le bruit des pas de son mari qui allait revenir, peut-être pour la dernière fois. Les couleurs de son visage variaient sans cesse : tantôt une vive rougeur se répandait sur ses joues, puis était remplacée par une pâleur mortelle quand tout son sang reflua vers le cœur. Cependant elle luttait toujours pour retrouver un peu de calme, et supporter, comme elle le devait, cette terrible séparation. Des pas précipités se font entendre sur l'escalier; elle presse étroitement ses mains sur son cœur, comme pour en arrêter les battements presque insupportables. Les deux amis entrent : Henry, pressé, agité, la prend dans ses bras, la couvre de baisers; puis ces mots entrecoupés s'échappent de ses lèvres :

— Que Dieu vous bénisse, Inez ! que le Dieu du ciel vous garde et vous bénisse, mon Inez !

Elle lui passe ses bras autour du cou, répond à ses caresses par des murmures inarticulés; elle ne peut parler, elle balbutie, elle chancelle; tout semble tourner autour d'elle. Il faut qu'il parte; encore un dernier, un tendre embrassement, puis il la remet dans les bras de Lawrence en disant :

— Adieu ! prenez soin d'elle !

Et Henry Vivian a quitté ce qu'il aime le plus sur terre; il se précipite, par High-Street, vers le rivage, effaçant, chemin faisant, les marques de faiblesse qui coulaient sur son mâle visage.

Lawrence était-il digne de recevoir ce gage de confiance ? Méritait-il qu'on plaçât ce dépôt sacré sous la garde de son honneur ? Hélas ! celui qui s'est permis de coupables désirs, des vœux injustifiables, peut se jurer que toutes ses actions seront dictées par la règle austère de l'équité, qu'aucune tentation ne le détournera du droit sentier de la vérité et de l'honneur; il peut se le jurer sincèrement, mais il le jure

en vain. Des résolutions honnêtes, mais prises à la hâte, résistent faiblement à l'énergie d'une passion naissante quand la corruption règne sans résistance au fond du cœur. Le péché est au dedans. Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu; mais malheur à ceux qui nourrissent un péché secret, ils ne voient plus Dieu dans le témoignage d'une conscience pure et droite! Leurs yeux sont obscurcis, leur conception est moins saine. Pour leur esprit faussé, le bien devient le mal; et le mal, le bien, jusqu'à ce que le crime, revêtu de ces couleurs flatteuses dont leur imagination pervertie se plaît à le parer, chasse de leur âme l'image de la vertu. Ceci est vrai surtout des crimes causés par les passions tendres, ces traîtres si insidieux et si trompeurs dans toutes leurs influences.

Inez n'était pas évanouie, mais elle ne pouvait se soutenir, et Lawrence continua de la tenir dans ses bras, quoique prêt à chanceler lui-même. Il l'entraîna vers la fenêtre, qu'il ouvrit toute grande. Aussitôt qu'un air frais souffla sur son visage, ses couleurs reparurent, et, après quelques sanglots convulsifs, sa respiration se rétablit, et la vie parut rentrer dans son sein.

— Est-il donc parti? dit-elle aussitôt.

— Oui, il est parti; mais pour l'amour de lui prenez courage.

— J'en ai... j'en aurai... Merci, monsieur Hervey, vous êtes bien bon. Mon cher Henry! que Dieu le bénisse!

Et ses larmes commencèrent à couler silencieusement.

Lawrence, qui s'attendait à une tempête, fut soulagé par cette tranquillité et attendri par son air doux et patient.

— Que voulez-vous faire? dit-il.

— Oh! aller près de mes enfants! Conduisez-moi près d'eux, je serai mieux quand je les aurai vus. Ah! monsieur Hervey, on ne comprend guère tout ce que veut dire ce mot : séparation...

— Votre voiture vous attend.

— Je suis prête.

Lawrence la fit monter, se mit à ses côtés; tout était prêt; la voiture partit, et Portsmouth fut bientôt loin derrière eux.

Lawrence resta silencieux et immobile dans un coin de la voiture, tandis qu'Inez, la figure cachée dans son mouchoir, se laissa tomber dans l'autre, pleurant en silence sur ses tendres souvenirs.

Quand elle eut pleuré quelque temps, ses larmes s'arrêtèrent d'elles-mêmes; elle se sentit calmée, apaisée; elle essuya ses yeux, et, pressée de montrer à Lawrence qu'elle était sensible à sa sympathie et à son affection, elle se mit à lui parler d'un ton de confiance et d'épanchement, comme si elle était sûre de trouver dans sa sagesse et son amitié appui et consolation. Il ne fut pas insensible à cet appel et s'efforça de mettre dans la conversation son agrément habituel. Ils

parlèrent des plans futurs d'Inez, de ses enfants, de ses occupations jusqu'au retour d'Henry. Inez, avec l'heureuse promptitude d'un esprit jeune et vif, avait déjà imaginé mille plans pour tromper la longueur des jours. Bientôt, son ardente imagination franchissant rapidement l'espace qui devait s'écouler jusqu'à ce que son mari fût ramené dans ses bras, le sourire de l'espérance reparut sur ses lèvres, tandis que Lawrence, quoique le son de sa voix fût singulièrement doux et que son regard pensif s'attachât peut-être trop longtemps sur elle, conserva, non sans quelque effort, l'apparence de tranquillité qu'il s'était strictement imposée.

## V

Les voyageurs arrivèrent à Londres avant l'heure du thé, et furent reçus, dans Spring-Gardens, par l'imposante miss Vivian, qu'Henry avait priée de venir tenir compagnie à sa femme pendant son absence. Ce n'était pas qu'ils aimassent beaucoup l'un ou l'autre miss Vivian; la sécheresse de ses manières, la formalité de ses idées, s'accordaient mal avec leur joyeuse insouciance; mais ils sentaient tous deux par instinct qu'Inez était trop jeune et trop belle pour rester absolument sans protection et convinrent qu'il vaudrait mieux inviter leur sœur à passer ce temps à Spring-Gardens. Inez aurait bien pu aller à Midleton-Court; mais elle désirait rester à Londres pour recevoir plus promptement des nouvelles de son mari, et d'ailleurs l'amiral et son fidèle Pylade M. Roper venaient (chose maintenant tout à fait extraordinaire) de partir pour visiter en Irlande un vieux compagnon d'armes de l'amiral.

Miss Vivian habitait un très-beau cottage sur cette belle chaîne de collines qui s'élèvent de la Tamise et se terminent au village de Rochampton. Par une culture persévérante, elle avait converti quelques acres de terre en un véritable paradis au milieu duquel s'élevait sa petite villa, bâtie selon un goût assez répandu, avec un grand rez-de-chaussée entouré d'un verandah couvert, qui, inventé pour repousser les rayons brûlants d'un soleil d'Italie, ne sert en Angleterre qu'à exclure une douce clarté et une chaleur bienfaisante. Les chambres étaient petites et inconfortables, comme si on les eût faites exprès pour montrer à quel point le goût et l'élégance de l'ameublement peuvent triompher de ces défauts de proportion. L'ordre, l'élégance et la propreté sont d'excellentes choses, sans lesquelles la vie matérielle devient bientôt intolérable; mais il y a un ordre et une propreté si roides et si froids, que le cœur et l'imagination se sentent comme glacés en entrant dans les lieux où ils règnent. Il en était ainsi à Bellevue; le salon était si frais, qu'il semblait sortir des mains du pei-



tre; les meubles si bien rangés, qu'on croyait commettre une monstruosité en déplaçant une chaise. Quant à la froide maîtresse de la maison, pas un pli de sa robe, pas un cheveu, ne se dérangeaient, comme si la précipitation et l'émotion étaient aussi étrangères dans son cœur que dans son ménage. Le capitaine Vivian et Inez ne visitaient jamais Bellevue sans trouver la journée d'une longueur insupportable. Inez s'efforçait de paraître gaie, mais sa jolie bouche se tortait en bâillements, et, dans ses tentatives pour ne pas garder un silence incivil, elle faisait des méprises ou disait des platitudes que miss Vivian prenait au sérieux et faisait valoir le mieux du monde. Pendant ce temps, le capitaine jouait avec les enfants, parlait au chien grave et majestueux de miss Vivian, rôdait dans le jardin; puis, quand on était monté en voiture pour retourner à la maison, il embrassait Inez de joie de se retrouver en liberté.

Inez ne pouvait s'empêcher de regarder la visite de miss Vivian comme un mal nécessaire; mais elle comptait sur les affaires incessantes dont cette dame était occupée pour rendre sa présence moins ennuyeuse. Miss Vivian était de plusieurs comités, rédigeait des rapports, assistait à des réunions, etc. Elle était une inspectrice active des pauvres, ennemie de toute charité irréfléchie, de tout divertissement le dimanche, de toute oisiveté, de toute négligence. Son activité aurait été sans prix si elle eût été unie à ce doux esprit d'indulgent amour qui est la base de toute vertu; mais, n'étant pas animée de ce sentiment, elle n'était plus qu'un spectre glacé de la charité, servant souvent à rebuter ceux qui désiraient faire le bien et à réconcilier avec leur insouciance bonté ceux dont les bonnes œuvres n'étaient que le résultat d'une impression fugitive.

L'effet qu'elle avait produit sur l'esprit d'Inez avait certainement été nuisible. A force d'entendre vanter les perfections de cette miss Vivian, qui lui semblait si ennuyeuse et si peu aimable, elle avait conclu, trop précipitamment sans doute, que ses perfections entraient pour quelque chose dans son défaut d'amabilité; erreur fréquente chez les esprits jeunes et ardents, enclins à mépriser certaines vertus modestes, parce qu'ils les associent à l'idée de cette froideur de caractère qui en rend l'exercice aisé.

Miss Vivian fut un peu blessée quand elle vit la porte s'ouvrir et mistress Vivian paraître avec Lawrence. Elle n'y avait pas encore songé; mais, comme elle n'avait pas cette charité qui ne pense jamais le mal, elle se dit aussitôt qu'il aurait été beaucoup plus convenable qu'Inez lui eût été confiée.

Mistress Vivian lui dit bonjour à la hâte et courut à la chambre de ses enfants. Lawrence entra dans le salon; il ne fut pas fâché d'y trouver miss Vivian. La contrainte qu'il s'était imposée pendant ce

long tête-à-tête commençait à lui peser, et il se sentit soulagé, par la présence d'un tiers, de la dangereuse nécessité de veiller sur lui-même et de l'effort pénible qu'il faisait pour causer de choses indifférentes.

Il fut bien aise de reprendre possession de son siège accoutumé et de se livrer en silence à ces dangereuses méditations qui corrompaient déjà la pureté de ses pensées.

Le feu petillait, le thé attendait les voyageurs. Inez reparut bientôt. son plus jeune enfant dans ses bras, criant de joie, la flattant de ses petites mains et la couvrant de caresses; l'aînée silencieuse et tendre, pendue à sa robe comme si elle eût craint de la perdre encore. Inez s'assit à côté de Lawrence; chacun d'eux prit une des petites sur ses genoux; elles jouèrent et babillèrent avec leur mère. Lawrence leur fit des contes de cet air tranquille et gai qui le rendait si cher aux enfants. Miss Vivian prépara le thé. C'était un charmant tableau de famille.

Ce soir-là, quand Lawrence fut rentré chez lui, il tira sa chaise auprès du foyer, et, ayant placé, selon la coutume des garçons et de quelques hommes mariés, un pied sur chaque chenet, de manière à absorber tout le feu, il se mit à réfléchir sur les événements de la journée et à s'interroger sérieusement pour la première fois sur ses sentiments, ses vues, et ce qu'il devait faire en de telles circonstances. En dépit de ses illusions, il eut peine à apaiser certaines craintes auxquelles les sensations qu'il venait d'éprouver avaient donné naissance, et se demanda avec inquiétude si, tout bien considéré, il était le gardien le plus sûr et le plus convenable qu'Henry eût pu choisir pour sa femme. Il doutait qu'Henry eût remis son trésor entre ses bras avec autant de satisfaction s'il eût pu deviner la profonde sensation avec laquelle il était reçu; il doutait qu'il fût bien sage et bien prudent de vivre sans cesse en présence d'une femme dont la voix, dont les pas, le remplissaient d'émotion, et sur laquelle cependant il ne pouvait, sans trahison, jeter un regard.

Pourquoi ne pas fuir pendant qu'il le pouvait encore? Ne devait-il pas cette résolution à son propre repos, à la foi donnée à son ami?

Mais pouvait-il encore fuir?

Cette idée seule lui était déjà insupportable. Vivre dans une contrainte perpétuelle, se refuser le plaisir de la regarder et presque de lui parler, feindre la froideur, l'indifférence, l'injustice, tout était facile plutôt que de la quitter tout à fait, de souffrir qu'elle l'oubliât, de tâcher de l'oublier. Il lui semblait, dans son fatal égarement, qu'être guéri, être rendu à son insensibilité habituelle, était un résultat qu'il fallait éviter à tout prix. Ce serait passer de la vie à la mort, d'une existence animée à une triste et pâle monotonie; et pourquoi ce chan-

gement ? Quelle loi lui imposait d'anéantir des sentiments si délicieux, de fouler aux pieds la flamme qui échauffait et exaltait son cœur ? Quoi ! parce que cette incomparable créature excitait en lui des sentiments secrets que nul pouvoir sur terre ne lui eût fait découvrir, mais qui passaient un peu la limite que de froids moralistes ont posée aux affections dans sa situation particulière, fallait-il que, comme un écolier encore sous la férule, il renonçât aux délices de la plus généreuse des passions ? Qu'était-ce donc que cet absurde monopole qui, sous le nom d'ordre public, défendait les secrètes aspirations du cœur qui n'ont que faire avec l'ordre public, et voulait restreindre à un seul individu, devenu insensible peut-être par une longue possession, l'influence de tant de rares perfections ? Fallait-il qu'il fût dupe de l'hypocrisie de cette vieille société ? Et, après tout, si le danger devenait réel, ne serait-il pas temps de fuir alors ?

Avec ces misérables sophismes, il mit sa tête sur l'oreiller, et se leva le lendemain, décidé, en conséquence de cette pitoyable conclusion, à être prudent, à éviter, dans ses actions, jusqu'à l'ombre du mal, et à renfermer dans son sein toute émotion violente, système le plus dangereux qui ait jamais perdu un homme ou une femme.

Traduit de l'anglais par M<sup>me</sup> Sévestre.

La suite au prochain numéro.

---

# MÉLANGES

---

## DE LA CROYANCE DUE A L'ÉVANGILE

M. Wallon, membre de l'Institut, auquel la religion et la science doivent tant d'œuvres excellentes et durables, va publier sous ce titre un livre nouveau qui sera un nouveau service; c'est une réponse solide à des attaques passionnées de l'impiété savante, auxquelles les chrétiens doivent, sans crainte et sans relâche, opposer les armes infiniment plus fortes que la science, l'histoire et le bon sens prêtent à la foi. Nous cédon's avec empressement et reconnaissance au désir du savant auteur, en publiant la préface de cette œuvre remarquable et opportune.

Le Christianisme a toujours été en butte aux contradictions des hommes; et les paroles du saint vieillard Siméon à Marie, quand elle présenta au temple l'enfant Jésus, sont le résumé de son histoire. Comme Jésus-Christ fut contredit tant qu'il fut en ce monde, sa doctrine n'a point cessé de l'être après qu'il l'eut quitté. Elle le fut dans la persécution, elle le fut jusque dans le triomphe de l'Église, et la lutte qu'elle soutient semble moins que jamais près de finir; car on récuse absolument le genre de preuves qui est la pierre angulaire de tout le système de sa démonstration, le miracle. Ce qu'elle invoque pour commander la foi est ce qu'on repousse au nom de la raison. L'opposition est donc radicale, et, avec plusieurs, la dispute superflue. Le miracle suppose l'action de la Providence dans le monde. Or, parmi les contradicteurs, il y en a qui nient la Providence, matérialistes grossiers ou subtils qui, sous des formes plus ou moins déguisées, n'admettent rien qui ne tombe sous les sens; ou bien encore raffinés de spiritualisme, apôtres de l'esprit humain, qui réduisent tout à l'homme pour tout perdre, Dieu, le monde et l'homme même dans l'abstraction de l'humanité! Un miracle, pour eux, est un nonsens qu'on ne saurait leur demander de croire. Nous n'essayerons pas de faire violence à leur logique, et laisserons à d'autres le soin de réfuter leur philosophie; nous n'avons point affaire ici à qui ne tient pas pour démontrés les dogmes de la Providence et de l'existence de Dieu.

Mais il y en a qui, tout en croyant à la Providence, n'en repoussent pas moins le miracle, établissant en principe que ce qui est contraire aux lois de la nature doit être rejeté sans examen. Point d'examen, point de débat. Toutefois ce refus préalable n'est pas sans appel; car le différend ne porte plus

sur l'existence même de la Providence : il ne s'agit que de la manière d'entendre son action dans le monde. Nos adversaires déclarent les lois qu'elle a données au monde immuables comme elle ; nous disons que Dieu seul est immuable, et que, s'il convient à sa sagesse de maintenir l'ordre qu'elle a établi, il n'est pas indigne d'elle d'y paraître déroger, si la suspension de ces lois répond aux vues de sa miséricorde. Or, il est un cas où cette dérogation apparente semble commandée tout à la fois par la sagesse et par la miséricorde divine : je veux parler de l'établissement de la religion. Un mot d'explication sur ce point est nécessaire ; car c'est le lieu où la philosophie et la religion doivent s'entendre ou rompre pour toujours.

Sans doute si Dieu n'est autre chose qu'une pure conception de l'esprit, la religion elle-même ne sera plus que le produit de l'imagination des hommes, un conte ridicule ou un admirable poème selon l'humeur du philosophe. Mais, si Dieu est, s'il a créé toutes choses, et s'il gouverne sa créature, la religion ne peut pas être seulement l'œuvre du hasard, ou, si l'on veut, de « la spontanéité de l'homme. » C'est Dieu qui a mis au cœur de l'homme le besoin de le connaître et de l'adorer. Or comment nous élever à lui, comment franchir l'espace infini qui nous en sépare, si lui-même ne s'abaisse vers nos aspirations et ne les dirige ? La raison y suffira-t-elle ? Demandez-le à ces multitudes qui, depuis l'origine des histoires, vont égarant leurs hommages parmi tous les êtres de la création, adorant tout excepté le Créateur, et l'outrageant par les honneurs mêmes qu'ils lui veulent rendre. Demandez-le à ces privilégiés de l'intelligence, qui n'en usent que pour nier et pour ruiner dans les âmes le dogme de l'existence de Dieu. La raison est donc impuissante à régler seule et souverainement ces rapports de l'homme avec Dieu : et pourtant c'est la foi en Dieu qui gouverne la vie de l'homme et ses destinées ; c'est à elle que se rattachent les plus grands et les plus difficiles problèmes et du présent et de l'avenir, l'immortalité de l'âme, la sanction morale : problèmes si grands, que tout l'ordre social en dépend ; si difficiles, que les philosophes eux-mêmes ne s'y accordent pas. Or des vérités si essentielles et si générales ne peuvent pas être subordonnées au résultat de leurs débats, ni, quand la science arrive à les prouver, faire l'apanage des savants. Elles appartiennent à tous comme intéressant tout le monde, et réclament un mode de démonstration sommaire et accessible à tous, qui s'impose d'autorité et élève au-dessus des disputes de l'école ce que chacun doit croire : voilà la légitimité du miracle, voilà ses titres devant la raison.

Le miracle ne paraît donc déroger à l'ordre établi dans le monde sensible que pour établir un ordre supérieur ; c'est une exception qui est la sauvegarde du droit commun des hommes aux éternelles vérités. Oui, si l'homme est tout pour soi-même, si Dieu n'existe qu'en nous et dans la mesure où chacun le conçoit, alors cette égalité de droits est chimérique, il faut proclamer des catégories, sinon des castes entre les hommes ; et la partie *simple* de l'humanité fera bien de se résigner aux consolations que les *priviliégiés* lui offrent, aussi larges d'ailleurs qu'ils le peuvent : leur compassion « part d'un bon naturel. » Mais, si Dieu est quelque chose hors de l'homme, ces distinctions qui subsistent encore parmi les intelligences prises individuellement s'effacent en ce qui touche la fin où chacun est appelé. Vus de cette hauteur, les chênes les plus

superbes ne s'élèvent point au-dessus des plus humbles arbustes. Une âme simple en vaut une autre devant Dieu. Il faut donc qu'elle ait autant qu'une autre les moyens de le connaître et de l'adorer. Or ce qui met ces moyens également à la portée de tous, ce n'est pas la raison, mais la foi ; ce n'est pas la philosophie, mais la religion. Et par là nous n'entendons pas récuser la raison : nous disons qu'il en faut user au contraire pour aller à la foi ; nous l'invoquons pour établir, au nom de l'égalité du genre humain, le droit de tous aux vérités nécessaires. Nous ne méconnaissons pas davantage l'utile action de la philosophie, et nous sommes loin de nier qu'elle puisse donner à l'homme des notions vraies sur sa propre nature et sur ses rapports avec Dieu ; mais son champ est limité et pour l'ordre des vérités et pour le nombre de ceux qui les entendent. La religion seule va plus haut et plus loin : elle pousse le dogme jusque dans l'infini, jusqu'aux mystères, et elle s'adresse à tous. Voilà sa mission, et on ne la conteste pas, à l'égard de la multitude. Mais dès lors la philosophie elle-même ne sera légitime qu'autant qu'elle n'établira rien en opposition avec les fondements de la foi ; car la logique nous enseigne qu'il n'y a point deux vérités contradictoires, et le bon sens ajoute qu'il n'y a qu'une même nature et une même destinée pour tous les hommes. Nous appelons donc la philosophie à démontrer, par la méthode qui lui est propre, les vérités communes à la raison et à la foi ; et, s'il en est une capable de rendre ces croyances fermes et populaires, qu'elle soit la bienvenue ! Mais cela ne s'est pas vu encore, et, quand on le verrait, il serait trop tard pour nier la nécessité de la religion. Soixante siècles compteront longtemps dans la vie de l'humanité ; et, si pendant ces soixante siècles il n'y a pas eu d'autre moyen pour répandre ces vérités dans le peuple, la religion est nécessaire, elle est vraie. Un expédient qui était bon hier peut être mauvais demain ; mais ce qui est vrai aujourd'hui est vrai éternellement.

Il faut donc qu'il y ait une religion vraie dans le monde : une religion qui tienne ses dogmes d'en haut, et qui ait reçu en même temps le droit et les moyens de les faire croire à tous les hommes. La question, ramenée là, passe du domaine de la philosophie dans celui de l'histoire. Quelle est la religion qui offre ce double caractère de contenir en soi la solution de tous les grands problèmes touchant les destinées de l'homme et de remonter à ses premières origines ? Plusieurs y prétendent, mais une seule peut être vraie, et entre toutes le choix ne saurait être douteux : c'est la religion qui continue et qui consomme la religion de Moïse, accomplissant les promesses faites dès le commencement au genre humain : la religion de Jésus-Christ.

Cette preuve sommaire peut tenir lieu de beaucoup d'autres. Elle suffira aux âmes simples et sincères ; mais on ne désarme point à si peu de frais ceux qui, pour attaquer le Christianisme, ont fait une si grande dépense d'érudition. Le Christianisme n'est pas seulement une vérité philosophique ; c'est un fait, un fait qui a sa date et son développement dans le temps, ses témoins dans l'histoire. On le prend à ses origines, on s'attaque aux témoignages dont il s'appuie ; et c'est là aussi que nous essayerons de le défendre.

Cette critique n'est pas nouvelle, et on l'a vue se produire à diverses époques sous deux formes bien opposées. L'Évangile contient des faits merveilleux. Ses adversaires nient qu'il y ait des faits en dehors de l'ordre naturel.

En conséquence, les uns admettent les faits, mais nient qu'ils soient merveilleux, et ils en cherchent l'explication dans la nature ; les autres admettent le merveilleux en quelque sorte, mais nient que ce soient des faits, et ils y voient de pures conceptions de l'esprit : c'est le système rationaliste et le système mythique.

Le premier système est en apparence le plus simple, et il compte de fort anciens adeptes depuis les Ébionites et les Aloges, jusqu'au dix-huitième siècle et au delà sans doute <sup>1</sup>. Mais le procédé n'est pas de bonne critique. Il consiste à scinder les témoignages : on prend le fait et on retranche les circonstances qui l'accompagnent ; on le transforme ainsi en une chose nouvelle, purement arbitraire, et qui, le plus souvent, est en contradiction formelle avec la pensée comme avec le texte de l'auteur. Ainsi la Bible parle de l'alliance de Dieu avec Abraham. Les rationalistes n'admettent pas ces rapports ; ils prétendent qu'Abraham conçut dans son esprit l'idée de cette alliance, qu'il rapporta à Dieu. De Wette répond justement : D'où savez-vous qu'il ait eu cette pensée ? Si vous admettez la communication divine, à la bonne heure ; sinon tout s'évanouit en même temps : car il est sans raison de garder un effet dont on supprime la cause. Mais ce n'est là qu'une des moindres hardiesses du système d'interprétation rationaliste ; et l'on voit jusqu'où il peut aller, dans le livre du docteur Paulus. Admettre le passage de la mer Rouge, et l'attribuer à des marées ; les plaies d'Égypte, et rapporter à des phénomènes de climat ces moucherons, ces sauterelles, ces grenouilles, c'est vraiment forcer la nature, c'est lui prêter les miracles que l'on refuse à Dieu. Le rationalisme, se faisant fort d'expliquer ainsi tout ce que raconte la Bible, remet en mémoire la grenouille qui veut se faire aussi grosse qu'un bœuf. Le système crève ; et, pour y aider, nos adversaires de l'autre camp ne lui ont pas épargné les piqures. Krug déclare qu'en somme les explications lui semblent plus merveilleuses que les faits, et le docteur Strauss, qui le cite, ne traite pas plus charitablement le laborieux commentaire du savant Paulus <sup>2</sup>.

Des plaisanteries et des protestations venues de ce côté n'ont pas, on le pense bien, pour objet de raffermir la foi aux miracles. L'école mythique les rejette comme l'école rationaliste ; mais avec la distinction marquée plus haut : l'une niant que le fait soit un prodige, l'autre que le prodige soit un fait. Elle suppose aux origines de chaque histoire toute une période où l'esprit humain crée comme instinctivement le merveilleux, où la pensée se traduit en symbole, où les idées prennent des corps : scènes fantastiques, étranges personnages, qui gardent dans le monde réel où la croyance de la postérité les place les caractères du monde imaginaire où ils sont nés. Ce système, fait pour rendre compte de la formation des antiques mythologies, on l'a étendu aux histoires mêmes de la Bible. Semler, Bauer, de Wette, l'ont appliqué à l'Ancien Testament, et depuis (pourquoi s'arrêter dans cette voie ?) on en a usé même pour le Nouveau <sup>3</sup>. Et pourtant, si la fable domine dans la plu-

<sup>1</sup> On trouve un aperçu de cette histoire de l'exégèse biblique dans Tholuck, *Essai sur la crédibilité de l'histoire évangélique*, trad. de M. l'abbé de Valroger, p. 5 et suiv.

<sup>2</sup> Strauss, *Vie de Jésus*, § 8, t. I, p. 44 et suiv. de la traduction de M. Littré.

<sup>3</sup> Strauss, *ibid.*, p. 37 et suiv. ; Norton, *The evidences of the Genuineness of the Gospel*, note à la première partie, t. I, p. 110 et suiv.

part des traditions primitives, s'ensuit-il que, dans aucune, la vérité ne se soit gardée: Je conclurais bien plus sûrement, pour les raisons exposées ci-dessus, qu'elle doit être quelque part, quand il s'agit des fondements de la religion parmi les hommes. L'analogie n'est point apparemment la seule loi qui gouverne les destinées du monde; et, quand on admet la Providence, on peut, sans témérité, lui faire sa part en pareil cas. Il y a donc de fortes raisons qui défendent les traditions de l'Ancien Testament contre les inductions d'une trompeuse analogie. Il y a le livre de Moïse, un livre qui, au-dessus de toutes les subtilités philologiques, porte sa date écrite dans ses lois mêmes (ce n'est pas ici le lieu de reprendre cette démonstration que l'on peut voir ailleurs), et qui donne aux récits de la Genèse une autorité égale à celle des faits racontés dans l'Exode et le reste : faits merveilleux d'où le législateur tirait toute sa puissance sur ce peuple rebelle, et qui, à leur tour, ont leur preuve dans l'existence même de sa loi.

Mais, quand l'analogie expliquerait les attaques dirigées contre l'Ancien Testament, comment le Nouveau pourrait-il être mis lui-même en question? Parce qu'on signale un développement mythologique dans les traditions primitives de plusieurs peuples, faut-il placer une mythologie au commencement de toute histoire, même quand une histoire commence au grand jour de la civilisation? Appliquera-t-on le système mythique à la Réforme, à la Révolution française? On l'a fait pour la Révolution française, en quelques pages légères qui sont la meilleure réfutation d'un bien grand nombre de savants livres : spirituelle fantaisie où l'on montre *Comme quoi Napoléon n'a jamais existé*, par des raisons dont le symbolisme classique pourrait, en plus d'un cas, envier la vraisemblance. On ne le pouvait pas faire plus sérieusement pour une histoire qui se passe pendant les règnes d'Auguste et de Tibère, dans le plus grand apaisement du monde, au sein de la Judée soumise et calme, sous les yeux du gouverneur romain. Il est vrai qu'on ne nie pas précisément que Jésus-Christ ait existé; mais, son existence admise, on supprime à peu près tout le reste, et son histoire n'est plus qu'une légende où le critique reste libre de distinguer, selon son bon plaisir, ce qui est à prendre ou à laisser. Mais quoi! n'avons-nous pas sur la vie du Sauveur le témoignage de ses disciples, des hommes qui l'ont vu, qui l'ont entendu? S'ils ont vu, ont-ils pu être trompés? Se sont-ils trompés eux-mêmes? Impossible. Il ne s'agit point ici d'opinions qui prêtent à des malentendus. Ce sont des faits simples : ils ont vu Jésus enseignant, faisant des miracles, ressuscitant les morts; ils l'ont vu mort; ils l'ont vu ressuscité. Sont-ils trompeurs? On n'ose pas et on ne peut pas le dire. Comment ces hommes grossiers se fussent-ils entendus pour inventer tout un système théologique qu'ils ne comprenaient même pas du vivant de Jésus-Christ? car le système est au fond de l'histoire qu'ils racontent. Comment y eussent-ils dévoué leur vie? Et comment n'être pas frappé du caractère éminent de cette histoire, de sa candeur, de sa sincérité? Aussi n'avance-t-on pas qu'ils aient été ni trompés ni trompeurs, et le docteur Strauss reconnaît la puissance que leur témoignage donnerait aux arguments des orthodoxes<sup>1</sup>. Tout l'effort du système tend à

<sup>1</sup> Strauss, *ibid.*, § 13, t. I, p. 69.



nier que ce témoignage soit le leur. On rejette l'authenticité des Évangiles.

Cette polémique, étrangère aux premiers siècles du Christianisme, où, si elle avait eu quelque fondement, il eût été si naturel qu'elle se produisît, et, se produisant, qu'elle triomphât, est par excellence la polémique de ces derniers temps. Elle a eu pour père, nous l'avons dit, le symbolisme appliqué à l'histoire des religions ; mais on peut dire qu'elle a eu pour mère la philologie appliquée à l'histoire des lettres. On avait commencé par attaquer le monument le plus vénérable de l'antiquité classique, Homère. Pour des raisons de mots mises au-dessus des arguments tirés de l'œuvre tout entière, on n'y vit plus qu'un ravaudage de fragments jadis épars ; et, sans nul égard pour la grande et belle inspiration qui anime le poète, on nia sa personnalité. La philosophie aidant, on crut mieux honorer l'esprit humain en lui enlevant un génie créateur pour lui rapporter une œuvre impossible ; car l'humanité n'agit que par des hommes, et une époque ne peut concevoir et produire une grande œuvre de l'esprit que par le travail de quelque grand esprit. Mais il y avait pour la foule, ou du moins pour les lettrés, beaucoup de séduction dans un système qui concède libéralement à chacun sa part dans les œuvres du génie, et transforme en une plus haute estime de soi-même l'admiration toute désintéressée qu'on avait eue pour ces grandes créations. Homère abattu, on voulut abattre Moïse, et non-seulement Moïse : le père Hardouin eut ses émules. Toute la haute littérature biblique, les Psaumes, les Prophètes, furent ramenés, comme dans un autre moyen âge, en deçà de la Captivité : paradoxe de bien plus haute conséquence, avec bien moins de péril pour ceux qui le soutiennent. Retranchés contre toute réclamation de simple bon sens, derrière l'obstacle d'une langue connue de peu de monde<sup>1</sup>, ils rendent des arrêts qui ont la prétention de régler la foi des Juifs et des chrétiens : car la question n'est pas seulement littéraire, elle intéresse tous ceux qui croient et à Moïse et à Jésus-Christ. De l'Ancien Testament au Nouveau, la distance n'est pas grande ; et, le premier pas fait, il était bien difficile qu'on n'eût pas l'envie de pousser plus avant, malgré le danger de redescendre sur un terrain plus accessible à tous.

Ces attaques, d'abord isolées, ont pris surtout faveur depuis que le système d'interprétation naturelle en est venu, par le progrès même de son développement, au ridicule ; et la théorie nouvelle a déjà son histoire dans le livre qui la résume, la complète et la domine encore après tous les écrits qu'il a provoqués, la *Vie de Jésus* du docteur Strauss. Aussi ce livre peut-il nous montrer à lui seul la méthode et les tendances de l'école tout entière. Pour faire le vide autour de ce réduit mystérieux où doit s'élaborer la légende, pour lui donner le temps et le moyen de se former dans l'ombre, il faut écarter les témoins, il faut reculer l'époque où la tradition, qu'on n'accuse point d'être sciemment trompeuse, se sera fixée par écrit. A cette fin, l'auteur cherche à montrer dans ces récits, donnés pour authentiques, des contradictions et des erreurs comme il s'en rencontre sur des choses qu'on n'a pas vues soi-même et pour un temps où l'on n'a point vécu. Les différences des Évangiles, ce n'est pas lui qui les a découvertes assurément : dès l'antiquité,

<sup>1</sup> Tous ceux qui savent l'hébreu ne se rendent pas à ces raisons : qu'il nous suffise de citer notre vénérable et regretté confrère, M. Quatremère.

les Pères s'étaient appliqués à les recueillir<sup>1</sup>. Strauss les prend de leurs mains (fort peu dans leur esprit); mais, dans son zèle à les mettre en opposition, il n'est pas toujours d'une critique bien sévère. Un biographe, un historien même, surtout quand l'objet de son histoire est moral, n'est point tenu de suivre l'ordre chronologique. Tel peut l'observer, tel autre s'attacher de préférence à la suite des idées. Saint Matthieu ramasse en un les enseignements dont se compose le Sermon sur la Montagne; saint Luc les partage et les place à des époques diverses : anachronisme et contradiction. Telle parabole, telle sentence donnée en un lieu par saint Matthieu, se trouve parmi d'autres circonstances en saint Marc ou en saint Luc : contradiction encore, comme si, dans cette prédication de trois ans devant des foules qui se renouvellent, la même leçon n'a pas pu se reproduire plus d'une fois; comme si on n'en avait pas la preuve dans le même évangéliste, en saint Matthieu, par exemple, pour la parole touchant le scandale, pour la réponse aux Pharisiens qui demandent un signe, etc. Et quel est le discours public dont on ne détruit l'authenticité par de semblables raisons? Allons plus loin. Quand on attaque la vraisemblance d'un écrit, il convient de se placer au point de vue de l'auteur, et de le mettre en contradiction avec lui-même sur son propre terrain. Le docteur Strauss ne quitte pas son terrain à lui pour si peu de chose. Si le Sauveur dit à l'occasion de la femme malade d'un flux de sang : « Qui m'a touché? quelqu'un m'a touché, » le docteur Strauss répondra volontiers avec les Apôtres : « La foule vous presse et vous dites : Qui m'a touché? » et il conclura que, dans cette foule, il n'a pas pu connaître, avant de l'avoir vu, qui l'avait touché! Quand l'Évangéliste, après le triple reniement de saint Pierre, rapporte que Jésus regarde l'Apôtre, ce qui éveille son repentir, le docteur Strauss établit, d'après la disposition des lieux, que Jésus n'avait pas pu entendre le reniement de saint Pierre<sup>2</sup>. Mais il ne trouve pas seulement des contradictions dans les faits parce qu'ils ne répondent pas à son point de vue, il en trouve jusque dans les sentiments, parce qu'ils ne sont pas tels qu'il les conçoit. Ainsi, cette parole de saint Jean-Baptiste en saint Jean (iii, 30) : « Il faut qu'il croisse et que je diminue, » et toute la scène où le Précurseur s'abaisse devant le Messie est par lui déclarée invraisemblable : Jean-Baptiste, à son avis, devait bien plutôt prendre ombrage de Jésus<sup>3</sup>. On voit combien il est à l'aise dans sa réfutation; et de cette sorte il est facile de multiplier les attaques. C'est d'ailleurs le secret et c'est la force de sa tactique. S'il ne peut convaincre, il compte bien étourdir par ces coups répétés; il épilogue sur tout, accumulant sur chaque point les difficultés, les équivoques, en telle manière que, quand après cela il déclare le récit évangélique à la rigueur admissible, il semble lui faire grande faveur! Du reste, il ne se borne pas à détruire; il prétend réédifier, et c'est ici qu'il est curieux de le suivre. L'histoire évangélique, selon lui, est calquée sur les données des livres sacrés des Juifs, et il y marquera, bon gré mal gré, des traits qui se répondent. Si Marie parle, c'est le cantique de la mère de Samuel; si

<sup>1</sup> Euseb., *Hist. eccles.*, I, 7; Ambros., *Expos. Evang. sec. Luc.*, lib. x, t. I, p. 1261 et suiv.; August., *de Consensu Evang.*, t. III, p. 1245 (édit. Paris, 1836). Voy. Tholuck, p. 26.

<sup>2</sup> Strauss, § 54, t. II, p. 107 et § 126, t. II, p. 519.

<sup>3</sup> Strauss, § 44, t. I, p. 363 et suiv. Voy. Tholuck, t. I, p. 111.

elle se tait, c'est le silence de Jacob. Jésus fuyant en Égypte, c'est Moïse fuyant d'Égypte<sup>1</sup> : étrange similitude ! mais peu importe ! il faut que l'Ancien Testament se retrouve partout dans le Nouveau, si le fait est conforme, comme type ; s'il est contraire, comme antitype<sup>2</sup>. Le moyen d'échapper à cette conclusion ?

Nous ne prétendons pas avoir analysé en si peu de mots le volumineux ouvrage du docteur Strauss. Nous n'avons voulu que signaler ici par quelques exemples les dangers de sa préoccupation et les étranges écarts de sa méthode. Nous le retrouverons ailleurs et sur des points plus graves. Mais nous n'avons pas à nous engager après lui dans les voies où une réfutation entraîne. Pour le suivre sur ce terrain, il faudrait avoir concédé que là gît véritablement la question de l'authenticité des Évangiles. Or il n'en est rien. En supposant que toute sa critique de détail soit aussi exacte qu'elle l'est peu, que les Évangiles renferment autant d'erreurs et de contradictions qu'il le veut dire, quelle en sera la conclusion légitime ? que les Évangiles sont apocryphes ? Non, mais tout simplement qu'ils ne sont pas inspirés. Serait-ce par égard pour l'inspiration des Apôtres que le docteur Strauss prétend qu'un livre où il trouve des erreurs ne peut pas être d'eux ? Nous resterons, quant à nous, dans les bornes de la critique historique. Or jamais en critique une erreur, une contradiction reconnue dans un livre, n'a suffi pour en renier l'auteur : sinon que d'apocryphes nous aurions parmi les mémoires des écrivains militaires sur les guerres de leur temps ! Et, pour nous rapprocher du sujet qui est le nôtre, comment pourrait-on défendre tout à la fois l'authenticité de deux ouvrages qui, malgré leurs différences sur tant de points, sont pourtant bien du même auteur, les *Antiquités judaïques* et la *Guerre des Juifs* de l'historien Josèphe ?

La critique de détail du docteur Strauss touche donc à la vérité des Évangiles, et c'est un terrain que nous ne lui céderons pas. Nous comptons bien nous y établir, au contraire, et y trouver un complément de preuve en faveur de leur authenticité ; car, si un auteur contemporain peut avoir commis de semblables erreurs, s'il peut être inexact et mal informé même sur les choses qui sont arrivées de son vivant, il y a, d'autre part, une exactitude générale qu'on chercherait en vain hors du temps où l'histoire s'est passée ; et c'est ce que nous rencontrerons dans nos saints livres. Mais leur authenticité a d'autres fondements qu'il convient de poser d'abord ; après quoi nous traiterons de leur vérité, et notre but sera atteint si nous démontrons qu'il faut croire ce qu'ils disent, comme il faut croire ce qu'ils sont au témoignage de tous les temps chrétiens.

WALLON,  
De l'Institut.

---

On nous écrit de Turin, 15 mai.

La situation politique n'a pas changé. On a peine à croire qu'il faille tant d'efforts et de temps pour amener le dénoûment d'une crise que le pays attend, qu'il réclame hautement : et cependant nous sommes toujours dans

<sup>1</sup> Strauss, § 30, t. I, p. 228 et § 32, t. I, p. 251.

<sup>2</sup> Strauss, § 36, t. I, p. 284. Voy. Tholuck, p. 65.

l'expectative, bien que des démarches se fassent de temps à autre pour rétablir nos affaires dans une assiette normale.

M. de Cavour persiste à tenir le pouvoir, non pas certes qu'il soit appuyé sur l'opinion et la satisfaction du pays, mais uniquement par suite du fractionnement de la Chambre. La Chambre, telle qu'elle est sortie des élections générales, et surtout de la vérification des pouvoirs et de la Commission d'enquête, se trouve morcelée en trois fractions dont aucune ne peut former la majorité. Celle que M. de Cavour s'est procurée avec beaucoup de peine n'est qu'une majorité factice et fausse. Personne n'a mieux que lui réalisé la théorie de Jérémie Bentham pour se former une majorité par *composition* et par *évolution*. Ainsi nous l'avons vu, lors de la vérification des pouvoirs et du vote qui créait la Commission d'enquête, se montrer plus gauche que la gauche elle-même; M. Depretis, chef avoué de la gauche, a été bien loin d'égaliser la virulence du discours du président du conseil des ministres contre le clergé, non-seulement du Piémont, mais de l'Europe entière. Ce fut alors que l'on crut à un nouveau *connubio* avec la gauche plus avancée; le discours de la couronne l'avait fait pressentir. Mais depuis l'attentat du 14 janvier M. de Cavour a changé de jeu. Il a senti que le vent soufflait à droite, et il a plié de ce côté; aussi ce n'a été que par le concours loyal de la droite qu'il a pu faire passer la loi *Deforesta* contre l'assassinat politique. Depuis lors, des pourparlers ont été ouverts; mais jusqu'ici nous ne voyons pas qu'ils aient abouti, et M. de Cavour continue son double manège. A la gauche il dit : *Voulez-vous ma chute ? alors résignez-vous à subir un ministère Revel et à toutes les conséquences de la réaction ; adieu la liberté !* A la droite il dit : *Laissez-moi vivre et continuer mon œuvre : je suis plus conservateur que vous : il y a entre moi et les Tuileries accord parfait, surtout depuis ma mésaventure avec l'Angleterre au sujet du Cagliari : quant à Rome, il y a quelque chose (se gardant bien de dire quoi).* Telle est la tactique ministérielle. Mais pourra-t-elle durer longtemps ? La droite se laissera-t-elle éblouir ou tromper, et pliera-t-elle ses tentes pour désertier le champ de bataille ? Je ne le crois pas : ce serait le plus grand malheur pour ce pays. Du reste (je suis heureux de le constater), la droite a senti le danger de se fractionner et de se laisser aller à la dérive sans chef et sans discipline. Dans la discussion de la loi *Deforesta*, la droite a hautement proclamé ses chefs ; ce sont précisément les personnages que je signalais dans ma dernière lettre, c'est-à-dire MM. de Revel, le marquis Costaz de Beauregard et Ménabréa : leurs discours, sauf quelques vivacités inopportunes dans l'un d'eux, ont eu les honneurs de la séance, et ils ont fait dans le pays la plus grande impression. MM. Ménabréa et de Costaz ont parlé avec esprit et dignité. Dès lors on a pu comprendre que c'était leur concours qui assurait le triomphe de la loi. Jusque-là la droite avait forcé le ministère à compter avec elle : depuis cette célèbre et solennelle discussion, elle le force à venir à elle. M. de Cavour avait eu l'air de dire qu'il avait refusé les avances de la droite. M. Ménabréa riposta sur-le-champ qu'il était d'autant plus étonné d'entendre dire à M. de Cavour qu'il avait refusé les offres de la droite, que la droite ne lui avait fait ni offre ni avance. M. de Cavour fut dès lors le vaincu; aussi le vit-on forcé, dans la même séance, d'avouer qu'il n'y avait aucune différence *substantielle* entre son programme et celui de la droite tel

qu'il avait été formulé par ses deux chefs. Après de pareilles déclarations, on était en droit de s'attendre à une reconstitution ministérielle, et à voir entrer dans le cabinet MM. Ménabréa et Revel, avec les deux portefeuilles qui sont encore vacants. Pas du tout : M. de Cavour hésite encore, et il veut affronter, armé de son provisoire, la discussion commencée hier sur l'emprunt des quarante millions.

Ce qu'il y a de remarquable dans les préliminaires de ce débat parlementaire, c'est que la gauche entière, et surtout le rapporteur du projet de loi, M. Guglianetti (gauche), signale avec une virulence extrême le triste état de nos finances, les fautes de l'administration, les charges qui écrasent le peuple ; en ceci ils sont les échos fidèles du mécontentement universel. Malgré cela, ils voteront les quarante millions, bien qu'à contre-cœur et contre leur conscience, tant ils redoutent un ministère de droite. Quant aux conservateurs, voici la tactique qu'ils ont adoptée. Après quelques discours de blâme contre la politique intérieure qui a obéré le pays, ils n'accorderont l'emprunt que dans la mesure rigoureuse du déficit (dix-neuf millions) et des dépenses extraordinaires ; mais ils demanderont que l'on sursoie aux travaux colossaux de l'arsenal maritime à la Spezia, projet gigantesque qui coûtera cent vingt millions, et devant lequel Napoléon I<sup>er</sup> avait reculé. De cette façon ce sera une réduction d'une dizaine de millions que la droite votera. Si M. de Cavour fait une question de cabinet de cette diminution, le ministère de Revel, qui est tout prêt, saisira le pouvoir, et M. de Cavour disparaîtra de la scène politique pour longtemps, sans doute. Que si son ambition le plie à accepter cette réduction, il restera au pouvoir, mais avec des collègues de droite. Dans l'un et l'autre cas, on pressent la dissolution de la nouvelle Chambre ; car avec un tel parlement il est impossible à quelque parti que ce soit de gouverner.

Nous ne verrions pas de mauvais œil la crise de nouvelles élections générales ; nous nous y préparons ; car le mécontentement qui règne dans toutes les classes contre le système politique qui a dominé et gouverné jusqu'ici nous est un garant que les conservateurs gagneront plus de terrain encore qu'ils n'en ont gagné dans les dernières élections, tant le pays est fatigué, épuisé par la politique des *Italianissimes*. J'ai dit que le mécontentement est général : je n'avance rien de faux ni d'exagéré. Nous en avons eu dernièrement la preuve la plus convaincante. Lors de la fête nationale du *Statuto*, l'enthousiasme était descendu bien au-dessous de zéro : les feuilles officielles, qui tenaient en main le thermomètre, ont été forcées de l'avouer. Aussi M. de Cavour en a-t-il été fortement impressionné : il a vu que les antipathies qui s'étaient réveillées ne s'arrêtaient pas à lui, mais qu'elles atteignaient même nos institutions libérales, et que conséquemment son système était fatal à la liberté. Il y a longtemps que les conservateurs le lui disaient sur tous les tons : aujourd'hui c'est le peuple en masse qui le lui prouve.

Pour extrait :

P. DOUHAIRE.

# BIBLIOGRAPHIE

---

## BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE

---

REVUES ANGLAISES ET AMÉRICAINES DU DEUXIÈME TRIMESTRE 1858.

*The North British review.* — *The Westminster review.* — *The Edinburgh review.* — *The North American review.* — *The Rambler.* — *The Brownson's quarterly review.*

La politique contemporaine occupe toujours une place importante dans les revues anglaises. Déjà plusieurs d'entre elles ont consacré de remarquables articles à cette grave et difficile question de la réforme parlementaire qui se pose désormais inévitablement devant tous les ministères éventuels. Le *North British review* ne pouvait manquer d'émettre à son tour son opinion et d'examiner en même temps les principes généraux engagés dans le débat. Il en trouve l'occasion naturelle dans la publication récente d'un ouvrage de lord Grey sur la question de la réforme et sur le gouvernement parlementaire<sup>1</sup>. Le *North British review* juge sévèrement cet ouvrage au point de vue littéraire, et le discute surtout très-vivement au point de vue politique. Lord Grey soutient que l'objet d'une bonne représentation est moins de représenter fidèlement les diverses classes de la nation que d'assurer la force du pouvoir exécutif<sup>2</sup>, c'est-à-dire la durée des ministères qui, dans sa pensée, ne devraient pas avoir à craindre les retours soudains des majorités. C'est là ce qu'il appelle un *gouvernement fort*. Le *North British* accuse le noble écrivain de ne rejeter, pour l'établir, aucun moyen, et d'accepter ouvertement la corruption parlementaire. Le *North British* s'effraye bien plus d'une semblable théorie que de la mobilité des ministères, qu'il regarde même comme une garantie et un bienfait. N'est-ce pas cette incertitude de l'avenir qui empêche une administration de s'endormir dans sa confiance, et l'oblige à raffermir incessamment ses droits ébranlés? N'est-ce pas là qu'il faut chercher la vraie cause de cette activité législative et réformatrice déployée par les ministères chancelants?

Les écrivains qui poursuivent persévéramment ces graves discussions servent mieux leur pays que les imprudents théoriciens qui, chaque jour, attaquent la vieille Constitution. Nous signalions, il y a six mois, un article du

<sup>1</sup> *Parliamentary Government, considered in reference to a Reform in Parliament*, by Lord Grey, London, Bentley. 1858.

<sup>2</sup> *Résumé du North British*, p. 439.

*Westminster review*, qui, paraissant d'abord attaquer le gouvernement représentatif, concluait par une apologie victorieuse. Aujourd'hui, nous devons l'avouer, la même revue nous apporte d'éclatantes découvertes. Nous apprenons d'elle que le gouvernement anglais ne donne que des garanties factices. Un ministère se retire devant une majorité hostile : sa punition n'est qu'illusoire, puisqu'il peut ressaisir les affaires. Un ministère confiant et résolu renvoie le parlement devant la nation ; « jamais consul romain ne se montra plus fier ! » Le *Westminster review* reconnaît que le gouvernement anglais respecte la justice et la liberté, *n'arrête personne arbitrairement, n'empri-sonne personne illégalement* <sup>1</sup>... mais ce sont là des mérites négatifs qui ne peuvent servir à l'éloge d'un gouvernement. Soit ! Négatifs ou non, ces mérites sont précieux, et la Constitution qui les assure n'est pas, ne saurait être une chimère et un mensonge.

La *Revue d'Edimbourg* entretenait, il y a six mois, ses lecteurs de l'*Histoire de France* de M. Henri Martin. Poursuivant ses travaux sur nos principaux historiens, elle étudie cette fois l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Le critique anglais reconnaît, comme tout le monde, les longs travaux embrassés par M. Thiers, l'éclat de son talent, l'importance de son livre, mais il refuse une admiration sans mélange. Il n'ignore pas la popularité des long-temps conquise par ces vastes tableaux d'une époque de gloire et de malheurs dont les souffrances sont oubliées, les triomphes adorés <sup>2</sup>. Il admire ce style qui n'a pas sans doute la concision et la force des grands maîtres dans l'art d'écrire, mais toujours limpide, rapide, vivant, agréable, et qu'on ne peut mieux louer qu'en disant que, par intervalles, il rappelle celui de Voltaire. A ces éloges, toutefois, la *Revue d'Edimbourg* mêle de graves réserves et demande si l'historien a connu suffisamment la littérature politique de l'Angleterre ; elle s'étonne de le voir négliger des matériaux tels que les mémoires de Fox ou de lord Malmesbury, la correspondance de Castlereagh, les dépêches de Nelson ou de Wellington <sup>3</sup>. Pour écrire une histoire qui mêle dans ses récits la France et l'Europe, la *Revue d'Edimbourg* n'estime pas qu'il suffise de passer des archives impériales aux colonnes du *Moniteur*, infailible moyen de se tromper. Elle cite pour exemple le reproche adressé à Pitt d'avoir mérité de vives attaques par la manière dont il aurait reçu les pacifiques ouvertures de la France. L'*Histoire du Consulat et de l'Empire* renferme, il est vrai, les dépêches de la France, les discours accusateurs de Fox, de Sheridan, de Tierney ; mais on y cherche en vain soit la réponse de lord Grenville à la France, soit la défense de Pitt. Le *Moniteur* ne les publia pas : M. Thiers imite le silence officiel <sup>4</sup>. Ailleurs, la *Revue d'Edimbourg* signale de véritables contradictions. Nous ne pouvons la suivre au milieu de ses diverses critiques. Presque toutes sont inspirées par le désir, assurément légitime, de défendre les hommes d'État, les généraux, dont l'Angleterre garde le souvenir avec une jalouse et reconnaissante fierté. Nous avons fait, s'écrie l'écrivain anglais, une alliance encore plus solen-

<sup>1</sup> *Westminster review*, p. 405.

<sup>2</sup> *Edinburgh review*, p. 358.

<sup>3</sup> Page 363.

<sup>4</sup> Page 368.

nelle avec la mémoire de nos pères qu'avec nos alliés d'aujourd'hui !<sup>1</sup> Ce sont là des accents patriotiques que nul ne refusera de comprendre et d'honorer. La *Revue d'Édimbourg* nous promet, en terminant, un prochain article sur la condition intérieure de la France sous le premier empire : attendons ce travail qui ne peut manquer d'offrir un vif et sérieux intérêt.

La *Revue d'Édimbourg* n'est pas seule à étudier la littérature française. Le *North American review*, particulièrement, se signale par des travaux que nous ne pouvons passer sous silence. Le dernier numéro contient un article intitulé : *Influence de la littérature anglaise sur la littérature française*. Ce titre est ambitieux; l'auteur ne traite à vrai dire que de l'influence de Shakspeare sur la littérature dramatique. Un instant on pourrait croire qu'il prend au sérieux les pâles imitations de Voltaire; bientôt il reconnaît l'impuissance radicale de l'auteur de la *Henriade*, soit à égaler, soit à imiter, soit même à traduire le grand poète anglais. « Voltaire, dit très-bien la revue américaine, croyait avoir trouvé un plan pour surpasser Corneille et Racine. » Or ce n'est pas par un plan préconçu, c'est par l'élan spontané du génie qu'un poète peut atteindre et surpasser les maîtres. Voltaire imitera Shakspeare comme il a imité Corneille et Racine, et, plus tard, quand il verra paraître une traduction complète, quelle soudaine et violente indignation ! Mais le *North American* observe que Voltaire, désespérant d'effacer une gloire importune, pouvait du moins oublier son chagrin.... « dans la joie de son triomphe à la représentation d'*Irène* »<sup>2</sup>, consolation digne de son chagrin. Pourquoi les tentatives tant de fois renouvelées, les imitations tant de fois recommencées, n'ont-elles jamais réussi qu'imparfaitement ? Pourquoi n'avons-nous pas ces drames nationaux où l'histoire coule à pleins bords ? La revue américaine semble croire à une infériorité native et irremédiable. Nous ne saurions nous incliner sous un tel arrêt; nous ne pouvons admettre que la race anglo-saxonne ait seule reçu le noble privilège de se transporter, par l'imagination, au milieu des temps disparus. Mais certes ce n'était pas par la réhabilitation monstrueuse du vice et de la honte que pouvait se relever l'art abattu. Ce n'était pas l'exemple donné par Shakspeare. Le *North American review* le dit excellemment en résumant les conclusions du beau livre de M. Guizot sur ce grand poète et ce grand historien : « L'art dramatique alfranchi ne doit pas plus que la liberté se fonder sur le désordre »<sup>3</sup>.

Si nous en croyons le *Rambler*, Shakspeare n'aurait pas eu seulement cette foi religieuse dans la Providence et dans la vertu qui donnent à ses drames leur austère grandeur : Shakspeare serait né, Shakspeare serait mort dans le sein de l'unité catholique. Sans prétendre aborder ici cette question délicate et déjà plusieurs fois agitée, disons du moins que le *Rambler* développe, dans une série d'articles, des raisons très-sérieuses<sup>4</sup>. Il prouve que son père et sa mère étaient demeurés catholiques; lui-même s'éloigne de Londres pour fuir la persécution; des traditions accréditées nous le montrent parrain d'un enfant catholique : au dix-septième siècle un écrivain angli-

<sup>1</sup> Pages 364.

<sup>2</sup> *North american*, p. 423,

<sup>3</sup> Page 428.

<sup>4</sup> *What was the religion of Shakspeare?*



can<sup>1</sup>, voisin du lieu qu'il habita, n'hésite pas à dire, en le maudissant, qu'il est mort papiste. *He died a papist!* Ainsi s'explique l'étrange sympathie qu'il trahit souvent pour la religion proscriée. Comment se fait-il que, suivant la remarque d'un écrivain protestant, M. Thornbury, *toujours il mentionne la vieille foi avec une sorte d'affection compatissante*<sup>2</sup>? Où prend-il ces touchantes figures de prêtres consolateurs? M. Thorubury dira qu'il peint *le prêtre idéal des anciens temps*. Non, répond le *Rambler*, « membre de la famille catholique, Shakspeare a vu de ses yeux ces pauvres prêtres, errants, déguisés, persécutés... et son jugement ré-« fléchi s'est retrouvé dans ses poèmes<sup>3</sup>. » Si parfois il paraît ignorer les usages catholiques, rien de plus naturel sous la proscription des antiques cérémonies. Quelques-uns de ses personnages soutiennent violemment la réforme : mais ils parlent comme ils doivent parler, et ce n'est pas le poète que nous entendons. Le juger d'après le langage de Crammer ou de Henri VIII, c'est imiter, observe le *Rambler*, ce clerc naïf qui, après un sermon sur ces paroles : « L'insensé a dit dans son cœur : il n'y a pas de « Dieu, » ne s'arrête qu'aux derniers mots et dit au prédicateur : « Je ne « puis, docteur, penser comme vous : je crois qu'il existe un Dieu. » Nous reconnaissons Shakspeare, au contraire, à *cette lumière attrayante* qu'il répand sur les victimes du tyran apostat, et c'est pourquoi le drame de Henri VIII *paraissait au plus accompli des critiques étrangers, au docteur Dollinger, contenir la preuve évidente du catholicisme de Shakspeare*<sup>4</sup>. En traitant cette question, le *Rambler* obéit à un sentiment aussi généreux qu'élevé. Autant qu'il est possible, autant que la vérité le permet et le demande, il veut rattacher à l'Église catholique les gloires, les souvenirs, les grandes figures de l'Angleterre. Il ressaisit jusque dans le passé l'apologie des vérités éternelles, et, s'adressant à ses compatriotes qu'il voudrait voir devenir ses coreligionnaires, il leur dit en terminant : « Ainsi, vous le « voyez, au milieu d'une période de persécution, d'abaissement, de dédain, « le plus grand génie que, de l'aveu unanime, l'Angleterre ait jamais porté, « en pleine connaissance de cause, préféra résolument l'ancienne religion « et trouva plus salutaire d'y mourir. Quelle leçon pour le peuple d'Angle-« terre qui, jusqu'à ce jour, l'a tant adoré? Êtes-vous, lecteur protestant, « plus sage que Shakspeare<sup>5</sup>? »

Nous le répétons, nous ne prétendons pas, pour notre part, émettre une opinion ; mais nous devons signaler les savantes recherches du *Rambler*. L'Église, d'ailleurs, ne manqua jamais de témoignages, et par delà l'Océan une autre revue catholique, par le seul nom de son auteur, ne cesse pas de nous rappeler l'une des plus consolantes victoires de la vérité. Nos lecteurs connaissent M. Brownson : ils apprendront à le connaître parfaitement en lisant le récit éloquent, sincère, attendri, qu'il a publié récem-

<sup>1</sup> *The Rev. Richard Davies*

<sup>2</sup> *Shakspeare's England.*, vol. 1, p. 241.

<sup>3</sup> *Rambler*, may, p. 314.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 308.

<sup>5</sup> *Ibid.*, page 319.

ment de sa laborieuse et instructive conversion<sup>1</sup>. Cet ouvrage a soulevé, en Amérique, une controverse qui ne semble pas terminée. Une revue qui représente le vieux presbytérianisme, le *Princeton review*, a voulu diminuer la valeur de ce témoignage imposant. Le dernier numéro du *Brownson's quarterly review* contient une réponse dont la vigueur souveraine est tempérée cependant par la politesse et la charité. Tel est d'ailleurs le caractère de l'ouvrage. Ce converti sait compatir aux erreurs qu'il a connues. Il est doux pour ceux qui s'égarent. Ne suivent-ils pas les chemins arides où lui-même égara ses pas si longtemps? Ne peuvent-ils pas retrouver un jour les sentiers qu'il n'a vus luire qu'après tant d'incertitudes et d'obscurités? Il sait jusqu'où la raison peut descendre; il sait jusqu'où la raison peut s'élever. Il ne la maudit pas, il l'honore; seul, à ses yeux, le catholicisme la couronne et la transfigure. M. Brownson a voulu montrer qu'en devenant catholique l'homme n'est pas obligé de rejeter la nature ou l'exercice de la raison. Il le montre par son propre exemple. Cette belle et forte nature qui préférerait, dès l'enfance, les conversations théologiques à l'éclat des soldats en armes<sup>2</sup>, qu'attristaient et indignaient plus tard les mornes et implacables excès du presbytérianisme, qui, délivrée de ce joug, se dévouait à la poursuite des plus généreuses chimères, et tour à tour épuisa loyalement toutes les erreurs, nous la reconnaissons purifiée, agrandie, ennoblie, réglée. Cette raison à la fois impérieuse et docile qui cherche, dès l'origine, une infaillible et divine autorité, mais qui rejette tour à tour les trompeuses infaillibilités d'un système ou d'une secte, elle devient catholique pour croire, aimer, posséder la vérité et lui obéir<sup>3</sup>! Spectacle singulier toutefois! Cette âme qui ne méconnut jamais la nécessité d'une infaillible autorité n'a pensé que bien tard à l'Église catholique. Elle n'a consenti à l'éprouver qu'après avoir éprouvé toutes les erreurs. Ainsi le voulaient ces préjugés héréditaires qui lui représentaient, lui-même nous le déclare, l'Église de Dieu sous un jour si sombre, qu'au milieu de ses doutes il ne songeait pas qu'elle pût les calmer. En s'éloignant de l'Église presbytérienne, il a tenté l'universalisme; il a rêvé la restauration éternelle de toutes les âmes déchues. Ses doutes l'ont ressaisi, et, pour s'y dérober, il s'est fait réformateur du monde. Du sein de l'Amérique il se proclamait tour à tour disciple de Saint-Simon, disciple de Pierre Leroux. Quelque temps il parut avoir trouvé dans l'éclectisme la solution des problèmes qui tourmentait son esprit; bientôt il sentit qu'il s'était trompé. Mais l'Église romaine! Il n'y pensait pas. Il s'en approcha sans le vouloir. Il avait connu le docteur Channing qui l'avait raffermi, sinon dans la foi chrétienne, du moins dans l'amour du christianisme<sup>4</sup>. Désabusé plus tard de ses longues erreurs, il revint à l'étude du christianisme; il remonta jusqu'à ses origines, et la grâce permit à sa raison d'y reconnaître le catholicisme même. « Sa philosophie écarta toutes ses objections aux dogmes catholiques, » et c'est ainsi que put s'opérer, « d'accord avec la nature, l'élé-

<sup>1</sup> *The convert leaves from my experience*, by O. A. Brownson. New-York 1857. Nous ne voulons, en ce moment, que signaler cet ouvrage sur lequel nous reviendrons prochainement.

<sup>2</sup> *The convert*, p. 4.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 440.

<sup>4</sup> Voir le chapitre intitulé : *Union and Progress*.

« *vation de la nature même* <sup>1</sup>. » Quand on apprit en 1844 que M. Brownson, depuis longtemps célèbre, venait de s'agenouiller devant un évêque catholique, des voix nombreuses l'accusèrent de *précipitation* et de *légèreté*. Aujourd'hui encore, quand nous pouvons nous étonner des longs retards d'un si sérieux et si puissant esprit, le *Princeton review* renouvelle, après quatorze ans de persévérance active, le même reproche : M. Brownson a trop souvent changé pour qu'on puisse le croire désormais ! lui-même se condamne en voulant *justifier* ses variations, et son livre n'est malgré lui qu'un *mea culpa* ! Nous aurions pu nous dispenser de citer une telle argumentation, mais elle nous permet de mettre sous les yeux de nos lecteurs cette fière et libre réponse : « C'est devant la catholicité, devant l'Église, devant Dieu seulement, que l'auteur peut frapper sa poitrine et s'écrier : *Mea culpa, mea culpa, mea maxima culpa* ! Mais devant le protestantisme, qui nous donne seulement de faux principes, un faux point de départ, et nul autre guide que notre faible intelligence, ou un illuminisme illusoire, pour étudier le livre de la nature ou le livre de la révélation, l'auteur n'a pas de confession à faire. Au point de vue protestant, d'après la position que le protestantisme fait à ceux qui naissent et qui sont nourris dans son sein, il maintient que sa course, si tortueuse qu'elle soit, se justifie d'elle-même. Les catholiques peuvent le censurer, les protestants ne le peuvent pas ; il faut supposer la vérité du catholicisme pour dire qu'il eut tort et qu'il tomba dans une erreur sérieuse. Certes, il a péché contre le sens commun ; mais il n'a pas péché contre le protestantisme, et spécialement contre la vieille école presbytérienne... Le docteur Brownson a plus de droit de se séparer de l'église presbytérienne que Luther de se séparer de l'Église catholique... Quand on a posé la rébellion pour principe, toute rébellion devient légitime... Que les rebelles cessent d'être des rebelles avant d'accuser qui que ce soit d'avoir violé son serment d'obéissance et de fidélité <sup>2</sup>. »

Les catholiques ne condamneront pas M. Brownson : ils aimeront à le suivre au milieu du récit de ses erreurs et à se reposer avec lui dans la paix de la vérité. Son exemple trouvera-t-il beaucoup d'imitateurs ? Il l'espère, il y travaille. Il sait par lui-même que beaucoup de ses concitoyens ne sont retenus dans l'erreur que par des préjugés politiques qu'il voudrait faire disparaître, et rien ne lui semble plus dangereux que ces théories absolutistes qui, soutenues en apparence au nom de l'Église, laisseraient poser les questions de l'avenir en ces termes : *L'Église et le césarisme, ou la liberté et l'infidélité* <sup>3</sup>. M. Brownson, nos lecteurs le savent, unit dans ses affections généreuses l'*Église et la liberté* ; il rejette également le *césarisme et l'infidélité*. Puisse-t-il, pour sa part, ne jamais laisser s'affaiblir cette infatigable ardeur qui, depuis longtemps, consacre à deux causes immortelles tant d'efforts courageux et ininterrompus !

GEORGES SEIGNEUR.

<sup>1</sup> *The convert*, p. 337.

<sup>2</sup> *Brownson's quarterly review*, p. 249.

<sup>3</sup> *The convert*, p. 439.

# REVUE CRITIQUE

---

I. *Mémoires* de M. GUIZOT. Paris, Michel Lévy, 1 vol. in-8. — II. *Études littéraires et historiques* de M. le baron de BARANTE. Paris, Didier, 2 vol. in-8°. — III. *Essais de critique et d'histoire* de M. TAINÉ. Paris, Hachette, 1 vol. in-12. — IV. *Richelieu et la Fronde*, de M. MICHELET. Paris, Chaumerot, 1 vol. in-8°. — V. *Le roman en vers* de GIRARD DE ROUSSILLON, édité par M. Mignard. Dijon, Antoine Mentu, 1 vol. in-8°. — VI. *Marie Stuart et Catherine de Médicis*, de M. CHÉRUCL. Paris, Hachette, 1 vol. in-8°. — VII. *Galerie du dix-huitième siècle*, de M. ARSÈNE HOUSSAYE. Paris, Hachette, 5 volumes in-12. — *Portraits intimes du dix-huitième siècle*, de MM. EDMOND et JULES DE GONCOURT. Paris, Dentu, 2 vol. in-18. — VIII. *Une Vieille Maîtresse*, de M. BARREY D'AUREVILLY. Paris, Cadot, 1 vol. in-12. — IX. *Les Convictions*, de M. MAXIME DU CAMP. Paris, Librairie-Nouvelle, 1 vol. in-8°. — X. *Les Sources vives*, de M. CLAUDIUS HÉBRARD. Paris, Douniol, 1 vol. in-8°. — XI. *La Vie à ciel ouvert*, de M. PESSONNEAUX. Paris, Dentu, 1 vol. in-12.

## 1

Il y a deux mois, M. Villemain, en nous racontant la vie de Chateaubriand, nous reportait à ce temps glorieux de notre histoire contemporaine où s'éleva la monarchie représentative. Un homme célèbre, qui jeune fut connu de Chateaubriand et repoussa presque son amitié, qui plus tard siégea à côté de M. Villemain dans les conseils du gouvernement, M. Guizot, nous y rappelle aujourd'hui en nous donnant la première partie de ses *Mémoires personnels*<sup>1</sup>.

Deux motifs également honorables ont engagé M. Guizot à faire dès à présent cette publication. Il a pensé d'abord qu'elle devrait nécessairement soulever, de la part des personnes intéressées, des plaintes et des objections. A la fois plus généreux et plus fier que ces hommes d'État dont les révélations posthumes peuvent être impunément calomnieuses, il a voulu se trouver en mesure de répondre à tous et de soutenir vaillamment l'exactitude de ses récits ou la justice de ses jugements. Il s'est dit ensuite qu'au sein de la retraite où ils achèvent leur vie il reste un grand devoir aux hommes qui eurent autrefois l'honneur de conduire les affaires publiques : « C'est de transmettre à ceux qui viendront après eux, et qui auront aussi leurs épreuves, un peu de la lumière qui s'est faite en eux à travers les leurs. »

Il ne faut pas confondre cependant souffrance avec expérience. C'est le propre d'un grand et ferme esprit de s'élever au milieu des revers qu'il éprouve et d'en faire sortir une expérience dont lui-même profite. Pour

<sup>1</sup> Paris, Michel Lévy, 1 vol. in-8°.

M. Guizot, ce travail intérieur s'est fait à mesure qu'il s'est avancé dans la vie, de sorte que, semblable au voyageur qui monte au sommet d'une montagne, il peut, en se retournant, embrasser d'un coup d'œil la route parcourue, afin d'en reconnaître les traverses et d'en signaler les périls. Hélas ! pour la plupart des hommes, la vie n'est qu'un chemin plat qui, faisant mille détours, n'offre jamais à leurs yeux qu'un horizon borné, soit qu'ils portent leurs regards en avant, soit qu'ils les ramènent en arrière.

Si la publication des Mémoires de M. Guizot est de sa part un acte de bonne foi, c'est aussi, il faut en convenir, un acte de courage. Avant que l'heure de l'histoire ait sonné pour les événements qu'il raconte, c'est-à-dire avant que le public puisse les juger avec calme et impartialité, il va soulever de nouveau des questions irritantes et s'exposer aussi bien aux injustes rancunes d'implacables détracteurs qu'au zèle imprudent de trop fervents apologistes. Mais M. Guizot a l'âme trop haute pour s'inquiéter aujourd'hui de ce double danger qu'il a plus d'une fois bravé ; c'est un des traits les plus frappants et les plus nobles de son caractère, que cette confiance sereine qu'il puise à la fois dans la juste estime qu'il fait de son esprit et dans le calme qu'il ressent au fond de son cœur. Un homme supérieur ne peut pas plus ignorer sa supériorité qu'un homme vertueux douter de sa vertu. Ce sentiment, remarquable dans tous les actes de la vie publique de M. Guizot, se reflète sur chacune des pages de ses Mémoires ; en expliquant ce qu'il a voulu, en racontant ce qu'il a fait, il ne regrette ni une de ses intentions ni une de ses actions, et semble dire que, s'il lui était donné de recommencer sa vie, il ne dévierait pas un instant de la ligne qu'il a suivie. Cette sûreté d'âme est une vertu trop rare pour que nous ne lui accordions pas tout notre respect. Nous avons vu tant d'hommes éminents se condamner eux-mêmes en reniant leur passé, abaisser et humilier leur caractère pour changer de conduite, appeler hypocritement repentir ce qui n'était qu'apostasie ; nous en avons vu tant d'autres fléchir sous le poids des revers, perdre toute espérance en perdant tout courage, douter d'eux-mêmes et douter de l'avenir, que c'est en vérité pour nous le plus consolant et le plus grand spectacle que de trouver un homme debout au milieu des ruines, défiant la fortune ennemie, se rendant témoignage dans ses souvenirs, ayant confiance dans ses espérances, et nous disant avec ce mâle langage, beau de simplicité, de noblesse et d'ampleur : « Dans les épreuves suprêmes, c'est mon naturel, et j'en remercie Dieu comme d'une faveur, de conserver les grands désirs, quelque incertaines ou lointaines que soient les espérances. »

## II

Ce sont en quelque sorte des mémoires personnels que M. le baron de Barrante vient de publier à son tour, en faisant paraître deux volumes d'*Études littéraires et historiques*<sup>1</sup>. Si ce recueil ne contient pas le récit de sa vie publique, il renferme en quelque sorte l'histoire intime de son esprit. En nous donnant comme le résumé de ses pensées, de ses études, de ses opinions, il nous fait plus apprécier son caractère et comprendre son talent que s'il

<sup>1</sup> Paris, Didier, 2 vol. in-8°.

nous retraçait les phases diverses de sa carrière politique. On connaît mieux un homme en sachant ce qu'il pense qu'en sachant ce qu'il fait.

Les deux volumes de M. de Barante réunissent de nombreuses études; ces études se ressemblent, quoique écrites en des temps bien différents, par l'esprit qui a présidé à leur choix et à leur composition : c'est toujours le même respect pour le bien, le même culte pour le beau, le même amour pour la liberté. Mais elles diffèrent beaucoup par leur importance et leurs sujets. Les unes forment à elles-seules des livres presque complets sur de sérieuses questions : telles, l'étude sur le Parlement avant la Fronde à propos des Mémoires de Matthieu Molé, ou l'histoire de l'égalité en France à propos des œuvres politiques de Jean-Jacques Rousseau; les autres ne sont que de courts articles, écrits au jour le jour sur des livres nouveaux ou sur des points controversés; les unes traitent de questions historiques, les autres de questions littéraires; celles-là de questions politiques, celles-ci de questions d'art ou de philosophie; tantôt elles remontent à Bossuet et à Louis XIV, tantôt elles reviennent à M. de Salvandy et à madame d'Arbouville; ce sont même des travaux académiques, des discours politiques, des rapports faits à la Chambre des pairs.

La lecture de ce recueil a donc tout le charme et tout l'imprévu d'une promenade dans un parc anglais; au détour d'un bois vous rencontrez une plaine; plus loin c'est un ruisseau, plus loin un rocher; ici une grotte, là un point de vue, un chalet, un moulin, et ces mille accidents qui reposent la vue par la variété des aspects. En quittant, par exemple, quelques pages touchantes sur la charmante et romanesque Aïssé, l'esprit encore tout ému de la grâce mélancolique de ses lettres, on se trouve soudain en présence de Louis XIV, et, pour peu que l'on admire et que l'on respecte ce grand prince, on doit bien vite laisser là son émotion pour venir à son secours et le défendre contre les railleries de Lemontey et les critiques amères de Saint-Simon, réunies et combinées sous la plume de M. de Barante. Aujourd'hui on fait chèrement expier au grand roi les louanges de ses contemporains; mais, en somme, il se peut que l'excès du blâme fasse plus pour consacrer sa gloire que l'excès de la flatterie. Au reste n'est-il pas inopportun d'attaquer en ce moment, dans la personne de son plus illustre représentant, cette monarchie dont on respecte les souvenirs et dont on regrette les exemples? Laissons à l'école révolutionnaire le soin de contester ou de déchirer ses titres, et ne tournons pas contre nous-mêmes des armes à peine suffisantes pour résister à nos ennemis. L'illustre historien de la Convention nationale devrait mieux que personne comprendre quelle est la puissance de ceux-ci et quelle est leur audace.

### III

Par sa grande *Histoire des ducs de Bourgogne*, M. de Barante s'est mis à la tête de l'école historique qui a pris pour devise ce mot de Quintilien : *Scribitur ad narrandum, non ad probandum*. Cette école pense que les faits parlent d'eux-mêmes, qu'il suffit d'en faire un récit exact; et qu'il est mal à propos de substituer des opinions personnelles à celles que le public est en droit de se former. En un mot, pour cette école, l'histoire doit avoir

l'exactitude et le sang-froid d'un procès-verbal, non la passion d'un réquisitoire ou l'autorité d'un arrêt.

Telle n'est pas l'opinion d'un jeune auteur, connu déjà par un certain nombre d'écrits remarquables, et qui, nous en sommes convaincu, s'élèvera par son rare talent aux premiers rangs de la littérature. Cette conviction est d'autant plus sincère, que M. Taine doit être compté parmi les adversaires les plus résolus des doctrines qui sont les nôtres. Nous voudrions en douter, que ses *Essais de critique et d'histoire*<sup>1</sup> ne nous le permettraient pas. Ce livre en effet est autre chose qu'un recueil d'articles sur des sujets variés et intéressants, remarquable par l'élégante fermeté du style, la hardiesse des opinions, la force du raisonnement. C'est surtout l'exposé d'une méthode que M. Taine, philosophe avant d'être historien, veut appliquer à l'histoire.

Il prétend faire de l'histoire une science exacte, se déduisant d'un certain nombre de formules, dont la connaissance nous permettra « d'apercevoir » et de mesurer les puissances secrètes qui nous mènent. » Quand on aura cette science « peut-être pourra-t-on prévoir. »

M. Taine croit en effet « qu'il existe une anatomie dans l'histoire humaine » comme dans l'histoire naturelle, » et qu'il appartient à cette anatomie d'expliquer les effets en découvrant les causes. Les historiens jusqu'ici se sont contentés de décrire les uns sans comprendre les autres; ils ont fait comme le peintre qui représente un cheval galopant, et non comme le vétérinaire qui explique pourquoi ce cheval galope. Or, si le peintre fait une chose agréable, seul le vétérinaire fait une chose utile; car du tableau du premier le spectateur ne tire aucun enseignement; tandis que par la démonstration de l'autre, il comprend les lois qui ont déterminé le mouvement qu'il a constaté et acquiert la science nécessaire pour plus tard empêcher ce mouvement ou le reproduire.

M. Taine pense que, « s'il est beau de faire voir un personnage, il est peut-être plus intéressant de le comprendre. » Il ne se contente donc pas d'observer ses actions, il veut démêler la force qui le fait agir; cette force, selon lui, est la résultante d'un certain nombre d'éléments faciles à reconnaître et à analyser, et qui se combinent dans chaque individu en des proportions différentes. Suivant ces combinaisons, les effets de la force impulsive varieront; mais il suffira d'analyser les premières pour déterminer les seconds. A chaque homme sa formule.

Ce qui est vrai d'un individu est, suivant M. Taine, vrai d'une collection d'individus, c'est-à-dire d'une nation. « Chaque nation, dit-il, apparaît » comme une grande expérience instituée par la nature. Chaque pays est « un creuset où des substances distinctes, en proportions différentes, sont » jetées dans des conditions spéciales. Ces substances sont les tempéraments » et les caractères. Ces conditions sont les climats et la situation originelle » des classes. »

Eh bien, que M. Taine nous permette de le lui dire un peu brutalement : il croit avoir trouvé une méthode nouvelle. C'est une erreur. Sa doctrine est bien vieille dans le monde : elle s'appelle *fatalisme*. Oui, si ces phéno-

<sup>1</sup> Paris, Hachette, 1858.

mènes intellectuels, comme les phénomènes physiques, ont pour cause des lois certaines ; si l'esprit humain ne peut agir que suivant des conditions déterminées, l'homme n'est plus libre, il doit suivre l'impulsion qu'il a reçue, et cette impulsion s'appelle fatalité. Seulement M. Taine fait du fatalisme une science exacte dont il analyse les lois, tandis que jusqu'ici le fatalisme n'était, aux yeux de ses partisans, qu'une force inexplicable.

M. Taine essayera-t-il de se défendre d'être fataliste ? Qu'il veuille examiner l'étude qui termine son livre. Dans cette étude il combat également et M. Troplong, qui souhaite à la France les lois de l'empire romain, et M. de Montalembert qui désire pour elle les institutions de l'Angleterre. « Les gouvernements, dit-il, comme les plantes sont indigènes. Transplantés, ils périssent ou ils languissent. La France n'est point Rome, et l'Angleterre n'est pas la France. Nul ne trouvera chez nous les causes qui établirent à Rome la monarchie absolue; nul ne découvrira chez nous les forces qui maintiennent en Angleterre l'aristocratie libérale. » Et, pour prouver cette proposition, il recherche dans la suite de son travail quels sont les éléments qui composent le tempérament particulier des Romains, des Anglais et des Français. L'analyse lui donne la formule qu'il désire, et de cette formule, différente pour les trois peuples, il tire cette conséquence que les institutions d'aucune ne sauraient convenir aux autres, et changer de nature en se transformant. De sorte, par exemple, que, si les Anglais jouissent d'institutions libérales, ce n'est pas parce qu'ils les ont conquises et conservées; c'est parce qu'ils ne sauraient en avoir d'autres; c'est parce que leur tempérament le veut ainsi; c'est enfin, nous citons textuellement, parce que « leur cerveau a une certaine conformation et qu'ils se nourrissent de viande et d'ale <sup>1</sup>. »

Si cela est vrai, à quoi peuvent servir les efforts et le talent des hommes d'État ? A peu de chose, sans doute, et M. Taine se moque agréablement des réformateurs du dix-huitième siècle. A merveille; mais alors pourquoi M. Taine cherche-t-il à découvrir la science historique telle qu'il l'a entrevue : pourquoi veut-il comprendre et prévoir, si, les causes déterminées, il ne lui appartient pas de modifier les effets ? Il serait à la fois plus facile et plus sage de nous laisser aveuglément obéir à la force qui nous entraîne et contre laquelle toute résistance est inutile; c'est à quoi, hélas ! nous ne serions aujourd'hui que trop bien disposés.

Mais nous, nous ne croyons pas à l'anatomie de l'histoire humaine. Nous ne croyons pas que dans l'ordre moral il existe des lois immuables comme dans l'ordre physique; nous ne pensons pas, d'une part, que l'âme de chaque homme puisse, suivant la combinaison des éléments qui la composent, être expliquée et résumée par une formule : tout n'est-il pas contradiction dans l'âme humaine et ne la voyons-nous pas à toute heure changer de sentiment et de direction ? Chacun est maître de soi-même et peut modifier les aptitudes de son esprit : méchant, on peut devenir bon; bon, on peut devenir méchant : l'histoire serait longue des conversions et des perversions ! L'homme n'étant pas libre, où serait donc la justice de Dieu qui le punit ou le récompense ? Nous ne pensons pas ensuite que les âmes des hommes dif-

<sup>1</sup> Page 395.



fèrent entre elles suivant la combinaison des éléments qui les composent ; elles sont identiques et de même nature, capables des mêmes vertus ou des mêmes vices : sinon où serait la justice de Dieu qui leur impose à toutes les mêmes lois ? En un mot, nous croyons qu'aucun homme ne peut être constamment semblable à lui-même : mais que tous les hommes se ressemblent entre eux.

Et, comme M. Taine, ce que nous pensons des hommes, nous le pensons aussi des nations ; nous croyons à leur libre arbitre et à l'identité de leur nature. Sans doute l'éducation qu'elles reçoivent doit façonner leur caractère et décider de leurs aptitudes ; c'est ce qui constitue leur individualité et détermine la forme extérieure de leurs institutions. Mais, en dehors de ces dispositions particulières dont elles peuvent s'écarter, il existe un ensemble de lois qui leur sont communes à toutes et qui sont les lois générales de l'humanité. Prenons un des exemples de M. Taine. Le peuple anglais doit à l'éducation qu'il a reçue une constitution libérale ; il conservera cette constitution tant qu'il le voudra, et par là se distinguera des autres nations ; mais, le jour où sa volonté changera, le jour où les passions révolutionnaires se rendront maîtresses de lui, semblable à tous les peuples qui sont en proie à ces passions, il subira à son tour l'inévitable loi du despotisme ou de l'anarchie.

Mais le peuple anglais n'arrivera jamais à cette extrémité que par ses fautes et de son consentement. Son tempérament ne le préservera pas, comme le croit M. Taine, d'une décadence funeste ; mais il ne l'y condamnera pas. Il sera libre, constamment libre de se conduire suivant son bon plaisir ; s'il se trompe, il ne sera jamais trop tard pour reconnaître et réparer ses fautes ; s'il persiste dans la vérité politique, il ne sera jamais contraint d'y renoncer.

Cette pensée nous console et nous fortifie au milieu de nos mécomptes et de nos revers : Pour les peuples comme pour les hommes, vouloir, c'est pouvoir. Puisse le système de M. Taine ne pas se répandre parmi nous, car il aurait pour résultat de détruire le peu qui reste de cette confiance si nécessaire à une génération prompte à accepter ce qu'elle ne se sent pas le courage de combattre !

#### IV

A quelle école appartient le nouveau volume qu'un écrivain, autrefois renommé, M. J. Michelet, vient de publier sur l'histoire de France au dix-septième siècle<sup>1</sup> ? S'il est un spectacle affligeant, c'est assurément de voir une belle réputation justement acquise se renier et se détruire elle-même. Comment reconnaître dans les derniers ouvrages de M. Michelet l'historien enthousiaste du quinzième siècle et de Jeanne d'Arc, l'historien profond de Louis XI et de la république romaine ? Depuis que M. Michelet a trempé sa plume dans la bourbe infecte et sanglante des sentines démagogiques pour écrire des pages impies sur l'Église et des pages forcenées sur la Révolution, son talent d'écrivain, son intelligence d'historien, son cœur de poète, il a tout perdu. Comme ce docteur du treizième siècle dont il a raconté la lé-

<sup>1</sup> *Richelieu et la Fronde*. Chamerot, 1 vol. in-8°.

gende, et qui se vit enlever la parole à l'instant où il menaçait le Seigneur de s'en servir contre l'Église, il a vu son génie disparaître dès qu'il a voulu le tourner contre la justice et la vérité.

Est-ce bien véritablement l'histoire de la grande époque écoulée depuis l'entrée de Richelieu au pouvoir jusqu'à la mort de Mazarin que M. Michelet a racontée dans le volume qu'il publie? Ces années furent assurément les plus belles de notre histoire, non pas peut-être à considérer les actes du gouvernement et les fastes militaires, mais à considérer le développement de la société française. Au lendemain des guerres civiles, ce fut une époque de renaissance religieuse et sociale, semblable à celle qui suivit, au treizième siècle, la guerre du Sacerdoce et de l'Empire. Le catholicisme se relève et paraît fortifié par la lutte même qu'il a soutenue : c'est le temps de saint François de Sales et de saint Vincent de Paul, de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix, du cardinal de Bérulle et de Françoise de Chantal, de madame Legras, du pauvre Prêtre, de madame Acarie, de Marie-Angélique Arnaud, de Grégoire Tarisse, de César de Bus, de Bourdoise, de madame de Bermont. L'esprit français se débarrasse des langes dont le paganisme l'avait enveloppé, s'émancipe et s'élance d'un bond à la hauteur où Descartes, Pascal, Corneille et la Fontaine l'ont maintenu ; c'est le temps de Malherbe et de Régnier, de Voiture et de Balzac, de la Rochefoucauld, du cardinal de Retz, de Scarron, de Rotrou, de Ménage, de madame de la Fayette et de madame de Sévigné. Les salons se forment à l'hôtel de Rambouillet, puis à l'hôtel d'Albret; l'Académie française est fondée; Port-Royal s'assemble autour d'Antoine Arnaud, de Nicolle et de Sacy. Le pays, pacifié, prospère et uni, conserve encore, malgré Richelieu, les traditions libérales des États de 1614 et des assemblées des notables; les provinces défendent leurs droits avec l'aide de leurs états, de leurs parlements et de leurs gouverneurs; le commerce et l'industrie se développent, les grandes entreprises se fondent, la marine est créée, et l'armée, reconstituée, attend Condé et Turenne pour imposer à l'Europe la paix de Westphalie.

Au-dessus de cette société règne, à l'ombre du trône, un puissant génie qui la sert dans le présent, mais qui lui sera fatal dans l'avenir. Richelieu, comme tous les esprits absolus, pousse tout à l'extrême; il ne comprend pas que l'exagération de son système en détruira les effets; il sait qu'il met fin à des troubles; il ne prévoit pas qu'il prépare une révolution. Toutefois il dirige, il domine, il transforme; sa puissance est immense, son génie merveilleux; et son pâle visage se dresse au-dessus de la France qui le maudit, mais qui plie sous ses regards.

Que de grandeur dans cette société qui se relève et dans cet homme qui la conduit! Le grand siècle attend le grand roi.

Or de tout ceci M. Michelet n'a rien vu et n'a rien compris. Il écrit l'histoire de ce temps avec toutes les impuretés qu'il ramasse, comme il a écrit l'histoire de la Révolution avec les affiches du club des Jacobins; et dans quel style! A ses yeux l'Église, un instant purifiée par le protestantisme, est redevenue un foyer de vice et de corruption : il affirme que Richelieu a fait, des prêtres, des agents de police et du confessionnal, un « vrai trésor d'informations. » Ce qu'il dit des moines et des religieuses, nous ne pouvons le

rapporter. Telle est pour lui la renaissance catholique ; il la résume dans le procès d'Urbain Grandier, dont les accusatrices, saisies d'horreur, « se vomissaient elles-mêmes. » Quant à la renaissance sociale, « la France du dix-septième siècle, dit-il, procède de deux caducités, de la vide enflure espagnole, de la pourriture italienne. » Il n'ajoute rien à cette opinion et ne parle plus de la société française. L'histoire politique est-elle mieux traitée ? Du système intérieur du cardinal, de cette concentration administrative dont les résultats furent si considérables, de la lutte du pays contre le gouvernement, pas un mot, si ce n'est de loin en loin quelques indications isolées, obscures, inexactes. De la politique étrangère, un exposé confus, incompréhensible, bizarre et qui échappe à l'analyse. Sur la personne même de Richelieu, sur son génie, sur son rôle, pas un jugement. M. Michelet déclare naïvement « qu'il ne s'amuse pas à ces portraits. » C'est assurément un procédé des plus simples et des plus faciles. Il se contente de déclarer que « Richelieu, quoi qu'on l'ait tant dit, ne ressemble guère à Louis XI. Et combien moins au « *dernier roi de France qu'on appelle la Convention*. » M. Michelet a raconté ailleurs l'assassinat politique de Louis XVI et de Marie-Antoinette ; il a même trouvé que les augustes victimes n'avaient pas été jugées suivant leurs forfaits, et il a pris la peine de refaire leur procès. A merveille. Mais s'imaginer que du même coup la Convention a frappé dans l'avenir tous les souverains, et donner cette horde de régicides pour successeur immédiat et définitif au roi martyr, l'installer à tout jamais sur son trône et dans ses droits, voilà qui est ingénieux, éloquent et nouveau ; et qui certainement placera M. Michelet en haute estime dans le parti démagogique.

Que voit donc M. Michelet dans l'histoire de la première moitié du dix-septième siècle ? Bien des choses assurément. D'abord ce procès d'Urbain Grandier, qui en est l'événement capital... puis les aventures de la reine Anne d'Autriche, dont il fait la dernière des femmes, « de ce roi femelle, » de « cette grosse étourdie, » déplaisant si fort à Louis XIII, que « ce dernier « se fût consolé sans peine de voir crever son Espagnole. » Puis l'histoire de Cinq-Mars, « de ce polisson qui fut appelé M. le Grand. » Puis « la très-« sinistre figure d'oiseau de proie, la plus bizarre du siècle. Point de front « et nez de vautour ; rien d'homme, quelque chose de moins et de plus, et « d'une espèce différente. Animal féroce et docile, servile en ses débuts, « plus servile à la fin. Personnage étrange, nourri par Richelieu dans sa ménagerie. C'est Condé. » Pour un auteur qui déclare ne pas s'amuser à ces sortes de portraits, celui-ci ne manque pas de poésie. Ce qui suit, il est vrai, est plus prosaïquement écrit : voici l'annonce du mariage de « cet animal « féroce et docile : » « Condé le père maria son aîné, qu'on appelait alors « Enghien, à une nièce du cardinal ! » Quelle noblesse de style, et comme on voit que l'auteur est bien pénétré du sentiment de l'égalité moderne, lui qui ne veut pas parler des fils de France autrement qu'il ne parlerait d'épiciers de distinction : le père Condé et le fils Enghien ! Puisse l'historien de madame de Longueville ne pas ouvrir ce volume (ce que l'auteur, du reste, semble craindre beaucoup), car il verrait encore plus maltraiter que les princes du sang ces nobles et charmantes femmes qu'il aime tant et qu'il sait si bien faire aimer ! M. Michelet s'est fait un devoir de recueillir pieuse-

ment et de rapporter fidèlement tous les bruits orduriers qui ont couru sur la Chevreuse, sur la Hautefort, sur la Longueville. La naissance de Louis XIV est particulièrement racontée avec un goût charmant et un tact exquis!

Et ce livre est de l'histoire! et c'est l'œuvre d'un homme de talent, dont nous avons lu, relu, aimé les écrits! Quelle triste leçon, après tant d'autres, et qu'il est bien vrai que l'orgueil tue le génie!

## V

En fermant le livre de M. Michelet, on se demande quelle peut être l'utilité de l'histoire ainsi comprise et racontée : puissant argument pour ceux qui pensent que l'enseignement en est dangereux, et qu'il convient de le supprimer!

Mais tel n'est pas son caractère. En écoutant ses leçons, il n'est personne « qui ne prenne plaisir à entendre redire les paroles et les actions des grands hommes; les bons les entendent bien et en deviennent meilleurs; les mauvais s'en amendent. » Ainsi, du moins, s'exprimait en 1316 l'auteur d'un roman historique qui vient d'être publié pour la première fois à Dijon, par un savant estimable, M. Mignard.

*Le roman en vers de Girart de Rossillon*<sup>1</sup> est l'épopée nationale du pays de Bourgogne. Il retrace sous une forme poétique l'histoire des premiers temps du duché, alors qu'à la faveur des déchirements nationaux qui séparèrent violemment les peuples un instant unis par les mains puissantes de Charlemagne, les Bourguignons purent reconquérir leur ancienne indépendance. Ce roman, composé à une époque où le duché de Bourgogne formait encore un État séparé du royaume de France, est inspiré par ce sentiment de patriotisme local si vivace au moyen âge, et qu'il eût été bien plus sage d'exploiter et de diriger au profit de la liberté que d'étouffer au profit de l'absolutisme. C'est donc bien plus une chronique rimée qu'un poème épique. A ce titre il a pour nous un double intérêt, celui de nous donner un tableau exact et peint d'après nature, des mœurs féodales à la fin du treizième siècle, alors que le moyen âge était dans toute sa force et dans tout son éclat; celui de nous faire connaître ensuite les idées des hommes de ce temps sur les origines de leur histoire et sur leurs droits politiques. Mais M. Mignard se trompe, à notre avis, lorsqu'il croit y trouver des renseignements exacts pour l'histoire du neuvième siècle. De même que dans les enluminures qui accompagnent le manuscrit, et dont plusieurs ont été reproduites, le peintre a habillé ses personnages avec les vêtements portés à la fin du treizième siècle; de même les faits racontés par le poète le sont avec les idées de cette époque. Ainsi, par exemple, le récit du siège de Rossillon est le récit d'un siège fait au treizième siècle, et non pas au neuvième. Le poète, en un mot, transporte au temps dont il parle les choses, les faits et les hommes du temps où il vit.

L'intérêt historique de ce roman, pour n'être pas celui que peint M. Mi-

<sup>1</sup> Paris. Techener, 1 vol. grand in-8.

Mai 1858.

gnard, n'en est pas moins sérieux. Il a, relativement à l'époque où il a été composé, la même utilité et le même charme qu'offrent à l'égard des temps modernes des mémoires personnels : c'est l'histoire intime d'une société qui n'est plus.

Un autre mérite encore, au point de vue purement littéraire, sa publication a certainement une grande importance. M. Mignard l'a trop bien fait ressortir dans l'ingénieuse introduction qu'il a mise en tête du volume, pour que nous insistions après lui. Disons seulement que, sous la forme barbare du langage, il est facile de retrouver la poésie virile des temps héroïques, que le génie de Corneille a devinée, mais dont les hommes du moyen âge inspiraient naturellement leurs paroles et leurs actes. Le père de Girard de Rossillon tombe mortellement frappé dans un combat ; Girard se jette en se lamentant sur ce corps inanimé, ce que voyant son frère

- « Fourques le redressa et moult très fort le blâma
- « Si mes pères est mors, Girard, qu'au vels-tu faire ?
- « Veuls tu don en plorant laisser le nostre affaire,
- « Plorer doivent li femme; li homme avoir douleur. »

## VI

D'autres documents historiques d'une nature toute différente viennent encore d'être publiés. M. Chéruel, si connu par ses travaux sur l'ancienne administration, a réuni un assez grand nombre de pièces diplomatiques concernant Marie Stuart, et les relations de la France avec l'Écosse pendant le seizième siècle<sup>1</sup>. Ce sont principalement des dépêches inédites des derniers ambassadeurs de France en Écosse, Lamothe-Fénélon, Michel de Castelnau et d'Esneval, conservées au château de Pavilly (Seine-Inférieure) dans les archives de la famille d'Esneval. M. Chéruel a fait précéder ces documents d'une étude sur la reine. Nous espérons y trouver une réponse aux désespérantes accusations que M. Mignet a formulées contre elle en réunissant et en combinant les bruits odieux propagés par les partisans d'Élisabeth. Notre attente été trompée. L'histoire semble aujourd'hui se faire la complice du bourreau contre la victime et ne plus comprendre que le sang de la martyre doit couvrir l'honneur de la femme. Quant à nous, quels que soient les pièces de ce procès, les présomptions, les témoignages, en présence de l'échafaud de Marie, nous ne chercherons jamais à prouver son innocence, nous l'affirmerons toujours.

Le charme mélancolique qui s'attache à tout ce qui concerne cette infortunée princesse donne à la nouvelle publication de M. Chéruel un intérêt tout particulier. Ce ne sont pas seulement des documents nouveaux, dont l'histoire pourra se servir, ce sont aussi des reliques chères et douloureuses, derniers témoins d'une incomparable infortune, et qui parlent au cœur ému d'une des créatures les plus belles, les plus intelligentes et les plus nobles qu'il ait été donné aux hommes de connaître et de persécuter.

<sup>1</sup> *Marie Stuart et Catherine de Médicis*. Hachette, 1 vol. in-8.

## VII

Nous voudrions quitter l'histoire et ses tristes souvenirs pour arriver aux œuvres romanesques et poétiques que les derniers jours de l'hiver ont vu paraître en assez grand nombre. Cependant deux livres nous arrêtent; ce n'est pas encore le roman et ce n'est déjà plus l'histoire. Tous deux nous reportent à une époque qui fait sourire, quand elle ne fait pas pleurer; ils nous en racontent gaiement l'histoire intime, en disant de ces choses qui ne se disent que tout bas et en parlant de ces gens qu'on ne veut pas avoir l'air de connaître. Mais, pour écrire la chronique du dix-huitième siècle, M. Houssaye, dans sa *Galerie*<sup>1</sup>, fait comme les hommes dont il s'occupe : il se sauve par l'esprit, il encadre les anecdotes qu'il recueille ou qu'il invente dans de charmants récits qui joignent au piquant de la vérité l'attrait de la fiction; rien de plus amusant ni de plus vite lu, un style élégant et facile, des chapitres courts, d'aimables paradoxes, des mots spirituels, de la finesse, de la grâce, de la légèreté.... beaucoup trop de légèreté, nous devons le dire, car nous ne voudrions pas qu'à aucun point de vue ce livre fût confondu avec les *Contes à ma fille* ou les *Veillées du château*. Il en est ainsi du recueil de MM. de Goncourt; encore celui-ci ne se sauve-t-il pas toujours comme celui de M. Houssaye. MM. de Goncourt, ces frères Siamois de la littérature moderne, qui, mettant en commun leurs travaux, leurs idées et leur style, réussiront sans doute à former un écrivain distingué, MM. de Goncourt nous présentent un petit ouvrage bien imprimé dans un joli format; il est aussi d'une lecture intéressante, parce qu'il semble ne raconter que des histoires vraies; agréable parce qu'il renferme une grande somme d'esprit; mais fatigante, parce qu'il est écrit de la façon du monde la plus prétentieuse, la plus incohérente et la moins française : les mots ne se suivent pas et ne s'accordent pas; c'est un pêle-mêle, une cohue, un vacarme, au milieu duquel l'esprit est obligé de se boucher les oreilles. Et pourtant, nous devons le dire, il y a une immense différence entre les bizarreries de style de ce recueil et les énormes crimes de lèse-grammaire et de lèse-bon sens que MM. de Goncourt commettaient de complicité dans le petit journal où, tous deux ensemble, ils ont fait leurs débuts. Qu'ils ne s'arrêtent pas dans la voie où ils sont entrés, et leur double talent finira par se dégager des langes barbares qui l'enveloppent; mais en attendant ils voudraient faire beaucoup de bruit dans le monde, et n'y font en somme qu'un peu de tapage.

## VIII

Si MM. de Goncourt attirent l'attention du public par l'éclat original de leur style, il est d'autres auteurs qui, se bornant à mal écrire, sans écrire avec éclat, ont cependant l'habileté de faire faire cercle autour de produc-

<sup>1</sup> *Galerie du dix-huitième siècle*. Hachette, 5 vol. in-12.

<sup>2</sup> *Portraits intimes du dix-huitième siècle*. Dentu, 2 vol. in-18.

tions au moins médiocres. La mise en scène, comme il arrive souvent, amène la foule et fait tolérer une mauvaise pièce ; les sifflets n'éclatent que lorsque le rideau est tombé.

Ainsi doit-on expliquer l'espèce de notoriété qui s'est faite autour de la seconde édition d'un fort piteux roman de M. Barbey d'Aurevilly, intitulé *une Vieille Mattresse*<sup>1</sup>. Comment, en effet, comprendre autrement ce pseudo-succès ? Impossible de l'attribuer à la célébrité de l'auteur : il n'était guère connu que de quelques privilégiés, heureux possesseurs d'un petit recueil de vers lascifs, imprimé à Caen, chez Hardel, en 1854, et tiré seulement à trente-six exemplaires. Et cependant son livre, ignoré la veille, est devenu tout d'un coup l'objet d'une curiosité générale et d'une sorte d'émeute littéraire. Tout le monde s'est mis à en parler et chacun a voulu le lire. La *Vieille Mattresse* a eu le sort des chefs-d'œuvre méconnus auxquels la postérité rend une justice posthume. Comme nous n'avons pas entendu dire qu'on y ait découvert les mérites d'*Athalie* ou du *Paradis perdu*, force nous est de chercher l'explication de ce singulier retour de popularité.

Pour venir à bout de nous en rendre compte, nous avons fait comme font les savants lorsqu'ils rencontrent dans la nature un fait qui ne rentre pas dans le cours de ses lois ordinaires. Nous avons essayé de toutes les suppositions possibles pour voir quelle serait celle qui cadrerait le mieux avec la réalité des faits. Une hypothèse, nous le savons, même quand elle explique tout, n'a jamais la valeur d'une vérité démontrée, et on peut toujours la contredire. En présentant donc nos conjectures sur le procédé entièrement habile que M. Barbey nous paraît avoir suivi pour ressusciter son vieux roman, nous nous gardons de rien affirmer. Nous les offrons seulement au lecteur comme la seule solution plausible que nous ayons trouvée d'un problème autrement inexplicable.

Nous supposons donc que M. Barbey d'Aurevilly, comme tout auteur qui a fait un livre dont le succès ne le satisfait pas, a senti le besoin de faire jouer quelque ressort nouveau pour rappeler l'attention fugitive du public. Or M. Barbey d'Aurevilly a de par le monde deux amis — deux puissances — M. Louis Veuillot et M. Granier de Cassagnac. M. Granier de Cassagnac, profitant des loisirs que lui faisait le Corps législatif, a fondé dernièrement — nos lecteurs le savent peut-être — une sorte de revue-journal appelée le *Réveil*, et destinée soit à réveiller toutes les vieilles querelles, soit à en susciter de nouvelles en disant autant de mal que possible de tous et de tout, excepté, bien entendu, des rares amis qu'elle peut avoir. Quant à M. Louis Veuillot, l'*Univers* ne lui laissât-il aucun loisir, il ne pouvait manquer d'être le prédicateur d'une aussi sainte croisade et de conclure avec M. Granier de Cassagnac une édifiante alliance défensive et surtout offensive. M. Barbey d'Aurevilly, s'il avait, en effet, les sentiments que nous lui supposons, devait tirer un bon parti, dans l'intérêt de sa *Vieille Mattresse*, d'un aussi formidable patronage. Tout le monde, à sa place, en eût fait autant. Mais lui, et c'est ici que, dans notre hypothèse, son habileté commence à paraître, n'a pas agi comme eût agi tout le monde. Se faire faire une apologie en règle, c'eût été en

<sup>1</sup> Cadot, 1 vol. in-12.

premier lieu vulgaire, en second lieu peu profitable, en ce sens que le public l'aurait laissée passer sans doute inaperçue; en troisième lieu, difficile : le contexte du roman, et même son titre seul, n'offraient guère matière à louange dans les colonnes de la sainte alliance. Mais obtenir une critique, sévère en la forme, complaisante au fond; et à propos de son livre soulever une question d'un intérêt général et capital, — celle-ci, par exemple : « Est-il permis aux chrétiens de composer ou de lire des romans quels qu'ils soient? » — de manière à mettre en révolution la république des lettres, et à fixer sur soi l'attention générale, c'était bien autrement efficace; et, si c'est là ce qu'a pensé M. Barbey d'Aurevilly, certes il a eu raison; car nous-même, par exemple, nous ne nous serions certainement pas occupé de son roman sans cette étourdissante aubade.

Poursuivons notre conjecture. M. Barbey d'Aurevilly propose donc à M. Granier de Cassagnac de publier dans le *Réveil* une nouvelle préface pour son vieux roman, préface dans laquelle il aurait exposé l'utilité du vice au point de vue de l'art chrétien; M. Granier de Cassagnac, le plus naturellement du monde, s'empresse de ne pas accueillir cette demande; et M. Louis Veuillot — M. Louis Veuillot lui-même — entrant, sans dessein sans doute, dans les vues de M. Barbey d'Aurevilly, improvise cinq colonnes pour expliquer ce refus, c'est-à-dire pour fulminer contre tous les auteurs et lecteurs de romans un anathème capable de mettre dans la conscience de chacun le trouble d'abord, et ensuite le désir de connaître le livre occasion d'une telle rigueur. En un instant la *Vieille Mattresse* acquiert tout le piquant, tout l'imprévu, toute la saveur du fruit défendu.

Cela devient d'autant plus naturel, que M. Veuillot a grand soin de déclarer qu'il n'a pas lu le livre qu'il condamne, « quoiqu'il demande la permission de l'appeler un mauvais livre, » de rendre un entier hommage aux bonnes intentions de l'auteur et de déclarer, en termes très-vifs, que ceux qui se permettraient de le critiquer seraient encore bien plus coupables que ceux qui tenteraient de l'imiter, — « étant des esprits malveillants à qui ni l'art ni la moralité de leurs propres œuvres ne donnent aucun droit sur lui. » M. Veuillot va plus loin encore; il offre à M. Barbey d'Aurevilly un certificat d'orthodoxie : ne serait-il donc pas l'un des trente-six privilégiés, heureux possesseurs de ce petit recueil dont nous parlions tout à l'heure, et n'y aurait-il pas là notamment une certaine pièce intitulée : « la *Mattresse Rousse*? »

Ces précautions prises, M. Veuillot distribue à droite et à gauche, quitte à éblouir ses amis, les aménités dont il est habituellement prodigue. Cela fait très-bien et réveille l'attention.

Alors le succès est complet : d'une part, la *Vieille Mattresse* se trouve achalandée auprès de ce nombreux public pour qui tout scandale est une recommandation, et M. Barbey d'Aurevilly profite tout à son aise, pour sa réputation d'auteur et la vente de son livre, de la sincérité de son ami; quant à sa renommée de christianisme et de moralité, elle n'est pas très-compromise par une condamnation qui le confond dans la classe de tous les romanciers du monde : avec madame de Lafayette, madame d'Arbouville, lady Georgiana Fullerton, etc., etc.



Tout ceci, nous le répétons, n'est qu'une conjecture que nous ne donnons nullement pour fondée. Il se peut que M. Barbey d'Aureville ait éprouvé un scrupule véritable à l'endroit de sa seconde édition, et ait désiré sincèrement faire résoudre son cas de conscience par MM. Veuillot et Granier de Cassagnac. Il est aussi très-possible que M. Veuillot, malgré sa longue habitude de ce qui agit sur l'esprit public, n'ait pas prévu que sa consultation aurait pour effet nécessaire de faire enlever l'édition de la *Vieille Maitresse*. Mais ils auraient eu l'un et l'autre deux moyens de nous en convaincre pleinement et de prévenir toutes les suppositions malicieuses : M. Barbey, de mettre au pilori l'édition de son livre, en conséquence des lumières qu'on lui avait données; M. Veuillot, d'attendre que cette exécution fût faite pour délivrer à M. Barbey d'Aureville un certificat d'orthodoxie, et surtout pour l'accepter ouvertement comme son collaborateur, dans une œuvre destinée à régénérer la littérature et à purifier les mœurs.

Or cette exécution n'a point été faite, M. Barbey d'Aureville continue à faire vendre la *Vieille Maitresse*, et M. Veuillot travaille avec lui, dans le *Réveil*, à la régénération de la société. A la vérité, M. Gagnier de Cassagnac, dans un post-scriptum à la lettre de M. Veuillot, nous avait averti que M. Barbey se rendait à l'opinion de ses amis, et, ne pouvant supprimer le livre, se décidait à supprimer la préface. Mais nous sommes désolé de lui ôter cette dernière illusion.

Il se peut que la préface qui est en tête du volume ne soit pas celle que M. Barbey d'Aureville a communiquée à M. Granier de Cassagnac; mais assurément elle fait tout aussi bonne figure. Nous nous bornerons à en extraire la proposition suivante que nous citons avec les mots soulignés par l'auteur : « Malgré les qualités et les sublimités de la femme qu'il épouse, Marigny (le héros du livre) divorce, par le fait, en n'épousant pas sa vieille maitresse. « Son mariage est un crime envers cette femme de son adolescence que les vieux livres de la sagesse israélite défendent de jamais oublier et qui le tient sous le joug mystérieux d'une fidélité infrangible. » Qu'en dit M. Granier de Cassagnac? Il est certain qu'il regrettera l'autre préface.

Que dirons-nous maintenant de la thèse même de M. Veuillot et de la condamnation portée sur toute la littérature des romans sans exception? Nous demandons ici la permission de distinguer. Certes, si tous les romans devaient ressembler à ceux que composent les amis de M. Veuillot, nous n'hésiterions pas à nous joindre à lui pour les condamner en masse. Celui de M. Barbey d'Aureville est un des livres les plus désolants, et fort heureusement les plus ternes qui soient au monde, « quoiqu'il en ait effacé un pas-sage sage d'une couleur trop vive. » Nous avouons qu'il nous est impossible, complètement impossible, d'en donner ici même l'analyse. Ce que le libertinage a de plus effronté, ce que le scepticisme a de plus triste, y est étalé, affiché par des gens appartenant aux classes élevées et donné comme le dernier mot de la destinée humaine.

Les plus mauvais livres peuvent avoir deux mérites : celui d'être intéressants et celui d'être bien écrits. L'intérêt du roman de M. Barbey d'Aureville n'est autre que celui qui s'attache à des peintures licencieuses. Quant au style, émaillé de barbarismes et de solécismes, nous ne pouvons mieux le faire

connaître que par une citation choisie au hasard dans ce qu'il est possible de citer. Voici le portrait d'une femme du grand monde : « Mélange unique de « clartés sans fulgurance et d'ombres lactées, elle berçait le regard en l'attirant, et très-certainement elle eût produit l'engourdissement magnétique « des choses vues en rêve, sans l'ardeur sanguine de ses lèvres qui réveillait « tout à coup le regard, enivré par tant de mollesse, et montrait, par une « forte brusquerie de contrastes, que le cœur de feu de la femme brûlait « dans le corps vaporeusement opalisé du séraphin..... le bouillonnement « d'un sang qui couvrirait si mystérieusement ce corps flave et qui trahissait « tout à coup sa rutilance, sous ce tissu pénétré des lèvres; ce trait héréditaire et dépaycé dans ce suave et calme visage était le sceau de pourpre « d'une destinée. »

Mais de ce que M. Barbey d'Aurevilly a fait un détestable roman, qu'un honnête homme rougit de lire et qu'un homme d'un peu de sens ne peut achever sans un soulèvement de cœur, devons-nous admettre, avec M. Veuillot, que tout roman est nécessairement de cette nature ? Toute la discussion de M. Veuillot se résume dans cet argument :

Le chrétien ne doit pas écrire de romans, parce qu'en le faisant il ne pourrait s'empêcher de peindre le vice et de le peindre éloquemment : dès lors, la lecture de son livre ne saurait être que dangereuse, non pas certes pour ces hommes qui, comme M. Veuillot, ont lu Rabelais, mais pour le public en général.

Que l'auteur d'un roman soit nécessairement entraîné à « laisser au vice son éloquence, » c'est une assertion que M. Barbey d'Aurevilly est prêt à démentir : si M. Veuillot veut se donner la peine, au lieu de retourner à Rabelais, d'ouvrir le livre qu'il déclare n'avoir pas lu, il y trouvera le vice assurément ; mais de l'éloquence ? non pas !

Qu'un roman ne puisse contenir autre chose que la peinture des vices, éloquente ou non, c'est ce que nous contesterons, sans recourir cette fois à M. Barbey d'Aurevilly. M. Veuillot nous dit bien « qu'il faut peindre le vice, « puisqu'il constitue presque seul le ressort de l'unique passion qui intéresse beaucoup la multitude des cœurs. » Mais nous ne saurions considérer une telle parole que comme une sorte de blasphème contre un sentiment que l'Église a pris sous sa protection par un de ses sacrements, et comme une insulte à ce qu'il y a de plus pur et de plus fécond dans le cœur de l'homme, après l'amour de Dieu.

Enfin même, si l'auteur d'un roman se trouve en face du vice, comme tout homme peut y être exposé dans sa vie, nous estimons que toute âme honnête et chrétienne doit trouver en elle assez de force pour l'envisager sans crainte et ne pas accepter d'avance la honte d'une défaite ; qu'une plume chaste saura toujours éviter les peintures qui allument les sens et enflamment l'imagination ; que le vice en lui-même porte sa condamnation et son châtiement ; que le point nécessaire ne doit pas être de le nier et de le cacher, mais de le montrer dans sa laideur naturelle et d'en découvrir les conséquences.

Enfin nous ne permettons pas à M. Veuillot, pour sauver à la fois la morale et l'amitié, d'englober dans la même condamnation que M. Barbey

d'Aurevilly tous les honnêtes gens qui, depuis l'évêque de Belley, l'ami de saint François de Sales, jusqu'à Fénelon et au cardinal Wiseman, ont eu l'impertinence d'écrire des romans. Ce ne sont point là les complices de M. Barbey d'Aurevilly, et l'accuser avec eux, c'est l'absoudre. Pour trouver ses modèles, il faut les chercher dans les Crébillon fils, les Laclos et les Louvet.

Craignant de ne pas rencontrer des échantillons irréprochables de la littérature romanesque dans le petit nombre d'ouvrages qui nous resterait encore à examiner, nous les ajournons à notre prochaine revue. Hâtons-nous cependant, avant que M. Veuillot ne se soit livré à la critique des œuvres poétiques de M. Barbey d'Aurevilly, publiées à trente-six exemplaires, à Caen, par Hardel, en 1854, et n'ait fait à la poésie le même tort qu'il vient de faire au roman, d'ouvrir quelques recueils de vers, qui, en attendant ses anathèmes, nous semblent mériter une attention toute spéciale.

## IX

Pourquoi, depuis quelques années, tant de vers et si peu de poésie ? C'est qu'il suffit, pour aligner et combiner des rimes, d'être un homme de talent, tandis que pour faire jaillir de son âme la source vive de l'inspiration, il faut s'élever par le génie au-dessus de la foule et des sentiments vulgaires.

« L'art ne fait que les vers, le cœur seul est poète, »

disait André Chénier, quelque temps avant de voir s'éteindre en lui ce vrai cœur de poète dont les rares accents ne cesseront pas de retentir.

Nous devons parler aujourd'hui de trois recueils de vers, qui se recommandent tous par des mérites différents, mais dont aucun sans doute ne s'élève encore à la hauteur de la poésie. Ils ont été composés sous l'influence des agitations contemporaines, et, au lieu de parler ce langage divin que dans tous les temps le cœur humain comprendra, ils ne sont en réalité que l'écho des opinions et des sentiments individuels de ceux qui les ont écrits.

Le premier et le plus remarquable porte un titre qui, à lui seul, est la preuve de ce que nous disons, mais dont nous aimons la franche hardiesse : les *Convictions*<sup>1</sup>. Qui donc, au temps où nous vivons, s'expose à ce ridicule ou à ce danger de dire tout haut et en vers alexandrins qu'il a des convictions ? C'est un ancien rédacteur de la *Revue de Paris*, recueil qui a froissé si souvent toutes nos idées les plus chères, M. Maxime du Camp, dont nous ne partageons pas assurément les tendances et les opinions politiques, mais dont nous reconnaissons facilement le talent distingué.

Son talent se reflète dans toutes les pages du recueil qu'il vient de publier. En parcourant ces pages, si nous avons à regretter parfois des imperfections et des longueurs inutiles, nous retrouvons toujours un style ferme et correct, expression élégante d'une pensée sincère et libre. Ainsi, dans l'un

<sup>1</sup> *Les Convictions*, par Maxime du Camp. 1 vol. in-8°. Paris Librairie Nouvelle.

des morceaux qui, de notre part, pourraient davantage prêter à la critique, nous rencontrons bien ça et là de ces choses qui nous font sourire, saint Paul, par exemple, disant aux émeutiers tombés sur des barricades :

« Dormez ô doux penseurs, dont les lèvres tremblantes  
« N'ont jamais trouvé que le fiel. »

— mais nous ne pouvons nous défendre de reconnaître le mérite incontestable de certaines strophes dont l'allure hardie nous entraîne presque malgré nous.

Ce n'est pas seulement le talent dont M. Maxime du Camp fait preuve qui nous attire et nous fait passer condamnation sur beaucoup d'idées que nous ne saurions admettre. Nous estimons son livre, parce qu'il est inspiré par un sentiment noble et précieux. M. Maxime du Camp peut se tromper dans ses tendances; mais son point de départ est pur : il croit au bien, il affirme le bien. C'est chose rare aujourd'hui que cette ferme croyance! nous sommes dans un siècle d'incrédulité. Pauvre siècle! dans l'ordre politique, comme dans l'ordre moral, partout et toujours, il doute et désespère; il répète avec Rolla :

« Les jours sont revenus de Claude, de Tibère;  
« Tout ici, comme alors, est mort avec le temps,  
« Et Saturne est au bout du sang de ses enfants;  
« Mais l'espérance humaine est lasse d'être mère,  
« Et, le sein tout meurtri d'avoir tant allaité,  
« Elle fait son repos de sa stérilité. »

Cependant, plus qu'aucun siècle peut-être, le nôtre était apparu plein de force et de jeunesse; il avait secoué l'étreinte du passé et sondé les profondeurs de l'avenir; il avait longtemps rêvé, longtemps espéré, longtemps cru, longtemps aimé. Oubliant le mal, il avait compris le beau, cherché le bien, poursuivi l'idéal! Généreuse et sainte confiance qui fait sa gloire et cause sa détresse. Quant aux rêves eut succédé la réalité; quand la loi providentielle de la lutte eut repris son empire, et quand le mal eut relevé la tête, de la grandeur de sa déception est née la lâcheté de son désespoir. Il n'a pas su comprendre que le bonheur et l'honneur ici-bas ne sont que le prix du combat et que le combat est permanent; et c'est alors que, reniant ses croyances, renonçant à ses espérances, indigne de lui-même et se mentant à lui-même, il a trouvé plus facile de se résigner et de douter du bien.

C'est contre ce ramollissement des âmes que M. Maxime du Camp proteste au nom de principes tout autres, et avec des espérances autrement placées que les nôtres. En regrettant l'immense distance qui nous sépare et en souhaitant à M. Maxime du Camp une autre foi que la confiance dans l'avenir de l'humanité, nous nous joindrons à sa protestation. Ah! parce qu'en cherchant le bien, nous aurons rencontré le mal, quoi qu'il arrive, quelles que soient nos déceptions et nos blessures, jamais nous ne douterons du bien; notre croyance en lui, ce sera la dernière qu'on nous enlèvera. Nous savons qu'en ce monde un peuple, comme un homme, ne doit redouter que Dieu d'abord, et lui-même ensuite. Si c'est Dieu qui le frappe et qui le châtie, il

n'a qu'à s'incliner, à se résigner et à mourir ; mais, si les contradictions, les obstacles, les périls qu'il rencontre, ne viennent pas de Dieu, mais des vices de l'humanité, il a en soi-même de quoi tout surmonter, et la grandeur de sa force croît en proportion des difficultés de la lutte. Seul au pont du Garigliano, Bayard arrêtait une armée; seule au temps de la Révolution, la France épuisée triomphait du monde conjuré ; ainsi nous ne devons redouter, après Dieu, que notre désespérance, et toute défaite est une lâcheté.

M. Maxime du Camp s'afflige du spectacle étalé devant ses yeux et pleure sur cette société qui renonce à sa foi et à ses rêves pour atteindre au bien-être et au calme matériel, comme si la pire des misères n'était pas la misère morale ! Mais, tout en mesurant le mal, il ne croit pas en sa durée ; il sait que, si dans la vie il se rencontre des moments de découragement et de doute, ces moments-là s'écoulent et ne laissent aucune trace ; il sait que toute blessure se ferme, que toute larme se sèche, que tout regret s'évanouit, et que le cœur, grandi par la souffrance, purifié par les pleurs, sent tôt ou tard aux battements qui l'agitent que la vie est en lui et que l'avenir lui appartient toujours.

Relisons donc ces belles pages où M. Maxime du Camp, s'adressant à un jeune homme dont les premiers pas dans la vie furent difficiles, relève son courage, ranime ses forces, et lui dit enfin :

- « Et puis dans bien longtemps, quand ton heure dernière
- « Refroidira ton cœur et clôra ta paupière,
- « Si tu veux être élu pour les jours réservés,
- « Si tu veux, gravissant les routes éternelles,
- « Pousser ton âme ardente à des splendeurs nouvelles,
- « Si tu veux suivre encor tous tes désirs rêvés,
- « Si tu veux dans son sein que Dieu te fasse grâce,
- « Lorsque, te demandant tout bas le mot de passe,
- « L'ange blanc de la mort se penchera vers toi,
- « Réponds-lui sans trembler : Amour, travail et foi. »

## X

De vraies souffrances, ce sont celles que M. Claudius Hébrard entreprend de guérir en versant sur elles le baume de sa poésie. Au milieu des jours agités de nos révolutions, il s'est pris de pitié pour ce peuple frappé d'une double misère ; il a voulu lui donner du pain en lui rendant du cœur. Ses vers ont sollicité l'aumône du riche et ont ranimé dans l'âme du pauvre les bons sentiments éteints. M. Hébrard a su parler au peuple un langage ferme et chrétien : il n'a pas cherché à détruire sa confiance en lui-même, à le ramener en arrière, à l'effrayer par de menaçants tableaux ; il lui a dit au contraire d'espérer et de croire, d'aimer la liberté, de relever son courage, de marcher en avant en respectant la religion et les lois. Il a pensé que la peur était une honteuse conseillère, et que dégrader le peuple, ce ne serait pas le sauver. Il a repoussé dédaigneusement le *Spectre rouge*, les souvenirs du Bas-Empire, toutes les craintes et toutes les lâchetés, et cru fermement que Dieu, qui protège la France, ne l'abandonnerait pas. En un mot il a dit en

chrétien ce que M. Maxime Du Camp répétait en philosophe; et, plus heureux que celui-ci, dont les accents ne sont entendus que d'un petit nombre, il a répandu ses pensées dans l'âme d'une foule d'auditeurs rassemblés, sous l'invocation de saint François Xavier, par les Sociétés de secours mutuels. Tous ceux qui, depuis plus de dix ans, ont écouté ses paroles voudront, en acquiesçant le recueil de ses poésies<sup>1</sup>, se rappeler les conseils qui les ont soutenus dans un temps d'épreuves.

A des titres différents, M. Maxime du Camp et M. Claudius Hébrard sont quelque chose de plus que de bons poètes : ce sont de bons citoyens.

## XI

C'est aussi un esprit ferme et persistant que M. Marc Personneaux, auteur d'un poème intitulé la *Vie à ciel ouvert*, dont il vient de publier la première partie<sup>2</sup>. Si M. Maxime du Camp croit à la puissance du bien, M. Personneaux en comprend la poésie. Nous nous sommes souvent demandé pourquoi les romanciers et les poètes cherchaient presque toujours l'idéal en dehors de la morale et du devoir. Bien avant qu'un grave historien eût déridé son front pour écrire un livre sur l'*Amour dans le mariage*, nous avons pensé que la source la plus pure de tendresse et de poésie devait sourdre au foyer domestique. Mais l'esprit humain est ainsi fait, qu'il repousse ce qui est simple et droit, et, comme le héros de Cervantes, se soustrait à la paix et au calme intérieur pour se mettre en quête d'aventures et de périls imaginaires : qu de combats ne livre-t-il pas ainsi à des moulins à vent !

Entrons avec M. Personneaux sous ce toit rustique qu'il décrit au commencement du poème ; laissons-nous avec lui glisser à la dérive sur cette barque aventureuse qui porte, à travers l'Océan, la tendresse de deux époux, et nous comprendrons ce que peut donner de bonheur un amour pur et béni par Dieu, à deux cœurs tendrement unis :

« Tous deux se rappelant l'un sur l'autre appuyés  
« Leurs chagrins endormis et leurs pleurs essuyés. »

Le héros du livre est un orphelin né sous ce toit dont nous parlions, recueilli dans sa plus tendre enfance par un prêtre qu'il retrouvera plus tard, puis volé par une troupe de saltimbanques, où Dieu lui ménage pour asile l'amour de Pépa la bohémienne :

« Pépa, comme la fleur qui, dans la nuit voilée,  
« Garde encore un parfum dans sa coupe foulée,  
« Gardait pour cet enfant, dans un dernier repli,  
« Une aspiration de son cœur avili. »

« Pourquoi m'aimez-vous donc ? » lui disait l'enfant étonné. « Je t'aime pour aimer, » répondait Pépa.

Cette réponse, que M. Personneaux a trouvée dans son cœur, l'aurait-il re-

<sup>1</sup> *Les Sources vives*. 1 vol. in-8°. Douniol.

<sup>2</sup> Paris. Dentu, 1 vol. in-12.

cueillie au milieu de ces troupes hideuses, honte de notre civilisation, et que la loi pourtant tolère encore ? Nous nous permettrons d'en douter et de lui dire qu'à sa Pépa, qui est une charmante création, nous n'y croyons pas.

Cette poétique invraisemblance n'est pas la seule qui nous ait frappé. M. Personneaux donne, en général, trop de cœur aux chiens et trop d'esprit aux chevaux. Ce sont des animaux fort bons et fort intelligents : cependant nous avons peine à croire, malgré nos sympathies pour l'entente cordiale, qu'un cheval anglais soit si pénétré de respect pour la France que de dire à son camarade, dans un épanchement intime, en lui montrant un de nos soldats qui passe :

« Écrase, si tu veux ; mais n'éclabousse pas. »

FERNAND DESPORTES.

— M. Bouillet, inspecteur de l'Académie de Paris, vient de faire paraître à la librairie Hachette une nouvelle édition de son *Dictionnaire universel d'Histoire et de Géographie*. Le public a depuis longtemps apprécié cet ouvrage, qui répond à toutes les questions que l'on peut se faire sur l'Histoire proprement dite, sur la Biographie, la Mythologie, la Géographie ancienne et moderne, et qui a mérité le double honneur d'être adopté par l'Université pour toutes ses écoles et d'être approuvé par l'autorité ecclésiastique la plus élevée, celle du Saint-Siège. Nous nous bornerons donc à dire que ce qui distingue la nouvelle édition, c'est le soin qu'a pris l'auteur de mettre son livre au courant des événements, soit au moyen de rectifications et d'additions introduites dans le corps de l'ouvrage, soit à l'aide d'un *Supplément* fort étendu, où l'on trouve toutes les notabilités qui ont disparu depuis la première publication du Dictionnaire, ainsi qu'un *Tableau alphabétique de la Population de la France* d'après le recensement publié en 1857. Grâce à ces additions, le Dictionnaire d'Histoire et de Géographie évite l'écueil ordinaire des ouvrages de ce genre, qui, à peine publiés, sont déjà vieillis.

On sait que le même auteur a donné un *Dictionnaire universel des Sciences, des Lettres et des Arts*, où sont résolues toutes les questions qui concernent les choses, comme le sont dans le précédent celles qui concernent les noms propres. Réunis, ces deux recueils, qui se complètent l'un par l'autre, forment une Encyclopédie universelle en deux volumes, la plus succincte, la plus commode et la plus économique de toutes.

## ERRATUM

Il s'est glissé, dans le *Correspondant* du 25 mars dernier, une faute d'imprimerie qu'il importe de corriger. On lit page 468, ligne 31 : L'amour pour la religion. Il faut lire : L'amour pur et la religion.

L'un des gérants : CHARLES DOUNIOL.

PARIS. — IMPRIMERIE SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ENFERME, 1.

# LA QUESTION DES BIENS HOSPITALIERS

---

Il serait trop tard pour parler de la circulaire ministérielle relative à la vente des biens des hospices, si nous avions la prétention d'agir sur cette partie impressionnable et mobile du public dont l'opinion, allumée au moindre frottement, éteinte au moindre souffle, change d'objet chaque jour avec le journal du matin. Mais les esprits sérieux aiment mieux juger à distance, laisser tomber beaucoup d'exagérations ou d'erreurs nées dans la chaleur des premiers débats, et dégager de l'émotion qui s'efface une leçon qui puisse rester.

D'ailleurs, si tout est dit, tout n'est pas fait. La mesure sort de la période des discussions pour entrer dans le domaine des faits. Toutes les commissions administratives de France sont mises en demeure par les préfets de se livrer à une enquête qui peut être très-instructive, à en juger par les excellents renseignements déjà livrés à la publicité, puis elles devront prendre des délibérations. C'est le moment pour tous ceux qui sont mêlés à l'administration des hospices de se former une opinion consciencieuse et pratique. On me permettra peut-être de venir, non pas à l'aide d'une trop courte expérience personnelle, mais à la faveur d'une longue tradition de famille, essayer d'aider à ces réflexions utiles.

Intervenant après la discussion, j'aurai en outre l'avantage de pouvoir parler de cette discussion elle-même, remarquable à tant d'égards.

Mais je ne le ferai qu'après avoir examiné les précédents, les principes et les résultats probables de la mesure récente, en me plaçant au point de vue administratif et pratique.

## I

Voici le texte de la circulaire de M. le ministre de l'intérieur, en date du 15 mai :

« Monsieur le préfet, les biens immobiliers appartenant aux établissements de bienfaisance sont loin, vous ne l'ignorez pas, de donner un revenu proportionné à leur valeur vénale. D'après les dernières statistiques, ce revenu ne dépasse pas, en moyenne, 2 1/2 pour 100, et il est même probable que, si l'on en avait toujours dégagé les charges inhérentes à la propriété, il se fût trouvé réduit à moins de 2 pour 100. C'est là un résultat d'autant plus dé-



plorable, que, d'une part, la valeur capitale de ces immeubles est d'au moins 500 millions, et que, d'autre part, malgré l'importance de cette dotation, les établissements charitables sont généralement dans l'impuissance d'assister tous les nécessiteux qui ont besoin de leur secours.

« Il importe, monsieur le préfet, de remédier à une pareille situation. La sollicitude de l'Empereur pour les classes souffrantes fait un devoir à l'administration de rechercher constamment les moyens de leur venir en aide, et le plus efficace serait évidemment *celui qui élargirait pour elles l'accès des hôpitaux aux malades, des hospices aux vieillards ou aux infirmes, et qui augmenterait la quantité des secours distribués à domicile par les bureaux de bienfaisance.*

« Il en est un fort simple, souvent recommandé aux commissions administratives des établissements charitables, mais auquel elles recourent peu, soit par incurie, soit par suite de certains préjugés contre les biens mobiliers. Je veux parler de la vente des propriétés foncières pour les transformer en rentes sur l'État. Cette opération *doublerait au moins les revenus de l'assistance publique* qui pourrait ainsi soulager un bien plus grand nombre de pauvres, et cet avantage ne serait pas le seul; on sait combien la gestion des immeubles entraîne de soins et de préoccupations; combien elle est sujette aux non-valeurs, exposée aux usurpations, troublée par des procès. Les administrateurs les plus zélés ne suffisent qu'imparfaitement à une pareille tâche. Si les commissions pouvaient en être affranchies *par la substitution d'un revenu net et facile à percevoir au revenu incertain de la propriété foncière*, elles porteraient alors toute leur attention sur le régime intérieur des établissements, trop souvent imparfait, et réaliseraient des améliorations vainement espérées jusqu'à ce jour.

« Ces résultats de la conversion sont tellement évidents, que personne n'a songé à les contester. Seulement quelques esprits timorés, sans les nier, objectent que la valeur monétaire, et, par conséquent, celle des rentes sur l'État, décroît sans cesse, tandis que la même cause produit un effet contraire sur la valeur des immeubles, laquelle suit une progression constante. Ils font observer, en outre, qu'une certaine quantité de propriétés immobilières ont été données pour servir à des fondations charitables, dans un esprit de perpétuité qui ne paraîtrait plus avoir un gage aussi certain, si ces immeubles étaient convertis en rentes, et qu'en blessant ainsi les sentiments des fondateurs et de leurs familles on s'exposerait à voir diminuer la source des libéralités qui alimentent le patrimoine des pauvres.

« Ces objections, spécieuses peut-être, ont depuis longtemps été appréciées à leur juste valeur par l'administration.

« Sans doute, il serait imprudent de transformer en rentes sur l'État tous les biens de l'assistance publique sans se mettre en garde contre l'amoidrissement possible, dans l'avenir, de sa dotation ainsi constituée. Mais la précaution à prendre, dans ce cas, est bien connue et d'ailleurs mise en pratique tous les jours. Elle consiste à capitaliser une partie des arrérages de la rente; la proportion jugée suffisante n'est que de 10 pour 100. Cette mesure, tout en garantissant l'avenir, procure de grands avantages actuels. Ainsi, par exemple, un immeuble donnant, à raison de 2 pour 100, un revenu de

2,000 fr., est aliéné pour la somme de 100,000 fr., et le prix de vente est employé à l'acquisition d'une inscription de 4,284 fr. de rente 3 pour 100, au cours de 70 fr. En capitalisant chaque année le dixième des arrérages, soit 428 fr., on obvie à l'amoidrissement futur de la rente, et l'on obtient immédiatement une augmentation de 1,856 fr. de revenu, c'est-à-dire presque le double de celui que rapportait l'immeuble. La première objection ne soutient donc pas un sérieux examen.

« Quant à l'objection tirée du danger de refroidir la charité privée si l'on vendait les immeubles affectés à certaines fondations, elle n'aurait quelque poids *que dans l'hypothèse où l'administration entreprendrait systématiquement et d'une manière absolue l'aliénation de toutes les propriétés foncières* des hospices et des bureaux de bienfaisance. Mais telle n'est point la pensée du gouvernement. La plupart de ces propriétés ont été données sans autre condition que celle de les faire servir le plus utilement possible au soulagement des pauvres; par conséquent rien n'empêche de les convertir en rentes, pour en tirer un meilleur revenu; c'est même se conformer aux intentions *tacites* des bienfaiteurs. Que si, parmi les nombreux legs et donations charitables, il s'en trouve qui soient soumis à des conditions spéciales dont on ne pourrait s'écarter sans froisser de justes susceptibilités, l'administration ne commettra pas cette faute; elle est trop intéressée à ménager des sentiments louables en eux-mêmes et qui entretiennent l'esprit de charité. Mais ce seront là des exceptions trop rares pour diminuer sensiblement les résultats généraux de la conversion.

« Je vous invite donc, monsieur le préfet, à user de toute votre influence, et, au besoin, *de votre autorité* pour amener les commissions administratives des établissements de bienfaisance à voter l'aliénation des biens-fonds dont le revenu net serait notablement inférieur aux neuf dixièmes des arrérages de la rente sur l'État qui pourrait être affectée avec les prix de vente de ces biens. Vous leur adresserez immédiatement des instructions où, après avoir reproduit les considérations générales qui précèdent, vous signalerez à chaque commission, suivant la situation de l'établissement qu'elle administre, les motifs particuliers qu'elle aurait de s'en inspirer, à raison de la nature des biens possédés par l'établissement, ou de la modicité du revenu qu'ils procurent, ou de sa situation financière, ou enfin du défaut de proportion entre les besoins de la localité et les ressources qui peuvent y être actuellement affectées.

« J'aime à croire, monsieur le préfet, que ces instructions seront écoutées. Les membres des commissions administratives sont généralement trop éclairés et trop animés de l'amour du bien public pour ne pas s'empresser de répondre aux vœux philanthropiques du gouvernement. Si quelques commissions y résistaient sans justifier leur opposition, vous aviseriez aux moyens de vaincre leur refus de concours. Le règlement définitif de leurs budgets vous appartient, et cette attribution essentielle vous donne une action réelle, quoique indirecte, sur la gestion des biens. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'à l'avenir vous ne devez, *sous aucun prétexte*, autoriser l'aliénation de rentes sur l'État, lorsque l'établissement charitable aura des immeubles susceptibles d'être vendus; vous n'autoriserez non plus *jamais* des acquisitions

foncières, comme emploi spéculatif de sommes disponibles, à moins que ce ne soit la condition expresse d'une donation ou d'un legs fait en argent. Enfin, si une commission, par ses *préjugés* ou son inertie, vous plaçait dans l'alternative de provoquer sa dissolution, ou de laisser se prolonger indéfiniment une mauvaise administration de biens, vous ne devriez pas balancer à prendre le premier parti, en m'adressant des propositions formelles.

« Je dois ajouter, et je vous invite à faire connaître aux commissions administratives, que j'ai résolu, dès à présent, *de ne point accorder de subventions* ou secours aux établissements de bienfaisance, qui, possédant des propriétés foncières, négligeraient le moyen, si naturel, d'augmenter leurs revenus ordinaires en aliénant ces propriétés. Je fais reviser en ce sens le travail de répartition du premier semestre de 1858, et beaucoup de demandes de secours seront probablement rejetées par suite de cet examen, ou du moins ajournées jusqu'à ce que j'aie reçu des explications satisfaisantes.

« Le gouvernement attachant une très-grande importance à la *transformation* qui fait l'objet de la présente circulaire, je suivrai attentivement, monsieur le préfet, le résultat de vos efforts dans votre département. A cet effet, vous m'adresserez, *tous les trois mois*, un état conforme au modèle ci-joint indiquant : 1° le nom des établissements charitables qui auront voté la vente d'immeubles pour en employer le produit en achat de rentes sur l'État; 2° la nature, la contenance, l'évaluation et le prix de vente de ces immeubles; 3° le montant de la rente acquise et le taux du cours de la bourse auquel elle aura été achetée; 4° enfin, dans une colonne spéciale, l'étendue et la valeur des biens-fonds restant à l'établissement et susceptibles d'être aliénés. *Votre premier envoi devra me parvenir le 8 octobre prochain au plus tard.* Vous veillerez avec soin à ce que les états subséquents me soient adressés régulièrement dans les premiers huit jours de chaque trimestre, quand bien même vous n'auriez à constater aucune aliénation nouvelle; mais alors vous expliqueriez, dans la colonne d'observations, *les causes de ce résultat négatif.*

« Je n'ai pas à craindre qu'aucune précipitation regrettable soit apportée dans l'exécution de la mesure dont il s'agit; votre prudence et celle des commissions administratives me rassurent à cet égard. Mais je crois devoir vous recommander d'y apporter l'esprit de persévérance sans lequel les projets les plus utiles risquent d'avorter. Je compte donc, monsieur le préfet, sur vos efforts soutenus pour accomplir cette œuvre *de transformation de la dotation immobilière de l'assistance publique.* La part que vous y prendrez sera mise sous les yeux de l'Empereur, et je sais d'avance que Sa Majesté remarquera avec satisfaction ceux de MM. les préfets qui auront le plus contribué au succès d'une mesure dont le but est de soulager le plus efficacement les malheureux.

« Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente dès qu'elle vous sera parvenue.

« Recevez, etc. »

Cette circulaire avait été précédée par une autre circulaire du 1<sup>er</sup> mai 1857, par laquelle M. Billault, alors ministre, demandait à tous les préfets des renseignements sur l'état des biens mobiliers et

immobiliers appartenant aux hospices en 1856, la situation financière et l'administration de ces établissements. Deux tableaux étaient joints à la circulaire, l'un sur la situation financière qui comprend, outre les revenus, les subventions, droits divers sur les spectacles, octrois, marchés, l'autre sur les biens, indiquant la contenance, la valeur capitale et le revenu des biens fonds (terres labourables, vergers et jardins, vignes, prés et herbages, pâtures et terres vagues, bois, maisons, usines <sup>1</sup>), et les rentes sur l'État et particuliers, le capital et le revenu des fonds placés au trésor.

Tous les préfets envoyèrent en réponse les renseignements demandés. Nous ne connaissons pas exactement les chiffres de la situation financière, mais nous pouvons nous contenter de ceux qui figurent dans le rapport de M. de Watteville <sup>2</sup>, et qui se rapportent à 1847 :

Revenus réels (fermages, rentes, etc.) . . . . .	24,453,654
Recettes accidentelles (subventions, droits, ventes). . .	16,164,117
Remboursements de frais. . . . .	13,498,888
<b>TOTAL. . . . .</b>	<b>54,116,659</b>

Ajoutons, d'après le second rapport de M. de Watteville (1854), les revenus des bureaux de bienfaisance :

Rentes et propriétés : . . . . .	5,999,561
Recettes éventuelles : . . . . .	11,381,896
<b>TOTAL. . . . .</b>	<b>17,381,257</b>

Quant aux biens immobiliers ou mobiliers, voici le résultat de la dernière enquête :

	BIENS FONCIERS.			BIENS MOBILIERS.			
	CONTENANCE DES IMMEUBLES.	VALEUR CAPITALE.	REVENUS DE TOUTE NATURE DE CES BIENS.	RENTES SUR L'ÉTAT.	RENTES SUR PARTICULIERS.	CAPITAL DES FONDS PLACÉS AU TRÉSOR.	INTÉRÊTS DE CES FONDS.
	hect.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Hospices et hôpitaux. . .	189,737	408,254,771	13,301,558	8,821,775	1,119,355	15,985,274	437,153
Bureaux de bienfaisance.	34,022	88,353,342	2,771,624	3,082,436	631,202	6,619,422	202,424

**TOTAL GÉNÉRAL :**

Valeur capitale. . .	{ Hospices. . . . . 626,557,435	} 796,529,660
	{ Bureaux. . . . . 170,172,224	
Revenus. . . . .	{ Hospices. . . . . 23,689,941	} 30,378,629
	{ Bureaux. . . . . 6,688,688	

<sup>1</sup> Non compris les biens sur lesquels sont situés les établissements eux-mêmes.

<sup>2</sup> Rapport au Ministre de l'intérieur sur l'administration des hôpitaux et hospices, 1851.

Tous ces renseignements furent portés au conseil d'État à l'appui d'un projet de loi, lequel permettait au gouvernement de remplacer les commissions administratives des hôpitaux et hospices et des bureaux de bienfaisance, lorsqu'il le jugerait nécessaire dans l'intérêt de ces établissements, par des directeurs salariés, et de mettre les commissions ou le directeur en demeure d'aliéner les biens immobiliers, lorsque ce serait utile ; en cas de refus, la vente pouvait être autorisée d'office.

Le conseil d'État rejeta ce projet.

Ne partageant pas l'avis du conseil d'État, comme il était maître de le faire, le ministre a eu recours à la voie administrative, et il a exprimé dans la circulaire que nous avons citée son opinion et sa volonté formelles.

En se prononçant ainsi, le ministre n'a pas émis une doctrine exorbitante ou nouvelle.

On le sait, M. Necker avait fait accepter cette doctrine par le roi Louis XVI. Voici ses expressions :

« J'avais adopté, je crois, un moyen convenable pour augmenter « le revenu des hôpitaux, en engageant Sa Majesté à autoriser la vente « de leurs immeubles, à la charge, par eux, d'en placer le produit en « rentes sur le roi, les états ou le clergé ; ces maisons auraient ainsi « *converti un faible intérêt contre un plus grand, et une administra- « tion compliquée contre une très-simple.* Tous ces motifs ont été développés dans la loi rendue à ce sujet... »

M. Necker fait allusion à l'édit de janvier 1780 dont le long préambule<sup>1</sup> développe les deux arguments si nettement résumés dans la citation qui précède. Un édit plus ancien, d'août 1749, œuvre du chancelier d'Aguesseau, défendait aux hôpitaux et à toutes les communautés, d'acquérir des biens fonds, leurs capitaux devant être placés en rentes ou en effets publics.

L'édit de 1780 n'eut pas de suite. « Comme le roi, ajoute M. Necker, pour ménager les droits de la propriété, et pour ne point exciter « *de défiance*, n'avait pas voulu adopter des voies coercitives, il s'en « faut bien que ses intentions aient été remplies avec le zèle et l'activité qu'il avait désiré d'inspirer. »

La Convention nationale devait remplir à sa manière ces intentions, avec un zèle que l'infortuné monarque ne croyait pas inspirer. Elle ne se détermina pas immédiatement à la vente des biens des hôpitaux. Elle l'ajourne, dans un décret du 1<sup>er</sup> mai 1793, qui déclare nationaux les biens du clergé et de la couronne.

<sup>1</sup> V. *Traité des secours publics*, par M. le baron Dupin, conseiller à la Cour des comptes, 1824, p. 19.

Mais, le 11 juillet 1794, toutes les créances des hôpitaux furent déclarées dette nationale, tout leur actif, propriété nationale. L'Hôtel-Dieu s'appelait alors le grand Hospice d'humanité, et M. Dupin<sup>1</sup> raconte qu'on avait mis sous séquestre plusieurs maisons appartenant à l'Hôpital général de Paris, comme *biens d'émigrés* ; on avait pris cet établissement pour un descendant du chancelier de l'Hôpital.

Dès le 29 juillet 1795, une motion fut faite pour que les biens des établissements de charité leur fussent restitués. Le 26 août 1795, il y eut sursis à la vente, et la loi fut suspendue le 24 octobre. Mais les pauvres, au témoignage de M. Dupin, avaient déjà perdu les trois cinquièmes de leurs revenus. Suspendue encore par le Directoire (1796), la loi ne fut révoquée que le 7 octobre. Le Directoire proposa de nouveau (mars 1798) l'aliénation des biens restants ; le Corps législatif la repoussa. Mais le remplacement des biens promis par la loi de 1796 et par celle du 17 février 1797 ne s'effectua jamais.

La pénurie était telle, qu'on dut mettre pendant quelques années les hôpitaux de Paris à l'*entreprise* (27 février 1799) jusqu'à ce que le gouvernement, plus fort et plus juste, fut en état de prendre des mesures réparatrices (19 avril 1801)<sup>2</sup>, et d'assurer à tous les établissements charitables de France une dotation nouvelle.

L'arrêté du 6 novembre 1800 affectait à cette dotation des biens nationaux, pour 4 millions de revenu<sup>3</sup>.

Mais les besoins énormes des hôpitaux, et l'état de délabrement de la plupart de leurs immeubles, entraînèrent encore, après cette époque, des ventes nombreuses. Je n'en connais pas le chiffre dans les départements. Pour ne parler que de Paris, où les hospices possédaient encore, en 1803, 731 maisons, un décret du 24 février 1811 ordonna d'en vendre la plus grande partie, et de 1807 à 1815, il en fut aliéné pour 11,029,817 fr.<sup>4</sup>. Le produit, évalué à 450,000 francs, au denier vingt, devait être remplacé par le produit des halles et marchés qui, en fait, ne rapportèrent jamais plus de 300,000 francs. Ce revenu, ajouté à celui des maisons conservées, constituait, en 1814, une somme de 979,061 fr. Or le produit brut des maisons,

<sup>1</sup> Page 82.

<sup>2</sup> Dupin, pages 75, 82, 145 et suivantes. *Rapport au conseil des hospices*, 1816, par M. de Pastoret, p. 267.

<sup>3</sup> Le conseil d'État, 25 avril 1803, écarta les réclamations des émigrés sur ces biens. V. aussi la loi du 23 février 1801, l'arrêté du 18 décembre 1802, enfin la loi du 5 décembre 1814 et l'ordonnance du 11 juin 1816, qui permettent aux émigrés la réclamation, à mesure que les hospices reçoivent une dotation égale à la valeur des biens affectés provisoirement.

On sait aussi que les octrois furent rétablis, sous le titre d'*octrois de bienfaisance*.

<sup>4</sup> Rapport cité, p. 270.

en 1806, était de 980,000 fr. Les hospices n'avaient donc pas perdu, mais ils n'avaient aussi absolument rien gagné à la transformation.

On retrouve la même théorie de la supériorité des placements en rentes sur les placements en immeubles dans le livre de M. le baron Dupin (1821), page 69, dans plusieurs circulaires, puis dans le rapport au roi, sur les services de bienfaisance, de M. de Gasparin, alors ministre de l'intérieur (avril 1837). Mêmes arguments, mêmes espérances, mêmes précautions. M. Necker demandait que le capital et les arrérages fussent accrus d'un dixième tous les vingt-cinq ans. M. Dupin propose la réserve d'un fonds d'accroissement d'un dixième. M. de Gasparin demande la réserve des trois vingtièmes.

Enfin, la théorie du ministre est conforme aux tendances administratives les plus constantes.

On sait, en effet, que l'administration a toujours recommandé le placement en rentes de toutes les sommes reçues par les établissements de bienfaisance à un titre quelconque, sauf celles dont l'emploi est presque immédiat ; celles-ci sont momentanément placées au trésor. Pour placer en rentes, aucune autorisation n'est nécessaire ; cela va de droit, et il suffit que le préfet approuve la délibération comme toutes les autres. Pour placer en immeubles, on exige soit l'approbation des préfets, soit un décret rendu en conseil d'État, sur l'avis du ministre de l'intérieur. Or ces décrets sont presque toujours refusés, sauf pour quelques acquisitions de bois ; on refuse même les échanges. (V. l'avis du conseil d'État du 21 décembre 1808, le décret du 16 juillet 1810, les circulaires des 23 août 1813, 21 juin 1819, 8 février 1825, etc. *Répertoire de Durieu*, v° *Emploi des capitaux*.) L'administration professe sans varier, selon les termes de la circulaire de 1819, « que rien ne paraît, dans la plupart des cas, plus vicieux, « plus abusif, plus onéreux que l'administration des immeubles. »

D'un autre côté, par une tendance non moins constante, la bienfaisance et les commissions préfèrent les immeubles, et le vœu des bienfaiteurs, la persévérance des commissions, l'ont emporté soit sur les défenses des anciennes lois, soit sur les recommandations réitérées de l'administration nouvelle.

Disons-le tout de suite, cette double tendance est naturelle et a été utile.

Le gouvernement, occupé du crédit de l'État, attristé de l'insuffisance des secours, et accablé de demandes de subvention, doit désirer que les revenus des pauvres s'accroissent.

Les commissions, responsables devant l'avenir, et les bienfaiteurs, qui donnent en vue de l'avenir, veulent avant tout que le patrimoine des pauvres se conserve.

Et qu'est-il résulté de cette double tendance ? que la fortune des

pauvres, comme toute fortune bien assise, se compose à la fois de biens meubles et immeubles.

Sans citer davantage, il est démontré que la mesure prise par le ministre de l'intérieur a de nombreux précédents, de doctrine et de fait.

Ajoutons que, si elle n'a en soi rien d'exorbitant, rien de nouveau, elle n'a rien en même temps de nécessaire; les faits sont entrés peu à peu et même à l'excès dans la voie qu'il indique, et il ne paraît pas qu'il y ait eu de résistances obstinées.

En effet, de 1837 à 1856, il a été vendu pour 45,346,608 fr. d'immeubles. Les hospices de Paris, seuls, en ont aliéné, depuis 1837, pour 14,022,000 fr.

Enfin, il convient d'ajouter que l'idée émise par M. le ministre est simple, et par cela même en apparence séduisante. Et, on le voit, elle a séduit, à diverses époques, beaucoup d'esprits. Mais, si cette idée est simple, déjà ancienne, chaque jour réalisée en fait, comment se fait-il qu'elle ait provoqué une si vive émotion? Qu'a donc de plus exorbitant l'acte de M. le général Espinasse que le rapport de M. de Gasparin, ou que l'édit de M. Necker, ou que celui du chancelier d'Aguesseau? Le voici :

Il emploie précisément *ces mesures coercitives* que le roi Louis XVI avait refusées, *par respect pour la propriété et pour ne pas exciter les défiances.*

Les préfets, dit la circulaire, devront user *de leur autorité*... Ils ne devront, *sous aucun prétexte*, autoriser l'aliénation de rentes, lorsque l'établissement pourra vendre des immeubles;... ils n'autoriseront *jamais* les placements en biens-fonds... Ils provoqueront la *dissolution* des commissions, dont les *préjugés* ou l'*inertie* seraient obstacle. Le ministre, dès 1858, n'*accordera pas de subvention* aux établissements qui n'entreront pas dans la voie indiquée. On lui adressera, *tous les trois mois, à commencer du 8 octobre prochain*, l'état de l'opération; il signalera à Sa Majesté les préfets les plus zélés, etc.

Il ne s'agit plus d'un conseil, d'une tendance, d'une préférence, mais (le mot est répété deux fois) d'une *transformation de la dotation immobilière de l'assistance publique.*

Puisque ce système est présenté d'une manière absolue, on a le droit de l'examiner en lui-même, et de juger le but, quels que soient les tempéraments et les attermoiements dont il sera certainement nécessaire d'user dans la pratique. Est-il bon de faciliter, de presser, enfin de réaliser la transformation en rentes sur l'État de toutes les propriétés foncières des hospices et bureaux de bienfaisance<sup>1</sup>? Voilà comment la question se pose.

<sup>1</sup> La mesure comprend : 1° Les *hospices*, destinés à recevoir les vieillards, les



## II

Reprenons d'abord les précédents. Il est facile d'en atténuer l'autorité.

On a prétendu que l'édit d'août 1749 défendait aux hôpitaux d'acquérir des biens-fonds. Cela n'est pas exact; cet édit, en 29 articles, est relatif à tous les établissements de mainmorte, et il a deux objets généraux :

« L'un, d'empêcher la multiplication des nouveaux établissements;

« L'autre, de donner des bornes aux acquisitions des gens de mainmorte, et de les renfermer dans un certain genre de biens. »

Ce sont les propres termes du chancelier d'Aguesseau<sup>1</sup>, et, dans une lettre à un membre du parlement de Grenoble, en date du 13 avril 1750, il expose, sur ce dernier point, son avis personnel en ces termes, copiés depuis dans toutes les circulaires :

« Personne n'ignore que le revenu des biens-fonds est consommé  
« en grande partie, et quelquefois absorbé entièrement par les répa-  
« rations et autres charges; à quoi il faut ajouter la difficulté de trou-  
« ver à affermer ou à louer ces biens à leur justé valeur, l'insolvabi-  
« lité des fermiers ou des locataires, les poursuites, les procès... Les  
« meilleurs administrateurs ne sont pas toujours capables d'entrer  
« dans les détails que ces sortes d'objets exigent nécessairement, ou  
« ils ne sont pas en état d'y vaquer. L'expérience a fait voir que les  
« biens-fonds des hôpitaux diminuent presque toujours de valeur, et  
« la dépense journalière d'un hôpital demande un revenu qui soit plus  
« facile à percevoir. »

Mais l'édit n'interdit qu'une chose, c'est la fondation d'un établissement, ou l'acquisition d'un bien, *sans l'autorisation du roi*, mesure

infirmes incurables, les enfants trouvés, les aliénés ; 2° *Les hôpitaux*, consacrés au traitement des malades.

Ces établissements sont au nombre de 1270 (non compris l'hospice des Quinze-Vingt, fondé par saint Louis, pour les aveugles, les hospices établis pour les voyageurs, dans les Alpes, et les hôpitaux et hospices militaires).

Les hospices peuvent recevoir 77,000 individus, hommes, femmes et enfants, et 12,000 aliénés. Il est traité dans les hôpitaux environ 500,000 personnes par an.

Il y a encore en France plus de 1,500 chefs-lieux de cantons sans hôpitaux.

3° *Les Bureaux de bienfaisance*, au nombre de 9,336, qui assistent à domicile environ 1,320,000 indigents.

Pour la brièveté du langage, nous nous servirons, comme on l'a fait dans toute la discussion publique, du nom seul des *hospices*.

<sup>1</sup> Œuvres complètes, édition de M. Pardessus, t. XIII, pages 75, 109.

déjà recommandée par des lettres patentes de décembre 1666. Or c'est précisément notre régime actuel.

De plus, le chancelier, dans une autre lettre du 24 octobre 1738, fait cette déclaration :

« La faveur que méritent les hôpitaux et qui les distingue des autres gens de mainmorte engagera sans doute Sa Majesté à leur accorder plus facilement cette permission. »

Ajoutons que cet édit est rendu, il y a un siècle, dans un moment d'extrême pénurie, lorsque les biens de mainmorte se multipliaient à l'excès, avec une liberté qu'aucune loi en vigueur ne définissait, enfin, lorsque, l'État étant sans crédit, on préférait les placements sur particuliers. « Or l'intérêt du roi exige cette mesure, disait encore d'Aguesseau, pour faciliter les emprunts qui sont faits pour le bien de l'État. »

Enfin il n'oblige en aucune façon à aliéner les immeubles antérieurement acquis.

Évidemment, on ne saurait tirer aucun argument de cet édit, dont l'occasion est si différente de la situation présente, en même temps que ses dispositions sont parfaitement conformes au droit actuel.

L'édit de 1766 est plus spécial, et l'opinion de M. Necker ne laisse aucun équivoque. Mais n'oublions pas que les hôpitaux étaient alors dans un état déplorable, et qu'il fallait à tout prix améliorer<sup>1</sup>. N'oublions pas surtout que les finances de l'État étaient dans une détresse qui conduisait à rechercher tous les expédients. Or que lisons-nous dans le préambule de l'édit : « Nous avons ordonné qu'à mesure que ces ventes auraient lieu le produit en fût appliqué, par préférence, à l'acquittement des dettes des hôpitaux, aux constructions antérieures et, quant au surplus, sans ôter à ces administrations la liberté de le placer dans les effets prescrits par l'édit de 1749 (rentes sur le roi, les villes, le clergé, à l'exclusion de rentes sur les particuliers, art. 18) nous les autorisons à en faire verser le montant dans la caisse générale de nos domaines, pour le fonds en être employé à rentrer avec équité dans la partie de nos domaines aliénés à trop vil prix, ou pour nous aider à faire de nouveaux traités avec les engagistes<sup>2</sup>. »

Comme on le voit, c'est encore le même calcul, assurément fort séduisant pour un financier : emplir du même coup les caisses des hospices par de plus abondants revenus, et celle de l'État par de nouveaux fonds. Cette fois encore, les circonstances dictent la théorie.

<sup>1</sup> . . . « La détresse du trésor royal était si habituelle, qu'on négligeait, faute d'argent, les soins les plus nécessaires à l'humanité. On ne peut se faire une idée de l'état dans lequel M. et madame Necker trouvèrent les hôpitaux de Paris. »

Madame de Staël, *Révolution française*, t. I, p. 76.

<sup>2</sup> Dupin, *Secours publics*, p. 22.

Je passe à dessein sur les mesures de la Convention, parce qu'elle ne fait, en matière de crédit et de charité, autorité pour personne.

L'opinion de M. le ministre de l'intérieur, en 1837, est plus grave, et je m'étonne qu'elle ait été si peu invoquée. Les biens des hôpitaux étaient placés alors, comme aujourd'hui, sous la tutelle de l'État; l'ordre et l'économie étaient entrés dans leur comptabilité; on avait vendu et on vendait assez d'immeubles pour qu'on ne puisse pas appeler ces biens *mainmorte*, et bientôt (1849) un impôt de mutation allait leur être imposé. Mais, à lire attentivement le rapport, on s'aperçoit de deux choses : 1° Il ne contient que des considérations et des conseils, aucune injonction, aucune contrainte<sup>1</sup>; 2° le ministre paraît avant tout préoccupé de dégrevier les communes; ce ne seraient pas les pauvres qui profiteraient de l'augmentation du revenu : « Les ressources des « établissements charitables obtiendraient un notable accroissement, « les subventions communales seraient nécessairement réduites dans « une proportion relative<sup>2</sup>. »

Ce point de vue n'est pas le point de vue actuel, et ainsi ce précédent manque, comme les autres, d'application précise à la mesure que nous analysons.

Avons-nous besoin de dire que les précédents et les autorités ne manqueraient pas à l'appui de l'opinion adverse? mais à quoi bon faire cet étalage? Faut-il remonter au cinquième concile d'Orléans (549), qui s'exprime ainsi :

« Nous approuvons la fondation d'un hospice fait dans la ville de « Lyon par le roi Childebert et son épouse. Que les revenus de cette « fondation ne soient jamais diminués, pour quelque cause que ce soit, « et que celui qui lui enlèverait une partie de ses biens soit frappé « d'anathème comme meurtrier des pauvres<sup>3</sup>. »

Mais les précédents n'ont d'autorité que si les circonstances sont identiques, et nous n'avons aucune envie d'en revenir au roi Chil-debert.

Je me borne à invoquer un seul argument historique :

Dans la longue histoire des hôpitaux qui offre le perpétuel spectacle de la religion qui inspire, de la charité qui donne, de la négligence qui abuse, de l'autorité qui corrige, de la prudence qui conserve, de l'esprit de système qui innove, quelquefois de l'intérêt qui convoite, de la détresse ou de la violence qui oblige, je vois se reproduire sans

<sup>1</sup> M. Dupin, en adoptant le même système, ajoute aussi : « Au reste, nous « pensons qu'on doit laisser sur ce point liberté tout entière aux hôpitaux « comme aux particuliers; le crédit public s'offenserait de la moindre con- « trainte. » Pag. 74.

<sup>2</sup> Page 25.

<sup>3</sup> Watteville, *Législation charitable*, préface II.

cesse la même pensée; je vois sans cesse les faits résister. On recommence toujours, et c'est toujours à recommencer. En définitive, une mesure tentée par de bons esprits, ordonnée par des maîtres puissants, tantôt imposée par la force ou commandée par la nécessité, mesure en elle-même ingénieuse et séduisante, n'a jamais été réalisée.

C'est une grosse objection. Car les faits, en matière d'administration, sont la pierre de touche. L'administrateur a pour mission de concilier le possible avec le désirable, de faire entrer le plus qu'il peut l'absolu dans le relatif, les idées dans les choses. Si les faits lui résistent, il est probable qu'il a mal vu.

Ne nous laissons pas pourtant d'aborder, après les autorités, les arguments développés dans la circulaire, et discutons-les l'un après l'autre. Nous pourrions être très-bref, n'ayant qu'à résumer ce qui a été très-bien dit par beaucoup d'autres.

### III

Les arguments de la circulaire se réduisent à deux :

1° *Les biens des hospices sont mal administrés; ils le seront mieux, parce que la gestion sera plus simple;*

2° *Les revenus sont inférieurs aux besoins; ils seront augmentés, la circulaire dit même : ils seront au moins doublés.*

Ce sont les deux motifs clairement exposés par M. Necker : *convertir un faible intérêt contre un plus grand, et une administration compliquée contre une plus simple.*

Il convient d'ajouter un troisième motif qui n'est pas déclaré, mais qui est très-avouable : *le désir de soutenir la rente.* Débarrassons d'abord la discussion de cet objet indirect.

Nous disons que le motif est très-avouable, ce n'est pas reconnaître que l'aveu ait été très-opportun. Laisser apercevoir le désir de tenter un expédient financier au milieu d'une crise, au lendemain de la discussion d'un budget présenté en équilibre, ce n'est pas choisir peut-être le meilleur moment. Mais, en soi, n'est-il pas naturel que l'État veuille avoir pour clients ceux qu'il a pour pupilles, cherche tous les moyens de relever son crédit, et engage les hospices à entrer de plus en plus dans la rente française, si solide et maintenant répandue en tant de mains, jusqu'au fond du plus petit village? L'intention peut donc être légitime, le moyen est contestable, et il n'y a rien à répondre, selon nous, aux raisons présentées pour le combattre; on peut les résumer par ce dilemme :

De deux choses l'une :

Ou bien la mesure sera lente, on achètera peu de rentes à la fois, et l'effet de ces achats sur le taux de la rente ne sera pas sensible ;

Ou bien la vente sera précipitée, les achats se feront en masse ; mais, en ce cas, les biens se vendront très-mal ; la propriété foncière tout entière sera dépréciée, inconvénient bien plus grand que ne l'est l'avantage de faire momentanément monter la rente.

On a ajouté que la seule attente d'achats considérables, dans un délai indéterminé, ne suffirait pas à produire une hausse ; que la hausse et la baisse tenaient à l'état général des affaires, et ne se modifiaient qu'avec tout le reste. Enfin on a demandé : avec quoi achètera-t-on les biens des hospices ? On répond : avec le capital disponible. Qu'est-ce que le capital disponible ? La somme des valeurs qui se créent incessamment par le travail et l'économie, et qui cherchent emploi. Mais ce capital si considérable en effet, comme on l'a vu par tant de signes, lorsque la situation est prospère, il est presque nul en temps de crise, et celui-là serait bien téméraire qui essaierait d'en indiquer le chiffre, assurément inférieur à 500 millions, plus téméraire s'il croyait indiquer à ce capital un emploi de préférence, car il est la ressource de toutes les industries et de l'agriculture. Il est vrai qu'on peut acheter en déplaçant ses valeurs. Mais faut-il espérer qu'on achètera seulement avec des capitaux en dehors de la rente ? Assurément non. On vendra donc aussi des rentes pour acheter les biens des hospices ; si on vend, elles baisseront. D'une main, on poussera à la hausse ; de l'autre à la baisse ; on excitera la spéculation déjà trop excitée. Mais sur quel résultat financier peut-on compter ?

Au surplus, la circulaire se bornant à invoquer la situation et l'intérêt des établissements de bienfaisance, rentrons avec elle sur ce terrain spécial.

*1° Les biens des hospices sont mal administrés et ne rendent pas ce qu'ils devraient rendre.*

Ce reproche est dur à entendre pour ceux qui consacrent leurs forces et leur temps au bien des pauvres ; mais il les surprendra surtout.

Les administrateurs des hospices sont habitués à s'entendre reprocher la rigueur avec laquelle ils font les baux et en exigent l'exécution, louent les maisons et en perçoivent le loyer ; régisseurs des pauvres, ils encourent l'accusation méritée par tant de régisseurs des riches de trop prendre à cœur les intérêts de leurs maîtres, et je sais telle ferme, je sais telle maison où le fermier, où le locataire, aimeraient mieux avoir affaire à un propriétaire ordinaire qu'à M. le receveur ou à telle commission qui comprend ordinairement quelque vieux notaire consommé dans l'art de rédiger les actes et de faire payer les gens. Il paraît qu'il n'en est rien.

On disait aussi méchamment que cette administration coûtait cher; qu'employant trente mille personnes, elle administrerait plutôt trop que pas assez, et s'occupait plus des revenus de l'hôpital que de ses malades.

La charité privée va être bien fière, elle à qui on réservait toujours le reproche de mal administrer.

Comment voulez-vous, dit-on, qu'une réunion de gens occupés administre une ferme! Tantôt on représente ces petits groupes comme des centres de bavardage, débris inaperçus du parlementarisme, tantôt au contraire comme un sénat, composé de si grands fonctionnaires, qu'ils ne sauraient s'abaisser à des minuties. Un directeur vaudrait bien mieux; il est vrai qu'il coûterait quelque chose aux pauvres, mais il n'y a rien de tel qu'un pouvoir unique.

Je demande à défendre les commissions, dussé-je le faire avec la partialité d'un homme dont les pères ont beaucoup figuré dans ces réunions modestes et respectables.

Si l'on recherche leur histoire, on constatera qu'elles ont été de tous temps destinées précisément à empêcher les dilapidations des directeurs, soit laïques, soit ecclésiastiques. Sans remonter jusqu'aux conciles de Vienne (1312) et de Trente, on peut rappeler l'édit du 2 mai 1505 de Louis XII, celui du 7 novembre 1544, qui organise le grand bureau des pauvres, celui de 1561, œuvre du chancelier de l'Hôpital, qui débute ainsi :

« Après avoir été duement informé, en nostre Conseil, que les hospitaux et autres lieux pitoyables de notre royaume ont été ci-devant si mal administrés que plusieurs à qui cette charge a été commise approprient à eux et appliquent à leur profit la meilleure partie des revenus d'iceux, etc..... pour y remédier, comme *vrais conservateurs des biens des pauvres*, nous statuons que tous les hospitaux, maladreries..... seront désormais régis..... par *gens de biens, solvables et résidens*, deux au moins dans chacun lieu, lesquels seront élus de trois ans en trois ans par les personnes ecclésiastiques ou laïques à qui par les fondations le droit de nominations appartiendra....., » etc.

Louis XIV, dans l'édit de 1656, fondant l'hôpital général, le confie à la direction d'une commission administrative, et, par sa déclaration du 12 décembre 1698, il étend cette règle à tous les hospitaux. Saint Vincent de Paul donne des administrateurs aux enfants trouvés. Toujours et partout, ces commissions ont été les représentants de la probité et du dévouement gratuit; les indigents de Paris ont eu pour hommes d'affaire les Séguier et les La Rochefoucauld, comme ils ont eu pour médecins les Dupuytren et les Chomel; les princes, les magistrats, membres des Conseils du roi, ont tenu à honneur de siéger avec les bourgeois dans les Conseils du pauvre.

Ne méconnaissions pas cette antique et noble tradition.

Ne l'oublions pas non plus, ces commissions ne sont pas moins en harmonie avec l'esprit de notre siècle. Elles ne servent, dit-on, qu'à créer des importances secondaires, à caresser des vanités de petites villes. Soit ! J'aime beaucoup que les hommes, nombreux en France, auxquels leur instruction et leur fortune donne le goût et jusqu'à un certain point l'aptitude de s'occuper de la chose publique, trouvent dans leur lieu natal de quoi satisfaire les uns leur ambition, leur vanité même, les autres leur dévouement. Nos lois n'ont pas sans raison multiplié, à tous les degrés de la hiérarchie administrative, et pour tous les objets d'intérêt public, écoles, hospices, agriculture, les commissions et les conseils. Toutes ces réunions locales méritent un sérieux respect, et, si l'honnête ambition des fonctions gratuites était plus encouragée, on verrait peut-être diminuer l'ardente convoitise des emplois rétribués, on verrait plus d'hommes s'exercer aux affaires publiques par la pratique et désertier les rêves, dédaigner d'être solliciteurs, et se contenter d'être indépendants et utiles. Mais, qu'on ne l'oublie pas, les fonctions gratuites se payent en considération et en crédit ; si on abaisse ceux qu'on nomme, si on intime des ordres à ceux qui offrent des conseils, si on regarde les soutiens comme des entraves, toutes ces fonctions modestes, qui utilisent, satisfont et rallient encore tant de gens de bien, seront bientôt désertées ou méprisées.

Tout ceci est fort bien, dira-t-on ; mais, après tout, les commissions sont faites pour les pauvres, non pour elles-mêmes. Or il est clair qu'elles administrent mal ; car le revenu de leurs biens n'est pas ce qu'il doit être.

Quelles commissions ?

Je crois qu'il y a, sur douze cent commissions, plusieurs commissions mauvaises. Qu'on les dissolve, qu'on les signale ! Est-il juste de les blâmer toutes ?

Quels biens ? Les baux, qui sont passés en général par adjudication publique, sont-ils moins avantageux que ceux des particuliers dans les mêmes contrées ?

Pour ne parler que de ce que je sais, je prie qu'on lise à la suite du rapport si remarquable de M. Davenne, sur les hospices de Paris (1855), les tableaux annexés. On y verra que les fermes rapportent, par hectare<sup>1</sup> :

Eure-et-Loir . . .	48 fr.
Marne . . . . .	32
Oise . . . . .	69
Seine-et-Marne .	86

<sup>1</sup> Page 277, 278.

Seine-et-Oise... 90 fr. 137 fr. 294 fr.

Seine..... 177

On convient assez généralement que les hospices de Paris, très-bien administrés, soit par l'ancien conseil des hospices, soit par l'habile et respectable M. Davenne, sont en dehors de la question. C'est excepter déjà plus d'un cinquième de la propriété hospitalière. On met quelquefois à part aussi ceux de Lyon. M. le préfet de la Gironde a déclaré hors de cause ceux de Bordeaux. A qui donc a-t-on voulu s'adresser?

N'eût-il pas été bon de distinguer la nature des biens? Ils étaient distincts dans la demande de renseignements, ils ne le sont pas dans le résultat produit.

Les bois sont-ils mal administrés? Ils le sont par l'État. Dans certains départements, la concurrence des houilles et d'autres causes ont pu faire baisser le prix, mais les fera-t-on vendre dans l'Yonne et la Nièvre, où le débit est facile? Autant de localités, autant de conditions diverses.

Les jardins, les landes, les pâtures, est-il juste de les comprendre dans le total? Faut-il confondre de belles fermes avec des terrains vagues, des maisons en ruines, des parcelles éparpillées?

Les maisons ne rapportent-elles pas plus que les fermes, souvent plus que les rentes?

Il convenait de distinguer toutes ces choses. On les a confondues en un bloc, et l'on a dit : le revenu total atteint à peine de 2 à 2 1/2 pour 100. Il y aurait bien des choses à dire sur ce prix. Est-ce 2 pour 100 du prix primitif? Si j'ai reçu une action à 500 fr. qu'elle en vaille 1,000, et qu'elle en rapporte 50, dira-t-on que je ne reçois que 5 pour 100? il est certain que j'en touche 10 pour 100. On compare au prix *vénal* ; cela souffre encore discussion ; plus la propriété est bonne, plus on vend cher ; c'est en Seine-et-Oise que vous vendrez sur le pied de 2 pour 100 ; en Sologne, vous vendriez sur le pied de 4 ou 5 pour 100 ; faut-il vendre la ferme de Beauce, et garder le bien de Sologne?

Mais, sans discuter sur la base de ce calcul, au moins faudrait-il que le résultat total fût juste. Or, si je ne me trompe,

497 millions de capital rapportant 16 millions de revenu sont placés, non pas à 2 pour 100, mais entre 3 et 4 pour 100.

Cela nous conduit au second motif :

*2° On augmentera, on doublera au moins le revenu.*

Assurément on ne le doublera pas ; car 497 millions à 3 pour 100, acheté 70 fr., donneront 21,000,000 fr., soit à peu près 5 millions de plus à partager entre douze cent établissements.



Mais le revenu *augmentera*, et cette augmentation sera nette des charges qui diminuent le produit brut de la propriété foncière.

Cette augmentation est incontestable.

Les hospices en sentent bien l'avantage, puisque leurs placements en rente qui, en 1837, étaient seulement de : 4,215,052 fr.

en 1847, de : 7,295,121

sont, en 1857, de : 8,821,773

Mais ils ont en même temps conservé, en revenus fonciers, 13 millions, 13,985,274 fr. en fonds placés au Trésor qui, par parenthèse, ne leur paye que 3 pour 100, et ils ont encore 1,119,355 fr., placés sur particuliers. En un mot, ils ont suivi ce proverbe trivial : qu'il ne faut pas placer tous ses œufs dans le même panier.

Chaque genre de placement, en effet, a ses avantages et ses inconvénients :

Le placement industriel est celui qui offre les plus grandes chances de bénéfice et de perte ; il est trop aléatoire pour les établissements publics.

Le placement hypothécaire est le seul qui assure le recouvrement intégral du capital, mais au prix de combien de difficultés et de lenteurs !

Le placement foncier est le plus sûr, celui dont l'accroissement en capital et en revenu est le plus certain, mais cet accroissement est lent et les charges sont lourdes.

Le placement en rente est celui dont la perception est la plus simple, et le revenu le plus constant ; mais ce revenu ne s'accroît pas et même il baisse en réalité, non comme signe, mais comme valeur.

Ce serait ici le lieu de reproduire les arguments si forts développés dans diverses travaux, écrits avant la circulaire, et parfaitement résumés dans le récent rapport de M. de Latour à la *Société d'économie charitable*<sup>1</sup>. Mais il vaut mieux renvoyer à ces excellents travaux et consigner les aveux qui sont unanimes.

Cette dépréciation est reconnue par les économistes, comme M. Thiers, M. Michel Chevalier, M. Charles Dupin, M. Charles Lucas<sup>2</sup>. Le remarquable mémoire de M. Lucas cite les faits les plus concluants.

Elle est constatée par les administrateurs. On ne saurait trop relire l'opinion, écrite avant la mesure, de M. Davenne, pendant longtemps directeur des communes et des services hospitaliers au ministère de

<sup>1</sup> *Annales de la charité*, 1858, p. 133.

<sup>2</sup> *Académie des sciences morales et politiques*, 3<sup>e</sup> série de 1855, p. 146, 149, 205.

l'intérieur, puis directeur de la plus grande administration hospitalière de France :

« Un relevé fait sur les baux authentiques, dit-il, a prouvé que, dans l'espace de cent ans, de 1730 à 1830, le fermage des biens ruraux des hospices de Paris s'était élevé en moyenne à plus de quatre fois son revenu primitif. Sur trente et une fermes, il en est sept dont le revenu a quintuplé et cinq dont il a sextuplé. En calculant seulement sur le quadruple, la différence, à un siècle de distance, entre deux revenus originaires de 100 fr. chacun, l'un en rentes, et l'autre en terre, est de 15 francs à 400 francs. »

Je signale aussi, comme un modèle d'enquête locale, à imiter par toutes les commissions de France, le travail de M. Lallier, président du tribunal de Sens, sur les hospices de cette ville. Leçon d'administration, cet écrit, pour le dire en passant, est aussi une leçon d'histoire, que l'auteur devrait développer. De nombreuses études aussi bien faites établiraient notamment deux faits : le premier, c'est que le seizième siècle et le commencement du dix-septième siècle ont été, pour l'agriculture comme pour presque tout le reste, une époque de grande prospérité, la fin du dix-septième et le dix-huitième, au contraire, une époque de décadence, et le dix-neuvième une ère de reprise et de progrès très-rapides ; le second, serait la comparaison de la dépréciation de l'argent avec le taux des salaires, des rentes, des traitements, lesquels sont payés en argent, et l'influence de ces causes économiques sur la misère des classes laborieuses, l'élévation des classes moyennes, l'accroissement des budgets, etc. A cette étude se relie ainsi bien d'autres conséquences qu'un bon conseil de père de famille à adresser aux administrations hospitalières, auxquelles nous nous hâtons de revenir.

Cette dépréciation de la rente est encore reconnue par les auteurs même de la conversion des biens fonds en rente, car tous, le chancelier d'Aguesseau, M. Necker, M. de Gasparin, M. le général Espinasse, proposent d'y remédier par une réserve, mesure utile, mais insuffisante.

Car il n'y a pas de précaution qui puisse corriger d'autres inconvénients de la rente. Dans les temps ordinaires, elle se déprécie, dans les temps prospères, elle se rembourse, dans les temps de désordre, on la consolide. Sans doute, tous ces événements ne se présentent pas d'ordinaire dans la courte durée de la vie d'un homme, et un particulier peut agir sagement en vendant une terre pour acheter une rente, mais ils se présenteront assurément dans la longue durée de la vie d'un hospice. En veut-on une preuve frappante qui ressort de notre sujet lui-même ?

En 1749, le chancelier d'Aguesseau veut que les établissements de

bienfaisance acquièrent des *rentes sur le roi, l'hôtel de ville, le clergé, les diocèses, les pays d'état, villes et communautés*<sup>1</sup>. Aucune de ces rentes ne subsiste aujourd'hui.

En 1780, M. Necker invite à placer sur la *caisse générale des domaines du roi*. Ces rentes ont disparu.

En 1837, M. de Gasparin conseille la rente 5 pour 100. Cette rente n'existe plus.

La rente offre encore un inconvénient, ou plutôt un avantage pour les particuliers, qui est un grand danger pour les administrations, je veux parler de la *facilité de s'en débarrasser*. C'est là, selon moi, l'immense danger des rentes. Il est d'autant plus grand qu'aux termes des règlements les administrations placent en rentes non-seulement leurs capitaux, mais aussi leurs rentrées diverses, à titre d'emploi momentané, en sorte qu'on ne peut toujours bien distinguer ce qui est capital et ce qui est placement temporaire. Cette facilité est une tentation à laquelle les réserves ne remédient pas. Je ne sais pourquoi on ne croit pas beaucoup aux réserves, comparables à ces tirelires auxquelles l'ouvrier laborieux prend la bonne résolution de ne pas toucher, et qu'il brise, au premier moment de besoin. Plaisante précaution! on capitalise un dixième, mais les neuf autres dixièmes seront-ils conservés? C'est peu probable, car on vend des rentes pour une amélioration qui pourrait être ajournée; on en vend pour une nécessité passagère, on en vend pour un essai ou un embellissement; cela est fort commode, mais fort dangereux, et, s'il fallait aliéner des maisons ou des terres, cela ne serait pas aussi facile et on y regarderait à deux fois.

La dernière cherté des vivres, en forçant les administrations à vendre beaucoup de rentes, leur a mieux appris un autre avantage des biens-fonds; c'est qu'il est possible, comme l'ont conseillé le chancelier de l'Hôpital en France et Adam Smith en Angleterre, de percevoir des fermages en nature; et, en effet, ces fermages en grains, etc., entraient, en 1851, dans les recettes des hospices, pour 2,760,204 fr. On sent quels services une telle redevance rend dans les temps de cherté; c'est un excellent moyen de s'assurer d'avance contre leur retour<sup>2</sup>.

Terminons tout ce qui concerne cette question de l'augmentation des revenus par une dernière considération.

Si la conversion des biens-fonds en rentes augmente les revenus des établissements de bienfaisance, qui en profitera? Les pauvres. Nullement. Je crois que ce seront les communes<sup>3</sup>. Le Rapport de 1837 n'en

<sup>1</sup> Tome XIII, page 81.

<sup>2</sup> On sait aussi qu'on a pu utiliser, sur certaines fermes, des pauvres ou des aliénés (ferme Sainte-Anne de Paris), avec les meilleurs résultats.

<sup>3</sup> Là où il n'y a pas de subvention, c'est que les revenus suffisent.

faisait pas mystère, et avec raison. Sans doute, il est fort important de dégrever les communes, mais que l'on ne se fasse pas l'illusion de croire que les pauvres recevront davantage. Les budgets sont faits en vue d'une certaine population, d'une certaine recette et d'une certaine dépense. La subvention des communes est accordée en proportion de l'insuffisance des recettes. Si les recettes augmentent, on diminuera d'autant les subventions communales. C'est ainsi qu'à Paris l'octroi n'est plus un octroi *de bienfaisance*, et que le bénéfice du Mont-de-Piété, attribué aux hospices, entre sans doute dans leur caisse, mais en déduction d'une somme correspondante sur la subvention communale.

#### IV

Nous touchons ici à un point fort délicat : la coexistence distincte, bien que confondue, en beaucoup de points, des administrations hospitalières et des administrations communales.

On se demande souvent pourquoi les établissements hospitaliers ont une existence légale distincte de celle des communes. On trouverait plus simple qu'ils fussent confondus avec elles. Bien plus, si ces établissements n'avaient que des rentes sur l'État, l'État, qui les subventionne, à la fois donateur et emprunteur, pourrait être bien tenté de tout transformer en subventions annuelles, supportées par l'impôt, et d'appliquer le capital à d'autres grands intérêts.

Nous serions alors en pleine *taxe des pauvres*, régime dont, grâce à Dieu, la France est encore loin, et auquel il ne faut se résigner que dans les pays où la charité est sans ressort, ou le paupérisme sans limite. Nous aurions aussi laissé l'État faire un pas de plus vers l'absorption universelle.

Mais, sans aller jusque-là, la confusion des hospices avec les communes serait, si la dépense était obligatoire, dangereuse pour les communes, dont les ressources seraient envahies par les besoins des pauvres, et, si la dépense était facultative, dangereuse pour les hospices, dont les nécessités passeraient après une foule d'autres intérêts.

Le péril serait immense à un point de vue plus élevé. Les établissements hospitaliers ne donnent que jusqu'à concurrence de leurs ressources ; il en résulte une limite, une précarité, qui empêche le pauvre et le riche de compter sur le secours public. L'un n'y voit pas un droit, l'autre n'y voit pas une taxe ; l'un continue à travailler de peur que le secours ne manque, l'autre continue à donner de peur que le secours ne suffise pas, et ce système entretient deux vertus au lieu d'encourager deux vices. En droit, on ne doit compter sur rien ; en fait, on ne doit manquer de rien : ce n'est pas la loi qui doit opérer cet accord

constant, mais incertain, du besoin et du don, c'est la charité, image de la Providence, qui ne promet jamais, bien qu'elle intervienne toujours.

Ainsi, faites que la charité publique se confonde avec la commune ou l'État, et vous verrez bientôt grandir les demandes, diminuer les donations.

Il y aurait pourtant une manière plus infaillible encore de tarir les donations, ce serait d'écrire sur la porte des établissements :

Les immeubles donnés à cet hospice seront vendus et transformés en rentes, parce qu'ils sont généralement mal administrés.

Cet avis serait la traduction littérale de la circulaire.

Or on oublie trop que, sauf de rares exceptions autorisées, tous les immeubles des hospices viennent évidemment de dons, puisqu'on leur défend d'en acquérir.

Les établissements de bienfaisance ont donc une raison majeure à ajouter à tant d'autres pour ne pas vendre leurs biens immeubles, c'est qu'ils les ont reçus, apparemment pour les conserver.

Qu'importe, dit-on, aux donateurs ! S'ils ont entendu qu'on gardât leurs biens, ils ont dû le dire, et on leur obéira. S'ils ne l'ont pas dit, n'exécute-t-on pas leurs intentions en faisant de leurs dons l'usage le plus avantageux aux pauvres ?

C'est encore répondre à la question par la question puisqu'on discute précisément si une terre est plus avantageuse qu'une rente. Mais c'est en outre interpréter arbitrairement l'intention des bienfaiteurs.

Je crois qu'on peut avoir raison, s'il s'agit de donations d'argent ou de rentes. Je crois qu'on se trompe, en général, quand il s'agit d'immeubles. Interrogeons notre propre cœur. Lorsqu'on dépose dans l'acte de ses dernières volontés une de ces dispositions charitables que toutes les nations respectent comme la plus pure manifestation de la liberté et de l'immortalité de l'âme, que cherche-t-on ? La *spécialité*, la *perpétuité*. On ne donne pas à tous les pauvres de France, mais à ses voisins, à ses compatriotes, à sa ville, à son église ; *spécialité* ! On veut laisser après soi quelque chose de moins périssable que soi-même, un témoin et un défenseur vivant après qu'on ne sera plus, qui plaidera auprès des hommes pour notre mémoire, auprès de Dieu pour notre salut ; *perpétuité* !

— Il fallait le dire.

— Je réponds que souvent on le dit, mais que certaines clauses, et par exemple l'inaliénabilité, sont réputées non écrites.

On ne le dit pas de peur de paraître agir pour la vanité de son nom<sup>1</sup>, mais demandez aux familles des donateurs ce qu'elles pensent lorsqu'elles voient vendre le bien laissé par leur auteur ?

<sup>1</sup> Ce ne sont presque jamais les bienfaiteurs qui donnent leur nom à leurs fon-

Demandez aux populations s'il leur plaît d'entendre adjuger aux enchères des biens dont ils connaissent l'origine et la destination, biens qui sont à leurs yeux le patrimoine sacré de ceux qui n'en ont pas.

— Encore une fois, il fallait dire : Gardez mon bien !

— Je répliquerai qu'on ne le dit pas, parce qu'on n'en doute pas. On a confiance dans ceux à qui on donne<sup>1</sup>, et on serait fort surpris si l'on voyait d'avance cette phrase : *Je donne ma maison aux pauvres de ma paroisse*, traduite, en langue administrative, en une rente servie par l'administration, et équivalente au prix de vente de la maison, où s'installera tel négociant, fort peu soucieux de la mémoire du donateur.

Ce point de vue est bien important. Il a trait à la liberté, il a trait à la propriété, c'est-à-dire au plus noble attribut et à l'un des plus précieux droits de l'homme ici-bas. Je ne demande pas une liberté illimitée ; j'admets parfaitement, dans l'intérêt des familles, l'intervention de l'État pour accepter ou refuser les donations. Mais je supplie qu'on ne refasse pas les testaments, qu'on ne veuille pas avoir plus d'esprit ou de prudence que les donateurs, et que l'on respecte jusqu'au scrupule les volontés licites. Qu'on mette à la liberté et à la propriété toutes les limites convenables, pourvu que ce qui en reste soit inattaquable. et que ces droits sacrés, étant plus réglés, soient en même temps plus forts.

Il y va surtout de l'intérêt des pauvres<sup>2</sup> ; car toutes les conversions en rentes, toutes les subventions, ne procureront pas aux hospices les 208,276,695 francs que les donations leur ont apportés de 1801 à 1857.

Je compte, pour que les établissements se multiplient et se suffisent, sur les donations, et, pour que les donations continuent, je compte sur le respect qu'on leur porte. Déjà les entraves ont produit un mal sérieux. La loi n'est ni claire ni complète ; la jurisprudence n'est ni concordante ni libérale. Nous<sup>3</sup> savons encore donner, en

datations ; c'est le public par reconnaissance, et l'administration par prévoyance, pour encourager les imitateurs.

<sup>1</sup> Manifestum est quod quisquis derelinquit vel donat, sive in scriptis, sive sine scriptis, xenodocho, vel nosocomio, vel. . . ., idcirco dat ut pie per ipsum dispensetur. . . . L. XLII, § 6, c. de Episc. et Cler., citée par Domat, Lois civiles, II<sup>e</sup> partie, liv. I<sup>re</sup>, tit. XVIII, sect. II. La loi présumait tellement cette intention, qu'elle en concluait l'*inaliénabilité* absolue du bien.

<sup>2</sup> Même des pauvres actuels, car les libéralités annuelles se tarissent par suite des mêmes défiances. V. dans le *Rapport de Camus*, 1803, p. 20 : « Les hospices possèdent des biens.... autrefois l'on aurait ajouté le produit de charités et d'aumônes ; c'est une source presque tarie. »

<sup>3</sup> Dans le domaine des hospices de Paris, il reste encore 6,444 hectares provenant des anciens hôpitaux ; les fondations nouvelles ne figurent que pour 381 hectares. (*Rapport de 1855*, p. 281.)

France, nous ne savons plus *fonder*, et pourquoi ? Parce que nous ne le pouvons plus.

Or des pays voisins, pays de liberté, prouvent quels immenses avantages, pour la liberté même, résultent de fondations durables en dehors de l'État. Si quelques-uns de nos collèges et de nos séminaires avaient des fondations, comme Eton ou Cambridge ; si, à Strasbourg ou à Montpellier, nos facultés avaient des dotations immobilières ; si quelques-uns de nos corps savants ou religieux jouissaient, avec l'autorisation et, si l'on veut, sous la surveillance de l'État, de biens-fonds, comme les hospices, cela nuirait peut-être un peu à ce que l'on appelle la circulation des biens, cela servirait beaucoup à la circulation plus importante des croyances, des études, des idées.

## V

Ce qui précède est facile à résumer en quelques mots pratiques :

Tout garder est impossible.

Tout vendre est imprudent, parce que les biens-fonds sont le gage de l'avenir, et impie, parce qu'ils sont le legs du passé.

Vend-on assez d'immeubles ? Oui ; donc il n'est pas utile d'accélérer les ventes.

Vend-on encore plus de rentes ? Oui, et avec une facilité inquiétante ; donc il ne faut pas augmenter cette tentation.

Donne-t-on assez ? Non ; donc il importe d'encourager les donations.

Comment les encourage-t-on ? en les conservant et en les administrant bien.

Y a-t-il dans ce pays-ci trop de dévouement gratuit, trop de créations indépendantes ? Non ; donc il convient de respecter celles qui subsistent.

Car, en toutes choses, le devoir de l'administration n'est pas de pousser le char du côté où il penche, mais de le retenir et de le diriger.

Il est donc regrettable qu'on ait, à bonne intention, soulevé la question présente.

Les établissements de bienfaisance étaient presque tous entrés d'eux-mêmes dans une voie où il suffisait de pousser quelques-uns, de retenir quelques autres, de s'en rapporter à la plupart. Il valait mieux laisser faire la charité qui accroissait les ressources ; laisser faire les administrations, composées des plus honnêtes gens du pays, fort intéressés à augmenter le revenu des pauvres ; laisser faire l'esprit et les institutions modernes, qui corrigent tous les inconvénients de l'ancienne mainmorte, et introduisent partout le mouvement, dans les choses, dans les hommes, dans les idées.

Obtiendra-t-on davantage, verrons-nous réaliser ce qu'on appelle la *transformation de la dotation immobilière de l'assistance publique*? Je ne le pense pas. Après tout, il faudrait une loi pour qu'on pût forcer les commissions ; on ne vendra rien sans elles. Qu'elles y songent, le sort, l'avenir du patrimoine des pauvres est en ce moment entre leurs mains.

Sauf quelques exceptions, je suis persuadé que presque partout l'enquête consciencieuse à laquelle on va se livrer aboutira à des résultats analogues à ceux indiqués pour Paris dans le rapport déjà cité de 1855.

On a dressé l'état :

- 1° Des propriétés occupées par les établissements ;
- 2° Des propriétés affectées à des maisons de secours ou écoles, ou à des services publics ;
- 3° Des propriétés *urbaines* contiguës à des établissements et pouvant un jour y être annexées ;
- 4° Des propriétés *urbaines* à vendre après l'expiration des baux et le percement des rues nécessaires pour les mettre en valeur ;
- 5° Des propriétés susceptibles d'être mises immédiatement en vente ;
- 6° Des fondations ;
- 7° Des propriétés rurales, disséminées ou difficiles à exploiter, ou bien bonnes à conserver.

Or qu'est-il résulté de ce soigneux inventaire ? Que sur 72,110.796 mètres carrés de propriétés, 1,522.615 mètres étaient affectés ou annexés aux services publics, ou frappés de fondations spéciales ; 70,257,260 mètres étaient utiles à conserver, et 64,287 mètres pouvaient être vendus, mais en attendant les occasions favorables, ou l'expiration d'emphytéoses et d'usufruits, et 123,652 mètres *seulement* étaient susceptibles d'une vente immédiate.

Depuis cette époque, une partie des biens de cette dernière catégorie a été vendue ; d'autres le seront.

Mais, en même temps, le préfet de la Seine et le directeur ont uni leurs efforts intelligents, soit pour transporter hors de Paris des établissements de vieillards, soit pour transformer en boutiques des parties d'établissements situés dans les rues passagères, le tout à l'aide de vente de rentes et d'acquisitions de nouveaux immeubles.

Tous ces exemples peuvent être suivis avec fruit ; j'attends de l'enquête la mise en lumière de tous les bons exemples.

Je ne crains pas que l'acte de l'autorité mène à d'autres actes du même genre. On croit voir déjà les communautés, les communes, les fabriques menacées. On dit : Il n'y a que le premier pas qui coûte. En matière politique, il n'y a, bien souvent au contraire, que le second pas qui coûte. On tente le premier, puis on s'arrête, surtout quand



on s'aperçoit qu'on a pris un mauvais moyen pour réaliser une intention excellente.

Au lendemain de l'édit de 1749, le chancelier d'Aguesseau écrivait :

« Rien n'est plus ordinaire en France que de voir les meilleures lois de police tomber bientôt en désuétude, par le grand nombre d'exceptions ou de dispenses... Il est fort à craindre que l'édit du mois d'août dernier n'ait le même sort. »

## VI

S'il en est ainsi, si la mesure n'a pas le résultat que l'on redoute, si, comme l'affirment plusieurs journaux semi-officiels, et, comme quelques phrases de la circulaire elle-même, dans sa première partie beaucoup plus modérée que la seconde, permettent de l'espérer, on ne précipite rien par un excès de zèle inconsidéré, si les commissions se montrent intelligentes et fermes, il ne faudra pas trop regretter la discussion parce qu'elle a donné lieu à un mouvement d'opinion très-vif, très-universel et très-curieux. Je voudrais, en terminant, le caractériser brièvement.

Ce débat rappelle celui qui eut lieu, l'an dernier, en Belgique, à propos de questions analogues, mais la comparaison est entièrement à l'avantage de la France.

Le public français vient de prouver qu'il n'est pas si endormi qu'on le suppose, et qu'il entend quand on lui parle. Il est juste d'ajouter, à l'honneur du gouvernement, qu'une latitude très-grande a été laissée à ces débats, et, à l'honneur des partis, qu'ils se sont unis pour discuter l'intérêt sacré des pauvres, et les principes sociaux engagés, sans en faire une manœuvre d'opposition ; les meilleurs amis se confondent cette fois avec les opposants, et l'avis du conseil d'État a précédé l'opinion des journaux modérés de toute la France.

Sans doute, il y a eu quelques exagérations regrettables.

L'esprit est ainsi fait qu'une seule question suscite aussitôt dix questions différentes. C'est l'honneur et le péril de l'esprit français de marcher vite et jusqu'au bout sur ce chemin glissant de l'association des idées ; peut-être cette disposition est-elle une raison de la supériorité de nos livres, où tout se groupe, s'enchaîne et se résume si bien, et de l'infirmité de nos polémiques, si souvent entraînées au delà ou à côté du vrai point des questions. On n'a pas plutôt posé cette interrogation : Faut-il vendre le bien des hospices ? qu'aussitôt on s'est demandé : Faut-il que les hospices aient des propriétés ? Faut-il qu'il y ait des hospices ?

Mais, si l'esprit humain est fertile en questions, il est malheureusement fort stérile en réponses.

Nous sommes tous plus engagés que nous ne le croyons dans des liens de parti ou d'école qui enchaînent notre pensée à des symboles vraiment tyranniques. Nous nous classons ensuite les uns les autres, et nous excellons, en face de nos adversaires, à déduire des opinions qu'ils expriment les opinions qu'ils taisent.

Écoutez les partis extrêmes :

Vous défendez les hospices et leurs biens, disent les uns; donc vous êtes pour la grande propriété, les couvents, l'ancien régime, la féodalité!

Vous attaquez les hospices et leurs biens, répondent les autres; donc vous êtes pour la taxe des pauvres, et la doctrine de Malthus, ou bien pour le droit au travail et le socialisme!

Puis, des théories on passe aux soupçons, aux souvenirs, aux allusions, aux injures. Je vous connais, disent les premiers, vous êtes des rétrogrades, amis de la mainmorte! — Je vous connais, répondent les seconds, vous êtes des révolutionnaires, partisans de la mainmise!

« Étrange situation des partis, et qui touche à bien d'autres questions que celle des fondations charitables! Ce ne sont plus des droits ni des idées, ce sont des craintes qui se combattent! »

Fuyons ces exagérations. Il est bien clair que la circulaire n'a pas été écrite par un révolutionnaire, et qu'en la critiquant on ne pense guère à la féodalité.

A ceux qui demandent : pourquoi y a-t-il des hospices? je ne répondrai pas *parce qu'il y aura toujours des pauvres parmi nous*, car on abuse, selon moi, de cette sainte parole avec une coupable légèreté. Je dirai seulement que la charité n'est pas responsable des maux de l'humanité; elle les prend tout faits.

Je ne regarde pas comme plus sérieuse cette objection : pourquoi les hospices ont-ils des biens, puisque ce ne sont pas des personnes? Cette observation ne prouve pas une haute intelligence du *droit* de propriété, droit qui repose, inviolable et sacré, même sur la tête de ceux qui ne peuvent pas l'exercer, droit que tous les peuples réguliers ont, d'un accord unanime, attribué à des personnes conventionnelles et collectives, créées pour l'intérêt public, réalités invisibles, mais vivantes et perpétuelles, âmes que les hommes donnent aux choses<sup>1</sup>. C'est ainsi que la commune et l'État sont aussi des personnes.

<sup>1</sup> M. Guizot, *Revue des Deux-Mondes*, 1857, p. 492.

<sup>2</sup> Que ne m'est-il permis de citer les beaux chapitres de l'illustre Domat sur les *Communautés*, tit. XV, et sur les *Hôpitaux*, tit. XVIII, *Lois civiles*, tome second.

Le mot de *mainmorte* cause plus d'alarme, et il ne faudrait pas l'agiter longtemps pour mettre bien des gens en fureur. Mais, de bonne foi, peut-on comparer à l'ancienne mainmorte, qui rendait une partie du sol entièrement *inaliénable et privilégiée*, des biens autorisés par l'État, surveillés par l'État, disséminés pour les hospices entre douze cents établissements, pour les bureaux de bienfaisance entre neuf mille communes, soumis à un impôt de mutation qui rapporte 1,300,000 fr., et à toutes les charges publiques, et tellement aliénables, qu'il en a été vendu pour près de 50 millions en cinquante ans ?

Mais, entre ces opinions extrêmes, que nous sommes condamnés à voir se dresser, à propos de toute question, comme des montagnes opposées, se place une autre fraction de l'opinion, autre secte qui se rallie à ce qu'on peut nommer l'orthodoxie du lieu commun. Secte dont nous faisons tous un peu partie ; le lieu commun est comme la menue monnaie : tout le monde en a plus ou moins dans sa poche. Voici les formules de cette école infiniment répandue : *aider à la circulation des biens, empêcher l'immobilisation du sol, arrêter l'incurie et le bavardage des commissions, ne pas permettre un état dans l'État, etc.*

Convenons-en, nous avons tous été élevés dans un grand respect pour ces formules. Mais la pratique de l'administration ou l'expérience des événements nous a modifiés, et je félicite l'esprit public d'avoir acquis un instinct assez vif et assez juste pour distinguer dans ces mots ce qu'ils renferment de vrai, ce qu'ils présentent d'inexact ou de dangereux.

J'aime toutes les facilités offertes, dans les sociétés modernes, aux échanges et au crédit ; mais je ne suis pas épris jusqu'à la superstition de ce mot : *la circulation des biens*. Ce n'est pas en changeant sans cesse de mains que la propriété foncière s'améliore. On sait l'histoire de ce petit souverain allemand qui, ayant admiré à Paris et à Londres la circulation si animée des rues et des places publiques, et la regardant comme un signe éclatant de prospérité, ordonna, en retournant dans ses États, que les habitants de sa petite capitale parcourraient toute la journée la ville en tous les sens. Je sais ce que la mobilité extrême des terres, par l'effet des ventes et des successions, rapporte à l'enregistrement, je me demande si l'agriculture s'en trouve aussi bien.

Il était tout naturel que l'on vantât les avantages de la circulation des biens, au lendemain de l'ancien régime qui les immobilisait peut-être trop. Mais, après quarante ans d'égalité des partages, après vingt ans d'émission des valeurs mobilières, la circulation s'est accélérée, ce semble, très-suffisamment.

La dépréciation des valeurs monétaires n'est-elle pas devenue aussi

plus intense depuis la découverte des mines d'or de la Californie et de l'Australie ?

Tous les faits économiques ne s'accordent-ils pas avec le pronostic des meilleurs financiers pour prouver que la faveur publique doit revenir et revient déjà à la terre, en sorte que ceux qui la possèdent n'ont rien de mieux à faire que de la garder ?

L'administration, comme la science, comme la politique, ont à compter avec ces faits.

Certes, il ne faut pas d'état dans l'État, mais il y faut beaucoup d'existences. Si les hôpitaux se suffisaient par des dotations, le budget ne s'en trouverait pas plus mal. Quand donc nous laisserons-nous de cette double tendance à croire que rien ne peut vivre sans l'État et que l'État lui-même croule s'il laisse vivre quelque chose en dehors de lui ? Descartes s'est donné beaucoup de peine pour nous apprendre à distinguer le *moi* du *non-moi*. Il paraît que c'est encore plus difficile à distinguer en morale et en politique qu'en philosophie. Cette fois, du moins, l'opinion a pris parti pour l'indépendance des administrations.

Enfin, la discussion a prouvé un respect heureux pour la liberté des donations, qui est une forme de la liberté de la propriété. On se lasse des gênes croissantes dont elle est environnée dans notre pays.

J'avoue que j'aurais aimé à rencontrer sur ce terrain les organes de l'ancienne politique libérale et conservatrice ; se taisent-ils de peur d'être embarrassés de choisir entre l'opinion du pouvoir et celle du public, entre les préventions du passé et les leçons de l'expérience ? En ce monde, les repentirs sont moins rares et moins difficiles que les aveux. Prenons donc ce silence singulier pour un repentir hésitant.

J'aurais voulu trouver sur le même terrain les organes du parti démocratique ; pour eux, ils ont parlé ; ils ont seuls défendu la mesure au point d'embarrasser ses auteurs. La France s'habitue à être une démocratie ; mais comment pourra-t-elle s'accoutumer au parti démocratique si, dans toutes les occasions, on lui voit tant de goût pour l'omnipotence indéfinie de l'État, et si peu pour la liberté de ce qui existe en dehors de l'État ? Aux yeux des journalistes de cette opinion, on ne peut défendre la liberté de tester sans être suspect d'aimer le droit d'aînesse, et la liberté de donner, sans passer pour un partisan de la mainmorte. Sans doute, ces libertés sont sujettes à abus ; contre ces abus, que de remparts ! les mœurs, l'opinion, l'administration, la loi, les tribunaux. N'est-ce pas assez ? Non, les journalistes craignent qu'on ne fasse du droit, non-seulement un usage qui leur soit nuisible, mais un usage qui leur soit désagréable. Or il est défendu à ma liberté de vous nuire, mais il ne lui est pas ordonné de vous plaire. Vous n'avez pas le véritable esprit de liberté si

vous n'êtes pas prêt à respecter le droit d'autrui, précisément quand on l'exerce contrairement à vos idées. Usez vous-même de cette liberté; n'écrivez pas seulement, mettez-vous à donner, à fonder, à créer; qui vous en empêche?

Si les démocrates n'aiment que l'égalité, ils ne sont que des socialistes inconséquents; ceux-ci ont de bien plus puissants moyens d'établir l'égalité, sinon de la faire durer. L'honneur des démocrates serait de défendre en toutes choses la liberté et la justice, surtout quand l'intérêt des pauvres est en cause. Heureusement, les journalistes ne sont pas tout le parti, et, si j'en juge par des écrits récents, la vraie liberté a là, comme dans tous les partis, des amis sincères, qui l'aiment pour elle-même; je ne doute pas qu'ils ne désavouent intérieurement cette polémique.

A la suite de tous les symptômes, révélés par cette discussion, que j'estime heureux, et que je voudrais croire durables, j'en signale en terminant un autre qui a son importance.

On vient de voir les partisans de la charité religieuse et privée prendre la défense de la charité publique. C'est encore une nouveauté. Les bureaux, les hospices, les commissions, n'étaient pas d'ordinaire si bien soutenus de ce côté. Dans le fait, la charité publique et la charité privée font bon ménage, et ne peuvent se passer l'une de l'autre. Mais, en public, ces deux charités se querellent toujours. J'applaudis à ce rapprochement. Le service que la charité libre vient de rendre à la charité publique, j'aime à croire que celle-ci le lui rendra à l'occasion; je l'espère pour le plus grand bien des pauvres, dont je ne regretterai jamais d'avoir défendu le patrimoine séculaire.

AUGUSTIN COCHIN.

# ROSA FERRUCCI

## SES LETTRES ET SA MORT.

Je dois dire quelles circonstances ont amené la publication des lettres qu'on va lire.

L'année dernière, vers la fin du mois d'avril, je m'arrêtais à Pise, revenant de Rome. La main du Seigneur me conduisait alors au sein d'une famille dont quelques mois auparavant j'avais partagé les jours heureux, mais que la mort venait de visiter : une de ces morts imprévues, hardies, vraiment cruelles, qui font hésiter l'ami sur le seuil désolé de son ami et déconcertent sur ses lèvres les paroles de la plus tendre consolation.

Que voulez-vous dire au père et à la mère qui perdent une fille unique, leur joie, leur vie, l'orgueil aussi et l'édification de toute une ville? Taisez-vous plutôt et priez Dieu de parler.

Par bonheur, là, Dieu parlait, et les nobles âmes dont je vais redire les douleurs étaient de celles qui savent l'entendre.

Après les premières larmes et les premiers épanchements d'un chagrin creusé par le temps, la pauvre mère me pria de l'accompagner jusqu'à l'appartement où sa fille était morte, et qu'elle-même avait quitté depuis ce jour. Nous sortîmes. Le domestique d'un voisin avait les clefs de ce funèbre logis ; il en ouvrit les portes. Nous ne pensions trouver là que la présence de la mort et le souvenir vivant des douleurs d'hier dans le dénûment de ces grandes chambres abandonnées : mais la piété chrétienne avait veillé sur ces lieux, et dès les premiers pas un délicat parfum de roses nous trahit ses soins. Nous trouvâmes, en effet, la chambre de la jeune morte jonchée de fleurs. Elles étaient fraîches, et quelque fidèle main les avait renouvelées le matin même. Ce spectacle inattendu réveilla dans nos cœurs la pensée que la mort chrétienne est moins une mort qu'une transformation de la vie. Aussi, quand, agenouillé près de la pauvre mère qui sanglotait, j'osai lui demander si elle désirait que je récitasse le psaume des Morts, elle me répondit d'un accent ferme et presque avec un sourire : « Non, « récitons le *Te Deum*. »

L'hymne achevé, j'arrachai la pieuse femme à cette chambre où sa

douleur semblait s'exalter, et je lui disais durant le chemin : « Tout ce que je connais, tout ce que j'apprends de votre fille, est d'une sainte. » La délicate piété de vos voisins atteste combien sa mémoire est puissante encore : il ne faut pas que les exemples de sa vie et les détails de son angélique mort soient perdus. Conservez-les pour l'édification de ses compagnes, pour l'édification de la ville qui l'a connue, aimée, vénérée ; pour l'édification de nous tous aussi, qui un jour aurons à mourir, et que les exemples des saintes morts encouragent et soutiennent. » Je n'étais pas le seul qui eût exprimé ce désir : plusieurs amis m'avaient devancé, et Son Éminence le cardinal archevêque de Pise réclamait lui-même un récit qu'il croyait très-propre à honorer la religion chrétienne.

Je quittai Pise emportant une promesse, contre laquelle j'échangeai l'engagement de faire connaître en France, à quelques lecteurs chrétiens, ce livre arraché à la douleur d'une mère par le seul désir de procurer la gloire de Dieu. Quelques mois plus tard le livre parut à Florence sous ce titre : *Rosa Ferrucci e alcuni suoi scritti pubblicati per cura di sua madre*<sup>1</sup>. Il me reste donc à accomplir, pour ma part, la pieuse obligation que j'ai contractée.

Rosa Ferrucci, fille du célèbre professeur Ferrucci (de l'Université de Pise) et de madame Caterina Ferrucci, connue dans toute l'Italie pour ses poésies et d'excellents ouvrages sur l'éducation, était encore, il n'y a guère qu'une année, par sa brillante intelligence et la sainteté de sa vie, l'honneur de la ville de Pise. Les habitudes sévères d'une famille chrétienne, tous les voiles, toutes les précautions, toutes les craintes de la modestie n'avaient pu éloigner d'elle une sorte d'admiration religieuse qui lui venait de toutes parts. Comment empêcher les mères de montrer la sainte enfant à leurs filles et les pauvres de la bénir quand elle passait ? Une éducation exceptionnelle avait rencontré dans la jeune âme de Rose des dons naturels privilégiés. A six ans elle lisait l'italien, le français et l'allemand. Plus tard elle savait par cœur toute la *Divine Comédie* : elle lisait dans les textes originaux, sous la direction de sa mère, Virgile, Cicéron, Tacite ; et, parmi les modernes, Bossuet (qu'elle appelait un peu ingénument *il mio Bossuet*), Bourdaloue, Fénelon, Fleury, Milton, Schiller, Klopstock ; je dis au hasard les auteurs qu'elle cite à ses amies dans ses lettres, et je ne nomme pas les contemporains. Elle a laissé trois correspondances également remarquables, l'une en français, l'autre en allemand, la troisième en italien. La plus grande partie de cette dernière est adressée

<sup>1</sup> Nous recevons, au moment même de donner ces pages à l'impression, une seconde édition du livre de madame Ferrucci, augmentée de certaines lettres et de certains détails réclamés directement par Mgr Charvaz, archevêque de Gènes.

à un jeune homme de Livourne, auquel Rose était fiancée et dont la mort a brisé les espérances. Je parlerai surtout de ces lettres. Indépendamment de sa correspondance, mademoiselle Ferrucci avait écrit plusieurs petits traités de religion et de morale chrétienne, dont plusieurs ont été publiés par sa mère après sa mort.

Cette jeune fille était donc instruite, je pourrais presque dire savante, au delà de ce que comporte ordinairement l'éducation, même distinguée, d'un homme. Des dons si rares embarrassent, je l'avoue, mon récit, et j'ai besoin d'ajouter, pour n'y plus revenir, qu'ayant vécu plusieurs mois dans l'intimité de cette excellente famille je ne connus jamais dans la jeune fille si extraordinaire dont je parle qu'une modestie d'enfant, et qui sut être bien habile à se cacher.

Je laisse donc tout ce qui se rattache à ce culte de l'intelligence et à ce goût des lettres antiques, si pur, si élevé dans la jeune chrétienne. Comprises et acceptées en Italie, ces préoccupations sembleraient étranges en France, où l'on craint excessivement pour les femmes tout ce qui excède un certain niveau intellectuel; et je préfère, ayant dit de ces choses ce qu'il fallait en dire, ne plus parler que des vertus de la sainte enfant.

Je n'en dirai même qu'une seule. Je laisse aux âmes pieuses le soin de deviner tout ce qu'il doit y avoir de douceur, de pureté, d'obéissance, de modestie, de noble et angélique dévotion dans une telle âme. Je parlerai seulement de sa charité. Elle avait la passion des pauvres, et cela depuis sa plus tendre enfance. Certaines âmes semblent venir en ce monde chargées par Dieu de faire honneur à une vertu de choix : tout en elles converge là comme à un centre divin. La voix d'une mère et la voix de l'Eglise n'ont qu'à éveiller le germe de sainteté confié à ces âmes avant leur voyage terrestre, et, dès que le développement de la vie leur permet d'agir, elles tendent tout naturellement au but que la main du Seigneur leur avait montré du ciel. Rose Ferrucci avait apporté de là un tendre et immense amour des pauvres. Depuis les pauvres oiseaux que, tout enfant, elle nourrissait pendant l'hiver, jusqu'aux pauvres mendiants de Pise qu'elle secourait aux dépens de sa toilette et de son plaisir, jusqu'aux pauvres tombes délaissées auxquelles elle portait des fleurs, parce que, disait-elle, « les tombes abandonnées me font compassion, » tout ce qui était pauvre la regardait. Sa mère raconte dans le livre que j'ai dit des circonstances touchantes de son extrême charité. Pendant un rude hiver, ses parents s'aperçurent qu'elle ne mangeait plus de pain à ses repas, bien qu'elle choisit toujours pour elle le plus gros morceau. On faisait semblant de n'avoir pas compris; elle répondit tout en rougissant : « Ai-je mal fait ? Vraiment, je ne savais pas mal faire ? Mais le pain est si cher cette année ! Cela faisait pour un pauvre de plus. » Elle était

Juin 1858.

40



bonne musicienne et savait traduire avec justesse le sentiment des maîtres. Un jour elle part pour Florence, accompagnée de son frère, pour acheter un répertoire de musique. Mais à peine arrivée, je ne sais quelle famille pauvre la rencontre : une famille dans l'angoisse de la dernière misère. Il faudra payer demain tout un loyer ou les pauvres gens seront sans asile : adieu le répertoire de musique ! Et au retour, quand ceux qui l'aimaient entreprenaient de la gronder d'une voix que démentaient la joie et l'admiration : « Que voulez-vous ? répondait la sainte enfant ; c'était impossible. Comment faire autrement ; dites-le moi vous-mêmes ? Vous voyez bien que c'était impossible ! » Saintes impossibilités où s'embarrassent seules les âmes qui ne peuvent se résigner à la souffrance d'autrui !

Je raconterais toujours, car la charité ne se lasse pas ; et plus elle a fait, plus elle veut faire ; mais je laisse ces récits, bien à regret, pour m'attacher à deux épisodes de cette vie chrétienne où je crois trouver la plus solide édification et le meilleur soutien pour les âmes : je veux dire un amour et une mort transfigurés tous deux par la croix.

La transfiguration de la vie et du cœur de l'homme dans la chasteté, dans l'espérance, dans le sacrifice, est une gloire sensible du christianisme et l'une des plus sûres marques de sa divinité. En venant sanctifier la terre, Jésus-Christ n'en a pas détruit les conditions essentielles. Depuis comme avant l'effusion de son sang, l'homme naît dans la souffrance, pleure, combat, aime et meurt. Et cependant, s'il est chrétien, tout est changé pour lui. Depuis son berceau jusqu'à sa tombe, il marche dans une clarté merveilleuse qui transfigure toutes choses à ses yeux et modifie profondément le sens de la vie. Il souffre, mais il adore chaque jour la douleur sur la Croix ; il pleure, mais il a entendu dire : Bienheureux ceux qui pleurent ! il combat, mais les yeux fixés sur le Ciel ; il aime, mais, en tout ce qu'il aime, il aime Dieu ; il meurt, mais alors seulement il commence à vivre ; le début même de la béatitude n'est pas pour le chrétien la dernière transfiguration ; car l'éternité heureuse n'est qu'une transfiguration continue dans une gloire toujours croissante, et comme le vol éternel de l'amour créé vers l'amour infini. Ce vol divin trouve au ciel sa région glorieuse, mais il ne faut pas oublier qu'il a son point de départ sur la terre, et qu'avant d'atteindre un jour les sommets éternels il doit traverser d'abord « les champs qui pleurent, *lugentes campi* <sup>1</sup>. »

De là vient que pour les saints il n'y a nulle interruption entre la terre et le ciel : la même marche qui les conduisait hier de vertus en vertus les conduira demain de clartés en clartés, et leur mort n'est

<sup>1</sup> Virg. *Æn.*, l. iv.

qu'un épisode de leur amour. De là peut-être aussi cette mystérieuse fraternité de l'amour et de la mort qui est le fond de toute vraie poésie; les hommes l'entrevoient et la chantent dans leur langue :

« Fratelli, a un tempo stesso, Amore e Morte  
« Ingenerò la sorte <sup>1</sup>. »

Mais, seuls, les saints en connaissent le dernier secret : *Desiderium habens dissolvi et esse cum Christo* <sup>2</sup>!

La jeune âme dont je veux raconter les derniers jours, quand elle eut atteint une certaine sphère dans son vol vers Dieu, rencontra là, elle aussi, la suave et austère compagnie de ces deux anges aux ailes puissantes : l'amour chrétien et la mort; elle aima, presque aussitôt elle pressentit la mort et elle mourut. Mais elle aima comme une enfant de Dieu et elle mourut comme une sainte.

Je n'ai donc presque plus rien à faire qu'à traduire ses lettres où éclate merveilleusement la beauté de l'amour chrétien, et à raconter cette mort digne des meilleurs temps de l'Église. J'ai déjà dit à qui s'adressent ces lettres : deux ans environ avant sa mort, Rosa Ferrucci avait été fiancée à un noble et excellent jeune homme de Livourne que Dieu semblait avoir fait digne d'elle. Une tendresse profonde unissait ces deux âmes qui devaient rester sœurs. Les mœurs simples et douces de la bonne société italienne leur permettaient de se voir souvent, de s'écrire presque tous les jours. Une entière conformité de foi, de piété, de saints désirs, confondait encore ces cœurs déjà si fortement liés l'un à l'autre; mais un rayon plus céleste passait constamment de l'âme de Rose dans celle de Gaetano. A travers son amour, ses joies, ses espérances, les fêtes de ses noces, les rêves de l'avenir, cette pieuse jeune fille voyait toujours Dieu. Une idée immense, insatiable, dominait tous ses désirs : l'idée de la perfection. Elle fixait, du regard, à travers le voile de ses aurores joyeuses, le soleil divin de l'éternelle beauté. Son bonheur embellissait la terre, mais la terre embellie lui rappelait aussitôt le ciel; son amour mettait sur ses lèvres le commencement d'un chant, mais le chant devenait bientôt cantique et s'achevait toujours pour Dieu. C'est ce passage insensible, presque involontaire, ignoré à soi-même, d'une affection de la terre à l'ardeur de l'amour divin et de la perfection qui fait toute la beauté des lettres que l'on va lire. Le lecteur ne devra pas oublier qu'elles sont presque d'une enfant, et que tout ce qu'il y eut de maturité dans cette jeune âme lui vint de ce soleil de la foi chrétienne dont les flammes hâtent la fécondité de l'intelligence dans l'enfance conservée du cœur.

<sup>1</sup> Léopardi, *Poesie*.

<sup>2</sup> S. Paul., *Philipp.*, 1, 23.

Je voudrais croire que les sœurs de la jeune chrétienne dont je parle trouveront dans ces lettres plus qu'un sujet de poétiques rêveries. Au fond, rien n'est positif comme la vie des saints, et, à travers la grâce des paroles, les lettres de la jeune fiancée cachent bien des devoirs accomplis, découvrent bien des devoirs à accomplir. Je demande donc à ces âmes de lire ce qui va suivre avec recueillement, et, pour pénétrer le sens intérieur des pages que nous avons choisies, d'entrer pour ainsi dire, autant qu'il sera en elles, dans le mouvement de la sainte jeune fille vers la perfection.

Je parlais tout à l'heure du vol éternel des âmes vers Dieu. Avez-vous jamais vu passer dans le ciel, au commencement de l'automne, ces compagnies d'oiseaux qui s'allongent en longue file et suivent jusqu'au dernier les mêmes sinuosités? On dit que le plus fort vole en tête parce qu'il fend l'air, et que les faibles venant derrière lui entrent alors sans peine dans le sillon aérien. Ah! trop faibles que nous sommes pour nous frayer seuls le chemin du ciel, sachons du moins entrer dans le sillon des saints; leur vol fort et assuré nous entraînera sur leurs traces, et, quand nous les verrons si aimables parce qu'ils étaient si aimants, nous avancerons nous-mêmes avec moins de craintes vers ce qui fut le but suprême et dernier de leur amour.

ROSA A GAETANO.

Pise, 16 avril 1856.

« Je ne pourrai jamais assez remercier Dieu qui m'a donné en toi, mon Gaetano, un exemple et un guide pour toute la vie. Je ne puis m'empêcher de le répéter souvent à ma mère, et je le dis parce que je l'ai dans le cœur. Malgré tous les défauts et toutes les imperfections qui m'ont empêchée tant de fois de rester fidèle aux bonnes résolutions que je prends sans cesse devant Dieu, j'ai une si grande idée de la perfection d'une épouse chrétienne et des devoirs que j'aurai bientôt à remplir, qu'en vérité j'en serais effrayée si je ne me confiais dans la bonté du Dieu qui peut tout, et m'aidera, moi qui ne puis rien. Je parle toujours à ma mère du saint respect que m'inspire le sacrement que nous allons recevoir, et je te prie bien, mon Gaetano, de demander au Seigneur les grâces qui me seront nécessaires pour être ce qu'il faut que je sois. Je te promets de faire à cet égard tous mes efforts, et je veux consacrer à cette intention toutes les prières du mois de Marie, car j'espère beaucoup en la bienheureuse Vierge pour obtenir tout ce qui me manque encore. Je crois, vois-tu, qu'un grand progrès vers la perfection serait d'arriver à détester réellement toutes ces petites fautes de chaque jour qui ne nous semblent rien à nous, mais qui doivent tant déplaire à l'infinie perfection de Dieu. Pour tout cela, sois certain que je recevrai tes conseils et tes reproches comme on les doit recevoir de la personne qui remplace par la volonté de Dieu le père et la mère... »

17 avril.

« ... Je suis persuadée que le véritable moyen de nous préparer à recevoir

le sacrement dans lequel nous serons unis dans le temps et dans l'éternité est de faire tous nos efforts pour atteindre cet état de perfection chrétienne auquel Dieu nous appelle; et je suis certaine encore que, si nous ne pouvons parvenir absolument au degré de perfection vers lequel se porte l'ardeur de nos désirs, du moins pourrons-nous allumer dans nos cœurs les flammes de ce divin amour qui est à lui seul toute la loi. Tu seras là mon guide et mon exemple, Gaëtano; nous n'aurons qu'un seul vouloir tous deux, qu'un seul amour aussi, nous aimant en Dieu, en qui toutes les affections deviennent sacrées. Notre affection n'est pas née dans les apparences extérieures ni dans les ombres de la beauté, fleur d'un jour! Nos âmes se sont liées l'une à l'autre d'un lien plus fort. Nous nous aimons parce que nous aimons Dieu. En lui est notre unité, parce qu'en lui est toute la vertu, toute la pureté de notre amour, parce qu'en lui aussi est notre suprême but. De là nous venons, Gaëtano, ces alternatives de joie et de tristesse, selon que nous approchons ou que nous semblons nous éloigner de ce type idéal de perfection qui est dans nos désirs... Ah! que Dieu est bon et combien je le bénis d'avoir mis en nos cœurs de tels désirs et de telles espérances! Pour moi, Dieu n'est plus seulement l'éternelle puissance qui créa le ciel et la terre, ou l'éternel amour qui nous racheta, mais aussi la douce miséricorde qui vient de me donner en toi comme le dernier mot de ses bénédictions. »

25 avril.

« Pardonne-moi mes éternelles redites, Gaëtano; mais, que veux-tu, depuis quelque temps je ne sais plus que dire et redire les mêmes choses. Le jour où nous sommes me rappelle un autre jour, cher et solennel. Je me souviens avec un indicible plaisir de la promenade solitaire que je fis alors avec ma mère pour parler de toi. Le silence de la campagne, l'aspect nouveau de toute la nature, les voix lointaines des paysans qui seules, de temps en temps, troublaient la profonde tranquillité de ces lieux, tout me semblait nouveau, tout parlait à mon âme. Je n'oublierai pas l'humble et pauvre église dans laquelle, pour la première fois, j'osai prier Dieu de bénir ces pensées nouvelles, ces pensées qui me tenaient comme suspendue entre le doute et l'espérance, mais qui trouvaient mon cœur décidé à faire en toutes choses la volonté divine. Depuis ce jour j'ai demandé, je demande sans cesse les grâces qui nous sont nécessaires pour mener ensemble une vie vraiment chrétienne. Fais de même, Gaëtano, et sache que je ne sais plus prier pour moi sans aussitôt trouver ton nom devant le Seigneur. »

30 avril.

« ... Celui-là seul est digne de la récompense qui l'a méritée. Ne le savais-tu pas? le combat (et qu'est-ce que la vie, si ce n'est un continuel combat) doit précéder la victoire. Non, ne ressemblons pas à de lâches soldats qui voudraient avoir les honneurs de la victoire sans avoir vu le front de l'ennemi, et efforçons-nous de ravir l'éternelle félicité qui seule peut rassasier nos désirs en accomplissant fidèlement tous nos devoirs, en supportant pour l'amour de Dieu toutes les épreuves de la vie, légères ou douloureuses, en nous donnant autant qu'il nous est possible aux bonnes œuvres; alors, Gaë-

tano, le désir du ciel ne sera pas pour nous un idéal de rêveries, un sujet de vagues spéculations, mais il entrera dans notre vie pour la sanctifier, cette vie qui, je l'espère, te sera donnée assez pleine et assez longue pour servir la cause de Dieu par de fortes et constantes vertus. »

2 mai.

« ... Je crois que, sans proposer à notre âme un type par trop idéal et comme inaccessible de perfection, nous pouvons faire beaucoup en fortifiant vigoureusement notre volonté. Surveillons-la et ne la laissons jamais incliner du côté du mal, même dans les petites choses. Ayons toujours présente cette belle parole de l'imitation : « Si chaque année nous corrignons en nous un seul défaut, combien ne deviendrions-nous pas meilleurs?... » Oui, la force de la volonté nous est toujours nécessaire, et non moins dans les petites que dans les grandes épreuves. En elle, ce me semble, consiste, à vrai dire, toute la vertu chrétienne, car quelle chose peut être plus agréable à Dieu que de voir notre volonté toujours conforme à la sienne? »

30 mai.

« ... Une affection qui n'aurait pas son principe dans l'amour de Dieu ne pourrait rien pour notre bonheur. Sachons-le bien, Gaëtano, et consacrons toute notre vie à celui qui a tout fait pour nous. Quant à moi, je crois que, de même que la pompe extérieure du culte n'est rien pour Dieu si elle est séparée de la ferveur des âmes, de même les œuvres ne peuvent rien pour mériter la grâce si elles ne sont animées au dedans par une intention pure du cœur et par le désir de plaire à Dieu seul. Il faut donc aller toujours du dehors au dedans, et c'est ce que je veux te dire quand je te confie que souvent je cherche dans les choses visibles un levier pour m'élancer vers les invisibles, découvrant en tout ce qui s'offre ici-bas à mes regards une image de cette beauté éternelle qui ne se livre à découvert qu'à l'intelligence et au cœur. Alors rien n'est muet pour moi : que de choses me disent les montagnes, les étoiles, la mer, les arbres, les oiseaux, et que je n'eusse point sués, si cette grande voix de la nature ne me les eût apprises ! et qu'elle est admirable, la bonté de la Providence qui, par mille moyens, ramène notre âme aux pensées et aux saintes affections pour lesquelles elle fut créée ! »

---

« ... J'ai lu dans la *Revue des Deux-Mondes* cette belle pensée de Jean-Paul Richter : « Quand ce qui est sacré dans l'âme de la mère répond à ce qui est sacré dans l'âme du fils, leurs âmes alors s'entendent et se comprennent. » Cette pensée m'a fait une grande impression, et il me semble qu'elle renferme une magnifique leçon pour les mères qui font elles-mêmes l'éducation religieuse de leurs fils. Elle nous dévoile en outre d'où naissent les liens intimes qui nous unissent à nos parents et à nos amis. Et, en effet, pourquoi nous aimons-nous d'un si vrai et si constant amour ? parce que ce qui est sacré pour ton âme est sacré pour la mienne. Pourquoi suis-je profondément émue quand j'entends raconter une belle action, quand je con-

temple la grandeur des héros de la terre et surtout la grandeur des saints et des martyrs ? Pourquoi les sacrifices accomplis par eux avec dévouement et force d'âme me font-ils pleurer ? parce que ce qui était sacré pour eux est sacré pour moi. Pouvait-on dire plus de choses en moins de paroles ? Oui, tout homme doit entretenir le feu céleste allumé dans son cœur par Dieu. Infortuné qui le laisse languir et s'éteindre ! il le perd pour soi, et lui-même est perdu pour ses frères, puisqu'il a brisé le nœud d'amour qui l'eût uni pour toujours à eux. Comme la flamme s'élève en haut

*Per la sua forma ch' è nata a salire,*

ainsi, par nature, notre âme tend à monter vers Dieu, et, dès qu'elle se retourne vers la terre, il ne peut plus y avoir pour elle ni espoir de paix ni espoir de bonheur. »

10 juillet.

« ... Ne nous décourageons point, Gaëtano, espérons toujours : le bon Dieu nous aidera à devenir meilleurs ; car, si les forces nous manquent, du moins les bons désirs ne nous manquent point. Ils sont un don gratuit de celui qui veut notre bien, de celui qui nous a donné le plus vivant exemple de l'humilité, de celui qui saura pardonner à la faiblesse de notre nature infirme, si nous nous étudions à la combattre avec la persévérance qui seule a les promesses de la victoire. Ah ! vois-tu, si nous aimions vraiment le Seigneur, nous ne penserions qu'à lui seul, à lui saint et parfait, et non pas toujours à nous, faibles et misérables créatures ; et nous finirions par nous oublier, par nous perdre nous-mêmes, pour ne vivre qu'en lui, si digne de notre amour, et nous apprendrions alors à bien connaître notre néant et son tout !

« ... Jésus veut que nous soyons doux avec nous-mêmes, et que nous ne tombions pas dans le trouble quand à nos bonnes résolutions s'oppose la fragilité de la nature. Dans les moments où nous sommes trop tristes par la vue de nos petites misères, Jésus-Christ semble nous dire, comme aux disciples d'Emmaüs : « Pourquoi vous entretenez-vous ainsi, et d'où vient votre chagrin ? » Celui qui est appelé le Prince de la paix veut que nous soyons pacifiques avec nous-mêmes et pleins de compassion pour notre propre infirmité. Quand donc nous serons pris de tristesse à la vue de notre pauvreté et de l'aridité de notre âme, disons simplement et humblement cette petite prière de sainte Catherine de Gênes : « Hélas ! Jésus, voici les fruits de mon jardin ! Cependant je vous aime, mon Jésus, et je vais m'efforcer de faire mieux à l'avenir. »

19 juillet (fête de saint Vincent de Paul).

« Sais-tu ce que nous devons désirer ? Non les honneurs, non les richesses, non semblables vanités de la terre qui n'ajouteraient rien à notre paix. Sais-tu à quel but doit tendre notre volonté fortifiée dans l'amour ? Oui, tu le

sais bien, et souvent tu me l'as dit : nous devons tendre tous deux à réaliser dans notre vie quelque chose de cette perfection qui ne s'obtient jamais que si partiellement sur la terre. Nous devons regarder plutôt aux choses immortelles et éternelles qu'à celles du temps et de la vicissitude, vivant de telle sorte, qu'un véritable amour de Dieu informe nos âmes et nos pensées, développe nos sentiments dans le bien, et tourne à une sainte fin toutes nos actions. Que d'exemples touchants de vertus nous rappelle ce jour et la fête qu'il nous apporte ! Quelle charité laborieuse et universelle dans saint Vincent de Paul ! quelle vive et ardente piété ! quelle immense compassion pour toutes les erreurs, toutes les fautes, toutes les infortunes, toutes les souffrances physiques et morales des hommes ! quelle patience invincible ! et qui d'entre nous osera dire qu'il ne peut retracer en soi quelque ombre de ces belles vertus ? Si nous ne pouvons, comme l'illustre saint, soulager les douleurs d'une grande portion de l'humanité, du moins nous pouvons être humbles, patients, animés de cette religion vraie qui pardonne toujours, qui aime toujours, parce qu'elle aime Celui qui est tout miséricorde et tout amour. »

J'interromps un moment la suite de ces lettres pour faire connaître un fragment d'un des écrits de mademoiselle Ferrucci, dans lequel se trouve éloquentement développée la dernière pensée de la lettre qu'on vient de lire. Faut-il s'étonner que pour une âme si pure le christianisme ne fut que miséricorde et amour ? Non, sans doute. Les passions des hommes ont si souvent défiguré le doux visage de l'Évangile, que ceux du dehors s'y trompent, et que, dans l'impuissance où ils sont de démêler ce qui est de Dieu et ce qui est de l'homme, ils rejettent le tout. Mais, s'ils savaient s'éloigner de l'homme et s'approcher de Dieu, quitter les vains bruits des disputes et aller vers le centre où tout se calme, où tout se pacifie dans l'ordre, ils connaîtraient combien il est vrai de dire que tout le génie du christianisme est dans l'amour ! Les âmes pures et non altérées par la colère ou la dispute le savent bien ! La jeune auteur que je vais citer l'avait compris, et c'est avec respect que je transcris ces belles pages où l'on respire un si fort parfum de l'Évangile.

« L'amour de Dieu qui enflamme le cœur de l'homme et qui lui donne un saint zèle du bien n'a certes rien de commun avec ce fanatisme implacable que l'incrédulité reproche si injustement à la religion de Jésus-Christ. Et cependant il est vrai, il est trop vrai que les fils d'un même Père céleste, les habitants d'une même terre arrosée du sang rédempteur, se sont plus d'une fois cruellement combattus sous les mêmes étendards de la croix. Mais, parce que de tels malheurs ensanglantent l'histoire, devons-nous en conclure que l'amour de Dieu exclut des cœurs toute tolérance, ou voudrions-nous nier que la religion catholique soit tout amour ? Et l'aveugle fureur des hommes devra-t-elle faire condamner à l'oubli les innombrables bienfaits que depuis

dix-neuf siècles l'Évangile répand sur tous les peuples et sur ses plus cruels ennemis?

« O Église du Rédempteur qui priez pour vos ennemis, et qui à toute heure vous montrez prête à les secourir comme le Père céleste répand chaque jour les trésors de son soleil sur les plus ingrats des hommes, qui mit dans votre cœur le saint et infatigable amour de toutes les vertus? qui vous donna la force d'opposer toujours un front tranquille aux maîtres du monde? qui inclina sous la hache des bourreaux les têtes de vos martyrs? comment sûtes-vous de la même main confondre les subtiles contradictions des philosophes et briser les chaînes des esclaves? comment, toujours stable et inébranlée, avez-vous survécu seule aux vicissitudes de toutes choses et aux ruines de tant de trônes? qui vous donna une telle force de persuasion, que, par ses prodiges, « les pierres mêmes se changent en enfants d'Abraham? » d'où reçûtes-vous enfin cette autorité inviolable qui résout tous les doutes, dissipe nos erreurs, humilie le puissant, relève les faibles, illumine le monde, pardonne toutes les fautes, console toute angoisse et toute infortune?

« Ah! qui ne voit que tant de miracles ont été opérés par la seule puissance du divin amour allumé en vous par Jésus-Christ? Car, de même que vous aimez Jésus dans la fatigue et dans le repos, dans les larmes et dans la joie, dans la persécution et dans la paix, dans le combat et dans la victoire, de même vous aimez en lui et par lui l'humble et le superbe, le fidèle et l'incrédule, le pauvre et le riche. Il n'y a pas un seul homme dans le monde pour lequel vous ne priiez et que vous ne vouliez à tout prix ramener dans le sein de Celui qui souffrit pour tous les hommes parce que tous il les aime! Ah! bientôt soient accomplis vos vœux, sainte Église du Dieu vivant!

« ... Comment donc serait-il ami du Seigneur, comment serait-il vraiment fils de l'Église de Jésus, celui qui oppose les armes aux armes, la violence à la violence, oubliant ces paroles de Jésus-Christ : « Aimez vos ennemis; Père, pardonnez-leur, ils ne savent ce qu'ils font. » Les aveugles apôtres de l'intolérance montrent assez qu'ils n'ont jamais pénétré dans son sens profond la vie du Rédempteur, qui, souffrant toute injure et la mort même de la croix, entraîna toute la terre à soi par l'irrésistible puissance du pardon et de l'amour. Qui voudra bien oublier ses préjugés et se retirer dans le fond de son âme pour y fixer la douce image de Jésus-Christ, celui-là très-assurément comprendra combien la douceur chrétienne l'emporte en force sur les violences du glaive, et il aura horreur de poursuivre par la flamme et le fer ceux que la croix seule doit vaincre. Ah! si Jésus crucifié entraînait vraiment dans nos cœurs, que de choses il saurait leur faire comprendre!<sup>1</sup>... »

Nous revenons aux lettres.

22 juillet.

« Je ne connais pas les lieux dont tu me parles, Gaëtano, si ce n'est Romito et l'Antignano<sup>2</sup>. Je suis allée jusqu'à la Tour, à pied, par une belle

<sup>1</sup> *Della Carità Cristiana.*

<sup>2</sup> La description des environs de l'Antignano sera chère à plusieurs d'entre



matinée d'août, sans trop souffrir de la chaleur tempérée par la brise de mer. Après avoir parcouru ce long chemin escarpé, de plus en plus solitaire, de plus en plus resserré entre les collines et la mer, je montai au sommet de la petite forteresse, et de là je contemplai longtemps les îles voisines, le vaste horizon qui semble unir le ciel à la mer, et je découvris même quelques-unes des terres de la Maremma. Une autre fois, avec les Plezza, les Gabrini et d'autres amis, nous allâmes jusqu'à Romito. Le soleil était déjà descendu plus bas que l'horizon. D'instant en instant s'éteignaient les derniers rayons du crépuscule, et bientôt la lune se leva derrière les collines. Elle reflétait ses blancs rayons sur la mer où rien ne paraissait qu'une seule barque de pêcheur, et le murmure des faibles vagues qui venaient lentement mourir parmi les rochers du rivage interrompait seul le silence du soir. Nous traversions de temps en temps le lit desséché d'un de ces torrents qui se jettent des montagnes dans la mer, et ainsi, tout en causant, nous taisant, regardant, admirant, nous dépassâmes les deux petites tours, et, arrivés à la limite des deux communes, nous nous arrêtâmes et retournâmes en arrière, comme si nous eussions touché les colonnes d'Hercule. Voilà une image qui plairait à ma bonne Louise V... Croirais-tu que, dans sa dernière lettre, elle me compare pompeusement à un navigateur qui s'avance vers un nouveau monde? Cependant non, dit-elle, l'amour est un monde aussi vieux que la terre. — À la bonne heure, ma bonne Louise; mais pour moi il est nouveau, très-nouveau, Gaëtano, et je crois même qu'il ne pourra jamais vieillir, comme tout ce qui vient directement de Dieu, qui est l'éternelle durée dans la jeunesse éternelle! C'est pourquoi j'espère avec certitude qu'après nous avoir unis sur la terre il nous unira encore dans la vie future, et cette seule pensée me soulève de la terre jusqu'au ciel! »

28 juillet.

« ... Aujourd'hui nous apporte un anniversaire douloureux. Pauvre Charles-Albert! Le jour et à l'heure même où je t'écris, il rendit à Dieu son âme oppressée de douleurs, mais pleine encore d'une indomptable confiance dans la justice et l'imprescriptible autorité de ses droits. Les saints auront fêté dans le ciel celui qui, sur la terre, aima Dieu et souffrit pour la justice. Je pense avec compassion au roi son fils, survivant seul à tous les siens, qui, l'un après l'autre, le précèdent dans la mort. »

Ce souvenir enthousiaste pour la maison de Savoie n'est pas le seul qui se rencontre dans les lettres de Rosa Ferrucci. Les malheurs du roi Charles-Albert, la mort du duc de Gênes, son fils, la ruine de tant d'espérances un moment triomphantes, ramenèrent souvent dans sa

nous. C'est là que Frédéric Ozanam, notre ami, sentit définitivement les approches de la mort et sut l'accepter. La jeune fille de Pise le connaissait, et plus d'une fois elle vint apporter au mourant, sur les plages qu'elle décrit, le rayon consolateur qui émane si naturellement des âmes pures.

correspondance des plaintes et des regrets. J'aime à sentir cette préoccupation de l'indépendance nationale dans une âme si pure ! J'aime cette politique libérale de l'innocence et de la sainteté. « En considérant l'histoire des peuples, dit-elle quelque part, on découvre à chaque pas des preuves nouvelles et infaillibles de la sagesse et de la toute-puissance de Celui qui mène les choses de ce monde, de cette justice mystérieuse qui surpasse tout entendement humain comme le ciel surpasse la terre. Espérez donc dans le Seigneur, victimes et opprimés ! Connaissiez la main qui peut seule vous donner la délivrance ! Et vous, usurpateurs des droits des vaincus, ne triomphez pas sans trembler des larmes que vous faites répandre. Il vit, il vivra éternellement, celui qui ne demeura jamais sourd aux lamentations du peuple d'Israël. S'il diffère sa justice, devez-vous cesser de croire en lui ? et, s'il sait attendre, votre audace est-elle assurée ? Oubliez-vous que Dieu est patient, parce qu'il est éternel ? »

Le patriotisme était, au reste, une tradition de famille pour Rosa Ferrucci. Lors des mémorables événements qui menacèrent de si près, il y a dix années, la domination autrichienne en Italie, M. Ferrucci quitta sa chaire, lui et ses collègues dans l'Université de Pise, et il partit pour l'armée avec son jeune fils, à la tête de ses élèves spontanément formés en bataillon. Ils prirent part à toutes les batailles de cette malheureuse campagne : d'abord aux victoires, puis aux revers, et ne revinrent à Pise qu'après la bataille de Novare. Voilà des faits trop ignorés dans l'histoire contemporaine de cette infortunée Italie dont tout le monde redit les fautes, mais dont on ne sait pas assez combien elle peut encore enfanter de nobles cœurs.

Reprenons la correspondance :

15 septembre.

« Autant hier j'étais joyeuse, autant je suis triste aujourd'hui. Ton éloignement, le pressentiment d'une séparation inévitable avec mon père et ma mère, mille sentiments contraires dans mon cœur que moi-même je ne puis définir, m'ont fait pleurer. Pauvres femmes ! nous sommes plus faibles que les feuilles arrachées et dispersées par le premier souffle, et, l'enfance à peine finie, notre cœur, qui ne sait qu'aimer et souffrir, est déchiré par mille pensées contraires, joyeuses et tristes. Pardonnez-moi ces plaintes, ô mon Dieu ! non, je ne devrais point pleurer, mais me répandre en actions de grâces !

« Je t'ouvre mon âme, mon Gaetano, parce que tu dois être le soutien de ma vie, partager toutes mes pensées, dissiper mes vaines craintes, être mon conseil et mon guide. Singulière chose ! mes nouvelles espérances ont rendu tous mes sentiments plus ardents et plus vifs. De là me viennent des alter-

<sup>1</sup> *Della Carità Cristiana.*

natives de joie et de tristesse dont jamais jusqu'alors je n'avais connu les mouvements profonds. Que veux-tu? je ne sais comment je pourrai faire pour m'arracher aux bras de ceux qui m'ont élevée et qui m'aiment tant. Tiens, laissons cela aujourd'hui. Je ne puis plus parler de ma mère sans que mes yeux s'emplissent de larmes.

« Il s'approche donc, ce cher octobre! Si je ne puis jouir de la *villegiatura*, je penserai avec bonheur au plaisir que tu y trouveras. Tu vas revoir tes montagnes et ces bosquets de pins que depuis mon enfance j'aime et j'admire sans cesse : au milieu des fleurs, des plantes, des arbres, tu penseras souvent à celui qui nous a créés capables d'aimer le beau et le bien, à celui qui, cette année, t'a ouvert les horizons d'une nouvelle vie où, je l'espère, tu ne trouveras jamais ni regrets ni épines. Oh! comme, selon moi, les beautés des champs rendent facile l'amour de Dieu! qu'il est bon de penser que le même Dieu qui donne les rosées et les pluies fertiles aux campagnes, les feuilles aux arbres, les fleurs et les épis aux champs, est aussi le Père bien-aimé qui nous soutient dans nos peines et invite si doucement notre âme à se reposer en lui! Laisse-moi te parler du bon Dieu, Gaëtano; j'aime tant y penser! »

25 septembre.

« ... Je ne saurais te dire quel plaisir c'est pour moi que de perdre mon regard dans le profond azur des belles matinées dont « *l'aura e dolce senza mutamento*, » et des beaux soirs, alors que les étoiles semblent parler et dire dans une langue sacrée la sagesse de Dieu. La campagne fait du bien à l'âme. En admirant ses grâces et ses trésors toujours nouveaux, nous sommes conduits plus facilement à penser que, si la terre fut créée pour l'homme, l'homme fut créé pour l'amour de Dieu. Je me dis souvent : que sera donc le ciel, s'il y a tant de beauté dans cette pauvre terre où nous sommes moins habitants que voyageurs? »

« ... La veille de la Saint-Jean, tout Florence était illuminée. Ce n'était que jeux et rires bruyants dans le peuple. Tout le monde regardait avidement les illuminations et les feux d'artifices; mais personne ne pensait à admirer le plus bel ornement de la fête : je veux dire la lune, dont la tremblante lumière se reflétait dans l'Arno et grandissait sans mesure les ombres des arbres... »

28 septembre.

« L'année prochaine nous irons ensemble à la campagne. Si tu savais, Gaëtano, comme j'aime tes montagnes avec leurs grands pins, leurs fleurs, leurs ruisseaux et leurs vertes cimes! Je me rappelle toujours l'instant où je les quittai. C'était une matinée de novembre. Les faibles rayons d'un soleil voilé répandaient à l'horizon une pâle lumière, les feuilles tombaient des arbres, la neige de la veille couvrait encore les sommets. Tout était solitude et tristesse dans la nature. Qui m'eût dit alors que, dans ces lieux attristés que je quittais enfant, je reviendrais heureuse avec toi, nouvelle mariée? »

23 octobre.

« Jouis bien de la *villegiatura*, Gaëtano. Ses plaisirs sont mille et mille fois plus doux que ceux de nos villes. Qu'il fait bon monter le soir sur les hauteurs et découvrir de là une grande étendue de ciel encore empourprée des derniers feux du soleil, voir à ses pieds les champs, les bosquets de pins, les pâles oliviers, les ormes jaunis par l'automne, les petites maisons dispersées des paysans avec la fumée de la veillée qui s'échappe du toit, et l'église du village qui semble, par les tintements de sa cloche, *pleurer le jour qui meurt*,

« Il giorno pianger che si muore! »

Je suis loin de tout cela maintenant, mais j'y pense toujours! Je revois toujours notre belle journée de Cuccigliana, notre promenade sur la montagne, ces beaux horizons lumineux et profonds qui me promettaient un joyeux avenir. Que de choses sait dire la nature! comme elle sait parler au cœur! comme elle sait surtout lui parler de Dieu! Fleurs, collines, forêts, terre et ciel, tout est plus beau quand on sait y découvrir la beauté du Seigneur! Combien de fois déjà, mon Gaëtano, ai-je recommencé notre promenade sur le *Serchio*, où le bruissement des feuilles accompagna seul nos longues causeries... Ah! que le Seigneur te bénisse, qu'il te rende heureux, et tous les désirs de ta Rose seront comblés! »

« ... Sais-tu que nous ne perdrons pas au change quand, ayant fini Milton, nous lirons ensemble Virgile. Ce grand homme me paraît bien vraiment

« Il lume è l'onore degli altri poeti, »

comme dit notre Dante. Nous retirerons de cette lecture le grand avantage de pouvoir comparer les principaux épisodes de l'*Énéide* avec les meilleurs passages d'autres poèmes. Je t'assure que je ne regrette point le temps que je donne à mes petites études. Si je devais les recommencer, je le ferais seulement avec beaucoup plus d'application et de soin. Je leur dois les meilleurs plaisirs que j'aie connus; je leur dois surtout d'avoir avec toi la communauté de la vie intellectuelle<sup>1</sup>.

« Depuis que j'ai la liberté entière de m'y livrer, sans avoir à entendre ou à donner des leçons, je ne connais pas de plus vif plaisir que de m'enfermer dans ma petite chambre avec mes livres et mes plumes; et, aux heures mêmes que je dois et que je veux consacrer aux travaux d'aiguille, j'aime encore penser à mes lectures et abrégé le temps par ces bons souvenirs. »

<sup>1</sup> Je me permets d'arrêter un moment l'attention du lecteur à cette pensée. Tel doit être, en effet, le but principal des études de toute femme chrétienne : la communauté de la vie intellectuelle avec son mari, la communauté de la vie intellectuelle avec ses fils.

1 janvier 1857.

« ... Prions Dieu, Gaetano, prions-le de tout cœur aujourd'hui de bénir notre union, nos âmes, nos actions, nos pensées, notre vie. Qu'il daigne nous conserver longtemps ceux qui nous sont chers, éloigner de nous les grandes infortunes, et par-dessus tout ne jamais nous retirer sa grâce. Voilà les vœux que nous formerons ensemble, réunis de cœur, quoique séparés; Dieu verra la sincérité de nos désirs et il les exaucera.

« La sérénité du ciel égaye toute la nature, réjouit aussi nos âmes qui, dans la lumière du soleil, voient comme un reflet de la lumière de Dieu. Je ne me crois pas superstitieuse, Gaetano, et, si l'année nouvelle avait commencé au milieu des éclairs, du tonnerre et des tristes pluies, je n'en aurais certainement pas mal auguré pour l'avenir. Mais maintenant, contemplant le calme et la pureté du ciel et de tout l'horizon, je demande à Dieu de nous donner une vie semblable à cette belle journée, telle c'est-à-dire que rien ne vienne jamais troubler dans nos âmes la paix dont la source est dans le Seigneur comme dans son principe éternel. »

« Je viens d'apprendre la mort d'une bien chère amie. Jeune, bella, richement élevée, fille unique d'une mère qui l'adorait, elle voulut se faire sœur de charité, afin de servir Dieu dans ses pauvres. Pendant dix ans elle a été une mère pleine de tendresse pour les orphelins, et elle vient de mourir dans la fleur de sa vie. Chère et bonne sœur Marie! que j'eusse été heureuse de la revoir! je ne cesse de penser à elle. Schiller dirait ici : « Cessez de pleurer : les larmes ne ressuscitent point les morts. » Ah! que les paroles adressées par le Rédempteur aux affligés ont bien une autre force sur les cœurs! « Bienheureux ceux qui pleurent, parce qu'ils seront consolés. » Plus je médite ces paroles, plus ensuite je regarde la terre dans son renouvellement, la pure lumière et le profond azur du ciel, plus je demeure convaincue, malgré la mort, de l'infinie bonté de Dieu et de la joie ineffable de la vie future. J'entends dire autour de moi que les méchants oppriment les bons; je vois souvent les gens de bien dans l'infortune : ces justes n'auraient donc pas, eux aussi, leur jour et leur récompense? Ah! bien souvent le soir, quand je lève les yeux vers les tremblantes étoiles, je pense aux âmes bienheureuses qui sont là-haut, plus haut que les astres, dans l'éternelle jouissance de la vision, de l'adoration et de l'amour sans fin! Si l'homme savait fixer son âme en de telles pensées, quelle chose après cela pourrait le décourager sur la terre? »

« J'ai reçu ce matin ta chère lettre, Gaetano, et, afin que tu ne croies pas que je l'aie trouvée trop sombre, sache que, moi aussi, tout le jour j'ai pensé à la mort, et même que j'ai formellement prié le Seigneur d'être miséricordieux envers moi quand l'heure sera venue de passer du temps à l'éternité, et, je l'espère, *dall' umano al divino*. » On a besoin de s'abandonner

avec une confiance d'enfant entre les bras de Dieu, si l'on veut conserver l'espérance de voir au ciel celui que l'on adore sur la terre. Pour ma part, si, au lieu de penser à lui seul, je me repliais sur moi-même et pensais à moi, je ne sais vraiment où me conduiraient mes réflexions. Mais l'espérance, qui est une vertu chrétienne, est « une ferme attente de la gloire future. » Je veux donc oublier mes craintes et croire que, malgré nos imperfections, nous pourrons goûter un jour, dans le sein de Dieu, un bonheur dont nous n'entrevoions pas même l'ombre sur la terre. Nous connaissons alors dans quelle surabondante mesure sont récompensés les efforts, même faibles, des amis du Seigneur. Nous connaissons comme ici-bas tout passait inévitablement avec nous, comme cette vie terrestre se dissipait plus légère qu'un songe, comme il ne reste à l'homme, après la mort, que l'amour, cette partie ailée de l'âme, que Dieu veut toute pour lui. Je crois même plus : je crois que l'amour qui unira là-haut nos âmes et les confondra ne sera pas tellement absorbé dans la contemplation de l'Essence divine, que la douceur de nous aimer encore nous échappe et s'évanouisse pour nous. Je crois, au contraire, que ce sera le triomphe de l'amour d'être et de durer en Dieu, et d'unir dans un même cantique de reconnaissance les âmes que Dieu avait faites pour s'aimer. »

---

« Encore des tristesses. Mathilde est morte <sup>1</sup> ! Hélas ! comme nous nous aimions ! C'était un ange ! C'est nous qui souffrons, car pour elle c'est tout bonheur que d'avoir quitté la terre ! Elle n'a pas fait entendre une plainte ; elle a trouvé dans l'amour de Dieu toute force et toute paix. Son âme s'ouvrait si facilement à la joie ! La veille de sa mort elle voit un bouquet de fleurs : « Que de belles choses a faites notre Dieu ! » dit-elle seulement. On voulait annoncer à son père la gravité de son état. Elle s'y est constamment opposée pour épargner à ce pauvre père le déchirement du dernier adieu. Voilà des exemples ! »

« ... Quand l'orage fut venu sur nous <sup>2</sup>, deux effroyables coups de tonnerre éclatèrent à la fois. Je te dis toutes mes pensées, Gaëtano : je t'avouerais que je crus ne pas arriver à Pise. Elle est terrible cependant, la pensée de la mort, quand tout nous rappelle la toute-puissance de Dieu. Je tremblai en pensant à l'éternité ; je vis mon néant et que mon unique refuge était dans le sein même de Dieu ; je m'y jetai de toute mon âme. J'avais sur moi mon crucifix. Sans que personne s'en aperçût, je le tirai de mon sein, et, le cachant dans ma main, je le pressai contre mes lèvres. Je sentis alors quels secours la religion nous donnera dans les derniers instants de la vie, car je repris tout aussitôt courage et je ne craignis plus rien... »

---

« Chaque jour te ramène, Gaëtano, à l'anniversaire douloureux dont tu me parles dans ta dernière lettre. Je te prie et te conjure de ne permettre à

<sup>1</sup> Mathilde Manzoni, fille du célèbre auteur des *Fiancés*.

<sup>2</sup> Mademoiselle Ferrucci revenait avec ses parents de Livourne à Pise. Un violent orage les suprit ; c'est le sujet de cette lettre.

ton cœur que le sentiment de la résignation. Pense que nous reverrons au ciel ceux qui nous furent enlevés sur la terre, et que les douleurs d'ici-bas sont les moyens par lesquels nous devons arriver à la béatitude sans fin. Je te dis ces choses, non pour te prêcher la patience, il ne me conviendrait pas de le faire, mais pour te donner une parole de soutien, car je sais tout ce que tu as souffert, tout ce que tu souffres encore dans le secret. La multitude des affaires et des devoirs extérieurs n'empêcheront pas les douloureux souvenirs de s'emparer de ton âme. Il n'y a donc qu'à offrir ses peines en sacrifice et à croire qu'elles nous rendent plus digne de l'amour divin. Si je partageais déjà ta vie, je ferais tout au monde pour te soutenir et t'encourager ces jours-ci. En attendant, efforçons-nous tous deux de réduire chaque année nos imperfections et de dégager en nous l'amour de Dieu. Nous parviendrons ainsi, mon Gaëtano, sinon sans crainte, du moins sans remords, à ce point solennel de notre vie qui la terminera. Daigne le Seigneur, comme un jour il nous unira sur la terre par des nœuds sacrés, nous unir de même un jour dans le ciel ! »

21 janvier (trois jours avant le commencement de sa maladie).

« ... Vraiment il faut être toujours prêts à mourir quand et comme Dieu veut, et l'aimer, lui, infiniment plus que toutes les choses de ce monde qui passent avec notre frêle existence. Notre âme immortelle n'est pas faite pour cette terre où tout n'est que brièveté, dispersion, changement; par le fond même de sa nature, elle demande le ciel. Pour moi, vive ou morte, en ce monde ou en l'autre, je serai toujours à toi, mon Gaëtano, dans l'amour que Dieu connaît et bénit ! »

Cette lettre est la dernière qu'ait écrite Rosa Ferrucci.

Je n'ai pas besoin de faire sentir à celui qui a lu cette douce et pieuse correspondance, combien vers la fin elle incline fortement au ciel. Était-ce pressentiment de la mort ? Peut-être. On ne saurait nier à certaines âmes la grâce d'avoir entendu de loin le rappel de Dieu. Pour moi, j'y crois reconnaître le mouvement naturel d'un amour très-pur dans une âme élevée. Il y a des âmes qui trouvent Dieu partout. L'âme dont je parle était de celles-là, et, depuis son enfance, tout ce qui était beau sur la terre n'avait été pour elle qu'un voile destiné à tempérer l'éclat de la beauté éternelle. Quand cette âme commença d'aimer, dans ces régions nouvelles et inconnues, à travers les premiers étonnements et les premiers rêves, elle retrouva bientôt le visage divin, mais cette fois plus brillant que jamais, plus vivant, plus irrésistible, et le chaste élan qui l'avait portée vers les espérances de la terre passa outre et l'entraîna au ciel.

Il ne faut point s'étonner de cet attrait céleste, ni entreprendre de le nier parce qu'on aurait le malheur de ne le point sentir. Il est dans la logique de notre cœur, et je crois qu'il y a peu d'âmes qui, à

des degrés divers, n'en aient éprouvé la puissance. La philosophie antique l'avait connu. Il n'y a rien de plus pur et de plus immortel dans sa gloire que d'avoir exprimé par la bouche de Platon, son roi, la marche de l'amour à partir des corps et des âmes jusqu'aux idées et jusqu'à Dieu, et saint Augustin, qui avait dans son cœur l'Évangile de Jésus-Christ, n'avait pas repoussé cette part de l'héritage antique. Qui n'a lu souvent l'entretien d'Ostie, où deux âmes saintes, à partir de l'amour qui les unissait sur la terre en virent à toucher le ciel? « Colloquebamur ergo soli valde dulciter... et dum loquimur et in-  
« hiamus illi (regioni æternæ), attigimus eam modice, *toto ictu cor*  
« *dis*<sup>1</sup>. » C'est cet élan, c'est ce coup d'aile que je veux dire, c'est lui, je le crois, qui avait emporté l'âme de la sainte fiancée vers le désir de cette région éternelle où se rassasient tous les désirs.

L'instinct céleste ne la trompait point. Deux jours après celui où elle écrivait la dernière lettre qu'on vient de lire, un souffle mortel la toucha, et elle fut saisie d'une petite fièvre qui n'inquiéta d'abord que le cœur toujours inquiet d'une mère. Cependant, dès le premier jour, elle lui avait dit : « Prends mon petit écriin, et garde-le en souvenir de « moi. » Cette parole pouvait effrayer, venant d'une âme si clairvoyante. La maladie prit tout à coup un caractère alarmant. Les médecins reconnurent la *miliare*, maladie terrible qui désolait alors la Toscane, et semblait ne vouloir que des victimes de choix. La jeune malade avait deviné la gravité du mal; aussitôt elle demanda les sacrements, et reçut avec un humble et tendre amour la visite suprême de ce Jésus dont le sang ne nous manque jamais, depuis le berceau de notre enfance qu'il sanctifie, jusqu'au lit de mort où il nous console.

La malade se sentit mieux. — « Grand et beau jour, dit-elle; si je « reviens à la vie, je ne l'oublierai jamais! Quelle force dans le saint « viatique! ma bonne mère, combien notre religion est douce et con-  
« solante! Ah! crois-le bien, si quelqu'un craignait la mort, il ne la « pourrait plus craindre après avoir reçu l'eucharistie! » — Alors, elle appela son fiancé : « Gaëtano, s'il est dans le bon plaisir de Dieu que « nous soyons unis sur la terre, il me guérira; mais, s'il a disposé de « nous pour d'autres desseins, alors, mon Gaëtano, il faudra nous ré-  
« signer et adorer sa volonté sainte, n'est-ce pas? » Le jeune homme n'eut pas la force de répondre. — Un frère de Rose devait arriver de Florence : « Range la chambre, dit-elle à sa mère, et remets sur ma table « ce que l'on en a enlevé pour faire l'autel : je ne veux pas que ce « pauvre Antonio voie en entrant qu'on vient de m'administrer; mais « écoute, chère mère, regarde toujours cette petite table comme une

<sup>1</sup> Saint Augustin, *Conf.*



« chose sacrée, car elle a porté le corps de Jésus-Christ. » — Toute cette journée elle tint la main de sa mère, et ne parla que de la joie d'avoir reçu la sainte communion. Sur le soir, elle se rappela que, durant le jour, elle devait visiter tels et tels pauvres; ce souvenir l'agita, et elle ne put retrouver la paix que dans l'assurance qu'on enverrait, avant la nuit, porter à ces pauvres les secours accoutumés. Elle commença dès lors de s'entretenir avec Jésus-Christ, et de lui parler avec une ardeur que le feu de ses souffrances rendait plus brûlante. — O Jésus, ce lit me semble une flamme; mais non, je ne  
 « me plaindrai pas! vous voulez que je vous serve dans la souffrance,  
 « je vous servirai dans la souffrance! Vous le savez, je ne pleurerais  
 « pas sur ma mort, si je ne laissais ceux qui m'aiment dans une si  
 « grande affliction. Si je devais être une bonne épouse chrétienne, je  
 « vous dirais : Seigneur, guérissez-moi! Mais qu'est-ce que je de-  
 « mande? Non! que votre volonté soit faite et non la mienne! » —  
 Au milieu de la nuit, voyant penchée toujours à son chevet l'ombre de sa mère, elle s'écria : « L'amour héroïque des mères! » — Elle admirait les moindres choses qu'on faisait pour elle : « Pauvre mère!  
 « pauvre Gaëtano! quels soins ils ont pour moi! ils se privent pour  
 « moi de sommeil! ils ne pensent qu'à moi! Mère, que dis-tu de mon  
 « Gaëtano? ah! je sens bien maintenant que j'eusse été heureuse avec  
 « lui, car plus je le connais, plus je sens qu'il m'aime... comme tu  
 « m'aimes. » — Elle demanda qu'on récitât des prières auprès de son lit, et elle-même commença tout bas les prières des agonisants. Sa mère l'interrompit : « Rose, ma fille, pourquoi ces tristes prières?  
 « Tu guériras, mon enfant; ne pense donc pas toujours à la mort. » Elle répondit : « Ah! si tout le jour je n'ai pu penser qu'à la mort,  
 « si Jésus me veut, ne faut-il pas que je sois prête? » — Elle souffrait beaucoup : un moment la nature l'emporta, et elle se plaignit. Son fiancé lui dit : « Rose, pense à ce qu'a souffert le Seigneur! — Ah!  
 « merci, Gaëtano! que ce souvenir me soulage! merci! »

L'aube du jour suivant n'apporta qu'un redoublement du mal. Trois savants médecins voyaient leurs efforts échouer contre sa violence. L'un d'eux aimait cette jeune fille comme son enfant et pleurait. La malade fut prise du délire : « Allons! allons! s'écriait-elle, chère  
 « maman, adieu! ma maison n'est pas ici, ma maison est là-haut!  
 « Allons! partons! adieu! » Elle répétait ces mots tantôt en français, tantôt en italien. Elle pleurait sur le malheur d'une pauvre veuve qu'elle voyait abandonnée dans ses rêves; puis, tout à coup, c'était une orpheline dont elle recueillait le berceau, et qui lui arrachait des larmes. Rien ne pouvait calmer ce délire encore plein des souvenirs et des images de la charité. — Un moment elle sembla voir l'échelle de Jacob, et s'écria : « Mais moi, serai-je assez pure pour monter avec

« ces anges ? puis-je avancer ? puis-je me mêler à leurs chœurs après « m'être apprêtée aux noces de la terre ? » — Elle reprit alors sa connaissance et sembla sortir des songes. Elle demanda qu'on lui lût un chapitre des *Fioretti*, de saint François, sur la sainte persévérance ; et, comme on faisait cette lecture, elle s'écria tout à coup, frappée d'horreur et d'épouvante : « Ah ! les mauvais esprits ! les mauvais « esprits ! (Gli spiriti maligni ! ) » Sa mère accourt, l'entoure de ses bras, la serre contre son cœur, et lui dit : « Ecoute ta mère, Rose, ma « chère fille ! Pourquoi ces cris ? pourquoi ces frayeurs ? Tu n'as pas « à craindre les esprits maudits, chère enfant, et ce ne sont pas des « démons qui entourent ton lit, mais les anges du ciel ! N'as-tu pas « toujours aimé Dieu ? n'as-tu pas aimé les pauvres ? n'as-tu pas été « une obéissante et sage enfant ? » Mais elle, d'un œil sévère : « Tais-« toi, ne me tente pas d'orgueil. » Et son visage se couvrit des ombres de la plus profonde et de la plus austère humilité.

Le délire la reprit. Des transports violents l'agitaient. Ni paroles ni remèdes ne la calmaient plus. À bout de ressources, sa pauvre mère lui dit : « Rose, vois, je n'en puis plus. Si tu te calmais un peu, je « pourrais reposer ma tête sur tes mains et dormir. Calme-toi, mon « enfant, pour moi ! » Et, disant cela, elle faisait semblant de sommeiller ; dès lors, la pauvre enfant fit silence : l'amour fut plus fort que le délire.

Un long assoupissement suivit ; une pâleur d'ivoire se répandit sur ses traits : le voile de la mort parut descendre sur son front. La victime était prête. Cependant il n'y a point de victime sans sacrifice, et il n'y a point de sacrifice sans douleur. Le Christ a tremblé, il a pleuré, il a été triste jusqu'à la mort à Gethsémani. L'heure du sacrifice sanglant était venu pour la jeune chrétienne : elle sentit le froid du glaive, mais encore une fois l'amour demeura vainqueur. Tout à coup elle s'éveille, ouvre de grands yeux effrayés, un retour de vie ardent et violent empourpre son visage et illumine son regard. Elle semble sortir d'un rêve et comprendre alors pour la première fois. « Il le faut donc ! s'écrie-« t-elle, il le faut ! il faut mourir ! il faut laisser la maison de mon « père ! il faut laisser mon fiancé ! Mais non ! je dois vivre avec lui, je « dois le rendre heureux ! » Un torrent de larmes couvre son visage ; un cri fort comme l'amour s'échappe de sa poitrine : « Adieu, Gaëtano, « adieu ! nous ne nous verrons plus ! » C'était une lutte terrible dans ce pauvre cœur. Des apprêts funèbres avaient tout à coup remplacé les joyeux apprêts des noces. La fiancée semblait enlacer ses doigts mourants dans les tresses de la couronne nuptiale et les serrer convulsivement. — Cependant, si Dieu le veut ?

Sa mère approche de ses lèvres une image de la Vierge du Bon Conseil, que la jeune fille avait auprès de son lit. Elle la baise. Aussitôt

elle se calme, joint les mains, baisse la tête, et demeure dans un profond silence. Que se passa-t-il alors dans la partie supérieure de cette belle âme? Le regard seul de Dieu est assez saint pour connaître de tels secrets. Ce qu'il y a d'assuré, c'est qu'après ce grand silence la jeune mourante prononça d'une voix haute et ferme : « *Fiat voluntas tua.* » Et, à partir de ce moment, le nom de Gaëtano ne fut plus sur ses lèvres.

Elle récitait les litanies de la Vierge. A l'invocation : « *Janua coeli, ora pro nobis,* » elle serra les mains de sa mère, et sourit. Vit-elle alors les portes éternelles s'ouvrir?

Le prieur de Saint-Sixte, son confesseur, était à son chevet. Elle demanda l'extrême-onction, et répondit très-distinctement à toutes les prières. Puis elle s'écria : « *Voici la résurrection du chrétien ! merci, mon Dieu ! Ah ! maintenant, je suis bien contente !* » Une grâce extraordinaire de paix et de force sembla dès lors être descendue dans son âme. On ne la soutenait plus : c'est elle qui consolait et soutenait tous les siens. La pauvre mère, folle de douleur, s'était jetée sur son sein : « *J'espère encore, disait-elle en sanglotant, oui, ma Rose. j'espère encore te guérir; mais, si Dieu ne le voulait pas, prie-le. ah ! supplie-le de me rappeler aussi dès maintenant. Je ne veux, je ne puis vivre sans toi !* » — Alors la jeune malade : « *Non, mère, tu ne dois point désirer la mort. Trop de devoirs te restent à accomplir sur la terre... rappelle-toi la mère des Machabées.* » Puis, étendant la main et la posant sur la tête de l'infortunée : « *Je bénis celle qui tant de fois m'a bénie ! O Vierge Marie ! faites que la douleur de cette pauvre mère se change en consolation des pauvres, des affligés et des malades; et vous, ô mon Dieu ! faites que tous nous adorions jusqu'à la fin vos saints décrets.* » — Elle tira d'un de ses doigts une petite bague, et dit à sa mère : « *Garde-la en souvenir de moi ;* » et, lui remettant l'anneau de ses fiançailles, elle dit seulement : « *Rends-le à qui tu sais... c'est une belle âme.* » Mais elle ne prononça point son nom.

La fin approchait. Ses parents, ses amis, entouraient son lit. Tout le monde pleurait. Elle dit en souriant : « *Vous êtes tous autour de moi, j'en suis bien heureuse : merci !* » Puis, tout à coup : « *Qui veut mes cheveux ?* » — Personne n'osait répondre. Un long regard, comme de reproche, parcourut tous ces visages baignés de larmes. Une voix cria : « *Moi !* » Rose la reconnut, et dit : « *A ma mère !* »

Elle appela d'un signe le prieur de Saint-Sixte, et lui dit tout bas : « *Je vous prie de revenir ce soir auprès de ma pauvre mère et de faire vos efforts pour la consoler.* » — Dès lors elle sembla se retirer aux pieds de Dieu et ne parla plus qu'à lui seul. Elle disait : « *Je souffre, mon Jésus, mais tout pour votre amour ! Je ne crains pas l'Enfer, parce*

« que je vous aime trop ! Je suis dans le feu, je suis dans les flammes !  
 « Ah ! Jésus, brûlez-moi, consommez-moi par les flammes de votre  
 « amour ! » Ces saintes exclamations ne sortaient plus qu'avec peine  
 de sa poitrine oppressée. Une dernière fois, enfin, elle se ranima.  
 La mort luttait péniblement contre une si forte et si chaste jeunesse.  
 Cette fois, la jeune mourante parla vraiment le langage des saints, et  
 ses adieux à la terre furent dignes d'une sainte Catherine de Sienne : —  
 « Seigneur, dit-elle, bénissez tous les hommes ! bénissez cette cité  
 « de Pise ! bénissez son peuple ! bénissez son évêque et ses pasteurs !  
 « bénissez l'Eglise catholique ! bénissez le Souverain Pontife ! bénissez  
 « ses ministres et ses enfants ! ayez pitié des pauvres pécheurs !  
 « éclairez les hérétiques ! soyez miséricordieux envers ceux qui  
 « croient en vous, miséricordieux aussi envers ceux qui ne croient  
 « pas ! Pardonnez à tous ! soyez un père d'amour pour les bons et pour  
 « les méchants ! Ayez pitié de mon âme, ô Vierge immaculée ! Donnez  
 « à tous votre paix, ô Jésus-Christ !... Je leur laisse la paix. » —  
 Elle se tut. Ses yeux se voilèrent ; ils ne voyaient déjà plus les choses  
 d'ici-bas, mais des clartés meilleures commençaient à se lever : « Oui,  
 « oui, murmurait la mourante, je vois maintenant, je commence à  
 « voir la sainte Jérusalem ! O les anges ! oh ! que d'anges ! quelle  
 « beauté ! — Oui, certes, volontiers mon Dieu !... Où suis-je ?  
 « qui m'appelle ? où donc ?... Partons ! sortons, mon Dieu ! allons !  
 « en avant !... *Andiamo ! andiamo ! avanti !...* » La parole s'évanouit  
 sur ses lèvres ; elle fit le signe de la croix, baisa le crucifix, et les  
 yeux mortels la cherchaient encore sur la terre, que déjà elle suivait  
 l'Agneau dans les chœurs éternels des Vierges.

Telle est cette belle mort, dont nous tenons chaque détail et  
 chaque mot de celle qui, après avoir vu le sacrifice, n'obtint point de  
 mourir, et dut, comme Marie, redescendre vivante du calvaire.

Serai-je pardonné si j'ajoute quelques réflexions à ces lettres et à ce  
 récit ? J'avais dit en les commençant qu'ils glorifiaient, selon moi, le  
 christianisme dans la double transfiguration de l'amour et de la mort.  
 Il me semble davantage encore, après les avoir achevés, que c'est  
 bien leur caractère et leur vertu.

Oui, c'est la gloire du christianisme d'avoir rendu possible, fré-  
 quente, cette sainteté de l'amour que la philosophie antique pour-  
 suivait dans ses rêves, mais dont elle n'avait jamais ni contemplé ni  
 donné l'exemple. C'est la gloire du christianisme d'avoir si bien  
 instruit, si bien dirigé le cœur de l'homme, qu'il en a fait ce cœur à  
 la fois si virginal et si fort, capable d'aimer plus et mieux que jamais  
 tout ce qu'il faut aimer sur la terre, et capable à la fois de l'aimer

toujours moins que Dieu ! C'est la gloire du christianisme d'avoir fait qu'une enfant, non pas un philosophe, non pas un poète, mais une simple et pieuse enfant réalise sans le savoir, dans son cœur, tout ce que la sagesse des hommes avait conçu de plus sublime : le passage continu, incessant de l'amour, des ombres de l'être et de la beauté à l'être infini et à l'infinie beauté, des « fantômes divins, » comme parle Platon, à la réalité éternelle. C'est la gloire du christianisme d'avoir en toutes choses ouvert à l'homme un chemin vers Dieu, de lui avoir enseigné à se faire de toutes ses affections comme autant de degrés pour arriver à l'amour absolu : « Ascensiones in corde suo disposuit <sup>1</sup>. » C'est enfin la gloire du christianisme d'avoir fait ce prodige, qu'une sainteté si extraordinaire, une perfection si au-dessus de l'homme, ne détruisent ni ne gênent en rien les pures affections de la terre, en telle sorte que les saints ne vont pas à aimer Dieu seul à force de n'aimer personne, mais à aimer tout le monde plus qu'eux-mêmes, à force d'aimer Dieu plus que tout !

Si l'on veut, après cela, méditer sur la nature intime et sur l'histoire de notre cœur abandonné à lui-même, on sera contraint d'avouer qu'il y a là une véritable transfiguration,

Et, pour la mort, je trouve cette transfiguration plus frappante encore, s'il est possible. La mort a appris sur la croix que sa dernière raison est d'être l'auxiliaire de l'amour. Une fraternité indissoluble s'est établie là entre ces deux grandes forces, et l'amour y a reçu mission de transformer la mort en sacrifice. Voilà pourquoi la statue idéale du chrétien mourant ne serait pas le *gladiateur antique* tombant résigné, mais passif; le front baissé, fixant d'un œil éteint la terre qui se dérobe, inquiet des lenteurs du néant, plongeant du cœur dans la nuit éternelle. Non, son idéal, c'est le crucifié mourant debout, plus haut que terre, « exultatus a terra, » dans l'attitude du prêtre à l'autel; les yeux levés vers son Père, pardonnant aux hommes, les aimant jusqu'à son dernier soupir; acquiesçant à sa mort, la voulant lui-même, faisant lui-même la solennelle remise de son âme entre les mains de Dieu, à la fois sujet et roi de sa mort, à la fois victime et pontife.

Voilà la fraternité chrétienne de l'amour et de la mort !

De là vient qu'à travers les différences des âges, des conditions, des génies, toutes les saintes morts se ressemblent ; c'est toujours l'amour dirigeant la mort et la transfigurant en sacrifice. Nous venons de raconter les derniers instants d'une fiancée qui meurt en sacrifiant à Jésus-Christ sa couronne nuptiale ; naguère nous suivions, à travers

<sup>1</sup> Ps. LXXXIII.

des larmes d'admiration, le récit d'une autre mort, plus grande, plus célèbre, plus saisissante<sup>1</sup>. Or pensez-y : quel rapport trouver, ce semble, entre les derniers instants d'un saint religieux. d'une forte et grande âme, d'un orateur illustre, et les dernières heures d'une pauvre jeûne fille, forte seulement de son innocence ? Et cependant j'ose rapprocher ces deux morts, et, plus je les regarde, plus je trouve qu'elles se ressemblent, qu'elles se confondent dans un même sentiment qui les domine : elles sont toutes deux un sacrifice, et un sacrifice conduit par l'amour. Sacrifices bien différents, je le veux ; victimes bien inégales, je le sais. Quelle paix dans la mort du bienheureux Père de Ravignan ! ou plutôt quel triomphe de la volonté chrétienne sur la mort ! Comme il la domine ! comme il en surveille lui-même les moindres apprêts ! Comme il parle de « cette dernière affaire qu'il « s'agit de conduire, comme toutes les autres, avec décision et énergie. » Comme il règle l'ordonnance de son sacrifice ! comme il l'offre lui-même ! Quand a-t-il plus vécu que sur ce lit de mort ? quand a-t-il plus veillé que dans ce prétendu sommeil ? Il y est si fort et si actif, qu'il paraît commander à la mort même ; semblable en ce trait, autant qu'il était possible, au Christ sur la croix, que la mort, disent les Docteurs, n'osa approcher que par son ordre formel. Quel amour, enfin, dans ses moindres paroles et dans ces désirs du ciel dont il se reproche l'impatience et la vivacité ! Pour moi, je le crois voir accueillant la mort à laquelle il s'exerçait depuis plus de trente ans, avec ce sourire austère et doux dont le charme était si extraordinaire.

La jeune fiancée de Pise est loin de cette sévère grandeur. Il y a des larmes, il y a des regrets dans ses derniers adieux ; il y a un nom de la terre qui l'accompagne jusqu'aux confins du ciel. Elle ne commande pas à la mort, elle lui obéit ; et cependant là aussi je vois un autel, une victime, un sacrifice. Là aussi je vois la volonté, plus tremblante, plus surprise, sans doute, que dans le grand religieux, mais armée aussi par l'amour, finissant par *conduire elle-même la dernière affaire*, et par absorber la mort dans sa victoire. — Encore une fois, que devient la mort dans de telles morts ? où est-elle ? il semble qu'elle disparaisse : « Ubi est, mors, victoria tua ? ubi est stimulus tuus ? ab-  
« sorpta est ! »

Laissons notre âme s'enivrer d'espérance au récit des saintes morts ; livrons-nous sans craintes à l'attrait qu'elles nous donnent pour la vie future. Sans doute, bien vivre est le secret de bien mourir, et notre imperfection ne nous permet pas de traiter la mort comme peuvent

<sup>1</sup> Ces lignes furent écrites peu de jours après la mort du R. P. de Ravignan. Nous les donnons aujourd'hui telles que la première émotion les avait faites, persuadé que le temps ne saurait enlever aux vertus des saints leur éternelle actualité.

faire les saints. Mais enfin l'amour qui transfigura leur mort est au moins commençé dans nos âmes; il y peut grandir, et, l'heure venue, il peut transformer aussi pour nous les défilés suprêmes en régions de lumière et de paix.

Parmi les peintures que l'on a trouvées dans les catacombes de Rome, il en est une qui m'a toujours frappé par son sens profond : c'est une croix ornée de pierreries, de laquelle sortent de toutes parts des tiges de roses qui s'épanouissent autour d'elle et dissimulent sa sévère nudité<sup>1</sup>. On trouve très-rarement la croix dans les catacombes. Peut-être craignait-on, pour la jeune foi des néophytes, la vue de cet instrument de supplice encore odieux à toute la terre, et traîné journellement dans les rues pour le supplice des esclaves. C'était sans doute pour ménager la transition de l'horreur à l'amour que le génie chrétien avait recouvert cette croix de pierres précieuses et de roses épanouies, rouges encore d'un sang versé par l'amour divin pour le salut des hommes. Quoi qu'il en soit, ce symbole me semble exprimer grandement la transfiguration de la mort par le christianisme. Néophytes que nous sommes, néophytes de la mort et de la vie future, regardons le moment suprême comme une croix que Jésus et les saints ont couverte pour nous d'encouragements et d'espérances. Quand les enfants des chrétiens s'étonnaient de voir un gibet sur l'autel, leurs pères leur montraient les diamants et les roses, et leur parlaient de l'amour du Sauveur. Si la mort nous effraye dans sa nudité austère, regardons à l'amour qui peut la transfigurer et en faire la plus belle heure, la plus riche surtout de la vie!

Rosa Ferrucci fut pleurée. Des écrivains, des poètes, toutes les feuilles publiques de la Toscane, chantèrent et racontèrent sa mort; on composa en son honneur des inscriptions; les Italiens savants

<sup>1</sup> Deux de ces croix diamantées et fleuries ont été découvertes parmi les fresques du cimetière de Saint-Pontieu, dont l'origine paraît être antérieure au troisième siècle. L'une d'elles surmontait un autel; l'autre, placée au fond d'un baptistère, est, par sa beauté savante, l'un des monuments les plus estimés de l'archéologie chrétienne. Elle est couverte dans toute sa hauteur et sur les deux bras de pierres précieuses bien figurées, alternativement carrées et ovales. Les deux bras supportent des flambeaux dont la flamme est largement indiquée; ils soutiennent aussi deux petites chaînes à l'extrémité desquelles sont suspendus l'alpha et l'oméga traditionnels. Du pied de la Croix jusqu'à la hauteur des bras naissent à droite et à gauche des tiges de roses, chargées de leurs feuilles et de leurs fleurs. Enfin l'arbre de la Croix plonge de trois pieds dans une eau toujours égale et limpide qui semble maintenant encore, après quatorze siècles, attendre l'immersion des catéchumènes.

La découverte, dans un baptistère, de cette Croix enveloppée de richesse, de lumière et d'amour, autorise nos conjectures sur la signification qu'elle devait avoir à l'égard des néophytes. Cette précieuse fresque est reproduite avec soin dans le grand ouvrage de M. Perret sur les catacombes de Rome.

excellent en ce genre peu cultivé parmi nous, et je transcris l'une d'elles, qui m'a paru touchante :



INTEGRI • PVERI • TENERAE • VIRGINES  
 HONESTATE • LACRIMIS  
 TVMVLVM • ROSAE • FERRVCCIAE  
 PVELLAE • SVAVISSINAE  
 POLITIONIBVS • ARTIBVS  
 SVpra • FOEMINARVM • MOREM • EXCVLTAE  
 QVAE  
 SVB • IPSVM • CONNVBIVM  
 DVM • INSVETA • GAVDIA • TACITO • PECTORE • EXCIPERET  
 IVVENILES • EXPLEVIT • ANNOS  
 SECVRA

*Secura!* belle parole, pleine de paix! moins belle cependant qu'un seul mot que je lisais naguère sur un marbre brisé des catacombes romaines<sup>1</sup>, et que je déposerai, pour ma part, sur la tombe de celle qui passa des fiançailles de la terre aux noces du ciel. — Il s'agissait aussi d'une jeune chrétienne. Était-elle *promise* comme Rosa Ferrucci? Est-ce la main d'un fiancé qui ferma sa tombe? Le mot dont il s'agit devait-il indiquer sa gloire virginale, ou ce mot était-il son nom? le petit marbre ne le dit point. Tout ce qu'on sait, c'est que la main qui descendit dans les galeries sacrées les restes de la jeune morte, après avoir marqué le lieu de son repos, prit un fragment de marbre, l'appliqua contre l'ouverture, le fixa par un peu de terre, et, choisissant un mot parmi ceux que l'Évangile venait d'apporter ou d'expliquer au monde, elle grava ces cinq lettres :

« CASTA. »

L'abbé HENRI PERREYVE.

<sup>1</sup> Ce fragment est aujourd'hui conservé parmi les *monumenta vetera christianorum*, dans la galerie du Belvédère, au Vatican.



# LE MONTÉNÉGRO

## ET SES PRÉTENTIONS A L'INDÉPENDANCE

---

Le mouvement européen n'offre actuellement rien de plus remarquable, à notre avis, et de plus digne de l'attention de l'Occident, que le travail de formation ou de régénération qui s'opère au sein des nationalités slaves. Courbées toutes pendant des siècles sous le joug asiatique et vouées à l'existence la plus misérable; en proie, les unes aux Mongols, les autres aux Turcs, elles ont toutes relevé la tête et ont lutté pour rentrer en possession d'elles-mêmes; quelques-unes y sont parvenues, d'autres combattent encore. Jamais leur aspiration vers la civilisation ne fut plus prononcée. Tandis qu'après s'être élevée au rang des grandes nations l'une d'elles est tout occupée de réformes intérieures, les autres, moins importantes, mais chez qui le sentiment d'une noble indépendance s'est ranimé, sont fortement travaillées du besoin de se dégager des entraves qui les retiennent et de marcher à la conquête des progrès accomplis par les peuples chrétiens.

### I

Au nombre de ces peuples slaves que le mouvement fébrile de la vie signale ainsi à l'Europe, il en est un qui se montre presque sans interruption, depuis quelque temps, sur la scène politique. C'est le peuple du Monténégro, ou, comme ces montagnards s'appellent eux-mêmes, les *Tchernogortsi*<sup>1</sup>.

Quand ce n'est pas par la guerre qu'ils occupent d'eux l'Europe, c'est par la diplomatie. Or la guerre, chez eux, n'a guère lieu qu'avec la Turquie; il est rare qu'une année s'écoule sans ajouter un chapitre à l'histoire de la lutte qu'ils soutiennent depuis quatre cents ans et plus contre les Ottomans. En effet, on peut dire que depuis la fatale

<sup>1</sup> Nous adoptons, pour tous les noms propres, l'orthographe française qui se rapproche le plus de la prononciation serbe.

journée du Kossovoë Polié (Champ aux Merles), en 1389, qui vit s'accomplir la ruine de l'empire serbe par les premières hordes turques préluant à la prise de Constantinople, les Monténégrins n'ont pas un seul moment déposé les armes. Ils se les passent de père en fils, avec un mot d'ordre qui est toujours le même : Haine et guerre aux Turcs !

Ce n'est pas que les Monténégrins n'aient guerroyé, dans l'occasion, avec d'autres peuples. Maintes fois et jusque dans ces dernières années, ils ont combattu l'Autriche; du temps de l'empire, ils ont lassé les meilleures troupes françaises : le traité de Presbourg ayant réuni leurs montagnes avec la Dalmatie et l'Illyrie, ils refusèrent de s'y soumettre, et Marmont, Molitor, Lauriston, ne purent vaincre leur résistance.

Mais ce ne sont là, en quelque sorte, que des accidents. Leurs ennemis éternels ce sont les Turcs, ce qui s'explique aisément non-seulement par la différence, mais encore par l'antagonisme de race et de religion. Aujourd'hui que leurs aspirations vers un état de civilisation supérieur deviennent plus vives, la lutte prend un caractère plus ardent que jamais.

Une des conséquences des guerres incessantes du Monténégro contre la Turquie, c'est un déplacement incessant de frontières. De là, la plupart du temps, des négociations diplomatiques auxquelles l'Europe est appelée à prendre part, et il est probable que guerres et négociations se renouvelleront tant que les Monténégrins n'auront pas obtenu satisfaction sur les deux points qui motivent leurs prises d'armes.

Les Monténégrins réclament formellement, d'abord, la reconnaissance de leur indépendance par la Porte. Ils veulent secondement posséder en propre le lac de Scutari (Skatar des Monténégrins) qui baigne le pied de leurs monts, et qui, par l'abondance des poissons qu'il fournit, devient pour eux une source d'alimentation de premier ordre. Ce qui ne les tente pas moins, ce sont les terres qui l'entourent et dont la possession, en effet, assurerait la tranquillité intérieure du pays. Enfin, un petit port sur la mer Adriatique mettrait le comble à leurs vœux.

La Turquie, refusant de souscrire à ces diverses prétentions dont la première, au moins, est très-soutenable, il en résulte entre les deux États une guerre permanente.

Il serait trop long de faire ici l'énumération de tous les combats que Turcs et Monténégrins se sont livrés depuis leur première rencontre. Dans cette lutte chaque année renaissante, et qui, nous l'avons dit, dure depuis plus de quatre siècles, ces montagnards, quoique inférieurs en nombre aux Turcs, les ont presque toujours battus.

Ce qui est praticable et intéressant à la fois, c'est de suivre les péripéties de leurs guerres avec la Porte depuis le commencement de ce siècle. On verra les Monténégrins, à mesure qu'ils prennent un accroissement sensible en population, passer de la défense à l'attaque et réussir souvent à gagner du terrain sur leurs adversaires.

Depuis la chute de l'empire français et durant la Restauration, les Monténégrins en viennent deux fois aux mains avec les Turcs (en 1819 et en 1821);

En 1831, le district ou *nahia* de Koutcha se détache de la Turquie volontairement et se réunit au Monténégro; et, en 1832, le vizir Mehémet Richid, qui veut reprendre ce pays, est battu à la tête de 3,000 hommes;

En 1835, une poignée de montagnards s'empare du château fort de Jabliak (Zabljak); mais il est rendu quelques jours après à la sollicitation de l'Autriche;

En 1838, le cercle de Grahovo est distrait de l'Hertzigovine et placé sous la protection du vladika; mais peu de temps après les Turcs s'emparent de la Tchernitza et des îles Lessendria et Vranina, sur le lac de Scutari;

En 1859, le vizir Boutchali (Busatlija), commandant un corps de 10,000 hommes, est repoussé; la même année le district ou *nahia* de Skatar se sépare de la Turquie et s'incorpore au Monténégro; mais cette adjonction n'est que de courte durée;

Les Turcs sont battus successivement, en 1840, 1842, 1844, 1847, 1849, et, chaque année, dans nombre de rencontres;

En 1852, la guerre se rallume. C'est Omer-Pacha, alors en Bosnie, à la tête d'une armée, qui souffle sur le foyer toujours mal éteint du Monténégro, et un nouvel embrasement ne tarde pas à se déclarer; voici dans quelles circonstances: A peine de retour de son voyage à Saint-Petersbourg, où il s'était rendu à la suite du décès de son oncle, le vladika Pierre II, le prince Daniel fit savoir aux Monténégrins qu'il réduisait leurs impôts, mais en même temps qu'il modifiait l'ancien mode de capitation, et qu'au lieu de payer une taxe uniforme chacun à l'avenir contribuerait aux charges publiques en raison de sa fortune. Ce changement n'étant pas du goût de tout le monde, l'occasion sembla belle à Omer-Pacha de jeter le trouble et la division dans le pays. Il insinue donc aux habitants du district de Pipéri de se soustraire à l'autorité du prince Daniel, leur promettant non-seulement de les exempter de toute contribution, mais encore de les pourvoir de tout ce qu'ils pourraient désirer. Plusieurs de ces malheureux se laissent séduire par ces offres, et des troupes turques arrivent immédiatement pour les protéger. Daniel apprend ce qui se passe, rassemble en toute hâte un millier d'hommes du district de la Katounska,

marche vers le Pipéri, et, tandis qu'une tribu de la Rietchka s'emparait par surprise du fort de Jabliak, il fond sur un corps de Turcs et d'Albanais réunis, le bat, et couronne sa victoire en accordant généreusement un pardon complet aux réfractaires. La guerre dura jusqu'en février 1853, et elle ne s'arrêta que devant l'intervention de la diplomatie. L'Autriche, appuyée par la France et la Russie, exigea, à Constantinople, par la bouche d'un ambassadeur extraordinaire, le feld-maréchal-lieutenant comte de Leiningen, que le sultan rétablît le *statu quo ante bellum*; et que l'armée ottomane évacuât immédiatement le territoire qu'elle occupait.

Les Turcs se sont défendus contre l'accusation d'avoir poussé une partie du Monténégro à la révolte, et ont donné pour raison de leur attaque la vengeance à tirer de l'Albanais Gioulek, tué par un parti de Monténégrins. Ce chef d'arnaudes, ne trouvant pas suffisante la garnison du poste où il commandait, en partit un jour et se rendit à Mostar (c'était en 1851) pour y faire une levée de volontaires. Il y avait réussi et il s'en retournait avec environ 200 hommes, lorsqu'il fut rencontré par une forte troupe de Monténégrins, qui l'attaquèrent et le tuèrent avec quinze de ses recrues : le reste fut dispersé. Mais cette collision n'avait été, en réalité, pour la Porte qu'un prétexte.

Il y avait deux ou trois ans que le Monténégro ne faisait plus parler de lui, lorsque, en 1855, les regards de l'Europe furent rappelés de ce côté. La provocation venait encore de la Turquie, et, bien que faite seulement sur le terrain de la diplomatie, elle n'en était pas moins inquiétante. Le représentant de la Turquie au congrès de Paris, Ali-Pacha, trouva le moment favorable pour déclarer que la Sublime-Porte considérait le Monténégro comme faisant partie intégrante de l'empire ottoman, mais que toutefois elle n'avait pas l'intention de changer l'état de choses existant. Cette déclaration, devenue encore plus menaçante par la réserve qui l'accompagnait, alarma aussitôt le pays, et provoqua de la part du prince Daniel une protestation qu'il adressa aux puissances contractantes<sup>1</sup>. Quelque temps après le prince, alarmé

<sup>1</sup> Cette protestation, destinée aux divers ministres des affaires étrangères, est ainsi conçue :

Excellence,

Dans les conférences de Paris, en présence des plénipotentiaires de toutes les puissances, Ali-Pacha a avancé que la Porte considère le Monténégro comme une de ses provinces. Cette assertion est insoutenable. Le Monténégro aurait bien plutôt le droit de prétendre à la moitié de l'Albanie et de l'Herzégovine, puisque mes prédécesseurs, princes indépendants du Monténégro, ducs de Zenta, ont possédé autrefois ces territoires, tandis que les Turcs n'ont jamais possédé le Monténégro. Je prie Votre Excellence de prendre acte de cette protestation. Tctinié, 19/31 mai 1856. Le prince de Monténégro et de la Berda :

Daniel P. Niégoch.

des prétentions de la Turquie et ne sachant à quoi s'en tenir sur le résultat de la revendication de ses droits, crut devoir se rendre en personne à Paris, pour réclamer l'appui du gouvernement français.

Les choses en étaient là depuis 1857, époque du voyage du prince en France, et les négociations touchant les points en litige tendaient à un règlement pacifique, lorsque des troubles sont venus à éclater dans les provinces voisines du Monténégro. La Porte se hâta d'envoyer des troupes pour rétablir l'ordre, mais déclara en même temps, sur la question qui lui fut faite à cet égard, que ces troupes n'étaient nullement dirigées contre le Monténégro, envers lequel elle entendait n'employer que les voies diplomatiques. Malgré ces assurances, une armée ottomane a pénétré récemment dans le district de Grahovo et attaqué les Monténégrins. Ceux-ci, bien qu'inférieurs en nombre, se sont défendus avec courage pendant trois jours, et, sur les ordres du prince Daniel, le village de Grahovo a été incendié par ses habitants.

Le sultan, ramené à une politique et moins violente et plus juste par les représentations écrites et verbales de plusieurs gouvernements, a donné ensuite des ordres pour la suspension immédiate des hostilités.

Voilà où en sont aujourd'hui les choses, et telle en est l'importance, qu'on voit avec un vif sentiment de satisfaction le débat prêt à passer du champ de bataille sur le terrain diplomatique.

En effet, de graves complications peuvent sortir de la situation que cet état de choses constitue.

La question devant être soumise aux plénipotentiaires réunis de nouveau à Paris, à l'effet de trancher les difficultés politiques européennes nées des derniers traités, une solution conforme à la justice y sera donnée, nous aimons à l'espérer. Mais, avant de dire sur quoi s'appuie cette espérance, que l'on nous permette une réflexion. A en juger par le bruit que fait le Monténégro, par le renom qu'il s'acquiert, ne dirait-on pas qu'il s'agit d'un État de deuxième ou tout au moins de troisième ordre?... Eh bien, nous allons voir ce qu'il est en réalité.

## II

Le Monténégro, dont nous ne nous arrêterons pas à préciser la situation géographique, est un immense rocher, ou, pour parler un langage plus technique, un massif de montagnes plus élevées qu'aucune de celles des pays qui l'entourent ; leur altitude est telle, en effet, qu'elles dominent la Dalmatie, l'Herzégovine, tout le nord de l'Albanie : même, du haut de certains pics, la vue plane sur toute la Bosnie.

Sur les déclivités de ces montagnes croissent encore, çà et là, quelques-uns de ces conifères dont elles furent sans doute couvertes autrefois en totalité, et dont la masse sombre dut donner au pays le nom, qu'il porte encore aujourd'hui, de *Montagne noire*<sup>1</sup>; mais il ne présente presque partout, actuellement, que des rochers grisâtres dont la nudité est si complète, que les troupeaux trouvent à peine quelques chétives ronces à brouter dans leurs anfractuosités. C'est surtout dans sa région occidentale que le Monténégro se montre d'une aridité tout à fait sauvage. Là, le désert alterne avec les précipices. Ce ne sont que groupes bizarres, qu'entassements capricieux de roches, les unes suspendues sur les pentes, les autres renversées dans les vallons. Au contraire, à l'est, du côté du lac de Scutari, se déroulent de très-riants paysages : cette partie du pays est arrosée par les principales rivières qui viennent se jeter dans le lac, après avoir baigné le pied de quelques forêts magnifiques. Mais ce coin délicieux n'est qu'une exception dans l'ensemble. De tous côtés il est enserré par le désert sous sa forme la plus imposante peut-être, mais aussi la plus terrible. Enfin cette contrée n'a pour terres cultivables que le peu d'humus que les pluies ont entraîné au fond de ses vallées étroites.

On n'estime qu'à mille quatre cents kilomètres carrés au plus la superficie totale du territoire. Exception faite de certaines principautés allemandes, le Monténégro est donc le plus petit pays de l'Europe.

Si la nature a fait les frais des fortifications du Monténégro, on peut dire qu'elle n'a pas poussé assez loin, sur d'autres points, sa sollicitude pour ce pays. C'est une forteresse imprenable, mais qui ne fournit rien à sa garnison, pas même de l'eau. Le pays est exposé à des famines fréquentes et en quelque sorte périodiques : la faim chasse tous les ans cinq à six cents familles qui, pour vivre, vont exercer à Venise et à Constantinople des métiers secondaires<sup>2</sup>. Le manque d'eau a des conséquences bien plus fâcheuses. C'est peu qu'en été les habitants aient bien de la peine à abreuver leurs bestiaux ; que, dans plusieurs districts, les femmes soient obligées de marcher tout un jour pour s'en procurer ; il arrive que, pour la possession d'une source, des tribus qui ont vécu jusqu'alors dans les meilleurs termes se livrent les combats les plus acharnés.

On croyait encore tout récemment, sur la foi d'anciennes estima-

<sup>1</sup> Le nom de *Montenegro* par lequel les Vénitiens désignaient cette contrée (les autres Italiens diraient *Montenero*) n'est probablement que la traduction du nom serbe *Tchernagore*, Noir mont. Les dénominations de *Kura-Dagh* en turc, et de *Mail-Zëze* en albanais, ont la même signification.

<sup>2</sup> La colonie des Monténégrins à Constantinople s'élève à environ quinze cents âmes. Ils y sont sous la protection de la Russie, et jouissent de plusieurs privilèges, tels que l'exemption des taxes, un gouvernement particulier, etc.

tions, pouvoir faire monter la population du Monténégro au chiffre de cent vingt-cinq ou même de deux cent mille âmes; mais on était, comme on va le voir, dans l'erreur la plus complète; il résulte en effet du dernier recensement ordonné par le prince Daniel que la population s'élève seulement au chiffre de soixante-huit mille âmes.

Par suite, il doit y avoir quelque réduction à opérer sur les évaluations que l'on faisait du nombre des hommes en état de porter les armes. On l'estimait à une vingtaine de mille. Mais il est bon de faire observer qu'en temps de guerre, tout le monde, vieillards, infirmes, femmes et enfants marchant contre l'ennemi et apportant son concours effectif, on peut compter le nombre des combattants par le chiffre de la population.

Cette population a été formée en grande majorité et journellement elle se recrute de bannis (*uscoques*) serbes, hertzégoviens, bosniaques, qui viennent chercher derrière les formidables rochers de la contrée un asile contre leurs oppresseurs. Ces hommes énergiques, à l'humeur indépendante et fière, ont vécu pendant des siècles sans se constituer régulièrement; bien plus, en état de guerre continuelle les uns contre les autres. Aussi a-t-on dit que le Monténégro n'était pas un peuple organisé, mais un camp de réfugiés, d'*oullaws*. Le fait est que ce pays est resté, jusque dans ces derniers temps, complètement en dehors de toutes les conditions de la société civile en Orient, et que le droit de cité, au grand scandale de ses voisins slaves, y a été indifféremment accordé à tout homme, sans distinction de religion. Quoique la grande majorité des habitants suive le rit servien, les catholiques latins y sont très-nombreux, et l'on y reçoit même des Turcs, qui ont formé une tribu particulière, mais qui néanmoins, le cas échéant, ne manquent pas de combattre en frères à côté des chrétiens.

Il y a une raison à cet état de choses : c'est la pauvreté. Retenus de tout temps par une misère extrême dans l'état de nature, ou peu s'en faut, chrétiens de nom bien plus que de fait, profondément ignorants sur toutes choses et arriérés de plusieurs siècles, même en ce qui importe le plus à leur vie, les Monténégrins sont presque des barbares. Ainsi leurs armes, d'ailleurs magnifiques, sont telles, sous le rapport de la forme, qu'on les faisait en France au temps des Valois; au dix-huitième siècle ils se servaient encore, au lieu de fusils et de pistolets, de boucliers et de lances.

Nous avons parlé de leurs armes : c'est ce qu'ils ont de plus beau. Ils consacrent à ces instruments de leur liberté le peu qu'ils possèdent. Que l'étendard de la guerre vienne à se déployer, ils volent au combat vêtus d'une blouse de laine blanche qui laisse à découvert le cou et la poitrine et descend sur un pantalon ample et court; coiffés d'un bonnet noir ou bien d'un fez rouge arrêté par un mouchoir roulé en

guise de serre-tête, ils portent des sandales aux pieds (*opanka*), un manteau en poil (*stroukka*) flottant sur l'épaule, et, autour de la taille, une écharpe dans laquelle sont passés les pistolets et le sabre. C'est ainsi accoutrés qu'ils s'élancent par troupes, de rochers en rochers, au-devant de l'ennemi. Malheur à lui, quel qu'il soit ! Comme la plupart des Orientaux, les Monténégrins ont conservé jusque dans ces derniers temps la coutume barbare de trancher la tête de leurs ennemis tombés ou faits prisonniers sur le champ de bataille, et de planter ces têtes sur des lances fixées au faite de leurs maisons ou aux environs de leurs bourgs. Du temps de l'Empire, ils exposaient aux poteaux de Tcétinié les têtes des soldats français qui tombaient entre leurs mains. Ils faisaient plus : ils s'en servaient pour jouer aux boules, disant avec une ironie sauvage qu'ils les trouvaient bien *légères*. Pendant la guerre qu'ils eurent avec l'Autriche en 1838, les têtes coupées des Allemands eurent le même sort. Lors du voyage qu'un touriste français (M. Marmier) a fait dans le pays, il y a quelques années, il a pu compter trente-deux têtes de Turcs, trophées de la dernière prise d'armes, exposées sur la tour de Tcétinié.

Les Européens qui ont, à diverses époques, visité le Monténégro, revêtus d'un caractère officiel, n'ont pas manqué de reprocher aux vladikas cet abominable usage, et les vladikas ont donné, sinon pour le justifier, du moins pour en faire reconnaître la nécessité, des explications parfois assez embarrassantes, comme on va en juger.

Marmont faisait observer au vladika Pierre I<sup>er</sup> que l'horrible et dégoûtante coutume des Monténégrins de décapiter leurs ennemis les assimilait aux peuples les plus inhumains et les plus sauvages : « Monsieur le maréchal, répliqua Pierre vivement blessé du reproche, les Monténégrins sont un peuple noble et héroïque ; ils ne combattent que pour la liberté, le plus cher de tous les biens. Il est vrai qu'ils décapitent leurs prisonniers ; mais cela n'est point étonnant. Ce qui l'est, monsieur, c'est que le peuple français ait décapité son roi légitime. »

Le Monténégro ne possède ni villes ni villages. On y compte environ trois cents agglomérations de quelques maisonnettes ou cabanes qui ne méritent pas même le nom de hameaux. Dans les vallées, sur les plateaux, sur la pente des montagnes, partout les habitations sont éparses et isolées. Ces réunions, ou plus exactement ces voisinages constituent ce qu'on appelle dans le pays des confréries (*bratstvo*). Il existe presque toujours entre les divers ménages de ces sortes de communautés.

Un des plus importants de ces hameaux est Tcétinié, situé au milieu d'un vallon de huit kilomètres de long sur deux de large : c'est le plus grand du pays. Tcétinié (Cetinje) est la résidence du prince, et



par conséquent la capitale du Monténégro. Il ne se compose pourtant que d'une vingtaine d'habitations, dont deux seulement, celle qui sert d'hôtellerie et celle du président du Sénat, méritent le nom de maisons; les autres ne sont guère que des cabanes. Les seuls édifices de Tcétinié sont l'habitation du prince, celle du Sénat, longue maison ayant l'apparence d'un hangar, l'église, située au pied d'une colline. à quelques centaines de pas du palais, et enfin une vieille tour devenue une sorte de musée national.

A l'opposé de celles des Serbes danubiens qui sont en bois, les maisons des Monténégrins sont en pierre et n'ont généralement qu'un rez-de-chaussée, sauf les *Koulas*, sorte de tours à un étage dont le plain-pied sert à abriter les bestiaux. Leurs quatre murs troués de meurtrières ne forment qu'un grossier entassement de pierres de huit à dix pieds; la façade est percée d'une porte qui fait en même temps l'office de fenêtre, et le toit est en chaume, rarement en tuile. Dans l'intérieur aucune division n'existe; c'est une pièce unique où vit la famille autour d'un foyer central dont la fumée n'a pas d'autre dégagement que l'entrée. L'habitation patrimoniale des Pétrovitch (famille du prince régnant) dans le village de Niégoch (*Njegos*) ne diffère de celles des autres habitants qu'en ce qu'elle est un peu plus grande. Elle a un rez-de-chaussée surmonté d'un étage et compte cinq fenêtres de façade.

Quant à la résidence actuelle du chef des Monténégrins, c'est une demeure d'un aspect à la fois guerrier et monastique; quatre canons enlevés aux Turcs en défendent l'approche.

A quelques pas de cet édifice s'élève le *Soviet* ou maison du Sénat, construction oblongue, basse, en pierre sans ciment, couverte en chaume et divisée en deux pièces. Dans l'un, l'écurie commune, sont attachés les ânes et les mulets qui servent de monture aux sénateurs; l'autre, vaste salle consacrée aux délibérations, a pour tous meubles une ligne de tapis, un long banc de pierre adossé à la muraille et quelques sièges rangés autour du foyer où l'on fait du feu pendant l'hiver. C'est là que les principaux Monténégrins se réunissent. Après avoir appendu à la muraille leurs armes les plus lourdes, ils s'assistent en cercle, conservant poignards et pistolets à la ceinture, et fument tout en délibérant entre eux ou en écoutant la lecture des pièces officielles que leur fait le secrétaire du prince. Dans le cas où le prince lui-même assiste à la réunion, il est assis comme les autres Montagnards sur le banc de pierre, n'ayant qu'un coussin ou un sac de laine pour unique distinction.

Le résultat des débats est constaté séance tenante par le secrétaire, qui procède à la rédaction à la manière turque, c'est-à-dire en écrivant sur ses genoux.

Si l'affaire à traiter menace d'être longue, on fait rôtir un mouton dans le foyer afin que la faim ne vienne pas distraire l'attention de l'assemblée, et, tout en discutant, les sénateurs se lèvent pour surveiller les apprêts de la collation. Le mouton étant cuit à point, on le dépèce sans désespérer et l'affaire continue de suivre son cours.

Chaque tribu a une église et quelquefois plusieurs. Il y a en outre, dans le pays, quatre ou cinq monastères, dont les principaux sont ceux d'Ostrog et de Moratça. Le nombre des popes est de deux cents environ pour tout le Monténégro; celui des moines de quinze à vingt. Les prêtres mènent une vie très-austère. Ce sont eux qui ont été chargés jusqu'à présent de l'instruction, et, comme le pays n'a pas d'écoles proprement dites, ils prennent ordinairement dans leurs presbytères un ou deux élèves dont ils se servent comme de domestiques, sans qu'il en résulte pour ceux-ci la moindre humiliation. Du reste, chacun se sert soi-même et est à soi-même son propre ouvrier. Comme le reste de ses concitoyens, le sénateur monténégrin se fait à lui-même sa chaussure et ses harnais.

Les finances d'un pareil État ne sauraient être bien brillantes; on en jugera par le chiffre des revenus et celui des émoluments de ses premiers fonctionnaires avant 1853. Les revenus de l'État se composaient alors d'une capitation par famille, qui rapportait environ 15,000 florins, monnaie autrichienne, d'un droit sur le sel, le poisson, la viande sèche, le tabac, évalué à un millier de florins; du revenu des domaines estimé à 500 florins; des intérêts d'un fonds placé sur les banques de Vienne et de Pétersbourg; enfin, et ceci est la branche la plus forte du revenu, d'une pension de 42,000 florins ou 85,000 francs que la Russie paye annuellement au chef de la principauté, depuis l'époque où le vladika Pierre I<sup>er</sup> se ligua avec cet empire contre les Français, en dédommagement des pertes pécuniaires que le clergé monténégrin éprouva quand le gouvernement du premier empire retrancha de son domaine spirituel les succursales ecclésiastiques dalmates, qui avaient jusqu'alors relevé de Tcétinié. Le revenu total est de 75,000 florins, soit 195,000 francs. Les sénateurs et les autres fonctionnaires payés, il reste au prince 75,000 francs pour sa liste civile. Il faut ajouter que le chef de la principauté reçoit assez souvent des dons libres de ceux des montagnards qui reviennent des expéditions chargés de butin; qu'il a en outre sa part dans les pêches qui se font sur le lac de Skatar; mais tout cela ne parvient pas à faire de lui un prince bien opulent; aussi observe-t-il dans toutes ses dépenses la plus stricte économie.

Les sénateurs reçoivent un traitement de 200 florins (480 francs); ils sont de plus logés aux frais de l'État, et il leur est alloué une certaine quantité de farine.

Le président reçoit 1,200 florins, le vice-président 1,000, et le secrétaire du prince, qui est à la fois son chancelier et son ministre d'Etat, 800. Moins bien rétribués encore sont les membres de la *skoupchtina*, tribunal inférieur chargé du règlement des affaires secondaires : ils touchent 150 francs sans aucune autre allocation.

La modicité de ces traitements est, il est vrai, considérablement atténuée par l'extrême bas prix des denrées; mais ces deux faits réunis prouvent doublement ce que nous voulions établir : la pauvreté exceptionnelle du pays.

Comment en serait-il autrement? Ainsi que nous venons de le voir, le Monténégro est très-médiocrement fertile; il est mal cultivé; on n'y récolte qu'un peu de grains, de tabac, de chanvre et d'oignons. Les seuls objets d'exportation sont les bestiaux, les bois, les laines et les peaux; il lui manque la première condition de la vie, de l'animation industrielle et commerciale, c'est-à-dire un port sur l'Adriatique.

Comme on le voit, le Monténégro est un pays étrange, dont les traits saillants ont été jusqu'à présent la barbarie, la pauvreté, la faiblesse. Comment se fait-il qu'un pays si petit, si peu fertile, si peu peuplé, sans villes, sans armée régulière, sans finances, sans aucun des éléments qui nous semblent indispensables à l'existence des peuples, joue néanmoins un tel rôle en Europe? qu'il devienne pour la diplomatie un sujet de préoccupation constante? Comment se fait-il, surtout, que dans ses différends avec la Turquie il excite dans toutes les âmes généreuses tant et de si vives sympathies?

C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

### III

Le monde moderne marche ou veut marcher dans une voie opposée à celle de l'antiquité. Il ne veut plus de grands empires; notre siècle a vu échouer l'une des plus gigantesques tentatives faites pour courber tous les peuples de l'Europe sous le même joug. La Russie peut s'étendre sur les tribus barbares de l'Asie; mais elle ne saurait rien tenter désormais du côté de l'Europe sans soulever la clameur universelle, sans provoquer une résistance générale et invincible. L'esprit qui domine aujourd'hui dans le monde civilisé est un esprit de liberté pour les nations comme pour les individus. Le mouvement porte à la reconstitution des nationalités : chaque race, et, dans chaque race, chaque peuple aspire à reprendre sa personnalité morale

en politique, à redevenir soi-même, à entrer avec pleine possession de ses droits dans le concert des nations. Deux grands faits en ce genre se sont déjà produits de nos jours malgré la résistance du vieil esprit politique de l'Europe : la Grèce et la Belgique se sont affranchies du joug séculaire auquel elles étaient soumises, et les diplomates, qui avaient taillé à leur fantaisie et sans égard pour les droits des peuples, des royaumes et des empires dans le drap européen, ont été obligés de déchirer eux-mêmes ce qu'ils avaient cousu avec tant d'art.

C'est ce mouvement de renaissance nationale qui fait l'intérêt de la lutte du Monténégro. Là, sur un théâtre plus étroit encore, mais avec un caractère plus énergique peut-être, éclate le sentiment profond qui s'est produit et qui a triomphé en Grèce et en Belgique ; et c'est pourquoi l'Europe le suit du regard et s'en préoccupe en quelque sorte malgré elle.

Mais la situation du Monténégro vis-à-vis de la Turquie n'est-elle que celle de la Belgique à l'égard de la Hollande, ou celle de la Grèce par rapport à l'empire ottoman ? Loin de là, la condition diplomatique du Monténégro est de beaucoup meilleure.

La Grèce était liée à la Turquie par la conquête dûment consommée ; la Belgique l'était par des traités. Au contraire, le Monténégro n'est attaché ni par traité ni par conquête.

Des traités à l'appui de ses prétentions, la Turquie n'en a pas. Le Monténégro peut au contraire en montrer qui valident les siennes.

Mais commençons par vider la question de la conquête et, pour cela, examinons où en sont les choses aujourd'hui.

Entre un État faible, comme l'est le Monténégro, et un état puissant, au moins relativement, comme l'est la Turquie, il est hors de doute que, si l'un des deux a à se plaindre de l'autre, ce n'est pas le plus fort, et que, s'il n'a pas raison, il a dû ne rien négliger depuis longtemps pour en avoir l'apparence. En prétendant exercer la suzeraineté sur le Monténégro, quelles raisons fait valoir la Turquie ? Le Monténégro lui paye-t-il tribut ? reçoit-il des pachas ? fait-il acte quelconque de vasselage ? fournit-il des soldats à l'armée ottomane ? Non. Quant au tribut, la seule marque de vasselage qu'il ait donnée à la Turquie, le Monténégro ne le paye plus depuis l'année 1703.

Raisonnablement, est-ce après avoir souffert pendant cent cinquante ans la non-exécution d'une condition qui est la seule qu'elle puisse invoquer en sa faveur que la Turquie se croit fondée à réclamer des droits de suzeraineté ? Et cet affranchissement librement accompli pendant un siècle et demi ne rompt-il pas les minces liens qui subsistaient entre la Turquie et le Monténégro ?

D'ailleurs, il est permis de croire que l'impôt en question était payé

par les Monténégrins bien moins comme une marque de vasselage que comme une garantie de tranquillité, attendu que la conquête du pays, proprement dite, ne fut jamais consommée. Les Turcs ont souvent fait des invasions dans le Monténégro ; ils n'ont jamais pu s'y maintenir ; et, en payant tribut avant 1703 et pendant un temps qu'il ne serait sans doute pas difficile de déterminer, les Monténégrins ne voulaient que s'assurer contre les tracasseries des Turcs. Mais, du jour où la population forma une masse assez compacte pour se défendre, le tribut cessa d'être payé, et cet état de choses s'est continué depuis 1703 jusqu'à nos jours.

Voilà pour ce qui concerne la prétendue conquête ; voyons maintenant ce qu'il en est quant aux traités.

En attendant que la Turquie fournisse ceux qui lient à elle le Monténégro et que nous ne connaissons pas, nous donnerons ceux que le Monténégro peut invoquer contre la Turquie. Non-seulement ces conventions le dégagent complètement, à notre avis, mais il fait en même temps acte de souveraineté.

En 1798, la Porte Ottomane essaya d'introniser dans le Monténégro un Polonais du nom de Wuitch. Ce personnage apporta de Constantinople une proclamation traduite du turc dans laquelle on lisait, entre autres conventions :

1° Wuitch sera prince du Monténégro, et il obéira à tous les ordres venant de la Porte ;

2° Le pays dépendra de la Porte ;

3° Wuitch s'engage à fournir à la Porte trois cent mille oques de laine non lavée, comme tribut ;

4° En cas de guerre, le Monténégro enverra des troupes auxiliaires, etc.

Lorsque le vladika eut pris connaissance de cette proposition, il donna à Wuitch le conseil de quitter immédiatement le Monténégro, parce qu'il ne pourrait pas répondre de sa vie dans le cas, lui dit-il, où les montagnards viendraient à connaître ses intentions.

Les Turcs ayant été défaits sur les bords de la Moratça, en 1795. et la présence des Uscoques victorieux sur le territoire ottoman faisant craindre au sultan que le territoire occupé par eux ne finit par se détacher de l'empire (il y avait cinq ans qu'ils l'occupaient), le pacha Sinam Sijertchits passa, par l'intermédiaire de l'archevêque de l'Herzégovine, Ananija, avec les représentants du peuple monténégrin, un traité écrit en vertu duquel ceux-ci persuaderaient aux Uscoques de mettre fin à leur occupation.

Le vladika traite de la paix avec le pacha de Scutari, en 1808. Vingt ans plus tard, la paix est conclue de nouveau, à Koupidouh, par les députés du Monténégro.

En 1838, le Monténégro passe, au sujet du territoire de Grahovo, un traité avec les vizirs de la Bosnie et l'Hertzégovine. Ce traité (en deux exemplaires), scellé et signé par Hadji-Méhémet et Oubeidoulah aga, représentant les deux vizirs, d'une part, et, de l'autre, par le vladika Pierre II, porte :

« ARTICLE PREMIER. Les habitants de Grahovo retourneront librement dans leurs maisons et dans le pays qu'ils ont abandonnés, et ils garderont et pour toujours tout ce qu'ils possédaient auparavant. Désormais ils seront soumis au voïvode Jacques Dakovitch, auquel la dignité de voïvode est garantie pour la vie et lui est confirmée en même temps par les deux vizirs et par le vladika du Monténégro, soussignés.

« ART. 2. Les habitants de Grahovo ne donneront aux Turcs que ce que ceux-ci ont fixé dernièrement, et ils ne seront jamais obligés de leur donner davantage. Ils le remettront entre les mains du voïvode Jacques Dakovitch, à qui les Turcs le demanderont dorénavant.

« ART. 3. Ni les Turcs ni les Monténégrins ne construiront à l'avenir des édifices à Grahovo.

« ART. 4. Le vizir de la Bosnie, Vetchi-Méhémet-Pacha, prend sur sa responsabilité que les Turcs n'entreprendront plus à l'avenir d'hostilités contre les habitants de Grahovo.

« ART. 5. Il y aura une paix perpétuelle entre le gouvernement indépendant du Monténégro d'une part, et entre le pachalik de la Bosnie et de l'Hertzégovine de l'autre, c'est-à-dire de la montagne de Kom, dans la Kutchi (Kuci), jusqu'à Drageli (Dragelj). Toutes les terres qu'on a possédées pendant la guerre, on les possédera aussi pendant la paix. Les terres où l'on n'a pas moissonné à cause de la guerre et où l'on n'a pas fait paître le bétail appartiennent moitié aux Turcs et moitié aux Monténégrins.

« ART. 6. Le vladika du Monténégro sera responsable à l'égard du vizir de la Bosnie, Vetchi-Méhémet-Pacha, du maintien de ce traité et de la perpétuité de la paix ; et, du côté de la Turquie, le vizir de la Bosnie sera responsable vis-à-vis le vladika.

« Tcétinié, le 20 octobre 1838. Le 20 schaban 1254 de l'hégire. »

Il serait trop long de s'arrêter à une foule d'autres conventions de moindre importance : arrivons immédiatement à un curieux document conservé dans les archives de Tcétinié, et que voici :

« Nous sultan Sélim-Émir, frère du soleil et cousin de la lune, régnant du ciel à la terre, de l'orient à l'occident, sultan de tous les sultans, donnons à la connaissance de nos vizirs, pachas et kadis, en Bosnie, Hertzégovine, Albanie et Macédoine, qui sont pays voisins du Monténégro, que *les Monténégrins n'ont jamais été sujets à notre cour*, afin qu'ils soient bien accueillis à nos frontières, et nous espérons que ceux-ci agiront de la même manière envers nos sujets. »

Cette pièce date de 1799 et elle est sous la rubrique de Constantinople.

Voilà qui est explicite.

Passons maintenant en revue la série des pièces diplomatiques qui constituent autant de manifestations de souveraineté, et posent le Monténégro devant les puissances comme État indépendant.

Commençons par l'Autriche.

En 1788, les Monténégrins passent avec l'impératrice Marie-Thérèse un traité d'alliance offensive et défensive; les articles sont ceux-ci :

« ARTICLE PREMIER. Quiconque est ennemi de la cour impériale sera considéré comme ennemi du Monténégro.

« ART. 2. Le peuple du Monténégro restera indépendant; il établira ses tribunaux et nommera ses fonctionnaires lui-même.

« ART. 3. Les Monténégrins ne payeront jamais d'impôt à la cour impériale.

« ART. 4. Si le territoire serbe venait à être délivré des Turcs, la Zéta supérieure et l'inférieure, et les trois forteresses de Podgoritça, de Spouj et de Jabliak, ainsi que tout le territoire, jusqu'à l'embouchure de la Boïana (Bojana) resteront aux Monténégrins; le Pipéri, la Berda et l'Hertzégovine seraient également réunis au Monténégro.

« ART. 5. Les Monténégrins jouiront, comme peuple indépendant, de toute leur liberté et pourront accueillir librement leurs frères serbes dans leur pays.

« ART. 6. Les Monténégrins battront leur propre monnaie au nom de leur république, et ils le feront avec l'aide de l'Autriche.

« ART. 7. Le gouverneur, le métropolitain, les serdars, les voïvodes et les knèzes auront des émoluments fixés par la cour d'Autriche.

« ART. 8. Les Monténégrins maintiendront, aux frais de la cour impériale, une garnison de trois cents hommes qui empêchera le peuple d'attaquer les Turcs pendant la paix.

« ART. 9. Dès que l'Autriche sera en guerre avec la Porte Ottomane, Sa Majesté Impériale enverra aux Monténégrins de la poudre, du plomb et des armes, afin qu'ils puissent seconder l'Autriche.

« ART. 10. Si l'Autriche fait la paix avec la Porte, elle fera aussi participer les Monténégrins au traité de paix.

« ART. 11. Si l'Autriche fait la guerre à d'autres États, elle enverra au Monténégro un commissaire chargé de ramener autant de troupes que le pays pourra en fournir. Tous les officiers de ces troupes, du premier au dernier, seront Monténégrins. Ils auront leurs gages de l'empereur. Ces troupes ne seront point confondues avec les troupes impériales; mais elles attaqueront l'ennemi selon leur habitude. »

Tous ces articles furent ratifiés par l'impératrice, et les Monténégriens reçurent même à cette occasion beaucoup de présents.

En 1806, il y a entre le Monténégro et l'Autriche convention diplomatique, à propos des bouches de Cattaro.

En novembre 1820, entre le vladika Pierre I<sup>er</sup> et le représentant de l'Autriche, le chevalier de Caboga, et conformément à un acte de cession stipulé au mois de juin de la même année à Tcétinié, il est procédé à un contrat de consignation du territoire de Lodizza.

En 1838, conventions et armistices avec la même puissance, avec laquelle le Monténégro avait alors un différend.

Enfin, en 1841, le Monténégro cède à l'Autriche par contrat plusieurs biens-fonds qui se trouvaient en dehors de son territoire par suite des dernières délimitations.

Nous pourrions citer *in extenso* des relations diplomatiques avec l'Angleterre, avec la France, avec la Russie, mais leur intérêt pâlirait à côté de celles qui ont été rédigées de concert avec la Turquie pour le règlement des différends ou des affaires des deux États.

Les autres pièces qu'on pourrait invoquer en faveur de l'indépendance du Monténégro roulent, comme celles que nous venons de produire, sur des alliances, des confédérations, des cessions ou des achats; il existe des contrats qui règlent des questions de frontières, des répartitions, etc.; toutes ces pièces consacrent les prétentions du Monténégro à l'indépendance. On ne peut nier qu'en passant des contrats avec cet État la Porte Ottomane n'ait reconnu implicitement son indépendance.

La Turquie aurait été charmée que les troubles survenus dans les provinces limitrophes du Monténégro lui fournissent l'occasion tant désirée de traiter ce pays comme une province rebelle de son empire. Rien n'avait été négligé dans cette vue.

Le Monténégro, on en a la preuve par ce qui précède, était un État indépendant autant de fait que de droit. C'est un précédent qu'il ne faut ni oublier ni laisser obscurcir, mais il ne suffit pas.

#### IV

Tout en concédant le principe, tout en reconnaissant l'indépendance historique du Monténégro, bien des gens demandent s'il y a en lui les éléments d'une nation, s'il possède les conditions pour se gouverner, et s'il n'y a pas un plus grand danger politique à aider à son affranchissement qu'à consacrer sa dépendance.

Rassurer sur ce point les esprits timides n'est pas une tâche



vaine à une époque où tant de gens regrettent leur généreux élan d'autrefois en faveur de la Grèce et vont jusqu'à blâmer la reconnaissance de son indépendance, les uns parce que depuis trente ans que ce pays s'appartient il n'a encore produit ni un Sophocle, ni un Thucydide, ni un Phidias; les autres, parce que les Grecs ne songent qu'à s'enrichir : comme si l'Occident avait fait vœu de pauvreté !

La première question qu'il faut se faire est celle-ci : le Monténégro est-il en état de se défendre facilement lui-même ? Sans doute, puisqu'il constitue par sa conformation physique une position en quelque sorte inexpugnable. Au nord et à l'est, il est défendu par la chaîne de l'Ostrog, au sud par le Sutorman, à l'ouest par les murailles inabordables du Selha Gora, hautes de cinq à six mille pieds. L'est seul est, tel qu'il a été limité jusqu'à ce jour, la partie vulnérable, du côté du lac de Scutari; mais les Monténégrins veillent, c'est-à-dire les plus déterminés, les plus indomptables guerriers peut-être de notre continent, à ce point qu'ils ont été surnommés les *Circassiens de l'Europe*. Comme les Circassiens, — mais toutefois en renversant la comparaison, puisqu'ils sont chrétiens et leurs ennemis musulmans, — ils combattent dans les montagnes, en tirailleurs, sous un chef qui fut jusqu'à ces dernières années à la fois militaire et religieux.

Ils seraient sans doute peu redoutables en rase campagne; derrière leurs rochers ils deviennent terribles. Ils savent profiter des moindres accidents de terrain, et, comme ils sont d'une adresse consommée au tir, tous leurs coups, ou à peu près, portent juste.

La guerre contre les musulmans est pour eux une tâche pleine d'attraits, méritoire, glorieuse; vieillards et enfants, tous y courent comme à une fête. Les armes indispensables, un morceau de pain, et quelques gousses d'ail dans leur veste, un peu d'eau-de-vie, un vieux vêtement et deux paires de sandales, voilà, avec de la poudre et des balles, ce qu'il faut pour faire de chaque homme un soldat. Ils ne cherchent à s'abriter ni contre le froid ni contre la pluie, et, quelque temps qu'il fasse, ils dorment sur le sol, enveloppés dans leur manteau de poil, et trois ou quatre heures de repos leur suffisent.

La nouvelle d'une expédition vient-elle à se répandre, tandis que le prince s'achemine vers la frontière avec ses voisins immédiats, tout ce qui est en état de porter les armes se lève, accourt et le rejoint en toute hâte. Aucun souverain, comme on le voit, n'a moins sujet de s'inquiéter de ses troupes que le prince de Monténégro. Soldats, citoyens dévoués jusqu'à la mort, jusqu'au martyre, ils ne réclament rien de lui. Ce n'est pas qu'ils soient absolument désintéressés, mais ceci est leur affaire. Qu'ils triomphent, ils trouveront leur récompense au bout de leurs sabres : la dépouille des Turcs payera les frais de la guerre. Qu'ils tombent, au contraire, sur le champ de bataille : leur

famille les pleurera en s'enorgueillissant de leur sort, car la mort qu'on ne rencontre pas devant l'ennemi est, aux yeux de ce peuple vaillant, considérée comme le plus grand des malheurs.

Comme les simples paysans, les prêtres et les moines, habitués à soutenir dans leurs monastères les assauts des musulmans, vont aussi au combat. Le menton et le crâne rasés comme les autres montagnards dont ils ne se distinguent par aucun signe particulier, les popes, armés du *fasil* et du *yatagan*, s'élancent dans la mêlée.

A propos du mot de *dépouille* que nous avons prononcé plus haut, nous devons reconnaître que l'accusation que l'on formule contre les Monténégrins d'être poussés au combat par la seule soif du pillage est loin d'être sans fondement. Sans doute les plus pauvres se jettent assez souvent sur les terres de leurs voisins pour en enlever le bétail ; mais il faut bien remarquer que, dans leur façon de voir, ces actes de rapine sont considérés comme des prouesses chevaleresques.

Ne négligeons pas de dire aussi que, s'il leur arrive d'être divisés, ils oublient tout sentiment de haine ou d'intérêt personnel, dans un cas de péril général pour la contrée, et ne pensent plus qu'à se rallier à la voix de leurs chefs. D'ailleurs, un changement notable s'est opéré depuis quelque temps dans cette partie de leurs mœurs.

Ce serait se faire une idée fautive de ces montagnards que de les croire absorbés à ce point, par leur haine contre les Turcs, qu'ils en négligent la culture de leur pays. Loin de là. Dans tous les recoins de ces collines pierreuses où se trouve une couche de terre végétale, elle est travaillée avec soin. Toute parcelle d'humus trouvée sur la pente des rochers, sur les déclivités du sol, est entourée et retenue d'un mur de plusieurs pieds de haut. Sur les croupes des montagnes et dans les vallées s'épanouissent la plupart des arbres qui nous sont familiers en France : le chêne, le hêtre, le pin, le peuplier, et quelques arbres à fruit, tels que le noyer et le poirier. Dans l'intérieur du pays, le laboureur tire de ses champs de l'orge, de l'avoine, du maïs, des pommes de terre et beaucoup de légumes. Dans les districts voisins du lac de Scutari, on trouve toute la variété de productions d'une fertile terre du Midi. Là, le maïs atteint à une hauteur extraordinaire ; là, prospèrent l'olivier, le figuier, l'amandier, même l'oranger. On y récolte du vin et du tabac. Aussi les habitants de ces districts sont-ils les moins pauvres et les plus avancés en civilisation.

Ce qu'on peut reprocher avec toute raison aux Monténégrins, c'est de faire contribuer, plus qu'il n'est convenable, les femmes aux travaux les plus rudes de la campagne. Il faut espérer qu'à mesure que s'éteindra l'ardeur guerrière des hommes, le peu d'estime qu'ils ont pour les travaux de ce genre, ce qui leur est commun avec tous les peuples exclusivement guerriers, les Corses notamment, avec les-

quels, on a pu le remarquer, ils ont tant de points de ressemblance, fera place à des goûts moins barbares, et que la femme sera de moins en moins chargée de l'accomplissement d'une tâche pour laquelle elle n'est pas née.

L'étonnante énergie dont elles sont douées dans ce pays n'est malheureusement, pour le moment, qu'une raison de plus pour leurs belliqueux époux de les accabler de travaux de toutes sortes. Non-seulement elles sont chargées de la confection des vêtements et des occupations journalières du ménage; non-seulement elles bêchent le sol, l'ensemencent et recueillent la moisson : elles s'acquittent aussi des tâches les plus pénibles. On les voit, portant des fardeaux énormes, cheminer lestement au bord des précipices, ou bien faire, pieds nus, sur des roches tranchantes, des marches de six ou huit heures, soit pour se procurer de l'eau, soit pour vendre quelques légumes, une poignée de fruits ou un fagot de bois de la plus mince valeur.

A part le respect dont elle est entourée au Monténégro, autant et plus que dans n'importe quel pays, la femme y mène cette dure existence sans aucune compensation : que, chemin faisant, elle rencontre un chef de famille ou quelque personne distinguée, elle se gardera de saluer familièrement; elle ira, au contraire, au-devant de lui, s'inclinera respectueusement et lui baisera la main. Il est impossible que ces marques humiliantes de sujétion subsistent longtemps encore.

L'esprit ou plutôt le sentiment de la famille étant très-prononcé chez tous les Slaves en général, le régime patriarcal se trouve être en pleine vigueur au Monténégro. Là, chaque agglomération de maisons, chaque hameau a été créé par les descendants d'un seul homme venu, dans le principe, se fixer dans un coin du pays où il trouvait un asile assuré en même temps que des moyens suffisants de subsister, c'est-à-dire une parcelle de terre à cultiver et quelques pâturages pour ses bestiaux. Ses enfants, ses descendants, s'éloignant aussi peu de lui que possible, se sont répandus successivement autour de la maison primitive et ont bâti de nouvelles demeures, défriché d'autres terrains, enfin formé avec le temps une grande communauté. C'est pourquoi les habitants d'un village ou hameau comptant une ou plusieurs centaines de maisons, portent le même nom patronimique et ne se distinguent entre eux que par leurs noms de baptême. Chaque famille a un chef qu'elle s'est choisi et qui la dirige. Le village a pour chef immédiat celui que l'on nomme le doyen, en serbe le *stareschine*. Jusqu'à l'année 1853, certaines familles ont été investies d'un titre ou d'une fonction qu'elles s'étaient transmis de père en fils depuis un temps immémorial. A celle-ci appartenait la dignité de *knèze* ou seigneur de canton, à celle-là la dignité de *voïvode* ou commandant. D'autres étaient en possession de celle de *bairactar* ou porte-drapeau.

Les réformes du prince Daniel, dont nous parlerons plus loin, ont mis fin à cet état de choses qui était devenu une source d'abus. Il en a été de même des inconvénients de la vie patriarcale.

Si ce régime a de précieux avantages, il a aussi le défaut de créer entre les parents, qui ne se perdent pas de vue, la solidarité la plus intime; et, du temps de l'ancien état de choses, s'il arrivait qu'un des membres de la communauté fût lésé en quoi que ce fût, tous les autres prenaient aussitôt sa défense; de là provenaient des vengeances héréditaires et des guerres entre familles, c'est-à-dire entre villages, dont il était impossible de prévoir le terme.

Mais, grâce à l'œuvre de civilisation entreprise avec tant d'intelligence et de courage par Pierre II, et poursuivie avec tant de dévouement et de succès par le prince actuel, les mœurs des Monténégrins commencent à se dépouiller de ce qu'elles avaient de plus âpre, de plus grossier et de barbare même. Leur religion n'étant pas de celles, comme l'islamisme, qui sont contraires à tout progrès civilisateur, il est hors de doute que, s'ils réussissaient à jouir de la paix pendant un certain temps, une transformation radicale ne s'opérât dans leur manière de vivre.

N'oublions pas de dire qu'un des avantages du régime patriarcal est d'affranchir le pays d'une plaie aussi honteuse qu'incurable dans les États civilisés de l'Occident : la mendicité. Des Monténégrins sont forcés, chaque année, ainsi que nous l'avons dit, d'émigrer pour se procurer ailleurs la subsistance que leur pays leur refuse; mais on n'y sait pas ce que c'est qu'un mendiant.

Pour en revenir aux mœurs de ces montagnards, Pierre II avait déjà réussi, de son vivant, à les modifier en bien des points dans ce qu'elles avaient de plus enraciné, de plus tenace, de plus cruellement caractéristique. Il parvint à faire disparaître en quelque sorte la coutume de la vengeance (*krivna*), à faire comprendre à ses sujets, difficilement, il est vrai, et non sans l'emploi de la rigueur, mais enfin il y parvint, qu'un impôt destiné à faire face aux dépenses de l'État était nécessaire et qu'ils devaient s'y soumettre. Il réussit également à faire tomber en désuétude quelques coutumes tout à fait païennes, telles que l'enlèvement des jeunes filles (*omitsa*), l'habitude de vider les procès et les contestations par le duel, et quelques autres du même genre.

Le prince Daniel ne fut pas plutôt au pouvoir qu'il s'appliqua à poursuivre la tâche entreprise par son oncle. En conséquence, il communiqua au peuple à peu près en ces termes le programme de son gouvernement et les réformes qu'il se proposait d'accomplir : La loi sera égale pour tout Monténégrin, riche ou pauvre, de haute ou de basse extraction. Tout montagnard qui fera invasion sur le territoire ottoman sera puni de mort. On n'exécutera plus, à l'avenir, les cri-

minels en cachette ; mais tout Monténégrin qui méritera la mort subira publiquement sa peine, le pays ayant été préalablement informé et instruit de tout. Dorénavant on n'ajoutera plus foi aux dénonciations et aux accusations secrètes : tout accusateur sera confronté devant des juges avec l'accusé. — Quiconque se laissera corrompre dans ses fonctions de magistrat, ne fût-ce que pour la valeur d'un para, sera cassé, quel qu'il soit, sénateur, capitaine ou périanik, et déclaré impropre à tout service public. Enfin, tout individu qui aura à se plaindre soit d'un périanik, soit d'un capitaine, soit d'un sénateur, pourra venir à toute heure en faire son rapport au prince. — Même liberté si on se croit lésé par le prince même. On viendra le trouver et on lui dira : Monseigneur, vous m'avez fait tort en telle ou telle affaire ou circonstance. Le prince examinera la réclamation et reviendra sur sa sentence s'il reconnaît qu'elle est fondée en droit.

Ce programme se complétait par quelques projets en matière d'impôt et par l'emploi à donner aux fonds provenant de mesures administratives nouvelles, telles que douanes, amendes, etc., lesquels seraient affectés à la création d'écoles publiques, imprimeries, chemins publics, ponts, etc. Le prince voulait régler toutes ces dispositions par un code.

Malheureusement, sur ces entrefaites survinrent les événements militaires de 1852 entre le Monténégro et la Porte. Dès que la paix eut été conclue, ce qui eut lieu l'année suivante, le prince s'occupa de nouveau de ses réformes intérieures, en vue de l'amélioration du sort de ses sujets et de leur progrès dans la voie de la civilisation. Il commença par supprimer le système antérieurement en vigueur des chefs de district connus sous le nom de *serdars* et de *knèzes*, qui gouvernaient à la turque, c'est-à-dire tenaient leurs districts à bail et prélevaient arbitrairement des taxes sur leurs administrés<sup>1</sup>. Il soumit au contrôle les revenus ecclésiastiques, son intention étant d'en former un capital destiné à soutenir le clergé et à pourvoir aux frais des écoles publiques à instituer. Il augmenta le corps des périaniks, corps chargé de maintenir le bon ordre dans le pays et qui avait été créé par son prédécesseur. Enfin, pour être mieux encore que par le passé à l'abri des surprises de l'ennemi, il organisa une force militaire régulière qu'il a divisée en deux corps sous le commandement, l'un du président du sénat, l'autre du vice-président, et en même temps une troupe d'élite, à la tête de laquelle il se met en temps de guerre.

Les *serdars*, les *knèzes* et quelques membres du clergé exceptés tous les Monténégrins se montrent satisfaits des réformes opérées par

<sup>1</sup> Il n'a été tenu aucun compte de ces divers changements dans les ouvrages sur le Monténégro, publiés en France, bien postérieurement à l'année 1855.

le prince. Grâce à ces réformes, le pays est déjà tout autre qu'il n'était il y a quinze à vingt ans, au dire des montagnards eux-mêmes. Les familles ont cessé de se faire la guerre les unes aux autres. La tour à têtes de Tcétinié ne doit plus être ornée de crânes turcs<sup>1</sup>; les actes de vengeance, les violences de toutes sortes, deviennent de moins en moins fréquents et sont passibles de peines sévères; l'Hertzégovine, la Bosnie, l'Albanie, ne sont plus parcourues par des partis de montagnards qui pillaient et molestaient quiconque se trouvait sur leur passage, musulman ou chrétien.

Les Monténégrins sont heureux de cette transformation. Ils se réjoignent d'avoir un tribunal juste, des sénateurs et des capitaines bienveillants pour tous, un prince bon, impartial et sévère, qui juge honnêtement et punit le malfaiteur, qui regarde tous les montagnards comme ses frères, parle avec le plus humble et s'amuse librement avec eux comme un père avec ses enfants.

Le prince Daniel, jugé par le vladika Pierre II comme le sujet le plus intelligent de la famille des Pétrovitch de Niégoch<sup>2</sup>, fut choisi, étant encore enfant, pour lui succéder et élevé en conséquence. Il faisait ses études à Vienne lorsque le vladika mourut (octobre 1851) l'instituant par testament son successeur. Surpris par la mort inopinée de son oncle, Daniel se rendit en toute hâte dans le Monténégro et prit en main les rênes du gouvernement. Il n'avait pas encore vingt-quatre ans.

Le 1<sup>er</sup>/15 janvier 1852, le sénat et le peuple étant convoqués en assemblée générale et Daniel présent, il fut décidé d'un commun accord qu'il y aurait désormais deux chefs distincts du pouvoir spirituel et du pouvoir politique : c'était le désir du prince. En mars suivant, il se rendit en Russie pour être reconnu comme prince séculier par l'empereur Nicolas, ou être consacré comme vladika, selon ce qu'il déciderait. Le tsar opta pour le premier parti, au grand contentement de Daniel, qui revint quelques mois après dans sa principauté, où son

<sup>1</sup> Cet horrible usage vient d'être remis en vigueur tout récemment, on se le rappelle peut-être par le récit de la décapitation par les Turcs d'un prêtre et de quelques paysans monténégrins. Comme on devait s'y attendre, les montagnards ont, dès qu'ils l'ont pu, usé de représailles. Voilà comment les Turcs entretiennent la barbarie même chez leurs voisins qui veulent s'en défaire.

<sup>2</sup> Niégoch (Njegos), d'où sont les princes actuels du Monténégro, est un village au-dessus de Cattaro et au pied de la montagne Lovtchen. Le fondateur de la dynastie, Daniel Pétrovitch, fut élu métropolitain de Tcétinié en 1697, dans une assemblée générale de la nation (*skoupchtina*).

Depuis cette époque, les membres de la même famille ont gouverné successivement le pays sans interruption, savoir : Daniel, à partir de 1697 ; Sava, 1757 ; Vasilie, 1750 ; Pierre I<sup>er</sup>, 1782 ; Pierre II, 1830 ; et le prince actuel Daniel, depuis l'année 1851.

retour fut un véritable triomphe. La dignité de prince séculier était restaurée en sa personne après une lacune de trois cent trente-six ans remplie par l'institution du vladika. L'archimandrite Nicanor<sup>1</sup>, originaire de Dalmatie, fut chargé exclusivement de la direction des affaires ecclésiastiques du pays.

Ce n'était pas un léger héritage que celui de Pierre II, et l'on craignait généralement que Daniel n'eût pas la main assez ferme pour continuer l'œuvre de son prédécesseur. Mais l'événement n'a pas justifié, heureusement, les appréhensions que l'on concevait.

Ces appréhensions, il faut en convenir, n'avaient rien que de fondé, si l'on songe combien Pierre II était un homme peu ordinaire, et combien était rude la tâche qu'il s'était imposée. Il avait fallu les hautes qualités, les talents particuliers dont il était doué, pour oser réformer un peuple aussi barbare que les Monténégrins. Engagé fort jeune dans les affaires publiques, Pierre II y avait fait bientôt preuve d'un coup d'œil sûr, d'un grand tact autant que d'une rare fermeté et d'une habileté exceptionnelle. Aux prises avec ses indisciplinables sujets, il avait fini par en triompher. Dans sa jeunesse, il avait commencé quelques études classiques restées fort incomplètes, et il avait lui-même, en quelque sorte, achevé son éducation. Il aimait la lecture, parlait plusieurs langues avec facilité, s'était même distingué comme poète dans le dialecte serbe, et, de manières fort élégantes et polies, il tenait dignement sa place dans les salons aristocratiques.

Une qualité fort appréciable par ses barbares sujets, et fort goûtée par eux, c'était son adresse rare au tir : il traversait d'une balle une pomme lancée en l'air. Sa taille, élevée et majestueuse, était naturellement faite pour le commandement.

Voilà l'homme auquel le prince Daniel était appelé à succéder.

Jusqu'à l'année 1851, le chef du pouvoir au Monténégro a réuni, sous le nom de vladika, la puissance ecclésiastique au commandement militaire et à la suprême magistrature, avec le concours d'un sénat et d'une assemblée nationale.

La création du sénat date de 1851. Il fut institué par Pierre II, et se composait, comme il se compose encore aujourd'hui, de douze membres, et non de seize, moins encore de soixante, comme on l'a écrit. L'assemblée nationale (*skoupchtina*) compte trente-cinq membres. Les autres dignitaires sont l'archimandrite, le secrétaire d'État, le capitaine des périaniks, ainsi nommés de la plume (*en serbe péro*) qu'ils

<sup>1</sup> C'est le même personnage qui, choisi dernièrement par le prince Daniel pour occuper le siège de Tcétinié en qualité d'archevêque, a été arrêté à Zara, par ordre du gouverneur autrichien, tandis qu'il se rendait en Russie pour y recevoir la consécration épiscopale.

portent à leurs bonnets, et de quarante capitaines qui remplissent les fonctions de juges provinciaux.

Dans la pensée de Pierre II, l'institution du sénat devait lui fournir le moyen d'exécuter des réformes qu'il projetait. Il voulait corriger radicalement ses farouches montagnards, réprimer surtout les représailles individuelles, les actes de vengeance, abolir l'horrible peine du talion. Malgré l'énergie que, aidé par son sage ministre Milakowitch, il déploya dans l'accomplissement de cette tâche, ce ne fut pas sans effusion de sang qu'il parvint à consolider son pouvoir dictatorial.

Le pays est divisé en huit districts (*nabias*), savoir : Katounska, Tcernitchka, Rietchka et Liéchanska, formant ensemble la Tcernagore (Cernagora) proprement dite ; et Biéloplavitchka, Piperska, Moratchka et Koutcha, qui composent la Berda (Brda), connue autrefois sous le nom de Zenta.

Le prince du Monténégro est reconnu également comme prince de l'ancien district de Grahovo et protecteur de tous les districts chrétiens de l'Hertzégovine contigus au pays : Sutorina, Mokrin, Prijear, Zoubtse, Vasoïévitch, Baujani, Niksits, Drobniak, Krachevice, etc.

Les titres que Daniel se donne sont textuellement ceux-ci : Prince et seigneur (*gospodar*) de la Tcernagore et de la Berda.

Dans les rescrits ecclésiastiques, il reçoit la qualification de prince de Scutari et de toute la côte (*Primorié*). Les Monténégrins du haut pays le nomment saint souverain (*sveti gospodar*).

Le peuple est censé élire les sénateurs, mais c'est au prince seul qu'il appartient de valider l'élection.

Tous les *oukases* qui régissent le Monténégro doivent être élaborés par le sénat et ne sont promulgués par le prince qu'avec la formule toute romaine : Au nom du sénat et du peuple tchernogortse.

Tels sont le peuple et le gouvernement de ce petit pays.

L'un et l'autre, comme on le voit, ne sont pas indignes de sympathie. Ce que les Monténégrins ont été jusqu'à présent, ils le doivent bien plus au voisinage des Turcs qu'à leurs propres instincts. N'est-il pas prouvé que ce peuple, dont le nom est synonyme de ruine, répand son influence délétère et désorganisatrice sur tout, hommes et choses ?

Le Monténégro peut vivre indépendant et de sa vie propre ; il a à peu près tout ce qu'il lui faut pour cela. Il ne lui manque, pour arriver à une prompt transformation, qu'un port sur l'Adriatique. Il y a tout à attendre de lui. Slaves d'origine, les Monténégrins sont doués de la bonhomie qui forme le fond du caractère de cette race ; il ne faudra donc que du temps et des soins pour faire fructifier les germes de civilisation qu'ils ont reçus de leurs princes.

Il ne faut pas que la Turquie se laisse aveugler par le fait suranné



de la conquête. Sans doute cette conquête a existé, et, pendant un certain temps, les Monténégrins ont payé tribut à la Porte ; mais cent cinquante ans d'interruption de cette preuve de vasselage n'ont-ils rien changé aux rapports respectifs des deux pays ? En partant de ce principe qu'une terre jadis conquise et perdue pourrait toujours être réclamée, la France serait fondée à demander les frontières de l'empire de Charlemagne.

Les puissances protectrices n'oublieront pas que, tant qu'il n'y aura pas de sécurité pour le Monténégro, il ne cessera d'alarmer l'Europe : car de son état d'hostilité contre la Turquie pourraient résulter les complications les plus graves et même les plus imprévues. En lui accordant leur protection et leur appui, elles donneront une consécration nouvelle au principe déjà reconnu du droit des peuples à l'indépendance, et cet exemple portera des fruits précieux dans l'avenir.

Espérons, en effet, que l'esprit moderne sortira triomphant de la lutte dans laquelle il est engagé contre l'esprit ancien, et que la raison et la justice n'éprouveront pas une déception cruelle. Qu'importe que l'application du principe nouveau ne tombe que sur de petits États ? Ah ! s'il était prouvé que, même de nos jours, les peuples, par le seul fait de leur faiblesse relative, n'ont pas plus de chances qu'ils n'en avaient par le passé de faire valoir leurs droits, si l'on devait continuer à être sourd à leurs prières les plus justes, à leurs plaintes les plus légitimes, si surtout on devait suivre encore la vieille et barbare tactique de les pousser à bout pour s'autoriser ensuite à leur fermer la bouche et à les réduire au régime du sabre, alors il faudrait cesser, ne fût-ce que par pudeur, d'entretenir les hommes de toute idée de progrès moral et de l'influence civilisatrice du christianisme !

JUSTIN AMÉRO.

# RÉPONSE A UNE LETTRE

DU 13 JANVIER 1680.

---

« Neque omnes Christianorum veterum inscriptiones  
« ad hunc usque diem prodierunt. » (ZACCARIA.)

J'ai, dans un volume récent, rapidement esquissé, d'après des correspondances manuscrites, les traits d'un patriarche de la science, du médecin lyonnais Jacob Spon, qui, le premier parmi nous, sut aborder et résoudre en maître les problèmes de l'archéologie. J'ai admiré son esprit charmant, son inépuisable bonté, l'élévation de son talent et de son âme. Un seul point m'éloigne de lui : au milieu de ses nombreuses lettres, la passion de la Réforme vient semer à chaque instant les traits d'une ardente polémique. Spon était né protestant. Et pourtant cet intérêt si vif qu'inspire son seul souvenir, les catholiques l'avaient ressenti eux-mêmes, lorsque le savant Lyonnais était debout, adversaire actif et redouté. Son désintéressement, son savoir, son dévouement à l'étude, avaient touché les plus distingués d'entre eux, et appelé de hautes sympathies. Henry d'Aguesseau applaudissait à ses efforts<sup>1</sup>. Bossuet se faisait son protecteur et trouvait le temps de le lire. Rien de plus intéressant qu'une lettre où l'illustre prélat examine le projet de dédicace, conçu en style lapidaire, que Spon préparait pour ses *Miscellaneu*. Avec cette sûreté de jugement qui donne l'intelligence de toutes les matières, Bossuet sait faire la part de la forme épigraphique, et rejeter ce qu'il y a de trop romain dans une inscription consacrée au fils de Louis XIV :

« S'il faut imiter les anciens, dit-il, c'est principalement en ce qu'ils ont fait leurs inscriptions selon leurs mœurs et leur religion, sans y rien mêler d'étranger<sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Bibliothèque impériale, département des Manuscrits, Baluze, arm. incert., p. 6, n° 5-5-6, pag. 20 et 21.

<sup>2</sup> Lettre LXXII « à M. Nicaise, chanoine de la Sainte-Chapelle de Dijon, le 9 février 1679 ; » *Œuvres*, édition Migne, t. XI, col. 880 et 881.

Bossuet daigna encore conseiller l'antiquaire dans une question de polémique <sup>1</sup>, et son jugement ne saurait être trop médité :

« Si vous m'en croyez, lui dit-il, vous ne vous amusez plus dorénavant à des réponses et à des querelles dont le public n'a que faire. C'est assez d'avoir donné ce premier écrit à votre défense; au surplus, donnez-nous de bonnes choses, comme vous le pouvez; c'est bien répondre que de bien faire <sup>2</sup>. »

De plus intimes amis s'occupaient d'un soin plus précieux et songeaient au salut de Spon :

« Est-il possible, écrivait le P. de la Chaise à un savant abbé de Dijon, est-il possible que M. Spon, étudiant comme il fait et ayant autant d'esprit qu'il en a, n'ouvre pas enfin les yeux à la vérité, et qu'après la perte de son père et de ses frères pour le tems et pour l'éternité, il ne veuille pas mettre son salut en assurance, en profitant des exemples que luy donnent aujourd'hui tant de personnes d'esprit et de toutes sortes de qualitez, et les ministres mesme les plus savans du Royaume, qui se convertissent tous les jours. Je vous avoue, monsieur, que je voudrois bien que vous fissiez cette conquête <sup>3</sup>.... »

Plus d'une fois l'abbé Nicaise, auquel s'adressaient ces paroles, avait fait de chaleureux appels à la conscience de l'antiquaire, mais Jacob Spon fermait son cœur aux paroles du vénérable prêtre :

« Pour mes occupations, disait-il, les principales sont celles de ma profession, et les accessoires la correction du Glossaire (c'est le Glossaire grec de Du Cange) et de mes *Miscellanea* qui sont avancées à la huitième section : sans oublier pourtant le plus nécessaire, une heure le matin et une heure le soir à la dévotion, ce que je veux bien vous dire afin que vous ne me croyiez pas tout à fait un méchant homme, et que vous ne pressiés plus tant ma conversion. Je croirois estre ingrat envers Dieu si je ne croyois que sa grâce m'a véritablement converty. Je say bien que les restes de la concupiscence et la foiblesse de la chair demandent toujours une grâce soutenante et une pénitence pour chaque faute : mais est-ce cela que vous appelez conversion ? De cette manière, je la souhaite aussi à vous et à moy, et je croy bien qu'on ne la sauroit trop souhaiter. Pour ce qui est de celle qui concerne la religion, je suis assuré par la grâce de Dieu que je n'en ay point de besoin : et je vou-

<sup>1</sup> C'est la controverse avec Guillet; Voir, dans le beau travail de M. le comte de Laborde, *Athènes aux XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, l'histoire de cette singulière querelle; cf. mes *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, t. I, p. 177, les *Nouvelles de la république des lettrés*, février 1686, p. 213, et la lettre de Bossuet à l'abbé Nicaise, *Œuvres*, t. XI, col. 881, lettre LXXI.

<sup>2</sup> *Œuvres*, t. XI, col. 886, lettre LXX.

<sup>3</sup> Bibliothèque impériale, département des manuscrits, *Correspondance de l'abbé Nicaise*, t. I, pièce 132.

drois que vostre cœur fust aussi en repos de ce costé-là que le mien : m'en coutast-il la moitié de ce repos <sup>1</sup>. »

« Quel dommage, disaient les catholiques, qu'un si honnête homme soit huguenot <sup>2</sup> ! » Telle était la pensée de tous, et dès longtemps le P. de la Chaise avait déjà tenté de ramener ce noble esprit. C'est ainsi que le célèbre jésuite écrivait le 2 janvier 1680 :

« Je souhaite plus ardemment que je ne puis vous l'exprimer qu'étant aussi éclairé que vous êtes, vous profitiez de vos propres lumières, et que, vous servant des connoissances de l'antiquité pour l'avantage le plus solide que vous en puissiez retirer, vous répariez le malheur que vous avez eu de naître parmi les nouveautés, et mettiez votre conscience en repos et votre salut en assurance. Il faut que vous me pardonniez du moins les vœux ardens que je fais souvent pour cela, et la sincérité avec laquelle vous en parlez cœur à cœur, et en secret, l'homme du monde qui est le plus cordialement, monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur <sup>3</sup>. »

A d'autres sollicitations, Spon eût répondu sans bruit, en quelques lignes, « sagement et toujours sans passion, » comme le disent ses apologistes <sup>4</sup>. Mais, n'avons-nous pas tous nos faiblesses ? on l'adjurait au nom de l'archéologie, le démon de la science tint la plume et la réplique devint une attaque.

Le savant lyonnais écrivit en moins de deux jours <sup>5</sup> une longue profession de foi, d'une modération sans doute remarquable pour ce temps de querelles acerbes, mais qui reproduisait, en les soutenant, les négations du protestantisme.

J'emprunte à cet écrit les passages qui répondent le plus directement à la lettre du P. de la Chaise, en abordant la question archéologique, la seule qui me soit familière.

« MONSIEUR,

« Entre les recherches d'antiquité que j'ai faites, vous ne devez pas douter que j'en aye fait sur l'antiquité de la Religion où Dieu m'a fait naître. Je me suis pour cela défait autant que j'ay pu des préjugés que la naissance et l'éducation m'avoient pu inspirer, pour voir si j'y découvrois cette nouveauté que vous affectez de nous reprocher. Après cela, j'ay souvent consulté

<sup>1</sup> Lyon, 12 septembre 1684. *Correspondance de l'abbé Nicaise*, t. II, pièce 165.

<sup>2</sup> *Nouvelles de la république des lettres*, février, 1686, p. 214. Deuxième édition.

<sup>3</sup> *La Politique du clergé de France*, p. 155, 156. Amsterdam, 1682, in-12. Ce recueil anonyme est attribué à Jurieu par le catalogue imprimé de la Bibliothèque impériale, *Théologie*, et par Barbier, *Dictionnaire des Anonymes*, n° 14, 453.

<sup>4</sup> *Nouvelles de la république des lettres*, février 1686, p. 214.

<sup>5</sup> *Ibid.*, janvier 1685, p. 43.

aux heures du matin et du soir, que je destine aux devoirs de piété, celui que saint Augustin appelle la *Beauté ancienne et nouvelle*, pour apprendre de luy si notre religion est ancienne, comme nous la croyons, ou nouvelle, comme vous le prétendez. »

Après avoir, suivant l'usage, reproché au catholicisme les innovations que lui attribue la Réforme, Spon s'efforce d'en montrer les preuves dans le silence des textes antiques.

« Aussi peu y trouve-t-on, dit-il, le mot de Purgatoire ou un mot équivalent, et, si on le devoit trouver en quelque endroit, ce seroit particulièrement dans les épitaphes des anciens Chrétiens. Vous êtes, monsieur, très-sçavant dans l'antiquité<sup>1</sup>, et je serois bien aise d'apprendre de vous d'où vient que dans les épitaphes anciennes on ne lit jamais avant le septième ou le huitième siècle, le *priez pour nous* et le *requiescat in pace*, qu'on lit si souvent dans les épitaphes modernes, mais qu'on y lit seulement *obiit in pace*, *depositus est in pace*, *quiescit in pace*, *obiit in somnum pacis*, *acceptus est apud Deum*, en y ajoutant le jour de leur mort : *Il est mort en paix, il repose en paix, il dort du sommeil de la paix, il est allé à Dieu* : car, pour moy, j'infère de là qu'ils estimoient que les fidèles entroient dans le sommeil de la paix, c'est-à-dire dans le ciel, dès qu'ils étoient morts. Je n'en ay aussi jamais pu trouver, quoique j'en aye un très-grand nombre des six premiers siècles, où il soit fait mention du *remède des âmes* que les épitaphes modernes souhaitent aux défunts. Enfin, je n'ay jamais remarqué, dans tous les bas-reliefs anciens que j'ay vus, de représentations du purgatoire, ni de prêtres qui disent la messe sur un autel, avec des auditeurs à genoux, quoiqu'on y voie les principaux mystères de l'Église. » (13 janvier 1680.)

Cette lettre acquit tout d'un coup une importance inattendue : les copies s'en multiplièrent dès l'abord et d'une correspondance privée la passion de la controverse sut faire une arme de parti. L'importante collection manuscrite où je continue à puiser apporte sur ce point plus d'un curieux détail.

« Je n'ay pas pu encore rattraper ma réponse pour vous l'envoyer, écrivait Spon à l'abbé Nicaise, le 15 avril 1680; Mons. Case l'a fait voir à M. l'Intendant, à M. Chorier et à tous ses autres amis de Bellecour, dont il y en a plusieurs qui en ont pris copie, ce qui est cause qu'elle est encore entre leurs mains<sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Le P. de la Chaise s'occupait particulièrement de numismatique; Voir la fin de la lettre de Spon, l'épître dédicatoire de son *Voyage d'Italie, de Dalmatie, de Grèce et du Levant*, et la *Correspondance de l'abbé Nicaise*, t. II, pièces 154 et 166. Le Roi le nomma, en 1701, membre honoraire de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. (*Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. I<sup>er</sup>, p. 21. cf. p. 376-378.)

<sup>2</sup> *Correspondance de l'abbé Nicaise*, t. II, pièce 126; cf. les *Nouvelles de la république des lettres*, janvier 1685, p. 43. Une copie manuscrite de la Lettre

La lettre au P. de la Chaise fut bientôt imprimée ; elle parut à Lausanne<sup>1</sup>, à Montauban, à la Réole<sup>2</sup>, puis trouva place dans la *Politique du clergé de France*<sup>3</sup>, comme une pièce capitale de la polémique protestante. Rien ne manqua plus dès lors à la réputation de l'antiquaire, pas même le vain bruit qui se fait autour des noms célèbres et les bizarres inventions dont le public aime à s'émouvoir.

Dans un voyage qu'il fit en France, au printemps de 1685, Jacob Spon put mesurer l'étendue de son succès, car la renommée de sa lettre avait, partout, précédé sa venue<sup>4</sup>. »

« Je ne vous écris ce mot, dit-il à l'abbé Nicaise, que pour vous apprendre mon retour en bonne santé après les bruits impertinens qui ont couru ici de moy et de mon camarade de voyage, M. Moze, que nous estions allés porter des lettres circulaires à toutes les Églises de nostre religion, pour les exhorter à la désobéissance, et à prescher hardiment que nous avions été arrestés, puis pendus ou écartelés à Paris. Cependant nous voylà sains et saufs sans avoir esté arrestés par ceux qui nous ont régalez. M. l'archevesque et M. l'intendant m'ont fait la justice de ne pas vouloir croire la chose, dont je les allay remercier à mon arrivée. Cela me fait toujours connoistre que, quoyque j'aye beaucoup d'amis, j'ay aussi bien des ennemis cachés et dangereux. On auroit voulu m'épouvanter pour me fuyr du royaume et me rendre par là criminel; mais, quoyque j'aye appris tous ces beaux bruits de Montbrison, je n'en ay hasté ni reculé mon voyage. Voylà, monsieur, ce que nous gagnons à servir le public, en courant la France pour voir toutes les eaux minérales, et le danger qu'il y a d'acquérir la réputation d'homme d'esprit<sup>5</sup>. »

Une lettre à Bayle complète le tableau :

« N'arriva-t-il pas que, dans ce temps-là que nous étions déjà vers les Pyrénées, ces bruits du Dauphiné et du Vivarets touchant la religion éclatèrent, et que quelqu'un, qui apparemment n'étoit pas de mes amis, fit courir le bruit que nous étions allez porter des lettres circulaires à toutes nos Églises, pour les obliger à prêcher nonobstant les arrêts; que nous avions ensuite été arrestez à Montauban, puis menez et exécutez à Paris. Le bruit

au P. de la Chaise existe à la Bibliothèque impériale, *Correspondance*, t. I, pièce 233 ; c'est celle qui fut envoyée à l'abbé Nicaise; elle diffère légèrement du texte imprimé.

<sup>1</sup> *Lettres sur l'antiquité de la véritable religion*, par Jacques Spon, Lausanne, 1681. (Barbier, *Dictionnaire des Anonymes et des Pseudonymes*, n° 9825.)

<sup>2</sup> *Nouvelles de la république des lettres*, janvier 1685, p. 45.

<sup>3</sup> C'est seulement dans ce recueil que j'aurais pu retrouver un écrit qui compte tant d'éditions, si un libraire protestant n'avait pris soin de le réimprimer de nos jours. (*Correspondance entre le P. de la Chaise et Jacob Spon*. Paris, Henry Servier, 1827, in-12.)

<sup>4</sup> *Nouvelles de la république des lettres*, janvier 1685, p. 45.

<sup>5</sup> « Lion, 23 may 1683. » *Correspond. de l'abbé Nicaise*, t. II, pièce 158.

étoit si universel, que des magistrats même le dirent en pleine audience. Ayant poussé jusqu'à Bordeaux, nous voulûmes voir l'embouchure de la Garonne et la Tour de Cordouan, que nous nous contentâmes de voir avec une lunette de la pointe de Royan. C'en fut assez pour faire courir un autre bruit, que nous étions allez visiter les ports de Guyenne, afin de donner avis aux Anglois des endroits où ils pourroient débarquer pour favoriser les huguenots mécontents de France. Un prélat même en écrivit en cour; mais apparemment on ne m'y crut pas assez fou pour avoir de semblables pensées.... Mais je ne dois pas taire le bien que me faisoit le peu de réputation que j'ai, c'est que, partout où je passois, les curieux, les gens de lettres et même plusieurs personnes de qualité me recevoient avec caresse, me faisoient voir tout ce qu'il y a de plus curieux dans leur ville. Il est vrai que ce bien étoit balancé par un mal innocent de leur part, c'est qu'on me faisoit partout bonne chère, et cette bonne chère me minoit la santé et m'obligeoit à partir au plus vite. D'ailleurs mille personnes qui m'étoient auparavant inconnûes, me prenant pour quelque bel esprit, m'accabloient de visites, en quelques endroits, jusqu'à ne me pas donner le tems de prier Dieu <sup>1</sup>. »

On descendit encore, dans l'émotion générale, à de basses suppositions dont la belle âme de Spon fait justice :

« Je n'ay point reçu de lettre du P. de la Chaise depuis ce tems-là, écrit-il en parlant de sa réponse, bien loin de recevoir une abbaye de vingt mille livres qui me tenteroit autant que les colifichets qu'Ulysse présentoit autrefois à Achille. Par la grâce de Dieu, tous les biens du monde ne me touchent point, et je ne crois point que cent millions de rentes vaille le privilège d'une âme en repos <sup>2</sup>. »

Fatigué, comme tout honnête homme, du bruit impertinent dont on saluait son œuvre, Spon laissa plus d'une fois apparaître son déplaisir et son ennui :

« Ce n'est point mon mestier, écrit-il à l'abbé Nicaise, et ce que j'ai fait, je l'ai fait cavalièrement sans prétendre entrer en lice avec qui que ce soit <sup>3</sup>... A propos de quoy je vous diray, *inter nos*, qu'une personne m'a dit qu'il avoit parlé de moy au R. P. de la Chaise, et qu'entre autres le P. de la Chaise avoit dit qu'il ne pouvoit pas s'empescher de m'aimer à cause des talens que j'avois, quoyqu'il n'en eust pas trop de sujet, mais qu'il estoit fascheux qu'un homme qui avoit autant d'esprit que moy fust un si méchant homme. De sorte que me voylà en bon prédicament auprès de luy. Ne luy en parlés pourtant pas, je vous en prie, mais taschez seulement, si vous me voulés faire plaisir, de reconnoistre par occasion s'il y a quelque nouveau sujet de mécontentement contre moy, puisque vous m'assurés qu'il ne fait

<sup>1</sup> *Nouvelles de la république des lettres*, janvier 1685, p. 45-47. Lettre du 20 décembre 1684.

<sup>2</sup> 15 avril 1680. *Correspond. de l'abbé Nicaise*, t. II, pièce 126.

<sup>3</sup> « Bourdeaux, 8 juillet 1683, » *Correspond. de l'abbé Nicaise*, t. II, pièce 155.

plus de retour sur notre vieille lettre : car, au fond, s'il s'agit de réputation, j'aimerois mieux avoir celle de bon et honneste homme que celle de sçavant et d'homme d'esprit<sup>1</sup>... Je vous suis aussi obligé de la nouvelle que vous me donnez du P. de la Chaise. Je luy suis fort obligé de sa bonne volonté, mais il semble que c'est une grande grâce qu'il me fait, nonobstant tout ce que je pourrais écrire ou dire de luy. Est-ce donc que j'aye écrit ou dit quelque chose de fâcheux de luy\* ? »

Aussi bien, les amitiés compromises étaient mal compensées par l'attitude de quelques protestants ; si engagé qu'il fût à cette heure, le pauvre antiquaire n'avait pas trouvé grâce devant les ardents de son parti ; trois ans après la réponse au P. de la Chaise, Jurieu lui reprochait aigrement ses relations avec les catholiques :

« M. Spon est venu au monde pour lui faire voir de semblables singularités, et ceux qui savent quel héros (le P. de la Chaise) il a choisi pour mettre à la teste de l'histoire de ses voyages ne s'estonneront plus de rien. On me juroit l'autre jour qu'il y eut une grosse dispute et même une gageure entre cinq ou six personnes qui ne s'estiment pas ignorantes dans la république des lettres. Deux hommes qui n'avoient jamais vu de M. Spon que l'épître dédicatoire au très-révérend Père, soustenoiient qu'il estoit très-bon catholique, et que jamais petit frère laïc n'avoit escrit avec autant de soumission à son supérieur. Les autres, qui savoient bien ce qui en est, rioient sous leur bonnet et paroissoient douter pour faire donner dans le piège ces ignorans qui ne sçavent pas les manières du beau monde et les privilèges de la république des lettres. Quoy qu'il en soit, la gageure se fit, et ceux qui tenoient pour la catholicité de M. Spon furent contraints de se rendre aux preuves qu'on leur apporta qu'il est très-bon huguenot. Ils payèrent : mais Dieu sait comment ils se déchaisnèrent contre la politique des demi-dévots, pour se récompenser de la perte de leur argent<sup>2</sup>. »

Telle fut, dans le camp réformé, l'agitation singulière et diverse qu'engendra la lettre de l'antiquaire.

L'émotion ne fut pas moindre chez les catholiques.

Le défi fut relevé, et Jacob Spon signale sept réponses :

« La première, écrit-il à Bayle<sup>3</sup>, est celle que vous donnez à M. Arnauld (voir les *Nouvelles de la république des lettres*, juillet 1684, p. 508), imprimée à Anvers et à Lyon<sup>4</sup>. J'ai vu une lettre de M. de Meaux qui la lui

<sup>1</sup> « Lion, 23 may 1683, » *Correspondance*, t. II, pièce 158.

<sup>2</sup> « Lion, 14 octobre 1683, » *Correspondance*, t. II, pièce 154.

<sup>3</sup> P. Jurieu, *Histoire du calvinisme*, t. I, préface. Voir dans la *Correspondance de l'abbé Nicaise*, t. II, pièce 153, la façon modérée dont le bon antiquaire s'exprime au sujet de cette satire.

<sup>4</sup> Lettre du 20 décembre 1684. *Nouvelles de la république des lettres*, janvier 1685, p. 43 et 44.

<sup>5</sup> *Remarques sur une lettre de M. Spon, de la Religion prétendue réformée, con-*



attribue, et on y reconnoît son style <sup>1</sup>. La seconde est d'un M. Cotterel, autrefois ministre. J'appris à Bordeaux, où elle est imprimée, qu'elle n'avoit pas eu grand cours, et que le libraire et l'auteur s'étoient querellés et battus pour ce sujet. Il m'y traite de chrétien juif, et de juif chrétien <sup>2</sup>. La troisième est d'un prêtre de Paris, nommé Bruzeau, intitulée *Défense de la foi de l'Eglise*, etc. <sup>3</sup> La quatrième anonyme qu'on m'a assuré être du grand vicaire de la Rochelle. La cinquième enfin d'un illustre courtier ou changeur de cette ville (Lyon), qui s'érige en controversiste, et qui, n'ayant pu obtenir permission de la faire imprimer ici, l'a fait mettre sous presse à Vienne <sup>4</sup>. Il y en a une sixième manuscrite de Mgr l'évêque de Tournai, et une autre d'un autre auteur, aussi manuscrite, qu'on peut appeler Réponse sans réponse, parce qu'elle ne répond à rien, mais qu'au lieu de cela il m'oppose des arguments de missionnaires connus depuis longtemps. Pour moi qui ne me suis point voulu ériger en controversiste, je les ai laissés dire. Il a paru seulement des Réflexions sur la Réponse de M. Arnauld qu'on assure être de l'illustre M. Menjot, médecin de Paris <sup>5</sup>. »

*tenant les raisons qui font prendre à ces Messieurs la Religion catholique pour nouvelle et la leur pour ancienne, et qui leur font croire qu'en y demeurant ils mettent leur salut en assurance.* Cette pièce est reproduite dans les œuvres d'Arnauld, t. XII, à la date du 26 octobre 1680. L'*Avis au lecteur* témoigne de l'émotion causée par la Lettre au P. de la Chaise. L'auteur dit avoir pris la plume à la sollicitation d'un ami qui, après avoir amené un protestant à se convertir, l'avait trouvé rassermi dans son erreur par les arguments de Spon. Voir, sur la réponse d'Arnauld, la *Correspondance de l'abbé Nicaise*, t. II, pièce 135, lettre du 12 août 1681.

<sup>1</sup> Il s'agit ici d'une lettre adressé à Nicaise, le 8 juillet 1681; elle se retrouve dans les Oeuvres de Bossuet (édition Migne, t. XI, col. 894), ainsi qu'une autre où l'illustre évêque se montre aussi satisfait de la réponse d'Arnauld, qu'il est mécontent de l'écrit de Spon. (Epist. LXXVII, col. 892.)

<sup>2</sup> *Réplique à la lettre que le sieur Spon, médecin de Lyon, a mise au jour à l'occasion de celle du R. P. de la Chaise, de la Compagnie de Jésus, confesseur du Roy. Dédiee à Sa Révérence.* Bordeaux, 1681, in-8°. Je possède, de cet opuscule, le seul exemplaire qui me soit connu.

<sup>3</sup> *Défense de la foi de l'Eglise sur les principaux points de controverse, pour servir de réponse à une lettre de M. Spon, docteur en médecine à Lion, au R. P. de la Chaise; où l'on fait voir que l'Eglise Romaine est la vraie Eglise, et que la Religion prétendue réformée n'est pas celle de Jésus-Christ.* Par M. Bruzeau, Prêtre de la communauté de Saint-Gervais. A Paris, 1682, in-12. (Bibliothèque impériale.)

<sup>4</sup> J'ai vainement recherché, dans les journaux du temps, la trace de ces deux réponses imprimées. Le dépouillement du *Mercure galant* et de la *Gazette de France* ne m'a donné aucun résultat. Au moment où la querelle était le plus ardente, le *Mercure galant* (janvier 1681, p. 344) annonce une publication médicale de Spon, « fameux, dit-il, par quantité de sçavants ouvrages, » et demeure en dehors de toute polémique. La *Gazette de France* est, comme lui, trop préoccupée des nouvelles de la cour et des faits politiques, pour dire un mot de la question qui m'intéresse.

<sup>5</sup> Les *Nouvelles de la république des lettres* contredisent cette attribution. Voici le titre complet de l'opuscule, dont la bibliothèque Sainte-Geneviève possède un exemplaire (D. 7591). *Lettre à M. N... touchant les remarques d'un auteur*

Je joindrai encore à cette liste une lettre anonyme, parue en 1686 et témoignant, par sa date même, de la persistance de l'émotion publique<sup>1</sup>. Ces rares pièces sont étendues et relèvent, les unes après les autres, les accusations adressées au catholicisme. Il serait sans doute curieux de les suivre dans leur ensemble et d'étudier, sur ce vivant tableau, l'état des esprits à une heure solennelle. Je garderai toutefois mon rôle d'antiquaire, en bornant mon examen à la partie archéologique touchée par le P. de la Chaise, et devenue ainsi l'occasion de si nombreux écrits.

Ignorée à l'époque où naissait la polémique, l'antiquité chrétienne n'offrait aux deux partis que des monuments relevés sans méthode. La terre gardait encore une large part de ces trésors qui viennent, de jour en jour, appuyer de preuves nouvelles les vérités de la foi catholique. Les inscriptions, les fresques, les sculptures, n'avaient trouvé qu'un petit nombre d'interprètes, et les théologiens passaient dédaigneux devant d'antiques témoins qui parlaient une langue inconnue. Arnauld évite la question archéologique en déclinant l'argumentation négative de l'agresseur<sup>2</sup>.

Bruzeau<sup>3</sup> et l'auteur des *Sentimens chrestiens*<sup>4</sup> se déclarent satisfaits des témoignages complets et positifs que nous ont laissés les saints Pères :

« Et c'est ce qui vaut mieux, dit le premier, que cent bas-reliefs, cent épitaphes, et que toutes vos prétendues représentations où la phantasie des sculpteurs et des peintres a souvent plus de part que la vérité et la raison. »

« Je trouve, écrit Cotharel, je trouve que le sieur Spon est digne de pitié de s'arrêter à des épitaphes pour y découvrir les mystères de la Foi catholique. Ce n'est pas sur la pierre, sur le marbre, sur le bronze, ny sur les épitaphes que l'Église représente ses dogmes et ses mystères les plus augustes et les plus sacrez.... Je ne veux pas donc témoigner une foiblesse semblable à celle du sieur Spon, en m'attachant à rechercher l'estat des morts dans des épitaphes mortes et inanimées<sup>5</sup>.

Tel était alors le dédain pour les monuments de l'antiquité chré-

anonyme sur la lettre de M. Spon au R. P. de la Chaise, jésuite. Cologne, 1685, in-12.

<sup>1</sup> *Sentimens chrestiens touchant quelques questions de controverse, entre les Catholiques et les Protestans, ou lettre d'un homme désintéressé au sujet de la réponse qu'on voit icy faite de la part de M. de la Chaise à la lettre que M. Spon luy a escrite et qui a cy devant été donnée au public.* Cologne, 1686, in-12. (Bibliothèque impériale.)

<sup>2</sup> Page 77 de l'édition d'Anvers, et dans les *Œuvres*, t. XII, p. 492.

<sup>3</sup> *Défense*, etc., p. 287 à 291.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 95 à 97.

<sup>5</sup> *Réplique*, p. 108.

tienne; deux cents années devaient s'écouler encore avant qu'un écrivain pût signaler, avec l'autorité de son profond savoir, « l'esprit » d'un siècle dans le caractère des tombeaux<sup>1</sup>. »

Bien qu'appelé sur son propre terrain, Spon ne paraît guère mieux informé que ses adversaires. La prière pour les morts, dont il nie si hardiment l'antiquité, se montre nettement aux premiers siècles. Pour ne citer, avec lui, que des monuments épigraphiques, je renverrai aux inscriptions célèbres copiées à Rome par le P. Lupi (*Epitaphium Severæ Martyris*, p. 34 et 167) et dont la dernière portait cette mention décisive : « Quisquis de fratribus legerit, roget Deum ut sancto et « innocenti spiritu ad Deum suscipiatur<sup>2</sup>. »

Marangoni donne également, p. 463 des *Cose gentilesche* et p. 72 des *Actes de saint Victorin*, deux épitaphes qui recommandent le mort à la miséricorde divine; il en est de même de celles que je transcrirai plus bas, et où le mot « refrigerare » figure. Un marbre sépulcral, daté de l'an 558 et publié dans le recueil de Gruter, p. 1161, n° 8, présente cette apostrophe suppliante :

Tu rogo quisquis ades prece nos memorare benigna  
Cuncta recepturum te noscens congrua factis.

La *Mémoire des morts* elle-même, cette prière qu'a conservée la liturgie, remonte aux premiers temps de l'Eglise, car deux inscriptions funéraires, datées de 384 et de 403, portent, dans leur contexte, un emprunt évident à sa formule. J'ai rapporté ces monuments dans mon recueil des *Inscriptions chrétiennes de la Gaule* (I, p. 384, cf. p. 10).

Au lieu des formules affirmatives que Spon signale comme exclusivement en usage, on trouve souvent sur les sépultures, et l'expression de la crainte, et l'appel à la miséricorde divine.

Étaient-ils aux yeux des survivants, « entrés dans le ciel dès qu'ils « étaient morts, » ceux dont les tombes portaient les acclamations optatives : « Qu'il repose en paix ! Qu'il vive en Dieu ! Qu'il soit reçu « dans le Christ ! » Me voici entraîné bien loin, car ces monuments sont sans nombre; le lecteur m'excusera d'en présenter la liste et d'ouvrir devant lui d'immenses recueils pour suivre la lettre de Spon dans le détail de son défi.

Je prends le plus ancien ouvrage, la *Roma sotterranea* de Bosio, qui créa l'archéologie chrétienne en retrouvant les catacombes. C'est dans ce livre que Spon a lu, p. 105, sur un marbre du V<sup>e</sup> siècle, l'*acceptus*

<sup>1</sup> Édouard Laboulaye, *Journal des Débats* du 24 novembre 1857.

<sup>2</sup> Il est inutile de donner ici les inscriptions avec les fautes d'orthographe et de langage si ordinaires à l'époque chrétienne. Je les transcris en leur rendant, autant qu'il est possible, un caractère de régularité.

*est apud Deum*, qu'il note comme une preuve accablante. En étudiant mieux le même recueil, il eût rencontré, p. 407, une épitaphe des catacombes, offrant, par sa disposition comme par la simplicité de sa formule, un caractère d'antériorité indubitable, et les mots :

« Optatus in pace requiescat ! »

lui eussent fourni l'exemple d'une mention qu'il déclare introuvable.

« Lea, bene quiescās ! — Spiritus tuus bene requiescat !  
Accepta sis in Christo ! — Suscipiatur in pace ! — Spiritus in bono quiescat ! »

Voilà ce que portent d'autres tombes, vues également aux catacombes par Fabretti, p. 571; Boldetti, p. 431 et 432; Marangoni, *Cose gentilesche*, p. 456 et M. Perret, *Catac.*, t. V, pl. 26.

Des vœux sans nombre, répétés sur les épitaphes des premiers fidèles, montrent la prière pour les morts, en excluant l'idée d'une admission immédiate au séjour de la paix; je rappellerai leurs principales formules : « Vivas in Domino Jesu ! Vivas in Deo ! Vivas in Christo ! Vive in eterno ! Vivas in Deo ! In pace Domini dormias ! « In pace zezes (vivas) ! Vivas in Deo et roga (c'est-à-dire, prie pour ceux qui te survivent); Lætaris in pace ! Viva sis cum fratribus tuis ! Vivatis in Deo ! (Boldetti, p. 266, 340, 344, 417, 418, 419, 572); — « Vivas in Christo ! » (Bosio, p. 509); — « Vive in pace ! Vive in Deo ! » (Marangoni, *Acta S. Victorini*, p. 90 et 129); — Sur des marbres inédits de Saint Ambroise de Milan : « In Christo vivas ! Deus, te precor ut paradisum lucis possit videre ! — In pace estote ! » (Passionei, *Iscrizioni antiche*, p. 119, n° 52). — « Solus Deus defendat animam tuam ! » (Perret, *Catacombes*, t. V, p. 75, n° 6); — Pax tecum sit ! « Vivat in Deo !... In pace dormiam et requiescam ! » (*Inscript. chrét. de la Gaule*, t. I, n° 329 A et 336 C.).

Je laisse de côté, bien qu'évidemment plus optatives qu'affirmatives, des acclamations fréquentes : « Pax spiritui tuo ; Spiritus tuus in bono ; « Spiritus tuus in pace ; In refrigerio. » (Boldetti, p. 418 et 420.) « In refrigerio et in pace. » (Gruter, p. 1057, n° 10.) — « In refrigerio « anima tua. » (Fabretti, ch. viii, n° 5.) — « In pace et in refrigerio. » (Marangoni, *Acta S. Victorini*, p. 122.) Mais on me permettra d'établir le sens du mot « refrigerium » reproduit sur plusieurs des marbres que je viens d'indiquer. Je le retrouve d'abord dans la prière de la Messe, qui demande à Dieu, pour les défunts, le « rafraîchissement » du Paradis, après les peines du Purgatoire (*Inscript. chrét. de la Gaule*, t. I, n° 4 et 293). Lorsque, dans une vision célèbre, sainte Perpétue reconnut son frère Dinocrate, pâle, défait et tourmenté, dans un lieu de ténèbres, de l'ardeur des flammes et du supplice de la soif,

elle versa des larmes et pria. Le Seigneur écouta sa voix et la sainte revit Dinocrate, revêtu de riches habits, placé dans un lieu de lumière et jouissant du rafraîchissement céleste. — « Refrigerantem, » disent les Actes de la Martyre; il était sorti du Purgatoire et admis au sein du Paradis<sup>1</sup>.

Cette expression se rencontre souvent sur les épitaphes : « In bono » refrigeres, sois rafraîchi dans le Paradis! » comme permet de le traduire une inscription de la catacombe de Saint-Alexandre, où l'acclamation « Spiritus tuus in bono! » est accompagnée de la représentation du jardin céleste; « Spiritum vestrum Deus refrigeret! Tibi Deus » refrigeret! » (Boldetti, p. 417 et 418); — « Deus refrigeret spiritum » tuum! » (Lupi, *Epitaphium Severæ*, tab. xvii); — « Deus tibi refrigeret! » (Perret, *Catacombes*, t. V, pl. lxi, n° 8, et t. VI, p. 177); — « Refrigeret tibi Dominus! » (Bosio, p. 409); — Cujus spiritum » in refrigerium suscipiat Dominus! » (Muratori, *Novus thesaurus*, p. 1922, n° 1; — « Deus Christus omnipotens spiritum tuum refrigeret! » (Cardin. Wiseman, *Fabiola*, London, 1855, p. 148); — « Refrigeret nos...! » (*Inscr. chrét. de la Gaule*, t. II, n. 548 A.)

Je m'arrête dans une longue énumération qu'il serait facile d'étendre encore, et je termine par deux inscriptions précieuses pour le sujet qui m'occupe, car elles portent les dates des années 268 et 291. La première souhaite au mort son admission parmi les saints; la seconde demande à Dieu, pour une épouse, la grâce du « Refrigerium » c'est-à-dire, comme je l'ai montré, la délivrance du Purgatoire (Boldetti, p. 80 et 87).

Voilà les formules optatives, et la négation de Spon disparaît devant leur nombre.

Souvent, — qui songe à le nier? — l'épitaphe exprime, d'une façon positive, ce qui, dans l'esprit des survivants, ne peut exister qu'à l'état d'espérance. Les parents voient dans le sein du Seigneur les âmes vertueuses ou innocentes pour le repos desquelles ils ont répété leurs prières. *Les cieux se sont ouverts pour toi! Elle est entrée aussitôt dans le royaume du ciel!* disent des inscriptions de Velletri et de Cologne. Lisez le premier de ces marbres, c'est celui d'un néophyte, mort dans les aubes du baptême<sup>2</sup>; l'autre couvrait la tombe d'un enfant qui n'avait pas atteint sa cinquième année<sup>3</sup>. Pour tous deux, il était permis, il était ordonné de croire à leur salut.

J'ai vu, à la catacombe de Saint-Callixte, comment la foi dans l'effi-

<sup>1</sup> Ruinart, *Acta sincera*, édition de 1713, pag. 96; cf. S. August., *De Origine animæ*, l. I, cap. x; Tertullien, *De Monogamia*, cap. x; S. Paulin de Nole, *Epist.* xxxv Delphino, p. 219, 220 de l'édition de Muratori.

<sup>2</sup> *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, t. I, p. 469.

<sup>3</sup> Cardinali, *Iscrizioni Veliterne*, p. 201.

cacité des prières pouvait rassurer les vivants sur le sort de ceux qu'ils avaient aimés.

Un pèlerin, descendu dans cette crypte à une époque voisine du quatrième siècle<sup>1</sup>, se prosterne à chacune des tombes saintes dont elle est remplie. Là, suivant un touchant usage, il pense à ceux qui ne sont plus<sup>2</sup>. Une sœur en Jésus-Christ est morte entre ses bras; il la nomme, c'est Sophronie. Il se relève et grave, sur les parois de la crypte, le nom de celle qu'il a perdue : « Sophronie, puisses-tu vivre en Dieu ! » La tombe d'un autre martyr l'arrête; il y prie encore et trace de nouveau sur le mur le témoignage de son souvenir. Nous le suivons ainsi, pas à pas, jusqu'à la chapelle principale où dorment les papes du troisième siècle. Dans ce lieu si vénérable, centre sacré de la catacombe<sup>3</sup>, le pèlerin se prosterne encore, et sa pensée est toujours pour Sophronie. Il se relève confiant et rassuré, et la foi dans la miséricorde divine brille sur sa dernière inscription qu'a gardée l'antique muraille : « Sophronie, tu vivras en Dieu ! »

Voilà cette formule affirmative dont le savant lyonnais dénonce l'existence; elle naît de la prière pour les morts, qu'il repousse comme une nouveauté.

Spon nous parle encore « du remède des âmes que les épitaphes « modernes souhaitent aux défunts. » Sa conclusion est toujours la même. Il n'a pas trouvé cette mention sur les inscriptions des premiers âges, dont il possède un si très-grand nombre, et ne la juge pas antérieure au septième ou au huitième siècle.

Établissons d'abord le sens de l'expression qu'il emploie.

Enchaînées dans les peines du Purgatoire, les âmes des fidèles peuvent, comme nous l'enseigne l'Écriture<sup>4</sup>, être secourues par les prières et les bonnes œuvres des survivants. Le bien que le mort a pu faire est de même compté par la justice divine et rapproche pour lui l'heure de la délivrance. Aussi les documents antiques, les donations et testaments surtout, mentionnent-ils fréquemment des œuvres de miséricorde accomplies pour s'amasser au ciel un trésor d'indulgence; c'est là ce que ces textes appellent de noms divers, mais équi-

<sup>1</sup> *Civiltà cattolica*, juillet 1854, p. 125.

<sup>2</sup> C'est là la marque de souvenir que sainte Monique réclama de ses enfants. « *Tantum illud vos rogo, ut ad Domini altare memineritis mei, ubi fueritis.* » S. August., *Confess.* lib. IX, cap. XI.

<sup>3</sup> Voir sur cette importante chapelle découverte, comme les inscriptions que j'indique, par le savant chevalier de Rossi, l'*Athenæum français*, 1854, p. 663, et le *Correspondant* du 25 juillet 1857, p. 563.

<sup>4</sup> Un texte des Machabées (II, XII, 43 et suiv.) que les protestants repoussent parce qu'il condamne leur doctrine, fait remonter aux temps antiques l'existence de ce dogme.

valents, la *rédemption*, la *rançon*, le *remède de l'âme*<sup>1</sup>. C'est cette mention que Spon signale comme toujours postérieure aux six premiers siècles de l'Eglise.

En choisissant le domaine de l'épigraphie, et là une formule unique pour limiter le terrain où il appelle ses adversaires, Spon fait honneur à sa prudence; je dirais à son habileté, si la plus franche loyauté ne respirait dans tous ses écrits. Le savant antiquaire connaissait trop les monuments pour n'avoir pas été frappé dès l'abord du laconisme des premières épitaphes chrétiennes. Un simple nom que la formule *IN PACE* n'accompagne même pas toujours, voilà ce que présentent souvent les marbres des catacombes romaines. L'inscription sépulcrale du fidèle ne se développe qu'après les premiers siècles; et, si l'âge du défunt, la date de la mort ou de l'ensevelissement, viennent alors y prendre place, elle n'en conserve pas moins, le plus souvent, le caractère de sa brièveté primitive, qui est le reflet de la simplicité chrétienne.

Voilà les monuments sur lesquels Spon s'étonne de ne pas trouver la mention du *remède des âmes*, mention nécessairement développée et partant étrangère au formulaire commun de l'épigraphie de nos pères.

Pourquoi, au lieu de circonscrire les recherches qu'il proposait à son adversaire, n'avait-il pas étendu sa thèse à la généralité des textes ecclésiastiques? Les Pères, les Conciles, ne portaient-ils pas pour lui, aussi bien que les marbres antiques, la démonstration de notre foi? La prudence était grande et la restriction bien entendue. Si la mention du *remède de l'âme* s'est perpétuée parmi nous jusqu'à se retrouver

<sup>1</sup> *Capitula Caroli Calvi*, tit. XXVII, cap. vii, dans Baluze, *Capit. reg. Franc.*, t. II, p. 108. Et recipit simul (Karolus Martellus) cum suis peccatis pœnas propter peccata omnium qui res suas et facultates in honore et amore Domini ad Sanctorum loca, in luminaribus divi cultus et alimoniis servorum Christi ac pauperum, pro animarum suarum redemptione tradiderunt; *Lex Bajuvariorum*, tit. I, cap. i. Si quis liber persona voluerit et dederit res suas ad Ecclesiam pro redemptione animæ suæ, licentiam habeat de portione sua, postquam cum filiis suis partivit; *Lex Wisigothorum*, lib. V, tit. I. Si famulorum meritis juste compellimur debita compensare lucra mercedis, quanto jam copiosius, pro remediis animarum, divinis cultibus, et terrena debemus impendere, et impensa legum soliditate servare (dans Canciani, *Barbarorum leges antiquæ*, t. II, p. 358, et t. IV, p. 114); S. Greg. Magn., *Registr. Epist.*, lib. VIII, ep. xxi, t. II, col. 911, 912. Decem vero auri libras quas in captivorum redemptionem Excellentia vestra transmisit, præfato filio meo deferente suscepi. Sed-peto ut superna gratia, quæ vobis concessit eas pro animæ vestræ mercede tribuere, etc.; Marini, *Papiri diplomatici*, p. 254 B et 264 A. Pro intercessionem animæ, pro anima, pro salute animæ; A. Mai, *Collectio Vaticana*, t. V, p. 193, n° 4, **PRO ANIMA MEA ET VIRI MEI ET FILIORVM**; Conciles de Rome et de Paris, cités plus bas, pro salute vel requie animarum; pro remedio peccatorum vel salute vel requie animarum, etc.

vivante « sur les épitaphes modernes, » est-ce à dire qu'il soit impossible de la rencontrer au temps de l'Eglise primitive? On l'avait déjà reconnue dans les Conciles de Rome de 502<sup>1</sup> et 504<sup>2</sup>; quelques années après, dans le troisième Concile de Paris<sup>3</sup> et dans les chartes<sup>4</sup>, Salvien, le prêtre de Marseille, qui vivait à la même époque, l'inscrit en tête de l'un de ses livres<sup>5</sup> et, dans un passage oublié d'une lettre datée de 597, saint Paulin de Nole félicite Pammachius d'avoir, par des aumônes, pourvu au remède de l'âme de Pauline<sup>6</sup>.

Voilà des preuves d'antiquité dont le savant lyonnais n'aurait pu décliner le témoignage, bien qu'elles n'appartiennent pas au domaine de l'épigraphie.

Les inscriptions de notre sol, si riches en démonstrations catholiques, devaient nous armer à leur tour et permettre de répondre au défi sur le terrain même où la loyauté de Spon ne lui aurait pas permis de le maintenir.

On possédait à Briord, dès l'année 1650, une épitaphe datée du consulat de l'un des Boèce<sup>7</sup>, c'est-à-dire de cette époque où le lachisme et la simplicité antiques font place à des éloges étendus que l'on

<sup>1</sup> Labbe, *Concil.*, t. IV, col. 1335, Synod. Romana IV, can. 4. Iniquum est enim et sacrilegii instar, ut quæ vel pro salute, vel pro requie animarum suarum unusquisque venerabili Ecclesiæ pauperum causa contulerit, aut certe reliquerit, ab his, quos hæc maxime servare convenerat, in alienitatem transferantur.

<sup>2</sup> *Id.*, t. IV, col. 1373, Synod. Romana VI. Valde iniquum ergo et ingens sacrilegium est ut quæcumque vel pro remedio peccatorum vel salute vel requie animarum suarum unusquisque venerabili Ecclesiæ contulerit, aut certe reliquerit, ab his quibus hæc maxime servari convenit, id est christianis et Deum timentibus hominibus, et super omnia a principibus et primis regionum, in aliud transferri vel converti.

<sup>3</sup> *Id.*, t. V, col. 816, conc. Paris. III, can. 4, a° 557. Convenit etiam universis fratribus ut non solum præsentium rerum actus, sed et animarum quoque debeant præparare remedia.

<sup>4</sup> Marini, *Papiri diplomatici*, p. 115.

<sup>5</sup> *Adversus avaritiam*, lib. II, cap. 1. Diximus de remediis peccatorum, immo potius de spebus remediorum, etc.

<sup>6</sup> *Epist. xiii, Pammachio*, § 3. Edit. Muratori, p. 67. Remediis salutaribus et vivis operibus, hoc est elemosynis prosecutus,.... exsequias honorasti. Il est singulier de voir l'éditeur même de S. Paulin de Nole exagérer, sans le savoir, l'affirmation d'un protestant, en écrivant, cinq années après avoir publié ce Père, que la mention du remède des âmes n'est pas antérieure au huitième siècle (*Antiquitates italicæ medii ævi*, t. V, col. 715 et 716). Maffei, *Istoria diplomatica*, p. 157 et 158; soutient l'antiquité de cette formule qu'il juge contemporaine de la vieille expression *Remedium* prise dans le sens de remise d'impôts. (Cf. Marini, *Papiri diplomatici*, p. 254 A et Furlanetto, *Appendix lexicæ a Forcel. lino elucubratæ*, v° *Remedium*.)

<sup>7</sup> Années 487, 510 ou 522.

JAN 1856.



croirait copiés sur le texte de Grégoire de Tours. L'homme qui reposait sous ce marbre avait affranchi six esclaves.

Qu'on me permette de reproduire, dans toute sa sauvage barbarie, la mention qui atteste cette bonne œuvre :

RELIOVIT LIVERTVS <sup>1</sup> ID EST

SCVPILIONE

GERONTIVM

BALDAREDVM

LEVVERA

OROVELDA ILDELONE.

L'affranchissement, il n'est pas permis d'en douter, avait eu lieu par testament<sup>2</sup>, probablement pour accomplir un de ces actes qui devaient appeler la clémence divine. Il n'y avait toutefois, sur ce dernier point, rien d'absolu et d'explicite; et Spon, qui connaissait le marbre, avait pu le voir sans se sentir atteint ou ébranlé.

Une seconde découverte devait animer cet antique document.

On trouva depuis, au même lieu, dans un sarcophage de pierres et

<sup>1</sup> Pour *Reliquit libertos*. Le changement du B en V est un fait trop connu pour que je m'y arrête. On lit de même sur un autre marbre :

DIONYSIVS. LIVERTVS ET HERES.

Doni, *Inscriptiones antiquæ*, class. VI, n° 49.

Il en est de même de la substitution de l'V à l'O; nous verrons tout à l'heure le mot *libertum* écrit **LEVERTO**.

<sup>2</sup> Ce fait résulte de l'emploi du mot *Relinquo* qui implique nécessairement l'idée d'une disposition testamentaire. On lit, en effet, au *Digeste*, livre XLIII, titre v, loi 1, § 10 : Hoc interdictum ad vivi tabulas non pertinet quia verba Prætoris *reliquerit* fecerunt mentionem. La même distinction existe dans les termes des conciles de Rome que j'ai cités plus haut. Voir encore, pour cette expression, le *Digeste*, V, 1, 34; le *Code Justinien*, XL, iv, 44, XL, v, 1 et 26, § 1; V, xxvii, 2, en comparant la *Novelle*, LXXXIX, cap. vii, initio; Orelli, *Inscriptionum amplissima collectio*, n° 4407, **QVEI ME RELIOVIT LEBERTA**; Gruter, *Inscriptiones antiquæ*, p. cccc, n° 7, **RELIOVIT PATRIMONII H S**, etc.; Forcellini, v° *Relinquo*; Gregor. Turon., *Vitæ Patrum*, XII, 5. Brachionem reliquit hæredem; et surtout, car dans ces deux derniers textes la formule chrétienne est complète, *Historia Francorum*, IX, 26, pro remedio animæ.... multos per chartulas liberos derelinquens; *Miracula S. Juliani*, XIV, villam quam pro animæ suæ remedio sibi reliquerat.

de briques où reposait encore un squelette, une épitaphe que je dois transcrire :

**HIC REQUIESCET  
IN PACE BONAE  
MEMORIAE ARENBERGA  
QVI VIXIT ANNOS XXVIII  
OBIET IN PACE VIII  
KALENDAS MAIAS  
AVIENO VERO CLA-  
RISSIMO CONSOLE.**

**HIC RELIQVIT  
LEVERTO PYERO  
NOMINE MANNONE  
PRO REDEMPTIONEM  
ANIMAE SUAE <sup>1</sup>.**

Une autre inscription chrétienne servait de seuil à une cave; celle-ci devint un banc extérieur de la même habitation. Aussi bien, qu'eût-on fait de cette vieille pierre; on l'avait lue sans en comprendre le sens. Il y avait là, pour tous ceux qui y avaient jeté les yeux, l'épitaphe assez claire d'une femme nommée Aremberge, puis une seconde légende funéraire débutant aussi par les mots **HIC REQUIESCIT**, et consacrée à un enfant ou esclave appelé Mannon. Là commençaient les ténèbres. Que faire de la formule finale? Comment s'expliquer, surtout, la présence d'un seul squelette, là où une double épitaphe annonçait une double sépulture.

Les monuments s'éclairent par les monuments de la même contrée; on l'ignorait et l'on négligeait de comparer les deux inscriptions de Briord. Où l'on s'égarait à lire la formule banale **HIC REQUIESCIT**, la première épitaphe indiquait l'existence du mot **RELIQVIT**, et ce mot dénouait toute difficulté. Sur les deux pierres, même mention; toutes deux parlaient de manumissions par testament; la seconde, plus explicite, nous disait que « pour la rédemption de son âme, Aremberge » avait affranchi un esclave appelé Mannon. »

C'est là ce que Spon avait défilé de rencontrer « avant le septième ou le huitième siècle, » et le nom d'Avienus qui figure trois fois dans

<sup>1</sup> *Hic requiescit in pace bonæ memoriæ Arenberga quæ vixit annos XXVIII; obiit in pace VII kalendas maias, Avieno viro clarissimo consule.*

*Hæc reliquit libertum puerum nomine Mannonem, pro redemptione animæ suæ.*

les fastes consulaires, attribuée d'une manière certaine à 450, à 501 ou à 502 l'exécution du monument de Briord.

C'est la première fois que les bonnes œuvres *pour la rédemption, pour le remède de l'âme*, se trouvent rappelées sur les épitaphes; mais la formule si précise inscrite sur le marbre d'Aremberge, la mention évidemment semblable que fournit la première inscription<sup>1</sup>, permettent d'attendre des fouilles nouvelles d'autres éléments de réponse<sup>2</sup>.

J'ai montré, en étudiant nos inscriptions chrétiennes<sup>3</sup>, comment, dès les premiers siècles, la prière pour les morts revêt une même forme dans les contrées les plus éloignées; mais l'unité des formules n'est qu'un fait peu frappant, si on la compare à l'unité des pratiques.

Parmi les traits les plus marqués qui distinguent l'Eglise naissante, j'ai signalé l'idée d'allégresse, si éloignée de l'esprit des païens, adoreurs tremblants de divinités menaçantes et terribles. Quelques noms disparus à cette heure, *Hilarité, Nicée, Gaudence*, d'autres que nous gardons sans les comprendre, *Victor, Hilaire, Vincent*, tous ceux enfin qui rappellent la joie et la victoire, témoignent, par leur multiplicité aux temps antiques, de l'allégresse spirituelle qui avait saisi le monde à la venue du Christ. Je me lasse à recueillir les preuves de ce nouvel état des esprits. Depuis saint Paul qui le révèle et l'encourage, jusqu'à saint Grégoire le Thaumaturge, depuis le *Pasteur* d'Hermas jusqu'aux écrits du grand saint Jérôme, partout, à l'orient comme à l'occident, en Éthiopie comme à Rome, en Gaule comme en Germanie, éclate cette joie universelle. Les monuments, comme toujours, sont d'accord avec les textes, et rien n'annonce encore les représentations lugubres que doit enfanter le moyen âge, austère traduction du *Memento quia pulvis es*.

Tout est joie, tout est victoire dans les tableaux tracés aux premiers siècles. Au lieu de crucifix où le Sauveur expire, des croix couvertes de fleurs, de pierres précieuses; les scènes de la Passion, figurées sur les sarcophages, s'arrêtent au tribunal de Pilate pour que l'œil du fidèle ne soit pas attristé par les souffrances du Sauveur; la cou-

<sup>1</sup> La mention de l'affranchissement a été gravée après coup sur ce marbre, en caractères de petite dimension et dans un vide étroit que laissaient les ornements. Ajoutée pour rappeler le souvenir des derniers bienfaits du testateur, elle eût sans doute été complète, comme celle de la tombe d'Aremberge, si l'espace n'eût fait défaut.

<sup>2</sup> L'antiquaire devine un autre indice dans une troisième pierre, semblable à celle d'Aremberge, trouvée au même lieu et portant le nom du même consul; sur cette dalle, qui ne présente qu'une seule inscription, gravée à son extrémité, la seconde colonne est restée vide, sans doute pour attendre la mention dont Briord nous offre un double exemple. C'est ce débris qui sert de seuil à une cave.

<sup>3</sup> Tome I, n<sup>o</sup> 75 et 295.

ronne d'épines se change en couronne de roses<sup>1</sup>; c'est Simon, et non pas le Christ, qui porte la croix au Calvaire; et la résurrection nous montre, au lieu du Seigneur déchiré de blessures, le labarum étincelant au-dessus des gardes du sépulcre<sup>2</sup>.

C'est au milieu de semblables scènes que Spon voudrait trouver, dans sa réalité terrible, l'image des flammes du purgatoire!

Certes si, comme nous, il eût pu voir à Saint-Jean-de-Latran, à Arles, à Marseille, à Toulouse, dans les galeries des catacombes romaines, se dérouler ce merveilleux système expliqué par la fresque et par le marbre, le savant n'eût pas jeté ses défis. Il eût remarqué sur les tombes l'image des défunts, debout, priant, les bras en croix, entre les arbres du paradis rêvé par la foi des survivants. Il eût comparé ces figures toujours souriantes devant la mort aux bas-reliefs à conclamations qu'il avait publiés lui-même, et qui montrent, malgré l'antique euphémisme, l'appareil réel de la mort du païen<sup>3</sup>. L'existence d'un ordre nouveau se serait révélée à son âme; il eût compris le sens des préceptes évangéliques et cherché ailleurs que dans des sentiments préconçus le dernier mot de l'antiquité chrétienne.

Sa pénétration l'eût trouvé; soulevant d'une main respectueuse le voile dont le Christ enveloppa l'Église, il eût vu la discipline antique cachant aux Gentils comme aux Juifs la célébration du mystère eucharistique; les catéchumènes exclus avec eux<sup>4</sup> et ignorant, au seuil même de l'initiation, *ce que reçoivent les fidèles*<sup>5</sup>. Dans une religion où tout était arcané, le symbole, il nous l'eût dit lui-même, occupait une large place. Cette figuration de la messe, qu'il se fût étonné d'avoir cherchée, serait devenue pour lui l'impossible violation de la loi du secret, exposant aux yeux de tous ce que les fidèles seuls étaient admis à connaître<sup>6</sup>. Il nous eût montré l'artiste voilant la réalité sous le symbole, l'Eucharistie figurée par le poisson<sup>7</sup>, par l'emblème du

<sup>1</sup> Sarcophage du Musée de Saint-Jean de Latran; en rapprocher une peinture de la catacombe de Prétextat. (Perret, *Catacombes*, t. I, planche LXXX.)

<sup>2</sup> Voir mes *Inscriptions chrétiennes*, t. I, p. 302 à 304.

<sup>3</sup> Voir mes *Inscriptions chrétiennes*, t. I, p. 94.

<sup>4</sup> Schelstrate, *Disciplina arcani*, p. 95 et suivantes.

<sup>5</sup> S. August., *Tract. in Joann.*, XI, § 3. Si dixerimus catechumeno : credis in Christum? respondet credo et signat se; jam crucem Christi portat in fronte et non erubescit de cruce Domini sui. Ecce credidit in nomine ejus. Interrogemus eum : manducas carnem Filii Hominis et bibis sanguinem Filii Hominis? Nescit quid dicimus, quia Jesus non se credidit ei. § 4. Et nesciunt catechumeni quid accipiant christiani. Cf. *Serm. CXXXII*, édition Gaume, t. III, p. 1805, 1804, 1806, t. V, p. 930, etc.

<sup>6</sup> Cf. Mabillon, *de Cultu Sanctorum ignotorum*, n° XVII, pour le mystère dont s'enveloppait le saint sacrifice.

<sup>7</sup> S. August., *Confess.*, XIII, cap. XXI et XXIII. De Rossi, *De Monumentis christianis IXΘΥΝ exhibentibus*, p. 25.

pain et du vin<sup>1</sup> où les profanes croyaient surprendre la preuve d'une secrète dévotion à Cérès et à Bacchus<sup>2</sup>.

Quelques pas encore dans une vie trop tôt terminée<sup>3</sup>, Spon aurait compris, admiré ces mystères; et peut-être, songeant au caractère immuable revêtu par le culte dès l'âge apostolique, eût-il, converti de la science, accepté la main que lui offrait une tendre pitié pour adorer et défendre à son tour les dogmes méconnus par ses pères.

EDMOND LE BLANT.

<sup>1</sup> De Rossi, p. 20.

<sup>2</sup> S. Aug., *Contra Faustum*, XX, 15.

<sup>3</sup> Spon mourut à trente-huit ans, le 25 décembre 1685. (*Nouvelles de la république des lettres*, juin 1686, p. 656.)

# CHATEAUBRIAND ET SON ÉPOQUE

---

M. DE CHATEAUBRIAND, sa vie, ses écrits, son influence littéraire et politique sur son temps, par M. VILLEMMAIN. Paris, *Michel Lévy*.

## I

M. Villemain a non-seulement élevé, comme le disait M. Augustin Thierry, l'histoire littéraire à toute la dignité de l'histoire sociale ; il a aussi, dès sa première jeunesse, pris une part importante aux affaires publiques de notre pays. Membre du conseil d'État, député, pair de France et ministre, il a fait entendre dans nos assemblées politiques une voix éloquente et autorisée. Rentré aujourd'hui dans la vie privée, il veut nous faire profiter de sa longue expérience en retraçant les grands débats qui ont illustré la tribune moderne.

Le volume qu'il a consacré à M. de Chateaubriand a obtenu un succès aussi éclatant que légitime. Il y a encore, en France, un public nombreux qui cherche sa nourriture intellectuelle ailleurs que dans les cours de la Bourse ou dans ces anecdotes scandaleuses qui défrayent une certaine presse. M. Villemain n'a pas douté de lui et l'a convié à ces nobles et grandes études qui ont fait la force du passé et qui sont le flambeau de l'avenir.

La tribune est envisagée par M. Villemain comme la plus haute expression politique de la civilisation moderne. M. de Chateaubriand n'a jamais tenu le premier rang parmi les orateurs parlementaires, pour quoi lui donner la première place, comme le fait M. Villemain ?

Nos assemblées délibérantes ont pu entendre des orateurs plus complets que M. de Chateaubriand ; mais aucun d'eux n'a exercé autant d'influence sur les destinées de son pays. Il a donc le droit de revendiquer la première place. En étudiant sa vie et ses ouvrages, nous retrouvons d'une façon saisissante les caractères généraux de son époque, ses grandeurs et ses misères, les traditions qu'elle a reçues, celles qu'elle laisse derrière elle.

Notre génération doit l'hommage à M. de Chateaubriand : qui pouvait mieux acquitter cette pieuse dette que M. Villemain ?

M. Villemain a voulu élever un monument durable à la gloire de

M. de Chateaubriand, aussi n'a-t-il pas fait un panégyrique à la façon de l'antiquité, mais un tableau fidèle où les ombres ont leur place comme les couleurs vives. Il a pensé que M. de Chateaubriand ne serait pas convenablement loué, s'il n'était pas représenté tel qu'il était, avec les qualités incomparables de son âme et de son esprit, comme avec les défauts, les travers et les bizarreries de son caractère. Si la renommée des faux grands hommes perd tout à se voir dépourvue de ce prestige d'emprunt dont ils savent si habilement se revêtir pendant leur vie, ceux qui, comme M. de Chateaubriand, ont reçu une parcelle du génie divin n'ont rien à redouter d'une semblable épreuve ; ils laissent derrière eux des œuvres dans lesquelles leur grandeur éclate en caractères ineffaçables<sup>1</sup>.

M. de Chateaubriand a eu certainement bien des faiblesses, et sa longue carrière n'est pas exempte de fautes. Mais, pour le juger impartialement, il ne faut pas l'isoler de ses contemporains, il faut au contraire ne pas oublier le milieu dans lequel il a vécu. En agissant ainsi, nous reconnaissons, avec M. Villemain, que ses travers ont été ceux des esprits les plus distingués, des cœurs les plus généreux de son époque. M. de Chateaubriand n'a pas été le seul, dans son siècle, à céder aux inspirations de l'orgueil et de l'ambition. La société moderne tout entière a ressenti les profondes atteintes des mêmes maux. Si nous allons y chercher la condamnation de la mémoire de M. de Chateaubriand, quel sort ne réserverions-nous pas à ceux qui n'ont pas l'excuse de son génie!

Tels sont les enseignements que nous avons trouvés dans l'ouvrage de M. Villemain. Nous allons essayer, en compagnie d'un si grand maître, d'examiner quelques phases de la glorieuse carrière de M. de Chateaubriand et quelques-uns des événements les plus notables de son époque.

## II

ESSAI SUR LES RÉVOLUTIONS. — GÉNIE DU CHRISTIANISME. — LES MARTYRS. —  
L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

1795 — 1814.

L'éducation est le moule dans lequel se modèlent les facultés de l'âme et de l'intelligence, aussi M. Villemain ne dédaigne-t-il pas de remonter aux premières années de M. de Chateaubriand. Son récit va le chercher dans ses jeux enfantins sur la grève de Saint-Malo, au milieu

<sup>1</sup> Quod non imber edax, non Aquilo impotens  
Possit diruere.

HORACE.

de sa famille, dans le vieux manoir de Combourg, puis le suit dans son court apprentissage de la carrière des armes, dans ses études, ses voyages en Amérique, et retrace les difficultés de tout genre qui vinrent l'assaillir dans l'émigration. Toute cette partie de la vie de M. de Chateaubriand est trop connue pour que nous croyions devoir nous y arrêter. M. Villemain est seul assez habile pour pouvoir donner quelque intérêt à ces détails.

Le premier ouvrage de M. de Chateaubriand, l'*Essai sur les révolutions*, fut écrit et publié en Angleterre. M. Villemain y voit « un livre plus indécis que sceptique, plus confus que contradictoire, « mélange informe d'études incomplètes et de génie naissant. Ce « livre valut à l'auteur quelque célébrité, et, comme il le dit plus tard, son pain du jour. »

Deux voies étaient alors ouvertes devant M. de Chateaubriand : il pouvait se trainer à la suite de Rousseau, pour lequel l'*Essai* professe l'admiration la plus vive, ou, au contraire, prendre en main la cause de la vérité alors si abandonnée, et s'en faire le défenseur et l'apôtre. En se décidant pour le premier parti, il entrait plus résolument dans le système qu'avait annoncé l'*Essai*, et ne pouvait fournir une longue carrière ; il se fût fait le champion impuissant d'une cause déjà perdue ; ses grandes facultés, ne trouvant pas le développement dont elles avaient besoin, se seraient promptement étiolées. M. de Chateaubriand sut heureusement renoncer à temps à ses premières erreurs. La publication de l'*Essai* l'avait mis en rapport avec les hommes les plus distingués de l'émigration française à Londres, MM. de Malouet, de Montlosier, de Fontanes, l'abbé Delille et le chevalier de Panat. Leurs sages avis l'éclairèrent peu à peu sur les dangers des théories qui l'avaient séduit. Il était ainsi travaillé intérieurement, lorsqu'il reçut une lettre de madame de Farcy, l'une de ses sœurs, qui lui apprenait la mort de sa mère : « Si tu savais, lui écrivait-elle, combien de pleurs tes « erreurs ont fait verser à notre respectable mère, combien elles paraissent déplorables à tout ce qui pense et qui fait profession, non « pas de piété, mais de raison, si tu le savais, peut-être cela contraindrait-il à t'ouvrir les yeux et à te faire renoncer à écrire. »

Les larmes de cette pieuse mère, les dignes et affectueuses remontrances de cette tendre sœur, achevèrent de toucher le cœur de M. de Chateaubriand : « J'ai pleuré, disait-il plus tard, et j'ai cru. »

Dès lors il renonce, non pas à écrire, mais à s'attacher plus longtemps à une école dont il voit toutes les erreurs ; il se met avec une ardeur infatigable au travail, il rassemble les matériaux du grand ouvrage par lequel il veut faire revenir la société française dans la voie du bon, du vrai et du beau, il prépare le *Génie du christianisme*.

Rentré en France et rayé de la liste des émigrés par le crédit



de M. de Fontanes, M. de Chateaubriand, avant de mettre la dernière main au *Génie du christianisme*, en détacha l'un des épisodes, *Atala*; qu'il publia immédiatement. M. Villemain, en rappelant l'enthousiasme que ce livre éveilla alors en France, se laisse aller à une réflexion qui nous semble bien amère : « Rien dans la froideur de notre siècle « industriel et banquier ne peut offrir l'idée de ces ardeurs de curiosité, de ces enchantements d'admiration, qui saluèrent alors l'œuvre « originale d'un génie naissant. Sans doute lui même manque aujourd'hui; mais, disons-le, le théâtre, l'auditoire, manquent aussi. »

Le succès d'*Atala*, celui de *René*, appelaient l'attention générale sur la publication prochaine du *Génie du christianisme*. M. de Chateaubriand se rendit aux exigences de la censure, en supprimant un chapitre sur les rois athées, et fit paraître son ouvrage en mai 1802. Cette nouvelle apologie de la foi chrétienne rappelait à une société qui vivait depuis dix ans sans lois et sans morale que la civilisation moderne devait ce qu'elle avait de plus noble et de plus élevé au christianisme. N'était-ce pas l'Évangile qui avait régénéré la famille et replacé la société sur ses véritables fondements? Le catholicisme n'avait-il pas exercé la plus heureuse influence sur la littérature et les arts? Telle était la religion qu'une fausse philosophie avait proscrite! Tels étaient les trésors que les sages du dix-huitième siècle avaient follement dissipés.

Le *Génie du christianisme* eut l'approbation, si précieuse pour l'auteur, des écrivains les plus distingués de l'époque, de madame de Staël, de MM. de Fontanes et Joubert; il eut aussi un succès vraiment populaire, et arracha même l'admiration de ceux dont il ne ménageait pas les préjugés. Cependant il fut attaqué, avec la plus grande partialité, par quelques hommes chez lesquels les passions politiques et irréligieuses faisaient taire le sentiment du vrai et du beau. Le *Génie du christianisme* n'était-il pas la condamnation éloquentes de ces législateurs serviles qui ne savaient manifester leur indépendance qu'en choisissant pour président Dupuis, le ridicule auteur de l'*Origine des cultes*.

Les athées et les régicides des grands corps de l'État voyaient avec inquiétude la main puissante de M. de Chateaubriand apporter son concours au rétablissement des autels. M. Villemain flétrit avec raison la triste polémique à laquelle se livrèrent alors la *Décade philosophique* et le *Journal de Paris*, pour qui « c'était une dernière liberté politique » que de s'attaquer à la religion.

La publication du *Génie du christianisme* fera époque dans notre histoire.

« M. de Chateaubriand, dit avec raison M. Villemain, en élevant « au seuil du dix-neuvième siècle un monument d'un art inconnu,

« dont l'éclat premier fut incomparable, dont les beautés, dans leur ensemble, ne seront pas surpassées, a comme les illustres orateurs d'Alexandrie, d'Antioche et de Constantinople enrichi sa langue d'un âge nouveau d'imagination et de génie contemplatif et pittoresque. »

Après le grand succès du *Génie du christianisme*, M. de Chateaubriand entra dans la diplomatie et fut envoyé à Rome en qualité de premier secrétaire d'ambassade. Nous pensons, comme M. Villemain, que, si le séjour de la ville éternelle fut loin d'être infructueux pour la gloire de M. de Chateaubriand, ce ne fut pas par la manière dont il s'acquitta de sa charge. Il a décrit avec une grande naïveté l'effet qu'avait produit sur lui son immense triomphe littéraire. « Je devins à la mode, dit-il, la tête me tourna ; j'ignorais les jouissances de la célébrité ; j'en fus enivré. » On comprend facilement, dès lors, qu'il acceptât souvent avec mauvaise grâce la position subordonnée dans laquelle il se trouvait vis-à-vis du cardinal Fesch, ambassadeur à Rome. Le chef de la légation et le premier secrétaire étaient en querelle perpétuelle.

M. de Fontanes, son ami, ne pouvait rester longtemps sans reconnaître combien la position de M. de Chateaubriand était difficile « Je crains bien, écrivait-il, que ce pauvre ami n'ait choisi la carrière qui lui convenait le moins. Son ambassadeur est un sot, j'en conviens, mais il est *oncle* et tout-puissant. Le secrétaire, qui devait user de la plus grande circonspection auprès d'un ennemi si redoutable, surcharge tous les courriers de ses plaintes ; or vous savez qu'il y a en Europe un écho qui redit tout ; cet écho est à la poste où toutes les lettres sont décachetées. Jugez de l'effet de confidences pareilles. »

Cependant il serait bien injuste de croire que M. de Chateaubriand donnait tout son temps à ces misérables querelles ; il employait la meilleure partie de ses journées à visiter la ville éternelle. Quels souvenirs n'évoquait pas sa puissante imagination ! Il conçut alors le plan de son poème des *Martyrs*. Il allait aussi visiter Naples et sa magnifique baie, puis à son retour il écrivait à M. de Fontanes sa Lettre sur la campagne de Rome. Si celui-ci avait eu souvent à se plaindre de la correspondance politique de M. de Chateaubriand, quel dédommagement ne dut-il pas éprouver en lisant cette lettre qui, malgré une certaine affectation dans le style, est un des plus beaux morceaux de l'illustre écrivain. Les horizons majestueux qui bornent cette campagne sévère et désolée y revivent comme dans les plus célèbres toiles du Poussin et de Claude Lorrain.

En 1804, M. de Chateaubriand fut nommé ministre plénipotentiaire dans le Valais. Il revint à Paris pour se réunir à madame de Chateaubriand, dont il avait été longtemps séparé. Il se préparait à se rendre

à son nouveau poste, quand un lugubre événement l'éloigna de la diplomatie. « Le 20 mars, dit M. Villemain, il entendit, près des Tuileries, crier le jugement de la commission militaire spéciale, siégeant à Vincennes, et la condamnation à mort du nommé Louis-Antoine-Henri de Bourbon. Ce cri, dit-il, tomba sur moi comme la foudre... Rentré chez moi, je dis à madame de Chateaubriand : Le duc d'Enghien vient d'être fusillé; et je me mis à écrire ma démission, sans qu'elle fit aucun effort pour m'en empêcher. »

Pendant les dix années qui suivirent, M. de Chateaubriand ne s'occupa que de littérature; il travailla avec ardeur à son poème des *Martyrs*. Les scènes principales de l'action étaient à Rome, mais le plan de l'ouvrage embrassait le monde romain tout entier; aussi, avant de terminer son œuvre, voulut-il visiter la Grèce, Constantinople, l'Asie Mineure, la Palestine, l'Égypte, les côtes d'Afrique, pays où la civilisation de l'antiquité avait jeté tant d'éclat, et qu'il trouva opprimés sous le joug dégradant de l'islamisme.

Les *Martyrs* parurent en 1809, et ne reçurent pas l'accueil qu'ils méritaient. Le mot d'ordre avait été donné à la presse pour attaquer à fond le nouveau livre. Cette consigne fut suivie avec une précision toute militaire. Si l'ouvrage fut beaucoup lu, il fut amèrement critiqué.

Un jeune homme qui débutait alors dans la carrière des lettres, et qui a su depuis se faire un grand nom, M. Guizot, défendit chaudement les *Martyrs* dans le *Publiciste*<sup>1</sup>. M. de Fontanes donna un noble exemple d'indépendance et de dévouement en insérant dans le *Journal de Paris* les belles strophes qui promettaient au poème persécuté les destinées glorieuses de la *Jérusalem délivrée*.

On ne saurait, en effet, égarer longtemps l'opinion publique. En littérature comme en autre chose, l'heure de la justice arrive toujours. La réaction prédite par M. de Fontanes ne se fit pas attendre; la seconde édition des *Martyrs* eut le succès que l'on s'était efforcé d'enlever à la première. « En même temps, dit M. Villemain, M. de Chateaubriand faisait le meilleur supplément à toutes les défenses et à toutes les corrections du poème des *Martyrs*. » Il publiait sous le titre d'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* les notes de son voyage en Orient. « Ce livre original et charmant, le plus naturel que l'auteur ait écrit, plein de souvenirs antiques, et les dominant par l'imagina-

<sup>1</sup> Il reçut de M. de Chateaubriand des lettres de remerciement, dont nous croyons devoir détacher ce passage : « Montrez-moi mes fautes, Monsieur; je les corrigerai. Je ne méprise que les critiques aussi bas dans leur langage que dans les raisons secrètes qui les font parler. Je ne puis trouver la raison et l'honneur dans la bouche de ces saltimbanques littéraires aux gages de la police qui dansent dans le ruisseau pour amuser les laquais. » Guizot, *Mémoires*, t. I<sup>er</sup>, p. 379.

« tion, ce livre, où les flatteurs et les timides du temps ne trouvaient rien d'offensif, enleva tous les suffrages. »

M. de Chateaubriand n'avait pas eu cette fois trop à se plaindre de la censure, dont le chef, M. de Pommereul, gentilhomme breton, ancien colonel de l'artillerie royale, « très-philosophe, dit M. Villemain, « et plein de verve cynique, montra quelque tolérance pour lui. Je « n'aime pas, disait-il, tout ce verbiage religieux, mais Chateaubriand « a du talent... L'Empereur ne l'aime pas ; moi, je lui porte intérêt : « je censure moi-même ses manuscrits, et surtout maintenant que le « papisme est si bas percé, je lui ai presque laissé dire tout ce qu'il « a voulu dans son *Itinéraire*. »

Ces paroles n'ont certainement pas besoin de commentaire, elles jettent un singulier jour sur bien des choses.

Les *Martyrs* achevaient la révolution que le *Génie du christianisme* avait inaugurée. La poésie reparaisait avec toute sa fraîcheur. Débarassée des formes de convention dans lesquelles le dix-huitième siècle l'avait renfermée, elle se retrempait non-seulement dans les grâces et le goût exquis du génie grec, mais encore dans les puissantes inspirations du monde romain et du christianisme. Telle est la voie que M. de Chateaubriand ouvrait à la génération pleine d'ardeur et de talent qui allait le suivre ; c'est là qu'elle a trouvé sa force. C'est en voulant la chercher ailleurs qu'elle s'est laissé tomber si bas.

Les *Martyrs* eurent sur l'histoire une influence aussi décisive, plus durable, et aujourd'hui universellement acceptée<sup>1</sup>.

Si M. de Fontanes avait généreusement secondé les premiers efforts de M. de Chateaubriand, s'il avait ensuite rendu un courageux hommage au génie de son ami, il n'aurait pu désarmer les colères ni les résistances des hommes qui partageaient les idées de M. de Pommereul, sans goûter la même quiétude d'esprit. L'Institut était parmi les grands corps de l'État l'asile de ces mécontentements qui crurent pouvoir se produire à l'occasion de la distribution des prix décennaux. La commission de l'Institut, excluant les ouvrages de M. de Chateaubriand, proposa pour le grand prix de morale le *Cathéchisme de morale universelle* de Saint-Lambert, puis l'ouvrage de Cabanis sur les *Rapports du physique et du moral dans l'homme*.

Le gouvernement ne voulut pas s'associer à cette pitoyable démonstration, et insista à deux reprises pour que l'Académie formulât son opinion sur le *Génie du christianisme*. M. Villemain nous fait connaître les débats qui s'élevèrent alors dans la docte compagnie. M. Népomucène Lemercier déclarait que le *Génie du christianisme*

<sup>1</sup> Voir l'article sur la Civilisation au seizième siècle (*Correspondant* du 25 janvier dernier), dans lequel M. Albert de Broglie rappelle les circonstances sous l'action desquelles la réforme historique s'est opérée.

« ne pouvait sans *une petite teinte de ridicule* occuper plus longtemps « l'Académie. » MM. Lacretelle et Sicard se prononçaient avec la même malveillance; mais, dit M. Villemain, « c'était moins que « Scudéry jugeant le *Cid*. » M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, par la nature même de ses critiques, montrait quelles situations disparates la Révolution avait faites. Voici quels étaient ses principaux griefs contre le *Génie du christianisme*. M. de Chateaubriand avait témoigné de l'irrévérence envers la Révolution et de la froideur pour l'Empire; il avait appelé l'Encyclopédie une Babel des sciences et de la raison; il avait blâmé le divorce comme portant le désordre au sein des familles, enfin il avait osé louer Pie VII, tandis qu'il n'avait parlé nulle part « de la bienveillance et de la bonté du monarque qui lui « avait rendu sa patrie, et lui avait *permis la célébrité* en attendant « qu'il obtint la gloire. »

Nous avons été heureux de trouver dans le livre de M. Villemain le jugement vraiment équitable que portait un autre membre de l'Académie. M. le comte Daru, « que ses engagements politiques auraient pu rendre plus circonspect ou plus sévère, » ne craignait point de compromettre sa réputation littéraire ou d'exposer sa faveur en faisant ressortir toutes les beautés du *Génie du christianisme*.

M. de Chateaubriand ne pouvait sortir que victorieux d'une semblable épreuve. Que pouvaient contre son immense réputation les antipathies philosophiques de M. Lemercier, les dédains de MM. Sicard et Lacretelle et les réserves diplomatiques de M. Regnaud ?

L'Académie française, avec ce tact admirable qui lui a toujours conservé la direction du mouvement intellectuel, comprit promptement qu'elle avait commis une grande faute, et la répara de la manière la plus noble et la plus habile en admettant M. de Chateaubriand dans son sein.

On sait comment les circonstances politiques retardèrent de quelques années la réception du nouvel élu.

## III

RESTAURATION. — PREMIÈRE POLÉMIQUE DE M. DE CHATEAUBRIAND. — DISCOURS A LA CHAMBRE DES PAIRS. — ÉTAT DES PARTIS.

1814 — 1816.

M. de Chateaubriand accueillit avec bonheur la Restauration. Les traditions de famille, les souvenirs de la Révolution et de l'exil, la haine du régime qui venait de tomber, tout le disposait à ne voir le salut de la France que dans le retour des Bourbons. En outre, un long

séjour en Angleterre l'avait mis à même d'y voir fonctionner le gouvernement représentatif. Il avait été frappé de la régularité qu'il comportait et de la prospérité que lui devait le peuple anglais. Aussi, à son retour en France, disait-il à M. de Fontanes : « En religion je suis papiste ; mais en politique je suis anglican. »

Il n'avait pas dissimulé ses préférences dans le *Génie du christianisme*, il y avait même envisagé le gouvernement représentatif comme l'apogée de la civilisation chrétienne.

Il ne faut donc pas s'étonner si la part de M. de Chateaubriand dans les événements de 1814 fut considérable. Il publia la fameuse brochure qui, suivant l'aveu de Louis XVIII, valait une armée pour la cause royaliste. Sa place semblait marquée dans les conseils du monarque, cependant il n'y fut pas appelé ; il alla siéger à la Chambre des pairs, où il acquit promptement une grande influence. M. de Chateaubriand, il faut le reconnaître, ne fut jamais traité sous la Restauration avec la déférence que commandaient son talent et ses services. Nous admettons volontiers que son caractère difficile et irritable se prêtait mal à ces concessions de chaque instant que l'homme d'État doit savoir faire ; mais nous nous refusons à lui contester, avec quelques-uns de ses adversaires, le sens politique.

M. de Chateaubriand avait eu dès le premier moment la notion exacte et précise des nécessités du gouvernement représentatif. Il saisit avec une admirable justesse d'esprit ce que le nouveau régime empruntait à l'ancien, comme ce qu'il en avait irrévocablement abandonné. Aussi, quel que fut le terrain sur lequel les revirements de la politique le placèrent, l'ardeur de la lutte ne le poussa jamais à transformer des expédients en principes. Il fut toujours sur la brèche pour défendre les conditions essentielles sans lesquelles le gouvernement représentatif ne peut pas exister, les prérogatives de la couronne, les libertés publiques, les droits du parlement, le maintien de l'honneur national vis-à-vis de l'étranger.

M. de Chateaubriand, tout en ne prenant point part à la direction des affaires, s'appliqua par ses écrits à signaler aux gouvernants comme aux gouvernés les écueils qu'ils devaient éviter pour assurer la marche régulière du système établi par la Charte de 1814.

On sait avec quelle modération la première Restauration s'était accomplie. « Un antagoniste trop implacable de la royauté, dit M. Villemain, un de ceux qui l'avaient combattue jusques et au delà de l'échafaud de Louis XVI, Carnot écrivait en 1814 cet aveu mémorable : « Au retour des Bourbons, la joie fut universelle ; il n'y eut qu'une opinion, qu'un sentiment, les anciens républicains, particulièrement « opprimés, applaudirent franchement à la Restauration. »

A peine quelques destitutions de fonctionnaires amovibles avaient-

elles été prononcées. Si des impatiences s'étaient manifestées, si certaines mesures maladroites avaient blessé les amours-propres, il n'y avait pas au fond de tout cela un grief sérieux contre le gouvernement de Louis XVIII. Cependant Carnot publia un Mémoire au roi dans lequel il énumérait avec complaisance toutes les plaintes des hommes de la Révolution. Le roi avait daté la Charte de la dix-neuvième année de son règne; il avait pris le titre de roi de France au lieu de celui de roi des Français; enfin il avait déclaré qu'il régnait par la *grâce de Dieu*. De plus, après avoir dit dans ses proclamations que tout le monde conserverait ses places, il n'avait pas craint de signer quelques révocations.

M. de Chateaubriand répondit à ce manifeste par une brochure intitulée *Réflexions politiques*. La vigueur et la netteté de l'argumentation étaient relevées par la richesse et l'éclat du style. Après avoir fait un parallèle entre la pauvreté et le désintéressement des régicides anglais, et l'ignoble calcul de ceux qui s'étaient fait de l'échafaud de Louis XVI un marchepied pour arriver à la fortune, il stigmatisait en ces termes l'attitude des régicides qui auraient voulu que toutes les faveurs du gouvernement de Louis XVIII fussent pour eux : « Si des « fortunes immenses ont été faites, si après avoir égorgé l'agneau on « a caressé le tigre, si Brutus a reçu des présents de César, il fera « mieux de garder le silence, l'accent de la fierté et la menace ne « lui conviennent plus. »

Il n'avait pas grand'peine à réfuter victorieusement tous les sophismes de Carnot, puis il terminait en engageant tous les partis à chercher dans le pacte constitutionnel que la France devait à la sagesse du roi l'oubli du passé et la sécurité de l'avenir. « La Charte, disait-il, « n'est point une plante exotique, un accident fortuit du moment; c'est « le résultat de nos mœurs présentes; c'est un traité de paix signé « entre les deux partis qui ont divisé les Français; traité où chacun « des deux abandonne quelque chose de ses prétentions pour con- « courir à la gloire de la patrie. »

M. Villemain ne donne qu'un éloge restreint aux *Réflexions politiques*; il pense que M. de Chateaubriand eut alors bien plus de talent que de prévoyance, et qu'en s'appliquant à concilier les partis il ne remplit qu'à moitié cette œuvre difficile. « D'un côté il rassurait trop; « de l'autre il irritait souvent. » Nous ne saurions souscrire à ce jugement de M. Villemain, qui ne nous paraît rendre à M. de Chateaubriand que la moitié de la justice à laquelle il a droit. Nous croyons, avec un autre écrivain, « qu'il y eut, grâce au talent de M. de Chateaubriand, un court moment où l'union des royalistes et des constitutionnels parut près de s'accomplir<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Duvergier de Hauranne, *Histoire du gouvernement parlementaire*, tom. II.

Le gouvernement de la première restauration s'inquiétait trop peu des manœuvres de ses ennemis; il ne songeait ni à les désarmer ni à user des moyens que la loi lui donnait pour punir les conspirateurs. Ce sera là certainement sa plus grande faute aux yeux de ceux qui cherchent l'histoire de cette époque ailleurs que dans le livre de M. Vanlabelle.

Au mois de mars 1815, Louis XVIII reprenait le chemin de l'exil et se dirigeait vers Gand, où M. de Chateaubriand le rejoignit, et fut nommé ministre de l'intérieur. M. de Chateaubriand rédigea pendant les Cent-Jours plusieurs documents très-importants. On lira toujours avec intérêt le Rapport au roi du 12 mai 1815, dans lequel il faisait ressortir avec une grande habileté le lien indissoluble qui existait entre la maison de Bourbon et le gouvernement représentatif. Louis XVIII subissait son influence plutôt qu'il ne l'acceptait. Il accorda cependant à ses instances et à celles de M. de Talleyrand le renvoi du duc de Blacas, et publia à son retour en France la proclamation de Cambrai, qui donnait de nouveaux gages à la politique tracée dans le Rapport du 12 mai, et reconnaissait noblement les fautes qui avaient amené le 20 mars.

Cependant l'heure des fautes était loin d'être passée; quelques jours après, Louis XVIII en faisait encore une bien grande en laissant le ministère de la police à Fouché. Le prince de Bénévent était de trop facile composition pour ne pas consentir à siéger dans les conseils du roi à côté du duc d'Otrante, son ancien collègue du Directoire, du Consulat et de l'Empire. Mais on ne pouvait pas s'attendre à ce que M. de Chateaubriand poussât aussi loin l'esprit de conciliation. Si sa conscience lui avait fait un devoir impérieux de résigner ses fonctions diplomatiques le 20 mars 1804, ne lui interdisait-elle pas d'associer sa fortune politique à celle du moine apostat, du conventionnel régicide, de l'impitoyable exécuter des vengeances du Comité de salut public, du ministre de toutes les tyrannies. M. de Chateaubriand quitta donc son portefeuille et reçut le titre de ministre d'État.

Forcé d'aborder dans la suite de la vie politique de M. de Chateaubriand les points les plus délicats de notre histoire contemporaine, nous ne saurions avoir l'espérance de nous trouver constamment d'accord ni avec tous les lecteurs ni avec tous les rédacteurs du *Correspondant*. C'est le malheur de notre temps, que des hommes unis sur les principes généraux de l'honneur, de la liberté et de la religion soient encore divisés sur l'application de ces principes. Le devoir de tout homme sincèrement dévoué à son pays est d'éviter avec soin tout ce qui peut aggraver cette déplorable situation; aussi, en usant dans l'exposition de nos sentiments personnels de toute la liberté que le *Correspondant* laisse à ses rédacteurs, nous sommes-nous appliqué à écarter de



notre pensée toute idée de récrimination, et de notre plume toute expression blessante.

L'autorité royale se rétablissait, en 1815, dans des conditions bien moins favorables que l'année précédente. En 1814 Louis XVIII avait trouvé la France paisible et unie. Il n'y avait alors ni vainqueurs ni vaincus. La confusion et le désordre qui régnèrent pendant les Cent-Jours avaient ravivé les anciennes haines et les passions politiques. Les partis s'observaient avant d'en venir aux mains; mais, quelle que fût l'issue de la crise, il fallait redouter de grandes réactions et de tristes scènes de violence populaire. Plusieurs grandes villes de nos départements du Midi furent troublées par ces agitations et ces désordres dans lesquels périrent de nobles victimes. Au fond, c'était toujours la même populace qui commettait les mêmes excès. Les assassins du maréchal Brunes'inspiraient des exploits de Jourdan Coupe-tête. La conscience publique réprouvera toujours de pareils excès. Mais on ne saurait imputer la responsabilité de ces événements, que l'esprit de parti a singulièrement grossis, au gouvernement, qui n'épargna rien pour y mettre fin, ni aux chefs du parti royaliste, qui mirent tout en œuvre pour les empêcher<sup>1</sup>. Nous reconnaissons avec M. Villemain que le gouvernement n'adopta pas toujours les meilleures mesures; et nous considérons avec lui l'exécution du maréchal Ney comme un acte aussi rigoureux qu'inutile. Cependant, s'il nous est facile de démêler aujourd'hui la ligne de conduite qui eût été la meilleure à suivre, il serait injuste de ne pas tenir compte de l'embarras des hommes qui étaient à la tête des affaires, et qui croyaient à la nécessité d'un exemple éclatant.

La première pensée du roi avait été de convoquer les représentants du pays. La chambre de 1814 n'existait plus de fait puisqu'elle avait fait place à celle des Cent-Jours. D'ailleurs, élue plusieurs années avant la Restauration, sous un gouvernement tout différent, elle ne pouvait être regardée comme la représentation d'un pays éprouvé par de grands changements. Il n'y avait pas à songer à la chambre des Cent-Jours. Il fallait donc s'adresser aux électeurs. Le Rapport du 12 mai 1815 indiquait les améliorations dont le système électoral établi par la Charte était susceptible. En l'absence de toute loi sur les élections, l'ordonnance royale du 13 juillet 1815 réalisait les promesses de l'exil. Les collèges électoraux étaient convoqués. Le nombre des députés était porté de deux cent cinquante-huit à trois

<sup>1</sup> Nous avons consulté avec beaucoup de fruit sur toute cette époque la Notice historique de M. le comte de Neuville sur M. de Villèle. On y trouvera les détails de l'assassinat de l'infortuné général Ramel, et le malheureux concours de circonstances qui rendit inutiles les courageux efforts de M. de Villèle pour désarmer une populace furieuse.

cent quatre-vingt-quinze. L'âge de l'éligibilité était abaissé de quarante ans à vingt-cinq ans. Enfin, l'ordonnance invitait la nouvelle chambre à s'occuper sans délai de la confection d'une loi électorale, et de la révision des articles de la Charte qui en contenaient les principes.

Les élections donnèrent une chambre très-royaliste, que Louis XVIII, dans sa joie première, déclara introuvable. M. de Talleyrand ne s'associa pas longtemps à la satisfaction du roi; il ne crut même pas pouvoir se présenter devant le parlement. « Le ministère, dit M. Villemain, qui succédait aux Cent-Jours, avec Fouché dans son sein, « comme une flèche empoisonnée, était blessé à mort en naissant; et il « suffisait, non pas de l'ascendant d'une majorité royaliste, mais du « premier souffle d'une assemblée libre pour que pareille honte ne pût « durer »

Le nouveau ministère, présidé par le duc de Richelieu, se composait d'hommes dévoués à la monarchie, résolus à faire la sincère application de la Charte, et aspirant à la prompte libération du sol de la patrie qu'occupaient encore les armées étrangères. Mais il s'inquiétait du zèle des amis les plus ardents de la royauté, il craignait que les intérêts de toute sorte qui s'étaient développés dans le pays depuis 1789 n'en prissent ombrage, il redoutait enfin les conséquences que pourraient avoir sur l'opinion publique des exagérations dont le gouvernement souffrait tout le premier. Cette manière de voir avait certainement sa raison d'être : elle était partagée par beaucoup d'hommes distingués et pleins d'attachement pour la maison de Bourbon et les principes du gouvernement représentatif. Dans quelle mesure le ministère devait-il se préoccuper de cette difficulté? Tous les dangers de la situation disparaissaient-ils devant celui-là? Le gouvernement devait-il concentrer toutes ses forces pour conjurer ce péril et briser les obstacles qu'il rencontrait de ce côté? M. Villemain l'a pensé; il nous permettra toutefois de ne pas être de son avis, et de croire que le ministère s'alarmait beaucoup trop.

La chambre des députés était pleine d'ardeur et d'inexpérience. Profondément royaliste, elle se sentait peu disposée aux concessions, elle jugeait que le cabinet servait mal la cause commune en continuant les traditions de 1814, qui lui semblaient sévèrement condamnées par des événements encore récents. Elle manifesta du reste les tendances les plus indépendantes, en s'associant avec enthousiasme au cri de *vive le roi quand même*, qu'elle prit pour signe de ralliement; elle déclarait hautement qu'elle entendait conserver dans toute leur intégrité les attributions constitutionnelles que lui donnait la Charte. La majorité ne tarda pas à se discipliner, et à se ranger sous la direction de MM. de Villèle et de Corbière, hommes nouveaux,

pleins d'activité, ayant tous deux une merveilleuse intelligence des affaires.

L'ordonnance du 13 juillet 1815 avait indiqué aux chambres la confection d'une loi électorale comme la mesure la plus urgente qu'il importait de prendre. C'était une loi fondamentale, et qui devait décider de l'avenir de la monarchie représentative. A peine cette question se trouva-t-elle portée à la chambre des députés qu'elle révéla un dissentiment capital entre celle-ci et le ministère. Si l'on était d'accord sur le maintien de l'élection à deux degrés, on ne s'entendait pas sur l'organisation des collèges électoraux. M. de Vaublanc, ministre de l'intérieur, avait déclaré qu'il voulait rendre le corps électoral *subordonné et dépendant*, et avait proposé un système très-compiqué, qui laissait à l'administration la haute main dans la composition des collèges électoraux. La majorité se montra très-hostile à ce projet, et lui opposa, par l'organe de M. de Villèle, rapporteur de la commission, un système très-simple qui donnait la propriété pour base unique à la capacité électorale, et qui appelait à la vie politique une grande partie de la nation en faisant entrer dans les collèges du premier degré tous ceux qui payaient cinquante francs de contribution. Dans cette discussion les orateurs de la majorité posaient avec résolution et netteté les droits du parlement. Leurs allures indépendantes et fougueuses inquiétaient à un tel point les esprits les plus sages et les plus rassis, qu'ils cherchaient à résister à ces tendances en exagérant les prérogatives de la couronne. M. Royer-Collard fit même entendre ces paroles : « Le jour où le gouvernement n'existera que par la majorité de la « chambre ; le jour où il sera établi en fait que la chambre peut re- « pousser les ministres du roi, et lui en imposer d'autres, qui seront « ses propres ministres et non les propres ministres du roi ; ce jour-là « c'en est fait, non pas seulement de la Charte, mais de notre royauté. « de cette royauté indépendante qui a protégé nos pères et de laquelle « la France a reçu tout ce qu'elle a jamais eu de liberté et de bonheur : « ce jour-là nous sommes en république<sup>1</sup>. »

Singulier retour des choses d'ici-bas ! Quatorze ans plus tard, la majorité de la chambre des députés, professant sur la souveraineté parlementaire les doctrines qu'avait condamnées M. Royer-Collard en 1816, choisissait celui-ci comme président, et refusait son concours à des ministres pris en dehors d'elle.

Le projet de loi électorale proposé par la commission de la chambre des députés fut adopté et porté à la chambre des pairs, où il fut appuyé par M. de Chateaubriand qui avait épousé avec chaleur la querelle de la majorité de la chambre des députés. La chambre des pairs avait

<sup>1</sup> *Moniteur* du 19 février 1816.

parfaitement compris le rôle du pouvoir modérateur que la constitution lui donnait, et s'appliquait à tempérer ce qu'il y avait d'excessif dans le zèle monarchique de la chambre des députés ; elle ne voulut pas condamner la politique ministérielle et rejeta le projet de loi sur les élections.

M. de Chateaubriand, avec l'ardeur de son esprit et la vivacité de ses sentiments, ne pouvait apporter une grande mesure dans des luttes où les plus modérés eux-mêmes donnaient l'exemple de la violence. Nous ne nous étonnerons pas non plus que M. de Chateaubriand ait cédé à l'entraînement général en s'associant aux démonstrations bien légitimes qui furent faites en l'honneur des royales victimes des fureurs de la Révolution. Les hommes les plus calmes et les moins passionnés éprouvaient la même émotion que lui, et M. Decazes s'était fait un titre d'honneur auprès de la chambre des députés de lui avoir communiqué la lettre testamentaire de la reine Marie-Antoinette. M. de Chateaubriand fit entendre sur cette lettre et sur la commémoration du 21 janvier des paroles éloquentes et généreuses qui seront toujours un titre d'honneur pour ceux qui les prononcent et pour les assemblées qui les écoutent avec une respectueuse sympathie.

Les discours de M. de Chateaubriand sur les différentes propositions adoptées par la chambre des députés pour améliorer la situation des établissements religieux et du clergé catholique indiquent un esprit large et tolérant. M. de Chateaubriand exprimait hautement ses regrets de voir le clergé prendre sa part du budget de l'État, comme s'il remplissait une fonction de l'ordre administratif. Il aurait préféré pour la dignité de l'Eglise lui voir des revenus permanents assis sur une dotation immobilière. Nous avouons que nous ne saurions voir dans ce système rien de contraire aux idées modernes, et nous croyons avec M. de Tocqueville que ce fut une grande faute de l'Assemblée constituante de n'avoir pas mieux compris que l'intérêt de l'État exigeait que l'Eglise eût une position indépendante. C'était avec raison aussi que M. de Chateaubriand signalait à la chambre des pairs l'insuffisance des mesures de réparation prises depuis le rétablissement du culte. 5, (0) paroisses étaient sans pasteurs, 10,000 n'avaient pas de presbytère, le cinquième des diocèses était sans maisons épiscopales ni séminaires. Presque partout les églises tombaient en ruine. Les succursalistes ne recevaient du trésor public qu'un traitement de cinq cents francs, les vicaires n'avaient pas la moindre subvention.

N'était-il pas bien naturel qu'en présence d'un pareil dénûment les catholiques demandassent des remèdes prompts et énergiques ? Nous louerons sans réserve M. de Chateaubriand qui défendit avec persévérance ces intérêts sacrés. Nous ne le blâmerons pas non plus d'avoir insisté pour faire disparaître du budget les pensions allouées aux an-

ciens ecclésiastiques mariés. A quel titre pouvaient-ils recevoir cette allocation ? N'y avaient-ils pas volontairement renoncé en abdiquant le caractère ecclésiastique ?

A la suite du rejet de sa proposition de loi électorale par la chambre des pairs, la chambre des députés s'apprêtait à en discuter une autre quand le ministère prit les devants et lui présenta un projet qui maintenait provisoirement les dispositions de l'ordonnance du 13 juillet 1815. Ce projet fut adopté avec des amendements de peu d'importance. Il ne restait plus qu'à le présenter à la chambre des pairs, qui l'aurait certainement accueilli favorablement pour donner au gouvernement un moyen légal et régulier de faire appel au pays par la dissolution de la chambre des députés et la convocation des collèges électoraux. Mais le ministre, fatigué des luttes constantes qu'il avait à soutenir dans la chambre élective, n'eut pas la patience d'attendre quelques jours de plus, et, avant que la chambre des pairs eût vidé cette importante question, sollicita du roi une ordonnance qui mit un terme à la session de 1815. M. Decazes, ministre de la police, qui s'était fait remarquer par sa conduite courageuse pendant les Cent-Jours, semblait plus pénétré que tout autre de la nécessité de se débarrasser d'un contrôle hostile. Louis XVIII, dont il était devenu le ministre de prédilection, avait fini par partager sa manière de voir, et s'était senti profondément blessé par l'indépendance avec laquelle la chambre avait revendiqué ses droits. Les souverains étrangers appuyaient le ministère<sup>1</sup>.

En ne se retirant pas devant la majorité de la chambre, le cabinet croyait remplir un devoir ; il était dans son droit en faisant appel au pays. Mais nous hésitons à croire qu'il ait choisi le meilleur moyen pour le consulter. La marche la plus naturelle à suivre consistait à réunir les deux chambres, à porter à la chambre des pairs la loi votée par la chambre des députés, puis à dissoudre celle-ci et à convoquer les collèges électoraux. Le ministère ne voulait à aucun prix se retrouver en face de la chambre de 1815 ; craignant aussi que le système consacré par l'ordonnance du 13 juillet ne renvoyât des députés aussi hostiles, il alla chercher dans l'article 14 de la Charte le moyen de pourvoir à toutes les nécessités de la situation. Une ordonnance royale avait réglé en 1815 les conditions de l'exercice du droit électoral ; une autre ordonnance ne pouvait-elle pas changer ces conditions et convoquer des collèges électoraux composés d'une autre manière ? M. de

<sup>1</sup> L'Empereur Alexandre écrivait à Louis XVIII « que dans l'intérêt du roi de France il lui paraissait qu'une dissolution de la Chambre des députés pourrait avoir d'utiles résultats. La nécessité d'obtenir un budget et de stabiliser les institutions du pays, garanties par les traités, lui en faisait une loi nécessaire, »

Chateaubriand avait répondu d'avance à cette question à la chambre des pairs.

« Une ordonnance a pu suffire au commencement de la présente session, parce qu'il y avait force majeure, parce que les événements commandaient ces mesures extraordinaires que la Charte autorise en temps de danger. Mais aujourd'hui quelle nécessité si violente justifierait un pareil coup d'État? »

Néanmoins l'ordonnance du 5 septembre 1816 prononça la dissolution de la chambre des députés, convoqua les collèges électoraux et revint à l'état de choses qu'avaient solennellement condamné le Rapport au roi du 12 mai 1815 et l'ordonnance du 13 juillet suivant. Les circonscriptions des collèges étaient changées, le nombre des députés était réduit de trois cent quatre-vingt-quinze à deux cent cinquante-huit, l'âge de l'éligibilité fixé à quarante ans.

Cet expédient fut approuvé par des hommes profondément attachés à nos institutions constitutionnelles, ils n'y virent qu'un seul résultat, l'éloignement immédiat de la chambre introuvable, sans réfléchir au danger qu'il y avait à laisser l'autorité royale régler par voie d'ordonnance ce qui devait faire l'objet d'une loi.

M. de Chateaubriand comprit qu'il y avait là un précédent funeste pour la monarchie constitutionnelle et prédit dès lors les malheureux événements qui la renversèrent quatorze années plus tard.

« En vertu de l'article 14 de la Charte qui donne au roi le pouvoir de faire les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'Etat, les ministres ne pourront-ils pas voir la sûreté de l'Etat partout où ils verront le triomphe de leurs systèmes? Il y a tant de constitutionnels qui veulent gouverner aujourd'hui avec des ordonnances, qu'il est possible qu'un beau matin la Charte soit confisquée au profit de l'article 14. »

#### IV

LA MONARCHIE SELON LA CHARTE. — POLÉMIQUE DE M. DE CHATEAUBRIAND  
DANS LE CONSERVATEUR.

1816-1820.

Pendant l'intervalle des deux sessions, M. de Chateaubriand avait préparé, en vue des luttes qui allaient éclater entre le ministère et les chambres, la *Monarchie selon la Charte*. Ministre d'État, membre d'un conseil privé qui ne se réunissait jamais, il déclarait qu'il trouvait dans cette publication le moyen de remplir ses fonctions de ministre.

« L'exposition des principes constitutionnels, dit avec raison M. Villemain, la description de l'ordre légal conçue par l'auteur, est aussi exacte et aussi nette que splendide et colorée... Nulle trace de théories mensongères. Droit inviolable mais limité du prince, responsabilité des ministres, puissance des majorités parlementaires. Le roi leur cède en changeant ses ministres, ou les dissout en consultant les électeurs. Le roi est au sommet, la nation au centre et partout répandue, par l'expression libre et légale de ses besoins et de ses vœux. La vérité monte d'un degré à l'autre, et le jeu régulier des institutions suffit pour en assurer le bienfait à tous. »

Pénétré des périls que courait une société où, comme le disait quelques années après M. Royer-Collard, la démocratie coulait à pleins bords, M. de Chateaubriand conjurait tous les grands pouvoirs de l'État et tous les défenseurs des libertés publiques de s'associer pour consolider le gouvernement représentatif. Ce livre fut pendant trente ans le catéchisme politique de la France, et suffirait seul pour assurer à son auteur le premier rang parmi les publicistes. Qu'il soit susceptible de critiques de détails, que l'on regrette avec M. Villemain quelques traits d'animosité personnelle, nous ne le contestons pas. Nous rappellerons seulement que les défauts de ce genre se retrouvent dans les écrits de la plupart des hommes d'État, et nous nous étonnons qu'avec son caractère entier et impatient de toute contradiction M. de Chateaubriand ait su soumettre les passions qui le dominaient au frein d'une sévère logique.

La *Monarchie selon la Charte* fut devancée de quelques jours par l'ordonnance du 5 septembre. M. de Chateaubriand ajouta à son livre un *post-scriptum* dans lequel il mettait le roi en scène et lui prêtait une pensée diamétralement opposée aux actes de son gouvernement. Il prétendait que le roi désirait que les électeurs renvoyassent la majorité qu'il venait de briser. M. de Chateaubriand, en faisant ainsi descendre la personne royale dans l'arène, ne se montrait pas fidèle observateur de la théorie qu'il avait développée avec tant d'éclat dans son livre. Il en fut sévèrement puni. Il perdit d'abord le titre et la pension de ministre d'État. Les rigueurs du cabinet ne s'arrêtèrent pas là, l'ouvrage fut déferé à la justice. Mais la chambre du conseil du tribunal de la Seine, en déclarant qu'il n'y avait pas lieu à suivre, épargna au règne de Louis XVIII l'odieux d'une condamnation contre l'un des plus illustres serviteurs de la monarchie.

Si nous ne voulons pas faire un crime à des ministres peu habitués encore aux exigences du gouvernement représentatif d'avoir fait intervenir auprès des électeurs la personne du roi, que la Charte leur commandait d'écarter de la lutte et de couvrir entièrement, nous de-

vous avoir au moins autant d'indulgence pour une erreur que M. de Chateaubriand expia chèrement.

Les élections de 1816 s'accomplirent dans les conditions que nous venons d'indiquer et donnèrent une grande majorité au ministère. La droite ne formait plus que la minorité dans la chambre des députés. Le cabinet ne devait-il pas rechercher son appui, maintenant qu'il se sentait assez fort pour lui dicter les conditions de l'alliance? Il ne le crut pas et se tourna du côté de la gauche. Telle fut la politique constamment suivie par M. Decazes pendant trois ans, politique qui a été jugée bien diversement, attaquée avec passion, parfois même avec injustice, et dont M. Villemain se constitue l'apologiste.

Nous ne partageons pas l'enthousiasme de l'illustre écrivain pour M. Decazes, tout en rendant hommage à la généreuse pensée qui l'a inspiré. Il n'a pas oublié qu'il avait fait à cette époque son entrée dans la vie publique. Après avoir donné le concours de son talent au ministre qui l'appela à de hautes fonctions, il vient quarante ans plus tard le défendre avec la même ardeur que s'il était encore tout-puissant; néanmoins, quelque éloquent que fût son plaidoyer, il n'a pas réussi à nous convaincre.

M. de Chateaubriand et ses amis politiques ne furent pas toujours injustes ni imprévoyants dans la lutte qu'ils engagèrent contre M. Decazes, et celui-ci dépassa maintes fois la limite des concessions que les plus libéraux de ses alliés pouvaient exiger de lui. Par quelle rai. on pouvait se justifier l'ordonnance royale du 15 novembre 1816, qui amnistiait les militaires qui avaient suivi le roi à Gand?

Non-seulement c'était une offense gratuite pour les royalistes les plus fidèles, mais le ministère se mettait en contradiction avec ses propres actes, puisqu'il avait poursuivi quelques-uns de ceux qui n'avaient pas alors quitté la France, et qu'il avait même fait exécuter les sentences les plus rigoureuses.

Des mesures de ce genre devaient jeter la droite dans une opposition ardente qui se manifesta lors de la discussion de la loi sur les élections. Le projet ministériel abandonnait le principe de l'élection à deux degrés qui, sous diverses formes, avait jusqu'alors prévalu, et attribuait indistinctement le droit de nommer les députés à tous les citoyens payant au moins trois cents francs d'impositions.

La droite comprenait tous les dangers que devait produire la concentration des droits politiques dans une certaine classe de la nation. MM. de Villèle et de Corbière réclamaient avec énergie le maintien du vote à deux degrés; M. Benoist, dans un discours qui ne fut pas réfuté, établissait que la représentation de la France allait être livrée à ceux qui payaient de trois cents francs à mille francs d'impôts et ne possédaient que le cinquième de la propriété foncière; ceux qui payaient



plus de mille francs de contribution et qui possédaient aussi un cinquième de la propriété foncière, étant moins nombreux que les premiers, voyaient leur influence complètement annulée par eux. Enfin ceux qui possédaient les trois autres cinquièmes du sol, c'est-à-dire les contribuables qui payaient moins de trois cents francs d'impôts n'avaient aucune part aux affaires publiques.

Il y avait là un double danger que les orateurs de la minorité pensaient conjurer en appelant tous les citoyens qui payaient vingt-cinq ou cinquante francs d'impôts à choisir les électeurs parmi ceux qui en payaient au moins trois cents. De cette manière un nombre bien plus considérable de citoyens participait à la nomination des représentants du pays. La grande propriété conservait l'influence que demandait l'intérêt de l'État, ceux qui la possédaient se trouvant naturellement désignés aux choix des électeurs du premier degré. Enfin on neutralisait de la façon la plus certaine l'action si dangereuse des démagogues sur les masses; car, si pour l'élection d'un député on peut tout craindre des manœuvres des partis, elles ont bien moins d'empire sur la désignation d'un simple électeur.

Néanmoins ce système que M. de Chateaubriand défendit à la chambre des pairs ne prévalut pas; la loi du 3 février 1817 consacra les principes tout opposés et fonda ce que l'on a appelé depuis « le pays légal. » M. Villemain ne se dissimule pas les imperfections de cette loi, qui établissait « la prédominance d'une bourgeoisie qui jouait « presque en France un rôle aristocratique avec trop peu de lumière « et de fermeté. » Nous la considérons, quant à nous, comme l'acte le plus impolitique du ministère du duc de Richelieu, comme la faute qui compromit le plus gravement l'avenir de la monarchie constitutionnelle en France. Toutes les tentatives qui furent faites plus tard pour améliorer le régime électoral n'aboutirent pas à en détruire le vice capital.

On vit alors en France un spectacle que l'Angleterre avait souvent donné. La droite, s'apercevant que la Charte était le seul refuge des partis vaincus contre l'arbitraire ministériel, demanda l'application rigoureuse de ses principes et l'abrogation des lois d'exception, dont elle sentait toute la gêne. Les rôles semblaient alors intervertis. Tandis que M. Royer-Collard prêtait l'appui de son talent à la loi qui suspendait l'exercice de la liberté individuelle, MM. de Villèle et de Corbière opposaient aux mesures de ce genre la résistance la plus énergique, et réclamaient la liberté de la presse. C'est le propre du gouvernement représentatif de placer la sauvegarde des intérêts des partis dans la stricte observation de la constitution. N'est-ce pas elle qui fait leur titre lorsqu'ils ont la force? N'est-ce pas elle qui est leur plus sûr bouclier contre les attaques d'ennemis plus puissants? Aussi ces luttes,

loin d'ébranler le gouvernement représentatif, consolident ses principes en les entourant du respect général.

M. de Chateaubriand prit une part considérable aux débats de cette époque, soit par ses discours à la chambre des pairs, soit surtout par les articles qu'il écrivait pour le *Conservateur*, revue périodique qui échappait à la censure à laquelle la presse quotidienne était soumise. M. de Chateaubriand se proposait un double but : il voulait rallier la droite derrière la Charte, comme derrière une citadelle inexpugnable, il espérait lui rendre la confiance du pays, en confondant sa cause avec celle des libertés publiques. Il était alors dans l'éclat de son talent de publiciste, et s'était presque complètement défat de cette affection qui départait ses premiers ouvrages, et qui devait reparaitre plus tard dans ses derniers. Si le *Conservateur* échappe à l'oubli qui est la destinée nécessaire des publications périodiques de ce genre, il ne le devra qu'aux pages éloquentes que M. de Chateaubriand lui a données.

Avec quelle vigueur il réfute les calomnies que les correspondances privées déversaient sur lui et sur ses amis politiques ! Avec quelle verve il met à néant la pauvre littérature des journaux ministériels !

« Le *Journal de Paris*, dit-il, prétend qu'il nous survivra. Eh, sans doute, comme l'*Almanach de Liège*, les *Prophéties de Matthieu-Lénsberg*, les *Étrennes mignonnes* : ces ouvrages-là ne meurent point. »

Avec quelle puissance d'ironie il flagelle les apostasies :

« Qu'un homme en place est heureux ! il peut faire autant de sottises qu'il le veut, et aussi longtemps qu'il le peut. Mais, si un beau jour il lui est utile de changer de système, il n'a qu'à parler. Qu'il dise seulement : « J'ai fait, je vous assure, tout le bien possible ; j'ai empêché tout le mal qui ne s'est pas fait. Continuez-moi ministre, et vous verrez. » Chacun, enchanté, répète les paroles du grand homme : « Il pense comme vous et moi, disent les bons royalistes, il n'a aucune raison d'être mauvais. Il a été forcé de faire comme les autres pour garder sa place, mais, au fond, c'est lui qui a empêché cette destitution.... — Qui vous a dit cela ? — Hé ! mais c'est le ministre lui-même. — Dans ce cas, le fait est certain.... »

Comme il sait dépeindre l'embarras de certaines gens dans des temps de crise.

« On encensera toujours Landry, Ebroïn, Bertaire, lorsqu'ils seront puissants, on les insultera toujours quand ils seront abattus. Aujourd'hui pourtant on est assez embarrassé, car on ne sait qui est ministre. Que la position des personnes prudentes est pénible ! Le mieux pour elles serait de se coucher jusqu'à l'événement ; quoi qu'il arrive, elles sont très-sûres d'avoir un ministère : alors elles sortiront comme le renard pour louer le lion dans sa force, comme l'âne pour donner le coup de pied au lion malade. »

M. de Chateaubriand s'effraye de cette passion pour l'égalité si vivace dans la nation française et que les esprits libéraux prenaient alors à tâche de développer sans mesure.

« Le principe de l'égalité absolue, dit-il, est le plus grand obstacle à l'établissement du gouvernement constitutionnel, car l'égalité absolue s'accommode du despotisme qui nivelle tout, mais ne peut s'arranger d'une monarchie qui établit une distinction de pouvoir. La liberté est le sentiment des âmes élevées, elle produit les grandes actions, crée les grandes patries et fonde les institutions durables; elle se plaît dans l'ordre et la majesté; elle s'allie avec tous les gouvernements hors avec le despotisme. L'égalité absolue est la passion des petites âmes, elle prend sa source dans l'amour-propre et l'envie, elle enfante les basses résolutions, et tend sans cesse au désordre et au bouleversement. »

Avec quelle prévoyance il prédit les catastrophes que détermineront les imprudences de ceux qui ne trouvent pas assez de liberté dans la monarchie représentative.

« Les insensés qui poussent à cette destruction se flattent en vain d'atteindre leurs chimères républicaines. Les peuples européens, comme tous les peuples corrompus, passeront sous le joug militaire; un sabre remplacera partout le sceptre légitime, et le sabre con viendra particulièrement à la France, amoureuse des armes, folle d'égalité, mais qui de liberté ne se soucie guère. »

Le ministère comptait parmi ses amis des hommes dont le zèle maladroît compromet toujours la cause qu'ils embrassent. Ils avaient cherché à désunir les royalistes en leur prêchant ce qu'ils appelaient la morale des intérêts. M. de Chateaubriand réfute avec une chaleureuse indignation ces adeptes de l'école des deux morales.

« Par la morale des intérêts, dit-il, l'âme humaine perd sa beauté, la vertu ses leçons, l'histoire ses exemples. Je n'ai point demandé aux ruines de Sparte si Léonidas avait connu la morale des intérêts... Était-ce l'intérêt ou le devoir qui porta les bourgeois de Calais à livrer leurs têtes à Édouard? Quand Charles VII était à Bourges, et Henri V à Paris, tous les intérêts étaient d'un côté, tous les devoirs de l'autre; qui l'emporta des intérêts ou des devoirs? On trouve dans les anciens comptes de la ville de Chartres une somme de quarante sous donnée à un tailleur pour avoir raccommo dé le pourpoint de Henri IV. Il paraîtrait que ceux qui suivaient alors ce roi n'y trouvaient pas un grand intérêt.

« Les intérêts ne sont puissants que lors même qu'ils prospèrent; le temps est-il rigoureux, ils s'affaiblissent. Les devoirs, au contraire, ne sont jamais si énergiques que quand il en coûte à les remplir; le temps est-il bon, il les relâche. J'aime un principe de gouverne-

« ment qui grandit dans le malheur : cela ressemble beaucoup à la vertu. »

N'écrivait-il pas l'histoire d'événements qui ne sont pas encore bien loin de nous quand il ajoutait : « Rien de plus absurde que de crier aux peuples : Ne soyez pas dévoués ! n'ayez pas d'enthousiasme ! ne songez qu'à vos intérêts ! C'est comme si on leur disait : Abandonnez-nous, si tel est votre intérêt. Avec cette profonde politique, lorsque l'heure du dévouement arrivera, chacun fermera sa porte, se mettra à la fenêtre, et regardera passer la monarchie. »

Les limites de cet article nous obligent à nous arrêter dans ces citations. Le morceau dont nous les extrayons est digne de figurer à côté des plus belles pages qui aient été écrites dans notre langue.

M. de Chateaubriand ne sut pas toujours conserver dans cette lutte une grande modération, il le reconnaît lui-même : « Soyons justes, » disait-il, il se peut que les ministres aient eu à se plaindre de quelques attaques personnelles trop violentes ; mais, s'ils sont justes, à leur tour ils conviendront qu'en abusant de la censure de la manière la plus odieuse ils avaient préparé ces inévitables récriminations. » En outre, M. Decazes semblait s'être départi de la courtoisie et de la politesse qui ont toujours fait le fond de son caractère et la règle de sa conduite, en désignant M. de Chateaubriand, dans une discussion, à la chambre des députés, comme *un individu* qui siégeait à la chambre des pairs. De telles paroles devaient se payer chèrement, car celui à qui elles s'adressaient avait peu le sentiment chrétien du pardon des offenses.

M. Villemain, avec l'impartialité qui fait le fond de sa critique, a su se dégager entièrement de l'impression pénible que lui causèrent les attaques passionnées de M. de Chateaubriand contre M. Decazes. Il se plaît à voir dans les articles du *Conservateur* « un des mémorables exemples de la polémique moderne, un exemple supérieur en éclat aux lettres célèbres du pseudonyme Junius, et parfois égalant la vive légèreté de Voltaire ou les saillies capricieuses de Beaumarchais. »

La loi électorale de 1817 prescrivait le renouvellement annuel d'un cinquième de la chambre des députés. L'expérience ne tarda pas à justifier les pronostics sévères de M. de Chateaubriand. Les élections de 1817 avaient ouvert les portes de la chambre à MM. Dupont (de l' Eure), de Chauvelin et Bignon ; celles de 1818 y introduisirent MM. de la Fayette, élu dans la Sarthe, et Manuel, nommé par deux collèges de la Vendée. Ces choix montraient bien les dangers et les vices de la loi du 17 février 1817. Pouvait-on, en effet, nier les dangers que courait la monarchie quand on voyait les électeurs exclure les royalistes de l'opposition, non pas au profit des royalistes ministériels ou doctrinaires, mais des hommes qui briguaient leur suffrage

pour renverser les institutions constitutionnelles ? Pouvait-on ~~même~~ les vices du système électoral quand on voyait des départements tels que la Vendée, dont la masse de la population était passionnément attachée à la royauté, représentés par M. Manuel ?

Le duc de Richelieu s'affligeait de ces manifestations. Il avait donné son adhésion à la loi de 1817, qu'il croyait monarchique et conservatrice. Il reconnut son erreur avec une noble franchise, et ne songea plus qu'à la réparer.

« Je vois avec peine, écrivait-il d'Aix-la-Chapelle où il travaillait à la prompte libération de la France, que la loi de 1817 éloigne successivement tous les royalistes de la chambre. Vous avez beau me raffermir et me promettre que la chambre sera bonne, je tremble que nous n'allions trop d'un côté. A tout prendre, j'aime mieux l'exaltation royaliste que le jacobinisme; au nom du ciel, examinez cette situation, cherchez-y un remède. Je vois arriver avec terreur les hommes des Cent-Jours; ils ont tant gâté notre position en Europe. Évitions les révolutions. »

Plusieurs membres du cabinet, notamment MM. Lainé, Pasquier et Molé, partageaient les inquiétudes du duc de Richelieu. M. Decazes ne s'associa pas aux craintes de ses collègues; il fit adopter ses sentiments par le roi, qui accepta la démission des ministres dissidents, et remplaça le duc de Richelieu par le général Dessoles.

La chambre des pairs ne se laissa pas aussi facilement convaincre que le roi. En 1816, elle avait prêté au ministère un appui utile pour tempérer le zèle de la majorité royaliste de la chambre des députés. En 1819, elle saisit toute la portée du danger qui menaçait la monarchie. Elle n'avait jusqu'alors fait pour ainsi dire aucun usage du droit d'initiative que la charte lui conférait dans une certaine mesure. Un des membres les plus considérés de la pairie, le marquis Barthélemy, crut que le moment était venu de sortir de cette attitude réservée, et fit une proposition pour demander la réforme de la loi électorale. Le ministère manifesta le plus grand mécontentement de cette motion. M. Decazes la repoussait *« comme la plus funeste qui puisse sortir de cette enceinte. »* Les inquiétudes de la chambre étonnaient le général Dessoles. « Je déclare aujourd'hui, disait-il avec une conviction sincère, que j'ai été rassuré par l'expérience du double essai, et les choix que son action a produits ne paraissent pas justifier les alarmes de quelques personnes. »

M. de Fontanes indiqua loyalement les raisons qui avaient modifié les opinions de la noble assemblée. « Il avait voté la loi des élections, il l'avouait sans déguisement. Il croyait que la démocratie de 80,000 électeurs propriétaires sur 27 millions de population n'était pas redoutable. L'expérience l'avait détrompé. Il déclarait avec franchise

« que les adversaires de la loi en avaient mieux compris la portée à son « origine. »

Les promesses et les menaces des ministres furent sans effet sur la chambre; la pairie ne suivit que la voix de sa conscience, et adopta la proposition à la majorité de 94 voix contre 49.

Que devait faire alors le ministère? La retraite de ses membres les plus considérés et les plus habiles, l'avertissement sévère donné par la chambre des pairs, lui faisaient une nécessité de changer de politique et de résigner ses portefeuilles entre les mains du roi. Il méconnut complètement et ses devoirs et la portée conservatrice de la proposition de la chambre des pairs. Il résolut de briser la majorité de cette chambre, comme il s'était déterminé à renvoyer la chambre des députés en 1816. Il ne songea qu'à détruire le nouvel obstacle qu'il rencontrait, sans rechercher s'il n'affaiblissait pas la digue que la Charte avait voulu élever contre les envahissements de la couronne ou de la chambre des députés.

Une promotion de soixante pairs changea momentanément la majorité. Cette mesure peut être considérée comme une de celles qui ont été le plus fatales au régime inauguré par la Charte de 1814. La chambre des pairs était une institution toute nouvelle, une importation anglaise, qui ne pouvait conquérir son droit de cité chez nous qu'autant qu'elle y aurait une existence indépendante. Le roi, il est vrai, avait un droit illimité de créer des pairs, mais il n'en devait user qu'avec la plus grande réserve, et éviter tout ce qui ressemblerait à une manœuvre pour déplacer la majorité. Les précédents de l'Angleterre étaient là pour éclairer le ministère sur les dangers qui pouvaient résulter de l'abus de la prérogative royale. Le comte d'Oxford avait été poursuivi pour avoir fait créer douze pairs dans la première année du règne de Georges I. « Attendu, disaient les communes dans l'acte d'accusation, qu'il avait enfreint le droit et l'honneur des seigneurs, en faisant créer douze pairs pour s'en servir à ses fins. » M. de Chateaubriand rappela aussi que le bill qui avait investi le prince de Galles de la régence, pendant la folie de Georges II, lui interdisait de nommer des pairs, si ce n'est pour des services éclatants.

Le ministre négligea ces enseignements. La promotion de 1819 porta un coup mortel à l'équilibre constitutionnel des trois pouvoirs. Plus tard, M. de Villèle, s'autorisant de l'exemple de M. Decazes, fit entrer soixante-seize nouveaux pairs dans la chambre haute, pour briser la majorité contraire à sa politique. Après avoir été ainsi diminuée dans l'opinion publique par les moyens violents que la couronne employa à plusieurs reprises pour en dénaturer la majorité; la pairie ne put lui être d'aucun secours dans la tourmente de 1830, et subit l'ascendant de la chambre des députés qui la décima. Deux

ans plus tard, elle perdit avec l'hérédité une des conditions essentielles de son indépendance.

Du reste, la chambre des députés n'avait pas, pour l'honneur de la pairie, la même sollicitude que la chambre des communes. Si l'aveuglement du ministère n'eût pas été aussi profond, le langage des ennemis de la monarchie lui eût démontré quel déplorable usage de la prérogative royale avait été fait. M. Martin de Gray appelait le cabinet « une création constitutionnelle ; la nation respirait ; elle mettait sa confiance dans la fermeté ministérielle. » M. de La Fayette le félicitait sur les améliorations qu'il apportait à la constitution. Ces alliés n'étaient pas sans exigences, ils contraignaient M. Decazes à pousser jusqu'aux dernières limites sa politique de concession, en destituant le petit nombre de préfets et de sous-préfets royalistes qu'il avait maintenus et en inquiétant les frères des écoles chrétiennes. Après avoir indiqué nettement les fautes du cabinet présidé par le général Dessoles, nous croirions manquer aux devoirs d'une critique impartiale en ne donnant pas notre approbation tout entière à la législation qu'il fit proposer aux chambres pour réglementer l'exercice de la liberté de la presse. Le projet ministériel, œuvre commune de MM. de Serre, Royer-Collard et Guizot, fut la base d'une loi « plus avancée peut-être, dit avec raison M. Villemain, que ne l'était l'esprit de la nation, loi sincère, généreuse, établissant le droit d'examen, sans chicane, sans fraude, sous la sanction du jury, acte mémorable, dont il faudra toujours se rapprocher quand on voudra garantir pour les citoyens le vrai contrôle des affaires publiques. » Les indépendants, qui ne voulaient point voir leurs coupables efforts se briser contre une répression salubre, attaquèrent violemment cette loi. Les discours de MM. Benjamin Constant, Manuel et de La Fayette, laissaient bien entrevoir leur but et leurs espérances.

« De tels actes furent le terme de la politique libérale sous Louis XVIII, » dit M. Villemain. Nous ne nous en étonnons pas, la marche suivie par le ministère et la loi des élections amenaient nécessairement ce résultat.

Chaque renouvellement partiel faisait entrer dans la chambre une nouvelle couche de libéraux. Celui de 1819 écartait toutes les candidatures de la droite, à l'exception de trois, celles du centre n'étaient guère plus heureuses. La gauche était presque partout victorieuse, et les choix, cette fois, étaient des plus significatifs. Les honneurs de la double élection étaient pour M. Lambrechts. Enfin, le département de l'Isère nommait le régicide Grégoire. M. Decazes ouvrit les yeux, il reconnut que le salut de la monarchie était au prix d'une prompte réforme du système électoral. Combien ne dut-il pas alors regretter d'avoir compromis la monarchie constitutionnelle, d'abord en se sépa-

rant du duc de Richelieu et de M. Lainé, puis en déconsidérant la pairie qui avaient successivement cherché à l'éclairer sur les dangers de la voie dans laquelle il marchait. Il s'apprêtait à présenter une nouvelle loi, quand un grand crime, l'assassinat du duc de Berry, vint jeter une sinistre lumière sur la situation de la France. M. de Chateaubriand ressentit vivement le coup qui frappait au cœur la maison de Bourbon, et publia un récit touchant des derniers moments de l'auguste victime. M. Villemain a aussi retracé dans de belles pages la fin chrétienne et courageuse du malheureux prince, qui mourait en balbutiant ces paroles de pardon pour son assassin : *Grâce pour l'homme !*

La mort du duc de Berry ranima l'ardeur des passions royalistes et fut le signal d'un déchainement injuste contre M. Decazes. Qu'on reprochât à ce ministre les mesures impolitiques de son administration, c'était chose toute naturelle. Mais M. de Chateaubriand eut tort, comme il le reconnut plus tard, de s'associer aux accusations qui tendaient à faire remonter jusqu'à lui la responsabilité du crime de Louvel.

## V

SECOND MINISTÈRE DU DUC DE RICHELIEU. — CONGRÈS DE VÉRONE. — M. DE CHATEAUBRIAND AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — GUERRE D'ESPAGNE.

1820.—1824.

Le ministère de M. Decazes fut remplacé par un cabinet de transition, présidé par le duc de Richelieu et appuyé par la droite.

A la suite de la mort du duc de Berry, M. de Villèle et la plupart de ses amis ne crurent pas devoir refuser au gouvernement les mesures de rigueur et d'exception, notamment la censure, qu'ils avaient fort attaquée quelques années auparavant. M. de Chateaubriand n'imita pas leur exemple, et défendit comme par le passé la liberté de la presse à la chambre des pairs.

Une nouvelle loi sur les élections fut présentée à la chambre des députés, et donna lieu à une discussion très-vive, dans laquelle la puissante parole de M. de Serre réduisit M. de la Fayette au silence, en lui rappelant toutes ses fautes de 1789.

M. de Villèle reproduisit alors la théorie de l'élection à deux degrés; il faisait ressortir l'injustice et le danger du système du pays légal. « Est-elle dans l'intérêt de la propriété foncière, cette exclusion qu'on nous oppose des citoyens ne payant pas 300 francs, vivant du travail que leur fournit la propriété, et qui eussent usé en sa faveur des droits de participer à l'élection, puisqu'ils ne pouvaient pas les utiliser



« pour eux-mêmes. » M. de Corbière insista aussi sur cette considération. Mais ils ne disposaient pas de la majorité ; ils crurent devoir accepter une combinaison qui avait l'assentiment des centres et des doctrinaires. On ne revint pas au système de l'élection à deux degrés, on adopta celui du double vote. La chambre des députés était augmentée de cent soixante-douze membres, choisis par les collèges départementaux, composés des citoyens les plus imposés, en nombre égal au quart de la totalité des électeurs du département. Cette réforme ne fit que déplacer les dangers du système électoral. Le choix de deux cent cinquante-huit députés, élus par les collèges d'arrondissement, formant la majorité de la chambre, était toujours laissé à ces électeurs dont on proclamait l'inexpérience politique. En outre, la création des collèges départementaux et du double vote établissait une distinction blessante pour les électeurs les moins imposés. Au lieu de renoncer à la fiction du pays légal, on la rendait encore plus impopulaire.

Après la session de 1820, M. de Chateaubriand rentrait dans la carrière diplomatique et était envoyé à Berlin en qualité d'ambassadeur ; il revint à Paris au commencement de mai 1821 et donna sa démission. Quelques semaines plus tard, le ministère Richelieu était renversé par une adresse de la Chambre des députés, qui blâmait la politique extérieure du gouvernement. La plus grande partie de la droite et la gauche s'étaient entendues pour arriver à ce résultat ; alliances impolitiques et rarement honorables pour ceux qui les contractent. Les hommes les plus éclairés de la droite, MM. de Villèle et de Corbière notamment, ne votèrent pas avec leurs amis dans cette occasion. Ils comprenaient sans doute toute la gravité d'un tel précédent. Si cette coalition pouvait alors leur profiter, ne pourrait-on pas plus tard en former une semblable contre leurs principes ? L'avenir de la monarchie n'avait rien à gagner à ces luttes.

Après la retraite du duc de Richelieu, MM. de Villèle et de Corbière prirent la direction des affaires ; le premier choisit le ministère des finances, le second celui de l'intérieur ; ils avaient tous les deux une expérience consommée des affaires publiques. Le portefeuille des affaires étrangères, qui paraissait revenir de droit à M. de Chateaubriand, fut donné au vicomte de Montmorency.

M. de Chateaubriand reçut comme compensation l'ambassade de Londres. Le gouvernement ne pouvait choisir, pour remplir ce poste éminent, un homme qui personnifiât mieux toutes les grandeurs de la France. Il arrivait en Angleterre précédé de l'immense réputation que lui avaient faite le *Génie du Christianisme*, l'*Itinéraire*, les *Martyrs*, la *Monarchie selon la Charte* et la polémique du *Conservateur*. « Sa présence à Londres en 1822, dit M. Villemain, lui offrait sans doute

« un grand contraste avec les premiers souvenirs du même séjour. « C'était une expiation de la fortune qu'il lui appartenait de peindre, « et dont il a senti peut-être avec une effusion de joie trop naïve le côté « favorable. » Il ne pouvait s'appesantir bien longtemps sur cet ordre d'idées, il trouvait dans la situation de l'Europe et de l'Amérique des préoccupations plus sérieuses et plus dignes d'arrêter son esprit.

Le mouvement révolutionnaire de 1820, après avoir troublé l'Italie et l'Allemagne, semblait s'être concentré en Espagne. Les cortès avaient arraché le pouvoir des mains débiles de Ferdinand, et s'étaient mises à la remorque de quelques démagogues. Les colonies espagnoles d'Amérique, mal gouvernées par la mère patrie, s'étaient insurgées contre elle, et le rétablissement de l'autorité métropolitaine y devenait de jour en jour plus douteux. Ces événements appelaient l'attention de l'Europe tout entière.

Depuis le traité de Paris, les grandes questions internationales se débattaient dans des congrès, où les souverains se rencontraient en personne ou se faisaient représenter par leurs ministres. Un congrès fut convoqué à Vérone pour s'occuper des affaires d'Espagne. Mais l'accord intime que la Sainte-Alliance avait établi entre les grandes puissances tendait à se relâcher : l'Angleterre trouvait plus d'avantages dans une politique moins étroitement liée à celle des États du continent. Elle n'avait pas témoigné un grand enthousiasme pour l'intervention autrichienne à Naples; les nécessités de son commerce la disposaient à reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles; elle avait vu avec la plus grande inquiétude une armée d'observation se rassembler au pied du versant français des Pyrénées; elle redoutait surtout l'intervention française en Espagne, dont le résultat nécessaire serait de rétablir entre les deux dynasties et les deux nations l'alliance étroite qui, cinquante ans auparavant, lui avait donné tant d'ombrage. M. de Chateaubriand avait déjà pu s'apercevoir de ces dispositions à Londres, quand il fut désigné pour accompagner à Vérone le ministre des affaires étrangères, M. de Montmorency, chargé de parler au nom de la France dans le congrès.

M. de Chateaubriand, qui ne s'était pas montré à Londres partisan résolu de l'intervention en Espagne, saisit à Vérone le parti immense qu'en pouvait tirer son pays. La position géographique de l'Espagne permettait à la France d'y intervenir seule. L'armée, réorganisée par les soins de l'habile maréchal Gouvion Saint-Cyr, commandée par des chefs expérimentés, ne pouvait manquer d'avoir raison des troupes indisciplinées et sans enthousiasme des cortès. Quel effet ne produirait pas sur le monde entier le succès rapide de cette entreprise dans un pays qui avait été, dix ans auparavant, le tombeau de plus de 400,000 Français ! Quelle merveilleuse opinion l'étranger ne con-

cevrail-il pas des ressources d'une nation qui, après des désastres inouïs, trouvait encore le moyen de mettre en ligne une armée nombreuse et bien exercée ! Les souvenirs de l'invasion seraient complètement effacés. La France reprendrait son rang dans les conseils de l'Europe. Les obstacles mêmes que cette politique était destinée à rencontrer de la part de l'Angleterre ne pouvaient qu'en rehausser l'éclat, et ne donnaient aucune inquiétude sérieuse.

A l'intérieur, cette action vigoureuse et énergique du gouvernement devait aussi produire les meilleurs résultats ; les passions révolutionnaires recevraient un rude échec et ne pourraient plus compter sur l'armée, qui cesserait désormais de se considérer comme vaincue. Le système du maréchal Gouvion Saint-Cyr avait suscité de grandes appréhensions chez les royalistes, et M. de Chateaubriand l'avait vivement attaqué dans le *Conservateur*. Les conspirations militaires de 1820 avaient semblé donner raison à ces inquiétudes ; la guerre allait y mettre un terme, soustraire définitivement l'armée à l'influence des factions, et l'attacher enfin à la maison de Bourbon et au drapeau qui avait remplacé le glorieux étendard qu'elle avait promené dans toute l'Europe.

M. de Chateaubriand comprit les avantages de cette grande entreprise et se voua tout entier à son succès. Toutefois, tant que M. de Montmorency fut à Vérone, il n'eut pas à s'occuper officiellement des affaires d'Espagne ; M. de Villèle, devenu président du conseil des ministres, avait transmis à M. de Montmorency des instructions qui lui interdisaient d'engager la France vis-à-vis des puissances étrangères.

Le chef du cabinet français avait longtemps hésité sur le parti que son gouvernement devrait adopter. Homme prudent, ne livrant rien aux hasards ni à l'inconnu, M. de Villèle se sentait peu disposé à prendre une attitude complètement hostile vis-à-vis des cortès. Il faisait part de ses irrésolutions à un homme que son âge éloignait encore de la tribune politique, dont il devait être l'une des plus grandes illustrations. Il lui disait qu'il redoutait la descente d'une armée anglaise en Portugal. Son jeune interlocuteur, dont l'esprit élevé concevait la situation comme M. de Chateaubriand, s'efforça de dissiper ces craintes en insistant sur tous les avantages de l'expédition et en démontrant au président du conseil, par des documents officiels, que l'armée anglaise ne comptait pas plus de 27,000 hommes, dont 12,000 étaient nécessaires à la garde de l'Irlande, alors profondément agitée. L'armée française aurait donc accompli sa mission avant qu'un soldat anglais eût mis le pied dans la Péninsule.

M. de Montmorency ne partageait pas les hésitations de M. de Villèle ; il désirait au contraire l'intervention en Espagne, mais ne conce-

vait pas que la France pût agir sans le concours des autres puissances. Il ne tint aucun compte de ses instructions, et proposa au congrès le retrait simultané des ambassadeurs, et l'intervention collective à main armée. Après la décision du congrès qui adoptait cette proposition, il retourna à Paris où il précéda de quelques jours M. de Chateaubriand. Il soumit au conseil la note qui avait été concertée à Vérone avec les plénipotentiaires des autres États. M. de Villèle, qui avait pu avoir des doutes sur l'opportunité de l'intervention, mais dont l'esprit juste avait toujours considéré cette affaire comme exclusivement française, repoussa cette note. Le roi se rangea à l'avis du président du conseil, et détermina par des paroles pleines de force et de noblesse la majorité du conseil des ministres à rejeter le projet de M. de Montmorency.

« Louis XIV, dit-il, a détruit les Pyrénées, je ne les laisserai pas « relever ; il a placé ma maison sur le trône d'Espagne, je ne la laisserai pas tomber ; les autres souverains n'ont pas les mêmes devoirs « à remplir que moi ; mon ambassadeur ne doit quitter Madrid que le « jour où cent mille Français s'avanceront pour le remplacer<sup>1</sup>. »

M. de Montmorency donna immédiatement sa démission. M. de Chateaubriand était de retour à Paris ; il avait prévu la crise ministérielle, et désirait ardemment le portefeuille des affaires étrangères dans un moment où il lui semblait qu'il y avait tant de grandes choses à entreprendre. Aussi s'était-il rapproché plus intimement que jamais de M. de Villèle. Pendant son séjour à Londres et à Vérone, il entretenait une correspondance suivie avec lui ; il avait salué avec enthousiasme sa nomination à la présidence du conseil. Dans ses lettres de Vérone, il se déclarait *son homme*, et paraissait même partager des hésitations qu'il espérait d'ailleurs surmonter plus tard. Après la démission de M. de Montmorency, M. de Villèle lui offrit au nom du roi le ministère des affaires étrangères. M. de Chateaubriand répondit, par une lettre de refus qui laissait voir qu'il convoitait par-dessus toutes choses ce qui lui était offert, qu'il y aurait fort peu à faire pour triompher de ses résistances, et qu'il concevrait même un profond dépit si elles étaient prises au sérieux.

L'entrée de M. de Chateaubriand aux affaires imprima à la politique extérieure une allure plus décidée. Quinze jours après sa prise de possession du ministère, le 12 janvier 1823, il adressait une note au ministre de France à Madrid, pour enjoindre aux cortès d'apporter des réformes radicales à la constitution qu'elles avaient imposée à l'Espagne et à Ferdinand VII. Le 18 janvier il lui écrivait de réclamer ses passeports, et, le 28 du même mois, Louis XVIII, en ouvrant la session des

<sup>1</sup> *Notice historique sur M. le comte de Villèle*, par M. le comte de Neuville

chambres ; leur annonçait en ces termes que l'intervention était prochaine :

« Cent mille Français, commandés par un prince de ma famille, par celui que mon cœur se plaît à nommer mon fils, sont prêts à marcher, en invoquant le Dieu de saint Louis, pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Henri IV, préserver ce beau royaume de sa ruine, et le réconcilier avec l'Europe. C'était à moi de délibérer. Je l'ai fait avec maturité ; j'ai consulté la dignité de ma couronne, l'honneur et la sûreté de la France. »

M. de Chateaubriand défendit avec talent la politique ministérielle à la tribune de la chambre des députés. Il répondit en ces termes à quelques épigrammes de M. Bignon sur l'abus de l'imagination romanesque dans les affaires. « J'ai commencé ma carrière ministérielle avec l'honorable préopinant pendant les Cent-Jours. Nous avions tous les deux un portefeuille par intérim, moi à Gand, lui à Paris ; je faisais alors un roman, lui s'occupait d'histoire : je m'en tiens encore au roman. »

Certains libéraux avaient mis tout leur espoir dans l'échec prochain de nos armes ; ceux qui reprochaient si amèrement aux émigrés d'avoir combattu la Révolution française avec les armées étrangères ne craignaient pas d'exprimer à haute voix leurs vœux pour le succès des troupes des cortès. Enfin, quelques-uns de ces patriotes, plus déterminés, avaient même formé une petite bande qui se dissipa promptement devant l'indignation de nos soldats. On lira avec intérêt, dans le livre de M. Villemain, les détails de l'expédition d'Espagne. Six mois après le passage des Pyrénées, le 1<sup>er</sup> octobre 1823, Cadix capitulait, le généralissime français délivrait le roi Ferdinand VII et lui rendait l'autorité dont il devait faire un si mauvais usage.

L'Espagne, malheureusement, ne tira pas de cette expédition le même profit que la France. L'ordonnance d'Andujar, que le cœur généreux et libéral du duc d'Angoulême avait voulu mettre entre les vaincus et ceux qui allaient profiter de la victoire, ne fut pas respectée. Ferdinand VII avait l'âme trop vile et trop vindicative pour comprendre la sagesse des conseils que Louis XVIII, après l'avoir sauvé, lui faisait adresser par M. de Chateaubriand.

« Un arbitraire aveugle, écrivait celui-ci à Madrid, loin d'augmenter la puissance des rois, l'affaiblit ; si cette puissance n'a point de règles, si elle ne reconnaît aucune loi, bientôt elle succombe sous ses propres caprices. L'administration se détruit, la confiance se retire, le crédit se perd, et les peuples, inquiets et tourmentés, se précipitent dans les révolutions. »

« M. de Chateaubriand, dit M. Villemain, dans son livre du *Congrès de Vérone*, a dignement retracé la politique de la guerre d'Espagne.

« C'est la grande affaire de son consulat racontée par lui-même. »

M. de Chateaubriand était arrivé à l'apogée de sa fortune politique, et par une merveilleuse coïncidence, cette époque fut certainement celle de l'apogée du gouvernement représentatif dans notre pays. Aucune espèce de gloire ne semblait refusée à la France. Elle avait repris le premier rang parmi les grandes puissances de l'Europe. Une monarchie séculaire s'était retrempee dans des institutions libérales. La naissance du duc de Bordeaux avait renoué la chaîne des temps et déjoué l'infamale combinaison qui avait frappé le duc de Berry. Le crédit public basé sur la richesse du pays et la régularité des finances, une diplomatie ferme et habile, une administration intelligente et dévouée, une armée valeureuse et disciplinée, assuraient la grandeur de la France.

La nation, satisfaite d'une telle prospérité, paraissait avoir rompu avec l'amour du changement qui lui a toujours été si funeste. Les élections de 1823 avaient porté l'empreinte de cette unanimité de sentiments. 413 députés des différentes nuances de la droite étaient nommés. 17 libéraux seulement, dont quelques-uns n'étaient pas hostiles à la Restauration, formaient le contre-poids de cette immense majorité. Après trente-cinq ans de révolution, après une lutte des plus vives contre les oppositions les plus déterminées, Louis XVIII allait terminer tranquillement sa carrière en laissant à son frère la couronne de ses ancêtres, comme si une révolution n'avait pas transformé la société française. En même temps, les lettres et les arts, qui avaient si puissamment contribué à l'éclat de la France aux époques les plus glorieuses de la monarchie, lui conservaient sa suprématie sur les autres nations. Le mouvement intellectuel s'était ranimé avec le rétablissement du trône du petit-fils de Louis XIV. MM. de Lamartine et Victor Hugo consacraient les prémices de leur muse à chanter les gloires et les deuils de la maison de France. M. Augustin Thierry commençait cette œuvre de restauration historique qu'il a poussée si loin. La science s'élevait entre les mains des Cuvier, des Biot, des Arago et des Humboldt à des hauteurs jusqu'alors inconnues. L'éloquence se retrouvait sous toutes ses formes. Dans la chaire de Saint-Sulpice, l'abbé Frayssinous faisait la démonstration nette et précise des vérités de la religion chrétienne. Les chaires de la Sorbonne brillaient d'un éclat incomparable; l'histoire, la littérature et la philosophie n'avaient point de secrets pour MM. Guizot, Villemain et Cousin. Les luttes du barreau produisaient de puissants athlètes : les deux générations de Berryer, Hennequin, Dupin, Bellart, de Broé et Marchangy.

Enfin, la tribune politique était illustrée par M. de Serre, M. Royer-Collard, M. Lainé et le général Foy.

M. de Chateaubriand n'avait-il pas le droit, en considérant la prospérité de la France et le grand monument intellectuel qui rayonnait

sur le monde entier, de se sentir quelque fierté ? N'avait-il pas posé les premières assises sur lesquelles tous ceux qui avaient voulu s'associer à cet immense travail de reconstruction avaient apporté leur pierre ?

Malheureusement l'heure de sa chute était prochaine. Il y avait entre M. de Villèle et lui bien des causes de dissentiment. L'esprit net et positif du président du conseil ne pouvait pas se faire aux saillies et aux boutades de son collègue, ni à tous ses projets sur la politique extérieure. Le désaccord se manifesta entre eux à propos des colonies espagnoles. M. de Chateaubriand voulait établir en Amérique des monarchies indépendantes sous le sceptre de princes de la maison de Bourbon. M. de Villèle croyait peu à la réussite de cette combinaison et y attachait trop peu d'importance pour engager sur ce terrain une lutte contre l'Angleterre.

Les amis des deux ministres n'épargnaient rien pour les irriter. Les choses les plus insignifiantes et les plus futiles étaient relevées, commentées, travesties et envenimées. Les marques de faveur dont M. de Chateaubriand avait été l'objet de la part des souverains étrangers, après l'expédition d'Espagne, étaient signalées à M. de Villèle et au roi comme autant d'injures. Madame de Chateaubriand donnait-elle des fêtes plus éclatantes que celles de madame de Villèle, les amis du ministre des finances découvraient chez le ministre des affaires étrangères l'intention bien évidente d'humilier son collègue. Du côté de M. de Chateaubriand on faisait tout pour aigrir encore des relations devenues déjà très-difficiles. Les choses ne pouvaient rester longtemps dans un tel état. Le projet de conversion des rentes détermina la rupture des deux rivaux.

Une des premières pensées du gouvernement de la Restauration avait été d'indemniser les émigrés des pertes que les confiscations révolutionnaires leur avaient infligées. C'était une véritable dette nationale dont l'acquittement fut retardé par les nouvelles charges imposées au pays par la crise des Cent-Jours. La grande régularité introduite dans l'administration des finances, le contrôle sévère des chambres, la richesse du pays fécondée par une paix profonde, avaient suffi pour payer ces charges et pour réduire les dépenses du budget. M. de Villèle avait jugé dès lors que le moment était venu d'accomplir ce grand acte de justice politique et de conciliation. Mais son patriotisme lui inspirait le désir de solder cette dette de l'État sans augmenter les impôts ; il en trouvait le moyen dans la conversion des rentes. Par cette mesure il réalisait une économie annuelle de 40 millions, à l'aide de laquelle il pouvait payer l'indemnité due aux émigrés. Les partis attaquèrent le plan ministériel avec la dernière violence. Les partisans et les adversaires de l'indemnité s'unissaient pour le représenter comme consommant la spoliation des créanciers de l'État, tandis qu'il

offrait à ceux qui refusaient la conversion de leur rembourser à 100 francs l'inscription de rente qui avait été achetée en moyenne de 60 à 65 francs.

La chambre des pairs rejeta ce projet de loi. M. de Chateaubriand avait gardé le silence pendant la discussion ; mais M. de Villèle était trop habile pour ne pas s'apercevoir que son collègue avait eu une large part dans l'hostilité de la noble assemblée.

Il se sentait fort contre M. de Chateaubriand de l'appui du roi, dans l'esprit duquel les préventions les plus fortes n'avaient cessé d'exister contre le ministre des affaires étrangères. Il résolut donc de se séparer de lui. M. de Villèle avait certainement des griefs réels contre M. de Chateaubriand ; néanmoins, nous croyons qu'il aurait fait acte de bonne et de saine politique en imposant silence à ses ressentiments pour se conserver son concours.

M. de Villèle ne pouvait pas marcher seul à la tête du gouvernement, car il ne représentait pas absolument la majorité de la chambre des députés. Il devait d'abord en défalquer la contre-opposition royaliste, dirigée par M. de la Bourdonnaye. Il lui fallait en outre compter soit avec une autre fraction nombreuse, composée de catholiques pieux, pleins de bonnes intentions, mais peu éclairés sur la situation des esprits et sur les nécessités d'un gouvernement constitutionnel, soit avec la nuance qui s'attachait à M. de Chateaubriand et à ses idées. C'était dans l'une ou l'autre de ces fractions que M. de Villèle trouvait l'appoint qui lui était nécessaire pour constituer sa majorité.

La nuance qui suivait M. de Chateaubriand était celle dont l'appui pouvait être le plus utile au ministère, car elle marchait dans le sens du siècle, et, quelques conditions qu'elle pût lui imposer, elle ne lui en eût jamais fait subir d'aussi désastreuses que la loi sur le sacrilège et les lois d'amour et de justice.

Si M. de Villèle se fût moins blessé des formes impérieuses de M. de Chateaubriand, s'il se fût moins laissé entraîner dans ces querelles d'amours-propres qu'un homme d'État comme lui devait dédaigner, il n'en aurait pas été réduit à compromettre sa position par d'impolitiques concessions à ses nouveaux auxiliaires. A l'aide de quelque déférence vis-à-vis de M. de Chateaubriand, il serait resté le maître de la situation ; car, si son collègue concevait des idées nobles et généreuses, il n'avait pas cette patience persistante et infatigable qui, seule, peut assurer à un ministre la haute direction des affaires publiques. M. de Villèle aurait enfin épargné à son administration un adversaire dont il avait pu juger la force redoutable dans la campagne qu'il avait faite côte à côte contre M. Decazes.

Mais le ressentiment paraît alors l'avoir dominé. Il ne pensa même pas à faire prévaloir son influence auprès du roi, pour donner à la dis-



grâce de son collègue une forme moins humiliante. Il n'essaya pas non plus d'atténuer son mécontentement en lui offrant l'ambassade de Rome que M. Bertin avait, à son insu, sollicitée pour lui <sup>1</sup>.

Nous nous arrêtons ici dans notre étude sur M. de Chateaubriand et son époque. Peut-être la reprendrons-nous plus tard pour examiner les dernières années de la longue et glorieuse carrière de l'immortel écrivain. Quoi qu'il en soit, nous l'avons suivie assez longtemps pour faire apprécier l'influence prépondérante qu'il a exercée sur notre siècle. M. de Chateaubriand, blessé jusqu'au fond du cœur par son renvoi des affaires, engagea contre M. de Villèle une lutte dans laquelle il manqua presque toujours de mesure, souvent même de justice. Il porta sans s'en douter de rudes coups à la monarchie. Mais, lorsque l'heure de la catastrophe fut arrivée, il expia cette faute par un dévouement sans bornes. Il retrouva pour défendre la maison de Bourbon l'énergie qu'il avait montrée en 1814, et termina sa carrière politique à la chambre des pairs par un discours qui, malgré son éloquence, ne put arrêter la Révolution dans son triomphe.

Nos lecteurs verront avec le plus grand intérêt toute cette dernière partie de la vie de M. de Chateaubriand dans le livre de M. Villemain ; ils pourront ne pas être toujours de son avis, mais ils oublieront ces dissentiments pour admirer le style piquant, énergique et plein de charmes, et surtout les inébranlables convictions de l'illustre secrétaire perpétuel de l'Académie française ! Ils reconnaîtront dans tout le cours de l'ouvrage une appréciation juste et impartiale du génie de M. de Chateaubriand. Ils comprendront enfin l'enthousiasme qui dictait à M. Augustin Thierry ces belles paroles sur l'auteur du *Génie du christianisme*, des *Martyrs* et de la *Monarchie selon la Charte* :

« Tous ceux qui en divers sens marchent dans les voies de ce siècle  
« l'ont rencontré de même à la source de leurs études, à leur pre-  
« mière inspiration, et il n'en est pas un qui ne doive lui dire comme  
« Dante à Virgile :

Tu duca, tu signore e tu maestro.

HENRY MOREAU.

<sup>1</sup> M. de Neuville raconte la démarche de M. Bertin et fait voir le prix que celui-ci attachait à sa demande. « Savez-vous, lui dit M. Bertin, que les *Débats* ont déjà renversé les ministres Decazes et Richelieu ? Ils sauront bien également renverser le ministère Villèle. — Vous avez renversé les premiers, reprit M. de Villèle, en faisant du royalisme ; pour renverser celui dont je fais partie, il vous faudra faire de la révolution. » Le lendemain même, le journal des *Débats* avait accompli son évolution.

# LA FILLE DE L'AMIRAL

TROISIÈME PARTIE <sup>1</sup>.

---

## I

Miss Vivian, nous l'avons dit, n'était malheureusement pas une compagne pour Inez, qui n'avait d'ailleurs aucune amitié très-intime ; après le départ de son mari, elle ne se laissa aller ni au découragement ni à l'impatience, mais elle se sentit plus triste que de coutume et peu disposée à se mêler à la société. Une seule personne possédait l'art de charmer son attention et de tromper les heures autrement ennuyeuses de son veuvage ; et lui, qui s'était promis de ne goûter que modérément à la coupe défendue, de ne visiter Spring-Gardens qu'à de rares intervalles, finit par y passer presque tout son temps.

Miss Vivian était très-affairée ; ses matinées étaient prises par des réunions et des comités, ses soirées se passaient à écrire des rapports ; Lawrence et Inez étaient presque livrés à eux-mêmes, et les enfants, qui jouaient à leurs pieds sur le tapis, ne rompaient le tête à tête que pour le rendre moins alarmant et peut-être plus dangereux. Ils reprirent les livres, qui furent pour eux comme pour ces malheureuses victimes de la passion que le visiteur de l'enfer rencontra inséparables dans leur douloureuse éternité, l'aliment de dangereuses pensées. Ils reprirent l'étude de ces poètes où Lawrence trouvait la peinture de tout ce qui se passait dans son cœur ; tandis que des sons harmonieux sortaient de cette belle bouche, que ce front pur et beau comme l'antique se penchait sur le livre, il ne défendait plus à ses regards de se repaître de sa vue :

Quel giorno poi non vi leggemmo avanti.

Plusieurs semaines se passèrent de cette manière : Lawrence était engagé dans une lutte où il se sentait chaque jour perdre du terrain ; cependant il tenait encore à sa résolution ; ses sentiments, contenus

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 avril et du 25 mai 1858.

jusque-là dans leurs plus légères expressions, n'avaient pas encore passé plus loin que ses yeux ; mais sa constitution, qui n'était pas de nature à supporter les luttes de la passion, d'autant plus destructives qu'elles étaient moins en harmonie avec sa manière d'être habituelle, commençait à céder ; son front prit un air de souffrance, les veines bleues de ses tempes devinrent très-apparentes, son corps semblait s'affaïsser, sa respiration était pénible, ses yeux brûlaient d'un feu sombre et concentré. Inez remarqua ces changements avec intérêt, mais longtemps sans en soupçonner la cause.

Lawrence n'était pas un adepte en séduction ; mais, eût-il possédé tous les secrets de cet art infâme, il n'en aurait peut-être pas tiré des effets aussi funestes que ceux qui découlèrent de la faiblesse de ses résolutions. Il luttait, mais imparfaitement ; il combattait, mais sans désirer de vaincre. Il aurait voulu se livrer à une passion coupable, et cependant ne pas souiller son honneur ni celui de son ami. Il fuyait le sentier qui pouvait seul le mettre en sûreté, et persistait à suivre d'un pas tremblant et irrésolu celui qui devait infailliblement l'égarer.

Cependant son irrésolution, ses efforts pour cacher la passion qu'il ne voulait pas vaincre et résister à des tentations auxquelles il n'aurait pas dû s'exposer, ses émotions, ses luttes intérieures, son désespoir, agissaient fatalement sur l'imagination de sa victime. L'effet qu'il voulait éviter se produisait malgré lui ; Inez suivait avec pitié, avec intérêt, avec tendresse, les alternatives de sentiments qui ne prenaient jamais une forme dont elle pût s'offenser.

Henry était absent depuis longtemps, poursuivant les pénibles devoirs de sa profession sur l'Océan orageux. Les mois se succédèrent sans qu'aucune lettre, aucune nouvelle, vint le rappeler à Inez, ni détourner son attention des angoisses de celui qui l'adorait et mourait à ses pieds.

Se séparer de Lawrence était une cruauté à laquelle elle n'avait jamais pensé. Ignorante de la vie, de ses pièges, de ses dangers, insouciant et pleine de confiance en elle-même, elle n'entrevit jamais la possibilité de sa propre fragilité, et ne soupçonna pas le moindre mal que le mal pût se cacher chez le noble et spirituel Lawrence ; elle fut imprudente, irréfléchie, compatissante et généreuse ; il fut, lui, esclave d'une passion d'autant plus intense, que c'était la première qui l'eût jamais maîtrisé. Suivrons-nous pas à pas les progrès du crime ? Dévoilerons-nous les vaines illusions, les faux raisonnements avec lesquels l'esprit se déguise sa propre turpitude ? Trahirons-nous le secret des misérables faiblesses de la nature humaine livrée à la tentation ? Qu'il nous suffise de dire que les conséquences furent telles qu'on doit les prévoir lorsque, comptant sur ses propres forces, on s'aventure dans des chemins défendus.

Le chagrin d'Inez, ses angoisses, ses remords, son désespoir, passent toute expression ; et cependant, comme le pauvre oiseau fasciné par l'œil chatoyant du serpent, où pouvait-elle chercher appui et consolation, si ce n'était dans ce cœur qui avait si cruellement trahi sa confiance, près de celui qu'elle avait regardé si longtemps comme le type de tout ce qui était sage et juste ? Sa faute même, la position étrange et fausse dans laquelle se trouvent les innocents après une première chute, établissait un lien encore plus étroit entre elle et son séducteur ; elle semblait n'exister, ne respirer que dans cette présence qui avait causé sa perte.

Ah ! que n'avons-nous la plume de quelque grand maître du cœur humain pour peindre en quelques touches fidèles toutes les horreurs du crime : le sombre nuage qui enveloppe le trône naguère si pur de la pensée, le poids douloureux qui oppresse le cœur, la joie fiévreuse, puis l'horreur de soi-même qui lui succède, le désordre des idées, les affections corrompues, toute l'harmonie de la vie changée en discordance insupportable, et, ce qui est pis, l'avilissement, les tromperies, les subterfuges, qui, par un enchaînement terrible, sont les conséquences fatales d'une faute. La vérité et la pureté, l'estime de soi-même, la généreuse affection pour les autres, et cette douce confiance en un Dieu vivant, attestée par le murmure de la conscience, sont remplacées par la confusion, l'égoïsme et la crainte. Si nous avions le talent de faire ce tableau, il épouvanterait l'âme au premier soupçon, à la première idée du mal ; il enlèverait aux passions coupables leur voile flatteur, au plaisir ses illusions, et montrerait la pureté, la fidélité et l'honneur revêtus de leurs brillants et incomparables attraits.

Hélas ! la malheureuse Inez, elle était faite pour sentir dans toute son étendue l'amertume de ce changement. Elle s'éveilla comme après un rêve, une illusion, un délire, dans une angoisse d'autant plus touchante, qu'il ne s'y mêlait pas un mot de reproche pour son séducteur. Souvent, au milieu de la nuit, poussée par des pensées tumultueuses, furies impitoyables, elle quittait son oreiller, sur lequel elle ne pouvait trouver le sommeil, et parcourait sa chambre, demandant en vain un soulagement à ses tortures. Après ces nuits de désespoir, elle attendait, partagée entre le remords et l'espérance, que Lawrence vint ; puis, quand il était entré sans se faire annoncer dans ce fatal salon, elle appuyait sa tête sur son sein et pleurait jusqu'à ce qu'elle sentît un peu de calme.

Je ne connais pas de mots qui puissent rendre l'effet que produisaient sur Laurence cette douloureuse sensibilité, cette confiance d'enfant, cet attachement si vrai quoique si coupable ; les expressions d'idolâtrie, d'adoration, qu'on a rendues vulgaires en les appliquant à

des sentiments passagers, sont tout à fait insuffisantes : toute son âme était absorbée en elle. Cette fois, les conséquences ordinaires du triomphe, la satiété, le mépris, l'indifférence, ces amers précurseurs d'un châtement plus amer encore, ne se firent pas sentir. Si, pour une fois, l'homme ne fut pas ingrat quoique la femme fût faible, si Inez échappa à des conséquences qui auraient terminé sa tragique histoire en lui brisant le cœur, ce n'est pas un adoucissement immoral que nous voulons donner à notre tableau. Qu'aucune femme ne se flatte d'être l'objet d'une semblable exception. Cette consolation (si tant est que le crime en admette) est des plus rares. Lawrence, trahi par de faux principes, n'était pas un vétéran dans le vice; il avait assez de sensibilité pour verser presque des larmes de sang sur la ruine qu'il avait causée. Lui dévouer chaque heure de son existence, la consoler, devenir son esclave, ne coûtait rien à cet homme naguère si fier de son indépendance; il ne vivait qu'en elle, pour elle, il n'avait pas un moment pour le remords; elle était à lui : c'était assez s'il eût pu seulement la réconcilier avec elle-même; si.... Les vents et les vagues ne lui rendraient-ils pas la vertu et la paix qu'elle avait perdues? Les éléments de la nature n'interviendraient-ils pas pour protéger les victimes de ses impulsions? Il n'osait pas former un vœu, il n'osait pas murmurer, même au fond de son cœur, un coupable espoir; mais, comme ce cœur battait lorsque l'image d'Inez, de son Inez dégagée de ses liens, rendue à elle-même, devenue sienne par les lois de la société, venait s'offrir à son esprit ! Caïn ! Caïn !

## II

Le capitaine Vivian ne revenait pas. Pas une lettre, pas un signe de vie, ne venait le rappeler à Inez; le temps s'écoulait et le mari gardait toujours le silence.

Miss Vivian n'était pas à Spring-Gardens pendant la malheureuse semaine qui vit se compléter la chute d'Inez; elle resta assez long temps absente pour que le coupable pût se remettre du premier trouble causé par sa nouvelle situation. Avant son retour, les arguments, les soins consolants de Laurence, avaient produit leur effet sur l'esprit flexible d'Inez. Elle commençait à céder aux sophismes dont tout homme sait faire usage en pareille occasion, et personne mieux que Lawrence, dont les idées de morale étaient vagues et indéfinies, et qui s'avouait disciple de cette école qui préfère le plaisir et la liberté à la vertu sévère.

Inez, assoupie graduellement par ces opiums de la conscience, ces poisons lents de l'âme, tomba dans un état, sinon heureux, du moins

comparativement tranquille. Ce n'était plus que par intervalles que le souvenir, comme un poignard, venait la frapper au cœur. Quand ses enfants, ses frais et innocents enfants, quand la petite Georgy avec ses cheveux blonds, image vivante de son père, lui jetait autour du cou ses bras enfantins, la couvrant de doux baisers, elle serrait avec égarement la pauvre petite sur son cœur; puis, la mettant aussitôt à terre, elle courait se jeter à genoux, et, cachant sa figure dans ses bras, elle pleurait comme si son cœur était prêt à éclater.

Quoique miss Vivian eût la réputation d'une femme de mérite, elle avait la conception lente comme les gens froids; en général elle ne pénétrait guère ce qui se passait dans le cœur des autres. Lawrence, espaçant ses visites avec plus de prudence qu'il ne l'avait fait avant son départ, les soupçons vagues que lui causaient ses assiduités se dissipèrent; elle ne remarquait pas la rougeur, le tressaillement d'Inez, quand un certain coup sec se faisait entendre à la porte de la maison; elle ne la voyait pas baisser les yeux quand Lawrence entraînait, détourner son visage quand il lui prenait la main. Lawrence avait toujours quelque bonne raison pour venir; c'était tantôt un livre, tantôt un dessin, tantôt une leçon qu'il donnait à la petite Florence; car, par une étrange inconséquence, il semblait chercher à expier le mal qu'il avait fait en se dévouant aux progrès de l'enfant avec le soin le plus assidu; lui qui détestait toute espèce de travail, il accomplissait patiemment la tâche pénible de l'enseignement avec une douceur et une persévérance qui assuraient les progrès rapides de son élève et lui gagnaient son affection. Les petites étaient toujours sur ses genoux, le caressant comme s'il eût été leur père.

— Vraiment, monsieur Lawrence, dit miss Vivian un jour qu'Inez n'était pas dans la chambre, je suis toute surprise des peines que vous prenez auprès de cette chère enfant. C'est bien extraordinaire, vous qui détestiez si fort toute occupation. Le capitaine Vivian vous devra certainement beaucoup.

Le sang monta aux tempes de Lawrence, qui se pencha sur le devoir de la petite fille en faisant semblant de ne pas entendre.

— Je dis, monsieur Lawrence, que le capitaine Vivian vous aura sûrement de grandes obligations, car avec la négligence d'Henry et la faiblesse de mistress Vivian cette enfant eût été horriblement gâtée. Mais n'est-il pas étrange qu'on n'entende pas parler de lui? J'ai été à l'amirauté en venant ce matin. Pas de dépêches. Fasse le ciel qu'il ne lui soit rien arrivé! (Lawrence avait toujours la tête penchée sur la petite main qu'il dirigeait.)

— Je dois avouer que mistress Vivian me paraît très-inquiète, quoiqu'elle ne me dise jamais un mot sur ce sujet. Je la trouve triste et agitée, mais je ne puis rien tirer d'elle.

— Il est naturel qu'elle soit tourmentée, articula enfin Lawrence.

— C'est une jeune femme charmante, certainement, poursuivit miss Vivian; cependant j'ai toujours pensé qu'Henry aurait pu mieux choisir.

— Pourquoi? demanda vivement Lawrence.

— J'ai eu longtemps sur ce mariage de mauvais pressentiments. La première fois que je vis miss Thornhaugh, il y avait en elle quelque chose de capricieux et d'évaporé qui ne me plut pas beaucoup. Je crois que c'était aussi à peu près votre avis; mais j'avoue que mon opinion a changé depuis. Je crois que maintenant elle lui est dévouée; je n'ai même jamais vu un couple plus heureux; seulement je trouve qu'il n'est pas assez *mari*, vous me comprenez; je le trouve un peu trop indulgent; il est évident qu'elle est fort inquiète de lui. Je voudrais seulement qu'elle fût un peu moins réservée. Cette inquiétude secrète est un poison lent, monsieur Hervey.

Lawrence tressaillit, car Inez entra dans la chambre. Il regarda pour découvrir les ravages que le poison lent avait déjà fait sur les traits qu'il idolâtrait; mais, excepté la langueur d'une douce mélancolie, il n'y vit aucune trace de poison.

Le lendemain était un dimanche.

— Avez-vous ordonné d'atteler, ma chère? dit miss Vivian. Dans ce cas, je vous demanderais une place, car vous savez que mes chevaux ne sortent jamais le dimanche.

— Je n'irai pas à l'église, dit Inez d'une voix faible.

— Pourquoi donc, ma chère? il fait si beau! Excusez-moi, mistress Vivian, je suis une femme de l'ancien régime, mais c'est un devoir qu'il ne faut pas négliger. J'espère, monsieur Lawrence, ajouta-t-elle en se tournant vers lui, que vous ne cherchez pas à donner vos idées à mistress Vivian. Je ne lui avais pas encore vu manquer l'église. Si vous n'avez pas demandé votre voiture, nous irons à pied.

— Pourquoi n'allez-vous pas à l'église? dit tout bas Lawrence. Vous feriez mieux.

— Non, dit Inez.

— C'est bien étrange, dit miss Vivian en se levant pour partir. Je crains que vous ne soyez souffrante.

— Je ne suis pas bien, dit Inez avec un calme affecté.

— Qu'est-ce que vous avez? dit miss Vivian en revenant précipitamment sur ses pas. Oh! ma chère mistress Vivian, depuis mon retour il m'a semblé que vous n'étiez pas bien. Envoyez chercher le docteur. Qu'est-ce que vous avez?

— Rien! rien! seulement je n'ai pas envie de sortir aujourd'hui.

— Je suis fâchée, reprit l'autre dame d'un ton de reproche, que

vous ne vouliez pas venir à l'église au moins une fois dans la journée; je pense...

— Vraiment, dit Lawrence, je ne suis pas un fameux avocat pour ces sortes de choses; mais, pour peu que vous le puissiez, mistress Vivian, ne feriez-vous pas mieux d'y aller?

Il était toujours dans les transes pour sa réputation, toujours sur le qui-vive pour la défendre contre toute ombre de soupçon.

— M'ordonnez-vous d'y aller? lui dit Inez d'un air de triste reproche.

— Et pourquoi ne vous l'ordonnerait-il pas? interrompit miss Vivian. Je vous assure, Lawrence, que cela me fait grand plaisir de vous entendre enfin plaider cette cause. J'espère encore vous voir changer d'opinion sur quelques points. Vous avez beaucoup gagné depuis que je vous connais. Je ne pensais guère vous entendre convier mistress Vivian à remplir ses devoirs religieux.

— Je suis bien aise, dit Lawrence, que vous trouviez que j'ai gagné sous quelques rapports.

Puis, comme miss Vivian sortait de la chambre, il ajouta très-bas :

— Allez-y, Inez, allez-y.

— Que j'y aille! Pouvez-vous me le demander?

— Oui, ma bien-aimée Inez, miss Vivian va être surprise...

— Ne pensez pas, monsieur Hervey, reprit-elle vivement, que je reste à la maison parce que vous y êtes; non, pas même pour vous fuir, je ne souillerais la maison de Dieu, du Dieu tout-puissant. Mon père!.. hélas! il ne l'est plus.

Et elle leva ses bras dans une attitude d'adoration.

— Non, je ne suis pas encore devenue assez misérable, je ne blasphèmerai pas devant ton saint autel; la noire hypocrisie ne souillera pas mon âme d'un autre crime. Non, Lawrence... Dieu, le ciel, tout ce qui est pur et bon, j'y ai renoncé pour vous; que cela vous suffise. Ne me demandez pas de faire une chose si abominable. Je n'entrerai plus dans la maison de Dieu.

— Mon Inez! dit Lawrence profondément ému; mon Inez! pardonne-moi, pardonne-moi! Oh! quand, quand serai-je comme toi, toi, mon ange! Quand ma nature grossière, misérable, s'élèvera-t-elle jusqu'à la tienne! Cependant, ne crois pas, le Dieu de la nature....

— Arrête, Lawrence, ne blasphème pas. Parce que nous sommes pécheurs, n'étouffons pas la lumière dans nos âmes. Il me voit... Il me voit telle que je suis!.. Il voit que, prosternée dans la poussière, implorant sa miséricorde..., je ne puis, je ne puis t'arracher de mon cœur. Il voit que je suis à toi, que je ne suis plus à lui..., que la perdition... avec toi!.. Hélas! hélas! Du moins je ne me rirai pas du Dieu que j'ai abandonné.

Lorsque Lawrence entendait de semblables paroles, lorsqu'il voyait



l'impression qui restait, en dépit de tous ses efforts, sur l'esprit d'Inez, le sombre pressentiment d'un châtiment futur s'emparait de lui; il était saisi d'une douleur passagère, mais si vive, qu'il devenait aussitôt d'une pâleur mortelle. Alors Inez s'oubliait elle-même, oubliait ses remords, et, reprenant toute sa douceur, sa tendre anxiété, elle ne songeait plus qu'à calmer des douleurs, bien moindres, hélas! que les siennes. Mais telles sont les femmes!

Inez persista dans sa résolution et n'assista plus au service religieux. « Ou le péché nous fera cesser de prier, a dit un homme d'expérience, ou la prière nous fera cesser de pécher. » Dès qu'Inez s'était avouée à elle-même que son amant lui était plus cher que son Créateur, non-seulement elle avait refusé de se joindre aux prières publiques, mais elle avait cessé de prier en particulier. Comment aurait-elle osé, lorsqu'elle se sentait chaque jour plus étroitement liée par son péché, plus dévouée à sa coupable passion, comment aurait-elle osé demander les grâces qu'elle refusait de mériter, le Saint-Esprit qu'elle avait contristé, le salut qu'elle avait rejeté. Chaque jour était quelque chose à la vivacité de ses remords, à la pureté de son esprit; enfin ses bonnes pensées engourdies par l'habitude tombèrent dans un sommeil funeste, et Inez se sentit gagner par l'insouciance, l'indifférence au mal, refuge fatal contre les angoisses cruelles, mais salutaires, qu'elle avait éprouvées.

Les hommes sont généralement peu habiles à saisir les nuances délicates par lesquelles l'esprit d'une femme s'obscurcit et se déprave peu à peu; Lawrence, qui aurait versé des larmes de sang sur cette dégradation, s'il l'avait reconnue, ne voyait qu'une nouvelle preuve de son dévouement dans le faible sourire qui recommençait à illuminer quelquefois son visage. Chaque nouveau changement donnait un aliment à sa passion. Il avait aimé son repentir et ses larmes; il aimait encore plus sa tranquillité et son sourire.

Ainsi passait le temps. Inez vécut dans la compagnie de miss Vivian plus qu'elle n'avait fait jusque-là; chaque moment de l'absence de Lawrence lui paraissait si ennuyeux, qu'elle tâchait de tuer le temps en s'intéressant aux occupations charitables de sa belle-sœur; elle était entraînée aussi par un sentiment, une erreur bien communs; qui font qu'on cherche, par l'accomplissement scrupuleux et même excessif d'un devoir, à expier l'infraction continuelle d'un autre.

Elle aurait volontiers expié son crime par tous les sacrifices, un seul excepté; tout ce que le Ciel lui aurait demandé, elle l'aurait fait, excepté de renoncer à ce péché, c'était au-dessus de ses forces. Elle prenait part aux souscriptions, aux comités elle se donnait beaucoup de mouvement pour faire du bien, à ce qu'elle croyait; et miss Vivian, qui n'était pas insensible à la vanité de conduire avec elle un sem-

blable coadjuteur, commençait à la prendre en tendresse. Puis, quand Inez avait prodigué ses guinées, quand elle avait été accueillie avec reconnaissance par les pauvres qu'elle avait secourus, elle revenait, avec quelque chose de son ancienne gaieté, s'asseoir près du fanteuil de Lawrence, qui, lui aussi, reprenait son air habituel, et le bonheur intérieur semblait régner de nouveau dans cette maison.

Miss Vivian, flattée et de bonne humeur, était toujours prête maintenant à se joindre aux petites excursions que Lawrence proposait dans les environs de Londres. L'été était assez avancé, le temps délicieux, et, soit pour distraire Inez, soit pour jouir dans une société si chère des délices que présentent un beau paysage et un ciel pur, Lawrence proposait chaque jour quelque nouveau projet, que le charme de sa conversation ne rendait que trop attrayant pour la jeune femme.

C'était vers la fin d'août. Une brillante matinée promettait une chaleur inaccoutumée pour le reste du jour. Lawrence vint déjeuner et proposa aux dames de remonter la rivière jusqu'à Richmond, où la voiture pourrait venir les rejoindre, car il craignait que mistress Vivian ne s'ennuyât de faire deux fois cette traversée. Elle avait déjà l'air fatigué de quelqu'un qui a passé une mauvaise nuit. Il la suivait des yeux comme pour lui demander ce qu'elle avait : un regard doux et mélancolique fut toute sa réponse, avec un soupir qui le toucha d'autant plus, qu'elle cherchait à le dissimuler.

— Cette fraîche brise sur l'eau vous fera du bien, dit Lawrence. Je suis déjà sorti, le temps est délicieux ; nous emmènerons les enfants.

— Oui, nourrice, nous prendrons les enfants, dit Inez. Donnez-moi un paquet de châles ; vous pouvez nous les confier, il ne leur arrivera rien. Voulez-vous venir, chères petites ?

Les petites filles étaient transportées.

— Florence ira avec maman aujourd'hui, dit Herve, et je me chargerai de vous, méchante petite Georgy ; autrement vous sauteriez par-dessus le bateau.

— Très-bien, monsieur Lawrence, dit Georgy ; je serai si méchante, que vous ne saurez que faire de moi.

— Et je serai bien sage pour être votre enfant, maman, murmura la douce Florence.

— Serez-vous toujours sage ? dit la mère avec une larme dans les yeux, en se baissant pour l'embrasser.

— Toujours sage, sage et bonne comme vous !

Mistress Vivian se rapprocha précipitamment de la fenêtre.

— Je voudrais savoir quand papa reviendra ? dit Georgy, poussant un gros soupir. C'était lui qui nous conduisait toujours sur l'eau.

— Chut ! ma chère, dit aussitôt miss Vivian ; cela fait de la peine à maman. Ne parlez pas de lui, ma chère.

— Cela vous fait-il de la peine aussi, monsieur Lawrence ? Pourquoi maman pleure-t-elle ? Je voudrais qu'il fût revenu.

— Et moi aussi, dit tout bas Florence.

— C'est très-bien à vous, mes enfants ; vous devez désirer son retour. Mais n'en parlez pas maintenant.

Tandis que miss Vivian disait ces mots, Lawrence avait mis l'enfant à terre très-froidement et avait pris un journal qu'il semblait lire avec un vif intérêt.

Le déjeuner fini, on s'achemina vers le bateau. Celui que Lawrence avait choisi était excellent. Il semblait avoir résolu de goûter ce jour-là tous les raffinements du plaisir. Une tente de toile blanche tempérait les rayons du soleil au-dessus de sièges moelleux et élégants ; les eaux étincelantes, la fraîche brise, la tranquillité de ces lieux, remplissaient l'âme d'une langueur délicieuse. Miss Vivian s'assit au fond du bateau, Inez à côté d'elle, et les deux enfants se placèrent à leurs pieds. Lawrence avait un livre et lisait de temps en temps de ces vers passionnés qu'Inez n'avait, hélas ! que trop aimés.

Miss Vivian ne comprenait pas l'italien.

Ce jour-là, pour la première fois, peut-être, Inez se livra sans remords aux jouissances enivrantes du moment. Ses yeux étaient baissés, mais Lawrence pouvait y lire ; il pouvait lire dans son sourire. Pendant quelques heures ils parurent goûter sans mélange la félicité que promet l'amour. Mais nous ne les suivrons pas dans leur promenade sous les beaux ombrages du parc de Richmond, ni dans leur retour le long des haies et des bocages que les rossignols remplissaient de leur harmonie.

Il fut convenu que Lawrence descendrait à Pall-Mall, irait chez lui s'habiller et reviendrait dîner avec les dames Vivian. Il était environ cinq heures quand la voiture s'arrêta dans Spring-Gardens. Inez se hâta de monter chez elle : son coupable enivrement était complet. Elle ne songeait qu'au dîner, remit bien vite ses enfants aux soins de leur nourrice et rentra dans sa chambre pour choisir la robe d'un blanc pur qu'elle savait lui plaire. Elle était impatiente de s'habiller pour le rejoindre.

Elle courut à sa table de toilette. Une lettre frappa ses yeux.

Elle la prit avec un mouvement de désespoir, en déchira l'enveloppe et lut :

« Portsmouth.

« Ma bien-aimée Inez,

« Je laisse aux journaux le soin de vous apprendre le résultat de notre pénible expédition ; je me contente de remercier Dieu de ce que

je suis revenu vivant, de ce que je puis voler dans vos bras et oublier dans votre sein toutes mes fatigues et toutes mes peines. Je partirai d'ici le plus tôt possible et je serai avec vous tous, mes bien-aimés, ce soir, à huit heures.

« HENRY VIVIAN.

« Embrassez mille fois nos enfants pour moi. »

Le cœur d'Inez cessa tout à coup de battre ; elle devint non pas pâle, mais d'une couleur bleuâtre et terreuse. Elle ne tomba pas, elle resta comme anéantie à la même place, tel qu'un être que la malédiction de Dieu a frappé soudain. Un instant, un seul instant, avait suffi pour lui ouvrir les yeux, et les écailles étaient tombées. Elle se vit telle qu'elle était. A mesure que le bonheur, l'amour et l'innocence de ses premières années revenaient avec force s'offrir à son imagination, elle voyait son crime, son inexcusable infatuation, son déshonneur, sa dégradation ; et son mari, trompé, outragé, trahi, était là vivant, devant ses yeux, avec toute la pureté de son affection dévouée, sa joyeuse tendresse, sa généreuse confiance. Elle ne dit rien ; elle posa la lettre tout ouverte sur la table. Elle n'avait pas ôté son chapeau ; elle s'enveloppa d'un grand manteau et descendit doucement l'escalier.

— Je viens, dit-elle en ouvrant la porte de la chambre où Lawrence était assis, habillé, tout prêt à partir, je viens enfin réclamer ma place ; je viens, créature coupable, dégradée et flétrie, réclamer ma place à votre foyer.

— Grand Dieu ! qu'y a-t-il de nouveau ? s'écria-t-il, frappé du son étrange de sa voix et plus encore de la teinte cadavéreuse de sa figure. Mon Inez, qu'avez-vous ?

— Votre Inez ?... Oui, sans doute... Mon mari est revenu.

— Vivian !

— Oui, il est revenu !

Et elle se prosterna à terre, enveloppée de ses longs cheveux noirs, le front dans la poussière, comme si elle eût voulu se dérober à tous les regards.

— Oui, il est revenu. En ce moment il est chez lui. Il a trouvé sa confiance trahie, son foyer déshonoré, sa foi, son cœur brisés ! Oui, il est venu. Ses enfants sont dans ses bras ; leurs larmes baignent ses joues ; leurs mains entourent son cou... Elles appellent leur mère !

Et à ces mots éclata une tempête si violente de gémissements, de sanglots et de larmes, que Lawrence crut qu'elle allait suffoquer.

Il se jeta à terre auprès d'elle ; mais elle le repoussa rudement, violemment, pour la première, l'unique fois.

— Ne me touchez pas, Lawrence; ne souillez pas mes premières larmes de vertu. Serpent! ne mêlez pas votre insidieux poison à mes gémissements. O Henry! Henry! recevez-moi encore, reprenez votre femme sur votre cœur! Pardonnez-moi, Henry, pardonnez-moi!... J'ai été folle, mais je ne le suis plus. C'était un songe, un songe horrible, atroce... mais rien qu'un songe!... Pourquoi ne suis-je pas chez moi? dit-elle en se relevant tout à coup. Que fais-je ici?... Pourquoi ne suis-je pas chez moi?... Monsieur Hervey, reconduisez-moi chez moi... Il revient! Où suis-je?...

— Voulez-vous retourner chez vous, ma chère mistress Vivian? dit Lawrence en faisant un violent effort pour maîtriser sa propre émotion; je crois en effet que vous feriez mieux. Voulez-vous que je fasse venir une voiture?

Mais ce délire momentané était déjà passé.

— Vous me reconduiriez donc chez moi? dit-elle avec un air de mépris écrasant; vous reporteriez à votre ami sa cassette vide; vous lui offririez la rose flétrie et effeuillée que vous avez volée. Quel présent pour un homme honorable!... Vous me reconduiriez chez moi!...

— Hélas! Inez, que dites-vous? Je ferais tout, n'importe quoi!... Je mourrais à vos pieds, je supporterais toutes les tortures que la barbarie la plus raffinée pourrait inventer; je me laisserais mettre en pièces, mon Inez, seulement pour vous servir et vous aider.

— Vous le feriez, Lawrence, je le sais bien. Pardonnez-moi! L'excès de la douleur m'a fait parler ainsi. Je ne voulais pas vous faire de reproches. Pardonnez-moi!

Lawrence fondit en larmes.

— C'est juste!... Oui, prosternons-nous dans la poussière et pleurons... Oui, tombons à terre et qu'il nous écrase sous ses pieds!... Henry! Henry!...

Elle resta assise par terre, et Lawrence auprès d'elle. Là, semblables à ce couple criminel qui ouvrit au péché et à la mort les portes de notre triste monde, ces deux nobles créatures, formées pour le bien et pour la lumière, rampaient dans la poussière, pleurant et gémissant tout haut, leur visage caché dans leurs mains.

### III

Huit heures sonnaient à Sainte-Marguerite comme la voiture du capitaine Vivian s'élançait le long de White-Hall. Les chevaux semblaient partager l'impatience du voyageur. Ils tournèrent vivement et s'arrêtèrent, fumants et écumants, devant cette porte si connue. Henry ouvrit la portière, sauta à bas, frappa un coup sec à la porte.

Son cœur battait, ses mouvements étaient précipités; ses vêtements, pleins de poussière, se ressentaient de la rapidité de son voyage; la chaleur et la fatigue avaient laissé des traces sur son visage; ses beaux cheveux étaient collés sur ses tempes.

La porte s'ouvre.

— Eh bien! John, comment va-t-on ici?

Puis, sans attendre de réponse, sans même regarder son domestique, il s'élance dans l'escalier et entre dans le salon,

— Inez!

Mais Inez ne répondit pas. La figure froide de miss Vivian parut avec cet air sombre et solennel, cet aspect triste et funèbre qui, au premier coup d'œil, annonce une catastrophe.

Il fut frappé d'une telle consternation, qu'il faillit tomber. Il s'avança en trébuchant et s'écria :

— Ma sœur!

— Votre sœur! Henry, dit-elle d'un ton grave.

— Et Inez? dit-il en jetant autour de la chambre un regard de terreur; et Inez? Dieu tout-puissant! dites-moi tout.

— Elle n'est pas ici.

— Dites-moi tout!

Et il lui saisit la main en la regardant en face.

— Qu'y a-t-il donc? Votre figure me fait peur... Mais vos vêtements...

Jetant sur elle un regard rapide et poussant un grand cri :

— Merci, mon Dieu! elle n'est pas morte!

Miss Vivian détourna la tête. Elle pleurait.

— Dites-moi, ma sœur, elle n'est pas morte... Elle est mal, très-mal... mourante... Tout, plutôt que morte!... Laissez-moi seulement la voir, l'embrasser... Qu'elle me parle encore. Je supporterai tout en homme... Dites seulement qu'elle n'est pas morte!

— Elle n'est pas morte, balbutia miss Vivian; mais, mon frère, ne pensez plus à elle.

Sa vertueuse sévérité rentrant dans son cœur endurcissait jusqu'au son de sa voix :

— Il ne faut plus penser à elle.

— Que voulez-vous dire, au nom de Dieu? Ne plus penser à elle!... Que le ciel me punisse si jamais je l'oublie!

— Il le faut! il le faut!

— Il le faut!... il le faut!... Parlez! quelles idées horribles voulez-vous donc me donner? Est-elle folle? est-elle perdue pour moi? Au nom du ciel et de l'enfer... parlez, parlez!...

— O Henry! Henry!

— Folle! est-elle folle?

— Folle, hélas !... oui, folle, égarée, perdue ! Henry, elle vous a quitté... elle a quitté cette maison... elle n'est plus à vous... elle est partie... déshonorée... elle est à un autre.

Miss Vivian n'eut pas le temps d'en dire davantage, Henry jeta un cri perçant, bondit en arrière comme si une balle l'eût frappé au cœur, et tomba inanimé sur le plancher.

Or voici ce qui s'était passé depuis le départ d'Inez.

A six heures, quand le dîner fut servi, on avait cherché inutilement mistress Vivian. Elle n'était pas dans sa chambre ni dans celle de ses enfants; on chercha dans tous les coins de la maison, mais en vain. Enfin la nourrice, femme respectable, de quarante à cinquante ans, apporta à miss Vivian la lettre qui était restée toute grande ouverte sur la table de toilette.

— Où peut-être votre maîtresse, nourrice?

— Madame, cette lettre était ouverte sur sa table de toilette.

— Dieu de bonté ! mon frère sera ici dans deux heures. Où peut-elle être allée ? A-t-elle dit qu'elle sortait ? Comment savoir, maintenant ? Elle est allée chez les Sullivan, bien sûr, et Henry va arriver ! Qu'il est contrariant qu'elle n'ait pas reçu cette lettre !

— Madame, elle a reçu la lettre, elle était ouverte, dit la nourrice avec intention.

— C'est impossible. Comment serait-elle sortie ? Elle ne peut avoir fait la folie d'aller au-devant de lui.

— Elle n'est pas allée au-devant de lui, dit la nourrice en appuyant sur ces mots.

— Nourrice, dit miss Vivian, levant les yeux pour la première fois et remarquant le visage de la domestique qui semblait dire, interrogez-moi. Nourrice, savez-vous où est votre maîtresse ?

— Je ne me permettrai pas de le dire, madame... mais je crains. Oh ! miss Vivian !

Et la pauvre femme, se détournant, couvrit sa figure de son tablier.

— Ce ne serait pas à moi de vous dire cela, madame, mais depuis quelque temps nous avons tous eu des soupçons. Certainement ce n'est pas à nous de juger nos supérieurs, mais des domestiques ne sont pas des bûches ni des pierres. Nous voyons, nous ne pouvons nous empêcher de voir. Oh ! que n'a-t-il plu au Tout-Puissant de m'ôter la vue avant cela !

— Ciel ! dit miss Vivian tremblant de tous ses membres, que voulez-vous dire ?

— M. Hervey... madame... il venait ici trop souvent.

Miss Vivian était froide; mais, comme disait la pauvre nourrice, elle n'était ni une bûche ni une pierre; à ces mots elle se sentit défaillir et tomba sur une chaise. Enfin elle reprit d'une voix oppressée :

— Prenez garde à ce que vous dites.

— Ah ! madame ! dit la nourrice les joues inondées de larmes, une si bonne jeune dame !... Et mon pauvre... mon pauvre maître !

— Bonne jeune dame ! s'écria miss Vivian avec indignation, une misérable ! une hypocrite consommée ! Votre pauvre maître !... oui, il est à plaindre !... mais dites-moi ce que vous soupçonnez !

Alors la nourrice d'une voix entrecoupée commença son histoire ; cette histoire si souvent répétée, où le crime domestique, caché à tous les yeux, est découvert par ces personnages secondaires du drame humain, qui, se tenant en dehors du jeu que jouent leurs supérieurs, en suivent souvent toutes les phases avec une pénétration si juste.

— Et nous craignons, madame, ajouta-t-elle en sanglotant, que le retour de monsieur n'ait poussé ma maîtresse à quitter la maison ! Pauvre créature !

— Pour aller où ?

— Dans Albany... chez M. Hervey, à ce que John suppose ; mais il a dit qu'il irait voir pour s'en assurer... car, bon Dieu, si nous nous trompons !

— Dieu le veuille !

En ce moment John entra dans la chambre ; il était pâle et hors d'haleine.

— Elle y est !...

Ce fut tout ce qu'il put dire, puis il se hâta de fermer la porte, descendit en courant et s'enferma dans son office pour pleurer tout à son aise.

Ces honnêtes serviteurs étaient loin d'éprouver un triomphe en vieux et malin de la chute de leur maîtresse. Malgré leur condition servile, malgré les tentations innombrables qui tendent à dégrader moralement cette classe de la société, on trouve encore chez les domestiques, dans certaines familles honorables, des sentiments généreux et une dignité de conduite qui les relèvent à nos yeux.

Avant les malheureuses semaines qui venaient de s'écouler, les serviteurs d'Henry et d'Inez n'avaient vu dans leurs maîtres que justice, vérité et honneur, n'avaient éprouvé de leur part qu'un commandement fort doux et une bonté constante. Ils adoraient leur maître et leur maîtresse, et avaient tous un honnête orgueil de leurs grâces, de leurs charmes et de leurs vertus ; ils avaient déploré sincèrement les erreurs qu'ils soupçonnaient, désiraient vivement qu'on ne les découvrit jamais, et dans ce moment encore le but, le dernier espoir de la bonne nourrice, était d'éviter le scandale et de retrouver mistress Vivian avant le retour de son mari.

— Vous voyez ce qu'il en est, madame, dit-elle. Elle est chez lui ! Mais, si vous vouliez me permettre d'aller chercher une voiture, vous



iriez avec la chère petite miss Georgey, peut-être qu'elle entendrait raison, qu'elle reviendrait, et alors il n'y paraîtrait plus.

— Elle entendrait raison !... il n'y paraîtrait plus... dit miss Vivian, dont l'orgueil blessé glaçait maintenant les sentiments les plus doux. Non, nourrice... Elle a voulu quitter le toit de mon frère... qu'elle reste dans l'asile qu'elle a choisi. Je ne contribuerai pas au déshonneur de mon frère en cherchant à le lui cacher.

— Mais, madame !

— Pas un mot... Vous pouvez me laisser maintenant... ayez soin que les enfants ne descendent pas avant que j'aie vu mon frère seul.

Puis elle s'assit dans un silence plein de dignité pour attendre son arrivée.

Il se passa bien du temps avant que le mari outragé fût rendu au sentiment de son malheur ; il resta étendu comme mort sur le sofa, tandis que ses fidèles serviteurs, les yeux baignés de larmes, cherchaient en vain à le rappeler à la vie. La nourrice soutenait sa tête pâle et lui bassinaient les tempes ; le domestique lui frottait les mains ; miss Vivian, debout auprès de lui, regardait d'un air moitié stupéfait, moitié offensé. L'excès de son chagrin l'irritait, elle trouvait que c'était payer un trop grand tribut à une femme dégradée. Enfin il ouvrit les yeux, et fixa un regard étonné sur la figure gonflée de larmes de la nourrice : — Nourrice... où est votre maîtresse ?

— Oh ! monsieur ! oh ! mon pauvre cher maître !

— Où est votre maîtresse ?... où est mon Inez ?... ma chère Inez !... ma...

— Mon frère, pas devant eux, dit miss Vivian en s'avancant. Nourrice, vous pouvez aller...

— John ! je sonnerai, votre maître est mieux maintenant.

Les serviteurs compatissants sortirent de la chambre.

— Mon frère, ne vous déshonorez pas devant vos domestiques ; l'indignation est le seul sentiment digne d'un homme de sens et de courage dans une crise pareille. Elle est au-dessous de vos regrets, il faut l'oublier... oublier jusqu'à son existence ; elle est avilie, dégradée.

— Arrêtez, miss Vivian, pour l'amour de Dieu ! s'écria Henry, pour qui ces paroles étaient une torture insupportable ; je supporterai mon affliction en homme, je l'espère, mais ne l'accusez pas, ne l'insultez pas... Non, non, ma chère Isabelle. Et il couvrit sa figure de ses mains.

Miss Vivian était là, froide et silencieuse. Les caractères de cette trempe ne savent jamais que faire quand le sentiment franchit ces limites de convenances que pour eux ils ne dépassent jamais, la douleur poignante du capitaine Vivian excitait sa surprise et sa colère.

De ce qu'il aurait dû être entièrement absorbé par le mépris et l'indignation; de ce qu'il aurait dû chasser immédiatement de son cœur et de ses pensées cette femme ingrate, et ne jamais lui donner un regret, c'était assez pour qu'elle comptât qu'il le ferait, et, quand elle vit qu'il n'en était rien, que sa douleur défait toute consolation, elle se trouva tout à fait en défaut; elle sentait instinctivement que tous les lieux communs qu'on débite aux affligés seraient inutiles, et elle ne savait pas autre chose; lui, de son côté, était blessé de ses manières et irrité par sa présence.

Enfin, après bien des efforts, il commença à faire des questions, espérant encore découvrir quelque raison de penser que miss Vivian avait été trompée. Elle lui répondit d'une manière claire et sèche, qui, en ne laissant aucun doute dans son esprit, semblait l'exaspérer jusqu'à la frénésie.

— Et qui? dit-il enfin. Vous ne me l'avez pas encore nommé... qui est celui qui m'a dérobé mon trésor?

— Qui donc, sinon cet homme auquel vous vous êtes fié si imprudemment, votre philosophe français, votre sceptique accompli, M. Hervey!

— Monsieur! qui?

— Lawrence Hervey!

— Dieu du ciel! Il ne s'était pas évanoui cette fois, bien qu'il chancelât; et, comme elle s'avancait pour le soutenir, il la repoussa:— Je vous remercie ma sœur, je pense qu'il vaut mieux que je reste un peu seul. Voulez-vous passer dans la chambre des enfants, vous direz à la nourrice de m'amener mes petites quand je sonnerai. Ne venez pas vous-même, laissez-moi les voir seul; ne m'en veuillez pas, ma chère Isabelle, ne soyez pas fâchée, ajouta-t-il en la voyant s'éloigner froidement, glacée par cet amour-propre impitoyable, qui, en présence d'un malheur extrême, peut encore être personnel; qui est si plein du mérite de ses propres attentions, qu'il s'offense quand elles ne sont pas reçues avec gratitude, et qui attend de la considération et des égards même au milieu des plus cruelles tortures.

Dix minutes après, la sonnette du salon se fit entendre, la porte s'ouvrit, la nourrice fit entrer les enfants et se retira immédiatement, les laissant seules avec leur père.

— Papa!... papa!... cher bon papa!... vous êtes donc revenu!...

— Mes enfants!... mes chères enfants!...

Elles jetèrent leurs bras à son cou.

— Où est maman? où est maman? s'écria la plus jeune. Elle s'ennuie tant de ne pas vous voir! Où est maman?

— Mon enfant! mon enfant! elle est partie... partie pour toujours! O Dieu!

Il les serra sur son cœur et ses larmes jaillirent enfin, tandis qu'elles le couvraient de leurs innocentes caresses.

— Ne pleurez pas, elle reviendra; elle ne fait que de sortir... elle reviendra, j'en suis sûre, dit la petite s'efforçant de le consoler avec sa vivacité ordinaire.

Mais Florence cacha son visage dans le sein de son père et mêla silencieusement ses larmes aux siennes, tandis que ses beaux cheveux retombaient sur le bras qui la pressait contre ce cœur déchiré.

Il était plus de neuf heures avant que le capitaine Vivian eût repris assez de calme pour réfléchir sur sa situation. Après avoir renvoyé ses enfants il resta seul, et on put entendre le bruit de ses pas qui erraient tristement dans les salons déserts, dans ces appartements qui avaient été pour lui le temple d'une divinité, le séjour d'un bonheur constant, et qui étaient maintenant sombres et solitaires. A l'éclat des lumières, au gai babil de sa jolie femme, de ses joyeux enfants, avaient succédé le silence et l'obscurité lugubre de la nuit; cependant le capitaine Vivian ne demanda pas de lumière; les lueurs incertaines qui lui venaient de la rue éclairaient seules cette figure sombre qui se promenait à grands pas, les bras croisés, la tête penchée sur la poitrine, image vivante du désespoir.

Il réfléchissait sur ce qu'il avait à faire. Son chagrin était trop excessif pour laisser beaucoup de place à l'indignation. Henry Vivian avait toujours eu ce sentiment de son peu de mérite, qui est le cachet des esprits les plus sensibles et les plus délicats. Il n'avait ni le sentiment de l'orgueil blessé ni l'exaspération d'un outrage reçu. Il ne songeait qu'à déplorer la perte de tant de bonheur et d'innocence. Cependant, fidèle aux sentiments naturels à un gentilhomme et à un militaire, la première idée qui s'offrit bien distinctement à son esprit, lorsque le paroxysme de la douleur se fut un peu calmé, fut celle de demander la satisfaction que le code de l'honneur exige pour des offenses de cette nature; demander raison à Lawrence lui semblait une conséquence naturelle, inévitable, de ce qui était arrivé; des sentiments violents de rage et d'indignation n'étaient pas nécessaires pour en arriver là.

La trahison de Lawrence n'avait, il faut le dire, produit que peu d'effet sur lui. S'il l'eût encore aimé comme autrefois, ses sensations auraient sans doute été plus vives; mais la violente passion qu'Inez lui avait inspirée avait en quelque sorte absorbé toutes ses autres affections.

Enfin la sonnette du salon retentit encore dans cette maison de deuil où depuis quelque temps tout était silencieux comme la mort.

— Apportez-moi une lumière, John, dit le capitaine Vivian quand la porte s'ouvrit, puis vous tâcherez de trouver le capitaine Sullivan...

On vous dira chez l'amiral où il peut être... Demandez-lui de venir me voir... dites-lui que je n'ai pas pu écrire. Et il porta la main à sa tête pour écarter les cheveux qui retombaient sur son front et sur son visage.

Le domestique revint bientôt avec une bougie qu'il posa sur une table où sa faible lueur ne servait qu'à faire ressortir la tristesse de l'appartement, puis il partit pour exécuter son message.

Le capitaine Vivian, après avoir jeté un regard autour de lui, poussa un profond soupir et se mit à écrire. Cela ne fut pas long, il plia sa lettre sans la relire, et écrivit l'adresse avec un léger frémissement.

« A Lawrence Hervey, esquire. »

Il finissait quand il entendit sur l'escalier le pas léger du capitaine Sullivan; il courut ouvrir la porte; les deux amis se jetèrent dans les bras l'un de l'autre.

— Pauvre garçon ! s'écria Sullivan, son cœur était trop plein, il n'en put dire davantage.

Vivian lui pressa la main sans répondre, et il s'assit pour se remettre un peu; puis il reprit :

— Vous savez ce qui est arrivé ?

— Oui !

— Et pourquoi je vous ai envoyé chercher ce soir ?

— Du moins je le suppose.

— Je suis incapable d'agir pour moi-même, Sullivan, dit-il en passant languissamment sa main sur ses yeux. Vous arrangerez tout pour moi, l'heure, le lieu... cela m'est indifférent. Le plus tôt sera le mieux, voilà tout. Voulez-vous y aller ce soir ?

— Très-certainement (*à part* : le damné vaurien !), avez-vous écrit ?

— Oui, voici; voulez-vous la porter ou l'envoyer ?

— Je la porterai, et je la lui ferai tenir, ne vous inquiétez pas de cela, j'arrangerai tout. Mais, bon Dieu... Vivian ! comme vous êtes changé ! vous seriez bien de vous coucher, de vous reposer quelques heures, vous seriez mieux demain.

— Non, j'aime mieux rester là, dit-il, en passant encore sa main sur son front; dans quelques heures je serai remis. Le choc, — et ses lèvres tremblaient, — le choc a été terrible, Sullivan; mais bientôt je serai plus calme, quand tout ceci sera fini... Ce sera un soulagement... Vous allez donc y aller ?

— Oui, tout de suite; mais auparavant ne puis-je rien faire pour vous ?

— Non, revenez le plus tôt possible, mon bon ami...

Le capitaine Sullivan partit.

## IV

Le domestique ouvrit la porte de la chambre où Lawrence et Inez étaient assis, plongés dans cette espèce de tristesse stupide qui succède à une crise violente, et qui est de l'épuisement plutôt que du calme.

— Voici une lettre pour vous, monsieur; on attend en bas.

Lawrence prit le billet; mais, quand l'adresse frappa ses yeux, il devint très-pâle, ses lèvres même perdirent leur couleur; un frisson universel parcourut tout son être, ses mains tremblaient, il pouvait à peine briser le cachet.

Inez vit son émotion et en devina la cause; elle se leva précipitamment, traversa la chambre, prit dans ses mains les mains frémissantes de Lawrence, fixant sur son visage un regard égaré.

— Cette rencontre n'aura jamais lieu, s'écria-t-elle d'une voix déchirante; vous n'irez pas, vous n'oserez pas; vous ne pourrez pas revenir vers moi couvert de son sang, du sang d'Henry!... Je ne suis pas comme la méchante femme dont vous m'avez raconté l'histoire.. Vous ne reviendrez pas couvert de son sang!

— Mon Inez, que dites-vous?... son sang!... Et il frémit.

— Non, non, vous ne le rencontrerez pas... vous ne pourrez pas... vous n'oserez pas, dites que vous ne le ferez pas!

— Hélas! mon Inez... vous savez qu'il le faut.

— Il le faut! grand Dieu! dit-elle repoussant brusquement ses mains. Vous osez le regarder en face? Vous osez diriger un pistolet contre son cœur! ce cœur!... monstre!...

— Oh! Inez, pitié! pitié même pour moi! pitié pour un misérable, perdu, damné, s'écria Lawrence en proie aux plus cruelles tortures. Vous ne pensez pas, vous ne pouvez pas penser que je sois un si grand scélérat. Si vous le pensez... ô juge éternel, frappe-moi de mort à ses pieds! Je suis assez puni!

— Vous n'irez donc pas, dit-elle en se rapprochant avec empressement; vous n'accumulerez pas crime sur crime; dites-moi que vous n'irez pas, Lawrence!...

— Je n'irai pas si vous l'exigez... Je me laisserai fouler aux pieds, cracher au visage, je serai déshonoré, couvert de honte, abhorré des hommes comme je suis réprouvé de Dieu. Je ferai tout ce que vous me direz; cependant considérez, Inez, c'est une satisfaction que je lui dois, c'est la dernière expiation que je puisse offrir; il doit avoir le faible dédommagement de viser ce misérable cœur; mais que je pé-

risse éternellement si je puis viser le sien ! Non, laissez-moi aller au rendez-vous ; s'il m'atteint, cela vaudra mieux pour tous, je ne répondrai pas à son feu. Inez, à quelque point que vous me méprisiez, avez-vous pu m'en croire capable ?

Elle se détourna attendrie.

— Vous avez raison, Lawrence, je vois qu'il faut que vous y alliez !

Il descendit sans ajouter un mot et trouva Sullivan qui l'attendait dans la salle à manger.

La politesse froide et réservée, la cérémonie glaciale, avec lesquelles l'accueillit le jeune officier, contribuèrent plus que tout ce qui s'était passé, jusque-là à abaisser Lawrence dans sa propre opinion. Bien qu'homme de science plutôt qu'homme du monde, et appartenant à cette fraction de la société qui habite les régions de la spéculation philosophique plutôt que celles de l'action et des mâles communications, il sentit vivement la censure qu'impliquaient les manières du marin, ordinairement si franc et si léger. N'eût-il fait qu'offenser les lois de la morale, que mépriser celles de la religion, son crime eût été envisagé peut-être avec plus d'indulgence ; mais il avait trahi la confiance, il avait outragé ces règles d'honneur par lesquelles tous les gens d'honneur sont gouvernés, et son regard se baissa sous celui d'un jeune homme qu'il eût considéré quelques semaines auparavant comme son inférieur à tous égards.

Le capitaine Sullivan expliqua sèchement et brièvement le but de sa visite, annonça que le capitaine Vivian désirait que la rencontre pût avoir lieu le plus tôt possible, proposa les premières heures du jour qui approchait rapidement, et demanda à Lawrence de lui désigner quelque ami avec lequel il put arranger les préliminaires. Lawrence nomma un M. Trévor auquel il envoya immédiatement un billet, donna avec une agitation fiévreuse un acquiescement complet aux désirs du capitaine Vivian, puis on se sépara.

— Il est aussi lâche qu'infâme, se dit Sullivan à lui-même en s'éloignant d'Albany.

En cela il se trompait : quoique Lawrence manquât d'énergie, il était inaccessible à la crainte. C'était la conscience intérieure, cette voix qui tôt ou tard se fait entendre, qui triomphait ainsi de lui.

Traduit de l'anglais par M<sup>me</sup> Sévestre.

La fin au prochain numéro.

# MÉLANGES

---

## LES NOCES DE FIGARO AU THÉÂTRE LYRIQUE.

Je rêve un *Correspondant* modèle : il n'y manquera rien désormais. Non-seulement tous les articles seront excellents, mais encore tout ce qui peut intéresser la pensée humaine y sera l'objet d'une appréciation judicieuse, et piquante quand il le faudra. Le *Correspondant* aura le droit de dire :

Humani a me nihil alienum puto.

C'était ainsi que notre vénérable ami M. le baron d'Eckstein avait conçu le *Catholique*, et si ce n'est qu'en entreprenant ce recueil à lui tout seul il avait mal présumé des forces humaines, je dois dire qu'il avait raison. Le catholicisme n'a pas besoin de se renfrogner ni de se restreindre; il est vraiment universel, comme son nom même l'indique; et, compris dans sa largeur réelle, il a seul la mesure de tout. Je voudrais le prouver dans le domaine des sciences que je n'en viendrais qu'imparfaitement à bout; pour donner à notre recueil la portée et l'étendue scientifique qui lui manquent, la science elle-même me fait défaut, et je suis réduit à des vœux stériles. Mais, dans le domaine des arts, je me sens plus à l'aise, et je suis le beau partout où il triomphe. J'invite donc le plus scrupuleux de nos lecteurs à franchir le seuil du Théâtre-Lyrique, et à assister avec moi à la représentation des *Noces de Figaro*. Asseyez-vous, écoutez de toutes vos oreilles et nous causerons ensuite.

Des jeunes gens qui faisaient partie d'une conférence littéraire vinrent me demander un jour si tous les arts marchaient d'un même pas, avançant ensemble, et descendant ensemble le chemin de la décadence. « Pour répondre à une semblable question, leur dis-je, il faudrait d'abord être au courant des arts, en connaître les productions et savoir les apprécier avec justesse. Or, pour en venir là, il existe plusieurs conditions difficiles à remplir. D'abord la faculté de comparaison entre les différents arts se rencontre rarement; tel dont les yeux ont toute la finesse désirable a les oreilles doublées de cuir; tel qui se sentira touché par la poésie ou transporté par l'éloquence ne trouvera que du bruit dans les symphonies de Beethoven, et ne distinguera pas un tableau de Rubens d'une méchante lithocromie. Ensuite il n'est pas donné à tous d'aller à Corinthe : qui n'a pas vu Rome et l'Italie ne saurait se flatter de connaître la peinture. Aujourd'hui, pour mettre son expérience au niveau du commun des amateurs, il faut faire quinze cents lieues de chemin de fer.

Pour les chefs-d'œuvre de la musique, c'est bien autre chose : les musiciens eux-mêmes n'en connaissent pas la moitié. Chaque jour les plus curieux d'entre eux découvrent, dans leurs auteurs favoris, des chefs-d'œuvre dont ils ne se doutaient pas. Et ce n'est pas tout que l'accès d'une œuvre musicale : on a besoin, pour l'apprécier, d'une bonne exécution, et les grandes capitales elles-mêmes ne donnent, sous ce rapport, que des résultats exceptionnels : témoin *Don Juan*, dont chaque reprise, au Théâtre-Italien, fait lever les épaules aux connaisseurs ; témoin les opéras de Weber, dont les Parisiens, naguère, ne connaissaient qu'un seul, et encore dans quel état ; témoin les *Noces de Figaro*, qu'avant le mois dernier pas un homme au-dessous de quarante ans n'avait eu l'occasion d'entendre, même écorché, sur la scène. »

Je renvoyai donc aux kalendes grecques mes bons jeunes gens si curieux de savoir s'il était vrai ou faux que les arts marchassent du même pas, en leur disant : « Mettez-vous bien dans l'idée que vous n'avez pas plus de facilité pour connaître les chefs-d'œuvre de la musique, au milieu des douze cent mille âmes de Paris, que dans le désert du Sahara. » Mais, tout en éconduisant cette excellente jeunesse, afin de la dégoûter, autant que je le pouvais, des questions générales, la peste des esprits de notre temps, je gardais *in petto* ma réponse à la question proposée : Non, les arts ne marchent pas du même pas : car la musique, au moins chez les modernes, semble procéder en sens inverse des autres arts. Elle existe à peine quand la poésie, l'éloquence et les arts du dessin brillent de tout leur éclat ; elle arrive elle-même à son développement le plus parfait parmi les peuples en décadence, sous les plus faibles monarques, et elle brave jusqu'au torrent des révolutions. Paris, le Paris de nos jours, est curieux à étudier sous ce rapport. Je ne parle pas ici de chefs-d'œuvre : on fait aujourd'hui du bon en musique, mais le niveau a beaucoup baissé ; les grands hommes que nous avons connus, ou sont morts, ou se reposent, et les opéras à la mécanique se sont multipliés outre mesure. Mais le goût du vrai beau en musique s'est notablement développé, et ce qui se passe à cet égard sous nos yeux fait un contraste frappant avec l'étonnante anarchie qui s'est emparée des arts du dessin. A côté de la Babel que forment aujourd'hui nos amateurs et nos artistes, quand il est question de monuments, de statues et de tableaux, on voit grossir chaque jour la foule de ceux qui comprennent et qui goûtent les véritables beautés musicales ; à tel point que l'exécution d'un chef-d'œuvre comme les *Noces de Figaro* peut, à quatre fois par semaine et durant plusieurs mois, ravir une salle entière, remplie jusqu'aux frises, et qui se renouvelle chaque soir.

Où s'accomplit ce phénomène ? Est-ce au centre des quartiers riches, dans un théâtre subventionné ? C'est au boulevard du Temple, dans la partie de la ville condamnée à l'industrie et d'où s'éloignent à l'envi tous les heureux du siècle. Un pauvre théâtre du boulevard a, dans ce moment, le privilège, au nom d'un musicien mort il y a près de soixante-dix ans, de faire rebrousser le courant qui entraîne Paris vers le bois de Boulogne. Dans un temps de vile marchandise comme le nôtre, c'est là un fait assez extraordinaire pour que les causes en soient recherchées, même par quelqu'un qui n'en fait pas son état.

Il y a quatre ans, un homme qui, dans sa jeunesse, avait aimé passion-



nément la musique et qui avait fait en conscience son métier de *dilettante*, entendit parler d'un jeune compositeur qui annonçait du talent. M. Victor Massé, c'était ce compositeur, était tombé, pour son second ouvrage, sur une jolie comédie; il avait, disait-on, habilement profité de l'occasion, et l'on parlait des *Noces de Jeannette* comme d'une perle. Le vieil amateur en question avait eu, depuis les enthousiasmes de sa jeunesse, une vie grave et des chagrins; il ne crut pourtant pas déroger à ses habitudes rembrunies en satisfaisant sa curiosité. Il trouva en effet le poème des *Noces de Jeannette* très-amusant, le spectacle sain, la musique à la fois sensible et spirituelle; il fut surtout frappé du talent de la jeune personne à laquelle le principal rôle était confié. Comme l'amateur dont je parle se mêle parfois de prophéties, il alla jusqu'à dire, en présence de témoins, que mademoiselle Miolan, si elle continuait comme elle avait commencé, pourrait bien devenir la première cantatrice de l'Europe.

Cependant le public se conduisait, à l'égard de cette jeune artiste, à peu près comme il le fait toujours: il l'applaudissait et, en même temps, il lui inventait des rivaless. Nos pères ont entendu Talma rugir d'indignation quand la critique mettait Lafon au même niveau que lui: mademoiselle Rachel n'a dû de régner sans conteste qu'à l'extrême faiblesse de celles qu'on voulait lui opposer; mademoiselle Miolan était à peine connue, que déjà les obstacles étaient semés sous ses pas. L'amateur dont je résume ici les observations était placé trop loin de l'arène des rivalités théâtrales pour s'être jamais mis, même indirectement, au courant des intrigues de la coulisse. Mais, en regardant les affiches, il remarquait que le nom de mademoiselle Miolan devenait de plus en plus rare sur les listes de l'Opéra-Comique; et, quand elle eut épousé M. Carvalho, ce fut bien pis. On apprit un beau jour que le jeune ménage, bras dessus bras dessous, s'en était allé avec l'espérance au fond de sa cassette, et la perspective de charmer désormais les oreilles de Bruxelles et de Bordeaux.

Jusque-là madame Carvalho était quelque chose, M. Carvalho n'était rien encore: on l'avait vu paraître au théâtre dans des *utilités*; il n'avait, à vrai dire, ni voix ni figure. Peu de temps après, on apprit que le ménage musical, au lieu de se mettre à courir la province, avait épousé la fortune du Théâtre-Lyrique. Le Théâtre-Lyrique, c'est, à l'Opéra-Comique, ce que l'Odéon est au Théâtre-Français, et, de plus, un Odéon non subventionné. Jusqu'à l'arrivée du nouveau directeur, on n'y avait eu qu'une suite de catastrophes. Au point de vue de l'art, l'entreprise était douteuse; au point de vue du profit, elle était détestable. En trois ans de temps, les choses ont complètement changé: aujourd'hui le Théâtre-Lyrique réunit, au moins en femmes, les premiers talents de notre époque; il a la faveur, il a la vogue, et cette vogue, il l'a conquise par les moyens les plus légitimes. Il a fait plus pour l'art à lui seul que le Grand Opéra, l'Opéra-Comique et le Théâtre-Italien réunis; il est devenu le plus puissant auxiliaire du mouvement qui s'accomplissait depuis quelque temps en faveur de la bonne et vraie musique. Le mariage de mademoiselle Miolan a mis ensemble des forces qui se trouvent rarement réunies: celles d'un *impresario* habile et d'une cantatrice inspirée.

J'insiste sur ces résultats, quelque frivoles qu'ils puissent paraître à quel-

ques personnes, parce qu'ils me semblent de nature à satisfaire la conscience la plus délicate. Non-seulement on n'y remarque aucune apparence de charlatanisme, mais encore aucune ambition de capter la faveur du public par des moyens subalternes. On n'arrive pas à si bien faire sans travailler beaucoup, et, si nous réfléchissons que la fortune des artistes dépend de la faveur du public, c'est-à-dire de ce qu'il y a au monde de plus variable et de plus incertain, on ne peut voir sans un sentiment d'estime et d'étonnement une femme telle que madame Carvalho abjurer les prétentions exclusives d'une *prima donna assoluta*, pour grouper autour d'elle les talents qui pourraient lui disputer la première place. *Rara avis in terris* ; j'ajoute qu'un calcul si bien entendu suppose un sentiment vrai et une âme honnête.

Il serait curieux de suivre les progrès de l'entreprise Carvalho depuis le moment de la réouverture du Théâtre-Lyrique jusqu'à la représentation des *Noces de Figaro*. Nous aurions dû le faire depuis longtemps peut-être, et il n'est plus temps de réparer cette omission. Le vieil amateur dont nous parlions voyait bien qu'on prenait le bon chemin, mais il avait peur des embûches qu'en pareil cas on ne peut manquer de rencontrer sur la route. Si le public n'avait pas compris l'intention, si la foule eût tourné le dos au théâtre et qu'il ne fût resté qu'un succès d'estime, c'en était fait de nos espérances. Madame Carvalho pouvait, d'ailleurs, se laisser prendre à l'attrait de son propre gosier ; son imperturbable facilité lui ménageait des succès faciles, et l'abord des maîtres lui eût alors semblé trop revêché. Un moment le vieil amateur a cru que tout était perdu : *Obéron* et *Euryanthe* s'étaient produits sans la souveraine du lieu, et la *Reine Topaze* avait l'air d'un de ces piédestaux où l'on s'enivre d'une vaine fumée. *Margot*, heureusement, n'amena qu'une piètre musique ; en dépit de la cataracte des vocalises, le public resta froid, et l'artiste, avertie à temps, s'aperçut qu'il fallait bien se résoudre à faire sérieusement, et sans réserve, de l'art avec les maîtres. La reprise de la *Perle du Brésil*, de Félicien David, a servi de transition dans cette conjoncture. Le rôle principal de cet opéra a des parties brillantes, mais il y faut aussi de l'âme, de la simplicité, et même une sorte de majesté au dernier acte ; ce sont de ces qualités dont les applaudissements ne récompensent jamais. Madame Carvalho n'a pas craint d'aborder le public par ce côté presque sévère : les vrais amateurs lui ont su gré d'avoir puissamment aidé à mettre en valeur une partition originale, écrite avec élégance, toute remplie de ces paysages que le compositeur excelle à peindre, et plus heureusement pourvue, sous le rapport de la mélodie et de la passion, que les précédents ouvrages du même auteur. Ce fut alors, et presque en même temps, que l'on complétait, avec *Preciosa*, le répertoire de Weber, et qu'eut lieu la représentation des *Noces de Figaro*. Victoire complète, et qui fera époque dans l'histoire de la musique théâtrale parmi nous.

Il ne s'agit de rien moins que d'une revanche, à cinquante ans de distance, du véritable opéra sur la comédie à ariettes. Le vieil amateur, quelque vieux qu'il soit, n'a pas connu le théâtre Feydeau, mais il a entendu raconter et déplorer par les amateurs de la génération antérieure à la sienne la ruine de la troupe pour laquelle avaient écrit les plus beaux génies du commencement de ce siècle, Chérubini, Lesueur, Méhul. A cette époque, des chefs-

d'œuvre tels qu'*Euphrosine et Conradin*, les *Deux Journées*, *Lodoïska*, la *Caverne*, *Médée*, ennuyaient le public : on en trouvait les beautés trop austères ; des acteurs agréables, avec des comédies sans conséquence et des fredons qui ne dépassaient guère la mesure du vaudeville, parvinrent à supplanter l'art véritable, et l'école française ne revint pas de cet échec. Vingt ans plus tard, lorsque Rossini envahit la scène italienne, il n'y eut pas d'obstacle possible au débordement de ce génie, dont les séductions nous environnaient de toutes parts. Alors les chanteurs français et les pièces françaises nous devinrent insupportables ; nous ne consentîmes à admettre de nouveau le patriotisme en musique que quand Rossini lui-même consentit à se faire Français pour complaire au roi Charles X, qui faisait de lui ce qu'il voulait, et se mit à reprendre en sous-œuvre l'éducation des gosiers de l'Opéra.

Cependant, depuis la clôture de Feydeau, l'Opéra-Comique régnait en maître avec son genre faux, souvent intolérable. Des talents véritables, l'ingénieux Auber, le sensible Hérold, lui étaient venus en aide et masquaient ses défauts. Donizetti, avec la *Fille du Régiment*, affrontait les dédains des connaisseurs du lieu ; Meyerbeer, affamé de popularité, condescendait à implorer celle de l'Opéra-Comique. Et quand ces embauchages avaient-ils lieu ? Après la mort de Bellini, et lorsque l'Italie, faisant du carbonarisme en musique, allait nous imposer, au nom de la révolution triomphante ou regrettée, les hurlements de son Verdi. Où se réfugier alors ? Ce n'était certainement pas au Grand-Opéra, où la barbarie indigène avait reparu de plus belle, depuis que s'était effacée la dernière trace des leçons de Rossini.

Le vieil amateur rongea son frein, ou plutôt il s'était résigné à borner ses jouissances musicales à des sonates et à des quatuor. La reprise, quelquefois heureuse, des vieux maîtres français à l'Opéra-Comique, le succès de *Richard*, du *Déserteur*, de *l'Épreuve villageoise*, n'avaient été qu'une fausse lueur : il n'y avait là ni volonté ni intelligence pour profiter de ces indications. On restait en route, parce qu'on ne travaillait pas, et parce que le public ne voulait pas de ces ébauches laissées à moitié chemin.

Les opéras de Weber ont été, pour le Théâtre-Lyrique, l'école où l'on a appris à rendre le chef-d'œuvre de Mozart. Il fallait tout créer, les chœurs, l'orchestre et les chanteurs ; mais que ne peut un labeur persévérant ? Lorsque Midas règne quelque part (et vraiment où ne règne-t-il pas ?) les aliments se changent en or, c'est-à-dire que, pour un peu d'or que l'on croit pouvoir attraper plus facilement, on fait litière de la vraie et saine nourriture. Lorsque Midas est chassé et que l'art se montre en personne, alors les métamorphoses s'accomplissent : on tire de chacun au delà de ce que chacun devait raisonnablement donner ; une âme nouvelle circule dans tous les membres du corps musical ; elle assouplit, elle discipline, elle modère, elle enflamme. Alors le moindre choriste devient un artiste, et le triangle de l'orchestre conquiert sa part légitime dans le succès.

Non-seulement le *Théâtre-Lyrique* ne reçoit pas de subvention, mais encore sa dépendance est telle, qu'on peut lui enlever ses plus habiles chanteurs quand on trouve qu'ils seront utiles aux théâtres subventionnés. M. Carvalho n'a donc pu commencer qu'avec des talents du troisième ordre, ou il a dû se contenter d'artistes réformés ailleurs. Mais l'intention était

bonne, la volonté ferme, et l'on a fait des merveilles. Les hommes qui aujourd'hui, à des degrés divers, soutiennent sa troupe, Michot, Meillet, Froment, Balanqué, auraient, au début, été à peine acceptés pour boucher des trous à l'*Opéra-Comique*; à présent ce sont des artistes de talent : les uns tels que Michot, le ténor, arrivé au premier rang et digne de seconder madame Carvalho; d'autres, tels que Meillet, le baryton, bon comédien et bon chanteur; d'autres enfin succombant sous le poids de rôles trop lourds pour leurs épaules, mais suffisant dans les ensembles, et dignes d'intérêt même lorsqu'ils ne réussissent pas. Toutes ces recrues de la veille, ces conscrits de Lutzen, manœuvrent intrépidement sous l'archet de M. Deloffre, chef d'orchestre, saisi, comme le reste, par le souffle de l'art, et désormais sans rival entre les artistes qui, chez nous, occupent des postes semblables : sans rival, parce qu'il conduit la symphonie comme Habeneck et accompagne les chanteurs comme Grasset. (Le vieil amateur qui nous suggère ce dernier nom rappelle que Grasset dirigeait l'orchestre du Théâtre-Italien pendant l'âge d'or, à l'époque des Fodor et des Pasta.)

Cependant, si le Théâtre-Lyrique n'eût pas eu plus de ressources en femmes qu'en hommes, il n'aurait pu aborder un ouvrage tel que les *Noces de Figaro*. Le Théâtre-Italien a dû y renoncer depuis longtemps, par défaut de sujets autant que par défaut de courage ou d'intelligence. Il y a deux rôles de femme de première importance, et un troisième qu'on ne peut confier à un talent du second ordre sans porter à l'ensemble de l'ouvrage une atteinte fâcheuse. C'est ici que M. et madame Carvalho, l'*impresario* et l'artiste, ont fait un coup de maître. L'*impresario* a trouvé deux pauvres femmes hors de combat, l'une dont la voix semblait s'être brisée sans retour en chantant outre mesure des opéras de pacotille; l'autre qui, sous les violences de la musique de Meyerbeer, semblait morte du coup. Meyerbeer est comme les conquérants de l'islamisme : partout où il passe, l'herbe sèche sous les pas de son cheval; il exagère tellement tous les effets, qu'on se tue à vouloir le suivre. Madame Ugalde et madame Vandenheuvel-Dupré auraient eu bon besoin, comme des chevaux surmenés, d'un bon et gras pâturage pour se refaire à loisir. M. Carvalho a pensé que, la musique de Mozart n'exigeant pas d'efforts surhumains, des artistes qui s'appliqueraient à la bien rendre pourraient bien plus sûrement recouvrer leurs forces qu'en se condamnant à une inaction absolue. Il a ouvert aux deux pauvres blessées le Théâtre-Lyrique comme un asile de salut, et la part qu'elles prennent à l'exécution du chef-d'œuvre de Mozart leur donne à la fois la santé et la gloire. On les traitait d'ailleurs à merveille : madame Ugalde prenait le rôle de Suzanne, madame Vandenheuvel celui de la comtesse; c'était l'ancien partage de mademoiselle Sontag et de madame Malibran : on aurait pu se contenter à moins.

Et madame Carvalho, que faisait-elle? Abjurant d'avance toute jalousie, en bonne maîtresse de maison, elle offrait aux deux étrangères la meilleure part, et ne se réservait qu'un petit rôle, celui de Chérubin, accru seulement d'une part dans le fameux duo de la lettre, qui passait ainsi de Suzanne au page; et ce sacrifice ne pouvait être un calcul d'amour-propre : le beau profit pour elle, femme de l'*impresario*, si les deux premiers rôles eussent échoué, et si tout l'honneur eût été pour une figure du second plan!

Mais, après une distribution des rôles ainsi faite, les deux nouvelles venues devaient se piquer d'honneur, travailler beaucoup, s'élever ainsi au-dessus d'elles-mêmes, tandis que la partie du page arrivait dans une lumière plus vive, et luttait d'enchantement avec le reste : c'est ce qui est arrivé, et, depuis près de quarante ans qu'il s'occupe de musique, le vieil amateur atteste qu'il n'a pas vu, même à l'époque où mesdames Malibran, Sontag, Heinefetter, se partageaient les rôles de *Don Juan*, un ensemble supérieur à celui qu'offrent la réunion des talents de mesdames Ugalde, Vandenheuvel-Dupré et Miolan-Carvalho.

Que dire de la musique qu'elles exécutent avec tant de supériorité ? Que dire du maître qui l'a écrite ? A cet égard, toutes les formules de l'éloge ont été épuisées dans ce recueil même et récemment. Le jour où le vieil amateur assistait à la représentation des *Noces*, deux étourdis s'abordaient dans le couloir du théâtre : « Je vous dis que c'est de la musique neuve, disait l'un. — Je vous dis, répliquait l'autre, que c'est de la vieille musique. » J'en conclus que, pour ces auditeurs désintéressés et sans parti pris, la musique de Mozart n'avait pas d'âge. Éloge immense, et qui constate toute une révolution. Le temps n'est pas déjà si loin où l'on soutenait sérieusement que la musique est un art de mode, une collection d'impressions fugitives et qui s'usent rapidement. On disait cela surtout quand Rossini produisait encore : C'est de la crème fouettée ; dans dix ans on n'en parlera plus. Et, en effet, interrogez les Italiens admirateurs de Verdi : s'ils sont sincères, ils conviendront que pour eux la musique de Rossini est vieille, et que celle de son indigne successeur vaut mieux, uniquement parce qu'elle est plus neuve. Mais, si quelques badauds, parmi nous, se sont mis à la queue des admirateurs exclusifs de Verdi, il s'en faut que la phalange sacrée des amateurs français les ait suivis dans ce changement de goût déraisonnable. Au lieu de se dégoûter de Rossini, on a mieux compris de jour en jour les beautés propres au prince des compositeurs vivants, et c'est ainsi qu'on s'est préparé à jouir pleinement et en connaissance de cause des chefs-d'œuvre du Raphaël de la musique.

Les personnes qui ne connaissent que le *Mariage de Figaro* ne peuvent d'avance se faire une idée du parti que Mozart a tiré de cet ouvrage. On s'imaginerait peut-être qu'il en est comme de la transformation musicale du *Barbier de Séville* par Rossini. Mais le *Barbier de Séville* est une franche et bonne comédie, j'allais dire une innocente comédie. On y rit de bon cœur et sans scrupule : Rosine est une pupille bien éveillée sans doute, mais la malice de son tuteur est telle, qu'il y a justice à le voir attrapé. Tout au contraire, le *Mariage de Figaro* est une œuvre odieuse et à la représentation de laquelle ne peuvent se complaire que les instincts pervers et les mauvais sentiments. Le vieil amateur nous a raconté qu'après avoir lu le *Mariage de Figaro* il n'avait pu se résoudre à le voir au théâtre, tandis qu'il a entendu plus de cinquante fois les *Noces de Figaro*. Est-ce parce qu'en goûtant de bonne musique on devient indifférent aux paroles ? Si la pièce de Beaumarchais était sotte et si Mozart n'exprimait qu'imparfaitement ce qu'il veut rendre, l'explication serait admissible. Mais Mozart est un peintre des situations et des caractères plus exact que Grétry, et le cachet infernal du *Mariage de*

*Figaro* ne saurait disparaître des imitations qu'on en a faites. Il faut donc qu'en traduisant l'ouvrage de Beaumarchais en musique Mozart en ait effacé l'ignominie : l'entreprise, qui semble impossible, a pourtant été couronnée de succès.

Et d'abord le digne et pieux Wolfgang, dont notre excellent ami M. l'abbé Goschler nous a fait connaître les vertus chrétiennes, n'est nullement responsable du choix du sujet. Il menait à Vienne une vie pénible et pleine de dégoûts : la cour, qui jouissait de ses chefs-d'œuvre, la noblesse au service de laquelle il usait ses forces, n'avaient pas trouvé d'autre moyen de récompenser son génie que de payer jour par jour ses concerts et ses leçons. Joseph II (quel nom et quels souvenirs !) daignait se plaire aux ouvrages de Mozart ; c'était beaucoup pour ce prince que de ne pas le livrer à ses ennemis : lui imposer un travail ingrat et impossible pour tout autre compositeur, c'était ce qu'il pouvait faire de mieux en faveur de l'artiste. On venait de donner à Paris le *Mariage de Figaro*, cette bombe avant-courrière des boulets du 10 août, et le frère de Marie-Antoinette, aussi charmé qu'aucun des aveugles de l'époque, commanda un opéra sur le sujet de la comédie favorite. Il fallait obéir, et Dieu sait si le pauvre compositeur se trouvait à l'aise dans une comédie d'intrigue, où distille un fiel âcre au lieu de la bonne et franche humeur du genre, où l'amour se rapproche de la sensualité des bêtes, où tous les caractères, sans relief et sans ressort, s'éteignent dans la corruption et la perfidie. L'ouvrage d'ailleurs est interminable ; il finit par un *imbroglio* impossible, et nulle part ne s'y montre à première vue ce qu'on appelle une situation musicale, c'est-à-dire une donnée claire, facile à comprendre, avec des oppositions saillantes de caractères et de passions. Après s'être arrangé tant bien que mal avec son poète, Mozart commença par faire vivre ses personnages : nouveau Prométhée, il leur communiquait le feu du ciel. Il donnait de l'amour à Figaro, du cœur à Suzanne, de la dignité à la comtesse, de l'innocence à Chérubin. Bartholo, si effacé dans le *Mariage*, arrivait avec une profondeur de rancune digne du *Barbier de Séville*. Le comte seul était impossible à galvaniser : mais, à force d'art, il prenait du moins tour à tour le ton sincère de l'amour ou de l'indignation. Le musicien de la fable, en apprivoisant les bêtes sauvages, a fait peut-être un moindre miracle que Mozart.

Tel qu'il est, l'opéra des *Noces de Figaro* est l'ouvrage le plus parfait de son auteur. Le sujet ne comportait ni les touches terribles ni les inspirations dramatiques de *Don Juan*. Obligé de se maintenir dans les données d'une comédie froide et sèche, le compositeur ne pouvait se permettre aucun des grands élans de la passion. Mais, si le mérite suprême d'une œuvre d'art consiste dans l'heureuse harmonie de l'ensemble, dans le fini des détails, dans le contraste des caractères, dans l'abondance des idées, dans la juste proportion des ornements, il faut dire que Mozart, le plus complet et le plus achevé des compositeurs, n'a été nulle part plus complet et plus achevé (je parle du théâtre) que dans les *Noces de Figaro*. Les contemporains trouvaient presque fatigant cet enchaînement continu de beautés du premier ordre. On reçut l'ouvrage très-froidement à Vienne, et, si l'auteur n'eût été bientôt vengé par l'accueil enthousiaste des habitants de Prague, il aurait pu craindre d'avoir

manqué le but. Le fait est que, sans une attention soutenue et un zèle scrupuleux de la part des exécutants, l'opéra des *Noces*, avec ses morceaux fortement intrigués à tous les actes, peut facilement s'embrouiller, d'abord dans l'orchestre et sur le théâtre, puis dans l'attention des auditeurs. Le vieil amateur atteste que jamais, aux Italiens, même quand on y avait des interprètes tels que mesdames Fodor, Ronzi de Begnis, Cinti-Damoreau, Malibran, Sontag ; tels que Garcia, Pellegrini, Levasseur, le travail préparatoire n'a été poussé assez loin, et que l'exécution, souvent merveilleuse dans les airs et les duos, a toujours faibli dans les morceaux d'ensemble. Il n'en est pas de même au *Théâtre-Lyrique* ; et un ami du vieil amateur, compositeur distingué, qui n'a rien à perdre en disant nettement ce qu'il pense, atteste qu'il est retourné trois ou quatre fois au théâtre de M. Carvalho, et que jamais il n'a entendu l'ouvrage mieux rendu que par cette modeste troupe et dans cette modeste salle.

Les hommes, il faut en convenir, sont très-faibles : Meillet, qui possède de la souplesse et de l'agrément, manque complètement de cette vigueur nerveuse et accentuée qu'exige le rôle de Figaro. Balanqué, qui représente le comte, est comme anéanti sous le poids de sa responsabilité. C'est un artiste de mérite, qui travaille et qui cherche, mais auquel il faut pour réussir des intentions ou grotesques ou terribles : la dignité, la tenue, lui sont étrangères ; il est toujours, plus ou moins, le bohémien déguisé en prince romain qui nous a fait tant rire dans la *Reine Topaze*. Déjà, dans la *Perle du Brésil*, nous avons remarqué qu'il se tirait d'une roulade par une pirouette, ce qui n'est précisément pas le bon moyen : dans le comte des *Noces de Figaro*, il a vraiment perdu la bataille. Sans cela, comment aurait-il renoncé à l'air : *Vedrò mentr'io sospiro*, l'un des plus caractérisés et les plus fermes de la partition ? Sous ce rapport, il y a comme un sauve qui peut général. Bartholo passe son air, Basile passe son air, Marcelline n'a pas sans doute appris le sien ; il y a quinze jours Barbarine, sous les traits de l'intelligente mademoiselle Girard, n'avait pas encore renoncé au diamant exquis : *Me meschina, l'ho perduta*, que Nicolo n'a pas négligé de ramasser, pour en orner assez effrontément son *Joconde*, mais madame Ugalde ne disait déjà plus la sérénade enchanteresse du quatrième acte : *Non tardar, bell' idol mio*. Sans doute, il y a beaucoup de musique dans les *Noces*, et les morceaux que le public fait répéter tiennent lieu, jusqu'à un certain point, de ceux qu'on omet : mais alors on affaiblit l'impression d'une des plus grandes qualités de Mozart, celle des contrastes. Les brutalités des personnages subalternes sont nécessaires pour faire ressortir la grâce de Suzanne, de Chérubin, de la comtesse, et ces trois natures, où domine la passion naissante, épanouie ou déçue, gazouillent par trop ensemble, lorsqu'ont disparu les ombres qui doivent les séparer.

C'est par là que pèche l'exécution des *Noces* : en revanche, les morceaux d'ensemble y sont parfaitement étudiés et rendus à merveille. Ici tous les artistes, hommes et femmes, méritent des éloges que doivent partager les chœurs et l'orchestre. Le sextuor du troisième acte, l'*imbroglio* du quatrième, le finale du second, ce chef-d'œuvre dans un chef-d'œuvre, acquièrent une fermeté, une expression et une saillie dont il est difficile de donner une idée ;

d'autant plus que rien n'est forcé dans l'exécution, et que chacun dit sa partie d'un ton simple et naturel, qui est le propre de la musique de Mozart. Après l'exemple donné par madame Carvalho, on ne pouvait manquer de trouver de la modestie et du dévouement dans les talents du second plan : mademoiselle Faivre, dont le chant et le jeu ont été justement applaudis dans la *Martine* du *Médecin malgré lui*, et qui n'a pas reculé devant les cheveux gris de Marcelline ; mademoiselle Girard, qui prête à Barbarine sa finesse exquise et son tact musical, si apprécié dans les opéras de Weber.

J'ai déjà adressé un reproche à madame Ugalde, mais c'est le seul ; pour le reste, elle ne mérite que des louanges. Sans doute ce n'est pas la Suzanne de Beaumarchais, cette fausse soubrette, espèce de grande dame déguisée ou de courtisane aux belles manières. Mais, si la distinction lui manque, elle a ce qui vaut mieux dans un opéra, l'énergie du sentiment musical, la phrase nette et bien comprise, la touche à la fois ferme et gracieuse. Dans le duo avec le comte, elle entraîne irrésistiblement le pauvre Balanqué, tout médusé qu'il est par l'importance de son rôle, et le force à se faire applaudir. Les deux duos avec Figaro, le défi avec Marcelline, où mademoiselle Faivre a tout le mordant nécessaire, la scène de la toilette, la réconciliation avec Figaro sous les marronniers, ont l'accent convenable, sans que la comédie y usurpe jamais la place qui appartient à la musique.

Madame Ugalde a retrouvé là l'éclat de ses plus beaux jours ; madame Vandenneuvel-Dupré n'a jamais remporté une semblable victoire. Ce n'est plus cette frêle artiste, cette sauvette défiant le rossignol, dont les efforts compromettaient le talent, et qu'on aurait voulu applaudir, si l'inquiétude ne l'eût emporté sur l'admiration. Elle n'est pas seulement fine, élégante, distinguée, elle émeut et elle rassure ; elle a presque de l'ampleur ; le son sort bien formé de sa délicate enveloppe, et, ce qui met le comble au mérite de la jeune virtuose, elle est toute à Mozart. Soit que dans son air d'entrée elle exprime ses regrets avec langueur, soit qu'elle lutte de mélodie avec madame Carvalho dans le duo de la lettre, soit enfin qu'elle développe les beautés intimes de l'air immortel, *dovo sono i bei momenti*, dans un style où la douceur du chant s'unit au pathétique de la déclamation, elle se montre digne du grand génie qu'elle interprète. En l'entendant, le vieil amateur se rappelait les beaux jours de madame Mainvielle-Fodor ; il ne lui était pas difficile de s'apercevoir que Dupré avait passé par là ; il lui semblait voir le petit Mozart lui-même, avec tout l'entrain de sa bonne nature, s'élancer de la coulisse, et, après avoir serré la main du père, dire à la fille : « C'est bien cela, madame ; vous avez chanté cet air comme je l'ai écrit. »

Les trois artistes sont récompensées de leur accord fraternel : quand elles chantent séparément, elles sont, chacune à son tour, la meilleure et la plus digne d'être applaudie ; quand elles chantent ensemble, le public suspendu est comme le berger de Virgile : *Et vitula tu dignus et hic*. Puisque dans le duo de la lettre ni madame Carvalho ni madame Vandenneuvel n'ont rien à craindre de ma critique, c'est le cas de me plaindre hautement de l'atteinte portée à la perfection de l'œuvre par le déplacement de ce duo. En ôtant la partie de Suzanne pour la donner à Chérubin, on n'a pas seulement prolongé entre le page déguisé en fille et la faible comtesse une situation sca-



breuste, on a réduit à un assaut musical un chef-d'œuvre d'ironie douce, d'élégante malice, de vengeance souriante, qui n'a rien non-seulement d'égal, mais d'analogue, dans les trésors de la comédie lyrique. Je me plains, je proteste, et, avec le public, je me sens entraîné; lorsque planent dans la salle les échos de la mélodie qui se répondent, on n'entendrait rien autour de soi, si ce n'est le battement de son propre cœur et celui du cœur de son voisin.

Je garde un dernier reproche, et c'est à madame Carvalho elle-même que je l'adresse. Pourquoi dit-elle si vite et avec tant de bruit l'air de Chérubin : *Non so più cosa son cosa faccio*? Pourquoi cette voix qui se brise, cette affectation de fièvre, ce ressouvenir de ce que les interprètes de Verdi ont de plus forcé? Est-ce pour avoir entendu dire que rien ne suffisait à rendre le feu dont brûle Chérubin? Mais une artiste qui a donné tant de preuves d'une intelligence supérieure ne peut se laisser prendre aux efforts que font les partisans de l'art malade, pour tirer à eux un Mozart, le plus pur, le plus sain des artistes, et pour cacher derrière lui leurs façons d'épileptiques? Au besoin, madame Carvalho trouverait chez madame Damoreau la vraie tradition de l'air en question; elle apprendrait à s'y faire applaudir, en esquissant avec grâce et sans emportement, à demi-voix et comme en se jouant, la mélodie, jusqu'au moment où le récitatif qui s'y introduit amène une conclusion parfaitement originale, et que personne n'a imitée, de crainte de perdre les applaudissements que provoque la tournure banale des cadences ordinaires.

Mais en revanche quelle merveille que la manière dont la romance est chantée par madame Carvalho! Qu'il est beau de voir l'artiste, sûre d'elle-même, s'avancer, et, saisissant à la fois l'attention, la volonté, l'âme de tous ceux qui l'écoutent, les forcer, par une persuasion irrésistible, à se courber devant la statue de Mozart, et cela avec la séduction d'une sirène, avec la prévoyance consommée d'une virtuose, avec la simplicité et l'enthousiasme d'un bon professeur, qui s'efforce de faire naître, par les grands exemples, le sentiment du beau dans ses élèves. Arrivé à ce point, le vieil amateur ne rétracte point sa prophétie. Déjà, et dès à présent, madame Carvalho est peut-être la première cantatrice de l'Europe; il dépend certainement d'elle de le devenir. Madame Fodor elle-même, dans ses jours de perfection (elle prenait la romance des mains du page et la chantait à sa place), madame Fodor ne l'a pas mieux chantée. Un fleuve qui pourrait s'échapper en cataractes éblouissantes, et qui se contient lui-même, qui se réduit à un filet d'une limpidité parfaite, coulant sur des rubis et des émeraudes, et restreignant son murmure à un souffle imperceptible où l'oreille le suit subjuguée et ravie, telle est l'image qui s'offre à l'expression de notre pensée. Un seul mot suffit : c'est le beau, et le beau à sa plus haute puissance.

Madame Carvalho n'a pas une voix irréprochable : cette voix est *blanche*, comme il arrive souvent aux voix françaises, c'est-à-dire que, comme la flûte, elle manque d'opposition et de contraste : les sons aigus n'y rencontrent point d'ombre. L'artiste qui emploie cet instrument n'a pas d'ailleurs la largeur du chant des anciennes écoles et l'élan subit qui donne la chair de poule; madame Frezzolini, dans ses beaux moments, lui arracherait encore la palme de l'inspiration. Mais, en revanche, madame Carvalho possède des trésors sans prix, une

agilité incomparable, la vérité du sentiment, l'esprit et la sensibilité, un éclat immense dans les fusées de la voix, une douceur et une fluidité dans le *pianissimo*, qu'à notre connaissance Rubini seul a possédées, et qui donnent à l'artiste la faculté de produire l'enthousiasme, par des conclusions douces et calmes que personne, pas même Rubini, n'a osées jusqu'à ce jour. Madame Carvalho eût été peut-être un peu frêle pour s'élever seule au premier rang ; en s'appuyant, comme elle le fait dès à présent, à l'arbre des grands génies, elle recevra pour sa persévérance et son dévouement une récompense durable. Elle seule peut ainsi nous consoler du rapetissement de l'art du chant. Puisque la Vénus de Milo est brisée, nous ne nous plaindrons pas trop de notre sort, en admirant le chef-d'œuvre de Cléomène.

On parle de faire, pour le *Don Juan*, ce qu'on vient d'accomplir pour les *Noces de Figaro*. Sans doute on se pourvoira d'hommes plus capables pour aborder un tel ouvrage ; quant aux femmes, elles sont toutes trouvées : madame Vandenheuvel est digne d'exprimer *Dona Anna*, mademoiselle Ugalde prêter sa verve et sa grâce un peu rustique et artisanne à *Zerline* : et madame Carvalho ? — Si elle m'en croit, elle fera plus encore que lorsqu'elle s'est réduite à Chérubin : elle sera la vraie *Dona Elvira*, et ce rôle, abandonné presque toujours à des artistes du second ordre, mais qui, dans l'ensemble de l'ouvrage, occupe une place prépondérante, en reprenant avec elle sa vraie grandeur, contribuera à donner au public un *Don Juan* comme on ne l'a jamais entendu. — Lors de la représentation des *Précieuses*, le vieil amateur du dix-septième siècle criait du fond du parterre : « *Courage, Molière ! voilà la bonne comédie.* » Le vieux dilettante du dix-neuvième siècle crie aujourd'hui à la future Elvire : « *Courage, madame, voilà la vraie musique.* » Pour faire ce que l'amour-propre d'aucune cantatrice n'a jamais consenti à faire, vous n'en serez que plus irrésistiblement la première de votre génération. Plus tard, vous vous reposerez délicieusement, dans le rôle de *Caroline*, lorsque vos deux acolytes vous aideront à nous donner le seul chef-d'œuvre qui marche de pair avec les *Noces* et *Don Juan*, le *Mariage secret* de Cimarosa.

Après cela, si quelque censeur morose s'étonnait de rencontrer, dans le *Correspondant*, le témoignage de nos passions musicales, nous prierions notre ami M. l'abbé Goschler de nous amener encore une fois son petit Mozart, l'artiste chrétien, comme il a osé l'appeler. Nous le mettrions encore une fois comme lui sous la protection de notre bonne mère, l'Église catholique, indulgente à tout ce qui est vrai et beau, sage modératrice des plaisirs quand elle n'a pas besoin d'être le guide austère de la pénitence. A l'ombre de ses ailes bénies, nous verrions encore l'artiste épuisé par le travail, mourant à trente-huit ans sous le poids de ses chefs-d'œuvre, et présentant à Dieu, pour sa rançon, avec son sublime *Requiem*, cet *Ave verum*, capable d'arracher des larmes de piété au cœur le plus rebelle, tandis que les anges eux-mêmes se penchent du haut du ciel pour l'écouter.

LÉON ARBAUD.

## CORRESPONDANCE ÉTRANGÈRE

DÉCLARATION DU COMTE DE CAVOUR CONTRE LA SÉCULARISATION DES BIENS  
DU CLERGÉ.

On nous écrit de Turin, 10 juin 1858 :

Si les deux mémorables débats qui ont occupé notre jeune Chambre des députés sur la loi contre l'*assassinat politique* et sur l'emprunt de 40 millions font honneur aux différents orateurs qui y ont pris part, et ont profondément impressionné toute la population qui se passionnait pour cette noble lutte, elles ont eu pour résultat immédiat de mettre à découvert la force numérique et morale des trois partis qui se partagent la Chambre, et surtout de révéler la politique de bascule que le comte de Cavour s'obstine à suivre dans le gouvernement du pays. Ce qu'il y a de vraiment curieux, c'est l'ardeur de la gauche à l'accuser de « voltiger incessamment de droite à gauche sans laisser deviner de quel côté il a l'intention de poser le pied. » (M. Saracco, séance du 14 mai.) En effet, depuis la réunion de la nouvelle Chambre, le système unique, suivi par le comte de Cavour, a été de frapper alternativement des deux côtés, sans paraître se soucier du sacrifice qu'il devait s'imposer de certains principes. C'est en se rabattant tantôt sur la droite, tantôt sur la gauche, qu'il a réussi à faire passer la loi Deforesta et la loi d'emprunt ; c'est le concours de la droite qui lui a assuré le succès de la première contre l'assassinat politique ; mais c'est la gauche qui a fait adopter la loi d'emprunt des 40 millions. Et avec cette tactique M. de Cavour est maître de la situation.

Ce qu'on ne sait pas assez, ce sont les moyens employés par le ministre dirigeant dans ces manœuvres contradictoires ; car les deux fractions opposées n'ont pu lui donner leur appui qu'après avoir obtenu de lui des gages ou au moins des promesses. M. de Cavour a trouvé dans son habileté, qui pourrait passer pour de la rouerie parlementaire, de quoi contenter tout le monde, en servant chacun selon son goût : il promettait aux uns de ne plus toucher aux questions religieuses ; aux autres, de progresser constamment dans la politique italienne à l'étranger, dans la politique réformatrice et libérale à l'intérieur. Il est aisé de voir que ce qui caractérise ce double ordre de promesses, c'est que, tandis que les unes sont plus explicites, les autres se perdent dans le vague et les nébulosités ; aussi personne n'a pris le change sur la portée des engagements que M. de Cavour contracte en face du pays.

Je crois entrer davantage dans les vues du *Correspondant* en détaillant les promesses, les gages, que M. de Cavour a donnés au parti conservateur : cette partie de sa politique mérite plus spécialement l'intérêt des hommes éminents qui, en France, suivent d'un œil attentif la marche de notre gouvernement. J'aurais même un autre but en donnant ces détails. A mon avis, l'unique moyen de river la fidélité d'un homme d'État à ses promesses,

c'est d'en multiplier les échos, c'est de rendre, si c'était possible, le monde entier témoin de ses engagements. Il osera d'autant moins biaiser dans l'accomplissement de sa parole qu'il y aura un plus grand nombre d'hommes autorisés à lui en demander compte lorsque sonnera pour lui l'heure de la justice, soit devant ses contemporains, soit devant la postérité.

Le parti religieux et conservateur a été jusqu'ici sous le cauchemar de trois projets de loi qui touchaient au vif la conscience catholique de toute la nation; ces projets roulaient sur les *fabriques* des églises, sur le *mariage civil*, sur l'*incameramento* ou *sécularisation des biens du clergé*. A propos de cette dernière mesure à laquelle je conserve son nom italien, je dois dire, pour en bien faire connaître le sens et la portée, qu'elle a moins pour objet la vente des biens du clergé que la dévolution de ces biens à la nation, sans spécifier la destination qu'on entend leur donner. Dès que la nation sera saisie de ce patrimoine, ce sera à elle d'aviser à ce qu'elle voudra en faire, soit les vendre en détail, comme l'a fait la Révolution française en 1791, soit les convertir en rentes sur l'État, comme le propose la dernière circulaire du général Espinasse, ministre de l'intérieur en France, soit en former une masse unique dont l'administration serait confiée à quelque corporation officielle, telle que l'économat général. Ainsi donc l'*incameramento*, comme l'entend le gouvernement, n'est, selon lui, que la sanction du droit que l'État prétend s'arroger sur les biens ecclésiastiques, droit mensonger, sanction fatale, qui ne ferait que consacrer la spoliation et l'usurpation du droit de propriété, et cela dans un temps où le socialisme jette cet appât subversif aux convoitises des classes malaisées. On comprend de reste tout ce que ce projet cache dans son sein de mesures vexatoires contre le clergé : et c'est ce qui lui donne le double caractère d'antireligieux et de révolutionnaire. Aussi l'*incameramento* est le mot d'ordre de la révolution, la bannière qu'elle tient arborée chez nous depuis quelque temps, pour tromper les simples et embrigader les pervers.

La dernière session parlementaire a fourni au ministère piémontais l'occasion de faire connaître sa pensée sur ces trois questions si graves.

Dans la séance du 8 mai dernier, le député Boggio ayant interpellé le ministère sur ce qu'il entendait faire sur la loi des *fabriques* et sur le *mariage civil*, le garde des sceaux, M. Deforesta, a répondu, quant aux fabriques, qu'il avait demandé de nouvelles statistiques, qu'il les attendait pour juger de ce qu'il aurait à proposer; quant au mariage civil, qu'un nouveau projet avait été soumis à l'examen du conseil d'État, dont il attendait le préavis, et qu'il verrait si, pour la prochaine session, il pourra présenter ce projet au parlement. Il ajouta que le ministère seul pouvait et devait être juge de l'opportunité de cette présentation, et que par conséquent il ne prenait aucun engagement à ce sujet.

La question de l'*incameramento* a fourni à M. de Cavour l'occasion d'être beaucoup plus explicite que ne l'avait été son collègue sur les deux autres sujets.

M. de Cavour a prononcé deux discours incontestablement remarquables : il a déployé, avec une habileté extraordinaire, toutes les qualités dont il est doué; son langage a toujours été noble, digne, clair, quelquefois incisif et

piquant, souvent éloquent. Dans ces deux discours, qui ont à eux seuls absorbé deux séances de la Chambre, le ministre a donné le programme de sa politique passée, présente et future. En passant en revue les différentes questions qui préoccupent le public, il était tout naturellement amené à parler de l'*incameramento*, et c'était le cas de révéler à la nation sa pensée intime sur cet important sujet. Déjà, lors de la discussion de la loi Deforesta, il s'était montré franchement hostile à cette mesure. Mais, comme si ces déclarations eussent eu besoin d'une nouvelle confirmation, afin de dissiper jusqu'à l'ombre du doute dans l'esprit de ses amis politiques et de ses adversaires, il ne s'est pas contenté d'exprimer nettement son opposition, mais il en a donné toutes les raisons, moins toutefois la plus importante de toutes aux yeux des catholiques, celle de la déférence due à l'Église et au Saint-Siège. Espérons que, s'il l'a passée sous silence dans son discours, elle n'en aura pas moins gardé une place dans son cœur.

Deux députés de la gauche, MM. Saracco et Antoine Costa, en parlant contre l'emprunt et en signalant plusieurs mesures qui, à leur point de vue, auraient pu remplir le vide du trésor, avaient mis en avant l'*incameramento*. M. de Cavour saisit cette occasion pour réfuter leurs assertions, et pour déclarer hautement et nettement son éloignement systématique et mûrement réfléchi pour une telle mesure.

Après avoir avoué, dans la séance du 19 mai, qu'au point de vue *économique* cette question pouvait être incertaine, et que, si elle avait des avantages, elle présentait néanmoins de graves inconvénients; après avoir fait l'éloge de l'état de culture de la plupart des biens ecclésiastiques, en avoir cité quelques-uns comme de véritables modèles, M. de Cavour a abordé la question politique, et a développé avec une grande supériorité les raisons qui militaient contre l'*incameramento*; puis il a déclaré solennellement que, *s'il était contraire à cette mesure, c'était pour des raisons de haute politique*, d'abord parce qu'elle rendait le clergé servile et dépendant du pouvoir séculier; ensuite parce qu'elle l'éloignerait trop de la société et l'animerait d'un esprit exclusif de caste et de parti.

Mais ce qu'il y a eu de curieux dans la déclaration du ministre, c'est l'aveu qu'il a fait que cette mesure, en produisant le *servilisme* du clergé, *donnerait au gouvernement une action exorbitante, et le rendrait trop puissant pour qu'il n'y eût pas à en redouter quelque atteinte pour la liberté*: puis, développant sa pensée avec plus de force et de clarté, il a poursuivi en ces termes: *Si vous arriviez à rendre le clergé dépendant du pouvoir civil, vous ne tarderiez pas à voir nos institutions viciées par la racine; vous n'auriez plus que l'ombre de la liberté; en réalité et au fond des choses vous auriez le plus exorbitant despotisme administratif et religieux*. Ces mots ont été accueillis par le silence d'un très-petit nombre de la gauche par les applaudissements de la droite, et par des signes non douteux de l'approbation du centre droit.

M. de Cavour, après avoir cité un passage remarquable du beau livre de M. de Tocqueville sur l'*Ancien Régime et la Révolution* à l'appui des déclarations qu'il venait de faire, a invoqué le témoignage de l'histoire, en passant en revue le clergé des différentes nations catholiques; et, en comparant

le clergé de France, tel que l'a fait la Révolution en le dépouillant de ses biens, avec le clergé de notre pays, il a dit que le clergé français, salarié et non propriétaire, était aujourd'hui *moins national et moins libéral* qu'il ne l'était sous l'ancien régime, et que ne l'est celui de ce pays-ci. Je ne sais si l'on doit prendre cette déclaration comme un éloge ou comme une critique; je m'abstiens de la juger, et ne la donne que comme elle est sortie de la bouche du ministre.

Dans tout le cours de sa harangue, M. de Cavour a été écouté avec un silence religieux. Souvent il a été interrompu par des témoignages d'adhésion et d'approbation, quelquefois par des applaudissements. Enfin il a conclu en ces termes, dont il est bon de prendre acte auprès de tous les conservateurs nationaux et étrangers : « En présence des conséquences morales et politiques d'une telle mesure, je suis convaincu qu'il faut sacrifier résolûment tous les avantages économiques ou financiers qui pourraient en résulter. C'est pourquoi je combattrai toujours et de toutes mes forces le principe de l'*incameramento*. » Fasse le ciel que la même résolution domine et guide l'esprit élevé de M. de Cavour sur toutes les autres questions qui touchent aux principes religieux !

L'effet qu'une pareille déclaration a produit dans la Chambre et dans le pays a été généralement bon et favorable : la conscience catholique du pays l'a accueillie comme l'aurore d'un meilleur avenir.

Quant aux journaux, ils l'ont naturellement appréciée au point de vue de leur politique individuelle : la presse ministérielle s'est bornée à l'enregistrer sans commentaire : ainsi ont fait l'*Opinione*, la *Staffetta*, l'*Espero*. Les journaux de l'opposition, le *Dritto* et l'*Unione* l'ont ou blâmée ou reçue sous bénéfice d'inventaire : le premier, après avoir rapporté le discours du ministre, dit : « Ce discours ne laisse plus lieu au moindre doute, M. de Cavour se déclare aujourd'hui et pour toujours hostile à l'*incameramento*, de quelque manière qu'il s'opère, et quel qu'en puisse être le but... » Nous, qui professons une opinion contraire, nous ne laissons pas de reconnaître que les raisons déduites par le ministre sont graves et méritent d'être sérieusement discutées ; néanmoins il n'est pas impossible de les réfuter victorieusement » (n° 123 du 25 mai). Quant à l'*Unione*, elle se montre moins confiante et surtout moins respectueuse à l'égard de M. de Cavour, elle dit dans son n° 15 du 14 juin : « Quant à l'*incameramento*, il est superflu d'ajouter un seul mot à tout ce qui a été dit et redit dans ce journal et par nos amis, d'autant plus que cette question, ce mot, semble irriter si fortement les nerfs de M. le comte. Du reste, nous croyons, comme l'*Armonia*, que M. de Cavour appartient à l'école utilitaire de Jérémie Bentham ; et par conséquent nous ne désespérons nullement de le voir un jour ou l'autre se rendre le fauteur énergique de cette réforme qu'il croit aujourd'hui si dangereuse. » M. de Cavour s'applaudira-t-il de l'opinion que témoigne sur son compte un journal qui du reste porte ses couleurs ? C'est à lui d'y songer.

Les journaux religieux auraient peut-être été mieux avisés en accueillant autrement qu'ils ne l'ont fait les déclarations du premier ministre. Ils ont bien fait de les recevoir avec réserve et sous condition ; mais ils pouvaient ne

pas exprimer ces réserves de manière à blesser la susceptibilité et l'amour-propre de M. de Cavour, en jetant la suspicion sur sa fidélité à ses promesses. Je ne crois pas que ce soit là le meilleur moyen de le ramener à la droite. Il eût été plus prudent et plus courtois d'enregistrer purement et sans commentaires les promesses du ministre, d'en prendre acte, ou pour lui s'il revient, ou contre lui dans le cas où il manquerait à sa parole. Cette tactique de promesses et de déclarations était très-opportune pour tranquilliser, sinon pour ramener la droite. Mais, quand il s'est agi de radoucir messieurs de la gauche et d'obtenir leur suffrage pour la loi de l'emprunt, M. de Cavour a dû leur donner d'autres gages et d'autres garanties. Aussi, dans la séance du 31 mai, les ministres Lanza et Cavour, répondant aux objections de M. Depretis (gauche), ont-ils été prodigues d'assurances vagues et indéterminées; le premier a dit : « Le ministère n'a nullement abandonné la pensée « d'accomplir ses promesses... et la Chambre peut être bien assurée que le « ministère est plus que jamais disposé à progresser dans la voie des réfor- « mes et à donner une assiette définitive à toutes les parties de l'administra- « tion de la chose publique ; mais, à coup sûr, il est, lui seul, en état d'ap- « précier les circonstances et l'opportunité. » M. Depretis ayant insisté dans ses demandes de réforme, M. de Cavour lui a déclaré qu'il voulait fermement persévérer dans la même politique, italienne à l'extérieur, réformatrice et libérale à l'intérieur, et il a ajouté qu'une « telle déclaration, si franche, « si large et si explicite, rend à coup sûr impossible toute entente avec l'op- « position (de la droite), bien qu'elle se soit renforcée aux dernières élections. » Après ces dernières paroles, il semblerait que le ministère s'appuie uniquement sur la gauche. On prétend néanmoins qu'il n'en sera rien, et que M. de Cavour est persuadé au contraire qu'il n'a plus aucun moyen de se maintenir au pouvoir sans l'appui de la droite et des conservateurs; voilà ce qui se dit : mais, en vérité, il y a si longtemps qu'on le dit, qu'on finit par douter d'un tel revirement, à moins qu'un nouvel incident ne surgisse pour forcer la main à M. de Cavour et l'obliger à sacrifier tout sentiment d'amour-propre et d'exclusivisme.

Pour compléter la tâche que je me suis imposée et faire connaître l'ensemble des assurances que M. de Cavour a données, depuis l'attentat du 14 janvier, au parti conservateur, je crois bon de donner ici le résumé de ses promesses et des différentes mesures qu'il a prises : 1° Il s'est défait de son collègue M. Ratazzi, et, tout en lui donnant le titre d'*Uomo egregio*, il se fait remettre son portefeuille de l'intérieur; 2° un déluge de saisies et de procès tombent sur les journaux mazziniens; 3° il a avoué la nécessité de réformer quelques-unes des lois organiques; 4° il a parlé en termes fort peu mesurés de quelques jurés, de quelques électeurs appartenant au parti révolutionnaire, auquel il donne le nom d'*insensés*; 5° il a fait l'éloge du clergé et surtout de la classe des curés, qu'il recommande aux sympathies de la Chambre; 6° il reconnaît les défauts de la loi du 29 mai (suppression des couvents) et en fait presque son *mea culpa*; 7° il fait voter la loi contre l'assassinat politique; 8° il renvoie aux calendes grecques les lois sur les *fabriques* et sur le *mariage civil*; 9° il se déclare hautement et à tout jamais hostile à la sécularisation des biens du clergé.

Pour extrait : P. DOUHAIRE.

## CONDAMNATION DES CATHOLIQUES SUÉDOIS

Dévoué avec un zèle constant et infatigable à la liberté religieuse, le *Correspondant* n'a pu voir sans une douloureuse et ardente sympathie les persécutions exercées en Suède contre d'humbles et courageuses néophytes, dont tout le crime était d'avoir cru aux promesses de la constitution de leur pays et d'avoir embrassé la foi catholique.

Il est heureux de constater combien le sort de ces pauvres et généreuses chrétiennes, condamnées à l'exil par arrêt de la Cour royale de Stockholm, a excité partout, mais en France d'abord et principalement, une sympathie générale et une commisération profonde. Des souscriptions spontanément ouvertes dans la presse dévouée aux intérêts religieux, et auxquelles se sont venues joindre l'offrande des feuilles démocratiques et la protestation des pasteurs protestants, ont témoigné à la fois et de l'affectueux intérêt qu'inspirent les victimes et de l'indignation qu'excitent l'intolérance et l'iniquité qui les frappent.

Nos lecteurs et nos amis savent avec quelle vivacité les souffrances de nos frères retentissent dans notre cœur, avec quelle persévérance nous avons tenu à honneur d'y compatir, avec quel invincible espoir nous attendons leur délivrance du triomphe prochain des doctrines d'une sage et généreuse liberté.

Le temps et l'espace nous pressent; nous ne pouvons, pour le moment, que protester à notre tour contre la législation arbitraire qui déshonore un peuple civilisé et chrétien, et donner aux condamnés de Stockholm un gage cordial et fraternel de respect et d'admiration.

Leur procès est un épisode de la grande lutte ouverte dans le monde entre la vérité, qui ne demande qu'à être libre, et l'erreur qui n'a de ressource que dans l'oppression. Ce grave incident exige une étude approfondie qui comprendra l'examen de la situation religieuse de la Suède, de ses lois, de sa constitution et des débats récents de son parlement. Nous donnerons cette étude dans notre prochain numéro.

*Le Secrétaire de la rédaction :*

P. DOUHAIRE.



# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE

*Der K. K. österreichische Feldmarschall Graf Radetzky.* Eine biographische Skizze nach den eigenen Dictaten und der Correspondenz des Feldmarschalls, von einem Veteranen. — Stuttgart und Augsburg. J. G. Cotta, 1858.

*Le feld-maréchal comte Radetzky;* esquisse biographique, rédigée d'après les dictées et la correspondance du feld-maréchal, par un Vétéran. — Stuttgart et Augsburg. J. G. Cotta 1858.

*Ein russischer Staatsmann.* Des Grafen Jacob Johann Sievers Denkwürdigkeiten zur Geschichte Russlands, von KARL LUDWIG BLUM. Leipzig, 1857 et 1858, I, II, III B.

*Un homme d'État russe.* Mémoires du comte Jacques-Jean Sievers, pour servir à l'histoire de la Russie, par CHARLES-LOUIS BLUM. Leipsik, 1857 et 1858, 3 vol. in-12.

*Memorien der Fürstin Daschkoff.* Zur Geschichte der Kaiserin Katharina II. Nebst Einleitung von ALEXANDER HERZEN. Hamburg, 1857, 2 thle.

*Mémoires de la princesse Daschkoff.* Pour servir à l'histoire du règne de Catherine II, avec une introduction, par ALEXANDRE HERZEN. Hambourg, 1857, en deux parties.

Assurément une des plus grandes figures de notre siècle est celle de ce vieillard qui, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, trouve encore en lui-même l'énergie et le talent nécessaires pour comprimer une insurrection redoutable, refuser à son propre gouvernement d'abandonner un seul pouce de territoire italien, attaquer et vaincre en plusieurs batailles rangées un adversaire que soutenaient les sentiments les plus énergiques du cœur de l'homme; et enfin (chose plus difficile peut-être), pour conseiller la modération envers les vaincus, lorsque l'heure du succès eut sonné. Quelle que soit l'opinion politique à laquelle on appartient, il est impossible de refuser au maréchal Radetzky un tribut de respect et d'admiration, ou de s'étonner que toute la monarchie autrichienne ait regardé comme une calamité publique le jour de sa mort. Les journaux racontaient naguère les insignes honneurs rendus à sa mémoire par un jeune empereur qui menait le deuil de *son cher et vieux héros*. Voici venir le tour des mémoires et des récits anecdotiques, si nombreux déjà, que nos voisins germains ne craignent pas de les appeler emphatiquement la littérature de Radetzky (*Radetzky-Litteratur*).

Le jour arrivera sans doute où l'histoire fera le triage de ces renseignements divers, où la louange parle seule et fait taire la critique. La reconnaissance nationale est d'ailleurs chose si rare et si belle, qu'on aime à en entendre l'écho le plus longtemps possible: c'est un peu sous cette impression que

nous allons résumer la brochure d'un intime ami du maréchal, qui a puisé à des sources restées fermées pour d'autres, et par là même dignes de notre attention.

Le comte Radetzky appartenait à une vieille famille de la Bohême, qui a fourni tant de vaillants généraux et d'habiles hommes d'État à l'Autriche. Il naquit le 2 novembre 1786 et montra de très-bonne heure une véritable passion pour la profession militaire. A dix-huit ans, nous le trouvons déjà officier dans un régiment de cuirassiers, où il fait ses premières armes contre les Turcs, sous le commandement du célèbre de Lacy. Il se distingue sur le champ de bataille par un sang-froid imperturbable, uni à une ardeur extrême, pour connaître à fond les secrets de son métier. Hippiatrique, fortifications, géographie militaire et stratégie, rien ne lui échappe. La Révolution française venait d'éclater; le jeune Radetzky prit une part active à toutes les grandes guerres qu'elle fit naître, s'élevant toujours par un mérite éminent. Il connut l'Italie pour la première fois dans cette immortelle campagne où le jeune Bonaparte mit à deux doigts de sa perte la monarchie autrichienne et finit par lui imposer le traité de Campo-Formio.

Faisons observer en passant qu'au dire de Radetzky ce fut à Kellermann, et non à Desaix, qu'on dut la victoire de Marengo. Mais, chose plus précieuse, le *Vétéran*, écrivant sous la dictée du maréchal, ne nous cache pas non plus les nombreuses bévues de ce conseil aulique qui, de Vienne, prétendait diriger la guerre en Lombardie, éparpillant les corps d'armée et les livrant l'un après l'autre aux coups de leur redoutable adversaire. Nous ne pouvons suivre notre auteur dans les curieux détails qu'il donne sur ces événements, sur lesquels nous ne connaissons guère, en France, que les récits des vainqueurs; constatons au moins qu'il y a du profit et de l'intérêt à en retirer.

Qu'il y eût dans Radetzky l'étoffe d'un grand général, la suite de sa vie l'a prouvé surabondamment. Mais il possédait également les qualités d'un grand administrateur; aussi, dans les courts intervalles de repos que lui laissent les exigences de ces guerres mémorables, il s'applique avec une ardeur fiévreuse, mais éclairée, à réformer les abus, à introduire une discipline plus rigoureuse, à perfectionner les manœuvres, à assurer le bien-être du soldat. Attaché à l'état-major général, il finit par en devenir le chef, et, après la défaite de Wagram, il prépare tout pour le renouvellement de la lutte. Si, dans la campagne de 1814, l'Autriche put reparaitre sur la scène avec une armée redoutable et parfaitement organisée, c'est à lui surtout qu'en revient l'honneur. A lui encore d'avoir tracé le plan de la campagne offensive contre Napoléon, d'avoir fait adopter aux souverains alliés la résolution de passer le Rhin malgré l'hiver, et de marcher sur Paris, *pour en finir*. Sachons reconnaître ici le mérite d'un homme d'État uni à celui du général consommé: Radetzky avait profité des leçons du conquérant qu'il avait toujours trouvé devant lui depuis plus de quinze ans; l'élève était digne du maître.

La paix de 1815 le rendit à ses occupations favorites. Quoiqu'il eût été nommé aux fonctions de gouverneur de la Hongrie en l'absence de l'archiduc Ferdinand, il s'imposa pour tâche d'introduire de nouvelles améliorations dans l'organisation et l'instruction de l'armée. En même temps il ras-

semblait peu à peu les éléments d'une bibliothèque, où figuraient les manuscrits et les ouvrages des plus hautes autorités militaires, mais que l'insurrection de 1848 a malheureusement ou détruits ou dispersés. Ce fut au milieu de ces travaux que Radetzky fut appelé en 1831 à remplacer le général Frimont en Italie.

Les circonstances, on se le rappelle, étaient critiques, et le premier soin du nouveau gouverneur paraît avoir été de tenir constamment ses troupes en haleine. Peu satisfait de les exercer par de grandes manœuvres d'automne, il établit un système de *petite guerre*, pour ainsi dire perpétuelle. Mais s'il exigeait beaucoup du soldat, il veillait avec un soin jaloux sur son bien-être. Ses régiments étaient parfaitement logés, nourris, habillés; aussi en vinrent-ils à lui donner le nom de *père*, comme le faisaient les soldats français pour le maréchal Bugeaud. Radetzky ne cessait d'avoir l'œil sur l'avenir, et, s'attendant à une lutte inévitable avec les Italiens et surtout avec le Piémont, il demandait sans relâche des renforts à Vienne. Le ministère trouvait qu'il en demandait trop : lorsque éclata la révolution de 1848, le feld-maréchal comptait seulement cinquante-cinq mille hommes effectifs sous les armes. Les places fortes de Vérone, de Mantoue, de Legnago n'étaient pas en état, malgré ses instances répétées. Il en était de même de Milan.

Mais c'est ici que se révèle la merveilleuse prévoyance du vétéran des guerres napoléoniennes. Au moment du soulèvement, Radetzky tient véritablement dans sa main une armée qui connaît jusque dans ses moindres replis le terrain sur lequel elle aura à combattre, et qui a dans son vieux chef une confiance inébranlable. Cependant, à la fin de 1847, les plus grands obstacles qu'il rencontre sont encore à Vienne. Radetzky sait qu'une armée piémontaise de quatre-vingt mille hommes se rassemble derrière le Tessin, et il écrit au comte de Hardegg, président du conseil militaire : « La perte de l'Italie serait un coup de mort pour notre monarchie; je n'y survivrais pas. Je touche au but, et la destinée ne pourrait m'accorder un sort plus digne d'envie que de vaincre ou de mourir sur cette terre acquise au prix de notre meilleur sang. Vous et moi, nous laissons derrière nous un long passé : Dieu nous garde, à la fin de nos jours, de voir nos deux noms associés à une nouvelle chute de la monarchie, vous comme président du conseil militaire, moi comme général en chef! Je compte sur l'appui d'un vieux compagnon d'armes qui a traversé avec moi tant de malheurs et aussi tant d'actions brillantes! » Cet appui ne paraît pas lui avoir manqué, et néanmoins, le croirait-on? on répondit de Vienne : « Il n'y a pas à se préoccuper d'un soulèvement italien, pas plus que d'une attaque de la part du Piémont. » Le maréchal se contenta de répliquer laconiquement : « Un général comme Radetzky, après avoir passé dix-sept ans en Italie, sait mieux que tout autre juger de l'état des choses et de ce qu'il lui faut. » Peu s'en fallut, nous dit son biographe, qu'il ne donnât sa démission; heureusement pour l'Autriche, son patriotisme prévalut.

Les événements de 1848 sont trop connus pour que nous nous y arrétions. Nous trouvons toute simple la haine du *Vétéran* contre les Piémontais en particulier et les Italiens en général; mais nous ne pouvons, bien entendu, la partager. Les divisions et les folles menées du parti révolutionnaire ont fait

encore plus de mal à la cause de l'Italie que les armes des Autrichiens, en lui enlevant les sympathies des cœurs honnêtes... mais sachons du moins la respecter dans son malheur.

Avant de fermer ce livre, empruntons-lui quelques détails sur la personne et la vie privée du vieux maréchal, dont le type antique n'a pas, Dieu merci, disparu en Europe, quoi qu'en dise notre auteur. « Le feld-maréchal était de petite taille, mais d'un tempérament sain ; son œil bleu avait à la fois je ne sais quoi d'avisé et de bienveillant ; ses mouvements étaient vifs, comme sa parole, comme toute sa tournure ; enfin il avait la voix claire et vibrante. Plein d'une distinction exquise et d'une politesse qui touchait parfois à une finesse rusée, il avait un mot agréable pour chacun et montrait une urbanité charmante. Son rapide coup d'œil et sa grande connaissance des hommes lui permettaient de juger sainement des gens à première vue. Une certaine bonhomie pleine de dignité était répandue dans sa personne ; ce qui ne l'empêchait pas d'attacher beaucoup de prix aux convenances et aux belles manières. Il ne savait pas se mettre en colère, du moins pour longtemps ; mais, quand cela lui arrivait, celui qui en était victime passait un mauvais moment. Dans sa manière d'être on découvrait un fonds de bonté sincère, une compassion chaleureuse pour les maux d'autrui. Chez lui, la morgue aristocratique ne se fit jamais jour. Dans la conversation qu'il savait animer d'une foule de souvenirs, il passait volontiers d'un sujet à un autre, sans jamais perdre de vue l'objet principal. Il aimait de préférence un entretien scientifique, et recherchait les bons livres, dont il avait lu un grand nombre. En revanche, jamais il ne parlait des nouvelles du jour, ayant en horreur le lieu commun.

« Jusqu'à la fin de sa vie Radetzky manifesta un goût inné pour la plaisanterie et s'y livrait volontiers dans un cercle intime. Il racontait bien, se rappelant avec précision les noms, les lieux et les faits perdus souvent dans la nuit d'un demi-siècle. Cependant le laisser aller de la conversation ne lui faisait jamais oublier son rang et sa position. Il avait un tact particulier pour parler à ses soldats.

« Sa parole ressemblait à une source vive, toujours instructive, toujours agréable. Il excellait aussi à peindre ses personnages. Dans diverses branches de connaissances générales, telles que la politique, l'économie sociale, etc., il rédigea ses observations par écrit, employant un langage serré, nerveux, substantiel, mais parfois inclinant aux longues périodes et aux répétitions. Jamais il n'avait recours aux métaphores, aux images, aux figures de rhétorique. Ses sujets favoris étaient la politique, l'organisation militaire et l'administration. Rien ne lui était facile comme de rédiger des mémoires sur la stratégie et la tactique... Jusqu'à sa quatre-vingt-dixième année, le maréchal conserva une mémoire prodigieuse, une imagination vive, une conception rapide et sûre ; on eût dit que son intelligence se jouait de sa vieillesse. Ce fut seulement à cette époque que celle-ci commença à revendiquer ses droits et à le courber sous son poids.

« Son régime était frugal ; il mangeait de bon appétit et buvait d'un vin léger mélangé d'eau. Jamais il n'eut une table recherchée, et jamais peut-être y eut-il un général aussi facile à satisfaire sous ce point de vue. Mauvais

plats, vins médiocres, il ne refusait rien. D'ordinaire, il se levait à cinq heures, prenait du café à six avec ses adjudants et ses officiers d'ordonnance; déjeunait légèrement à la fourchette à dix heures et dînait à quatre. Le soir, après le thé, il faisait une partie : du reste, comme tous les vieux soldats, il accommodait ses repas aux besoins du service...

« Jusque dans les derniers temps, il prenait un vif plaisir à monter à cheval tous les jours, ne fût-ce que pour faire quelques tours de manège ; mais il n'aimait pas à avoir autour de lui des spectateurs, quoiqu'il fût un cavalier parfait... Rien n'égalait la régularité de sa vie. Pendant un grand nombre d'années, il se couchait à neuf heures et dormait profondément jusqu'à trois ou quatre heures du matin : une fois éveillé, il attendait le jour en lisant. Souvent aussi il appelait une personne de son entourage immédiat, soit pour s'entretenir avec elle, ou se faire lire un ouvrage. D'autres fois il dictait des maximes, des mémoires sur des questions administratives, des considérations pratiques, ou des épisodes de sa propre vie. Plus fréquemment cependant le maréchal écrivait lui-même ses pensées, travaillant dans son lit sur un petit pupitre, placé chaque soir auprès de lui à cet effet. L'auteur de cette esquisse possède un fragment de ce genre, ayant pour titre : *Exercice du matin*. Il le garde comme un souvenir d'autant plus précieux d'un ami vénéré, que celui-ci cachait soigneusement ses travaux à tous les regards. »

Reculons d'un siècle, et nous serons en pleine barbarie, au sein de cette Russie, qui sentait pourtant ses forces et s'appêtait déjà à jouer le rôle hardi que l'histoire lui connaît. Voici deux ouvrages qui nous feront toucher du doigt ce monde bizarre de passions violentes, d'aspirations glorieuses, d'enfantements pénibles, comme aussi de corruption polie, de futilités brillantes, de civilisation menteuse, qui se résume dans le nom de Catherine II. Quels hommes eurent la plus grande part dans ce mouvement ? qui agit avec le plus de ténacité et d'énergie contre le flot de la barbarie moscovite ? qui servit avec plus d'intelligence les vues d'un pouvoir quelquefois éclairé, plus souvent violent et arbitraire ? qui par contre se plia avec le plus de souplesse aux abus d'autorité, aux bassesses, aux usurpations et aux infamies de toute sorte ? Ce furent des Allemands, rêvant sans cesse de lumières, de civilisation ; mais pratiquant très-consciencieusement le despotisme le plus illimité.

C'est la vie d'un de ces hommes d'État russo-germans que M. Blum nous a fait connaître dans ses plus petits détails. Le comte Sievers était originaire de l'Esthonie ; un de ses aïeux s'était distingué au service de Gustave-Adolphe ; son grand-père avait vu les affreuses dévastations des Moscovites en 1702, quand l'Esthonie appartenait encore à la Suède. Son enfance fut bercée avec les récits de leurs atrocités, et sa mère lui rappelait souvent le jour où nobles et paysans durent s'embarquer sur de frêles esquifs pour aller chercher un refuge en Finlande ; « car dans leur pauvre pays il n'y avait plus une hutte pour abriter leur tête. » Qui eût dit alors au jeune Sievers qu'il deviendrait un jour un des conseillers les plus intimes de la grande czarine l'aurait certes bien étonné.

Jacques-Jean Sievers naquit donc en 1731 ; sa première éducation fut sérieuse et forte. Son père était un homme austère et d'un jugement sain ; sa mère, une femme nourrie dans les principes du piétisme luthérien. Un de ses oncles paternels jouissait déjà à Saint-Petersbourg de la faveur de la grande princesse Élisabeth ; dans un voyage qu'il fit en Livonie, où la famille de Sievers s'était récemment établie, il demanda à son frère aîné de lui confier le jeune Jacques-Jean, et l'emmena dans la capitale. Celui-ci se vit ainsi enlevé tout à coup à la forte vie des champs pour continuer son éducation au milieu de la cour. Mais son oncle paraît avoir veillé avec un soin paternel sur ce neveu qui annonçait d'heureuses dispositions, et il finit par l'attacher à la diplomatie. En 1746, le jeune comte partit pour Londres, où il séjourna onze années ; et ce fut pour lui l'époque la plus féconde de sa vie : il y fit véritablement son éducation politique. Il y apprit à connaître les grands intérêts de la vie sociale, admira une nation qui s'élevait, à force d'activité et d'énergie, au rang d'une puissance de premier ordre ; et ce spectacle fut pour lui l'objet d'une étude continuelle, à laquelle il s'attacha avec l'ardeur de la jeunesse. Malgré des ressources pécuniaires assez bornées et la nécessité de pratiquer une rigoureuse économie, il réussit à satisfaire sa soif de savoir ; des livres il passait à la vie pratique, ne reculant devant aucun sacrifice pour obtenir les connaissances d'un homme d'État. Aussi, quand il sortit d'Angleterre, ce fut avec une douleur pareille à celle qu'on éprouve en quittant sa patrie ; et jusque dans sa vieillesse il aimait à rappeler tout ce qu'il avait dû à ces années d'étude *dans une terre de liberté*.

A peine de retour en Russie, le jeune comte fut appelé au service militaire. Trois campagnes successives contre Frédéric II lui permirent de se distinguer comme un brillant officier d'état-major, mais ébranlèrent sa santé au point de le contraindre à donner sa démission et à chercher sous un ciel méridional le rétablissement de ses forces épuisées. La vie publique semblait donc fermée pour lui ; il n'en était rien cependant. La période d'anarchie qui suivit la mort de l'impératrice Élisabeth, sous l'incapable Pierre III, aboutit bientôt, comme chacun sait, à mettre Catherine II sur le trône. Un de ses premiers soins fut de tirer Sievers de sa retraite pour le mettre à la tête du gouvernement de Novgorod. C'est ici que commence véritablement son rôle historique. Il passa d'abord un mois dans la capitale, s'entretenant continuellement avec la czarine, lui soumettant des projets, se pénétrant de ses instructions et gagnant complètement sa confiance. On se ferait difficilement une idée de l'incroyable confusion à laquelle était en proie son gouvernement, qui n'était cependant pas le plus mal administré de l'empire. Sievers trouva en arrivant les archives de la province enfouies dans un vieil arsenal sous une poussière presque séculaire ; personne n'y avait touché de mémoire d'homme. Le déficit dans ses revenus annuels atteignait plusieurs millions ; des centaines de pétitions attendaient vainement une réponse du gouverneur ; la police avait besoin d'une autre police pour la surveiller : comme les fonctionnaires eux-mêmes ne savaient ni lire ni écrire, quelque scribe de paroisse était occupé à déchiffrer les manuscrits qu'on leur adressait, et Dieu sait toutes les bêtises monstrueuses auxquelles un pareil régime donnait lieu. De routes point, de canaux point, de poste point ; tout le

revenu de cette partie de l'administration se montait annuellement à environ quatre-vingts francs pour le gouvernement général de Nowgorod. En outre, chose plus grave, onze à douze cents prisonniers languissaient sans jugement et enchaînés dans des cachots; un millier d'autres jouissaient de la liberté sous caution. Parmi les prisonniers nous rencontrons vingt nobles auxquels une salle dans le palais du gouvernement servait de prison; puis, un prince Jeltechnoï, confondu avec les plus vils malfaiteurs dans un cachot infect et condamné à porter sans cesse un billot énorme dans les mains et des chaînes aux pieds. Or comme cinq autres provinces dépendaient du gouvernement de Nowgorod, les mêmes faits s'y renouvelaient avec accompagnement de tortures et de supplices! Tel était le régime de l'empire russe en 1764.

Sievers commença par ne rien laisser ignorer à Catherine, et celle-ci, il faut le dire à son honneur, entra pleinement dans les idées de réforme du gouverneur, en lui déléguant une autorité pleine et entière. Fort de cette autorité, il déploya dans ses nouvelles fonctions une activité infatigable. Sur une petite échelle, il rappelle ce que furent plus tard le premier consul en France et le baron de Stein en Prusse. Cadastre, aménagement des forêts de la couronne, établissement de fermes modèles, voies de communication, rétablissement de la sûreté publique au moyen d'une police efficace et fortement contrôlée; épuration des tribunaux, canalisation des rivières: tout marcha de front. On dirait que Sievers n'a qu'à exécuter des projets mûris depuis longtemps dans le silence du cabinet; et effectivement il mettait actuellement à profit ses longues études en Angleterre. Quelques mots nous révéleront la pensée-mère de cet homme éminent. « Un code, un code! écrivit-il à Catherine; le code de Frédéric est un plus beau monument et durera plus longtemps que les trophées d'une douzaine de victoires. Pour mille héros, on trouve à peine dans l'histoire un seul législateur. »

Il va sans dire que le nouveau gouverneur général avait obtenu, à côté de ses instructions officielles, des instructions secrètes d'une importance plus grande encore. Celles-ci deviennent entre Sievers et Catherine le sujet d'une correspondance active, où l'intérêt le dispute à l'intimité. A peine y a-t-il un détail quelconque d'administration qui n'y soit traité avec cette clarté et cette décision si éminemment caractéristiques des esprits supérieurs. L'impératrice avait une telle confiance dans son représentant, qu'elle finit même par lui donner la puissance législative dans l'étendue de son ressort. Grâce à cette vigoureuse initiative, les six gouvernements changèrent bientôt de face. Rien ne coûte au comte pour arriver à connaître les besoins des serfs, la vraie situation des choses, et par-dessus tout si ses ordres sont réellement exécutés. Il entreprend des courses inouïes à travers des pays vierges, véritables voyages de découverte, où il court parfois des risques pour sa vie; ce qui ne l'empêche pas de noter jour par jour le résultat de ses observations dans un journal devenu l'un des tableaux les plus curieux, les plus authentiques de la société russe à cette époque. Son plus grand ennemi était la vénalité des employés hauts et bas, peu importe; et, à cet égard, on voit que l'empire des czars n'a guère progressé. Il est vrai aussi que, alors comme aujourd'hui, les fonctionnaires avaient beaucoup de peine à se faire payer leurs

appointements ; Sievers lui-même est obligé de supplier l'impératrice de ne pas permettre qu'il tombe dans la misère sous le poids de ses dettes dans un moment où il consacre toute son énergie à la grandeur du trône.

Obstacles autour de Sievers, obstacles à la cour, du côté des favoris, des amants et du parti moscovite, voilà les rudes écueils contre lesquels l'honnête et intelligent gouverneur court risque d'échouer. En dépit de son activité il ne réussit qu'à demi à soulever cette masse énorme de barbarie qui l'environne ; et vraiment c'est un beau spectacle que celui de ce *tenacem propositi virum*, ne se lassant jamais dans ce combat qu'il livre à toutes les oppressions et à toutes les ignorances. M. Blum a eu raison de faire ressortir l'opposition perpétuelle qui règne entre le développement de ce qu'il appelle les *forces allemandes* et la force non moins énergique du chaos moscovite. Les Orloff, les Poutemkin, les Bestuscheff et leurs créatures viennent traverser les plans les mieux conçus : trop heureux est-on encore lorsqu'on parvient à paralyser seulement leur mauvaise volonté. Quelquefois leur incapacité notoire est d'un ridicule achevé : témoin cette guerre contre les Turcs dont Alexis Orloff eut tout l'honneur et l'amiral Elphinstone tout le mérite réel. Cet Orloff, chef nominal de la flotte russe, n'avait jamais vu la mer ; aussi quand il apprend à Venise sa nomination, il ne peut s'empêcher de s'écrier dans un premier élan de sincérité : « Mais ils sont donc fous à Pétersbourg pour avoir fait un pareil choix ! » Cela ne l'empêcha pas néanmoins de s'attribuer la victoire de Tcheshmé, quoiqu'il se fût caché durant la bataille dans sa cabine pour fuir le bruit du canon. On pourrait citer plus d'un exemple du même genre, qui n'enlève rien certes aux qualités militaires des Russes d'aujourd'hui.

J'ai parlé de l'intimité familière qui existait entre Catherine et le comte Sievers ; il est temps d'en donner des preuves. L'impératrice avait réussi à attirer chez elle un ingénieur habile nommé Conrad Gerhard, qui s'était déjà distingué en Autriche par des travaux hydrauliques de premier ordre. On lui devait la construction du môle de Trieste. A peine arrivé en Russie, Gerhard fut mis en rapport avec Sievers, qui voulait l'attacher à son gouvernement pour diriger la construction des canaux et des écluses qu'il avait entrepris. Mais Catherine n'entendait pas s'en priver non plus ; elle voulait tout au plus *prêter* Gerhard pour un temps assez court, et c'est à cette occasion qu'elle écrivit à Sievers la lettre suivante. Par son orthographe et son esprit, elle est trop caractéristique pour que nous n'en transcrivions pas la plus grande partie.

« J'ai différé jusqu'à aujourd'hui de Vous répondre à Votre lettre du 4 novembre parceque je voulois savoir si l'Amirauté et le Général bauer pouvoit dans le moment present ce passer de Gerard. Enfin avant hier j'ai apprise qu'oui, mais ne Vous flattés point de nous enlever Gerard pour toujours ; Il peut examiner Vos écluses, il peut Vous faire des projets, il peut aller et venir, mais nous ne Vous l'abandonnerons pas tout entier, parceque tout le monde veut du Gerard et moi toute la première pour mon fichu Czarskoselo ou il a de tems en tems des coups d'œil à jeter sur les innombrables digues qu'on y fait. Il est vrai que l'on peut objecter à cela que Ses écluses ne font pas manger Pétersbourg et que quand on ne mange point l'on



n'a guere envie ni besoin de promener, tout cela est vrai, mais accommodons-nous et nous pouvons tous être content, je donne l'exemple je Vous envoie Gerard, mais soyés moderé et renvoyés le nous afin du moins qu'il acheve ce qu'il a commencé, pour sa récompense elle ne peut manquer, il fera cet été un essai de Pilotis qui si elle reuss (réussit) sa fortune est faite et il le sais, ainsi Monsieur le Gouverneur n'allés pas deranger la fortune de Gerard en nous l'escamotant. Pour ce qui regarde Vos nouveaux projets de communication s'il y a a creuser, a faire grandissime depense je Vous dirai aussi naïvement que Vous me proposé la chose que le tems present n'est point du tout favorable pour adopter pareil projet car l'on ne Vous donnera quelque utile que soit la chose ni hommes ni argent. J'ai eu il y a deux ans la peste au Cœur de l'Empire, j'ai dans ce moment au confins du Royaume de Casan une peste Politique qui nous donne du fil à retordre, Votre cher et digne confrère Reinsdorf est assiégé depuis deux grands mois par une troupe de brigand qui fait des cruautés et des dévastations horrible. Le General Bibikoff y va avec les troupes qui ont passés Votre Gouvernement pour appaiser cette horreur du XVIII<sup>e</sup> siecle qui ne fera ni honneur ni gloire ni profit à la Russie, mais enfin a l'aide de Dieu j'espère, que nous aurons le dessus, car il ni a ni esprit ni ordre ni habileté de la part de ses canailles la, mais c'est un ramas de gueux qui a un imposteur aussi imprudent qu'ignorant à sa tête, mais semblablement cela finira par des pendaison, mais quelle perspective Monsieur le Gouverneur pour moi qui n'aime pas les pendaison, l'Europe nous renverra dans son opinion au tems de Czar Ivan Wassillewitsch, voilà l'honneur que nous devons attendre pour l'Empire de cette méprisable incartade...

Remarquez-vous cette préoccupation de l'opinion publique en Europe? à mon sens, c'est un des signes les plus certains que la Russie marche après tout vers la civilisation; quelques années plus tôt son souverain n'y aurait pas songé seulement. Encore une lettre où Catherine se montre à découvert dans un accès de bonne humeur: « J'ai reçu Votre lettre du 5 février où Vous me dites le reste de Vos belles occupations dont je Vous ai remerciés par une lettre ostensible dont Vous ne me dites pas un mot quoique Vous Vous plaigné que je ne Vous aye pas écrit de ma main, j'ai vu par Vos lettres et Vos extraits de journaux (*sic*) que Vous n'aviés pas besoin d'être soutenu sous les bras pour marcher et que Vous êtes joli et grand garçon par Vous-même. Mais qu'est-ce que Ses phrases interrompué que je trouve dans Votre lettre et auxquelles je n'entend quasi rien comme par exemple.

« Je n'ai pas la force d'entrer dans aucun détail à présent. —

« J'avoue que je succombe presque —

« Mes souci ne finissent point —

« L'âme plus harassé que le corps —

Qu'avez-Vous et que Vous manquent-il? sont-ce mes lettres? en voila une, sâchés que je suis très contente de Vous, adieu.

« S. P. Ce 10 Février 1776.

« CATHERINE. »

Ce sont de pareils billets écrits à la hâte et envoyés sans cesse qui soutien-

nent le courage de Sievers. La guerre de Sept-Ans vint suspendre forcément ses projets de réforme ; mais à peine la paix est-elle rétablie, qu'il les reprend avec une nouvelle vigueur. On le voit s'occuper de la question du servage et de la formation d'une bourgeoisie, deux œuvres colossales qui devaient attendre encore un siècle. Il en faut dire autant de la réforme des tribunaux russes, où Sievers eut du moins le mérite de poser quelques jalons que le temps n'a pu renverser. Catherine est aussi occupée sans cesse à le consulter sur la nouvelle organisation administrative qu'elle eut la gloire d'établir. Elle lui écrit à ce sujet un jour où elle venait d'en étudier les premières bases ;

« Confession sincère.

« Monsieur, ce chapitre le plus sot de tout est un casse tête pour moi, vous le prendrez peut-être pour un esophage de radotage, c'est un rabachage qui ne finit pas très sec très ennuyant et ma foi je suis au bout de mon latin... Un mot de Votre Excellence sur les matières seroit un éclair dont partirait la lumière et du fond du chaos chaque chose iroit ce ranger à Sa place comme lors de la création du monde. »

Tels étaient donc les rapports de Catherine II et de Sievers quand l'influence du favori Potemkin vint presque anéantir les fruits de tant de labeurs. Lorsque le bien commençait déjà à l'emporter sur le mal, celui-ci reprit le dessus, grâce à l'égoïsme, à l'incurie et aux folles prodigalités de l'homme qui satisfaisait les passions sensuelles de la czarine. Il faut lire dans les pages de M. Blum les détails qu'il fournit sur ce personnage pour se faire une idée de la rapidité avec laquelle un gouvernement despotique descendant la pente de la décadence pour retomber bientôt dans l'anarchie, dès que le souverain, de qui tout dépend, oublie ses devoirs. Peu à peu Sievers et Catherine cessèrent de correspondre l'un avec l'autre, et il fut évincé de son poste de confiance par l'orgueilleux favori. Des chagrins domestiques vinrent d'ailleurs rendre sa disgrâce plus amère ; puis, comme l'époux outragé voulut au moins enlever ses enfants à une mère coupable pour leur assurer une éducation convenable, il vit se déchaîner contre lui une cour corrompue et jusqu'à Catherine elle-même.

Il eût été heureux pour le comte Sievers de mourir en ce moment ; il ne serait connu que par ses nobles efforts en faveur d'une civilisation naissante. Malheureusement pour lui, Catherine voulut employer de nouveau ses talents dans cet infâme partage de la Pologne qui s'opéra à la fin du siècle dernier. Si nous l'en croyons, on ne lui communiqua pas toute la vérité dans cette occasion. N'importe, ce dut être une rude épreuve pour un caractère comme le sien, d'avoir à attirer le roi Stanislas dans un guet-apens, à Grodno, pour le forcer à y souscrire son abdication ; ce dut être une rude épreuve pour Sievers d'avoir à partager la brutalité d'un Repnin, d'être témoin de l'avidité impatiente avec laquelle les soldats russes attendaient les dépouilles opimes de la pauvre Pologne. Nous n'avons pas le courage vraiment de reproduire ces tristes détails, tristes surtout parce qu'ils manifestent la dégradation insensible, mais trop réelle, d'un grand caractère appuyé sur

de grands talents. Aussi bien, nous avons à dire quelques mots du second ouvrage indiqué en tête de cet article.

Les mémoires de la princesse Daschkoff se placent naturellement à côté de ceux du comte Sievers, comme se rapportant à la même époque et nous offrant une autre face de la société russe. Ici, c'est le côté barbare qui nous apparaît dans son étrangeté, j'allais dire dans sa rudesse, si le mot n'était impropre quand il s'agit de l'appliquer à l'héroïne de ces mémoires. A vrai dire leur publication n'est pas une nouveauté littéraire, puisqu'une traduction anglaise les avait déjà fait connaître il y a quelques années ; mais ils viennent de paraître pour la première fois en allemand, sous le patronage de M. Hetzen, réfugié russe et démocrate fort connu chez nos voisins d'outre-Rhin. Assurément, la princesse Daschkoff, tout originale et spirituelle qu'elle était, se trouverait un peu dépaycée en pareille compagnie : n'importe, passons là-dessus, car il s'agit d'elle, et non de son introducteur. La jeune et vaillante amie de Catherine II se recommande assez d'elle-même à l'attention du lecteur. Se trouver, à l'âge de dix-huit ans, à la tête d'une conspiration dont le but est de renverser Pierre III du trône pour y placer sa femme, et, qui plus est, mener cette conspiration à bonne fin, voilà certes de quoi nous intéresser. Et puis, quels étranges contrastes dans cette nature fougueuse ! A côté d'un caractère essentiellement russe, tout le vernis, tout le laisser aller du dix-huitième siècle ; des intrigues politiques tissées sur la trame légère d'une instruction littéraire, étendue, sinon sérieuse ; des relations avec les personnages les plus importants de ces temps, comme avec les individus les plus obscurs : il est difficile, on l'avouera, de réunir plus de titres à notre curiosité. L'activité de la princesse Daschkoff avait en effet je ne sais quoi de prodigieux pour son sexe ; on la comparait à un ouragan venu des steppes de la haute Asie, faute de trouver un meilleur terme de comparaison. « Dans son extérieur, nous dit une de ses plus intimes amies, dans sa parole, dans sa manière de faire les choses, elle porte une originalité qui la distingue de toutes les autres personnes que j'ai jamais rencontrées. On la voit aider les maçons à bâtir un mur, travailler à la réparation des routes, traire les vaches ; puis, composer de la musique, écrire pour la presse ; on l'entend encore parler haut dans l'église et admonester le prêtre dans ses fonctions s'il n'y apporte pas assez de recueillement. Jouet-on la comédie sur son petit théâtre particulier, elle recommence de plus belle et ramène les acteurs à l'ordre, s'ils jouent de travers. Elle est tour à tour médecin, apothicaire, chirurgien, menuisier, fermière, magistrat, légiste : bref, elle fait tous les métiers chaque jour ; correspond avec son frère investi des plus hautes charges de l'État, avec des littérateurs et des philosophes, avec des juifs et des poètes, avec son fils et ses nombreux parents, et néanmoins elle paraît encore avoir du temps de reste. » Si j'en juge par ce portrait qu'a tracé une main amie, la comparaison de l'*ouragan* n'était pas mal trouvée, et, pour mon compte, j'aurais craint une pareille femme presque à l'égal d'une tempête. Je crois même qu'il est fidèle, si j'en juge par quelques pages où la princesse rend elle-même compte de

ses propres études, et que je citerais volontiers, si je ne voulais arriver sur-le-champ au principal événement de sa vie.

Catherine Woronzow naquit en 1744; la czarine Élisabeth et le grand-prince Pierre la tinrent sur les fonts sacrés; elle fut donc élevée sur les marches du trône. De ces premières années datèrent et son attachement pour le prince Daschkoff, son futur époux, et sa vive amitié pour Catherine, la femme de l'héritier présomptif. Dans la suite, elle ne manqua jamais ni à l'une ni à l'autre de ces deux affections. La princesse peint sous les plus vives couleurs les folies de Pierre III et de ses *sycophantes allemands*, sa grossièreté inouïe, sa puérole *singerie* des mœurs prussiennes. Ce tableau est peut-être empreint d'exagération, mais du moins il nous donne une idée de l'impression que faisait la conduite du czar sur la haute société russe. Ajoutons encore que la sœur de la princesse occupait auprès du monarque une position équivoque qui assurait à celle-ci une tolérance que n'aurait pas fait espérer le caractère brutal et emporté de l'empereur. La jeune Daschkoff allait jusqu'à le contredire, jusqu'à parler aussi haut que lui. Pierre se contentait alors de lui dire : « Vous n'êtes qu'une enfant qui n'entendez rien aux affaires ! » Ou bien, quand la querelle devenait plus sérieuse, il lui tirait la langue ! De pareilles scènes, se répétant souvent, circulaient, grossies, commentées, et valaient à la princesse la réputation d'un caractère ferme et hardi. Elle attribue elle-même à cette réputation la facilité qu'elle trouva ensuite à enrôler des conjurés parmi les gardes. Pour Catherine aussi elle offrait un appui précieux; et celle-ci vit bien vite le parti qu'elle pouvait tirer de son dévouement et de sa dévorante activité.

Cependant la conspiration ne tarda pas à prendre une forme précise; la princesse Daschkoff, tout en feignant de s'occuper uniquement de futilités, s'appliquait chaque jour à lui gagner des partisans parmi les hommes les plus importants et à accroître la haine contre les *étrangers*. Pour mieux atteindre son but et travailler mûrement à l'exécution de ses projets, elle eut l'air de renoncer à sa société habituelle et se retira dans ses terres, sous prétexte d'y surveiller certaines améliorations. Au bout de quelque temps il se manifesta parmi les gardes une sourde fermentation, soigneusement entretenue par les conjurés au moyen de bruits sinistres qui circulaient sur les dangers dont était menacée la vie même de l'impératrice. « Je chargeai, raconte la princesse, quelques officiers au fait de notre affaire de dire aux soldats, qu'ils pouvaient à peine retenir, que j'étais en communication journalière avec la czarine, et que je leur promettais de les laisser agir dès que l'occasion s'en présenterait. Sous tous les autres rapports les choses se passèrent comme d'ordinaire jusqu'au 27 mai, jour à jamais mémorable dans les annales de mon pays; jour durant lequel on passa par toutes les péripéties de la terreur, de l'espérance, de l'angoisse et du ravissement. Quand je pense aux événements de ce jour important et à cette glorieuse révolution, accomplie sans plan préalable et sans aucuns moyens en rapport avec ses résultats; à cette révolution faite par des personnes d'idées, d'opinions, de caractères si différents, ou même si opposés; par des gens presque inconnus les uns aux autres, indignes même d'être rapprochés, n'ayant de commun entre eux qu'un ardent désir d'atteindre un but que le hasard fit réussir

mieux que n'auraient fait les calculs les plus profonds... quand je pense à tout cela, je ne puis y méconnaître l'intervention de la Providence divine. Si les chefs de conspirations voulaient bien avouer la part de l'imprévu et du moment dans le succès de leurs entreprises, il leur faudrait rabattre beaucoup de leur propre mérite. En ce qui me concerne, je le dis sans détour : bien que je fusse la première à reconnaître la possibilité de mettre nos projets à exécution et la nécessité de détrôner un monarque incapable; toutefois ni les histoires que j'avais étudiées, ni la puissance d'une imagination de dix-huit ans, n'auraient pu me montrer cet événement tel que la réalité l'offrit à nos yeux durant ces quelques heures. »

Il est de fait qu'en suivant avec attention le récit de la princesse on se demande comment un complot si mal combiné, d'une trame si transparente, ait jamais pu réussir. Ce ne sont plus ici la sombre détermination d'un Pablen, ni la farouche brutalité d'un Bennigsen qui ourdissent la conjuration : nous avons affaire à des femmes, à quelques brillants officiers, puis à des soudards. Et pourtant, chose curieuse, Pierre III tomba, comme Paul I<sup>er</sup> quarante ans plus tard, par sa lâcheté et son isolement. Il faut lire dans ces mémoires le tableau animé de l'effroi que causa aux conjurés l'arrestation d'un officier dans l'après-midi du 27 juin. Sur-le-champ la princesse Daschkoff prit la résolution de faire quitter Pétersbourg à l'impératrice Catherine et de la transférer au quartier des gardes d'Ismaïloff, qui n'attendaient que le signal pour se soulever. Les Orloff lui vinrent en aide pour ce coup de main, mais trop lentement au gré de son impatience fébrile. Enfin elle reçut la nouvelle que les conjurés ramenaient la czarine vers la capitale et l'avaient proclamée seule souveraine. « Il était alors six heures du matin, continue la princesse. J'ordonnai à ma femme de chambre de m'apporter une toilette de cour, et je me fis conduire au palais d'hiver, où je présumais que Sa Majesté devait s'être établie. Il me serait pourtant difficile de dire comment j'y parvins. Le palais était tellement entouré et chaque entrée tellement obstruée de soldats accourus de toutes les parties de la ville pour se réunir aux gardes, qu'il me fallut descendre de ma voiture et me frayer un chemin à pied à travers la foule. Mais à peine eus-je été reconnue par quelques officiers, que soudain je me sens enlevée par-dessus la tête de tous ces hommes et portée de mains en mains aux applaudissements et aux cris de joie répétés de *Vive notre amie ! Que Dieu vous bénisse !* Enfin je fus déposée dans le vestibule, à demi évanouie, les cheveux épars, les vêtements déchirés et en désordre, témoignages frappants de mon entrée triomphale au palais. Je me précipitai vers l'impératrice, et un instant après nous nous jetâmes dans les bras l'une de l'autre : « Dieu soit loué ! Dieu soit loué ! » C'est tout ce que nous pouvions dire dans ces premiers moments. Puis nous nous racontâmes les épisodes que nous avions eu à subir, interrompant ce récit pour nous embrasser de nouveau. Jamais mortel ne fut plus complètement heureux que moi en cet instant. » Bientôt elle court à Panin pour lui enlever sa grande décoration et en orner la nouvelle souveraine ; deux officiers prêtèrent aussi leurs uniformes pour en revêtir les deux jeunes dames, et l'on se mit en marche vers Péterhoff, où demeurait le malheureux Pierre. Celui-ci avait complètement perdu la tête : il courut d'abord à Oranienbaum, revint à Péterhoff, toujours aussi irrésolu, toujours

succombant sous la frayeur, et il finit par se rendre aux conjurés. « Je ne le vis pas alors, dit la princesse, quoique j'en eusse l'occasion ; mais, d'après ceux qui assistèrent à la scène, il ne paraissait pas très-accablé par ce changement de destinée. Avant de quitter Péterhoff, il écrivit deux ou trois petits billets à l'impératrice. Dans l'un d'eux, que j'ai lu, il abdiquait formellement et, après avoir donné la liste des personnes qu'il désirait avoir près de lui, il demanda que sa table fût bien fournie, sans oublier sa provision de bourgogne, de pipes et de tabac. »

Avec un pareil homme, on finit par comprendre le succès du complot. Cette journée, inaugurée par le concours de la *Providence*, devait aboutir, huit jours plus tard, à un assassinat : la femme de Pierre III, Catherine la Grande, le fit étrangler dans sa prison.

C. F. AUDLEY.

## BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE

LA MORT DU JUIF-ERRANT, poème, par M. ÉDOUARD GRENIER <sup>1</sup>.

Il a paru l'année dernière un poème dont tous les journaux, je crois, ont fait mention, et dont la plupart ont rendu un compte très-favorable. Nous le signalons un peu tard aux lecteurs du *Correspondant* ; mais la *Mort du Juif-Errant* par M. Édouard Grenier n'a rien à craindre du temps ni de l'oubli. Un beau poème n'a pas de date ; il est aussi neuf en 1858 qu'en 1857. Les uns l'ont lu hier, d'autres le liront aujourd'hui, tous le reliront demain.

L'ouvrage appartient à la fois à la légende et à l'imagination. Il est divisé en cinq chants. Au début du premier, qui est intitulé la *Solitude*, le poète nous transporte au sommet des Alpes, dans un nid d'aigle suspendu sous un glacier. C'est là qu'oubliant le monde,

A cet âge de force et de mélancolie,  
Où l'homme, jeune encor, sur son cœur se replie,

il rêve, il médite, il écrit au milieu des spectacles les plus propres à élever la pensée et à épurer le sentiment.

Au déclin d'un jour d'été, un voyageur reçut l'hospitalité dans le chalet du poète. Ses traits amaigris, son front, son regard, sa voix, tout révélait chez lui une longue et mystérieuse douleur. Son jeune hôte l'interroge, mais l'étranger hésite à raconter sa vie. Enfin, cédant à des instances plus vives :

« Ce récit sera court, dit-il d'un ton profond,  
Car mon nom seul suffit à dire mon histoire. »  
Et, baissant ses longs cils sur sa prunelle noire,  
Il se tut, puis enfin reprit en soupirant :  
« Je me nomme Ahasver ; je suis le Juif-Errant ! »

<sup>1</sup> Paris, chez Hachette, 1857.

Le premier chant finit à ce mot et le second commence. L'auteur lui a donné pour titre l'*Orage*. C'est en effet la description d'une tempête dans les Alpes, mêlée à la peinture des tempêtes furieuses qui troublent le cœur d'Ahasver. Pendant que la foudre gronde dans le ciel, la paix semble renaître peu à peu dans l'âme du juif coupable ; les torrents se déchainent, mais ses larmes coulent. L'expiation s'avance, le repentir se fait jour, l'heure du pardon n'est pas éloignée. Pressé de nouveau par son ami, Ahasver consent à entrer dans les détails de ses longues disgrâces.

L'*Expiation* est le sujet du troisième chant. Le Juif-Errant, après avoir été condamné à la vie, avait d'abord accepté sa destinée avec une sorte de joie :

Vivre éternellement, comme Dieu dans le ciel,  
N'est-ce pas le désir, le vœu de tout mortel ?  
Être maître du temps, c'est l'être aussi du monde.  
Je jouirai de tout dans une paix profonde.

Il se trompait, son châtiment fut de vivre. Sa femme, ses enfants, ses amis, tous ceux qu'il connaissait ou qu'il aimait, moururent autour de lui. Il resta seul.

D'un voyage lointain je semblais revenu ;  
Parmi des inconnus j'étais en inconnu.  
Les choses seulement me restaient familières,  
Et pour contemporains je n'avais que des pierres.

Après sa famille il perdit sa patrie. Les Juifs le bannirent comme un fantôme importun ; pour lui, il les maudit à son tour, ne pouvant s'empêcher de comparer les injures qu'il recevait à celles qu'il avait faites :

Peuple vil, m'écriai-je, et dont la cruauté  
Traite un persécuteur comme un persécuté,  
Quand cesseras-tu donc d'être lâche et stupide ?  
Tu n'es, comme la mer, qu'un élément perfide.

Ce n'était là que le commencement de l'expiation. La colère de Dieu n'était pas épuisée. Ahasver se rend à Rome :

Rome, c'était l'empire, et l'empire, la terre.

Son ambition y est déçue, et la volupté l'y trompe comme l'ambition. Il quitte Rome, et il y revient encore. Il parcourt vingt fois le monde, misérable partout et partout accueilli au nom du Christ, qui l'avait condamné à vivre toujours. Ici le Juif errant esquisse en quelques pages les principaux traits de l'histoire du christianisme. Immortel et malheureux témoin de ces triomphes qu'il déteste, il ne peut s'empêcher de les admirer en les peignant :

La terre cependant avait changé de face ;  
Des peuples disparus d'autres prenaient la place.  
Chose étrange ! Frappés de persécutions,  
Les chrétiens morts martyrs renaissaient nations !  
Un autre esprit souffla sur le monde. L'Église  
S'essayait à régner sur la terre soumise,  
Et l'empire romain croulait de toute part.  
S'élançant à l'assaut de l'immense rempart,

Les nations du Nord, comme des troupes fraîches,  
 Se relayaient sans cesse et passaient par cent brèches,  
 Et, versant au vieux monde un sang jeune et vermeil,  
 Venaient prendre leur place au pays du soleil.  
 Scythes, Sarmates, Francs, Goths, Vandales, Abares,  
 L'esprit chrétien domptait l'âme de ces barbares.  
 Comme des léopards qu'on abreuve de lait.  
 L'Église leur versait l'Évangile à long trait.  
 Leur âme, encor naïve, étonnée et ravie,  
 Y buvait les vertus d'une nouvelle vie;  
 Et le rude vainqueur, le géant triomphant,  
 Se couchait à ses pieds comme un petit enfant.

Après dix-huit siècles de voyages et de malheurs, un invincible instinct ramène Ahasver dans la ville éternelle. Il y retrouve le Christ, plus triomphant que jamais, assis, le sceptre en main, parmi les débris du vieux monde. L'âme toute brisée de ce spectacle, il va s'asseoir au haut du Colysée, et il y passe la nuit à écouter les voix réunies de la raison et de la foi, de la nature et de l'histoire. Les ruines de Rome païenne ont un langage bien fait pour humilier la faiblesse humaine; mais la croix qui les domine ne parle que de repentir, de consolation et d'amour. Ahasver entend cette voix qui monte, plus éloquente que jamais, dans l'émotion du silence et de la nuit : « Aime, criait-elle; à genoux, repens-toi, pleure et prie. » Il cède enfin :

« O Christ ! dis-je en courbant le front, tu m'as vaincu. »  
 De cette nuit pour moi date une autre existence.  
 Le vieil homme mourut; une autre loi commence,  
 La loi du repentir et du céleste amour.  
 Sous des rayons plus purs et sous ce nouveau jour,  
 Tout prit un autre aspect à mes yeux sur la terre.  
 . . . . .  
 Je n'erre plus tout seul comme un désolé :  
 Je vis, je souffre, j'aime avec l'humanité,  
 Et je comprends enfin l'énormité du crime  
 Que Dieu poursuit en moi d'un courroux légitime. »

Voilà l'histoire du *Repentir*, qui fait le sujet du quatrième chant. Le *Pardon* ne tardera guère. Tout ému par les récits de son hôte, le poète lui révèle le plus cher de ses vœux. Il voudrait avoir vu, entendu, suivi le Sauveur du monde, baisé le bord de sa tunique et adoré la poussière de ses pieds. Du moins, dit-il au Juif pénitent,

Toi donc, toi qui l'as vu sous sa forme mortelle,  
 Quand il vint apporter la céleste nouvelle,  
 Fais-m'en par la parole un fidèle portrait;  
 Mets-le devant mes yeux : rends-le-moi trait pour trait,  
 Tel que tu dois toujours le revoir en idée,  
 Tel que sous les palmiers l'admira la Judée;  
 Dis-moi quel vêtement tombait sur ses genoux,  
 Si son front était pâle et bien plus haut que nous,  
 Quelle était sa démarche, et sa voix, et son dire,  
 Quand il parlait au peuple, et s'il savait sourire;  
 Quels étaient ses cheveux, sa bouche, et si ses yeux  
 Étaient comme la nuit ou l'azur clair des cieux.



C'est Dieu lui-même qui répond en personne, moins sans doute pour entendre le poète que pour absoudre le maudit. Jésus paraît. A cette vue, l'artiste se trouble; les pinceaux tombent de ses mains, et il ne lui reste plus que le mot de saint Paul, traduit fort poétiquement, *oculus non vidit* :

Non ! je n'essayerai pas de retracer aux yeux  
Ce qui n'a de contour et de forme qu'aux cieux !  
Non ! je n'essaierai pas, dans un mot périssable,  
D'enfermer l'infini, de dire l'ineffable !  
Le mot et la couleur, et la forme et le son,  
En vain, pour l'exprimer, créeraient à l'unisson.  
Même dans les transports du plus juste délire,  
Ce n'est pas au poète à dépasser sa lyre.  
Grâce, beauté, grandeur, douceur et majesté,  
C'est l'homme encore. Ici, c'est la Divinité !

Le Christ ne dit que deux mots à Ahasver :

J'apporte le pardon, prix de ton repentir.  
Sois heureux ! Maintenant, tu peux enfin mourir.  
..... Puis, se tournant vers moi,  
Il me toucha le front en disant : « Souviens-toi ! »

Le Juif-Errant était mort; le poète était évanoui. Le lendemain celui-ci prit soin de la dépouille d'Ahasver et la déposa au sommet d'un glacier.

Et c'est là qu'il repose, inconnu, solitaire,  
Perdu dans la nuée au-dessus de la terre.

Je ne suis pas de ceux qui blâmeront ici l'intervention du divin Sauveur; peut-être aurait-elle pu être mieux amenée, mais on sent assez qu'un tel sujet ne pouvait finir que par un tel dénouement. Il n'y a rien qui ne soit parfaitement conforme à l'esprit du christianisme. Dieu visite chaque jour, non pas en figure, mais en esprit et en vérité, dans la prière et dans la communion, ceux qu'il relève, ceux qu'il instruit, ceux qu'il aime. Sa présence invisible est le bienfait du chrétien; son apparition sous une forme mortelle est le privilège du poète.

De petites Revues ont raillé M. Grenier sur le choix de son sujet. « Le Juif-Errant est mort, a dit l'une d'elles; tant mieux, on n'en parlera plus. » Nous croyons que cet ouvrage mérite d'être jugé autrement que par une boutade. La légende dont le poète s'est emparé est, comme on le sait, l'image du peuple juif, errant parmi les nations. Mais cet exil doit finir un jour, et c'est le repentir qui conduira Israël à la vraie foi. Ce jour est-il proche? Tout l'annonce. Les derniers descendants du peuple hébreu n'ont pas encore embrassé le christianisme; mais ils abandonnent de plus en plus les traditions judaïques. S'ils n'ont pas encore repris leur place dans la vie religieuse, on les tolère, on les accepte, on les emploie dans la vie politique. Avocats, députés, ministres, notre siècle les voit entrer sans trop d'étonnement dans les conseils des rois ou des nations. Cette sorte d'hospitalité civile, semblable à celle que le chantre du Juif-Errant accorda à Ahasver, n'est-elle pas propre à favoriser le repentir et à faire couler les larmes? Encore un peu, et ce sera vraiment la mort du Juif-Errant.

A un point de vue plus élevé, si l'auteur a voulu peindre l'humanité tout entière sous la figure du proscrit de Jérusalem, on ne peut que le louer de son heureuse inspiration. Dans un temps où la chair a été réhabilitée et glorifiée, on ne saurait trop nous dire que l'homme coupable ne se relève qu'en fléchissant le genou, qu'il n'y a de vraie consolation que dans les larmes, et que la mort est une espérance plutôt encore qu'une douleur : *Speranza di morte!*

Il y a vingt-cinq ans, on se serait demandé si M. Grenier appartenait par son style aux classiques ou aux romantiques. Habituellement clair, sobre, mesuré comme les premiers, il coupe et suspend quelquefois ses vers à la manière des seconds, et il leur emprunte certains tours un peu familiers, certaines expressions que la haute poésie n'a pas encore avouées. Aujourd'hui, que les qualités et les défauts des deux écoles se sont mêlés et confondus dans une littérature dont le caractère n'est pas fixé, on dira qu'il les a hantées toutes deux et qu'il a profité de l'une et de l'autre.

Tel est le début de M. Grenier. Son nom était depuis quelque temps déjà promis aux lettres. Nodier, qui l'aimait, encouragea les essais de sa première jeunesse; mais cet illustre suffrage n'a pu le décider à jeter, avant le commencement de l'âge mûr, ses chants aux échos de la renommée. Il faut le louer aussi d'avoir su mêler les inspirations des champs à celles de la ville. Il pense et il écrit dans les loisirs de la solitude; il corrige ses livres et les publie au centre du mouvement politique et littéraire de son siècle. A l'apparition de son poème, la Franche-Comté, sa patrie, l'a revendiqué, avec une pieuse jalousie, comme une gloire naissante, et l'Académie de Besançon vient de l'inscrire sur la liste de ses correspondants. Ces distinctions modestes portent bonheur aux gens de lettres; elles leur en présagent d'autres qui leur font plus d'honneur sans doute, mais qui ne leur seront pas plus agréables. M. Grenier les méritera en continuant à justifier le titre de poète chrétien que son premier ouvrage lui a valu.

L. BESSON.

HISTOIRE DES CLASSES RURALES EN FRANCE ET DE LEUR PROGRÈS DANS L'ÉGALITÉ ET LA PROPRIÉTÉ, par HENRI DONIOL. — Paris, Guillaumin, 1857.

Le sujet de concours qu'avait choisi pour l'année 1852 l'Académie des sciences morales et politiques, c'était l'histoire de la condition des classes rurales en France depuis le treizième siècle jusqu'à la Révolution de 1789. Parmi les nombreux concurrents dont elle eut à apprécier les travaux, l'un d'eux, M. Henri Doniol, a voulu faire plus que l'Académie ne lui demandait, et, après lui avoir soumis son Mémoire, il donne au public un ouvrage important sur la même matière.

Éclairer les origines du servage en France, distinguer les caractères des personnes sous le régime seigneurial, étudier les effets de la hiérarchie féodale sur la situation des classes agricoles, développer les conditions de l'état des serfs en France en les comparant à celui des personnes libres, dé-

voiler les causes qui amenèrent l'affranchissement des premiers, raconter sa marche, ses progrès, sa victoire, tel est le but des deux premiers livres de l'ouvrage. Ce que l'auteur a fait pour les serfs, il le fait pour les vilains. Il expose les droits seigneuriaux qui les frappent, leur limitation sous l'action de la révolution communale du quatorzième siècle. Il établit les conditions économiques de la propriété par rapport à ses différents détenteurs, quels que soient leurs titres; il dit comment l'intervention de la puissance publique les modifie; enfin, dans une dernière division, il fait assister le lecteur au développement des classes agricoles à travers les événements politiques, depuis le treizième siècle jusqu'en 1789.

Désormais tous ceux qui voudront s'occuper de l'histoire politique de la France devront lire ce livre. Peut-être en trouveront-ils le style parfois difficile, mais l'intérêt du sujet les fera passer sur ce défaut. Je crois en effet que, dans les ouvrages historiques, c'est surtout à la pensée, aux recherches, qu'il faut s'attacher bien plus qu'au langage. Si M. H. Doniol nous fait assister au grand spectacle des classes rurales s'élevant de l'esclavage à la liberté, du servage à l'égalité civile, s'il arrive à son but après avoir dépeint toutes les péripéties de la lutte, qu'importent quelques phrases obscures ou quelques expressions trop neuves? Pour moi, j'y ai trouvé les qualités de l'histoire sérieuse : la connaissance exacte des faits, de savantes recherches, une appréciation éclairée et judicieuse; et j'ai regretté, en fermant le livre, que l'auteur se soit arrêté là où il a fini.

M. H. Doniol n'a dépassé que timidement les bornes du concours de l'Académie; puisque, après un mémoire, il faisait un livre, il ne devait pas se restreindre dans les limites que la prudence de l'Académie avait imposées à son premier travail. N'y a-t-il donc rien à dire sur l'histoire des classes rurales depuis 1789? Les révolutions de notre histoire contemporaine n'ont-elles été pour rien dans leur progrès, vers l'égalité et la liberté? Faut-il taire ce que la monarchie constitutionnelle a fait pour elles? Cette instruction qu'elle leur a donnée, ce bien-être auquel elle les a élevées, sont-ils indignes d'arrêter les regards de l'historien? N'est-ce pas, enfin, pendant la première moitié de ce siècle que le progrès des classes rurales, au point de vue de la propriété du sol, indice évident de l'amélioration de leur condition, a été le plus considérable et le plus manifeste? Je signale ces réflexions à M. H. Doniol, en espérant qu'il complétera ses études; nul n'est plus digne que lui d'achever l'œuvre commencée.

LÉON VINGTAIN.

# REVUE CRITIQUE

---

- I. *De l'Origine du langage*, par M. Ernest Renan. Paris, Michel Lévy. 1 vol. in-8. — II. *De l'Invention, dialogue servant d'introduction à la philosophie de Rosmini*, par Manzoni, traduit par M. de Fresne. Paris, Auguste Vaton. 1 vol. in-12. — III. *Dictionnaire de philosophie et de théologie scolastiques au moyen âge*, par M. Frédéric Morin. Paris, Migne. 2 vol. in-4. — IV. *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du onzième au seizième siècle*, par M. Viollet-le-Duc, t. II et III. Paris, Bance. 2 vol. in-8. — V. *Architecture civile et domestique au moyen âge et à la renaissance*, par MM. Aymard-Verdier et Cattois. Paris, Victor Dideron. 2 vol. in-4. — VI. *Revue de l'art chrétien*, publiée sous la direction de M. l'abbé Corblet, t. I. Paris, A. Pringuet, in-8. — VII. *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen*, par M. Ernest de Fréville. Paris, Auguste Durand; Rouen, Le Brument. 2 vol. in-8. — VIII. *Histoire du canton d'Athis (Orne)*, par M. le comte de la Ferrière-Percy. Paris, Auguste Aubry. 1 vol. in-8. — IX. *La Poésie devant la Bible*, par M. Jules Bonnet. Paris, E. Dentu. 1 vol. in-8. — X. *Œuvre du baron Gérard gravée à l'eau-forte*. Paris, Vignières et Rapilly. 3 vol. in-folio. — XI. *Un Mot sur M. Aroux*.

## I

La linguistique est une science qui, pour ses développements et pour sa méthode, ne date que d'hier. Mais l'étude de l'essence philosophique du langage et de son origine a toujours été considérée comme l'un des plus difficiles et des plus importants problèmes de la psychologie. L'antiquité cependant, sauf un dialogue de Platon et quelques mots d'Aristote, ne paraît pas s'en être beaucoup préoccupée. L'opinion la plus généralement admise était celle des épicuriens, qui appliquaient à l'origine et à la formation du langage leur hypothèse grossièrement matérialiste d'une humanité primitive vivant à l'état sauvage et presque bestial. D'après cette opinion, l'homme aurait d'abord été muet comme les animaux, *mutum et turpe pecus*, mais plus tard le besoin l'aurait amené à proférer des sons, d'abord inarticulés, vagissements de l'enfance de l'humanité, qui peu à peu, par le temps, se seraient réglés, perfectionnés, et auraient traversé toutes les phases d'un progrès lent et continu.

C'est surtout la philosophie moderne qui a tenté de rechercher l'origine du langage. A la fin du dix-septième siècle, Locke plaçait dans son *Essai* l'étude des mots à côté de l'étude des idées, et y consacrait un livre entier sur les quatre livres dont se compose cet ouvrage. Mais la doctrine sensualiste du philosophe anglais l'enfermait dans des limites trop étroites pour qu'il pût arriver à une solution satisfaisante. Leibnitz, répondant à Locke et relevant avec toute la puissance et l'éclat de son génie la bannière du spiritualisme, suivit son adversaire sur le terrain de l'étude analytique du langage

et de son origine. Là encore il l'écrasa par l'étendue prodigieuse de ses connaissances aussi bien que par la hauteur de son admirable intelligence. Leibnitz devina les traits principaux de la philologie comparée et en entrevit les applications. Il repoussa la théorie qui ne voyait dans le langage qu'une convention arbitraire formée sous l'influence des causes extérieures et indiqua, dans les facultés naturelles de l'âme et dans les idées innées, le fondement nécessaire de l'institution des signes de la parole. Comparant les divers éléments que son époque avait à sa disposition, Leibnitz rechercha avec une ingénieuse sagacité les rapports qui peuvent exister entre la forme des mots et les idées qu'ils expriment, et atteignit dans cette voie à des résultats souvent réels, quelquefois contestables.

Les philosophes du dix-huitième siècle voulurent à leur tour résoudre le problème du langage et revinrent aux rêveries des épicuriens antiques.

Condillac modifia néanmoins ces idées, pour les faire concorder avec sa doctrine de la sensation, mais sans arriver à une conclusion plus raisonnable. La parole est pour lui plus que l'auxiliaire de la pensée, elle en est la condition primitive et nécessaire. S'il est certain qu'il n'y a pas de parole sans pensée, il l'est également à ses yeux qu'il n'y a pas de pensée sans parole. Ces deux éléments forment un ensemble, une dualité irréductible : car la pensée, se composant entièrement de termes abstraits, suppose nécessairement l'existence de ces termes, c'est-à-dire du langage. Parler étant penser, et la parole étant indissolublement liée à la pensée, les origines de l'une sont les mêmes que celles de l'autre. L'homme commence donc par être muet, puis, la sensation créant en lui la pensée, crée nécessairement en même temps la parole, composée d'abord de *signes naturels*, puis de *signes arbitraires* convenus entre les hommes. Une semblable conclusion n'a pas besoin d'être réfutée.

Lorsque, à la voix éloquente de Chateaubriand, éclata la renaissance catholique qui ouvrit si noblement notre siècle et fera son éternel honneur, un des penseurs les plus éminents qui guidèrent ce mouvement, M. de Bonald, dans ses *Recherches philosophiques*, aborda à son tour la question de l'origine du langage. M. de Bonald ne croyait pas, comme Leibnitz, que les forces de l'intelligence humaine eussent été capables d'inventer par elles-mêmes le langage ; il lui attribuait une origine plus haute ; il y voyait l'œuvre de Dieu. Pour réfuter Condillac et parvenir à une conclusion diamétralement opposée, l'éloquent philosophe semble d'abord être d'accord avec lui. Il n'admet pas seulement que l'homme ne pense actuellement qu'avec le secours des signes, mais il suppose que la pensée n'a jamais pu se produire sans l'existence d'un langage articulé. Condillac concluait de cette indivisibilité du langage et de la pensée que l'un comme l'autre était le résultat nécessaire de la sensation. M. de Bonald répond : Si le langage est nécessaire à la pensée, il est également évident que sans pensée le langage n'est qu'un vain bruit. De cette nécessité réciproque résulte l'impossibilité de l'invention du langage par l'homme, car pour inventer il faut penser. Il n'y a donc qu'une solution possible et admissible, c'est de supposer le don simultané de la pensée et de la parole comme fait directement à l'homme par Dieu.

M. de Bonald poussait cette doctrine plus loin qu'une simple expression

de la dépendance de l'homme vis-à-vis de son Créateur, dont il a reçu toutes ses facultés. Suivant lui, l'homme, au moment où Dieu l'a placé dans le monde, était muet et privé de pensée ; ses facultés intellectuelles existaient en lui à l'état de germe, mais elles étaient frappées d'impuissance, incapables de se manifester, et, par suite, de produire. Tout à coup la lumière a éclairé ces ténèbres, et le miracle a été produit par la parole de Dieu qui a frappé l'oreille de l'homme et lui a révélé le langage. C'est ce langage, enseigné au premier homme d'une façon surnaturelle par le Créateur, qui l'a révélé à lui-même et a été pour son intelligence une source de création et de vie.

A l'époque où M. de Bonald défendait si éloquemment les principes du christianisme, un penseur profond, que la philosophie devait plus tard ramener à la foi, Maine de Biran, essayait d'établir sur les ruines du sensualisme les fondements d'une psychologie spiritualiste. Maine de Biran n'acceptait pas plus les idées de M. de Bonald que celles de Condillac sur l'origine du langage ; il ne croyait pas plus à la langue révélée surnaturellement qu'à la parole produite avec la pensée par la sensation extérieure. Son opinion se rapproche plutôt de celle de Leibnitz. Comme lui, c'est dans l'exercice libre et réfléchi des facultés de l'âme humaine qu'il va chercher la naissance du langage. Il y voit l'œuvre d'une raison présente à elle-même qui, par une suite d'opérations successives, crée un signe extérieur de ses pensées qui lui sert à les exprimer en lui-même et à les communiquer aux autres hommes.

Depuis Maine de Biran la philosophie semblait avoir laissé de côté la recherche du problème dont nous venons d'esquisser rapidement l'histoire. Mais une branche des sciences expérimentales se fondait et allait ouvrir une voie nouvelle. La philologie comparée était créée par les travaux des Schlegel, des Bopp, des Guillaume de Humboldt, des Burnouf et des Grimm, et entraînait dans ses recherches toutes les formes du langage humain. Ce n'était plus désormais seulement dans l'analyse des facultés de l'entendement qu'il fallait rechercher les origines du langage, comme l'avaient fait jusque-là tous les philosophes qui s'étaient occupés de cette question ; il fallait demander aux langues elles-mêmes comment elles avaient été produites, et y rechercher la trace des opérations de l'esprit qui avaient présidé à leur naissance et à leur formation.

M. Renan est le premier qui ait tenté d'introduire ces résultats dans la philosophie. Le livre de *l'Origine du langage* date en effet de 1848. Depuis sa première apparition, de nouveaux travaux ont paru sur la même question. Un des plus illustres philologues de notre époque, Jacob Grimm, y a consacré un Mémoire inséré dans le recueil de l'Académie de Berlin ; M. Bunsen, bien connu par ses recherches sur l'Égypte, et un jeune savant allemand établi en Angleterre, M. Max Müller, s'en sont également occupés dans plusieurs ouvrages. C'est à la suite de ces divers travaux que M. Renan vient de publier de son livre une seconde édition <sup>1</sup> grossie d'une introduction nouvelle où il analyse et critique les opinions de MM. Grimm, Bunsen et Müller.

M. Renan a-t-il réussi dans la tâche qu'il s'était proposée ? A-t-il trouvé la solution définitive du problème qu'il étudiait ? Nous ne le croyons pas.

<sup>1</sup> Un vol. in-8., chez Michel Lévy frères.

M. Renan repousse également l'hypothèse de M. de Bonald et celle de Maine de Biran qu'il ne fait connaître que par des citations incomplètes. L'homme n'est pas en état, suivant lui, de se créer un langage par l'usage réfléchi de sa raison. Cependant la parole ne lui est pas un don du dehors, elle provient de l'exercice de ses facultés naturelles. « Il ne reste donc qu'un  
 « seul parti à prendre, c'est d'en attribuer la création aux facultés humaines  
 « agissant spontanément et dans leur ensemble. Le besoin de signifier au  
 « dehors ses pensées et ses sentiments est naturel à l'homme. Tout ce qu'il  
 « pense, il l'exprime intérieurement et extérieurement. Rien non plus d'ar-  
 « bitraire dans l'emploi de l'articulation comme signe des idées. Ce n'est ni  
 « par une vue de convenance ou de commodité, ni par imitation des ani-  
 « maux, que l'homme a choisi la parole pour formuler et communiquer sa  
 « pensée, mais bien parce que la parole est chez lui naturelle, et quant à sa  
 « production organique et quant à sa valeur expressive.... Il serait absurde  
 « de regarder comme une découverte l'application que l'homme a faite de  
 « l'œil à la vision, de l'oreille à l'audition : il ne l'est guère moins d'appeler  
 « invention l'emploi de la parole comme signe expressif.... L'usage de l'arti-  
 « culation n'est donc pas plus le fruit de la réflexion que l'usage des différents  
 « organes du corps n'est le résultat de l'expérience... L'homme est natu-  
 « rellement parlant, comme il est naturellement pensant. »

Philosophiquement une semblable opinion peut-elle être admissible?

M. Renan traite en effet dans son livre le langage de produit *spontané et aveugle* de toutes les facultés humaines en exercice. Il suppose donc que les facultés ont enfanté le langage comme un produit nécessaire de leur vertu intime, sans aucun exercice de la raison, de la réflexion ni de la volonté. Il assimile l'esprit humain se créant son langage à l'œil qui perçoit naturellement et immédiatement les objets colorés. Une telle assimilation renverse les lois fondamentales de toute psychologie. La matérialisation de la parole et par suite de la pensée en est la conséquence inévitable. Le langage n'est plus qu'un acte matériel analogue à la vision, acte qui ne peut être que le produit des impressions extérieures, et nous en revenons ainsi à la théorie de Condillac qui faisait créer le langage avec la pensée par la sensation.

D'ailleurs M. Renan n'explique pas le problème, il le supprime. Il admet l'union constante et l'indivisibilité de la pensée et de son expression, mais il ne recherche ni le comment ni le pourquoi de cette union. C'est pourtant là le point le plus nécessaire à étudier. Quelle relation existe-t-il entre la pensée et son signe extérieur ou intérieur? Par quelles opérations de l'esprit le rapport se trouve-t-il établi entre ces deux termes en apparence irréductibles, mais dont la diversité est incontestable? Cette recherche n'est pas facile, car l'habitude oblitère presque entièrement la trace des opérations qui produisent ce rapport, mais elle n'en est pas moins importante et indispensable. Il est vrai que M. Renan déclare qu'il est aussi inutile de rechercher quand et comment la parole s'est produite que de demander quand et comment la pensée s'est également produite. Il serait facile de déclarer ainsi toute recherche oiseuse; d'un trait de plume l'auteur de l'*Origine du langage* supprime le but et l'utilité de la psychologie.

Au point de vue de la philologie, les idées de M. Renan nous semblent

aussi contestables qu'au point de vue de la philosophie. Grimm dans son mémoire était arrivé par l'étude des langues à une conclusion analogue à celle de Maine de Biran, c'est-à-dire à l'invention réfléchie du langage; M. Renan prétend en faire ressortir tout le contraire. Pour cela, il n'admet pas que les langues aient primitivement passé par un état simple et monosyllabique avant d'atteindre un état plus compliqué et polysyllabique, et il renouvelle ainsi une idée qu'Abel Rémusat avait déjà antérieurement exposée avec un grand éclat de forme et de style. M. Renan n'admet que deux états dans l'évolution des langues : l'état synthétique qui, selon lui, est le primitif, état riche et exubérant où les relations des idées sont exprimées par des flexions qui ne font qu'un avec le mot et sont d'autant plus nombreuses que la langue est plus ancienne, et l'état analytique, qui vient après, où le peuple, incapable d'observer une grammaire aussi savante, brise l'unité du mot fléchi, et, indiquant les rapports des idées par des particules ou des auxiliaires, préfère la juxtaposition des diverses parties de l'expression. Il compare ces deux phases de développement à celles du langage des enfants qui veulent d'abord tout exprimer à la fois et qui n'arrivent que par la suite à une réflexion de plus en plus claire. Mais cette théorie ne tient pas compte d'une forme des langues, antérieure à la forme synthétique, et dont Grimm avait avec sa supériorité habituelle constaté l'existence. C'est l'état monosyllabique et analytique dont l'égyptien et le chinois, les deux idiomes les plus anciens que nous connaissions, sont demeurés les monuments. La langue est composée alors de monosyllabes qui s'agglomèrent sans crase pour former les mots composés; il n'y a pas de distinction de parties du discours, il n'y a dans la langue qu'une chose, le mot, *verbum*, dont d'autres mots distincts, qui expriment les relations des idées entre elles, déterminent le rôle substantif, adjectif ou verbal. J'ai cité l'égyptien et le chinois, car ce sont les seules langues qui n'aient pas subi d'autres évolutions et qui se présentent à nous avec cette physionomie; mais les langues qui s'offrent sous leur forme la plus ancienne comme synthétiques et douées de flexions, telles que les langues indo-européennes, portent la trace de l'état primitif, analytique et monosyllabique. Les travaux de Bopp, de Grimm, de Graefe et de Benfey, ont établi d'une manière certaine que dans ces langues les flexions doivent leur origine à des particules qui se sont attachées à la fin ou au commencement des mots et se sont plus tard fondues avec eux par une crase. Il est vrai que M. Renan dit qu'on n'est point autorisé à conclure de là « qu'à une certaine époque cette agglutination n'avait pas encore lieu. » M. Renan dans un passage de son livre reproche aux philosophes du dix-huitième siècle d'avoir pris l'homme avec toutes ses idées actuelles et leur mécanisme, et de transporter ces idées dans les siècles primitifs; mais c'est la même chose qu'il fait dans cette circonstance pour les langues en prétendant donner pour l'état primitif des langues leur forme secondaire et compliquée.

Nous reprochons à M. Renan de n'avoir pas tenu compte de l'égyptien dans son étude sur les caractères des langues primitives, mais ce reproche s'applique à tous ceux qui se sont occupé de la même question. Et cependant la langue égyptienne ne mérite pas une semblable négligence. C'est celle qui possède les monuments les plus anciens, et qui présente en elle-même



le caractère le plus positivement primitif. Pour le philologue, elle est d'un extrême intérêt; car c'est un idiome étroitement apparenté avec les langues sémitiques et qui fait juger de leur état le plus ancien, alors que les racines étaient monosyllabiques et n'avaient pas encore subi ce remaniement artificiel qui leur a imposé la forme constamment disyllabique et trilitère sous laquelle elles se montrent à nos yeux. Cet état primitif des langues sémitiques, dont l'existence avait été admise par des hommes tels que Michaëlis, Adlung, Klaproth, Gesenius et Guillaume de Humboldt, a été contesté par M. Renan. Pour le philosophe que préoccupe le problème de l'origine du langage, l'égyptien a aussi une importance capitale. Dans cet idiome si antique, et dans lequel on peut remonter au delà des monosyllabes à de véritables monades du langage, il est impossible de ne pas reconnaître même la trace des opérations réfléchies et inventives de la raison humaine, et cette étude amène inévitablement aux conclusions où la psychologie avait amené Maine de Biran, et où l'examen des langues indo-européennes avait également conduit Jacob Grimm.

M. Renan paraît disposé à admettre l'existence de plusieurs créations successives de l'humanité: aussi repousse-t-il toute hypothèse d'unité primitive de langage. A chaque création, à chaque race d'hommes correspond une famille de langues dont la différence avec les autres est la conséquence d'une différence d'organisme et de facultés. Plusieurs des meilleurs philologues de notre époque ont soutenu l'opinion contraire et ont ouvert la voie aux rapprochements des trois grandes classes de langage, sémitique, indo-européenne et touranienne<sup>1</sup> dans leur état primitif. M. Renan ne discute pas leurs idées et leurs preuves; il les repousse par une dédaigneuse fin de non-recevoir et une pétition de principes: cela n'est pas suffisant.

Je laisse de côté une conclusion où l'auteur nie la possibilité de l'intervention surnaturelle de Dieu dans les choses de ce monde, ce qui prouverait, dit-il, sa faiblesse, et non sa puissance. Je ne parle pas non plus de la préférence donnée constamment aux traditions de la mythologie païenne sur les récits de la Bible, où M. Renan ne voit que des mythes. Ce sont les procédés habituels de l'école à laquelle il appartient; ils sont connus, et n'ont plus besoin de réfutation.

## II

L'Italie, de notre temps, a vu apparaître un nouveau système de philosophie. Son auteur, Rosmini, était un saint prêtre, d'un zèle et d'une charité apostoliques; fondateur d'ordre, il créa l'institut de la Charité, destiné à la

<sup>1</sup> Les Persans désignaient par le mot *Touran* tous les peuples étrangers à la race arienne, situé au delà de l'Oxus. La philologie moderne comprend sous l'application de *touranienne* une famille de langues différente de la famille sémitique et de la famille indo-européenne, et dont les principaux idiomes sont le finnois, le magyar, le turc, le mongol et les autres langues tartares, le tamoul; quelques savants, tels que M. Max Müller, y ajoutent même le chinois.

prédication, à l'enseignement et au soin des malades. Penseur original et hardi, il traita successivement toutes les parties de la philosophie. Nous n'avons pas la prétention de juger ici son système, qui a rencontré des contradicteurs habiles et autorisés, mais en même temps des défenseurs chaleureux et intrépides. Parmi ces défenseurs, on doit citer au premier rang l'homme illustre dont l'Italie s'honore à si juste titre, et dont la maladie, heureusement presque dissipée aujourd'hui, vient d'être l'objet d'une manifestation unanime de respect et d'ardente sympathie de la part de toute la nation : nous voulons dire Manzoni. Manzoni était intimement lié avec Rosmini et l'un des plus fervents disciples de sa philosophie. Du vivant de son ami, il avait entrepris une série de douze dialogues à la manière de Platon, destinés à répandre et à populariser les idées de Rosmini. Un seul a paru ; le philosophe italien avait applaudi à ce début de l'œuvre de Manzoni, mais la mort vint le frapper, et le grand écrivain abandonna son travail. C'est cet unique dialogue *De l'Invention* qu'un ami de Manzoni, M. de Fresne, amateur distingué des lettres et des arts, vient de faire connaître au public français <sup>1</sup>.

La philosophie rosminienne est un idéalisme qui semble aller aussi loin que celui de Malebranche. Selon son auteur, l'invention n'est qu'une imitation de l'idée. Telle est la donnée que Manzoni a développée dans son dialogue, qui devait être le premier de la série, comme s'il eut voulu débiter par le point le plus personnel et le plus difficile à admettre de la philosophie de son ami. Le dialogue, du reste, est charmant : c'est une imitation extrêmement habile des dialogues de Platon. L'exposition y est claire, élégante, très-bien mise en scène. C'est certainement une production digne du grand poète de l'Italie moderne, et elle ne donne qu'un regret : c'est qu'il n'ait pas complété son œuvre, et, continuant la série de ses dialogues, exposé dans son entier le système de Rosmini sous une forme qui rappelle heureusement celle du plus grand et du plus éloquent philosophe de l'antiquité, du père des doctrines idéalistes.

M. de Fresne, en nous donnant la traduction de ce dialogue, a rendu, à tous ceux qui s'intéressent encore aux études sérieuses, un véritable service. Sa traduction est élégante, précise, littéraire, et, comme écrivain, elle lui fait grand honneur.

### III

C'est à l'étude de la philosophie du moyen âge que M. Frédéric Morin a consacré ses travaux, et ce sont les résultats de ses recherches qu'il publie dans un *Dictionnaire de philosophie et de théologie scolastiques au moyen âge*, qui fait partie de la troisième série de l'Encyclopédie théologique de M. l'abbé Migne. M. Morin est un des écrivains les plus distingués du parti républicain ; c'est en même temps un métaphysicien pénétrant et un chrétien convaincu. Les lecteurs du *Correspondant* connaissent du reste son talent, car il fut un temps où il prenait une part active à la rédaction de ce recueil.

Son livre contient le résumé des opinions et des doctrines des philosophes

<sup>1</sup> Un vol. in-12, chez Auguste Vaton.

du moyen âge et l'histoire des principales questions qui divisèrent les penseurs de cette époque. C'est le fruit de patientes et immenses recherches, et l'auteur y a déployé une érudition vaste et toujours sûre qui mérite notre admiration. Nous ferons cependant un reproche à M. Morin, c'est de s'être un peu trop laissé entraîner par les goûts et les aptitudes de son esprit à donner le premier rang dans la philosophie scolastique aux problèmes d'ontologie qui, en réalité, ne tiennent que la seconde place dans le système de cette philosophie. Mais, à ce point de vue un peu exclusif, nous gagnons dans le livre de M. Morin une très-remarquable exposition de la manière dont les divers écrivains du moyen âge ont entendu ces questions, exposition qui n'avait pas été faite jusqu'ici aussi complète et aussi méthodique. C'est surtout sous ce rapport que le *Dictionnaire de philosophie scolastique* se recommande à l'attention de tous les penseurs.

## IV

M. Morin nous parle de la philosophie du moyen âge, M. Viollet-le-Duc s'occupe des arts à la même époque. Déjà, il y a trois ans, dans ce recueil, une plume plus habile et plus autorisée que la mienne, a parlé du premier volume du *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du onzième au seizième siècle*<sup>1</sup>. Je ne reviendrai pas sur le jugement porté par cette plume dont les arrêts me sont chers et respectables à plus d'un titre. Je dirai seulement que les éloges que mon père décernait à M. Viollet-le-Duc continuent à être de plus en plus mérités par la continuation de l'ouvrage, et que, sur les points où ses restrictions étaient plus nombreuses et son appréciation plus sévère, les deux nouveaux volumes publiés depuis 1855 sont marqués d'un véritable progrès.

Le *Dictionnaire de l'architecture française*, quoique comptant déjà trois volumes, ne va encore que jusqu'au mot *Console*. C'est dire quelles seront son étendue et son importance lorsqu'il sera terminé, quelle richesse et quelle variété de faits et de détails il renferme. Plusieurs articles des deux nouveaux volumes sont de véritables traités *ex professo* qui contiennent des renseignements complets sur une matière générale; nous citerons entre autres les articles *Autel*, *Cathédrale*, *Chapelle*, *Château*, *Clocher*, dont chacun ferait un livre à lui seul. D'autres, plus techniques, résument toutes les modifications apportées dans les différents siècles du moyen âge à telle ou telle partie d'un édifice, à tel ou tel membre d'architecture; nous aurions beaucoup d'articles de ce genre à citer, nous nous bornons à en indiquer deux, *Base* et *Chapiteau*, remarquables par l'abondance des exemples, et où, comme dans le reste du livre, l'élégance et la précision du style se joignent à la science et à l'habileté de l'artiste. Pour accompagner ses descriptions, ou lorsqu'elles lui font défaut, M. Viollet-le-Duc a un admirable crayon à son service. Son ouvrage est rempli à chaque page de dessins exécutés avec cette exactitude et cette finesse qui assurent sans contestation à M. Viollet-le-Duc le premier rang parmi nos architectes dessinateurs.

<sup>1</sup> Paris, chez Bance.

## V.

C'est aussi un habile dessinateur que M. Aymard-Verdier, et les planches de son ouvrage sur l'*Architecture civile et domestique au moyen âge et à la renaissance*<sup>1</sup> font honneur à son talent. La splendeur des édifices religieux du moyen âge attire les yeux presque exclusivement; on néglige en général les monuments de la vie civile plus modestes, cachés souvent aux regards dans les rues obscures de quelques villes. Et cependant ces monuments sont aussi nécessaires à connaître pour se former un jugement complet sur l'architecture du moyen âge; ils présentent souvent un haut intérêt sous le rapport de l'art et nous font entrer mieux que toute autre chose dans les habitudes de la vie intime de nos pères.

M. Aymard-Verdier a entrepris de tirer de l'oubli les principaux de ces édifices, et de remplir ainsi une importante lacune de l'histoire de l'art, en faisant connaître par une série d'exemples choisis de quelle manière l'art du moyen âge et celui de la renaissance avaient su se plier aux conditions nécessaires des différents genres de constructions civiles et domestiques. Hôtels de ville et maisons communes, hôpitaux, palais de justice, prisons, piloris et gibets, universités, collèges et écoles, halles, marchés et greniers d'abondance, bourses et douanes, fontaines, lavoirs et abreuvoirs publics, sont successivement passés en revue. Puis viennent les monuments de l'architecture domestique, les palais, châteaux non fortifiés et manoirs, les maisons particulières et les constructions rurales, les fermes et les granges. La France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne fournissent chacun leur contingent à ce recueil, qui, par l'exécution distinguée de ses planches, demeurera un précieux monument.

Malheureusement le texte n'est pas partout à la hauteur des planches. Son auteur, M. le docteur Cattois, y a mêlé trop souvent des considérations historiques et politiques étrangères à son sujet, auxquelles on est loin de pouvoir toujours donner son approbation.

## VI

La *Revue de l'art chrétien*, dirigée par M. l'abbé Corblet<sup>2</sup>, est également destinée à l'étude de l'architecture et des arts du moyen âge. Cette Revue paraît spécialement s'adresser aux membres du clergé. Elle compte déjà un an d'existence et a publié un certain nombre de travaux intéressants, parmi lesquels nous citerons plusieurs dissertations de M. l'abbé Corblet, deux articles sur les *Pavages en carreaux émaillés*, par MM. Schmidt et Decorde, une étude sur le *Christ triomphant*, par M. Grimouart de Saint-Laurent, et une bibliographie des ouvrages qui paraissent sur l'archéologie, très-complète et très-soigneusement faite. Elle est surtout remarquable par un très-grand zèle et une ferveur d'admiration extrême pour les monuments de notre architecture gothique. Ce zèle est utile, et nous en félicitons les auteurs de la *Revue de l'art chrétien*; mais, dans notre pays où l'on pousse toujours les choses à l'extrême, on passe trop souvent d'un excès à l'autre, et la mesure exacte est une qualité bien rare. Il y a trente ans à peine, on

<sup>1</sup> Deux vol. in-4, chez Victor Didron.

<sup>2</sup> Paris, chez A. Pringuet.

ne comprenait guère le mérite des merveilleux édifices dont le moyen âge a couvert le sol de nos contrées; on les considérait comme barbares, et personne ne s'inquiétait de les conserver et de les réparer avec intelligence. Aujourd'hui, le vent a changé; on a ouvert les yeux sur les beautés de l'architecture gothique, mais on est bien vite tombé dans l'exagération opposée. Combien de gens ne jurent plus que par l'ogive et l'architecture du treizième siècle! combien de curés mutilent leurs églises et détruisent des monuments intéressants de la renaissance et du dix-septième siècle pour les remplacer par le gothique bâtarde de notre époque! Il y a là, ne nous le dissimulons pas, une nouvelle forme de vandalisme. Que M. l'abbé Corblet joigne dans sa Revue aux travaux qu'il publie sur les monuments du moyen âge, des conseils généraux au clergé sur ce point délicat; qu'il lui rappelle que le beau est de tous les temps et de tous les styles, et qu'un monument, quelque soit sa date, doit trouver toujours respect et conservation lorsqu'il présente un véritable mérite. Il complétera par là son œuvre d'instruction et d'initiation au sentiment des arts.

## VII

Le *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen*, par M. Ernest de Fréville<sup>1</sup>, nous fait pénétrer par un tout autre côté dans la connaissance du moyen âge. L'auteur, mort à quarante-quatre ans, dans toute l'activité de sa carrière, au milieu d'une vie pure et chrétienne, entièrement consacrée à la science, a laissé une mémoire chère à tous ceux qui l'ont connu. Son mémoire sur le commerce de Rouen avait été couronné en 1846 par l'Académie de cette ville; mais, sans cesse étendu et complété par des recherches nouvelles, il n'avait pas encore vu le jour. Après la mort d'Ernest de Fréville, il a été publié avec un soin pieux par un des amis de l'auteur, M. Chéruef, connu par des travaux importants et consciencieux sur l'histoire municipale de Rouen.

La capitale de la Normandie a été, dans tout le moyen âge, une des villes de France dont le commerce maritime avait le plus d'importance. Ses navires sillonnaient les mers et rapportaient dans son sein les produits des contrées les plus lointaines. Le livre d'Ernest de Fréville trace, d'après les sources originales, avec une érudition sûre et bien réglée, le tableau de ce commerce et de ses diverses phases plus ou moins prospères; il raconte les longues et pénibles rivalités de Rouen et de Paris au sujet de la navigation de la Seine, et les expéditions aventureuses des Rouennais unis aux Dieppois jusque sur les côtes de l'Afrique. Le second volume, entièrement composé de pièces justificatives, contient le texte des principaux documents cités dans l'ouvrage. Le *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen* est un livre désormais indispensable à toutes les personnes qui s'occupent de l'histoire de la navigation, des institutions et de la législation commerciale jusqu'à la fin du seizième siècle.

## VIII

C'est également à la Normandie, mais à une autre partie de cette province, que se rapporte l'*Histoire du canton d'Athis* (Orne), par M. le comte de la

<sup>1</sup> Deux vol. in-8. Paris, chez Auguste Durand; à Rouen, chez Le Brument.

Ferrière-Percy<sup>1</sup>. L'histoire locale, non-seulement des villes, mais des moindres communes rurales, peut présenter un grand intérêt lorsqu'elle est faite avec soin et intelligence. Le plus éminent représentant de la science archéologique en province, et particulièrement dans la Normandie, M. Auguste le Prévost, a donné dans ce genre un modèle accompli dans son *Histoire de Saint-Martin du Tilleul*. Le livre de M. de la Ferrière-Percy est aussi un très-bon travail du même genre.

Le sujet, du reste, y prêtait. Athis est une des premières localités normandes où le protestantisme se répandit; jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes ce fut une des six églises réformées de la classe de Falaise. M. de la Ferrière-Percy a profité de cette circonstance pour introduire dans son ouvrage des recherches très-curieuses sur l'introduction du protestantisme dans la Normandie et sur les guerres de religion qui désolèrent cette province. Il nous révèle, entre autres, un personnage historique presque entièrement inconnu, Payen de la Poupelière, un des principaux lieutenants de Montgommery.

Nous n'osons pas dire qu'il serait à désirer que les diverses communes de France eussent toutes leur histoire écrite de la même façon. La bibliothèque en serait bien considérable, et on se plaint déjà qu'il y a trop de livres. Mais on ne peut s'empêcher d'être frappé de l'importance que présente, lorsqu'elle est écrite avec talent comme celle du canton d'Athis, l'histoire de la plus obscure paroisse, de la plus mince seigneurie; elle se rattache toujours par plus d'un point à l'histoire générale et la connaissance exacte des annales de tout un peuple profite souvent de ce point de vue restreint et limité.

## IX

*La Poésie devant la Bible*<sup>2</sup>, tel est le titre, moins heureux que l'ouvrage auquel il se rapporte, du livre que vient de publier un avocat distingué du barreau de Paris, M. Jules Bonnet, qui consacre ses loisirs à l'étude des lettres. M. Bonnet analyse et apprécie les œuvres littéraires empruntées aux récits des Livres saints, et montre quelles sublimes inspirations la poésie a toujours puisées à cette source divine. Nous rencontrons ainsi successivement les noms de Vondel, de Milton, du Tasse, de Calderon, de Delille, de Chateaubriand, de Byron, avec d'autres moins illustres. Un sentiment littéraire délicat et sûr, un goût vif pour tout ce qui est grand et beau, une foi sincère et profonde, sont les qualités dont le livre de M. Bonnet porte l'empreinte à chaque page. L'auteur est poète lui-même, et dans les traductions qu'il donne des poètes étrangers on remarque souvent des vers heureux et un tour élégant.

## X

Je n'ai point à faire ici l'éloge de Gérard et de son talent supérieur. Les anciens lecteurs du *Correspondant* se souviennent de l'étude que mon père a consacrée à ce grand peintre dans les pages de cette Revue. Le neveu

<sup>1</sup> Un vol. in-8. Paris, chez Auguste Aubry.

<sup>2</sup> Un volume in-8. Paris, chez Dentu.

de l'artiste, M. Henri Gérard, a donné avec une piété touchante l'œuvre complet de son oncle. Cette publication récemment achevée forme trois magnifiques volumes in-folio <sup>1</sup>. C'est là qu'il faudra désormais étudier le talent du maître dans toutes les phases de son développement, depuis les œuvres de sa jeunesse jusqu'à celles de son âge mûr. C'est là, mieux que partout ailleurs, qu'on apprendra à connaître et à admirer la souplesse de son crayon, la variété et l'entente merveilleuse de ses compositions. En dehors même de toute question d'art, la collection des portraits historiques des personnages illustres du temps de l'Empire et de la Restauration donne pour tout le monde un vif intérêt à l'*Oeuvre du baron Gérard*. C'est l'iconographie complète de la première partie de notre siècle.

Les planches de cet ouvrage ne sont pas toutes également belles. Un certain nombre avaient été commencées du vivant même du maître et n'avaient pas parfaitement réussi. Celles qu'a dirigées M. Henri Gérard sont infiniment supérieures; il y a mis une remarquable persévérance, s'est assuré le concours des meilleurs artistes, et est parvenu, par ce moyen, à obtenir plusieurs planches qui ne laissent rien à désirer pour la finesse de l'exécution et la justesse de l'effet.

## XI

Un mot encore avant de terminer. M. Aroux nous écrit pour se plaindre de ce que nous avons dénaturé sa pensée et rapporté inexactement son opinion sur saint Thomas d'Aquin. Il nous prie de citer textuellement le passage suivant de la page xiii de son avant-propos.

« C'est de nous, catholique romain, qu'à de pareilles questions on espère une réponse affirmative! Mais cette réponse serait une renonciation à notre foi. L'Eglise romaine étant infaillible, suspecter seulement d'hérésie ceux qu'elle compte aux rang des saints, c'est s'élever contre ses décisions; c'est supposer qu'elle a pu être induite en erreur; que, dupe des ruses du démon, elle a failli et l'a laissé prévaloir dans ses conseils! En un mot, c'est l'accuser d'avoir canonisé en aveugle des adversaires de ses dogmes, ou, ce qui serait bien pis, d'avoir béatifié sciemment, dans un intérêt de politique humaine, des hommes que ni vertu ni savoir n'auraient dû absoudre à ses yeux de s'être laissé infecter du venin de l'hérésie. »

Nous nous rendons volontiers à la demande de M. Aroux; mais nous lui ferons remarquer qu'il aurait dû rectifier également son opinion dans son livre et ne pas laisser certain passage sur le *bœuf de Sicile* et le sens du mot *bue* dans des vers du *Paradis* de Dante, passage qui dit absolument le contraire de l'opinion exprimée dans la phrase que nous venons de rapporter. En présence d'une semblable contradiction, on trouvera notre erreur excusable, et M. Aroux lui-même aura de la peine à se justifier complètement.

FRANÇOIS LENORMANT.

<sup>1</sup> Paris, chez Vignières et chez Rapilly.

L'un des gérants : CHARLES DOUNIOL.

# LETTRES A UN JEUNE HOMME

## SUR LA VIE CHRÉTIENNE

### TROISIÈME LETTRE<sup>1</sup>

#### DU CULTE DE JÉSUS-CHRIST DANS L'ÉGLISE.

École de Sorèze, 23 juin 1858.

L'Écriture est la vie de Jésus-Christ dans le passé; elle est immortelle comme lui, pleine de grâce et de vérité comme lui; elle est la parole même de Dieu, parce que, si les hommes y ont mis la main pour l'écrire, ç'a été sous l'inspiration directe de l'Esprit-Saint et sous le sceau d'une élection qui les avait faits prophètes. Aucune plume depuis n'a reçu ce don merveilleux de tracer la parole de Dieu, ni les Pères, ni les conciles, ni les pontifes romains. Assistés d'en haut, en une mesure diverse, assistés même jusqu'à l'infailibilité doctrinale, ils n'ont fait qu'interpréter l'antique voix des Écritures ou des traditions, et le livre de la divine parole, clos pour jamais, tout en restant ouvert, n'a obtenu d'eux que la gloire de sa vraie clarté.

Cependant ce n'est point par les Écritures que Jésus-Christ est le plus proche de nous. Il nous y est présent dans les prophéties qui l'ont annoncé et dans les actes qu'il a lui-même accomplis sur la terre; mais ces prophéties sont du domaine de l'antiquité, ces actes appartiennent à l'histoire, et, tout authentique que soit cette histoire, toute vive que soit cette antiquité, l'une et l'autre nous apparaissent dans le lointain des âges par la vertu du monument qui leur donne de subsister devant nous. S'il ne nous restait que cela de Jésus-Christ, il serait encore le plus grand souvenir du monde, il n'en serait pas l'âme et le salut. On dirait de lui qu'il fut annoncé comme un Dieu, qu'il vécut et mourut en Dieu; mais, son œuvre s'arrêtant à sa personne, on admirerait sans la comprendre une si extraordinaire apparition, et la foi, ne découvrant rien au delà pour effet d'une telle cause, se replierait sur elle-même dans la stérilité d'un muet étonnement. Il n'y a si faible créature qui ne laisse ici-bas une trace de son passage.

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 mars et du 25 mai.



On a vu des conquérants fonder des empires, des philosophes créer une école; Jésus-Christ seul, parce qu'il était Dieu, se serait-il évanoui tout entier, incapable ou insouciant de justifier sa venue par l'immortalité de ses résultats? Il n'en est pas ainsi, mon cher Emmanuel, vous le savez, et Jésus-Christ, prêt à quitter ses disciples pour retourner vers son Père, leur adressait comme adieu cette suprême parole : *Toute puissance m'a été donnée au ciel et sur la terre. Allez donc et enseignez toutes les nations, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, leur apprenant à garder mes commandements, et voilà, je suis avec vous tous les jours jusqu'à la consommation des siècles*<sup>1</sup>.

Cette parole s'est accomplie comme elle avait été dite. Jésus-Christ n'a pas cessé d'exercer ici-bas une souveraine puissance; ses apôtres ont converti l'empire romain au culte de sa personne et de ses lois, ils ont subjugué les barbares envoyés contre Rome pour la détruire, et fait de leurs hordes victorieuses une civilisation qui dure encore et qui s'étend chaque jour avec l'Évangile dont elle est l'œuvre et l'instrument. Ils ont fait plus. Au foyer de cette civilisation, composée de peuples divers trop souvent ennemis, ils ont fondé la paix d'une société unique et universelle, dépositaire reconnue des révélations du Christ, de ses commandements, de sa grâce, de ses vertus, de ses droits et de son pouvoir, et qui, désarmée de tout, excepté de lui, tient sous le sceptre d'un seul homme, vicaire du seul maître, toute conscience qui craint et toute intelligence qui sait. C'est là, sans distinction de race ni de patrie, que règne Jésus-Christ et qu'il accomplit sa parole donnée, d'être avec les siens jusqu'à la consommation des âges. C'est là qu'on l'écoute dans une hiérarchie qui le représente et dont il est l'invisible sommet; là qu'on le voit dans une puissance qui use toutes les autres et qui n'a d'explication que le glaive caché de sa main; là qu'on le touche dans une sainteté que le cœur de l'homme est incapable de produire tout seul; là qu'on le respire comme un parfum qui s'élève de l'âme aux sens et les console d'avoir perdu tout le reste au service d'une si divine joie; là qu'on le goûte comme une nourriture immatérielle, mais qui se manifeste au plus profond de l'être par le crépuscule d'une vie qui n'est pas encore la nôtre. C'est là enfin que vivent les Écritures elles-mêmes avec leurs patriarches, leurs prophètes, leurs martyrs, tous leurs siècles et toutes leurs clartés, non plus simple monument d'une antique histoire, mais parole de Dieu assistée du même esprit qui la dicta, et ayant, en des lèvres qui ne se taisent jamais, un organe infallible de sa divinité.

L'Église, car c'est elle que je viens de définir, est la société des

<sup>1</sup> Saint Matthieu, ch. xxviii, vers. 18 et suiv.

âmes par l'amour de Dieu. Quiconque aime Dieu en est le membre vivant, sous quelque ciel qu'il soit caché et dans quelque âge qu'il habite. *Deux amours ont fait deux cités*, a dit saint Augustin : l'amour de ce monde a fait la cité des hommes, l'amour de Dieu a fait la cité de Dieu. Et ce dernier amour, c'est Jésus-Christ qui en est le père; c'est lui qui, dès l'origine des choses, immolé d'avance pour nous, a ému dans son supplice notre sang trop froid et trop coupable pour se porter naturellement vers Dieu. Mort par amour, il a créé l'amour qui meurt, et la société des âmes s'est fondée par lui dans cet invulnérable ciment. Toutes, il est vrai, ne connaissent pas la source du feu qui les consume. Il en est qui ne peuvent pas nommer Jésus-Christ parce que Jésus-Christ ne leur fut jamais nommé. Victimes obscures de la croix qui les sauve, elles n'ont point été conduites par leur naissance au pied du Calvaire; elles n'y ont pas vu l'Homme-Dieu dans l'agonie qu'il souffrait pour leur salut. Mais une goutte de ce sang les a cherchées à travers d'invisibles sillons, et, mêlée au leur comme un arôme de l'éternelle vie, elles ont répondu par un gémissement tacite au sourd appel de la charité. L'Église n'est donc pas seulement ce qu'elle nous apparaît. Elle n'est pas seulement dans cette construction visible où tout est histoire, authenticité, hiérarchie, vertus et miracles éclatants; elle est aussi dans les demi-jours, dans les ombres effacées, dans ce qui n'a ni forme ni mémoire, saintetés perdues pour la vision des hommes, mais non pas pour celle des anges, et qui, ne donnant rien à l'orgueil légitime de la vérité, lui font cependant sous terre un fondement qui la porte. Il n'est pas une âme, d'ailleurs, même la plus connue, qui n'ait un sanctuaire impénétrable et qui n'offre à Dieu dans ce Saint des saints un encens mystérieux qui ne compte pas pour la démonstration de ce monde, mais qui pèse dans la gloire de l'autre. A ceux qui ne voient l'Église que par ce qui s'en voit, nous faisons au dedans de nous une réponse qui ne les atteint pas, mais qui nous atteint nous-mêmes et nous rend d'autant plus forts que nous n'avons rien à dire. La création non plus n'est pas tout entière dans les globes lumineux du firmament; elle n'est pas tout entière dans les cèdres de Salomon, dans les flots des grandes mers, dans les ailes de l'aigle et le regard du lion; elle est aussi dans le sable du désert, dans l'herbe qui se penche sous une goutte d'eau, dans l'insecte que le soleil chauffe et qu'il ne voit pas. L'amour, qui fait le fond de l'Église, est le plus impalpable des fluides vivants, et, si jamais encore l'œil de l'homme n'a pu surprendre dans le fil léger de ses nerfs l'ambrosie qui les anime, combien plus ignore-t-il les voies de l'amour divin? L'Évangile a ordonné à notre main gauche de ne pas voir les bienfaits de notre main droite, et, si tel doit être le secret de l'aumône qui n'est qu'une vertu du dehors, quelle doit être la pudeur de l'a-

mour dans ses élans intérieurs, sur le lit nuptial et sanglant de Jésus-Christ ?

C'est à vous que je parle, Emmanuel, et, tout jeune que vous soyez dans les mystères de l'âme, vous en savez assez pour ne pas restreindre l'Église aux murs visibles de Jérusalem et aux tours extérieures de Sion. Partout où est l'amour de Dieu, Jésus-Christ s'y trouve; partout où est Jésus-Christ, l'Église y est avec lui; et, s'il est vrai que tout chrétien doit s'unir au corps de l'Église dès qu'il en connaît l'existence, il est certain aussi que l'ignorance invincible le soustrait à cette loi, pour le laisser sous le gouvernement immédiat de Jésus-Christ, premier et souverain chef de toute la chrétienté. L'Église a donc une étendue qu'aucun œil humain ne saurait embrasser, et ceux qui nous opposent les bornes qu'elle paraît avoir sous leurs yeux n'ont aucune idée du double rayonnement qui est dans sa nature et qui lui suscite des âmes à l'orient et à l'occident du monde, sous le soleil disparu comme sous le soleil levé.

Mais ce ne sont pas seulement les âmes touchées de l'amour de Dieu qui appartiennent à l'Église. Si admirable que fût une société composée de justes, il y manquerait cependant une chose à laquelle tient la bonté divine, il y manquerait les pécheurs. Or Jésus-Christ les a trop aimés pour les avoir exclus de son œuvre et de toute société avec lui. *Je ne suis pas venu, disait-il, appeler les justes, mais les pécheurs*<sup>1</sup>. Les justes sont ceux qui aiment, les pécheurs sont ceux qui n'aiment pas. Détournés de Dieu par une faiblesse imputable à leurs fautes, mais imputable aussi aux fautes de leurs pères, ils gardent dans leur éloignement la puissance du retour. Leur cœur est aliéné, il n'est pas éteint. Dieu y discerne des replis où un reste de feu survit encore; il y découvre des passages secrets destinés au repentir, des portes mal fermées à la lumière, des souvenirs qui couvent des espérances, quelquefois un seul point demeuré invulnérable et par où la vie rentrera subitement comme un hôte endormi sur le seuil. Les pécheurs sont à la grâce de Dieu ce que le chaos était à sa puissance au temps de la création. *La terre, dit l'Écriture, était nue et vide, et les ténèbres couvraient la face de l'abîme*; mais, ajoute-t-elle, *l'esprit de Dieu était porté sur les eaux*<sup>2</sup>. Ainsi en est-il de l'âme pécheresse; l'esprit de Dieu est porté sur ses ruines comme un baume et un ferment, un ferment qui excite la vie, un baume qui cicatrise les coups de la mort.

Toutefois il était impossible sans un art plein de miséricorde que le pécheur fût un membre réel de l'Église du Christ, puisque cette Église

<sup>1</sup> Saint Matthieu, chap. ix, vers. 13.

<sup>2</sup> Genèse, chap. i, vers. 2.

est fondée sur l'amour et que le pécheur n'aime pas. Il plut donc à Jésus-Christ de l'y rattacher fermement par un artifice digne du sang qui avait sauvé le monde. Un sacrement fut institué, qui devait semer dans l'âme, même à son insu, le germe de toutes les vertus chrétiennes, l'oindre de l'onction du Saint-Esprit, et graver en elle pour jamais l'ineffaçable caractère de sa vocation au Christ, à l'Eglise, à l'Eternité. C'est ce sacrement dont Jean disait au désert : *Je vous baptise dans l'eau, mais un autre vient plus fort que moi, dont je ne suis pas digne de délier la chaussure; celui-là vous baptisera dans le Saint-Esprit et dans le feu*<sup>1</sup>. Sacrement que Jésus-Christ lui-même voulut recevoir des mains de son précurseur, et dont il disait, après l'avoir transformé dans une bénédiction plus haute : *Allez et baptisez toutes les nations*. Le baptême, tout à la fois symbole, remède et initiation : symbole de pureté, remède du péché d'origine, initiation efficace à la vie surnaturelle, devint ainsi le fondement invisible et extérieur de la communauté des saints. Ou bien on lui demeure fidèle par les vertus dont il est la source cachée, et, en ce cas, l'âme fleurit dans l'Eglise comme une plante s'épanouit sur sa tige au milieu du champ qui l'a conçue et qui la nourrit; ou bien l'on en trahit la grâce par une servitude volontaire à l'égard du monde, et, en ce cas, l'âme se rattache encore à l'Eglise comme une racine sans culture et sans fruits se rattache à la terre qui la porte et qui peut la féconder. C'est en vain que le pécheur contriste l'amour par son indifférence, l'espérance et la foi lui restent pour le tenir debout devant Dieu. C'est en vain même qu'il abdique l'espérance et qu'il délaisse la foi : toutes les deux, et l'amour avec elles, subsistent en germe dans le sacré caractère de son baptême, comme le fleuve tari par la chaleur subsiste dans la source qui peut lui rendre ses eaux et dans les rivages désolés qui en attendent le retour.

Le baptême nous retient malgré nous à l'ancre de la foi, de l'espérance et de l'amour. Ni l'entraînement du vice ni l'irréflexion de l'incroyance ne peuvent nous en détacher : il y faut de notre part une apostasie formelle ou de la part de l'Eglise une entière excommunication. En dehors de ces deux coups, tous les deux extrêmes, l'âme baptisée demeure à l'Eglise qui l'a teinte du sang de Jésus-Christ et lui en a imprimé sur son vêtement intérieur l'indestructible tache.

Que j'ai toujours aimé, mon cher Emmanuel, cette admirable économie qui a fait si haute et si large la porte par où l'on entre dans la cité de Dieu, et qui en a fait si basse et si étroite la porte par où l'on en sort ! Plus d'une fois de tristes sectaires ont tenté de maudire les pécheurs et de les écarter du sein de l'Eglise : mais l'Eglise, fidèle

<sup>1</sup> Saint Luc, chap. III, vers. 16.

aux exemples et à la doctrine de son maître, les a retenus toujours au plus profond de ses entrailles, se souvenant qu'il y a *plus de joie au ciel pour un pécheur qui fait pénitence que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'en ont pas besoin*<sup>1</sup>. Comme Jésus-Christ, elle s'assoit à la table du publicain, elle se laisse toucher par la main des pécheresses, elle entre en pourparler avec la Samaritaine et reçoit l'hospitalité sous le toit de Zachée.

C'est de cet horizon, le seul véritable, que vous devez, mon cher ami, envisager vos devoirs envers l'Église. Le premier de tous est la foi en elle.

Vous récitez tous les jours le symbole des apôtres. Il commence par ce mot, qui est le principe de la vie spirituelle : *Je crois*. Or ce mot n'est prononcé que deux fois dans tout le symbole, au commencement d'abord, où il tombe sur Dieu, *le Père tout-puissant, créateur du ciel et de la terre*, puis sur *Jésus-Christ son Fils unique*, et sur les principaux traits de son incarnation et de sa vie parmi nous. Arrivé là, le symbole reprend un nouveau cours; il dit une seconde fois cette parole : *Je crois*. Et sur qui tombe-t-elle? Écoutez-le : *je crois au Saint-Esprit, à la sainte Église catholique*. Il semble qu'il eût été naturel, à cause de l'union des trois personnes divines, de ne pas séparer le Saint-Esprit du Père et du Fils, et de le comprendre avec eux dans le premier acte de la foi apostolique. Mais il ne devait pas en être ainsi. L'inspirateur des apôtres, l'Esprit-Saint lui-même, a voulu, dans cette occasion, se séparer des deux autres personnes de la très-sainte Trinité, et s'adjoindre à l'Église par une connexion immédiate, afin d'indiquer qu'entre elle et lui le lien est aussi étroit que la parole qui l'exprime : *Je crois au Saint-Esprit, à la sainte Église catholique*.

C'est ce que Jésus-Christ avait annoncé à ses apôtres : *Je prierai mon Père, et il vous donnera un autre Paraclet, pour qu'il demeure en vous éternellement; l'esprit de vérité que le monde ne peut pas recevoir, parce qu'il ne le voit point et ne le sait point; mais pour vous, vous le connaîtrez, parce qu'il demeurera en vous et sera avec vous*<sup>2</sup>. Cette promesse s'était accomplie solennellement au jour de la Pentecôte; les apôtres en ce jour-là s'étaient vus tout à coup inondés de lumière et de force, et ils avaient eu de l'éternelle demeure de l'Esprit-Saint en eux une si invincible assurance, que, rassemblés plus tard en concile, ils n'avaient pas craint d'exprimer ainsi leur souveraine décision : *Il a paru bon au Saint-Esprit et à nous*<sup>3</sup>. Faut-il s'étonner que dans le symbole, témoignage et relique de leur foi, ils nous aient laissé

<sup>1</sup> Saint Luc, ch. xv, vers. 7.

<sup>2</sup> Saint Jean, chap. xiv, vers. 16 et suiv.

<sup>3</sup> Actes des apôtres, chap. xv, vers. 28.

l'héritage des promesses qu'ils avaient reçues pour l'éternité, et dit de l'Église, sous le sceau sacré de leur apostolat : *Je crois au Saint-Esprit, à la sainte Église catholique ?*

Comme donc l'Esprit-Saint avait *parlé par les prophètes*, ainsi que l'affirme le symbole de Nicée, il parle aujourd'hui par l'Église catholique. Mais il y a cette différence, que dans les prophètes il n'avait qu'un organe passager, au lieu que l'Église est sa demeure permanente. Il y réside éternellement, selon la parole de Jésus-Christ, non pour lui révéler de nouveaux dogmes ou de nouvelles lois, mais pour l'assister dans la conservation et la propagation des vérités et des commandements qu'elle a reçus de Jésus-Christ. Avant Jésus-Christ, l'Esprit-Saint inspirait les prophètes pour qu'ils annonçassent le règne de celui qui devait tout consommer ; Jésus-Christ venu, sa parole et son sang donnés aux hommes, tout a été en effet consommé, et la fonction du Paraclet promis à l'Église n'est plus que d'habiter en elle pour la conduire à jamais dans la lumière et la voie de son fondateur. Nous ne sommes plus sous l'ère de la révélation progressive, mais sous l'ère de la société avec Dieu par une foi stable. Et cette foi s'appuie en Jésus-Christ, la pierre de tout l'édifice, par deux colonnes qui le soutiennent à leur tour, les Écritures et l'Église : les Écritures, monument des miracles dans le passé ; l'Église, monument d'un miracle qui est sous nos yeux et qui n'aura de fin sur la terre que pour n'en point avoir dans le ciel. Les Écritures nous donnent la foi dans un airain immortel ; l'Église nous la transmet vivante, active, assistée de l'esprit de Dieu, interrogeant les âmes et leur répondant. C'est pourquoi la foi, qui est chrétienne par Jésus-Christ et divine par les Écritures, est catholique par l'Église, et toutes trois ensemble ne forment dans le fidèle qu'une seule lumière sous une totale autorité.

Vous devez donc croire à l'Église. C'est cette foi qui vous séparera de l'esprit de schisme et d'hérésie. C'est elle aussi qui vous rendra maître de votre intelligence, maître du monde et du génie humain. Car, vous le saurez un jour mieux qu'aujourd'hui, l'intelligence de l'homme est faible contre elle-même, et plus faible encore contre le monde et l'ascendant de la supériorité. Si vous ne croyez pas fermement à l'Église, vous croirez en vous, et, si vous croyez en vous, vous croirez au premier venu qui aura plus de science ou de talent que vous-même. La servitude des esprits en dehors de l'Église est horrible à penser. C'est Jésus-Christ seul qui, par l'Église, délivre les esprits, et le plus profond cri de liberté qui ait été jamais poussé dans le monde est celui-ci : *Je crois à la sainte Église catholique*. De même que la société civile, bien ordonnée, délivre les hommes de l'injustice, l'Église délivre les esprits de l'erreur. La société civile est la mère du droit, l'Église est la mère de la vérité. Qui sort de la société civile

devient tyran ou victime; qui sort de l'Église devient esclave ou dominateur de la pensée d'autrui.

Répétez-le donc du fond de votre âme, ce grand cri de l'affranchissement des âmes : *Je crois à la sainte Église catholique*. C'est-à-dire : je crois à la société que Dieu a fondée dans la lumière et l'amour; je crois librement à Dieu présent dans l'Église par son esprit, pour ne pas croire aveuglément aux hommes et à leurs inventions; je crois à la vérité socialement promulguée et enseignée, pour ne pas croire à l'erreur conçue et propagée personnellement; je crois aux rivages de la mer, pour ne pas errer sans espoir dans son immensité.

Une tentation cependant, mon cher Emmanuel, pourra s'offrir à vous, soit que le vent du protestantisme vous l'apporte, soit que l'orgueil de l'indépendance vous la suggère intérieurement. Elle vous montrera l'Église partagée en deux portions inégales, l'une composée de simples fidèles, corps aveugle et passif; l'autre, du pape et des évêques, corps souverain et oppresseur, ne laissant à ses sujets que la soumission de l'intelligence pour raison, qu'une obéissance absolue pour volonté. Est-ce là, vous sera-t-il dit, un affranchissement? Est-ce là sauver l'honneur des âmes en leur donnant une sécurité digne d'elles?

Je pourrais vous dire qu'aucune société n'existe sans un pouvoir qui la dirige; mais cette réponse, si je vous la donnais, ne me satisferait pas moi-même. Car tout pouvoir n'est pas juste et honorable; il en est de tyranniques, de malfaisants et même d'impies. Lors donc qu'il est question de juger une société, il ne suffit pas, pour la défendre du reproche de tyrannie, de répondre que toute société suppose un gouvernement et tout gouvernement un pouvoir; il s'agit de montrer que ce pouvoir est ce qu'il doit être, légitime dans sa source, honnête dans ses moyens, équitable et libéral envers ses sujets, digne enfin des hommes qu'il gouverne et de Dieu qu'il représente.

Or, pour un homme qui croit à Jésus-Christ, quel pouvoir plus légitime que celui des successeurs de saint Pierre et des successeurs des apôtres? de saint Pierre à qui Jésus-Christ disait : *Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle; et je te donnerai les clefs du royaume des cieux, et tout ce que tu lieras sur la terre sera lié au ciel, et tout ce que tu délieras sur la terre sera délié dans le ciel*<sup>1</sup>; des apôtres, à qui Jésus-Christ disait aussi et à eux seuls : *Toute puissance m'a été donnée au ciel et sur la terre; allez donc... et je suis avec vous tous les jours jusqu'à la consommation des siècles*<sup>2</sup>. Aussi n'est-ce

<sup>1</sup> Saint Matthieu, ch. xxviii, v. 18 et 19.

<sup>2</sup> Idem, ch. xxviii, v. 18, 19 et 20.

pas sur ce point que je veux appeler votre attention, mais sur un autre qui vous aura peut-être moins frappé. Avez-vous jamais réfléchi que le symbole des apôtres ne nous fait pas dire : *Je crois au pape et aux évêques*, mais bien : *Je crois à la sainte Église catholique*? C'est, mon cher ami, que la foi véritable, la foi indéfectible au Christ et à ses enseignements, n'est pas le patrimoine privilégié de saint Pierre et des apôtres, du pape et des évêques, mais le domaine inaliénable, inamissible, absolu, de l'Église tout entière. Nous croyons à l'Église parce que l'Église croit, et nous croyons au pape et aux évêques parce qu'ils croient avec l'Église et comme l'Église. L'Église est ici-bas *la colonne et le fondement de la vérité*<sup>1</sup>, pour me servir d'une expression de saint Paul. Quelques-uns de ses membres peuvent trahir leur baptême en manquant à leur foi; mais la foi commune subsiste malgré ces égarements de quelques-uns, et la chrétienté y demeure assise dans une inébranlable solidité. Si elle perdait la foi, elle perdrait la vie. La foi est au corps de l'Église ce que le sang est au corps de l'homme. Le corps de l'homme a bien une tête comme l'Église a un chef; mais la tête vit du sang que le cœur lui envoie, et le chef de l'Église vit de la foi qu'il a puisée dans son baptême, lorsqu'il n'était encore qu'un étranger dans le royaume de Dieu.

Il n'y a donc point parmi nous de séparation en castes et de domination des uns sur les autres. La foi est notre héritage commun, le sang de nos pères qui nous a été transmis, notre droit et notre devoir à tous, le bien universel des âmes, du trône de saint Pierre à l'escabeau de l'enfant qui sert le prêtre au pied de l'autel. Avant de recevoir à son front le caractère qui le fait juge de la foi, l'évêque était simple fidèle; il croyait tout ce qu'il croit, il défendait tout ce qu'il défendra, et, si un jour, dans un concile de la chrétienté, il prononce souverainement sur des questions qu'aura soulevées le schisme ou l'hérésie, il ne dira pas plus en promulguant le dogme œcuménique qu'en chantant le symbole apostolique : *Je crois au pape et aux évêques*; mais il dira : *Je crois à la sainte Église catholique*, et je proclame, en son nom, la foi qu'elle a toujours professée.

Sans doute, le pape et les évêques sont particulièrement assistés de l'esprit de Dieu pour juger de la doctrine; mais cette assistance ne tend qu'à les rendre d'exactes interprètes de la foi de l'Église, soit qu'elle ressorte d'une tradition orale éclatante, soit qu'elle résulte de cette tradition par une conséquence logique. L'Église est toujours au fond de tout, et la foi de l'Église est toujours ce qui décide de tout. Le pape et les évêques ne créent rien de ce que nous devons croire; ils écoutent notre foi dans la respiration de notre âme,

<sup>1</sup> Première Épître à Timothée, ch. iii, v. 15.



et, condamnant ceux qui se séparent de nous par une interprétation privée, ils nous rendent dans la solennité de leurs décrets la perpétuité et l'universalité de l'enseignement qui nous unit. Ils sont les infaillibles hérauts de ce que nous sommes, les gardiens du trésor dont le dépôt est nous tous, un écho de l'Esprit-Saint qui remplit nos poitrines, et qui s'éloigne d'eux s'était déjà éloigné de nous par un exil préconçu. Ce n'est pas le concile de Nicée qui a fait la divinité de Jésus-Christ; c'est la divinité de Jésus-Christ crue par l'Eglise qui a fait le concile de Nicée. Et de même, dans un autre sens, ce n'est pas le concile de Trente qui a fait le protestantisme; c'est le protestantisme qui a fait le concile de Trente en niant d'avance, contre la foi de l'Eglise, tout ce que Trente a condamné.

Il vous est donc aisé de prononcer dans votre cœur cet article du symbole : *Je crois à la sainte Église catholique*. Mais la foi que je vous demande pour elle est une foi vive, ardente, qui pénètre jusqu'aux racines de votre intelligence et y creuse un abîme de voluptueuse certitude. Je veux que vous vous sentiez là comme si Jésus-Christ vous portait lui-même, vos pieds dans ses deux mains, et la mer sous vous et lui. Car voilà le vaisseau de l'Eglise. C'est ainsi qu'elle passe à travers les siècles, vous entraînant avec elle dans l'espace infini de sa sécurité.

Or, Emmanuel, la foi véritable, la foi vivante et profonde, ne va jamais seule. Elle a une sœur qui ne l'abandonne jamais et s'appelle l'espérance. On dit qu'à Rome il y avait deux temples qui se touchaient par l'extrémité de leur abside, l'un consacré à la vertu, l'autre à l'honneur, et qu'on ne pouvait pénétrer dans le second qu'en traversant le premier. Il en est ainsi de la foi et de l'espérance. A qui ne croit pas l'espérance est impossible, et la première récompense de celui qui croit est d'espérer. Si vous croyez à l'Eglise, vous espérerez en elle, non pas seulement comme à la source assurée de votre immortalité future, mais comme à la source présente de tout bien terrestre parmi les hommes et les nations. *Cherchez le royaume de Dieu et sa justice*, a dit Jésus-Christ, *et le reste vous sera donné par surcroît*<sup>1</sup>. La justice du royaume de Dieu est le principe de l'ordre au ciel et sur la terre, et l'ordre n'est pas un alignement mathématique des choses, une symétrie vide, qui ne contient que des rapports de nombre, de poids et d'étendue : l'ordre est la pensée de Dieu transportée en ce qui n'est pas lui; il est son harmonie, sa paix, sa fécondité, sa flamme sympathique, une ombre étincelante de la vie qu'il possède et qui le fait heureux. Vous savez, mon cher ami, ce qui s'est passé en vous lorsque, sortant de la servitude et de la confusion

<sup>1</sup> Saint Matthieu, ch. vi, v. 33.

de vos années d'effervescence, vous avez senti pour la première fois la présence active et sincère de Dieu. Votre âme, qui était esclave de vos sens et qui ne concevait pas même qu'elle pût les soumettre, a connu tout à coup qu'elle avait l'empire, semblable à un jeune roi qui vient d'être placé sur le trône de ses pères, et qui, au sortir de la basilique où l'onction royale l'a touché, trouve toutes les têtes inclinées devant lui et tous les cœurs enivrés d'obéir au moindre de ses regards. Ainsi vainqueur du péché, teniez-vous dans votre âme le sceptre de la justice et l'épée du combat. Si les illusions passées remontaient encore à votre imagination surprise, elles y rencontraient une double garde, celle de la raison tout illuminée des éclairs de la foi, et celle de la volonté fortifiée des commandements divins. Derrière ce boulevard, vous entendiez bien les menaces de la séduction et les colères du scepticisme; mais la majesté de votre empire vous soutenait au dedans, et il s'élevait de votre conscience à tout votre être une onction de paix qui vous tenait ravi dans la possession de vous-même. C'était là l'ordre. Et ce que l'ordre faisait en vous, ce qu'il y fait encore chaque jour, il l'accomplit partout où Dieu l'envoie, comme la lumière et la chaleur du jour, unies aux ombres du soir, répandent au sein de la nature la sérénité féconde qui l'orne et la nourrit.

Si au lieu d'une âme il s'agit d'une famille, si au lieu d'une famille il s'agit d'un peuple, si au lieu d'un peuple il s'agit du genre humain, l'ordre ne change pas d'essence, mais il agrandit son efficacité, et, sur un théâtre devenu plus vaste, il produit ces miracles qui étonnent l'histoire et consolent le monde par un pressentiment de ce qu'il pourrait être.

Oui, le monde espère. Il n'a pas encore vu le règne de l'ordre dans la totalité de sa splendeur, mais il y travaille et il l'attend. Tout homme qui n'a pas renoncé à l'homme pour descendre au tombeau vide et fermé de lui-même, tout homme en qui survit l'homme, a les yeux sur l'aube blanchissante de l'avenir, et il croit à des jours dont nous n'avons entrevu que la préparation. Ce n'est pas en vain que, depuis Jacob, *les nations ont attendu*<sup>1</sup>; ce n'est pas en vain que depuis Isaïe *elles ont espéré*<sup>2</sup>; ce n'est pas en vain surtout que depuis le Christ *elles ont vu*<sup>3</sup> : leur attente, leur espoir et leur vision sont les arrhes de ce *siècle futur*, dont Jésus-Christ avant de paraître *était déjà le père*<sup>4</sup>, et dont il a commencé par sa venue la progressive manifestation. Qui comparera jamais le monde présent au monde antique? Qui ne re-

<sup>1</sup> Genèse, ch. xxxii, v. 10.

<sup>2</sup> Isaïe, ch. xiv, vers. 32.

<sup>3</sup> Saint Matth., ch. xxiii, v. 16.

<sup>4</sup> Isaïe, ch. xvi, v. 6.

connaîtra de siècle en siècle un mouvement qui emporte le monde vers les bienfaits de l'ordre?

Mais, quand même nous nous tromperions sur l'image conçue d'une perfection qui ne devrait point se réaliser, toujours est-il que le monde est susceptible d'un ordre plus ou moins grand, plus ou moins universel et accompli. C'est là, si nous ne voulons nier la liberté humaine et la soumettre aux colonnes d'Hercule d'une fatale immobilité, c'est là, dis-je, une vérité sensible et qui n'a besoin d'aucune démonstration. Quelles que soient les limites imposées à l'espérance humaine, cette espérance a néanmoins un cercle où elle peut vivre et triompher. Or pour nous, chrétiens, le fondement de cette espérance est dans la diffusion du royaume de Dieu et de sa justice, c'est-à-dire dans le progrès de la société des âmes, créée par Dieu aux premiers jours de l'homme, continuée par les patriarches, ravivée en Moïse, et qui a reçu de Jésus-Christ sa forme inviolable et dernière. D'autres compteront sur les découvertes de la science; ils tomberont en extase devant des machines qui diminuent le travail humain ou qui transportent le voyageur aux extrémités du monde avec une fabuleuse rapidité; ils donneront au développement du commerce et de l'industrie ou aux perfectionnements de l'administration civile des noms tout empreints d'une admiration plus populaire que raisonnée; pour nous rien de tout cela n'est l'ordre, parce que tout cela peut être corrompu, si remarquable que ce soit, par l'orgueil, l'avarice, la haine, toutes les passions, et ne servir qu'à leur préparer un épanchement plus vaste par des voies plus promptes. L'ordre naît de Dieu par le cœur de l'homme, et, encore qu'il n'y eût au monde ni Christ, ni Église, ni vie surnaturelle, le cœur de l'homme serait le seul lieu d'où il faudrait attendre la semence et la culture de l'avenir. Une pensée vraie conquise par l'humanité, une vertu nouvelle admise au Panthéon de sa foi, voilà qui ferait plus pour le progrès de ses destinées que toutes les inventions de la mécanique et toutes les célérités de nos corps.

Mais il y a sur la terre plus que le cœur de l'homme, il s'y trouve en même temps le cœur de Dieu. Vous le croyez, Emmanuel; vous croyez que, sous l'enveloppe de votre chair, au sein profond de cette infirmité qui vous fait homme, a vécu et vit encore le cœur d'un Dieu. Vous croyez que sa parole est dans l'Évangile et sa vie dans l'Église. Vous le croyez, et comment alors ne mettriez-vous pas en lui et en ce qui fait la perpétuité de lui-même au milieu de nous toute la force de votre espérance pour le genre humain? Est-ce que l'espérance n'est pas la fille aînée de la foi, et, puisque c'est Jésus-Christ en qui vous croyez, comment espéreriez-vous en un autre que lui?

Je me reporte souvent aux catacombes. C'est là, quand mon espé-

rance chancelle, que je retrouve l'énergie de mon âme et ce qu'il faut d'empire pour porter le fardeau de l'inconnu; je me représente ces pauvres, ces ouvriers, ces esclaves, tout ce peuple obscur caché sous la Rome triomphale d'Auguste et de Trajan. L'univers pesait sur leur conscience du poids de quarante siècles, et Rome ajoutait à cette pression des âges le plomb sanglant de sa terrible domination. Il n'y avait rien de fait, qu'un homme mort en Judée sur une croix. C'était là, avec leur propre sang, le seul contre-poids qu'ils pussent opposer à la machine de ce monde telle qu'elle était et qu'elle avait toujours été. Après de longs jours courbés sous le jeûne et le silence, on leur apportait le soir, entre l'ombre de la nuit et la clarté des flambeaux, le corps supplicié de quelques-uns d'entre eux. Ils comptaient les blessures; ils voyaient de leurs yeux et touchaient de leurs mains les sillons que la torture avait creusés dans ces faibles membres que rien n'avait protégés contre la puissance de l'empire, et ceux qui les avaient recueillis par pitié redisaient à voix basse les cris de la multitude contre les martyrs et la patience inébranlable de ceux-ci. Aucune larme ne tombait sur ces tristes restes; l'Eglise primitive ne pleurait pas, elle espérait. Chaque corps placé sous la tuile sépulcrale était pour elle une assise de la cité de Dieu, le fondement de la victoire future, un appel à la justice qui ne se voit pas en attendant celle qui se voit. C'est ainsi que se passèrent trois siècles, les plus beaux siècles du monde, parce qu'ils furent ceux d'une espérance que rien ne justifiait si ce n'est une invincible foi dans la mort de l'homme précédée de la mort de Dieu.

Et nous, mon cher ami, qui avons passé des catacombes à la clarté du soleil, qui avons vu les jours de Constantin, ceux de Charlemagne, ceux de saint Louis, et nos propres jours ressuscités sous nos yeux; nous les enfants d'un spectacle où le Christ n'a pas cessé d'être le maître et l'instituteur des nations, nous reculerions effrayés devant les sophismes d'une incroyance qui compte sur la quantité des âges pour obscurcir la quantité de la lumière, et qui, mal sûre de ce côté, appelle de loin, pour l'aider dans son œuvre, le spectre mutilé de la persécution! Ou bien, tombant dans le piège d'une science qui se croit tout possible, renégats de l'espérance chrétienne pour l'espérance matérialiste, nous figurerions-nous, parce que nous dominons la nature inanimée, que nous sommes les maîtres de cette autre et rebelle nature qui fait nos corps et y crée nos passions! Pour moi, je ne méprise point la matière, j'accepte ses services, j'admire sa puissance; mais je n'attends que de Jésus-Christ et de son Eglise le bien véritable des nations, c'est-à-dire l'esprit de la fraternité sincère et généreuse, l'élévation des pauvres dans leur dignité morale, l'honneur du travail, la sainteté des liens domestiques, la modestie des

ambitions, la paix des peuples et la paix des âmes, l'accroissement enfin de ce fonds social qui ne s'inscrit pas à la Banque ou à la Bourse, mais qui se pèse dans la conscience de l'histoire et dans le jugement de Dieu.

Cependant vous arrêterez-vous, en ce qui concerne vos devoirs envers l'Eglise, à la foi et à l'espérance? Ce sont deux beaux degrés du temple, mais ce n'est pas le dernier. De même que la foi conduit à l'espérance, l'espérance et la foi conduisent à l'amour. Saint Paul nous dit dans son cher langage : *le Christ a aimé l'Eglise et il s'est livré pour elle*<sup>1</sup>. Comment n'aimerions-nous pas ce que le Christ a aimé, et pour quoi il a donné sa vie et sa mort? C'est ici surtout, dans ce point suprême de l'amour, que nous devons le rencontrer. Quand il s'agit de croire à l'Eglise, c'est la présence et l'action de l'Esprit-Saint en elle qui détermine notre foi. Quand il s'agit d'espérer en sa destinée, c'est la main souveraine de Dieu qui nous apparaît, et c'est son nom que Jésus-Christ invoque lui-même en disant à ses apôtres : *Tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre*. Mais, lorsque nous en venons à l'amour, alors Jésus-Christ nous revient tout entier; car *il a aimé l'Eglise et il s'est livré lui-même pour elle*. Que dis-je? Après l'avoir acquise de son sang<sup>2</sup>, pour me servir d'une autre expression de saint Paul, il a voulu en demeurer le chef ou plutôt *la tête*, ainsi que le dit énergiquement le même apôtre : *Le Christ est la tête de l'Eglise*<sup>3</sup>. Ce qui suppose que l'Eglise est son corps, et saint Paul, en effet, ne recule pas devant cette conséquence. *Personne*, dit-il, *ne hait sa chair, mais chacun la nourrit et la cultive, comme le Christ fait de l'Eglise; car nous sommes les membres de son corps, une portion de sa chair et de ses os*<sup>4</sup>; et, partant de là, il transporte à l'union de Jésus-Christ avec l'Eglise les images et les expressions par où se peint ou se définit ici-bas la plus douce, la plus forte, la plus étroite, la plus sacrée des étreintes humaines, l'union de l'homme et de la femme dans l'indissolubilité du nœud nuptial : *L'homme*, dit-il, *est le chef de la femme comme Jésus-Christ est le chef de l'Eglise*<sup>5</sup>.

Ce n'est là sans doute qu'un langage métaphorique, mais il n'en est pas moins d'une haute éloquence pour exprimer les sentiments que porte aux âmes rachetées par lui le Sauveur du monde et ceux que nous devons lui rendre dans la société spirituelle dont il est le fondateur et le chef. Les affections, quel que soit leur objet, bas ou élevé, terrestre ou surnaturel, ne changent pas d'essence; elles ont

<sup>1</sup> Éptre aux Éphésiens, ch. v, vers. 25.

<sup>2</sup> Actes des apôtres, ch. v, vers. 25.

<sup>3</sup> Éptre aux Éphésiens, ch. v, vers. 25.

<sup>4</sup> Ibidem, ch. v, vers. 29 et 30.

<sup>5</sup> Ibidem, ch. v, vers. 25.

dans le cœur de l'homme, image de celui de Dieu, une forme éternelle qui s'applique à ce qui est infini comme à ce qui ne l'est pas. On n'aime pas Dieu autrement qu'on aime l'homme, et la tendresse des saints, toute divine qu'elle soit, n'est pas autre en sa nature que la tendresse humaine. Il fallait donc savoir, entre les nuances qui caractérisent nos diverses affections, quelle est celle qui traduit le mieux l'amour de Jésus-Christ pour son Église et l'amour de l'Église pour Jésus-Christ, ce qui implique en même temps l'amour que chacun de nous doit rendre à l'un et à l'autre.

On eût pu croire, à consulter l'infinité différence qui est entre Dieu et nous, que le rapport le plus exact de ses sentiments et des nôtres eût été, de sa part, la tendresse paternelle, et, de la nôtre, la piété filiale. Ou bien, si l'on voulait accorder davantage à l'égalité, à cause de l'abaissement volontaire du Christ dans la chair d'Adam, on eût pu croire que l'amitié était le vrai nom de notre élan réciproque. Mais l'affection de père eût mis entre nous trop de distance, celle d'ami trop de familiarité; il fallait un lien qui maintint en Jésus-Christ l'autorité souveraine, en nous la pensée de notre faiblesse, et qui cependant surpassât en onction, en épanchement, en extase, aussi bien l'amitié que l'amour paternel. Vous avez nommé le lien conjugal, métaphore ineffable qui respire dès l'Ancien Testament, dans le *Cantique des cantiques*, et qui répond seule aux ardeurs des saints comme aux flammes du Christ. Ainsi qu'une jeune fille, toute belle de sa virginité, tout émue du bonheur que contient sa vertu, apporte au fiancé de sa vie une promesse immortelle; ainsi l'âme touchée de Dieu apporte au Christ qui l'a purifiée la soumission d'une épouse, soumission tempérée par la tendresse de tous deux, nœud fécond qui donnera des fils à l'un comme à l'autre et consommera leur joie dans leur postérité.

Que ceux qui n'ont jamais senti passer sur leur cœur le souffle d'en haut se rient de nos fiançailles avec Jésus-Christ et de notre anneau nuptial tout empreint de son sang, nous le leur pardonnons sans peine : ils ignorent la réalité, comment en entendraient-ils le langage ? Pour vous qui avez goûté dans une jeunesse sincère les prémices de l'amour divin, je vous parle une langue qui ne vous est pas étrangère, et vous vous étonneriez si je ne voulais vous faire aimer l'Église qu'en vous entretenant de ses bienfaits tels que tous les yeux peuvent les voir. Non, je dois vous conduire plus loin et plus à fond. Il vous faut aimer l'Église parce que Jésus-Christ l'aime, parce qu'il en est le chef, parce qu'il est l'époux des âmes qui la composent, et que par elle il se passe entre lui et nous un inexprimable mystère de tendresse et de fécondité.

Du reste, nos ennemis ne s'y trompent pas. Si nous aimons l'Église,

ils la laissent avec une cordialité qui ne justifie que trop notre attachement pour elle. Tout à l'heure je vous parlais des calacombes, et vous avez pu croire que l'Église ne les habitait plus. En êtes-vous bien sûr ? Savez-vous bien où vous êtes en ce moment, où vous étiez hier, où vous serez demain ? O Emmanuel ! si vous pouviez voir le sang que l'Église a versé pour son maître depuis trois siècles, nombrer ses martyrs et ses persécuteurs, peut-être douteriez-vous qu'il s'agit de votre temps, et, muet devant ce spectacle évoqué de l'histoire, le croiriez-vous ressuscité des amphithéâtres de Néron ? Songez à l'Angleterre de Henri VIII et d'Élisabeth ; représentez-vous l'Irlande jusqu'aux jours d'O'Connell ; entrez par quelle porte que ce soit dans les douleurs religieuses de la Pologne, et, à l'heure même où je vous parle, écoutez en Suède, malgré les progrès apparents de la liberté de conscience, le bruit des proscriptions tombant sur de simples femmes. Il n'est pas besoin d'aborder aux rivages lointains de la Chine pour y entendre le marteau et la hache de la persécution ; leurs coups retentissent au cœur même de l'Europe, et le gémissement des martyrs s'élève vers Dieu du pôle de la civilisation au pôle de la barbarie. Quel pays plus que le nôtre a imprimé au front de l'Église ce stigmate de divinité ? Nous ne pouvons faire un pas dans nos vallées, descendre nos collines ou traverser nos forêts, sans y rencontrer des ruines qui attestent au voyageur l'implacable puissance de nos ennemis. L'Église de France est un tombeau qu'on a rouvert ; la vie s'y est retrouvée, mais elle y lutte encore avec l'esprit de destruction.

Ne vous en étonnez pas. L'Église est dépositaire de trois choses nécessaires à l'homme, mais qu'il craint plus encore qu'il ne les estime : la vérité, la sainteté, l'autorité. C'est là ce que recouvre, non plus derrière un voile, mais à la face de tous, l'arche d'alliance du Nouveau Testament. Retranchiez-la du monde, qu'y restera-t-il ? Une vérité mal affirmée, spéculation incomplète de l'esprit qui n'atteint pas le peuple et qui égare aisément les sages ; une sainteté entrevue peut-être par la conscience, mais incapable de conduire et de soumettre nos passions ; une autorité purement humaine en toutes choses, tantôt maîtresse jusqu'à l'abus, tantôt faible jusqu'au mépris, pouvant protéger les intérêts d'un peuple par des lois, son honneur par la guerre, mais sans empire sur les âmes et n'embrassant l'humanité, si elle y pense que dans les stériles vœux d'une philanthropie académique. Le paganisme et le mahométisme sont les seules grandes réalités que la raison humaine ait produites en dehors de l'Église ; nous n'avons pas d'autre exemple ni d'autre image de ce qu'elle peut par elle-même, et, si aujourd'hui elle couvre ses desseins ou ses rêves de frontispices nouveaux, il est aisé d'y reconnaître qu'elle n'ira pas plus loin dans la

grandeur morale, et beaucoup moins loin dans la grandeur religieuse. Ce qui restait de Dieu dans le paganisme, ce qui en reste encore dans le mahométisme, est au-dessus de la portée de nos contemporains; ils sont plus bas du côté du ciel, quoique au même niveau du côté de la terre. Si l'Eglise devait périr, vous ne reverriez plus Scipion et pas même Saladin.

Cela étant, mon cher ami, et vous n'en avez aucun doute pour peu que vous ayez lu dix pages des prophètes de notre siècle, cela étant, je vous demande au nom de votre âme à laquelle vous croyez, au nom de votre tombeau qui vous survivra parmi les hommes, de quel amour profond, entraînant, indicible, ne devez-vous pas aimer l'Eglise de Jésus-Christ? Pour moi, quand j'y songe, je tombe aux pieds des martyrs avec une passion qui tient de l'idolâtrie, et j'ai la certitude qu'ils ne manqueront jamais à la liberté de notre foi de chrétiens pas plus qu'à la providence de Dieu. Le sang qui nous a sauvés nous sauvera toujours, et de la persécution même, quelle que soit sa forme, naîtra la vengeance de la vérité, qui est de survivre à tout. Vous verrez, n'en doutez pas aussi, vous verrez jusque dans l'Eglise de Dieu des abus se produire, des scandales paraître. Jésus-Christ nous l'a prophétisé: *Il est nécessaire qu'il arrive des scandales*<sup>1</sup>. La faiblesse humaine se fait jour partout, et, je vous l'ai dit, les pécheurs eux-mêmes ont dans l'Eglise un droit de cité. La miséricorde divine ne les en a point bannis; elle a versé pour eux comme pour les justes des prières, des larmes et du sang. Ils sont les fils prodigues de l'amour, les héritiers du repentir, l'ombre qui accompagne la lumière et qui s'y transfigure à un mouvement de l'astre d'où elle sort. Pourquoi ne souffririons-nous pas de leurs fautes, puisque nous devons nous réjouir de leur conversion?

Mais ce n'est pas, croyez-le bien, ce triste spectacle de nos misères révélées qui est la cause des haines qui poursuivent l'Eglise. Qui jamais jugea de l'Océan par l'écume qu'il rejette sur ses bords, ou par les tempêtes qui agitent ses flots? L'Océan n'est pas dans les impurs débris de ses rives ni dans l'inclémence de ses orages: il est dans la profondeur et l'étendue de ses eaux, dans les chemins qu'il ouvre au commerce de toutes les races, dans la solennité de son repos, dans la magnificence de ses émotions, dans l'abîme de ses bruits comme dans l'abîme de son silence; et, lorsque le matelot, porté sur ses voûtes tranquilles, les voit tout à coup trembler et gronder, il n'accuse pas le Dieu qui a fait cette immensité sublime, il n'accuse que sa faiblesse, et le front par terre, sur la planche de son navire, il implore l'étoile qui conduit tout et qui pacifie tout. Ce ne sont point nos pécheurs qui

<sup>1</sup> Saint Matthieu, ch. xxviii, v. 7.



tournent le monde contre nous, ce sont nos saints; ce ne sont point nos vices, mais nos vertus et nos bienfaits. Jésus-Christ était pur quand il fut crucifié; et, si moins heureuse que lui l'Église n'a pas toujours et dans tous les siens cette transparence divine, son honneur est de ne jamais souffrir que pour la même cause qui fit mourir son maître.

Je veux, en finissant, vous mettre en garde contre une pensée capable de vous émouvoir ou de vous attrister. On vous dira que l'amour de l'Église est incompatible avec l'amour de la patrie, que tôt ou tard vous aurez à choisir entre l'une ou l'autre, et que vous ne demeurerez un membre fidèle de la première qu'en devenant un fils dénaturé de la seconde. J'attache un grand prix à ne pas vous laisser cet écueil en perspective, parce que l'amour de la patrie est avec l'amour de l'Église le sentiment le plus sacré du cœur de l'homme, et que, s'il était possible que l'un fût ennemi de l'autre, ce serait, à mes yeux, le plus profond déchirement que la Providence eût ménagé à notre épreuve d'ici-bas. Mais il n'en est rien. La patrie est notre église du temps, comme l'Église est notre patrie de l'éternité, et, si l'orbite de celle-ci est plus vaste que l'orbite de celle-là, elles ont toutes deux le même centre qui est Dieu, le même intérêt qui est la justice, le même asile qui est la conscience, les mêmes citoyens qui sont le corps et l'âme de leurs enfants. L'Église, il est vrai, peut être en contradiction avec le gouvernement d'un pays; mais le gouvernement d'un pays n'est pas la nation, bien moins encore la patrie. Quel est celui d'entre nous qui ait jamais pensé que sa patrie est dans la tête ou le cœur des hommes qui la gouvernent? Notre patrie est le sol qui nous a vus naître, le sang et la maison de nos pères, l'amour de nos parents, les souvenirs de notre enfance, nos traditions, nos lois, nos mœurs, nos libertés, notre histoire et notre religion. Elle est tout ce que nous croyons et tout ce que nous aimons sous la garde de ceux qui naquirent avec nous au même point du temps et de l'espace, de la terre et du ciel. Le gouvernement n'est pour nous qu'un moyen de conserver tous ces biens dans leur ordre et leur sécurité; et, si, loin d'accomplir cette mission, il la trahit ou la déshonore, nous nous réfugions dans le sentiment de la patrie pour y chercher secours, espérance et consolation. Quand Néron gouvernait le monde, Rome continuait d'exister dans ceux qui l'aimaient, et son forum désert était la patrie de ceux qui en avaient encore une.

Lors donc que le gouvernement d'une nation persécute l'Église, ou bien cette nation est catholique, ou bien elle ne l'est pas. Si elle est catholique, ce n'est pas l'Église qui attaque la patrie, c'est la patrie qui est opprimée dans un de ses éléments les plus saints et les plus chers, dans sa foi religieuse, et l'Église, en se défendant par la parole

ou le martyr des siens, défend avec elle-même la patrie outragée et méconnue. Si, au contraire, la nation n'est pas catholique, il est bien vrai que l'Eglise n'entre pas dans les éléments qui la constituent telle qu'elle est ; mais elle y est comprise encore par le droit naturel des hommes à la vérité, à la grâce, au salut éternel, et l'Eglise, en bravant la persécution, travaille encore à deux biens de la patrie, l'un qui est futur et qui est sa conversion, l'autre qui est présent et qui est la liberté de sa conscience. De Néron à Dioclétien, l'Eglise combattit de la sorte, et, si Tacite l'appelait à cause de cela *l'ennemie du genre humain*, le genre humain plus tard lui a décerné les noms de libératrice et de mère. Tout libérateur a deux instants dans sa vie : l'un où il est coupable de haute trahison, l'autre où la postérité lui dresse des statues ; l'Eglise a vu ces deux moments, et tous les deux existent ensemble pour elle, parce que toujours et jusqu'à la fin elle sera persécutée comme conquérante là où elle ne règne pas, et saluée comme la lumière des âmes et la paix des peuples là où elle a conquis l'empire.

Arrêtons-nous, Emmanuel, je sens que mon cœur n'est plus maître de lui. Cette double image de l'Eglise et de la patrie me rappelle trop tous mes souvenirs, mon berceau et mon baptême, les genoux de ma mère, les instincts de mon enfance, mon retour à Dieu, les amitiés de ma jeunesse, tant d'âmes où la mienne ne fut pas étrangère, tant d'aspirations satisfaites, et tant d'autres blessées, les tombes que j'ai bénies et qui m'attendent pour partager avec moi, et ce bonheur enfin d'avoir trouvé dans mon pays la plus durable alliance d'un grand peuple et d'une grande foi. Vous jouirez, à votre tour, de ces biens qui me furent faits, et, quoi que vous entendiez dire de l'Eglise, la France sera derrière vous pour la justifier.

H. D. LACORDAIRE.

## LE PASSÉ ET L'AVENIR DES MORMONS

---

Depuis plusieurs années déjà, et depuis quelques mois surtout, l'Europe a les yeux fixés sur cette secte singulière qui s'est élevée en Amérique aux proportions d'une religion nouvelle. Dans ce pays où tous les cultes jouissent d'une tolérance illimitée, on a vu avec étonnement le gouvernement fédéral prendre des mesures décisives et énergiques pour obtenir la soumission des Mormons, ou pour les expulser du sol qu'ils occupaient s'ils s'y refusaient, et l'on s'est hâté d'en conclure que les États-Unis allaient devenir le théâtre d'une guerre civile. M. Buchanan lui-même déclarait, dans son dernier message au Congrès, qu'il fallait absolument réprimer cette première tentative de révolte contre les lois de l'Union américaine, tandis que Brigham Young, le président-roi du mormonisme, proclamait à son de trompe que les fidèles allaient se défendre jusqu'à la mort. Les circonstances étaient donc graves ; elles l'étaient d'autant plus même, que les troupes régulières sont peu nombreuses aux États-Unis et que les Mormons avaient, disait-on, ravagé les fourrages et les vivres à deux cent milles autour de leur région presque inaccessible. Tout à coup, au milieu de cette attente générale, il se répand une étrange nouvelle : accueillie avec défiance d'abord, confirmée bientôt par des renseignements positifs, elle finit par exciter le rire de ceux qui s'attendaient à un autre dénouement. Bref, les Mormons abandonnent leur pays de prédilection, la ville et les nombreux établissements qu'ils ont fondés dans la vallée de l'Utah, pour émigrer en masse vers la Sonora, province mexicaine, dont ils prétendent probablement s'emparer. Quelle est la cause de ce brusque revirement ? Pourquoi cet accueil pacifique fait si subitement au nouveau gouverneur qu'on devait recevoir à coups de fusil ? Comment la secte a-t-elle pu adopter avec autant de facilité la détermination de ce nouvel exode, succédant à tant d'autres odyssées ? Enfin, quel avenir est réservé au mormonisme, dans le pays qu'il va conquérir ? Ces questions offrent assurément un certain intérêt. Selon nous, on ne peut y répondre qu'en jetant un coup d'œil sur l'organisation civile et politique des Mormons, organisation où l'on trouve des dé-

tails inconnus jusqu'ici du public français. C'est sur ce terrain que nous convions nos lecteurs à nous suivre pendant quelques instants.

Nous n'avons nullement envie de raconter ici l'histoire de Joseph Smith, fondateur du mormonisme, ni d'exposer l'ensemble de la théologie monstrueuse qu'il réussit à faire accepter par ses trop crédules sectateurs. Ce travail a déjà été fait en Angleterre et en France; nous nous contenterons d'y renvoyer<sup>1</sup>. Il nous suffira de rappeler que deux dogmes fondamentaux forment la base de cette prétendue révélation. Le premier ravale la Divinité au niveau de l'homme, en établissant un panthéisme matérialiste, dont l'élasticité permet sans cesse la proclamation de nouveaux principes découlant du premier et provoquant au plus haut degré les passions sensuelles. Le second principe, conséquence du premier, attaque la morale et la famille dans leur essence, en permettant, mieux encore, en reconnaissant la nécessité absolue de la polygamie pour augmenter sans cesse le nombre des saints héritiers élus des promesses divines et destinés à posséder la terre entière, au préjudice des gentils, c'est-à-dire des nations qui n'ont pas le bonheur d'appartenir au mormonisme.

De tels principes, mis immédiatement en pratique par leurs sectateurs, les firent chasser de tous les lieux où ils s'établirent successivement. Dans l'Ohio, dans le Missouri, dans l'Illinois, ils se compromirent auprès des habitants par leurs mœurs licencieuses et par les déprédations dont ils se rendaient coupables, même envers ceux qui les avaient d'abord accueillis avec bienveillance. La guerre civile fut plusieurs fois sur le point d'éclater entre eux et leurs adversaires : les choses allèrent même si loin, que Joseph Smith, le prophète, succomba dans une lutte contre les citoyens de l'Illinois qui l'assassinèrent, ainsi que plusieurs de ses compagnons, dans une émeute populaire. Les Mormons en firent un martyr : singulier martyr que celui qui se défendait à coups de pistolet et qui se trouvait obligé de fuir la vindicte des lois, comme fabricant de fausse monnaie et comme banqueroutier ! A tout prendre cependant, cette mort violente fut pour lui un bonheur, en lui donnant je ne sais quel caractère sacré. « Le meurtre de cet homme, dit un agent officiel du gouvernement américain, fut à la fois un crime et une faute politique. D'après les voies or-

<sup>1</sup> Les ouvrages où l'on trouve les détails les plus authentiques sur la secte sont les suivants : *The Mormons, or the Latter-day saints, in the valley of the great Salt Lake*; by lieut. J. W. Gunnison. Philadelphia, 1852.

*Utah, and the Mormons*. By Benj. Ferris. New-York, 1854.

*The Mormons*. By Henry Mayhew. London, 1852.

Les Mormons ont établi à Londres une grande librairie, où se trouvent toutes leurs publications les plus importantes. C'est dans ces divers écrits que nous avons puisé les principales données de ce travail.

dinaires de la justice, il serait arrivé au pénitencier. Joseph Smith travaillant sous l'uniforme du *convict*, Joseph Smith occupé à fabriquer des souliers, ou à tailler des pierres pour le compte du gouvernement, aurait été bien vite dépouillé de la peau du lion : en le contemplant à travers les barreaux d'une prison, ses admirateurs auraient bientôt senti naître un dégoût profond pour leur idole. »

## I

PRÉSIDENTE DE BRIGHAM YOUNG. — ÉTABLISSEMENT DES MORMONS DANS L'UTAH.

La mort de Joseph Smith, arrivée en 1844, ouvre donc la seconde et plus importante période du mormonisme. Celui-ci avait marché jusque-là en tâtonnant ; c'est de la présidence de Brigham Young que date son organisation définitive. C'est ici donc que commence véritablement notre étude.

Le prophète avait été enlevé tellement à l'improviste, qu'il n'avait eu le temps de jeter son manteau à aucun de ses confidents. Les compétiteurs ne manquaient pas cependant pour le recueillir ; mais, avant tout, il était urgent d'apaiser l'émotion populaire. L'assassinat de Joseph Smith et de ses compagnons avait exaspéré les Mormons, qui ne rêvaient que vengeance et pillage. Les chefs de la secte sentaient bien que des succès de ce genre seraient passagers et attireraient sur eux toutes les forces de l'Union. Leur position légale était bonne d'ailleurs : victimes d'un attentat odieux que flétrissait publiquement le gouverneur de l'État, ils pouvaient en appeler hardiment à la vindicte des lois. Ce fut le parti que prit sur-le-champ Brigham, président du Conseil des Douze Apôtres ; il réussit à calmer l'irritation des saints. Ce premier avantage une fois obtenu, on procéda à l'élection d'un nouveau prophète. Brigham Young était lui-même un candidat sérieux ; mais Sidney Rigdon, un des premiers compagnons de Smith, n'était pas homme à céder si facilement la place. Il prétendit avoir obtenu une révélation qui l'établissait le Voyant et lui donnait des lumières surnaturelles touchant l'organisation future de la secte. En vertu de ces lumières, il alla jusqu'à consacrer des prophètes subalternes, des prêtres et des rois. Il fallait cependant couper court à ces prétentions : Young prit son parti avec promptitude et décision. Il convoqua une assemblée générale des saints, qui délégua au Conseil des Douze le pouvoir des clefs et le gouvernement de l'Eglise : c'était en réalité les remettre à Brigham Young. Aussi le premier acte du Conseil fut-il de faire le procès à Sidney Rigdon : on déclara ses révélations *une œuvre*

*du démon*, et il se vit retranché de la secte. Quelques jours plus tard, Young fut élevé sans opposition à la présidence souveraine.

Les conjonctures étaient critiques; mais le nouveau chef apportait dans l'exercice de ses fonctions une habileté, une ténacité supérieures même à celles qu'avait déployées le fondateur du mormonisme. Pour donner un aliment à l'activité fiévreuse et malsaine de ses confrères, il commença par les pousser avec ardeur à la construction du temple, centre et symbole du nouveau culte. C'était aussi un moyen assuré de battre monnaie: les souscriptions abondèrent de toutes parts, et, dès la fin de décembre 1844, l'organe officiel put dire: « Le temple a fait plus de progrès que jamais depuis la mort de Joseph Smith; et jamais non plus les affaires de la ville n'ont été plus prospères. » Il est de fait que Nauvoo, alors la capitale des Mormons, renfermait quatorze mille habitants, dont les neuf dixièmes étaient des Mormons. Mais l'œil vigilant de Brigham vit bien que ce calme était momentané; les mêmes orages qu'avait partout soulevés la présence des Mormons allaient bientôt éclater avec une violence redoublée et les expulser définitivement de ces contrées. Les habitants de l'Illinois, si généreux à leur égard, les accusaient à leur tour de résister à l'exécution des lois, de faire de leur ville un vaste entrepôt d'objets volés, de se livrer à une licence destructive de toute société civilisée. Les Mormons avaient beau repousser ces inculpations, personne ne voulait croire à leur sincérité, et l'opinion publique se déclarait de plus en plus contre eux. Chaque jour on voyait renaître des scènes de violence; enfin il se forma une ligue pour chasser les sectaires du territoire. Dans une assemblée de délégués nommés spécialement pour aviser aux moyens d'exécution, il fut arrêté en principe que cette expulsion se ferait paisiblement, si cela était possible, par la force, si les circonstances l'exigeaient. La question devenait donc urgente pour le nouveau prophète-roi: parvenir à calmer par des concessions l'exaspération populaire, ou émigrer encore une fois en masse; il n'y avait pas d'autre alternative. Young avait trop de perspicacité pour ne pas voir que la constitution de son église ne s'harmoniserait jamais avec celle des États-Unis: tout nous porte même à croire qu'il caressait avec plaisir l'idée de se fixer définitivement dans une région éloignée de la civilisation, où il pourrait diriger, gouverner, mouler comme une pâte molle l'étrange société dont il était maintenant le chef suprême.

Il s'arrêta à ce dernier parti et se mit immédiatement à l'œuvre en y préparant peu à peu les esprits de ses saints. Ce n'était pas, après tout, une entreprise fort difficile: les Mormons formaient dans leur ensemble une tribu à peu près nomade, qui avait rompu avec les liens de la famille et de la patrie pour se rassembler dans la nouvelle Sion; en outre, ils étaient animés d'une haine implacable contre les États-

Unis, dont les citoyens leur avaient fait subir des pertes cruelles, dont le gouvernement s'était trouvé impuissant à les protéger contre les attaques armées de leurs adversaires. Au lieu de s'en prendre à eux-mêmes de la répulsion générale dont ils étaient l'objet, ils acceptaient avec joie une prophétie de Smith, annonçant d'avance la dévastation et la ruine de la jeune république. De pareilles dispositions n'étaient guère propres à amener la conciliation ; mais elles favorisaient singulièrement les projets de Brigham Young. L'obstacle le plus sérieux à leur réalisation était précisément la construction de ce temple à laquelle il conviait ses coreligionnaires. Ce temple était presque achevé ; on y célébrait déjà les rites prescrits ; on y administrait le fameux baptême pour les morts ; tous enfin y avaient contribué par leurs offrandes en nature, en argent ou en travail. Le sacrifice était rude ; mais Young compta sur le fanatisme, et l'événement prouva qu'il avait raison. L'émigration fut donc résolue dans un conseil tenu le 6 octobre 1845, et, dès le mois de janvier suivant, une circulaire du conseil suprême en fixa l'époque au printemps de 1846.

Ici se présentent deux faits caractéristiques de cette multitude aveuglée. Il existait encore un frère du prophète, William Smith, sur la tête duquel celui-ci avait appelé, de son vivant, toutes les bénédictions du ciel. Mais William avait commis le crime irrémissible d'aspirer à recueillir l'héritage de son frère, et, n'ayant pu y réussir, il laissa échapper quelques révélations fâcheuses pour l'honneur des Douze Apôtres. En conséquence, on se hâta de l'excommunier, en le déclarant apostat, et la masse des Mormons accepta sans murmurer cet anathème lancé contre le dernier représentant de leur premier pontife. William récrimina en publiant de nouveaux détails sur les desseins de la secte. « Depuis longtemps, dit-il, ils ont formé le projet d'élever quelque part un État indépendant, soit dans le voisinage des montagnes Rocheuses, soit près de la Californie. Grâce aux intrigues des chefs dont les poches se remplissent par les travaux des Mormons, ceux-ci sont animés d'une haine profonde contre les États-Unis : aussi peu à peu perdront-ils tout sentiment américain ; séparés par une barrière de montagnes et par de minutieuses prescriptions religieuses, ils ne reconnaîtront plus d'autre règle que la *liberté mormonique*. » La suite a prouvé la vérité de ces affirmations.

Le second fait, plus curieux peut-être encore, montre le prodigieux ascendant des chefs sur ce peuple qu'on pourrait appeler judaïque. Malgré l'imminence d'un prochain départ, Brigham Young exhorta ses frères à achever le temple, à y travailler même plus activement que jamais, afin d'y célébrer tous les rites avant l'émigration. L'édifice fut terminé avec beaucoup de soin, et abandonné à jamais quelques heures après avoir été témoin des pompes d'une cérémonie magnifique.

Brigham Young déploya des qualités précieuses lorsqu'il s'agit d'organiser ce voyage de vingt mille âmes à travers les immenses savanes qui les séparaient du territoire de l'Uliah, où les Mormons avaient résolu de s'établir. L'émigration s'accomplit avec moins de souffrances et d'accidents qu'on n'aurait pu attendre dans une semblable conjoncture. Il est juste de remarquer aussi que l'avant-garde de ces caravanes successives se composait de ces *pionniers* américains que ne rebute aucune difficulté, qui trouvent des ressources dans tous les dangers. Au fond des tentes ambulantes, attelées de deux bœufs, on filait, on tissait le drap ; une fois arrivé au bivac, on chassait, bêchait, labourait la terre ; on forgeait le fer, on fabriquait des voitures, des armes, des charrues, comme au sein d'une grande ville. Ces occupations servaient à soutenir le moral des émigrants. Parfois on suspendait ces travaux pour se livrer à des amusements ; la musique elle-même n'était pas oubliée. La première troupe, s'élevant à environ deux mille hommes, traversa le Mississipi sur la glace dès le mois de février 1847. Elle eut naturellement beaucoup à souffrir du froid ; mais, formée en grande partie de trappeurs robustes, habitués à ne compter que sur eux-mêmes, elle remplit admirablement le service qui lui était imposé et atteignit sans trop de pertes le lieu de sa destination. Au mois de juillet suivant, on vit arriver à la vallée du lac Salé un nouveau convoi de quatre mille Mormons ; ils se mirent sur-le-champ à cultiver cette terre riche et fertile, et à jeter les fondements d'une ville pour recevoir ceux qui allaient arriver.

Eu attendant, comme nous l'avons dit, leurs coreligionnaires restés à Nauvoo avaient achevé de construire leur temple ; mais ce fait lui-même tourna contre eux. Les autres habitants de la contrée y virent la preuve d'un dessein arrêté de se soustraire aux engagements contractés et de se ménager le retour ; les bruits les plus alarmants, se répandant avec rapidité, soulevèrent de nouveau l'irritation publique. Selon les uns, les Mormons ne voulaient plus partir ; selon les autres, ils allaient revenir soutenus par des hordes indiennes et se venger avec usure de leurs adversaires. Alors les mêmes scènes de violence recommencèrent sur une plus grande échelle ; les malheureux sectaires restés à Nauvoo eurent à soutenir un siège en règle durant trois jours entiers, au bout desquels il leur fallut abandonner la ville pour s'acheminer, à l'entrée de l'hiver, vers ces asiles temporaires que leur avaient préparés leurs devanciers. Ce fut une longue et douloureuse odyssée, marquée par des souffrances horribles et par les tombeaux des nombreuses victimes qui moururent en route. Elle fournit aux Mormons des arguments plausibles pour crier à la persécution, et ils profitèrent de l'occasion. On ne saurait assez flétrir ces attaques brutales contre une population aveugle sans doute, mais à peu près sans



défense, et qui, de l'aveu de témoins impartiaux, exécutait cette fois avec loyauté les conditions qu'on lui avait imposées.

Le territoire de l'Utah, où les disciples du prophète avaient résolu d'établir leurs demeures, est situé entre le 37° et le 42° degré de latitude boréale : à l'occident, il est borné par la chaîne de Sierra-Nevada; à l'est, par les hautes crêtes des montagnes Rocheuses, et il offre une superficie de cent quatre-vingt huit mille milles carrés. Cette vaste région renferme dans son enceinte, non-seulement la partie qu'on appelle le Grand Bassin, mais de nombreux affluents du Missouri qui courent entre les monts Wasatch et les Rocheuses. Le Grand Bassin proprement dit est une des parties les plus curieuses et les plus pittoresques de l'Amérique septentrionale. Il est complètement enfermé au sein de hautes montagnes dont les cimes sont couvertes de neiges éternelles. La plupart de ces cours d'eau n'aboutissent à aucune mer, mais tombent dans des lacs qu'ils ont sans doute contribué à former. Comme sur le continent asiatique, d'autres se perdent dans les sables ou disparaissent peu à peu sous l'influence d'une évaporation puissante. Selon toutes les apparences, ce bassin formait, dans les siècles les plus reculés, une vaste méditerranée dont il est facile de suivre encore les traces sur les flancs des montagnes voisines. La colline même sur laquelle s'élève aujourd'hui la capitale du mormonisme se montre comme un phare éloigné à une distance de huit lieues; et, grâce à ce point de repère, nous dit M. Ferris, on peut reconnaître à l'œil, sur les hauteurs, la limite qu'atteignaient autrefois les flots de cette mer à jamais disparue.

Le Grand Bassin n'a été jusqu'ici que partiellement exploré. Les établissements des Mormons s'étendent le long des monts Wasatch, contournant la rive septentrionale du lac Salé, pour se diriger ensuite vers le sud, sur une longueur totale d'environ cent quinze lieues. L'émigrant ordinaire qui se rend en Californie traverse leur capitale avant de passer plus loin; mais souvent aussi il s'y fixe, séduit par des offres précieuses et par l'attrait de ces mœurs faciles. Les parties déjà connues de la vallée offrent des traits saillants et dignes d'être notés. Quand on longe le lac Salé, en suivant la route de Californie, on rencontre une foule de torrents qui se précipitent vers l'Orégon; mais le point de partage des eaux ne se trouve qu'à douze lieues de la rive septentrionale. Le voyageur qui accomplit cette rude ascension a devant et derrière lui un panorama magnifique de pics amoncelés les uns sur les autres. Quelquefois les neiges étincelantes au soleil ressortent plus vives encore par le contraste d'une pyramide granitique lançant dans les airs ses arêtes roses, brunes ou noires, tandis que, sur l'arrière-plan, la roche fouillée, déchiquetée par le travail réuni des eaux et des ouragans, se dresse sous la forme de tourelles, de bastions et de contre-

forts. On dirait alors quelque manoir féodal transporté par la baguette d'une fée dans la terre enchantée du nouveau monde. Ces terrains, la plupart de formation primaire, témoignent aussi par des traces nombreuses, des efforts qu'a faits la terre pour soulever ces masses gigantesques. Peu de localités offrent autant d'objets de recherches pour le géologue et le naturaliste. Ici vous rencontrez une source assez chaude pour faire cuire un œuf en quelques secondes ; là, une autre dont la douce température offre un bain des plus rafraichissants ; presque toutes cependant sont saturées de soufre ou de sels alcalins. Quelques-unes laissent échapper un énorme volume d'eau qui forme de petits lacs, autour desquels habitent des milliers d'oiseaux aquatiques au plumage des plus brillants, aux mœurs les plus variées, qu'attire l'atmosphère vivifiante de ces bords.

Le grand lac Salé lui-même présente une abondante matière d'études scientifiques. Il a quarante-cinq lieues de longueur sur vingt-cinq de largeur ; on pourrait l'appeler un vaste amas de sel. L'eau en est saturée au point de faire croire à un immense dépôt de sel gemme qui en formerait le fond. Entre la ville du Grand-Lac et la rivière de l'Ours, on rencontre une source dont le caractère est identique. Lorsque, sous l'impulsion du vent, les vagues se précipitent vers certaines parties de la grève, le sel qu'elles y déposent s'amoncelle en telle quantité, qu'on le ramasse par pelletées pour l'employer aux usages domestiques. Par l'évaporation seule, on obtient un seau de sel sur trois seaux d'eau. Malgré la limpidité du lac, nul être vivant ne peut y exister ; mais un grand nombre d'îles élèvent au-dessus des flots leur surface couverte de gras pâturages.

A quinze lieues au sud, s'étend le lac de l'Utah, uni au premier par la rivière du Jourdain. Par un singulier contraste, les eaux en sont d'une douceur délicieuse et abondent en truites saumonées. Quand on en approche en venant du Nord, la vallée du Jourdain se rétrécit d'abord pour s'étendre bientôt et offrir aux yeux charmés un spectacle enchanteur. Le lac se déroule dans sa majesté paisible et paraît fermé de tous côtés par de hautes montagnes couvertes de neige. A mesure que descend le voyageur, il aperçoit une large bande de terres arables courant entre le lac et ces aiguilles gigantesques ; puis des gorges profondes ou *kanyons*, d'où le vent s'élance avec tant de furie, qu'on l'a comparé au soufflet d'un forgeron. Ce sont pourtant les seuls défilés qui permettent de pénétrer dans cette région, partout ailleurs inaccessible.

La minéralogie trouvera de précieuses ressources dans le Grand Bassin. A une certaine distance de la cité naissante, le fer et la houille abondent en quantités énormes, n'attendant que la main de l'homme pour livrer à l'industrie leurs riches produits. Quant aux chercheurs

d'or, de nombreuses indications leur promettent, dit-on, un butin assuré vers la ligne qui sépare l'Utah de la Californie.

Sous le rapport de l'agriculture, on doit s'attendre qu'en un pays de montagnes comme celui-ci de grands espaces sont condamnés à une stérilité perpétuelle ; mais, dans les vallées arrosées par des cours d'eau ou permettant l'irrigation artificielle, la terre récompense avec usure les travaux du laboureur. Grâce au climat, assez semblable à celui de l'Italie septentrionale, on peut y cultiver les plantes des régions plus favorisées par le soleil. Beaucoup de nos espèces potagères y atteignent aussi des proportions énormes.

Sous le point de vue politique et commercial, l'établissement des Mormons dans cette région acquiert une haute importance. Il est placé précisément à peu près à mi-chemin entre la côte orientale du continent américain et les rives du Pacifique : l'émigrant à destination de l'Oregon ou de la Californie arrive à ce point de la route au moment où tout lui fait défaut ; épuisé d'esprit et de corps, ses bêtes de somme usées par la marche, ses chariots brisés, ses provisions consommées, il n'a que la misère devant lui. Mais, une fois parvenu au lac Salé, il y trouve d'abondantes ressources pour réparer ses forces et faire de nouveaux approvisionnements : on dirait en vérité, fait observer un auteur américain, que la Providence se sert du fanatisme des Mormons pour établir ce lieu de repos et exécuter ses desseins sur ce pays. Les saints, tout en ne voulant avancer que les intérêts de leur secte, ont fondé une colonie florissante dont le caractère exclusif ne peut tarder à changer. Dans le courant perpétuel d'émigration, ils ont déjà réaïsés des bénéfices énormes ; car leur ville de Déséret est devenue un marché central pour les arrivants. Jusqu'ici les Mormons ont eu le monopole de ce marché ; mais le gouvernement fédéral va l'ouvrir à tous les sujets de l'Union. En 1850, le nombre des émigrants fut extraordinaire ; ils vendirent à vil prix aux habitants leurs chariots, leurs bestiaux, leurs outils, leurs instruments de labourage et jusqu'à leurs meubles, afin d'obtenir en échange des bêtes de somme et des provisions pour continuer leur route. Souvent aussi des ouvriers habiles sont contraints de vendre leur travail aux Mormons, qui les exploitent sans aucun scrupule. C'est par centaines qu'il faut compter les tâcherons de cette classe, dont le labeur a donné aux entreprises des sectaires un caractère de perfection et de prospérité qu'on a eu tort d'attribuer à l'énergie de leurs croyances religieuses.

L'industrie propre à cette contrée sera sans contredit l'élevage des bestiaux. Entourée partout de hautes montagnes, elle offre au commerce des communications peu faciles. Les cours d'eau y sont à peine navigables, et ses lacs ne pourront jamais relier entre eux des centres assez importants pour donner naissance à une marine marchande. En

revanche, on y rencontre d'immenses espaces de terrain, où croissent toute l'année des graminées douées des qualités les plus nutritives pour le bétail. On y achète donc à bas prix les bêtes fatiguées des émigrants, qu'on abandonne ensuite en liberté dans ces riches pâturages, jusqu'à ce qu'on les achemine vers le marché de la Californie, où l'on est sûr de s'en défaire à des prix fort élevés. Déjà l'on trouve, dans le territoire de l'Utah, quelques-unes des plus belles espèces bovines et ovines ; aussi ce genre de commerce a-t-il été apprécié comme le plus fructueux de tous.

Il est permis de croire qu'aucun de ces avantages n'avait échappé aux chefs mormons, quand ils résolurent de se fixer dans la vallée du grand lac Salé. Il en est d'autres qui attirèrent non moins leur attention, tels que sa situation éloignée de tout pays civilisé et la difficulté d'y parvenir à travers des steppes de plus de trois cents lieues.

Un des premiers soins de Brigham Young, en arrivant lui-même au grand lac Salé, fut d'adresser une encyclique aux Mormons du monde entier. Le développement qu'il donna à cette épître et les points nombreux qu'il y expose en font un document important. C'est un singulier mélange où le mysticisme religieux se combine habilement avec les idées positives de l'homme d'État. De toute évidence, le président se proposait non-seulement de soustraire ses fidèles à la persécution, mais encore de fonder un État indépendant. A cet égard, il reste fidèle à la pensée du prophète. Aussi exhorte-t-il les saints à s'assembler dans la nouvelle Sion munis de tout ce qui peut être nécessaire à une organisation sociale complète. Il recommande expressément l'envoi des plantes et des graines les plus utiles, des animaux choisis dans les meilleures races. L'industrie est loin d'être oubliée : je vois figurer dans la liste une foule d'outils et de machines propres à l'agriculture. « Si vous ne pouvez les apporter, dit-il aux émigrants, procurez-vous-en du moins de bons modèles, afin qu'on puisse les construire ici. » Le passage sur l'éducation populaire mérite encore d'être cité : « Il est fort à désirer que les saints ne perdent aucune occasion de se procurer un exemplaire au moins de chaque ouvrage important sur l'éducation : livres, cartes, modèles de nature à intéresser, à être utiles ou attrayants, propres à gagner l'attention des enfants et à les porter à la lecture ; livres d'histoire, de mathématiques, de philosophie, de géographie, de géologie, d'astronomie, livres pratiques surtout, n'en oubliez aucun. Quand ils parviendront à leur destination, on les remettra à l'archiviste général de l'Eglise, et ils serviront à composer des ouvrages précieux pour la génération nouvelle. » Tout cela est fort sage assurément ; mais il nous paraît très-douteux que la jeunesse mormone puisse jamais profiter de cette instruction par des raisons que nous dirons plus tard. La plus grave, c'est l'absence complète d'une éducation morale dans la famille.

Cet appel, adressé en Europe à des agents habiles, ne demeura passans résultats. Par suite de cette invitation, on vit s'élever dans le Grand Bassin un certain nombre d'industries et d'usines qu'on rencontre seulement dans une société plus avancée. Les émigrants, de leur côté, arrivèrent en foule ; mais beaucoup d'entre eux, les Anglais surtout, ne pouvaient ni défrayer les dépenses du voyage ni pourvoir à leur existence, trop heureux s'ils atteignaient le but de leur long pèlerinage. L'obstacle devenant sérieux, on y avisa par la fondation de deux institutions nouvelles : le *Fonds permanent d'Émigration* et celui des *Travaux publics*. Chacune d'elles se liait à l'*Administration des Dîmes*, trois puissants moyens d'organisation dont dispose le gouvernement théocratique des Mormons. Voyons-les à l'œuvre.

Le fonds permanent d'émigration est alimenté par les souscriptions forcées des fidèles, ce qui en fait un véritable impôt auquel personne ne peut se soustraire, puisque l'émigrant pauvre restitue, sous forme de travail, les avances faites en sa faveur pour lui permettre d'entreprendre le voyage. C'est l'application en grand d'un système adopté, dans un esprit de charité chrétienne, par une dame catholique d'Angleterre, pour faciliter aux émigrants les moyens d'aller chercher fortune dans le nouveau monde. Le Mormon, une fois arrivé au grand lac Salé, n'a plus ni vêtements, ni argent, ni provisions. Mais sur-le-champ on le pourvoit de ces objets ; puis on se hâte de lui bâtir une maison : il se libère de sa dette en donnant un certain nombre de ses journées aux travaux publics. Il n'y a certainement rien d'injuste dans cette organisation, si, dans la pratique, on ne se montre pas dur et oppressif. La direction des dîmes fournit au colon tout ce qui lui est nécessaire jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur que représente son labeur ; mais, comme les divers articles sont cotés à des prix exorbitants, comme encore le malheureux est obligé de payer la dîme de ses journées, cette servitude réelle se prolonge indéfiniment pour lui. On a vu parfois des infortunés tenter la fuite pour se soustraire à cette géhenne ; mais les prairies sont immenses, les Danites ou gardes du président, terribles dans la poursuite de pareils renégats : que faire donc si ce n'est de se soumettre au régime en attendant de meilleurs jours ?

Les Mormons, en s'établissant dans l'Utah, avaient voulu fuir la souveraineté politique des États-Unis ; mais les résultats de la guerre avec le Mexique vinrent les y assujettir de nouveau, le traité de Guadalupe Hidalgo ayant annexé la vallée du grand lac Salé au territoire de la grande république septentrionale. Brigham Young, ne pouvant fonder un royaume indépendant, voulut au moins placer son église au nombre des États fédérés, ce qui lui aurait assuré sa législation, son administration et son gouvernement séparés. Dans ce but, il se bâta

de donner au bassin le nom de Déséret qui, dans la langue mystique de la secte, signifie *Terre des Abeilles*. Par une circonstance assez singulière, cet insecte utile n'a encore été rencontré nulle part dans la région d'Utah. Puis, pour mieux atteindre son but, l'ambitieux président des Mormons assigna au futur État des limites fort étendues ; de manière à obtenir une population d'environ 70,000 âmes, chiffre exigé par la loi pour être admis au rang d'État fédéral. Malheureusement le gouvernement de Washington porta un coup mortel aux espérances de Young, en restreignant de beaucoup les limites en question : il fallut donc se contenter du titre plus modeste de *Territoire* et en être reconnu le gouverneur officiel. Ces faits se passaient en l'année 1850.

Au printemps de 1851, l'Assemblée législative du nouveau territoire fut élue : de ce jour les lois fédérales exerçaient un empire nominal sur les Mormons ; en réalité il n'en fut rien. Il sera bon cependant de se rappeler ce fait ; car le droit d'assurer l'obéissance à ces lois et de réprimer la rébellion des Mormons, invoqué tout récemment par le président des États-Unis dans son message au Congrès, est fondé précisément sur cet acte de 1851.

Après les premiers moments de confusion inhérents à l'établissement d'un si grand nombre de personnes dans la vallée, Brigham Young fit procéder à la construction d'un nouveau temple. Le site en avait été indiqué, assurait-on, par le prophète-martyr lui-même, dans une vision où il s'était montré à son successeur. Dans les premiers mois de 1853, les murs des fondations en étaient déjà presque achevés, et chaque progrès de l'édifice sacré fut marqué par des cérémonies imposantes et propres à frapper l'imagination de la multitude. On pense bien que le merveilleux ne fit pas défaut en pareille occasion. Le prophète-gouverneur déclara que depuis sept ans il avait les yeux fixés sur ce point pour y élever le temple ; de plus, il trouva subitement dans le sol un dollar d'or qu'un des saints avait vu tomber du ciel, indiquant par là que l'argent ne manquerait jamais pour la construction de cet édifice glorieux. « Aussi, disait Young en terminant son allocution, payez exactement vos dîmes ; payez-les toutes, et aucune autre contribution ne deviendra nécessaire. »

## II

### ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE DES MORMONS.

Comme dans toute société humaine, les mœurs privées et publiques des Mormons dérivent immédiatement des doctrines religieuses. On

sait ce que sont ces dernières et comment elles érigent en dogme sacré le matérialisme le plus abject. On ne saurait donc s'étonner que la famille soit viciée dans son essence, et que la polygamie ait été non-seulement tolérée, mais proclamée une des bases du christianisme restauré. Chaque fois que l'intérêt de la secte l'exigeait, elle a hautement nié ce retour à la barbarie musulmane; et, pour soutenir ce démenti, on a été jusqu'à expulser de la nouvelle Église certains membres par trop compromettants, sauf à se réconcilier plus tard avec eux. Grâce à ces artifices, il est devenu possible de tromper pour quelque temps l'opinion publique de ce côté de l'Atlantique. Bientôt cependant il a fallu en prendre son parti devant la masse imposante des témoignages et la doctrine positive du maître. Celle-ci n'est plus niée aujourd'hui; elle s'étale au grand jour dans ses conséquences pratiques. Le sujet est assez grave pour que nous nous y arrêtions quelques instants : trop heureux si ces pages empêchaient une seule famille de se diriger vers la vallée de l'Utah !

Le libertinage de Joseph Smith fut la cause réelle de l'établissement de ce nouveau dogme. Le prophète voulut se mettre à l'abri derrière une révélation divine ! L'expérience était néanmoins périlleuse à faire sur ses propres adhérents; plus périlleuse encore quand il s'agissait des gentils, comme l'événement l'a prouvé. Il commença donc par confier à quelques-uns de ses affidés qu'il avait eu une révélation terrible, impossible à communiquer : si on la savait, on le chasserait de Nauvoo. Cependant, ajouta-t-il, il n'y avait pas à badiner avec les puissances célestes, et il devenait nécessaire de fixer un jour pour faire connaître aux autorités de l'Église la nature de cet ordre suprême. Le jour venu, Smith fut saisi d'un vertueux désespoir; il monta à cheval et s'enfuit de la ville au galop, plutôt que de se soumettre à une injonction aussi contraire à ses principes. Mais voilà que sur la route un ange lui barre le passage; armé d'une épée flamboyante, il menace le prophète d'une mort immédiate s'il ne retourne à Nauvoo pour y remplir sa mission. Que faire en pareille circonstance, sinon obéir ?

J'ai sous les yeux une copie de cette révélation telle qu'elle a été publiée dans le *Deseret News* du 14 septembre 1852, et elle porte elle-même la date du 12 juillet 1843. C'est une pièce beaucoup trop longue pour la donner ici en entier : je me contenterai d'en citer les passages les plus décisifs. Le prophète s'y entretient familièrement avec Dieu, auquel il demande d'abord comment les patriarches ont pu être fondés à prendre autant de femmes et de concubines. A cette question le Seigneur répond par une série de définitions mal sonnantes sur l'adultère, et il passe de là à l'établissement d'une nouvelle morale dans l'Église, morale qui devra même être mise en pratique sous

peine de damnation ! Remarquons déjà que c'est Smith qui, dans cette soi-disant révélation, posa le premier la question ; cela se conçoit, du reste. Voici maintenant le langage qu'il ose bien mettre dans la bouche de Dieu :

« Écoutez la loi concernant le sacerdoce : Si un homme a épousé une vierge et qu'il désire en épouser une seconde, du consentement de la première, voici la règle. S'il épouse la seconde femme, que toutes deux soient vierges et qu'elles n'aient été auparavant promises à personne, cet homme est justifié. Il ne commet point l'adultère ; car elles lui ont été données : comment commettrait-il l'adultère avec ce qui lui appartient à lui et à aucun autre ? Si, en vertu de cette loi, *il lui est même donné dix vierges*, il ne peut encore commettre l'adultère, parce qu'elles lui ont été livrées, ce qui le justifie. Mais, si quelqu'une de ces dix femmes, après avoir épousé cet homme, en prend un autre, elle commet l'adultère et *doit être détruite* ; car son mari les avait reçues pour renouveler et remplir la terre, d'après mon ordre, et pour réaliser la promesse faite par mon Père avant la création du monde. Elles lui ont été données, enfin, pour leur propre exaltation dans les mondes éternels, afin qu'elles engendrent des âmes humaines. Telle est l'œuvre de mon Père, qui doit être continuée pour sa gloire. »

Le cas pouvait se présenter cependant (cela s'est vu) où la première femme refuserait de se prêter à un pareil arrangement. Le prophète y pourvoit de la manière suivante :

« Si elle n'accepte pas cette loi, l'homme pourra recevoir, lui, tout ce que moi, le Seigneur, je lui donnerai, parce qu'elle aura refusé de croire et de servir selon ma parole. Et alors elle sera coupable ; tandis qu'il sera exempté de la loi de Sarah, laquelle obéit à Abraham conformément à la loi, lorsque je commandai à celui-ci de prendre Agar pour femme. » L'avenir est même sauvegardé par ces autres paroles : « Je me réserve de vous révéler d'autres choses encore touchant cette loi : pour le moment, que cela suffise. »

Cela était suffisant sans doute surtout pour légitimer les nombreux désordres du fondateur du mormonisme. Beaucoup d'entre ses adhérents regrettent aujourd'hui qu'il ait jamais songé à *interroger le Seigneur* à ce sujet ; d'autres, et c'étaient les plus ardents, se jetèrent si résolument dans la voie ouverte devant eux, qu'il dut bientôt empêcher leur zèle à dépasser toutes les bornes. Pour cacher aux gentils le scandale de ce dogme honteux, on eut recours au système des unions *spirituelles*. Qu'il n'y eût rien de pareil dans ces prétendues alliances, c'est ce que prouvent et le nombre prodigieux d'enfants abandonnés, ignorant jusqu'au nom de leurs parents, et l'absence complète d'éducation domestique dans la famille, et les haines farouches de toutes ces malheureuses femmes. Tout visiteur des établissements fondés



par les saints des derniers jours a été également frappé de ces faits déplorables. Les dépositions devant les cours de justice en confirment aussi la vérité; et, si nous voulions citer des exemples, nous n'aurions guère que l'embarras du choix. Après ce que le lecteur vient de lire, quelle foi peut-on ajouter à un des chefs de la secte écrivant en France en 1850 : « Comme cette Église de Jésus-Christ a été accusée de fornication et de polygamie, nous déclarons que, selon nous, l'homme doit avoir une seule femme et la femme un seul mari ? » Quelle foi y ajouter, surtout quand on apprendra que ce chef, au moment même où il écrivait ces paroles, avait un véritable harem dans sa maison ?

La polygamie, bien loin d'être abandonnée depuis la mort du prophète, a été érigée en un dogme formel, *nécessaire au salut* ; par un affreux blasphème, on a été jusqu'à l'attribuer à Dieu et à son divin Fils. Nous ne nous sentons pas le courage d'en fournir la preuve : il est des choses qu'un chrétien répugne à répéter. Nous nous contenterons donc de renvoyer le lecteur aux publications des Mormons, s'il éprouve le désir de connaître plus à fond leurs doctrines sur ce triste sujet. Mais voyons du moins quels sont les résultats pratiques du système.

A cet égard on pourrait répondre *a priori* : ces résultats sont ce qu'ils doivent être. La polygamie est devenue la robe de Nessus pour la société mormone. Des témoins oculaires ont calculé, après un séjour prolongé dans la vallée de l'Utah, qu'un quart de la population totale s'y est livré, le nombre des femmes variant pour chacun de deux à cinquante. Les prêtres, entre les mains desquels se trouvent et le pouvoir et les richesses, ont profité plus particulièrement de la révélation. Le nombre des polygames serait, assure-t-on, encore plus considérable, si les femmes ne faisaient défaut. Pour que chaque homme pût avoir deux épouses, il faudrait que la population féminine fût doublée. Ainsi, tandis que les hauts dignitaires de l'Église ont des sérails de dix à cinquante femmes, beaucoup de Mormons ne peuvent en obtenir une seule.

Les conséquences de cet état de choses sous un autre point de vue sont tout aussi déplorables : la mortalité chez les enfants nés de ces unions est effrayante. En réalité, la polygamie détruit la famille au lieu de l'accroître. Prenons pour exemple celle de Brigham Young, le président actuel. On lui connaît trente enfants, sur lesquels huit descendent de ses deux premières femmes légitimes, les autres de ses épouses *spirituelles*. En supposant que chacune de ces dernières eût eu seulement quatre enfants, proportion très-moderée pour l'Amérique, nous arriverons à un chiffre de cent vingt enfants, ou à un déficit sur la population juvénile de quatre-vingt-huit individus. Il serait facile d'appliquer le même calcul sur une plus grande échelle, et nous

arriverions à des résultats analogues. Qu'on aille ensuite vanter les avantages du système pour augmenter la population d'un État !

Cette mortalité extraordinaire qui règne chez les enfants provient à la fois du libertinage des parents et de la négligence qui en est la suite inévitable. En thèse générale, les *saints* prennent tout aussi peu soin de leurs femmes que de leurs enfants; les uns et les autres sont souvent traités plus mal que les bestiaux par l'agriculteur éclairé sur ses vrais intérêts. On chercherait vainement, dit un auteur, dans le quartier le plus dégradé de New-York une tourbe d'enfants plus sales et plus déguenillés que dans la ville du lac Salé... Il est impossible pour le chef de la famille de donner la même attention à toute sa progéniture; il trouve plus commode de l'abandonner. Quand ce pélemêle de femmes et d'enfants se trouve sous le même toit, il n'y existe plus de paix domestique, tous les liens sont rompus et l'on arrive encore au même résultat, c'est-à-dire à l'abandon. Donc arguer d'un accroissement de la population pour soutenir cet usage immonde, c'est proclamer un mensonge insigne<sup>1</sup>. »

Dans une société où l'on viole à chaque instant les lois de la pudeur, il est naturel que la femme en ait perdu jusqu'au souvenir. D'ailleurs la doctrine, on se le rappelle, est progressive : aussi l'inceste a-t-il déjà fait son apparition. En 1852, on discuta très-sérieusement la question de savoir s'il ne faudrait pas fonder un nouvel ordre dans l'Eglise, afin d'autoriser les femmes des missionnaires absents à épouser temporairement d'autres saints, sous le prétexte que, comme il s'agissait de peupler le royaume du ciel, une œuvre aussi importante ne devait jamais souffrir d'interruption. Dans la fureur des guerres messéniennes, Sparte avait eu recours à un remède du même genre pour réparer les pertes causées par les combats à sa population masculine; mais l'histoire dit aussi que les enfants issus de ces unions illégitimes furent regardés avec mépris par leurs concitoyens et qu'ils s'en vengèrent en bouleversant leur patrie. Il était réservé aux Mormons, secte chrétienne du dix-neuvième siècle, d'ériger en honneur ce que Lacédémone païenne considérait comme une dégradation, malgré la pression d'impérieuses circonstances !

A la vue de ces affreux désordres, on est porté à se demander comment un si grand nombre de femmes ont pu accepter volontairement un pareil régime. On explique le fait en se rappelant que beaucoup d'entre elles ignoraient complètement l'existence de la polygamie chez les Mormons, quand elles arrivèrent dans cette lointaine colonie. La plupart aussi sont fort jeunes, inexpérimentées et disposées à croire aveuglément aux paroles de leurs maîtres.

<sup>1</sup> *Utah and the Mormons*, p. 249.

Mais n'entrons pas ici dans plus de détails et tirons un voile sur ces tristes tableaux.

L'organisation politique de la secte est essentiellement une théocratie. Elle ne s'est pas formée d'un seul jet, mais a donné lieu, au contraire, à beaucoup de remaniements. A son début, elle était fort simple : un prophète pour pontife suprême, et, sous lui, quelques meneurs agissant comme prêtres sous sa direction, voilà tout. Avec le succès et le nombre croissant des Mormons, il a fallu aviser à ne pas laisser échapper le pouvoir absolu. Le système actuel atteint parfaitement ce but. Dans l'église mormone, il y a deux sacerdoce, celui de Melchisédech et d'Aaron. Le premier est le plus important ; il renferme un petit nombre de dignitaires qui ont le titre de grands prêtres et d'anciens. Pour assurer à cet ordre la vénération des fidèles, on lui a conféré une foule de privilèges sacrés, dont on prétend faire remonter l'origine jusqu'à Adam lui-même. Ce sacerdoce tient entre ses mains toutes les bénédictions célestes ; il a le dépôt des mystères du royaume éternel, voit les cieux s'ouvrir pour lui, il est en communication constante avec Dieu le Père et avec Jésus-Christ, le médiateur de la nouvelle alliance <sup>1</sup>.

Le sacerdoce d'Aaron a moins d'autorité ; il est seulement en communication avec les anges ; il remplit les fonctions extérieures, prêche la lettre de l'Évangile éternel et administre le baptême de la pénitence pour la rémission des péchés.

Chacun de ces ordres sacerdotaux est soumis à un conseil de présidence qui le contrôle et le dirige, ainsi que tous ceux qui en dépendent. Les évêques constituent ce conseil pour l'ordre d'Aaron. A la tête de celui de Melchisédech se trouve la présidence suprême. Elle est formée de trois personnes, entre les mains desquelles est concentrée l'autorité souveraine, et qui décident en dernier ressort sur toutes les questions intéressant le mormonisme. C'est le sommet de la pyramide.

Cependant à côté de ce conseil on rencontre encore celui des Douze Apôtres, dont le pouvoir est égal en théorie à celui de la présidence suprême : en réalité il n'en est rien. Pour obtenir cette autorité égale, il faut que ses membres votent à l'unanimité, souvenir curieux du jury anglais. De plus, comme les douze apôtres ont pour objet spécial les missions, sous le contrôle immédiat de la présidence, on leur donne rarement l'occasion d'exprimer leur opinion.

Au-dessous d'eux on a constitué le conseil des soixante-dix, dont les votes sont également soumis à la condition de l'unanimité. A vrai dire, ses membres sont les commis voyageurs du mormonisme, chargés,

<sup>1</sup> *Doctrines and covenants*, p. 101.

sous la surveillance des douze, de faire une propagande active en faveur de la secte. L'assemblée générale de ces divers conseils forme le corps spirituel de l'église. Chacun d'eux est pourvu d'un président; il en est de même du conseil suprême, dont le chef est souverain de droit et de fait de tous les Mormons. « C'est de lui, nous dit-on, que découlent les bénédictions célestes; de lui que dérivent les divers commandements, par l'imposition des mains. » Joseph Smith fut, bien entendu, le premier pontife, remplacé aujourd'hui par Brigham Young. Ce président est encore « le voyant, le révélateur, le prophète, rempli des dons de Dieu que celui-ci confère au chef de l'église... Dans les cas difficiles touchant la doctrine ou les principes, il peut interroger le Seigneur pour en obtenir une révélation. »

Smith tenait beaucoup, on le conçoit, à s'assurer ce pouvoir absolu comme prophète; et il va sans dire que l'oracle donnait toujours une réponse dans le sens demandé. On reste confondu devant l'audace avec laquelle cet imposteur fait parler la Divinité. « Et voilà, disait-il en 1830, qu'il y aura parmi les nations une alliance nouvelle, dont tu seras le voyant, le traducteur, le prophète; tu seras un apôtre de Jésus-Christ, un ancien de l'église, par la volonté de Dieu le Père et la grâce de Notre-Seigneur Jésus-Christ; *tu es inspiré par le Saint-Esprit*, afin que tu poses les fondements de cette Église et que tu t'élèves jusqu'à la foi sainte<sup>1</sup>. »

Tous les six mois l'église se réunit en conférence pour réélire le président général : vaine comédie, assurent des témoins dignes de foi, car personne ne s'aviserait de contester la voix du Seigneur sur son élu. Grâce à ses attributs élevés, le chef du mormonisme jouit d'une autorité absolue, entière, sur la hiérarchie inférieure. Dans toute la force du terme, nous avons devant nous une théocratie réelle, se cachant derrière des semblants de liberté dont on ne pourrait se passer aux États-Unis. Aucun moyen n'est omis pour conserver intacte cette autorité suprême : révélations, miracles, don des langues, système d'espionnage organisé sur la plus vaste échelle, tous ces ressorts agissent successivement et souvent à la fois pour ranimer la foi des masses dans l'inspiration du voyant. S'élève-t-il quelque esprit ambitieux tenté de lui disputer une part de son omnipotence, on se hâte de l'envoyer comme missionnaire aux extrémités du monde, où il rend d'utiles services : sinon, on l'écrase. Les paroles suivantes de Brigham Young peuvent faire juger de l'étendue de ce pouvoir.

« Qui me donne la puissance de faire marcher la légion d'Israël et de déplacer les habitants de ce vaste territoire sur un simple signe de ma volonté? pourquoi sont-ils ici d'après mes ordres? que le monde

<sup>1</sup> *Doctrines and covenants*, p. 265.

le dise. Le Seigneur du ciel, l'esprit du saint Évangile, me donne ce pouvoir : je ne l'ai pas de moi-même ; c'est le Seigneur Jésus-Christ qui cherche à sauver les habitants de la terre... Lorsque Dieu appelle un homme à gouverner, il lui envoie la sagesse ; ainsi ne craignez pas de surcharger mon fardeau <sup>1</sup>. »

« Jésus, dit un autre chef mormon, s'efforça de faire la volonté de son Père dans le ciel ; de même nous avons dû faire celle de Joseph, comme aussi nous devons accomplir celle du frère Brigham ; car il nous révèle la volonté de Dieu, qui est sa volonté à lui. Oui, nous accomplissons sa volonté, comme ancien, comme prophète, comme apôtre de Jésus-Christ, tenant les mêmes clefs que tenait autrefois Pierre, les mêmes que tenait Joseph Smith. Voilà ce que vous croyez tous, n'est-ce pas ? Eh bien, si c'est là votre foi, si telle est votre détermination, je veux que vous me la manifestiez en levant la main et en criant Oui. » Ici il s'éleva une forêt de mains et un Oui formidable qui fit trembler la salle d'assemblée. « A la bonne heure, reprit l'orateur, je savais bien qu'il n'en pouvait être autrement <sup>2</sup>. »

Le lecteur peut maintenant se faire une idée du fanatisme qui anime ces masses et du pouvoir dont jouissent ses chefs. Ceux-ci s'en servent avec non moins d'habileté que de profit. Les dîmes sont devenues entre leurs mains un vaste système d'impôts régulièrement établi et auquel il est impossible de se soustraire. Grâce à ce procédé, la masse entière de la propriété privée contribue sans cesse à grossir le trésor du sacerdoce : calqué sur la loi mosaïque, il laisse cependant loin derrière lui le législateur des Juifs en fait d'habileté fiscale. Il est vrai que ce dernier n'avait pas précisément le même but : aussi était-ce bien le moins qu'une révélation spéciale vint imposer le système aux Mormons, et Joseph Smith n'eut garde d'y manquer. Dieu exige, dit-il, *tout le superflu des biens des fidèles*, qui sera déposé entre les mains des évêques. Mais ce n'est là que le premier fruit de l'impôt sacré, qui doit encore s'étendre à jamais sur les revenus annuels. Vous y refusez-vous, on vous expulse du territoire.

Mais qu'est-ce que le superflu ? où commence-t-il ? où s'arrête-t-il ? Le prêtre mormon nous fournira une réponse savante sur la matière. « Tout le superflu d'un saint appartient au Seigneur, en d'autres termes à l'église. Donc, si un de nos anciens baptise un homme possédant 10,000 dollars, celui-ci n'a besoin que de 5,000 pour s'établir, lui et sa famille, dans la vallée, avec une maison, une ferme et tout ce qui en dépend. Ainsi les 5,000 dollars restants formeront le superflu de ses biens, qui sera consacré à l'œuvre du Seigneur. Qu'un autre pos-

<sup>1</sup> *Remarks of Brigham Young*, Deseret News, aug. 26, et 6 nov. 1852.

<sup>2</sup> *Speech of Elder Kimball*, Deseret News, extra. Sept. 14, 1852.

sède 100,000 dollars, il ne lui en faudra que 10,000 pour vivre, et les autres 90,000 appartiennent à l'église pour les travaux publics, sous la direction du président général. Dans le premier cas, les 5,000 dollars laissés au propriétaire seront soumis à la dime annuelle, comme formant l'intérêt du capital. Le grain, les fourrages, le bétail, le capital de toute espèce, la volaille, les fruits, tout ce qui appartient au règne animal ou végétal, le temps même non employé à produire ces choses, seront soumis à la dime annuelle, tant que les saints habiteront la chair. Si l'on n'a aucune propriété et qu'on soit sain de corps, un jour de travail sur dix jours appartient au Seigneur<sup>1</sup>. »

Voilà du moins un langage clair et précis ; aucun saint ne peut arguer de son ignorance pour refuser la dime. Ce qui étonne cependant au plus haut degré, c'est que les Mormons ne se soient pas révoltés vingt fois contre cette spoliation en grand. Beaucoup d'entre eux ont été littéralement ruinés par la dime. Le prophète, il est vrai, avait obtenu du ciel une révélation annonçant que, pour tel ou tel saint, la possession des biens de ce monde était chose nuisible à son salut et que dès lors il était convenable de l'en dépouiller. Il est vrai encore que, si quelqu'un s'avisait maladroitement de regimber contre le joug, on le livrait sans merci aux persécutions incessantes des Danites, qui finissaient par en avoir raison.

Nous avons vu qu'un acte du Congrès américain avait érigé en territoire la vallée de l'Utah, la soumettant ainsi virtuellement aux lois de l'Union. Il fallut donc procéder à l'élection d'une assemblée législative, dont la première session s'ouvrit à l'automne de 1851. Une série de lois y furent passées relativement à l'organisation des tribunaux, à la punition des crimes (la bigamie seule exceptée !), au régime de la propriété privée, des villes, des routes, etc. Jusque-là, rien que de très-régulier, cependant ici même se révèle la puissance du président suprême. Dans ses instructions à l'assemblée, il lui recommande la sobriété de la parole, il s'élève avec énergie contre l'idée d'établir un règlement écrit pour l'assemblée elle-même. « En outre, ajoute-t-il, si vous avez à faire des objections contre les projets de loi qu'on vous soumettra, faites-les avec simplicité, surtout si vous avez quelque chose à proposer. Autrement il vaut mieux vous taire. » Ailleurs, une intervention aussi impérieuse du pouvoir exécutif dans le domaine de la législation eût paru le comble de l'inconvenance, et, comme tel, on l'aurait repoussée avec hauteur ; ici, elle sembla très-naturelle : le gouverneur civil n'était-il pas en même temps le prophète de Dieu ? On se conforma donc absolument à ses intentions. Passer une loi contraire à sa volonté paraîtrait une absurdité, et il en sera de

<sup>1</sup> *Speech of Elder Kimball, Deseret Almanac, 1852.*

même tant que l'Utah continuera d'être soumis à ce régime théocratique. Aussi tout le mécanisme du gouvernement républicain a beau être installé, a beau fonctionner même : jury, cours, magistratures, ne sont que de vaines formes, un système d'automates obéissant à la main habile qui les fait mouvoir. Malheur à celui qui les prendrait au sérieux ! En voici un remarquable exemple.

L'établissement des formes républicaines offrait au pouvoir théocratique cet écueil, que les députés de l'assemblée législative sont nommés par le peuple. Si celui-ci allait élire des hommes suspects d'hostilité au régime mormon, de secrets mécontents ou des victimes de la spoliation pratiquée en grand au moyen des dimes ! Pour prévenir le danger et s'assurer des représentants fidèles à la secte, on passa une loi électorale d'après laquelle chaque électeur est tenu d'apporter son bulletin de vote tout ouvert au président du scrutin. Ce dernier le transmet au secrétaire du bureau qui inscrit le nom indiqué sur un registre à côté de celui de l'électeur, auquel il donne un numéro d'ordre, et, à la fin de l'opération, la boîte contenant les votes est gravement scellée, envoyée à l'archiviste du comté qui vérifie le scrutin en détail. Grâce à cet ingénieux mécanisme, il n'y a plus de scrutin secret, et personne ne peut voter pour d'autres candidats que ceux dont la présidence suprême a fait choix.

Telle est, dans son ensemble et dans ses détails, l'organisation civile et politique des Mormons. On comprendra maintenant comment, dans un territoire ainsi gouverné et aussi isolé de toute communication avec l'étranger, les lois sont sans force pour réprimer les nombreux cas d'extorsion, de vol et même d'assassinat dont il a été le théâtre. A vrai dire, la loi elle-même devient trop souvent le docile instrument du crime.

La hiérarchie mormone acquiert donc l'énergie d'une société secrète, avec ses initiés divers, ses serments de fidélité et de vengeance contre les renégats, avec ses mots d'ordre et ses signes de ralliement par lesquels les adeptes se reconnaissent dans le monde entier. Qu'y a-t-il dès lors d'étonnant qu'une communauté ainsi stimulée par un ardent fanatisme, ainsi disciplinée à une obéissance passive, devienne le théâtre de crimes épouvantables ?

Mais comment se recrute cette étrange association ? par quels moyens est-elle parvenue à enrôler tant de victimes dans ses rangs ? comment sortira-t-elle enfin de la lutte où elle est aujourd'hui engagée contre le gouvernement fédéral ? Questions intéressantes dans l'étude desquelles le lecteur voudra bien nous suivre encore quelques instants

## III

MISSIONS MORMONES. — LUTTE CONTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.  
CONCLUSION.

L'énergie et l'activité que les grands prêtres du mormonisme ont déployées pour accroître le nombre de leurs adhérents ont leur raison d'être dans la situation même de la secte. Pour avoir le droit de former un nouvel État fédéral dans l'Union américaine, il fallait justifier d'une population d'au moins soixante-huit mille âmes dans la vallée de l'Utah. Après avoir échoué une première fois devant la prudence du gouvernement de Washington, les Mormons avaient besoin d'un accroissement rapide de population pour faire une nouvelle tentative dans un avenir prochain. En outre, cet accroissement lui-même était une des meilleures garanties de la perpétuité d'un despotisme soutenu d'abord par le fanatisme d'un troupeau fidèle, mais que devait défendre et propager bien mieux le courant d'émigrants attirés vers l'Eldorado moderne. Quel stimulant dès lors pour en arrêter au moins une partie dans cette vallée si heureusement située à mi-chemin de la Californie ! Brigham Young comprit parfaitement l'importance de cette question. Aussi n'était-il pas arrivé au lac Salé, qu'il prenait déjà ses mesures pour atteindre ce but.

Dans une lettre adressée, en 1850, aux saints du monde entier, il commence par faire un long récit des souffrances que les Mormons ont endurées, et il entremêle ce récit d'appels énergiques aux émigrants. Cette lettre lue, commentée, expliquée par les missionnaires dans les diverses contrées, en Angleterre surtout, produisit un grand effet. Ne nous en étonnons pas trop : elle renferme les offres les plus séduisantes : frais de voyage, saufs conduits et escorte en arrivant en Amérique, promesses de concessions gratuites, d'une hospitalité large et généreuse pour les premiers moments, rien n'est oublié pour tenter les personnes portées à s'expatrier. Et, chose rare assurément, la plupart de ces promesses se réalisèrent d'abord, comme le prouvent les lettres de plusieurs émigrants, qu'on eut bien soin de publier dans les journaux les plus répandus. Il n'en était pas de même, bien entendu, des plaintes des victimes : l'Utah est un pays clos où l'on dit seulement ce que permettent les chefs de la religion. D'autre part, aucun effort ne coûte aux missionnaires mormons pour exécuter les ordres de leur président ; en général, ce sont, nous l'avons dit, des hommes habiles, remuants, ambitieux, écartés par cela même du gouvernement central et qui trouvent dans cette carrière ouverte à leur activité un théâtre



où elle se déploie presque sans contrôle. En 1850, il en partit plus de quatre-vingts pour l'Europe; et, si l'on pouvait croire aux exagérations dont la secte n'est nullement avare, la Grande-Bretagne en aurait vu neuf cent quarante débarquer sur ses côtes il y a peu de mois. Au près des masses, ces hommes jouent le rôle d'inspirés, conformant à peu près leurs discours aux prédications méthodistes, tandis qu'au près des gens instruits ils cherchent à s'insinuer par la flatterie. Nous en pourrions citer de curieux exemples si nous ne craignons de fatiguer la patience du lecteur. Au près des gens sensés ces aventuriers échouent; mais combien de têtes faibles, d'imaginations ardentes, ne réussissent-ils pas à entraîner, grossissant ainsi le nombre de leurs adhérents! Peu à peu cet accroissement même est devenu pour d'autres un motif de se joindre à la secte, sans y apporter aucune conviction religieuse.

Les États-Unis ont fourni au mormonisme un contingent nombreux, quoi qu'en disent les écrivains de ce pays. Nulle part ailleurs, peut-être, une pareille religion n'aurait pu s'élever. N'est-ce pas de là qu'est parti le mouvement? N'est-ce pas là que s'est formé le premier groupe, autour duquel s'est agglomérée la masse accourue des autres régions? Enfin le fondateur et les principaux chefs n'ont-ils pas tous été citoyens de l'Union, et ne reconnaîtrait-on pas leur nationalité à cette hardiesse de spéculation aventureuse, unie à de profonds calculs, qui caractérise à un si haut degré les enfants de la jeune république? Enfin ne sont-ce pas des Américains qui, aujourd'hui même, remplissent presque exclusivement toutes les fonctions. Il est très-remarquable aussi qu'en Europe les pays catholiques, de l'aveu même des Mormons, sont restés sourds à leurs nombreux moyens de séduction. Des tentatives de propagande ont été dirigées sur la France; mais jusqu'ici elles n'ont pas été couronnées de succès. Les Mormons ne se rebutent pas néanmoins, et nous savons qu'en ce moment ils font de nouveaux efforts pour séduire par la perspective d'un avenir heureux cette masse d'indifférents et de malheureux qui n'ont ni croyance ni confiance dans une autre vie. Ce serait peut-être une raison de plus pour l'autorité de les éclairer sur les résultats réels de cette propagande.

C'est donc la protestante Angleterre qui a fourni au mormonisme le plus grand nombre de ses recrues, et ce fait, il faut bien le dire, n'est pas à l'honneur de la moralité des classes inférieures au delà de la Manche. Aussi les missionnaires de l'Utah n'épargnent-ils rien pour maintenir et stimuler ce mouvement. La nation anglaise renferme, en effet, dans ses dernières couches une population pour laquelle le christianisme est à peu près un mythe non moins que le bien-être matériel. Une pareille population, végétant dans l'ignorance et la misère, est prête à embrasser toute doctrine qui lui offrira, avec une

foi commode et peu gênante, la perspective du confort qui lui fait défaut. Pour ces milliers d'hommes mécontents de leur condition actuelle un changement quelconque est une amélioration ; et les offres de la compagnie d'émigration de Déséret leur semblent une bonne fortune.

De leur côté, les chefs mormons se disaient : Cette race anglo-saxonne possède au plus haut degré le génie de la colonisation ; ses ouvriers et ses agriculteurs, patients, laborieux, habiles, acceptent mieux que nos Américains le joug de l'obéissance, les supériorités religieuses et politiques. Malgré leur amour profond de la liberté, ils payent facilement la dime, impôt existant déjà dans leur pays ; se montrent peu rigoureux sur les dogmes les plus absurdes ; ne se révoltent guère quand on les tient longtemps assujettis aux travaux publics pour éteindre leur dette primitive et restent ainsi dans une dépendance absolue de l'église. Enfin, en tout état de cause, leur condition sera encore meilleure dans la vallée de l'Utah que dans leur patrie ; considération qui seule suffirait pour les fixer parmi nous.

Grâce à ces calculs assez plausibles de part et d'autre, les Mormons comptent aujourd'hui 30,000 adhérents anglais ; quant à l'Irlande, ils avouent n'y avoir fait aucun progrès. Aux conférences tenues dans les îles Britanniques au mois de juin 1850, ils déclarèrent un chiffre de 27,803 individus qui avaient embrassé les principes de la secte. Londres en donnait 2,529 ; Manchester, 2,787 ; Liverpool, 1,018 ; Glasgow, 1,846 ; Sheffield, 1,929 ; Edimbourg, 1,331 ; Birmingham, 1,909 ; et dans le pays de Galles 4,342. Le rapport de l'année suivante montre un accroissement qui porte le total à un chiffre de 50,747 Mormons ; tandis que de 1840 à 1854 ils comptent un effectif de 50,000 convertis, sur lesquels 17,000 avaient émigré vers la vallée du grand lac Salé.

Cette question de l'émigration est sans doute un motif déterminant pour un grand nombre de ces recrues. Les traitements indignes et les spéculations mercenaires dont sont victimes la plupart des émigrants anglais ou irlandais dans leurs rapports avec les compagnies d'expédition formaient d'ailleurs un triste et instructif contraste avec l'ordre admirable et le bien-être assurés, durant le voyage, aux protégés de l'église mormone. Qui croirait que celle-ci nous donne des leçons profitables à cet égard ! Le sujet lui-même offre tant d'intérêt dans un moment où des populations catholiques fournissent un nombreux contingent au nouveau monde, qu'on nous permettra quelques détails.

Déjà deux ans avant la mort de Joseph Smith, non moins de treize bâtiments avaient été frétés par les Mormons à Liverpool pour leurs émigrants anglais ; et, en 1850, ils en firent partir plus de deux mille cinq cents chargés de pèlerins à destination de l'Utah. Ce chiffre seul indique suffisamment l'importance du mouvement. Une communica-

tion de la maison de commerce de Liverpool, qui s'est trouvée constamment chargée par les agents mormons de faire tous les arrangements nécessaires, nous fournit sur l'organisation des départs les données les plus précises.

Le personnel des émigrants est généralement composé de gens fort utiles dans une colonie nouvelle. A cet égard, un discernement éclairé semble avoir présidé à leur choix. Ainsi les laboureurs et les fermiers prédominent ; mais à côté d'eux se placent en grand nombre les forgerons, les maçons, les menuisiers, les tisserands, les cordonniers, en un mot, toutes les industries de première nécessité. Dans un ordre de professions plus élevées je rencontre encore des ingénieurs, des commis et quelques chirurgiens. La plupart de ces émigrants emportent leurs outils avec eux, ce qui encombre les bâtiments, mais ce qui est d'une grande utilité pour la colonie. Elle voit ainsi arriver quelquefois dans son sein des machines entières qu'il s'agit uniquement de monter sur place. Les approvisionnements du voyage, fournis par les agents mormons, sont de la meilleure qualité et en telle abondance, que souvent il en reste encore à distribuer aux familles au moment de leur arrivée en Amérique. Presque toujours les émigrants à bord de chaque navire appartiennent exclusivement à la secte. Parvenus au port d'embarquement, ils sont immédiatement placés sous la direction d'un président et de six commissaires qui veillent jusque dans les plus minutieux détails aux préparatifs du départ. Le président distribue les cabines, apaise les conflits, reçoit les plaintes, donne les renseignements, achète les provisions, la literie, etc. Jour et nuit, un des commissaires veille à ce qu'aucun intrus ne se glisse frauduleusement à bord. En outre, pour détruire le mauvais renom d'immoralité qui s'attache à la secte, autant que pour maintenir l'ordre pendant la traversée, on fait observer scrupuleusement les lois de la décence. Devant chaque lit, un rideau permet à l'occupant de repousser une curiosité indiscrete ; les membres des diverses familles sont toujours groupés ensemble, les nationalités agrégées, les professions mêmes réunies ; partout règne une entente et une harmonie complètes. L'obéissance implicite rendue au président et aux commissaires, durant le trajet, est vraiment merveilleuse ; nulle police n'est mieux faite que la leur. Les Mormons s'abordent mutuellement en se donnant les noms de *Frère* et de *Sœur* ; de temps à autre, des prédications et des chants les réunissent sur le pont, et tous ces chants célèbrent la gloire et le bonheur de la nouvelle Sion où ils vont s'établir.

Grâce à ces arrangements que chacun doit admirer et que tous devraient imiter, cette classe d'émigrants perd moins de monde pendant la traversée qu'aucune autre expédition du même genre. Sont-ils parvenus au port de débarquement, de nouveaux agents les recueillent

pour les renseigner, les héberger, les diriger, à travers les prairies, vers le but de leur lointain voyage. Les Mormons se forment alors en longues caravanes de chariots trainés par des bœufs. On rencontre parfois une immense file de voitures dont chacune, renfermant une famille, est installée de telle sorte, qu'elle offre en même temps une chambre à coucher et une espèce de salle commune. Au signal de la halte on descend pour préparer le repas au bord de la route; les feux du bivac s'allument; les femmes vaquent aux soins du ménage nomade, les enfants prennent leurs ébats dans les hautes herbes parfumées; et les hommes, armés de fusils ou de filets, s'éparpillent à la recherche d'un gibier propre à fournir un supplément au modeste menu de chaque jour. Arrive-t-on à un de ces lieux préparés d'avance comme autant d'asiles par une prudence vigilante, on s'y arrête quelquefois plusieurs jours. Alors les laboureurs, prenant la faux en main, abattent la récolte que d'autres émigrants ont semée à leur intention; le battage du grain se fait au son de la voix des femmes, et des moulins à bras le réduisent en farine. Y a-t-il dans le voisinage une tribu indienne, sur-le-champ il s'établit un commerce d'échanges, et les pelletteries des Peaux Rouges sont troquées contre des armes à feu et des munitions. L'influence qu'exerce sur le moral et le physique des émigrants une pareille organisation est facile à comprendre. Des âmes brisées longtemps par le travail des fabriques et par la misère incessante se relèvent devant la contemplation des scènes imposantes de la nature et dans la sécurité des besoins satisfaits. Au bout de trois mois environ l'expédition arrive au terme de ce long exode: c'est alors que, pour beaucoup de ces malheureux, commence l'ère des déceptions; mais il est trop tard!

Aussi, quelque parfait que soit ce système d'émigration, il est douteux qu'il ait produit les résultats merveilleux que lui attribuent les Mormons. Selon des témoins impartiaux, jamais les rapports annuels des fameuses missions protestantes à Exeter-Hall n'ont poussé aussi loin que les disciples de Joseph Smith l'art de l'exagération et de la réclame. Ils n'oublient rien pour propager l'opinion que leurs partisans augmentent d'année en année, tandis qu'en réalité les pertes dépassent le gain. Point de société au monde où les membres permanents soient en nombre aussi réduit. Non-seulement beaucoup d'arrivants perdent rapidement la première fièvre d'enthousiasme qui les a amenés vers la secte; mais d'autres, se fatiguant de la route avant d'en atteindre le terme, s'établissent dans les diverses villes du littoral américain. Un rapport d'Orson Pratt, personnage influent, établit que, pour les six premiers mois de 1855, non moins de 1,776 excommunications auraient été prononcées pour ce seul fait contre des Anglais! Ajoutons aussi qu'aucune secte ne renferme dans son sein autant de

dissidents. On l'a comparée avec justesse à une trombe qui, enlevant dans les airs un vaste amas de paille, de feuilles, de poussière, et menaçant même d'enlever l'homme par sa violence, laisse retomber peu à peu tous ces matériaux hétérogènes loin du lieu où elle les avait pris, inutiles au moins, sinon nuisibles à la nouvelle place où elle les abandonne. Puisse l'augure se réaliser!

Les efforts du gouvernement mormon pour retenir ses sujets dans la vallée de l'Utah prouvent à eux seuls la défection croissante de ces derniers; et, comme la Californie, cette redoutable voisine, exerce nécessairement une grande fascination sur les émigrants, c'est surtout contre elle que les chefs déploient la plus énergique activité.

Enfin, des sectes ardentes, furieuses, se sont déjà élevées parmi les Mormons, et le président suprême maintient avec peine son autorité contre ces dissidents non moins ambitieux, non moins rusés que lui-même et connaissant comme lui les secrets de l'église. La polygamie fait le reste : grâce à cette véritable boîte de Pandore, l'apostolat des missionnaires a déjà moins de succès et les conversions deviennent moins nombreuses. Quel que soit le degré de perversité ou d'indifférence religieuse auquel arrive un chrétien, il lui répugnera toujours d'exposer sa femme et ses enfants à la souillure d'une lèpre pareille. On sait maintenant en Europe que Brigham Young, ayant une fois jeté les yeux sur d'honnêtes femmes, donne à leurs maris une mission lointaine pour se débarrasser de leur présence. En vain refusent-ils d'obéir; presque toujours ils finissent par succomber dans une lutte inégale contre ces tyrans sacrés. C'est là, il faut en convenir, une perspective peu attrayante.

Le mormonisme a donc atteint son apogée et semble être entré dans sa période de décadence. Il était impossible qu'une société établie uniquement sur le mensonge et la dépravation morale pût jeter des fondements solides : ce serait une injure trop sanglante, un défi trop audacieux, porté aux lois éternelles de la vérité et de la justice. Aussi beaucoup de personnes ont-elles pensé qu'il aurait mieux valu pour le gouvernement américain laisser ce volcan de boue s'épuiser dans son cratère par le seul effet de ses bouleversements intérieurs. Les Mormons, disent ces conseillers, se recrutent par l'écume de la civilisation anglo-américaine : plus près des États-Unis, ils auraient pu leur être dangereux par leur fanatisme aveugle et leurs prétentions à faire prévaloir leur domination sur ceux qu'ils affectent de regarder comme des païens. Rejetés sur les confins de la Californie, enfermés par leur propre volonté au sein de hautes montagnes, leurs désordres moraux ne sont nuisibles qu'à eux-mêmes, tandis que leur activité industrielle et commerciale préparera dans ces régions lointaines un établissement durable qu'eux seuls peut-être étaient capables de fonder,

grâce à leur organisation essentiellement despotique et théocratique. Pour cette raison, le gouvernement fédéral aurait mieux fait de ne point intervenir dans cette occasion.

Nous ne partageons nullement cette manière de voir. Autant que personne, nous aimons la liberté de conscience : mais est-ce bien d'elle qu'il s'agit ici ? N'avons-nous pas plutôt affaire à une association qui, posant à la base l'immoralité et le vol, déclare la guerre à tout ce que les hommes et les chrétiens ont considéré jusqu'ici comme sacré et respectable ? Si l'on a repoussé ces fanatiques de tous les lieux où ils s'étaient établis, c'est qu'ils avaient eux-mêmes attaqué la famille et la propriété. Qu'y a-t-il là de commun avec la liberté de conscience et la religion ?

Est-il bien permis d'ailleurs de tolérer près de soi, ou plutôt dans sa propre maison, une association qui, non contente de mettre en pratique chez elle les principes les plus désastreux, va chercher au loin ses victimes, les amenant, grâce à une propagande active, ardente, sous ce pouvoir monstrueux qui spéculé sur la crédulité humaine et sur la conscience égarée, comme sur une marchandise de vil prix ? Remarquons aussi que plus les États-Unis sont fondés sur un principe de liberté et de tolérance, plus ils doivent se montrer jaloux de ne point devenir le réceptacle de ce que les passions savent inventer de plus immonde. Dieu sait jusqu'à quel point la folie d'un esprit sectaire peut s'y donner carrière ; mais il est certaines limites qu'un peuple qui se respecte ne doit jamais impunément laisser dépasser.

Enfin, à envisager la question sous un point de vue purement politique, la révolte des Mormons contre le gouvernement fédéral est un exemple des plus dangereux, comme l'a parfaitement exprimé le président dans son message récent : « C'est la première rébellion qui ait eu lieu dans notre territoire, et il convient de la réprimer de façon que ce soit la dernière. » Il est évident que pousser plus loin la longanimité, c'eût été de la faiblesse, c'eût été encourager d'autres aventuriers à tenter des entreprises analogues. Aucun gouvernement ne peut laisser ainsi disputer son autorité. Celle des États-Unis est incontestable, puisqu'elle agit dans les limites de son domaine, et que Brigham Young l'a formellement reconnue dans l'acte de 1850, qui l'a même nommé gouverneur de ce territoire. De ce jour-là il s'était préparé à la résistance : en admettant les fonctionnaires fédéraux dans la vallée, son autorité et son prestige étaient menacés ; c'est ce qu'il fallait éviter à tout prix : de là sa révolte.

Aussi, dans les premiers moments, a-t-il commencé par annoncer une résistance désespérée ; la presse et la chaire ont retenti pendant longtemps à Déséret d'appels incessants aux armes. Dieu allait enfin

trancher le nœud gordien entre les gentils et les saints ; point de concessions aux infidèles ; il ne fallait pas laisser sortir vivant de l'Utah un seul de ces damnés mécréants ! voilà ce qui se répétait chaque jour, ce qui se criait même sur les toits. En même temps, les Mormons faisaient des préparatifs formidables pour arrêter les troupes fédérales à l'entrée même des défilés. Qu'il y eût dans cette attitude beaucoup de fanfaronnade, comme l'a dit M. Buchanan, c'est fort probable ; mais il est fort probable aussi que les Mormons auraient tenu parole sans une circonstance que nous allons rapporter.

Le président des États-Unis a fait un appel aux volontaires qui se joindraient à l'expédition pour avoir raison des Mormons. C'est là peut-être le coup le plus terrible qu'il pût leur porter. Chacun sait, en effet, quels redoutables adversaires sont ces hardis aventuriers prêts à tout entreprendre, à tout oser, pourvu qu'on leur offre en perspective des terres et des richesses à conquérir. Il n'y a pas à douter un instant qu'ils n'embrassent l'occasion de satisfaire, sous la bannière fédérale, leur passion dominante. Au fond, c'est un fanatisme d'un autre genre, mais non moins ardent, opposé à celui des Mormons : le fanatisme de la cupidité et des aventures hardies. On conçoit donc que le prophète-roi ait reculé devant une pareille éventualité. N'oublions pas, en outre, que la crise à laquelle il a conduit ses adhérents a dû singulièrement développer ces dissentiments dont le mormonisme est sans cesse agité. Assurément, les nouveaux colons venus dans l'Utah, sous l'impulsion d'une foule de motifs divers, pour s'y établir d'une manière définitive, ne seront guère tentés de recommencer une vie de hasards et de privations. Qu'est-ce qui les empêchera de se soumettre aux lois de la république, et de s'assurer ainsi la possession du bien-être qu'ils peuvent avoir acquis, avec la certitude de plus d'en avoir fini avec une théocratie oppressive qui doit peser à beaucoup d'entre eux ?

Reste encore la question des sectaires qui s'attacheront aux pas de Brigham Young, et le suivront dans sa nouvelle émigration vers le Mexique. Qui ne voit d'abord qu'ils formeront un noyau à peu près insignifiant et n'exerceront plus la même influence sur les masses. De là une diminution d'importance pour le mormonisme qui ne sera plus alimenté par les émigrants venus de l'Angleterre. Les sujets britanniques ne se laissent guère entraîner vers les régions qu'habitent les populations catholiques : entre les descendants des premiers colons espagnols et ceux d'Ethelbert, il y a trop d'oppositions de caractère, de mœurs et d'institutions.

Mais ces populations catholiques elles-mêmes, comment accueilleront-elles les réfugiés ? On a beau se les figurer dégénérées, oublieuses de leur religion et divisées par des partis acharnés à s'entre-détruire, on a peine à comprendre qu'elles se résignent à tolérer parmi elles

une secte dont les principes sont également antipathiques à l'Église et à toute société régulière.

Que serait-ce si, à la suite des nouveaux démêlés du Mexique avec le gouvernement des États-Unis, ce dernier allait, comme le bruit s'en répand, s'emparer de la province de Sonora ? Sans doute la nouvelle émigration mormone deviendrait l'avant-garde des aventuriers anglosaxons qui se précipiteraient sur cette proie. Mais ici encore les sujets de Brigham Young se trouveront en face de leurs anciens adversaires, résolus à les repousser ou tout au moins à leur faire accepter le régime social et politique de l'Union fédérale. Or ce régime, pour le mormonisme, c'est l'anéantissement, c'est la mort.

Il est vrai que, d'après les nouvelles de ces jours derniers, Brigham Young n'aurait accueilli avec soumission le nouveau gouverneur Cumming, que pour mieux le tromper et prendre ses dernières mesures de résistance. — Soit. Mais, en admettant l'exactitude de cette nouvelle, qu'en résulterait-il ? Une prolongation de la lutte, voilà tout : il y a loin de là au triomphe du mormonisme et à sa victoire définitive sur les troupes fédérales. Ce n'est donc plus qu'une question de temps.

Ainsi, de quelque côté qu'on envisage le sujet, la dernière heure de la secte paraît arrivée ; son prestige a disparu, et des intérêts positifs, légitimes, aspirent à la remplacer. Si quelque chose doit nous étonner, c'est qu'elle ait pu durer aussi longtemps, prendre un ascendant aussi grand dans un siècle comme le nôtre. Le mormonisme a débuté par des prétentions extraordinaires au mysticisme pour s'attacher les âmes crédules ! On sait comment il les a satisfaites. Néanmoins c'est là un des secrets de son influence, et il est bon d'en tenir compte. Aujourd'hui que le mormonisme est parvenu à l'extrême limite de son existence, il était utile d'en saisir les traits saillants et de montrer qu'après tout il est bien plutôt organisé pour la colonisation que pour la propagande religieuse, dont, au fond, il n'a pas les éléments.

C. F. AUDLEY.



## DE QUELQUES RÉCENTS TRAVAUX D'HISTOIRE MONASTIQUE

---

*Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard et sur la ville de Romans. 1<sup>re</sup> partie,*  
par M. GIRAUD, ancien député. Lyon, 1856.

*Rapports sur la correspondance inédite des Bénédictins de Saint-Maur,* par  
M. ALPHONSE DANTIER. Paris, 1857.

De toutes les conquêtes dont le dix-neuvième siècle a cru pouvoir s'enorgueillir, il n'y en a qu'une seule qui, aujourd'hui, à l'heure où ce siècle penche déjà vers sa fin, apparaisse à la fois éclatante et durable : c'est la conquête de la vie et de la vérité dans l'histoire. En faut-il conclure que cette conquête soit définitive et incontestable, que la vérité soit toujours vivante dans les récits historiques de nos contemporains, que la vie y soit toujours parée de ses vraies couleurs ? Non, certes. Mais, malgré toutes les réserves que commandent la justice et la foi, on n'en doit pas moins reconnaître la supériorité des œuvres historiques de notre temps sur celles de nos devanciers. Si nous sommes encore loin d'avoir dépassé ou même atteint le niveau qu'a posé si haut l'érudition incomparable des Ducange et des Mabillon, il n'en est pas moins vrai que les plus contestables de nos histoires contemporaines sont infiniment supérieures, pour l'esprit comme pour le style, à celles qui ont valu de si inexplicables succès aux Vertot, aux Millot et aux Anquetil. Ce sera une belle étude à faire que celle de la renaissance historique qui a si fidèlement reproduit nos aspirations et nos divisions, nos forces et nos faiblesses, nos victoires et nos illusions. Déjà commencé par M. Nettement dans son intéressante et instructive *Histoire de la littérature française de 1814 à 1848*, ce tableau ne pourra être achevé qu'après la conclusion des œuvres et de la carrière de ces illustres écrivains qui ont si glorieusement associé parmi nous l'éloquence à la politique et l'intelligence du passé à la conduite du présent.

Sans insister sur l'examen des grandes œuvres de l'histoire contemporaine, on peut constater que le goût des monographies venu d'Al-

Allemagne en France, il y a vingt ou trente ans, a contribué pour beaucoup à la solidité des recherches et à la propagation des études qui caractérisent l'état actuel de la science historique en France. En s'attachant ainsi à certains filons particuliers dans cette grande mine du passé, et grâce à la foule des travailleurs, on est parvenu à des résultats inespérés, et on a mis au jour des richesses que nos pères avaient méconnues ou dédaignées.

L'histoire monastique a surtout gagné à cette exploration partielle et locale de nos traditions et de nos monuments. Parmi les nombreuses publications, de valeur souvent très-inégale, qui ont récemment augmenté le trésor de nos connaissances archéologiques, j'en veux signaler deux qui me semblent particulièrement dignes d'attention et de sympathie.

## I

Le livre de M. Giraud nous éblouit d'abord par la splendeur de son exécution matérielle. Jusqu'à présent, ce que nous avions vu de plus complet dans ce genre, c'était l'*Abbaye d'Anchin*, par le savant et très-regrettable docteur Escallier, de Douai<sup>1</sup>. Mais l'ancien député de la Drôme a éclipsé son émule du Nord et les éditeurs de tous les autres départements, y compris Paris. L'on ne saurait assez admirer un si bel emploi du loisir et de la fortune, ni assez féliciter l'auteur d'avoir pu assurer la beauté de son œuvre en la confiant aux presses de M. Louis Perrin, de Lyon, qui n'ont pas de rivaless à Paris, et qui, cette fois encore, ont mérité la palme déjà décernée, lors de l'exposition de 1855, à un imprimeur de province.

L'œil se repose avec complaisance sur ce papier fort et blanc, sur ces belles marges, sur ces caractères d'un goût si antique et si pur, sur ces *fac-simile* si scrupuleusement exécutés, et l'on aime à voir les souvenirs d'un passé laborieux et imposant ainsi conservés et consacrés sous une forme qui démontre la patience de l'auteur et fait bien augurer de la durée de son œuvre.

On peut regretter toutefois que tous ces soins et tous ces frais, au lieu d'être consacrés à un monastère peu illustre et peu influent, ne l'aient pas été à quelqu'une de ces célèbres maisons, telles que Marmoutier, Luxeuil, Aniane, Cluny, le Bec, Cîteaux, et tant d'autres qui occupent une place si lumineuse dans les annales de l'Église et de la France. Malheureusement pour elles et pour nous, aucune de ces grandes abbayes n'a trouvé dans le voisinage de ses ruines un archéo-

<sup>1</sup> Lille, chez Lefort, 1852. 1 vol. grand in-8 avec 12 planches, tiré à 550 exemplaires.

logue aussi généreux et aussi intelligent que M. Giraud. Sachons-lui gré d'avoir abordé le sujet qui était à sa portée, et espérons que son exemple fructifiera sur un sol plus fécond que celui dont il a fouillé les entrailles.

Son œuvre se divise en trois parties. Elle renferme d'abord une version corrigée de la vie de saint Barnard, écrite à la fin du dix-septième siècle par le bénédictin dom Claude Estiennot. Cette vie n'offre rien de très-particulier. Après avoir été l'un des compagnons d'armes de Charlemagne, Barnard fut élu archevêque de Vienne en 810 à la voix d'un enfant. Comme tant d'autres prélats de son temps, il avait commencé sa carrière ecclésiastique et il la finit sous la coule monastique. Il contribua, avec son ami, saint Agobard, archevêque de Lyon, à la déposition de l'empereur Louis le Débonnaire, ce qui étonne fort son biographe. Le bon Estiennot s'en montre aussi troublé que si son contemporain, M. Armand de Montmorin, archevêque de Vienne de 1693 à 1714, avait entrepris de détrôner le roi Louis XIV, tant on avait peu alors, même au sein des cloîtres, le sentiment de la différence des temps et des institutions. Barnard, lui-même déposé, puis rétabli, et enfin fatigué de trente-deux ans d'épiscopat, fonda, dans un lieu solitaire au bord de l'Isère, et sur les confins du Viennois et du Valentinois, le monastère qui a pris son nom et qui a donné naissance à la ville actuelle de Romans. Selon l'habitude des fondateurs de l'époque mérovingienne et carlovingienne, il se fit moine dans le sanctuaire qu'il avait créé et y mourut en 842.

L'histoire du monastère lui-même, du huitième au treizième siècle, forme la seconde portion du travail de M. Giraud. Ce n'est qu'un échantillon assez ordinaire des innombrables colonies monastiques qui ont versé le bon grain de la civilisation chrétienne dans tous les recoins de notre pays, et qui ont *fait la France, comme les abeilles font leur ruche*, bien plus sûrement encore que les évêques auxquels Gibbon, tant de fois cité, attribue ce suprême honneur. Les annales du monastère de Romans reproduisent exactement les vicissitudes qui se retrouvent dans les destinées de presque tous les établissements bénédictins. Détruite par les Normands au neuvième siècle, rétablie bientôt par le comte de la province, mais demeurant en butte à toute sorte de vexations et de spoliations de la part de ses voisins laïques et ecclésiastiques, l'abbaye fut enfin relevée de ses ruines, à la fin du dixième siècle, par un seigneur généreux de la maison de Clérieu. Son petit-fils, Léger, en devint abbé, et l'affranchit de tout lien féodal. Promu ensuite, comme l'avait été le saint fondateur de Romans, à l'archevêché de Vienne, il rétablit l'ordre et les mœurs dans son diocèse, et mérita de compter parmi ces nombreux évêques, sortis des rangs monastiques, qui préparèrent et secondèrent l'œuvre régénéra-

trice du grand Hildebrand. Il obtint pour son abbaye le privilège si vivement ambitionné qu'on appelait alors la liberté romaine, *libertatem Romanam*, c'est-à-dire le droit de dépendre immédiatement du Saint-Siège. M. Giraud n'est pas tombé à cette occasion dans l'étrange erreur de l'illustre Augustin Thierry, qui, en trouvant ces mots dans la vie d'une sainte impératrice du dixième siècle, y voit une *grande révélation historique* et la résurrection du régime municipal de l'empire romain<sup>1</sup>. Notre modeste érudit constate fort pertinemment qu'il s'agit uniquement, dans cette formule souvent reproduite par les chartes antérieures au pontificat de saint Grégoire VII, d'une sorte d'exemption de la juridiction épiscopale, fréquemment établie par les fondateurs des monastères, et quelquefois provoquée par les évêques eux-mêmes, qui, comme Léger, voulaient garantir l'indépendance et la régularité des principales abbayes de leurs diocèses. Cette prérogative ne portait d'ailleurs pas atteinte à la soumission due au pouvoir légitime de l'évêque diocésain. La réserve en est formellement stipulée dans toutes les bulles pontificales relatives à l'église de Romans : *Fidelitatem vestram laudamus*, dit le pape Léon IX, *et libertatem quam postulatis concedimus... salva debita subjectione ecclesie Viennensis*.

L'immortel Hildebrand était déjà alors l'ami et le ministre de saint Léon IX, qu'il devait, vingt ans après, remplacer sur le trône apostolique. Le cartulaire de Romans contient une charte de donation passée sous son règne, avec cette mention très-inusitée : *Domino nostro regnante, et domno nostro papa Gregorio Romanum imperium tenente*. Deux diplômes, émanés de lui pendant son pontificat, nous le montrent aussi préoccupé de l'autorité du métropolitain de Vienne que de la juste liberté des chanoines de Romans. Car le monastère s'était graduellement transformé en chapitre; les moines avaient été remplacés par des chanoines réguliers qui vivaient en communauté, mais qui pouvaient conserver la libre jouissance de leur patrimoine individuel. La fondation de saint Barnard y avait gagné en puissance et en richesse, car la plupart des seigneurs du voisinage y briguaient à l'envi le titre de chanoines; mais elle y avait naturellement perdu en ferveur et en régularité. C'est ce qu'on remarque chez toutes les communautés qui subirent une transformation analogue.

Les contestations prolongées entre l'archevêque de Vienne et les chanoines de Romans n'avaient trouvé de terme que dans l'union de la dignité abbatiale avec celle du métropolitain. Le monastère n'en maintenait pas moins son existence distincte et son indépendance garantie par Rome; mais il avait pour chef le chef du diocèse où il était situé. D'autres contestations avaient éclaté et renaissaient sans cesse avec les monastères voisins, avec la ville naissante de Romans, avec

<sup>1</sup> *Considérations sur l'Histoire de France*, ch. v, page 207.

les seigneurs féodaux des bords de l'Isère et du Rhône, tels que les Clérieu, les Bressieu, les Montchenu, les Pisançon, les d'Albon, tantôt bienfaiteurs, tantôt adversaires jaloux et avides de l'abbaye. Il y a surtout un certain château de Pisançon, construit dans le voisinage de l'abbaye pour lui servir de boulevard, comme celui dont on voit encore les vastes ruines près du mont Cassin, et dont la garde et la possession furent une source de querelles séculaires et souvent très-dangereuses pour les descendants spirituels du saint qui les en avait dotés. Du reste, en lisant cette histoire du monastère dauphinois, comme en étudiant tous les monuments sans exception de l'histoire des siècles catholiques par excellence, on demeure frappé de la persistance et de l'universalité de l'état de guerre qui constituait alors l'état naturel de la société européenne. Les écrivains superficiels qui aiment à se figurer ou à dépeindre le moyen âge comme une époque de béatitude et de paix, où tout le monde obéissait docilement au pouvoir spirituel et temporel, sont dupes d'une illusion aussi grossière que ceux dont les préventions antireligieuses les portent à signaler la même époque comme une ère de servitude et de ténèbres, parce qu'on n'y avait pas encore proclamé l'émancipation de la raison ni découvert le suffrage universel.

L'histoire vraie, consciencieusement étudiée, montre dans le moyen âge une immense somme de libertés, très-inégalement répartie, mais dont la pratique virile et les sérieuses garanties déconcerteraient fort la plupart des prophètes actuels de la démocratie. Elle y montre en outre un état de lutte universelle et permanente qui désolerait certainement encore plus qu'elle ne surprendrait les détracteurs systématiques du monde moderne, s'ils pouvaient être condamnés à vivre au sein de la société dont ils vantent les merveilles. Dans cette société, tout était solide, mais rien n'était intact, rien surtout n'était garanti sans effort et sans combat. Nous sommes loin d'en faire un grief contre cette grande et merveilleuse période des annales de la chrétienté. Bien malavisés seraient, à notre sens, ceux qui voudraient s'en étonner ou en gémir. Ce repos absolu, qui est la suprême ambition des lâches, cette inerte possession d'une paix sans gloire et d'une sécurité sans effort, n'a jamais appartenu qu'aux sociétés en déclin, prêtes à s'abîmer dans la honte, comme l'empire romain sous Auguste, ou la monarchie française au dix-huitième siècle.

Les luttes contre les dangers et les difficultés de la vie sociale ou domestique qui remplissent l'histoire font en réalité tout le mérite et tout le prix de la destinée humaine : il ne faut les déplorer que lorsque les peuples et les individus y usent leur énergie au service d'intérêts trop chétifs, ou lorsque les caractères s'y altèrent et s'y abaissent.

Quand ce double résultat arrive, les sociétés se transforment. Quand le moyen âge en fut là, quand les grandes luttes et les grands caractères qui avaient si noblement rempli les premiers siècles de son histoire eurent fait place à des contestations mesquines et à des personnages équivoques, l'Europe catholique et féodale s'affaissa sur elle-même, et l'Eglise et l'État durent chercher, au milieu des crises souvent convulsives de la Renaissance et de la Réforme, de nouvelles conditions d'existence. Les symptômes de la décadence qui précédèrent cette révolution ne furent nulle part plus visibles qu'au sein des ordres monastiques. L'historien de l'abbaye de Romans, qui s'arrête au treizième siècle, en constate déjà quelques-uns; mais, vers la fin de son récit, il attire surtout l'attention du lecteur sur les progrès de la ville de Romans, née, comme tant d'autres, à l'ombre d'un cloître, et de ces bourgeois qui, apparaissant d'abord, dans un acte de 1058, en qualité d'hommes de la paroisse, *homines parochiæ*, ou d'hommes de Saint-Pierre et de Saint-Barnard, dont les chanoines représentent les intérêts, ont assez grandi en 1212 pour intervenir, à titre de corporation, dans une charte qui fixe les droits respectifs de l'archevêque, du chapitre et des habitants.

Ces premières années du treizième siècle signalent une époque célèbre par la rédaction et la promulgation d'une foule de traités analogues, et ce fait se reproduisit souvent; car, malgré le brillant paradoxe où s'est joué le génie du comte de Maistre, il est certain que les peuples chrétiens ont de tout temps éprouvé le besoin d'écrire leurs constitutions, et le diplôme qui règle les juridictions diverses et les immunités de cette obscure bourgade du Dauphiné en 1212 le prouve tout aussi bien que la grande charte imposée au roi Jean par les barons d'Angleterre en 1215, et la bulle d'or arrachée en 1222 au roi André II de Hongrie, deux actes qui, au sein de deux grands peuples situés aux deux extrémités de la chrétienté d'alors, consacraient à la même époque les mêmes droits et les mêmes résistances.

La troisième partie du travail de M. Giraud est consacrée à la reproduction du cartulaire de Romans, qui remplit tout le second volume. L'opinion est aujourd'hui unanime sur le mérite de ces recueils de titres authentiques, dont la publication, commencée et poursuivie par M. Guérard, au sein des anciens Comités historiques, sous les ministères de MM. Guizot, Villemain et de Salvandy, forme à coup sûr la partie la plus précieuse de la volumineuse *Collection des documents inédits sur l'Histoire de France*. Tout homme qui a touché à l'histoire de nos pères sait tout ce que les cartulaires renferment de lumières et de secours. C'est là qu'on suit, sans risquer de s'égarer ou de s'enfoncer dans des détails oiseux, la transformation graduelle des mœurs, des idées, des institutions. C'est là qu'on touche pour ainsi dire de la main

les diverses phases de l'influence et de la valeur morale des maisons religieuses, en voyant succéder aux donations et aux largesses si fréquentes pendant les premiers âges des diplômes qui roulent uniquement sur des procès, sur des règlements de préséance, sur des querelles de voisinage, quelquefois aussi sur des réformes trop superficielles et trop tardives.

Il faut espérer et désirer que les efforts individuels et surtout que les sociétés savantes de province viendront étendre et compléter l'œuvre commencée par les publications officielles. Un illustre savant, qui donne à notre temps le spectacle, toujours trop rare, d'une grande position maintenue avec indépendance, d'un grand nom et d'une grande fortune libéralement consacrés aux nobles travaux de l'esprit, M. le duc de Luynes, a ouvert la voie par la publication des deux premières parties du cartulaire de l'abbaye cistercienne des Vaulx de Cernay, près Paris. Rédigé par la plume exacte et laborieuse de deux membres de la société archéologique de Rambouillet, MM. Merlet et Moutié, ce magnifique in-quarto de 984 pages, ne le cède en importance et en beauté à aucun des volumes de la série des cartulaires due à l'ancien Comité. Dans une autre région et dans une sphère plus modeste, M. Giraud a donné à tous un généreux exemple en publiant à ses frais les 418 chartes qui composent le cartulaire de Romans, avec le soin scrupuleux qui touche et qui attire les amis de la vérité. Il aura préparé ainsi de précieux matériaux et offert d'avance un concours utile à la noble entreprise de M. Barthélemy Hauréau, lorsque sa continuation de la *Gallia christiana* aura atteint la métropole de Vienne. Et, puisque l'occasion s'en présente, disons-le sans détour, les œuvres collectives et quasi perpétuelles du passé n'offrent rien qui dépasse, en fait d'initiative courageuse et d'énergie individuelle, appuyée sur une solide et consciencieuse érudition, cette entreprise d'un savant isolé, occupé à remplir les loisirs que lui a faits sa conscience politique. La république de Venise avait gravé sur les dignes colossales qui la protègent contre les flots de l'Adriatique cette inscription modeste et tière : *Ausu Romano, ære Veneto*. Nous écririons volontiers, en tête des fascicules de la nouvelle *Gallia christiana*, réédifiée par M. Hauréau : *Ausu benedictino, ære privato*.

## II

Le rapport de M. Dantier sur la *Correspondance inédite des bénédictins de Saint-Maur* nous mène bien loin des premiers temps de l'institut monastique, et nous transporte au milieu de cette renaissance bénédictine du dix-septième siècle qui vint consoler l'Eglise et la

France des abus prolongés et des scandales inexcusables dont la Commende, à la suite du Concordat de Léon X, avait souillé tous les anciens ordres religieux.

Sans action directe et patente sur l'état social et politique du monde, cette renaissance n'en fut pas moins glorieuse et féconde : elle révéla la vie que recélait encore le vieux tronc bénédictin; elle imprima à l'érudition française une sorte de caractère sacré qui en a fait longtemps la première et la plus écoutée du monde. Elle exerça une influence indirecte, mais incontestable et souverainement bienfaisante, sur toute la littérature du grand siècle. Elle évoqua au sein des communautés religieuses une foule de qualités, moins grandes et moins éclatantes sans doute que celles dont elles éblouirent le monde depuis les jours de saint Benoît jusqu'à ceux de saint Bernard; mais non moins douces, non moins aimables, non moins utiles au salut des âmes. Qui peut mesurer tous les trésors que l'apologétique chrétienne a trouvés et trouvera jusqu'à la fin des temps dans ces collections gigantesques des monuments de l'antiquité chrétienne, et dans ces éditions incomparables des pères et des docteurs, dont nous fussions demeurés à jamais privés si la congrégation de Saint-Maur n'avait employé à cette œuvre indispensable toute la durée de sa trop courte existence, et si la Révolution était venue avant que cette œuvre eût été, sinon complètement achevée, du moins solidement assise et considérablement avancée?

Le volume de M. Dantier nous offre, dans un nombre de pages très-restreint, une foule de détails précieux sur la vie, les idées, les travaux de ces religieux qui surent être en même temps de si grands savants et de si honnêtes gens. Leur amour des lettres, leur esprit sociable, leur constante aménité, la charnante et spirituelle familiarité de leurs relations, en même temps que leur scrupuleuse intégrité, ressortent à chaque page de ces *reliquis*. On y voit la dessous des cartes de cette fameuse érudition bénédictine, et on n'y voit rien que de parfaitement honorable et de parfaitement aimable.

Nous ne louerons pas, comme nous l'avons fait pour la publication de M. Giraud, l'exécution matérielle de ce volume. Si l'*Histoire de saint Bernard* fait honneur à la presse provinciale, on ne saurait rendre le même hommage à l'imprimerie officielle qui a mis au jour le rapport de M. Dantier.

L'incorrection des noms propres atteint un degré tout à fait blessant pour ceux qui, comme nous, ont encore la faiblesse de tenir à des minuties, telles que l'exactitude en fait d'orthographe, de topographie et de chronologie<sup>1</sup>, surtout dans un ouvrage d'érudition. Ces

<sup>1</sup> Je ne puis me défendre d'indiquer à M. Dantier que le nom de l'évêque de Metz qui institua les chanoines réguliers s'écrit *Chrodegang* et non *Chrodegrand*,



vétilles ne diminuent en rien la valeur intrinsèque du livre. M. Dantier, qui, dans un corps débilité par la souffrance, porte une âme de feu et un cœur de bénédictin, s'est déjà fait connaître par d'excellentes études sur les *couvents d'Italie*. Nul n'a mieux dépeint que lui les grands sanctuaires du midi de la péninsule, le mont Cassin, la Cava, Monte-Vergine. Dans ses *rapports*, il raconte ses pèlerinages à la recherche des souvenirs bénédictins dans les deux Bourgognes, en Suisse et en Allemagne. Nous le voyons suivre, avec une pieuse sollicitude, dans les mêmes contrées, la piste de Mabillon et de dom Calmet, et imiter quelque peu ces géants de l'érudition, dont le premier, dans ses voyages littéraires, travaillait et copiait avec une si prodigieuse célérité, qu'il usait en quelques jours toute une rame de papier.

Comme dom Calmet au siècle passé, il constate l'état encore aujourd'hui florissant d'Einsiedlen, de cette célèbre abbaye qui, sous le nom de Notre-Dame-des-Ermites, attire toujours les pèlerins de nos provinces de l'est. Au milieu des ravages opérés par le vandalisme moderne partout et en Suisse plus récemment et avec un plus inexcusable acharnement que partout ailleurs, il retrouve avec bonheur à Einsiedlen une grande abbaye encore debout, où la discipline est exactement observée, le travail intellectuel en honneur, l'hospitalité noblement exercée. Là, des archives riches et bien tenues, une imprimerie qui fonctionne activement, un collège de plein exercice fréquenté par de nombreux élèves, des fabriques de différents corps de métiers, dont les produits sont destinés à subvenir aux besoins matériels de la communauté, tout enfin lui rappelle ces cités monastiques d'autrefois qui, au sein des invasions

que la ville des États romains la plus voisine du mont Cassin s'appelle *Frosinone* et non *Chisone*; que les margraves de Bade sont de la maison de *Zähringen* et non de *Devinghen*; que le célèbre cardinal abbé de Saint-Gall, Sfondrati, méritait de voir son nom, qui est d'ailleurs celui d'un pape, correctement imprimé, tout comme notre contemporain, M. Kervyn de Lettenhove, le savant et patriotique historien de la Flandre, qui se trouve déguisé sous l'appellation de Kerwan. Signalons à la consciencieuse érudition de l'auteur une erreur plus sérieuse : il parle, p. 24, d'une querelle fort grave entre l'abbaye cistercienne de Paris et le monastère de Lucelle. Or un aussi patient investigateur des choses monastiques que lui doit savoir qu'il n'y a jamais eu d'abbaye de Cisterciens à Paris, pas plus que dans aucune autre grande ville. C'eût été tout à fait contraire aux usages et à la nature même de l'ordre. Il n'y eut à Paris que le collège des Bernardins, fondé et entretenu par l'ordre de Cîteaux, plus trois abbayes de filles, toutes les trois fort connues, Panthemont, l'Abbaye-au-Bois et Saint-Antoine. L'abbaye qui entra en lutte avec Lucelle est celle de *Pairis*, située dans un vallon des Vosges, entre Colmar et le Col du Bonhomme, dans l'ancien diocèse de Bâle, et fondée en 1138 par un seigneur de la maison de Vaudemont, qui fit venir une colonie de Lucelle, abbaye célèbre du même diocèse, aujourd'hui transformée en usine.

barbares et des luttes prolongées du moyen âge, maintenaient en d'inextinguibles foyers la religion, le travail et la paix.

Moins heureux à Saint-Gall, il ne trouve pour guide qu'un gendarme cantonal à travers ces vastes cloîtres illustrés par tant de saints et tant de savants, et il lui est impossible de pénétrer dans la bibliothèque, qui renferme encore la plupart des trésors bibliographiques de l'abbaye confisquée, parce qu'une récente élection venait de faire passer la place de bibliothécaire des mains du titulaire conservateur à celles d'un concurrent radical. Les clefs de la bibliothèque n'ayant pas été officiellement remises au nouveau fonctionnaire, ni ce dernier ni son prédécesseur ne crurent devoir en ouvrir les portes au pauvre voyageur, l'un alléguant qu'il n'en avait plus le droit, l'autre qu'il ne l'avait pas encore.

M. Dantier nous conduit ensuite dans d'autres abbayes de la Suisse, les unes, telles que Rheinau, s'éteignant lentement par l'odieuse prohibition de recevoir des novices; les autres, comme Muri, déjà dévastées par la main des spoliateurs, et où les collections scientifiques amassées par la patience bénédictine sont depuis vingt ans sous les scellés. Mais il ne faut pas nous laisser entraîner à le suivre partout. Disons seulement que le récit de ses voyages forme une suite fort agréable au *Diarium Helveticum*, à l'*Iter Germanicum*, à l'*Iter Italicum*, à tous ces précieux récits qui, en nous retraçant l'itinéraire de Mabillon et de ses émules, ont initié l'Europe savante aux explorations de ces princes de l'érudition chrétienne. Plus d'une fois, en le lisant, nous nous sommes rappelé l'instructif et curieux *Voyage littéraire de deux bénédictins*, dom Martène et dom Durand, éditeurs de l'*Amplissima Collectio* et du *Thesaurus anecdotorum*, voyage qui donne une idée si complète et si originale de l'état des routes, des monuments, de la vie ecclésiastique et civile, ainsi que de l'intérieur des maisons religieuses en France, dans les Pays-Bas et en Allemagne, pendant les premières années du dix-huitième siècle. Envoyés par leurs supérieurs à la recherche des matériaux nécessaires à la nouvelle édition de la *Gallia christiana*, ces deux religieux visitèrent dans leur premier voyage plus de cent diocèses et de huit cents abbayes. Ils en firent un second quelques années après, également publié in-4<sup>1</sup>, et qui est encore plus curieux que le premier. Puisque nous sommes dans un siècle de réimpressions et de rééditions, il semble qu'on ferait une œuvre aussi utile qu'agréable à la race heureusement de plus en plus nombreuse des archéologues, en publiant une nouvelle édition de ces voyages bénédictins, et j'ose croire qu'il s'en débiterait tout autant d'exem-

<sup>1</sup> Paris, chez Montalant, 1724. Le premier voyage, divisé en deux parties, fut imprimé en 1717.

plaires que des volumes les plus recherchés de cette précieuse bibliothèque elzévirienne de M. Jannet, à laquelle nous devons déjà tant de reconnaissance.

Mais la partie la plus curieuse de la publication de M. Dantier se compose des échantillons nombreux de la correspondance des Bénédictins de Saint-Maur qu'il a joints à ses rapports. Là se trouve, à coup sûr, la meilleure justification de ses efforts et de ses conclusions; et, grâce à ces deux cents pages complètement inédites, son volume prendra place dans toutes les bibliothèques bien montées à côté de la curieuse *Correspondance de Mabillon et de Montfaucon*, publiée il y a vingt ans par M. Valery, ce savant bibliothécaire dont la génération de 1830 ne saurait oublier les jambes incommensurables et les itinéraires instructifs malgré leur inexactitude. M. Dantier nous donne, lui aussi, plusieurs lettres de Montfaucon, une entre autres, où il rend compte au cardinal de Fleury de ses efforts pour trouver un continuateur de l'*Histoire ecclésiastique* de l'autre Fleury. Il en voulait un « qui ne soit point partial et qui ne cherche pas à plaire à « certaines gens qui veulent qu'on tourne tout de leur côté. » Dans une autre lettre, le même Montfaucon se vante d'avoir refusé à Muratori un diplôme de Cluny du temps des Othon, dans la crainte que l'illustre antiquaire italien ne s'en servit pour appuyer certaines prétentions du duc de Modène contraires à la politique de Louis XIV en Italie. C'était pousser peut-être un peu loin le sentiment national et monarchique, qui, du reste, ne l'empêcha pas de se moquer ailleurs de Boileau, et de cette ode sur le siège de Namur, où le poète officiel compare le plamet blanc du roi à un astre. Montfaucon, qui avait servi sous Turenne avant d'être moine, trouve ce style « un peu gascon et farcy d'épithètes excessives. » Dans la même lettre, où il épanche sa verve critique aux dépens de Despréaux, il rend hommage à cette confraternité littéraire dont les bénédictins français donnèrent si longtemps le plus lumineux exemple, « On vit céans, écrit-il à un confrère de Rome, en fort bonne intelligence, et je ne sçais si l'on trouverait une maison où tant de gens qui travaillent vivent de concert comme on fait icy. »

Céans voulait dire l'abbaye de Saint-Germain des Prés, qui était alors la métropole de l'érudition monastique et française. C'était de là que partaient la plupart des lettres citées par M. Dantier, et celles, entre autres, adressées au cardinal Bona par le vénérable et courageux dom Luc d'Achery, éditeur du *Spicilegium*, qui, retenu par la maladie pendant quarante-cinq années consécutives à l'infirmerie de Saint-Germain des Prés, n'en continua pas moins ses admirables travaux, tandis qu'un autre compagnon et ami de Mabillon, dom Constant, éditeur de saint Hilaire et des Épîtres des premiers papes, passait

toute sa vie sans feu, et ne voulait pas déroger à son usage même pendant le rigoureux hiver de 1709.

On voit combien l'austérité monastique se maintenait au sein de cette admirable congrégation de Saint-Maur, même au début de ce dix-huitième siècle qui devait l'entraîner dans la ruine commune. Tout annonce que ces saints religieux et leurs contemporains trouvaient dans leurs grands travaux une sauvegarde contre le relâchement qui a toujours fini par infecter les instituts cénobitiques, et que l'odieux abus de la Commende rendait alors si notoires et si contagieux. L'érudition fortifiait en eux l'attachement à la règle. Ils justifiaient ainsi la thèse de l'utilité et de la légitimité des études monastiques si noblement soutenue par Mabillon contre Bancel, et si spirituellement défendue par Huet, qui lui écrivait de l'abbaye d'Aulnay dont il était commendataire : « Je suis ravi que vous ayez entrepris de « désabuser ceux à qui on a voulu persuader depuis plusieurs années « que l'ignorance est une qualité nécessaire à un bon religieux. Je « suis dans un lieu où j'ai vu soutenir cette maxime si favorable à la « fainéantise des cloîtres, qui est la mère du relâchement. Votre ouvrage pourra les désabuser si je puis obtenir qu'ils le veuillent lire : « mais, quand on aime son mal, on en fait les remèdes. »

Il faut voir aussi combien le public de ce temps-là encourageait les grands travaux d'érudition. Malgré les guerres qui venaient troubler les travaux des moines et surtout leurs marchés avec les libraires, malgré les plaintes qui se retrouvent de temps à autre dans la correspondance citée par M. Dantier et qu'on croirait écrite d'hier, sur la vogue exclusive des livres frivoles, on voit par ces lettres mêmes que les publications du volume le plus formidable trouvaient un débit prompt et assuré. L'*Antiquité expliquée* de Montfaucon en quinze énormes volumes in-folio, avec 30 à 40,000 figures, fut accueillie avec une telle faveur, qu'en deux mois la première édition fut épuisée, et que, sans consulter l'auteur, les libraires en firent une seconde édition qu'ils tirèrent à deux mille exemplaires. Qu'il y a loin d'un tel succès, fondé uniquement sur l'empressement spontané et sur la générosité intelligente du public, à ce lent écoulement des ouvrages entrepris de nos jours avec les ressources du budget ! Aussi le prix de ces beaux livres, loin de baisser, allait toujours en augmentant ; et il en fut ainsi, pendant tout le dix-huitième siècle, jusqu'à la Révolution. Les chiffres cités par dom Clément et autres paraissent fabuleux. On y voit que les neuf volumes des *Acta sanctorum* de Mabillon coûtaient trois cents livres en 1714. Les six volumes des *Historiens français*, de Duchesne, étaient déjà alors hors de prix. Il en était de même des *Capitulaires* de Baluze. Dès que les premiers volumes de la collection de dom Bouquet eurent paru, ils furent sur-le-champ enlevés : en 1776,

on les cherchait en vain *sur les quais*, c'est-à-dire, non dans les étalages en plein vent, mais chez les libraires qui logeaient sur les quais. Les étrangers venaient disputer aux Français ces beaux produits de la science et de la librairie nationales; mais la France offrait à elle seule de magnifiques débouchés aux grandes entreprises scientifiques et littéraires. Elle renfermait encore des communautés, des corporations et un grand nombre de familles anciennes, surtout dans la robe, qui se fussent crues déshonorées si elles n'avaient point eu chacune sa bibliothèque tenue au courant de toutes les publications importantes, quelque coûteuses qu'elles fussent. C'est ce qu'on voit encore en Angleterre, où, comme naguère chez nous, l'initiative et la munificence individuelle tiennent lieu des encouragements officiels avec un avantage marqué pour la dignité comme pour les progrès de la science.

Ce zèle intrépide et infatigable pour les recherches historiques et les travaux littéraires fut de toutes les vertus monastiques celle qui résista le plus longtemps à la décadence morale et sociale qui envahissait tout, et dont les progrès sont visibles dans la très-curieuse correspondance de dom Clément, l'auteur de *l'Art de vérifier les dates*, avec deux savants bénédictins franc-comtois, dom Berthod et dom Grappin. On y suit avec un mélancolique intérêt les dernières lueurs de l'ancienne vie et les premières explosions de l'esprit nouveau au sein de ces sanctuaires ravagés par la Commende et abandonnés avec la plus étrange insouciance à l'orage qui grossissait à l'horizon. On admire les efforts encore surhumains de ces derniers champions de la vieille terre bénédictine. « Quel âge avez-vous donc? écrivait, en 1786, « un religieux de Saint-Maur à dom Grappin : Y a-t-il un siècle « que vous étudiez? Savez-vous que, si j'avais des prétentions à savoir « quelque chose, vous me décourageriez en vous voyant si instruit? « Pour moi, je touche bientôt à la fin de ma quarante-septième année, « et je ne suis encore qu'un ignorant. » Ils veulent rivaliser avec les plus anciens et les plus illustres de l'ordre par leur zèle pour la transcription et la publication des monuments inédits : dom Clément fournissait, à la veille de la Révolution, dix feuilles par mois à l'impression. Il semble, comme le remarque avec raison M. Dantier, pour expliquer l'ardeur incroyable et l'activité prodigieuse qui caractérisèrent leurs dernières entreprises, qu'ils aient eu comme le pressentiment de la fin prochaine de leur institut, et qu'ils aient voulu, avant de mourir, couronner d'un magnifique fronton l'impérissable monument commencé par leurs devanciers.

Cependant l'esprit de mort finit par l'emporter. Dans des ouvrages dont les auteurs avaient puisé au sein même des grandes collections monastiques un semblant d'érudition, on commençait déjà à traiter les moines de citoyens inutiles et d'écrivains crédules ou faussaires.

Eux-mêmes se laissèrent peu à peu infecter par les vices de leurs ennemis. La discorde s'introduisit dans les chapitres généraux et dans les maisons individuelles. Le relâchement la suit de près, et avec lui l'aversion de la règle et de la tradition. Un religieux *décent* paraît déjà une sorte de merveille au zélé dom Clément. « Je n'en pourrais « dire autant de tous les religieux de votre congrégation <sup>1</sup> qui viennent « ici loger. Je n'en ai presque pas vu qui nous aient édifiés. Vous en « direz autant des nôtres qui vont chez vous. Bon Dieu! où est aujourd'hui la religion? Vous avez bien raison de mettre le mal sur le « compte des supérieurs; l'honneur de la religion, le salut des âmes, « ne les intéressent plus. Ils n'ont recherché les places que pour satisfaire leur ambition et leur cupidité. » La conséquence naturelle de ces désordres ne pouvait manquer de se produire : dans les dernières pages de cette correspondance nous voyons le schisme de la constitution civile du clergé pénétrer à Luxeuil, et ternir ainsi les derniers jours de cet antique sanctuaire, dont saint Colomban avait fait, douze siècles auparavant, la métropole de la foi et du travail dans les Gaules.

Détournons la pensée de cette triste ruine pour la reporter sur le grand homme qui est le véritable héros de la publication de M. Dantier. Si notre voyageur n'a pas eu le bonheur qu'il espérait de découvrir à l'étranger toute cette vaste correspondance de Mabillon, que les contemporains de celui-ci réclamaient en vain aussitôt après sa mort, il n'en a pas moins recueilli plusieurs de ses lettres inconnues jusqu'ici (entre autres douze lettres fort intéressantes au bibliothécaire de Saint-Gall), et mis en lumière une foule de détails qui feront de son Mémoire un document indispensable pour le futur biographe du plus illustre des moines modernes. Quel beau sujet à traiter que cette biographie, et qu'il serait bien fait pour séduire les plumes les plus exercées et les plus autorisées! Où trouver une vie plus méritoire et mieux remplie, un caractère plus noble et plus aimable, une renommée plus intacte et plus digne d'être populaire? Qui plus que lui appartient à cette élite de belles âmes dont le nombre est si restreint dans les annales de l'humanité, et dont l'ambition des plus grands et des plus saints doit être d'aller grossir la phalange sacrée! Je n'en saurais parler sans émotion : car j'ai vécu pendant de longues années dans une intimité, trop souvent interrompue, mais toujours attrayante et consolante, avec cet homme incomparable; je dis avec lui, car il a su, sans le vouloir et sans le montrer, faire passer dans ses œuvres l'élévation et la pureté de son âme, et pénétrer en quelque sorte de sa propre nature les récits, les discussions,

<sup>1</sup> Il écrivait à dom Berthod, qui était de la congrégation de Saint-Vanne fondée, comme celle de Saint-Maur, au commencement du dix-septième siècle et longtemps son émule pour la régularité ainsi que pour l'érudition.

les commentaires, où l'on croit n'avoir à chercher qu'une sèche et abstraite érudition. On le sent renaitre et pour ainsi dire nous accompagner à travers ces vastes pages, et dans ces grands in-folios où il a déposé le fruit de ses veilles, de ses voyages, de ses labeurs. C'est là qu'on le fréquente comme un ami, qu'on le consulte et qu'on l'écoute avec la confiance et l'affectueuse vénération d'un fils incliné devant un père plein de gloire et d'autorité. Tous ceux qui toucheront d'un peu près aux choses bénédictines ressentiront un jour, s'ils ne l'ont déjà sentie, cette influence puissante et bénie. « Je viens à vous sous la protection de Mabillon, *duce Mabillonio*, » écrivait, en 1764, à dom Berthod, un comte Batthyani, abbé d'un monastère de Hongrie, comme pour mettre ses tentatives d'érudit étranger sous la protection de cette gloire française. Un siècle plus tôt, dans une lettre du 12 décembre 1664, on voit le supérieur de Saint-Germain des Prés annoncer comme un fait insignifiant l'arrivée du moine encore inconnu qui devait couvrir d'une impérissable gloire les travaux de cette maison et de tout son ordre. « Le P. D. Claude Chantelou, qui était occupé à faire imprimer « les livres ascétiques et les œuvres de saint Bernard, est décédé « le 28 du passé. Nos RR. PP. ont subrogé en sa place et en son « employ un autre religieux nommé D. Jean Mabillon, Champenois « de nation. » Le volume de M. Dantier abonde en renseignements de cette nature, qui jettent une vive et pénétrante lumière sur la carrière et sur le caractère de Mabillon, qui révèlent à la fois son aimable simplicité, sa cordiale affection pour les compagnons de ses travaux, la mesure, la modestie, la retenue qui s'alliaient si bien dans son âme avec une ardente loyauté et la plus scrupuleuse intégrité.

Je lui sais gré surtout d'avoir appelé l'attention de ses lecteurs sur la querelle misérable et violente qui fut faite à Mabillon, au moment même où l'éclat des services qu'il rendait chaque jour à son ordre et à la gloire de l'Église aurait dû lui assurer l'admiration et la sympathie universelles.

Parvenu au milieu de la publication de ce recueil des *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti*, qui est, à notre sens, la plus belle et la plus intéressante de toutes les collections consacrées à l'antiquité catholique, Mabillon fut atteint d'une longue et cruelle maladie qui l'obligea d'interrompre pendant trois années entières le plus cher de ses travaux. Ce fut pendant cet intervalle de douleur et d'ennui qu'il recueillit et publia, en guise de distraction, les deux volumes des *Analecta*<sup>1</sup>. Puis, rendu à la santé, il commença la reprise de son œuvre

<sup>1</sup> Post longas studiorum inducias quas adversa mihi valetudo ante annos ferme quatuor indixit..... Post editos Veterum Analectorum tomos duos, quos per ea morbi tædia atque otia pro modulo digessi, jam tandem quatenus affectæ vires sinunt, redeo ad optata studia... Præf. in *IV sæculum benedictinum*. § 1.

principale par cette préface du quatrième siècle bénédictin (neuvième de l'ère chrétienne), qui comptera toujours parmi les plus beaux monuments de la critique et de l'érudition. Mais ici l'attendait un ennemi plus implacable encore que la maladie et la souffrance physique. Du sein même de sa propre congrégation, il vit s'élever contre lui quelques moines hargneux et chicaneurs, ingrats et jaloux, comme il s'en est toujours trouvé à côté des grandes gloires de l'ordre, de ces gens qui aiment à s'envelopper dans un pan de la robe des saints pour mieux décocher leurs traits envenimés contre le prochain. Un certain père Bastide et deux autres le dénoncèrent dans une série d'écrits publics comme un prévaricateur qui, dans cette même préface, avait porté atteinte au crédit et à la gloire de l'institut. Ils l'accusaient d'avoir retranché du catalogue de l'ordre un certain nombre de saints, d'avoir contesté l'authenticité de certains diplômes et décrets pontificaux admis jusque-là par les historiens antérieurs, et de divers autres péchés de ce genre. De nos jours, ils l'eussent évidemment qualifié de rationaliste et de naturaliste, et avec plus de succès qu'ils n'en rencontrèrent dans le siècle qui avait admiré Descartes et Leibnitz. Mabillon adressa au chapitre général sa justification, dont M. Dantier a publié quelques fragments précieux. Lui qui savait être éloquent et pathétique quand il le fallait, même en latin, se montrait dans ses écrits français à la hauteur de ses plus illustres contemporains. Il faut voir avec quelle noble fierté et quelle majestueuse intégrité il repousse et confond son dénonciateur. Il faut même citer cette page si parfaitement applicable à notre temps, comme à tous les temps.

« Je sçais que c'est le sort de tous ceux qui donnent quelque chose au public, et principalement de ceux qui traitent de l'histoire, d'estre exposé à la censure des hommes, et de s'attirer la passion de beaucoup de gens. . . .

« En effet, quelque parti que l'on prenne et quelques mesures que l'on garde dans ce dessein, il est impossible de contenter tout le monde. Car, si l'on reçoit tout sans discussion, on passe dans l'esprit des personnes judicieuses pour ridicule; si l'on apporte de l'exactitude et du discernement, on passe chez les autres pour téméraire et présomptueux : *Si quid simpliciter edamus, insani; si quid exacte, vocamur præsumptuosi.*

« De ces deux partis, j'ay choisi le second comme estant le plus conforme à l'amour de la vérité, que doit avoir un chrétien, un religieux et un prêtre, comme le plus avantageux à l'honneur de l'ordre, et enfin comme estant absolument nécessaire dans un siècle aussi éclairé que le nostre, auquel il n'est plus permis d'écrire des fables, ni de rien avancer sans de bonnes preuves.

« J'ai néanmoins tasché de garder toute la modération possible; et, lors qu'il s'agissait de l'intérêt de l'ordre, j'ai toujours penché plutôt du costé de l'indulgence que de la sévérité. Mais enfin, quelques mesures que j'aye gardées, je n'ay pas laissé d'essuyer beaucoup de contradictions. J'ay tasché



de les surmonter par le silence et par la patience ; mais mon silence n'est pas devenu moins insupportable que mes discours, et l'on m'oblige enfin à me défendre ou à me rétracter.....

« Je puis dire même qu'il est nécessaire que j'écrive pour le bien commun des personnes de lettres, d'autant que, si les principes que veut établir le R. P. subsistent une fois, il est impossible qu'une personne qui ait tant soit peu de lumière et de discernement se puisse réduire à écrire exactement des choses de l'ordre, à moins qu'on ne veuille renoncer à la sincérité, à la bonne foy et à l'honneur. »

Restons-en là, et félicitons-nous de retrouver ce nom et ce sentiment de l'honneur, si peu compris et si peu goûtés de nos jours, sous la plume de ce grand moine, tout blanchi de la poussière des chartes et des légendes. Félicitons aussi M. Dantier d'avoir ajouté quelques traits précieux à la figure d'un saint et célèbre religieux dont le noble caractère et la pure renommée apparaissent debout dans le passé, comme pour consoler les honnêtes gens d'être condamnés à rencontrer le plus souvent dans l'histoire l'empire prolongé de la bassesse et la victoire effrontée du mensonge.

CH. DE MONTALEMBERT.

# SUR L'ENSEIGNEMENT DE LA BOTANIQUE

(NOTE LUE A LA SOCIÉTÉ BOTANIQUE DE FRANCE DANS LA SÉANCE DU 11 JUIN 1858.)

Dans deux publications précédentes<sup>1</sup>, j'ai plaidé la cause de l'enseignement supérieur de la botanique, gravement compromis à la Faculté des sciences et au Muséum d'histoire naturelle, et par la suppression des chaires de Jussieu et par la création de chaires nouvelles dans des vues particulières. L'un de ces deux grands établissements, menacé à diverses reprises dans ses anciens privilèges, est, en ce moment même, l'objet d'un remaniement<sup>2</sup>; puissent les suites en être favorables à la cause qui nous préoccupe à juste titre ! Aujourd'hui, mon dessein est uniquement d'appeler l'attention de la Société sur l'enseignement de la botanique dans les lycées et les pensions, soit civiles, soit ecclésiastiques, et sur quelques-unes de ses conséquences.

Nous devons d'abord nous garder d'un travers trop commun chez les personnes adonnées à une étude de prédilection, c'est de s'en exagérer l'importance, et, par suite, de lui accorder trop de développement dans l'ensemble d'un plan d'éducation. Telle est la source de certaines exigences, trop appuyées, il faut en convenir, par la tendance industrielle de notre époque, qui ont fait naître ce qu'on a appelé la *bifurcation* des études, grande erreur administrative d'un homme de mérite<sup>3</sup>, système faux dans son principe et confus dans son application, d'où est résultée une atteinte déplorable aux études littéraires classiques, base véritable de toute instruction, honneur et charme de la société polie. Sans être un détracteur des sciences, on peut regretter que leur invasion dans nos collèges ait été à ce point favorisée; le programme du baccalauréat qui en résume les cours est devenu une sorte d'encyclopédie, et l'on peut, en détournant un mot bien connu de Beaumarchais, se demander si, vu le savoir qu'on exige de nos enfants, il y aurait beaucoup de maîtres qui fussent vraiment

<sup>1</sup> Voy. *Séances de la Société Botanique de France* des 23 mars 1855 et 27 mars 1857.

<sup>2</sup> Arrêté du Ministre de l'Instruction publique relatif au Muséum (mai 1858).

<sup>3</sup> Feu M. Fortou.

dignes d'être bacheliers. Dans l'innovation dont je me plains, les sciences mathématiques se sont attribué la plus large part : il importerait, ce me semble, de la restreindre. La première jeunesse a évidemment moins d'aptitude aux sciences mathématiques qu'aux sciences naturelles; toutefois nous n'avons pas la prétention de faire augmenter le lot qui nous a été fait, grâce à l'intervention de M. Brongniart; nous saurons nous en contenter, sauf quelques modifications de détail.

D'après le plan d'études et les programmes d'enseignement des lycées, arrêtés par le ministre de l'instruction publique, le 30 août 1852, l'histoire naturelle, comprenant les deux règnes organique et inorganique, est bornée, pour les élèves de la section des sciences, à la troisième et à la rhétorique, et, pour les élèves de la section des lettres, à la rhétorique seulement : ainsi, dans la section des sciences, les deux parties de l'enseignement de l'histoire naturelle sont séparées par tout l'intervalle de la classe de seconde. Il y aurait, à juxtaposer ces deux parties en les faisant correspondre aux classes de troisième et de seconde, le double avantage d'augmenter l'efficacité des leçons par leur rapprochement même, et de soulager d'autant l'année de rhétorique, qui devrait être principalement consacrée à former le goût des élèves, à les familiariser avec les procédés de la composition littéraire, à étendre les connaissances déjà acquises dans l'histoire et les langues vivantes. Aussi peut-on remarquer dans la section des lettres que l'histoire naturelle, bornée à l'année de rhétorique, y a peu de faveur, parce qu'elle arrive trop tard, et parce que les élèves n'en ont pas, comme dans l'autre section, appris les éléments dans une des classes précédentes. Ces divers motifs me détermineraient, si la bifurcation en général devait durer, à en affranchir du moins l'histoire naturelle, par conséquent à la faire entrer, pour les classes de troisième et de seconde, dans le programme commun aux deux sections. En ce qui concerne la botanique, le cours de troisième, devenu ainsi obligatoire pour tous les élèves, continuerait à être purement descriptif, à traiter des notions générales et des principes de classification; l'histoire des principales familles y amène l'exposé de quelques applications qui d'ordinaire captivent l'attention des élèves. Le cours de seconde, substitué à celui de l'année de rhétorique, traiterait plus particulièrement de l'organographie et de la physiologie. Ils seraient composés chacun de dix leçons; c'est le nombre actuel. Les leçons de révision de l'histoire naturelle dans l'année de logique (section des sciences) deviendraient obligatoires pour tous les élèves comme les cours de troisième et de seconde.

Vingt leçons en deux années, suivies à une année d'intervalle d'une

courte révision, laisseraient de trop faibles traces dans l'esprit des élèves, si le professeur n'y pouvait pas joindre d'autres moyens d'instruction. Chaque lycée devrait être pourvu d'un herbier à l'accroissement duquel les élèves concourraient eux-mêmes, d'une petite collection de tiges, fruits, etc., et surtout de grandes figures non théoriques, c'est-à-dire se rapportant à des végétaux déterminés, pour l'étude des parties élémentaires qui constituent le tissu végétal; il faudrait y joindre quelques bons livres élémentaires, le *Genera* d'Endlicher, constamment ouvert à côté de l'herbier, et un microscope.

Le complément indispensable de ce plan se trouve dans les herborisations à des jours marqués. Le programme officiel les recommande spécialement. Avec quel avantage, pour l'agrément et la santé des jeunes gens, ne remplaceraient-elles pas ces tristes promenades sur les quais et les boulevards, où on les voit trainés par un maître d'étude ennuyé qui n'a rien à leur dire, sa charge consistant surtout dans le soin de les maintenir en rang et de les préserver des accidents de la foule et des voitures! Sous tous les rapports, il est bien à regretter que les grands collèges soient entassés dans le centre des grandes villes; une administration vraiment paternelle devrait, au risque d'un peu de gêne pour le personnel du corps enseignant, s'appliquer progressivement à les reporter vers la circonférence. Situés comme ils le sont aujourd'hui, ils se prêtent difficilement aux herborisations; à Paris, quelques professeurs, et il faut les en féliciter, y suppléent par des visites au Jardin des Plantes. Plusieurs lycées de province, s'ils ont à leur portée de moindres ressources dans les jardins et les musées, sont plus favorisés dans leurs communications avec la campagne, et les professeurs en profitent sans doute. La situation est plus satisfaisante encore pour quelques grandes pensions de France, comme Juilly, Sorrèze, le petit séminaire d'Orléans, dont je parlerai tout à l'heure, et surtout pour certaines pensions de la Suisse. Chaque année, à l'époque des vacances, une troupe alerte, le sac sur le dos, le bâton de montagne à la main, part, sous la conduite d'un maître, qui est comme le frère aîné de ses élèves, pour l'un de ces voyages, à petites journées, dont Töpfer nous a retracé les joyeux incidents. Plusieurs des jeunes touristes herborisent avec soin: il n'en est aucun qui ne rapporte dans son album quelque jolie petite plante de montagne, des gentianes, des saxifrages, des véroniques, le rhododendron, etc., comme souvenir de cet heureux temps. Désormais, la botanique a plus ou moins marqué sa place dans l'existence de chacun d'eux, et le souvenir des jouissances qu'elle procure ne s'effacera jamais.

L'expérience des lycées a appris, en ce qui concerne les sciences,

que les élèves ne s'appliquent guère qu'aux cours qui ont, si je puis m'exprimer ainsi, leur sanction, soit dans le concours général, soit dans le baccalauréat ès sciences. A l'égard du concours, les classes d'histoire naturelle devraient participer à ce grand moyen d'émulation, et, pour les y bien préparer, il faudrait, aux examens indiqués par le plan d'études, joindre les compositions écrites; ces dernières feraient aussi partie des épreuves du baccalauréat ès sciences.

Je n'ai, comme on vient de le voir, proposé qu'un bien petit nombre d'amendements au plan d'études actuel. L'ensemble de ces moyens est suffisant, soit pour donner à tous ceux qui prétendent au titre d'homme bien élevé une teinture suffisante de la botanique, soit pour déterminer chez ceux qui voudront s'y appliquer davantage une véritable vocation scientifique. Tel est le double but que doivent se proposer les professeurs, soit à Paris, soit en province, et qu'a déjà atteint, au lycée Napoléon, l'un de nos plus laborieux et ingénieux confrères, M. Baillon; sa méthode, dans les limites imposées par le plan d'études, peut être citée pour modèle.

Bientôt, je l'espère, un second exemple pourra être proposé à l'imitation par l'un des établissements les plus remarquables du régime ecclésiastique, le petit séminaire d'Orléans. Là il n'y avait pas à craindre que la bifurcation vint compromettre les études littéraires classiques; grâce au docte évêque de ce diocèse, elles y sont portées à un degré qui ne le cède en rien aux lycées les plus renommés. Il suffit d'en donner pour preuve la solennité qui a précédé, l'année dernière, la distribution des prix; on y a vu représenter avec un plein succès, par les élèves, une tragédie tout entière de Sophocle, *OEdipe à Colone*, avec les chœurs, musique de Mendelssohn. Mgr Dupanloup avait appelé à cette solennité les juges les plus compétents parmi ses confrères de l'Institut, MM. Patin, Villemain et Saint-Marc Girardin, Lenormant; leurs applaudissements ont dû être, pour les jeunes acteurs et pour les maîtres, une bien flatteuse récompense. Ce jour-là même, Mgr Dupanloup m'a fait l'honneur de me demander quelques indications sur les moyens de compléter, sous le rapport de l'histoire naturelle, le programme d'enseignement du petit séminaire, et voici ce qui s'y pratique aujourd'hui. Le cours correspond aux classes de seconde et de philosophie, laissant ainsi l'année de rhétorique tout entière aux études littéraires et historiques, comme je l'ai demandé ci-dessus pour les lycées. Si, par suite de combinaisons obligées dans la distribution des autres cours, les deux années d'histoire naturelle ne se suivent pas immédiatement, cet inconvénient est compensé par les facilités dont l'établissement est pourvu d'ailleurs, ainsi qu'on va en juger, et par le nombre des leçons. En effet, le cours de chacune des deux années est divisé en trois trimestres : l'hiver est

pour la géologie, le printemps pour la botanique, l'été pour la zoologie; le programme est celui du baccalauréat. Il y a dans chaque semaine une classe de une heure et un quart, précédée ou suivie d'une étude de même durée. Les compositions ont lieu une fois par mois, et les examens trois fois par an. L'histoire naturelle a son rang dans le concours de fin d'année. Un herbier, où toutes les familles sont représentées et qui comprend cinq à six mille plantes, toutes nommées, empoisonnées au sublimé corrosif et fixées sur le papier par des bandelettes<sup>1</sup>, a été extrait de sa propre galerie et installé dans celle que M. le supérieur a fondée.

Le petit séminaire d'Orléans est situé, comme sous l'aile de l'évêque, au milieu du beau parc de la Chapelle attenant à sa maison de campagne. Un jardin botanique, spécialement consacré aux plantes indigènes, et accessible aux élèves dans les heures de récréation, a été planté au printemps de cette année, d'après les conseils de notre confrère, M. Jullien-Crosnier, ancien conservateur du jardin botanique d'Orléans. Les plantes d'ornement le plus généralement répandues sont cultivées dans les anciens parterres de l'établissement. Les espèces ligneuses se trouvent représentées dans le parc, qui contient beaucoup d'arbres isolés d'essences variées. Il suffira, pour attirer l'attention sur ces espèces, d'en pourvoir un certain nombre d'étiquettes solides, comme cela est déjà exécuté pour les plantes des deux jardins. Des herborisations fréquentes dans la campagne, sur les bords de la Loire, dans la Sologne voisine, etc., ajoutent à l'attrait de cet enseignement. Le tout est placé sous la direction d'un jeune ecclésiastique, instruit et zélé, M. l'abbé Boisbourdin. On ne saurait, ce me semble, réunir plus de conditions de succès.

Les établissements ecclésiastiques d'instruction secondaire, qui se développent de plus en plus, grâce à la liberté dont ils jouissent et à l'impulsion éclairée qu'ils reçoivent de l'épiscopat, sont appelés à propager efficacement dans la société la culture des sciences. En effet, ils préparent à la fois pour le monde un fort grand nombre de jeunes gens, appartenant à des familles distinguées, qui recherchent, dans ces établissements, des garanties particulières, et pour le sanctuaire la majeure partie de ses recrues, à cause des conditions économiques qui mettent une excellente éducation à la portée des familles pauvres. Or les cours d'histoire naturelle des petits séminaires en appellent nécessairement d'autres plus étendus, plus approfondis, dans les grands séminaires. Dans plusieurs de ceux-ci, l'histoire naturelle est déjà professée avec distinction, et elle doit

<sup>1</sup> Les étiquettes portent uniformément ce titre : *Decuma herburii Jaubertiani excerpta in honorem Revmi Episcopi Aurelianensis, optimi studiorum patroni* MDCCCLVII.

y faire des prosélytes dans un auditoire déjà si exercé à l'étude. Il en sera de même des autres grands séminaires, à mesure que l'importance de cette branche des connaissances humaines, et les avantages que le clergé et la religion elle-même peuvent en retirer, seront mieux compris. Quoi de plus approprié, en effet, à l'instruction cléricale, à l'existence de la plupart des prêtres, quoi de plus voisin de la théologie qu'une étude où la raison, s'appliquant à scruter les merveilles de la création, appuie et nourrit sans cesse le sentiment religieux ? L'Écriture sainte est pleine des images empruntées à la nature physique; l'histoire primitive du monde, et jusqu'aux découvertes principales de la science moderne, y sont gravées en traits précis dans des hymnes dont l'accent sublime fait pâlir la poésie lyrique de l'antiquité. Toute la géologie, par exemple, telle que les de Buch et les Élie de Beaumont nous l'ont faite, n'est-elle pas résumée dans ces paroles du psalmiste, que j'aurais dû donner pour épigraphe à la grande carte géologique de France, lorsque le hasard de la politique m'a procuré l'honneur d'y inscrire mon nom : *Ascendunt montes et descendunt campi in locum quem constituisti eis*<sup>1</sup>... *et revelata sunt fundamenta orbis terrarum*<sup>2</sup>; et le psaume entier *Benedic, anima mea, Domino*<sup>3</sup>, embrassant l'ensemble de la création, et tant d'autres passages admirés par les plus grands naturalistes ! Ce sont des versets de l'Écriture sainte qui décorent le frontispice du *Systema naturæ* de Linné<sup>4</sup>.

L'Église ne peut rester en arrière d'aucune des nobles applications de l'esprit humain : elle est pourvue de l'autorité morale capable d'en régler le mouvement, d'en réprimer les écarts. Sans transiger jamais sur les lois dont elle est la gardienne, elle sait se prêter avec une heureuse flexibilité à ce qu'exigent les temps. La littérature, l'éloquence, ont toujours eu dans son sein les plus nobles représentants : elle n'a pas non plus négligé les sciences naturelles. Les ordres monastiques ont fourni à la botanique leur contingent de hardis explorateurs, de savants célèbres, Barrelier, Boccone, Plumier<sup>5</sup>, etc.; ils ont prouvé que la science pouvait s'allier aux devoirs de la vie contemplative comme à ceux des missions ou de la charité hospitalière, et qu'après tout l'étude de la nature était aussi une bonne préparation à la prière. De nos jours, parmi les religieux du mont Saint-Bernard, voués à une vie si rude et si méritoire, les botanistes

<sup>1</sup> Ps. ciii, 9.

<sup>2</sup> Ps. xvii, 16.

<sup>3</sup> Ps. ciii.

<sup>4</sup> Voyez notamment la treizième édition publiée à Vienne en 1767, pages 1<sup>re</sup> et suiv.

<sup>5</sup> Barrelier, 1678. — Mariotte, 1684. — Boccone, 1704. — Plumier, 1706. — Cupani, 1711. — Feuillée, 1730. — Labat, 1738. — Charlevoix, 1760, etc.

que leurs explorations conduisent dans les Alpes pennines y trouvent un ami, un guide habitué à rechercher les plantes rares sur les rocs les plus escarpés<sup>1</sup>.

Je laisse à penser si, parmi ses intrépides frères, il est le dernier à s'élancer, la nuit comme le jour, sur la trace des chiens de l'hospice, dans la direction des sentiers ensevelis sous la neige, pour rendre à la vie le pauvre voyageur attardé au milieu de la tourmente.

Pour ne parler que de la France, nous devons à de pieux ecclésiastiques plusieurs ouvrages utiles de botanique. Notre Société seule compte en ce moment même huit prêtres, dont quatre curés de campagne; et, dans une note qui a été extraite pour moi, par nos confrères MM. Puel et Maille, de la liste générale des correspondants de leur œuvre si utile à la flore française, je trouve vingt-sept autres ecclésiastiques, dont sept curés. On voit qu'un bon nombre de membres du clergé sont botanistes; ils le seront bientôt tous plus ou moins, si les mesures que je viens d'indiquer sont mises à exécution dans tous les diocèses.

C'est surtout pour les curés de campagne que la botanique est d'un grand prix. Ils n'ont pas, je le sais, beaucoup de loisirs; leur vie est assujettie à des devoirs multipliés; mais, plus elle est austère et occupée, plus la faiblesse humaine a besoin d'honnêtes distractions. Or la conversation et les sociétés du dehors, le jeu, ne sont choses permises au curé que dans une mesure très-restreinte; la chasse lui est interdite; son modeste jardin est sa principale ressource; c'est là que je l'attends pour lui conseiller, avec le respectueux intérêt qu'il m'inspire, d'admettre la botanique au presbytère. De toutes les sciences, c'est celle dont la pratique est la plus attrayante et entraîne le moins de dépenses. Deux ou trois ouvrages généraux bien choisis, une *Flore de France* et la *Flore locale*, une forte loupe, une boîte de fer blanc, quelques rames de papier avec deux bouts de planche et une grosse pierre, comme moyen de compression des plantes, en voilà, pour un homme doué de l'esprit d'observation et de quelque persévérance, assez pour faire beaucoup et d'excellente botanique. La campagne, que le curé parcourt sans cesse pour aller visiter ses malades et consoler les affligés, lui aura bientôt livré toutes ses productions; les récoltes qu'il y aura faites iront souvent jusqu'à former, pour l'auteur de la *Flore locale* avec lequel il sera en correspondance, un supplément précieux. A l'époque des retraites, qui se font ordinairement au grand séminaire, il échange ses observations avec ses confrères. On trouve dans beaucoup de presbytères de vieux registres de

<sup>1</sup> Le révérend père Tissière.



baptême à la suite desquels le curé a consigné les événements mémorables survenus pendant l'année dans la paroisse, les grands phénomènes naturels, les vicissitudes exceptionnelles dans la marche des saisons, les crues des rivières, les sécheresses, etc. Ces modestes chroniques sont d'une lecture très-attachante, et elles offrent souvent à l'administrateur, au savant, des matériaux et des éclaircissements qui ne sont pas à dédaigner : M. Aug. Le Prévost, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a montré tout le parti que l'histoire peut tirer des chroniques villageoises. Le curé botaniste donnera à la sienne plus d'étendue et de précision scientifique, en y faisant figurer, par exemple, les données de la météorologie. Il tiendra particulièrement note des faits qui intéressent l'agriculture; la botanique, dans ses rapports avec la médecine, lui fournira aussi de nombreuses occasions de subvenir aux besoins matériels des voisins, et son influence sur la paroisse s'en accroîtra. Le peuple est généralement persuadé que toute maladie a son remède spécifique dans une plante qu'il s'agit seulement de pouvoir reconnaître : il faut sans doute rabattre beaucoup de cette naïve croyance, mais ce qu'elle a de fondé suffit pour justifier l'estime pour ainsi dire instinctive qui s'attache aux hommes occupés de la recherche et de l'étude des plantes : nous en avons tous recueilli la preuve dans nos voyages. La plante salutaire apportée au malade par le curé sera souvent reçue avec autant de reconnaissance que l'aumône en argent. Enfin, peut-on douter que l'étude de la nature ne reflète son charme sur l'enseignement religieux lui-même, que le catéchisme et le prône ne s'en ressentent? Plus j'y pense et plus je suis convaincu que la botanique est bonne aux curés de campagne, et qu'en retour ils peuvent lui rendre de notables services. Elle a aussi beaucoup à attendre de l'aumônier de vaisseau, si dans les longues heures qui s'écoulent dans sa paroisse flottante, il sait, de concert avec le chirurgien du bord, autre auxiliaire de la science, se préparer aux recherches dont les relâches et les excursions dans les pays lointains leur fourniront l'occasion !

Les missionnaires, l'une des gloires de l'Église catholique, ces intrépides pionniers de la civilisation, que ne peuvent-ils pas faire pour nous? Que de fois, en lisant les émouvantes *Annales de la Propagation de la foi*, n'ai-je pas regretté que l'histoire naturelle fût presque absente de l'enseignement donné au séminaire spécial des Missions étrangères, et que les prêtres courageux qui en sortent n'eussent pas été mieux préparés aux observations et aux découvertes scientifiques, de manière qu'aucun genre de mérite ne manquât à leurs récits ! Par exemple, l'abbé Huc, dont nous avons tous suivi avec tant de sympathie et de curiosité la relation dans les contrées, presque inexplorées jusqu'à lui, de la Mongolie, du Thibet et à travers la Chine tout en-

tière<sup>1</sup>, mentionne une curiosité végétale inouïe pour nous, qui est l'objet d'une vénération superstitieuse dans la plus grande des lamaserias du Thibet : c'est un arbre appelé *kounboun* ou des *dix mille images*, que M. l'abbé Huc a vu et dont les feuilles et l'écorce portent des caractères bien formés de la langue thibétaine : fait d'autant plus remarquable, qu'il serait, selon les gens du pays, borné non pas à une espèce végétale, mais au seul individu dont il s'agit, qu'on aurait vainement essayé de multiplier ailleurs par des graines ou des boutures. Les particularités fournies par la relation<sup>2</sup> sont malheureusement insuffisantes, quant à l'organisation de la fleur, à celle du fruit et par conséquent à la famille à laquelle l'arbre peut être rapporté. Les Lamas attribuent les caractères du *kounboun* à un pouvoir surnaturel, comme les anciens lisaient des noms de héros ou de personnages mythologiques, dans la fameuse fleur des *Églogues* de Virgile<sup>3</sup>, qui a donné lieu à tant de commentaires<sup>4</sup>. Ces caractères ne peuvent être aussi que le résultat de quelque disposition bizarre des nervures, de quelque particularité des tissus, de taches propres à l'espèce, et c'est peut-être sur le *Kounboun* que la langue thibétaine les aura pris originairement. Quoi qu'il en soit, le problème de l'arbre des lamaserias aurait été facile à résoudre, si M. l'abbé Huc nous en avait rapporté un rameau seulement. Nous aurions désiré aussi savoir plus nettement ce qu'il faut penser de ces deux catégories d'espèces de blé si connues, à ce qu'il paraît,

<sup>1</sup> *Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie et le Thibet pendant les années 1844, 1845 et 1846*, par M. Huc, ancien missionnaire apostolique ; troisième édition. 1857.

<sup>2</sup> « L'arbre est touffu, l'écorce se détache à peu près comme celle des platanes ;... les feuilles demeurent toujours vertes..., le bois, d'une couleur rougeâtre, a une odeur exquise et qui approche un peu de celle de la cannelle... On dit que, pendant l'été, il produit de grandes fleurs rouges d'une extrême beauté. » *Souvenirs*, tome II, pages 105 et suiv.

<sup>3</sup> Dic quibus in terris inscripti nomina regum

Nascantur flores.

Virg. Egl. III, v. 106.

<sup>4</sup> Est-ce un *Hyacinthus* comme on peut le conjecturer d'après Ovide.

Ipsæ suos gemitus foliis inscribit, et ai, ai,

Flos habet inscriptum, funestaque littera ducta est. — Ov. Met. X, 4.

Littera communis mediis pueroque viroque

Inscripta est foliis, hæc nominis, illa querelæ. — Ov. Met. XIII, 11.

Ce serait le *Delphinium Ajacis*, selon plusieurs auteurs, notamment de Candolle (*Syst. végét.*, t. I) ; ou bien le *Lilium martagon*, d'après notre confrère M. Fée (*Flore de Virgile*) ; ou enfin, si l'on en croit un autre de nos confrères, M. Du Molin, l'*Iris germanica*, qu'il faudrait considérer comme synonyme du *βίανθος* des Grecs et du *Vaccinium* des Latins ?

en Chine <sup>1</sup>, pour commencer leur floraison, l'une toujours pendant la nuit, l'autre dans les premières heures de la journée, conditions naturelles d'après lesquelles le choix du terrain, le moment des semailles et le genre de culture varieraient selon les espèces.

Mais, si M. l'abbé Huc, si savant d'ailleurs, ne nous a fait connaître qu'un petit nombre de faits nouveaux dans l'ordre physique, il en a constaté un qui est d'une grande portée dans un ordre d'idées supérieur, à savoir que, sur tous les points de l'extrême Orient, la tradition sur le salut du genre humain, tout obscurcie et défigurée qu'elle l'a été par la superstition, se rattache à l'Occident; de telle sorte que le consentement unanime des peuples, tant de l'Occident que de l'Orient, fait converger leurs regards vers la contrée qui fut le berceau du christianisme.

Les considérations que je viens de présenter sur l'heureuse influence que l'enseignement de la botanique est appelé à créer mériteraient d'être développées dans un ouvrage à part; j'en ai dit assez pour en faire entrevoir l'intérêt et l'importance.

C<sup>te</sup> JAUBERT.

Membre de l'Institut.

<sup>1</sup> *L'Empire Chinois, faisant suite aux Souvenirs d'un voyage, etc.*, par M. Huc. Paris, 1857, t. II, p. 354.

## L'ÉGLISE DE ROME AUX PREMIERS SIÈCLES

---

La découverte d'un manuscrit grec incomplet, faite en 1844, par M. Minoïde Mynas, dans le couvent d'Agia-Lavra, au mont Athos, a soulevé dans l'Europe savante une longue et vive controverse. Le manuscrit avait, par l'injure des temps et de la négligence, perdu son premier feuillet, feuillet précieux entre tous, qui portait le nom de l'auteur.

L'ouvrage ainsi mutilé reçut le titre de *Philosophumena*, qu'on pourrait traduire par celui de *Mélanges philosophiques*.

Ces mélanges renfermaient la réfutation d'un grand nombre d'hérésies, dont l'histoire appartient aux deux premiers siècles de l'Église.

Hors de l'Église et dans son sein, le nombre des savants, même des ignorants, qui ont combattu les hérésies est immense dans tous les temps, et plus que jamais dans les premiers siècles chrétiens où l'hérésie, plus diverse dans ses formes, demandait une réfutation plus fréquente. Retrouver par la conjecture le nom de l'auteur inconnu, arriver du caractère des faits racontés, de la nature du style, des allures de la pensée, de l'état de la langue, de l'étude des écrivains supposés contemporains, à déduire par un travail ingénieux de critique, souvent aussi de divination, l'époque d'abord, puis le pays, puis le véritable titre, puis le nom d'un homme, ignoré peut-être même de ses contemporains, peut paraître à beaucoup une tentative d'une témérité oiseuse et désespérée. Les érudits de l'Allemagne, de l'Angleterre, les érudits français, ne l'entendirent pas ainsi; ils étudièrent, compulsèrent, traduisirent, commentèrent, imaginèrent, et enfin, chacun arriva à un résultat, à une certitude. Ces certitudes sont toutes différentes, je dis plus, parfaitement incompatibles les unes avec les autres. L'ouvrage appartient aux premiers siècles du christianisme. « Il est probablement d'un écrivain qui avait adopté les « opinions religieuses, la méthode philosophique et les haines partielles » culières de Tertullien <sup>1</sup>. » Voilà le fait certain. L'auteur est-il Ter-

<sup>1</sup> M. Cruice, *Études sur de nouveaux documents historiques relatifs au commencement du Christianisme*, 1<sup>re</sup> part., p. 146.

tullien ou bien Origène, ou bien saint Hippolyte, ou bien un certain prêtre Caius, ou bien tout autre? L'ouvrage a-t-il été composé à Rome, à Alexandrie, en Grèce ou partout ailleurs? L'auteur était-il laïque ou clerc? était-il prêtre ou évêque? était-il seulement chrétien? N'appartenait-il pas à quelque hérésie ennemie de l'Église de Rome? Voilà l'incertain. M. Miller, le premier éditeur des *Philosophumena*, tient que l'auteur est Origène; il a, pour établir sa conviction, des preuves qui lui paraissent très-péremptoires, et il a persuadé des hommes du plus grand savoir; M. Charles Lenormant, le premier peut-être en France, a proposé et défendu dans cette revue même la thèse de M. Miller. MM. Jacobi et Bunsen attribuent l'ouvrage à saint Hippolyte; ils ont, comme M. Miller, des preuves pour appuyer leur opinion et des savants très-compétents pour la partager. L'ouvrage n'est pas de saint Hippolyte, encore moins d'Origène, à en croire M. l'abbé Jalabert, docteur de la Faculté des lettres de Paris; Tertullien est le seul véritable auteur des *Philosophumena*; mais cela ne suffit pas, et une dernière opinion, prenant place dans la polémique, voudrait faire attribuer l'ouvrage au prêtre Caius. Du conflit de ces divergences est sortie une conclusion négative, à savoir qu'il n'est pas possible de déterminer jusqu'à nouvel ordre le nom de l'auteur des *Philosophumena*. La curiosité devra se contenter de cette demi-satisfaction prudente, jusqu'au jour où, soit une nouvelle découverte, soit un rapprochement lumineux et inaperçu, fera cesser tous les doutes. Si cette conclusion humble et philosophique est définitivement admise, et que le public vienne à être instruit de tous ces débats et de leur issue, il sourira peut-être de ces grands efforts en apparence sans résultats. Voyez un peu, dira-t-il avec certain personnage de Rabelais, que de papiers noircis, que de plumes fatiguées, que d'arguments développés pour arriver à une si maigre conclusion! N'aurait-il pas mieux valu commencer par où l'on finit?

Ces controverses peuvent en effet, au premier abord, paraître stériles quand elles ne produisent pas le résultat certain et déterminé que l'on en attendait. Cette curiosité des érudits peut sembler oiseuse par cela seul qu'elle ne trouve pas la solution précise qu'elle cherchait; mais, en y regardant mieux, on juge moins sévèrement ces efforts. Sans doute on ne sait pas quel est le véritable auteur des *Philosophumena*: ce qui est fâcheux; mais, pour arriver à cette ignorance consciencieuse et raisonnée, l'ouvrage des *Philosophumena* a dû être lu, relu, examiné, dans tous les sens et avec le plus grand soin. Il est bon que l'amour de la controverse vienne se joindre quelquefois à celui de la vérité. L'étude des documents et des textes n'en est que plus attentive et plus sérieuse. Les *Philosophumena* ont été critiqués avec une persévérance passionnée. La restitution des textes, travail

si important et qui doit précéder et préparer tous les autres, n'a peut-être pas encore été l'objet d'une attention assez soutenue, et, malgré les beaux essais de traduction tentés par M. Lenormant dans ce recueil même, les *Philosophumena* gagneraient beaucoup à être soumis à une nouvelle révision philologique; mais en retour la discussion philosophique et historique a fait de courageux et d'heureux efforts; les opinions de l'auteur inconnu ont été discutées avec le plus grand soin; ses allégations soumises à un contrôle sévère et vérifiées ou démenties par des rapprochements instructifs. Pour découvrir l'homme, on a étudié le siècle; l'état des doctrines chrétiennes à l'époque où l'ouvrage paraît avoir été composé, les mouvements des esprits, les progrès des hérésies, la nature des différents troubles qui agitérent alors le monde chrétien, les luttes que la papauté eut à soutenir pour la défense de la foi et le maintien de la suprématie du siège de saint Pierre, les résistances à la papauté s'élevant dans le sein même de l'Eglise; toutes ces intéressantes questions, sorties de la discussion, ont été éclairées par elle. Le jour le plus complet s'est fait sur plusieurs points; sur plusieurs l'obscurité a commencé à se dissiper. De grands résultats, indirectement obtenus, récompensent amplement les efforts dépensés et donneraient tort aux reproches du public, même à son indifférence.

*L'histoire de l'Eglise de Rome, depuis l'an 192 jusqu'à l'an 224, sous les pontificats de saint Victor, saint Zéphirin et saint Calixte*<sup>1</sup>, est un excellent livre sorti de la longue controverse dont je viens d'esquisser le récit. M. l'abbé Cruice a recueilli en un volume toutes les indications plus ou moins précieuses que le livre des *Philosophumena* apporte à l'histoire de l'Eglise. Il a mis en œuvre ces matériaux, et, groupant autour des trois papes dont il a raconté le pontificat une foule de considérations souvent neuves et presque toujours justes, il a composé un ouvrage qui mérite d'être lu et le sera de tous ceux qui s'intéressent à ces graves et importantes questions.

## I

L'histoire de l'Eglise ne ressemble à aucune autre : c'est l'histoire d'une doctrine divine reposant sur des institutions divines. Les hommes n'ont pas eu d'influence sur elle : l'histoire de l'Eglise est au-dessus des plus grands et n'en relève jamais. La doctrine, complète dès les premiers jours, dans l'expression de ses dogmes fondamen-

<sup>1</sup> Voir sur cet ouvrage l'art. du P. Valroger, *Correspondant*, nouv. série, t. V, p. 365.

taux, reste immuable au milieu des plus grands changements et demeure au milieu des hommes qui passent et des événements qui s'accomplissent. La hardiesse de l'esprit le plus téméraire se borne, quand elle est orthodoxe, à expliquer plus clairement une vérité déjà connue, à développer les conséquences d'un dogme depuis longtemps conservé. Si, sur le terrain du dogme, la pensée catholique va plus loin, ne fût-ce que d'un mot, elle devient par le fait même hérétique, et son histoire n'est plus celle de la doctrine. Les institutions sorties de la doctrine et destinées à la soutenir en ont le caractère : elles sont les mêmes devant les siècles les plus différents, et les efforts de ceux qui les perpétuent ne peuvent rien changer à la volonté de celui qui les a constituées; les hommes n'ont rien à en retrancher, rien à y ajouter, elles sont ce qu'elles sont et toujours immuables. L'histoire de ces institutions et de cette doctrine est proprement l'histoire de l'Église. La vie des grands papes, des grands saints, des grands génies de l'Église peut être un commentaire utile, mais doit rester au second rang; l'explication de la vie des individus est complète et tout entière dans la connaissance de la doctrine ou de l'institution.

Les devoirs de l'historien ne sont pas les mêmes devant une histoire différente. Les institutions et les doctrines humaines ne sont qu'une partie de l'histoire des hommes et ne s'expliquent bien que par celle-ci. On ne comprend les caractères de l'œuvre, ses vicissitudes, ses destinées, sa grandeur ou sa faiblesse, qu'en étudiant la vie ou la pensée de l'homme dont elle est née. Quand les individus ne créent pas les institutions, ils les modifient, les développent, les continuent ou les détruisent, mais ils ont toujours sur elles une influence décisive et évidente. L'institution, même la doctrine, ne seraient pas sans eux ou seraient différentes. C'est par eux qu'elles sont. Ce serait un tour de force impossible, même aux plus habiles, que de faire l'histoire de la royauté en France sans parler de Louis XI, de Henri IV, de Mazarin, de Richelieu et de Louis XIV, et bien souvent l'histoire de France a pu n'être qu'une histoire de ses rois. Rien au contraire ne serait moins une histoire de la papauté que l'histoire des papes, et à la rigueur on pourrait écrire sans un nom propre une histoire complète de l'Église catholique.

M. l'abbé Cruice a compris ce caractère particulier que doit avoir toute histoire de l'Église : la plus large part dans son histoire est faite à l'histoire des doctrines et des institutions ; l'histoire des hommes ne vient qu'ensuite et que comme complément et justification de la première. Cette intelligence du plan n'est pas chez un auteur un mérite sans importance.

La plus grande des institutions catholiques, c'est la papauté, clef de

voûte de tout l'édifice, sans laquelle, comme on l'a vu dans la réforme, tout se disjoint, s'ébranle et s'écroule. Cette magnifique institution est-elle née, le lendemain du christianisme, par un travail d'amélioration et de progrès successifs ; ou bien est-elle sortie avec lui, en même temps, complète de la pensée divine de son fondateur ? Voici comment plusieurs historiens contemporains expliquent l'origine de la papauté : le travail de centralisation intellectuelle, religieuse, politique, accompli au profit de Rome, sous l'empire et par lui, le pontificat suprême placé peu à peu par la corruption universelle entre les mains des empereurs romains, la position de l'évêque chrétien de Rome, pendant longtemps unique représentant du christianisme en Occident, les glorieux souvenirs attachés au nom de la ville éternelle, les traditions d'indépendance que cette cité conserva au milieu de l'Occident asservi et captif sous les barbares, la sainteté éclatante des premiers évêques de Rome, beauté morale que les Barbares admirèrent, toutes ces causes produisirent peu à peu, par le cours régulier d'effets naturels et simples, la suprématie et l'autorité papales. Les historiens catholiques ne rejettent pas complètement l'influence de ces causes et leur importance. Ils y voient un concours favorable de circonstances préparées par Dieu, qui servirent au développement de l'institution et le hâtèrent ; mais ils trouvent l'origine même de cette institution dans un principe plus élevé, antérieur et divin, dans la parole même du Christ. M. Cruice prend naturellement place parmi ces historiens qui ne craignent pas de faire remonter à Dieu, par son origine, une institution essentiellement divine par son histoire. La suprématie de l'Église romaine a sa raison dans la suprématie de saint Pierre, consacrée ou plutôt même constituée par Jésus-Christ. Le successeur de Pierre est le chef souverain de la catholicité, comme Pierre était le chef souverain des apôtres. S'il en est ainsi, les respects pour le siège de Rome, la déférence à ses volontés, l'obéissance à ses ordres, tous les faits qui prouvent la suprématie de l'Église romaine, doivent s'être produits dans les premiers siècles chrétiens et dans toute l'Église. La papauté, si elle est une institution de l'homme, ne remonte, au plus haut, qu'à la fin du second siècle, au commencement du troisième. Si, dès le premier siècle, la papauté est constituée, écoutée, maîtresse, à une époque où les causes humaines qui pourraient la créer ne se sont pas encore produites, la conséquence forcée est qu'elle vient de saint Pierre, c'est-à-dire de Dieu.

M. l'abbé Cruice, certain de la puissance de cet argument, a éclairé avec le plus grand soin le berceau de l'Église de Rome ; il a apporté la lumière dans les ténébreux chaos des hérésies, des querelles, des divisions, des ambitions aux cent têtes qui menaçaient dès les premiers jours l'Église à peine debout ; partout il trouve l'intervention



suprême de l'Église de Rome, ses jugements reconnus, même quand ils condamnent. Le meilleur témoignage en faveur d'une autorité est souvent dans les efforts particuliers tentés pour s'y soustraire : ce témoignage ne manque pas à la suprématie papale ; dès les premiers siècles, la puissance du successeur de saint Pierre sort plus solide et plus incontestable des discussions soulevées pour l'ébranler et la détruire, témoignage de la révolte qui assure et confirme le témoignage de la soumission et du respect.

La papauté est le principe de la discipline et le sommet de la hiérarchie. Constitués souverains de l'Église dès le premier siècle, les papes ont, suivant les vues de Jésus-Christ, établi cette belle organisation de l'autorité ecclésiastique, qui descend d'eux jusqu'aux fidèles, par une suite non interrompue et régulière de degrés toujours vénérables, mais de moins en moins élevés ; les papes ont en même temps fixé la discipline et la liturgie : la discipline qui règle les détails de la vie et des mœurs, la liturgie qui règle les détails du culte chrétien. Ici encore le travail de M. Cruice demandait à sa critique des qualités délicates et très-sérieuses.

Toutes les religions ont, dans les formes de leurs différents cultes, des analogies incontestables. Le paganisme, très-varié dans ses croyances, l'était plus encore dans l'accomplissement des devoirs religieux. Les liturgies de l'antiquité changeaient avec les pays, avec les villes, souvent même avec les quartiers de la même ville et ses différents temples, et cela non-seulement dans quelques rites accessoires et de détail, mais dans les prescriptions fondamentales du culte. Le même Dieu était adoré diversement, selon les diverses convenances de l'esprit, du goût, de la culture intellectuelle et de l'imagination de ses adorateurs. La religion née des mœurs, des habitudes de la vie, non d'une révélation précise, a conservé les caractères de son origine : elle est mobile et variée comme une création du génie grec. Au milieu de cette grande multiplicité de rites, d'observances, de prescriptions, d'habitudes religieuses et liturgiques, on comprend qu'il soit facile de trouver çà et là quelques détails du culte païen conformes au culte chrétien ; il serait bizarre que, dans un si grand nombre de prescriptions païennes, il ne s'en trouvât pas quelqu'une qui rappelât, par une analogie plus ou moins indirecte, une prescription analogue de la religion du Christ. Ces analogies ne prouvent pas nécessairement que le christianisme, incapable de se créer une liturgie, ait été forcé d'emprunter la sienne au paganisme qu'il venait détruire. Elles prouvent que l'humanité, souverainement variée dans ses inventions, conserve toujours un lien secret d'unité qui témoigne d'une commune origine et d'une révélation unique. Ces analogies n'offrent donc aucun argument sérieux contre la religion, et les reproches que l'on en

voudrait tirer contre elle ne sont pas vraiment assez fondés pour qu'on s'efforce de les détruire.

M. l'abbé Cruice, par un scrupule d'apologiste consciencieux, ne s'est pas contenté de cette explication : il a voulu aller plus loin, et établir que l'Église était redevable au peuple juif exclusivement des principes de sa liturgie; il montre avec beaucoup de netteté le culte hébraïque transformé et devenu, par une révolution merveilleuse, le culte catholique; les mêmes cérémonies, les mêmes rites, les mêmes observances, agrandies toutefois, épurées et répondant, non plus aux exigences d'un seul peuple, mais aux besoins de toutes les nations rassemblées dans l'unité catholique. L'admirable supériorité du Nouveau Testament sur l'Ancien se trouve non plus évidente, mais plus sensible et en quelque sorte plus palpable, dans la différence du culte chrétien et du culte juif. Les formes sont encore les mêmes; mais l'esprit est changé et les réalités merveilleuses ont pris la place des symboles. Cette transition est parfaitement comprise et ferait à elle seule l'intérêt d'un gros volume. L'ouvrage des *Philosophumena* a fourni sur ces questions plus d'un document précieux, et M. Cruice en a su tirer un parti excellent.

La discipline a un domaine plus étendu et va plus loin que la liturgie : elle sort du temple et suit le chrétien dans la vie privée. C'est surtout par la discipline des mœurs domestiques que la religion du Christ est remarquable. Les religions du paganisme n'étaient guère que les religions de la vie publique. Le saint de l'antiquité est un grand orateur, un grand poète, un grand philosophe, un grand homme d'État; les dieux de la famille sont nombreux, mais en général obscurs, secondaires; leur puissance n'est pas méconnue, mais elle n'est pas nécessaire; ils manqueraient, sans y laisser de vide, à la mythologie païenne. Leur intervention est souvent sans noblesse, quelquefois puérile. Le rôle de la femme dans la famille n'est pas moins sacrifié que celui des dieux : l'épouse est un peu au-dessus de l'esclave, mais bien au-dessous de l'homme, quelque part au même rang que la nourrice, pour donner et élever les enfants, non pour les instruire; pour entretenir et surveiller la maison, non pour la diriger; comparse utile dont on regretterait l'absence, mais dont le personnage effacé peut passer inaperçu. Ce jugement serait faux s'il était absolu. Au temps d'Homère, soit que les mœurs adoucies ne fussent pas encore corrompues, soit que la pauvreté de la famille en sauvegardât les vertus, soit que l'aimable simplicité d'un peuple naissant ne fût pas encore altérée, soit enfin que le génie du poète ait singulièrement ajouté à la beauté morale de ses héroïnes, les femmes ont, avec une liberté moins disputée, une dignité plus haute. Même pour les chrétiens, Pénélope est restée, par une tradition qu'on

ne voudrait pas détruire, le type idéal et sacré de l'épouse, non-seulement par sa fidélité, mais par la majesté de sa vie. Hélène, qu'il est piquant de citer en pareil cas, tient même après sa faute, dans la maison de Ménélas, une place où ses petites-filles n'oseront prétendre. Les mœurs dont Homère est le peintre passèrent vite en effet; il faut descendre ensuite jusqu'aux siècles chrétiens pour retrouver les lois de la famille restituées et acceptées dans toute leur pureté et dans tout leur éclat. La Grèce de Périclès adorait deux Vénus : l'une, qui préside aux mariages, est représentée le pied sur une tortue, une chouette près d'elle, la tête inclinée vers la terre, presque esclave, morose; l'autre, la Vénus populaire, libre, radieuse, les bras ouverts, la tête haute, une colombe et un myrte près d'elle, fière, souriante, reine.

La prédication évangélique fut la cause d'un changement complet; la femme prit dans la famille une place que l'âge d'or même lui eût refusée; elle quitta quelquefois les travaux et l'inquiète surveillance du gynécée et obtint dans la vie de son époux une part plus haute de sollicitude, d'affection, souvent même de conseil. Pythagore, celui des philosophes anciens que préoccupa le plus la direction des mœurs domestiques, n'aurait pas contemplé sans admiration le grand et charmant spectacle d'une union liée par Dieu, protégée par lui, défendue par les lois d'une réciproque fidélité, embellie par le charme d'une mutuelle affection, fortifiée par la communauté des joies et des douleurs, et brisée à peine par la séparation momentanée de la mort.

M. Cruice nous montre, dans Tertullien, le premier poète de ces admirables scènes. Si l'on se figure un livre écrit au deuxième siècle, qui soit plein des détails les plus intéressants sur les mœurs chrétiennes à cette époque, qui introduise le regard dans les détails de la vie de famille, qui en laisse voir ou au moins deviner toutes les vertus, tous les sacrifices, toutes les joies, toutes les douleurs, toutes les émotions, qui en trahisse, par une sincérité charmante, tous les secrets intimes, qui respire une douce et salubre odeur de pudicité et d'affection conjugale, qui soit écrit par un homme de génie, savant observateur et narrateur délicat des plus petites choses, qui donne en quelques pages le tableau le plus complet, le plus exquis, le plus chaste, le plus vrai, de la vie d'une famille chrétienne au premier temps de l'Eglise, le livre de Tertullien *ad uxorem* (à une épouse) sera encore beaucoup au-dessus de ces éloges et les justifiera tous. Nous allons trop loin, dira-t-on, et nous exagérons; qu'on lise les pages empruntées par M. Cruice à Tertullien, et l'on sera de notre avis. L'auteur de l'*Histoire de l'Eglise de Rome* ne pouvait trouver un meilleur guide que Tertullien pour l'introduire dans le secret de ces admirables vies toutes de vertu, de sainteté et de foi.

En face des croyances et à côté des vertus, l'histoire, comme la vie, place les controverses, les hérésies, les déchirements. L'histoire des premiers siècles est pleine de ces divisions, variées jusqu'à l'infini, qui entravèrent dans ses premiers pas la marche de la religion nouvelle. La décadence romaine se produisit par la corruption des mœurs; la décadence grecque, par la corruption des esprits. « Les Grecs, « grands parleurs, grands disputeurs, naturellement sophistes<sup>1</sup>, » devinrent en vieillissant des raisonneurs d'une imperturbable subtilité. Leur philosophie, ne prenant plus pied sur le fond toujours solide de l'observation psychologique, s'égara dans une étude puérile de procédés dialectiques, et divisa par une analyse exagérée la simplicité naturelle de la raison humaine; le raffinement est toujours le remède à la satiété du raffinement, et les philosophes arrivèrent, de sophismes en sophismes, à tarir ce fonds de bon sens grec où Socrate avait si habilement puisé. La simplicité évangélique devait blesser dans toutes leurs habitudes d'esprit ces élégants de la philosophie<sup>2</sup> et répugner à leur délicatesse. Le mystérieux des dogmes chrétiens devait séduire leur curiosité et les pousser à de déplorables hérésies : double danger également terrible, que le christianisme naissant eut à combattre dès le premier jour, et surmonta. Le nombre des hérésies fut immense. Les esprits fins et rusés ne comprennent rien à la simplicité et à la franchise, et font pour l'expliquer mille conjectures dont aucune n'est juste. Des explications des dogmes catholiques furent proposées de toutes parts et toujours à faux. Un philosophe s'imagina que le Christ n'est pas réellement Dieu; ce n'était qu'un homme divin, il le croit, il l'enseigne et il a des disciples. L'un de ceux-ci trouve que le maître n'a pas été assez loin : le Christ n'était qu'un homme comme les autres; l'école se divise : les uns suivent le maître et la vieille hérésie; les autres le disciple et l'hérésie nouvelle. Un troisième survient : il imagine que le Christ n'était ni Dieu ni homme; c'était une apparence fantastique, sans aucune vérité, qui a passé insensible à travers les souffrances, immortelle à travers la mort, ombre à travers la réalité. L'idée paraît neuve, ingénieuse; on l'accepte; des disciples la suivent et la vérité évangélique voit se dresser contre elle un ennemi nouveau. Trois hommes suffirent pour créer trois hérésies. Le livre des *Philosophumena* renferme la réfutation de trente-trois doctrines hérétiques. M. Cruice était naturellement appelé à s'occuper des plus importantes; il l'a fait et avec une érudition aussi remarquable que discrète.

L'histoire de l'Eglise nous apprend de ces hérésies ce qu'il en faut

<sup>1</sup> Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains*, ch. xv.

<sup>2</sup> Cicéron, *De Finibus*, 1. *Elegantes philosophi*.

savoir pour comprendre le cours général des événements, rien de plus, rien de moins. J'entends se plaindre près de moi qu'il n'ait pas examiné assez attentivement par quelle transition l'erreur de Basilides sur la sainte Trinité était sortie de celle des Carpocratien? La question sans doute a son importance; mais pourrait-on, sans sourire, reprocher à M. Cruice de n'avoir pas consacré une parenthèse ou une digression à la résoudre?

L'éloge de cette sage réserve ne cache pas un reproche à l'adresse des esprits sérieux qui étudient consciencieusement les hérésies des premiers siècles chrétiens. Il serait curieux pour l'histoire de la religion, plus encore pour celle de l'esprit humain, de chercher des causes philosophiques aux hérésies des premiers siècles. Une erreur contre la foi est presque toujours une erreur contre la vraie philosophie. L'étude de la raison, de ses procédés logiques, la culture sérieuse de la dialectique, l'attention apportée aux faits psychologiques, n'ont jamais diminué dans une société, sans que, par un contre-coup nécessaire, la foi, de plus en plus obscurcie, n'ait fini par s'affaiblir et par s'éteindre. La logique, a dit un homme d'esprit, est toujours d'accord avec le pape et aussi orthodoxe que lui. Ce côté philosophique et exclusivement humain n'a jamais été bien étudié dans l'histoire des hérésies. Presque toujours c'est au point de vue religieux, je dirais presque ecclésiastique, que cette histoire a été écrite.

« Tel hérésiarque, à telle époque, a commis telle erreur, en voulant enseigner la vérité chrétienne; il a été, à cause de son opiniâtreté, exclu de la communion de l'Église catholique. Son erreur attaquait la foi en tel et tel point. » Cela suffit au fidèle, et il n'y a pas besoin, pour l'obéissance, d'en savoir plus long. Mais il serait, je crois, sans danger et non sans utilité pour la religion elle-même de pénétrer dans le secret des doctrines condamnées, de les examiner et de retrouver dans une faute de l'esprit philosophique le principe d'une faute contre la foi religieuse. On simplifierait ainsi singulièrement l'histoire des hérésies; car plus on remonte vers les principes, plus on arrive à l'unité, et l'esprit humain, dans ses erreurs, est d'une effrayante monotonie. Les hérésies, multiples jusqu'à l'infini, se diviseraient elles-mêmes, suivant les faux principes qui les ont produites, en quelques grandes tendances dont on verrait le caractère se perpétuer, identique à lui-même, sous des formes toujours différentes. M. Cruice, ne voulant pas faire un ouvrage dans un autre ouvrage, a parlé des hérésies de manière à être intéressant sans être neuf.

## II

L'histoire des hommes complète, dans le livre de M. Cruice, l'histoire des institutions, des doctrines, des mœurs, sans jamais cependant sortir du second plan. L'auteur nous montre, mêlées à tous les événements du premier siècle ou du second, les figures, intéressantes à différents titres, d'Origène, de Tertullien, d'Alexandre Sévère, de Marc-Aurèle, de Minucius Félix, des papes saint Calixte, saint Victor, saint Zéphirin : galerie curieuse, dont les portraits sont dessinés avec soin et restitués souvent avec une grande fidélité. Ces portraits cependant ont, à mes yeux, un tort grave : ils ne ressortent pas ; les figures sont fidèlement reproduites, mais les traits ne sont pas assez vivement accusés ; il faut chercher un peu dans tout le livre pour trouver le personnage au complet. Que les individus, dans une histoire de l'Église, laissent le premier plan aux doctrines, aux institutions, je l'ai dit plus haut, c'est un mérite ; mais qu'ils soient dans l'ombre, que leurs physionomies restent vagues et indécises, qu'on ait peine à les distinguer nettement, c'est un défaut qui nuit à l'intérêt général de l'œuvre. M. Cruice écrivait une histoire générale, non une suite de biographies, sans doute ; mais l'*Histoire des variations* est une histoire générale, et cependant on y voit se détacher du fond des événements, avec un relief singulier, la figure de Luther, celle de Calvin et celle de Mélancthon. Ces fameux personnages arrêtent le regard, sans pourtant dominer le récit, et laissent dans la pensée une haute et durable impression. Mon reproche n'a au fond rien que de flatteur pour M. Cruice ; j'ai dû, pour avoir raison et lui donner tort, aller chercher la comparaison de Bossuet et d'un chef-d'œuvre.

J'irais même trop loin si je laissais croire que M. Cruice passe, sans rien apprendre au public, sur les pontificats des trois papes Victor, Calixte et Zéphirin. L'*Histoire de Rome* donne sur eux des indications qui ne sont pas assez complètes pour épuiser la curiosité, mais sont assez intéressantes pour l'éveiller et l'exciter.

Saint Victor, élu pape en 93, eut un pontificat court et grand. L'Église, jusqu'à lui, était divisée, sur une des observances les plus importantes de son culte, en deux partis. Les uns voulaient que, selon la tradition judaïque, la solennité de la pâque eût lieu au jour fixé par Moïse ; les autres voulaient que la même solennité eût lieu le dimanche suivant, en mémoire de la résurrection du Sauveur. Sous cette divergence, d'apparence presque puérile, se cachait une profonde division. Deux tendances partageaient les esprits. Le christianisme suivrait-il les

traditions judaïques, étroites, rigoureuses, souvent fort dures, intolérantes, quelquefois grossières et matérialistes, ne s'en écartant que sur les points formellement modifiés par la parole du Christ; ou bien, entrant dans une voie plus large, destiné à devenir la religion du monde entier, adopterait-il, par une réforme plus complète des traditions mosaïques, un culte plus spirituel, plus intelligent, plus conforme aux intérêts naturels et généraux de l'homme, plus convenable aux habitudes, aux affections de peuples profondément divers? Le plan de la Providence devait être que, de ces deux tendances, l'une regardant en arrière, l'autre en avant, cette dernière triomphât. Les exigences judaïques se caractérisaient particulièrement par l'obstination invincible à maintenir la pâque au jour de la tradition biblique. Saint Victor, après avoir longtemps réfléchi, consulté les règles de la discipline adoptée par ses prédécesseurs, pris conseil de toutes les églises du monde chrétien, réunies en concile, et voulant faire cesser « un prodigieux et effrayant désordre, » décida que la pâque serait célébrée, contrairement aux prescriptions de Moïse, le jour de la résurrection du Sauveur, imposant à l'observation de tous l'unité, caractère inflexible de l'Église catholique. La décision du pontife suprême souleva des orages qui agitèrent le vaisseau de l'Église. Saint Polycarpe, évêque d'Ephèse, le plus grand et le plus puissant des évêques d'Orient, résista à l'ordre de saint Victor. Sa résistance eut des imitateurs et parmi les plus saints. La fermeté de Victor fut immuable; les réclamations redoublèrent plus vives, plus pressantes. Les esprits de l'Orient, plus audacieux que ceux de l'Occident, les âmes plus ardentes, poussèrent la résistance jusqu'à la révolte; Victor ne céda pas. Enfin son opiniâtre obéissance à la volonté de Dieu eut le dernier mot de ce grand conflit; l'autorité des papes et l'unité du culte catholique furent solennellement assurées par cette victoire disputée et difficile.

Ce grand fait, qui domine le pontificat de saint Victor et donne le secret de son caractère, a été très-bien éclairé par l'abbé Cruice.

L'histoire de l'Église de Rome est moins complète sur un autre événement de la vie de saint Victor, curieux cependant et digne d'être étudié. Africain de naissance, saint Victor, à une volonté de fer joignait une imagination délicate, ardente, et même quelque peu mystique. Dans la religion catholique le mysticisme s'allie, chez certaines âmes contemplatives, à la foi la plus rigoureusement orthodoxe; en dehors des dogmes, sur lesquels le doute n'est pas possible, il y a tout un ensemble de problèmes non résolus par l'Église, et sur lesquels elle laisse à ses enfants la plus complète liberté d'opinion; terres inconnues, désertes, mais charmantes, où l'imagination peut s'égarer sans se perdre. Le pape saint Victor usait de cette heureuse indépendance ac-

cordée à tous. Il avait le goût de ces spéculations un peu aventureuses à travers l'inconnu; il s'y livrait volontiers et sans scrupule : un jour ce goût fut un danger pour lui : Montan, philosophe rêveur et mystique, se disait prophète; il étonnait la foi par des prodiges; on prétendait qu'il faisait des miracles. Il vint à Rome; saint Victor ne l'approuva pas; mais il hésita à le condamner : sympathie secrète de l'imagination dont on ne peut souvent se défendre parce qu'on ne s'en rend pas compte. L'hésitation fut courte; saint Victor, mieux éclairé, condamna les Montanistes. Une hésitation dans la conduite d'un homme, surtout d'un pape, jette un doute sur sa réputation. De nos jours le doute a été interprété contre saint Victor, et on l'a accusé d'avoir partagé les erreurs de Montan et ses fautes. M. Cruice paraît ignorer cette accusation. Peut-être, dans l'*Histoire de l'Église de Rome*, manque-t-il sur ce point une discussion assez sérieuse des faits?

Saint Zéphirin et saint Calixte ont été beaucoup plus étudiés que leur prédécesseur saint Victor par l'historien de l'Église de Rome. L'auteur des *Philosophumena* faisait peser sur la mémoire des deux papes de graves accusations : l'un d'eux, le premier, à en croire ses reproches, n'aurait été rien moins qu'une espèce de forçat échappé des bagnes de la Sicile, chargé de crimes, rusé jusqu'à l'escroquerie, et enfin maître du siège de saint Pierre par un concours de basses intrigues : l'autre, saint Calixte, aurait connu, presque favorisé ces intrigues, et placé lui-même dans les plus hauts emplois de l'Église un homme indigne de sa communion. « Les papes n'ont besoin que de la vérité. » Comme M. de Maistre, M. Cruice a essayé sans crainte d'établir, en face des accusations des *Philosophumena*, cette justification un peu superbe, mais péremptoire. Une étude laborieuse du texte des *Philosophumena*, des inductions d'une sagesse et d'une légitimité incontestables, une grande connaissance de la patrologie, le désir sincère d'arriver à la vérité, quelle qu'elle fût, et beaucoup de persévérance, lui ont permis de démontrer ce fait consolant, à savoir que les accusations portées contre saint Calixte et saint Zéphirin n'ont aucune espèce de fondement. La justification des deux papes incriminés est à coup sûr la partie de l'*Histoire de l'Église de Rome* la plus remarquable par la critique; elle est complète, solide, bien appuyée; les faits qui l'établissent ne sont point tourmentés pour les besoins de la cause. On fait quelquefois servir un autre système à la défense de l'Église; les faits reprochés sont tenus pour vrais, et on s'attache à prouver qu'ils ne sont pas coupables; argumentation délicate et fâcheuse qui voudrait établir que la cruauté est de la douceur et que le noir n'est pas noir, mais est blanc. Ces jeux de l'esprit en physique sont ridicules; en morale ils sont criminels. Si vous avez jamais admis que l'Église ait été intolérante, courbez la tête et fermez la



bouche; mais, de grâce, ne venez pas soutenir que la cruauté soit une vertu. Ces justifications, ou perfides ou maladroites, perdraient la meilleure des causes, et c'est avec raison qu'elles étaient, il y a un an, dénoncées et condamnées dans cette Revue par une parole plus éloquente et beaucoup mieux autorisée que la mienne. M. Cruice donne le modèle d'une autre polémique : il défend la religion, comme il le faut faire, par des recherches consciencieuses que tout le monde estime, par de bonnes raisons que tout le monde entend.

Les accusations renfermées dans le livre des *Philosophumena* ont deux tranchants : vraies, elles frappent deux grands et saints papes; fausses, elles menacent Origène en se retournant contre lui. Le célèbre catéchiste d'Alexandrie est, comme on le sait, accusé par plusieurs critiques, et des plus savants, d'être l'auteur des *Philosophumena* et des calomnies portées contre les papes. M. Cruice a été tout naturellement conduit à étudier Origène.

La figure d'Origène n'est pas la plus grande des trois premiers siècles chrétiens; elle est la plus originale. Savant d'une effrayante érudition, philosophe de l'aveu des philosophes, dialecticien et des plus habiles, professeur de la vérité évangélique dans l'école d'Alexandrie dès l'âge de 18 ans, intrépide devant les menaces des plus rudes supplices, toujours à demi nu et volontairement, brisé par les veilles, les jeûnes, les mortifications, exagérant la vertu par des excès condamnés par l'Église elle-même, de fer par la volonté, de feu par l'imagination, vénéré par des saints comme un saint, poursuivi par d'autres saints comme un hérésiarque, Origène par son nom seul éveille dans l'esprit mille pensées différentes. Son génie est immense et suspect; sa vertu extrême est un spectacle fortifiant et terrible qui partage l'âme entre l'admiration et l'effroi. Sa vie, écrite en de gros volumes, intéresserait jusqu'à la dernière page. M. Cruice n'en a consacré que quelques-unes à peindre ce grand et étrange caractère : on le regrette; un tel portrait inachevé inquiète l'esprit comme une énigme. Il eût été facile à M. Cruice d'en donner le dernier trait.

Le secret de la grande divergence des jugements portés sur Origène est peut-être dans un fait que M. Cruice a remarqué, mais sans en tirer, je crois, toutes les conséquences. Faut-il voir dans la philosophie une adversaire ou une alliée de la religion? La question s'agite encore aujourd'hui, après saint Augustin, saint Bonaventure, saint Thomas, Descartes, Leibnitz et Malebranche. Dans les premiers siècles chrétiens, elle avait une bien plus forte raison d'être : la lutte entre le paganisme et la religion nouvelle était dans toute son ardeur; l'heure du combat n'est pas celle des demi-mesures et des tempéraments réfléchis. Le problème posé fut résolu par des affirmations contraires, mais également ardentes. La philosophie grecque eut pour ennemis des

papes, des docteurs, des Pères de l'Église, des saints ; elle eut pour défenseurs d'autres papes, d'autres docteurs, d'autres Pères de l'Église, d'autres saints. Tertullien voyait, dans les platoniciens, des patriarches de toutes les hérésies, à une époque où saint Pantène et saint Clément vantaient ces philosophes comme étant les heureux précurseurs de la vérité évangélique ; l'étude de la philosophie grecque, ici, était regardée comme une préparation naturelle et élevée à la connaissance des vérités évangéliques ; là, elle était tenue pour une préoccupation dangereuse, presque impie, qu'il fallait repousser à la hâte et complètement : contradiction produite dans des âmes ardentes par des études incomplètes et trop rapides : les défenseurs de la philosophie grecque n'en connaissaient que les beautés, l'unité de Dieu entrevue comme nécessaire, ses principaux attributs définis avec clarté, les principes de la loi morale dégagés et mis en lumière, une grande préoccupation des choses de l'intelligence. Les adversaires de la philosophie n'en voulaient connaître que les erreurs, ils ne voyaient dans la mort de Socrate que le sacrifice à Esculape, dans ses enseignements et dans ceux de Platon que l'aveu de mœurs infâmes, dans la métaphysique grecque que les croyances bizarres de la métempsychose et que les erreurs singulières relatives à la création du monde. Cette inexacte appréciation de la philosophie platonicienne se conçoit : les Pères de la primitive Église avaient mieux à faire qu'à commenter le *Philèbe* ou à pénétrer le sens du *Phèdre*. Origène, chargé à vingt ans d'enseigner les vérités évangéliques au milieu d'Alexandrie, fut mêlé à la querelle qui s'agitait et dut prendre parti pour les philosophes ou contre eux. Il commence la lecture de Platon avec défiance ; il s'excuse de l'admirer comme d'une grosse faute ; il le lit cependant et il y prend goût. Les belles allégories lui plaisent : il ne peut se séparer de ces grands mythes si conformes au génie de l'Orient ; il oublie peu à peu la Bible pour penser davantage à la philosophie. Le mal a son excuse ; ne faut-il pas que l'on connaisse l'erreur pour mieux la réfuter ? Porphyre, le grand adversaire des chrétiens, éblouit les Alexandrins par sa science philosophique. Ne faut-il pas lui répondre ? Une passion aussi noble que celle de la philosophie a presque toujours raison. Origène, peu à peu, insensiblement, à son insu, devint un platonicien distingué ; cessa-t-il d'être un chrétien orthodoxe ? On ne peut le dire ; mais, s'il évita l'hérésie, ce ne fut que d'un pas. Quoi qu'il en soit, ses études philosophiques furent un scandale pour les adversaires de la philosophie, une justification pour ses défenseurs ; et, comme il faut qu'une discussion change de prétexte pour durer longtemps sans changer d'objet, Origène fut tout à la fois le bouc émissaire et l'agneau pascal de la philosophie. Il fut accusé sans mesure, admiré sans mesure ; sa gloire est sortie

douteuse du conflit de ces deux exagérations. Là peut-être est le secret des controverses élevées autour du nom d'Origène. Cette explication est-elle juste et vraie? est-elle fausse et démentie par quelque observation qui m'échappe? L'opinion de M. Cruice sur Origène n'est pas assez explicite pour qu'on puisse deviner son avis sur ce point.

A côté des figures principales des saints Victor, Zéphirin, Calixte, l'histoire des trois premiers siècles chrétiens nous montre à l'écart des grands événements et dans un demi-jour qui ajoute à l'intérêt une foule de personnages secondaires : Minucius Félix, le grand apologiste; Tertullien, caractère fougueux, véritable Lamennais de l'antique Eglise; Montan, mystique moitié fourbe, moitié de bonne foi; des femmes, des saintes, Perpétue, Félicité; une esclave, sainte aussi et martyre, Potamienne; des impératrices, l'une protectrice, l'autre ennemie des chrétiens, Julia Mammée et Domna.

Il y a des hommes, et même des plus illustres, dont l'histoire ne peut déterminer le véritable caractère. Le jugement qui les condamne ou les absout est toujours donné comme définitif et ne l'est jamais; le dernier mot sur eux a été dit depuis longtemps, et l'opinion paraît fixée quand un historien, ou plus difficile, ou plus inquiet, ou mieux informé que les autres, vient de nouveau mettre tout en question et changer les certitudes en doutes; beaucoup de ces figures douteuses ont leur place dans l'histoire des premiers siècles chrétiens. Les historiens profanes du temps les ont oubliées ou omises, ou calomniées, ou même ne les ont pas connues. Les historiens ecclésiastiques ne sont quelquefois pas plus complets, ou n'inspirent pas de confiance, ou n'étaient pas eux-mêmes suffisamment édifiés. L'éloignement qui grandit les figures ne les éclaire jamais, et les caractères les plus arrêtés, vus à travers tant d'événements, paraissent indécis. M. Cruice a voulu établir que ces doutes de l'histoire sur les premiers grands hommes de l'Eglise venaient de l'histoire elle-même et de l'insuffisance de ses renseignements, non, comme on l'a prétendu, d'une indécision des doctrines et des institutions catholiques, qui ébranleraient chez le fidèle la foi aux origines, la plus importante de toutes. L'ordre, aux premiers siècles chrétiens, était parfait dans l'Eglise; la conduite des hommes était régulière comme le jeu des institutions, comme la propagation des doctrines : grand fait vivement mis en lumière par le livre de M. Cruice.

### III

Les livres français sont écrits pour tout le monde; c'est un des grands mérites de notre littérature; un livre écrit pour une certaine

classe de la société est, en France, un livre mal fait. L'érudition elle-même, qui aurait le droit de ne parler qu'aux érudits, se met à la portée des ignorants; elle est savante sans être pédante, et instruit sans enseigner; elle parle la langue du public ou à peu près, et ne se préoccupe pas d'avoir une langue à elle, qu'elle seule parle, qu'elle seule comprenne. Le livre de M. Cruice est un livre français dans toute la force de ce mot; il intéresse tout le monde. L'érudition en est facile, limpide, sans ennui. M. Cruice dit quelquefois trop peu; jamais il ne dit trop. De ces deux fautes, la première est vénielle: ceux que le livre de M. Cruice n'aura pas suffisamment éclairés désireront être mieux instruits et s'instruiront; la seconde est mortelle: un lecteur ennuyé par une histoire de l'Église n'en lit pas une autre, et quiconque a rencontré un pédant croit en voir dans tous les savants qu'il aperçoit: solidarité fâcheuse qui nuit à la vraie science.

*L'Histoire de l'Église de Rome* a ça et là quelques défauts que j'ai cru pouvoir indiquer; ces défauts, tous de détail, n'ôtent rien au mérite général de l'ouvrage.

FRANÇOIS BESLAY.

# DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE EN SUÈDE

---

I. Procès et condamnation de six néophytes catholiques. — II. La législation de l'intolérance luthérienne. — III. Les efforts de la liberté religieuse et les débats de la dernière diète. — IV. Les craintes et les espérances des partisans de la liberté.

## I

Il vient de s'accomplir dans une contrée bien éloignée de nous, à Stockholm, un de ces drames judiciaires qui, sous d'humbles apparences, ont encore, heureusement, le privilège de retentir au loin et d'éveiller dans le monde entier les plus sincères émotions.

Certes, ce n'est ni le rang, ni la naissance, ni la renommée des accusés qui ont mérité un tel et si général intérêt. Ces accusés sont six pauvres femmes appartenant toutes aux classes les plus modestes de la société, vivant du travail de leurs mains ou des produits d'un commerce vulgaire ; leur nom n'avait pas même franchi l'enceinte du tribunal, avant que l'arrêt de condamnation ne le portât jusqu'aux extrémités de la chrétienté.

Déjà, toutefois, et pendant la dernière phase du procès, ces inconnues avaient été l'objet d'une vive sollicitude, au dedans et au dehors de leur pays natal. Assistées en première instance par un des plus illustres représentants du barreau suédois, elles avaient vu les longues péripéties de l'instruction où elles figuraient racontées par les publicistes et suivies par les législateurs du royaume. A l'étranger, c'étaient des manifestations plus significatives encore. La presse d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, faisait écho aux divers incidents du procès. Si les feuilles des pays protestants avaient été plus lentes à s'animer, en revanche, et c'est leur honneur, celles des pays catholiques avaient déployé à l'envi une généreuse ardeur. En France notamment, ç'a été une clameur unanime : conservateurs et radicaux, opposants ou ministériels, libéraux de toute nuance, révolutionnaires même, ont protesté comme les monarchiques, comme les catholiques, de leur affection indignée et de leur fraternelle sollicitude. En un mot, et sans rien exagérer, l'Europe entière, l'Europe intelligente et libre, tenait son regard

en suspens sur ces obscures prévenues et attendait avec une sorte d'anxiété l'arrêt qui devait les frapper ou les absoudre.

Pourquoi? Pourquoi cette sympathie qui contraste si fort avec l'affaiblissement des âmes, avec les entraînements de la légèreté, avec l'engourdissement des préoccupations matérielles?

Par une simple et souveraine raison : parce que ce débat mettait en jeu les droits les plus sacrés de la conscience humaine ; parce qu'il soulevait les problèmes les plus graves de la liberté religieuse ; parce qu'il était un des épisodes les plus décisifs de la grande lutte entamée et poursuivie de nos jours pour l'affranchissement de la vérité ; parce que, quoi qu'on fasse, ce sera l'apanage des intérêts de cet ordre de remuer jusqu'en leurs secrets replis les fibres de nos cœurs ; parce que ces questions ne seront jamais étouffées ni par les affadissements du luxe ni par les tremblements de la peur ; parce que chez nous, à travers nos erreurs et nos hontes, il reste un invincible attrait pour la justice, une profonde répulsion pour l'arbitraire, un intime attachement pour la liberté.

Or, en vérité, les six accusées de Stockholm sont des victimes de l'arbitraire, des apôtres de la justice, des martyres de la liberté.

Qu'on en juge.

Voilà cinq ans que les poursuites sont commencées contre elles ; voilà cinq ans qu'une première condamnation laisse planer sur leur tête le glaive de la loi. De quelle peine ont-elles été frappées ? De l'exil, du bannissement à perpétuité, de la privation de tous droits civils, de toute capacité héréditaire ; c'est l'interdiction du feu et de l'eau, c'est l'expatriation des temps antiques, c'est l'ostracisme des païens !

Vainement la pitié publique avait pris leur défense ; vainement une sorte de pudeur administrative avait sursis à un jugement nouveau. Eh bien, le chancelier, qui avait conservé, par ordre du ministère, les documents de la cause, se voit contraint, sur des injonctions contraires, de les transmettre à la cour royale criminelle. Par une coïncidence saisissante, les plaidoiries étaient fixées au jeudi saint, à ce jour de miséricorde et de grâce, où autrefois les rois catholiques de la Suède, fidèles à l'usage des monarchies chrétiennes, aimaient à signaler leur piété par des actes de clémence, par l'amnistie des coupables et par la délivrance des prisonniers. Est-ce retour de honte, est-ce circonstance fortuite ? la cour a ajourné, fixant le débat définitif au 19 mai, et évitant ainsi, comme à dessein, le 18, fête de saint Éric, le vrai propagateur de la foi catholique en Suède, le patron de Stockholm, le roi martyr dont l'image figure encore sur le blason de la capitale du royaume.

Et, en effet, il eût été trop consolant pour de fidèles chrétiennes

d'être trainées devant les tribunaux, de souffrir pour la liberté de leur âme le jour même où le grand législateur de la Suède, le collecteur des antiques coutumes et le défenseur des vieilles libertés du pays, avait été traîtreusement massacré, offrant son sang pour son Dieu et pour son peuple.

Mais enfin quel est donc le crime si odieux qui mérite des poursuites si acharnées ? quel code le définit et le condamne ?

Les six accusées sont uniquement coupables d'avoir fait librement et volontairement acte d'adhésion à une communion autre que le culte dominant et officiel. Nées au dix-neuvième siècle, dans une contrée protestante qui se flatte du nom de « mère patrie de la liberté » (*Fri-lenshemland*), et où est proclamée la doctrine du libre examen ; vivant sous une constitution qui garantit à tout sujet suédois la libre profession de sa religion, sous la seule obligation de respecter la paix publique, elles ont pratiqué le libre examen, usé du droit constitutionnel, cru à la liberté, et, paisiblement, sans trouble, sans ostentation, elles sont passées du luthéranisme de l'État au sein maternel de l'Église catholique.

Tel est leur crime ! Quelle loi le punit ? Une loi qui a près de deux cents ans de date, une loi rendue par le roi le plus despote qui ait jamais gouverné la Suède et de qui l'arbitraire étonnait le marquis de Feuquières et révoltait le duc de Saint-Simon.

Cette loi, elle était demeurée comme une arme rouillée et méprisée dans l'arsenal de l'intolérance, et voilà qu'on l'exhume au dix-neuvième siècle ! Pourtant la main qui la ressaisit tremble et hésite. C'est qu'au fond et dans le secret de leur âme les pasteurs qui ont rédigé la dénonciation, les magistrats qui ont signé le réquisitoire, les juges qui ont prononcé la première condamnation, le ministère public qui sollicite la seconde, tous sentent qu'il s'agit d'une de ces procédures auxquelles est attaché le plus triste stigmate de l'histoire ; que les accusées continuent la chaîne de ces vaincus de la force par qui triomphe la justice ; qu'elles représentent ce qu'il y a de plus auguste ici-bas, la souffrance pour la vérité ; et qu'enfin ce qui s'écrit à Stockholm, c'est un chapitre nouveau de ce livre immortel qu'on nomme : les *Actes des martyrs* !

Oui, des martyrs. Et l'arrêt du 19 mai 1858 demeurera comme le monument de cette gloire pour les néophytes, de cette honte pour la Suède.

Aucun scandale n'y a manqué.

C'est à contre-cœur et en dépit de ses opinions connues que M. de Koch, chancelier de justice, a repris l'instance. C'est en démentant ses propres antécédents que l'avocat du fisc, M. Billbergh, a donné des conclusions contraires aux accusées. C'est en violant l'article 16 du

pacte fondamental que la Cour a rendu son arrêt. Elle n'a pas même voulu examiner un moyen qui parfois avait réussi, c'est-à-dire la protestation produite par les six néophytes et attestant qu'en embrassant la religion catholique elles n'avaient renoncé à rien de ce qui était *essentiel et positif* dans leur ancienne croyance.

Vainement la défense a présenté toutes les circonstances de fait et de droit qui militaient en faveur de ces généreuses et modestes femmes : la longueur de leur procès, leur position de mères de famille, leur excellente réputation; puis la justice de leur cause, leur confiance dans la constitution de leur pays, le texte et l'esprit de cette constitution, l'odieux des lois pénales qui la contredisent et dont la rigueur excite l'indignation du monde civilisé, les promesses d'un roi chéri et infortuné, les débats récents de la Diète, l'énormité enfin de ce châtiment dont la pensée seule déshonore une nation libre. Tout a été inutile.

Voici l'arrêt, il faut lui conserver sa rudesse textuelle :

## PRÉSIDENTE DE M. LE COMTE G. A. SPARRE.

« Considérant que les accusées, mesdames Funk, Offerman, Schütze, Andersson, Wahlander, Lundegren, toutes nées en Suède et ayant été élevées dans la doctrine évangélico-luthérienne, qu'elles avaient professée et promis d'observer, ont reconnu devant la Cour royale, ce qui du reste a été prouvé par les certificats du prêtre catholique présentés à la Cour, avoir embrassé la religion catholique romaine;

« Considérant que, bien que dûment averties par leurs pasteurs respectifs, elles ne se sont pas laissées ramener, mais ont au contraire déclaré vouloir persévérer dans la confession catholique;

« Vu le chapitre 1<sup>er</sup>, paragraphe 3, du Code criminel, et le chapitre 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, de la loi ecclésiastique.

« La Cour trouve juste de condamner les épouses Caroline-Christine Funk, née Palingren; Marie-Charlotte Offerman, née Palingren; Anne Schütze, née Landberg; Jeannette-Olivia Andersson, née Olsson; Hedwige-Catherine Wahlander, née Forssman, et Sophie-Wilhelmine Lundegren, à être *exilées* du royaume de Suède et à être privées pour l'avenir de tout héritage et de tous les droits civils dans le royaume.

« Donné à Stockholm, le 19 mai 1858. »

Les réflexions se pressent, les sentiments se soulèvent à la lecture de cet arrêt.

En le reproduisant, l'*Aftonbladt* de Stockholm du 19 s'écriait : « Cet arrêt fera le tour du monde civilisé et excitera de nouveau une réprobation universelle contre l'intolérance de la législation religieuse que nous conservons encore pour la honte de notre pays et de notre siècle. » Le journal protestant et libéral avait raison. Il est difficile en



effet de dépeindre le cri de douleur et d'indignation qui accueillit, en France surtout, cet acte si odieux et si violent.

Le jour même où il fut connu, les feuilles publiques se montrèrent unanimes à le flétrir. Des souscriptions s'ouvrirent immédiatement pour les victimes<sup>1</sup>, et dans ces souscriptions des démocrates comme le journal le *Siècle*, des protestants, des pasteurs même, « désirant, disent-ils, témoigner leur horreur pour une intolérance qu'ils réprouvent<sup>2</sup>, » tinrent à placer leurs noms près de ceux des catholiques, des prêtres et des évêques. Mouvement remarquable dont il ne faut pas s'exagérer la portée, dont il ne faut accepter les manifestations que sous bénéfice d'inventaire, mais qui prouve cependant quelle est encore la puissance de la justice et de la liberté parmi nous !

Aussi bien, disons-le avec joie : si rien n'est plus intéressant que la cause des condamnées de Stockholm, de même rien n'est plus admirable, plus simplement héroïque, que leur attitude avant, pendant et après la condamnation.

Avant, elles savaient leur sort, elles connaissaient les rancunes implacables auxquelles elles s'exposaient; elles n'ont pas hésité un instant. Sans faste, sans bruit, elles ont, d'une conscience calme et seraine, confessé leur foi. C'était en 1851, à un de ces moments de recrudescence dans l'hostilité du protestantisme frappé au cœur par les progrès du catholicisme et des sectes dissidentes : un journal radical, le *Folkest-Ræst*, s'était donné mission, au nom de la liberté, de poursuivre les étrangers et les Suédois qui revendiquaient la liberté religieuse et prétendaient en user. Il estima se populariser en dénonçant au fanatisme de l'église établie le vénérable curé catholique de Stockholm. Un de ses adeptes, nommé Baijur, porta plainte devant la police, — les questions religieuses sont, en Suède, de la compétence de cette autorité, — et accusa le digne ecclésiastique catholique d'avoir reçu dans le sein de l'Eglise des adeptes du culte établi. La magistrature alors

<sup>1</sup> Cette souscription, dont l'auteur de cet article a été heureux de prendre l'initiative dans l'*Union*, a été immédiatement ouverte dans l'*Univers*, l'*Ami de la Religion*, la *Gazette de Lyon*, l'*Espérance du Peuple*, l'*Union du Var*, l'*Armonia* de Turin, etc. Elle a déjà atteint plus de trente-huit mille francs.

<sup>2</sup> Voir notamment une lettre collective des pasteurs de toutes les sectes protestantes de Paris, adressée au *Journal des Débats*, sous la date du 8 juin 1858, et publiée dans le numéro du jeudi 17. Nous y remarquons le passage suivant :

« A notre point de vue religieux, ces femmes sont dans une grande erreur; mais nous n'hésitons pas à dire que des lois qui obligent un tribunal à prononcer des condamnations de cette nature, dans un cas pareil, sont en opposition directe, non-seulement avec l'esprit du christianisme, mais encore avec les principes les plus élémentaires de la raison et de la justice. Il est impossible qu'une telle législation ne soit pas abolie; elle doit succomber dans un avenir plus ou moins prochain sous le poids de la conscience européenne indignée. »

avait un peu plus d'indépendance qu'aujourd'hui. L'avocat fiscal, ce même M. Billbergh qui a conclu, le 19 mai 1858, en sens absolument contraire, reconnut que l'article 16 de la Constitution protégeait le curé de Stockholm. Seulement il prétendait que cet article était tombé en désuétude et n'avait jamais empêché les poursuites entamées conformément aux anciennes lois d'intolérance. La cour renvoya de la plainte le respectable curé; déclarant sur un appel interprétatif que la Constitution couvrait ses démarches « quand même elles auraient eu pour but d'entraîner à l'apostasie de la pure doctrine évangélique, attendu qu'elles n'avaient point troublé le repos de l'État ni causé un scandale public. »

Ce triomphe exaspéra le parti de l'intolérance, et c'est aux néophytes que ce parti résolut de le faire expier. Au fond la question de droit était identique; dans la forme, les lois draconiennes du dix-septième siècle avaient plus de prise. Les poursuites commencèrent.

Tour à tour les six courageuses chrétiennes durent comparaître devant le consistoire luthérien de Stockholm, y subir à plusieurs reprises les examens, les exhortations, les menaces des pasteurs et de la cour épiscopale. Rien ne les ébranla, ni la séduction, ni la terreur, ni les perspectives de la misère, de la persécution et de l'exil.

Le consistoire vaincu et impuissant livra les néophytes au bras séculier, et la cour criminelle se vit saisie, le 31 mai 1853. Un arrêt de mise en accusation fut rendu le 10 juin; le 23 septembre, les prévenues étaient citées, et, le 3 février 1854, l'avocat du fisc concluait à l'exil. Durant ces épreuves, la constance et la modération des accusées ne se démentirent pas.

Une lueur d'espoir récompensa cette fermeté. L'opinion s'était émue, et surtout le cœur loyal du roi Oscar s'était révolté à la pensée d'un procès si odieux. Le 8 mars, sur des instructions où la gratitude publique se plaît à saluer l'intervention souveraine, les pièces avaient été retirées du greffe de la cour : quatre années durant on put croire la poursuite abandonnée ou du moins suspendue indéfiniment. Les délais fortifièrent encore la résolution des généreuses chrétiennes.

Aussi, lorsque soudain, par un étrange et injustifiable revirement, elles se virent de nouveau citées à comparaître, elles étaient prêtes à tout.

Aux débats, leur conduite fut digne des plus beaux temps de l'Église. Ces mères de familles, ces ouvrières, déclarèrent avec une modestie pleine de sérénité qu'elles avaient embrassé la vraie foi de Jésus-Christ parce que la lumière de la grâce avait éclairé leurs âmes; qu'elles l'avaient et ne le niaient point; qu'en cela, elles n'avaient eu à rien abjurer de la doctrine de l'Évangile; que, d'après la définition même du protestantisme luthérien officiel, la doctrine étant dans l'Écriture

et dans les quatre symboles, elles n'avaient point eu d'apostasie à commettre puisqu'elles croient toujours à l'Écriture et aux symboles; que d'ailleurs elles avaient usé du bénéfice garanti à tout Suédois par le pacte fondamental protecteur de la liberté religieuse; et qu'enfin elles se soumettaient volontiers à toutes les conséquences de leurs actes.

Que répondre à cela ? Le moyen constitutionnel était victorieux de l'aveu même de la Cour dans ses arrêts précédents : la Cour l'écarta. Le moyen tiré de l'absence d'apostasie était péremptoire : la Cour n'osa pas l'aborder; et, par une habileté qui trahit une faiblesse déplorable, elle ne se servit ni du terme d'*apostasie* ni de celui de *doctrine évangélique-pure*; elle se borna à parler de la *doctrine évangélico-luthérienne*, dans laquelle les accusées avaient été *élevées* et qu'elles avaient *professée et promis d'observer* : sans s'apercevoir que l'introduction du nom de Luther crée ici pour le réformateur une infaillibilité doctrinale dont les protestants eux-mêmes ne veulent pas, et que, dans un pays de libre examen, l'enseignement et la promesse d'observer une doctrine humaine ne peuvent obliger sous peine d'apostasie et d'exil !

L'arrêt rendu, même résignation, même dévouement chez les condamnées.

Elles sont privées de tout droit civil et de toute hérédité, elles sont bannies à perpétuité de la terre natale. En six semaines, il leur faudra avoir quitté leur patrie ou être conduites à la frontière sur la charrette des malfaiteurs. Elles sont mariées et elles ne savent point si leurs époux pourront ou voudront les suivre. Elles sont mères et elles ignorent ce qu'elles feront de leurs enfants en bas âge. Elles vivent de quelque négoce ou du labeur de leurs mains, et elles devront tout abandonner, sans prévoir quelle ressource elles trouveront contre le dénûment et la misère. Elles vont être jetées sur un sol étranger, et elles ne parlent la langue d'aucun des peuples qui leur offrira asile.

En cette extrémité, elles ne se troublent pas; nulle d'entre elles n'a un mouvement de regret ou de désespoir. Leur confiance est en Dieu, et leur seule préoccupation est de lui obéir et de s'assurer le secours des sacrements qui donnent la force de tout subir avec joie et consolation. Nous ne résistons pas au désir de citer ici une lettre où se lisent à ce sujet les plus touchants détails :

Stockholm, 21 mai 1858.

« Je devais vous écrire hier par le bateau pour vous parler en détail de nos chères néophytes; mais, à dire vrai, mon émotion était si grande, que j'étais hors d'état d'écrire sans beaucoup d'amertume contre un arrêt unique en notre siècle.

« J'étais troublé d'entendre ces pauvres mères demander avec anxiété si nous pensions qu'il leur serait permis d'emmener leurs enfants. De six

femmes condamnées, cinq sont mères, et presque toutes d'enfants en bas âge. Plusieurs nous ont dit : « Je ne quitterai ni ma religion ni mes enfants. » Elles disaient encore : « S'il faut souffrir la misère en pays étranger, nous la souffrirons, mais nous garderons notre foi. »

« Toutes seront obligées de renoncer à une sorte d'aisance, puisque toutes travaillent ou ont un commerce qui soutient la famille. Il faudra quitter tout cela. Aucune ne comprend une langue étrangère; et les maris consentiront-ils à risquer de mendier ailleurs leur pain et celui de leurs enfants, sans savoir même s'expliquer pour le demander? Si quelques-uns ne veulent pas partir, à qui resteront les enfants? Tout cela est en question. Que de force ne faut-il pas à ces chères néophytes pour résister à tant d'épreuves? L'une d'elles disait hier en pleurant à chaudes larmes : « On me conduira peut-être à la frontière sur la charrette des prisonniers pour me déposer dans un pays étranger où je ne saurai pas même mendier, je m'y soumets; mais ce dont je ne puis supporter la pensée, c'est de ne pas trouver ailleurs un prêtre qui puisse me comprendre. Comment me confesser? » Il y a donc pour ces pauvres âmes bien des sortes de souffrances. Cependant aucune ne veut consentir à demander grâce au régent. Elles ont raison; il y aurait lâcheté. Plusieurs songent à se pourvoir en cassation; mais on n'en attend aucun bon résultat. Cela exposera seulement ces malheureuses exilées à partir dans l'arrière-saison, au moment où les voyages sont très-dangereux pour les petits enfants.

« L'une d'elles est mariée depuis six ans à un garçon boulanger, honnête et bon travailleur; elle a un commerce qui a suffi très-convenablement jusqu'ici aux besoins de la famille. Maintenant, il faut tout quitter, renoncer à cette honnête aisance, vendre à vil prix un modeste mobilier, parce qu'il leur est enjoint d'être hors des frontières le 18 juin. Il faut donc se hâter, et voilà cinq personnes, père, mère et trois enfants, réduites à la misère. Cette famille se suffisait, mais n'avait pas pu encore faire d'économies. Les voilà pauvres et errants; mais ils ont entendu dire qu'en France il y a tant d'âmes pieuses et charitables! Ils iront se jeter dans leurs bras, et je leur garantis que cette confiance ne sera pas trompée. C'est donc M. et madame Andersson, et leurs trois petits anges, que nous vous envoyons. Votre charité sera ingénieuse à les secourir et à leur procurer quelques dédommagements de tous les sacrifices qu'ils ont faits! Madame Andersson a paru bien des fois devant la police correctionnelle, devant le consistoire, devant les tribunaux, et partout elle a soutenu avec fermeté sa foi catholique. Elle mérite l'intérêt de nos frères dans la foi!...

« Cette jeune femme a vingt-six ans; elle et son mari, âgé, je crois, de trente, sont actifs et bons travailleurs. Nous allons soigner leurs intérêts et tâcher de leur adoucir les fatigues du voyage, en le leur rendant un peu commode, du moins autant que possible. A la fin de juin, ils seront à Paris. Peut-être qu'un boulanger allemand occuperait M. Andersson, et qu'on ferait travailler un peu sa femme, autant qu'elle le pourra, en soignant ses trois enfants. Dans tous les cas, il s'agit de les soutenir pour les premiers mois, et c'est ce que nous attendons des collectes que sans doute votre charité va organiser.

« Les autres familles n'ont pas encore choisi le lieu de leur exil. Les unes parlent d'aller à Vienne, les autres à Munich, les autres à Copenhague. »

Voilà du véritable héroïsme !

Deux voies de recours restent encore à ces victimes : un appel en cassation, une supplique en grâce. Elles refusent de les employer. L'appel serait sans succès, et le sursis qui en résulterait n'aurait d'autre effet que d'ajourner l'exil et ses épreuves à une saison plus dure. Les pauvres mères ne veulent pas exposer leurs enfants aux rigueurs d'un hiver hâtif et cruel.

Quant à la grâce, l'implorer, ce serait se reconnaître coupables, et elles n'y consentiront jamais. Puis, l'amnistie obtenue, le crime recommencerait, si crime il y a ; et à quoi bon affronter de nouvelles et inévitables poursuites ?

Il n'y a donc plus qu'un dernier acte de courage à accomplir : Il faut partir ! Il faut prendre cette route amère de l'exil, dont chaque étape est si douloureuse, dont chaque repos est si plein de larmes, dont le but est si incertain et dont les regrets sont impérissables.

Mais Dieu est là, Dieu et les anges de la charité, Dieu et les anges gardiens de la justice et vengeurs de l'innocence. Partez donc, martyres de la foi ! Partez, le front haut et le cœur confiant ! Partez, en mélangeant d'une sainte allégresse vos maternelles anxiétés ! Si votre ingrate patrie vous refuse le droit de cité et de religion, venez : toute terre catholique vous sera hospitalière ; toute terre vraiment libre vous recevra avec empressement et avec respect !

Et de plus, croyez-le : vos souffrances, si précieuses devant celui qui est la voie, la vérité et la vie, si admirées de vos frères qui désirent à l'envi les adoucir, vos souffrances ne seront pas inutiles même devant vos adversaires ; car c'est la gloire et la force de la cause pour laquelle vous êtes persécutées, de n'être jamais plus puissante que lorsqu'elle semble compromise et presque perdue : *Cum infirmor, tunc potens sum*, s'écriait le grand apôtre ! Quand la défaite arrive, la victoire est proche, cette victoire de la foi qui triomphe du monde. Bientôt peut-être les luthériens de Suède sentiront l'aiguillon des reproches, non-seulement de tous les amis de la liberté, mais de leurs coreligionnaires de France. Bientôt peut-être un coup décisif sera porté à cette implacable législation qui, comme toutes les tyrannies, succombera sous l'impuissance de ses excès. Et c'est à vous que reviendra l'honneur de la délivrance !

## II

Aussi bien, nous avons droit de le dire après le récit de ce touchant épisode, un peuple qui se respecte, un gouvernement qui a encore

quelque souci de sa renommée, ne peuvent pas prolonger plus longtemps le scandale d'une intolérance pareille. C'est la goutte de fiel qui fait déborder la coupe.

D'autant plus que l'arrêt du 19 mai a tous les défauts et tous les dangers d'une réaction, d'une réaction passionnée et poussée à bout, d'un défi porté à l'opinion publique. C'est ainsi qu'on l'interprète même à Stockholm, puisque, d'après ce que nous venons d'apprendre, une souscription a été ouverte dans le royaume par l'*Aftonbladt*, non pas tant comme marque d'intérêt aux condamnés que comme protestation en faveur de la liberté religieuse.

D'ailleurs, ce serait calomnier la Suède que de la rendre solidaire des emportements d'un parti qui est y dominant aujourd'hui, mais qui y est vigoureusement combattu et qui, sentant le pouvoir prêt à lui échapper, cherche à le retenir par la pire de toutes les politiques, celle de la colère et de la violence. Oui, il faut rendre justice aux efforts des esprits généreux qui, à plusieurs reprises, ont entamé et soutenu une lutte déjà longue et déjà mémorable contre cet arbitraire. Un coup d'œil historique sur les péripéties de ce combat sera, je l'espère, de quelque intérêt ici.

Et, en effet, ne sera-ce pas répondre à ce vieil et irrésistible attrait qui nous a toujours poussés, en France, à prendre le parti des vaincus et des opprimés, et qui, depuis que notre génération est mêlée au mouvement des affaires, lui a fait tendre une main affectueuse à toutes les victimes de tous les despotismes ? N'est-ce pas continuer les traditions de nos amis et de nos maîtres, les traditions qui nous rendaient heureux d'applaudir à O'Connell mourant au milieu de son triomphe, de défendre la Pologne catholique désolée et asservie, de relever le courage des populations chrétiennes de l'Orient écrasées par la caduque barbarie des Ottomans ?

Certes, nous aurions beaucoup à dire sur les origines du protestantisme introduit par Gustave Wasa dans le royaume de saint Éric. Ce n'est ici ni le lieu ni le temps. Qu'il nous suffise de rappeler que nulle part plus qu'en ces contrées la ruse, la fraude et la violence ne furent employées avec plus de perfidie et plus de tenacité.

Pour Gustave Wasa, la réformation n'était qu'une arme de politique, un instrument de despotisme, un expédient d'avidité. Ouvrant les monastères pour confisquer leurs biens et assouplir leurs résistances, proscrivant les pompes du culte pour s'approprier l'argenterie et les trésors des églises, élevant enfin l'inique théorie de la revendication des propriétés données à titre pieux pour les saisir au profit de son domaine ou de la noblesse de sa cour, il associa à ses plans de tyrannie toutes les passions et tous les appétits. La spoliation était trop tentante et trop aisée pour que les seigneurs ne s'y engageassent pas

rapidement. Le roi fit briller aux yeux du haut clergé l'éclat des dignités et l'accroissement des dotations privées. Quant au peuple demeuré fortement catholique, on le trompa indignement : à plusieurs reprises Gustave jura qu'il ne voulait rien changer à l'antique croyance, et il en écrivit publiquement au pape<sup>1</sup>.

Cependant il y eut une lutte ardente, persévérante, admirable. Les moines se laissèrent chasser de force plutôt que de trahir leurs vœux. Les évêques refusèrent d'acheter leur fortune par un lâche abandon du bien des pauvres : tous, excepté deux, ceux de Stregnetz et de Westeras, tous méprisèrent les séductions et les menaces du roi. D'abord soumis et abusé, le peuple comprit bientôt, en quelques provinces, que c'était la foi même qui était en péril. Les braves Dalécarliens, ces intrépides mineurs auxquels Gustave devait la couronne, auxquels la Suède devait sa liberté, se soulevèrent et prirent les armes, aussi fidèles à leur Dieu qu'ils l'avaient été à leur patrie.

Gustave fut assez ingrat et assez cruel pour les écraser. Quatre fois la Dalécarlie renouvela le combat, quatre fois elle dut succomber. Ses églises étaient en cendres, ses cloches avaient été brisées et fondues ; elle ne se rendait pas encore, et elle préparait une dernière et suprême entreprise : ses chefs furent massacrés par la plus noire trahison. Voilà à quel prix la Réformation s'établit. Et encore dut-elle se dissimuler sous les formes extérieures de la hiérarchie maintenue et des cérémonies à peu près conservées ; tellement qu'aujourd'hui même, et de l'aveu des principaux écrivains de la Suède, la population des campagnes croit n'avoir point changé la doctrine de ses pères.

Hélas ! à mesure que le temps marchait, les évêques et le clergé faiblissaient ; ils n'eurent ni le courage ni la droiture des paysans. En huit années Gustave avait lassé leur énergie, amorti leurs scrupules ou

<sup>1</sup> Voici les termes de quelques-unes des lettres conservées aux archives du Vatican, et publiées par le P. Theiner dans son ouvrage, *la Suède et le Saint-Siège* :

« Imprimis errores et perversas doctrinas, Ecclesiam Christi turbantes, juxta Episcoporum concilium, explodemus... Et qui libertatem Ecclesiæ tot periculis peperimus, eam nequaquam infringi patiemur. » (Lettre de Gustave au pape Adrien VI, 1523, 10 septembre.)

« Nos pro nostra regia dignitate auctoritatem sanctæ Romanæ Ecclesiæ extolimus et veneramur, parati pro ea sanguinem nostrum effundere. » (Lettre de Gustave au Pape, 1523, 1<sup>er</sup> octobre.)

« Fatemur nos S. R. E. auctoritatem tantum venerari quod pro ipsa sanguinem nostrum et vitam exponere vellemus. » (*Id.*, 4 octobre.)

Gustave alla jusqu'à rendre, en faveur de l'unité catholique, un décret daté de Holm, en 1523, où on lit ce qui suit :

« Notum facimus quod, postquam Deus nos ad regnum cum victoria adduxisset, Domino ipso Deo nobis inspirante, comperimus, nihil divino conspectu gratius fore, quam si Romanæ Ecclesiæ auctoritatem pro conservanda Christianæ religionis integritate tueremur. »

vaincu leur pusillanime fidélité. La diète de Westeras (1517) dépouilla le clergé, enleva aux évêques leurs droits politiques, les livra à la nomination royale et rompit leurs liens avec Rome, supprima la presque totalité des couvents et consacra la mainmise du roi sur les propriétés ecclésiastiques. Les évêques signèrent cette honteuse abdication de toute dignité et de toute indépendance, et souscrivirent à cette apostasie. Ensuite Gustave monta à cheval à la tête de plusieurs régiments de cavalerie, et parcourut les provinces, précédé de prédicants luthériens qui enseignaient dans les principales églises, suivi de bourreaux qui châtiaient les récalcitrants, et de collecteurs qui rassemblaient les titres de propriété, fondaient les vases sacrés et les transformaient en lingots.

Après cette expédition, mais seulement après, Gustave se sentit le maître. Et en effet, quand un peuple a trahi sa foi, pour quelle cause s'armerait-il ? Gustave se fit couronner ; puis il établit une liturgie uniforme, celle d'Orebro, imposa à la noblesse une énorme contribution qu'elle paya, frappa les villages de taxes nouvelles qu'ils payèrent, et, pour comble, leva dans tout le royaume la dime ecclésiastique ; le royaume paya sans murmure. Peu de temps après, la Suède fut dotée d'une armée permanente : elle avait perdu à la fois sa religion, sa richesse et sa liberté !

Tel est le tableau de l'installation de la prétendue Réforme dans le Nord<sup>1</sup>. Elle ne tarda pas à y devenir aussi intolérante que partout ailleurs.

C'est en effet le caractère propre du protestantisme, — qu'il s'appelle luthéranisme, calvinisme, anglicanisme, anabaptisme, peu importe, — de prendre, aussitôt qu'il a pu s'implanter quelque part, les allures les plus audacieuses de la domination, et de soutenir cette domination exclusive par les procédés les plus violents. Étrange application, en vérité, du principe du libre examen, qui commence par faire brûler Servet au nom de Calvin ! Or ce n'était pas un fait accidentel, un acte passager et isolé : non, c'était une doctrine absolue, implacable, qui s'inscrivit dans toutes les lois, se maintint pendant de longues années, dressa partout des échafauds et inonda l'Europe du sang des dissidents comme de celui des catholiques. Les exemples abondent : qu'il suffise de rappeler l'Angleterre, mettant à prix la tête d'un prêtre comme celle d'un loup ; le parlement de Charles II criant à la trahison, parce que le roi voulait adoucir la rigueur des lois qui frappaient ensemble catholiques, puritains et non

<sup>1</sup> Il faut lire, dans le livre du P. A. Theiner, intitulé *la Suède et le Saint-Siège* (traduction de M. Cohen, 1842), l'historique de l'établissement du protestantisme, et de la résistance qu'y opposèrent quelques catholiques généreux, tels que l'évêque de Linköping, Jean Braske, etc.



conformistes, et établissant cet infâme bill du *test*, qui n'a suc-combé qu'il y a trente ans devant l'indignation du monde et le génie d'O'Connell!

En même temps citons, parce que ces faits ne sont pas assez connus et assez remis en lumière, citons la résistance que Henri IV et Louis XIV rencontrèrent dans une politique tout opposée et toute généreuse. Devenu catholique, l'ancien chef des protestants de France, continuant les traditions de la royauté très-chrétienne, réclamait vainement en faveur des catholiques, par ses ambassadeurs près de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, une tolérance analogue à celle qu'il accordait aux Réformés en France. Et quand, en 1672, la Hollande vaincue refusa la paix que lui offrait le grand Roi, ce refus ne porta que sur la clause qui assurait la liberté de culte aux catholiques. Tant était vivace, chez les protestants, la théorie de domination exclusive!

Nulle part, du reste, cette intolérance ne se montre plus manifestement qu'en Suède.

C'est cette intolérance que Gustave Wasa inaugurait en frappant tout ensemble les anabaptistes et les catholiques. C'est contre elle que son fils Éric XIV échouait dans la protection qu'il prétendait vainement étendre sur les calvinistes, ses maîtres et ses amis. C'est elle qui faisait avorter les tentatives de Jean III, pour rendre au moins aux catholiques la liberté que le Saint-Siège sollicitait, et les projets de réunion que l'habileté et la piété du P. Possevin avaient si heureusement préparés<sup>1</sup>. C'est elle qui arrachait de Sigismond, en 1593, le décret d'interdiction contre toute autre religion que le luthéranisme; c'est elle qui, après avoir combattu la liberté momentanément rendue au clergé romain par ce même roi, soufflait la révolte, enlevait la couronne au descendant direct de Gustave Wasa, chassait les religieux et les prêtres orthodoxes, déclarait tout catholique incapable d'aucune charge ou fonction publique, et proclamait la Confession d'Augsbourg obligatoire sous peine de la privation des droits d'hérédité. C'est elle qui, en 1604, intronisant Charles IX, identifiait à sa cause celle de la maison usurpatrice, et interdisait à la dynastie nouvelle jusqu'aux alliances matrimoniales avec une princesse « papiste. » C'est elle enfin qui sacrait Gustave-Adolphe et lui mettait à la main le sceptre absolu avec lequel il devait régir le Nord, l'épée victorieuse avec laquelle il devait sauver en Europe le protestantisme aux abois.

<sup>1</sup> Rien n'est plus intéressant que de voir les admirables travaux du savant jésuite, la condescendance du Saint-Siège et la sagesse du négociateur. Les pièces en ont été publiées dans l'ouvrage du P. Theiner, cité plus haut (3 vol. in-8, Paris).

De ce moment son triomphe était assuré. La longueur de la lutte, qui pendant soixante années laissa la fortune en suspens, les fautes et les faiblesses des successeurs immédiats du premier Gustave, l'intime liaison que le luthéranisme fut assez habile pour établir entre lui et la dynastie indépendante et nationale, tout contribua à ce succès. Selon l'expression d'un habile publiciste suédois, « le luthéranisme, devenu la foi politique et dynastique de la maison de Suède avec Charles IX, devint avec Gustave-Adolphe la gloire historique et populaire du royaume. »

Le despotisme religieux, et par suite le despotisme politique, ne connurent plus de frein. Voilés par l'éclat des armes sous Gustave Adolphe, ils s'installèrent l'un et l'autre, par un mutuel accord et un mutuel soutien, sans pudeur et sans opposition, sous Charles XI.

Du même coup, ce qui avait subsisté de libertés locales en fait de liturgie et de doctrine fut tranché par un édit dogmatique rendu sous le titre menteur de *formula concordix* en 1663. C'était la fin des discussions qui duraient depuis près d'un siècle; c'était le complément de l'œuvre inaugurée par la déclaration de 1593 au concile d'Upsal. Le luthéranisme officiel avait sa confession de foi, son symbole, imposé par la force et maintenu par la terreur du glaive. Tout livre contraire à la « pure doctrine de l'Évangile » était pros crit; l'introduction en était prohibée et punie. Toute fréquentation des Universités étrangères était rigoureusement interdite. On fit un crime à tout Suédois d'entendre l'office divin dans les chapelles des ambassades de Stockholm. Enfin en 1686 et 1687 parurent ces lois monstrueuses qui condamnaient à l'exil, à la confiscation, à la privation de toute succession, quiconque serait assez osé pour « apostasier la vraie foi, » c'est-à-dire pour se séparer de l'église établie.

En même temps, la censure la plus sévère était décrétée, les derniers privilèges de l'aristocratie succombaient, le pouvoir royal se plaçait au-dessus de tout contrôle et concentrait tout en sa main. Les états déclaraient que le roi était le maître absolu et exigeaient que cette doctrine s'enseignât dans toutes les Universités. La noblesse fut dépouillée de tous ses biens, les dettes de l'État furent payées par une liquidation facile, qui consista à élever la valeur nominale de la monnaie sans augmenter sa valeur réelle, ce qui fit perdre neuf millions d'écus aux créanciers de la dette publique. Et lorsque quelques résistances éclatèrent, le bourreau en eut raison.

Le vrai type de cette révolution, c'est le favori du roi, le conseiller de ces prétendues réformes, le fier et sauvage Gyllenskiöld, géant d'une stature herculéenne, rusé, vindicatif, intraitable, énergique d'ailleurs, plein de talents et de ressources, mais par-dessus tout idolâtre de la force! Eh bien, ce sont les lois de Charles XI, c'est l'inspiration de Gyl-

lenstiern qui dominant encore dans la « mère patrie de la liberté! »

Toutefois, il faut le reconnaître, ce joug, qui n'avait pas été subi sans conteste, a été, depuis, fréquemment attaqué, presque soulevé et hautement détesté.

### III

C'est une étude d'un rare intérêt que celle de la longue et persévérante réaction qui se manifesta en Suède contre cette intolérance, en apparence si fortement constituée. Un coup d'œil rapide suffira à en montrer les traits principaux qui voudraient tout un livre.

Certes, « le château fort » du protestantisme, comme s'appelle la Suède, semblait puissamment armé. Nul n'en pouvait sortir et aucune attaque du dehors n'y pouvait pénétrer. Appuyée sur l'omnipotence royale, l'église évangélique, riche encore, formant le second ordre du royaume, comptant une chambre distincte à la diète, possédant une hiérarchie pompeuse, un archevêque primat, plusieurs évêques et des surintendants avec rang épiscopal, des prévôts, des pasteurs, de nombreux ministres; l'église établie, maîtresse exclusive de l'enseignement, investie des mariages et de l'état civil, exerçant une inspection inquisitoriale sur tous les fidèles, pouvant les dénoncer et les frapper à la fois et de l'excommunication religieuse et de l'ostracisme politique; l'église établie reposait sur des bases humainement inébranlables.

Mais l'esprit est plus fort que le glaive et son souffle traverse les plus épaisses murailles.

Déjà, avec Christine, le cartésianisme avait fait brèche dans ces formidables remparts, et, malgré sa brièveté, le séjour du grand philosophe chrétien avait laissé des traces profondes. Sans avoir là-bas quelques-uns des dangers qu'on a pu craindre dans nos contrées catholiques, la doctrine et le génie de Descartes<sup>1</sup> y avaient réveillé l'activité des esprits et les avaient disposés à des pensées plus libres et plus impartiales.

Il fallait davantage. Il fallait l'exemple de l'Europe, il fallait la réflexion, l'expérience et le sentiment d'un péril social.

On était à l'aurore du dix-huitième siècle. Après sa première période de gloire militaire, après avoir vu son roi pris pour médiateur par les puissances continentales (1697), la Suède avait recommencé, sous

<sup>1</sup> Du séjour de Descartes il ne reste en Suède qu'un petit monument funéraire, d'une construction assez élégante, que Gustave III lui fit ériger dans l'église d'Adolf-Frederik, par le célèbre Sergel. En 1666, les restes mortels du grand philosophe avaient été rapportés en France.

Charles XII, le rôle de conquérant, mais avec des aventures qui devaient l'épuiser. Ainsi que le dit l'hymne national de Tegner : « Un grand cœur battait dans sa poitrine suédoise ; dans la joie comme dans la douleur il s'échauffait pour la justice ; égal dans le succès et dans le revers, supérieur à la fortune, il ne savait pas céder, il pouvait tomber !... Suède ! agenouille-toi devant ce tombeau : ton plus illustre fils repose-là : lis cette inscription effacée, c'est ton Iliade ! » — Oui, Iliade brillante, mais où les vainqueurs eux-mêmes ne survécurent pas à leur triomphe !

Le sceptre absolu s'était brisé avec l'épée du héros de Bender. Dès 1718, le goût de la liberté revient avec celui de la paix. Les quatre ordres ressaisissent une partie de leurs privilèges, les chaînes qui « pesaient sur la pensée et sur la presse » se détendent. Bien que Frédéric I<sup>er</sup> soit obligé d'abjurer le calvinisme pour monter au trône, cependant, sous ce prince réparateur, quelques adoucissements de fait sont adoptés.

Frédéric voulait relever l'industrie : il appelle de nombreux ouvriers d'Allemagne. La plupart étaient des drapiers des bords du Rhin, presque tous catholiques et catholiques fervents. On leur offrit des salaires élevés ; cette promesse ne leur suffit pas, il fallut que le gouvernement leur assurât le libre exercice de leur religion. C'était un premier pas, mais qui fut vu avec une jalouse colère par les consistoires et par les magistrats. Aussi il n'est sorte d'avaries, de difficultés, de poursuites qu'on n'imaginât pour frauder ces courageux étrangers et de leur liberté religieuse et de leurs profits industriels. Ils résistèrent, invoquant leurs contrats, recherchant la protection des ambassades catholiques, de celle de l'empire d'Allemagne notamment, conservant leur foi, grâce à l'apostolat des aumôniers de ces légations.

Le faible et imperceptible noyau de Suédois qui avaient gardé dans leur cœur l'attachement à la vraie religion se rapprocha de ces étrangers ; des enfants furent baptisés par les prêtres de l'ambassade impériale ; des malades furent administrés jusque dans les salles de l'hôpital royal de Stockholm. Le consistoire multiplia les plaintes et intenta même des procès. Il s'ensuivit une sourde et persévérante hostilité qui alla en s'augmentant jusqu'à Gustave III.

Ce prince avait vu la France : il avait une haute idée de l'autorité monarchique, mais il savait l'allier avec le désir de commander à un peuple libre. La Suède était tombée dans une anarchie déplorable ; le rôle de pacificateur et de conciliateur le tenta. Si l'entreprise de 1772

<sup>1</sup> *Histoire des États scandinaves*, par Geffroy.

<sup>2</sup> Expression de M. Frixell, l'un des plus habiles historiens contemporains de la Suède. Nous parlerons plus loin de lui.

était destinée par un coup d'éclat à affranchir et à émanciper le pouvoir royal, une ère de réformes judicieuses ramena la prospérité morale et matérielle dans le royaume : la torture abolie, la vénalité de la justice réprimée, le crédit rétabli, le commerce encouragé, les lettres et les arts relevés de leur décadence, les provinces soulagées, les pauvres secourus, l'armée restaurée, les finances remises en ordre, tels furent les actes de ce souverain qui s'écriait : « C'est un honneur pour moi d'être le défenseur de la liberté ! »

Un tel roi était digne de desserrer le premier les liens si étroits qui garrotaient la conscience catholique. En 1779, il présenta aux états une proposition d'un caractère assez généreux qui ne fut acceptée qu'avec de sévères restrictions. Enfin, le 21 janvier 1781, parut « l'Édit de tolérance, » en vertu duquel les catholiques peuvent ériger des églises dans tout le pays, y recevoir des prêtres, y posséder des écoles publiques, des couvents et même y faire des processions.

Assurément, quand on se reporte à l'état antérieur, c'était un grand progrès. En revanche, le prosélytisme était interdit et le joug de l'église établie rendu plus pesant. Tout catholique qui serait convaincu d'avoir gagné une âme à Dieu, tout luthérien qui serait convaincu d'avoir « apostasié, » furent passibles de l'exil ; l'entrée même des chapelles ou temples catholiques fut prohibée sous peine d'amende à tout fidèle de l'évangélisme.

Telle était la situation légale en 1809. Chose remarquable ! Un vent de liberté s'élevait alors dans toute l'Europe. Il respire dans les hymnes des poètes, dans les conseils des rois, dans les écrits des publicistes, dans le langage même des diplomates. Il anime les auteurs de la révolution qui déposa Gustave IV, et n'est pas même étranger au choix de Bernadotte, l'un des adversaires du 18 brumaire. Non pas que le prince de Ponte-Corvo eût assez d'énergie morale pour savoir garder sa foi religieuse et pour ne point renier le catholicisme, afin de s'assurer un trône. Mais du moins, dans la Constitution qu'il accepta, la liberté fut-elle solennellement stipulée. Il faut rapporter l'article, qui ne laisse aucun doute à cet égard. C'est le seizième de la constitution votée le 6 juin 1809. « Le roi ne forcera ou ne laissera forcer la conscience de personne ; mais il protégera chacun dans le libre exercice de sa religion, en tant que par là le repos de l'État ne sera pas troublé et qu'il ne sera pas donné de scandale public. »

Assurément, pour peu que l'on soit versé dans le droit public et le langage politique modernes, on n'élèvera pas la moindre contestation sur l'interprétation d'un texte aussi clair. La liberté de conscience de chacun y est reconnue, et le libre exercice du culte y est, non-seulement garanti, mais placé sous la protection directe du pou-

voir royal. La seule condition mise à l'exercice de cette liberté est la condition de paix et d'ordre qui est tellement inhérente à tout régime de liberté, qu'elle va de soi et n'aurait pas même, ce semble, besoin d'être inscrite dans la loi.

Du reste, si le texte pouvait être susceptible de quelque incertitude, cette incertitude serait levée par l'intention manifeste des pouvoirs qui ont délibéré cette constitution. Il y a, pour la Suède, une autorité particulière et sans réplique. Après le vote de la constitution, un comité a été établi précisément pour en interpréter les différents articles. Eh bien, les demandes des ordres de la Diète et les réponses de ce comité fournissent, en faveur de la liberté, les arguments les plus explicites.

La chambre du clergé avait élevé un doute relatif à l'article 2, d'après lequel « le roi doit nécessairement professer la doctrine évangélique pure. » Elle demanda que, par voie de conséquence, tous les princes et princesses de la maison royale fussent astreints à une semblable obligation. Le comité répondit que sans doute les princes habiles à succéder étaient compris dans la teneur de l'article, mais « qu'il serait impolitique et inutile de vouloir étendre plus loin cette loi. Ce n'est que l'inclination du roi qui, eu égard au bien de la patrie, doit fixer le choix que Sa Majesté ferait d'une épouse ; et, quant aux princesses qui n'ont aucun droit au trône, il n'y aurait aucune raison d'État de les priver de la liberté religieuse accordée à tout sujet suédois. »

Le clergé allait plus loin : il voulait qu'une protection spéciale fût assurée à la religion du pays, en ajoutant au paragraphe 16 ces mots : « en tant que cette liberté (de culte) ne porte pas atteinte ou préjudice à la doctrine évangélique pure. » C'était retirer d'une main ce qu'on donnait de l'autre. Le comité repoussa la prétention par ces paroles dignes de remarque : « Comme tout ce qui force la conscience sert plutôt à faire des hypocrites qu'à former de véritables chrétiens, comme la contrainte, loin de donner la conviction et de corriger le cœur, a souvent été l'occasion de sectes fanatiques et de persécutions sanglantes, comme enfin la religion de l'État se défend plus sûrement par sa force divine, le comité trouve que le libre exercice de religion, dans les limites prescrites par l'art. 16, ne saurait nuire à la religion et que, par conséquent, on ne pourrait en priver une société qui doit protection à chacun de ses membres, utile, paisible et soumis aux lois. »

Il est difficile d'être plus net ; la plus vulgaire loyauté aurait suffi d'une part à mettre en possession les catholiques et les dissidents des droits que leur ménage la constitution, de l'autre, à abroger promptement, et d'une façon irrévocable, la législation oppressive déjà

démantelée et désormais incompatible avec le pacte constitutionnel.

En droit, du reste, l'abrogation implicite ne faisait pas question. En 1829, le 11 mai, les états du royaume proclamaient eux-mêmes ce principe fondamental dans toutes les nations où existe une charte, à savoir que cette charte est la loi des lois et que, « dans le cas où des lois particulières se trouvent en opposition avec la constitution, elles doivent céder le pas à cette constitution » et elles sont virtuellement annulées par elle.

En fait, une certaine tolérance des esprits semblait devoir confirmer cette doctrine. Au milieu d'août de cette même année 1829, le roi avait désiré que la reine fût couronnée ; cette princesse était catholique. Un membre de l'ordre des nobles proposa qu'il fût envoyé à Sa Majesté une grande députation pour l'inviter à entrer dans l'église établie. « Tous les partis se réunirent, dit M. le comte de Montalembert <sup>1</sup>, pour accabler de sarcasmes et de reproches le malheureux auteur de la proposition, et l'archevêque luthérien de Suède ne refusa pas de poser la couronne sur la tête d'une reine catholique. »

Et pourtant l'imprévoyance de certains législateurs, la complicité de quelques autres, et surtout la haine invétérée des ministres luthériens, leur passion pour l'intolérance et leur frayeur de toute liberté, laissèrent subsister dans les codes, où ils dormaient comme des armes redoutables et réservées, les articles des lois pénales et des lois civiles qui consacraient la tyrannie de l'église établie : ainsi l'art. 1<sup>er</sup> du code pénal qui prononce la peine de mort contre « quiconque sciemment blasphème contre Dieu, la parole de Dieu et les sacrements ; » l'art. 4 du chap. VII du code civil qui frappe de l'exil et de la privation de toute succession et de tous droits civils « celui qui apostasie la vraie doctrine évangélique, » et qui édicte la même peine « contre toute personne suédoise ou étrangère qui répand des doctrines erronées et n'y renonce pas après avoir été avertie ; » les art. 2, 3 et 4 du code pénal qui poursuivent d'amendes énormes toute dérision du culte et des sacrements luthériens.

Sans doute, il ne faut pas le méconnaître, les esprits élevés paraissent d'accord sur l'odieux d'une telle législation, et le moins qu'ils en pouvaient dire, c'est qu'elle était tombée en désuétude et qu'elle y devait demeurer. Des tendances favorables à la justice, à l'impartialité même envers le catholicisme, se manifestaient dans les hautes classes et étaient devenues de bon ton et de bon goût. Chez plusieurs, ces tendances étaient sincères ; chez tous, elles étaient acceptées.

La Suède n'avait pas vu sans frémir les fruits de l'incrédulité en France et en Europe. Loin de partager le ricanement subversif de l'é-

<sup>1</sup> Article publié par la *Revue française* de mai 1830.

cole philosophique, elle s'appliqua à étudier avec plus d'équité ce passé si cruellement ridiculisé et qui avait été remplacé par de si douloureuses expérimentations. Tandis qu'elle repoussait jusqu'à la pensée d'un retour au despotisme armé, inévitable héritier de l'anarchie et de la révolution, elle se prenait à considérer avec une sorte de respect et presque de regret les âges catholiques et elle s'écriait avec un de ses plus éminents écrivains : « Malgré ses ombres, qu'il est beau, qu'il est plein de bénédiction, ce catholicisme ! Sa voix, semblable au son solennel des cloches, retentit dans le pays, en appelant les peuples à la justice, à la réconciliation, au support mutuel, à la paix ? »

De là à entrer dans le large chemin de la tolérance il n'y avait qu'un pas. Les conditions de l'Europe, l'exemple surtout de la France, y engageaient. Les chaînes tombaient de toutes parts, sous l'action bienfaisante de la persuasion. L'Angleterre, forcée en ses derniers retranchements, livrait l'entrée de son parlement à O'Connell et subissait l'émancipation.

Puis venait l'admirable mouvement de foi et d'action qui s'emparait des jeunes générations et qui les portait d'abord à l'affection, puis à la défense de la liberté catholique. Préparé depuis 1814, suivi avec des fortunes diverses jusqu'en 1830, soutenu par l'exemple de la Belgique, éclatant en 1840 avec les revendications de l'autorité paternelle contre le monopole de l'enseignement, s'étendant bientôt à la réclamation des droits de l'Église, des droits de la conscience, des droits du for intérieur, des vœux de la vie monastique, multipliant les associations charitables, organisant une attaque pacifique et une croisade légale, et entraînant non-seulement la France, mais la Prusse, mais l'Autriche, mais l'Allemagne entière, favorisant le rétablissement de la hiérarchie en Angleterre, ce mouvement aboutissait à Paris, en 1848, à conquérir le respect de la multitude victorieuse, en 1849 et 1850, à ordonner l'expédition de Rome, à provoquer la tenue des conciles et à inscrire la liberté d'enseignement dans les lois.

La Suède ne put point se soustraire à cet élan, et elle en ressentit, quoique de loin et faiblement, les heureux contre-coups. Prenons-en un exemple, un seul, mais assez notable pour avoir été mis en relief par des esprits d'ordinaire assez indifférents <sup>1</sup> à cet ordre d'études.

En 1847, dans une de ces conférences triennales où se rassemble le clergé de chaque diocèse, sous la présidence de l'évêque, à Carlstad, ville du Wermland, un pasteur, un des écrivains les plus distingués de l'époque, M. Frixell, appelé à parler au nom de l'autorité ecclésiasti-

<sup>1</sup> Voir la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier dernier, article de M. Taillandier : la *Question religieuse en Suède*. Il y a dans ce travail d'excellentes recherches, à côté de doctrines qu'il ne nous est pas possible de partager.



que, prenait pour thèse : « *Des raisons de l'injustice historique avec laquelle les temps catholiques ont été traités en Suède.* » Le choix du sujet était déjà remarquable ; le discours répond à l'attente que ce choix faisait naître.

Sans doute, on y retrouve à chaque page des traces de préjugés inconcevables contre l'Église catholique ; mais aussi par quels aveux, par quelles concessions, ces taches sont-elles compensées ? Quand on l'a lu en entier, on sent qu'il y a là les éléments d'un livre analogue aux lettres de W. Cobbett, et, dans ce livre, des passages entiers pourraient être empruntés à M. Frixell, presque sans changement.

Ainsi M. Frixell ne fait pas difficulté d'avouer qu'à l'origine de la lutte engagée par le protestantisme contre l'Église catholique, celui-là « se battit en désespéré et avec toutes les armes possibles. » De là ce « phénomène » d'injustice et de violence contre le catholicisme, qui alors était « sage et nécessaire, » qu'il faut répudier aujourd'hui. En effet, le temps est venu d'être impartial envers le passé, une aurore de justice va se lever sur la Suède. Saint Anschaire et sainte Brigitte ont déjà trouvé des panégyristes ; l'esprit de paix et de conciliation redescend dans les âmes. Il faut que le Nord ne le cède pas au Midi ; déjà voyez : en Allemagne, les Ranke, les Raumer, et tant d'autres protestants, se sont montrés équitables pour le catholicisme ; en France, « M. Guizot, » un des génies les plus distingués en histoire que le monde actuel ait produits, a rendu justice à ces époques si maltraitées et si méconnues. « Ne restons pas en arrière, dit M. Frixell, les idées n'ont-elles pas fait du chemin : l'oppression des consciences sous Charles XI et Charles XII paraît à l'observateur de nos jours, à l'ami de la liberté, un joug étouffant ; la tranquillité de ces temps est un assoupissement mortel... Le libre examen était tenu au maillot par une orthodoxie outrée et par une royauté absolue... L'opinion générale en Europe a changé... et l'heure est arrivée de rendre au moyen âge catholique la justice qu'il mérite. »

Aussi bien un péril redoutable et prochain menace le Christianisme entier ; il n'épargnera pas plus le protestantisme que le catholicisme. Ce péril, c'est celui de la guerre sociale : devant elle, les vieilles luttes d'ambition ou de parti, les querelles de classes et de personnes, ne sont plus que des bagatelles. « La grande question qui, année par année, jour par jour, monte plus claire, plus menaçante à l'horizon, c'est le combat entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas. Voilà pour la politique. Dans l'ordre des doctrines, la lutte se prépare entre ceux qui croient à quelque chose et ceux qui ne croient à rien. C'est notre époque qui sera la douloureuse arène de cet antagonisme. » M. Frixell s'en effrayait dès 1847, et il ajoutait : « Pourquoi s'attaquer à des alliés sur le champ de bataille ? »

1848 n'était pas loin. Nous avons vu alors, nous aussi, la réalité de ces alarmes ; nous avons pu profiter de la sagesse de ces conseils, non pas certes pour des compromis de principes et des abdications de doctrines, mais pour d'utiles rapprochements et de trop éphémères conciliations.

En Suède, la destinée de cet effort vers la justice, la liberté et la paix, fut moins durable encore. Quelques esprits généreux le secondèrent ; dans la presse, un journal considéré, l'*Aftonbladt*, lui prêta un concours qui ne s'est pas démenti. Quinze cents personnes des divers rangs de la société et de toute croyance signèrent, en 1855, une pétition au roi pour l'abolition des lois de 1686. Cette manifestation trouva accès dans les conseils de la couronne ; elle correspondait parfaitement, d'ailleurs, à la nature élevée, au caractère loyal, à l'âme droite du roi Oscar.

Ce prince eut la noble pensée de faire cesser les persécutions religieuses et de mettre enfin en harmonie la législation civile et pénale avec la législation en vertu de laquelle il occupait le trône. Il savait quels obstacles rencontrerait un tel projet ; il le savait, non-seulement par l'inflexible rancune qui restait au cœur de la majorité du clergé, mais par les tentatives récentes de réaction que les consistoires avaient essayées, notamment le procès et la condamnation de l'horloger Nilsen exilé pour être entré dans le sein de l'Église catholique.

Néanmoins le 2 octobre 1856, en ouvrant la diète, il avait proclamé qu'il était « digne d'un peuple dont le grand roi Gustave-Adolphe avait combattu pour la liberté de conscience de suivre cet exemple, » et il annonçait « que les anciennes lois qui entravent la liberté des cultes devaient disparaître, afin que la loi commune fût mise en harmonie avec l'article 16 de la Constitution. » Des projets « tendant à abolir la peine de l'exil et à introduire différentes améliorations dans le code criminel » seraient bientôt présentés à la diète.

En effet, quelque temps après, les chambres furent saisies d'un projet « concernant, dit le titre, une liberté de religion plus étendue. » Malheureusement, avant d'arriver à la diète, il avait subi la main des légistes, qui avaient altéré la pensée royale. L'exil et la confiscation demeuraient abolis ; l'inquisition épiscopale était atténuée ; mais la facilité de changer de religion, le droit des parents d'élever leurs enfants dans leur foi nouvelle, le prosélytisme pacifique et persuasif, étaient ou restreints ou interdits. Après les corrections du tribunal suprême, qui, en Suède, exerce une révision préalable sur les projets d'initiative de la couronne, le plan du cabinet, l'intention du roi, n'étaient guère plus qu'un leurre.

Et pourtant une tempête se souleva contre ces concessions si

amointries. Rien n'est plus triste que le spectacle des influences cachées ou patentes qui se mirent en œuvre, et qui, après deux années d'infatigables menées et d'attaques incessantes, parvinrent à faire avorter ce germe de réparation et de justice. Passons rapidement sur les scènes de ce drame dont l'intérêt était très-vif et très-passionné pendant qu'il s'accomplissait sur la scène parlementaire, mais qui n'a plus aujourd'hui de mérite que celui d'une grande leçon et d'une honte douloureuse pour la Suède.

L'intolérance a son principal boulevard dans l'ordre du clergé luthérien : elle tient à sa disposition et elle fait mouvoir avec un rare ensemble les phalanges échelonnées de cette hiérarchie, puissante encore par la richesse, par l'oppression, par l'ignorance populaire. Depuis le jour où le projet royal avait été connu, ce n'avait été qu'une agitation sourde d'abord, bientôt éclatante, formée et entretenue dans tous les diocèses. Des protestations sont lancées, réveillant le fanatisme politique et religieux du seizième et du dix-huitième siècle. Malheur à qui ne signera pas la demande du maintien du bannissement ! Au contraire, pour quiconque renchérit sur la rigueur des lois existantes, il y a faveur, promesses, encouragements aux plus ardentes ambitions ; à tel point que le ministre de l'instruction publique lui-même, se séparant de ses collègues, se prononce contre la proposition du cabinet : M. Anjou, il est vrai, vise, dit-on, à l'archevêché d'Upsal.

Dans la noblesse, parmi les paysans, même manœuvre. « Le roi Oscar abandonne la vieille foi de Gustave-Adolphe ! » c'était le mot d'ordre répandu et malheureusement très-accueilli partout.

A part les obsessions qui résultaient de ces intrigues, le comité de législation, autre rouage d'avis préalable, qui joue son rôle dans le système si compliqué de la constitution suédoise, avait à obéir à ses propres passions, à ses craintes et à ses espérances. Il rejeta le projet du roi et rédigea un contre-projet plus étroit que le premier. Ce n'est pas tout, il se rencontra un certain nombre de députés pour présenter une proposition d'initiative bien moins libérale encore, s'il est possible.

C'est dans cet état que la discussion s'ouvrit à la diète. Par avance on savait que l'ordre du clergé serait implacable ; mais qu'en revanche l'ordre de la bourgeoisie était parfaitement disposé. L'ordre des paysans laissait quelque espoir, et, dans la chambre de la noblesse, bien des cœurs généreux n'avaient pas dissimulé leurs vœux en faveur de la justice. Toutes les chambres sont réunies pour la délibération, sauf à reprendre ensuite pour un débat nouveau et surtout pour le vote, leur séparation et leur indépendance.

Il nous suffira d'analyser ces débats dont l'animation fort inusitée et dont la durée aussi rare indiquent assez l'importance. Sept jour-

nées furent employées par les orateurs matin et soir, sans compter une escarmouche préliminaire au moment du dépôt du projet et deux autres jours pour les scrutins.

Toute l'argumentation des adversaires du projet royal peut se réduire à deux ou trois chefs. Avant tout la frayeur du catholicisme, « du jésuitisme, » comme ils disent, n'osant pas calomnier de front l'Église romaine et cherchant à se créer un fantôme plus facile à vaincre. C'est l'aveu de M. Falcrantz, l'évêque de Westeras, le même qui, dix ans auparavant, applaudissait au langage de M. Frixell. Il tremble aujourd'hui à la pensée de la perversité de la doctrine catholique et surtout de la supériorité du zèle et des moyens qu'elle déploie. Contre cet ennemi tout lui paraît impuissant, la civilisation, la science, l'esprit moderne : voyez l'Angleterre; elle est déjà envahie ! C'est aussi l'alarme du général Lefren. Ce brave militaire se persuade que les jésuites ont déjà donné l'assaut à la forteresse du protestantisme, qu'ils ont fait brèche, qu'ils ont des intelligences dans la place et que demain peut-être ils seront les maîtres. C'est encore l'opinion de M. Nils Tersmeden et de M. Emmanuelson, qui tous deux ont épié les démarches des missionnaires, qui les croient aux aguets, prêts à inonder la Suède : *Venient Romani et tollent urbem !*

Que faire contre un tel péril ? M. Knos, le théologien de la résistance, va le dire après M. Falcrantz : « La condamnation à l'exil, s'était écrié le prélat, n'est qu'un moyen de défense, et, si pour cela on reproche aux Suédois d'être intolérants, nous sommes de force à porter ce reproche ! » Le chanoine d'Upsal élève cette idée de défense jusqu'à la théorie : selon lui — et certes il n'a pas tort — Luther n'a jamais toléré ni admis la liberté de professer publiquement une croyance autre que la sienne ; tout au plus peut-on comprendre la liberté de conscience dans le for intérieur, mais à l'extérieur jamais : ce serait la ruine du protestantisme. Gustave-Adolphe pensait encore mieux, lui qui n'hésita pas à punir de mort deux bourgeois de Stockholm convaincus d'avoir été catholiques en secret. D'ailleurs que parle-t-on de droits de la conscience ? Est-ce que, dans une discussion récente, un autre théologien, M. Bring, curé de la cathédrale de Lund et professeur à la faculté de cette ville, n'a pas posé cet axiome : « La conscience particulière doit se soumettre à la conscience de l'État : or l'État est Luthérien, donc nulle autre croyance n'y peut être tolérée ? » Cette étrange façon d'entendre le libre examen est partagée par l'immense majorité de la chambre du clergé, et toute autre semblerait un coup mortel porté à l'unité religieuse, « qui est la seule force du pays, » dit M. Nils Tersmeden.

Puis voici des aveux de plus en plus explicites : « C'est par la persécution que l'église suédoise fut fondée sous Gustave Wasa et Charles XI ;

c'est par la persécution qu'elle sera maintenue. » Ainsi parle l'évêque de Gothenbourg, M. Bjork; ainsi parle le comte Éric Sparre; ainsi parle le doyen Melander. Quelques-uns cependant reculent devant le bannissement et avouent que la peine est bien cruelle; mais, quant aux châtimens à subir dans l'intérieur de la patrie, à l'amende, à la prison, à la confiscation, il les faut soigneusement conserver : le salut du protestantisme, le salut de l'État, est à ce prix !

Assurément, à de tels raisonnemens, à de telles épouvantes, la réponse était bien facile. Elle n'a pas manqué. Ce sera l'honneur des hommes de cœur et de talent comme MM. Cedersjöeld, Lallerstedt, le comte Liljencrantz, le baron Cedestrœm, M. P. R. Tersmeden, d'avoir soutenu vaillamment la cause de la justice et de la liberté.

« Prenez garde, a dit le premier, prenez garde d'imiter les juifs : en condamnant le Christ, ils croyaient aussi défendre leur église. Prenez garde à votre tour de crucifier encore le Christ chaque fois que vous persécuterez un dissident ! » Successivement on invoque, et le principe même du protestantisme qui est le libre examen, et l'exemple des législations modernes, même celles des nations catholiques qui accordent la liberté de conscience et de culte. On fait appel à la nécessité d'obéir au pacte de 1809, et de mettre les lois d'accord avec la constitution. Enfin, on évoque la noble et touchante figure du roi, qu'une maladie cruelle vient de forcer à déposer pour un temps le fardeau de la couronne, mais dont la bienveillante volonté plane encore sur le respect et sur l'affection de la Suède : « C'est la dernière proposition de notre bien-aimé monarque, dit M. Cedersjöeld : ne l'accueillerons-nous pas avec faveur ? »

Enfin le ministère ne négligea aucun effort : le chancelier de justice, M. de Koch, et le ministre, M. Gunther, appuyèrent avec résolution et chaleur le projet que le premier avait conseillé, que le second avait eu l'honneur de contresigner.

Il est triste de le constater : ni l'équité, ni la raison, ni le patriotisme, ni le sentiment monarchique, ne l'ont pu emporter<sup>1</sup>. Le nombre

<sup>1</sup> Je ne me pardonnerais pas d'oublier ici un incident qui a fourni à M. le curé de Stockholm l'occasion d'une remarquable controverse. Un journal de Stockholm avait publié, sous le nom du comte Hamilton, président des états, une lettre à l'appui de la législation existante. On apprit, depuis, que le comte n'était pas l'auteur de la lettre, et il la désavoua. Mais les sentiments et les arguments contenus dans ce document répondaient parfaitement à l'opinion dominante. Le catholicisme y était attaqué et défiguré, quoique avec des formes très-modérées de langage. Le *Siècle* reproduisit cette lettre, sans l'adopter toutefois. M. l'abbé Bernhart adressa alors à la feuille française une réponse excellente publiée d'abord dans l'*Union* et dans l'*Ami de la Religion*, et que le *Siècle* répéta avec loyauté. La réponse de M. le curé de Stockholm est un modèle de discussion et contient des raisonnemens péremptoirs.

est resté à l'intolérance ! Le nombre, car dans l'ordre du clergé, le vote a eu lieu sans débats ; le nombre, car dans l'ordre des chevaliers, la salle a été envahie par une multitude de jeunes officiers fort peu jaloux, ordinairement, d'exercer leur droit législatif, et qui ont entraîné la majorité. Là c'était passion de secte, ici intrigue de cour et désir de complaire au prince royal, régent intérimaire, dont les opinions ne penchent point en faveur de la liberté.

Conservons cependant les chiffres de ce vote : ils ne sont pas sans espérance pour l'avenir. A la Chambre des nobles, 78 voix pour, 137 contre. A la Chambre du clergé, unanimité contre, sans scrutin. A la Chambre des bourgeois, 54 pour, 11 contre. A la Chambre des paysans, 21 pour, 79 contre. La bourgeoisie seule s'est montrée fidèle à la liberté.

La victoire toutefois n'était point sans remords pour les vainqueurs. Un membre de la noblesse, M. Lallerstedt, fit une dernière et suprême tentative. Il demanda que le projet fût renvoyé au Comité de législation pour être amendé : c'était obtenir une seconde discussion.

Elle eut lieu au commencement de février de cette année ; l'issue n'en fut pas plus heureuse. Au sortir des élucubrations du Comité, le projet revenait moins libéral encore ; toutefois il donna prise à des débats où de remarquables paroles s'échangèrent. Le comte Sparre, déclarant hautement son changement d'avis, déploya un zèle honorable pour la liberté qu'il avait méconnue jusque-là, mais à laquelle désormais il accordait au moins quelque place et quelque hommage. « Quel avantage, dit-il, l'église suédoise peut-elle avoir à conserver dans son sein ceux qui rejettent ouvertement sa doctrine ? Pourquoi ne pas laisser chacun libre de suivre sa conviction ? Aujourd'hui les dissidents s'écrient : Punissez-nous, si vous l'osez ! Et l'exil est une peine si atroce, que les tribunaux n'ont pas le courage de l'appliquer ! » On entendit dans le même sens, et avec bien plus d'énergie, MM. Cedersjöld, le baron Creutz, M. Dalman, le comte Liljencrantz, M. P. R. Tersmeden, la phalange généreuse et libérale des premiers débats, augmentée et renforcée encore.

Contre cette éloquente minorité, dont les noms doivent se graver dans la mémoire reconnaissante de l'Europe intelligente et libre, on retrouve MM. Nils Termeden, le baron Cederstrom, le général Lefren. Ce dernier hésite pourtant, mais sur l'étendue de la pénalité seulement. Il n'avait pas l'esprit dégagé de M. Annerstedt, évêque de Strengnäs, qui répondit à la difficulté de mettre en pratique le bannissement des néophytes : « L'Angleterre, si prête à ouvrir un refuge à tous les révolutionnaires politiques, saura bien les recevoir ! »

Voilà l'opinion qui triompha ! Le clergé l'adopta par acclamation.

La noblesse vit revenir l'essaim des *Junkers*, et à 57 voix contre 55 rejeta le projet. Cependant les deux ordres avaient protesté : la bourgeoisie, fidèle à ses précédents, les paysans, mieux inspirés cette fois, avaient voté pour le projet. Mais il faut l'adhésion de trois états, et, pour cette diète du moins, c'en fut fait de tout espoir d'amélioration. La législation draconienne de Charles XI était sanctionnée et maintenue en plein dix-neuvième siècle !

De ce moment, les magistrats devaient oser l'appliquer, quoi qu'on eût dit dans les Chambres. On a vu par le procès des six néophytes catholiques combien sous la pression du gouvernement et de l'opinion dominante, ils se sont hâtés de frapper.

Disons-le à l'honneur des vaincus : le ministre de la justice y perdit son portefeuille ; la presse libre multiplia partout ses cris d'indignation et chacun répéta avec espérance : A la diète de 1859 !

#### IV

Avec espérance ! oui : car c'est là le sentiment qui surnage au milieu de tant de tristesses et de hontes. Car l'espérance est la vertu des grandes épreuves, et elle ne doit jamais être plus forte que quand tout paraît perdu. C'est le moment de ce cri sublime dont parle Bossuet : *Sperabamus !*

Eh bien, les causes de cette invincible espérance ne manquent point.

Sans doute il y a des craintes : elles sont dans la permanence des préjugés et des haines ; préjugés, hélas ! qui s'associent parfaitement avec un degré avancé de civilisation, haines d'esprit qui malheureusement se rencontrent parmi les populations d'ordinaire bienveillantes, généreuses et braves ; en fait de vérité, de liberté et de religion, l'ignorance, la tyrannie et la persécution exerçant sans scrupule leur empire sur les caractères qui se croient les plus indépendants, les plus éclairés, les plus sages.

Elles sont, ces craintes, dans un patriotisme étroit, mal inspiré et mal compris, qui identifie les destinées de la Suède avec un fantôme d'unité luthérienne, qui, de la question religieuse, fait une question de politique, de dynastie, de nationalité, et, pour dire plus, un faux point d'honneur, un culte déraisonnable du passé de la patrie. Comme si la splendeur de la Suède ne devait pas s'enorgueillir autant des siècles catholiques que des siècles protestants, comme si ce n'étaient pas aussi des souvenirs de famille que ceux des Éric, des Brigitte et des Anschaire !

Elles sont, ces craintes, dans les mesquines passions et plus encore dans les intérêts de domination et de richesse qui règnent parmi le clergé luthérien ; dans cette longue habitude de privilège politique et social qui assure à l'église établie le rang de corps constitué dans l'État, le droit de former un des ordres de la diète, la possession des biens et des revenus échappés à la mainmise de la royauté. Cette hiérarchie se sent indirectement atteinte par la liberté, qui la priverait, sinon de ces avantages de gouvernement et d'opulence, mais de sa puissance inquisitoriale et de ce que les hommes aiment le mieux à exercer, l'arbitraire sans conteste et sans contrôle.

Elles sont, ces craintes, dans la disposition actuelle du prince régent, beaucoup plus enclin à maintenir qu'à desserrer les chaînes des dissidents, soit qu'il y voie un instrument de cohésion politique, soit qu'il y tienne par sentiment de croyance personnelle. Or l'influence de ce prince, doué d'ailleurs de qualités distinguées, est considérable en dehors même des limites de l'autorité dont il exerce la délégation momentanée.

Elles sont, ces craintes, dans l'impression fâcheuse qu'ont produite sur certains esprits des théories de contrainte imprudemment professées à l'étranger et dont le contre-coup a été ressenti avec une vivacité que nous ne croyons pas très-sincère, mais qui n'en est pas moins très-accusée et qui sur la masse de la nation a une influence réelle et funeste. Une partie de la réaction aujourd'hui ranimée vient de là.

Elles sont, ces craintes, dans la faiblesse et la tiédeur de la majorité des esprits. En Suède, à la diète, on aime le repos, l'immobilité. Pour arriver au moindre changement, il faut des efforts inouïs et des formalités sans nombre. Cette froideur, cette atonie, ont été secouées par la discussion de 1857 et 1858. Il y aurait eu des velléités, de bonnes intentions ; mais le courage a manqué, et, au prix d'un grand scandale et d'un triste affront, on s'est hâté de retomber dans le calme plat du *statu quo*.

Enfin, disons-le, ces craintes sont dans l'opinion, partagée par certaines personnes, que la liberté religieuse ouvrirait la barrière à l'invasion de l'athéisme et du socialisme. On comprend, mais on comprend de travers, la nécessité d'opposer la foi à l'anarchie religieuse et sociale, et on se cantonne d'une façon désespérée dans la citadelle du luthéranisme, sans s'apercevoir que cette citadelle est démantelée de toute part et qu'elle ne tiendrait pas une heure contre le flot montant de la barbarie révolutionnaire.

Voilà les craintes ; mais, en regard, voici les espérances.

Et d'abord, la situation intérieure du luthéranisme officiel lui-même. Si quelque chose est démontrée, c'est son impuissance à maintenir la



domination qu'il affecte encore. Les âmes lui ont échappé, et vainement essaye-t-il de retenir les corps. Les dissidents lui enlèvent chaque jour ses adeptes les plus intelligents, les plus habiles, les plus dévoués. Dans son sein, ce sont des luttes continuelles : nul accord, ni sur la doctrine, ni sur l'enseignement, ni sur la liturgie. Récemment il a fallu autoriser, par une loi, la tenue des conventicules séparés. Quand il a été question d'imposer un livre de prière uniforme, les réclamations ont été universelles. En même temps, les évêques et les prêtres avouent que la discipline est perdue, que les mœurs s'en vont, que l'ivrognerie et la débauche font des progrès lamentables. Dans leurs conférences, ils cherchent, sans les trouver, les moyens de raviver les croyances et d'épurer les habitudes. Tous se sentent débordés par les baptistes, par les méthodistes, par vingt autres sectes, même par les mormons, mais surtout par le catholicisme. « Si vous rejetez le projet de votre comité, disait le comte Eric Sparre, si vous ne vous contentez pas d'une loi aussi restreinte, à la diète prochaine, on vous dira : Il est trop tard ! L'esprit public aura marché et vous demandera davantage. » Nous y comptons bien.

A côté de cette décomposition qui énerve l'église suédoise, regardez les progrès lents, mais sûrs du catholicisme. Il y a vingt-cinq ans, le nombre des fidèles ne s'élevait pas à plus de trois cents : « Débris cher et sacré d'une nation entière, disait éloquentement M. le comte de Montalembert, germe immortel que la main de Dieu a gardé libre et pur à travers des siècles de persécution et de mépris. » Leur pontife était un vieillard, un Français, victime aussi de violences impies<sup>1</sup>, pour lequel le jeune et brillant défenseur de la liberté religieuse sollicitait des coopérateurs et des aumônes. Pour temple, on n'avait qu'une vieille salle abandonnée dans un faubourg de Stockholm, et la chrétienté ne se composait que de pauvres marins. « Quand on a vu, reprenait M. de Montalembert, quand on a vu ces pécheurs catholiques rassemblés dans leur chétive chapelle pour entendre l'éternelle parole; quand les saints mystères y sont célébrés; quand les pompes augustes du catholicisme y sont répétées avec une touchante modestie; quand le prêtre, pauvre vieillard, se lève devant ces pauvres gens et se met à leur parler du ciel et de Dieu, je ne sais quel divin courage s'empare du cœur le plus triste et le plus découragé. On sent que le Dieu des chrétiens est là et que c'est le même Dieu qui a créé et sauvé le monde ! » Aujourd'hui, malgré bien des difficultés, ce petit troupeau a grandi

<sup>1</sup> L'abbé Gridaine, exilé pendant la Terreur, puis aumônier de la légation française « pendant que le roi de France était le roi très-chrétien, » dit M. de Montalembert, dont le père eut précisément l'honneur de représenter en Suède ce roi très-chrétien.

sous l'œil du Seigneur : une église s'est élevée, des écoles sont ouvertes ; un vicaire apostolique, monseigneur Studach, est aidé de deux prêtres, le vénérable curé de Stockholm, M. Bernhart, et M. l'abbé Huber. Leurs œuvres s'inscrivent au ciel, et ici-bas l'héroïsme des condamnés du 19 mai témoigne de la pureté et de la fermeté de foi qu'ils inspirent aux âmes conquises par eux à Jésus-Christ. Quelle séve dans le présent et quelles promesses d'avenir !

J'y ajoute la bénédiction attachée aux persécutions souffertes pour la justice ; j'y ajoute l'odieux des châtimens employés et la réprobation soulevée dans l'opinion universelle.

Il n'est pas possible qu'une telle injustice dure : l'honneur de la Suède n'y résisterait pas. Il n'est pas possible que l'indignation unanimement exprimée en Europe, partagée par tous les rangs et par tous les pays, n'ait pas un contre-coup décisif à Stockholm. Il n'est pas possible que les législateurs d'une nation civilisée et chrétienne veuillent garder plus longtemps dans leurs codes une tache qui les couvre de confusion et que sont obligés de répudier leurs coreligionnaires eux-mêmes.

Enfin, comment croire que le sentiment de l'équité, que le sentiment de la liberté, si dignes d'être écoutés par un peuple intelligent et généreux, solliciteront plus longtemps en vain les conseillers de la couronne et les représentants de la nation ? Comment supposer que le désir de la paix intérieure, de cette paix des âmes, la plus précieuse de toutes, ne prévaudra pas dans les résolutions souveraines ? Comment faire au prince régent l'injure de penser qu'il ne tiendra pas à honneur de respecter et d'accomplir le vœu de son père et de son roi ?

Conservons donc courage et espérance ! Un admirable résultat a été déjà produit : c'est l'élan de l'Europe, c'est le cri de la conscience publique. Il a été prouvé que partout, qu'en France notamment, la liberté avait encore cette puissance de rallier les partis les plus divisés : présage excellent qui pourrait, nous voulons le croire, servir de gage à une plus complète, plus générale réconciliation !

Pareil enseignement ne sera pas perdu. L'an prochain, la diète, pressée par les sollicitations légales des amis de la liberté religieuse, reviendra sur ce grave débat. Elle voudra doter son pays de cet inestimable bien, et les pauvres exilées de Stockholm rentreront paisiblement dans leur modeste foyer, avec la gloire et la sécurité d'une liberté achetée au prix de leurs amères et héroïques souffrances !

HENRY DE RIANCEY.

# LA FILLE DE L'AMIRAL

QUATRIÈME PARTIE<sup>1</sup>.

---

Quand le capitaine Sullivan fut parti, Lawrence, épuisé par tout ce qui s'était passé, demeura dans cet état que peint si bien une expression vulgaire, « plus mort que vif. » Une sorte d'insensibilité stupide avait succédé aux sentiments tumultueux qui lui étaient peu habituels. La catastrophe subite, la rapidité avec laquelle tout semblait courir à un dénouement, la honte, le remords, la pitié et l'amour qui l'agitaient tour à tour, jetaient dans ses pensées un trouble, une confusion étrangers, jusqu'alors, à ses habitudes d'analyse et de réflexion.

Il ne rentra pas dans la chambre où il avait laissé Inez, et attendit dans un sombre abattement l'arrivée de M. Trévot, qui parut enfin.

M. Trévot était grand et brun; sa figure longue et grave semblait incapable de réfléchir l'expression de la joie et du plaisir; cependant, quoique son caractère fût sévère et ascétique, il n'était ni dur ni insensible, et, quoiqu'il n'y eût dans sa vie ni fautes ni folies dont il eût à se repentir et à rougir, il savait ce que c'était que de compatir aux faiblesses d'autrui. Ses rapports avec Lawrence étaient plutôt ceux d'une connaissance intime que d'un ami, car Lawrence, comme presque tous les gens difficiles et dédaigneux, se liait fort lentement, et n'avait peut-être jamais aimé que le capitaine Vivian; il s'était adressé à Trévot comme à l'homme qu'il estimait le plus de toutes ses connaissances, et n'éprouva pas, en le recevant, ce sentiment pénible d'humiliation qui avait marqué son entrevue avec le capitaine Sullivan.

Nous sentons tous qu'il y a dans la réflexion et l'expérience quelque chose qui, sans affaiblir la détestation du péché, augmente considérablement la commisération pour les pécheurs. Ceux qui savent et observent beaucoup ne trouvent dans leurs propres cœurs et dans la conduite de ceux qui les entourent que trop de motifs de plaindre

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* des 25 avril, 25 mai et 25 juin.

les excès des passions humaines, et apprennent à regarder les erreurs de leurs semblables avec tristesse plutôt qu'avec colère; tandis que l'aversion vive et franche des esprits plus simples rappelle au coupable cet œil trop pur pour supporter l'aspect du mal et le fait trembler à la vue de sa propre difformité.

Cependant Trévor avait en entrant l'air extrêmement grave, et ne serra pas la main de Lawrence avec sa cordialité ordinaire.

— J'ai compté sur votre bonté, dit Lawrence, et je me suis adressé à vous comme au seul homme qui, en me condamnant comme il le doit, pût encore compatir à ma situation. Ce n'est pas ici de ces cas vulgaires qui font naître le sourire sur les lèvres des hommes du monde. Mon crime a été grand ! J'ai doublement trahi la confiance... aussi ne vous aurais-je pas demandé de m'accompagner si je ne désirais offrir la seule expiation qui soit en mon pouvoir. Vous comprenez sans doute que je compte recevoir son feu et ne pas y répondre.

— Je l'avais pensé. Je conviens avec vous qu'en pareille circonstance il n'y a pas autre chose à faire. Qui est son second ?

— Sullivan. Voulez-vous aller le trouver ? Voudrez-vous aussi me procurer des pistolets ? Je suis si peu accoutumé à ces sortes de choses ! Je ne crois pas avoir touché un pistolet depuis que j'ai quitté Harrow. Je ne me suis jamais trouvé dans une affaire de ce genre comme second ni comme principal. J'en ignore tout à fait l'étiquette. Je vous aurai une obligation profonde, j'allais dire durable (ajoutait-il avec un faible sourire), si vous voulez m'instruire et tout arranger pour moi, afin que le dernier acte d'une vie indigne et inutile ne soit pas du moins déshonorant.

— Certainement. Reposez-vous sur moi. Voulez-vous un chirurgien, et lequel ?

— Non, je ne désire pas que, lorsque je tomberai, on épuise les ressources de l'art pour rendre à un reste de vie une sensibilité momentanée. Plus tôt tout sera fini, mieux cela vaudra pour moi et pour tous.

— Pour vous, dit Trévor très-gravement. Excusez-moi... vous savez que je suis ce qu'on appelle un homme sérieux. Cela vaudra mieux pour vous ! Je dépasse peut-être mes attributions en me permettant de traiter ces matières... mais souvenez-vous que le père d'Hamlet déplore comme la circonstance la plus terrible de sa fin soudaine d'avoir été envoyé rendre compte là-haut sans avoir eu le temps de se repentir.

— Oh ! quant à cela, j'en courrai la chance !

M. Trévor hocha la tête.

— C'est une chance terrible, Hervey... Permettez-moi de m'é-

tonner qu'un homme de sens comme vous puisse l'envisager si légèrement.

— Oui ! s'écria Lawrence avec une énergie soudaine, j'ai gaspillé misérablement l'existence que cette puissance inconnue m'avait donnée. Si je suis un être responsable, j'aurai un triste compte à rendre; s'il y a un juge, je comparaitrai à sa barre comme un malheureux criminel. Je n'ai appliqué mon intelligence qu'à de vaines spéculations; je n'ai fait usage de ma santé que pour rêver et me livrer à l'indolence; j'ai abusé de mes facultés pour des desseins criminels; la seule personne que j'ai aimée, je l'ai perdue; ceux qui m'ont aimé, qui se sont fiés à moi, je les ai trahis. J'ai été plus rusé que le serpent, plus cruel qu'une bête féroce. Je me suis glissé dans le séjour de la paix pour empoisonner et pour détruire. Je suis entré dans la bergerie pour piller et dévorer. S'il y a un enfer, il est peuplé de mes pareils. S'il y a un mauvais esprit, je lui appartiens.

— Cependant le désespoir est le frère jumeau du blasphème, dit Trévor, à la fois ému et blessé de ce discours. L'auteur de notre être nous a préparé les moyens... le pécheur est appelé, même à la onzième heure; le repentir... la grâce de son esprit... un changement dans notre nature intérieure, la confiance dans la Rédemption... il n'est jamais trop tard,

— Il est trop tôt pour moi, dit Lawrence; je ne suis pas assez vieux, assez faible, assez absurde pour tout cela. Ces dogmes mystiques sont trop élevés pour moi. Si je suis indigne, je présume qu'il plaira à l'être qui m'a créé de reprendre l'existence qu'il m'avait donnée et de me rendre au néant dont je suis sorti. S'il lui plaît de me conserver l'existence, j'en suppose que sa miséricorde est suffisante. Je n'ai pas besoin de médiateur. Je suis ce que je suis. Il n'y a pas de purification mystique qui puisse me blanchir.

Il parlait avec amertume, et la physionomie de Trévor prit une gravité plus grande que de coutume, tempérée cependant par beaucoup de douceur, quand il lui répondit :

— Je suis convaincu depuis longtemps par la réflexion et l'expérience que ces choses sont de profonds mystères, à la participation desquels le Créateur ne nous appelle pas tous également. Je suis fâché, Lawrence, que vous ne puissiez penser comme moi, mais j'en ai fini sur ce sujet. Je vais tout de suite chez l'amiral Sullivan; vous ne manquerez pas de choses à faire pendant mon absence. Il y a sans doute des choses relatives à votre fortune qu'il ne faudrait pas négliger. Il y a une malheureuse personne intéressée dont le sort dépend peut-être de votre prévoyance... Je ne sais comment cela peut se faire, mais il faut y songer. Vous devriez aussi tâcher de dormir un peu; votre figure est tellement décomposée, que, si vous ne prenez pas un peu de

repos, je doute que vous puissiez vous rendre sur le terrain. Je me rappelle vos prouesses à Harrow : vous n'étiez pas un Hercule.

— Je vous remercie, dit Lawrence. Si je me couchais, je ne dormirais pas, cela est fini pour moi, je crois, à moins que je ne trouve le sommeil éternel que j'espère. Quant à l'autre pensée que vous me suggérez, je m'en occuperai. Il est singulier que cela ne me soit pas déjà venu à l'esprit; mais vraiment les incidents de cette tragique affaire sont tellement précipités, qu'on n'a pas le temps de se reconnaître. Quand reviendrez-vous ?

— A quatre heures au plus tard. Par ces belles matinées, il faut s'y prendre de bonne heure pour n'être pas interrompu. Demandez votre voiture pour trois heures et demie... mais vraiment, je voudrais que vous prissiez un peu de repos.

— J'en aurai demain à pareille heure ! bonsoir !

Lawrence s'occupa à écrire jusqu'à près de trois heures, et le seul rayon de consolation qui apaisa son âme dans cette nuit terrible lui vint de cette occupation. En travaillant à assurer le bien-être de celle qu'il allait quitter, une certaine douceur se mêlait à son chagrin. Agir dans l'intérêt d'Inez, être encore son protecteur, apportait un baume à ses blessures. Après avoir assuré son existence par un testament où il la désignait dans les termes les plus respectueux, il prit pour la dernière fois le papier et la plume, et, avec cette simple et touchante éloquence dont il était si fatalement doué, il répandit les derniers adieux d'un cœur dont le dévouement passait toute expression. Il épuisa tous les motifs d'encouragement et de consolation pour la réconcilier avec une existence dont lui-même était fatigué, pour ranimer ses espérances et son énergie, quoiqu'il fût victime lui-même du plus profond désespoir. Tout ce que la raison, la tendresse, le sophisme même, pouvaient suggérer, fut mis en œuvre pour rendre à la paix ce cœur qu'il avait condamné à lutter si cruellement avec lui-même.

Ses pensées s'étant un peu calmées par cette occupation, ses sentiments prirent un tour inattendu, et il se mit pour la première fois à réfléchir avec remords sur son ami outragé avec quelque chose de son ancienne affection. Henry lui apparut dans la simplicité ingénue, dans la généreuse confiance de sa nature, et des larmes inondèrent le papier sur lequel il confessa ses fautes et implora un pardon tardif : ces pleurs de repentir et d'humilité, les premiers qui eussent jamais coulé de ses yeux, semblèrent ouvrir dans son âme les sources glacées de la grâce. Attendri et humilié, l'orgueil de l'intelligence raisonneuse céda enfin, et, quand Lawrence demanda à Dieu de bénir son ami, de le dédommager des maux qu'il lui avait causés, il sentit qu'il y avait un Dieu... il trembla et adora.

Le calme succéda aux transports de la douleur. Il se leva pour se

préparer à partir, remit un peu d'ordre dans ses vêtements, prit son chapeau, ses gants, et sortit de la chambre pour aller jeter un dernier regard sur Inez.

Il monta lentement l'escalier. Un silence de mort régnait dans les appartements. Son domestique était couché depuis longtemps, le tic tac de l'horloge se faisait seul entendre dans le repos universel qui enveloppe à cette heure la grande Babylone. Il ouvrit la porte très-doucement, s'attendant à trouver Inez endormie. Il ne se trompait pas. Épuisée par la souffrance et conservant encore cet heureux privilège de l'enfance qui fait trouver dans le sommeil un refuge contre les peines les plus cruelles, la malheureuse Inez s'était étendue sur un divan placé à l'autre extrémité de la chambre. Son manteau l'enveloppait de ses longs plis, mais son chapeau gisait par terre à côté d'elle, et sa chevelure noire retombait en désordre sur son visage et sur ses épaules. Ses joues étaient pâles et encore sillonnées de larmes, ses longs cils étaient humides, ses bras étaient jetés avec un abattement qui annonçait qu'elle s'était laissé tomber sur cette couche dans un mouvement de désespoir et que le sommeil l'y avait surprise; ce qui était arrivé en effet.

L'angoisse, le désespoir avec lequel elle avait entrevu l'idée du danger de son mari ayant cédé aux assurances de Lawrence, un doute horrible quant au sort probable de celui-ci s'éleva aussitôt dans son esprit. La mort pâle et affreuse mêlait ses ombres à toutes ses tristes réflexions; cependant, la regardant comme une sorte de sacrifice et d'expiation pour leur péché mutuel, elle l'envisageait avec une terreur douloureuse plutôt qu'avec amertume. Son esprit était dans cet état où on semble demander une victime en expiation d'un grand crime; sa propre détresse et le sort probable de son séducteur lui semblaient naturels et justes.

Cependant le poids de cette sentence, contre laquelle elle n'osait murmurer, aceablait tout son être, et, grâce à cette fatigue de corps qui apporte souvent aux malheureux le soulagement de leurs tortures morales, elle s'était couchée et endormie.

Lawrence cacha la lumière avec sa main en entrant dans la chambre; il respirait à peine, de peur de troubler son repos tandis qu'il contemplait cette figure charmante et apprenait par une triste expérience à connaître les ravages du péché. Elle dormait si profondément, qu'il n'y avait aucun danger de l'éveiller; il laissa retomber doucement le rideau pour garantir sa tête du vent de la fenêtre et dérober à ses yeux les brillants rayons de la lune; puis il pensa qu'elle pouvait s'éveiller, s'apercevoir qu'il était parti, s'inquiéter, se croire abandonnée, et, prenant un morceau de papier qui se trouvait sur la table il écrivit ces mots :

« Adieu ! mon ami Trévor sera près de vous à neuf heures au plus tard. Avant cette heure il vous sera permis de penser sans crime à celui qui, innocent ou coupable, vivant ou mourant, ne cessera jamais de vous adorer. »

Il mit le papier près d'elle de manière qu'il dût frapper inévitablement ses yeux quand elle s'éveillerait; puis, après être revenu plusieurs fois sur ses pas pour la revoir encore, il soupira, appela toute sa résolution et sortit précipitamment de la chambre sans tourner la tête.

## V

A trois heures et demie M. Trévor était dans la salle à manger, disant à Lawrence qu'il était temps de partir, et qu'il lui ferait connaître en chemin quelques dispositions nécessaires. Ils montèrent tous deux dans le cab de Lawrence. Trévor prit les rênes, sortit de la ville par Cumberland street, et se dirigea vers un lieu solitaire entre West-End et Hampstead, que traverse maintenant la nouvelle route de Finchley, mais qui était alors tranquille et retiré.

Laissant le cab aux soins du domestique, M. Trévor prit les pistolets et conduisit Lawrence jusqu'à un champ protégé contre toute observation, d'un côté par un talus surmonté d'un poirier sauvage, de l'autre par une haie élevée et touffue dont les branches capricieusement entrelacées s'élevaient presque à la hauteur des arbres.

Dans ce lieu solitaire, le bruit que faisaient les oiseaux dans les buissons troublait seul le silence du matin; le gazon était couvert de rosée, et ce voile vaporeux qui est en Angleterre l'avant-coureur d'un beau jour enveloppait ce magnifique paysage sur lequel Lawrence attachait ses tristes regards comme pour lui dire un dernier adieu. Dans le lointain il apercevait les clochers et les dômes de la grande cité, cette immense ruche de créatures humaines, chacune si petite, si faible dans sa forme, si importante, si infinie dans le monde de ses pensées et de ses sensations. Telle était la rêverie de Lawrence, qui, debout, les bras croisés, attendait avec calme que son sort se décidât, tandis que Trévor tenait ses yeux fixés de l'air du plus profond intérêt sur le sentier par lequel le capitaine Vivian devait arriver.

— Je les vois venir, dit-il enfin.

Mais à ces mots tout le calme de Lawrence l'abandonna en un instant, tout son sang reflua au cœur, il rougit, il trembla, il ne pouvait se soutenir. Henry!... Vivian!... l'homme qu'il avait tant aimé!... l'homme qu'il avait trahi... le revoir ainsi... se retrouver face à face avec lui. Il est impossible de calculer l'effet que peut produire l'appar-



rition soudaine d'un être que nous avons outragé. Peu osent risquer l'épreuve, tous fuient instinctivement la présence de ceux qu'ils ont offensés... mais retrouver ainsi un ami ! Toutes les circonstances de leur dernière séparation, le serrement de main d'Henry, sa voix tremblante, les tendres accents avec lesquels il avait confié son bien le plus cher à la foi de son ami, se retraçaient au souvenir de Lawrence; ses serments solennels, ses résolutions chancelantes, revinrent aussi à son esprit avec cette force terrible avec laquelle nous pouvons imaginer que nos péchés oubliés, nos erreurs négligemment expiées, se presseront dans notre mémoire quand nous comparaitrons, tremblants, éperdus, à la barre redoutable du dernier jugement.

Henry approchait avec calme et fermeté; son regard était serein, sérieux, mais doux; sa figure était pâle; une rougeur subite y passa au premier regard qu'il jeta sur Lawrence et disparut aussitôt. Il s'avança suivi du capitaine Sullivan, et, après avoir échangé un salut avec M. Trévor, il se tint à l'écart sans laisser paraître aucun signe extérieur d'émotion, tandis que les seconds arrangeaient les préliminaires nécessaires.

Il n'en était pas de même de Lawrence, il s'était détourné, ne pouvant supporter la vue de l'homme qu'il avait si tendrement aimé. Son cœur était vraiment déchiré, et il avait grand'peine à conserver assez d'empire sur lui-même pour étouffer ses gémissements; il aurait voulu se jeter à terre aux genoux de son ami, confesser sa faute, implorer son pardon... il aurait voulu ramper dans la poussière et embrasser ses pieds avec toute l'abjection de la honte et du désespoir.

Il était encore ainsi, la poitrine oppressée comme si elle allait se briser, la respiration haletante, le corps tremblant, quand M. Trévor le toucha à l'épaule, lui présenta le pistolet et lui dit de se retourner pour faire face à son adversaire.

— Je laisserai tomber mon mouchoir, dit-il, ce sera le signal.

Mais Lawrence écoutait comme s'il n'entendait pas, sa vue se troublait, la tête lui tournait, il tâtonnait avec son pistolet au lieu de le tenir comme il le devait.

— De ce côté, dit Trévor.

Lawrence se tourna machinalement, ses genoux s'entre-choquaient, ses mains étaient entrelacées comme par une sorte de spasme, et, comme il levait convulsivement son bras, le pistolet qui était armé partit, une bruyante détonation se fit entendre, et Vivian tomba inanimé à ses pieds.

Lawrence se frappa le front de ses deux mains, poussa un cri qui retentit jusqu'au ciel, puis tombant sur ses genoux il se traîna jusqu'à la haie tandis que Trévor et Sullivan s'élançaient au secours du blessé.

La figure était tout en sang, la tête semblait fracassée. Les deux jeunes gens, saisis d'horreur, tombèrent à genoux de chaque côté du corps; selon toute apparence, le capitaine Vivian était mort. Il était étendu sur l'herbe, son chapeau était tombé, sa chevelure blonde ensanglantée était éparse autour de son visage : c'était un affreux spectacle.

Les larmes de Sullivan tombaient brûlantes sur le visage de son ami, tandis que Trévor, plus calme, mais non moins affecté, soulevait la main qui se trouvait de son côté et tâchait de trouver le pouls.

— Il respire encore, dit-il enfin, il n'est pas mort !

— N'est-ce pas une malédiction que nous n'ayons pas de chirurgien ! dit Sullivan.

— Que faire ?

— Apportez de l'eau dans votre chapeau, il y a une source dans le champ voisin, puis vous courrez chercher du secours.

Quand on jeta de l'eau sur la figure du malheureux Vivian, il poussa un gémissement sourd comme quelqu'un qui, souffrant une douleur mortelle, est insensible à toute autre sensation. Alors Trévor, avec une énergie qui triomphait des répugnances de la nature, cherchait à s'assurer de l'étendue du mal. Les yeux et la partie supérieure de la figure ne présentaient qu'une masse informe, et le sang coulait à flots de cette effroyable blessure.

— Il faut avoir un chirurgien avant de le transporter, Hampstead n'est pas loin d'ici. Laissez-le avec moi, je tâcherai d'arrêter le sang et de le rappeler à la vie. Vous, vous courrez chercher du secours.

Sullivan partit aussitôt, tandis que Trévor, à genoux sur l'herbe, faisait de son mieux pour arrêter ce flot de sang. Il était occupé ainsi, lorsque, levant les yeux par hasard, un spectre s'offrit tout à coup à sa vue. L'air hagard, les membres roidis, les cheveux hérissés, devant lui se tenait Lawrence Hervey.

— Est-il mort ? demanda-t-il d'un voix sombre.

— Non, dit Trévor. Hervey, j'ai tout vu. Vous êtes le misérable le plus infortuné que le Tout-Puissant ait jamais créé... mais cette fois ce n'est pas votre faute. Que voulez-vous faire ? Vous ne pouvez rester ici.

— Pourquoi pas ?

— On ne peut pas savoir... c'est une vilaine affaire s'il vous fallait attendre pendant des semaines la décision de la justice ; enfermé dans une cage comme une bête féroce, vous deviendriez fou. Laissez-vous conduire par moi, — retournez là-bas et attendez jusqu'à ce que je puisse vous dire quelque chose de plus positif sur l'issue de cette malheureuse affaire. J'irai vous trouver.

— Je ne sais pas ce que vous voulez que je fasse, dit Lawrence

d'un ton stupide et embarrassé. Je ne vois pas clairement à quoi bon tout cela.

Et il semblait enchaîné à cette place, tournant la tête d'un côté, puis de l'autre, sans but, sans intention, d'une manière tout à fait étrange.

— Il faut aller vous asseoir là-bas, reprit Trévor avec autorité en lui montrant un coin du champ, et attendre jusqu'à ce que je vienne.

— Oui, je comprends, dit Lawrence.

Et, paraissant obéir à une impulsion extérieure à peu près comme un somnambule, il retourna près de la haie, s'assit et laissa tomber sa tête entre ses genoux comme un idiot.

Le chirurgien arriva bientôt. Le malheureux capitaine Vivian commençait à recouvrer quelque peu de sensibilité, car il se retourna et donna des signes de douleur quand on sonda ses blessures. Le chirurgien, après un sérieux examen, dit que son opinion était que, bien que les blessures présentassent une apparence très-alarmanche, aucune n'était cependant absolument mortelle. Le pistolet était parti pendant que le capitaine Vivian, en train de se retourner, présentait le profil au feu d'Hervey, et la balle, qui autrement aurait pénétré dans le cerveau, avait fracassé les pommettes et l'os frontal, laissant intactes les parties vitales. La destruction totale des yeux semblait devoir être la conséquence de cette blessure; mais, sur ce point même, il était impossible de rien décider.

La première chose à faire était de porter aussi doucement qu'il se pourrait le capitaine Vivian, épuisé par la perte de son sang, jusqu'au premier endroit où on pourrait trouver un lit. Sullivan appela les domestiques, fit tirer les coussins des voitures et en forma une espèce de litière; puis, assisté de Trévor, il aida ces hommes à relever le blessé, et ce triste cortège, suivi du chirurgien, se dirigea vers West-End.

Mais, avant de quitter le terrain, dès que le chirurgien eut prononcé que les blessures n'étaient point mortelles, Trévor s'était approché de l'endroit où le malheureux Lawrence était toujours assis, la tête cachée dans ses mains; et, après l'avoir informé qu'il espérait que le mal ne serait pas sans remède, il chercha avec la plus grande bonté à calmer l'agitation de son ami, pour la raison duquel il commençait à concevoir de sérieuses appréhensions.

Lawrence, qui commençait à se remettre un peu du trouble affreux dans lequel il avait été jeté d'abord, écouta ses remontrances, et, tâchant de rappeler ses sens éperdus, il se laissa enfin remettre dans son cab. Trévor écrivit une adresse et quelques lignes sur le dos d'une lettre, y joignit sa carte et remit le tout au domestique, lui disant d'aller sans s'arrêter jusqu'à la ville, et de conduire son maître à l'endroit désigné, par les rues les moins fréquentées.

— Vous trouverez là une de mes anciennes connaissances, et vous pourrez rester perdu dans cette maison jusqu'à ce que nous voyons un peu plus clair devant nous. J'irai vous voir le plus tôt qu'il me sera possible.

Lawrence saisit sa main, colla sa bouche à son oreille et dit très-bas :

— Inez !

— Je vous comprends. J'irai la trouver en entrant en ville. Je veillerai sur elle.

— Que Dieu vous bénisse, dit Lawrence avec ferveur.

Et, se jetant au fond du cab, il ferma les yeux et se laissa passivement conduire au gré de son domestique.

## VI

En revenant près du blessé, Trévor trouva le chirurgien occupé à tout préparer pour le départ; mais, malgré ses soins intelligents, malgré toutes les précautions qu'on put prendre, il était impossible de remuer Vivian sans lui causer des angoisses intolérables. Ses gémissements étaient terribles, car il n'avait pas encore assez repris ses sens pour maîtriser ou cacher ses symptômes de douleur. On le porta cependant ainsi jusqu'à West-End; mais là ses souffrances devinrent telles, et le sang recommença à couler d'une façon si alarmante, qu'on fut obligé de s'arrêter.

Il était encore si grand matin, que personne ne paraissait levé dans les maisons voisines; mais, comme ils hésitaient, soit à appeler quelqu'un et à demander qu'on voulût bien les recevoir, soit à prendre quelque autre parti, la porte verte d'un petit jardin s'ouvrit, et un homme d'un certain âge, dont les manières guindées et passées de mode annonçaient un marchand retiré, s'avança et demanda d'une voix claire et un peu affectée s'il pourrait rendre quelque service.

— Il me semble, messieurs, que vous êtes en détresse; je vous regarde depuis que vous descendez la colline, car je suis très-matinal, il y a plus d'une heure que je travaille dans mon jardin. Il me semble que vous avez un blessé.

— Vous pouvez bien dire, monsieur, que nous sommes en détresse ! s'écria Sullivan. Elle ne saurait être plus grande ! Ce malheureux ne peut aller plus loin.

— Dieu du ciel ! quel spectacle épouvantable, s'écria le vieillard en approchant. Mes yeux n'ont jamais rien vu de pareil. Sur ma vie ! messieurs, ce jeune homme est dans un état désespéré !

Comme il s'appesantissait longuement sur ces expressions de com-

misération, Sullivan, uniquement occupé de chercher quelque moyen de soulager son ami, le poussa de côté avec impatience; mais Trévor, après avoir regardé ce visage sur lequel il remarqua, observateur bienveillant, une expression qui avait échappé à la préoccupation du jeune officier, reprit :

— Nous sommes en effet, monsieur, dans un grand embarras. Ce malheureux jeune homme ne peut aller plus loin. N'y a-t-il pas quelque hôtel, quelque auberge?

— Non, monsieur. L'auberge que vous voyez là au coin est un lieu sale, bruyant, mal tenu, comme cela arrive souvent dans le voisinage de Londres. Mais j'allais justement vous offrir, quand ce jeune homme m'a poussé si rudement; c'est un très-jeune homme, je crois... il ne l'a peut-être pas fait exprès... il était pressé... j'allais vous offrir ma propre maison, messieurs, elle est très-tranquille, au milieu du jardin, comme vous voyez, et à une grande distance de la route. J'ai un très-bon lit dans ma belle chambre perse, et si le blessé peut s'y trouver bien, je serai charmé qu'il fasse usage de toutes mes petites affaires.

Trévor jeta un coup d'œil rapide sur la physionomie froide, mais douce et respectable, du vieux citadin, puis sur le chirurgien.

— Il n'y a pas à hésiter, dit M. Hart; c'est la seule chance de lui sauver la vie.

— Monsieur, s'écria Sullivan en se retournant vivement et en prenant la main du vieillard, je vous remercie comme si vous me sauviez la vie; je vous honore comme mon propre père. Ne perdons pas un moment, portons mon malheureux ami dans le lit de perse, cher, bon samaritain.

— De ce côté, messieurs, dit celui-ci avec un air d'importance; arrêtez, ne prenez pas cette petite porte, j'ai une entrée pour les voitures, je ne l'ouvre pas souvent à cause de mon allée sablée, on aime que son petit chez soi soit en ordre. Entrez, messieurs, cette porte est très-large comme vous voyez. Est-ce dans la chambre perse que vous voulez qu'il soit? Attendez que j'aie dit à Biddy d'y mettre des draps. Vous aimez mieux ne pas attendre, c'est bien, monsieur. Prenez garde à l'escalier, il est un peu étroit pour une villa de cette importance. Là... couchez-le. Ne vous embarrassez pas de la courtepoinle. Qu'est-ce qu'une courte-poinle dans une affaire de vie ou de mort! Croyez-vous qu'il soit bien ici, monsieur? ajouta-t-il en s'adressant au chirurgien, qui, très-occupé de son patient, ne prenait pas garde à lui. Trévor fit un effort pour lui répondre.

— Nous ne saurions être mieux. Les paroles nous manquent pour en exprimer notre gratitude. S'il est encore possible de lui sauver la vie, vous l'avez fait, monsieur.

Et Sullivan répétait :

— Dieu vous bénisse, monsieur, Dieu vous bénisse, tandis que le vieillard se rengorgeait et prenait un air modeste.

Il avait bien fait de se montrer si magnanime au sujet de la courtepoinle, car elle fut bientôt trempée de sang, il en tomba même quelques gouttes sur le tapis parsemé de roses et de feuillages. Le pauvre homme tâcha de réparer ce dernier malheur avec son mouchoir de poche; mais, voyant qu'il ne faisait qu'empirer l'état des choses, il se releva en disant :

— Qu'importe!

Plein de noblesse et tout occupé de soins hospitaliers, il alla s'entendre avec Biddy sur l'importante affaire du déjeuner.

Le blessé fut bientôt arrangé dans un excellent lit; on laissa retomber les rideaux aux couleurs éclatantes, le store de la fenêtre fut baissé, la chambre prit un air de tranquillité tout à fait confortable.

On décida que Sullivan et le chirurgien resteraient à West-End tandis que Trévor retournerait à Londres en toute hâte pour prier le célèbre chirurgien M. X. de venir donner ses soins au capitaine Vivian, dont les blessures étaient de nature à réclamer l'habileté et l'expérience les plus consommées.

En entrant dans le petit corridor, Trévor rencontra son hôte.

— Eh bien, quelles nouvelles de notre blessé? Se trouve-t-il un peu mieux? Ces messieurs seront-ils prêts pour le déjeuner? Vous devez être impatients de prendre quelque chose, car vous avez été plus matinal que de coutume. On dit que vous autres fashionables vous ne vous levez guère avant une heure ou deux de l'après-midi. Et ce n'était pour rien de bon que vous étiez sortis si matin, je le crains bien : un duel ou quelque chose comme cela. Bon, bon, je suis discret, je ne fais pas de questions. Mais où allez-vous, monsieur? la salle à manger n'est pas de ce côté!

— Je vous remercie, monsieur, dit Trévor, il faut que je retourne à Londres.

— Une seule tasse de thé bien chaude, toute prête.

— Une tasse de thé, soit, dit Trévor, dont les lèvres et la gorge étaient desséchées. Puis il monta dans le cab de Vivian qui le conduisit en quelques minutes à Old-Burlington street.

Les domestiques venaient d'ouvrir les volets, une servante en sâvates et un beau monsieur poudré, autrement dit un valet de pied en culotte courte, dont les cordons, au lieu d'être attachés au genou, pendaient encore le long de ses jambes, étaient les seules créatures vivantes qu'on aperçût.

Le maître de la maison était encore dans sa chambre à coucher où le monsieur en livrée alla le chercher sans paraître se presser beaucoup; le cab empoussiéré, le cheval écumant, l'air agité et le cos-

tumé en désordre de Trévor, n'annonçant rien d'assez aristocratique pour motiver un empressement extraordinaire. Trévor n'avait pas fait remettre sa carte; mais, impatienté d'attendre, il sortit de la chambre où on l'avait introduit et demanda au domestique quand M. X. serait prêt.

— Je ne saurais dire, répondit l'homme.

— Lui avez-vous dit que c'était un cas très-urgent ?

— Oh ma foi ! nous avons tant de cas très-urgents ! C'est très-désagréable pour un homme supérieur d'être ainsi aux ordres de tout le monde.

— Du moins lui avez-vous rendu mon message ?

— Je ne puis me souvenir au juste si j'ai rendu le message bien exactement. M. X. a rarement le temps d'écouter de longs discours, et nous trouvons que cela ne sert pas à grand'chose de vouloir le presser.

— Où est son cabinet de toilette, dit Trévor qui ne perdait jamais le temps à se mettre en colère. Je parlerai moi-même à votre maître.

Il frappa à la porte du cabinet de toilette.

— Monsieur X. !

— Une voix que je connais !... Dieu me bénisse ! Monsieur Trévor, est-ce bien vous ? Pourquoi ne m'avoir pas envoyé votre carte ?

— Je vous ai fait dire que c'était un cas très-grave et très-urgent, dit Trévor, j'ai cru que cela suffirait.

— Au diable l'animal ! il ne m'en a pas dit un mot... Qu'est-ce que c'est ? Oh... un mystère ! Entrez, vous me direz tout pendant que je finis de m'habiller.

Quand M. X. eut appris de quoi il s'agissait, il fut aussi empressé qu'il avait été lent tout d'abord, et en quelques minutes il fut avec Trévor sur la route de West-End.

Trévor avait eu l'intention de laisser M. X. se rendre seul à Hampstead et d'aller sans délai accomplir la tâche pénible d'informer mistress Vivian de ce qui était arrivé; mais, sur de plus mûres réflexions, il préféra connaître la sentence de cet éminent praticien avant de rien dire à l'infortunée Inez. Il voulait lui épargner les déchirantes alternatives de crainte et d'espérance qu'elle aurait à endurer avant qu'on pût lui faire donner d'autres nouvelles de Hampstead; en mettant les choses au pis, ce qui d'ailleurs était probable, il croyait qu'il valait mieux qu'elle l'apprit tout de suite, certain que cela ajouterait peu de chose à la douleur que lui apporterait la première nouvelle de l'accident.

Quand Trévor et M. X. arrivèrent chez M. Palmer, une tranquillité profonde régnait dans la maison, les rideaux étaient baissés, on avait posé une serge verte dans les corridors. M. Palmer ouvrit lui-même

et introduisit ces messieurs dans la salle à manger en marchant sur la pointe du pied.

— Le repos, le repos fait tout ! Nous nous en tirerons très-bien avec du repos. J'ai dit à Bidley d'avoir des chaussons de lisières, je vous engagerais, messieurs, à en faire autant. Je vous demande pardon, monsieur Trévor, mais vos bottes craquent. Eh bien, monsieur X., voulez-vous monter ?

— Je vous prie, monsieur, de me laisser d'abord causer seul avec mon confrère, dit M. X. en jetant sur Trévor un regard suppliant.

— Venez, monsieur Palmer, dit Trévor, nous allons faire un tour dans votre jardin, et vous me raconterez tout ce qui s'est passé pendant mon absence.

— Oui monsieur, très-certainement, mais je n'ai pas revu le malheureux jeune homme. Ce jeune capitaine n'a pas voulu le permettre; il est très-obstiné, monsieur, c'est la jeunesse qui fait cela. Voici mon potager, comme on dit en français; j'aurai beaucoup de fruits, quoique les gelées de mars et les limaçons aient causé un grand ravage.

L'opinion de M. X. confirma celle de M. Hart, l'autre chirurgien. Il déclara qu'aucune des blessures n'était absolument mortelle, mais que le déchirement des muscles était tel, qu'à moins de circonstances extraordinairement favorables les circonstances les plus fatales pouvaient en résulter. Quant à la vue, il se refusa à décider si elle était ou non absolument détruite; cependant il déclara qu'il ne faudrait rien moins que des soins surhumains pour la conserver, que la vie même ne pourrait être sauvée que par une sollicitude constante et une grande habileté. Après avoir prononcé cette sentence et donné les prescriptions les plus minutieuses, M. X. remonta en voiture pour se faire porter vers quelque autre scène de douleur, avec ce stoïcisme de l'habitude, le seul sur lequel on puisse compter, et cette indifférence qui n'empêche pas le praticien de donner tout le soulagement qui est en son pouvoir, avec une attention assidue qu'un sentiment plus vif voudrait vainement imiter. Trévor, qui n'était pas chirurgien et dont le cœur était tendrement ouvert à la sympathie, était assis auprès de lui, en proie aux plus pénibles sentiments, tandis que M. X. parlait avec insouciance politique, commérages... que sais-je encore !

Trévor le quitta à sa porte et enfila les rues qui conduisaient à Albany. Dix heures sonnaient quand il entra. On le conduisit en silence dans la chambre où mistress Vivian était restée.

Elle avait trouvé le billet laissé par Hervey et en avait bien compris la signification; croyant y lire leur juste et inévitable sentence à tous deux, elle avait tâché de préparer son esprit à recevoir avec décence cette nouvelle, dont la seule anticipation la glaçait d'une mortelle



horreur; mais ce n'étaient plus les terreurs et les anxiétés pour le danger d'un objet aimé; non, cette illusion s'était évanouie de son sein comme par enchantement, évanouie dès qu'elle avait lu la lettre de son mari. Comme si elle eût été fascinée par quelque influence surnaturelle, le charme avait été rompu tout à coup et pour toujours, et la vive affection qu'elle avait autrefois pour son mari était revenue avec sa première intensité, mais, hélas ! revenue trop tard.

Elle envisageait la mort de Lawrence plutôt avec cette secrète horreur avec laquelle on contemple l'exécution de quelque malfaiteur au crime duquel on a donné lieu qu'avec la tendresse d'un sentiment plus doux; et, regardant cette catastrophe comme son propre châtiment, elle désirait le supporter de manière à ne pas ajouter une honte de plus à ce poids d'infamie qu'elle avait accumulé sur elle-même et sur ceux qu'elle aimait.

Elle s'était levée, avait arrangé ses cheveux proprement, remis ses vêtements en ordre, et, enveloppée dans les larges plis de son manteau, elle attendait patiemment, en silence, l'heure indiquée par Lawrence.

Vers huit heures, une femme parut avec du thé; elle en prit un peu, essaya même de manger un peu de pain, mais il lui fut impossible d'avaler, et, se contentant de cet effort, elle reprit sa posture d'expectative.

Neuf heures sonnèrent, puis la demie... malgré tous ses efforts, son cœur commençait à battre avec violence; à dix heures elle entendit quelqu'un entrer dans l'appartement; la porte s'ouvrit, M. Trévor parut.

Elle leva la tête; il lui semblait que ses artères avaient cessé de battre. Elle ne pouvait parler, et dut faire un violent effort pour se tenir debout et ne pas tomber sur le parquet.

Trévor l'approcha avec un visage dont il ne cherchait même pas à cacher la profonde émotion. Il voulait la préparer; il voulait que l'expression de ses traits lui fût un présage de la tragique nouvelle dont il était porteur. Il s'assit à côté d'elle, ne sachant comment commencer ni quoi lui dire.

Elle parla la première. Après avoir poussé deux ou trois soupirs comme pour reprendre sa respiration, elle dit :

— Je sais ce que j'ai à supporter, j'y suis préparée. Les grands criminels doivent au moins souffrir avec patience les conséquences fatales qu'ils ont attirées sur eux. Vous me soulagerez en me disant que cela n'a pas été long.

— Quelque admirable que soit votre constance, je crains que vous ne soyez pas préparée à ce que je vais vous annoncer.

— Comment ?... cela ne pouvait finir de deux manières.

— M. Hervey n'a point été blessé.

On ne vit pas sur son visage une joie triomphante, mais elle sembla soulagée et reconnaissante, et dit du ton le plus humble :

— Je remercie la miséricorde de Dieu qui a permis que les conséquences de mes erreurs n'allassent pas plus loin... c'est un grand adoucissement pour mon esprit.

— Hélas! dit Trévor en la regardant tristement.

— Quoi? dit-elle en fixant sur lui un regard scrutateur, puis reprenant soudain toute son énergie, elle s'écria :

— Non, non, je lui fais injure, il n'a pu être si cruel!

— Il y a un accident très-malheureux. Par je ne sais quelle maladresse le pistolet de M. Hervey est parti...

La bouche et les yeux ouverts, elle était là comme pétrifiée.

— Il n'y a rien à lui reprocher; mais le capitaine Vivian... il vit encore! se hâta d'ajouter Trévor.

Mais, avant qu'il eût eu le temps de prononcer ces mots, elle était tombée à genoux, et, cachant son visage dans les coussins du sofa, elle demeura quelque temps immobile.

Il vit à son attitude qu'elle n'était pas évanouie; il entendait ses gémissements sourds et étouffés, et la respiration pénible d'une personne en lutte avec elle-même. Dans ce moment terrible il laissa la nature à elle-même, et, après environ dix minutes, car cette mortelle angoisse dura tout ce temps, elle se releva. Il n'y avait point de larmes sur ses joues, ses yeux étaient secs comme s'ils eussent été de pierre, un sombre nuage de désespoir s'étendait sur son front, mais elle s'assit et dit :

— Voulez-vous être assez bon pour me dire, le plus doucement que vous pourrez, tout ce qui est arrivé?

Trévor raconta avec tout le calme qu'il put rassembler cette lugubre histoire, qui faisait varier à chaque instant la couleur et l'expression du visage de son auditeur. Elle écoutait avec une profonde attention. Quand il eut achevé, elle tomba dans une rêverie de quelques minutes; puis un doux rayon d'espoir se répandit peu à peu sur sa figure encore si belle. Trévor lui fit alors les offres de services les plus pressantes.

— Votre bonté est extrême, dit-elle, mais je crois que je puis accomplir moi-même ce que je désire faire. Accordez-moi cependant votre carte, je prendrais la liberté de m'adresser à vous si on me fermait l'asile où je compte me retirer; si vous n'entendez plus parler de moi, soyez certain que je suis en sûreté, et que personne n'a besoin de s'inquiéter de moi.

Trévor, en voyant cette charmante créature dans une situation si

désolée, eut peine à se contenter d'une semblable assurance et reprit :

— Je ne voudrais pas être indiscret... mais dans cette grande ville... Avez-vous bien considéré ce que vous voulez faire? Sans doute vous avez de nombreux amis?...

— A présent? dit-elle avec un soupir. Mais où je veux aller, je serai parfaitement en sûreté. Si cela n'était pas, je m'adresserais à vous.

Trévor resta encore quelques instants; mais elle déguisait si mal l'impatience qu'elle éprouvait de le voir partir, qu'il s'en aperçut et se sentit forcé de lui faire ses adieux, se promettant de revenir dans quelques heures. Il revint en effet à une heure; mais mistress Vivian était déjà partie.

Tout ce qu'il put tirer du domestique d'Hervey, espèce de lourdaud, fut qu'elle avait quitté la maison accompagnée de sa femme, mais qu'il n'avait pas pensé à demander où elle allait; et Trévor fut obligé de se contenter de cette faible consolation, que du moins elle n'était pas partie seule.

## VII

Après que Trévor l'eut quittée, Inez resta plongée dans ses réflexions; cependant elle paraissait moins accablée qu'exaltée par ce comble d'infortune, et elle aurait pu s'écrier avec Oreste :

Grâce aux dieux, mon malheur passe mon espérance!

L'image de son mari, de ce mari tendre, fidèle, outragé, et maintenant, par suite de sa fragilité, mutilé, sanglant, aveugle, l'affectait d'une manière qui aurait peut-être amené la folie chez un esprit plus faible, et qui, chez elle, produisit une détermination, une force, une énergie surnaturelles peut-être, mais exemptes de la moindre atteinte de désordre mental. Aller vers lui, le veiller, le soigner, le sauver, était moins une résolution chez elle qu'une nécessité irrésistible comme celle qui pousse une mère à s'élancer dans les flammes rugissantes pour leur arracher son enfant. Être près de lui, le regarder, l'entendre encore parler, lui semblait une compensation pour tout ce qu'elle aurait à subir d'humiliations et de honte avant d'y parvenir, et la persuasion où elle était qu'elle seule pouvait le sauver, que personne sur terre ne pouvait lui donner des soins aussi tendres, aussi efficaces, ne peut être comparée qu'à celle qu'éprouve une mère près du lit de son enfant malade.

Mais comment mettre son plan à exécution, comment pénétrer

dans la chambre d'Henry sans être reconnue, sans être découverte, comment obtenir ce privilège autrefois le sien et si malheureusement perdu, comment obtenir la permission de lui rendre comme étrangère ces soins que, comme femme, aucun pouvoir sur terre n'aurait pu lui disputer ?

Après avoir considéré quelque temps les moyens de réaliser ses vœux, elle songea que, de même que toutes les choses difficiles, cela ne pouvait s'accomplir que d'une manière, par ce charme qui ouvre les portes des prisons, écarte les obstacles les plus tenaces, découvre les secrets des cœurs les plus renfermés... l'agence toute-puissante de l'or. Elle mit lentement sa main dans sa bourse pour voir ce qui restait, en ce monde, à celle qui, la veille encore, pouvait satisfaire largement ses moindres caprices. Quelle était maintenant l'étendue de ses moyens pour atteindre l'objet le plus important de sa vie ? Elle compta son or à mesure qu'elle le faisait tomber dans sa main... dix guinées. Cela suffirait-il pour gagner, pour persuader ? Elle pourrait avec cela se procurer les déguisements nécessaires, mais qu'était-ce pour tenter la cupidité ?

Elle se rappela que M. X. était un homme au-dessus de la corruption, du moins de la vulgaire corruption de l'or, et que, si elle devait réussir auprès de lui, ce serait par l'effet de ses prières et de ses supplications ; et avec cette conviction ardente, grâce à laquelle ceux qui sont nouveaux dans les luttes de ce monde imaginent que tout doit céder à leur énergie et à leur éloquence, elle résolut de partir sans délai, d'aller se présenter à M. X. comme garde-malade, et de tâcher d'obtenir la permission de soigner le capitaine Vivian. Sa confiance était telle, qu'elle espérait réussir ; mais, s'il s'élevait des difficultés, elle était déterminée, au mépris de la honte et de l'humiliation, à déclarer qui elle était, à se livrer à sa merci, à implorer la permission de présider sous d'humbles vêtements, comme une simple domestique, à la guérison de son mari.

La première chose à faire était de prendre le costume du rôle qu'elle se proposait de remplir ; pour cet effet il était nécessaire de se procurer des vêtements ; mais, dans son impatience de quitter la demeure de Lawrence, elle ne songea même pas à en envoyer chercher ; sortir seule, parcourir les rues de Londres, qu'excepté les plus grandes, elle ne connaissait pas plus qu'une étrangère, se procurer ce qui lui était nécessaire, tout cela lui parut dès le début d'une difficulté insurmontable. Elle se rappela alors la jeune femme qui lui avait apporté à déjeuner. Elle avait été frappée de la gravité et de la douceur compatissante de ses manières, et pensa qu'elle pouvait se fier à une physionomie dont l'expression de bonté et de pureté ne pouvait être trompeuse. Elle sonna, chose qu'elle ne s'était pas encore permis de

faire dans cet appartement; mais elle ne songeait plus à tous ces raffinements de délicatesse.

Quand le domestique entra, elle qui n'avait pas encore osé lever les yeux en sa présence, lui adressa la parole sans hésitation, et lui demanda si la jeune femme qui lui avait apporté son thé était de la maison.

— Pas précisément, répondit l'homme. Elle vient quelquefois travailler à l'aiguille pour M. Hervey, qui l'avait fait demander hier soir pour servir madame.

Il ajouta :

— C'est ma femme.

— Est-elle encore ici?... pourrais-je la revoir?

— Certainement, dit l'homme entre ses dents, si madame le veut... mais ma femme n'est pas domestique... et quant à moi...

— Je la payerai bien, dit Inez.

— Oh ! sans doute... mais ce n'est pas précisément l'argent...

Une vive rougeur monta aux joues de la malheureuse mistress Vivian; mais, fidèle à sa résolution, elle s'humilia sous cette honte et dit :

— Je vous serais bien obligée, si vous vouliez lui permettre de venir un peu avec moi, je lui payerai ce que vous jugerez convenable, et je ne la garderai pas longtemps.

Cet homme, tout vulgaire qu'il était, fut touché de l'humilité de cette réponse, et reprit qu'il ne ferait aucune objection, pourvu que madame se souvint qu'un certain genre de personnes payaient ordinairement plus que les autres; puis il sortit pour aller chercher sa femme.

La jeune femme entra avec ce même air de douce réserve qu'Inez avait remarqué auparavant.

— Je vous remercie bien d'être venue, dit Inez d'une voix tremblante. J'ai grand besoin de secours, et, si vous voulez m'aider dans ce que j'ai à faire, je vous serai à jamais reconnaissante, et je ferai tout ce que je pourrai faire pour vous rendre service.

— Que puis-je faire, madame? Certainement tout ce qui sera en mon pouvoir...

— Voulez-vous bien sortir avec moi? Je ne puis aller toute seule dans ces rues. Je voudrais que vous allassiez me chercher une voiture pour me conduire dans un endroit... où je puisse me procurer des vêtements communs, tels que les porterait une servante, avant de me rendre dans la maison où je dois demeurer. Je ne reviendrai pas ici... Je veux me mettre en service. Me comprenez-vous?

— Je suis bien aise de vous entendre parler ainsi, madame. Je ferai tout ce que je pourrai pour vous aider... avec la permission de mon mari.

— Sans doute avec sa permission. Voulez-vous aller lui demander si vous pouvez sortir avec moi quelques heures ?

Cette permission fut accordée. On amena une voiture; et Inez, enveloppée dans son manteau, son chapeau rabattu sur ses yeux, prit le bras de mistress Bell et quitta le seul toit en ce monde où elle eût maintenant le droit de demander un asile.

Elles se rendirent d'abord dans un magasin de vêtements tout faits, où Inez, qui chemin faisant avait informé sa compagne de son intention de se placer comme garde-malade, fut bientôt revêtue, d'après ses avis et sous sa direction, d'une robe imprimée et d'un bonnet très-simple. En se regardant dans la glace, elle trouva cependant que cela ne la déguisait pas encore assez; mais, se souvenant de quelques bons tours qu'elle avait joués dans son enfance à l'aide de certaines teintures souvent employées dans les mascarades, elle en envoya chercher une bouteille et frotta sa figure et ses mains qui devinrent aussi basanées que celles d'une bohémienne. Puis en dépit de tout ce que put dire mistress Bell, elle se mit à couper les longues tresses de ses beaux cheveux.

Il y a quelque chose de sacré dans ce bel ornement; et toute femme met une sorte de sentiment religieux dans l'acte pour lequel elle le sacrifie. C'est ce qu'éprouve la veuve qui fait cette ablation à la mémoire d'un être chéri, ce que sent la religieuse qui, en se séparant d'un monde peut-être trop aimé, coupe sa chevelure devant l'autel pour lequel elle renonce à tout; ce que sent aussi la malheureuse pénitente qu'on rase avant de l'admettre dans le séjour où elle devra apprendre combien sont lents et tristes les pas du retour, combien est pénible à remonter cette pente si rapidement descendue; tels furent les sentiments d'Inez, lorsque, sa belle tête courbée sous le poids de la honte, elle coupa les unes après les autres ces tresses soyeuses d'un noir si brillant, et resta dépouillée de ce voile mystérieux qui avait ajouté tant de charme à sa beauté. Elle sentait qu'elle accomplissait un acte d'humiliation exigé par son crime et qui portait en lui-même un sens plus profond qu'aucune des dégradations auxquelles elle se fût encore soumise.

Quand tout cela fut fait, quand sa tête mignonne, avec ce qui lui restait de cheveux coupés carrément sur le front, fut recouverte d'un bonnet de mousseline, elle sentit qu'elle était assez changée pour défier les regards du public. Hélas! les yeux de son mari, qui eussent été peut-être plus difficiles à tromper, ne pouvaient plus discerner ces traits sur lesquels ils aimaient tant à se reposer!

A une heure environ, deux femmes décemment vêtues frappèrent à la porte de M. X. et demandèrent s'il serait possible de lui parler pour affaire.

Le valet de pied, qui alors était habillé pour la journée, mais qui n'en était pas un brin moins indolent ni moins insolent, demanda à connaître ce qui les amenait et dit qu'il verrait ensuite.

— Nous avons grand besoin de voir M. X., monsieur, dit mistress Bell, voulez-vous bien nous dire s'il est chez lui, ou quand il rentrera ?

— Bonne femme, voulez-vous d'abord me dire quelle est votre affaire, reprit le valet de pied, examinant Inez qui, malgré tous ses efforts, avait dans son air quelque chose qui ne peut se déguiser, et qu'est-ce que cette bohémienne qui vous accompagne peut avoir à dire à mon maître ? Je crois, jeune femme, que vous vous trompez de maison.

— Non, dit mistress Bell, cette maison est bien celle de M. X. ?

— C'est vrai, sur mon honneur, mais qu'est-ce que vous voulez à M. X. ?

— Lui parler.

— Pour une affaire de sa profession sans doute ? Alors je dois vous dire que vous venez trop tard ; nous ne voyons pas de malades passé midi, vous reviendrez. Ce ne serait pas la première fois que je fermerais cette porte, voire même à un duc. M. X. ne veut pas qu'on le dérrange à cette heure de la journée.

— Ce n'est pas pour un malade. Cette jeune femme cherche une place, dit mistress Bell.

— Une place !... je jurerais que ce n'est pas la première. Comme si M. X. avait du temps pour de telles bêtises !... Une place !... une place ! quelle absurdité ! Vous en aurez bientôt trouvé une, la belle, je vous en réponds, quoique votre peau soit d'une drôle de couleur !

Le cœur d'Inez se serra, défaillit, puis devint brûlant à cette insolence. Mais, l'humilité, cette précieuse vertu qui guérit les blessures de l'insulte et du mépris, l'emportant aussitôt, elle vint au secours de mistress Bell, et dit avec beaucoup de calme et de dignité :

— Jeune homme, je désire voir M. X., et, si vous voulez bien m'introduire, quoique ce ne soit pas l'heure, je vous serai infiniment obligée. Je vous prie d'accepter ceci.

Elle lui présenta un souverain.

Le rameau de la sibylle n'était pas plus efficace. Le valet de pied était habitué aux couronnes, aux demi-couronnes, mais de l'or... c'était nouveau.

— Hum ! se dit-il, un mystère, je m'en doutais ; je vais monter m'en informer. Miss, donnez-vous la peine d'entrer.

Il revint bientôt.

— M. X. vous recevra. Montez.

Mistress Bell resta dans le vestibule.

Inez entra dans le salon, le chirurgien était seul. Au moment de voir se réaliser ses vœux, touchant à une réunion tant désirée, elle sentit son courage l'abandonner. Elle rougit, pâlit, et s'appuya sans parler au dossier d'une chaise.

— Eh bien, quelle est votre affaire ? dit M. X. d'un ton brusque. Je suis pressé. Que me voulez-vous ?

— Je viens, monsieur, vous demander une grande faveur.

— Bon, continuez.

— Je voudrais une place de garde-malade. Seriez-vous assez bon pour me recommander.

— Jeune femme, vous vous trompez...

— Je vous demande pardon, monsieur, je ne me trompe pas. Je voudrais être employée comme garde auprès d'un malade. Je crois que je puis promettre de vous satisfaire, si vous voulez me recommander pour la place que je voudrais avoir.

— Vous recommander pour la place que vous voudriez avoir ! Voilà une requête bien singulière ! Qu'est-ce que cela signifie ? Quelle est cette place ?

Il y avait dans l'extérieur de cette jeune femme quelque chose d'extraordinaire qui piqua la curiosité de M. X. ; autrement il ne lui aurait pas donné une part si large de ses précieux moments.

— J'ai appris, monsieur, qu'il y avait eu ce matin un jeune homme très-dangereusement blessé. Je pensais que vous pourriez désigner une garde pour le soigner. Ce serait un grand acte de charité chrétienne que de me proposer.

— Dieu me bénisse ! je n'ai jamais entendu rien de pareil ! D'où venez-vous ? Pensez-vous que nous prenions pour gardes les premières venues, ma bonne fille ? Avez-vous servi dans les hôpitaux ?

— J'ai été dans les hôpitaux.

— Où est votre recommandation ?

— Je n'en ai pas... mais essayez-moi, et je vous promets que vous serez satisfait.

— Dans un cas pareil ! Mais, ma fille, vous me demandez de vous confier un sujet que toute la science de l'Angleterre ne pourra peut-être pas sauver. A quoi pensez-vous ?

La jeune femme parut soudainement émue, et s'appuya contre une chaise. Elle se remit cependant et dit :

— Oh ! monsieur, si vous aviez la bonté de m'essayer !

Sa voix était si douce, sa prononciation si parfaite, qu'il était évident qu'elle n'appartenait pas à une classe vulgaire.

— C'est une chose très-singulière, dit M. X. assez sévèrement, quelle peut-être votre intention ? Je ne puis concevoir que vous vous adressiez à moi pour une chose aussi folle. Vous ne pouvez croire que



je choisisse légèrement celles à qui je confie la guérison de mes malades. Ce sujet dont vous voudriez être chargée (je me perds à deviner pourquoi) est un des plus déplorables que j'aie rencontrés dans tout le cours de ma pratique. Si ce jeune homme vit, ce sera presque un miracle, et, s'il recouvre la vue, plus qu'un miracle. Où voulez-vous en venir avec cette absurde proposition ?

— Je me mets à votre merci, je n'ai aucune raison à alléguer, mais un désir si ardent qu'on me le confie, une conviction si intime que je pourrai être utile, quand personne ne le serait, que mes soins... mon assiduité... ma sollicitude, mes ardentes prières réaliseraient le miracle, que, je vous en conjure, monsieur, pour l'amour de Dieu, recommandez-moi... laissez-moi soigner le capitaine Vivian.

— Le capitaine Vivian ! Qui vous a dit son nom ?

— Hélas ! je ne le sais que trop !

— Vous ne le savez que trop ! Permettez-moi de vous demander qui vous êtes ?

— Hélas ! hélas ! dit-elle en tombant à genoux devant lui, je suis sa coupable femme !

La vive rougeur qui monta jusqu'à ses tempes perçait à travers la couleur brune dont elle avait teint son visage, et, courbée ainsi jusqu'à terre, elle semblait l'image de la douleur et de la honte.

— Mistress Vivian !

Inez reprit toujours à genoux :

— Monsieur, vous voyez à vos pieds la plus infortunée de ces misérables que le vice conduit au désespoir. Je suis venue implorer votre merci... ne me refusez pas ! Laissez-moi aller près de mon mari... j'irai en secret... j'y resterai en secret... il ne saura jamais que je suis près de lui. Il ne sera pas agité par ma présence. Que je puisse seulement être sa servante pendant qu'il est malade... le soigner... panser ses blessures... le veiller ! Croyez-vous que je ne m'y prendrais pas bien ? O Henry ! Henry ! qu'on me laisse arranger vos oreillers, calmer vos souffrances, retourner près de vous !... Par pitié, monsieur !

Elle tendait vers lui ses mains jointes, ses yeux suppliants étaient baignés de larmes.

— Mistress Vivian, vous me désolez. Ne restez pas dans cette posture ; je vous en prie, asseyez-vous, et parlons froidement de cette affaire.

Il la releva et lui donna un siège.

— Vous serez donc assez humain, assez compatissant, dit-elle avec instance.

— Je suis très-fâché de vous dire que c'est, quand à présent, absolument impossible. Quand le capitaine Vivian ira mieux, on pourra

trouver, j'espère, quelque moyen d'amener une réconciliation ; mais traiter ce sujet dans une crise pareille, je ne répondrais pas des conséquences.

— Une réconciliation ! dit-elle tristement. Hélas ! je ne pensais pas à cela ! Il ne faut pas l'espérer !... c'est tout à fait impossible.

— Alors, quel motif pouvez-vous avoir pour désirer que je permette un acte si extraordinaire ? Si c'est comme moyen de vous rétablir dans la société (pardonnez si je m'explique un peu rudement), je le pourrais peut-être... mais vraiment cela n'y ferait pas grand'-chose.

— Je ne demande que la permission de le servir, dit Inez d'un ton découragé. Je n'avais pas même espéré la triste consolation de lui témoigner ainsi mon repentir. Je n'ai jamais eu l'intention de me faire connaître, bien moins encore oserais-je désirer... espérer... ce qui serait son déshonneur. O monsieur X., dit-elle, se jetant à genoux de nouveau, par pitié, laissez-moi aller près de lui... il peut mourir... il peut mourir... que je sois près de lui !

Elle levait ses mains crispées dans toute l'angoisse de la prière, mais vainement.

L'agitation même à laquelle elle s'était laissée aller ne servit qu'à confirmer le chirurgien dans sa première opinion, que, vu les circonstances présentes, elle était la dernière personne à qui on pût confier le capitaine Vivian. Il lui expliqua donc très-patiemment que, dans la position du capitaine Vivian, la moindre agitation pourrait être funeste, qu'en conséquence, comme il était impossible d'être assuré que ses sentiments ne la trahiraient pas comme ils venaient de le faire, il ne croyait pas devoir prendre sur lui, etc.

M. X. avait pour lui toutes les lois de la prudence humaine, et cependant, comme il se trompait ! Manquant de cette vive pénétration qui fait qu'on peut quelquefois se départir impunément des règles ordinaires, il refusait au capitaine Vivian la plus tendre des gardes, celle dont la résolution eût du moins été proportionnée à la tâche qu'elle aurait entreprise. Il dédaignait parmi ses ressources médicales tous ces petits soulagements que l'industrie de la tendresse peut seule inventer. De plus il s'était rendu depuis longtemps insensible aux larmes ; il laissa voir qu'il ne se laisserait pas émouvoir et qu'il commençait même à s'impatienter.

Aussitôt que mistress Vivian s'en aperçut, elle se tut, garda un silence de quelques secondes, puis se releva, essuya ses yeux et sortit de la chambre sans ajouter mot.

Remontée en voiture avec la compatissante mistress Bell, Inez, que rien ne pouvait faire renoncer à son projet, se consulta sur la possibilité de s'introduire dans la maison de M. Palmer, à l'insu du chirurgien et sans trahir son secret. Après une longue délibération, le seul

plan qui parût présenter quelque chance de succès était celui qui consistait à tâcher de découvrir quelle était la garde qui soignait le capitaine et à lui persuader de prendre mistress Vivian pour l'aider dans ses fonctions. De cette manière elle aurait l'occasion de participer à tous ces soins qu'elle brûlait de rendre à son mari, tandis qu'en s'éloignant chaque fois que M. X. ou toute autre personne qui pourrait la reconnaître serait présente, elle ne courrait aucun danger d'être découverte.

Mistress Bell, armée d'un autre souverain, retourna chez M. X. pour prendre ces informations, et revint au bout d'une heure dire qu'on avait envoyé une garde à West-End, et que les domestiques supposaient qu'elle devait être déjà partie. Inez résolut donc de la suivre chez M. Palmer, de la faire demander et de voir ce qu'il y aurait moyen de faire.

Il était alors de quatre à cinq heures, mais les jours étaient longs, et mistress Bell promit de l'accompagner.

— Mais, madame, dit la bonne jeune femme, qui, maintenant sa confidente, entraînait dans ses plans et dans ses sentiments, vous tomberez malade avant d'arriver là-bas. Si j'osais me permettre de vous offrir ma modeste chambre, je pourrais vous faire un peu de thé avant que vous partiez.

— Je vous remercie bien, dit mistress Vivian, dont le cœur torturé et les membres brisés secondaient mal l'infatigable courage. Si cela ne fâche pas votre mari, j'irai me reposer un peu chez vous et considérer ce que nous aurons à dire et à faire.

Dans une de ces petites rues étroites qu'on trouve aux alentours de nos places et de nos squares les plus magnifiques, était située la maison dans laquelle mistress Bell occupait une chambre où elle poursuivait sa modeste profession d'ouvrière en linge et s'efforçait de conserver des apparences convenables, malgré la gêne où les valets de chambre de nos élégants laissent souvent leurs femmes.

Elles montèrent un escalier noir et sale, retentissant des cris des enfants et des voix perçantes des mères qui grondaient, au milieu de ces aspects et de ces odeurs qui rendent les habitations des pauvres si repoussantes pour les sens des gens délicats et recherchés.

Tandis que mistress Bell faisait les préparatifs du thé, Inez, assise sur une vieille chaise vermoulue qui était le siège d'honneur dans cette chambre petite et mal meublée, était absorbée dans ses réflexions et rêvait aux moyens de réaliser un projet pour lequel ses desirs devenaient plus ardents à mesure qu'elle y réfléchissait davantage. Revoir Henry, être près de lui, entendre sa voix... elle n'y pensait qu'avec ce désir excessif qui triomphe tôt ou tard de toutes les difficultés humaines.

Voir la garde, lui offrir assez pour surmonter toute résistance, tout scrupule, c'était la seule chance qui lui restât. Mais où en trouver les moyens. Après les dépenses du matin, il ne restait plus dans sa bourse que cinq souverains. Qu'était-ce que cela ?

Elle tournait négligemment entre ses doigts ce léger tissu d'argent et de soie quand mistress Bell s'approcha et lui présenta un petit paquet.

— Je n'ai pas voulu vous en parler ce matin, madame; que voulez-vous faire de cela ? C'est d'un trop grand prix pour rester dans une pauvre maison comme celle-ci, où il y a tant de locataires, tous, je suis fâché de le dire, exposés par la pauvreté à de grandes tentations.

Elle posa sur la table la montre d'Inez et la riche chaîne qui la suspendait à son cou. La montre était petite, de grande valeur, et entourée de brillants.

— Merci, merci, chère mistress Bell. Je l'avais tout à fait oubliée. Où ai-je pu l'ôter ?

— Dans la maison où vous avez changé de vêtements, madame. Voyant que vous n'y pensiez pas, je l'ai prise pour vous la rendre quand vous pourriez en avoir besoin.

— Oh ! merci... J'en ai besoin en effet. Où pourrais-je m'en débarrasser de la manière la plus avantageuse ?

— Vraiment madame, dit mistress Bell, je crains que cela ne soit pas facile; le monde est si soupçonneux dans cette ville ! Tous ceux à qui on la présentera ne manqueront pas de faire des questions.

— C'est vrai; je n'y avais pas pensé, dit mistress Vivian avec découragement. Comment donc faire ?

— Je pense, madame, reprit mistress Bell, que vous pourriez la montrer à la garde avec ses cachets; ce serait un moyen de vous faire reconnaître pour ce que vous êtes, et de l'assurer qu'elle peut se fier à vos promesses, car elle verrait bien à cette montre que vous devez être une dame.

— C'est possible ! Merci, ma bonne mistress Bell. Il pourrait être difficile en effet de faire reconnaître mon identité à une étrangère, mais que puis-je promettre?... moi qui n'ai rien, pas un sou... pas même du pain assuré.

— Vous pourrez vendre la montre plus tard, et vous en tirerez une bonne somme. Je me rappelle en avoir vu une toute pareille qui valait, disait-on, deux cents guinées; seulement, je crois que chercher à la vendre en ce moment pourrait vous attirer des choses désagréables.

Et la jeune femme rougit et hésita en prononçant ces derniers mots, par une délicatesse naturelle qui lui faisait craindre d'affliger sa compagne.

— Je lui donnerai ma montre en gage, dit mistress Vivian, dont l'esprit était prompt à saisir un expédient, je la dégagerai ou je la lui laisserai, selon ce qui arrivera. Maintenant ma bonne mistress Bell, si vous avez fini votre thé, allez chercher une voiture, et partons.

La voiture arriva bientôt; Inez dit au cocher de la conduire à West-End et de s'informer de la maison de M. Palmer. Le cocher s'arrêta dans un chemin étroit et solitaire, à quelque distance de la maison, et Inez, qui ne parlait plus qu'avec peine, chargea mistress Bell d'aller prier la garde de venir lui parler dans ce chemin.

Elle sortit de voiture pour attendre, pensant que le grand air ranimerait ses esprits. C'était une douce et tranquille soirée. Les cris joyeux d'une bande d'enfants, le chant du coq, les aboiements d'un chien lui arrivaient adoucis par la distance. L'endroit où elle se trouvait était ombragé de roses et de chèvrefeuilles qui se balançaient au-dessus de sa tête. Le foin nouvellement coupé dans un champ voisin remplissait l'air de son doux parfum, et quelques rossignols murmuraient leurs dernières mélodies sous le feuillage. Elle s'assit sur un petit banc et s'efforça de fixer son attention sur le paysage et de calmer son agitation pour se préparer à l'entrevue qui s'approchait.

Elle était donc enfin près de lui ! Une centaine de pas seulement la séparait de celui qui, pendant tant d'années heureuses et innocentes, avait été comme une partie d'elle-même; qui l'était même encore, car n'étaient-ils pas unis par ces liens étroits et indissolubles qui enchaînent la femme à l'époux de sa jeunesse ? Vainement elle essaye de briser ces liens; dans la plupart des cas ils résistent à tous ses efforts pour les dissoudre et reprennent leur force et leur autorité au moment où elle les croit rompus pour toujours.

L'amour conjugal est une chose sacrée, et, quoiqu'il se trouve des gens qui fassent bon marché de ses obligations et qui mettent son empire bien au-dessous des droits de la passion qu'il remplace inévitablement, il est plus fort, plus dévoué, plus patient, et est aussi essentiel à la nature de l'homme que s'il était indépendant des institutions sociales.

Inez sentait que de droit elle appartenait à Vivian seul, quoiqu'elle se fût à jamais séparée de lui sous l'influence d'une funeste illusion; et il serait difficile de décrire le désordre de sentiments qui résultait de la position fausse et criminelle où elle se trouvait. Elle réfléchissait avec amertume sur l'anéantissement de toutes ses relations sociales, sur le renversement de tous les plans, de toutes les espérances de sa vie. Puis, en poursuivant ses tristes réflexions et courbant la tête avec soumission sous le poids de son destin, elle commença à sentir ce que c'est que le repentir. Elle commença à comprendre quelques-uns des mystères de sa propre nature; elle entrevit que la douleur, l'humili-

liation, étaient non-seulement les conséquences naturelles de sa faute, mais un moyen de régénération, un moyen de purifier son âme de la souillure dont elle était couverte, et elle éprouva le désir irrésistible que sent tout pécheur pénitent de se prosterner devant l'auteur de son être. Elle sentit qu'il est donné aux larmes de laver les taches du vice, et, couvrant son visage de ses mains, elle recommença à invoquer ce Dieu, vers lequel, dans ses jours d'erreur, elle n'osait pas même élever sa pensée; puis, tandis qu'un torrent de larmes ruisselaient le long de ses doigts, elle pria au nom de celui qui n'a pas été sans pitié pour une malheureuse tombée comme elle; elle demanda la grâce de se repentir comme elle le devait, et d'obtenir par une vie d'humiliation la régénération de son esprit avant la mort. Elle comprit pour la première fois la signification de toutes ces choses. Heureux ceux qui arrivent à ces convictions profondes, quand l'âme est encore pure de tout péché grave!

Quoi qu'en puissent dire les incrédules, une mystérieuse bénédiction est certainement attachée à la prière. Un calme, un avant-goût de cette paix qui est comme un gage du ciel, en ce monde, commença à glisser dans le cœur d'Inez. La force d'accomplir courageusement tout ce qui se présenterait, le sentiment consolant d'expier ce qu'elle avait fait par ce qu'elle aurait à souffrir, la calmaient et la tranquillisaient. Elle quitta le banc sur lequel elle avait prié, et attendit sans trop d'agitation l'arrivée de la garde.

Traduit de l'anglais par M<sup>me</sup> Sévestre.

La fin au prochain numéro.

# MÉLANGES

---

## LOUISE DE LORRAINE, REINE DE FRANCE

1553-1601.

Ceux qui font profession de haïr Catherine de Médicis devraient logiquement honorer dans Louise de Lorraine les qualités opposées aux actions et déportements qu'ils ont grandement raison de blâmer dans l'instigatrice des matines de la Saint-Barthélemy.

J'ai déjà signalé cette douce et poétique figure à ceux pour qui les mots de fidélité et de piété conservent quelque signification<sup>1</sup>; qu'il me soit encore permis de la montrer sous le jour serein où quelques recherches fructueuses me la font entrevoir : si je m'égare, ce n'est qu'en ajoutant foi à des documents contemporains et curieux, en tout cas, à ressusciter.

Ces documents affirment unanimement que, dès l'âge le plus tendre, elle exerçait son corps aux veilles, aux jeûnes et aux abstinences. « On eust dit qu'elle vouloit perdre terre quand elle oyoit traicter de devotion, rapporte Antoine Malet qui a consacré quatorze ans de sa vie à recueillir les belles actions de cette gracieuse princesse, et, toutes les fois qu'elle entendoit nommer le nom de Dieu, elle ne se pouvoit tenir de lever ses mains et ses yeux vers le ciel, et prenoit un tel goust à ouyr le recit de quelques histoires qui faisoient mention de l'autre monde, qu'il sembloit que ce fust toute sa recreation, et se pleust en telle sorte durant ses premieres années à lire elle mesme, que toute sa vie depuis elle prisast ceste exercice : j'ay fait autrefois à Chenonceau l'inventaire de ses livres ou d'histoires saintes ou de devotion, il y en avoit un si grand nombre, qu'il seroit difficile de penser qu'une personne de son sexe eust fait un si grand amas de ces porteurs de nouvelles du Paradis. Ornée d'une telle modestie, gravité, contenance, sagesse, douceur, bonté et beauté, tant du corps que de l'âme, qu'un chacun l'admirait, toute son étude jusqu'au jour de ses noces n'était que de s'occuper à œuvres pies et dévotes, et ainsi qu'elle croissait en âge, elle croissait aussi en la connaissance de Dieu<sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Inventaire fait en MDCIII au chasteau de Chenonceau. Paris, Techener, 1856, in-8.

<sup>2</sup> *L'Économie spirituelle et temporelle de la vie des nobles et des grands du monde, dressée sur la vie, piété et sage économie de Louyse de Lorraine, royne de France et de Pologne*, par A. Malet, théologien, chancelier du duc de Mercœur, conseiller et confesseur ordinaire de mes-dames les duchesses de Mercœur et de Vendosme. Paris, 1619, in-4, p. 113. Ce précieux volume ne se trouve qu'à la bibliothèque de Sainte-Geneviève, sous le n° 544 de la let. L.

Henri III, n'étant encore que duc d'Anjou, vit Louise de Vaudemont en traversant la Lorraine en 1573 pour se rendre en Pologne; il fut surpris de sa rare beauté, prit congé d'elle la larme à l'œil et la conjura de le recommander à Dieu, lui disant que, si le ciel lui permettait de se bien établir en Pologne, il ferait paraître combien il honorait son mérite. Cette impression fortuite ne fut pas anéantie en lui à son avènement au trône de France. Dès qu'échappé aux Polonais il arriva à Lyon, il dépêcha du Guast conjointement avec Hurault de Cheverny au comte de Vaudemont pour la demander en mariage, proposition que celui-ci agréa, bien entendu, sans difficulté et même sans prendre l'avis de sa fille. Catherine d'Aumale, seconde belle-mère de Louise, voulut porter cette nouvelle inespérée à sa belle-fille, pour laquelle elle avait été fort rude. A la vue de sa belle-mère, qui ne daignait jamais lui adresser la parole et encore moins la visiter, Louise, encore au lit, fut bien étonnée, et le fut bien davantage quand elle lui vit faire trois révérences avant de l'aborder et de la saluer comme reine de France; elle crut qu'elle voulait se moquer d'elle et ne cessait de lui demander excuse d'être si tard au lit et de n'avoir pas été à son lever, quand son père entra enfin dans sa chambre, et, assis auprès de son lit, lui communiqua la légation du sieur du Guast. Elle subit son élévation inattendue plutôt qu'elle ne s'en réjouit, dit M. Henri Martin, et épousa Henri III le surlendemain du jour de son sacre, le mardi gras de l'an 1575.

Élevée sur le trône des fleurs de lis royales, Louise ne s'émancipa point du service de Dieu, ni de ses oraisons accoutumées aux heures destinées pour cet effet aussi bien le jour que la nuit; elle continua à visiter les églises, à fréquenter les sacrements; elle allait à l'Hôtel-Dieu panser de ses propres mains les malades, ensevelir les morts et aimait particulièrement à porter des consolations jusqu'au fond des cachots. Cette dernière œuvre de miséricorde la préoccupa toute sa vie, comme le témoigne la fondation qu'elle fit *pour la prédication des dimanches et festes annuelles es prisons de la Conciergerie du grand et petit Châtelet de Paris*, dont il convient peut-être ici d'offrir la preuve authentique<sup>1</sup>, car il est douloureux qu'au milieu des bonnes œuvres

<sup>1</sup> Louyse, par la grâce de Dieu reyne douairiere de France, à tous présens et à venir, salut : Comme entre les œuvres de charité nous ayons tousjours estimé le soin des prisonniers estre des plus recommandables, pour leur subvenir et de moyens en leurs necessitez et de consolations en leurs peines et afflictions. Et que pour cette consideration ayant recogneu par plusieurs fois qu'avions visité les pauvres prisonniers de la ville de Paris, renfermez tant en la Conciergerie du Palais qu'ès autres prisons du grand et petit Chastelet, qu'entre leurs autres necessitez ils avoient besoin d'estre instruits et consolez de la sainte parolle de Dieu, vray consolateur des affligez. Nous, par contract par devant Lussion et Croizet, notaires royaux au Chastelet de Paris le deuxiesme avril mil cinq cens quatre vingt six, aurions acquis, fondé et constitué, la somme de cent escuz de rente annuelle et perpetuelle, par chacun an, sur les maistres gouverneurs et administrateurs de l'Hostel-Dieu de Paris, moyennant la somme de douze cens escuz, que nous leur aurions par le mesme contract faict fournir et payer comptant. Lesquels cens escuz nous aurions aussi par iceluy specialement destinez à la fondation et dotation que nous desirons et entendons faire à perpetuité de trois bourses ou pensions, affectées pour trois bacheliers en theologie, soit seculiers ou reguliers, residans en l'Université de Paris, qui fussent tenus et obligez par le moyen chacun du tiers de ladite somme de cens escuz par an, revenant à trente trois escuz un tiers, vaquer par chacun dimanche de l'année et festes solennelles à prescher et enseigner la parolle de Dieu ausdits prisonniers desdites Conciergerie, grand et petit Chastelet, consoler, par permission



qui fourmillent à Paris, où l'on quête même pour *les épileptiques de la Drôme*, il n'y en ait point de spéciale pour les prisonniers, — et il serait incontestablement utile qu'il s'en formât une sous les auspices de la bonne reine Louise, singulièrement dévote à Notre-Dame et à Saint-Nicolas, patron de la Lorraine comme de la Russie. Louise multiplia leurs images aux coins des rues de Paris et fit suspendre devant elle des lampes à la mode italienne. Cette *superstition*, qui a épuisé l'indignation de Voltaire, fut l'origine de l'éclairage de Paris.

« Dès qu'elle fut eslevée à la royauté, Louise, dit son naïf historien, print une resolution qui ne se pourra jamais assez louer, elle se resolut pour empêcher la detraction d'estre comme une statue sans oreilles et sans bouche lors que quelqu'un de la compagnie commençoit à donner carrière à sa langue aux despens d'autrui, s'avançoit à lecher les vieilles playes des fautes passées, ou à deschirer et desmembrer la renommée des absents par conjectures et soupçons. L'extrême offence que Dieu reçoit par ces puantes bouches piquoit son cœur si avant, qu'elle sentoit les parolles comme des coups

de la cour ou autres juges qu'il appartiendra, les criminels renfermez ès cachots : et lors qu'ils seroient condamnez les assister et conduire, s'ils en sont requis, jusques au supplice. Le tout ainsi qu'il seroit par nous plus amplement advisé et déclaré par nos lettres de fondation, que nous aurions en conseil et volonté faire expedier. Nous à ces causes, desirans qu'une si juste et sainte intention reussisse à plein et entier effect, et après avoir eu sur ce advis et conseil de nos chers et bien aymez officiers et autres personnages d'honneur et de sçavoir, avons voulu, déclaré et ordonné, voulons, declaronz et ordonnons par les presentes signées de nostre main : que pour la fondation, dotation et confirmation d'un si bon et heureux commencement lesdits cens escuz de rente annuelle et perpetuelle par chacun an, soient destinez, payez et employez, comme nous les donnons, destinons et affectons pour tousjours et à perpetuité, en forme de trois bourses et pensions, de trente trois escuz un tiers chacune par an, à trois bacheliers formez en theologie, lesquels seront nommez, pourvez et esleuz sans brigue ou faveur, avec la plus grande integrité qu'il sera possible, par la sacrée faculté de theologie ès assemblées ordinaires qui ont accoustumé se faire en la maison et college de Sorbonne à Paris, que nous voulons et entendons estre des plus pauvres et capables estudiantins en theologie soient comme dict est reguliers ou seculiers, n'ayans aucun benefice requerant residence, ni autres moyens suffisans pour continuer le cours de theologie, auquel ils ne seront receuz pour jouir desdites pensions sans apporter attestation de leur vie, mœurs et religion catholique, apostolique et romaine, et sans faire preuve en public de leur suffisance et capacité. Et s'il se peut faire qu'ils soient prestres et de la société ou des hostes dudit college de Sorbonne, que nous desirons estre preferes à tous autres, pourveu qu'ils ayent lesdites qualités requises, pour la singuliere devotion que nous avons toujours eue au bien et à l'avancement d'iceluy college. Lesquelles bourses ou pensions nous voulons et entendons estre payées et continuées en deux termes esgaulx, de demy an en demy an par chacune année, l'un au jour et festes de Pasques, l'autre de la saint Remy au premier jour d'octobre ensuivant, tant et si longuement qu'ils seront au cours de theologie, jusques au jour qu'ils seront licenciez et qu'ils auront accomply le temps et les actes de leurs trois licences, lesquelles ils continueront sans interruption ni remise. Et seront lesdits bacheliers tenus continuellement pendant ledit temps, l'un pour la Conciergerie du Palais, et les deux autres pour le grand et petit Chastelet, selon qu'ils y seront destinez par les actes de leur nomination et eslection, y prescher et annoncer la parolle de Dieu, par chacun jour de dimanche de l'année et autres jours de festes de la glorieuse Vierge Marie et autres festes solennelles, consoler esdits jours par permission (que nous prions la cour et tous autres juges qu'il appartiendra leur vouloir donner) les criminels renfermez ès cachots, et iceux quand ils seront condamnez assister et conduire s'ils en sont requis jusques au supplice. Et en cas de maladie ou autres legitimes empeschements desdits bacheliers esleuz, le doyen de la faculté, ou le censeur dudit college de Sorbonne, pourront commettre d'autres bacheliers capables pour prescher et consoler lesdits prisonniers pendant ledit temps seulement. Mais sera pro-

de dague lancez dans son estomac et ne pouvoit tourner la vue sur les visages d'où partoît ce mauvais air. Ceste entreprise royale reussit bien : car rebutant ces charcutières de reputation, en peu de temps on reconneust que la détraction luy estoit desagréable comme une peste, et personne n'osa plus entrer jamais en son cabinet sans resolution de s'abstenir de parler mal d'autrui en sa presence. Sage Reyne, vous avez faict ce que vous deviez faire selon la loi de vostre Souverain, qui livrera les langues medisantes et flatteuses qui sont autour des Grands pour estre tronçonnées et hachées à l'Eternité. Mais, ajoute judicieusement Malet, ce devoir est si rare entre les mortels, qu'il n'y a point d'eloquence assez haute, de langue assez diserte, de style assez coulant, qui vous en puisse louer comme il appartenait <sup>1</sup>.

C'est surtout l'attention de mes lectrices (si j'en ai) que je voudrais attirer sur les vertus de mon héroïne, et je crains de m'y prendre bien mal en ne leur cachant pas qu'elle n'était habituellement vêtue que d'une *simple robe*

cedé à nouvelle calection en la forme que dessus en cas de mort, faute ou negligence desdits bacheliers esleus, lesquels seront tenus de s'acquitter soigneusement de leur devoir et retirer certificats ou attestation à chacun desdits termes de Pasques et de saint Remy, de monsieur le Procureur general du roy en parlement pour le regard de la Conciergerie, et de son substitut en la prevosté et vicomté de Paris, tant pour le regard du grand que du petit Chastelet : sur lesquels certificats ou attestation et leur quittance au dessous, ils seront payez de leurs sadites pensions par les maistres gouverneurs et administrateurs de l'Hostel-Dieu de Paris, à present debiteurs de ladite rente de cent escuz par an, que nous chargeons et prions à faire et continuer, comme ils s'en sont dignement et honnestement acquitez depuis qu'ils en ont été chargez par ledit contrat de constitution de cent escuz de rente submentionnez du deuxiesme avril mil cinq cens quatre-vingt six. Et ou lesdits maistres gouverneurs et administrateurs de l'Hostel-Dieu voudroient racheter ladite rente, comme il leur est permis par ledit contract : pour ce qu'il est dit et porté par iceluy que les deniers du dit rachapt et sort principal d'icelle rente seront mis es mains de tels personages qui seront par nous nommez et specifiez par ceadites presentes nos lettres de fondation, pour estre employez à mesme effect que dessus : Nous avons voulu, déclaré et ordonné, comme nous voulons, declaronz et ordonnons, qu'audit cas de rachapt, ledit sieur Procureur general du roy audit parlement de Paris, ensemble le syndic de la Faculté et procureur dudit college soient appelez et assignez à voir faire ledit rachapt, et les deniers mis entre les mains de tels bourgeois de Paris, ou autre personnage d'honneur resseant et solvable, pour estre lesdits deniers employez au plustost et le plus seurement que faire se pourra par la diligence et advis commun desdits sieur procureur general, syndic de la Faculté, et procureur de Sorbonne, dont nous les exhortons et prions, et leurs successeurs esdites charges et qualitez, autant qu'il nous est possible, pour l'affection qu'ils doivent au bien public et à l'entretenement d'un si bon œuvre de charité envers les prisonniers, et d'un si favorable secours des pauvres estudians bacheliers en theologie. Et d'autant que nous sommes desja servie en cest affaire de nostre amé et féal conseiller et maistre des requestes ordinaires, maistre Gratien Cuvillier, denommé audit contrat de constitution, nous l'avons aussi par ceste occasion commis et commettons par ces presentes pour avoir soing qu'elles soient gardées, entretenues et observées de point en point selon leur forme et teneur. Et outre donnons en mandement aussi à nostre amé et féal procureur general messire Louys Buisson, presenter requeste à ladite cour de parlement, à ce qu'il luy plaise verifier et ancloriser le contenu en ceadites presentes, et icelles faire enregistrer, tant au greffe de ladite cour, audit Chastelet de Paris, qu'en ladite faculté de theologie, college et société de Sorbonne, et de tout en retirer les actes necessaires, et iceux avec ceadites presentes faire mettre au tresor des tiltres et archives dudit college de Sorbonne, pour y avoir recours quand besoin sera. En tesmoin de quoy nous avons faict mettre nostre scel à icelles. Donné à Chenonceau le 20<sup>me</sup> jour de septembre, l'an de grace mil cinq cens quatre vingt dix-neuf. Signé : Louyse. — Et par le conseil, Du Hamel.

<sup>1</sup> A. Malet, page 278.

*d'estamine*, sans le moindre panier. « Un jour, environ l'an 85, raconte dom Hotman, abbé de Saint-Nicaise, la Reyne, habillée simplement, entra dans une boutique de la rue Saint-Denys et y rencontra une Presidente qui choisissoit quelque marchandise de soye pour se faire brave; elle estoit si embesoignée à tourner et remuer les rouleaux du marchand, qu'elle y avoit tout l'esprit et les deux yeux collez, en sorte qu'elle n'aperceust pas la Reyne et faisoit du quant à moy par tout la dedans comme si la boutique eust esté pour elle seule. La Reyne, toute debout sans rien dire, considere ceste dame et la voit si richement habillée avec tant de superfluité, qu'elle s'en étonna; après avoir patienté quelque temps, elle s'adressa en sousriant à la remueuse de bravette et luy demanda doucement qui elle estoit; la Presidente qui se croyoit à cause de ses habits estre plus grande dame que la Reyne luy repart brusquement qu'on l'appelloit la Presidente N. A quoy la Reyne avec une parole douce mais toute pleine de royalle gravité, repliqua :—Vrayement, madame la Presidente, vous estes bien brave pour une femme de vostre qualité. La Presidente replique :— Madame, ce n'est pas à vos despens. La dessus quelqu'un des assistans fit signe à la dame Presidente qu'elle ouvrist les yeux et quittast l'attention des étoffes pour regarder la personne à qui elle parloit. La Presidente ne regarde plus la robe, mais bien la face de la Reyne, se jette à genoux et demande pardon. La Reyne lui faict une charitable remontrance sur le luxe de ses robes et lui témoigna tout plein de bien-veillance. Ceste Reyne estoit bien modeste en ses habits, mais elle accompagnoit la modestie d'une autre vertu qui tient une médiocrité entre la curiosité, qui ressent trop une ame effeminée, indigne d'un grand courage, et la saleté, qui tient des ames viles et paresseuses, et ceste vertu, que l'on peut appeler propreté, rendoit ceste Princesse agreable et admirable, encore qu'elle fût couverte du robes simples et modestes. »

Louise aimait Henri III. Il paraît que celui-ci s'était rapproché d'elle dans ses derniers jours. La lettre suivante, tracée deux heures après sa blessure, et récemment découverte par l'infatigable rédacteur du *Cabinet historique*<sup>1</sup>, nous semble le prouver :

« M'amyé, après que mes ennemis ont veu que tous leurs artifices s'en alloient dissipez par la grace de Dieu et qu'il n'y avoit plus de salut pour eulx que en ma mort, sçachant bien le zèle et la devotion que je porte en ma religion catholique, apostolique et romayne, et l'accès et libre audiance que je donne à tous religieux et gens d'église quand ilz veulent parler de moy, ilz ont pensé n'avoir point de plus beau moyen pour parvenir à leur malheureux desseing que soubz le voile et l'habit d'un religieux; en ceste maudite conspiration, violant toutes les loix divines et humaynes et la foy qui doibt estre en l'habit d'ung ecclesiastique. Ce matin estant à mes affaires, et le sieur de Bellegarde seul en ma chambre, mon procureur general m'a amené, par mon commandement, ung jeune jacobin qui disoit avoir lettres du premier president de ma court de parlement, et à me dire quelque chose de sa part. Après m'avoir salué et baillé des lettres faulces dudict premier president, faignant avoir à me dire quelque chose de secret, j'ay faict retirer et ledit sieur de Bellegarde, et mon procureur general : lors, ce mechant et

<sup>1</sup> Livraison de juin 1857.

malheureux m'a donné ung coup de coutteau pensant me tuer ; mais Dieu qui est protecteur des roys et qui n'a pas voulu que son tres humble serviteur perdist la vie, soubz la reverence qu'il a portée à l'habit de ceux qui se disent vouez à son service, me l'a conservée par la sainte grace et tellement destourné le coup, que, grace à Dieu, ce n'est rien et que j'espere dans peu de jours recouvrer ma santé, tant par le sentiment que j'en ay en moy mesme que par l'assurance des medecins et chirurgiens, qui m'ont pensé et recongneu n'y avoir aucung danger, dont j'ay bien voulu vous advertir aussitost, afin que vous ne soyez point en peine pour les bruits que l'on pourra faire courir au contraire. Priant Dieu vous avoir en sa sainte et digne garde, et faicte au pont de Saint-Clou, le premier jour d'aoust 1589.

« M'amy, j'espere que je me porteray tres bien, priez Dieu pour moy et ne bougez de là<sup>1</sup>. »

La Reine se trouvait à cette époque à Chinon; ceux qui l'entouraient interceptèrent cette missive, l'emmenèrent à Chenonceau au commencement de septembre<sup>2</sup>, et ce n'est que là que le docteur Dinet lui annonça la mort de son époux dans une chambre proche de la chapelle qui conserve encore sur ses murs, grâce aux soins intelligents de son propriétaire actuel, les traces des larmes qu'elle a vu répandre. Cette fatale nouvelle lui causa une douleur si profonde, qu'elle ne put plus s'en remettre; cela n'altéra toutefois ni son courage ni sa piété. Ses lettres et requêtes à Henri IV, son voyage à Mantes en 1594, que nous avons exposé ailleurs, révèlent un caractère énergique, plein du sentiment de son devoir, comme le cardinal d'Ossat l'a parfaitement dépeint à Sixte-Quint ; mais, ce qu'elle croit être son devoir une fois accompli, elle abandonne le monde sans un seul regard en arrière, se voue aux grandes pensées de la foi dont découle naturellement une vie angélique. Voici comment elle passa pieusement son veuvage en son château de Chenonceau :

« Tout aussi tost qu'elle estoit eveillée au matin en ouvrant les fenestres du corps, elle s'efforçoit doucement de developper son esprit des rets du sommeil, et sans autre delay prenoit la premiere lumiere, ou la premiere bonne pensée qui luy estoit envoyée du Ciel, laquelle une fois empoignée par son imagination, elle gardoit environ demye heure, s'entretenant avec Dieu sur ce que Dieu mesme luy faisoit venir en la pensée; ceste petite mesure de temps estoit la plus chere reserve de son loisir, l'avoit tellement destinée à un entretien spirituel pour estrener son âme, qu'elle n'y manqua jamais durant sa viduité; ses Dames s'apercevoient à vuë d'œil de ses eslans, car elle ne pouvoit estre si secreete en parlant à Dieu seule à seul, que quelque soupir ne perçast les rideaux de son lict. Après que ses pensées estoient de retour du lieu où Dieu les avoit menées, et où sa devotion les avoit envoyées, elle

<sup>1</sup> Anc. f. fr., 8966, fol. 66. — Les historiens n'ont cité jusqu'aujourd'hui que ce post-scriptum autographe.

<sup>2</sup> V. le *Miroir des veuves ou la Vie et la Mort de Louise de Lorraine*, par Nicolas Gazet, cordelier; Paris, 1601, in-12, et *Histoire catholique*, où sont descrites les vies, faicts et actions héroïques et signalées des hommes et dames illustres qui par leur piété ou saincteté de vie se sont rendus recommandables dans les quinziesme et seiziesmes siecles, par le P. Hilarion de Coste, minime. Paris, 1625, in-fol.

tiroit le rideau, demandoit ses Heures et recitoit durant une heure l'office de Nostre Dame, ensemble quelques autres oraisons qu'elle avoit accoustumé de dire, mais avec tant d'ardeur et de devotion, que ses Dames et Filles auxquelles par fois il estoit permis d'entrer dans sa chambre à ceste heure là estoient toutes ravies en admiration voyant ceste Reyne retenue de vray dans son lict par infirmité, mais remplie de tant de graces pour traicter avec Dieu, et si attentive à ce qu'elle proferoit de ses loüanges, qu'il leur sembloit que sa face haute et relevée vers le Ciel fust plus divine qu'humaine. Estant hors du lict, sa premiere besogne estoit l'adoration de la sainte Trinité qu'elle faisoit à deux genoux, y employant un demy quart d'heure, demouroit environ une heure à s'habiller, et durant ce temps se laissoit entretenir de quelque uae de ses Dames, ou de choses indifferentes, ou le plus souvent de quelque subject de devotion; parce que à toute heure les foiblesses la surprenoient, pour conforter la nature, de l'ordonnance des medecins, elle prenoit un bouillon devant que sortir de sa chambre. Son esprit, qui tournoit incessamment ses principales pensées vers Dieu, avoit prins de luy ceste creance que tous les autres actes de Religion sont de bas alloy comparez à celui qu'on peut practiquer à la Messe : c'est pourquoy jamais elle ne laissa couler un jour de santé sans avoir assisté à deux; que si sa santé ne luy permettoit de se transporter à sa Chapelle, sa devotion avoit pourveu en chacune de ses maisons à compasser une chambre de telle disposition et regard, que du lict elle pouvoit avoir veü sur l'Autel, ceste Reyne se persuadoit que Dieu qui n'a pas fait seulement la moitié du chemin pour venir jusques à nous, mais bien a fait la corvée entiere, traversant les cieux et les nuës pour aborder ce monde, n'auroit pas desagreable que l'une de ses créatures recherchast pour l'adorer ceste commodité. — Ceste princesse tenoit pour maxime de devotion qu'en la Messe, l'office d'une ame chretienne est de laisser l'humaine curiosité à la porte de l'Eglise, et d'entrer souz la conduite de la foy et de l'humilité pour mediter le mystere, faire la reverence au Fils de Dieu present, voir les choses invisibles, les admirer et les adorer, sans les vouloir ni pouvoir comprendre. Pour mieux contempler ces merveilles en l'une ou en l'autre des deux Messes où elle assistoit tous les jours, ne se servoit ni d'Heures, ni de chapellet, ni d'autre livre latin que des inspirations qui luy venoient du Ciel et que le saint Esprit luy souffloit en son ame. Il est bien vray que, pour attirer ceste faveur et s'en rendre digne, elle avoit esté soigneuse et l'estoit encore tous les jours de se faire instruire des choses qui se font en la Messe; et, comme elle y pensoit et s'eslevoit à Dieu se representant par ordre les grands mysteres de la Messe, ainsi qu'elle l'avoit retenu de la doctrine et des ministres de l'Eglise Catholique, Dieu benissoit ses pensées et les eslevoit de lumiere en lumiere. Il se peut dire en verité qu'il n'y a point de langue, de voix, ni de parolle suffisante pour exprimer la grande devotion qu'elle monstroït au saint sacrifice de la Messe, d'où, estant sortye, par fois traictoit d'affaires, ou le plus souvent sortoit dehors à la promenade où elle employoit environ une heure. Mais le zèle de servir Dieu avoit tellement attaché son esprit et son corps à rechercher les moyens de s'exercer aux actes de Religion qu'en certains jours de la semaine elle alloit chercher aux Eglises du lieu de sa residence les faveurs des saints qui y estoient parti-

culièrement honorez : lors qu'elle estoit à Chenonceau, elle alloit tous les samedys visiter une chapelle dedée à Nostre Dame en l'Eglise de Francueil, bien souvent celle de Mondesir, et presque tous les dimanches à sa paroisse. — Encore que tout le long du Caresme et de l'Advant et toutes les fêtes de l'année, elle fist prescher apres midy en sa presence son predicateur ordinaire, quand sa santé luy permettoit de se trouver à la predication qui se faisoit publiquement, elle n'y manquoit pas; ceste vertueuse Dame ayant prins ses delices es deux premiers aages de sa jeunesse et de son mariage à se confesser et à se communier souvent, comme si rien de mortel ne devoit plus occuper ses sens en cestuy-ci qu'elle avoit quitté le monde entierement, elle redoubla ses desirs de frequenter ces deux sacremens : mais tousjours avoit elle pour regle l'advís de son confesseur qui luy permettoit facilement, outre les festes solennelles de Nostre Seigneur, celles de Nostre Dame, des Apostres, celles de l'ordre de saint François, de se confesser et de faire la sainte communion tous les dimanches dont elle tira un si grand prouffiet, qu'outre les grandes lumieres que Dieu luy donna sur la fin de ses jours, elle prenoit encore tout ce qui luy arrivoit au monde d'affliction ou de mal comme chose indifferente, et comme si elle eust desir chanté parmy les Anges, ne se soucioit plus de rien. En ces exercices de pieté et plusieurs autres passoit elle les matinées jusques à l'heure de son repas.

« La sobriété et l'abstinence l'ont bien tousjours accompagnée en son boire et en son manger puis qu'il se dit qu'en toute sa vie, avec tant d'infirmité, elle ne rompiست le Caresme que deux fois, encore avec tant de difficulté qu'il ne se peut escrire, et si prudemment qu'elle ne trouvoit de lieu assez secret pour prendre sa refection ; ceste pieté et ceste religion estoit le centre et la circonference de toutes ses pensées et de tous ses discours ; comme elle a esté honorée de tous les grands, et des plus vertueux du Royaume, aussi fut elle visitée des Seigneurs, des Dames et de plusieurs religieux insignes en pieté ; peu de journées se passoient qu'il ne se trovast à son disner un bon nombre de grands personnages, lesquels oyans ceste Reyne discourir du zele qu'elle avoit à la gloire de Dieu et à l'avancement de son Eglise et voyans comme elle mettoit la vertu en son jour et qu'elle se rendoit admirable aux yeux de tout le monde, s'en retournoient en leurs maisons tous ravis et tous resolués d'imiter sa vertu ou de pres ou de loin. Entre plusieurs grands hommes de science, elle avoit une particuliere creance au Docteur Dinet et au sieur Toussaint le Duc son confesseur, ces deux se trouvoient presque tousjours à ses repas. Par reigle de santé incontinent apres graces et qu'elle estoit hors de table se mettoit dans une chaire où elle sejournoit une heure sans beaucoup parler. Estant sorti du repos la voilà à la lecture de quelque livre choisi pour une, deux ou trois heures. Entre plusieurs femmes et filles, elle avoit choisi la Demoiselle la Beraudiere qui lisoit des mieux ; lors qu'elle estoit contraincte de demeurer au lict, son livre ordinaire estoit la vie des Saints. Apres ce durant la lecture s'adonnoit aux ouvrages. Il y a plusieurs Eglises en France qui ont des ornemens de sa main. Sur les quatre ou cinq heures selon le temps et la saison sortoit encore une heure à la promenade. La pieté prend ses racines en l'ame et si profonde bien avant par le moyen de la meditation, car l'effect de la meditation est d'élever les ames au Ciel ; nostre Reyne estoit bien

informée de cecy, depuis qu'elle fut vefve jusques à sa mort, deux diverses fois le jour, au matin devant la Messe et au soir devant Vespres, elle se relaschoit de sa vie active et se retiroit de toute compagnie en son cabinet pour trois quarts d'heure chaque fois : le subject ordinaire où ceste belle ame s'attachoit fut l'histoire de la Passion, partie en autant de meditations qu'il y a de jours en la sepmaine. Apres son souper permettoit quelque honneste recreation en sa presence, et parfois devant que faire l'examen faisoit lire.

« Ainsi passoit les journées ceste grande Reyne, sans craindre d'estre surprise de la mort et sans apprehension d'estre reprise d'avoir employé le temps aux usages et au service du monde<sup>1</sup>. »

Louise séjourna près de dix ans à Chenonceau; elle ne le quitta qu'à la fin de 1600 pour aller prendre possession du duché de Bourbonnais qu'Henri IV venait de lui assigner en douaire. Le P. Thomas d'Avignon, de l'ordre des Capucins, est le seul qui nous ait laissé des détails sur sa dernière maladie et sa mort<sup>2</sup>. Son récit a une valeur historique si réelle, qu'il nous semble digne d'être transcrit dans toute sa candeur.

« Il n'y a pas un d'entre vous, disait-il en face de son cercueil, qui ne sçache que le premier jour de l'Advant, prochainement passé, elle fut de bon matin au monastere de Saint-Clair de cette ville, où apres s'estre communiee, et passé la matinée jusques à trois heures après midi, elle s'en vint à la predication en ceste eglise de Nostre-Dame, quelque mauvais temps qu'il fist et tres contraire à sa santé, où je recogneus qu'elle estoit agitée de quelque indisposition, ce qui m'occasionna de retrancher une partie de mon discours : ma pensée ne fut pas vaine, car au sortir de l'eglise elle s'en alla mettre au lit, agitée de beaucoup de douleurs, qu'elle supportoit avec une si grande patience, qu'on ne l'a jamais vuë se plaindre ou lamenter, ou proferer aucune parole d'impatience ou mescontentement, mais rapportoit toutes choses à la bonté de Dieu qui la visitoit, prenoit à gré tout ce qu'il luy plaisoit d'envoyer, avec desir d'en endurer davantage pour son amour, si sa volonté estoit telle, se jetant tousjours entre les bras de Jesus crucifié : ce qui est acte de grande perfection et digne d'estre remarqué. Elle a perseveré malade comme cela jusques apres les Roys. Et durant sa maladie j'avois l'honneur de prescher trois fois la sepmaine devant elle et de parler à elle après la predication, où son discours n'estoit que Dieu, de sa resolution à la mort et du desir qu'elle avoit de mourir pour estre unie à Dieu, disant ces parolles : Dieu ne me feroit-il pas une grande grace, mon pere, s'il daignoit par sa bonté m'appeler à soy, il y a si longtemps que je traîne et que je languis, toutefois si c'est pour son honneur et gloire que je demeure en cest estat, que sa volonté soit faicte. Mesme le jour des Roys, après avoir presché devant elle, elle me parla avec une telle ferveur d'esprit de Dieu, et

<sup>1</sup> A. Malet, p. 314. *Les Exercices ordinaires de la Reyne pour chacun jour en l'estat de viduité.*

<sup>2</sup> *Oraison funebre sur le trespas de tres-haute, serenissime et tres-religieuse princesse, Loyse de Lorraine, reyne douairiere de France et de Pologne*, prononcée en l'église de Nostre-Dame de Molins, le mardy 13 febvrier 1601, recueillie tres-fidellement de mot à mot par Estienne Bournier Bourbonnois. Avec divers tombeaux de la mesme reyne. A Paris, 1601, in-12, d'une rareté insigne, de 64 pages, plus cinq liminaires.

du desir qu'elle avoit de jouyr de son paradis, que je l'admirois, comme si elle prevoiyot l'accident qui luy devoit arriver dans peu de jours, qui fut le vendredy suyvant douziesme de janvier, une foiblesse de cœur si estrange sur les onze heures du matin, qu'ung chacun la jugea morte. Le jour auparavant, je fus parler à elle, la suppliant de me vouloir congédier pour m'en aller à Orleans gagner le Jubilé. Elle me repondit, mais avec une si grande devotion, pieté et prudence, que je ne le sçauois expliquer : Je vous supplie de retarder vostre voyage, car vous aurez tousjours moyen de gagner le Jubilé, afin que vous m'assistiez, si d'avanture il m'arrivoit quelque accident. Or je ne sçay si je dois appeler cecy predication et prophetie; mais dès le lendemain je fus appelé pour l'assister à ceste grande foiblesse, où elle perdist la parolle et le sens : et par ce qu'il n'y avoit pas long temps qu'elle s'estoit confessée et communiée, la voyant en tel estat, je lui demanday si elle ne vouloit pas recevoir le saint sacrement d'Extreme-Onction et que, ne pouvant parler, elle en fist quelque signe exterieur; elle fist signe de la main qu'ouy. Je luy dis qu'elle fist quelque acte exterieur de contrition et repentance, elle joignoit les mains d'elle-mesme le mieux qu'elle pouvoit, quand on lui vouloit donner l'Onction, je l'adverty d'estendre la main, laquelle elle estendit tout aussi tost, mais avec une telle façon et gaieté de cœur, qu'on jugeoit cela plustost une chose divine que humaine; après l'Onction je luy presentay sa croix d'argent pour la baiser, ce qu'elle fist avec beaucoup de devotion, et parce qu'au pied de ceste croix il y avoit du bois de la vraye croix, que je ne sçavois pas, elle faisoit signe de vouloir tousjours baiser au pied, elle la baisa avec tant de devotion, qu'elle mouvoit à pleurs les assistans. Je luy dis par apres, qu'elle se recommandast à Dieu, et qu'elle eust tousjours son cœur à luy, le suppliant de vouloir oindre son ame de l'Onction spirituelle de sa divine grace ainsi que son corps avoit esté oinct de la corporelle de ce saint sacrement. Je luy demanday si elle m'entendoit bien, elle respondit : Jesus ouy; pour lors commença de parler et se remettre en son bon sens et jugement. L'apres disner, sur les trois heures, elle me fist appeler et discourir de la gloire des bienheureux, auquel discours je m'arrestay bien l'espace de deux heures, et craignant de l'ennuyer je voulois finir, mais elle me fist continuer ce mesme discours; apres lequel elle me dit de rechef de ne la point abandonner et de differer mon voyage d'Orleans jusques à la Chandeleur. Elle persevera en telle façon jusques au dimanche prochain, durant lequel temps elle me faisoit appeler soir et matin pour dire devant elle ses heures accoutumées et pour discourir spirituellement. Le dimanche au matin, je luy dis que c'estoit la feste du Nom de Jesus, celebrée de tout l'ordre de Saint-François, et que sçachant la devotion qu'elle portoit à ce nom sacré et glorieux, qui veut dire Sauveur ou salut, vraiment sauveur de nos ames, je l'en avois voulu advertir afin qu'elle se disposast pour dignement le recevoir en son ame; elle me respondit qu'elle se vouloit confesser et communier, et qu'elle vouloit aller à sa chapelle recevoir son Createur, et quand je luy disois qu'elle n'estoit pas en propre disposition pour y aller, mais que Dieu accepteroit sa bonne volonté et que luy apporterais les saints sacrements, elle, estant au lict sur son seant, veu que Dieu a plus d'égard au cœur et à la droite intention :— Helas! mon pere, disoit-elle, permettray-je bien



que mon Seigneur et mon Createur vienne vers moy ? Pour le moins que je le reçoive à genoux, à terre, au pied de mon lict. Après plusieurs autres paroles semblables de piété et d'humilité, je m'en vay m'apprester pour célébrer la Messe. Cependant on la leva du lict par son commandement, et s'assied sur sa chaise, et lors que je levay le saint Sacrement en haut, oyant de sa chambre la clochette, se prosterna tout à coup les deux genoux à terre sans carreau; ses dames, cuidans qu'elle fust pasmée, accoururent vistement vers elle pour l'assister. — Non, dict-elle, ce n'est rien, laissez moy, il n'y a point de mal, j'adore mon Dieu. Après que j'eus receu le saint Sacrement, sans que j'y pensasse aucunement, croyant de luy porter la sainte communion en sa chambre, comme je le luy avois dit, elle s'en vint promptement en la chapelle, sans qu'on la tint, et avec une telle ardeur de devotion, que tous ceux qui la voyoient en estoient ravis, et comme hors d'eux-mesmes, l'ayant veue et laissée si malade au lict, jugeans, et à bonne raison, que c'estoit Dieu qui guidoit ses pas, qui luy donnoit la force, qui la soutenoit, et pour moy je fus si estonné quand je la veis se prosterner à terre pour adorer et recevoir son Createur, que je perdis le cœur et la parole, et ne sçavois de quel costé me tourner. Qui sçaura par après jamais raconter l'humilité, la piété, la devotion avec laquelle elle receut son Dieu, la teste baissée, les braz croisez, les genoux à terre sans point de carreau, pour ce qu'elle n'en voulut point, et toute ceste journée ne voulut que parler et discourir de Dieu, le suppliant maintesfois, si c'estoit sa volonté, de la prendre à soy et de l'oster de ce monde (bien que pour l'honneur et l'amitié qu'elle portoit au roy, elle dist à madame de Mercœur : Ma sœur, ma maladie sera cause que je ne verray point le roy, j'ay regret de ne le voir, comme aussi la reyne, auparavant ma mort), et persèvera en telle ferveur de devotion jusques au mardy matin, où elle fut saisie d'un grand mal de cœur, et bien tost d'une autre grande foiblesse, qu'elle supporta avec grande patience : demye heure après laquelle elle revint à soy et voulut, sans plus attendre, disposer de ses affaires temporelles, ayant desia si saintement disposé de l'estat de son ame. Et pendant qu'elle parloit à M. de Chasteau-Neuf, son chancelier, de la disposition de ses biens, elle fut soudainement agitée d'une autre foiblesse, de laquelle elle fut bien tost delivrée et remise à soy, et apres avoir maintesfois baisé le crucifix, disposa heureusement de ses affaires, enjoignant à ses heritiers de faire bastir et construire un couvent de capucines à Bourges, où elle vouloit que son corps fust transporté, à fin que pour le moins elle y fust morte, ne pouvant y estre vive, et que ses obseques et funerailles fussent faictes le plus simplement qu'il se pourroit. Elle persèvera comme cela jusques au mercredi matin, à trois heures apres minuit, m'appelant pour dire ses heures devant elle, après lesquelles elle me pria de lire quelque livre spirituel, et par apres requist la confession et communion, auparavant laquelle je luy fis une demande en telle façon, la voyant peu à peu finir sa vie et s'approcher de la mort : Madame, avec vostre permission je prendray la hardiesse de vous faire une requeste, je vous supplieray au nom de Dieu de me la vouloir appoincier, si Dieu vous prend à soy et vous fait la grace de vous loger en son paradis, de le prier pour moy qu'il me face la grace de faire en ce monde des fruits dignes de penitence; elle me respondit en joignant ses mains :

Vrayement, j'en suis contente, souvenez aussi de prier Dieu pour moy; et me donna son cordon de saint François qu'elle portoit toujours sur soy. Quelque temps apres se confessa, et, pour recevoir le plus dignement possible son Createur, me fist dire la messe en la chapelle proche de sa chambre (selon la permission qu'elle en avoit de nostre saint Pere), apres laquelle voulut faire ses Pasques. Durant la celebration de la messe se faisoit tenir le crucifix au pied du liect par une de ses demoyselles, devant lequel ores joignoit les mains, ores croisoit les bras, tantost se frapoit la poitrine, et le regardoit avec une telle contrition, qu'elle mouvoit à pleurs et compassion tous ceux qui la voyoient. Apres la messe, je luy apportay le saint Sacrement qu'elle receut avec tant d'humilité, que les assistans pleuroient et asseuroient n'avoir jamais veu personne recevoir si religieusement le precieux corps de nostre Sauveur, de sorte que tous unanimement et d'un commun consentement l'appeloient bien-heureuse, et la supplioient de leur vouloir donner sa benediction. D'un costé madame de Mercœur, qui l'a toujours assistée en sa maladie, qui ne bougeoit jour et nuit d'apres d'elle, la supplia les deux genoux à terre de la vouloir benir avec M. de Mercœur son mary, ce qu'elle fist avec beaucoup d'humilité: d'autre costé madame de Martigue, avec sa sœur et ses nieces, firent de mesme, lesquelles elle benist toutes avec beaucoup de pieté; sur cecy arriva mademoyselle de Mercœur, François de Lorraine, qui étoit desjà à cette époque fiancée à Cesar de Vendôme<sup>1</sup>, sa niece, qui accroist les gemissemens; l'innocence et la pureté accompagnée de larmes avec laquelle ceste jeune et honneste princesse luy demanda sa benediction, fendoit les cœurs de compassion, mais plus encore le discours que ceste reyne luy tint conforme à son tendre et bas aage, qu'elle estoit grandement obligée à ses pere et mere, et partant qu'elle s'evertuast de leur rendre l'honneur qui leur appartenoit, surtout qu'elle ne se forlignast jamais de la droicte sente de vertu, qui conduit droict au ciel, c'est à sçavoir la pieté et devotion. Toutes ses dames, filles, damoyelles et femmes de chambre, ne voulans estre frustrées de ce bien, se prosternent à terre requerans sa benediction, lesquelles toutes furent benistes avec un discours aussi piteux et plain de compassion que digne d'estre remarqué. Les pleurs, les larmes, lamentations et regrets furent si grands à ceste heure-là, qu'il seroit impossible à ma langue de les pouvoir desduire. Mais ce qui redoubla les pleurs et les plaintes furent les gentilshommes et tous les pauvres officiers qui entrerent tous en flotte dans sa chambre, se prosternans à genoux et crians à haute voix : Madame, madame, hélas! que nous ayions aussy bien vostre benediction que les autres. Je luy dis : Madame, voyla vos gentilshommes et officiers qui vous crient mercy tres humblement et vous demandent pardon s'ils ne vous ont servy comme ils devoient, et comme Vostre Majesté le meritoit, et vous prient de les vouloir benir. Hélas! dit-elle, mes amis, je vous rends grace du service que vous m'avez fait, je me suis tousjours fort contentée de tous vus autres, vous m'avez tousjours bien servie, priés Dieu pour moy, que si je vous suis encore utile et necessaire, qu'il me laisse en ce monde, sinon sa

<sup>1</sup> C'est elle qui herita du château de Chenonceau, et fonda les Capucins de la rue Neuve-saint-Honoré, qui ont existé jusqu'à 93.

volonté soit faite, et je le prie qu'il vous benisse. Après tout cecy, elle appela madame de Mercœur à qui elle presenta deux croix d'or, dans lesquelles il y avoit de la vraye croix : Tenez, ma sœur, voila que je vous donne une pour vous, laquelle vous garderez en souvenance de moy, et l'autre pour mon tres-cher frere vostre mary, lequel vous saluerez de ma part; je desire luy escrire un mot de ma main, car je l'ayme de tout mon cœur. Et se fit apporter son escriptoire et du papier; mais à peine eut-elle la main à la plume pour escrire, qu'elle dit à madame de Mercœur : Helas ! ma sœur, je ne sçauois escrire pour la douleur que j'endure à la teste, mais souvenez-vous de le saluer de ma part, l'assurant de l'amitié que je luy ai tousjours portée, que je prieray Dieu pour luy, qu'il se souviennne aussy de le prier pour moy. Elle persevera comme cela jusques au vingthuitiesme janvier, le jour auparavant qu'elle mourust. Sentant approcher son heure dernière, elle m'appela pour dire ses heures et la passion de nostre Seigneur devant elle; apres laquelle elle me dist : Helas ! je pensay bien mourir en autre equipage que cestuy cy, parmy les religieuses capucines; mais, puis que la volonté de Dieu n'est pas telle, je me conforme à tout ce qui luy plaist. Madame, luy dis-je, encore ai-je esperance, avec l'ayde de Dieu, de prescher devant vous le carmesme prochain. — Non plus, dict-elle, cela est faict, je mourray bien tost, priez Dieu pour moy; je croy que les capucins auront souvenance de moy en leurs prieres, car je les affectionnois beaucoup. — La nuit suyvante elle demanda à madame de Martigues où estoit sa niepce, laquelle luy respondit qu'elle dormoit; helas ! dit-elle, je la voudrois bien voir avant que de mourir, et, quand madame de Martigues luy dict qu'on la feroit lever : Non, dict-elle, ne faites pas cela, ma cousine, je vous supplie, car elle prendra quelque mal. Ce sera donc demain, madame, que vous la verrez et qu'elle vous viendra baiser les mains. Non, dict-elle, cela est faict, je ne la verray plus en ce monde, car je mourray demain. Helas ! quand sera-ce l'heure que je jouyray de mon Dieu. — Le jour suyvant, le matin à trois heures, vingtreufviesme du mois passé, voyant approcher l'heure de son trespas, elle feist appeler son confesseur, et, hien qu'il n'y eust pas longtemps qu'elle se fust confessée et receu son Seigneur, toutesfois pour rendre son ame à Dieu pure et nette, le plus qu'il lui seroit possible, voulut se confesser et recevoir sa benediction, apres laquelle un petit quart d'heure fut agitée d'une autre grande foiblesse, qui la priva de la parolle et tout quant et quant des sens, mais non pas tant qu'elle ne fist tousjours quelque acte de pieté et signe de devotion quand on parloit à elle de Dieu et des choses spirituelles. Et persevera comme cela jusques au soir, que madame de Mercœur luy dist : Madame, parlez-moy, je vous supplie, au nom de Dieu. Helas ! dict-elle, je ne sçauois; et la regardoit si fixement, que ses yeux, faisant l'office du cœur et de la langue, monstroient evidemment l'amour qu'elle luy portoit et le dernier à Dieu qu'elle luy disoit au depart de ce monde. Pendant que les prestres autour de son lict prioient pour elle, les uns à genous, recommandant son ame, les autres debout avec l'eau benoiste, mon compaignon d'un costé, moy de l'autre, je l'exhortay à se ressouvenir du nom sacré de Jésus; aussitost elle prononça à haute voix : Jesus ! et ce fut sa dernière parolle. Car un *Pater* et un *Ave Maria* apres fut surprise d'une autre grande foiblesse, s'en re-

leva bientôt, dressa sa vue en haut vers le ciel, ouvrit trois fois la bouche, à chaque fois desquelles je lui faisais le signe de la croix avec la chandelle beniste que je tenais allumée entre mes mains, invoquant le nom de Jesus, et à la troisieme fois ceste vertueuse princesse rendit l'ame à son Createur.»

Suivant son vœu, le corps de la reine Louise fut mis en dépôt au couvent Sainte-Claire de Moulins, puis inhumé, en 1623, dans le chœur de l'église des Capucines, qu'avait fait élever, selon son désir, la duchesse de Vendôme, son héritière, laquelle en fit ériger une seconde à sa mémoire au centre du Paris actuel. Qui songe maintenant à la reine Louise en parcourant le boulevard des Capucines pour se rendre à la Bourse ou à l'Opéra ? Pourtant la mémoire de cette bonne reine, dont les vertus forment un contraste si frappant avec les iniquités qu'elle a traversées sans en être souillée, mériterait, j'ose le répéter, d'inspirer une plume plus élégante et plus nationale que la mienne, mais qui ne saurait, en tout cas, être plus sensible aux vieux souvenirs de la monarchie française.

Chenonceau, 15 juillet.

AUGUSTIN GALITZIN.

# BIBLIOGRAPHIE

---

LA BELLE SAISON A LA CAMPAGNE, conseils spirituels, par M. l'abbé BATAIN, deuxième édition. — Chez L. Hachette.

Heureux l'écrivain dont l'œuvre sérieuse, destinée avant tout au perfectionnement moral de ses lecteurs, n'a cependant besoin, pour se répandre et se faire lire, ni des lents secours du temps, ni des éloges tardifs de la critique impartiale, ni des louanges hâtées de la camaraderie ou de la complaisance littéraire!

M. l'abbé Batain est cet écrivain privilégié.

La presse, cette voix si peu sûre, et pourtant toujours écoutée avec confiance par la foule, n'avait encore rien dit de la *Belle Saison*, que la première édition, faisant fortune d'elle-même, disparaissait de chez le libraire, entrait dans maints préparatifs de voyage, et suivait sur toutes les lignes et dans toutes les directions les heureux de la villégiature. Tous liront-ils le volume emporté? Je l'ignore. Chacun sait par expérience qu'on emporte d'ordinaire à la campagne beaucoup plus de livres qu'on n'en lit. Un sommeil de quelques mois au fond d'une armoire ou d'un sac de nuit, tel est, hélas! le sort de plus d'un livre excellent acheté au départ avec enthousiasme.

Comment expliquer le beau succès, la vogue merveilleuse du livre de M. l'abbé Batain, livre qui ne s'adresse, en définitive, qu'à des lecteurs et à des lectrices d'élite? J'en trouve les causes variées dans le besoin réel et profond auquel l'ouvrage est venu répondre admirablement, dans le nom distingué de l'auteur, qui le premier a eu la louable pensée de traiter spécialement des devoirs qu'impose la vie à la campagne durant une grande partie de l'année, et aussi, si je puis le dire, dans le contraste assez piquant qu'offrent au premier regard le caractère grave, austère de l'auteur, et le titre fleuri et parfumé de son livre, titre qui à lui seul était déjà une chance de faveur pour l'ouvrage.

En effet, la belle saison à la campagne, n'est-ce pas ce que tout le monde aime et ce qui fait, au retour de chaque printemps, l'objet de tous les vœux et de toutes les aspirations?

La belle saison à la campagne, c'était le désir sensuel du païen opulent, qui, soupirant après les frais ombrages de sa voluptueuse villa, comprenait

et répétait le mot du poète, son maître, mot très-beau s'il n'avait été gâté par l'épicuréisme :

O rus ! quando ego te adspiciam !

La belle saison à la campagne, n'est-ce pas le rêve ardent des âmes ascétiques dans le besoin divin qu'elles ont de s'envoler loin des cités et des hommes pour respirer, au moins quelque temps, plus près du ciel et de Dieu ? « Que n'ai-je les ailes de la colombe pour fuir et aller chercher dans la solitude un peu de calme et de repos ! » Ainsi s'écrient-elles avec l'âme du Psalmiste.

La belle saison à la campagne, c'est le vœu légitime de quiconque ne consent pas à laisser son âme perdre jusqu'à sa dernière fraîcheur et son dernier parfum sous la brûlante atmosphère des affaires et dans les assujettissements infinis de la vie parisienne, vie corrosive, desséchante, alors même qu'elle n'est en face que des plus saintes préoccupations et des plus nobles devoirs.

Mais il ne faut pas s'y tromper. Si la vie aux champs a ses incomparables douceurs et ses nombreux avantages, elle a aussi ses écueils. Au sein du calme et du repos naissent si aisément, si l'on n'y prend garde, la torpeur de l'esprit, l'engourdissement de l'intelligence, l'atonie générale de l'âme, et, par suite, l'amour du rien faire, ce vice capital dont le moindre inconvenient est de transformer peu à peu en mortels ennuis ou en distractions insipides et stériles les plus vives comme les meilleures jouissances. Ce ne sont pas seulement les longs loisirs qui créent un danger, quand ils sont inoccupés, ce sont aussi les plus franches et les plus légitimes récréations, si l'on n'a soin de les soumettre à une règle sage. M. l'abbé Bautain cite en particulier la chasse et l'amour des chevaux. Rien assurément de plus innocent en soi ; et cependant où n'en peut pas arriver le jeune homme qui, ne sachant se modérer en quoi que ce soit, finit par ne plus rêver que chevaux et chasse ? Diphile, l'intrépide ornithomane de Labruyère, se renferme le soir, fatigué de son propre plaisir, « il retrouve ses oiseaux dans son sommeil ; lui-même il est oiseau, — ajoute plaisamment l'auteur des *Caractères*, — il est huppé, il gazouille, il perche, il rêve la nuit qu'il mue ou qu'il couve. » Ce sont des métamorphoses moins risibles, mais aussi réelles, qui accompagnent souvent la passion effrénée ou de la chasse ou des chevaux. « A force de vivre avec les bêtes, — dit avec raison M. l'abbé Bautain, — à force de ne penser qu'aux bêtes et d'en parler, hélas ! on devient bête soi-même. »

C'est ainsi que, parmi ceux que la belle saison ramène chaque année à la campagne, quelques-uns, au lieu de tirer avantage de la vie des champs, s'y annihilent par l'inertie, tandis que d'autres s'y dégradent par l'animalité.

Je voudrais pouvoir passer ici en revue les vingt-sept lettres dont se compose l'ouvrage remarquable où M. l'abbé Bautain signale les dangers qui peuvent se rencontrer et se dissimuler sous les doux loisirs de la villégiature, et dans lesquelles il indique, contre chaque écueil, un préservatif excellent. Il y a toutefois deux sujets qui auraient mes préférences si je voulais faire un choix dans les pages de la *Belle Saison* : ce sont la méditation et la con-

versation. Voilà deux sujets que l'écrivain s'est plu à développer et qu'il a surtout traités de main de maître.

La condition matérielle que la méditation exige, selon M. l'abbé Bautain, c'est qu'on se lève tôt, cette grande jouissance de la journée, dont le P. Lacordaire nous disait dernièrement ici tout le prix et tout le charme<sup>1</sup>. La méthode que présente l'écrivain est facile autant que féconde. Elle se résume en ceci : ouvrir son âme à la parole de Dieu et en respirer les parfums; la savourer longuement et tant qu'on y trouve du suc. Comme sujets particuliers d'oraison au milieu des champs, M. Bautain a bien raison d'indiquer ces magnifiques pages de l'Évangile où les plus suaves comparaisons sont empruntées à la nature ou aux travaux champêtres. « La nature, dit excellemment le moraliste, vous expliquera la parole divine, qui a daigné se revêtir de ses voiles, et la parole divine, à son tour, illuminera la nature à vos yeux, en lui prêtant un sens surnaturel qui l'élèvera au-dessus d'elle-même et la transfigurera. »

Lorsque l'âme s'est nourrie de la parole divine, libre au corps de se nourrir de pain, mais à la condition que cette action encore soit digne de l'homme, tourne à la gloire de Dieu, et que l'esprit veille et pense pendant que le corps mange et boit.

Or c'est comme moyen d'empêcher le corps d'étouffer l'esprit à table, et de faire que le dîner soit autre chose qu'une grande « *mangerie*, » que M. l'abbé Bautain présente la conversation. C'est à ce point de vue tout spécial qu'il se place pour tracer les règles de l'art de converser, complétant d'une façon heureuse les lacunes laissées en cette délicate matière par Labruyère, sans trop s'éloigner, pour l'originalité et l'esprit, de son inimitable devancier. Si une critique fine, habile, juste, incisive, si des conseils sages, expérimentés, pouvaient faire disparaître de la conversation ces mille fléaux que M. Bautain caractérise trop bien pour ne pas les avoir eu souvent lui-même à subir, cet heureux résultat serait un de ceux que l'on peut attendre avec raison de son beau livre. Mais, hélas, les « *bourreaux de parole* », petits et grands, sont-ils gens à se corriger? En est-il un parmi eux qui voudrât consentir à se persuader que souvent, en effet, comme le dit un vers charmant :

« On perd à trop parler ce qu'on gagne à se taire, »

même quand, pour se faire pardonner sa désolante loquacité, on n'a à offrir autre chose qu'une voix retentissante, un verbe délié, une vanité sans limite, une impertinence sans frein, un esprit tourné à la médisance, au dénigrement, au goût déplorable pour les saillies plus bouffonnes que spirituelles, ou une puérile habitude de chercher en tout le calembour?

Mais, si la *Belle Saison* ne ramène pas dans tous les salons de la campagne et de la ville les véritables règles de la conversation, il est d'autres résultats salutaires que le livre a déjà obtenus. J'ai été moi-même l'heureux témoin des excellents effets produits, dans une circonstance, par une simple lecture des pages où M. l'abbé Bautain indique à son jeune correspondant le moyen

<sup>1</sup> Voy. *Correspondant*, 25 mai 1858, pag. 21.

de faire de l'aumône, au village, un secours à la fois plus sûr et plus efficace. La *Belle Saison* n'eût-elle opéré encore que la seule conversion à laquelle il est fait ici allusion, que ce serait déjà une vraie gloire pour le livre et une bien douce récompense pour l'auteur.

A. F. DESCHAMPS.

---

LES LA BODERIE, étude sur une famille normande, par M. le comte M. DE LA FERRIÈRE-PERCY, membre de la Société des antiquaires de Normandie. Aubry, rue Dauphine.

On se demande souvent pourquoi l'histoire, qui a conservé le souvenir de tant de personnages peu dignes de l'honneur de se survivre, a laissé se perdre au sein d'un injuste oubli une foule de noms qui méritaient d'être transmis à la postérité. En ce point, comme en tout ce qui concerne la distribution peu équitable des faveurs de la fortune, il y a lieu d'accuser le hasard qui a tant de part à nos destinées et l'ingratitude humaine dont nous trouvons partout la trace. Heureusement les générations passent et l'humanité poursuit, sans s'arrêter, sa marche progressive. Il devient ainsi possible aux survivants des anciens âges de reviser les jugements de leurs prédécesseurs, de casser leurs arrêts, et de réparer leurs injustices.

C'est une de ces réhabilitations de bon aloi que M. de la Ferrière vient de tenter dans l'ouvrage que nous avons sous les yeux. En retraçant l'histoire de toute une famille normande, l'écrivain, homme de cœur autant qu'homme de talent, a compris qu'il y avait là pour lui une noble tâche à remplir; et il a suivi les frères de la Boderie dans les diverses carrières qu'ils ont glorieusement parcourues, avec un intérêt et une émotion qu'il a fait partager à ses lecteurs.

C'est dans le vieux manoir de la Marchandière, où mourut le dernier représentant des la Boderie et appartenant à leur dernier serviteur, survivant de plusieurs générations, que M. de la Ferrière est allé évoquer les souvenirs naturellement attachés aux lieux qu'ils avaient habités depuis quatre cents ans. C'est dans cette demeure modeste que vécurent, à la fin du seizième siècle, trois frères, Guy, Nicolas et Antoine, que l'historien rencontre à cette époque dans les cours de plusieurs souverains. Guy de la Boderie, poète comme son compatriote et ami Vauquelin de la Fresnaye, se distingua de plus, ainsi que son frère Nicolas, comme savant et comme orientaliste. M. de la Ferrière rend compte de ses publications, le suit dans ses voyages et ses diverses résidences, et fait connaître les titres nombreux qui lui valurent d'illustres protecteurs et l'amitié des savants et des poètes de son époque. Mais c'est surtout Antoine de la Boderie que l'historien s'attache à venger de l'indifférence et de l'oubli dont il a été jusqu'à présent l'objet. Envoyé par Henri IV en qualité d'ambassadeur auprès du roi Jacques I<sup>er</sup>, de la Boderie sut déployer dans ce poste difficile le caractère le plus ferme, l'habileté la plus consommée, et une loyauté qui lui concilia l'estime universelle. Les documents recueillis par M. de la Ferrière lui ont permis de mettre dans un nouveau jour les relations établies à cette époque entre l'Angleterre et la France, et c'est ainsi qu'une monographie particulière a pu fournir de précieux renseignements à l'histoire générale.



Si la vie d'Antoine de la Boderie jette des clartés nouvelles sur l'histoire politique et les travaux de la diplomatie, celle d'Anne de la Boderie et de Jean Halbout, sieur de la Becquetière, son mari, nous font pénétrer dans l'intimité d'une famille normande au commencement du dix-septième siècle. Elle nous offre un exemple de cet entraînement vers la vie cénobitique et de ces aspirations vers la sainteté chrétienne dont furent saisies à cette époque les âmes fatiguées du spectacle des passions effrénées qui avaient ensanglanté le siècle précédent.

L'histoire des deux époux, devenus en religion sœur Élisabeth et frère Elzéar, offre tout l'intérêt d'une légende, et nous félicitons M. de la Ferrière de nous l'avoir racontée d'une manière si touchante.

Cette étude sur une famille normande révèle dans M. de la Ferrière des qualités d'écrivain que nous avons déjà pu remarquer dans son *Histoire de Flers* et dans celle du *canton d'Athis*. Elle nous autorise à penser que, sans renoncer à ces recherches locales dont il sait tirer un si bon parti, il ne pourra manquer de prendre une place élevée parmi les historiens, si, traitant quelque sujet d'un intérêt général, il y apporte ce besoin d'exactitude, cette élévation d'idées et cet amour de tout ce qui est grand et honnête, qui ont déjà signalé ses travaux à l'estime publique.

C. HIPPEAU.

DICTIONNAIRE D'ÉCONOMIE CHARITABLE, OU EXPOSÉ HISTORIQUE, *théorique et pratique de l'assistance religieuse, publique et privée, ancienne et moderne*, par M. MARTIN-DOISY, inspecteur général des établissements de bienfaisance, publié par M. l'abbé Migne, éditeur de la bibliothèque universelle du clergé. 4 vol. in-8, de 1800 colonnes.

Le tome IV et dernier de ce grand travail, dont la publication a commencé en 1835, vient de paraître. Il y a peu d'années, M. de Gérando disait dans l'introduction de l'ouvrage qu'il a publié sur l'assistance publique : « Les matériaux qui pourraient servir à l'histoire de la science charitable sont encore rares. Un petit nombre d'écrivains se sont livrés à ces recherches, un petit nombre de documents a été publié. On ne parvient à découvrir les faits qu'avec peine ; il faut les puiser souvent dans des sources qui appartiennent à d'autres sujets. Les archives des administrations publiques ne renferment que des renseignements incomplets. Ceux qui veulent entreprendre ces recherches doivent voir par leurs yeux, s'ils désirent véritablement s'instruire. La vie d'un seul homme n'y pourrait suffire. Les institutions de secours publics eurent des fondateurs, non des historiens. »

M. Martin-Doisy a consacré quinze ans à réunir les matériaux épars dans les bibliothèques et dans les archives de Paris et des départements ; et ce que M. de Gérando considérait comme à peu près impossible, il l'a accompli. Il n'existe pas un document relatif à l'assistance dans les ordonnances du Louvre, dans les archives de la rue du Cbaume, dans les cartons du ministère de l'intérieur et dans les bibliothèques de nos principales villes, qu'il n'ait tantôt traduit du latin, tantôt analysé, tantôt reproduit *in extenso*, selon leur

importance, de telle sorte que l'économie charitable, qui n'avait pas encore trouvé son nom il y a vingt ans et dont on niait l'existence comme science, a aujourd'hui une histoire que l'on peut dire complète et dans la forme la plus commode pour les recherches, celle d'un dictionnaire.

Les antécédents de l'assistance n'étaient pas le but unique du travail de M. Martin-Doisy ; il a exposé le présent avec non moins de développements qu'il a raconté le passé. Le mouvement moderne des bureaux de bienfaisance, des hôpitaux, des asiles d'aliénés, des monts-de-piété, des dépôts de mendicité, et de toutes les œuvres de la charité, se produit ici dans sa réalité vivante. Les fonctions d'inspecteur général, que remplit l'auteur, lui rendaient cette partie de sa tâche facile. Mais il existe dans la charité de nombreuses branches et de grandes œuvres qui n'ont pas d'histoire : tels sont les asiles d'aliénés, telles sont les institutions de sourds-muets et d'aveugles. Pour cette partie, ce que l'auteur avait à faire, c'était de dérouler le tableau des procédés de la science et d'en suivre patiemment les essais. Le traitement des aliénés n'a que soixante-deux ans de date ; les merveilles de l'éducation des sourds-muets et des aveugles ne dépassent pas l'âge d'homme. L'auteur analyse les méthodes, il broie pour ainsi dire les in-octavo pour en tirer les quelques pages qui en contiennent la substance. Les traités anglais et la science italienne lui ont apporté leur tribut. Un long article est consacré à la charité pratiquée chez les grandes nations modernes. Les principes adoptés, en Angleterre et chez les autres nations protestantes, sont mis en présence des règles et des coutumes charitables de la France catholique.

Dans notre pays, l'auteur a eu pour but de faire tomber les préventions des uns contre le passé, des autres contre le présent, les préventions des pouvoirs civils contre les pouvoirs religieux, du clergé contre les institutions civiles, de la charité publique contre la charité privée : l'histoire de l'ère moderne suffisait à ce résultat. M. Martin-Doisy a été entraîné encore plus loin par son désir de dissiper tous les nuages et de ne pas laisser manquer un seul élément aux conclusions du savant, du philanthrope et des milliers de coopérateurs de la charité chrétienne. Il fallait faire tomber cet autre préjugé très-répandu, que l'indigence était un fait inconnu à l'ancien monde. Aux mots *Assistance* et *Charité* (*Esprit de l'*), l'auteur a voulu montrer au philosophe, à l'économiste, à l'homme politique, ce que l'esprit humain, livré à lui-même, avait trouvé au profit des masses indigentes, avant que Jésus de Nazareth eût pris la parole en Galilée. Aux économistes, il fallait prouver que l'ère païenne a été soumise aux mêmes conditions que l'ère moderne, qu'il n'y a pas à répudier le témoignage de l'histoire, sous prétexte du défaut d'analogie. Il fallait leur démontrer que les mêmes causes y produisaient les mêmes effets que chez nous ; que les masses étaient les mêmes à Rome et à Athènes qu'à Paris et à Londres, avec des vices de plus et la charité de moins. A ceux qui ne voient dans l'assistance qu'une besogne gouvernementale, il fallait dérouler le récit des efforts tentés par la Grèce et par Rome pendant dix siècles, pour suppléer au manque d'équilibre social par le contrepois des secours. Quand les hommes politiques s'apercevront, dit M. Martin-Doisy, que l'assistance fut une préoccupation de tous les temps, ils ne s'étonneront pas que les sociétés modernes aient à en reprendre le problème.

Placé à ce point de vue, l'auteur a fait cette importante démonstration, que les masses n'ont été secourues dans l'ère païenne que par la violence faite aux lois et aux hommes, que par des atteintes portées à la liberté humaine, à la propriété publique et privée et par la corruption des mœurs générales, tandis qu'au contraire la doctrine chrétienne de la charité a agi exclusivement à titre de vertu religieuse et par la seule persuasion ; qu'au lieu de corrompre elle a moralisé à la fois celui qui reçoit et celui qui donne ; et enfin qu'elle a fait plus que soulager les misères, qu'elle a enseigné à les supporter.

L'auteur a adopté le système des mots complexes. L'histoire des faits administratifs, par exemple, ne lui a pas paru divisible. Il n'y avait pas moyen de faire deux articles de l'aliénation mentale et des aliénés. Les diverses applications du principe de l'association offraient plus d'intérêt dans leur ensemble que considérées isolément. Il faut en dire autant des œuvres de la charité privée qui s'enchaînent et se complètent. Les secours préventifs, commençant à la crèche et à la salle d'asile et finissant à la caisse de retraite, ont été énumérés et décrits au mot *Classes souffrantes*. Les diverses sortes de maladies contagieuses ont été englobées dans le mot *Contagion*, qui devait offrir naturellement l'histoire des *léproseries* peu à peu incorporées.

Ce coup d'œil rapide et ces exemples suffisent à indiquer l'utilité pratique de l'immense travail de M. Martin-Doisy. Il mérite d'avoir une place dans toutes les bibliothèques publiques, et dans celles des prélats, des prêtres, des supérieurs de communauté, des administrateurs et directeurs d'établissements de bienfaisance, des membres de sociétés charitables, en tous pays.

La critique reprochera peut-être à l'auteur une surabondance d'érudition qui introduit quelquefois de la confusion dans certains articles. Un peu plus d'ordre et de sobriété seraient désirables. Mais ce reproche atteint l'excès d'un mérite, plutôt qu'un véritable défaut. Bien peu de *dictionnaires* sont accusés d'être trop savants ; ils sont bien plutôt des répertoires superficiels propres à aider la paresse et à satisfaire l'ignorance sans l'instruire. M. Martin-Doisy aimera mieux encourir le reproche honorable d'une trop grande plénitude.

Mais il n'y a rien à reprendre à l'esprit qui l'anime, esprit large, chrétien, généreux, esprit de conciliation et d'ardeur charitable. Appuyé sur l'expérience, sincèrement religieux, l'auteur s'attache à détruire par les faits des préventions irréfléchies ou excessives, il veut substituer à un antagonisme stérile les conseils d'une sainte et féconde émulation ; ce n'est pas trop de toutes nos mains pour panser toutes nos plaies, et la charité, rétablie entre ceux qui l'exercent, deviendra plus efficace envers ceux qu'elle assiste.

Ainsi le livre de M. Martin-Doisy est digne d'être recommandé, comme le premier et le plus vaste répertoire qui ait été consacré à une science toute chrétienne, et en même temps comme une exhortation puissante et pratique à tous ses genres de bienfaisance.

P. DOUHAIRE.

L'HONNEUR, par ALFRED DE COURCY. Paris, Douniol.

L'honneur !... Notre collaborateur M. Alfred de Courcy vient de donner à un court et excellent volume ce nom qu'on ne peut prononcer sans un battement plus rapide du cœur. Cette émotion généreuse ne quittera pas un seul instant celui qui, séduit par le titre, ouvrira et lira le livre jusqu'à la dernière page.

Qu'est-ce que l'honneur ? C'est l'union mystérieuse et l'asservissement partiel de ce que nous avons de plus fort, l'orgueil, à ce que nous avons de meilleur, la conscience ; c'est l'ensemble des sacrifices qu'un homme, digne de ce nom, fait à l'avantage, que dis-je ? au bonheur, au besoin de posséder l'estime d'autrui et l'estime de soi-même ; c'est le commandant muet du soldat, le gardien invisible de la femme. Fils de la terre, l'honneur n'a pas les scrupules de la conscience, fille du ciel, mais il n'a pas ses indulgences ; il exige moins, mais il flétrit davantage ; il obéit au vent froid et capricieux de l'opinion des hommes ; le souffle de la pureté et de la bonté divines ne le réchauffe et ne l'attendrit pas. La conscience vaut mieux, mais elle est trop souvent moins entendue, et l'honneur, je le répète, est un écho sonore de la conscience dans l'orgueil. C'est, par excellence, la vertu du monde, la loi des relations sociales, loi la mieux observée, sans code et sans tribunaux, écrite dans un serment, dans une parole, dans un geste, dans un regard, obéie jusqu'au martyr, jusqu'à la mort.

A la sagacité, à la délicatesse des analyses par lesquelles M. de Courcy définit l'honneur, on sent qu'il s'y connaît. *L'honneur*, les *honneurs*, l'*honneur personnel*, l'*honneur militaire*, l'*honneur de la femme*, sont tour à tour dépeints, jugés, glorifiés dans des pages élégantes, fines, chaleureuses, que l'écrivain trace sous la dictée d'un double témoin, son expérience d'homme du monde et sa conscience de chrétien. L'honneur a une histoire ; le christianisme a donné à l'honneur moderne une fleur que le paganisme n'a pas portée, et à son nom même un son, un retentissement que les anciennes langues ne sauraient pas rendre. J'aurais aimé, comme contraste, quelques pages sur ce que les chrétiens doivent à l'honneur. Il y avait peut-être de bonnes vérités à nous dire sur le mépris de l'opinion d'autrui porté quelquefois parmi nous jusqu'au béat contentement de soi-même, sur la liberté de pousser loin des injures qui ne craignent pas le duel, sur le danger de laisser choir l'honneur du haut des nuages d'une conscience qui croit ne plus toucher la terre. Ne faisons pas la leçon à autrui sans nous la faire à nous-même.

L'honneur a aussi ses vices, ses hypocrisies, ses préjugés. Un chapitre sur le *duel*, un autre sur la notion de l'honneur, d'après certains romans, indiquent toutes ces nuances délicates. Ce dernier sujet méritait d'être développé et suivi d'une étude sur l'*honneur au théâtre*. Il est rare qu'en fermant un écrit on demande à l'auteur de le refaire plus long. Je le demande à M. de Courcy, afin que son livre devienne l'exposé aussi complet qu'il est élevé,

élégant et ferme, des lois de la morale et des règles de l'honneur, en un mot, le manuel abrégé de l'honneur chrétien à l'usage des gens du monde.

AUGUSTIN COCHIN.

LES MÉMOIRES D'UN TROUPIER, par le comte ANATOLE DE SÉGUR. Paris, *Ambroise Bray*.

Inspiré par la vocation particulière de son dévouement aux soldats de notre armée, M. Anatole de Ségur a fait suivre le *Dimanche des Soldats*, la *Caserne et le Presbytère*, d'un nouvel écrit, intitulé les *Mémoires d'un Troupier*.

On ne saurait trop louer ce zèle d'un écrivain de talent pour les lectures populaires. Que lisent les millions d'enfants instruits par l'école? Que lisent, dans des heures d'oisiveté, des milliers de jeunes soldats? Quels livres vont recevoir, dans un mois, à la distribution de prix de quarante mille écoles, les petits lauréats de douze ans? Que lit-on à la veillée? Que lit-on à la chambre? Que lit-on à l'atelier? On se tromperait fort en répondant : on ne lit rien. Non, on lit énormément dans les classes populaires; qui sait lire veut lire. La librairie le sait bien, mais la littérature l'ignore; la librairie place tous les ans, par les écoles, les distributions de prix et les colporteurs, plusieurs millions de volumes; la littérature en écrit tous les ans à peine un ou deux qui valent la peine d'être lus. Quelques vieux livres assez bons surnagent encore; mais la masse se compose de petits cahiers de papier noirci auxquels je préfère presque tous les joujoux de la boutique à quatre sous. Une chose pourtant est en progrès, c'est la reliure; il en est de même chez les confiseurs : à la faveur d'une boîte mieux dorée, passent tous les jours les plus insipides bonbons. Les enfants aimeraient mieux les joujoux et les bonbons que les livres; ils ne se tromperaient pas.

Honneur donc et reconnaissance à deux ou trois écrivains dévoués qui essayent d'améliorer ce genre de littérature ! Je souhaite que, dans les distributions de prix qui se préparent, on donne par milliers d'exemplaires les *Mémoires d'un troupier*. On ne saurait trouver un récit plus animé, plus frappant de vérité, plus touchant et plus amusant de la vie de ces jeunes gens de vingt ans, que l'armée prend aux champs et aux ateliers, transforme, discipline, jette dans les villes, conduit au feu, puis rend au pays, quelquefois démoralisés, plus souvent grandis, quelquefois mauvais sujets, plus souvent honnêtes hommes, bons citoyens et au besoin vrais héros.

Peut-être ces *Mémoires* ont-ils un défaut. Le troupier, ou plutôt le conscrit Jean Guérin, est par trop bon. Il avoue bien deux faiblesses et il se laisse tirer quelques carottes, mais c'est un vrai saint qui, à Paris, après avoir admiré la fameuse trompe en caoutchouc de l'éléphant du Jardin des Plantes, et monté dans la colonne Vendôme comme une puce dans un mirilton, ne fait plus de visite qu'aux églises et aux réunions pieuses. A Rome, il ne pense qu'au Saint-Père, en Crimée qu'à l'aumônier et aux sœurs de charité. Il a bien raison, ce Jean Guérin, et il est le type de bien des soldats. Mais la vertu a pour lui tout l'attrait et la facilité que le vice présente à d'autres. J'aurais voulu autour de lui des types plus variés, et une peinture plus vive, plus

crue de la caserne, du café, de la garnison, de tous les dangers à travers lesquels notre Jean Guérin passe, comme à travers le feu, presque sans égratignure. Sans doute, deux de ses camarades sont condamnés, l'un au boulet, l'autre à l'échafaud ; mais l'un finit à la Trappe, l'autre meurt comme un saint. Entre le meurtrier repent, le touchant Marcel, l'admirable Méthol, quelques caractères plus communs, un ou deux de ces sergents si bien touchés par le crayon de Charlet, un ou deux de ces gamins devenus soldats qui ne ressemblent en rien aux conscrits des campagnes, auraient, selon moi, ajouté à la réalité, à la vivacité, et même à la moralité du tableau.

Je ne demande à l'auteur rien qu'il ne sache faire. Quoi de plus animé, de plus frappant que ses pages sur le *tirage au sort*, la *révision*, le *départ* ; quelle émotion dans l'*Histoire de Marcel* ! que de patriotisme et de piété dans les chapitres sur *Rome*, la *Crémée*, la *rentrée à Paris* ! Comme il connaît bien l'armée, et comme il l'aime ! Que d'éloquence il fait souvent passer dans le style le plus familier ! Que de vérité dans les détails, que de noblesse vraiment française dans les sentiments ! Quand on sait si bien peindre, on peut sans peine faire poser quelques personnages de plus, et accentuer un peu le ton de la couleur. J'attends ce progrès dans de nouvelles éditions qui ne tarderont pas, ou dans de nouveaux ouvrages ; que le zèle de M. de Ségur ne se fatigue pas plus que l'avidité et la reconnaissance de ses lecteurs de la caserne, de l'école et de l'atelier !

AUGUSTIN COCHIN.

Puisque nous parlons de distributions des prix et de littérature populaire, qu'il nous soit permis de signaler les efforts tentés par un autre homme de cœur, M. Anselme de Chauvigné, pour renouveler et améliorer ces petites scènes dialoguées qu'il est d'usage de faire jouer aux écoliers devant leurs familles. Un court proverbe, intitulé *Patience et Grognardon*<sup>1</sup>, particulièrement destiné aux apprentis, écrit facilement, agencé avec intelligence, et où le mot pour rire amène à propos le mot pour penser, de manière à mêler heureusement la gaieté à la morale : voilà la première pièce de ce nouveau théâtre sans péril et sans reproche. Je ne sais pas si l'usage des récréations dont nous parlons est digne d'encouragement. Mais, à coup sûr, il le serait sans réserve si la mémoire des écoliers et des apprentis ne devait retenir que des compositions semblables à celles de M. de Chauvigné.

A. C.

HISTOIRE DES BIENS COMMUNAUX EN FRANCE DEPUIS LEUR ORIGINE JUSQU'À LA FIN DU TREIZIÈME SIÈCLE, par ARMAND RIVIÈRE. Paris, Durand, 1856.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres fut consultée, il y a peu d'années, par une Cour royale, à l'occasion d'un procès soulevé par une question relative à l'origine de biens communaux ; elle donna son avis, mais elle ne

<sup>1</sup> Paris. Douuiol.

s'en tint pas là, et elle mit, au concours, comme sujet du prix à décerner en 1855, la question suivante :

« Faire l'histoire des biens communaux en France depuis leur origine jusqu'à la fin du treizième siècle.

« L'origine des biens communaux, disait le programme, est un des points les plus controversés de notre ancienne histoire; aussi n'a-t-on jamais pu s'accorder sur la nature du droit qui appartient aux habitants. Au lieu d'étudier la question en elle-même, on s'est décidé d'ordinaire, suivant l'idée générale qu'on se faisait de la féodalité, de sa naissance et de son établissement. Tantôt on n'a reconnu aux communes qu'un simple droit d'usage, originellement concédé par la bienveillance du seigneur; tantôt, au contraire, on leur a attribué la propriété primitive, et on n'a vu dans les seigneurs que des usurpateurs abusant de leur juridiction pour s'emparer de ce qui ne leur avait jamais appartenu.

« La première opinion est visible dans la grande ordonnance des eaux et forêts de 1669; la seconde est au fond de toute la législation domaniale de la Révolution.

« L'Académie demande qu'on étudie la question en dehors des systèmes et des lois modernes, et qu'à l'aide des anciens diplômes et des premières coutumes on détermine historiquement l'origine et le caractère des biens communaux, ainsi que les vicissitudes qu'ils ont éprouvées. »

Le livre que vient de publier M. Armand Rivière, avocat au barreau de Tours, n'est autre chose que le Mémoire qui a le mieux répondu au vœu exprimé par l'Académie, et qui a été couronné par elle. Cette distinction dispense de tout éloge, et nous n'aurons pas à nous étendre sur le mérite des recherches approfondies et consciencieuses de l'auteur. Nous nous bornerons seulement à louer l'extrême impartialité de son livre; il a cherché évidemment la vérité sans vouloir adapter les faits à un système préconçu; il n'a voulu ni réhabiliter ni accuser la féodalité; il n'a pas tendu à rabaisser les communes ou à les relever outre mesure : il s'est contenté de tirer de faits authentiques des conclusions qui semblent inattaquables. Ce qui surtout leur assure à nos yeux une grande valeur, c'est qu'elles ne donnent complètement raison à personne, ni aux vieux feudistes, défenseurs obstinés des prétentions des seigneurs, ni aux niveleurs de la Révolution. Le moyen âge n'était pas le temps de la théorie, et la complexité des faits avait pour corollaire naturel la complexité des droits; aussi ne peut-on poser, quant à la propriété des communaux comme en bien d'autres matières, aucune règle absolue. Cependant M. Rivière pense que, en l'absence de titres contraires, la présomption de pleine propriété est en faveur des communes qui ont formé des communes jurées et ont eu des chartes communales; mais qu'au contraire elle est en faveur des seigneurs dans le territoire des communautés formées de colons et de serfs affranchis, d'hommes de *poestes*, comme on disait au moyen âge.

Nous croyons que le livre de M. Rivière a éclairci, autant qu'il est possible dans l'état actuel de la science historique, une question intéressante, et qu'il sera consulté avec fruit par les personnes qui font une étude sérieuse de nos origines nationales.

FRANÇOIS DE BOURGOING.

**HISTOIRE ABRÉGÉE ET MÉTHODIQUE DE L'INSTITUTION DU NOUVEAU TESTAMENT,**  
par L. Rousier, chanoine honoraire, aumônier du Lycée impérial de Limoges, in-18.  
Paris, Louis Vivès.

Chaque fois qu'on nous annonce ou que nous lisons un livre religieux sagement conçu, dans une forme distinguée, nous en bénissons Dieu qui suscita toujours parmi son peuple des David pour confondre les insolents Goliath; pourtant une pensée triste traverse toujours cette joie, car nous disons : La plupart des intelligences que cet ouvrage peut atteindre s'inquiètent-elles assez de la vérité pour mériter qu'elle les éclaire? Tous font la question de Pilate : *Quid est veritas?* et comme lui trop souvent ils éludent la réponse. Dieu déteste l'orgueil.

Au contraire, si l'on rencontre un bon livre écrit pour les humbles et pour les enfants, l'âme s'épanouit; car on sent que cette bonne semence va tomber dans une terre bien préparée. Le cœur est le lieu principal de la vérité; ces cœurs, ordinairement purs, saisiront donc la lumière. Eh bien, le livre de M. L. Rousier se classe dans la seconde catégorie. Voilà pourquoi nous l'annonçons avec plaisir; voilà sans doute aussi pourquoi Mgr l'évêque de Limoges dit en l'approuvant : « Nous le recommandons *tout particulièrement* aux élèves des écoles secondaires de notre diocèse. »

Chargé pendant longues années de catéchiser les élèves du collège de Limoges et d'enseigner la religion aux élèves de l'école normale, M. l'abbé Rousier a su se former une méthode exacte et facile pour coordonner et présenter les faits multiples de la vie de Notre Sauveur dont la première partie s'étend depuis sa naissance jusqu'à la prédication de saint Jean-Baptiste, dont la deuxième comprend son divin ministère, et la troisième sa passion; en sorte que ces trois faits : la naissance, la prédication et la mort de Notre-Seigneur Jésus-Christ, sont des points de départ autour desquels, par des subdivisions habilement ménagées, l'auteur a, comme il le dit lui-même, fourni à la mémoire un moyen de classer, de graver dans l'esprit et de garder les divers éléments dont elle se compose : de façon que toutes les parties, quoique ainsi divisées, sont unies néanmoins par les liens d'une dépendance naturelle et forment un tout facile à retenir. »

Nous remercions M. Rousier de nous avoir conservé presque constamment le style inimitable de l'Évangile, et de ne s'être substitué au récit sacré que quand il l'a fallu pour faire un tout de divers fragments; et même alors des guillemets distinguent ce qui est pris dans les évangiles. M. Rousier est trop modeste d'appeler pour cela son œuvre une compilation; il y a de l'intelligence et de l'art dans la disposition des parties : c'est bien un livre.

L'approbation de Mgr Desprez est une garantie suffisante d'orthodoxie; mais, du reste, l'auteur a puisé à de bonnes sources pour son commentaire littéral et moral. Il cite Cornélius à Lapide, de Ligny, dont il emprunte souvent la traduction, Carrières, et M. Foisset : le petit chef-d'œuvre de M. de Ségur, *Qu'est-ce que Jésus-Christ?* n'avait point encore paru.



L'histoire abrégée et méthodique de l'institution du Nouveau Testament est écrite pour des écoliers, comme l'indiquent les demandes placées à la tête de chaque page avec des chiffres qui correspondent aux mêmes numéros de l'histoire développés dans cette même page, ainsi que l'indication de divers points de repos ménagés pour la mémoire dans chaque récit. Cependant ce livre permet très-bien la lecture courante, si l'on ne tient compte ni du questionnaire ni des subdivisions marquées à chaque page en caractères qui les placent en dehors du texte.

Si le livre que nous annonçons ne devait servir aux maîtres pour exercer et pour constater l'intelligence de leurs élèves, nous aurions préféré que les notions relatives à chaque chapitre restassent seules dans le préambule que M. Rousier rend toujours fort intéressant, et que les explications fussent toujours placées près du texte. Pourquoi M. Rousier, qui a si bien parlé des miracles, n'a-t-il pas défini la prophétie? Il a si bien groupé et classé les dogmes donnés directement par le Sauveur, les enseignements moraux exprimant nos devoirs envers Dieu, envers le prochain et envers nous-mêmes, il a si bien divisé et si bien expliqué les paraboles, il nous a rappelé avec tant de grâce, en quelques pages, les vertus de Jésus-Christ : pourquoi n'a-t-il pas parlé des conseils évangéliques? Évidemment on a craint pour les élèves de la confusion et de l'embarras en hérissant de chiffres les dernières lignes de chaque page, et l'on n'a point indiqué les chapitres ou les versets traduits. Cela eût pourtant satisfait la curiosité légitime des élèves studieux qui liraient le texte.

En somme, l'ouvrage de M. Rousier, écrit d'un style clair, facile et correct qui convient bien au sujet, est un livre utile, et il comble une lacune généralement remarquée par les personnes chargées de l'éducation de la jeunesse. Les instituteurs et les professeurs des écoles secondaires qui voudront bien s'en pénétrer saisiront d'un coup d'œil les quatre Évangiles. Les élèves qui l'auront appris parleront de Notre-Seigneur comme des maîtres; enfin, quoique cette histoire soit un simple exposé du Nouveau Testament, sans prétention à la science, nous osons croire, tant les faits et les enseignements sont groupés d'une manière heureuse, que même les personnes instruites trouveront du charme et du profit à cette lecture.

L'abbé J. B. L. ROY-PIERREFITTE.

JÉRUSALEM, Notes de voyage par le comte de LÉTOUVILLE. — Paris, Amyot, éditeur, 8, rue de la Paix.

Nous aussi, nous avons été pèlerins de Jérusalem; nous aussi, nous dirons avec l'auteur de ce livre : *Si oblitus fuero tui, Jerusalem, oblivioni detur dextera mea*. Non, sainte Jérusalem, il n'est pas possible d'oublier tes sévères beautés et ta désolante tristesse, l'ineffable impression produite par les sanctuaires, les scandales dont ils sont témoins, et les profanations qui s'y commettent; tout ce qui a fait battre mon cœur d'amour, d'admiration, de reconnaissance dans ces lieux où s'est manifestée l'œuvre de Dieu, non plus

que tout ce qui l'a rempli de tristesse et d'indignation à la vue de tant de corruption, d'injustice et d'intolérance d'un côté, d'indifférence et d'oubli de l'autre.

C'est donc avec un vif plaisir que nous avons lu l'ouvrage de M. le comte de Létourville, qui venait raviver en nous tous nos souvenirs de la ville sainte. L'un des quarante pèlerins de la première caravane, M. le comte de Létourville, a visité toute la Palestine, mais il n'a voulu tirer de ces notes de voyage que la description de Jérusalem, *croyant*, comme il nous l'apprend dans un court avant-propos, *qu'on n'avait pas absolument tout dit sur elle*, et ne réclamant en faveur de son livre que *le mérite d'une scrupuleuse exactitude*. — Nous pensons, comme lui, qu'en fait de récit de voyage il est bien difficile d'épuiser la matière, et que, même après tout ce qui a été écrit sur l'Orient, il est possible encore de faire un livre intéressant; le sien en est la preuve. Et, quant à sa prétention d'exactitude, nous déclarons ici qu'elle n'a rien de trop hardi et nous semble seulement beaucoup trop modeste.

M. le comte de Létourville, en effet, a très-bien vu Jérusalem, et non-seulement il nous en fait bien connaître la figure extérieure et matérielle, les monuments, les sanctuaires et les ruines, mais encore ce que j'appellerais son être moral, sa vie intime, c'est-à-dire les différentes religions qui l'habitent et l'exploitent pour la plupart, leurs déplorables divisions et leurs perpétuelles querelles. — C'est même la partie de son livre qui nous a paru la mieux traitée; car, sans apporter de nouvelles preuves à l'appui ou quelques pièces justificatives inédites pour le grand et interminable procès des lieux saints, il a du moins mis ses lecteurs parfaitement au courant des débats par un résumé des faits toujours exact, clair, et suffisamment détaillé. Tout ce qu'il nous dit (dans son chapitre des différentes communions) sur le caractère des diverses sectes, sur les impuissants et risibles efforts des protestants, dont le troupeau, *pour être peu nombreux, n'en est pas plus choisi*, qui se ruinent à acheter et à racheter sans cesse des âmes de juifs qui se vendent aux plus offrants, *et ne péchent avec des hameçons d'or que du poisson pourri*; sur l'astuce des Grecs, leurs intrigues, leurs violences, leur perfidie, la rapacité et l'ignorance de leur clergé; sur l'humeur plus douce des Arméniens, plus instruits et moins intolérants; tous ces détails sont malheureusement aussi vrais que la chaude peinture qu'il nous fait du zèle efficace des bonnes sœurs de Saint-Joseph et du bien produit déjà par le dévouement et le courage persévérants de Mgr Valerga.

Quant aux fâcheuses divisions qui régneront entre le patriarche et les pères de la terre sainte, à l'occasion de ce partage de l'autorité et des ressources dont ces derniers jouissaient seuls avant l'arrivée de Mgr Valerga, M. de Létourville, qui paraît très-bien renseigné sur ce triste sujet, ne fait pourtant, et avec raison, que l'effleurer. Mais il a sainement jugé les pères de terre sainte. « Ah! que leurs couvents, dit-il, sont loin de déployer le zèle et la persévérance qu'on admire dans les couvents français des Jésuites ou des Lazaristes! » Il leur reproche de ne pas jeter de profondes racines dans le pays, parce qu'ils n'y sont envoyés par leurs supérieurs que pour un petit nombre d'années et le regardent comme un lieu d'exil. Nous imiterons la réserve de l'auteur et n'ajouterons rien, pour notre part, à ces remarques

trop vraies, hélas ! Toujours est-il que l'installation du patriarche a été pour toute la terre sainte comme le signal d'une ère nouvelle. Mgr Valerga, nous dit M. de Létourville, « est *Piémontais par la naissance, mais Français par le cœur.* » Et cette disposition du saint prélat, qui vient s'ajouter chez lui à tant d'autres qualités essentielles et éminentes, à tant de zèle et de talents, cette naturalisation par le cœur, n'est pas, selon nous, son moindre titre à l'absolue confiance des catholiques, ainsi qu'à leur concours le plus empressé. L'auteur nous le montre entouré de collaborateurs français intelligents et dévoués, et assisté des *bonnes sœurs de Saint-Joseph, qui se consacrent aux soins des pauvres et des malades, et surtout à l'éducation des petites filles*, tâche, il faut le dire, singulièrement pénible et ingrate. Il se plaît à nous détailler les résultats déjà très-satisfaisants que présente l'essaim de jeunes séminaristes que Mgr Valerga fait élever dans son propre palais, précieuses prémices d'un clergé indigène. Enfin, il n'oublie *ni le petit hôpital bien humble, où le zèle est ce qui manque le moins ; où catholiques, Turcs, juifs, schismatiques indistinctement, trouvent toujours un asile tout prêt à abriter leurs misères ; ni la conférence de Saint-Vincent de Paul, qui, avec non moins de zèle et aussi peu d'argent, prend à côté des sœurs sa part de souffrances à soulager.* L'auteur ajoute ici quelques mots bien sentis sur le chancelier de notre consulat, M. Lequeux, qu'il appelle à si juste titre homme aimable et religieux, et à qui l'on doit la création de l'hôpital. Nous souhaitons bien sincèrement à M. le comte de Létourville d'être resté assez longtemps à Jérusalem pour apprécier à sa juste valeur notre jeune chancelier, l'un des hommes non-seulement qui connaît le mieux et dans ses moindres détails cette question si difficile et si compliquée des lieux saints, mais encore un de ceux qui ont su rendre à la mission de Jérusalem les plus grands, les plus signalés services.

Qu'on nous permette, avant de terminer, de dire un mot sur l'œuvre des pèlerinages en terre sainte. On sait quelles immenses facilités et quelles conditions d'économie sont désormais acquises aux pèlerins et pour quelle somme réduite et relativement très-faible on peut aujourd'hui visiter les lieux saints. Mais je voudrais que tout le monde connût et appréciât le bien immense qu'a déjà fait et est appelé à faire encore ce concours de pèlerins en terre sainte.

Je ne parle pas ici seulement des trésors de foi et de piété que doit en rapporter tout bon chrétien catholique ; mais quel plus puissant moyen de tenir l'attention de notre gouvernement toujours éveillée sur les divers intérêts de nos sanctuaires ; de soutenir et d'exciter encore le zèle déjà si ardent de nos missionnaires ; de maintenir enfin au plus haut degré dans la Palestine l'action éminemment civilisatrice et apostolique de la protection française.

Il n'est que trop facile de s'imaginer, d'ailleurs, quel devait être le découragement des vénérables gardiens de nos sanctuaires quand ils n'avaient à opposer, depuis tant d'années, qu'un nombre infiniment petit de pèlerins francs et surtout français, à la foule toujours croissante des pèlerins grecs et arméniens. Quelle plus terrible tentation de relâchement que cette éternelle solitude et l'inqualifiable indifférence de ceux-là mêmes pour qui ils étaient

institués les gardiens d'un si précieux dépôt! Et ne peut-on pas expliquer par là comment les Pères de terre sainte n'ont pas toujours eu, pour la défense de nos sanctuaires, l'intelligence des moyens et le courage de la lutte?

Aujourd'hui, grâce à Dieu, un pareil danger n'est plus à craindre. Missionnaires et pèlerins s'animent d'une ardeur réciproque. Ajoutons que tous ces avantages sont confirmés et à jamais garantis par cette publicité nouvelle qui, au moyen des nombreuses relations des pèlerins et des bulletins mêmes de l'œuvre, ne nous laisse ignorer aucun fait, aucune décision de quelque importance, relatifs à la terre sainte, et à cet égard le livre si sérieux et si complet de M. le comte de Létourville ne sera pas compté au nombre des documents les moins intéressants, les moins utiles.

En résumé, l'établissement de sœurs et de prêtres français, la fondation d'un hôpital et d'une conférence de Saint-Vincent de Paul, la création d'un petit séminaire pour la formation d'un clergé indigène, et, d'un autre côté, selon les propres expressions de l'auteur, *l'influence de la Russie vaincue, et, par conséquent, la marche envahissante des Grecs ralentie, pendant que de glorieuses conquêtes mettent hors ligne le nom de la France, ont ravivé dans les esprits les souvenirs de sa puissance*. Récemment, enfin, et comme dernier trophée de sa victoire, le recouvrement, au nom de la France, de la belle basilique de Sainte-Anne : tel est le brillant et consolant exposé de nos progrès et de nos conquêtes pendant ces dix dernières années.

Et pourtant ne nous endormons pas sur des succès trop loin, hélas! d'être définitifs. Toutes les puissances catholiques cherchent à prendre pied à côté de nous et sur nous, et ce danger menace aussi sérieusement, à notre avis, l'avenir de la terre sainte, que la faiblesse et la corruption des Turcs, que la violence et les empiétements des Grecs.

J. DE LIMAS.

# REVUE CRITIQUE

---

- I. *Variétés littéraires, morales et historiques*, par M. S. DE SACY. 2 vol. in-8. Paris, Didier.  
— II. *Histoire de Marie-Antoinette*, par MM. EDMOND ET JULES DE GOSCUAT. 1 vol. in-8. Paris, Firmin Didot. — III. *Le Roi Voltaire*, par M. ARSÈNE HOUSSAYE. 1 vol. in-8. Paris, Michel Lévy. — VI. *Étude sur la vie publique de Royer-Collard*, par M. VINGTAIN. 1 vol. in-12. Paris, Michel Lévy. — V. *Écrivains et Hommes de lettres*, par M. ULBACH. 1 vol. in-12. Paris, Delahays. — VI. *Sonnets, lambes et Ballades*, par M. DE SACS. 1 vol. in-12. Paris, Dentu. — VII. *Les Amours purs*, par madame la comtesse de la TOUR DU PIN. 1 vol. in-12. Paris, Didier. — VIII. *Poésies au Saint-Sacrement* par M. DUCROS (de Sixt) 1 vol. in-18. Paris, Lanier. — IX. *Observations critiques touchant la force obligatoire des lois*, par M. YMBERT. 1 vol. in-8. Paris, Durand.

## I

L'émigration des esprits du domaine de la politique actuelle dans celui des lettres se reproduit toujours, dans une certaine mesure, chez les peuples qui perdent quelque chose de leurs précédentes libertés. Elle se fit une première fois en France pendant la période de monarchie absolue, au dix-septième et au dix-huitième siècle; elle se renouvelle aujourd'hui. La plupart des hommes pour qui l'arène parlementaire est fermée se sont tournés vers les lettres et réunis dans les salles de l'Institut; et, lorsque nous recueillons les travaux de MM. de Barante, Villemain, Cousin, Guizot, de Montalembert, de Rémusat, nous nous consolons presque de ne plus entendre leurs discours.

L'un des écrivains les plus éminents de la presse, M. de Sacy, imite l'exemple que lui donnent les hommes politiques dont il a suivi si longtemps, dans le *Journal des Débats*, les efforts et les succès. Depuis quelques années, il a presque renoncé à la discussion des affaires pour se livrer exclusivement aux études qui, pendant toute sa carrière, n'ont cessé d'attirer et de reposer son esprit. A l'époque où il fit son entrée dans le monde, on ne croyait pas en effet, comme on semble tenté de le croire aujourd'hui, qu'il suffit, pour prendre part aux affaires, de demander à la pratique des connaissances spéciales, isolées et restreintes; on estimait, au contraire, qu'une éducation libérale était nécessaire pour affermir le cœur et développer l'intelligence, et qu'un homme d'État doit être en même temps un homme instruit et éclairé. M. de Sacy nous le dit avec une modestie charmante dans la préface du recueil qu'il vient de publier<sup>1</sup>. La lecture de ces

<sup>1</sup> *Variétés littéraires, morales et historiques*. 2 vol. in-12. Paris, Didier.

quelques pages, où il raconte et explique sa vie, laissera dans l'esprit de ceux qui l'auront faite un bon et agréable souvenir. C'est la profession de foi d'un homme de bien écrite par un homme de talent. On pourra contester les idées de l'auteur, ne pas s'associer à tous ses regrets ni à toutes ses espérances, mais on ne pourra pas lui refuser son estime. Presque tous les travaux réunis dans les deux volumes de M. de Sacy sont exclusivement littéraires; ils ont été composés à diverses époques de la carrière de l'auteur, principalement dans les années qui ont suivi la Révolution de 1848. Ils avaient d'abord paru sous forme d'articles dans le *Journal des Débats*; mais, comme tous les articles de journaux, ils avaient été beaucoup lus et vite oubliés. M. de Sacy n'a pas voulu se résigner à cet oubli; il a pensé que des écrits laborieusement préparés méritaient d'être conservés et pouvaient encore être utiles. Cette confiance était fondée et ne sera pas démentie. La modestie n'est pas de s'ignorer soi-même et de méconnaître son mérite; un homme de talent doit être le premier à se rendre justice, et M. de Sacy aurait eu grand tort de ne pas le faire.

Le recueil qu'il publie se divise en trois parties : la première renferme des études sur la littérature; la seconde, des études sur la morale; la troisième, des études sur l'histoire. Nous devons signaler dans la première partie un travail très-piquant sur un livre qui, après bien des fortunes diverses, n'est plus guère aujourd'hui qu'entre les mains des enfants : sur *Télémaque*. Nous avons remarqué, dans la seconde partie, des articles ingénieux sur Bossuet, sur Bacon et Descartes, sur la Bruyère et Montaigne; et, dans la troisième, des essais non moins distingués sur MM. Droz, Guizot et de Barante.

Dans l'étude des auteurs classiques comme dans l'appréciation des ouvrages contemporains, M. de Sacy a toujours été guidé par un goût sévère, exclusif peut-être, mais qui ne se trompe et ne s'égare jamais. Ce goût, formé par l'étude approfondie des grands modèles, sait mal sentir les œuvres d'un ordre inférieur. M. de Sacy nous le dit lui-même : il sait lire, mais il lit peu; il revient sans cesse aux livres qu'il s'est d'abord choisis, et, s'il se risque parfois à ouvrir un ouvrage moderne, il s'empresse de le comparer aux chefs-d'œuvre qu'il aime, pour le louer s'il s'en rapproche et le condamner s'il s'en éloigne. C'est une méthode sûre, sans doute, et qui n'expose pas à des complaisances dangereuses, mais que nous ne pouvons nous empêcher de trouver trop partielle. Nous n'aimons pas en littérature les parallèles et les confrontations; jamais personne n'y gagne, et quelqu'un y perd toujours. Chaque auteur a sa manière d'être, son mérite personnel, sa valeur spécifique; il a droit d'être jugé suivant ses œuvres et suivant son génie; il a pu, pour parvenir au beau, prendre un chemin qui n'est pas celui qu'a suivi tel ou tel autre, et qui cependant l'a conduit à son but. On s'acharne, dans les collèges, à comparer, par exemple, Racine et Corneille : qu'en résulte-t-il? Que, pour exalter l'un, on est injuste envers l'autre, et que, sans rien ajouter au mérite du premier, on ôte quelque chose à celui du second. Or combien de comparaisons ne doit-elle pas être plus dangereuse et plus impossible quand elle est faite entre des écrivains appartenant à des temps, à des sociétés entièrement dissemblables? Si, pour juger un poëte de notre siècle, on cherche à le

rapprocher d'un poète de l'époque classique, on s'expose à ne pas le comprendre, et on arrive à mettre les œuvres de M. Belmontet au-dessus de celles de MM. de Lamartine et Victor Hugo.

On ne dépouille jamais complètement le vieil homme; aussi, dans les écrits littéraires de M. de Sacy, le publiciste se montre assez souvent digne le littérateur. Or, si nous sommes presque toujours en parfaite sympathie avec le littérateur, nous avons le malheur de ne pas nous rencontrer souvent avec le publiciste. Quelle surprise pénible n'avons-nous pas éprouvée, par exemple, en parcourant les pages dans lesquelles M. de Sacy apprécie ce qu'il appelle la réaction religieuse? M. de Sacy y méconnaît à la fois le caractère et les intentions de ceux qui se sont consacrés à la défense des intérêts catholiques, le succès de leurs luttes, et les résultats heureux qu'ils doivent en attendre, sinon dans le présent, au moins dans l'avenir. Comment concilier cette injustice et ce manque de courage avec les idées sincèrement religieuses qui inspirent tous ses travaux et dirigent tous ses efforts?

## II

Cependant l'histoire ne nous a pas épargné ces enseignements « qui parlent aux philosophies humaines, qui s'élèvent contre les cœurs trop jeunes, contre les esprits généreux, contre l'armée de ces Condorcets qui meurent sans vouloir renier l'orgueil de leurs illusions, qui avertissent les systèmes de leur vanité, les rêves de leur lendemain; qui montrent le fait à l'idée, à Salente le bois des Furies, aux utopies l'homme. » Nous savons ce que valent les révolutions, quelles barrières elles élèvent devant le progrès légitime et dans quels excès elles jettent les nations égarées! Mais nous sommes ainsi faits, que, le calme rétabli, ces enseignements nous échappent, et que nous en perdions jusqu'au souvenir, si parfois de trop exacts récits et de trop réelles peintures ne les remplaçaient devant nous.

En lisant l'histoire de Marie-Antoinette, même dans le volume que MM. Edmond et Jules de Goncourt viennent de consacrer à sa mémoire<sup>1</sup>, un double sentiment naît dans le cœur. Ce n'est pas seulement une sympathie douce et tendre pour les grâces de cette femme, une admiration profonde pour les mâles vertus de cette reine, une pitié sans borne pour les douleurs de cette martyre. C'est une haine implacable contre les misérables, quels qu'ils soient, qui, pendant quatre années, ne se sont pas contentés de compromettre pour longtemps la cause sainte de la liberté, qui l'ont déshonorée, qui l'ont souillée par les plus indignes forfaits, sans qu'il se soit rencontré un homme pour les balayer et les punir!

Cette pensée inspire et domine le livre de MM. de Goncourt; et, s'il suffisait, pour assurer le succès d'une telle œuvre, d'une droite et pure intention, nous n'aurions pour la nouvelle histoire de Marie-Antoinette que des éloges sincères et mérités; ce ne serait pas un service que ce livre aurait rendu à la mémoire de la reine : la mémoire de la reine n'a plus besoin de ven-

<sup>1</sup> Paris, Firmin Didot. 1 vol. in-8.

geurs; nous avons fait dès longtemps justice de ses assassins, et, si une voix osait encore s'élever pour eux, le mépris public suffirait à l'étouffer, sans qu'il fallût lui faire l'honneur de la flétrir. Mais ce serait un hommage pieux auquel tout cœur honnête s'associerait sans réserve.

Malheureusement il ne suffit pas d'une intention; nous devons attendre plus de l'historien qui ne craint pas d'aborder un tel sujet, à la hauteur duquel la plume de Bossuet pourrait à peine s'élever, il faut que son talent réponde à son courage. Or MM. de Goncourt nous ont causé quelque déception; ce qui nous a ému à la lecture de leur livre, ce sont les faits eux-mêmes, ce n'est pas le récit qu'ils nous en ont donné. Ce récit ressemble, dans sa première partie, au programme officiel des fêtes et cérémonies publiques, et, dans la seconde, au procès-verbal d'une exécution capitale; ce qui l'anime ce n'est pas la généreuse éloquence décollant d'un cœur indigné, c'est la déclamation froide et réfléchie, préparée, ciselée, agencée à loisir et dans le silence du cabinet. Nous ne pouvons nous faire à ce style bizarrement travaillé et dont la prétention même annonce trop de mauvais goût.

Mais, parce que MM. de Goncourt ont un peu gâté leur sujet, nous ne devons pas moins leur savoir gré de l'avoir choisi. Ils ont en eux, cela est évident, les éléments d'un talent véritable, et, nous le disions dans notre dernière revue, chaque pas qu'ils font est un pas en avant; quoique beaucoup de chemin leur reste à faire, ils le parcourront sans doute, surtout s'ils continuent à sortir des coulisses de l'histoire pour monter sur son théâtre.

### III

Il faut être juste quand on cherche sur qui faire peser la responsabilité de l'assassinat de la reine et des autres crimes de la Révolution. Les forcenés qui les ont commis n'en sont pas seuls coupables. Ceux dont les prédications dangereuses ont, pendant le cours du dix-huitième siècle, attisé et soulevé les passions populaires, doivent en être déclarés les premiers auteurs. Quelle noble cause les philosophes ont perdue! La France était prête à s'avancer vers le vrai progrès, ce progrès libéral et chrétien; ils l'ont détournée de sa route pour l'échouer sur une révolution démagogique. Oui, cette révolution est bien leur œuvre, et M. Arsène Houssaye ne se trompe pas quand il nous dit à deux reprises, dans le volume qu'il vient de publier<sup>1</sup>, qu'elle est le tome LXXI<sup>e</sup> des Œuvres de Voltaire.

Toutefois, si ce dernier ouvrage est celui auquel Voltaire a le plus constamment travaillé, c'est aussi le seul qu'il ait fait à son insu. Voltaire, chambellan et favori de madame de Pompadour, seigneur féodal de Ferney, s'accommodait fort bien de l'ancien régime; et, s'il se complaisait à l'attaquer et à le détruire, il aurait été désolé de le remplacer. Aussi, lorsque dans les premières pages de son livre M. Arsène Houssaye nous dit que Voltaire était l'homme du peuple, nous ne pouvons nous empêcher de sourire en pensant

<sup>1</sup> *Le Roi Voltaire*. 1 vol. in-8. Paris, Michel Lévy.



à cette parole qu'il rapporte dans l'un des derniers chapitres : « La philosophie ne sera jamais faite pour le peuple. La *canaille* d'aujourd'hui ressemble en tout à la *canaille* d'il y a quatre mille ans. Nous n'avons jamais voulu éclairer les cordonniers et les servantes. C'est le partage des apôtres. »

Les apôtres sont fiers de leur partage; ils ne demandent qu'une chose : le droit de poursuivre leur mission. Que les apologistes de Voltaire leur laissent donc le peuple et ne viennent pas, comme M. Houssaye, essayer de ressusciter les doctrines perfides qui l'ont égaré. M. Houssaye pense que Voltaire n'a rien perdu de sa gloire et de sa puissance, il n'en veut pour preuve que les injures de ses ennemis. Il se trompe. On n'injurie plus Voltaire, on le juge. On reconnaît volontiers la supériorité de son talent et la force de son esprit; mais, à voir les ruines amoncelées dans notre siècle et l'état de l'esprit public, on reconnaît aussi l'influence de ses œuvres.

Par bonheur cette influence diminue en attendant qu'elle disparaisse. La doctrine de Voltaire, si jamais Voltaire a eu une doctrine, a eu son dernier écho populaire dans les chansons de Béranger, et ses derniers ministres dans des hommes trop connus, hommes de talent, sans nul doute, mais dont les efforts sont impuissants à ranimer un cadavre.

Une histoire apologetique de Voltaire était donc une œuvre surannée et demandait de la part de M. Houssaye un certain courage; ce courage, M. Houssaye ne l'a pas eu jusqu'au bout; au moment de publier son livre, le cœur, paraît-il, lui a manqué; s'il ne redoutait la colère de personne, il avait à craindre le sourire de tout le monde. Il a cru se couvrir en déclarant dans sa préface qu'il n'est pas voltairien et qu'il est de ceux qui pensent que le meilleur de l'esprit humain, c'est encore l'esprit divin.

Malheureusement, quand on a lu le livre, cette déclaration ne trompe personne. Le système de M. Houssaye est celui de tous les voltairiens : mettre sans cesse Voltaire en face de Notre-Seigneur Jésus-Christ, tantôt pour le représenter comme le rival et le vainqueur de son Église, tantôt pour le montrer comme le réformateur de sa doctrine, parfois même, tactique sacrilège, pour mettre dans la bouche du philosophe les paroles mêmes du Christ, toujours pour établir et proclamer la supériorité de la raison humaine sur la foi. Que devient alors l'esprit divin?

La pensée de l'auteur se révèle, du reste, clairement au commencement et à la fin du livre, dans le chapitre intitulé : la *Généalogie de Voltaire*, et dans le chapitre intitulé : la *Dynastie de Voltaire*, M. Houssaye donne pour ancêtres au philosophe tous les ennemis de l'Église, depuis Julien l'Apostat jusqu'à Calvin, et Satan lui-même tentant saint Antoine, saint Jérôme et Notre-Seigneur dans le désert. Il lui donne pour successeurs tous les révolutionnaires avoués ou déguisés, depuis Beaumarchais jusqu'à M. Dupin, dont le nom surprend moins sur cette liste que ceux de MM. de Martignac et de Chateaubriand.

La pensée de l'auteur se révèle surtout dans le titre même du livre : *Le Roi Voltaire*, qui suivit Louis XIV et précéda Napoléon sur le trône de France; titre qui paraît ambitieux et qui, peut-être, n'est que puéril. Il semble indiquer qu'il ne faut pas attacher à cet ouvrage une importance trop grande. Gardons-nous donc de le prendre pour une œuvre philosophique ou histo-

rique. Rendons-lui son caractère, faisons-en le cinquième volume de la *Galerie du dix-huitième siècle* dont nous avons précédemment entretenu nos lecteurs, cette lanterne amusante où passent tour à tour toutes les figures curieuses de cette curieuse époque, annoncées et décrites avec un esprit paradoxal qui fait sourire, mais qui n'entraîne pas.

Cette façon d'apprécier le roi Voltaire ne plaira peut-être pas à M. Houssaye. Il aimerait mieux sans doute une discussion plus vive et un jugement plus sévère. Nous serions désolé de le satisfaire; car, à notre grand regret, nous serions obligé de lui prouver que, quel que soit son talent, son livre est un mauvais livre dont l'influence, s'il en avait une, ne pourrait être que pernicieuse. Ce livre n'aurait alors rien d'original et serait demeuré confondu avec toutes les histoires de Voltaire.

Une chose cependant servirait encore à le distinguer. Ce serait sa conclusion qui est neuve assurément : « La France voltairienne et la France napoléonienne sont la même France, avec deux Églises... Voltaire et Napoléon ont fait le dix-neuvième siècle : le premier a donné la lumière, le second a débrouillé le chaos <sup>1</sup>. » Nous ne voulons pas ici discuter la justesse et l'opportunité de cette alliance déclarée entre la doctrine voltairienne et l'opinion bonapartiste. Elle surprendra beaucoup de personnes qui, à première vue, ne comprendront pas quelle sympathie peut unir le philosophe antichrétien avec l'auteur du Concordat, bien que l'auteur du Concordat ait été plus tard l'oppresser de Pie VII. Quant à nous, nous trouvons la pensée de M. Houssaye fort juste. En effet, il y a eu deux hommes dans Napoléon : le politique, le souverain, qui, avec sa merveilleuse sagacité, a compris qu'à toute société régulière il fallait une croyance, à toute royauté un sacre, à toute force un soutien moral; et puis l'homme privé, tel qu'il apparaît dans le *Mémorial*, confession quelquefois naïve, ou dans le *Dictionnaire Napoléon*, le plus mauvais service qu'on ait pu lui rendre, prononçant la défense du suicide ou l'apologie de Robespierre, l'incrédule enfant de la Révolution, le soldat de la Convention : le premier était le maître du monde, mais le second n'était trop souvent que le disciple de Voltaire. Mais Voltaire n'eût pas inspiré le Concordat.

#### IV

Sans rien retirer au premier consul de la reconnaissance que doit inspirer cette œuvre de réparation et de justice, on peut dire qu'il n'a pas été aussi en avant qu'on le suppose de l'opinion publique. Depuis que la révolution de thermidor avait délivré la France des monstres qui l'opprimaient, le rétablissement du catholicisme, ou du moins la proclamation d'une entière liberté de culte, était dans la pensée de nombreux esprits. Dans la première période du Directoire, avant le 18 fructidor, un projet de loi avait été présenté et discuté au conseil des Cinq-Cents.

Ce fut dans la discussion de ce projet de loi que se révéla pour la première fois le talent de l'un de nos plus grands orateurs, de Royer-Collard.

<sup>1</sup> P. 423.

Son discours se trouve rapporté en entier dans une biographie que vient de publier l'un de nos collaborateurs, M. Léon Vingtain. Il jette sur les premières pages de ce livre un intérêt que la suite ne dément pas. *L'Étude sur la vie publique de Royer-Collard*<sup>1</sup> est une de ces biographies faites, comme on sait les faire en Angleterre, avec des documents originaux, et s'élevant à la hauteur d'une œuvre historique.

M. Vingtain suit Royer-Collard dans toutes les phases de sa belle existence. Il le montre tour à tour saluant, à l'origine de la Révolution, les espérances généreuses que Louis XVI avait fait naître dans tous les cœurs, puis se retirant peu à peu des affaires, à mesure que la démagogie gagnait du terrain ; gardant dans sa retraite, avec sa confiance dans la liberté, sa fidélité au principe monarchique ; servant son pays, le servant à son péril et sans attendre d'autre récompense que le témoignage d'une conscience incorruptible, dans le conseil de Louis XVIII ; puis, professeur sous l'Empire, préparant l'esprit public au retour des idées libérales ; puis enfin au milieu et à la tête du gouvernement représentatif, dont il était un des fondateurs. M. Vingtain le suit alors pas à pas, expliquant sa conduite, analysant et citant ses discours, et racontant avec un rare bonheur les événements dont il fut acteur ou spectateur. Les lecteurs du *Correspondant* connaissent déjà un fragment de cette partie du livre de M. Vingtain, fragment dans lequel l'auteur a résumé par paragraphes la doctrine politique de Royer-Collard.

Que M. Vingtain toutefois nous permette une observation. N'a-t-il pas fait un peu ce que nous reprochions tout à l'heure à M. Arsène Houssaye plaçant Chateaubriand au nombre des successeurs de Voltaire, lorsque, dans la troisième partie de son livre, il tente de ranger Royer-Collard, sinon au nombre des auteurs, du moins au nombre des partisans de la Révolution de juillet ? Le paradoxe n'est-il pas un peu fort ?

Malgré cette critique, le livre de M. Vingtain demeure excellent, quoi qu'il ne dise pas le dernier mot sur Royer-Collard. Pour juger un homme public, il nous semble nécessaire, lorsque son nom appartient à l'histoire, de pénétrer dans sa vie privée, d'y étudier son caractère et d'y rechercher le principe même de ses actes. Sans parler de l'intérêt qu'offre une telle étude, nous ne croyons pas possible de séparer un homme en deux personnes, sans en faire aussitôt deux hommes différents ou deux hommes incomplets. Plus que toute autre, la vie de Royer-Collard devait être racontée tout entière pour conserver sa physionomie particulière et si originale. Il est fâcheux que M. Vingtain n'ait pu le faire ; car, nous parlant de Royer-Collard, il nous eût donné l'histoire de sa personne, et non l'histoire de ses discours.

Mais, tel qu'il est, le livre de M. Vingtain ne peut manquer d'être accueilli avec faveur. Il est placé sous un patronage capable à lui seul d'assurer son succès : M. le prince de Broglie y a joint une préface dans laquelle, tout en expliquant la pensée de l'auteur, il a lui-même donné sur Royer-Collard un jugement, qui, sous sa plume, acquiert une incontestable autorité.

<sup>1</sup> Un vol. in-12. Paris Michel Lévy.

## V

« En France, le respect s'en va, » disait un jour ce grand orateur, dans un de ces instants de prophétique tristesse où son âme tout entière s'épanchait. La perte du sentiment de respect, résultat des doctrines égalitaires, est un des plus affligeants symptômes de la défaillance de l'esprit public. Le respect est la condition essentielle de l'ordre : s'il disparaît, le mécontentement et la sédition menacent aussitôt la sécurité du pays. Les efforts de ceux qui ont à cœur de relever l'esprit public doivent donc tendre, avant toute chose, à rendre à tous ce sentiment salutaire. Il ne suffit pas, comme le fait M. Louis Ulbach dans le recueil d'articles qu'il publie sous le titre : *d'Écrivains et Hommes de lettres*<sup>1</sup>, de signaler avec énergie et indignation les vices de notre temps, il faut travailler à les guérir ; et, pour cela, chercher à rétablir l'ordre dans les consciences. Loin de là, M. Louis Ulbach s'efforce d'attaquer, au nom de l'opinion démocratique, à laquelle il appartient et que représentait la *Revue de Paris*, tout ce qui reste debout dans la société actuelle. L'Académie est particulièrement l'objet de son animosité ; il semble que sa vieille origine soit un crime à ses yeux et qu'il ne puisse lui pardonner de rattacher son existence à la gloire de l'ancienne monarchie. Il en veut non-seulement à l'Académie, mais encore à tous les académiciens, à ceux-là du moins que leurs noms ou leurs services rattachent à la cause de l'ordre. M. Guizot, M. de Falloux, M. le duc de Broglie, sont attaqués avec une ardeur inconcevable, nous allions presque dire déplacée. Il me semble en effet qu'en présence d'hommes d'une si grande renommée, achetée par de si grands services, le devoir d'un écrivain, jeune encore, à quelque opinion qu'il appartienne, est de garder une extrême réserve.

M. Ulbach est un ancien rédacteur d'une revue démocratique aujourd'hui supprimée. Ses doctrines religieuses, ses opinions politiques, sont à l'extrême opposé des nôtres; nous ne rendons pas moins justice à son talent et à sa verve, et nous regrettons, en relisant ses articles, de n'avoir plus en face de nous un tel adversaire. Nous lui demandons la même équité, avec moins d'inconséquence.

Loin de porter secours aux maux qu'il signale, M. Ulbach ne peut réussir qu'à les aggraver, puisque, s'il déplore les effets, il approuve les causes, et que s'il s'indigne de l'abaissement du sentiment public, il cherche à ranimer l'esprit révolutionnaire qui l'a préparé et qui le maintiendra.

## VI

C'est en combattant partout cet esprit funeste qu'on peut espérer d'assurer l'avenir de notre pays. Et si nous n'avons pas grande confiance dans les

<sup>1</sup> Un vol. in-12. Paris, Delahaye.

efforts de M. Ulbach et de ses amis, nous applaudissons à la fermeté et à la persévérance de ceux qui se maintiennent dans les doctrines contre-révolutionnaires : eux seuls sont ainsi dans la voie du progrès.

Nous sommes donc heureux d'avoir à signaler aujourd'hui quelques ouvrages qui, dans l'ordre politique, dans l'ordre social, dans l'ordre religieux et dans l'ordre juridique, sont inspirés par ces doctrines.

Dans l'ordre politique, c'est un recueil de *sonnets*, d'*iambes* et de *ballades*<sup>1</sup>, publié par M. de Sars. L'auteur a pensé rendre populaires, sous une forme poétique, les idées conservatrices qu'il professe et les services des hommes d'État qu'il honore. C'est une excellente pensée ; mais n'est-elle pas plutôt digne d'un bon citoyen que d'un véritable poète ? Au point de vue de l'art, la décentralisation et la poésie font assez triste figure l'une à côté de l'autre, et gagneraient à se séparer. Si M. de Sars retranchait de son livre, pour en composer une dissertation en prose, les principes politiques qu'il y a développés, nous aurions de meilleurs vers, et de plus un travail fort utile et fort sérieux.

Mais, tel qu'il nous est donné, le recueil de M. de Sars révèle chez son auteur un jeune et facile talent mis au service des idées qui nous sont chères, des idées de morale, d'ordre et de liberté.

M. de Sars a eu l'heureuse idée de reprendre dans nos vieilles poésies les formes si gracieuses du *triolet* et du *rondeau*. En le voyant plier son style à leurs lois difficiles, nous avons dû excuser d'autant moins certaines licences qui déparent d'autres pièces. Il n'est pas assez respectueux pour les règles de la poésie, et se livre parfois à des incartades, à des enjambements semblables au trop fameux

. . . . . escalier  
dérobé . . . .

que M. Victor Hugo avait mis dans *Hernani* comme le mot d'ordre de la révolution en littérature. Pour un poète aussi conservateur que M. de Sars, la première chose à conserver devrait être la pureté de l'art.

## VII

Dans l'ordre social, la défense des principes d'ordre a été vaillamment prise par une femme d'un grand nom, qui, ne pouvant manier l'épée, s'est armée de la plume. Madame la comtesse R. de la Tour du Pin s'est indignée de voir depuis si longtemps le roman et le théâtre travestir les passions nobles et les pieuses affections du cœur. Elle a voulu prouver que la littérature contemporaine ne devait pas être condamnée à chercher dans la peinture et dans la justification du vice l'élément de ses succès, et qu'il était temps pour elle de se retremper dans une inspiration meilleure. Dans chacune des nouvelles qui composent le recueil intitulé : *Les Amours purs*<sup>2</sup>, madame la

<sup>1</sup> Un vol. in-12. Paris, Dentu.

<sup>2</sup> Paris, Didier. 1 vol. in-12.

comtesse de la Tour du Pin a voulu « opposer aux passions immodérées les passions légitimes, aux surexcitations d'une nature sensuelle et sans frein les émotions tendres et réglées d'un cœur honnête. » Puisse-t-elle être suivie dans cette sainte croisade, et remporter une victoire que bien d'autres comme elle ont cherchée ! S'il suffit pour y réussir d'une imagination douce et pure, et d'un facile talent, le succès mérité devra encourager celle qui, des premières, ne craint pas d'affronter les préjugés et les mœurs de son temps. La nouvelle intitulée : *Blanche de Verneuil*, dans laquelle l'auteur représente l'amour pieux d'une jeune femme, véritable ange gardien de l'homme et du bonheur de la famille, luttant contre les défaillances et contre les mauvais instincts de son mari, révèle des qualités littéraires que bien peu de femmes peuvent acquérir sans perdre les plus précieuses de leur qualités, celles du cœur. Madame la comtesse de la Tour du Pin sait heureusement allier les unes avec les autres, et se soustraire ainsi aux lois qui pèsent sur presque toutes les femmes assez courageuses pour entrer dans une voie ordinairement et peut-être heureusement fermée à leur sexe.

## VIII

Dans l'ordre religieux, nous n'avons pas à parler d'un philosophe ou d'un professeur qui expose, discute et défend les dogmes du christianisme, mais d'un pieux et généreux poète dont les vers, inspirés par une pure croyance, célèbrent les mystères de la vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ. L'esprit humain ne peut pas toujours réfléchir et discuter; il a besoin de se reposer dans la contemplation calme et confiante de la vérité révélée, d'y retremper son amour et sa foi. Les *Poésies au Saint-Sacrement* de M. Octave Ducros (de Sixt)<sup>1</sup> offrent à l'esprit ce repos qu'il désire et répondent vraiment à cette parole du Psalmiste qui leur sert d'épigraphe : *Cor meum et caro mea exultaverunt in Deum vivum*. Oui, dans ce recueil, l'enthousiasme du poète est doublé par la foi du chrétien et répand en grand nombre ces strophes harmonieuses dont la structure facile et élégante révèle une inspiration sincère. M. Ducros (de Sixt) est un véritable poète; son talent, qui grandit à chaque nouveau recueil qu'il publie, s'élèvera sans nul doute à une grande hauteur, et finira peut-être par percer le brouillard épais de prose, de positivisme et d'indifférence qui enveloppe l'esprit d'un public absorbé par des préoccupations matérielles. Notre temps n'est pas favorable aux poètes : il en serait peut-être autrement si leur lyre était un tambour et leur muse une cantinière.

## IX

Enfin, dans l'ordre juridique, les principes conservateurs ont récemment trouvé un ardent et habile défenseur dans M. Th. Ymbert, avocat à la cour de Paris, qui vient de publier des *Observations critiques touchant la force obligatoire des lois*<sup>2</sup>. Ce travail, qui est le commentaire de l'article 1<sup>er</sup> du Code

<sup>1</sup> Paris, Julien Lanier. 1 vol. in-18.

<sup>2</sup> Paris, Durand. 1 vol. in-8.

Napoléon, et des lois et décrets qui ont précédé ou modifié cet article, est sans doute le commencement d'un commentaire général de nos lois civiles. La méthode suivie par l'auteur est nouvelle et excellente : on pourrait appeler son commentaire *Commentaire législatif du Code civil*. D'ordinaire, les jurisconsultes cherchent l'explication de la loi dans les monuments de la jurisprudence qui l'appliquent, et négligent d'interroger le législateur qui l'a faite. M. Ymbert, au contraire, interprète la loi en rapportant et en analysant les discussions d'où elle est sortie, et en posant de la sorte les principes sur lesquels elle est fondée. Cette méthode est à la fois plus juste et plus sûre : plus juste, parce que ce qui doit dominer, en définitive, c'est la volonté du législateur ; plus sûre, parce que ce qu'il faut éviter avant tout, c'est une interprétation arbitraire de la loi, qui l'altère, la dénature et lui enlève son véritable caractère.

En terminant, et après avoir lu ces quatre volumes dont nous venons de parler, n'avons-nous pas le droit de dire que, s'il est bon de se tenir en garde contre les publications malsaines que l'esprit révolutionnaire tâche de répandre à profusion et qui vont de temps à autre échouer sur les bancs de la police correctionnelle, il est juste également de prendre courage et confiance en voyant les tentatives heureuses de ceux qui, dans toutes les carrières, se sont faits les champions fidèles de la justice et de la vérité ? Ne nous faisons pas d'illusions trompeuses, mais gardons-nous des lâches découragements ; soyons fermes et résolus, et tenons-nous à cette vieille devise qu'une gloire moderne entoure : *Ni espoir ni peur*.

FERNAND DESPORTES.

Un excellent petit recueil scientifique, du genre de ceux que la séduction du pittoresque fait réussir auprès de la foule, mais qui s'est toujours distingué par une rédaction et des intentions meilleures, *La Science pour tous* (rue Saint-Sulpice, 22) vient d'acquérir ce qui lui manquait pour mériter d'être recommandée en toute sûreté aux familles chrétiennes. La direction en a été confiée depuis quelque temps à un prêtre versé dans la pratique dans l'enseignement des sciences et des lettres et connu par de bons travaux. Sans rien changer à la nature et à la forme de cette agréable publication, M. l'abbé le Noir lui imprime dès aujourd'hui un caractère plus pratique et lui assure un plus sérieux et plus catholique esprit.

P. D.

L'un des gérants : CHARLES DOUNIOL.

# MÉMOIRES

## POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE MON TEMPS

PAR M. GUIZOT

---

TOME PREMIER<sup>1</sup>.

Les *Mémoires* de M. Guizot commencent en 1807 : l'auteur avait alors vingt ans.

Arrêtons-nous un instant sur cette époque, plus célébrée que connue.

Napoléon vient de dicter la paix à Tilsit. Le continent est muet devant lui. La Russie, vaincue et fascinée, s'attache à son char. La Prusse est graciée, mutilée, annulée. Les frères de Napoléon commandent à Naples, en Hollande, en Westphalie. Ses autres vassaux prennent place, à ce titre même, parmi les rois (Bavière, Saxe, Wurtemberg). Varsovie, arrachée à la Russie, est une annexe du royaume de Saxe. L'empereur d'Allemagne, transformé en empereur d'Autriche, glisse au rang des puissances de second ordre. Tout le midi de l'Europe est dans la main du successeur de Charlemagne : l'Italie est son domaine; l'Espagne, sous Godoï, est sa servante.

La France admire, et pourtant un symptôme, qui a sa gravité, persiste : les hommes en qui se personnifie l'élite de la littérature ne se donnent point à l'Empereur; Ducis refuse d'entrer au sénat; Delille se tait; Suard s'abstient; madame de Staël et Chateaubriand protestent.

Il n'y a pas d'opposition proprement dite. Mais des personnages bien divers, la Fayette, Lanjuinais, Carnot, Tracy, Cabanis, Volney, Chénier, Népomucène Lemercier, Royer-Collard, Camille Jordan, se tiennent à l'écart.

Sauf des exceptions peu nombreuses, le faubourg Saint-Germain et la noblesse de province ont émigré à l'intérieur. Plus tard, l'union de l'Empereur avec une archiduchesse d'Autriche devait, sans entamer en

<sup>1</sup> Paris, Michel Lévy et Douniol, in-8°.



rien les esprits libéraux, diminuer les abstentions patriciennes. Mais, d'un autre côté, les événements de Bayonne, et surtout la captivité de Pie VII, avaient alors aliéné bien des cœurs.

On sait le reste : le désastre de Russie, celui de Leipsick, l'invasion enfin. Tout cela est nécessaire à rappeler pour faire comprendre la Restauration.

M. Guizot est le premier, le seul jusqu'ici, qui ait peint avec vérité, *sine ira et studio*, dans cette crise néfaste, Napoléon et la France.

« Le jour était venu où la gloire même ne répare plus les fautes qu'elle couvre encore. La campagne de 1814, ce chef-d'œuvre continu d'habileté et d'héroïsme du chef comme des soldats, n'en porte pas moins l'empreinte de la fausse pensée et de la fausse situation de l'Empereur. Il flotta constamment entre la nécessité de couvrir Paris et sa passion de reconquérir l'Europe, voulant sauver à la fois son trône et son ambition, et changeant à chaque instant de tactique, selon que le péril fatal ou la chance favorable lui semblait l'emporter. Dieu vengeait la justice et le bon sens en condamnant le génie qui les avait tant bravés à succomber, dans l'hésitation et le tâtonnement, sous le poids de ses inconciliables désirs et de ses impossibles volontés.

« Pendant que Napoléon usait dans cette lutte suprême les restes de sa fortune et de sa puissance, il ne lui vint d'aucun point de la France, ni de Paris ni des départements (et pas plus de l'opposition que du public), aucune traverse, aucun obstacle. Il n'y avait point d'enthousiasme pour sa défense et peu de confiance dans son succès; mais personne ne tentait rien contre lui. Des conversations malveillantes, quelques avertissements préparatoires, quelques allées et venues, à raison de l'issue qu'on entrevoyait, c'était là tout. L'Empereur agissait en pleine liberté et avec toute la force que comportaient son isolement et l'épuisement moral et matériel du pays. On n'a jamais vu *une telle inertie publique au milieu de tant d'anxiété nationale*, ni des mécontents s'abstenant à ce point de toute action, ni des agents si empressés à désavouer leur maître en restant si dociles à le servir. C'était une nation de spectateurs harassés, *qui avaient perdu toute habitude d'intervenir eux-mêmes dans leur propre sort*, et qui ne savaient quel dénouement ils devaient désirer ou craindre à ce drame terrible dont ils étaient l'enjeu.

« Je me lassai de rester immobile à ma place devant ce spectacle, et, ne prévoyant pas quand ni comment il finirait, je résolus, vers le milieu de mars, d'aller à Nîmes passer quelques semaines auprès de ma mère, que je n'avais pas vue depuis longtemps. J'ai encore devant les yeux l'aspect de Paris, entre autres de la rue de Rivoli, que l'on commençait alors à construire, quand je la traversai le matin de mon départ : point d'ouvriers, point de mouvement; des matériaux entassés

sans emploi, des échafaudages déserts, des constructions abandonnées faute d'argent, de bras et de confiance; des ruines neuves. Partout, dans la population, *un air de malaise et d'oisiveté inquiète*, comme de gens à qui *manquent également le travail et le repos*.

« Pendant mon voyage, sur les routes, dans les villes et dans les campagnes, même apparence d'inaction et d'agitation, même appauvrissement visible du pays; *beaucoup plus de femmes et d'enfants que d'hommes*; de jeunes conscrits tristement en marche pour leur corps; des malades et des blessés refluant à l'intérieur; une nation mutilée et exténuée.

« Et à côté de cette détresse matérielle, une grande perplexité morale, le trouble de sentiments contraires, le désir ardent de la paix et la haine violente de l'étranger, des alternatives, envers Napoléon, d'irritation et de sympathie, tantôt maudit comme l'auteur de tant de souffrances, tantôt célébré comme le défenseur de la patrie et le vengeur de ses injures. Et ce qui me frappait comme un mal bien grave, quoique je fusse loin d'en mesurer dès lors toute la portée, *c'était la profonde inégalité de ces sentiments divers dans les diverses classes de la population*. Au sein des classes aisées et éclairées, le désir de la paix, le dégoût des exigences et des aventures du despotisme impérial, la prévoyance raisonnée de sa chute et les perspectives d'un autre régime politique, dominaient évidemment. Le peuple, au contraire, ne sortait par moments de sa lassitude que pour se livrer à ses colères patriotiques et à ses souvenirs révolutionnaires; le régime impérial l'avait discipliné sans le réformer; les apparences étaient calmes, mais, au fond, on eût pu dire des masses populaires, comme des émigrés, qu'elles n'avaient rien oublié ni rien appris. *Point d'unité morale dans le pays; point de pensée ni de passion commune, malgré l'expérience et le malheur communs*. La nation était presque aussi aveuglément et aussi profondément divisée dans sa langueur qu'elle l'avait été naguère dans ses emportements. »

C'est bien cela. C'est bien là ce que j'ai vu moi-même et ce que je n'oublierai jamais; car ce n'est point un médiocre enseignement qu'un tel spectacle, le spectacle de ce que devient en peu d'années une nation déshabituée de faire elle-même ses affaires.

Cependant les événements se précipitaient.

« Si l'ennemi arrive aux portes de Paris, avait dit Napoléon à M. Mollien, *il n'y a plus d'Empire*. » Ce mot se trouva prophétique. Le 30 mars 1814, à dix heures du matin, le roi Joseph quittait Paris, en autorisant les chefs de l'armée à capituler. Soudain le nom des Bourbons, depuis quelques mois prononcé à voix basse par quelques-uns, mais non par d'anciens émigrés seulement, sortit comme de dessous

terre. Le soir même de la capitulation, avant qu'un seul uniforme étranger eût pénétré dans Paris, ce nom était invoqué avec chaleur, par qui ? Par un homme assurément nouveau, et en qui certes on entendait parler en ce moment toute la banque : par M. Laffitte, le même que nous avons tous vu si hostile à la Restauration et si cher à l'opposition de gauche. « Quand je vis un homme de la bourgeoisie exprimer une pareille opinion, je crus, dit le duc de Raguse, entendre la voix de la ville de Paris tout entière <sup>1</sup>. »

Dès le 12 mars, Bordeaux s'était prononcé dans le même sens.

On ne saurait trop insister sur la spontanéité de ces manifestations. Certes, ce n'est point la France, quelles que fussent alors les calamités publiques et les douleurs privées, ce n'est point la France qui a renversé Napoléon; il a directement succombé sous l'effort de l'Europe coalisée. Est-ce là une raison toutefois pour que des Français avilissent leur pays à plaisir en faisant de la Restauration l'œuvre des baionnettes étrangères? L'Empereur de Russie, une fois maître de Paris, déclara, le 31 mars, que l'Europe ne traiterait plus avec Napoléon *ni avec aucun de sa famille* : voilà la part de l'étranger dans la Restauration. Il n'en est pas moins avéré aujourd'hui que les souverains coalisés, Alexandre surtout, étaient au plus loin de faire des vœux pour les Bourbons : le candidat de la Russie, c'était Bernadotte<sup>2</sup>. Mais, Napoléon devenant impossible, la force des choses et la France ont fait le reste.

En effet, la famille de Napoléon se trouvant écartée avec lui, que restait-il ? Le duc d'Orléans ? L'idée n'en vint à personne alors. La République ? Elle ne donnait signe de vie. Bernadotte ? Entre la France et lui, il y avait la campagne de 1813 et celle de 1814 ; il y avait une mare de sang encore chaud, et une mare de sang français. Évidemment, et sans contredit, Napoléon écarté, il n'y avait de possible que Louis XVIII : « tout le reste n'était qu'une intrigue. »

Sauf l'armée, en effet, toute la France alors voulait ardemment la paix. C'était le besoin, c'était la passion du moment. C'était le cri public, officiellement exprimé, comme on sait, par le Corps législatif lui-même, à la fin de 1813. Donc, une fois la paix déclarée impossible avec Napoléon, le rappel des Bourbons s'ensuivait de soi. La question n'est pas de savoir jusqu'à quel point la France les connaissait : ils n'en étaient pas moins la meilleure garantie d'une prompte paix ; à ce titre, le rappel de Louis XVIII était la nécessité du jour. On ne peut nier la spontanéité de la proclamation du conseil municipal de Paris,

<sup>1</sup> *Mém. du duc de Raguse*, t. VI, page 249.

<sup>2</sup> Voir, à ce sujet, M. Duvergier de Hauranne, *Hist. du gouvernement parlementaire*, tome II, p. 66, 67, 75-76.

le 1<sup>er</sup> avril. Secondé par le pamphlet de M. de Chateaubriand, ce vœu fut accepté, au premier moment, par toute la France.

Les témoignages abondent. Je n'en rappelle que deux, les plus irrécusables de tous, celui de Carnot et celui de Napoléon.

Au mois d'avril 1814, Carnot commandait à Anvers. Assurément il pouvait se taire. Il ne le fit point. Sa proclamation est du 18 avril. « Soldats, écrivait Carnot, aucun doute raisonnable ne peut plus s'élever sur le vœu de la nation française en faveur des Bourbons. Nous avons pu, nous avons dû procéder avec circonspection, nous avons dû nous assurer que le peuple français ne recevait cette grande loi que de lui-même. Nos craintes se sont dissipées *par le vœu unanime des villes éloignées du théâtre de la guerre.* » Et Carnot ordonnait à ses troupes de prendre la cocarde blanche. Il l'a dit plus tard, et il a dit vrai : « Les anciens républicains, au retour des Bourbons, partageraient sincèrement les transports de la joie commune. »

Le témoignage de Napoléon se trouve dans les fameux adieux de Fontainebleau. Napoléon, à Fontainebleau, ne s'est pas manqué à lui-même. Mais la lassitude avait gagné les généraux, presque tous. Pas un des maréchaux ne voulait continuer la lutte. Ce furent eux qui poussèrent l'Empereur à abdiquer, Ney plus durement que tous les autres<sup>1</sup>. Eh bien, à Fontainebleau, le 20 avril, Napoléon disait aux hommes de la vieille garde : « Soyez fidèles au nouveau souverain que la France s'est choisi. »

Quoi qu'il en soit, la politique de la France était changée : le régime de guerre et de dictature militaire avait fait son temps; un régime de paix et de monarchie tempérée en était l'antithèse naturelle et le contre-coup inévitable.

Louis XVIII, d'ailleurs, n'était pas de trempe à continuer Napoléon. Le comte d'Artois lui-même le disait alors, le lit de Bonaparte n'était pas fait pour tout le monde. « On pilerait tous les Bourbons dans un mortier, ajoutait-il, sans en tirer de quoi faire un prince absolu<sup>2</sup>. »

Louis XVIII donc ne pouvait songer à continuer Napoléon.

Pouvait-il ressusciter Louis XIV ? Pas davantage. A des époques diverses, à des situations dissemblables, à des conjonctures qui, entre elles, n'ont rien de commun, l'on n'applique point un même régime politique. Cela est banal comme le bon sens.

<sup>1</sup> Bien avant la fin de la campagne de 1814, Ney se trouvait à Wassy avec son corps d'armée; il s'oublia jusqu'à dire au maire de Wassy : « Il faut que l'Empereur fasse la paix et qu'il en finisse, sinon, nous le finirons. »

<sup>2</sup> *Mémoires inédits* de M. de Vitrolles.

La Charte, quoi qu'on ait pu dire depuis, était donc la nécessité suprême de la Restauration, comme la Restauration était alors la suprême nécessité de la France. On peut déplorer cette double nécessité; la nier, c'est nier la lumière. Et voilà pourquoi l'histoire de la Charte et celle de la Restauration, c'est tout un. C'est tout le sujet des *Mémoires* de M. Guizot. Il faut que le lecteur en prenne son parti, c'est tout le sujet aussi du présent article.

Quant à la nécessité de la Charte, n'est-il pas, en effet, bien remarquable qu'en 1814 tous les hommes politiques aient été unanimes sur ce point<sup>1</sup>? N'est-il pas remarquable que les représentants du pouvoir absolu, l'autocrate de Russie, le roi de Prusse, MM. de Nesselrode et de Hardenberg, fussent d'accord à cet égard avec M. de Talleyrand et les hommes de la Révolution?

Je ne plaide point ici, du reste, une thèse de parti, je fais de l'histoire. Qu'est-ce que l'histoire si elle ne fait comprendre ce qui, à un moment donné, a fait prévaloir, dans tel pays, tel ordre d'idées et d'institutions? Aussi bien nul ne peut parler avec plus de désintéressement que moi de ce passé, déjà si loin de nous. Mon amour-propre, en effet, n'est point du tout engagé, grâce à Dieu, dans ces questions rétrospectives; je ne suis point un acteur, je suis un témoin. N'ayant paru jamais à aucune tribune, n'ayant jamais eu de part directe au gouvernement de mon pays, évidemment je n'écris ni pour me justifier ni pour me venger. Je n'en ai que mieux le droit d'expliquer ce que j'ai vu à ceux qui n'étaient pas nés alors et qui trop souvent se mettent beaucoup trop à leur aise avec les faits de cette époque.

Par exemple, c'est un fait, apparemment, que la Révolution française. Je n'entends pas nier ce qu'elle a de complexe; mais je compte bien n'étonner personne en disant que la cause directe de la Révolution, son mobile dominant, ce fut la passion de l'égalité. Égalité devant l'impôt, d'abord, et bientôt égalité complète et absolue de droits politiques, voilà tout 1789. L'esprit de factions s'était, malheureusement de bonne heure, emparé de cette passion ombrageuse: à force d'assembler des nuages entre le Roi et la nation, il était parvenu à présenter Louis XVI et ses frères comme d'irréconciliables ennemis de l'égalité. Toute la Révolution avait vécu de cette idée fixe. Elle sommeilla tant que les Bourbons furent oubliés; elle ne pouvait manquer de se réveiller comme en sursaut en présence d'une restauration.

Aussi, quand M. Laffitte demandait les Bourbons, le 30 mars 1814, il demandait en même temps des *garanties politiques écrites*<sup>2</sup>. D'un

<sup>1</sup> M. de Villèle fit exception; mais M. de Villèle, en 1814, n'était pas encore un homme politique.

<sup>2</sup> *Mém. du duc de Raguse*, ubi suprâ.

autre côté, ce qui n'importait pas moins à la paix publique, c'étaient les intérêts nés de la Révolution et, entre tous autres, ceux des innombrables propriétaires de biens d'origine nationale, — puis, enfin, la sécurité des hommes plus ou moins puissants qui avaient donné à cette même Révolution des gages quelconques. Or, pour rassurer de tels intérêts, de telles défiances, la parole du Roi ne suffisait pas : Louis XVIII était inconnu; d'ailleurs, n'était-il point mortel? Pour rassurer les opinions et les intérêts, il fallait donc que l'esprit de réaction et d'ancien régime fût efficacement et immédiatement contenu par une barrière visiblement infranchissable. Il fallait évidemment que l'action permanente de l'opinion publique sur les conseils de la couronne fût durablement garantie par le vote annuel de l'impôt et par tout un ensemble d'institutions protectrices. En un mot, la France du dix-neuvième siècle se défiait à l'excès des survivants de l'ancienne France : c'était contre eux surtout qu'elle voulait avoir son Édit de Nantes, et elle le voulait irrévocable. Voilà la Charte.

Mais ce n'était pas tout de promulguer la Charte, il fallait lui donner vie. Ici les difficultés étaient sérieuses et l'inexpérience était grande.

M. Guizot avoue que la Charte présupposait dans le pays un élément aristocratique plus fort et un esprit politique plus exercé qu'on n'en devait alors présumer en France. De plus, M. Guizot fait voir à merveille comment les trois principaux ministres de Louis XVIII, M. de Talleyrand, l'abbé de Montesquiou, M. de Blacas, étaient tous trois presque également impropres à diriger le jeu des institutions nouvelles.

Du reste, il y avait des ministres, il n'y avait pas de ministère. Nulle délibération en commun, mais aussi nul ensemble et nulle entente. Chaque département ministériel était une œuvre à part comme sous l'ancienne monarchie; Louis XVIII entendait être à lui-même son premier ministre. Or, quelles que fussent la finesse et la dignité de son esprit, il était loin de suffire alors à une tâche aussi lourde, aussi *nouvelle*, aussi complexe.

Sa main sur les chevaux laissait flotter les rênes.

L'inintelligence des plus simples conditions d'un gouvernement parlementaire était telle, qu'aucun des ministres n'avait été choisi au sein de la Chambre des Députés et que deux d'entre eux, seulement, se trouvaient appartenir à celle des Pairs.

La mise en train, si je puis dire ainsi, des rouages de la machine parlementaire, en 1814, laissa donc beaucoup à désirer. Mais aujourd'hui la sincérité de Louis XVIII et de ses ministres d'alors, y compris

M. de Blacas, ne peut néanmoins être mise en doute. La première loi sur la presse, tant reprochée à la première Restauration, ne fut-elle pas surtout l'ouvrage de MM. Royer-Collard et Guizot, novices encore assurément l'un et l'autre dans la pratique du régime nouveau, mais enfin on ne saurait moins suspects tous les deux d'arrière-pensées contre-révolutionnaires ?

Néanmoins, quoi qu'en disent aujourd'hui ceux qui refont le passé en vue du présent, les institutions nouvelles ne furent pour rien dans la chute précoce de la première Restauration. Les journaux et les brochures étaient alors censurés. L'Opposition d'ailleurs écrivait peu. Tout en faisant acte d'indépendance, les Chambres, à quelques hommes près, se montraient bienveillantes. Sous l'influence prolongée d'une liberté aussi peu menaçante que celle de 1814, le gouvernement de Louis XVIII, exempt de passions obstinées (c'est le témoignage que lui rend M. Guizot), et docile au vœu public quand l'expression en devenait claire, eût donc pu se redresser en s'affermissant et finir par suffire mieux à sa tâche. Mais il lui fallait du temps et le concours du pays. Le pays, mécontent et inquiet, ne sut ni aider ni attendre. La passion de l'égalité avait méconnu et renversé Louis XVI; elle méconnut et renversa Louis XVIII.

Laissons parler l'auteur des *Mémoires*.

« A peine la France fut-elle entrée dans son nouveau régime, qu'une impression soudaine d'alarmes et de méfiances la saisit et s'aggrava de jour en jour. De la Restauration, les hommes de l'ancienne France s'étaient tout d'abord promis la victoire; de la Charte, la France nouvelle attendait la sécurité. Ni les uns ni les autres n'obtenaient satisfaction; ils se retrouvaient au contraire en présence, avec leurs prétentions et leurs passions mutuelles. Triste mécompte pour les royalistes (de l'ancien régime) de voir le Roi vainqueur sans l'être eux-mêmes; dure nécessité pour les hommes de la Révolution d'avoir à se défendre, eux qui dominaient depuis si longtemps. Les uns et les autres étaient étonnés et irrités de cette situation, comme d'une offense à leur dignité et d'une atteinte à leurs droits. Dans leur irritation, les uns et les autres se livraient, en projets et en paroles, à toutes les fantaisies, à tous les emportements de leurs désirs ou de leurs alarmes. Parmi les puissants et les riches de l'ancien régime, beaucoup ne se refusaient, envers les riches et les puissants nouveaux, ni impertinences ni menaces. A la Cour, dans les salons de Paris, et bien plus encore au fond des départements, par les conversations, par les incidents journaliers de la vie privée, les *nobles* et les *bourgeois*, les ecclésiastiques et les laïques, les émigrés et les acquéreurs de biens nationaux, laissaient percer ou éclater leurs rivalités, leurs humeurs, leurs rêves d'espérance ou de crainte. Pendant la Révolution, on se battait; sous l'Em-

pire, on se taisait ; la Restauration avait jeté la liberté au sein de la paix : dans l'inexpérience et la susceptibilité générales, le mouvement et le bruit de la liberté, c'était la guerre civile près de recommencer. »

On ne saurait mieux analyser ni mieux résumer la situation.

Toutefois, sans l'électrique secousse que produisit l'apparition soudaine de Napoléon sur le sol français, jamais les piqures d'épingle qui, chaque jour, désolaient la France d'alors n'auraient déterminé une révolution. C'est aussi la conviction de M. Guizot. Au fond, il le reconnaît, les intérêts qui se croyaient menacés ne couraient aucun vrai péril. En présence des alarmes de la France nouvelle, le Roi et ses principaux conseillers étaient bien plus disposés à céder qu'à engager la lutte. Dès que les inquiétudes se manifestaient un peu vivement, ils s'efforçaient de les calmer en abandonnant ou en atténuant les mesures qui les avaient suscitées. Mais, par malheur, ils ne faisaient rien de plus pour prévenir le retour de ces inquiétudes. « C'était, dit encore M. Guizot, c'était un pouvoir modéré, qui faisait cas de ses serments, mais sans *initiative* et sans *vigueur*, *dépaysé et isolé* dans son royaume, divisé et entravé dans son intérieur, faible avec ses ennemis, faible avec ses amis, n'aspirant pour lui-même qu'à la sécurité dans le repos. »

Rien de plus aveugle assurément qu'une telle inertie. En effet, il suffit à Napoléon de paraître et d'entraîner un régiment, pour que les Bourbons se vissent abandonnés de toute l'armée et d'une grande partie de la France. Ce n'est pas la Charte qui les perdit, mais la fascination exercée par Napoléon, évoquant de sa personne (ce n'eût point été assez de son nom) l'enthousiasme de ses compagnons d'armes et les instincts des masses populaires. Si quelque chose avait pu retarder le 20 mars, c'eût été, au contraire, la Charte, pour peu qu'elle eût eu le temps de prendre racine et qu'on n'eût pas douté de la sympathie des Bourbons pour les institutions nouvelles.

M. Guizot était dans cette pensée. Il ne croyait pas à la durée du 20 mars, et il croyait à la nécessité de la liberté constitutionnelle.

Rendu pour cent jours à l'exil, mais demeuré aux yeux des hommes politiques le roi de l'avenir, Louis XVIII était-il resté fidèle à la politique de conciliation ? L'on pouvait en douter. Que ferait la seconde Restauration, de la Charte ? Les royalistes modérés la jugeaient plus indispensable que jamais. C'était le vœu de M. Royer-Collard, de M. Béquoy, de M. Pasquier. Ce vœu, M. Guizot se chargea de le porter à Louis XVIII ; et voilà pourtant ce que des hommes qui se proclamaient libéraux n'ont pas eu honte de lui reprocher jusqu'à la fin de la dernière monarchie parlementaire ! Qui n'a présente à l'esprit cette séance de la Chambre des députés où, durant plus d'une heure, debout à la tri-



bune, en face d'une indescriptible et inqualifiable tempête, M. Guizot refusa de désavouer ce voyage si odieusement méconnu ? Qui n'entend encore cette simple et noble parole : « J'ai été à Gand, » inébranlablement maintenue, en dépit de toutes les interruptions et dominant de si haut tous les outrages ? Pour moi, il n'y a d'égal à ce souvenir que cet autre mot si calme et si fier : « Beaucoup ne voudront ou ne sauront ni me comprendre ni me croire ; mais je sais attendre la justice, sans la demander <sup>1</sup>.

Sur la durée du 20 mars, M. Guizot ne s'était point trompé : dès le 8 juillet 1815, Louis XVIII rentrait à Paris.

Ce que M. Guizot n'avait point prévu, c'est que la seconde Restauration aurait Fouché pour ministre. On le sait aujourd'hui, ce fut surtout l'œuvre de Monsieur et de sa petite Cour<sup>2</sup>.

Une courte réflexion me sera permise. Je n'entends pas canoniser les gouvernements fondés sur la discussion, — ils ont leurs misères assurément, comme tout ce qui est humain : disons-le toutefois à l'honneur de ces gouvernements, on n'y peut guère impunément braver la conscience publique. Fouché avait su se faire accepter par la Cour ; il ne put tenir devant le Parlement. L'ombre des Chambres approchant suffit, a dit M. de Chateaubriand, pour faire disparaître un ministère trop exposé à la franchise de la tribune.

Ici, nous entrons dans une ère absolument neuve : c'est de la Chambre qui renversa Fouché que date, à vrai dire, la monarchie Constitutionnelle. Bien des oscillations, bien des tiraillements, devaient marquer les débuts de cette monarchie ; mais, on ne peut le nier, une phase véritablement nouvelle commençait.

Si cette forme de monarchie n'a point duré dans notre pays, si une liberté héréditaire n'en est point sortie comme en Angleterre, c'est moins à l'imperfection des lois qu'il faut s'en prendre qu'à l'implacable ressentiment des partis, et surtout à cette aveugle passion de l'égalité dont M. Guizot a fait si éloquemment justice.

« C'est, dit-il excellemment, c'est la rivalité aveugle des hautes classes sociales qui a fait échouer parmi nous les essais de gouvernement libre. Au lieu de s'unir, soit pour se défendre du despotisme, soit pour fonder et pratiquer la liberté, la Noblesse et la Bourgeoisie sont restées séparées, ardentes à s'exclure ou à se supplanter, et ne voulant accepter, l'une aucune égalité, l'autre aucune supériorité. Préventions iniques en droit et vaines en fait. Les hauteurs un peu fri-

<sup>1</sup> *Mémoires* de M. Guizot, p. 89.

<sup>2</sup> *Mém. d'Outre-Tombe*, VI, p. 427-429 ; VII, p. 53 et suiv. — Les honnêtes gens d'alors étaient pour Fouché ce qu'ils ont été pour M. Caussidière en 1848.

voles de la Noblesse n'ont pas empêché la Bourgeoisie française de s'élever et de prendre place au niveau supérieur de l'État. Les jalousies un peu puériles de la Bourgeoisie n'ont pas empêché la Noblesse de conserver les avantages que donnent la notoriété des familles et la longue possession des situations. Dans toute société qui vit et grandit, il y a un mouvement intérieur d'ascension et de conquête. Dans toute société qui dure, une certaine hiérarchie des conditions et des rangs s'établit et se perpétue. La justice, le bon sens, l'intérêt public, l'intérêt personnel bien entendu, veulent que, de part et d'autre, on accepte ces faits naturels de l'ordre social. Les classes diverses n'ont pas su avoir, en France, cette équité habile. Aussi ont-elles, les unes et les autres, porté pour elles-mêmes et fait porter à leur commune patrie la peine de leur inintelligent égoïsme. Pour le vulgaire plaisir de rester, les uns impertinents, les autres envieux, Nobles et Bourgeois ont été infiniment moins libres, moins grands, moins assurés dans leurs biens sociaux qu'ils n'auraient pu l'être avec un peu plus de justice, de prévoyance et de soumission aux lois divines des sociétés humaines. Ils n'ont pas su agir de concert pour être libres et puissants ensemble; ils se sont livrés et ils ont livré la France aux révolutions. »

Quoi qu'il en soit, on put voir immédiatement en 1815 combien les choses sont plus fortes que les hommes. Les représentants de la Révolution s'effaçaient pour un temps; pour la première fois depuis vingt-cinq ans, les ennemis de cette Révolution se trouvaient à la tête des affaires; et, bien loin que cet état des choses ait abouti à l'ancien régime, il nous donna la liberté politique. Nous l'allons voir.

M. de Talleyrand tombant avec Fouché, le chef du nouveau cabinet (car désormais le cabinet eut un chef), ce fut le duc de Richelieu. Il était évidemment l'homme de la situation en septembre 1815. Très-grand seigneur, et, comme tel, honoré, sinon aimé, de la Cour, il n'était rentré en France qu'avec le Roi, et partant, son dévouement ne pouvait être suspect à personne. Cher à l'empereur Alexandre, hautement estimé de toute l'Europe, il était pour Louis XVIII, dit M. Guizot, ce que le Roi lui-même était pour la France, le gage d'une meilleure paix. Pour moi, je n'ai jamais vu le duc de Richelieu, mais j'ai un faible, je l'avoue, pour ce grand seigneur adversaire des courtisans, pour cet émigré sans aucune des passions de l'émigration, pour cet esprit si droit, si éclairé, en tout l'idéal de l'homme d'honneur devenu ministre, sans vanité, sans ambition, sans autres défauts, en un mot, que de n'être point un homme de tribune et de n'avoir pu s'accoutumer aux intrigues des partis.

Singulier contraste! le nom même en qui se personnifie l'établissement définitif du pouvoir absolu dans l'ancienne France allait, dans

la France nouvelle, présider à la première inauguration sérieuse du gouvernement représentatif.

Au dedans et au dehors, les difficultés que trouva devant lui le duc de Richelieu étaient immenses.

Sans doute la Restauration n'avait point été renversée par la nation ; mais les proclamations de Napoléon et l'impulsion donnée à l'opinion publique durant les Cent-Jours avaient enflammé au plus haut point les vieilles passions révolutionnaires ; en disparaissant de la scène du monde, l'Empereur les laissait toutes bouillonnantes derrière lui. Ces passions ont pu s'amoindrir depuis ; elles se sont rassurées pour un temps, elles ne se sont pas rendormies. Elles sont restées une menace permanente pour tout gouvernement régulier. Elles étaient alors pour la liberté un écueil, pour la Restauration un péril, pour la libération du sol français envahi le plus formidable obstacle. En 1814, nous l'avons vu, l'antagonisme de la Bourgeoisie et de la Noblesse avait reparu, mais la dynastie n'était point encore directement en cause. A partir de 1815, au contraire, au grand dommage de l'affermissement d'un gouvernement libre, la question de dynastie fut directement posée et demeura toujours sous-entendue ; cette question fut toujours le fond même de la situation. La liberté y a succombé.

Ce n'est pas tout : l'Europe en armes campait derechef au cœur de la France, et la Restauration n'avait plus d'armée. Voilà la situation telle que les Cent-Jours l'avaient faite. Dans toute l'histoire, on ne trouverait pas un autre exemple d'une détresse pareille à celle-là.

C'est par la force intime du principe monarchique et par les vertus personnelles du duc de Richelieu que la France s'est relevée de cette épreuve inouïe. Trois années suffirent pour fonder un gouvernement libre, pour rétablir le crédit, pour créer une armée royaliste et nationale tout ensemble, comme pour affranchir le territoire de l'occupation étrangère.

Le ministère du duc de Richelieu eut une politique nette et persévérante, bien qu'incertaine parfois et vacillante dans l'exécution : ce fut la politique de Henri IV, politique de pacification à l'intérieur, pour rendre à la France toute sa liberté d'action en Europe. Avant tout, évidemment, il fallait être vraiment accepté au dedans pour être vraiment fort et vraiment indépendant au dehors.

Malheureusement, les tempéraments et les ménagements qu'inspirait cette politique ne pouvaient guère être compris de la nouvelle Chambre des Députés, élue tout entière sous le contre-coup de l'immense ressentiment que les Cent-Jours avaient laissé dans le cœur des royalistes. La situation eut donc bientôt ceci d'étrange, que le Roi et la majorité des royalistes se trouvèrent aux deux pôles : Louis XVIII voulant comme ses ministres l'apaisement des esprits et pesant en ce

sens de tout le poids de sa couronne ; la majorité des royalistes et des députés détestant la politique du Roi et de ses ministres, comme entachée d'une indigne faiblesse, et prête à combattre au besoin la prérogative royale mise au service de cette politique détestée.

Mais à quelque chose malheur est bon. Ce désaccord si regrettable de la majorité de la Chambre avec le Roi apprit du moins très-vite aux royalistes, même aux plus ardents, le parti qu'ils pouvaient tirer des institutions nouvelles. On ne le dira jamais assez, nul parti peut-être n'a contribué davantage à faire pénétrer dans nos mœurs le jeu régulier de ces institutions. Sous ce rapport, M. de Chateaubriand dans la théorie, M. de Villèle dans la pratique, ont été, à certains égards, les deux plus grands instituteurs de notre éducation constitutionnelle.

Dans ce duel contre nature entre les royalistes et le Roi, Louis XVIII, d'ailleurs, n'était pas seul avec ses ministres. Au sein même de cette Chambre si dévouée aux Bourbons, la gravité de la situation, le sentiment des véritables intérêts de la monarchie restaurée, les périls d'une politique de réaction indéfinie, suscitèrent promptement une opposition non moins consciencieuse que la majorité et qui parvint plus d'une fois à balancer les suffrages. Ce parti, dit excellemment encore M. Guizot, se forma brusquement, spontanément, sans but prémédité, sans combinaisons antérieures et personnelles, sous le seul empire de la nécessité du moment, pour résister à un mal pressant, non pour faire prévaloir tel ou tel système, tel ou tel ensemble d'idées, de résolutions et de desseins ; soutenir la Restauration en combattant la réaction, ce fut d'abord toute sa politique.

Là se rencontrèrent un grand homme de bien, qui unissait au plus haut degré l'autorité du caractère et l'éloquence de l'âme, M. Lainé ; un officier de l'armée de Condé, qui se trouva, lui aussi, un véritable orateur, M. de Serre ; un membre de l'ancien parlement de Paris, doué d'une flexibilité d'intelligence et d'une dextérité de parole incomparable, M. Pasquier ; un esprit méditatif et spéculatif, plus intense qu'étendu, « un homme non pas de l'ancien régime, mais de l'ancien temps, que la Révolution avait développé sans le dominer, » M. Royer-Collard. Avec eux votaient Maine de Biran, l'un des cinq qui en décembre 1813 avaient demandé à l'Empereur la paix et la liberté ; Bellart, l'intrépide rédacteur de la proclamation du Conseil municipal de Paris, du 1<sup>er</sup> avril 1814 ; M. Becquey, l'un des rares royalistes qui, dans la première Assemblée législative, au milieu de tant d'hommes sans courage, avaient combattu la persécution des prêtres, la proscription des émigrés et la déclaration de guerre à l'Europe. C'est l'honneur de la Restauration d'avoir obtenu l'adhésion toute désintéressée d'hommes de cette trempe. On aime à la repré-

senter comme le gouvernement d'un parti, comme la monarchie des nobles et des prêtres; ceux qui l'ont vue lui doivent ce double témoignage que Louis XVIII ne voulut point du tout être le roi d'un parti, mais le roi de France, et que dans les rangs de la bourgeoisie il y eut un grand nombre de royalistes. Et ce ne furent point les moins honnêtes gens, ni les hommes de moins de lumières : c'étaient les vétérans de la littérature, Suard, Morellet, Ducis, Sylvestre de Sacy, Dacier, Quatremère de Quincy, Bergasse, puis M. Michaud, M. Lacretelle jeune, M. Ballanche, puis enfin Camille Jordan, M. Mounier, M. Guizot. — De ces hommes d'élite, la plupart étaient avec la minorité de la Chambre de 1815.

Je le dirai en toute sincérité, chez les hommes de Lettres ce n'était point partialité, c'était justice. Qu'on veuille bien comparer la littérature de 1814 à 1830 à la littérature de l'Empire (qu'il ne faut pas confondre avec celle du Consulat) : Quelle différence ! Et si la littérature est, comme l'a dit M. de Bonald, l'expression de la Société, quel enseignement ! Je ne suis pas suspect ici, je suis un élève des collèges de l'Empire; mais je ne puis méconnaître la supériorité des études, comme celle des lettres, sous le régime qui a suivi. Ce qu'on ne saurait nier non plus, c'est que cette supériorité ne tint, non point aux hommes qui exerçaient le pouvoir, mais bien à l'impulsion générale qu'avaient donnée aux esprits les institutions nouvelles. *Qui vidit, testimonium perhibet, et ille scit quia vera dicit.*

Mais le grand écueil de la situation, c'est que l'inexpérience et la précipitation étaient générales. L'opinion, chez nous, va, comme on l'a dit, d'un bord à l'autre, pareille à l'Océan dans son flux et reflux. Sous l'impression amère des défections qui avaient fait le 20 mars, les royalistes, maîtres du champ de bataille électoral, au mois d'août 1815, par l'effacement subit et spontané de leurs adversaires, n'avaient voulu que des hommes nouveaux; ils en portaient la peine. Ces hommes nouveaux, a très-bien dit M. Nettement, ne doutaient de rien, précisément parce qu'ils ignoraient tout. Le vrai gouvernement représentatif était au reste chose nouvelle pour tout le monde : témoin M. Royer-Collard, l'homme de la future adresse des 221, déclarant à la tribune, le 19 février 1816, que « le jour où il serait établi en fait que la Chambre peut repousser les ministres du roi, ce jour-là la France serait en république. »

Par bonheur, l'esprit de réaction qui emportait la seconde Chambre vint se briser en partie contre l'attitude modératrice de la Pairie. Plus calme et mieux préparée à la vie politique, la Chambre haute comprit et remplit immédiatement son rôle naturel. Sous ce rapport, on se trouva tout de suite en plein régime parlementaire.

Cela toutefois était loin de suffire à rassurer la France contre la

réaction. L'irritation était extrême surtout dans les provinces, où les excitations de la tribune royaliste se prolongeaient en ardents échos; et, à raison de ses ménagements obligés envers la majorité de la Chambre élective, le gouvernement ne pouvait protester assez haut pour que le pays sût distinguer parfaitement entre le Roi et la majorité des royalistes. La seconde Restauration durait donc depuis un an sans avoir gagné un pouce de terrain; au contraire, elle en perdait tous les jours. Or il ne s'agissait pas ici du ministère, il s'agissait de la dynastie. L'Europe s'inquiétait à bon droit d'une situation qui compromettait indirectement la paix générale, et cette inquiétude tenait indéfiniment en suspens l'affranchissement du territoire français. C'est ainsi que Louis XVIII crut à la nécessité d'un grand acte de sa prérogative qui témoignât d'un divorce éclatant de sa politique personnelle avec celle des *ultraroyalistes* (le mot date de cette époque). La Chambre des députés fut dissoute.

Comment Louis XVIII fut-il amené à cette résolution décisive? C'est l'un des points sur lesquels M. Guizot a jeté le plus de lumière dans ses *Mémoires*. Tout le monde sait que l'ordonnance du 5 septembre 1816 fut surtout l'œuvre d'un jeune homme actif et résolu, qui avait remplacé Fouché au ministère de la police et M. de Blacas dans la faveur du Roi; j'ai nommé M. Decazes. Mais ce qu'on savait moins, ce sont les longues hésitations du duc de Richelieu et de M. Lainé, devenu ministre de l'intérieur, et celles de Louis XVIII lui-même.

L'ordonnance du 5 septembre inaugure une phase importante de l'histoire de la Restauration; elle inaugure le gouvernement du Centre.

En effet, les élections du 4 octobre ayant donné la majorité aux royalistes modérés, et par conséquent au ministère (dont les amis siégeaient au centre de la Chambre élective), un grand pas se trouva fait dans la pratique des institutions nouvelles. Malgré deux lois d'exception qui n'avaient rien d'inconstitutionnel, puisqu'elles étaient temporaires, on eut vraiment, dès lors, la monarchie selon la Charte, puisque le gouvernement, d'accord enfin avec la majorité parlementaire, se trouvait ainsi dans sa voie normale, et que l'opposition royaliste, tombée à l'état de minorité, occupait désormais aussi la véritable place de l'Opposition. — Pour la première fois, notre pays jouissait d'une liberté sagement pondérée.

Les luttes qui suivirent ne furent pas sans honneur pour la France.

La Droite, ramenée par son infériorité numérique au besoin de la discipline, se rangea derrière deux chefs qui jusqu'à la fin donnèrent l'exemple de la plus étroite union, M. de Villèle et M. Corbière : celui-ci logicien d'une rare vigueur, dès longtemps préparé par les

triomphes de la barre à ceux de la tribune ; celui-là ancien officier de marine, entré à quarante-deux ans dans la vie publique, mais né pour les affaires, consommé bientôt dans le maniement des hommes et dans la tactique des assemblées délibérantes, portant à la tribune un sang-froid et une netteté de discussion sans égale, possédant en un mot toutes les qualités d'un homme de gouvernement, sauf la grandeur. A côté d'eux, un penseur d'une très-grande autorité, M. de Bonald ; et un homme de beaucoup d'esprit, mais d'une éloquence fougueuse et d'une âpreté intraitable, M. de Labourdonnaye. Dans l'autre Chambre, le plus grand écrivain de notre temps, M. de Chateaubriand, tout à la fois ultraroyaliste et ultraconstitutionnel, mais dont l'action sur son parti était alors tout à fait prépondérante.

Les hommes du Centre étaient plus divisés. Coalisés, comme on l'a vu, dans la Chambre de 1815, dans un but purement défensif, ils savaient mieux ce qu'ils ne voulaient point que ce qu'ils voulaient ; unis dans l'opposition, ils se désunirent dans le gouvernement. Les doctrines politiques leur faisaient défaut ; M. Royer-Collard et le petit groupe de ses amis, parmi lesquels étaient M. de Barante et M. Guizot, essayèrent de donner à ce parti ce qui lui manquait : de là le nom de doctrinaires, qui est resté à ces honorables théoriciens du torysme bourgeois.

La situation néanmoins avait son côté faible : les royalistes modérés, en majorité dans les collèges électoraux que l'Empire avait légués à la Restauration, se trouvaient être en minorité dans le pays. En provoquant l'ordonnance du 5 septembre, M. Decazes avait compté sur l'appui reconnaissant des vaincus de 1815 et des persécutés de 1816 ; il faisait fond-aussi sur le fidèle concours des classes moyennes. Mais, d'une part, la rancune est souvent aussi aveugle qu'elle est implacable. D'autre part, les classes moyennes, en France, dénuées tout à fait d'esprit politique, étaient exclusivement dominées par leur aversion de la Noblesse, avec qui la Restauration, quoi qu'elle fit, leur paraissait toujours solidaire.

Ainsi deux passions étaient en présence : la haine de la Révolution et l'aversion du patriciat. Une poignée de bons citoyens s'épuisaient vainement à modérer ces courants contraires, essayant de concilier une adhésion chaleureuse à la Restauration avec le sentiment exprimé par M. Guizot, quand il a dit : « Je suis de ceux que l'élan de 1789 a élevés et qui ne consentiront point à descendre. »

Cependant les vaincus de toute origine, de nouveau réunis par leur défaite commune, aspiraient ardemment à une revanche ; et la portion flottante de la Bourgeoise, aveuglée par son antipathie pour l'ancienne Noblesse (comme si la France eût pu être confisquée par quelques aristocrates), inclinait en majorité vers les vaincus. Or c'est encore

un mot de M. Guizot : on ne tombe jamais que du côté où l'on penche.

Avouons-le, tel était, dès lors, le fond de la situation, tout le reste n'était qu'à la surface.

Ce fut le tort de M. Decazes de fermer les yeux trois années durant à l'évidence de ce péril pour ne voir que l'animosité du côté droit contre sa personne. Certes, j'excuse M. Lainé proposant la loi électorale de 1817. Je comprends qu'il ait voulu fonder le gouvernement représentatif sur la prépondérance des classes moyennes réputées antirévolutionnaires et antiréactionnaires tout ensemble, et qu'il ait cru voir dans une contribution de trois cents francs une suffisante présomption d'indépendance, d'esprit d'ordre et de lumières. Mais, quand les faits eurent parlé, quand on vit sortir de l'urne électorale les noms significatifs de la Fayette, de Benjamin Constant, de Manuel; quand il fut manifeste que les vaincus reprenaient hautement l'offensive et que *la Bourgeoisie les faisait ou les laissait entrer au cœur de la place*; — quand la Restauration fut ainsi ouvertement en cause; quand le duc de Richelieu écrivait d'Aix-la-Chapelle : « J'aime encore mieux l'exaltation royaliste que le jacobinisme; au nom du ciel, examinez cette situation, cherchez-y un remède ! » — quand M. Lainé confessait qu'il s'était trompé; quand un homme qui avait, assurément, le sens politique et qui n'était point suspect d'ultraroyalisme, M. Molé, déclarait à son tour qu'il ne croyait pas possible de rester dans la ligne suivie jusqu'à ce moment; — quand le bon sens, par la bouche de Wellington, conseillait de se rapprocher des royalistes; — quand il était clair qu'on pouvait s'entendre avec ces derniers, depuis qu'un homme comme M. de Villèle était à leur tête, ce qui n'impliquait aucune idée de contre-révolution, puisque le duc de Richelieu restait aux affaires; — la persistance de M. Decazes à repousser tout rapprochement de ce genre n'avait plus de justification plausible. Son manque de clairvoyance fut tel, que, pour maintenir la loi électorale, il hésita peu à se séparer non-seulement de M. Molé, de M. Pasquier, de M. Lainé, mais du duc de Richelieu, et cela le lendemain du jour où celui-ci avait délivré son pays des baïonnettes étrangères. Singulier moment pour accepter la démission de ce loyal serviteur du Roi et de la France<sup>1</sup> !

Que dirai-je de la fournée de soixante pairs du mois de mars 1819?

<sup>1</sup> Pour entraîner le Roi à changer la loi sur les élections, M. de Richelieu comptait sur une commune démonstration des deux Chambres. Dans cette vue, ses amis firent des avances aux ultraroyalistes, de son aveu, mais à l'insu de Louis XVIII, que M. Decazes aurait dissuadé de s'y prêter. Ce plan réussit à la Chambre haute; mais les amis de M. Decazes le firent échouer dans l'autre Chambre. M. de Richelieu donna sa démission. Le Roi la refusa. Le Duc déclara qu'il ne pouvait rester si M. Decazes ne partait immédiatement pour une ambassade.



M. Decazes se proclamait le champion de la Charte, et, parce que la Chambre haute, dans le libre exercice de son droit constitutionnel, avait formulé le vœu d'une réforme de la loi électorale, il s'indignait, il refusait de tolérer le jeu régulier de nos institutions naissantes. Au lieu de laisser la proposition Barthélemy s'amortir devant l'opposition de l'autre Chambre, le jeune ministre, par un acte que M. Guizot ne balance pas à qualifier de *violence légale*, faussait l'une des maîtresses pièces du mécanisme constitutionnel; il attentait irremédiablement à l'un des pouvoirs de l'État, à l'une des branches de la puissance législative.

Six mois après, l'élection de Grégoire absolvait la proposition Barthélemy, et M. Decazes lui-même abandonnait la loi qu'il avait si obstinément et si imprudemment défendue. Mais comment rendre à la Pairie le prestige d'inviolabilité qu'il lui avait enlevé à jamais ?

Il ne lui fut pas donné, d'ailleurs, de rien réparer. L'assassinat du duc de Berry entraîna la chute du ministre-favori et le retour de M. de Richelieu à la tête du Conseil. L'agitation publique fut grande. Si nous ne subimes pas alors ce qui a déshonoré la Belgique au mois de juin 1837, c'est que la loi Gouvion-Saint-Cyr avait rendu à la France une armée digne d'un pays libre. Aussi, en dépit de l'émeute, l'ordre fut-il maintenu et la loi sur les élections fut-elle profondément modifiée. Toutefois les changements qu'on y fit à la hâte sous le coup de démonstrations factieuses ne pouvaient être que des expédients de circonstances, et c'est ainsi que se glissa dans le régime électoral le double vote, dont la première idée semble remonter à M. de Serre<sup>1</sup>.

On peut s'étonner, si je ne me trompe, que M. Guizot ait méconnu les nécessités politiques du moment au point d'entrer alors dans l'Opposition. Ne déclare-t-il pas, en effet, dans ses *Mémoires*, que c'était bien en qualité de régicide et avec une préméditation réfléchie, sous la

Louis XVIII y donna un instant les mains, mais avec la plus extrême répugnance, outré qu'il était et dans sa tendresse pour son favori et dans le sentiment de sa dignité de roi blessée par le manque de confiance de son premier ministre. Les amis de M. Decazes persistant dans leur alliance avec la Gauche, le duc de Richelieu, dégoûté de l'inutilité de ses tentatives pour former un cabinet vraiment parlementaire, renouvela sa démission, qui fut acceptée avec une secrète satisfaction. — C'est l'impression qui reste d'un écrit fort remarquable, où Louis XVIII cherche à se justifier, ainsi que M. Decazes, de la faute qui fut commise alors. Si le Roi eût employé tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour retenir M. Lainé, nul doute qu'il n'eût vaincu les scrupules de cet homme dévoué, qui serait resté ministre avec le duc de Richelieu. Dans cette combinaison, le ministère de la marine était offert à M. de Villèle. Mais M. Decazes était devenu odieux à la Droite à tel point, qu'il n'y avait de refuge pour lui que dans la Gauche; voilà ce qui explique tout.

<sup>1</sup> C'est ce qui me paraît résulter d'un document publié par M. Guizot, page 465 de ses *Mémoires*.

direction d'un comité central établi à Paris, que Grégoire avait été nommé? Aucune élection, dit-il, ne fut plus préparée et plus accomplie par les passions de parti. Mais, cela posé, comment des amis de la Restauration, comme Camille Jordan, M. Royer-Collard, M. de Barante, M. Guizot, demeuraient-ils opiniâtement fidèles à une combinaison d'éléments électoraux qui aboutissait à un tel choix, après tant d'autres choix analogues? Comment l'émeute ne les éclairait-elle pas sur le parti que comptaient tirer de la loi du 5 février 1817 les hommes qui ne voulaient à aucun prix de la monarchie restaurée? Comment M. Guizot s'éloignait-il de M. de Richelieu, de M. Lainé, de M. de Serre, de M. Pasquier, royalistes modérés, royalistes constitutionnels, pour se rapprocher de la Fayette, de Benjamin Constant, de Manuel? L'auteur des *Mémoires* n'en donne qu'une seule raison, c'est que le pouvoir avait changé d'amis et qu'il tendait la main aux ultraroyalistes. C'est que, en effet, après cinq années de luttes ardentes contre ces derniers, M. Guizot se trouvait bien plus loin d'eux que des hommes des Cent-Jours; son horreur de la contre-révolution lui cachait d'autres périls bien autrement redoutables, ou du moins les atténuait trop à ses yeux comme à ceux de ses amis.

Cependant le nouveau régime électoral portait ses fruits naturels; il ramenait dans la Chambre élective la majorité de 1815. La conséquence légitime de ce changement de situation, c'était l'avènement des chefs de cette majorité au Ministère. Il est regrettable pour tout le monde qu'ils aient été portés là à la suite d'une adresse rédigée par les hommes les plus passionnés de la Droite, machiavéliquement appuyés par le général Foy et par la Gauche; à la suite d'une adresse où l'on accusait de sacrifices incompatibles avec l'honneur de la nation et la dignité de la couronne, qui? le duc de Richelieu.

Justement blessé dans son honneur de roi, Louis XVIII refusa d'entendre la lecture d'un document aussi gratuitement injurieux pour son gouvernement. M. de Richelieu, qui avait du grand seigneur, dit M. Villemain, non pas l'humeur hautaine, mais la fierté délicate, quitta les affaires en homme de cœur offensé. Rentré au ministère à regret et par devoir, en 1820, sur les instances de Monsieur, qui, en retour, promettait l'appui de ses amis personnels dans la Chambre, le Duc se plaignit hautement, et à bon droit, que le Prince ne lui tint pas la parole de gentilhomme qu'il avait donnée.

M. de Richelieu se retirant, le gouvernement du Centre devait faire place au gouvernement de la Droite. Apprécions équitablement cette péripétie parlementaire.

« En décembre 1821, c'est M. Guizot qui parle, M. de Villèle, trop

habile pour avoir voté l'adresse, arriva au pouvoir par le grand et naturel chemin. Il y arriva au nom des qualités qu'il avait déployées et de l'importance qu'il avait acquise dans les Chambres. Il y arriva à la tête de son parti, qu'il y fit entrer avec lui. Il atteignait ainsi, après cinq ans de lutte, le but qu'avait prématurément marqué, en 1815, M. de Vitrolles; c'était le chef de la majorité parlementaire qui devenait le chef du gouvernement. Les événements ont des malices imprévues; la Charte portait au pouvoir l'homme qui l'avait, le premier, combattue avant sa promulgation.

« Parmi les hommes de notre temps, c'est un trait distinctif de M. de Villèle d'être arrivé au gouvernement comme homme de parti et d'être resté homme de parti dans le gouvernement, tout en travaillant à faire prévaloir, parmi les siens, l'esprit de gouvernement sur l'esprit de parti. Ce modérateur du côté droit lui a toujours été fidèle. Bien souvent étranger aux idées, aux passions, aux desseins de son parti, il les combattait, mais sous main et sans les désavouer. décidé à ne jamais se séparer de ses amis, même quand il ne réussissait pas à les diriger. Par un juste instinct pratique, il avait promptement compris la nécessité de la ferme adhésion du chef à son armée pour assurer celle de l'armée à son chef. Il a payé cher cette persévérance, car elle l'a justement condamné à porter le poids de fautes que, plus libre, il n'eût probablement pas commises; mais c'est à ce prix qu'il a gardé pendant six ans le pouvoir, en préservant pendant six ans son parti des fautes extrêmes qui, après lui, devaient amener sa ruine. Comme ministre de la royauté constitutionnelle, M. de Villèle a donné, parmi nous, l'un des premiers exemples de cette fixité des liens politiques qui, malgré de graves inconvénients et de belles exceptions, est essentielle aux grands et salutaires effets du gouvernement représentatif. »

La Gauche, alors, fut justement punie de son machiavélisme : elle avait cru précipiter l'avènement de la contre-révolution et pousser ainsi les Bourbons dans l'abîme; elle n'avait réussi qu'à leur donner le meilleur ministre et le plus habile serviteur qu'ait rencontré la monarchie restaurée.

Prenons acte ici de deux faits. Le premier, c'est la complète acceptation de M. de Villèle par Louis XVIII, témoignage irrécusable de la loyauté avec laquelle ce prince pratiquait le gouvernement représentatif. L'autre fait, c'est l'impossibilité du ministère de M. de Villèle sans la Charte. Ces hommes-là ne surgissent point des orgies de la Régence ni du désœuvrement des Cours; ils ne se forment pas dans les antichambres, non plus que dans l'omnipotence bureaucratique des intendances, d'où sortirent tant de ministres de Louis XV et de Louis XVI. Ces hommes-là, ce sont les mœurs simples de la province

qui les préparent, et c'est la libre discussion des affaires publiques qui les développe et qui les mûrit <sup>1</sup>.

Le trait éminent de la physionomie de M. de Villèle, c'est qu'il fut par-dessus tout un homme pratique. « Quant à moi, écrivait-il, il ne me coûte rien d'être impartial; *je ne vois que la réussite des affaires dont je suis chargé*, et n'y mets pas la moindre passion contre les individus. Je suis né pour la fin des révolutions. » Et il disait vrai. Pour remplir toute sa destinée, il lui a manqué de savoir résister davantage à son parti, et, sans rompre avec lui, d'abdiquer à temps la royauté ministérielle pour la reconquérir plus tard avec une indépendance d'action sans limites.

Quoi qu'il en soit, au moment où se forma le cabinet de M. de Villèle, les complots fermentaient et éclataient partout : dans les départements de l'Est, de l'Ouest, du Midi ; à Belfort, à Colmar, à Saumur, à Nantes, à la Rochelle, à Toulon, à Paris même, dans l'armée comme dans les professions civiles, dans la garde royale comme dans les régiments de ligne. M. Guizot convient que ces colères si ardentes étaient loin d'être suffisamment justifiées : « Il y avait des motifs pour une opposition publique et vive, mais point de justes causes de conspirations ni de révolutions. »

Peut-être seulement l'auteur des *Mémoires* ne tient-il pas assez de compte d'une situation aussi violente. Peut-être est-ce là ce qui le rend injuste, à mon sens, pour l'expédition d'Espagne de 1823. Il a trop oublié, ce semble, à quel point chacune des révolutions, qui, de 1820 à 1822, agitèrent l'Europe méridionale, avait son contre-coup en France, et un contre-coup électrique. Pour ma part, je ressens encore le frémissement terrible qu'apportèrent dans nos écoles publiques les insurrections de Turin et de Naples. M. Guizot avoue qu'en proie à de tels mouvements l'Espagne était pour la France un voisin fort incommode et qui pouvait devenir dangereux. Il avoue que les conspirateurs vaincus venaient se réfugier derrière la Bidassoa, ourdissant de là de nouveaux complots. N'y avait-il donc pas là même un *casus belli*? M. Guizot ajoute, il est vrai, que cela ne faisait courir à la Restauration aucun péril sérieux (ceci est une question qui peut certes être diversement appréciée). Mais, — au point de vue de la Restauration, — pouvait-on, sans une sorte de suicide, à côté des complots de la Rochelle et de Colmar, dont les chefs véritables siégeaient à la Chambre des députés, pouvait-on, dis-je, laisser subsister de l'autre côté des Pyrénées un volcan toujours ouvert? N'y avait-il pas ici plus qu'une question dy-

<sup>1</sup> Sous l'ancien régime, M. de Villèle serait devenu chef d'escadre, sinon gouverneur de l'île de France ou de l'île Bourbon. La Charte, dont il ne voulait pas au mois de mai 1814, fit de lui le premier ministre de la Restauration, et à bon droit.

nastique, n'y avait-il pas une question française ? Car enfin Louis XVIII en ce moment, c'était la France. Louis XVIII ne pouvait demeurer dans la situation précaire que les sociétés secrètes et la révolution d'Espagne lui avaient faite, sans que la France fût atteinte au cœur dans sa puissance et dans son action au dehors : cela est l'évidence même.

Non, les grands et légitimes motifs politiques ne manquaient donc point à cette expédition. Sans doute il ne fut pas donné au cabinet français d'éclairer et de modérer le despotisme incapable et incurable de Ferdinand VII; et, par suite, notre influence ne recueillit, en Espagne, aucun fruit de la guerre de 1823. Mais de grands résultats n'en restèrent pas moins acquis au pays. La France n'en n'était pas moins redevenue une puissance militaire, et, par cela seul, elle avait reconquis son rang en Europe. A partir de ce jour, les conspirations cessèrent; l'Opposition même fut découragée; au dedans et au dehors, Louis XVIII fut roi.

Si l'espace ne m'était mesuré, je saisisrais cette occasion de rendre hommage à la diplomatie de la Restauration, à ceux qui l'ont dirigée et à leurs habiles coopérateurs, au duc de Richelieu, au duc Matthieu de Montmorency, à M. de Chateaubriand, à M. de la Ferronnays, à M. de Rayneval. Si nul monarque n'a eu plus que Louis XVIII le sentiment de l'honneur de sa maison et de sa couronne, jamais non plus les représentants de la France au dehors n'eurent une attitude plus digne, plus loyale, plus chevaleresquement française. La noblesse de leur caractère était à elle seule une force. On a retenu ce mot : La parole du duc de Richelieu vaut un traité. Et ce n'était pas là un vain compliment. On discutait la quotité des indemnités dues à la France pour avoir augmenté à ses frais les fortifications d'un certain nombre de forteresses étrangères. M. de Richelieu réclamait une somme; mais la pièce justificative avait disparu : il affirma qu'il avait vu cette pièce, et sur-le-champ le chiffre qu'il articulait fut admis. Sa famille conserve une carte qui représente la France dépouillée de la ceinture de murailles que Vauban lui avait donnée, la France démembrée du Bugey, de la Franche-Comté, de l'Alsace, de la basse Lorraine, des Ardennes et de la Flandre; l'empereur Alexandre avait fait don de cette carte à M. de Richelieu en témoignage du service rendu par le Duc à son pays quand il fit échouer ce plan de démembrement. M. de Chateaubriand l'a dit avec raison : Les Bourbons de moins dans nos revers, nous étions partagés.

M. de Villèle tint avec honneur, lui aussi, durant le congrès de Vérone, le portefeuille des affaires étrangères. C'est lui qui signifiait à M. Canning que, si l'Angleterre ne désavouait pas toute idée d'une négociation séparée avec l'Espagne, il s'ensuivrait une décision immé-

diète de la France. Certes, la pénétration et la sagacité diplomatiques ne manquaient point du tout au premier ministre de Louis XVIII; et pourtant il redouta trop et trop longtemps la guerre d'Espagne, en sorte qu'après le succès d'un événement auquel M. de Chateaubriand et lui avaient pris des parts si inégales, la situation relative de ces deux hommes (cette remarque est de M. Guizot) allait être sensiblement changée : amis jusque-là, ils se trouvèrent tout à coup rivaux.

Une collision était imminente. M. de Villèle venait de proposer la conversion des rentes, vivement repoussée, non-seulement par les nombreux intérêts en litige, mais par le sentiment public, inquiet d'une mesure nouvelle, compliquée et mal comprise. Dans l'une et l'autre des Chambres, la plupart des amis de M. de Chateaubriand combattirent le projet de loi. Dans ses entretiens intimes, il ne dissimulait nullement lui-même ses doutes sur la justice de la conversion. Elle fut rejetée par la Chambre des pairs à la majorité de quinze voix, sans que M. de Chateaubriand eût pris la parole, bien que Louis XVIII lui en eût témoigné le désir. Un tel silence, en une occurrence pareille, ressemblait assez à une trahison. Le Roi outra destitua M. de Chateaubriand. Evidemment M. de Villèle pouvait refuser de contre-signer cette destitution. Contre sa coutume, il eut, dans cette occasion, dit M. Guizot, plus d'humeur que de sang-froid et de prévoyance : il y a des alliés nécessaires, quoique très-incommodes, et M. de Chateaubriand, malgré ses prétentions et ses boutades, était moins dangereux comme rival que comme ennemi.

En effet, bien que sans clientèle dans les Chambres et sans empire comme orateur, M. de Chateaubriand n'en devint pas moins tout à coup un chef d'opposition brillant et puissant, car l'opposition était dans son génie naturel aussi bien que dans sa passion du moment. (C'était, comme on l'a dit récemment, un grand et incomparable journaliste.) Il excellait à démêler les instincts nationaux mécontents et à les irriter de plus en plus contre le pouvoir en fournissant avec profusion à leur mécontentement de beaux motifs, vrais ou spécieux, toujours présentés avec éclat. Il avait aussi l'art, tantôt d'abaisser et de décrier ses ennemis par une insulte poignante et polie, incessamment renouvelée, tantôt de rallier à lui d'anciens adversaires, destinés à le redevenir un jour, mais momentanément attirés et dominés par le plaisir et le profit des coups qu'il portait à leur ennemi commun. Grâce à M. Berin, il trouva sur-le-champ, dans le *Journal des Débats*, un théâtre élevé, d'où portaient tous les matins ses attaques.

Je n'entends pas justifier ces représailles, à Dieu ne plaise ! Seulement on aurait tort de les croire exclusivement propres aux gouvernements fondés sur la discussion. L'orgueil est aussi ancien que le péché originel, et, sous tous les régimes, l'orgueil blessé est capable de

tout. Au temps de la monarchie absolue, le mécontentement ne tournait-il pas rapidement à la conspiration et à la guerre civile? Par pur dépit, Turenne et Condé ne se sont-ils point battus pour l'Espagne contre la France?

Par malheur, la disgrâce de M. de Chateaubriand ne précéda que de trois mois l'avènement de Charles X. Or Charles X était pour tout le monde, amis et ennemis, la personnification des vieux préjugés et l'espoir de tous les hommes d'ancien régime. L'abolition de la censure et une foule de mots charmants purent bien le rendre un instant populaire. Mais ce moment fut court : comme l'a dit un de ses historiens, on se sentait attiré vers l'homme, on doutait du roi.

La lutte de l'esprit ancien contre l'esprit nouveau recevait du fait seul de l'avènement de ce prince un encouragement immense. M. de Villèle resta aux affaires, mais sous l'appréhension constante de se voir supplanté par l'ami intime du roi, par le candidat de la cour et du haut clergé, M. de Polignac.

La Droite, qui s'était maintenue compacte et unie sous le contre-poids de la Gauche, se divisait à vue d'œil depuis que, dans la Chambre, la Gauche était réduite à une minorité imperceptible et que M. de Chateaubriand avait passé à l'Opposition. Celui-ci d'ailleurs possédait au plus haut point une qualité, l'éclat, qui faisait pleinement défaut à son rival. On ne pouvait être plus dénué d'imagination que M. de Villèle; c'est à lui qu'il arriva de dire à la tribune, en parlant de la Grèce : *Cette localité*. Séparé de M. de Chateaubriand, il devint tout particulièrement odieux aux gens de lettres et à la jeunesse. Dans la Chambre même, pour retenir la majorité, il n'avait d'appui parfaitement sûr que M. Corbière, vigoureux, mais terne comme orateur du gouvernement, paresseux et insuffisant comme ministre.

C'est ainsi que M. de Villèle tomba sous le joug de sa propre majorité. Il était habile, mais l'ascendant lui manquait — Je marche à leur tête, disait-il lui-même, mais à condition de les conduire où ils veulent aller. Un homme d'État de premier ordre se fût présenté aux Chambres avec un plan de gouvernement nettement défini, il eût marqué la limite des concessions qu'il croyait sage de faire à son parti, et le jour où soit la majorité, soit la couronne aurait retiré son concours, il eût résigné son portefeuille. Nous aurions eu ainsi trois ans plus tôt le ministère de M. de Polignac; mais l'expérience assurément n'eût pas été longue, et M. de Villèle, rappelé par la force même des choses, fût revenu tout-puissant et même populaire. Il aimait mieux vivre d'expédients, et il s'usa ainsi, sans profit pour la cause qu'il servait.

Par exemple, il se rendait très-bien compte des inconvénients du pro-

jet de loi sur le droit d'aînesse, suggéré par M. de Polignac. M. de Villèle n'en consentit pas moins à la présentation de ce projet. Rien n'a fait plus de mal à la Restauration que cet acte de faiblesse du premier ministre. La Gauche elle-même n'aurait pu rêver une confirmation plus éclatante de toutes les arrière-pensées d'ancien régime qu'elle prêtait aux royalistes. C'était faire violence aux mœurs publiques, émouvoir toutes les familles, jeter à la passion nationale de l'égalité le plus provoquant de tous les défis. Rien ne prouve mieux combien M. de Polignac ignorait profondément la France.

Contre la démocratie extrême, il y avait tout autre chose à faire. Pour que l'aristocratie soit acceptée, il faut qu'elle serve : c'est ce qu'avait très-bien vu M. de Bonald, le publiciste du côté droit. Donc, pour reconstituer l'aristocratie, il fallait avant tout lui imposer des charges et en tirer des services. Mais comment lui faire faire l'apprentissage de la vie publique, sinon dans la gestion désintéressée des établissements charitables et des affaires communales ou départementales ? Pour cela donc, il fallait décentraliser l'administration publique, il fallait tout faire pour raviver l'esprit municipal et ranimer la vie des provinces. Il existait alors encore des hommes qui avaient connu et pratiqué les anciennes libertés provinciales, si dégénérées toutefois d'ailleurs. Par leurs traditions de famille, ces hommes tenaient à l'importance de leur ville natale, à la prospérité des hospices que leurs pères avaient fondés, à l'honneur et à la conservation de tous les souvenirs locaux. Il s'agissait d'agrandir la carrière si étroite qui était ouverte à ceux dont je parle et à leurs concitoyens ; il s'agissait d'augmenter les attributions de toutes les administrations gratuites, afin d'assigner ainsi aux hommes de loisir et de dévouement, dans toutes les communes de France, une sphère d'activité faite pour tenter de nobles cœurs. C'eût été une politique à la fois monarchique et libérale. Du reste, toute la session de 1815, tous les antécédents de la Droite, étaient en ce sens. N'est-ce pas contre la centralisation que M. de Villèle avait fait ses meilleurs discours d'opposition ? Pourquoi parut-il ne plus s'en souvenir du tout dès qu'il fut ministre ?

La décentralisation de l'administration publique entraînait celle de l'université, tentée, avec l'approbation de M. Guizot, par l'ordonnance du 17 février 1815, et malheureusement abandonnée après les Cent-Jours. Je ne doute pas que la liberté de l'enseignement ne fût sortie de cette tentative et qu'elle n'eût préservé M. de Villèle des embarras que lui suscitait, en 1826, la fausse position des jésuites. Sous l'empire de la centralisation et du monopole, il semblait énorme que ces religieux eussent ouvert successivement en France huit collèges sous le nom de petits séminaires. La liberté, souvent méconnue par les libéraux, mais difficile à combattre à ciel ouvert à la tribune, eût dénoué paisi-



blement la difficulté. Mais il aurait fallu arborer hautement la bannière de la liberté pour tous, celle des associations monastiques et celle des conciles provinciaux, comme toutes les autres.

Je ne puis malheureusement citer qu'un seul homme qui vit dès-lors dans la liberté la solution commune de toutes les difficultés que j'indique : c'est M. le baron d'Eckstein<sup>1</sup>.

Me permettra-t-on d'insister sur la situation religieuse de la France à cette époque?

Charles X, c'est le témoignage que lui rend M. de Lamartine, n'était ni fanatique, ni asservi au Clergé, ni persécuteur; mais il était croyant et pieux, et, à ce titre, il pensait devoir à Dieu et à son peuple de favoriser l'empire de la Religion par tous les moyens compatibles avec la tolérance nécessaire des communions dissidentes.

Ces moyens ne furent pas toujours heureux. Il fit assez peu de chose, au fond, pour la Religion et pour le Clergé, mais il inquiéta beaucoup.

Dès l'origine, les ennemis de la Restauration agitèrent contre elle trois grands leviers : l'orgueil national, les intérêts nés de la Révolution et l'esprit d'incrédulité<sup>2</sup>. Au temps du ministère de M. de Villèle, les blessures de 1814 et de 1815 se cicatrisaient de plus en plus; les combats de la tribune, le développement du crédit, le mouvement animé de la littérature, donnaient insensiblement un autre cours aux préoccupations publiques. En même temps, les indemnités accordées aux émigrés rassuraient définitivement les acquéreurs de biens nationaux. Restait un dernier grief : la France était gouvernée et ses institutions étaient menacées par les prêtres. Égarée par les chansons de Béranger et par les journaux, l'opinion s'y trompa. C'est surtout comme ami de l'Église que Charles X a été haï; en lui, le chrétien devait perdre le roi.

Si M. de Villèle n'avait eu qu'à gouverner la Chambre, il aurait tourné la difficulté de cette situation; parmi les députés les plus dévoués à la Religion, un grand nombre, M. de Bonald entre autres, s'abandonnèrent à sa prudence. Mais le premier ministre tenait en outre à ne rien perdre de son crédit auprès du Roi, et le Roi voulait qu'on fit quelque chose pour la Religion. De là, la loi sur le sacrilège, dont les dispositions les plus graves ne rencontrèrent aucune applica-

<sup>1</sup> Voir *le Catholique*, par M. d'Eckstein, tome III, publié en 1826. — C'est justice de rappeler également ici le nom d'un homme d'une sincérité et d'un désintéressement incomparables, le comte Félix de Mérode, qui, lui aussi, professait dès lors le dogme de la liberté pour tous avant d'avoir touché aux affaires et qui ne l'a pas renié depuis, bien qu'il ait été ministre et qu'il ait vu 1848. Lire sa curieuse brochure intitulée : *La Charte et les Jésuites, les Libéraux et les Ignorantins, tout peut vivre*. — 1828.

<sup>2</sup> L'édition compacte de Voltaire, publiée par le libraire Desoer, remonte à 1817.

tion, et qui, par conséquent, n'était pas urgente. C'était irriter les esprits en pure perte.

J'ai hâte de le déclarer ici, la réaction. je ne dirai pas anticatholique, mais antichrétienne, fut hors de toute proportion avec le péril. Il n'avait certes rien d'imminent alors. La foi de M. de Villèle était sincère, mais nullement passionnée. Bien loin de subir la domination cléricale, son collègue principal, M. Corbière, lecteur assidu du *Dictionnaire* de Bayle, aussi gallican d'ailleurs que M. Dupin, se montrait le gardien jaloux et vigilant de l'isolement officiel des évêques entre eux.

Il est vrai qu'on faisait beaucoup de bruit d'une association pieuse, née sous l'Empire, mais qui avait grandi sous la Restauration. On affirmait, on croyait que la Congrégation disposait de tous les emplois. L'hyperbole saute aux yeux : à la vérité, M. de Polignac était de la Congrégation ; mais M. de Villèle n'en était pas, M. Corbière et M. de Peyronnet encore moins. — Ce grief, comme on voit, était peu sérieux.

Le véritable tort de la Congrégation aux yeux de la Gauche, tort qu'elle partageait avec le Clergé tout entier, c'est qu'elle était royaliste. Frappé par la Révolution en même temps que la Royauté, l'ancien clergé de France unissait dans son cœur le trône et l'autel : par suite, l'Eglise eut naturellement pour ennemis tous les ennemis de la dynastie régnante.

Ce qui ajoutait à l'irritation, c'est que le Clergé, qui n'avait pas à se louer, au fond, j'en conviens, de la plupart de nos assemblées politiques, bien qu'il ait plus gagné que perdu à la liberté de la tribune, passait pour hostile aux institutions nouvelles. Sur ces entrefaites, une grande faute fut commise dans ses rangs : un homme qui ne prenait conseil, il est vrai, que de lui-même, et qui faisait même ouvertement profession de tenir peu de compte des évêques de France, l'abbé de Lamennais, ouvrit la tranchée, au nom de l'Eglise, contre la société moderne. C'est lui qui le premier, si je ne me trompe, a soutenu l'incompatibilité du gouvernement représentatif avec le catholicisme, comme il devait soutenir plus tard l'identité du catholicisme et de la démocratie. Je n'entends pas nier l'extrême imprudence de cette attitude. Bien que la Restauration, je le reconnais, n'en fut nullement solidaire, elle n'a pas laissé d'en porter la peine, et l'Eglise de France avec elle.

En 1827, toutefois, on ne s'en prenait encore qu'à M. de Villèle. Charles X lui-même, lorsque quelque nouvelle manifestation du sentiment public arrivait à lui, disait avec humeur : « Toujours Villèle ! toujours contre Villèle ! »

Enfin, quand le premier ministre sentit clairement que, soit dans les

Chambres, soit à la Cour, il était trop attaqué et trop ébranlé pour pouvoir gouverner avec quelque efficacité, il prit résolument le parti que lui indiquait la Charte; il demanda au Roi la dissolution de la Chambre des Députés et des élections nouvelles qui vinssent ou raffermir ou renverser le cabinet. Ces élections trompèrent son attente, et, sans que le Roi y mit beaucoup d'obstacle, M. de Villèle se retira (trois ans trop tard, à mon sens). Le parti politique dont il avait été le chef avait usé et perdu, dit M. Guizot, le seul homme sorti de ses rangs qui eût su lui faire légalement conquérir et exercer le pouvoir.

Les élections de 1827 avaient fort dépassé les espérances de l'Opposition. Qu'allait-elle faire de sa victoire? « Le ministère qui résultera du premier conflit, écrivait alors M. le duc de Broglie à M. Guizot, sera certainement assez chétif; mais il faudra le soutenir. » Ce conseil si sage ne fut pas longtemps suivi: quels sont, en France du moins, les partis qui savent attendre?

Le ministère Martignac, qui succédait à M. de Villèle, était un nouvel essai de gouvernement du Centre, inauguré par malheur dans des conditions bien inférieures à celles du cabinet Richelieu. En effet, il lui manquait une double force: l'appui d'une majorité qui lui fût propre et l'appui du Roi.

Les amis de M. de Villèle étaient tout entiers au ressentiment qu'ils éprouvaient de sa chute; le dépit leur fermait les yeux sur les périls vrais de la royauté.

Ce n'est pas tout. En 1816, le parti du Centre n'avait eu affaire, soit à droite, soit à gauche, qu'à des oppositions ardentes, mais encore novices, mal organisées, et que le public tenait pour incapables de gouverner. En 1828, au contraire, le côté droit, à peine sorti du pouvoir après l'avoir possédé six ans, se croyait aussi près de le ressaisir que capable de l'exercer, et il attaquait avec une passion pleine d'espérance les successeurs improvisés qui le lui avaient ravi.

D'autre part, le côté gauche et le centre gauche, rapprochés et presque confondus par six années d'opposition commune, s'entravaient mutuellement dans leurs rapports avec un cabinet qu'ils étaient appelés à soutenir quoiqu'il ne fût pas sorti de leurs rangs; comme il arrive en pareil cas, les violents et les étourdis paralysaient ou compromettaient les sages, bien plus que ceux-ci ne réussissaient à diriger ou à contenir leurs incommodes compagnons. Menacé ainsi dans les Chambres par d'ambitieux et puissants rivaux, le pouvoir naissant n'y trouvait que des alliés tièdes ou gênés dans leur bon vouloir.

Dans cette faible situation, que pouvait M. de Martignac, avec cette éloquence de sirène dont parle M. Guizot et qui avait, comme il le dit si bien, plus de séduction que d'autorité, plus de charme que de puis-

sance? L'ancienne majorité ne lui pardonnait pas d'avoir remplacé M. de Villèle, et l'homme le plus autorisé de la majorité nouvelle, M. Royer-Collard, gardait envers ce cabinet, si bien intentionné, l'attitude certes insuffisamment patriotique d'un allié qui ne veut pas être responsable, au lieu d'apporter, par son plein concours, la force qui semblait devoir s'attacher à la supériorité de son esprit et à l'autorité de son nom. Quand on s'isole ainsi du gouvernement de son pays, bien qu'il soit exercé par d'honnêtes gens, on ne fait pas tout son devoir et l'on ne peut soustraire à un jugement sévère de la postérité *une longue vie, toute consumée en vœux impuissants et en espérances trompées*<sup>1</sup>.

Cependant le nouveau cabinet ne perdit pas courage : il mit en pratique avec une franchise non équivoque la politique constitutionnelle : « Deux lois, dit M. Guizot, sincèrement présentées et discutées, avaient donné, l'une à l'indépendance et à la vérité des élections, l'autre à la liberté de la presse, d'efficaces garanties. Une troisième loi, proposée à l'ouverture de la session de 1829, assurait au principe électif une part dans l'administration des départements et des communes, en imposant au pouvoir central, pour les affaires locales, des règles et des limites nouvelles. On pouvait trouver ces concessions ou trop larges, ou trop restreintes; en tout cas, elles étaient réelles, et les partisans des libertés publiques n'avaient rien de mieux à faire que de les accepter et de s'y établir. Mais, dans le parti libéral, qui avait jusque-là soutenu le cabinet, deux esprits très-peu politiques, l'esprit d'impatience et l'esprit de système, la recherche de la popularité et la rigueur de la logique, ne voulurent pas se contenter de ces conquêtes incomplètes et lentes. Le côté droit, en s'abstenant de voter, laissa les ministres aux prises avec les exigences de leurs alliés. Malgré les efforts de M. de Martignac, un amendement, plus grave en apparence qu'en réalité, porta au système de la loi sur l'administration départementale quelques atteintes. Après du roi comme dans les Chambres, le ministère était donc au bout de son crédit : hors d'état d'obtenir du Roi ce qui eût satisfait les Chambres et des Chambres ce qui eût rassuré le Roi, il déclara lui-même, en retirant brusquement les deux projets de loi, sa double impuissance.

Resté debout, mais ébranlé, le Cabinet pouvait être raffermi (pour combien de temps? je l'ignore) par l'accession de M. Royer-Collard et de M. de Chateaubriand<sup>2</sup>. Charles X, qui ne les aimait point, ne son-

<sup>1</sup> Lettre de M. Royer-Collard, citée par M. Guizot.

<sup>2</sup> Le premier, M. Guizot le pense, eût refusé : son dévouement au bien n'allait pas jusqu'à sacrifier l'auréole qu'il s'était acquise au désir de sauver son pays avec le risque de ne pas réussir. — M. de Lamartine va plus loin. Il affirme que, Charles X ayant alors demandé à M. Royer-Collard quel était l'homme qui pourrait rallier la majorité des Chambres, M. Royer répondit : aucun.

gea ni à l'un ni à l'autre : il lui sembla royal d'en faire à sa tête, et il appela M. de Polignac.

Tout le monde est aujourd'hui d'accord de la sincérité comme de l'insuffisance de ce ministre. M. Guizot a raison, l'on ne saurait mesurer la portée des illusions consciencieuses que peut se faire un esprit faible avec ardeur, commun avec élévation, et mystiquement vague et subtil. M. de Polignac s'étonnait naïvement qu'on ne voulût pas l'accepter comme un ministre dévoué au régime constitutionnel. Il comptait bien user son impopularité, et, en attendant, ce cabinet, formé en vue d'une dictature éventuelle, demeurerait le plus coi des ministères.

Pour la Révolution, la tactique était simple et la situation excellente. Le ministère avait contre lui une majorité impossible à entamer. D'un autre côté, le Roi tenait au coup de tête qu'il venait de faire; c'était là, pour lui, une affaire d'honneur sur laquelle on pouvait compter qu'il ne transigerait pas. Il croyait à son droit absolu de choisir ses ministres; capituler sur ce point, c'était, à ses yeux, rendre son épée. Il suffisait donc à la Révolution de l'acculer, avec une modération implacable, dans cette Charte d'où il semblait si près de sortir, sauf à répondre à un coup de désespoir du Roi par un coup d'État populaire.

« Pour les royalistes constitutionnels, qui avaient sincèrement travaillé à fonder la Restauration avec la Charte, la conduite à tenir, quoique moins périlleuse, était plus complexe et plus difficile. Comment repousser, sans lui porter à elle-même un coup mortel, le coup dont la royauté menaçait nos institutions? Fallait-il se tenir sur la défensive, attendre que le cabinet fit des actes, présentât des mesures réellement hostiles aux intérêts ou aux libertés de la France, et les repousser alors, après en avoir clairement dévoilé, dans le débat, le caractère et le but? Fallait-il prendre une initiative plus hardie et arrêter le cabinet dès ses premiers pas, pour prévenir des luttes incon nues, que plus tard il serait peut-être impossible de diriger ou de contenir? C'était là, quand les Chambres se réunirent, la question pratique qui préoccupait souverainement les esprits étrangers à toute hostilité préméditée et à tout secret désir de nouveaux hasards <sup>1</sup>. »

Nommé député le 25 janvier 1830, M. Guizot se prononça pour le plus tranché de ces deux partis. Il crut que, si la Chambre parlait haut et clair au Roi, le monarque céderait. Les faits ont prouvé qu'il s'était trompé. Charles X avait abandonné M. de Villèle, étranger à l'émigration et à la Cour; ce n'était pas une raison pour qu'on espérât de lui le sacrifice de M. de Polignac, le ministre de son choix, le ministre selon son cœur. Votée en dépit d'un magnifique discours de

<sup>1</sup> *Mémoires de M. Guizot*, page 364.

M. Berryer, l'adresse des 221 menait aux abîmes. Comme l'a écrit M. de Lamartine, cette adresse répondait à une majorité de coalition : les uns la votaient pour son respect, les autres pour son audace. M. de Lorgèril proposa un amendement qui laissait subsister l'avertissement au Roi, sans violenter sa prérogative. Je ne crois pas que cet amendement eût sauvé la France; mais il n'engageait pas du moins un duel immédiat entre le Roi et la Chambre; ses auteurs espéraient que le temps pourrait détendre la situation. M. Guizot parla contre l'amendement. Puisqu'il ne désirait pas de *nouveaux hasards*, l'événement, je le répète, a prouvé qu'alors M. Guizot avait mal jugé Charles X.

Le gant était jeté. La Chambre fut dissoute et la majorité réélue.

Une révolution était à l'horizon. Deux députés, hommes de bien, MM. Humann et Dumarhac firent proposer au Roi, par M. de Chabrol, au nom des Centres, de lui apporter l'engagement, signé par un nombre de députés supérieur à la majorité de la Chambre, de faire passer le budget que présenterait M. de Villèle, si Charles X voulait charger ce dernier de former un nouveau ministère. Le Roi n'attacha malheureusement pas à cette ouverture l'importance qu'elle méritait.

Charles X avait de l'esprit et de la grâce dans l'esprit, c'était le plus noble gentilhomme de son royaume; mais il était léger, confiant en lui-même et dans ses entours, superficiel, peu observateur et peu réfléchi, quoique d'un esprit actif; attaché à ses idées et à ses amis de l'ancien régime comme à sa foi et à son drapeau. Quand l'adresse des 221 sortit triomphante des élections, il se crut poussé dans ses derniers retranchements, et réduit à se sauver malgré la Charte ou à périr par la Révolution.

Il parvint même à se persuader qu'un recours à la dictature n'était point interdit par la Charte. « Peu de jours avant les ordonnances de juillet, l'ambassadeur de Russie, le comte Pozzo di Borgo, eut une audience du Roi. Il le trouva assis devant son bureau, les yeux fixés sur la Charte, ouverte à l'article XIV. Charles X lisait et relisait cet article, y cherchant avec une inquiétude honnête le sens et la portée qu'il avait besoin d'y trouver. En pareil cas, on trouve toujours ce qu'on cherche, et la conversation du Roi, bien que détournée et incertaine, laissa à l'ambassadeur peu de doutes sur ce qui se préparait<sup>1</sup>. »

Ainsi finit le premier volume de M. Guizot.

J'avoue sans détour qu'avant tout, par-dessus tout, j'ai cherché dans ce livre les grandes lignes d'une histoire qui, selon moi, est encore à faire : celle de la Restauration.

Beaucoup en ont parlé, mais peu l'ont bien connue.

<sup>1</sup> *Mémoires de M. Guizot*, p. 374.

Je me suis attaché de préférence au côté parlementaire de cette histoire, parce que ce qui est propre au temps dont il s'agit, c'est qu'il a été, chez nous, le berceau du régime parlementaire.

Je ne fais pas l'apothéose de ce régime, dont je connais autant qu'un autre les infirmités, sans calomnier pour cela ses avantages. Ce n'est pas le moment de soutenir thèse à cet égard. Tout ce que j'ai voulu, c'est de rechercher dans les faits de ce temps-là si, comme on l'a tant dit depuis, la Charte était une impasse où fatalement la Restauration devait périr. Je n'en crois rien. La Restauration avait échappé au poignard de Louvel, au contre-coup des révolutions de Piémont, de Naples et d'Espagne, aux huit années de conspirations qui suivirent le 8 juillet 1815. Le plus difficile était fait. Si donc la Restauration a péri, ce n'est pas la faute des institutions, mais la faute des hommes, et tout spécialement celle du roi Charles X. Ce prince n'est pas tombé, parce qu'il avait accepté la Charte; sans la Charte, la France eût été gouvernée sous Louis XVIII par M. de Blacas, et sous Charles X par M. de Polignac (était-ce désirable?); il est tombé parce qu'au fond il était resté l'homme d'un autre temps, parce qu'il a voulu gouverner avec ses amis de l'exil et interpréter la Charte avec l'esprit de sa jeunesse, avec les préjugés de sa naissance et de son éducation.

On ne peut s'empêcher de se demander ce qu'il fût advenu de la Restauration si le Comte d'Artois fût mort pendant la guerre d'Espagne et que son fils eût été le successeur de Louis XVIII. Il manquait certes au Duc d'Angoulême beaucoup de choses; mais il n'avait pas les préjugés et les préférences de son père, il n'avait pas de goût pour les hommes de l'émigration; sans méconnaître le mérite de M. de Villèle, il se fût entouré volontiers d'hommes nouveaux comme le général Guilleminot. Or le salut était là. Le salut, c'était de scinder les forces de l'Opposition, de rallier au trône les hommes de gouvernement qu'elle comptait dans son sein, Casimir Périer, Sébastiani, M. Molé, M. le duc de Broglie, M. Guizot, M. de Barante, et de les séparer de la faction révolutionnaire. Sans doute les choix de Louis XIX n'eussent pas toujours été judicieux; mais enfin il aurait tenu à honneur et à devoir de rester fidèle à la politique de Louis XVIII. Bien que le malheur de la monarchie restaurée soit d'avoir été traversée par les Cent-Jours et de n'avoir jamais trouvé grâce devant ceux qui l'avaient anathématisée en 1815, bien que la Charte n'ait jamais été acceptée par eux que comme une arme de guerre, bien que M. Royer-Collard et ses amis n'aient jamais tenu assez de compte de ces ressentiments inexorables, qui avaient de profondes racines dans le peuple, *immobile comme l'Océan et presque immuable au fond, quels que soient les coups de vent qui agitent sa surface*<sup>1</sup>, je ne crois pas que Louis XIX eût joué

<sup>1</sup> M. Guizot, p. 371.

le jeu que joua Charles X à partir du 9 août 1829, ni qu'il eût soutenu la gageure jusqu'à la catastrophe. Avec lui donc on évitait les abîmes.

Je ne dis plus qu'un mot. Je ne sache point qu'à aucune autre époque de notre histoire la France ait offert de plus nobles et plus nombreux exemples de désintéressement dans la vie publique. Presque tous ceux qui ont mis la main aux affaires sous la Restauration en sont sortis pauvres. M. de Villèle a été huit ans ministre des finances, et nul n'a mieux mérité cet éloge décerné à un ancien : *Ærarii munus explevit* ABSTINENTISSIMÉ. Deux milliards ont passé par les mains du duc de Richelieu, presque arbitrairement, pendant ses transactions avec l'Europe, et il était demeuré sans fortune. Les Chambres lui votèrent, malgré lui, à titre de récompense nationale, une dotation de cinquante mille francs de rente : il en fit don aux hospices de Bordeaux. On peut citer des hommes d'État de plus de génie; il n'y en a pas eu de plus honnêtes gens.

Assez sur l'époque. Que dirons-nous maintenant de l'œuvre de M. Guizot ?

Pour les hommes de parti, cette œuvre était jugée d'avance : pour eux, il ne s'agit pas du livre, mais de l'auteur. Suivant qu'on est pour ou contre la Restauration, pour ou contre le côté droit, pour ou contre les Doctrinaires, pour ou contre le régime parlementaire, pour ou contre ce qu'on a nommé la fusion, l'on est aussi pour ou contre M. Guizot et ses *Mémoires*.

Je ne puis m'associer à ces jugements de parti.

Si j'ouvre les *Mémoires* de la Rochefoucauld, je soupçonne bien l'auteur d'avoir eu quelque arrière-pensée d'apologie personnelle; mais je ne sache pas que cela ait empêché personne de lire ni de louer ces *Mémoires*.

Il ne faut pas, d'ailleurs, quant au livre qui nous occupe, exagérer ce reproche. Quand je lis dans la *Civiltà Cattolica* que le panégyrique des Doctrinaires et du *parlementarisme* y déborde à chaque page, je ne puis m'empêcher de rappeler celle-ci : « Les Doctrinaires étaient des esprits étendus, ouverts, généreux, très-accessibles à la sympathie; mais, trop accoutumés à vivre entre eux et à se suffire mutuellement, ils ne songeaient guère à l'effet que produisaient, hors de leur cercle, leurs actions et leurs paroles, et par là ils se donnaient les apparences de torts sociaux qu'ils ne voulaient pas avoir. Dans leurs rapports avec le pouvoir, ils étaient souvent intempérants et blessants de langage, impatientes outre mesure, ne sachant ni se contenter du possible ni attendre que le mieux fût possible sans trop d'efforts. Il leur arrivait ainsi de méconnaître les difficultés, les nécessités et les moyens pra-



ticables du gouvernement qu'ils avaient à cœur de fonder. Au sein des Chambres, ils se montraient trop exclusifs et trop guerroyants, plus préoccupés de prouver que de faire partager leur avis, plus enclins à dédaigner qu'attentifs à recruter, et peu doués de ce talent d'attraction et d'assemblage si nécessaire aux chefs de parti. Ils ne savaient pas assez à quel point le succès de la bonne politique est difficile, ni quelle infinie variété d'efforts, de sacrifices et de soins entrent dans l'art de gouverner... Ce qui explique une faute ne la supprime pas. Notre politique en 1816 et 1817 (M. Guizot aurait pu ajouter : en 1820, en 1828 et en 1830) acceptait trop facilement les déchirements du parti monarchique, et s'inquiétait trop peu des retours possibles du parti révolutionnaire; nous ne mesurions pas toute l'étendue de l'un et de l'autre danger. C'est l'erreur des hommes engagés dans les liens des partis d'oublier qu'il y a bien des vérités diverses dont ils devraient tenir grand compte, et de ne se préoccuper que de celles qu'ils ont inscrites avec éclat sur leur drapeau<sup>1</sup>. »

Après tout, pourquoi les royalistes ne sauraient-ils pas gré à M. Guizot du bien qu'il dit de la Restauration? Précisément à raison de ce qu'il n'a pas toujours été juste envers elle, peu de témoignages, ce semble, ont autant d'autorité que le sien lorsqu'il lui est favorable.

On ne saurait d'ailleurs trop rendre hommage à la sérénité de ces *Mémoires*, et ce mérite assurément n'est point d'un ordre subalterne. Il n'y a pas trace d'aigreur dans le livre de M. Guizot. Peut-être n'y a-t-il pas toujours assez de sévérité. Par exemple, il eût été digne de l'auteur de stigmatiser avec un fer chaud l'hypocrisie des faux libéraux de la Restauration ci-devant suppôts de la police impériale, et la morale facile de ces députés qui juraient fidélité au Roi et trempaient sans scrupule dans tous les complots contre lui et sa dynastie. Ces gens-là reprochaient aux jésuites de croire que la fin justifie les moyens. M. Guizot omet trop de faire justice de cette étrange morale des hommes de parti. Je le trouve un peu indulgent aussi pour l'ingratitude et l'égoïsme du côté gauche, au commencement de 1829, à l'endroit du ministre Martignac. J'ai cité cette page des *Mémoires* : le lecteur en jugera. Selon moi, pour les hommes de la nuance du général Sébastiani, pour tous les libéraux qui n'étaient pas des conspirateurs, il y eut là une faute sans excuse; car la suppression des conseils d'arrondissement ne valait pas la peine d'une rupture avec un cabinet dont les bonnes intentions étaient si peu douteuses. Cet acte éclatant d'ingratitude était pis qu'une faute, c'était une mauvaise action, et il eût été bien de le dire en toutes lettres, à mon sens.

<sup>1</sup> *Mémoires*, p. 210 et 217. — Ailleurs, M. Guizot s'accuse d'avoir poussé trop loin l'opposition après 1820.

Du reste, je ne suis pas de ceux qui reprochent à M. Guizot de ne pas avoir mis l'histoire complète de la Restauration dans le court volume qui est sous nos yeux. Il ne faut pas demander à un livre ce que l'auteur n'y a pas voulu mettre. M. Guizot n'a trompé ici personne : « Je n'écris point, dit-il, l'Histoire de ce temps ; je ne retrace que ce que j'ai moi-même fait, vu ou pensé dans le cours général des événements <sup>1</sup>. » Tout lecteur a dû se tenir pour averti.

J'avoue toutefois que, après s'être enfermé dans ces limites, M. Guizot ne se croit pas encore obligé de tout dire. Surtout il n'a pas visé aux confidences ; il ne se pique pas d'offrir à la curiosité contemporaine l'appât frivole d'anecdotes inconnues ; mais il n'en apprend pas moins beaucoup. Ce qu'on croit savoir le mieux, il l'éclaire presque toujours d'une vive et nouvelle lumière, tant il excelle à élever les questions, à analyser les situations, à condenser les grands courants d'idées de l'époque, à classer, à résumer, à expliquer les événements !

Sa supériorité éclate encore dans les portraits. Je rappellerai ceux de Royer-Collard, de Talleyrand, de l'abbé de Montesquieu, de M. de Blacas, de M. Lainé, du duc de Richelieu, de MM. de Chateaubriand et de Villèle, de M. d'Argenson, de Manuel, de Béranger, de M. Frayssinous, de M. de Polignac et de Charles X. Impossible de mieux ressaisir, de mieux buriner la physionomie morale de ces personnages. M. Guizot ne se borne pas à les faire revivre pour nous : il les juge. Bien qu'en général il attache trop de prix peut-être à une éminente qualité, la supériorité d'intelligence, il a sur Napoléon une page admirable. A Fouché, à ses volte-faces imperturbables, il ne donne que quelques lignes ; mais ces quelques lignes font souvenir de l'étude sur Monk. Son portrait de la Fayette est, si je ne me trompe, le seul portrait vrai qui ait été fait de cet homme si curieux à étudier et à peindre.

En un mot, tous les mérites qu'on admire dans les autres ouvrages historiques de M. Guizot se retrouvent dans celui-ci : les *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* ne le cèdent en rien à l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*. Même pénétration, même sagacité, même gravité, tempérée ici par une sorte d'abandon, plein de charme ; même autorité dans les jugements, même puissance dans le langage. Aussi bien, quel plus noble spectacle que celui du jeu régulier des institutions libres chez un grand peuple ! Le sujet est digne de l'écrivain, l'écrivain est digne du sujet. Pour moi, je ne sais si je m'abuse, mais, en achevant la lecture de ce premier volume, qui fait tant désirer les autres, je ne puis ne pas me rappeler ces paroles de l'ami de Tacite : *Quanta dignitas, quanta majestas, quantum denique numen sit Historiæ, cum frequenter aliàs, tum hic maximè, sensi* <sup>2</sup>.

FOISSET.

<sup>1</sup> *Mémoires*, p. 42.

<sup>2</sup> *PLIN.*, *Epist.* ix, 27.

# DE CERTAINS CARACTÈRES

## COMMUNS AUX ARTS DE NOTRE TEMPS

---

### I

La musique est l'art de notre temps. Elle a remplacé, dans les salons, la conversation et les lectures ; elle règne sur le théâtre au détriment des œuvres littéraires ; son empire a une raison d'être et des moyens de domination aussi profonds que durables ; elle a pénétré les autres arts de son esprit, elle a altéré leurs méthodes, elle a déplacé, à son profit, leurs limites. Mais le véritable secret de son influence, c'est qu'elle a trouvé, chez les contemporains, quelque chose de plus qu'un penchant légitime pour ses charmantes séductions ; elle a rencontré dans les âmes certaines aspirations, certain état de l'intelligence et du cœur mieux fait pour s'exprimer dans un langage indéterminé comme le sien que sous la forme exacte et précise de la parole, surtout de la parole française.

Comme symptôme social, est-ce là un progrès ? le moraliste et le politique en jugeront. Dans tous les cas, c'est un fait considérable, et la critique ne doit pas le perdre un instant de vue dans l'histoire de l'art contemporain.

A chaque période historique il y a ainsi un art type sur lequel se règlent les autres arts et dont ils reproduisent le caractère. Dans les époques essentiellement religieuses, dans l'Europe du moyen âge, dans l'Égypte, dans l'Inde, l'architecture est l'art maître, et ses constructions immenses se développent parallèlement aux longues épopées. En même temps que l'individu et la pensée humaine se séparent de la société religieuse, la statuaire se détache de l'architecture et la domine sur l'Acropole et sur l'Agora d'Athènes. Homère, Eschyle, Sophocle, taillent, comme Phidias, la statue de l'homme divinisé. La sculpture est l'art de l'antiquité classique ; elle semble régir la poésie héroïque et la philosophie stoïcienne. Au moment où l'Europe sort du moyen âge, comme la Grèce était sortie de l'Égypte et de l'Inde, ce n'est plus par la statuaire, c'est par un art moins simple, moins solide et plus varié, c'est par la peinture, que la physionomie de l'homme moderne, plus complexe, plus expressive et moins énergique, se dé-

gage de l'édifice religieux et social. Les grands poètes italiens de la Renaissance, Arioste et Tasse, sont des peintres comme Léonard, comme Raphaël.

Mais pendant ce règne d'un art si voisin de la statuaire et si propre encore à reproduire l'ancien type héroïque, voici qu'un génie tout opposé, voici que l'art essentiellement moderne apparaît avec les premiers syptômes d'une immense révolution dans la société et dans les âmes. Un grand poète a pu écrire, en toute exactitude, ce titre d'un admirable morceau dans les RAYONS ET LES OMBRES : *Que la musique date du seizième siècle*. La pièce tout entière atteste, d'ailleurs, combien l'état des sentiments qui concorde avec la musique s'est imposé de nos jours à la poésie, même à cette poésie si sculpturale et si pittoresque de Victor Hugo.

Entre le seizième siècle et nous, quand la France, après la Grèce et l'Italie, a été appelée à donner sa mesure intellectuelle, le génie national, plus littéraire que poétique, a subordonné les arts proprement dits aux arts de la parole et particulièrement aux formes qui caractérisent l'éloquence et l'art oratoire. L'art maître, au siècle de Louis XIV, c'est bien celui de Corneille, de Racine, de Molière, de la Fontaine, mais c'est encore plus celui de Pascal, de Descartes, de Fénelon et de Bossuet ; c'est la belle prose française, la plus difficile et la plus solide de toutes les proses, après celle des anciens. Dans cette grande littérature du dix-septième siècle, la prose donne le ton à la poésie, au lieu de le recevoir d'elle comme chez les autres peuples. Mais cette prose est d'une si haute inspiration, d'un mouvement si spontané et si puissant, d'un contour si savant et si ferme, qu'elle atteint la poésie dans ses propres sphères et se confond avec elle quand elle n'arrive pas à la dépasser. De quelle noblesse et de quelle force d'âme, de quel admirable équilibre de toutes les facultés témoigne cet art de la grande époque française, c'est ce que l'on apprécie chaque jour davantage, à mesure que l'on pénètre mieux l'histoire littéraire et surtout l'histoire morale des âges suivants.

Lorsque après cette éclipse de l'imagination et du style qui a marqué la fin du dernier siècle et les premières années du nôtre, le génie de la France a brillé de nouveau, des facultés poétiques, jusqu'alors inconnues chez nous, ont éclaté dans notre littérature. C'est l'imagination, c'est la poésie lyrique, c'est la rêverie aux grandes ailes qui ouvrent l'école moderne avec Chateaubriand et Lamartine. L'éloquente clarté, la vigoureuse précision de la prose et de la pensée française, attendent, pour se réveiller, le retour de la philosophie spiritualiste et l'avènement d'une autre muse nouvelle, la muse de l'histoire.

Une véritable rénovation s'opère aussi dans les autres arts : la France semble redevenue capable de la vraie peinture comme de la vraie

poésie. Pendant ce temps-là, cet art tout moderne dont l'éclosion véritable se place entre la Renaissance et la Réforme, la musique avait conquis, dès la fin du dix-huitième siècle, par Mozart, puis par Beethoven et par Rossini, une prépondérance jusqu'alors inouïe. Tous les arts, d'ailleurs, semblaient avoir rompu les barrières qui jadis en tenaient la culture si fort séparée de celle des lettres. Un souci tout nouveau de l'œuvre du musicien et du peintre s'emparait de l'imagination du poète, souvent même des graves pensées du philosophe et de l'historien. De brillants et lointains voyages avaient renouvelé et enrichi un trésor d'images un peu effacées sous les doigts des copistes, depuis les Latins et les Grecs. Nos écrivains commençaient à regarder des tableaux, à écouter des symphonies, et, surtout, à voir des paysages autre part que dans les livres.

Au moment même où les intelligences pénétraient dans ce nouveau monde de la musique avec Beethoven et Rossini, elles découvraient avec Chateaubriand et Lamartine, préparés par Rousseau et Bernardin de Saint-Pierre, toute une sphère de poésie nouvelle en France, le sentiment de la nature.

La musique devenue l'art populaire et s'emparant ainsi de la maîtrise des autres arts, le sentiment de la nature s'éveillant dans toutes les âmes déjà préparées par les passions ou la rêverie, et modifiant les formes du style, le fond même de la pensée dans tous les arts, peinture, musique et poésie, tels sont les deux grands faits qui dominent aujourd'hui le développement général de l'art.

Voici quelques-uns des résultats nécessaires de cette double action de l'élément musical et du sentiment de la nature sur les œuvres de l'esprit. Habitué au vague des émotions, à l'indétermination de l'idée par cette langue de la musique, dont les expressions n'ont pas de portée morale et de significations précises, les poètes et les artistes se contentent plus facilement, dans l'idiome qui leur est propre, d'une pensée pareillement indéterminée et qui n'a pas de prise directe sur la raison et sur le cœur ; il leur suffit de faire vibrer une corde quelconque de la sensibilité nerveuse. La contemplation de la nature, même la plus élevée, agit quelquefois dans le même sens ; plus les perspectives sont étendues et plus elles sont vagues. Cette apparition de l'infini qui donne aux grands horizons leur charme, et au spectacle de l'univers sa haute valeur poétique et religieuse, ne peut pas être décrite ou dessinée avec de fermes et invariables contours. Tout ce qui est donné à cet ordre d'impressions par le poète ne risque-t-il pas un peu d'amoindrir le rôle de la vraie pensée, de celle qui a une conscience nette d'elle-même et qui se raisonne, le rôle de la volonté qui se définit et qui se possède, celui du sentiment qui peut se traduire en actes, en un mot, d'amoindrir ce qui est l'homme lui-même ? Ne

doit-on pas craindre que la raison, la conscience et la liberté humaine ne perdent à cet intime commerce avec la nature et le monde des vagues harmonies tout ce que l'imagination et l'art y ont gagné ?

Mais, si indéterminé dans sa signification morale que soit le monde extérieur, il saisit vivement nos sens. Pris en détail, il est une collection de symboles matériels et palpables, s'offrant d'eux-mêmes au pinceau de l'artiste qui vit dans la familiarité de la nature.

Le relief, la couleur brillante de ces signes connus de tous, et la facilité de s'assimiler cette langue par la seule force des sensations, invitent le poète à s'en faire un idiome qui frappe énergiquement toutes les intelligences comme il frappe tous les organes. Sous une influence excessive du sentiment de la nature, le style deviendra donc plus imagé, plus matériel, plus exclusivement approprié aux sens, à mesure que la pensée se fera plus vague et moins rationnelle, à mesure qu'elle échappera davantage au domaine de la réflexion et de la conscience. Il arrivera souvent que cette couleur plus vive de l'image, au lieu de déterminer plus nettement l'idée, augmentera le vague et la confusion dans le style. Car la valeur des objets de la nature comme signes des objets moraux ne saurait être aussi précise que celle des termes abstraits, des signes du langage créés pour manifester et définir les divers états, les divers actes de l'âme. Les figures, les comparaisons, les métaphores, complètent, sans doute, pour l'imagination et pour les sens, l'effet produit par le mot abstrait sur l'intelligence; mais les images toutes seules ne franchissent pas le domaine de la sensibilité, et laissent la raison incertaine; elles indiquent la pensée, mais sans l'exprimer véritablement.

L'excès du naturalisme nous conduit ainsi à deux excès qui semblent inconciliables, et qui néanmoins se touchent, aujourd'hui, par bien des côtés, à cette notion grossière de l'art qu'on a nommée le *réalisme*, et à un certain genre de mysticisme, au culte de l'indéterminé, à une religiosité vague qui confond l'esprit et la matière, et pour laquelle le nom de panthéisme, qu'on lui applique souvent, est un terme trop exact et trop défini.

La seconde et la plus séduisante de ces erreurs ne saurait être le fait des artistes et rarement celui des poètes; elle se manifeste dans un monde considéré comme plus sérieux que celui de l'art. La philosophie elle-même et l'histoire n'ont pas été innocentes de cette exagération du sentiment de la nature. On nous prodigue, aujourd'hui, à propos des questions les plus graves, ces assimilations vagues qui font sortir un système d'une image, et une théorie sociale de quelque vague harmonie de la vie végétative avec une des lois de l'esprit.

Chère au poète religieux, la noble source d'inspiration que lui offrent les beautés de l'univers visible a cependant fourni sa large part

au matérialisme qui marque nos dernières années, et dont les progrès sont manifestes dans tous les arts, dans la littérature, dans la philosophie elle-même et dans toutes les habitudes de la vie.

C'est ainsi que la peinture abandonne de plus en plus les grands genres et les grands sujets, non pas même en faveur du paysage, mais au profit d'une variété infime de ce noble genre, qui ne s'élève guère au-dessus de la reproduction de la nature morte.

Cette importance suprême donnée à la réalité matérielle et à la couleur est sans doute un excès qui peut devenir funeste même à la peinture mais qui ne risque pas du moins de jeter cet art en dehors de ses voies propres et de son domaine légitime. Mais qu'advient-il d'une poésie faite tout entière pour les yeux avec des résidus de palette, et qui ne cherche même pas à dissimuler que la couleur et les effets de style lui tiennent lieu d'idées et de sentiments? Ne sera-ce pas la négation même de toute poésie? A la suite des maîtres qui avaient introduit dans le style et dans la langue ce qui lui manquait réellement de coloris et d'images depuis le dix-huitième siècle, nous voyons pulluler aujourd'hui des livres écrits pour la fantaisie des yeux et des oreilles et les caprices du système nerveux. Il se trouve des critiques pour en louer le style tout en reconnaissant la pauvreté de l'idée; comme s'il y avait de véritable style sans une substance solide, sans une pensée qui soit le support des formes et des couleurs.

La musique a aussi sa crise matérialiste, quoiqu'elle semble à l'abri de ces vices du sentiment de la nature qui égarent quelquefois le peintre et le poète. Que dire de cette recherche excessive du volume de son et des effets de voix, de cette modification des instruments dans un sens de plus en plus bruyant et moins expressif, à ce point qu'il semble que la musique pour pénétrer jusqu'aux âmes n'a d'autres moyens que de déchirer les nerfs? Tous ces symptômes sont pareils à ceux qui se manifestent dans les autres arts. Ils ont aussi leur raison d'être dans la domination de ce qui est extérieur à l'homme, dans la suprématie de la nature physique, devenue souveraine et tyran de l'intelligence. La mélodie, qui est tout entière de l'âme, peut se produire sans ce luxe de sonorité. L'harmonie, au contraire, prend ses termes de comparaison et ses modèles surtout dans le monde extérieur; elle peut s'inspirer d'un ordre étranger au cœur humain, d'un ordre à la fois mathématique et matériel. C'est par elle que la musique se rattache au sentiment de la nature; c'est elle qui entraîne parfois le musicien jusqu'à vouloir rivaliser de bruit avec les cataractes et le tonnerre.

Mais, sans parler des arts, la vie humaine n'est-elle pas, aujourd'hui plus que jamais, envahie par les choses du dehors, par ce qui est étranger à l'âme, par la nature ou, pour mieux dire, par la matière,

c'est-à-dire par tout ce qu'il y a de moins humain. Que sont tous ces besoins nouveaux, toutes ces superfluités, qui fourmillent au détriment des vraies nécessités de la vie et de la vigueur de l'esprit et du corps ? Qu'est-ce que ce luxe qui essaye en vain de faire croire qu'il se lie au progrès des arts ; qu'est-ce même que la plus grande partie de ces merveilleuses conquêtes que l'industrie moderne prétend arracher à la nature ? N'est-ce pas une véritable invasion faite dans les âmes par le monde matériel, un nouvel empire donné à la nature sur l'homme, aux sens sur la volonté. A voir sainement les choses, cet avènement du luxe, qui n'est pas l'abondance, fondé sur la découverte d'un nouveau monde mécanique, constitue l'homme serviteur de ses sens et de la matière beaucoup plus que souverain de la nature. Obligé d'abdiquer son initiative, sa liberté dans le travail, l'ouvrier devient une bête de somme au service des machines, en même temps que l'homme se fait l'esclave des fausses jouissances et d'un bien-être menteur. Le seul vrai principe de la souveraineté que l'homme peut exercer sur la nature, c'est la domination qu'il doit exercer sur lui-même. Que l'homme se possède et se maîtrise énergiquement, alors, seulement, il pourra sans danger prétendre à posséder, à dominer le monde extérieur.

Il en est ainsi dans la poésie et dans l'art. Un esprit qui se possède, qui a une conscience claire de son but moral et porte en lui-même un principe de foi, celui-là peut, sans crainte, appeler à lui toutes les voix, toutes les images de la nature ; il ne reçoit pas d'elle sa pensée, il la leur impose. Il trouve dans cet immense océan de vie, dans cette infinité de formes, de couleurs, d'harmonies, dans cet innombrable orchestre d'instruments qui ont vie, des signes éclatants et variés, une langue d'une intarissable richesse. Avec cette langue, le poète peut exprimer les plus grands mouvements et les moindres palpitations de la vie intérieure ; il pénètre alors, il envahit par tous les sens, les âmes dont il veut s'emparer.

## II

Le moment est venu pour les poètes et pour les artistes de résister, au nom de l'âme humaine et par un spiritualisme plus ferme et plus hautement proclamé, à cette invasion des choses étrangères à l'homme, à ce débordement de la description et des images qui fait prévaloir le costume de la pensée sur la pensée elle-même, et transforme l'art en une stérile reproduction des objets matériels ou des fantaisies de la sensibilité. La poésie peut s'affermir ainsi dans son véritable domaine, le monde moral, sans abandonner une seule des conquêtes



faites par l'école moderne dans la sphère de l'imagination et de la nature.

Ayez de la nature le sentiment le plus énergique et le plus profond, si ce sentiment a conscience de lui-même, s'il se définit dans un esprit ferme et lucide, il n'amointrit en rien le rôle de l'idée morale, et ne fait courir aucun péril au vrai spiritualisme. Le danger n'est pas dans l'usage fréquent et la franche profession du sentiment de la nature; il est dans la confusion des divers éléments de l'art; il est dans les prétentions de quelques fantaisies ambitieuses à faire jaillir une philosophie du choc des métaphores; il est enfin, dans ce réalisme grossier qui érige en système l'absence de tout idéal et de toute philosophie. Mais un sentiment vrai des harmonies de la nature avec le monde moral, des analogies de tout ce qui se voit avec tout ce qui se pense, mais l'intelligence de la signification spirituelle qu'il est possible de découvrir dans les objets physiques ou de leur imposer par la poésie, cette faculté de comprendre l'univers visible comme un langage que l'homme peut parler à son tour par les arts et la poésie, en un mot, le sentiment de la nature, c'est là une part normale, une indispensable faculté du génie de l'artiste et du poète.

L'artiste peut tirer de la nature des expressions tout à fait humaines, un sens tout à fait idéal, même en aimant la nature pour la beauté qui lui est propre et sans admettre dans son tableau la figure de l'homme. Le paysage n'a droit sans doute qu'à un rang secondaire dans la peinture; mais qui songerait à lui contester sa raison d'être et sa place légitime? Le type de ce genre, sa plus noble variété, est, sans doute, le paysage historique, celui qui sert de théâtre et en quelque sorte de commentaire visible à un fait, à un drame humain. Mais la représentation du site le plus dépourvu de tout vestige de l'homme peut renfermer aussi sa pensée, son harmonie profonde avec une situation du cœur humain; cette dernière forme du paysage appartient donc aussi à l'art spiritualiste.

Ainsi pour la musique; elle a son type, sa forme la plus pure dans la mélodie chantée et dans la voix humaine. L'antiquité ne connut pas cet art séparé de la poésie, et l'usage des instruments fut longtemps subordonné au rôle de la voix. Ce n'est qu'à une époque très-moderne et par une révolution analogue à celle qui donnait au paysage une existence indépendante à côté de la grande peinture, que la musique instrumentale a prévalu, à mesure que s'étendait la science de l'harmonie; cette révolution semble éloigner de plus en plus la peinture de ses conditions essentielles; elle est au contraire un progrès pour la musique; elle l'a conduite à la plus haute perfection. La symphonie de Beethoven nous paraît la forme suprême de l'art musical, et la première moitié de notre siècle l'heure de son apogée. Beethoven est

l'artiste moderne par excellence; l'art où il est souverain a commencé en réalité avec les temps modernes, à cette date orageuse du seizième siècle qui trouva son auréole poétique dans une autre forme de l'art essentiellement nouvelle aussi et touchant par d'intimes analogies à l'art du grand symphoniste, dans le drame de Shakespeare.

La musique, nous le disions en commençant, fait sentir aujourd'hui sa prééminence à tous les autres arts, non pas tant parce qu'elle est le plus généralement cultivé de tous, mais parce que l'état des âmes, les formes du sentiment qui lui correspondent, devenus aujourd'hui prédominants, gouvernent tous les autres arts et décident de leur direction. Les preuves abonderaient dans l'histoire de notre poésie depuis Lamartine. Prenons notre exemple dans un monde plus radicalement distinct de la musique, dans la peinture dont le type primitif est la statuaire. Si la peinture de notre temps a quelque supériorité, c'est par le paysage; la preuve en est dans la multiplicité et dans le mérite relatif des tableaux de ce genre. Les expositions, surtout celles de province, l'attestent depuis bien des années. Dans le même salon où la grande peinture témoigne de son appauvrissement et souvent d'une stérilité complète, on voit briller le paysage non-seulement par le nombre, mais par le talent, par un charme réel, par l'incontestable valeur de l'exécution. Or qu'est-ce que le paysage, en le jugeant comme on doit juger toute production de l'art, c'est-à-dire dans son rapport avec un certain état de l'âme, en la considérant comme expression d'un ordre de sentiments plus ou moins nobles, plus ou moins essentiels à l'homme? Prenons ce genre dans les types les plus élevés, sans tenir compte des toiles *réalistes* par où il avoisine la peinture de nature morte. Le paysage ne saurait exprimer, comme la figure, un état déterminé de l'esprit, de la passion, de la volonté; le sentiment qu'il reproduit n'est pas assez clair, assez précis, pour exclure la diversité des interprétations; le paysage, comme la musique, n'a pour l'âme qu'une signification vague et indirecte.

Le paysage exprime sans doute une pensée; il peut avoir sa valeur idéale, son effet sur l'âme. Si, comme nous le croyons, tout site de la nature a sa portée spirituelle et peut s'associer à un certain état du cœur humain, la peinture de paysage peut faire naître ce sentiment en plaçant le site sous nos regards. Mais cette concordance n'a rien de précis, et, devant le tableau encore plus que devant la nature, tout se passe chez nous dans un sentiment vague et qui nous laisse indécis sur la signification de l'œuvre. L'aspect du site auquel une poétique intelligence, un savant pinceau, ont conservé le vrai caractère de ses formes, l'harmonie de ses couleurs, jusqu'à la fluidité de l'air et de la lumière, jusqu'à l'infini des perspectives, et d'où les humides senteurs de la végétation semblent s'exhaler encore, le paysage le plus vrai et

le plus idéal à-la fois, suscite en nous des sentiments innommés, des aspirations sans portée précise, des rêveries et non pas des idées; c'est là aussi l'effet de la musique, particulièrement de la musique instrumentale. En l'absence de toute parole qui en définisse l'intention morale, souvent même aidée de la parole, l'harmonie de l'orchestre ne saurait avoir qu'une signification indéterminée, comme l'harmonie d'un site de la nature.

Le paysage est une symphonie.

Le sentiment, la passion, la pensée elle-même, s'expriment sans doute dans le paysage; l'âme et la voix humaine peuvent s'y faire entendre, mais jamais seules, toujours combinées avec des voix inférieures, toujours accompagnées, sinon dominées, par les voix de la nature; l'art consiste à maintenir la prédominance au rôle de l'âme, au cœur humain, à la mélodie. Le maître ne doit pas souffrir que le sentiment et la pensée soient étouffés sous cette pluie d'accords et de couleurs, sous cette végétation exorbitante des formes et des sons, sous cette abondance de fleurs harmonieuses qui, dans l'art comme dans la nature, doivent entourer, embellir, couronner, sans jamais la faire disparaître, la grande figure de l'homme.

Cette réhabilitation de la nature, contemporaine, au seizième siècle, de l'apparition de la musique moderne et du démembrement de la peinture, n'a-t-elle rien aujourd'hui de menaçant pour l'âme et la dignité humaine? C'est là une question trop grave pour être traitée incidemment. Reconnaissons néanmoins que cette révolution a apporté aussi ses bienfaits, puisqu'elle nous a donné les grands paysagistes du dix-septième siècle, Poussin et Claude Lorraine, et enfin Beethoven, le roi de la symphonie.

Dès le seizième siècle, la nature commence à disputer à l'homme le terrain même où il règne le plus exclusivement dans le domaine de l'art, la scène dramatique. Ce génie si humain, si héroïque de Shakespeare, n'a-t-il pas, en mainte occasion, laissé les voix mystérieuses de l'univers, incarnées en des personnifications diaphanes, pénétrer sur son théâtre et partager l'intérêt avec les actions, avec les passions de l'homme? Ame essentiellement moderne, comme l'âme de Beethoven, poète complet, le plus complet de tous depuis les Grecs, Shakespeare, cet immense miroir de la nature, devait réfléchir aussi quelque chose des sites merveilleux, des horizons infinis, même dans le cadre plus étroit où le tenait enfermé le genre dramatique. Sans citer les scènes éparées dans ses autres drames, la *Tempête*, le *Songé d'une nuit d'été*, ne tiennent-ils pas du paysage et de la symphonie? Le poète m'y fait apparaître, dans toute leur réalité, les forêts et les prairies blanches de rosée, les montagnes où se heurtent l'ombre et le soleil, les vagues de l'Océan qui se gonflent à la lueur

des éclairs, et les fleurs qui frémissent frôlées par l'aile des oiseaux ou l'écharpe des fées. J'entends sur la scène le murmure des voix invisibles accompagner la chanson d'Ariel ou de Titania, et les grandes harmonies du désert éclater avec les soupirs et les sanglots des lèvres humaines; j'y crois respirer, de toutes parts, les fraîches senteurs de la vraie nature, et j'y sens palpiter la vie universelle. Shakespeare, dans ces deux drames, touche aux grands paysagistes et il atteint, à deux siècles de distance, le prince de la musique allemande.

Cette forme nouvelle de l'art qui admet la nature à faire sa partie à côté de l'homme au sein d'un orchestre infiniment plus varié que celui de la muse classique, Beethoven et ses symphonies la représentent dans ce qu'elle a produit, jusqu'à ce jour, de plus profond et de plus achevé. La musique est aux derniers âges des sociétés, aux époques de religiosité vague et de rêverie, ce qu'a été l'architecture dans l'âge primitif, sous l'empire des religions positives et des fortes croyances. Je retrouve la physionomie et l'impression des temples et des épopées de l'Inde où la figure et la personnalité de l'homme disparaissent sous la luxuriance des détails empruntés aux divers règnes de la nature, je retrouve cette impression grandiose, vague et pénétrante en écoutant les symphonies de Beethoven. Le sentiment indéterminé qui s'exhale de l'âme du poète avec la mélodie y semble toujours assisté des mille voix de la création, et disparaît même quelquefois sous leurs accords variés dans les splendeurs de l'universelle harmonie.

La poésie, aussi légitimement que la musique et avec moins de dangers, car la matière dont elle se sert, la parole, se refuse à l'indéterminé et au vague, la poésie peut associer les harmonies de la nature à la voix de l'homme; elle arrive ainsi à toucher des cordes nouvelles de l'âme, elle produit certains sentiments étrangers et peut-être supérieurs aux passions qui défrayent la poésie la plus humaine, la poésie dramatique. Cette association est fréquente dans le genre lyrique, quoiqu'elle n'y soit pas toujours apparente et nettement accusée. On peut imaginer une sorte de poème où la place faite aux instruments empruntés à la nature, aux harmonies dont elle accompagne en la développant, en l'agrandissant, en l'idéalisant, l'expression du sentiment humain, soit tout à fait distincte et séparée du récitatif, de telle sorte que les voix de l'homme et celles de la nature semblent se répondre comme dans un drame, au lieu de se confondre comme dans un hymne.

La science des harmonies du monde extérieur avec l'esprit humain et la science de l'harmonie musicale, l'orchestre poétique et l'orchestre instrumental, se sont également enrichis; leur rôle devient forcément

plus considérable. Cette intelligence plus vive de la signification morale de la nature, cette facilité à lire comme les caractères d'une langue écrite les phénomènes du monde extérieur, entraînent une tendance à se servir plus souvent des images, ces lettres vivantes, pour écrire la pensée. L'abondance de ces formes et de ces voix nouvelles employées dans le cadre de la poésie lyrique à représenter les sentiments humains devait contraindre un jour le poète, dans l'intérêt même de la clarté de son œuvre, à distinguer nettement chacun des interlocuteurs de ce dialogue, chacun des instruments de cet orchestre; à faire exécuter à chacun comme un monologue dans le drame, afin de mieux en tirer toutes les ressources de l'harmonie et du sentiment qui lui est propre. De là, dans quelques poèmes de notre temps, la parole accordée à des objets de la nature, au grand scandale de certains esprits qui semblent ne pas comprendre que c'est toujours la passion, le sentiment, l'âme humaine en un mot, qui se fait entendre par l'organe de ces nouveaux acteurs. L'idée, ainsi répétée par divers instruments, reçoit de chacun d'eux un nouvel aspect, une signification nouvelle; elle se complète à mesure que cet accompagnement complet et développe la mélodie.

Affranchissons-nous, un moment, de la fascination qu'exerce en France la littérature dramatique; plaçons-nous dans l'ordre lyrique, dans ce que la poésie a de plus élevé, le lyrisme religieux. La poésie religieuse représente dans son ensemble l'hymne de la création à son auteur; l'homme y apparaît bien comme la seule parole, mais non pas comme la seule voix qui s'élève vers Dieu; il est le coryphée, mais il ne forme pas à lui seul le chœur tout entier. Rien ne répugne donc à ce que le poète désigne autour de lui par leur nom les instruments qui l'accompagnent, les voix diverses qui prennent part à ce grand chœur de la prière universelle. Appliquée aux grandes compositions lyriques, une forme pareille y introduit un des éléments du drame qui rompt la monotonie de l'ode et de l'élégie, et qui permet de faire vibrer plus à fond chaque sentiment et d'en mieux tirer tout ce qu'il renferme de richesse poétique.

Le langage des images, des analogies, des métaphores, des figures de toutes sortes, concourt dans ce genre de poème avec la langue abstraite et l'expression directe. Tous les objets de la nature y sont mis en œuvre comme les lettres d'un alphabet vivant, comme les notes d'un immense clavier pour exprimer le sentiment, la passion, les divers états de l'âme. Je constate cette façon de peindre le cœur de l'homme dans la grande poésie lyrique de nos jours, dans toute poésie où se manifeste avec une certaine puissance le sentiment de la nature. Cet ordre de composition, pour les peintres, c'est le paysage à son état le plus élevé; c'est-à-dire une scène où l'action des personnages

humains se développe dans un site concordant à cette action par son caractère, dans un site qui explique, qui commente l'action, qui, par tous ses détails de forme et de couleur comme par son ensemble, aide à produire dans l'âme du spectateur l'effet moral que cherche l'artiste.

Mais la musique nous fournira, dans un type plus rapproché de la poésie, l'analogie des œuvres de ce genre.

Lorsque j'entends, dans un orchestre animé par Beethoven, la mélodie principale passer alternativement d'un instrument à un autre, avec l'effet nouveau que lui donne la sonorité et la tonalité diverse de chacun d'eux, lorsque la pensée de l'artiste à travers l'andante, l'allegro, le scherzo, traverse, pour ainsi dire, des zones, des sites, des températures différentes qui en modifient le caractère, j'ai l'image d'un ordre de composition où le poète accomplit, mais avec une intention plus claire et plus précise, le même travail et le même voyage que le musicien. Il s'avance au milieu du paysage plein d'une pensée qui déborde autour de lui en récitatifs et en mélodies. Dans chaque site qu'il traverse, un écho différent lui renvoie cette pensée avec un accent et un caractère particulier. Chaque objet de la nature adapté à reproduire cette mélodie la développe et en accroît l'effet. La diversité des sites et des interlocuteurs qu'il y rencontre en suivant un plan tracé d'avance fait de ce dialogue concertant un drame véritable avec son exposition, son nœud et son dénouement. Or, si pour cette ode à plusieurs voix, pour ce drame accompli dans l'intérieur de la conscience humaine, mais avec la complicité de toute la création, je cherche un nom et un modèle, je trouverai, à la suite de Beethoven, le modèle et le nom de la *Symphonie*.

### III

La critique a souvent affecté de ne voir dans le sentiment de la nature qu'une des faces de la mélancolie, qu'une fantaisie malade des âmes découragées. Il est vrai que l'amour poétique de la campagne, l'instinct des harmonies de l'univers avec le cœur de l'homme, ne se montrent dans notre littérature qu'à partir de J. J. Rousseau, cet esprit souffrant en qui commencent les infirmités particulières aux âmes de notre époque, cet ancêtre de tant d'illustres malades chers à la muse moderne. Quand plus tard la grande poésie de la nature éclate en France dans toute sa splendeur avec Chateaubriand, quand l'auteur de *René* nous l'apporte des solitudes du nouveau monde, c'est en l'associant à ce qu'il a nommé lui-même, dans le *Génie du christianisme*, le vague des passions. C'est encore la rêverie, un malaise de l'âme, une souffrance indéterminée qui s'éveille le plus souvent au

sein des magnifiques paysages de Lamartine, au moins dans les *Méditations*. Cette apparition simultanée de la poésie de la nature et de la mélancolie dans les lettres françaises est sans doute un fait très-significatif et dont nous ne voulons pas dissimuler la portée.

Mais un tout autre sentiment que la rêverie, une inspiration qui purifie, qui ennoblit, qui divinise même l'abattement et la tristesse, s'éveille aussi par la main de ces deux maîtres sur la lyre moderne : c'est la pensée religieuse, c'est le sentiment de l'infini. Depuis Chateaubriand et Lamartine, le spiritualisme le plus élevé remplace comme doctrine poétique l'abjecte philosophie de la sensation ; par eux le christianisme rentre dans les imaginations et dans les cœurs avant de rétablir son empire sur la raison et sur la volonté. Le spiritualisme religieux n'a donc rien à craindre du sentiment de la nature, puisque la poésie religieuse a été ressuscitée en France par les mêmes esprits qui ont apporté chez nous cette autre muse nouvelle, éclore dans les forêts vierges de l'Amérique et bercée sur les lacs par les brises alpestres.

On ne saurait admettre, non plus, que, par lui-même, le sentiment poétique de la nature éteigne le désir et la faculté de l'action. En vérité, ceux-là sont déjà éternés, et par des causes toutes sociales, qui dans la contemplation des merveilles de l'univers visible, dans l'étude des grandes harmonies de la création, ne trouvent qu'un aliment aux molles rêveries, une occasion de se soustraire aux pensées viriles et de fuir la pratique du devoir. Quand il faudrait reconnaître que cette intimité avec la nature extérieure affaiblit quelquefois les caractères déjà faibles, il est certain qu'elle fortifie les âmes fortes. Les grandes pensées, les grands sentiments, s'exaltent encore au contact du désert et dans les colloques de l'homme avec l'œuvre de Dieu. Demandez-le aux solitudes de la Thébaïde et aux vies des martyrs et des pères du désert !

L'esprit découvre dans ce grand livre de la nature le sens qu'il y cherche ; il récolte dans ce champ fécond le grain qu'il y a semé. Selon l'état de son âme et la direction de son regard, l'homme y voit apparaître l'éclatante figure de l'infini ou l'image du néant. Il y rencontre sur son chemin l'esprit de Dieu ou l'exemple des brutes immondes. Le Créateur a investi l'imagination, comme la science, comme le travail, d'une magique souveraineté sur le monde qui nous entoure ; il a ordonné entre la nature et nous un mystérieux échange pour enrichir et féconder du même coup celui qui reçoit et celui qui donne. Notre âme entière par des affinités merveilleuses participe à ce commerce de vie, d'intelligence et d'amour. Elle répand sa pensée sur la nature, et la nature lui rend une abondante récolte de pensées. Mais, pour que le fruit soit sain, il faut que le germe de l'arbre soit pur. De cet immense

domaine ouvert à notre imagination, l'esprit humain peut faire jaillir avec les couleurs, avec les formes, avec les accords, les plus sublimes leçons ou les plus infâmes conseils. Ce docile et mystérieux théâtre peut se prêter à tous les drames : aux plus avilissantes soumissions de l'âme à la matière, aux plus nobles élans du cœur vers l'invisible.

Dans cette industrie de l'imagination qui fait produire au monde physique une moisson morale et les richesses de la poésie, le rôle de l'homme est le même que dans cette autre industrie, qui sait tirer de la terre la nourriture du corps et les ressources du bien-être. L'initiative appartient à l'âme; c'est elle qui fournit le principe, et la nature dans son sein fécond développe les conséquences; l'esprit veut, et la matière exécute. En toute chose, dans les beaux-arts et dans les arts mécaniques, dans l'emploi que nous faisons des forces de la nature pour la vie matérielle, de ses formes pour la vie de l'imagination, dans l'usage de tous les trésors dont elle abonde pour le corps et pour l'âme, il ne faut pas chercher la source du bien et du mal au sein des choses elles-mêmes. Si la nature produit le mal, ce n'est pas Dieu qui l'y a semé. Le principe du bien ou du mal, de la corruption ou de l'ennoblement des objets qui nous entourent, il est dans l'homme même; il est dans la conscience qui distingue et qui choisit le mal ou le bien; il est dans notre volonté; il est dans la liberté morale.

Il importe donc à l'artiste d'entrer dans le champ de la contemplation avec un cœur pur, d'interroger la nature avec une volonté inclinée au bien, et de déposer en elle un ferment de bonnes pensées. La nature doit lui rendre au centuple cette semence de sagesse et d'amour. Si le fond de notre âme est resté sain, fût-elle dans ses heures de découragement et d'amertume, c'est avec ce fond de l'être moral demeuré pur, avec ce principe même de la vie, que s'établit l'intime communion de l'esprit humain et de la nature, révélation permanente de l'intelligence divine.

Au contact des figures merveilleuses, des images d'un monde supérieur qui peuplent les belles solitudes de la terre, nos blessures se ferment, nos cicatrices disparaissent sous les fraîches couleurs de la vie. Le tête-à-tête avec la nature n'engendre pas la misanthropie et la tristesse, il les guérit. Au sein de cette harmonie universelle, les désirs inquiets, les ambitions, les regrets stériles, les remords même, se taisent. Une voix prévaut alors dans la conscience, la voix des aspirations religieuses, l'hymne de l'espérance et de l'amour vers celui que nous cache et nous révèle à la fois l'immense création, ce voile transparent, cette forme palpable de l'invisible.

Non, la nature et la solitude ne sont pas mauvaises conseillères ! l'esprit qui nous pousse au mal, le souffle des passions funestes, n'est pas plus violent au désert qu'au milieu des villes. En l'absence des



hommes et de leurs exemples, la présence de Dieu, plus manifeste au sein de son œuvre et plus vivement sentie, nous offre dans les retraites un auxiliaire souvent oublié dans le tumulte de la vie sociale. C'est dans le désert, il est vrai, que le Christ a été tenté, mais c'est aussi dans le désert qu'il a vaincu le tentateur et qu'il a été servi par les anges.

Quand l'homme moral cherche les solitudes avec un désir de renouvellement intérieur, lorsqu'il traverse les divers sites des montagnes et s'éloigne de plus en plus des villes en s'approchant des sommets, à mesure qu'il s'élève et franchit les zones diverses du climat et de la flore des hauts lieux, il sent se former en lui, il voit apparaître divers ordres de sentiments et d'idées, comme une série de cultures et de végétations successives. De telle sorte, qu'en arrivant au terme de sa contemplation et de son voyage solitaire, son esprit se trouve entièrement métamorphosé ; il est différent de lui-même de toute l'immensité qui sépare les rues et les fanges d'une ville des forêts et des neiges immaculées d'une cime alpestre. Au fond, c'est la même âme, comme c'est le même globe, mais avec moins de traces des hommes et dans un état plus semblable à l'œuvre première de Dieu. C'est la même personne morale, mais plus libre de ses passions ; la même imagination, mais lavée par l'air vif et pur des souillures qui la flétrissent, dépouillée des faux ornements, des lambeaux sordides qui la défigurent ; fortifiée, enfin, par les émanations divines qu'elle a respirées.

Voici, ce nous semble, la gradation que suit la pensée dans ce voyage à travers la poésie de la nature, dans cette ascension sur l'échelle d'or dont l'extrémité se perd dans l'infini. Nous avons essayé de reproduire les divers mouvements et les stations diverses de ce sublime pèlerinage dans quelques-unes de nos *Symphonies*.

Le poète est sorti des villes, pénétré d'une certaine tristesse, dont ses premières paroles trahissent l'amertume. Ce n'est pas la lassitude ou les mécomptes personnels, c'est la douloureuse impression des misères morales de son temps qui a déposé en lui ce levain de mélancolie et de colère. Faudra-t-il l'en blâmer et lancer contre lui, au nom de ce que l'on appelle le progrès, de banales accusations, parce qu'il a refusé de reconnaître le progrès véritable dans l'accroissement du luxe, qui remplace dans la vie moderne le goût et la nécessité des arts ; parce qu'en un mot il mesure le progrès à la condition des âmes ? On demande qu'il se réjouisse et qu'il espère ! et, depuis qu'il a l'âge d'homme, il a vu la dignité morale, l'esprit de dévouement, la vigueur et la fierté des caractères, les fortes convictions, tous les nobles enthousiasmes, ébranlés, minés chaque jour plus à fond par les institutions et par les mœurs. A-t-il mérité le reproche d'égoïsme, de réverie et d'oisiveté, parce qu'il refuse de s'associer à cette agitation si

différente du progrès, à ce travail qui détruit en réalité ce qu'il a l'air de produire, à une œuvre, enfin, si contraire au devoir imposé au poète, devoir d'édification morale et d'excitation aux difficiles vertus? S'il est inévitable qu'à certains moments les sociétés oublient l'orgueil des ambitions généreuses dans la prudence des appétits matériels, dans l'unique désir de la richesse et du repos, qu'il soit permis du moins à quelques âmes de manifester d'autres soucis. Attendons encore avant d'exiger du poète qu'il préfère au péril des nobles aspirations la sécurité trompeuse de l'abaissement.

Telle est la tristesse, fort excusable ou du moins fort désintéressée, que le voyageur du désert apporte avec lui des villes, et qui s'exhale dans son premier dialogue avec la nature, avec les voix qui le saluent sur le seuil de la solitude.

L'effet produit sur l'âme par ces salubres émanations des champs, par cette harmonie pénétrante des parfums, des couleurs et des accords, par cette révélation de l'ordre et du repos au sein d'une loi immuable, est d'abord un effet de calme et d'apaisement. Il s'est opéré une sorte d'épanouissement dans l'homme tout entier; le sang coule dans ses veines plus largement, avec plus de régularité et sans fébriles ardeurs; les sensations douloureuses s'atténuent et s'endorment dans les organes souffrants; les douleurs morales se voilent; un nuage chargé d'un fluide bienfaisant semble s'étendre sur toutes les perceptions pénibles de la conscience; la rosée qu'il y dépose adoucit toutes les âcretés de la passion, tout ce qu'il y avait de cuisant et d'enflammé dans les regrets et dans les désirs, tout ce qu'il y avait d'âpre et de rongeur dans les ambitions et dans les colères. La noble tristesse que l'ami des solitudes avait rapportée du commerce des hommes s'épure et s'ennoblit encore dans cet apaisement. Il n'y reste plus rien de ce qui pouvait s'y mêler de maladif et de personnel; ce n'est plus que le fait moral nécessaire, la sainte protestation de la conscience contre le mal et l'énergique désir de le combattre.

Mais le poète continue sa marche à travers la nature. Ce sera, si vous voulez, un de ces voyages au sein des régions alpestres, où, dans la même journée, on traverse plusieurs climats et plusieurs zones différentes de productions végétales. Parti le matin des rives du Léman, du pied d'un coteau chargé de vignes, on va se reposer le soir au bord des neiges éternelles. On veut tenter l'ascension d'un de ces pics sublimes, d'où le hardi voyageur aperçoit autour de lui, au lever du jour, les cimes blanches des Alpes, soulevées comme des vagues et enflammées par le soleil des ardents reflets d'un incendie. A mesure que l'œil s'élève et que l'on franchit les divers degrés de ce temple en rêvant d'atteindre le faite, il semble que sur chaque échelon l'âme se dépouille, dans l'air de plus en plus vif et léger, d'une partie du poids

qui l'opprime. Sur chaque degré, on laisse une sombre et amère pensée, on voit disparaître quelque une des souillures de la mémoire. L'imagination rejette à chaque pas un de ses vêtements ternis. On s'est élevé au-dessus des premières vallées et des forêts de chênes; on a traversé la zone des hêtres, celle des sapins, celle des mélèzes, celle des rhododendrons aux fleurs rouges; on a respiré des senteurs vivifiantes, un fluide sain et vigoureux. Le froid des neiges immaculées a mis dans l'air, autour de vous, comme des aiguillons; vous sentez vos forces décuplées; vous gravissez et vous êtes porté par une force invisible. Voici, enfin, que vous touchez l'étroit sommet d'où votre vue s'étendra dans l'immensité. Le soleil vous inonde, les glaciers vous entourent; vous baignez à la fois dans la lumière et dans une salutaire fraîcheur. Vous ne sentez pas la fatigue du corps, et dans votre âme tous les importuns souvenirs, toutes les mauvaises pensées, ont disparu. A la conscience de l'apaisement, est venu se joindre en vous celle de la force et de la pureté. Vous êtes préparé à recevoir avec l'impression du merveilleux spectacle qui vous environne, avec les mystérieuses influences qui vous pressent, le sentiment sublime, l'ivresse, l'extase de l'infini. Il se produit en vous comme une immense effusion de prière et d'amour; votre cœur s'élance à la fois vers Dieu, vers la nature et vers les hommes; vous voudriez tout embrasser dans la même étreinte. En même temps que cet appel enthousiaste à tout ce qui est bon et beau, vous lancez d'héroïques défis au mal; vous appelez à vous les luttes, les austères labeurs, les dévouements. L'énergie surabonde en vous avec le sentiment du divin; votre âme cherche à se répandre autour d'elle par ses œuvres et par le sacrifice de soi-même, à l'exemple du Dieu qui vous a donné ce surcroît de vie.

Nous avons tous connu ces heures sacrées où la contemplation des grands aspects de la nature nous a purifiés et rassérénés; où, sur les montagnes, dans la sainte ivresse de l'infini, nous nous sommes sentis plus forts et plus aimants; où nous sommes devenus par l'enthousiasme du beau, plus capables de toutes les vertus et surtout de la vertu suprême, le sacrifice. Tout ce que la parole peut reproduire de ces nobles émotions, tout ce qu'a de plus parfait l'œuvre du poète, ne sera jamais qu'un faible écho de cette harmonie intérieure, de cette voix que chacun de nous a entendue dans son propre cœur, sur les sommets où l'amour de la nature l'avait conduit.

• Ceux qui ne regardent la nature qu'avec leurs sens, qui ne l'interrogent qu'avec leurs appétits et leurs intérêts, et ne la mesurent qu'à de sordides calculs, ceux-là, sans doute, n'en reçoivent pas ces communications intimes et ce surcroît de vie morale; ils en redoutent l'aspect comme celui d'un bien dont on est incapable de jouir; et la poé-

sie absente proteste en eux par un vague remords et par un vide douloureux. Pour ceux-là, véritablement, la solitude et le spectacle des sites déserts réservent cette influence énervante qu'on impute à la contemplation de la nature.

Mais, pour les esprits dégagés du matérialisme des intérêts et des basses passions, pour les cœurs sainement religieux, l'amour de la nature n'entraîne pas l'inertie; il n'isole pas l'homme dans une égoïste contemplation, loin du travail et du devoir. Sur la montagne en face de l'infini, on n'oublie que les petitesse de la vie vulgaire et les exemples mauvais. Mais aucun des grands souvenirs ne s'efface; il semble au contraire que les nobles figures de ceux qu'on a aimés et qu'on admire, que toutes les grandes scènes de la poésie et de l'histoire, affluent autour de vous et vous environnent d'éloquents visions.

En évoquant parfois des morts héroïques pour prendre part au colloque qui s'établit entre sa conscience et les voix du désert, à la prédication qui s'exhale de tous les arbres des forêts, qui jaillit avec tous les flots des rochers et toutes les brises du ciel, le poète a mis en scène ce qui se passe invariablement pour lui, sans parti pris d'avance et par l'impression toute naturelle de la beauté des sites, à chacune de ces courses de montagnes d'où il a rapporté la plupart de ses inspirations.

Nous ne prétendons pas dire que le spectacle de la nature peut suppléer toute autre inspiration, toute autre nourriture morale. Mais, il faut qu'on le sache bien, cet enseignement ne contredit aucun autre enseignement spiritualiste; cette révélation de l'infini et du divin, faite dans le langage des accords, des formes, des couleurs, des harmonies de toute sorte, n'offense pas la révélation positive, faite par la tradition et par la voix immatérielle de la conscience. Le christianisme n'a rien à redouter de l'amour de la nature. La religion est assez large pour comprendre tous les sentiments poétiques, assez forte pour les régler, assez divine pour les sanctifier. Subordonné ainsi aux croyances chrétiennes, le sentiment de la nature devient le plus puissant auxiliaire du sentiment religieux. C'est au profit de la piété vraie qu'il suscite notre enthousiasme; les ailes qu'il donne à notre pensée pour s'élever à travers l'espace nous conduisent vers l'infini, c'est-à-dire vers Dieu.

Vous pouvez donc, ô poète, sans crainte d'idolâtrie, adorer l'Éternel dans cette grande nature des Alpes que vous aimez si ardemment. Montez vers l'immense forêt de sapins qui s'élève sur la montagne; entrez-y comme dans une cathédrale vivante. Là aussi, Dieu vous entoure de sa présence et vous presse de son amour. Marchez avec recueillement sur ces mosaïques de fleurs qui dessinent sous vos pieds de merveilleuses figures, des inscriptions qui s'écrivent et s'effacent

d'elles-mêmes avec les saisons diverses. Vous les lisez pieusement et vous avancez sous les longues nefs entre les piliers sonores. Dans les chapiteaux touffus, les plantes grimpantes s'entrelacent avec les nids. Les écureuils et les oiseaux s'y promènent comme des bas-reliefs animés. Du haut de la voûte, à travers les découpures des feuilles et des rameaux, une clarté douce tombe avec un murmure pareil à celui de la foule ou de l'Océan. Comme une voix qui s'élève ou s'abaisse, le vent, d'un souffle inégal, tire des hautes branches mille accords variés ; le chant des oiseaux s'y découpe en notes légères, et le mugissement continu de la cascade voisine forme à ces vives mélodies un accompagnement grave et solennel. Montez encore, dirigez-vous vers cette lumière dorée qui brille à l'extrémité des nefs comme les flambeaux du sanctuaire. Respirez l'encens qui suinte des arbres avec la résine et qui jaillit des fleurs froissées sous vos pieds. A chaque pas, votre âme se plonge plus avant dans la douce ivresse de la prière. Tout à coup, à travers les sapins plus rares sur la lisière du bois, la cime du glacier vous apparaît toute ruisselante de soleil sous une voûte d'azur. De larges bandes d'or, des reflets de pourpre et des veines bleuâtres sillonnent la blancheur des neiges comme le marbre d'un autel tout jaspé de pierreries. Tombez à genoux ! voici le tabernacle, le piédestal inaccessible sur lequel repose l'image de l'infini. Vos yeux ont-ils jamais aperçu plus manifeste et plus imposante qu'à travers cette lumineuse immensité la figure de l'être invisible ? Humiliez-vous devant lui, dans une extase muette ; tenez votre âme largement ouverte à tous les rayons qu'il vous envoie. Les saintes traditions de la foi maternelle n'ont rien à craindre de ce culte solitaire et de ces rites inusités. Ce soir, quand vous serez redescendu dans votre vallée et que vous passerez devant l'église natale, vous en ouvrirez la porte comme autrefois. Jamais plus fervent désir, jamais besoin plus vif d'adoration et d'amour ne vous aura poussé au pied de ce modeste autel ; vous y retrouverez dans toute sa plénitude l'ivresse que vous avez goûtée sur les sommets ; vous y répandrez les mêmes larmes généreuses, vous y répéterez la même prière ; car vous y reconnaîtrez le même Dieu.

VICTOR DE LAPRADE.

# SAINT THOMAS BECKET

ARCHEVÊQUE DE CANTORBÉRY ET MARTYR.

---

Il y a quelques mois à peine, paraissait un ouvrage digne de l'attention publique. La gravité des questions qu'il soulève, le talent bien connu de l'auteur, dont la position élevée augmente encore l'autorité, sont de nature à exciter un vif intérêt. Le livre a pour titre : *Saint Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry et martyr, sa vie et ses lettres, précédées d'une introduction sur les principes engagés dans la lutte entre les deux pouvoirs, par M. Darboy, vicaire général du diocèse de Paris.*

L'auteur s'est donc proposé une triple tâche : raconter la vie du glorieux martyr de la liberté de l'Église ; publier et traduire celles des lettres du saint qui méritent le plus de nous être conservées ; et, enfin, discuter les principes engagés dans la lutte des deux pouvoirs.

Le succès dans l'une de ces trois choses suffirait à fonder la réputation d'un bon livre.

## I

Sans doute, la vie et la mort de Thomas Becket ont été souvent racontées. Mais qui ne sait que la vie d'un même homme diffère suivant le côté par lequel on le considère, le principe d'après lequel on le juge, et le siècle où cette histoire est écrite ? Nous admirons les naïves légendes des saints, telles que le moyen âge savait les raconter. Mais elles ne nous suffisent plus, et les livrer sans choix comme sans défense à la critique railleuse et sceptique de notre temps, ce serait un peu abandonner l'innocente colombe aux griffes du vautour. Le dix-septième et le dix-huitième siècle ont élevé des monuments historiques dont le temps n'effacera pas la gloire ; néanmoins que de vies de saints à refaire après Fleury et Godescard ? Les vies de sainte Élisabeth de Hongrie et d'Innocent III ont fait comprendre depuis longtemps déjà ce que les saints de l'Église catholique gagneraient en splendeur, si l'on savait, par des monographies bien étudiées, bien écrites, bien senties, les faire sortir des catacombes obscures où l'hagiographie

du dix-septième et du dix-huitième siècle les ont placés, et les montrer au grand jour de l'histoire. On ne saurait donc trop désirer que nos meilleurs esprits et nos meilleurs écrivains se livrent à un travail aussi utile; et c'est une consolation de voir que l'activité de l'un d'eux vient de se tourner de ce côté. M. l'abbé Darboy peut compter que la nouvelle vie de saint Thomas Becket sera accueillie avec sympathie, et que le succès qui n'a point manqué aux précédents ouvrages du même auteur couronnera encore celui-ci.

D'ailleurs, il serait malaisé de trouver dans l'histoire ecclésiastique un épisode plus dramatique dans la forme, plus grave dans le fond, plus tragique dans le dénouement, que la vie et la mort du saint martyr de la liberté de l'Église. Avec l'unité d'action, le récit offre, naturellement réunis, les éléments d'intérêt que l'on ne rencontre que dans les fictions.

Thomas Becket a connu les extrémités de la fortune. Chancelier d'Henri II, roi d'Angleterre, il fut longtemps le premier homme du plus puissant royaume d'alors. Il commandait au nom de son maître non-seulement en Angleterre, mais en Normandie, en Bretagne, en Anjou, dans le Poitou, dans le Maine et jusque dans le Languedoc. Nul ne fut plus brillant que le jeune et magnifique favori. « Il avait environ deux cents chevaliers de sa propre maison, des soldats, des ecclésiastiques, des intendants, des hommes d'armes, des écuyers, de jeunes nobles, tous parfaitement équipés. Chacun d'eux était habillé de neuf et d'une manière élégante. » Quand il vint en qualité d'ambassadeur à la cour de France, « huit voitures formaient son train; chacune avait cinq chevaux... Il y avait pour chaque cheval un valet, et pour chaque voiture un cocher et un garde. Huit coffres renfermaient des vases d'or et d'argent... Quand on entrait dans des villes ou des villages, le cortège s'ouvrait par deux cent cinquante jeunes hommes marchant six ou même dix de front et chantant des airs nationaux. Derrière, à quelques pas, on voyait les chiens et les lévriers menés en laisse par leurs gardiens. Au bruit de cette marche, les habitants des villes sortaient de leurs maisons en demandant qui voyageait ainsi, et où se rendait ce personnage qui avait une suite si nombreuse et si bien équipée. » Un bonheur inouï suivait alors partout Thomas Becket. Il faisait aboutir les négociations les plus difficiles, et, au besoin, commandait pendant la guerre. Ami tout-puissant d'Henri II, son palais était une cour où la noblesse, les chevaliers, le clergé, venaient à la fois solliciter. Parfois le roi se faisait un plaisir de surprendre son ministre en s'invitant inopinément à sa table. Ils chevauchaient ensemble et mettaient en commun les affaires et les divertissements. Si l'on veut se faire une idée de la familiarité de leurs relations, il faut lire l'anecdote suivante. « Un jour d'hiver et

par un froid très-piquant, le roi et le chancelier revenaient de leur promenade accoutumée et traversaient les rues de Londres. Le prince, voyant venir un mendiant âgé et couvert de méchants haillons, dit à Thomas : « Voyez-vous ce pauvre vieillard ? Comme il est mal vêtu ! » Ne serait-ce pas un grand acte de charité de lui donner un bon manteau ? — Ce serait, en effet, une aumône bien placée, répliqua le ministre, et en votre qualité de roi vous devriez la faire. » Le mendiant approcha, et les deux cavaliers s'arrêtèrent. Henri, s'adressant au vieillard avec bonté, lui demanda s'il serait bien aise d'avoir un épais manteau. « Il faudra que vous lui fassiez cette grâce, » dit le roi au chancelier, et, mettant la main sur les épaules de Becket, il tâcha de lui enlever sa belle cape neuve d'écarlate et de fourrure. Becket résista. C'était une véritable lutte. Le roi continuait de tirer la cape, et le chancelier de la retenir, au point qu'ils étaient près de tomber de cheval... Enfin, le roi ravit la cape et la donna au vieillard. »

Si tant de puissance, tant de richesses, tant de faveurs, si les habitudes de luxe et le faste du grand seigneur étonnent dans la vie d'un saint, le lecteur verra bientôt que Dieu n'avait élevé un moment Thomas au sommet de la prospérité temporelle que pour rendre plus méritoire la longue épreuve qu'il réservait à son serviteur. A l'exemple de l'Écriture qui expose avec complaisance les richesses de Job, énumère ses bœufs, ses brebis, ses ânesses, compte ses fils et ses filles, raconte leurs festins et leurs fêtes, le biographe du saint ne devait point omettre la peinture de la première phase de sa vie. C'est parce que Job a d'abord connu l'abondance et bu à la coupe du bonheur que sa résignation, sa patience, au milieu du dénûment et de l'abandon, deviennent un grand exemple.

Comment Thomas Becket tomba-t-il du faite de sa fortune ? Ici la controverse commence à s'emparer de sa vie. Car il a été dans les destinées du noble martyr d'être non-seulement haï mortellement de plusieurs pendant son passage sur la terre, mais encore d'être poursuivi avec une rare passion après sa mort. Trois siècles avaient déjà passé sur sa cendre refroidie, déposée au fond de l'église de Cantorbéry, lorsqu'un autre Henri, plus sanguinaire, plus impitoyable dans sa haine contre l'Église que le premier, recommença la persécution contre Thomas Becket avec un emportement qui étonne, même de la part du fondateur de l'Église anglicane. Le monarque cita le saint à sa barre. Il fit instruire son procès, plaider sa cause devant une cour criminelle, et, comme pour lui faire subir un second martyre, il demanda un arrêt de condamnation. On viola, par ordre royal, le tombeau du saint, et on jeta ses ossements vénérés dans la Tamise.

Le protestantisme, le dix-huitième siècle, et ceux qui, de notre temps, ont suivi ces deux guides infidèles, ont affirmé que l'humeur



belliqueuse et inquiète de Becket précipita sa fortune, et que la cause de ses éclatantes disgrâces fut dans ses entreprises ambitieuses sur les droits de la couronne. — D'autres n'ont vu dans la lutte fameuse d'Henri II avec son ancien chancelier que l'hostilité des races, une preuve de plus de la rancune profonde et longtemps active de l'Anglais contre le Normand.

Il est plus difficile que jamais, en présence des nouveaux documents publiés par M. le docteur Buss<sup>1</sup>, M. Giles, M. Darboy, de soutenir l'une et l'autre opinion.

D'abord, il est prouvé aujourd'hui que Thomas Becket était d'origine normande, c'est-à-dire de la race même de ses persécuteurs : les preuves fournies à cet égard par M. de Bonnechose, sur l'indication de M. Charles Lenormant, ne permettent plus le moindre doute. C'est là un témoignage de plus que certaines théories de l'histoire, vantées au commencement de ce siècle, ne sont point à l'abri des atteintes de la critique ni des épreuves du temps.

Quant aux accusations portées contre le caractère et contre les actes de saint Thomas, il faut surtout interroger les faits. Mais, à ne consulter que le simple bon sens, qui croira qu'une lutte ayant pris des proportions immenses, lutte dans laquelle le souverain pontife, le roi de France comme le roi d'Angleterre, les évêques français aussi bien que les évêques anglais, se virent entraînés, une lutte enfin qui remplit de bruit et d'inquiétude l'Eglise et l'Empire, n'ait reposé que sur une question d'humeur et de caractère, et n'ait eu pour cause qu'une ambition individuelle et les violences d'un archevêque ? Oublions enfin les appréciations passionnées du dernier siècle et les jugements intéressés des ennemis de l'Eglise ; ne répétons plus des calomnies jadis convenues. Revenons aux sources véritables de l'histoire de ce grand démêlé. Dans quelles circonstances Becket s'est-il montré violent et intraitable ? Est-ce donc aux conciles de Westminster et de Clarendon ? Qui l'oserait dire ? Si la vie du saint archevêque laisse paraître quelque part un amour excessif de la paix, n'est-ce pas à ces conciles ? Thomas poussa la condescendance aux vues du prince, il faut bien l'avouer, jusqu'à la faiblesse, jusque par delà ce point où la conscience fait au plus timide comme au plus respectueux un devoir impérieux de la résistance. Becket promit alors ce que son devoir d'évêque ne lui permettait pas de tenir.

Le saint ne se décida à la lutte que par le sentiment du devoir et poussé par sa conscience. Ce ne fut point l'orgueil qui inspira sa résolution : il prit le parti de combattre au milieu des pensées les plus humbles. Herbert de Bosham, secrétaire de Thomas Becket, nous en

<sup>1</sup> Voir sur l'ouvrage de M. Buss l'article publié dans le *Correspondant*, t. I de la nouvelle série, p. 547.

fournit un touchant témoignage dans les lignes suivantes. C'est un témoin oculaire qui parle, et qui nous révèle les sentiments intimes du saint, surpris, pour ainsi dire, dans ses plus secrètes pensées. Le concile de Clarendon était fini et l'archevêque regagnait avec les siens Cantorbéry. « Le long du chemin, les clercs de sa maison tirent leurs remarques sur les événements de la journée. Quelques-uns déplorent le malheur des temps où l'on vivait; d'autres se plaignirent avec indignation de ce qu'un homme, fût-il archevêque, entraînât l'Eglise après lui au gré de ses caprices. Un de ceux-ci exprima son opinion tout haut d'une manière plus dure encore. « Le gouvernement, dit-il, « sembla disposé à bouleverser toutes choses... Les colonnes du temple « sont ébranlées, et, le pasteur prenant la fuite, le troupeau n'est plus « qu'une proie. » Celui qui parlait de la sorte était le porte-croix de l'archevêque. Cependant Thomas Becket paraissait abattu, il marchait séparé de ses gens contristés. A la fin, Herbert de Bosham reprit courage, et, s'approchant du primat : « Seigneur, lui dit-il, pourquoi vous « laissez-vous ainsi abattre? Vous n'avez pas coutume de montrer une si « grande tristesse, car vous ne dites rien à aucun de nous. » — « Ce n'est « pas étonnant, répondit l'archevêque, je ne puis m'empêcher de songer « que, par ma faute, l'Eglise d'Angleterre est réduite aujourd'hui en servitude... Que ne suis-je mort? et que n'ai-je disparu du milieu des « hommes! Mais c'est justice. Car, pour arriver à mon office, j'ai passé « par la cour, et non par le cloître... Orgueilleux et vain, d'éleveur d'oiseaux, je suis devenu pasteur d'hommes. Je ne savais que protéger « les histrions, aimer les chiens, et l'on m'a confié le soin redoutable « des âmes! » En disant ces mots, il se prit à pleurer, et le chagrin ne le quitta pas pendant tout le voyage<sup>1</sup>.

Est-ce donc là le langage, sont-ce là les sentiments de l'orgueilleux, de l'homme intraitable? Le primat se laisse reprendre par son porte-croix, il confesse sa faute et s'humilie devant toute sa maison. Il pleure, non de dépit, non de colère, mais par amour du devoir et de l'Eglise. Voilà, à notre sens, le mobile de toute la suite de la vie de Thomas Becket. C'est par obligation de conscience qu'il accepta la lutte. Le pape avait parlé et fixé les irrésolutions du primat. Le chemin du devoir était nettement tracé. Il fallait y entrer résolument. Thomas le fit sans s'inquiéter pour lui-même, bien qu'il fût évident que, dans cette ferme résistance du faible à la volonté passionnée du fort, Becket avait tout à perdre et rien à gagner?

Les ennemis de l'archevêque lui ont reproché sa conduite à la réunion de Northampton. Ils ont parlé de ses imprudences, de son fanatisme, de ses provocations. Ecoutons encore les témoins oculaires.

<sup>1</sup> *Saint Thomas Becket*, p. 462.

Ce sont les récits combinés de Guillaume, fils d'Étienne, et d'Herbert de Bosham, que nous connaissons déjà.

« Au jour marqué, dit Guillaume, fils d'Étienne, nous arrivons à Northampton; mais le roi, s'étant amusé à chasser les oiseaux sauvages le long des ruisseaux et des fleuves, entra si tard en ville, que l'archevêque ne put le voir ce soir-là. Le lendemain matin, il pénétra dans la première salle et attendit le prince, qui n'était pas encore revenu de la chapelle. Enfin, le voyant apparaître, il se leva, s'inclina d'un air gracieux, et se tint prêt à baiser le roi sur la joue, s'il y paraissait disposé; mais le roi reçut froidement ses avances... »

Thomas Becket avait été cité à Northampton uniquement pour y justifier devant le roi une condamnation portée par ce primat contre un vassal du prince. Cependant c'est sur des faits entièrement étrangers à cette condamnation qu'on le somme de répondre. On accuse Thomas de trahison parce qu'il n'a pas répondu à une première citation du roi touchant cette même affaire. La défense du prélat n'est pas même écoutée. Henri de Winchester, contre tout droit, malgré la résistance des autres juges, évêques et barons, le déclare coupable de trahison et prononce la sentence. L'archevêque se tait et se contente de dire à ses voisins : « Je me tais, mais la postérité parlera pour moi et révoquera cette indigne sentence. » La protestation de Thomas contre l'arrêt de ses juges est ferme, mais qui pourrait l'incriminer ? Le même jour, on lui reproche d'avoir reçu indûment trois cents livres pour la garde de plusieurs châteaux; le lendemain, l'archevêque est averti par message qu'on lui réclame mille autres livres d'argent. Bref, les amendes se multiplient, les biens du primat deviennent insuffisants, et, la volonté arrêtée du prince de perdre Thomas étant devenue claire, ses amis mêmes n'osent se porter garants pour lui. Dès ce moment, les pairs laïques, ne voyant plus dans l'archevêque qu'une victime vouée à la colère royale, cessèrent d'entretenir des rapports avec lui. Le roi commença en effet à faire garder les portes du château, et il était clair que la prison ou quelque chose de pire attendait l'archevêque.

Toute cette procédure, dont les détails nous ont été conservés avec soin, pourrait être citée comme un exemple de la violence et de l'arbitraire dont usaient parfois les rois du moyen âge en matière judiciaire, lorsque, renonçant aux jugements sommaires, ils prétendaient néanmoins conserver les formes de la justice. La défense de Thomas était en effet péremptoire. Le roi l'avait déchargé de toute obligation et de tout emploi civil lorsqu'il monta sur le siège de Cantorbéry. De plus, l'ex-chancelier pouvait justifier l'emploi des sommes dont il avait eu la gestion. Enfin, disait-il avec raison, il est peu convenable à ma dignité de débattre avec le prince une question d'argent. « Le

monarque s'honorait davantage en se souvenant des services que je lui ai rendus lorsque j'étais chancelier <sup>1</sup>. » — Mais à ce moment ni la justice ni la raison ne guidaient plus le roi; il voulait que l'archevêque résignât son siège et disparût. La mort, la détention ou l'exil avaient été décrétés d'avance contre le saint défenseur de la liberté de l'Eglise.

La *passion* de Thomas Becket, ainsi qu'on s'exprimait au moyen âge, en rapprochant de Jésus-Christ le glorieux martyr, la *passion* du saint avait commencé. Comme le Christ, Becket fut abandonné des siens; il eut à essuyer et leurs trahisons et leurs reproches. « Plût à Dieu, lui disait l'évêque de Chicester, que vous ne fussiez pas archevêque, mais simplement Thomas Becket!... Vous ne pouvez rester avec le prince sur le sol de la Grande-Bretagne, et l'un de vous deux doit abdiquer. Rendez-vous à merci. » Gilbert, évêque de Londres, qui se fit plus tard persécuteur du saint, lui dit : « Mon père, si vous songiez de quelle condition le roi vous a fait sortir et de quels bienfaits il vous a comblé; si vous réfléchissiez ensuite aux maux que vous avez appelés sur l'Eglise et sur nous tous en résistant au monarque, vous renonceriez à votre siège et même à dix sièges. » L'archevêque se contentait de répondre à chacun : « Assez, votre opinion est évidente, vos motifs le sont aussi. » — « Cédez, disait encore Hilaire de Chicester à l'archevêque. Il est vrai, l'autorité des canons est méconnue, et tout est dans la confusion; mais il faut céder au bon plaisir du roi, de peur qu'en adoptant des mesures trop fermes nous attirions sur nous les maux d'une persécution croissante. »

On s'étonne d'une lâcheté de langage aussi peu déguisée. La bassesse est de tous les temps; mais, aujourd'hui, elle prendrait évidemment d'autres formes et userait de meilleures paroles. Serait-elle moins méprisable ?

Le lendemain, l'archevêque tint un discours aux évêques assemblés; on se console et on oublie la lâcheté humaine en présence de ce fier et saint langage. « Mes frères, vous voyez que nos ennemis sont déchainés et que le monde s'élève contre nous; mais ce qui m'est plus douloureux que tout le reste, c'est que vous m'abandonniez, vous les fils de ma mère! Quand je garderais le silence, les siècles futurs diraient que vous m'avez abandonné dans cette lutte, moi votre père et votre archevêque, tout pécheur que je suis; ils diraient que deux jours de suite vous m'avez tourmenté comme une pointe que j'aurais eue dans l'œil et un aiguillon dans les flancs. Je conjecture que vous êtes prêts à me juger même au for criminel, vous qui devriez m'aider à combattre nos ennemis. Or je vous défends à tous, en vertu de l'obéis-

<sup>1</sup> Tome II, p. 8.

sance, et sous peine de perdre votre ordre, d'assister à aucun jugement où ma personne serait en cause. D'ailleurs, *j'appelle au refuge de tous les opprimés, à notre sainte mère l'Église romaine!* »

La dernière séance du concile était arrivée. Thomas avait eu la pensée d'y venir les pieds nus, la croix en main, et de se jeter aux genoux du roi pour plaider la cause des libertés ecclésiastiques. Mais il avait craint d'irriter davantage le roi par trop d'appareil. Il se contenta, lorsqu'il descendit de cheval à la porte du château, de prendre sa croix des mains de son clerc, et de se présenter ainsi dans la salle qui conduisait au cabinet du roi. Était-ce donc là une provocation, ainsi que l'ont dit, les uns après les autres, tous ses ennemis? — « Comment l'archevêque porte-t-il ainsi sa croix? » disait l'archidiacre de Lisieux. — « Mon cher ami, répondait l'évêque de Londres, il a toujours été fou et il le sera toujours. » « Cette conduite peut troubler la paix, disait-on. » — « Qu'en puis-je faire? répondit Thomas Becket, ma croix est un symbole de paix, et je ne l'abandonnerai pas. » Au point où en étaient les choses, qui blâmera le saint qui disait : « Il est bon qu'on voie sous quelle bannière je combats? »

Du reste, l'archevêque avait un grand calme. On le laissa seul avec ses clercs hors de la salle où on le jugeait. Lorsqu'on lui signifia la sentence, il dit avec une grande majesté : « Est-ce qu'un fils peut juger et condamner son père? Je récusé votre jugement et celui du roi. Après Dieu, le pape est mon seul juge, et je me place avec mon Église sous sa protection. J'appelle à son tribunal tous les évêques qui ont mieux aimé obéir au roi qu'à Dieu; et, placé ainsi sous la garde de l'Église catholique et le pouvoir du Saint-Siège, je me retire de cette cour. » Il se leva en effet pour sortir. Les reproches les plus outrageants tombèrent sur lui de toutes parts : on l'appela traître et parjure. La foule environnante le couvrit d'insultes, et des valets, probablement, ramassèrent de la paille et des ordures pour les lui jeter. A la porte du château, qu'il put ouvrir à l'aide d'un trousseau de clefs déposé là peut-être par quelque main pieuse, il monta à cheval et partit pour l'exil.

Telle fut l'attitude de Thomas Becket à Northampton. Loin de la blâmer, nous la signalons à l'admiration de tous les hommes de cœur.

Il faut lire dans l'ouvrage de M. Darboy les détails curieux de la fuite du saint. Elle n'était pas sans danger, puisque les gens du roi avaient été lancés sur toutes les routes. La placidité de Thomas ne se dément pas un instant au milieu des incidents variés du voyage.

Tout le monde sait qu'il vint en France chercher un abri. Nous renonçons à peindre la vie de Thomas sur ce nouveau théâtre. Elle peut être offerte comme le modèle de la vie de l'exilé. La noblesse de caractère, la dignité, la modestie et la résignation de l'homme privé s'y montrent partout. Cependant Thomas n'oublie point l'intérêt de la

cause sacrée à laquelle il s'est dévoué. Comme archevêque de Cantorbéry, il ne néglige rien pour faire connaître au pape la véritable situation de l'Eglise d'Angleterre, la nature et l'état des questions débattues. Il dévoile, sans se lasser, les ruses, les menées, les hypocrisies d'Henri d'Angleterre. Il dénonce au souverain pontife les évêques anglais qui trahissent, et les légats romains qui se laissent corrompre et acheter. Il ne laisse point inactif le pouvoir spirituel confié à ses mains d'archevêque. Non-seulement il exhorte les évêques qui sont sous sa juridiction, mais il les frappe des foudres spirituelles, lorsqu'il le juge à propos, pour entretenir et réveiller l'esprit public en Angleterre. Il ne s'inquiète ni de la colère toujours redoutable du puissant monarque son ennemi ni si le roi de France l'abandonnera; il ne se laisse point effrayer par les intrigues ourdies pour circonvenir son défenseur unique, le saint pontife, sous la protection duquel il s'est placé. Il ne s'émeut pas lorsque la timidité des moines de Pontigny l'éloigne de leur maison : il va un peu plus loin demander le pain amer de l'exil. Nous le répétons, toute cette vie est admirable à lire, et, dans un siècle d'affaîssement des âmes, rien n'est plus propre à relever dans les cœurs le dévouement, à faire aimer la fermeté, le courage tranquille et tous les sacrifices qui honorent la résistance dans le droit et ennoblissent le malheur.

Nous renonçons aussi à raconter les négociations qui précédèrent le retour de Thomas en Angleterre. Elles sont toutes à l'honneur du saint. L'esprit de conciliation y accompagne l'esprit de prudence. Néanmoins le désir de la paix lui fit généreusement fermer les yeux sur les dangers que courait sa personne; et on peut dire que, s'il fit tout pour sauver les libertés de l'Eglise, il ne fit rien pour ménager sa vie. Il n'oublia qu'un point, celui de stipuler des sûretés pour sa personne. Le martyr devait couronner une si glorieuse carrière.

La mort de Thomas Becket est connue de tous; mais le récit exact des circonstances de cette mort ne se trouve nulle part, peut-être, si ce n'est dans le livre de M. Darboy. Nous avons remarqué, pour notre compte, que la plupart de ceux qui ont raconté cet événement tragique ont omis des faits importants, ou altéré les détails précieux du martyr. C'est à regret que nous omettons de citer ici les pages émouvantes où se trouve racontée la mort d'un des plus nobles hommes d'Angleterre, et du plus illustre peut-être de ses saints.

## II

Ce qui distingue la nouvelle Vie de Thomas Becket, c'est l'autorité et la variété des sources auxquelles elle a été puisée. Les

seuls écrits qu'on avait généralement consultés jusque-là pour faire connaître saint Thomas Becket étaient le *Quadrilogus*, imprimé à Paris, en 1495, et celui de Wolf (*Lupus*), imprimé à Bruxelles, en 1682. On avait eu aussi recours aux diverses collections de la vie des saints. Mais ces documents, fort abrégés, rédigés, en général, sans grand examen critique, ne reproduisaient pas toujours avec sûreté les circonstances des faits. Un érudit du premier ordre, le révérend J. A. Giles, a voulu se livrer à un travail approfondi sur la vie de saint Thomas Becket. Il a réuni tout ce qu'il a pu trouver de documents manuscrits ou imprimés, non-seulement dans les bibliothèques de Londres, mais dans toutes celles de l'Angleterre, et on peut dire du continent. Il a publié successivement, et dans des ouvrages particuliers, toutes les lettres de Thomas Becket et celles des contemporains qui se trouvèrent en rapport avec lui; ensuite il a donné au public les œuvres des amis du saint, celles de Thomas de Salisbury, celles d'Herbert de Bosham. Il y a joint les écrits de Gilbert de Foliot, évêque de Londres, adversaire de Thomas Becket, le plus acharné de tous parmi les évêques anglais. M. Giles a composé, à l'aide de tous ces documents, la Vie de saint Thomas Becket. Enfin, pour réunir et présenter de front le double avantage de la lecture des documents et celui d'un récit suivi de la vie du saint, M. Giles a fait paraître la *Vie et les Lettres de Thomas Becket*. C'est cet ouvrage que M. l'abbé Darboy a eu l'heureuse pensée de reproduire, en lui faisant subir des modifications nécessaires au point de vue du goût français, comme à celui de l'exactitude de la doctrine, modifications qui, en transformant l'ouvrage, lui ont donné à la fois plus d'autorité et plus d'attrait. M. l'abbé Darboy nous explique lui-même son œuvre.

« Il n'y a, dans les deux volumes que je publie, qu'un assez petit nombre de pages qui soient l'œuvre personnelle de l'auteur anglais et qui contiennent l'expression de ses propres sentiments sur la lutte où périt Thomas Becket... J'ai dû modifier le texte, atténuer plusieurs passages... On trouvera de plus, çà et là, de courtes notes qui se justifieront d'elles-mêmes. »

M. l'abbé Darboy a traduit du latin les lettres et les extraits de chronique qui forment la principale partie du livre. S'il faut dire notre avis sur cette traduction, elle nous a paru, toutes les fois que nous avons pu la comparer avec le texte, un modèle d'exactitude et d'élégance. Il y avait là des difficultés à vaincre. On suppose quelquefois que les correspondances et en général les écrits du moyen âge ont le caractère de la sobriété et de la brièveté. Il n'en est ordinairement rien. L'emphase, les longueurs, les tournures ambitieuses, les subtilités du raisonnement, les vains jeux de l'esprit, remplissent ces écrits. M. Darboy a très-heureusement triomphé de ces difficultés, et ce n'est pas un mé-

diocre plaisir de lire sans fatigue la traduction élégante de textes embarrassés, accessibles seulement au petit nombre. Néanmoins nous avons trouvé que M. Darboy aurait pu, sans inconvénient, bannir de son livre plusieurs lettres qui racontent longuement ce qui est déjà connu et n'ajoutent que des détails sans importance. Il y aurait dans les deux volumes un peu plus d'entrain et de vivacité, choses qui manquent assez souvent à un livre d'ailleurs si intéressant. Nous regrettons que notre habile compatriote n'ait pas cru devoir soumettre l'ouvrage anglais à une refonte complète. Les Anglais ressemblent aux Allemands. Les uns et les autres manquent de cet atticisme et de cet art de composition sans lesquels un écrit ne s'élève point, quel que soit d'ailleurs son prix, au-dessus de la valeur d'un simple document. Au lieu de se borner à effacer de son mieux la tache originelle du livre de M. Giles, pourquoi M. Darboy ne nous a-t-il pas donné un ouvrage entièrement neuf, rapide et vif, solide et brillant comme son propre esprit ?

### III

Ce qui nous autorise à parler de la sorte, c'est la remarquable introduction qui précède la Vie de saint Thomas Becket. Elle appartient tout entière à la plume de M. Darboy, et ceux qui l'ont lue savent que l'auteur n'avait pas besoin de nous en avertir. Elle tranche avec le reste de l'ouvrage. Cette introduction, qui ne compte pas moins de 250 pages in-8, formerait à elle seule un beau livre. L'auteur y montre la portée du démêlé d'Henri II et de Thomas Becket.

Sous des questions qui semblaient n'avoir pour objet que des points secondaires de discipline se cachaient en effet les questions les plus hautes. Henri II protestait de son amour pour l'Eglise et de son dévouement au saint-siège ; mais en réalité il les plaçait tous les deux dans le plus grand péril. En voulant, contre tout droit, mettre la main sur les bénéfices vacants, empêcher le recours à Rome, les voyages en Italie, les appels au saint-siège, dominer les élections ecclésiastiques, anéantir les immunités et privilèges des clercs, en faisant juger les causes ecclésiastiques par les tribunaux laïques, Henri II foulait aux pieds des droits acquis et déchirait des contrats sacrés. Il résolvait négativement cette double question : 1° Comme société établie par Dieu, l'Eglise a-t-elle un principe de vie qui lui soit propre et demeure supérieur à tout pouvoir purement humain ? A-t-elle des droits indestructibles qu'elle tient seulement du ciel ? 2° Comme société humaine, en tant que personne morale, l'Eglise peut-elle avoir des droits qu'on ne viole pas sans injustice, des droits



comparables aux droits de l'homme privé? Qu'importe que ces droits proviennent, dans une proportion considérable, d'offrandes volontaires et de dons publics ou privés? La propriété et le droit s'acquièrent à divers titres.

Bossuet avait apprécié aussi toute la portée et le caractère de la lutte de Thomas Becket, comme le fait remarquer M. l'abbé Darboy.

« Henri II, dit-il, se déclare l'ennemi de l'Eglise. Il l'attaque au spirituel et au temporel, en ce qu'elle tient de Dieu et en ce qu'elle tient des hommes; il usurpe ouvertement sa puissance. Il met la main dans son trésor qui enferme la subsistance des pauvres. Il flétrit l'honneur de ses ministres par l'abrogation de leurs privilèges, et opprime leur liberté par des lois qui lui sont contraires... La Providence divine a conservé les droits de l'Eglise par le sang du saint archevêque persécuté injustement<sup>1</sup>. »

M. l'abbé Darboy ne pouvait donc mieux faire que de consacrer son temps, d'appliquer sa science canonique et d'employer son talent vigoureux de controversiste à établir des vérités que chaque siècle voit malheureusement contester. Il considère d'abord la lutte entre les deux pouvoirs d'une manière générale; et ici il s'élève à une grande hauteur.

« Il y a, dit-il, des intérêts éternels qui enveloppent toutes les races humaines dans une solidarité étroite et qui sont placés sous la garde d'une institution divine, c'est-à-dire l'Eglise catholique. Tutelle des faibles, frein des puissants, rempart des sociétés, elle a toujours agi et elle subsiste comme un pouvoir immense, et comme un principe d'ordre plein d'une merveilleuse efficacité... C'est pourquoi venger et soutenir l'Eglise en lui assurant l'exercice de ses prérogatives, la glorifier par un généreux dévouement, souffrir et mourir en vue d'elle et pour l'avoir aimée, cette destinée est belle et utile entre toutes. Ce fut l'honneur de Thomas Becket de répandre son sang pour protéger le droit contre les entreprises de la force, de souffrir en vue d'un si noble et si universel intérêt les contradictions, les outrages, l'exil, une violente mort. C'est parce que l'Eglise avait conservé sa liberté d'action qu'elle a pu, au milieu des ruines de l'ancien monde, sans désespérer de l'avenir, poser la pierre angulaire de nos modernes institutions. Défenseurs du droit, nos évêques ont heureusement partagé avec les durs représentants de la force la tutelle des royaumes qui naissaient sous les pas des Barbares. »

Après un éloquent préliminaire, 1<sup>o</sup> M. Darboy expose et discute en détail avec l'érudition d'un historien et d'un canoniste

<sup>1</sup> Panégyrique de saint Thomas de Cantorbéry.

l'origine et les vrais caractères du différend entre Thomas Becket et Henri II ; 2° il fait voir que l'archevêque de Cantorbéry avait pour lui l'équité, le droit, la loi ; 3° il montre que les prétentions du monarque n'étaient un phénomène isolé ni dans l'histoire d'Angleterre ni dans l'histoire générale de l'Europe, mais qu'elles se rattachaient à toute une suite d'entreprises dirigées alors dans la plupart des États chrétiens contre la liberté du ministère ecclésiastique ; 4° il tire de la preuve de ces thèses une conclusion tout à fait contraire aux assertions inexactes et injurieuses des historiens protestants et philosophes : « Saint Thomas Becket n'a point combattu pour une cause personnelle, il a succombé pour des intérêts que Lanfranc, saint Anselme, saint Edmond, et d'autres encore, ont soutenus avant ou après dans la Grande-Bretagne, et que toute une race de papes illustres ont défendus, plusieurs siècles, contre différents princes de la chrétienté, particulièrement contre les empereurs d'Allemagne ; c'est-à-dire qu'il a succombé pour les intérêts de l'Église, qui sont ceux de la justice, de la civilisation et de l'humanité. »

Il nous est impossible d'analyser ici chacune des savantes discussions de M. l'abbé Darboy. Nous dirons seulement qu'il est difficile de traiter ces matières, toujours délicates, avec plus d'autorité, de science et de raison. L'écrivain remonte à l'origine du droit ecclésiastique et des coutumes d'Angleterre. C'est le droit romain et l'histoire des premiers siècles qu'il invoque tour à tour. Le débat grandit, et l'auteur démontre la connexité de la querelle d'Angleterre avec les agitations de l'Allemagne et la lutte longue et terrible du sacerdoce et de l'Empire.

Il est un fait qui nous a frappé dans la lecture de cette remarquable introduction. L'auteur discute presque toutes les questions qui séparaient deux écoles naguère fameuses, l'école ultramontaine et l'école gallicane. Cependant la discussion est conduite de telle façon, que le lecteur oublie également les deux écoles. La raison, la justice, le droit, ont seuls la parole. Sans le dire, sans prononcer une seule fois le nom de ces écoles, l'abbé Darboy transporte ses lecteurs loin du champ habituel de la controverse, dans la sphère toujours sereine de la vérité et de la justice. Quelques esprits amoureux de la lutte diront peut-être que l'auteur n'a pas poussé la discussion assez loin. Selon nous, M. l'abbé Darboy ne s'est pas arrêté trop tôt. En ne quittant point le terrain de la certitude, il a donné, en ce temps-ci, un bon exemple, et rappelé à propos la parole de saint Augustin : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus charitas.*

Nous faisons des vœux pour que la remarquable introduction qui précède la vie et les luttes de saint Thomas de Cantorbéry soit distraite de l'ouvrage entier, et que, avec quelques modifications de

forme, prenant le titre : *De la lutte des deux pouvoirs au moyen âge*, elle devienne une œuvre classique, non-seulement dans nos séminaires, mais pour tous ceux qui cherchent dans ces questions la lumière et la vérité.

L'ABBÉ MEIGNAN.

# LA POLITIQUE DE HENRI IV

DEUXIÈME PARTIE <sup>1</sup>.

---

*Recueil des lettres missives de Henri IV*, publié par M. BERGER DE XIVREY,  
membre de l'Institut<sup>2</sup>.

*Histoire du règne de Henri IV*, par M. A. POIRSON <sup>3</sup>.

## I

Le jour où Henri IV rentra dans Paris, après les luttes orageuses et les longues incertitudes de la Ligue, présenta un mémorable spectacle. La veille, tout flottait en suspens. Les partis, d'autant plus excités que s'approchait le dénouement, semblaient, dans leurs luttes mutuelles, s'unir pour le retarder. Partout le besoin de la paix, et partout la guerre : les corps politiques impuissants devant les fureurs des exaltés ou les rivalités des chefs, et l'étranger, que tous subissaient avec impatience, dominant encore parmi les troubles.

Tout à coup, le 22 mars 1594, aux premières lueurs du jour, à quelques pas des Tuileries, une porte de la ville s'ouvre, celle-là même par où Henri III, effrayé des triomphes du duc de Guise, s'était enfui. Les troupes royales s'avancent, reçues par le comte de Brissac, gouverneur de Paris, par le prévôt des marchands, par les échevins et le capitaine des gardes bourgeoises : elles s'avancent, quoique

<sup>1</sup> Voy. le *Correspondant* du 25 juin 1857.

<sup>2</sup> 7 vol. Le 7<sup>e</sup> volume vient de paraître. Mais nous avons dû à une communication bienveillante, dont nous ne saurions assez remercier M. Berger de Xivrey, de pouvoir profiter, pour la suite de cette étude, des lettres contenues dans ce volume. Ces lettres sont du plus haut intérêt, et, pour un grand nombre, inédites. Nous signalerons surtout celles qui touchent aux ordres religieux dans les affaires desquels Henri IV intervient comme conciliateur, et celles qui concernent le démêlé du pape et de Venise, ce grand épisode du règne de Henri IV, sur lequel nous aurons à insister dans notre dernière partie; car il résume à lui seul toute la politique extérieure de ce prince.

<sup>3</sup> Louis Collas. 3 vol. in-8, 1856. — Cet ouvrage, déjà couronné en 1857 par l'Académie française, a reçu de nouveau, dans la séance du 19 de ce mois, le grand prix Gobert.

peu nombreuses, mais se recrutant, sur leur passage, des milices de la cité, et, les choses ainsi préparées, l'armée et la ville marchant ainsi de concert, derrière quatre divisions successivement introduites, au milieu d'une foule surprise et dans l'attente, commandant lui-même une division nouvelle, paraît enfin celui qui « n'avait qu'à se montrer pour être reconnu roi ! »

A cette vue on s'étonne, on s'émeut, on s'enthousiasme. Ce prince, avec sa bonne mine, son air noble et ouvert, sa grâce martiale, portant la clémence dans son regard intrépide, gagne à lui tous les cœurs, et, de toutes parts, le cri s'échappe : « Vive le roi ! » Et, comme pour donner son vrai sens à cette exclamation, comme pour résumer dans une parole tout ce que ce peuple attendait de lui et tout ce qu'il avait souffert en son absence : « Je vois bien, dit Henri IV, à ces témoignages d'allégresse, que ce pauvre peuple a été tyrannisé<sup>1</sup>. »

Désormais il n'est plus de luttes dans Paris : le sort de tous est fixé. Henri va rendre grâce à Dieu dans Notre-Dame, et de là il rentre au Louvre, comme s'il ne l'avait jamais quitté. Le jour même, les Espagnols sortent de la ville. Les boutiques se rouvrent, les travaux recommencent; hommes d'armes et artisans se mêlent familièrement les uns avec les autres. Henri dine chez sa mortelle ennemie, la duchesse de Montpensier. Tout est dans l'ordre. C'est l'image de ce règne : la nation rendue à son indépendance, les étrangers débarrassant Paris au moment où y reparait la royauté, les haines calmées, les droits particuliers se relevant avec le droit monarchique, et le royaume de France reprenant son cours.

Mais cette œuvre ne fut pas d'un jour : ces grandes émotions ne suffisaient point à réaliser les promesses dont elles étaient le gage, et cet ordre, soudainement rétabli, ne faisait que témoigner la confiance du peuple dans la royauté qui devait le lui rendre affermi et durable.

## II

Nous voudrions suivre l'ensemble de cette œuvre : Nous avons déjà tenté de le retrouver dans l'ordre religieux; nous voudrions l'envisager aujourd'hui dans l'ordre civil, et, laissant les détails qui appartiennent proprement à une histoire complète de ces temps, et que M. Poirson a su rassembler avec une si forte érudition, nous voudrions chercher par quelles voies, sur quels appuis, dans quelle pensée Henri IV entreprit la restauration de son pouvoir et de son royaume.

<sup>1</sup> D'Aubigné.

<sup>2</sup> Poirson, I, p. 250.

Restauration difficile ! Immense et redoutable entreprise ! Quand un peuple a été bouleversé par de longues dissensions, quand, devenu tout à coup l'arbitre de sa fortune, il s'est perdu quelque temps dans les égarements de sa propre indépendance, quand, au milieu de ses institutions renversées ou chancelantes, de ses ressources anéanties, de ses droits confondus, il demeure avec ses ambitions errantes et sombres, son ardeur désespérée et sa misère, il faut, pour le régler sans le contraindre et le relever sans l'exalter, un généreux et patient effort. Henri IV, par un équitable mélange de tolérance pour les dissidents et de protection pour la foi nationale, avait porté un premier remède au malheur des haines religieuses. Mais que de calamités ne restaient pas encore à effacer ! Que de périls à conjurer en lui-même comme dans ses ennemis ! Quelle œuvre à accomplir !

### III.

Les dissensions religieuses avaient laissé des traces profondes dans le bouleversement de la France. Tout était sur le pied de guerre, au dehors comme au dedans ; au sein des villes comme au fond des consciences. Les réformes de la royauté, ses tentatives pour réunir sous les mêmes lois des provinces diverses, tant et de si laborieux efforts pour créer parmi les rivalités particulières le sentiment national, semblaient disparaître dans la confusion universelle, et les prétentions qu'avaient mises en mouvement les partis grondaient encore après l'orage. Devant l'unité politique menacée comme l'unité religieuse, devant un trône livré au hasard des luttes civiles, la noblesse avait pensé revenir aux habitudes guerroyantes et à l'indépendance armée de la vie féodale. Répandus dans les provinces, tenant des exigences de la guerre des forteresses ou des cités, levant des impôts, traitant avec le roi de France ou avec les souverains étrangers, ses plus illustres membres aspiraient à tourner un pouvoir, passagèrement exercé au nom d'un parti, en une domination personnelle et durable. De là tant de résistances opiniâtres et des soumissions si chèrement achetées : le duc de Mayenne en Bourgogne, le duc de Nemours dans le Lyonnais ; en Provence, le duc d'Épernon, de moindre race et d'une pire arrogance, et ce vaillant duc de Mercœur, s'attribuant en espérance la souveraineté de Bretagne dont il disait : « Je ne sais si c'est un songe ; mais il y a dix ans qu'il dure. » De là ces conspirations, toujours renaissantes, des grands seigneurs catholiques et protestants, s'appuyant les uns sur l'Espagne, les autres sur l'Angleterre ou sur l'Allemagne. De là enfin cette proposition, naïvement factieuse, que quelques-uns d'entre eux faisaient au roi dès 1596 : « Comme moyen d'avoir toujours

sur pied une grande armée bien soudoyée, qui ne se desbanderoit jamais... de trouver bon que ceux qui avoient des gouvernemens par commissions les peussent posséder en propriété en les recognoissant de la couronne par un simple hommage lige<sup>1</sup>.»

Avec une plus sage entente des conditions d'un gouvernement, la bourgeoisie nourrissait une ambition égale. D'autant plus royaliste qu'elle redoutait davantage les empiétements de la noblesse, et cependant poussée par les nécessités de la lutte, et de quelque côté qu'elle portât ses armes, à se protéger et à se conduire elle-même, elle retrouvait, avec la paix, l'infériorité de son rang, mais n'abandonnait point ses espérances. Elle avait mesuré sa force, elle avait compris ce que valait son appui, ce que pouvaient ses résistances, et, faisant de son savoir ou de ses richesses le degré de son élévation, gardant des privilèges raffermissés ou usurpés dans la lutte, voyant dans l'ascendant toujours croissant des parlements se refléter sa propre influence, elle marchait insensiblement à cette prépondérance que les événements et les hommes travaillaient à lui conquérir.

Au-dessous de ces mouvements contraires languissait le peuple. La concession de certains droits politiques avait relevé sa condition, sans diminuer sa misère, et les troubles dans lesquels il s'était jeté, comme il fait toujours, avec un si prodigieux mélange d'emportement et d'héroïsme, le laissaient réduit à une lamentable détresse. Il sentait l'absence de la royauté aux exactions dont il était victime; ne trouvant de ressources ni dans le commerce ruiné ni dans les campagnes livrées aux gens de guerre, il tournait ses regards vers l'étranger<sup>2</sup>, comme s'il n'y avait plus pour lui d'espoir au sein d'une patrie épuisée et sous un prince à peine établi. Ainsi se montraient isolées les unes des autres les diverses classes du royaume, conspirant chacune pour des fins opposées, séparant de plus en plus leurs intérêts particuliers de l'intérêt national, et, quoique attachées de cœur à la royauté, s'apprenant à former des desseins où la royauté n'avait pas de place.

Une double mission s'offrait dès lors à Henri IV : rendre à la royauté cette place qu'elle avait perdue, et ramener l'union au sein des classes.

La royauté appelait ses premiers efforts. Elle avait, par sa faiblesse, laissé éclater les divisions. Elle ne pouvait les éteindre qu'une fois remontée assez haut pour les dominer. Elle ne pouvait rassembler les sujets autour du trône qu'en les intéressant à sa grandeur, qu'en associant leurs droits à son droit. Telle fut la pensée de Henri IV.

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, t. II, p. 395.

<sup>2</sup> Chateaubriand, *Analyse raisonnée de l'Hist. de France*. Extraits des écrits du temps.

Ce droit de la monarchie qu'il portait en lui-même, ce n'était pas sans raison qu'il prenait soin de l'invoquer; ce n'était pas sans raison qu'il le comptait pour une de ses forces : « Mes alliés, mon Dieu et mon bon droit ! »

Que l'on suppose en effet, à la place de ce prince, quelques-uns de ses rivaux, même des plus grands, quelques-uns de ceux que l'on voyait en 1593 solliciter des états généraux la couronne de France; qu'eussent-ils fait? Devant tant d'ambitions contraires, devant tant de divisions à effacer, tant de désordres à réparer, et sous le coup de l'ennemi qui menaçait, qu'eût fait un pouvoir mal assuré dans sa victoire, incapable d'inspirer aux peuples une sécurité qu'il n'eût pas ressentie pour lui-même, effrayé de tous les droits comme d'autant de démentis à ses prétentions, partagé entre les exigences de l'étranger et la crainte de l'esprit national, n'ayant, pour toute vue générale, que le souci de sa propre durée, pour toute prévision de l'avenir que l'inquiétude de voir le présent manquer sous ses pas?

Bien différente était la condition de Henri IV. Il trouvait dans sa naissance le soutien du trône qu'avaient conquis ses armes. La victoire lui donnait des droits que la tradition n'eût pas connus, et sa vaste initiative, libre dans son essor, était tout ensemble contenue par la loi monarchique. Souverain héréditaire, il avait à relever le prestige, mais non à rendre raison de son autorité, et ce principe traditionnel qui confond les destinées des peuples et des rois, qui, écartant les ambitions égoïstes ou hâtives, corrige, par sa vertu propre, les défauts des individus, qui, ne laissant aux souverains d'autre avenir que l'avenir de leurs sujets, fait du patriotisme l'inspiration naturelle de leur règne, ce principe dirigeait et modérait ses actes.

Comme nulle préoccupation personnelle n'obscurcissait son regard, Henri IV mesurait les difficultés de sa tâche, et ne tentait point de les déguiser. Loin de s'attribuer d'avance l'honneur de ces réparations instantanées, dont les revers ne manquent jamais de démêler l'imposture, il annonce que le mal sera lent à détruire. Au clergé il avait dit : « Tout se fera petit à petit. Paris ne s'est pas fait en un jour<sup>1</sup>. » Il dit de même : « Comme les maux qui ont desréglé et affoibli mon royaume se sont engendrez avec le temps, ils ne peuvent estre guerys aussi en un jour<sup>2</sup>. » Et on l'entendra, dans un de ces entretiens intimes qui laissent si bien voir l'homme sous le roi, s'effrayer à la pensée de la mort qui pourrait tout d'un coup le ravir à son œuvre inachevée :

« Il faut que je vous advoue, dit-il à quelques-uns de ses conseillers, que,

<sup>1</sup> *L. miss.*, V, p. 33.

<sup>2</sup> *L. miss.*, V, p. 39.



considérant l'état présent de ce royaume, et, par l'expérience du passé, discourant et raisonnant sur l'advenir, je ressens des mouvemens en mon ame qui m'ôtent le goût du repos et me rejettent en de nouvelles apprehensions. Je crains d'estre semblable au médecin qui, se contentant d'avoir chassé hors du corps malade par la vertu de ses remèdes les mauvaises humeurs qui causoient la maladie, se retire avant que le malade aye repris ses forces, dont il demeure subject au danger d'une rechute; car de même les mauvaises humeurs qui avoient porté ce royaume à l'extrémité ont esté combatues et purgées par la force de nos armes; mais il reste encore si esbranlé des secousses qu'il a reçues, si estonné et abatu de foiblesse, que le moindre accident du monde seroit suffisant de le remettre en un plus mauvais estat qu'il ne fut jamais; vous me dirés que l'entier rétablissement ne se peut faire, si à coup qu'il y faut du temps et de la patience, que c'est de la continuation de la paix que nous devons attendre la perfection de cet ouvrage... J'avoue tout cela; mais ce temps qu'il faut attendre, cette patience qu'il faut avoir, c'est ce qui m'estonne et afflige, considérant l'instabilité des choses humaines et me représentant combien sont prompts et soudains les accidens auxquels elles sont subjectes, qui à peine se laissent prévoir, tant s'en faut, qu'ils se puissent prévenir: car que seroit-ce si, comme je me reconnois mortel à toute heure, Dieu m'appelloit maintenant à lui? Le succès de toutes ces attentes ne s'évanouiroit-il pas au même instant, et les désordres qui renaitroient ne se trouveroient-ils pas plus grands que ceux dont nous venons de sortir? Je pense avoir donné assés de subjets à tout le monde de croire que je reddoute fort peu la mort, laquelle, au contraire, je pourrois estre blâmé d'avoir hazardeusement recherchée aux occasions de la guerre, et, quand je l'aurois redoutée pour le passé, je ne le devrois plus, ayant désormais assés vescu pour ma gloire et selon le plus ordinaire cours de la nature. Mais sy vous confesserois-je que l'amour que je porte à ce royaume me la fait maintenant appréhender par les raisons que j'ay dit<sup>1</sup>.

Il parlait ainsi en 1598. Cette patriotique sollicitude, cette anxiété, non sur lui-même, mais sur son royaume, le poussent impétueusement au soin de le relever. Tout tend au bien public: c'est par là qu'il veut que la royauté grandisse et se montre. Cette royauté un moment effacée, il veut qu'elle soit en vue. Il veut que, de quelque côté que regardent les peuples, ils la retrouvent toujours, toute en action pour eux, restaurant les finances, protégeant la religion, gardant la tolérance, rendant à l'agriculture, au commerce, aux arts, leur sécurité et leur élan, rétablissant la justice dans son autorité, les corporations dans leur indépendance, sans relâche occupée de ses sujets, méditant, travaillant, luttant pour eux, et cela, non pour absorber leur activité dans son initiative, mais pour l'encourager, « pour que son exemple

<sup>1</sup> Discours tenu en un conseil particulier, rapporté dans une lettre de Decornac, abbé de Villeloing, au cardinal de Givry. 1598. *Ms. collect. Fontanieu, portef. 444.*

leur profite à tous, » pour que tous l'imitent et se mettent à l'œuvre après elle. Il les appelle à son aide; il veut les guider et non les asservir, les sauver par eux et non pas seul : mais il faut qu'il soit le premier. « A quartier, disait-il à ses compagnons d'armes pressés autour de lui, à quartier; ne m'offusquez pas, je veux paraître. » C'est toujours le vainqueur d'Ivry. Comme il a fait une armée de ces bandes indociles, il veut faire de ces classes dispersées une nation, et, les conviant à une œuvre commune, il arbore devant elles, pour leur montrer le but et rallier leurs efforts, la royauté.

## IV

Ainsi se révèle le vrai caractère du gouvernement de Henri IV. On a raison quand on attribue à ce prince le dessein de restituer à la royauté sa puissance; mais cette puissance, il s'agit de voir où il la cherchait. Ce qu'il poursuit au dehors pour la France, il le revendique au dedans pour la royauté. Ni oppression au dedans, ni conquête au dehors<sup>1</sup>; pour la royauté comme pour la France, la domination par l'influence. C'est parce qu'il veut rendre la force à son autorité qu'il lui interdit la violence; c'est parce qu'il la veut respectée qu'il ne la veut pas despotique. Ne se défiant pas des lois, suivant le mot du cardinal de Retz, parce qu'il se fie en lui, estimant, d'une part, comme il le disait lui-même, « que la première loi d'un souverain est de les observer toutes, » et, d'autre part, « que pour bien régner il ne faut point user de tout son pouvoir, » il se tient dans la modération par habileté comme par équité. Il entend mettre fin aux factions particulières qui divisaient les villes; il entend « désaccoutumer ses subjects de se faire justice » et les former à chercher cette justice aux pieds du trône, mais c'est pour qu'elle y soit en effet et qu'ils l'y trouvent. Aussi, quand ses intentions sont méconnues, quand il voit son autorité compromise par les imprudences de ses officiers, quelles ne sont pas ses inquiétudes! « Je vous avois recommandé, écrit-il au duc d'Épernon, que la passion ne vous fust rien baster. A cette heure, on verra que tout ce que je feray ne sera qu'exécuter vos vengeances, qui est l'impression du monde que je crains le plus qui entre dans le cœur de mes subjects que je me gouverne par autre chose que par la raison<sup>2</sup>. »

Il serait difficile d'ailleurs de définir le règne intérieur de Henri IV.

<sup>1</sup> Non pas qu'il ne voulût ranger sous les lois de la France tout ce que ses limites naturelles lui attribuaient; mais cette prétention légitime n'avait nul rapport avec l'esprit de conquête, tel que l'entendait la maison d'Autriche.

<sup>2</sup> L. miss., V, p. 217.

<sup>3</sup> L. miss., VI, p. 21, 1603.

Sa politique religieuse peut se résumer en certains actes : l'édit de Nantes, par exemple, et le rappel des jésuites. Il n'en est point ainsi de sa politique civile. En ce qui touche aux conditions générales du gouvernement, Henri IV n'a rien détruit ni rien fondé. Il prit la nation telle qu'elle s'offrait à lui, avec ses privilèges, ses franchises, ses institutions. Il s'attacha à dégager ces institutions des abus qu'avait amassés la guerre, et à y mettre l'ordre. Il ne tenta point de les détruire. Sa pensée ne fut pas, comme on l'a prétendu, d'élever sur les ruines des pouvoirs municipaux et provinciaux le régime absolu, mais plutôt de tourner ces pouvoirs vers la royauté et de les amener librement à s'inspirer de ses vues. Souvent embarrassé dans des résistances opiniâtres, le regard fixé vers le but qu'elles l'empêchent d'atteindre, il déploie toutes ses ressources ; il menace, il caresse, il temporise. En lutte contre les empiétements, il ne méconnaît pas les droits. Sans doute il s'irrita plus d'une fois des obstacles qui entravaient sa marche, et, lorsqu'on l'entend dire à Sully : « J'aymerois mieux combattre le roy d'Espagne en trois batailles rangées que tous ces gens de justice, de finance, d'escritoire et de villes<sup>1</sup>, » on peut penser qu'il se fût accommodé volontiers, en des circonstances extrêmes, d'une dictature momentanée. Il eut ce mérite de n'y point prétendre. A part quelques tentatives passagères, et qui ne touchaient pas au fond des choses, il demeure vis-à-vis des institutions tel qu'un historien l'a peint en face des libertés municipales : « Henri IV, dit M. Raynouard, en montant sur le trône avait promis de les (ces libertés) protéger, et le Béarnais fut toujours fidèle à ses promesses<sup>2</sup>. »

Ce qui s'ajoute à la modération de ce règne, comme un des traits qui le signalent, c'est son progrès constant. A ces heures de tristesse qui lui étaient plus familières qu'on ne se le représente, considérant la peine qu'il se donnait pour son royaume et l'ingratitude qui peut-être en serait le prix, Henri se prenait à « perdre courage » selon ses expressions, et il parlait de « n'avoir plus autre dessein que de vivre au jour la journée et pousser le temps à l'espaule, ainsy que les fainéans<sup>3</sup>. » C'était au contraire le caractère de ce prince de ne point aller au jour le jour. Sa politique n'abandonnait rien au hasard, et, tout en réparant le présent, elle tenait en vue l'avenir. En face d'abus immenses, Henri IV agissait par degrés : il se servait des uns pour corriger les autres, mais de manière à n'en conserver aucun, à revenir vers les premiers pour les effacer à leur tour. On a vu, au sujet des nominations ecclésiastiques, quelles différences s'étaient manifestées

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, V, p. 68.

<sup>2</sup> Raynouard, *Hist. du droit municip. en France*, II, p. 364.

<sup>3</sup> *Œc. roy.*, III, p. 169.

entre les premiers temps et les dernières années de son règne. Il en fut ainsi des finances, où les levées arbitraires, passées en lois durant les luttes, disparaissaient à mesure que se fortifiait sa puissance. Il en fut ainsi de la justice : « Les guerres, disait-il, résumant sur ce point les diverses phases de sa conduite, « les guerres m'ont contrainct de faire expédier tant d'abolitions. *Maintenant que mon royaume est pacifié*, je suis résolu de faire garder les ordonnances et empêcher qu'il ne soyt expédié ny grace ny abolition eontre la justice<sup>1</sup>. »

Comme il entreprenait successivement la ruine des abus, qu'il n'aurait pu renverser d'un seul coup, Henri IV traçait la voie aux réformes mêmes qu'il ne pouvait donner. Le devoir des souverains n'est pas de devancer prématurément les besoins de leurs peuples, mais de n'en point contrarier le cours; il n'est pas de jeter une nation dans des expériences qu'elle serait incapable de soutenir, mais de favoriser son élan, d'ouvrir devant elle les grands espaces, et de développer de concert ses forces et ses institutions. Telle fut la conduite de Henri IV. Sa pensée, toute occupée du bien de ses sujets, s'élançait au delà de ses actes, et son règne n'est pas moins grand par les œuvres qu'il a préparées que par celles qu'il a accomplies. Il ne se contentait pas de pacifier la France. Comme il voulait pour elle tous les progrès, il la mit en état de les désirer et de les porter tous.

C'est la réflexion qui se présente au sujet des états généraux.

## V

Les états généraux manquent au règne de Henri IV. Réunis quelques années avant son avènement, convoqués de nouveau, mais illégalement, par la Ligue, ils ne reparaissent que quatre années après ce prince, en 1614, et, depuis ce jour, hormis quelques réclamations plus factieuses que sincères, il ne se parle plus d'eux jusqu'en 1789. Qui pourrait nier le malheur d'une si longue interruption? Les états généraux achevaient la constitution de la France; également utiles à la royauté et à la nation, dont ils représentaient et dont ils eussent perpétué l'alliance. Si l'hérédité de la couronne, fixant dans l'immutabilité du pouvoir les destinées des peuples, les préservait des bouleversements, les états devaient à leur tour protéger la royauté contre l'incertitude des successions et maintenir, à travers les hésitations d'un règne nouveau, la politique nationale. Ainsi ils offraient à la royauté un soutien qu'il lui fallut, même contre son gré, accepter de ses ministres. Richelieu et Mazarin parurent quand les états furent

<sup>1</sup> Pasquier. *Lettres*, t. II. — *Œc. roy.*, V, p. 298.

tombés. Grands ministres assurément, de qui les services justifiaient avec éclat l'influence. Et pourtant la souveraineté souffrit de cette influence. L'autorité, dont ils exerçaient les attributs sans en revêtir le principe, s'altérait entre leurs mains, et, dans ces extrémités auxquelles les réduisait une puissance précaire quoique immense, dans ces efforts précipités pour conjurer une disgrâce en même temps que pour briser une faction, dans ce déploiement de violences ou de ruses mêlant ensemble le bien de l'État et la défense d'une fortune sans cesse menacée, l'esprit de la monarchie ne se reconnaissait pas. A la vérité, il sortit bientôt de son ombre et se dévoila dans les splendeurs du dix-septième siècle. Mais, lorsqu'eut pâti ce grand épanouissement, lorsque se furent approchées les tristes et dernières années d'un glorieux règne, le pouvoir des ministres signala son retour par des fautes malheureuses. Ce que ce pouvoir devint dans la suite, ce qui se traîna derrière lui d'abus et de hontes, et tout ce que mirent entre le trône et les sujets ces lamentables triomphes de la corruption ou de l'incapacité, on le sait. Les peuples, écartés de l'œuvre nationale et ne sentant plus la royauté, s'isolaient en eux-mêmes. Ils demandaient aux chimères ce que la pratique des affaires n'était plus là pour leur apprendre, et on devait voir, au moment où se levaient de plus favorables présages, au moment où le meilleur des rois tentait de renouer l'antique union, cette inexpérience étonnée et hardie d'une nation qui, se retrouvant, après de longues années, appelée à délibérer sur son sort, veut refaire en un jour le travail d'un siècle, et croit venger l'oubli de ses institutions en consommant leur ruine.

Le règne de Henri IV demeure innocent de ces calamités. Que ce prince n'ait pas convoqué les états, qu'il n'ait point donné à ses peuples, comme l'aurait voulu Burke, une constitution régulière, c'est là un sujet de regret plus que de blâme. Ce fut moins la faute du roi que le malheur du temps. « Les faits historiques, ajoute, par un équitable retour, le grand orateur que nous venons de citer, ne m'ont pas fourni les moyens de décider d'une manière suffisante pour moi s'il s'est jamais trouvé en position de pouvoir mériter cette gloire<sup>1</sup>. » C'était, à bien dire, toute la question. Deux choses justifient Henri IV : la brièveté de son règne et l'étendue de sa tâche. Tout ce que supposaient les états généraux, tout ce qu'une constitution, à l'entendre dans son vrai sens, comme le fruit d'une longue histoire et non comme une théorie vainement aventurée dans le cours des événements, tout ce qu'une constitution eût été destinée à consacrer et à couronner, tout cela était bouleversé ou renversé. En présence d'une administration tout entière à créer, devant les menaces d'une féodalité renaiss-

<sup>1</sup> *Reflexions sur la révolution de France. Lettre au traducteur.*

sante, au milieu des difficultés soulevées de toutes parts par des esprits plus accoutumés au feu des combats qu'à l'ordre des délibérations, la ligne de Henri IV était tracée. Les réformes administratives devaient précéder les réformes politiques. L'exercice libre et réglé des franchises et des institutions locales devait préparer les peuples aux institutions générales et aux grandes assemblées. A ce titre, ce qu'il faut considérer dans le gouvernement de Henri IV, c'est moins ce qu'il a fait que l'esprit dans lequel il a agi ; ce sont moins ses réformes que ses tendances.

Henri IV tenta à diverses reprises de convoquer les états. C'est de son camp qu'était parti, après la mort de Henri III, le premier appel aux états, et, dans ces conjonctures voisines du désespoir où il se retrouva après la réduction de Paris, il proposait à Sully, non pas dans une proclamation publique, mais dans la lettre fameuse où il lui racontait sa détresse, de consulter la nation<sup>1</sup>. Quelques mois plus tard, les notables étaient réunis. Ce que le roi leur demandait, « nous l'eussions volontiers, disait-il, fait représenter en une pleine assemblée d'estats généraux de ce royaume, si ces armées et efforts de nos ennemis permettoient que l'on peust différer plus longuement de pourveoir et remédier au mal qui nous presse si violemment<sup>2</sup>. » L'issue de cette assemblée, s'arrogeant à elle-même l'administration des finances, et venant, au bout de trois mois, remettre aux mains du souverain tous les pouvoirs, montra combien les esprits étaient mal disposés à la mission qui leur était offerte<sup>3</sup>.

Cependant la réunion des notables ne fut pas inutile. Diverses ordonnances s'inspirèrent expressément de ses vœux, et, chose remarquable, justement signalée par M. Poirson, ce qui est le premier objet de l'intervention du pays dans ses affaires, l'impôt, sous ce règne, se régla d'après la décision de l'assemblée de 1596. Ce fut d'après cette décision que s'appliquèrent les charges anciennes et que fut établie la *Pancarte* ; « cette imposition, dit le préambule de l'édit de 1602 qui la retirait, nous avait été accordée par l'Assemblée des trois ordres de notre royaume, tenue à Rouen, pour y subvenir aux grandes dépenses. » Les notables avaient arrêté à trente millions le chiffre de l'impôt. Non-seulement Henri IV ne dépassa point cette limite ; mais, dans les dernières années, il l'avait réduite à vingt-six millions.

Ce n'est pas, hâtons-nous de le dire, qu'il faille chercher dans la politique de ce prince quelque penchant à partager son pouvoir, quel-

<sup>1</sup> *L. miss.*, IV, p. 566.

<sup>2</sup> *Id.*, IV, p. 622.

<sup>3</sup> *Id.*, I, p. 308, etc.

que application réfléchie de ces principes, que les temps modernes, pour les combattre, les exagérer ou les défendre, ont mis en lumière. En ces matières, comme au sujet de la Ligue, M. Poirson ne nous semble pas s'être assez dégagé des idées de son époque, et peut-être s'il eût introduit, dans l'examen de temps si éloignés, des mots de date moins récente, aurait-il mieux établi ses démonstrations. Pour nous, ce n'est point à un système que nous rapporterons cette conduite de Henri IV ; c'est uniquement à sa modération naturelle et à ce tact singulier avec lequel il savait interroger les vœux et entretenir la confiance de ses peuples.

Les états généraux n'étaient point réclamés. Ils avaient si rarement paru, et en des jours si contraires au bien qu'ils eussent pu faire, que leur absence devenait moins sensible. Les parlements semblaient suffire à les remplacer. Lisez les jugements, toujours indépendants même dans l'éloge, des contemporains sur Henri IV. De tous les reproches qu'ils adressent à ce prince, aucun ne touche les états. Cependant le souvenir de ces grandes assemblées n'était pas éteint dans les conseils du roi. Sully le rappelait à Henri IV dans ses rapports sur la situation de la France ; il représentait au roi l'interruption des états non comme une loi, mais comme une faute et un malheur<sup>1</sup>. Une fois le royaume en paix, tel qu'il se montrait en 1610, il n'eût manqué aux états que d'être désirés. Quand on s'est pénétré de l'esprit de ce règne, quand on a vu Henri IV, si ouvert à toutes les réformes, si attentif aux demandes de ses sujets, incapable de se résigner à l'isolement, même dans la toute-puissance, retirant ses édits devant les remontrances ou la froideur de ses peuples, et ayant besoin de sentir leur âme d'accord avec la sienne, on ne saurait douter qu'au jour où la convocation des états fût entrée dans les vœux du pays, dans ces vœux dont sa vigilance ne cessa de provoquer l'expression, dans ces vœux qu'il ordonnait à Sully de résumer en un rapport afin de les satisfaire<sup>2</sup>, on ne saurait douter qu'à ce jour les états généraux n'eussent été réunis.

## VI

Si la nation ne députait pas dans une assemblée solennelle ses représentants, elle les envoyait successivement auprès du roi. A part les assemblées du clergé, dont nous avons suivi les travaux et entendu les doléances, à part les synodes des réformés, mêlant les intérêts politiques avec la religion, et de qui Henri IV écrivait à Sully (15 mai

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, VI, p. 372, 379.

<sup>2</sup> *Œc. roy.*, VIII, p. 84.

1607): « Ils ne cherchent qu'à gagner tousjours pied et au préjudice  
« de mon autorité ; si cela continuoit, il vaudroit mieux qu'ils fussent  
« les roys et nous les assemblés<sup>1</sup> ; » à part ces réunions, à peu près  
périodiques, les provinces, les parlements, les villes, faisaient parvenir  
aux pieds du trône leurs demandes ou leurs griefs. Il ne se passe  
presque point d'année, sans qu'on voie à la suite du roi quelques-  
uns de leurs envoyés lui exposant leurs plaintes, ne se lassant point  
d'une longue attente, et ne le quittant, le plus souvent, qu'exaucés.  
Les *Lettres missives* témoignent de cette représentation constante de la  
nation auprès du roi. Le 29 décembre 1595, Henri écrit aux habi-  
tants d'Arles qu'il entendra leurs députés, « que nous attendons de  
« votre part et lesquels vous pouvés estre asseurés qu'ils y seront très-  
« bien receus. » (IV, p. 684.) Aux habitants de Toul, il annonce qu'il  
a accédé à toutes les demandes de leurs envoyés (7 mars 1596, id.,  
p. 508). Il écrit au maréchal de Matignon (18 avril 1595, id.,  
p. 545) :

« J'ay satisfait le plus favorablement qu'il m'a esté possible au desir des  
jurats et habitans de ma ville de Bourdeaux, lesquels vous m'avez recom-  
mandés par vostre lettre particulière, apportée par l'un d'iceulx. »

Et deux années plus tard, tout en proie aux inquiétudes que lui  
cause la prise d'Amiens, il écrit au connétable de Montmorency  
(9 mars 1597, id., p. 713) :

« Faictes ouyr les depputés du hault pays d'Auvergne qui sont à la suite  
de mon conseil, il y a longtems, et tenés la main que leurs cahiers soyent  
respondus le plus favorablement que vous le pourrés. »

En 1600, il écrit à M. de Bellièvre (1600, 5 octobre, V, p. 316):

« J'escri au sieur de Fresnes de faire voir en mon conseil les privilèges  
de ceux de ma ville de Bergerac pour l'exemption des tailles qu'ils deman-  
dent, vous en ayans bien voulu aussy faire ce mot pour vous dire que m'ayant  
servy, non-seulement devant mon advènement à la couronne, mais depuis,  
desire les gratifier en tout ce que je pourrés, et que vous et ceulx de mon  
conseil le jugerés juste. Tenés-y donc la main et y apportés tout ce qui des-  
pendra de vous, à ce qu'ils cognoissent que je n'ay perdu la mémoire de  
leurs services. »

Quelque tempérament que des vœux ainsi manifestés pussent in-  
troduire dans le gouvernement, quelque faveur qui les pût accueillir,  
ce n'étaient là, il faut le dire, que de faibles garanties, n'ayant après  
tout, pour se soutenir, que la volonté mobile et absolue du souverain.

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, VII, p. 173.

AOÛT 1858.



Ce qui faisait leur importance, ce qui prêtait à ces représentations une sorte d'autorité légale, c'était l'ensemble d'institutions, de franchises et de coutumes dont elles émanaient. Telles sont à la fois la grandeur et la misère de l'ancien régime : il offre, dans sa confusion prodigieuse, les éléments les plus divers, des abus immenses et des privilèges singuliers, ici des droits en souffrance et qui languissent oubliés comme des terres sans culture, là des intérêts fortement protégés et qui semblent, suivant le mot d'un profond philosophe, tout *hérissés de libertés*<sup>1</sup>. L'arbitraire se confondait avec l'indépendance ; mais, sans parler des progrès que devait amener l'établissement d'une administration régulière, l'indépendance, par les mille voies qui s'ouvraient devant elle, inquiétait et dominait l'arbitraire. Tout n'était pas concentré sur un point. Les états généraux étaient suspendus ; mais les provinces demeuraient dans leur intégrité. Ces provinces à leur tour, elles avaient chacune leurs lois et leurs usages : « Nous sommes vos subjects, pouvaient-elles dire au roi comme les états de Languedoc, *mais avec nos privilèges*<sup>2</sup>. » Des institutions étaient atteintes : mais elles n'entraînaient pas dans leur ruine le reste de l'édifice ; si une voix était réduite au silence, d'autres s'élevaient encore, et, pour être bannie d'une province, la liberté n'était point exilée de la France entière. Ce n'est pas tout : les individus n'étaient point captifs dans leur isolement. Le coup qui frappait l'un d'eux retentissait dans les corporations dont il faisait partie, et, à supposer que ces corporations fussent elles-mêmes resserrées dans leur égoïsme, à supposer que ces parlements, ces états provinciaux, ces assemblées des villes, ces associations multipliées sous tant de formes, se laissassent absorber par leur propre intérêt, cet intérêt, du moins, embrassait une masse d'hommes. Il rapprochait les unes des autres des existences nombreuses, et de là une certaine solidarité, conservatrice des résistances généreuses, et pour tout dire, de l'esprit public.

## VII

Nous avons nommé les provinces. On voit leurs assemblées se réunir sous le gouvernement de Henri IV et témoigner par les difficultés qu'elles lui opposent de l'indépendance de leurs délibérations.

Henri IV éprouvait, dans les commencements de son règne, quelque hésitation à les convoquer. Mais il faut voir dans quels termes il exprimait ses incertitudes :

<sup>1</sup> M. Royer-Collard.

<sup>2</sup> Mathieu, *Hist de Henri IV*, liv. II, p. 505.

« Il m'a semblé à propos, écrit-il au maréchal de Matignon, de ne leur (aux députés de Bordeaux) refuser ny accorder la tenue des estats de mon pays de Guyenne, dont ils m'ont fait instances, *jusques à ce que j'en eusse vostre avis* ; car *j'ay reconnu qu'ils l'affectionnent grandement*, et toutesfois il me semble que le temps n'est pas propre pour faire telles assemblées, lesquelles ordinairement tendent plus à descharger mes subjects de despenses qu'à me fortifier et assister en mes affaires; car chacun ne regarde plus loin maintenant que à sa commodité particulière, de sorte que je veulx que vous vous passiez de la dicte assemblée, *s'il est possible*, et qu'elle soit remise en temps plus opportun, si vous ne me mandés d'aultres raisons que celles que j'ay colligées de l'instance que les dicts jurats m'en ont faicte, desquelles, en tout cas, je desire estre esclaircy devant que vous passerés outre <sup>1</sup>. »

Au moment où il écrivait cette lettre, Henri n'avait pas encore reçu l'absolution du pape : il trouvait réunis contre lui l'Espagne, les huguenots et les derniers ligueurs. Cependant il ne lui venait pas à l'esprit de supprimer les états des provinces; il se demandait seulement s'il ne vaudrait pas mieux les différer, et il attestait par la crainte qu'il exprimait de ces assemblées la liberté qu'il leur laissait. Ces incertitudes d'ailleurs ne durèrent pas. L'année qui suivit la lettre de Henri IV au maréchal de Matignon paraissait l'avis de convocation de ces mêmes états de Guyenne <sup>2</sup>.

Les *Lettres missives* contiennent un grand nombre de lettres de convocation adressées aux assemblées des pays d'états. En 1593, les états de Provence sont réunis et refusent au roi des subsides <sup>3</sup>. En 1598, Henri convoque les états de Bretagne, estimant, dit-il, « la tenue des dicts « estats nécessaire pour establir l'ordre qui est requis pour le bien « de mon service et le repos de mes subjects du dict pays <sup>4</sup>. » Ainsi se réunissent les états de Normandie, de Bourgogne, d'Auvergne, du Rouergue, du Périgord, du Quercy, du Languedoc <sup>5</sup>. Et ces assemblées n'étaient point de vaines formes couvrant les entreprises d'une autorité toute-puissante et laissant les peuples indifférents ou dupes. Elles préoccupaient les esprits; des écrits paraissaient pour diriger le choix des électeurs et les délibérations des élus. Nous lisons avec une véritable jouissance un avis, publié dans ces circonstances, « pour MM. les gens « des trois estats du pays et duché de Bourgogne sur le sujet de leur « assemblée du mois de mai 1605 <sup>6</sup>. » L'auteur de cet écrit invite

<sup>1</sup> *L. miss.*, IV, p. 343. 18 avril 1595.

<sup>2</sup> *L. miss.*, IV, p. 1054. 30 octobre 1596.

<sup>3</sup> *Id.*, IV, p. 63.

<sup>4</sup> *L. miss.*, IV, p. 977.

<sup>5</sup> Archives de l'État. *Recueil d'actes originaux relatifs aux provinces de France*, réunis par A. Monteil. K. K. 648. p. V. aussi *L. miss.*, IV, VII.

<sup>6</sup> Par M<sup>r</sup> Jean de Souvert, pièce 4261. Bibliothèque Richelieu.

toutes les classes à se réunir pour exprimer leurs vœux. « Il sera bien soin, dit-il, d'aviser quelles supplications vous ferez tous ensemble : le moyen de s'en résoudre est d'examiner quel est le devoir du prince envers ses subjects, afin de ne luy rien demander dont il ne soit débiteur. Les mieux advisez l'ont réduit à trois chefs, « disans que le prince doit à son peuple la seureté, la justice et la monnoye. » (P. 37.) Après avoir indiqué les demandes à former, il énumère les divers projets que le pouvoir est soupçonné de méditer : « De toutes ces charges vous devez vous deffendre, voire de tant plus courageusement que la nécessité vous y invite... Nous n'avons à combattre, ajoute-t-il (Dieu grâces), ny la force ny la puissance absolue, ains quelques petits artifices de gens mal affectionnez ou plutôt les effets de nostre lascheté. »

C'était là, c'était dans ces assemblées provinciales que les peuples pouvaient se préparer à la pratique des affaires publiques. Rapprochement plein d'enseignements ! Dans les pays d'élection, où la royauté semblait plus puissante, elle était moins respectée. Représentée par une administration irrégulière ou oppressive, moins connue de ces pays et les connaissant moins, compromise par les exactions des commissaires qu'elle ne suffisait point à réprimer, elle se trouvait trop souvent enveloppée dans les malédictions qui s'élevaient contre ces agents ! Il en était tout autrement dans les pays d'états. Là les assemblées discutaient leurs intérêts, votaient l'impôt, dirigeaient l'administration, et les habitants aimaient la royauté dans les institutions qu'elle leur assurait. La liberté tournait au profit du pouvoir, et la foi monarchique se maintenait avec l'indépendance. Supposez donc ces institutions conservées, fortifiées, étendues ; supposez-les devenues la loi commune du pays tout entier. Supposez, en 1789, les députés de la nation, au lieu de se trouver jetés tout à coup dans une carrière d'autant plus périlleuse que ses limites étaient moins définies, formés dans l'exercice de ces institutions, ayant reçu l'expérience salutaire de ces délibérations locales, avec leurs traditions particulières, leurs influences rapprochées, leur mission restreinte et nettement tracée, quels malheurs n'eût-on pas évités, et de combien de passions contraires eussent été délogées les grandes inspirations de cette mémorable époque !

## VIII

Les franchises municipales, du moins, se trouvaient également répandues dans les pays d'élection et dans les pays d'états. Les villes avaient, comme nous l'avons vu, leurs députés, qu'elles envoyaient auprès du roi. Elles nommaient leurs magistrats, elles jouissaient et disposaient de leurs revenus ; elles se gardaient elles-mêmes. Elles tenaient

singulièrement à ces privilèges, et quelquefois en étaient victimes. En 1597, Amiens refuse une garnison dans ses murs, au nom du droit qu'elle possède de se confier à ses propres forces, et elle se fait prendre par les Espagnols. « Ces pauvres gens, disait Henri, pour avoir « refusé une petite garnison que je leur ay voulu bailler, se sont perdus<sup>1</sup>. » Il serait trop long de citer les lettres dans lesquelles le roi garantit aux villes le maintien de leurs libertés. « Notre intention, « écrit-il aux habitants de Toul, a toujours esté et sera perpétuelle « autant que vous nous en donnerez occasion, d'avoir soing de vous « maintenir et confirmer sous nostre obéissance en la libre et paisible jouissance de toutes vos immunités, franchises, privilèges et « exemptions, desquelles tant s'en fault que nous veuillons aucune « chose retrancher ou diminuer, qu'au contraire nous tascherons « d'accroistre les grâces et bienfaits de nos prédécesseurs de tout ce « qui dependra de nostre puissance et autorité<sup>2</sup>. »

Des différends s'étaient élevés entre le lieutenant au gouvernement de Nantes et les habitants de cette ville. Henri IV charge un des membres de son conseil d'aller entendre les deux parties, et rappelle son devoir à l'officier qui a soulevé ces mécontentements. « Tout ainsy « qu'ils doibvent obéir promptement à tels commandements quand « ils procedent de ceux qui ont l'autorité pour mon service, aussy « ne devés-vous les faire que quand il est nécessaire, » et il veut que les habitants « *soyent maintenus en repos et en la jouissance* » de leurs « *privilèges et exemptions*<sup>3</sup>. »

Cependant, quelques tentatives d'empiétement signalent les rapports de Henri IV avec les villes. Tantôt c'est une lettre qui réduit, comme à Abbeville, le nombre des échevins; tantôt ce sont des candidats désignés, soit par de simples recommandations soit par des ordres, au choix des villes, tantôt ce sont des mesures prises pour ajourner une élection ou, s'il se peut, pour la supprimer. Heureusement, cela ne se pouvait guère. Ces mesures, sans doute explicables après de si grands désordres, et qui n'en offrent pas moins un fâcheux contraste avec la politique modérée du règne, ces mesures n'étaient point acceptées, et Henri IV était trop habile pour s'obstiner à les maintenir. Un exemple fait bien voir comment les choses se passaient. En 1609, Henri IV, fatigué de l'indocilité des habitants de Poitiers et redoutant l'issue des élections qu'ils préparent, veut écarter ces élections. On est tenté de sourire à la lecture de la lettre dans laquelle il s'efforce de donner couleur à ses prétentions :

<sup>1</sup> *Journal de L'Estoille*, cité par M. B. de Xivrey. — *L. miss.*, IV, p. 698.

<sup>2</sup> *L. miss.*

<sup>3</sup> *Id.*, V, p. 72.

« Très-chers et bien amez, écrit-il, ayant esté advertis qu'il se faict en nostre ville de Poitiers de grandes brigues et monopoles pour l'élection du maire qui se doit faire en ceste année, et que cela pourroit altérer le repos de la dicte ville, ce qu'il faut soigneusement éviter et y conserver, au contraire, toute bonne union et concorde entre les habitants d'icelle, nous avons, à ceste occasion, résolu de prendre nous-mesmes le soin de ceste affaire; et, pour ce, nous voulons et vous mandons que vous ayés promptement à dépescher envers nous deux des eschevins de la dicte ville qui soient capables et intelligens de l'estat d'icelle, pour nous en pouvoir résoudre, et, les ayant sur ce oys, nous leur ferons entendre nostre volonté et intention, que nous rendrons tousjours conforme au bien et avantage de la dicte ville, et leur ordonnerons de la vous rapporter promptement. Donné à Paris, ce xiii<sup>e</sup> janvier 1609 <sup>1</sup>. »

La ville de Poitiers ne se prête pas à cet excès de sollicitude. Les troubles s'accroissent, des députés sont envoyés au roi, et la mesure est retirée :

« Chers et bien amez, ayans nous-mesmes entendu vos depputés, nous avons fait donner en nostre conseil l'arrest portant règlement qu'ils vous feront voir, sur l'élection de vostre maire; et encores que le désordre qui s'y est faict jusques icy et la conséquence de ceste affaire nous donnast beaucoup de subject d'y apporter davantage de changement, néanmoins, postposant l'observation plus étroicte de vostre devoir à la considération de vos prières, nous avons voulu simplement remédier à la confusion de vos procédures, et non déroger à vos coustumes, bien qu'il y en ayt qui soyent aucunement extraordinaires... <sup>2</sup> »

Il n'entrait point en effet dans les vues de Henri IV de forcer les volontés de ses peuples. On a dit de lui : « Avant de songer à se faire aimer, il savait se mettre en position d'être craint <sup>3</sup>. » C'est le contraire qui est vrai. Il cherchait à gagner la confiance de ses sujets bien plus qu'à exciter leur crainte, et la rigueur n'était entre ses mains qu'une extrémité rare et pénible. Loin de chercher dans l'excès du mal une arme à sa puissance, il s'efforçait de prévenir les révoltes par d'utiles concessions. C'est ainsi qu'à la nouvelle d'une sédition, qui fermente à Marseille, il enjoint au duc de Sully d'examiner s'il n'y a pas lieu de faire droit aux plaintes des habitants, « car, ajoute-t-il, il vaudroit mieux éviter l'occasion de les faire précipiter à quelques fautes que de se mettre en peine de les en chastier, comme par les raisons et la dignité, il faudroit faire <sup>4</sup>. »

<sup>1</sup> L. miss., VII, p. 671.

<sup>2</sup> L. miss., VII, p. 694.

<sup>3</sup> Burke, *Réflexions sur la révolution de France*, p. 285.

<sup>4</sup> L. miss., VI, p. 279-1604.

## IX

De toutes les institutions politiques de ce temps, il reste à étudier la plus puissante et la plus respectée, je veux dire, les parlements.

Lorsque le duc de Savoie vint à Paris pour négocier la paix, Henri IV tint à lui faire voir le parlement. C'était la coutume des rois de France de montrer aux princes étrangers cette assemblée « comme un abrégé de leur grandeur et le lieu où leur majesté résidait avec le plus d'éclat<sup>1</sup>. »

Cette institution des parlements, l'ancienne monarchie peut s'en glorifier tout entière, et, comme faisaient les rois aux souverains des autres nations, elle peut la montrer, pour son honneur, aux regards de l'histoire. C'est aux parlements qu'elle doit une grande part de sa modération; c'est à eux surtout, c'est à leur résistance qu'elle doit de n'avoir point connu, dans l'ordre politique, les procédés déréglés et prompts des gouvernements despotiques. Quelque origine que les parlements aient assignée à leurs droits, qu'ils les aient reçus de la liberté des rois ou usurpés dans les troubles, les rois les reconnurent. Les rois les avaient invoqués pour défendre leur autorité; les parlements les maintinrent pour la contenir. Soumettant à leur vérification les édits, les écartant de leurs refus ou les tenant en suspens, se relevant après toutes les chutes, triomphant de toutes les disgrâces, se retranchant contre la volonté royale dans des remontrances hardies ou dans une abstention plus redoutable encore, ils offrirent l'exemple d'une institution se soutenant elle-même par l'effort constant de son indépendance. Les guerres de religion, comme plus tard les luttes de la Fronde, grandissaient leur influence. Médiateurs entre les juridictions diverses, recevant les plaintes de toutes les classes, environnés du respect que commandaient en eux d'austères et fortes traditions, ils apparaissaient comme les défenseurs suprêmes des droits menacés. Le peuple n'accordait de valeur aux lois qu'autant qu'elles avaient reçu leur enregistrement, et, en l'absence des états généraux, il s'accoutumait à placer en eux ses représentants. Représentants, il est vrai, plus contraires au pouvoir et moins favorables au peuple que ne l'eussent été les états! Tandis qu'il eût fallu opposer à la royauté un pouvoir mobile, se renouvelant avec les besoins de la nation et s'inspirant de ses vœux, les parlements étaient héréditaires, et cette hérédité, en assurant la liberté de leurs délibérations, risquait de l'égarer. Par là même qu'ils remplaçaient les états généraux, ils leur

<sup>1</sup> Pérèfixe, *Hist. de Henri le Grand*, troisième partie.

étaient hostiles; par là même qu'ils demeuraient immuables dans leurs charges, ils s'opposaient aux innovations; c'est ainsi qu'on les vit lutter, sous Henri IV, contre le rappel des jésuites et l'édit de Nantes, et, tout aux approches de la Révolution, refuser l'état civil aux protestants.

La politique de Henri IV à l'égard des institutions établies semble se résumer dans ses rapports avec les parlements. A ce titre, il importe de suivre ces grands corps dans les diverses phases du règne. C'est une occasion de faire connaître, avec les efforts du roi pour triompher des résistances, les accents de son éloquence.

Dès 1593, Henri IV avait admis la prérogative des parlements : il faut, écrivait-il, « que les taxes soyent approuvées et autorisées par « mes courts du parlement pour, suivant les formes du royaume, les « mieux faire recepvoir et valoir<sup>1</sup>. » Dix ans plus tard, rencontrant l'opposition du parlement de Paris à une de ces mesures qui se ressentaient des anciens abus : « Vous dirés à ma court, répondait-il au président Forget, que j'ay trouvé fort bon qu'elle se soyt monstrée roide « lors de la présentation des lettres d'abolition (accordées au sieur de « Saint-Géran) et que je trouve fort bon qu'elle ayt pris la voie des re- « montrances<sup>2</sup>. » Ces remontrances, lors même qu'il cherchait à les écarter, il n'en méconnaissait pas l'utilité. Il écrit de la Flèche au parlement de Paris : « Pendant que vous vous arrestés à des formalités qui « peut-estre seroient bonnes et considérables en toute aultre saison, « nostre nécessité devient d'heure en heure plus grande et les occasions d'y remédier perdent<sup>3</sup>. »

C'était en 1595, à l'une des époques les plus périlleuses de son règne. Qu'on se représente ce prince au camp de la Fère ou de Cambrai, commandant à des troupes que le manque d'argent débande, ayant en face de lui un ennemi considérable, s'adressant aux villes, aux cours pour obtenir des ressources, et ne rencontrant que des refus. Au moment de quitter Paris, il avait dit au parlement :

« Je m'en vais dans mon armée le plus mal accommodé que peut estre prince. Vous m'avés, par vos longueurs, tenu icy trois mois : vous verrés le tort qui a esté fait à mes affaires, quatre mois vous le feront voir. J'ay trois armées dans le royaume, je les iray trouver : j'espère en avoir la raison ; j'y porteray ma vie et l'exposeray librement. Dieu ne me délaissera point. Il m'a miraculeusement appelé à la couronne et m'a assisté jusques icy ; il m'assistera toujours : ses œuvres ne seront point imparfaites. Je vous ai remis en vos maisons ; vous n'estiés que dans des sales et petites chambres ; je vous

<sup>1</sup> *L. miss.*, IV, p. 223.

<sup>2</sup> *Id.*, VI, p. 27. 1603. — *Œc. roy.*, VII, p. 233.

<sup>3</sup> *L. miss.*, IV.

ai remis dans mon palais. Je vous recommande le devoir de vos charges : soyés aussi soigneux de ce qui est du public que de tout ce qui vous touche en particulier. Gardés que le venin de la passion n'entre dans le cœur. Je vous aime autant que roy peut aimer ; mes paroles ne sont point de deux couleurs : ce que j'ay à la bouche, je l'ay au cœur. Le naturel des François est de n'aimer point ce qu'ils voyent : ne me voyant plus, vous m'aimerez, et, quand vous m'aurez perdu, vous me regretterés. Je vous recommande encore le devoir de vos charges, et empeschés que le poison n'arrive jusques au cœur. La France est l'homme, Paris est le cœur. J'ay trois armées estrangères dans mon royaume ; Dieu me fera la grâce de les chasser, et lors j'iray tenir mon lit de justice <sup>1</sup>. »

En vain il adresse et réitère, de son camp, ses demandes au parlement ; en vain il lui ordonne de vérifier ses édits « sans attendre, » écrit-il, aucune lettre de jussion *que les soixante-dix canons qui battent Cambrai et vous appellent à son secours* <sup>2</sup>. »

Il lui faut venir en personne, et, le 1<sup>er</sup> octobre, il adresse au parlement ces belles paroles :

« J'ai faict un long voyage, mais non pas si long que j'eusse désiré ; car, si j'eusse peu estre encores six sepmaines par delà, j'eusse nettoyé toutes mes affaires qui sont grandes, mais Dieu m'aidera comme il a tousjours faict. Je suis venu en poste sur l'advis de mes meilleurs serviteurs que ma présence estoit nécessaire. J'ay eu de l'avantage sur mes ennemys, mais la force ne vien point de moy, mais de Dieu seul. Vous dictes que là où je suis, tout se porte bien. Il est vray, j'en loue Dieu, le connestable de Castille n'a rien emporté sur moy. Je ne puis pas estre partout, vous sçavés ce qui s'est passé en Picardie ; je vouldrois ne point m'en souvenir. Je ne veulx accuser personne de faulte de courage ; au contraire, il y en a eu qui n'en avoient que trop. Si j'y eusse esté, cela ne fust pas advenu, ny si l'on eust gardé l'ordre que j'y avois donné. Vous m'avez dict que je me hazarde trop ; je ne le fais volontiers, mais j'y suis contrainct, parce que, si je n'y vais, les aultres n'y iront point. Ce sont tous volontaires que je ne puis pas forcer. Si j'avois de quoy payer les gens de guerre, j'aurois des personnes asseurées que j'enverrois aux hazards, et je n'irois point ; mais je n'ay personne. Force troupes me viennent trouver, mais quand je les ay tenues quinze jours, je ne sçais qu'elles deviennent. J'espère, dans ce temps-là, veoir les ennemys, et ne laisser point deux mil chevaux, qui y sont, sans rien faire. Si je fais mal, je ne vous en apporteray point de nouvelles, car j'y demeureray ; si je fais bien, vous m'en aimerés davantage. Mais il me fault de l'argent, et n'en peux avoir de plus clair que les édicts que vous avés à passer dès demain ; et dictes à ceux qui y apportent des difficultés qu'ils sont cause de faire hazarder ma personne. Si vous les passés, je vous en auray double obligation : l'une que vous aurez faict quelque chose pour mes prières, l'autre que je n'iray pas

<sup>1</sup> *L. miss.*, IV, p. 414, en note. 1595.

<sup>2</sup> *Id.*, p. 415.



tant aux hazards; car quand j'auray de quoy donner à mes gens de guerre, ils iront, et je les laisseray faire. Mes Suisses m'ont promis de venir jusques à la rivière de Marne, mais ils ne passeront poinct sans argent. Faictes donc cela pour moy; faisans pour moy, vous faictes pour vous aultres. Je m'en vais mercredi. Je me porte bien, je suis venu au pas et retourne au galop. Il ne me fault rien que de l'argent. J'ay perdu mes meilleurs chevaulx; il fault que j'en achapte d'aultres icy pour mon voyage. Ce n'est poinct pour faire des masques et des ballets, c'est pour chasser les ennemys en leur pays; j'espère les y mener battans ayant mes forces. J'ay six mil François; Sancy m'amène trois mil lansquenets; les estats m'envoyent des gens de guerre, et j'auray quelque secours d'Angleterre. Tout ira bien si j'ay de l'argent. Aidez-moi, et vous cognoistrés que vous ne pouvés avoir un meilleur roy, qui vous aime plus et qui double moins hazarder sa vie<sup>1</sup>.

La même indépendance se manifeste, du côté des parlements, dans toute la suite de ce règne, avec cette différence que, paraissant en pleine paix et devant un prince raffermi dans son pouvoir, elle était plus courageuse. Que d'ordonnances ainsi arrêtées! Que d'édits tiscaux ainsi rapportés! Il est certaines lettres de Henri IV dont le ton impérieux semble devoir tout terminer, et on s'étonne de retrouver, plusieurs années après, la même résistance continuant sur le même objet, et le roi finissant par lui donner raison<sup>2</sup>. Henri IV s'émeut parfois de ces luttes: il s'attriste « de voir, comme dit un vieil historien, qu'on le traite en jeune homme<sup>3</sup>. » Avec la confiance, assez justifiée, qu'il désire et qu'il entend le bien de ses sujets mieux qu'aucun d'eux, il veut « estre creu absolument, suivant le mot de Pasquier, et un peu plus que ne l'avoient fait ses prédécesseurs<sup>4</sup>. » Il est « marry, écrira-t-il lui-même, que ces messieurs de la court du parlement ayent encore faict les fols<sup>5</sup>. » Et pourtant, à ne prendre que les paroles prononcées de sang-froid et suivies d'exécution, il ne conteste pas le droit des parlements. Qu'importe qu'il ait dit: « *Estant ce que je suys, je veux estre obey*; lorsque mon parlement trouvera quelque difficulté dans ce que je pro-

<sup>1</sup> *L. Miss.*, IV, p. 414.

<sup>2</sup> Par exemple, au sujet des lettres patentes du 13 avril 1591, qui séparaient du domaine de la couronne les biens de Henri IV, le parlement de Paris résista jusqu'en juillet 1607, époque à laquelle le roi révoqua ses lettres patentes et confirma l'arrêt du 29 juillet 1591, qui avait refusé l'enregistrement. — Il en est de même de plusieurs édits sur l'aliénation du domaine, aliénation à laquelle les dettes contractées pendant la guerre civile réduisaient Henri IV, et dont l'heureuse résistance des parlements sut empêcher l'effet. — Citons aussi, uniquement au point de vue de l'indépendance des parlements, l'édit de Nantes, qui, promulgué en 1599, n'avait pas encore été admis, à la mort du roi, par toutes les cours souveraines. — Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*, IV.

<sup>3</sup> Mathieu, *Hist. de Henri IV*, l. IV, p. 838.

<sup>4</sup> Pasquier, II, lettre xx.

<sup>5</sup> *L. miss.*, IV, p. 764.

poseray, qu'il aye incontinent à en faire remontrance, mais sans tirer à longueur<sup>1</sup>. » Qu'importe qu'il ait dit ces choses si, sur le même édit qui les lui inspire, il cède aux remontrances du parlement? qu'importe qu'entraîné par cette vivacité qui se prenait facilement à un mot il ait répondu au parlement qui se disait *son bras dextre*: « S'il est ainsy, vous me reconnoissez donc pour vostre chef auquel il faut que la main dextre obeysse<sup>2</sup>? » Qu'importe si, dans la pratique, il se conduit par d'autres maximes. Faut-il juger de ses sentiments pour Sully par les paroles amères qu'il lui arrive de lui adresser, et qu'il sait si promptement et si noblement réparer? Henri IV traitait les parlements comme d'anciens et fidèles amis de la couronne. Il les savait aussi fermement attachés à l'honneur de son trône qu'à l'observation des lois. « Je sçay « bien, disait son chancelier aux députés du parlement de Norman- « die, qu'il s'est passé beaucoup de choses au préjudice de vostre « auctorité; il les faut attribuer à la licence des guerres; quant à moy, « je essayray à ramener toutes choses à l'ancienne discipline de « France : j'en ay eu commandement du roy<sup>3</sup>. » Et, dans une instruction curieuse, Henri IV disait à un de ses lieutenants : « Qu'il devoit « honorer ceulx du parlement, et bien vivre avec eux; *que, quand il « exécuteroit les commandements du roy et qu'il seroit pour le roy, ils « n'oseroient l'attaquer; que, quand il seroit contre le roy, incontinent « ils l'attaqueroient.* »

Une seule fois, Henri IV nia formellement le droit des parlements, et cela en toute justice. Ce fut quand la cour des comptes de Nantes prétendit repousser le traité avec le duc de Mercœur :

« Elle s'est tant oubliée, écrivait-il, pour penser que je les envoyois (les articles secrets) pour en avoir advis et les mettre en délibération. *En telles affaires*, je ne communique mon pouvoir à personne, et à moy seul appartient en mon royaume d'accorder traité, faire guerre ou paix, ainsi qu'il me plaira<sup>4</sup>. »

Deux édits d'une solennelle importance furent maintenus malgré les parlements, l'édit de Nantes et l'édit qui rappelait les jésuites. Qui pourrait dire qu'en ces deux circonstances l'habileté et le droit ne furent pas du côté du roi?

Tel est l'ensemble des institutions sous le règne de Henri IV, et des rapports du roi avec elles. Si l'on veut donner son juste prix à ce gouvernement, qu'on interroge les pays voisins<sup>5</sup>! Que l'on compare la

<sup>1</sup> Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*, IV, p. 176.

<sup>2</sup> Pasquier, II, lettre xx.

<sup>3</sup> Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*, IV.

<sup>4</sup> Instruction à M. de Créquy, lieutenant général du roi en Dauphiné.

<sup>5</sup> *L. miss.*, IV, p. 970. — A M. de Rosny.

France de Henri IV avec l'Espagne de Philippe II ou l'Angleterre d'Élisabeth ; l'Angleterre, où il était érigé en doctrine que la reine était au-dessus des lois ; l'Espagne, où la ruine de toutes les libertés poussait à la décadence le peuple de Ferdinand le Catholique, d'Isabelle et de Ximènes. Que l'on mette en présence les trois nations, les trois souverains, et que l'on juge ! Et, pour remonter plus loin encore, pour répondre à ces assimilations qu'on a quelquefois tentées entre les légistes du Bas-Empire et les parlements, que l'on rapproche en effet les institutions ! Qu'on se rappelle ces résistances tant de fois renouvelées, ces édits tant de fois repoussés, et qu'on se demande si c'est d'eux que se peut répéter ce qui se disait des lois présentées au sénat de Rome : qu'on les appelait indifféremment « *Senatus-consultes et propositions du prince*<sup>1</sup>. » Tant elles étaient d'avance acceptées ! tant étaient prompts ces vils esclaves à sanctionner les caprices du maître de leur infatigable bassesse !

## X

Les gouvernements tempérés n'honorent pas moins les peuples que les souverains : car les peuples, autant que les souverains, ont concouru à les faire tels. On a pu déjà le reconnaître : la modération de Henri IV n'était point seulement l'effet des qualités du prince, elle tenait encore au caractère de ses sujets. Les âmes étaient dignes des institutions. Époque véritablement singulière, où les excès mêmes se revêtent d'une sorte de grandeur, où les fermes croyances enfantent les mâles courages, où respire à tous les degrés, et pour dominer tous les égarements, le sentiment de l'honneur, où l'homme, formé dans les camps, aguerri à toutes les fortunes, habitué à rencontrer les difficultés et à les vaincre, à ne prendre conseil que de sa propre résolution et à se sauver du péril par ses propres ressources, libre enfin « d'avoir le cœur haut et de le sentir<sup>2</sup>, » sait demeurer debout dans la disgrâce comme auprès du trône ! Les entraînements de la lutte et la hardiesse des esprits, animant tous les objets, s'étaient répandus à la fois dans les lettres, la science, la politique. On avait vu les plus modérés, comme Jeannin, les plus indifférents, comme Montaigne, poussés au combat. On vit, de même, l'humeur indisciplinée des hommes de guerre entretenir, dans le calme de la paix, le bruit des armes, et les vieux compagnons du roi de Navarre garder contre le roi de France leurs traditions de liberté et de résistance.

<sup>1</sup> *Senatus consultus et oratio principis.*

<sup>2</sup> La Fare.

Quel prince pouvait mieux que Henri IV commander à de tels hommes ? il avait associé leur destinée à sa fortune ; il avait partagé leurs maux, subi leurs privations, dirigé leurs triomphes, le premier d'entre eux partout et toujours, dans le malheur comme dans la gloire. En même temps, son génie flattait leur orgueil ; sa main, ferme et souple, les contenait sans les blesser, et, portant dans l'exercice de la royauté ce mélange de familiarité et de grandeur qui respirait dans tout son air<sup>1</sup>, il savait à la fois les séduire et les dominer.

Il existe une conversation de Henri IV, restée, croyons-nous, jusqu'ici inédite qui représente à merveille la façon dont ce prince s'entendait à gouverner ses peuples. C'est une instruction donnée de vive voix, à « M. de Créqui, gendre de M. de Lesdiguières, » qu'il envoyait, avec la charge de lieutenant général, en Dauphiné<sup>2</sup>.

« Je vous veux un peu tanser, lui dit Henri IV, et vous dire que vous estes prompt, colère, hault à la main ; vous vous en chastiez un peu, mais il faut perdre cela tout à fait. Je vous recommande donc l'humilité sur toutes choses, de caresser, d'embrasser tout le monde et leur faire cognoistre que, comme particulier, j'entends de la noblesse, vous n'estes pas plus qu'eux, et que ma seule autorité qu'avez entre les mains vous distingue d'avec eux. Quand vous verrez Gouverner et aultres vieux cavaliers comme cela, il leur faut dire : « Mon père, c'est vous en effet qui commanderez, nonobstant l'autorité que le roy m'a mise entre les mains ; je défereray tousjours à vostre aage. » Que cela oblige tellement ces gens, qu'ils font tout ce qu'on veut et sont les plus prompts à obéir... Que M. de Crequy doit user de prières lorsqu'il commandera, et que sa façon de gouverner doibt estre différante de celle de M. Lesdiguières, lequel a comme conquis la province par armes et par son aage, mesme pour user d'autorité absolue, et que les vieillards parlent tousjours en grondant... qu'il devoit se rendre neutre et mesme à l'endroit de ses parents ; qu'il devoit prendre peine d'accorder la noblesse ; qu'estant roy de Navarre il prenoit la peine de faire dix lieues et vingt pour mettre ordre aux querelles, que cela luy attiroit le cœur de sa noblesse. Que mesme, aux procès, il devoit tascher de les appointer par voyes amiables, et ne solliciter le parlement ny pour les uns ny pour les aultres..... qu'il devoit

<sup>1</sup> C'est ce qu'a parfaitement rendu un contemporain : « Traictant, au reste, tous ceux qui l'approchoient, dit Fontenay Mareuil, avec tant de bonté et de douceur, qu'il ne paroissoit le mattre qu'en ce qu'on ne perdoit jamais le respect avec luy, quelque bonne mine et faveur qu'il peust faire ; sa seule vue, en tenant tout le monde dans le devoir, estant seulement, comme font tous les sages princes, qu'on receust la familiarité, mais non pas qu'on la prist. » La postérité, dans la libre et simple attitude sous laquelle elle se représente Henri IV, a peut-être trop oublié cette majesté royale, que tous les contemporains, peintres ou historiens, nous montrent si grande en lui.

<sup>2</sup> Extrait des registres de M. Forget de Fresnes, secrétaire d'État, concernant la charge de lieutenant général du Dauphiné, donnée par le Roy à M. de Créqui, gendre de M. de Lesdiguière. — Mss. Fontanien, portef. 452. 1606.

honorer ceux du parlement et bien vivre avec eux; que Sa Majesté faisait plus avec sa douceur que les autres princes et que le roy d'Espagne et l'empereur, lesquels, faisant les dieux, ne se monstroient à leur peuple qu'une fois l'année. » — Dict à M. le comte de Soissons, à M. le garde des sceaux et à M. de Fresnes : « Je viens de parler à Crequy, qui est ma créature et que j'ay nourry. J'ay parlé à luy comme un père à son enfant. Crequy, quand je me mettray en colère, souvenez-vous que c'est un père qui se met en colère contre son enfant. »

Henri IV est là tout entier. Il respire et dans les conseils qu'il donne et dans la façon même dont il les donne. C'est toute sa politique et tout son caractère. Sans illusion comme sans vains ombrages, n'ayant des hommes ni une trop haute ni une trop basse idée, il n'est extrême ni dans ses défiances ni dans son abandon. Il aimait Sully, il lui témoignait une affection que nulle résistance ne put vaincre. Mais il tenait sa fidélité à l'abri de toute tentation : il lui promettait « le premier lieu de faveur et de crédit au maniement des affaires ; » mais il ajoutait : « Ne vous attendez point que je vous baille de grandes villes et de fortes places, par le moyen desquelles, vous joignant ou aux huguenots ou à d'autres factions, vous puissiez vous passer de moi, voire troubler le repos de mon esprit et la paix de mon royaume quand bon vous sembleroit<sup>1</sup>. » Il caressait le duc d'Épernon, dont il redoutait les violences; il ménageait ses susceptibilités, tout en sachant les arrêter à temps, comme en ce jour où il lui écrivait : « Vostre lettre « est d'homme en colère ; ne m'y mettez pas<sup>2</sup>. » Mais il cachait ses précautions sous ses prévenances, et il avait soin d'opposer à cet altier personnage, soit le duc de Guise, son rival, en Provence, soit le sieur de Montigny, à Metz, où d'Épernon avait les grands honneurs, et où Montigny, dévoué au roi, tenait la puissance<sup>3</sup>. A l'entendre parler de l'influence qu'on acquiert sur les hommes, en paraissant n'agir que d'après leur avis, comment ne pas se rappeler le discours aux notables<sup>4</sup> ? Assurément il n'avait nulle envie de *se mettre en tutelle*, et, lorsqu'il répondait pour expliquer ses paroles : « Je l'entends avec mon espée au costé, » il était dans le vrai. Que prétendait-il en effet ? Non pas gouverner sans contrôle, mais tout simplement maintenir le dernier mot à l'autorité.

On a parlé de son ingratitude. Ce serait une triste pensée que d'ériger l'ingratitude en système politique : système misérablement intéressé et presque toujours funeste, qui consterne les fidèles, sans

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, IV, p. 160 ; v. aussi Péréfixe, *Hist. de Henri le Grand*, III<sup>e</sup> partie.

<sup>2</sup> *L. miss.*, VI, p. 432.

<sup>3</sup> *L. miss.*, VI, p. 49. — Poirson, I, p. 428.

<sup>4</sup> Il est curieux de lire dans les *Lettres missives* ce discours corrigé et raturé par la main du roi., IV, p. 657.

rendre l'honneur aux parjures, qui n'est pas habile et qui est inique ! Cependant, à supposer que Henri IV ait mal reconnu les services de ses anciens amis et trop donné à ses adversaires, sa situation suffirait à expliquer sa conduite. La révolution dont il venait de triompher n'avait pas eu cet effet de mettre d'un côté tous les droits, de l'autre côté toutes les fautes ; d'un côté les innocents, de l'autre côté les coupables. La loi politique était derrière Henri IV ; mais la vérité religieuse, alors intimement unie à la loi politique, n'était-elle point avec la Ligne, et ne fallait-il pas que Henri IV, faisant la première avance, se proclamât roi très-chrétien pour être reconnu roi de France ? Comment donc aurait-il pu repousser les ligueurs au moment où il embrassait leurs croyances ? Comment réserver le pouvoir à ceux dont il répudiait les doctrines ? Et maintenant, si l'on examine les faits, qu'on est loin de cette ingratitude ! Le prince qui a promulgué l'édit de Nantes, qui choisit et garde pour son premier ministre un huguenot, qui, malgré les protestations, élève aux plus grandes dignités Lesdiguières, la Force, Bongars, qui sert en cachette et sur ses propres deniers des pensions aux protestants<sup>1</sup>, qui enfin, comme il l'a écrit lui-même, peuple sa maison d'officiers de la religion réformée<sup>2</sup>, ce prince peut-il être accusé d'avoir oublié les protestants ? D'Aubigné, l'éternel boudoir, d'Aubigné, nommé maréchal de camp, gouverneur d'Oléron et de Maillezaïs, vice-amiral de Guyenne et Bretagne, d'Aubigné l'a prétendu : déjà, pendant les guerres civiles, lorsque Henri de Navarre se trouvait dans le dernier dénûment, avec son pourpoint déchiré, et ses troupes à solder, ne se plaignait-il pas de l'avarice du roi ? Cependant il a fini, même dans ses Mémoires, par lui rendre justice : ses entretiens avec son prince, cette pâleur émue de Henri toutes les fois qu'on lui parle d'amitié, cette patience à entendre les gronderies de son vieux serviteur, ces scènes d'affection si touchantes et si vraies, voilà autant de témoignages irrécusables. Qu'on ajoute à ces témoignages les lettres de Henri IV, celles-ci où respire sa fidélité à tenir ses promesses de récompense et d'avancement, celles-là où il se rappelle au souvenir de Crillon qu'il ne voit plus, où il remercie de leur dévouement ceux qui l'ont bien servi, où il console ses amis, Duplessis-Mornay, Montmorency, dans leurs afflictions, où il va jusqu'à s'occuper des moyens de les distraire et à recommander à d'autres de les entourer ; que l'on rassemble tous ces traits, et, à moins de désespérer de la nature hu-

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, III, p. 32. Sully raconte qu'en 1596 « il avoit mis cinquante mil escus à part pour les menus plaisirs du roy (sur les fonds obtenus par suite de son examen des généralités), qui ne s'estendoient guères lors qu'en gratifications particulières à de vieux capitaines, soldats et serviteurs siens, dont il ne voulut que l'on sceust rien, à cause que la plus grande partie estoient de la religion. »

<sup>2</sup> *L. miss.*, VI, p. 680.

maine, il faudra voir dans ces épanchements intimes le cœur même de ce grand prince.

## XI

Loin d'exclure des affaires aucun des partis qui divisaient la France, la politique de Henri IV lui commandait de les employer tous. La nation devait se trouver en quelque sorte représentée, avec ses contrariétés de croyances, d'origines et de vues, dans le gouvernement du roi. Il en était ainsi. Le conseil de Henri IV réalisait une des maximes que ce prince se faisait rappeler par Sully : « Que les souverains se gardent surtout que leurs ministres soient fort mal voulus ou bien peu estimés ! »<sup>1</sup> Ministres ou agents du roi tenaient aux différents partis, et dans leurs partis ils étaient les plus capables et les plus honorés. C'étaient, dans le conseil du roi, et après Sully qui a sa place à part, c'étaient Bellièvre, Sillery, Sancy, Jeannin et Villeroy ; Villeroy, politique clairvoyant et fin, flexible sans bassesse, servant les vues d'un prince qu'il admire, mais sachant, s'il les croit funestes, en tempérer l'effet, et, sans les heurter de front, préparant les voies dans ses instructions particulières à des retours qu'il présent ou qu'il désire. Jeannin, ligueur comme Villeroy et d'une tout autre nature, Jeannin, le bon sens en personne, incapable de se prêter ou de se laisser prendre à aucun déguisement, voyant le point juste d'une difficulté, et, sans illusion comme sans empressement, avec une habileté qui semblait naître de sa loyauté même, arrivant à briser peu à peu tous les obstacles, comme on le vit lors de la Ligue et dans le traité des Provinces-Unies. En dehors du conseil et y apparaissant quelquefois, quels hommes pour servir et conseiller le roi ! Au dedans, Laffemas, Olivier de Serres ; celui-ci qui restaure l'agriculture, celui-là qui dévoile à un prince fait pour tout comprendre les ressources de l'industrie ; Groulard, du Vair, Harlay, de Thou, dans la magistrature, et, parmi les représentants des villes, Myron, le prévôt des marchands. Myron, cette image si vive de la bourgeoisie du temps, avec sa libre franchise et son amour exalté du roi, et qui justifiait si bien la confiance de Henri IV par la hardiesse, royalement supportée, de ses remontrances. Au dehors, le cardinal de Joyeuse, esprit vaste et ouvert, s'occupant à la fois de pacifier le démêlé de Venise et du pape, et de préparer la construction des grands canaux de France ; le cardinal Duperron et le cardinal d'Ossat, conduisant avec tant d'adresse ou de prudence les négociations du roi auprès du saint-siège ; Bongars, la

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, VIII, p. 90. *Maximes générales sur lesquelles tous princes souverains doivent faire considération.*

Boderie, Beaumont, Fresnes-Canaye, et ce Savary de Brèves, trop peu connu, tour à tour ambassadeur auprès du sultan et auprès du pape, et portant partout, près des saints lieux comme aux pieds de la chaire de saint Pierre, avec la foi d'un chrétien, l'art consommé d'un des plus grands négociateurs qui aient jamais paru.

Henri IV excellait à employer utilement et à unir des esprits si divers. Il confiait à Sully le soin de remettre les protestants dans l'ordre et de recommander au roi d'Angleterre les catholiques : il chargeait l'ancien ligueur Jeannin de faire aux Provinces-Unies l'apologie de l'édit de Nantes. Au pape il envoyait, pour le fléchir en faveur des Vénitiens, le cardinal de Joyeuse et le cardinal Duperron, et c'était par la bouche d'un protestant converti, Fresnes-Canaye, qu'il faisait représenter aux Vénitiens leurs torts envers le saint-siège.

Rassemblés autour de lui ou dispersés au loin dans leurs missions, Henri IV consultait sur les affaires de l'État ses ministres ou ses agents. « Gardés-vous de me repaître d'espérances vaines, » écrivait-il à Brèves. Il agissait de même avec les membres de son conseil. Soit qu'il siégeât au milieu d'eux, ou que, selon sa coutume, il les menât dans ses jardins, tantôt les faisant discuter devant lui, tantôt les interrogeant séparément, il prenait leurs avis, sans donner le sien ; il comparait entre elles les diverses opinions, il les corrigeait l'une par l'autre ; il les rapprochait de ses propres vues, et, modifiant celles-ci lorsqu'elles lui semblaient mal fondées, il se décidait<sup>1</sup>. Une fois sa résolution arrêtée, il s'y tenait ; mais tout tombait devant une bonne raison.

Des grands hommes que nous avons nommés, le premier, par les services comme par l'influence, était, on le sait, le duc de Sully. Caractères bien différents, et cependant toujours unis, que Sully et Henri IV. « Je suis plus fort en mon conseil, » écrivait Henri à son ami, quand je sçais que vous y estes ! » C'est une chose remarquable de voir comme le prince sait apprécier les avis du ministre, suivre, sans jamais s'y asservir, ses inspirations, et distinguer en elles le point juste et l'erreur. Qu'il s'agisse de matières religieuses, soit que Sully propose un formulaire commun à la religion catholique et aux sectes chrétiennes, soit qu'il s'oppose au rappel des jésuites, il n'est point écouté. Henri agit seul. Est-il question des intérêts de l'industrie et du commerce, c'est Henri qui propose ses plans ; c'est Sully qui

<sup>1</sup> « Je connois tellement leurs fantaisies, disait Henri IV de ses principaux conseillers (Sillery, Villeroy, Sully), que je tire mesme profit de leurs contestations et contraintes ; car par les moyens d'icelles toutes les affaires sont si bien espluchées et approfondies, qu'il m'est facile de choisir la meilleure résolution. » *OEc. roy.*, VIII, p. 69. — V. aussi Péréfixe, troisième partie. — *Mém.* de Fontenay-Mareuil, p. 18.



vent les écarter. « Ne craignés que je vous gaste rien<sup>1</sup>, » lui écrit le roi, et, malgré les représentations du surintendant, il introduit ces manufactures qui vont accroître les richesses de la France et l'affranchir des secours de l'étranger. Plein de fermeté contre les fautes de Henri IV, sachant arrêter ou réparer ses faiblesses sans crainte de son courroux, Sully secondait avec une sorte de fidélité confiante les desseins du roi, et, lors même qu'il en avait contesté l'avantage, il se dévouait au soin d'en assurer le succès. Grand seigneur, il travaille à réprimer les envahissements de la noblesse et à soulager les misères du peuple. Avare et intéressé, il remet l'ordre dans les finances et traite les biens de l'État comme les siens propres, pour les ménager, non pour s'en enrichir. Protestant, il s'oppose aux conspirations de ses coreligionnaires et inspire les meilleurs choix que Henri IV ait faits dans l'épiscopat. Ennemi des nouveautés, il met tout en œuvre pour servir des tentatives auxquelles il est contraire, et son nom demeure uni à toutes les réformes de Henri IV.

Dire tout ce qu'accomplit le concert de ces deux pensées, c'est faire l'histoire du règne. M. Poirson a rempli cette tâche. Le savant auteur prend successivement les diverses parties de l'administration; il expose ce qu'elles étaient à l'avènement de Henri IV, ce qu'elles devinrent entre les mains de ce prince, ce qu'elles furent après lui; il éclaire ainsi la gloire de ce gouvernement par le tableau de tout ce qu'il a effacé, créé ou préparé. Nous ne pouvons que signaler ces pages, qui forment la portion la plus étendue de ce livre, et qui en demeureront la vraie supériorité. Quelques traits suffiront pour faire sentir la différence entre les commencements et la fin du règne de Henri IV.

Dans les finances, par exemple, à ne prendre que les résultats, quels progrès!

En 1597, l'assemblée des notables avait fixé à 30 millions le chiffre des dépenses publiques; les revenus ne donnaient que 23 millions; des impôts nouveaux devaient lever le surplus sur un peuple ruiné. En 1609, les dépenses publiques sont descendues à 26 millions, et, loin que de nouveaux impôts soient nécessaires pour les acquitter, la *Pancarte* a été abolie; plus de 4 millions dérivent de sources autres que l'impôt; les revenus offrent une augmentation annuelle de plus de 8 millions.

En 1597, la taille monte à 20 millions; 4 millions sont détournés par les exactions, et les charges dévorent les 16 millions que perçoit le gouvernement.

En 1609, la taille est réduite à 14 millions, les charges à 6 millions, et les travaux qui réparent ou embellissent le royaume ont remplacé les exactions.

<sup>1</sup> *L. miss.*, V, p. 21.

Enfin, en 1609, 100 millions de la dette exigible sont acquittés ; 5 millions de rentes, et 80 millions de domaines sont rachetés, ceux-ci à des conditions diverses qui en ouvrent immédiatement ou qui en suspendent la délivrance. La dette totale de l'État ainsi diminuée de 278 millions, Sully tient encore en réserve 43 millions d'argent comptant, et il annonce au roi qu'il pourra, « sans oppression pour ses sujets, » lui procurer, pour les nécessités de la guerre, 112 millions<sup>1</sup>.

Si l'on considère les autres sphères de l'administration, de semblables résultats se découvrent. En 1595 les campagnes sont ruinées, « quasi tous les villages inhabités et déserts<sup>2</sup> ; » des lois protectrices leur rendent la sécurité. Les écrits d'Olivier de Serres, propagés par les soins du roi, développent l'agriculture. En 1601, l'abondance est telle, que la France ne suffit pas à consommer ses produits, et la liberté du commerce des grains est proclamée<sup>3</sup>. L'industrie est florissante. Les manufactures se multiplient ; les ouvriers de Flandre et d'Italie, appelés par Henri IV, révèlent à la France leurs secrets, et ce royaume, qui en était venu à dépendre des autres pays pour les objets de première nécessité comme pour les produits de luxe, approvisionne maintenant de ses ressources l'Allemagne, la Flandre, la Hollande, l'Angleterre, le Portugal. Partout même progrès : la justice réformée, l'armée disciplinée et rendue nationale, les armements de la marine commencés, les fortifications d'Errard précédant les ouvrages de Vauban, les villes embellies, les routes réparées, l'hôpital militaire et de nombreux établissements de charité institués ou améliorés, le canal de Briare construit et les lignes de grande navigation, qu'ouvriront les règnes suivants, projetées par Henri IV ! L'enseignement se relève : en même temps que Henri IV seconde les établissements des jésuites, il réorganise l'université de Paris. Il fonde le Collège royal et la Bibliothèque. Il veut acquérir, dit-il, « le nom de père des lettres et de restaurateur d'icelles en son royaume ; » espérant, « avec l'aide de Dieu, faire recueillir la moisson de cette bonne semence à ses subjects<sup>4</sup>. » Quelle moisson ! le grand roi la prévoyait-il ? Dispersée et confuse à l'image du royaume, la littérature, à son image aussi, semblait se recueillir : originalité gauloise, éloquence impétueuse et guerrière, inspiration élevée et contenue, la langue de Montaigne, de d'Aubigné et de Malherbe rassemblait toutes ses forces et mêlait tous ses contrastes pour devenir la langue de Pascal, de Corneille et de Bossuet.

<sup>1</sup> Poirson, I, p. 445-514.

<sup>2</sup> *Id.*, II, p. 1. Préamb. de la déclaration du 16 mars 1595.

<sup>3</sup> *Id.*, II, p. 13, et *passim*, pour tout le détail de l'administration.

<sup>4</sup> Extrait d'un journal manuscrit, cité par M. Poirson, t. II, p. 438.

## XII

A part ce mouvement des esprits, et plus avant que ces merveilles de l'administration, un autre travail s'accomplissait. Après avoir relevé la royauté, Henri IV voulait réunir autour d'elle tous ses sujets : il entreprenait, comme parle Sully, de « réconcilier tous les esprits des peuples à luy et entre eux-mêmes<sup>1</sup>. »

Les divisions intérieures ont été un des malheurs de la France. La distinction des ordres, sauvegarde, au moins apparente, de la liberté en d'autres pays, n'a jamais été chez elle ni bien appliquée ni bien comprise. D'inégales qu'elles devaient être, les classes sont devenues ennemies. Elles représentaient chacune des intérêts considérables; elles avaient chacune leur part indiquée et leurs vues utiles dans le service de l'État : sitôt qu'elles se sont trouvées en face les unes des autres, elles se sont perdues dans leurs rivalités. C'est le spectacle qu'offre trop souvent l'histoire des états généraux. Le clergé est à part : formé des divers rangs de la société et s'inspirant de sa vocation sainte, il apparaît d'ordinaire comme un médiateur, sans aigreur contre la noblesse, sans arrogance envers le tiers. Mais, entre le tiers et la noblesse, que de préventions! que de conflits! Celle-ci, par ses propositions hardies sur la souveraineté, par ses réclamations fréquentes en faveur des états, par ses luttes et ses maximes, entretient l'esprit d'indépendance; indépendance factieuse, personnelle, dénuée de toute vue pratique, mais qui du moins tient le pouvoir en crainte. Le tiers, longtemps indifférent à la liberté, s'occupe de l'administration; il veut l'ordre dans les finances, l'abolition des privilèges, les réformes applicables. Ainsi chacune des deux classes semble posséder en elle ce qui manque à l'autre. Réunies, elles se complètent et leur commun effort est invincible. Mais non : elles s'arment l'une contre l'autre de leurs préjugés; la noblesse repousse les propositions du tiers, le tiers les propositions de la noblesse, et voilà ces deux ordres, qui, loin de s'entendre, se divisent, s'isolent, s'érigent chacun en caste! La royauté eut la gloire de se prévaloir rarement de ces rivalités, et d'associer des vœux qui se combattaient, dans une égale satisfaction. On en vit un grand exemple, après les états de 1614. La noblesse avait réclamé pour elle le droit de faire le commerce : la demande était légitime, et sans doute l'influence de Henri IV n'y était pas étrangère. Le tiers s'y opposa. Le tiers, de son

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, VII, p. 6.

côté, avait revendiqué le droit de s'élever aux grades de l'armée. Cela était l'équité même. La noblesse s'y refusa. Que fit la royauté ? Elle réunit les deux demandes ; elle accorda à la noblesse le droit de faire le commerce, au tiers le droit de parvenir aux grades de l'armée, à ces grades que Fabert, Catinat, Vauban, devaient consacrer de leur gloire.

Cette tendance inspira tout le règne de Henri IV. Au milieu des contrariétés d'intérêts et des rivalités de classes, il voulut être le roi de tout le monde. C'est la pensée qu'il exprimait dans sa réponse aux représentations du prévôt des marchands sur l'édit des rentes : « Leur intérêt (celui de la maison de ville et des bourgeois), lui disait-il, était bien différent du sien. Car le leur estoit particulier pour eux-mêmes, leurs parens ou leurs amis, et le sien estoit général pour le clergé, la noblesse, pour tout son peuple, comme père commun de tous ! »

Sans exclusion systématique, habile à reconnaître le cours naturel des choses et à le suivre, Henri IV s'attacha, tout en donnant satisfaction aux diverses classes, à les maintenir chacune dans la sphère qu'elles semblaient s'être faite. Il mesura leur rôle à leur tendance. La noblesse répugnait aux affaires : retirée des parlements, où elle avait laissé dominer les légistes, elle ne portait dans l'administration qu'une lointaine influence, et ses grandes et héroïques qualités, consacrées au service du roi ou égarées dans les factions, ne se déployaient que sur les champs de bataille. Henri IV ménagea ces dispositions et se régla sur elles. Il ne tenta pas d'exclure les grands seigneurs de son conseil. On voit dans toutes les séances les premiers d'entre eux paraître et délibérer. Mais il ne chercha point à les y attirer. Se souvenant des prétentions qu'ils avaient affichées jusque sur la couronne, se rappelant tant de droits usurpés, l'impôt arbitrairement levé, les forteresses en armes, et cette ambition avouée de former des souverainetés indépendantes, encore assailli par ces demandes qui tendaient à détourner pour des usages particuliers les contributions publiques, tenu en défiance par les révélations que quelques-uns de sa cour faisaient de ses secrets d'État aux souverains étrangers, il ne voulut point pousser la noblesse dans le gouvernement. C'est à ce sujet qu'il écrivait à Sully :

« J'ay seen que plusieurs personnes entrent tous les jours en mon conseil des finances, qui n'y devoient estre receues ny souffertes pour la dignité et réputation d'iceluy, ny pour le bien de mon service. Je sçay mauvais gré à ceux qui sont cause ou permettent ce désordre ; car je n'ay point d'affaires qui méritent d'être traitées plus secrètement et sérieusement que celles-là, lesquelles doivent donner la loy aux autres, comme vous sçavés très-bien ! »

Cependant sa noblesse lui était chère. Aimant à se proclamer le premier gentilhomme de son royaume, il ne cédait à aucun autre, pas même aux princes, le droit de la « gourmander; » il se rappelait avec fierté ses traditions de courage et d'honneur : « Que ne feroient point, disait-il en songeant à sa grande expédition, deux mil gentilshommes en présence de leur roi? Ils esbranleroient les montagnes<sup>1</sup> ! » Que voulait-il donc pour elle? Non pas une puissance politique contre laquelle ses propres souvenirs le mettaient en garde, mais la gloire militaire et l'influence sociale. Premier ordre de l'État, en dehors du clergé, la noblesse représentait le premier attribut de la royauté, qui était de défendre le pays et de le conduire. D'une part, Henri IV lui donne les grandes charges, les gouvernements militaires, toutes les dignités qui semblent le reflet de la splendeur du trône. Il veut instituer pour elle « un ordre de chevalerie d'honneur, » et établir un collège et une académie, où elle formera comme « une pépinière de vrais gens de guerre<sup>2</sup>. » D'autre part, loin d'entretenir les gentilshommes dans ces « baguenauderies de cour » que redoutait avec raison Sully, il les convie à se retirer dans leurs terres. Vêtu avec une simplicité qui parlait d'elle-même, il se riait du luxe de ceux « qui portoient, disait-il, leurs moulins et leurs bois de haute futaie sur leur dos<sup>3</sup>, » et, par ses efforts pour éveiller en eux l'esprit des entreprises et le goût de l'agriculture, il leur ouvrait les grandes sources d'influence. Quelle influence en effet la noblesse ne pouvait-elle pas conquérir! Renoncer aux factions; travailler à rétablir dans l'abondance des campagnes ruinées; prendre l'initiative des réformes utiles, et, si elle gardait ses privilèges, intéresser du moins à leur conservation les populations appauvries; s'attacher, comme le lui demandait un contemporain<sup>4</sup> « à la défense de ceux qui, par profession ou par foiblesse, ne se peuvent défendre eux-mêmes, » employer enfin au service du bien public ces dons admirables qu'elle sut si bien montrer, dans les jours de péril, autour du trône, quelle mission! Si l'idée de ces devoirs était entrée dans l'esprit d'un duc de la Tremoille, d'un comte de Soissons ou d'un duc de Rohan, si elle avait paru dans les inspirations de cette Fronde à la fois si brillante et si stérile, si on en avait retrouvé le moindre vestige dans les Mémoires du duc de Saint-Simon, quelle excuse eût été retirée aux rigueurs de Richelieu! quel prétexte eût manqué aux défiances de la royauté!

La bourgeoisie avait la grande part dans les affaires de l'État. En

<sup>1</sup> *L. miss.*, V, p. 95.

<sup>2</sup> Mathieu, *Hist. de Henri IV*, p. 818.

<sup>3</sup> *Œc. roy.*, VIII, p. 84.

<sup>4</sup> *Advis pour MM. des estats du pais de Bourgogne*, p. 23. 1606.

l'associant aux charges de l'administration comme il associait la noblesse aux prérogatives de la couronne, Henri IV mettait souvent les deux ordres en présence, aussi soigneux de les contenir l'un par l'autre que de les unir. Le fils d'un tonnelier, Jeannin, siégeait dans son conseil avec le comte de Soissons; le duc de Sully avec le sieur de Villeroy. Dans les provinces, les parlements balançaient l'autorité des gouverneurs, et, tandis que Henri IV recommandait à ceux-ci de respecter les cours souveraines, il engageait les parlements à vivre en bonne entente avec les grands seigneurs<sup>1</sup>. Roi de France, il continuait le roi de Navarre, n'épargnant aucun soin pour pacifier les querelles entre gentilshommes<sup>2</sup>, et, comme il voyait d'un autre côté la noblesse de cour s'autoriser des divisions des parlements pour les décrier, il invitait les parlements à la concorde. Rencontrant, un jour, au jardin des Tuileries, les députés du parlement de Normandie, il s'approcha d'eux, et leur dit tout bas : « Vivés fraternellement, et en correspondance les uns avec les autres. » Ils furent touchés de ces paroles et surtout de la manière dont elles leur avaient été adressées. Henri, pour venir à eux, avait percé la foule de sa noblesse, et ils avaient compris « que le bon roy avoit eu peur de les scandaliser (humilier) en présence de tant de seigneurs<sup>3</sup>. »

En même temps Henri IV se tournait vers le peuple. Qui ne le sait ? Qui n'a entendu vanter cette portion de son règne ? Qui ne connaît le mot célèbre dans lequel la postérité semble avoir résumé la sollicitude de ce prince pour les plus pauvres de ses sujets ? Henri avait vu de près la détresse du peuple. Le souvenir des exactions qu'avait entraînées la guerre pesait à son âme. Il avait tout fait, pendant la lutte, pour les réprimer. Une fois en possession du trône, il fit tout pour les éteindre et les réparer. Peut-être y eut-il, sur ce point, quelque différence entre les idées de Henri IV et celles de Sully. Sully servait avec ardeur les efforts du roi ; mais ce qui le préoccupait, c'était, avant tout, le développement de l'agriculture ; c'était la nécessité de rendre la richesse au sol, aux hommes la force et les bonnes mœurs. Le roi, en partageant ces pensées, mêlait avec elles ses prévisions politiques. Ce que Henri IV envisage dans le peuple, ce ne sont pas seulement des misères à effacer : ce sont des services à reconnaître ; ce ne sont pas seulement des soldats à former : c'est le paysan, c'est l'artisan, c'est la classe la plus délaissée et la plus utile du royaume à constituer. Ce peuple opprimé, ruiné, abattu, victime

<sup>1</sup> Groulart, *Voyages en cour*.

<sup>2</sup> « Il n'y a rien que je desire plus que de veoir tous les princes et grands de mon royaume bien ensemble. » *L. miss.*, VII, p. 246.

<sup>3</sup> Registres secrets du parlement de Normandie, 3 août 1609. Cité par M. Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*, IV, p. 238.

de tous les partis, des vainqueurs comme des vaincus, Henri l'a vu à l'œuvre. Il a connu au siège de Paris sa foi héroïque et terrible. Il a été tenu en échec ou appuyé par son courage, et, la paix rétablie, c'est ce peuple qui laboure les terres dévastées; c'est lui qui fait renaître ces ressources dont il est lui-même privé; c'est lui qui soutient tout, lui « qui nous faict tous vivre<sup>1</sup>, » dit Henri IV. Aussi comme ce prince est pénétré des maux qu'il lui voit souffrir! « Enfin, si nous n'avons aucune compassion du peuple, il faudra qu'il succombe, et que nous périssions tous avec luy<sup>2</sup>. » Comme il s'indigne contre ceux qui « se sont tant oubliés que de s'être voulu enrichir de la substance de son peuple<sup>3</sup>! » La veille de sa mort, apprenant que les gens de guerre ont pillé quelques maisons de paysans, il est tout hors de lui : « Partez en diligence, dit-il aux capitaines restés à Paris; donnez-y ordre; vous m'en répondrez. Quoi! si on ruine mon peuple, qui me nourrira? qui soutiendra les charges de l'État? qui payera vos pensions<sup>4</sup>? » Voilà pour ce fond d'équité blessée, qui respire derrière sa compassion.

D'un autre côté, ce peuple, si redoutable dans ses révoltes, si ferme dans ses croyances, Henri veut l'attacher à la royauté, et, par là même, à la société qu'elle dirige. De là ces mots énergiques : « S'en prendre à mon peuple, c'est s'en prendre à moi<sup>5</sup>. » De là tant de mesures qui les justifient : la déclaration du 16 mars 1595 qui soustrait à l'atteinte des créanciers les instruments de travail du laboureur; la déclaration du 24 février 1597 qui met un terme au pillage des gens de guerre; l'ordonnance du 4 août 1598, rendue dans le même but, qui défend à toutes personnes, de quelque qualité que ce soit, de porter des armes à feu sur les grands chemins; la remise faite au peuple de 20 millions de tailles arriérées, et la diminution de ses charges par l'édit de 1600, ramenant sous la loi de l'impôt les bourgeois qui en étaient frauduleusement sortis<sup>6</sup>. De là ces travaux entrepris : le dessèchement des marais, l'exploitation des mines, les manufactures permettant à « infinis pauvres gens, détruits par le malheur des guerres, dont la plupart sont contraints de mendier, de travailler et gagner leur vie<sup>7</sup>. » De là ces lettres aux échevins de Paris pour secourir les pauvres affluents dans cette ville, « par tous les moyens possibles, soit cotisations, questes ou autrement, et dresser des ateliers pour

<sup>1</sup> Préamb. de l'édit de 1599 sur le dessèchement des marais. Poirson, II, p. 30.

<sup>2</sup> *L. miss.*, VI, p. 205. Harangue du roy prononcée à Paris. 1604.

<sup>3</sup> *Id.*, IV, p. 946. Au connétable de Montmorency.

<sup>4</sup> *Id.*, V, p. 26.

<sup>5</sup> Péréfixe. *Paroles memorables de Henri le Grand.*

<sup>6</sup> Péréfixe. *Id.*

<sup>7</sup> Poirson, I et II, *passim.*

faire travailler les valides<sup>1</sup>. » De là enfin cette généreuse prévoyance, établissant, pour les grandes exploitations qu'avait provoquées Henri IV, que les ouvriers seront payés de préférence aux autres créanciers, et qu'un trentième du produit sera réservé pour les ouvriers blessés ou malades<sup>2</sup>. Ce qui ajoutait à l'effet de ces mesures, c'était le désir constamment exprimé par le roi de les développer. Lorsqu'il allait dans les campagnes, il interrogeait les paysans ; il s'enquêrait de leurs besoins, il écoutait leurs plaintes<sup>3</sup>; et cette préoccupation affectueuse lui gagnait les cœurs autant que le faisaient ses réformes. De grandes souffrances restaient à adoucir, de grands abus à détruire. On savait que le roi y portait toutes ses pensées. En 1602, il avait révoqué l'édit de la *Pancarte* ; il préparait de même le moment où il lui serait possible d'abolir la taille ; il combinait à l'avance les moyens de substituer à l'odieuse *gabelle* la vente équitable et libre du sel<sup>4</sup>. Il veillait, en attendant qu'il les pût retirer, à ce que les impôts fussent mieux distribués. Il avait établi qu'il ne serait rien exigé du peuple sans une ordonnance en forme, et il invitait ses trésoriers à « répartir les tailles avec équité, balançant la pauvreté des uns avec la commodité des autres<sup>5</sup>. » Sully renouvelait ces instructions : il réprimandait, au nom de Henri IV, les commissaires, ces « larroneaux, ces voleurs, » si fortement dénoncés par le président Goulard, leur enjoignant « de regarder à soulager les sujets du roy autant que possible<sup>6</sup>. »

Les grandes entreprises auxquelles Henri IV conviait ses peuples servaient non-seulement à les soulager, mais encore à les réunir. Elles rapprochaient les diverses classes par l'échange mutuel des services ; elles les accoutumaient à s'appuyer les unes sur les autres, et les hautes influences, exercées pour les fins utiles, reprenaient leur place dans la conduite de la nation. La royauté marchait la première. En établissant à la Flèche, « en la propre maison de ses pères, » un collège de jésuites, Henri IV avait voulu, suivant sa déclaration, « donner exemple à ses sujets. » Ce n'était là qu'une application particulière de sa politique. Dans toutes ses réformes, il commençait par donner l'exemple, et cet exemple, il invitait les trois ordres, suivant leur rang, à le suivre et à le proposer eux-mêmes. Le dessèchement des marais, la culture des soies, tous ces travaux qui devaient assainir le sol ou lui rendre la fertilité, le roi les avait d'abord tentés sur ses propres domaines.

<sup>1</sup> *L. miss.*, IV, p. 355.

<sup>2</sup> *Anc. lois françaises*, t. XV. — *Hist. de France* de M. Henri Martin, X, p. 457.

<sup>3</sup> *Péréfixe. Paroles memorables de Henri le Grand.* — Mathieu, *Hist. de Henri IV*, p. 832.

<sup>4</sup> *Péréfixe*, troisième partie.

<sup>5</sup> *L. miss.*, VI, p. 704.

<sup>6</sup> *Œc. roy.*, VII, p. 183.



« L'exemple de Sa Majesté, écrivait Olivier de Serres, a été joint à ses commandemens avec grande efficace pour le bien de ses peuples<sup>1</sup>. » Le clergé, comme le « premier ordre » du royaume, et « pour attirer les autres à son exemple<sup>2</sup>, » la noblesse, le tiers état, avaient été successivement exhortés à imiter le roi. La même pensée inspirait Henri IV, lorsque, repoussant toute violence, il recommandait au clergé de convertir les protestants par le libre ascendant des doctrines et des vertus; lorsqu'il exhortait la noblesse à vivre simplement et à se retirer dans ses terres; lorsqu'il ramenait la liberté parmi les corporations et protégeait les artisans contre la tyrannie des maîtres-jurés; lorsqu'intéressant aux progrès de l'industrie le bonheur de tous ses sujets il destinait ses manufactures, les unes aux gentilshommes tombés dans la misère et à qui leur rang ne permettait pas toute espèce de travail, les autres aux ouvriers sans ressources et de moindre condition<sup>3</sup>; lorsqu'enfin, et comme pour rendre visible cette universelle conciliation, il méditait de réunir au Louvre les grands maîtres en tous genres et les grands seigneurs, et de former ainsi « une alliance de l'esprit et des beaux-arts avec la noblesse et l'épée<sup>4</sup>. » Jamais n'avait mieux paru la mission du pouvoir. La royauté semblait ne dominer les peuples que pour les pacifier, pour les unir, pour les élever. Nul droit et nulle misère ne demeuraient à l'écart de sa vigilance. Honorant les grands et prenant en main la défense des faibles, elle se mêlait avec tous et les faisait tous servir à ses desseins : poussées par son influence, les forces vives de la nation se rassemblaient pour le bien public, et, au-dessus des rivalités, montait, de concert avec l'amour du souverain, le sentiment de la patrie.

### XIII

Pérélize, racontant les bienfaits de cette politique, trace un merveilleux tableau de l'état de la France. Les classes sont en paix : elles réparent, chacune dans sa sphère, les calamités des guerres : tout marche à l'exemple du roi.

Ce n'est pas que tous les maux fussent détruits, ni toutes les haines éteintes. De telles transformations ne se rencontrent guère dans les affaires humaines. Mais deux choses existaient : la confiance dans le pouvoir, et l'activité, librement suscitée, des peuples.

<sup>1</sup> Poirson, II, p. 68.

<sup>2</sup> *Id.*, II, p. 90.

<sup>3</sup> *Id.*, II, p. 86. |

<sup>4</sup> *Id.*, II, p. 87. Extrait de Sauval, *Hist. des recherches et antiquités de Paris*, II, p. 507 et 40.

Ces institutions qui se soutiennent, ces assemblées qui délibèrent, ces travaux immenses qui remuent toute une nation, cette administration régulière et protectrice, ces impôts diminués, chaque année signalée par un progrès nouveau, et cette royauté revivant au fond des cœurs, comme une arrière-pensée d'espérance qu'un crime va fondre en une douleur sans nom, voilà les traits, voilà l'honneur de ce règne de douze ans<sup>1</sup>. Devant ces résultats, Henri IV pouvait dire : « J'auray remis ce royaume en son entier ; à quoy ont tendu tous mes travaux et desseins depuis que Dieu m'a appelé à ceste couronne<sup>2</sup>. »

Cependant il n'était pas satisfait. La veille de sa mort, au moment de partir pour sa grande expédition, il disait « qu'il estoit résolu de travailler à bon escient à la réformation de son Estat, » et il conjurait « tous ses bons serviteurs de seconder courageusement et vertueusement ses bonnes intentions<sup>3</sup>. » Signe assuré de la vraie grandeur de ne pas se reposer en son œuvre et de vouloir toujours la pousser plus loin ! Cette résolution, Henri IV l'avait dès longtemps formée : dès longtemps il méditait sur les moyens de l'accomplir. C'était l'objet des mémoires qu'il se faisait adresser de tous les points du royaume ; c'était l'objet des rapports qu'il demandait à Sully sur les besoins de ses peuples. C'était l'objet de ses entretiens avec son ministre, alors que, le prenant à part, les doigts familièrement passés dans ses doigts<sup>4</sup>, il le menait dans ses jardins ou sur cette terrasse de l'Arsenal, d'où Paris, tout embelli par ses soins, se découvrait à ses regards. Il voulait avoir des états de toutes les parties de l'administration ; il traçait lui-même les plans sur lesquels Sully devait travailler, et ces plans embrassaient tout<sup>5</sup>. L'esprit sans cesse en avant, plus occupé des maux qui survivaient que de ceux qu'il avait détruits, rappelant dans de nobles maximes<sup>6</sup> les devoirs des rois, évoquant l'histoire des grands souverains et se portant l'émule de leur gloire, il préparait les matériaux à un meilleur avenir, et cet avenir, au retour de ses guerres, sa main victorieuse devait le fonder dans la paix. Tout s'enchaînait dans sa politique : une fois son royaume remis dans l'ordre, il allait prendre les armes pour l'indépendance de l'Europe. Une fois l'Europe en repos, il revenait à son royaume, et dans son royaume, comme en Europe, ses grands desseins se dévoilaient.

Quels furent les grands desseins de Henri IV sur l'Europe ? quelle fut et que devait être sa politique extérieure ? c'est ce qu'il nous reste

<sup>1</sup> Ce n'est en effet qu'en 1598 que commença vraiment le règne de Henri IV.

<sup>2</sup> *L. miss.*, IV, p. 979.

<sup>3</sup> Mathieu, *Hist. de Henri IV*, p. 819.

<sup>4</sup> *Œc. roy.*, III, p. 158.

<sup>5</sup> *Œc. roy.*, VIII, p. 84.

<sup>6</sup> *Œc. roy.*, VIII, p. 90.

à considérer. Nous réservons cette étude pour une dernière partie. Nous ne voulons aujourd'hui que lui emprunter un trait, un trait qui montre, dans l'influence que la France devait exercer sur le monde, l'influence même de la royauté sur la France. Au faite de ses entreprises, devenue l'arbitre des nations, la France devait, dans les projets de Henri IV, « essayer, dit Sully, de disposer, *par son exemple*, toutes les dominations de commander *tant amialement à leurs subjects*, et désirer d'eux choses *si équitables*, qu'elles les disposassent à leur obéir *volontairement et gayement*<sup>1</sup>. »

C'était le gouvernement de Henri IV transporté dans l'Europe entière.

CH. MERCIER DE LACOMBE.

<sup>1</sup> *Œc. roy.*, IV, p. 9.

---

## LE PAYS DES LANDES

---

# UNE THÉBAÏDE EN FRANCE

---

### I

ASPECT GÉNÉRAL DES LANDES. — COUP D'ŒIL SUR LEUR HISTOIRE.

Chaque pays a son paradis terrestre et son désert. Près des rives si fertiles du Nil, l'Afrique voit se dérouler les longues plaines du Zah'rah.

L'Asie, qui possède les riches vallées de Kachmyr et la brillante végétation de l'Inde, recèle aussi les vastes solitudes tartares et les champs neigeux de la Sibérie.

La Russie nous offre des steppes, l'Amérique des pampas, et, non loin du beau pays de Béarn, la France a pour désert la solitaire région des Landes.

Pays déshérité entre tous, les Landes offrent à l'œil du voyageur des plaines sans bornes comme l'horizon des mers. Trois fois nous avons traversé ces vastes solitudes, et toujours nous avons ressenti cette impression de tristesse que l'homme éprouve quand il est isolé de ses semblables, livré à la seule nature. De rares habitations, éloignées de plusieurs milles les unes des autres, ne servent qu'à mieux montrer l'immensité du désert dont elles jalonnent l'étendue; car dans ces plaines, comme dans les hautes montagnes, l'œil perd la faculté de mesurer les distances, faute de trouver un point de comparaison. Cependant à de longs intervalles on voit surgir des forêts de pins comme des îles de verdure; elles reposent la vue fatiguée et montrent la puissance de l'homme transformant le désert, fixant le sable mouvant et lui disant comme Dieu dit à la mer : *Tu n'iras pas plus loin.*

Tout, dans ce pays, diffère de ce que l'on voit ailleurs, et c'est là ce qui captive puissamment l'intérêt. Le sol n'y est pas de la terre, mais du cristal de roche en poudre; l'Océan y vomit sans cesse des vagues

de sable, le voyageur marche sur les eaux que la poussière arrêtée couvre d'une croûte épaisse, et se noie plus loin dans un terrain mouvant. Le berger est suspendu sur de hautes échasses entre la terre et le ciel, comme s'il ne tenait plus à l'une et point encore à l'autre; enfin on trouve à la fois l'insouciance du pâtre ignorant tout, presque Dieu, et la vie contemplative des bernardines, dans leurs cabanes de joncs aux bords de la mer.

L'origine du mot *lande* est curieuse à rechercher, elle paraît venir de l'allemand *Land*, qui signifie le pays riche et cultivé, la terre par excellence, la patrie, *Vaterland*. En passant dans la langue française ce mot semble avoir pris un sens ironique et servir à désigner le plus pauvre, le plus stérile des pays; il est remarquable que, presque toujours, les emprunts que la langue française a faits à l'étranger ont été ainsi détournés de leur signification noble pour en prendre une triviale; tels sont les mots *hère*, pauvre diable, de l'allemand *Herr*, qui signifie seigneur et maître; *rosse*, mauvais cheval, de l'allemand *Ross*, coursier, cheval de guerre; *baragouin*, du bas breton, *bara-gwin*, pain et vin, mots incompréhensibles, par lesquels le pauvre bas Breton demandait sa vie quand il venait en France; *käbleur*, de l'espagnol, *hablar*, parler avec éloquence.

L'histoire ne dit point cependant que les Allemands aient envoyé jadis une colonie dans les Landes.

Mais en revanche les Romains y laissèrent comme partout des traces de leur séjour et de leur domination; on rencontre en effet sur plusieurs points des traces de voie romaine, des restes d'anciens tombeaux, des médailles d'or et de bronze; à *Herbefaverie*, on remarque un tumulus de la même origine, et près de *Mimizan*, des pyramides, dont la destination est inconnue, mais dont la construction remonte également à l'époque romaine.

Si les Romains pénétrèrent dans les Landes, les Landais vinrent aussi en Italie. La tradition rapporte que les Boïens (habitants primitifs de la teste de Buch), partis des bords du bassin d'Arcachon, entrèrent en Italie par les Alpes pennines, et s'avancèrent jusqu'à *Préneste*, où, défait par le dictateur Sulpicius, ils se dispersèrent en *Helvétie* et en *Bavière*; ils s'y établirent, et de là vient peut-être ce souvenir germanique dont nous parlions plus haut, souvenir qui s'est traduit par le nom même du pays.

Mais l'événement le plus mémorable dans l'histoire de la province fut sans contredit la demande que neuf cent mille Maures, chassés d'Espagne en 1610, firent à la France, de venir coloniser les Landes, alors bien plus délaissées qu'aujourd'hui. La France, qui avait voulu qu'Henri IV se fit catholique avant de lui permettre de régner sur elle, crut devoir demander aussi que les Maures devinssent chrétiens

s'ils voulaient devenir Français. Ils refusèrent et s'embarquèrent pour l'Afrique, emportant avec eux leurs regrets et leurs espérances.

Que fut-il advenu si leur proposition eût été acceptée? Leur habileté en agriculture est assez connue pour penser qu'ils auraient rapidement transformé le désert; ils avaient déjà sillonné l'Espagne de leurs canaux de drainage et couvert ses provinces de riches moissons. Mais, en échange de ce bienfait, que de guerres civiles! que de coutumes superstitieuses! que de haines et de sang répandu!

Beaucoup d'écrivains, même des plus modernes, ont applaudi les Maures d'avoir refusé l'apostasie, et blâmé la France de s'être montrée si intolérante à leur égard, comme si ce n'était pas aussi une apostasie que de livrer le cœur d'une nation à toutes les influences d'un culte imposteur.

Mais l'homme est ainsi fait, qu'il s'attache à l'erreur quand elle se pare d'un lambeau de vertu, et qu'il repousse la vérité dès qu'il croit lui trouver la moindre imperfection; il cesse alors de percevoir la différence entre le vrai et le faux, entre la lumière et les ténèbres, et, les traitant de puissances égales, il s'étonne que le Christ refuse d'adopter Mahomet.

## II

LE SOL. — LES DUNES — LA DATE DU DÉLUGE DÉTERMINÉE PAR LA MARCHÉ DES SABLES. — ALIOZ.

Les Landes forment une large zone de sable, qui s'étend de la *Gironde* à l'*Adour*; de la pointe de *Grave* jusqu'aux frontières d'Espagne.

La longueur de cette plaine sablonneuse est d'environ soixante lieues sur vingt dans sa plus grande largeur.

C'est un vaste plateau de forme triangulaire dont le terrain s'élève peu à peu du nord au sud, par une croupe légère à peine apparente depuis la vallée de la Garonne.

Le point le plus élevé atteint environ quatre-vingts mètres au-dessus du niveau de la mer, puis redescend par une pente douce vers le golfe de Gascogne.

Mais ces deux versants, se prolongeant à droite et à gauche sur une surface de plus de vingt-cinq lieues, la différence de niveau disparaît, et l'œil n'aperçoit qu'une plaine horizontale et sans fin.

C'est sur ce plateau que s'opère le partage des eaux; à l'est elles coulent dans la Garonne, à l'ouest dans la mer. Et, chose remarquable! la partie centrale du plateau est si bien isolée, dit M. de Chaude-

senque, qu'en le suivant d'abord, puis les coteaux auxquels elle se lie, puis la crête des montagnes qui leur succèdent, on peut parvenir, de l'embouchure de la Garonne jusqu'à sa source dans les Hautes-Pyrénées, sans traverser une rivière ni même le plus petit ruisseau.

Aussi, ajoute le même auteur, pourrait-on considérer cette dernière ondulation de terrain comme la dernière assise des Pyrénées, dont la base se terminerait à la pointe de Grave.

L'Océan rejette annuellement sur cette côte une quantité de sable que Brémontier évalue à un million deux cent quarante-cinq mille quatre cent cinq mètres cubes. Accumulée depuis des siècles, cette couche s'étend à vingt lieues dans l'intérieur des terres, et va se perdre dans les plaines fertiles d'Aire et de Villeneuve-de-Marsan. Son épaisseur habituelle n'est que de quarante ou soixante centimètres, mais sur le bord de la mer il en est autrement; le sable s'amoncele en monticules qui atteignent quarante, soixante et cent mètres, et dont les éternelles migrations font encore de nos jours le désespoir des habitants.

On trouve dans la plus grande partie des Landes, au-dessous des sables, une roche sablo-ferrugineuse d'un brun plus ou moins foncé, et dont l'épaisseur varie de dix à vingt centimètres. Elle porte le nom d'*alioz*; sa nature ferme et compacte la rend impénétrable à l'eau, et les racines pivotantes des arbres ne peuvent s'y enfoncer; de là on double inconvénient : l'eau croupissante forme partout des flaques et des marais, et la culture des arbres de haute futaie est rendue impossible par la nature même du sol. Aussi, pour l'agriculteur, l'*alioz* est-il l'obstacle le plus insurmontable au défrichement du sol et à son assainissement.

Comment s'est formée cette couche compacte, et comment se trouve-t-elle pénétrée ainsi d'un ciment ferrugineux ?

Elle le doit sans doute aux sources ferrugineuses des contrées voisines, qui, à des époques reculées, avant l'accumulation des sables, devaient couler en nappe sur la surface encore basse et unie des Landes; ces eaux, déposant ainsi peu à peu le fer qu'elles contenaient, en ont imprégné les premières couches de sable rejetées par l'Océan, jusqu'à ce que la dureté même de ces premières couches eût limité l'action des eaux qui n'ont pu continuer d'y pénétrer plus avant, tandis que de nouveaux sables formaient un lit aux eaux courantes.

Ainsi s'expliquent à la fois la formation de l'*alioz*, sa faible épaisseur et son augmentation dans les lieux où les eaux ont longtemps séjourné.

On ne rencontre jamais qu'une couche d'*alioz*, tantôt friable et se désagrégeant à l'air, tantôt de la dureté d'une pierre; il est reconnu qu'une fois brisée elle ne se reforme jamais complètement.

Au-dessous de l'aliotz, on trouve l'argile qui alterne souvent avec des sables purs ou mêlés de lignites. Plus bas encore on rencontre un terrain de formation marine; c'est un calcaire grossier, abondamment fourni de coquillages fossiles, que l'on peut employer avec avantage pour amender par la chaux les terrains appauvris.

Les dunes (du celtique Dun, coteau ou colline) forment une chaîne de collines de soixante lieues de longueur et d'une lieue et demie de largeur sur le bord de la mer.

Sans cesse rejetés par l'Océan dont ils forment le rivage et poussés dans l'intérieur par le vent de mer, les sables s'accumulent ainsi en collines, qui ne tardent pas à s'écrouler pour se reformer plus loin en masses nouvelles avançant ou reculant suivant que le vent souffle de terre ou de la haute mer. Mais, comme le vent d'ouest est beaucoup plus fréquent et plus fort, les dunes avancent en somme et gagnent du terrain. Leur pente est plus douce du côté de la mer; elle y mesure vingt degrés, tandis qu'à la face opposée le talus d'éboulement en mesure cinquante.

Toute la masse des dunes marche pour ainsi dire pendant un orage. Les cimes s'écroulent et remplissent les vallons; de nouvelles pentes se forment un peu plus loin, le sable le plus fin remplit l'air, et l'ouragan qui siffle autour de vous vous fouette le visage avec cette poudre impalpable; on en est pénétré et couvert, on ne peut respirer sans en recevoir aussitôt; les yeux ne peuvent s'ouvrir sans être blessés à leur tour; c'est le Zah'rah en petit, mais presque aussi terrible.

Si les dunes viennent à rencontrer dans leur migration un champ cultivé, un village, une forêt, le sable s'y dépose, y pénètre de toutes parts, et bientôt tout se trouve enseveli sous ce linceul blanc. Un grand nombre de villages mentionnés dans les archives du moyen âge ont été ainsi détruits; ils ont disparu sous cette pluie de sable, comme *Herculanum* sous la lave, ou plutôt comme *Pompeia* sous une pluie de cendre; ils attendront là sans doute bien des siècles, jusqu'à ce que les savants futurs, ceux du nouveau monde peut-être, viennent pratiquer des fouilles, creuser des tranchées, déblayer le terrain, et faire renaître ces ruines ensevelies, pour montrer à leur temps ce que nous étions alors. Et certes ils trouveront tout en place; le sable s'infiltre en effet sans violence; il couvre les objets sans les déformer ni les changer de position, sans les ébranler même; les arbres gardent leurs feuilles, la tige garde sa fleur, et la corolle à demi éclosée se trouve emprisonnée sans avoir pu s'épanouir pour donner ses derniers parfums.

Pendant longtemps on a pu visiter, vers le canal de Furnes, le tombeau d'une église dont le clocher seul paraissait encore.



On voit à la *Teste*, à *Mimizan*, à *Vielle*, des pins dont les plus hautes branches n'apparaissent plus que comme une forêt naissante, tandis que leur tronc est enfoncé de soixante ou quatre-vingts pieds dans les dunes.

Le bourg de *Sart* a été envahi par les sables. L'église de *Lége* a dû être rebâtie trois fois. Le bourg de *Bias* et son église ont disparu sous la dune d'*Udos*, ensemençée maintenant depuis bien des années.

A *Mimizan*, l'ancienne église, menacée longtemps par une dune de cent vingt pieds de hauteur, a fini par être engloutie. Bien plus, *Mimizan* autrefois était un port, et maintenant il se trouve à quatre kilomètres de la mer; ce port a été comblé par les sables, et la mer s'est reculée. Il y a vingt ou trente ans, à la suite d'un ouragan terrible, une partie du port fut déblayée, et l'on put revoir des carènes de navire à moitié découvertes; puis, le vent d'ouest ramenant de nouveaux flots de sable, les vaisseaux et le port disparurent encore et sans doute pour toujours.

C'est ainsi qu'ont disparu l'île de la *Motte*, le port du *Vieux Saulac* et celui du *Cap-Breton*, les grands bois de la *Canau*, et plusieurs villes signalées par les anciens géographes. Le port *Saint-Vincent* est fermé depuis six cents ans, il forme aujourd'hui l'étang de la *Canau*, à dix kilomètres de la mer.

C'est en vain que les habitants se réunissent pour protéger leurs demeures; on les voit, lorsque le vent est favorable, enlever le sable dans des paniers et le porter au loin pour le livrer au vent d'est. Mais dans cette lutte contre la nature l'homme est insuffisant, s'il est réduit à ses propres forces; nous verrons bientôt comment le génie de Brémontier résolut ce problème et parvint à sauver tout un pays. Mais les sables ne luttent pas seulement contre les œuvres et les monuments de l'homme: ils s'attaquent aux éléments, et les eaux, les fleuves même, en subissent l'influence.

Quand les dunes rencontrent un marais ou un fleuve, elles le comblent en chassant devant elles les masses d'eau qui s'y trouvaient; elles ont ainsi détourné le cours de l'*Adour*. En 1360, son embouchure fut obstruée par les sables; le fleuve se porta vers le nord, suivit la chaîne des dunes pendant vingt-cinq kilomètres, et vint se jeter au *Vieux-Boucau*, dont le port acquit alors une certaine importance; cet état de choses dura jusqu'au dix-septième siècle; à cette époque *Gaston de Foix* fit déblayer l'embouchure primitive, et le fleuve reprit son ancien cours; du *Vieux-Boucau* à Bayonne son lit se trouve encore indiqué par une série de lagunes; l'embouchure actuelle est souvent menacée par les sables, mais des jetées en charpente maintiennent et consolident les dunes qui dominent ses bords, et dont la principale porte le nom de *Blanc-Pignon*.

Rien n'est triste et sauvage comme l'aspect des dunes.

Nul bruit ne s'y fait entendre que celui de l'oiseau de proie qui plane sur vos têtes; on marche avec peine dans les *lètes* ou vallons qui les séparent; à chaque pas on enfonce, et le pied ne se relève qu'avec effort, mais cet effort est silencieux : le sable amortit le bruit des pas. La voix ne trouve plus d'écho; l'œil ne se repose sur aucune verdure, un soleil brûlant chauffe le sol; on respire une atmosphère embrasée; le reflet ardent de la lumière sur le sable chauffé et son miroitement sur les milles facettes de cette blanche poussière blessent l'organe de la vue; les paupières ne s'ouvrent qu'avec peine. On se croirait dans les vastes déserts de l'Afrique, surtout quand le vent d'orage s'élève et que les rafales entraînent avec elles des tourmentes de sable qui effacent les dernières traces de la route; on comprend alors comment l'armée de Cambyse a pu être ensevelie dans les déserts d'*Ammon*.

Les dunes offrent aussi un danger imprévu au voyageur imprudent qui se hasarde à leur sommet, surtout quand elles sont de récente formation. Toutes ces parcelles arrachées à l'Océan sont couvertes d'une légère couche de sel qui les réunit et les maintient. Mais quand la saison des pluies a passé sur elles, l'eau, s'infiltrant dans la dune, dissout le sel, et les grains de sable ainsi privés de leur milieu s'écroulent sous le moindre poids à de telles profondeurs, qu'un homme entier peut disparaître.

Et cependant, à peine les dunes sont-elles formées, que la nature vivante cherche à se fixer sur cette terre mouvante. On trouve à leur sommet et sur leurs flancs le *coret des sables* (*carex arenaria*), le *roseau* et le *phalaris*, puis, à leurs pieds, la *linaire* à feuille de thym, la *carotte sauvage*, l'*épervière luineuse* et l'*œillet des sables*, dont la tige s'allonge pour amener à fleur de terre sa corolle purpurine.

Le sable de ces monticules présente ordinairement une structure stratiforme, il contient de faibles lits de tourbe; on peut en rencontrer successivement deux ou trois couches superposées, ce qui annonce que des marais se sont formés et ont été comblés à plusieurs reprises. Des coquilles entières ou brisées, des os de poisson, se trouvent mêlés à cette poussière; on y rencontre même des ossements humains apportés autrefois par les hautes marées, derniers vestiges d'un naufrage dont nul ne garde le souvenir, car tout passe en ce monde, et le souffle de l'oubli emporte d'une égale vitesse un cri de joie et un sanglot.

Rien ne paraît plus inutile que ces collines de sable; mais tout a de l'importance aux yeux de Dieu, et les sables comme les étoiles racontent sa gloire.

Les dunes sont en effet pour le savant un immense chronomètre, un vaste sablier, au moyen duquel il mesure la marche des siècles, et la progression régulière de celles de Gascogne a servi à fixer la date du déluge.

« C'est, dit Cuvier, à compter de la retraite des grandes eaux, que « nos escarpements actuels ont commencé à s'ébouler, nos fleuves « à déposer leurs alluvions, notre végétation à s'étendre et à pro- « duire du terreau, nos falaises à être rongées par la mer, nos dunes « à être rejetées par les vents, et que les colonies humaines ont com- « mencé ou recommencé à se répandre. »

L'illustre ingénieur Brémontier étudia avec persévérance pendant une longue suite d'années le mouvement des dunes dans les Landes; il reconnut qu'elles avancent de vingt à vingt-quatre mètres par an. Or, en calculant à ce chiffre le temps qu'elles ont dû mettre pour parcourir l'espace qui les sépare aujourd'hui de la mer, il établit qu'elles ont commencé à se mouvoir à une époque qui remonte à quatre mille cent vingt-huit ans.

Deluc avait obtenu un résultat semblable en mesurant les dunes de la Hollande.

C'est ainsi que la science vient chaque jour donner un éclatant témoignage au récit mosaïque autrefois si controversé. Rien ne montre plus la toute-puissance de Dieu et le génie de l'homme que ce contraste étonnant : pendant que l'astre brillant du jour suffit à peine pour marquer le court espace des heures, c'est assez d'un grain de sable que la mer rejette et que le vent emporte, pour mesurer la marche des siècles et les âges du monde.

### III

#### GÉOLOGIE. — LE PASSÉ ET L'AVENIR.

Tout porte à croire qu'à l'époque des formations géologiques le pays des Landes formait un golfe triangulaire, borné au sud par les collines qui bordent l'Adour, et au nord par les hautes plaines du Condomois. La mer baignait ce golfe profond, et venait battre contre les falaises argilo-calcaires, dont les pentes abruptes tournées du côté des sables semblent encore indiquer l'action des eaux.

Lorsque l'Océan se retira pour la première fois, ce fut sans doute à l'époque du soulèvement pyrénéen; nous avons vu en effet que la base de ces montagnes se prolonge par une pente douce presque jusqu'à la pointe de Grave, et sépare maintenant en deux versants op-

posés l'immense plaine que couvraient les flots et qu'un mouvement des mondes a soulevé.

La grande mer en se reculant laissa d'immenses dépôts sablonneux, premier étage des Landes, dont ils forment maintenant comme les catacombes.

Ce banc de sable parsemé de coquillages, quoique remontant à une époque antédiluvienne, est cependant d'une date encore récente dans l'ordre des révolutions du globe, car on rencontre près de Dax des coquilles fossiles, dont les espèces se retrouvent encore vivantes dans les mers voisines.

Quand la mer eût abandonné les sables, ceux-ci formèrent longtemps de vastes marais; les eaux du voisinage s'y répandaient en nappe, déposant peu à peu leurs sédiments qui formèrent successivement diverses couches d'argile, et cette couche d'oxyde de fer, tantôt argileux, tantôt siliceux, que l'on nomme l'*alioz*.

Mais l'Océan n'avait point abandonné pour toujours ces bas-fonds; il y revint périodiquement et les couvrit d'un nouveau linceul de sable; chaque vague en était remplie, et venait à son tour le déposer sur le rivage, puis, tandis qu'il s'accumulait sur les bords, le vent de mer l'entraînait au loin et en couvrait le sol entier.

Cette accumulation des sables produisit un double effet. La mer se recula, le rivage s'élargit, et ce qui était un golfe profond devint peu à peu une immense plage, dont la ligne, maintenant verticale, s'étend de la Gironde à l'Adour. La forme géographique de cette contrée fut alors complètement changée. Avant cette époque sans doute, la Gironde n'existait pas; la Garonne et la Dordogne devaient se jeter dans la mer au Bec-d'Ambès, premier delta des fleuves qui s'étendait sans doute jusqu'aux îles de Carmeil et de Patiras. Maintenant la prolongation des sables a formé un second delta bien plus considérable entre le rivage de l'Océan et la rive méridionale de la Gironde; c'est ce qu'on nomme la pointe de Grave. Si le fleuve lui-même ne présentait pas un volume aussi immense et un courant aussi fort, il y a longtemps que son embouchure serait fermée.

Dans toute son étendue on trouve en effet de longs bancs de sables, ceux de Mortagne, de By, de Castillon; mais la puissance de ce cours d'eau neutralise l'élan de la mer, et la Gironde défait sans cesse le travail incessant de l'Atlantique.

C'est un spectacle imposant que la lutte de ces éléments infatigables : ici des flots qui combattent les flots, là de vastes pays conquis sur la mer par la puissance d'un atome; un golfe de soixante lieues de longueur sur vingt-cinq de profondeur comblé dans son entier, et l'homme prenant possession de ce sable mouvant pour y planter sa tente plus éphémère encore.

Nous avons vu ce qu'étaient les Landes antédiluviennes, puis les Landes de nos jours; il est facile de prévoir aussi par les données de la géologie ce que seront les Landes dans les siècles futurs. On a étudié l'avancement des sables dans les terres; on a vu qu'ils marchaient d'une demi-lieue par siècle; mais il faut étudier aussi la progression des terres qui avancent sur la mer; marche sans doute plus lente encore, mais qui n'en est pas moins certaine; la mer dépose chaque année environ un million deux cent quarante-cinq mille quatre cent cinq mètres cubes de sable sur ses bords, ce qui équivaut à une bande de cinq mètres de largeur, étendue sur toute la ligne du rivage, depuis la pointe de Grave jusqu'à l'embouchure de l'Adour (deux cent trente-trois mille cinq cent treize mètres de développement), soit cinq cents mètres par siècle (un demi-kilomètre).

Une immense zone sablonneuse environnera la France, celle des Landes se joindra à celle de l'Aunis, celle de l'Aunis aux Landes du *Finistère* qui marchent si vite, qu'en moins de deux cents ans, elles ont gagné six lieues près de Saint-Pol-de-Léon; sur les côtes de la Manche nous retrouvons les dunes, à *Dunkerque*, à *Calais*, à *Boulogne*. Le prolongement sous-marin de ces sables ne tardera pas à rejoindre le *Borneur* ou *Kintmen*, autre banc de sable immense qui fait le tour de l'Angleterre et s'étend jusqu'aux *Hébrides*, tandis que d'autre part il touche au *Zuyderzée* et aux sables de la *Hollande* et du *Holstein*, de la *Meuse* et de l'*Escaut*.

A cette époque la France et l'Angleterre, unies déjà dans des temps reculés (comme l'indiquent les forêts sous-marines), la France et l'Angleterre ne feront plus qu'un seul pays; la Manche aura disparu, les géographes compteront une mer de moins et un royaume de plus sur le continent.

C'est principalement sur les côtes occidentales des continents qu'on observe les dunes; et l'on croit en avoir trouvé la raison dans les vents d'ouest, qui sont très-violents.

Leur marche dévastatrice a été étudiée sur les côtes d'*Angleterre*, d'*Irlande* et de *Hollande* par le célèbre Deluc. Mais c'est surtout sur les plages de l'ouest de la France que ce phénomène exerce ses ravages, et l'on a pu calculer que, dans deux mille ans, elles auraient enseveli Bordeaux.

Cependant, sur la plage orientale de l'Amérique, on retrouve également de vastes espaces envahis par le sable; le hanc de *Terre-Neuve* en est un exemple, et, chose singulière! vers l'embouchure du *Mississipi*, le rivage est couvert de dunes ou monticules formés, non point de sable, mais de coquillages très-durs, qu'on exploite et qu'on enlève pour paver les rues de la Nouvelle-Orléans.

## IV

LES EAUX. — MARAIS. — ÉTANGS. — FORMATION DE LA TOURBE.

La séparation des eaux et de la terre n'est vraiment point faite dans les Landes; il semble que Dieu ait arrêté son œuvre au second jour de la création; les sables mouvants sont sans cesse entremêlés de flaques d'eau stagnante. Le soleil brûlant de l'été les dessèche pour quelques jours, mais les pluies d'automne ne tardent pas à détremper de nouveau cette boue fétide.

Dans l'intérieur des terres on ne rencontre que des marais sans profondeur. Mais sur le littoral, on trouve de vastes étangs qui servent de réservoir à tous les petits cours d'eau du haut pays; ces étangs n'existaient pas alors qu'il n'y avait pas de dunes; les dunes, en se formant, ont barré le passage aux eaux qui se sont alors accumulées devant cette barrière.

Les bords de ces étangs, privés d'exhaussements, occupent de vastes espaces transformés en marais analogues à ceux de l'intérieur, mais dont plusieurs sont des marais salants.

Ces derniers occupent, le long du golfe de Gascogne, une superficie de six mille vingt-sept hectares. Profonds en hiver, ils se dessèchent complètement en été; tout le poisson qu'ils contiennent périt, et cependant lorsqu'à l'automne suivant l'eau reparait après quatre mois de sécheresse, l'étang ne tarde pas à se repeupler par le développement du frai, resté vivant dans la boue desséchée des bas-fonds.

Dans le voisinage des dunes, il n'est pas rare encore de voir, à la suite d'un orage, des marais et même des étangs entièrement déplacés.

La colline de sable qui s'éboule avec rapidité vient en effet remplir le terrain bas qu'occupait l'eau stagnante, et celle-ci, refoulée plus loin, s'écoule dans quelque nouveau bassin, ou s'infiltre au loin dans les terres.

C'est ainsi qu'en 1821 cinq fermes de la commune de Saint-Julien disparurent sous les eaux des étangs voisins, refoulées subitement par une avalanche de sable tombée des dunes environnantes.

Il se produit aussi à la surface de ces marais de curieux phénomènes; recouverts par des débris végétaux et des plantes aquatiques, ils retiennent souvent en assez grande quantité le sable que le vent enlève et pousse devant lui; peu à peu cette couche s'épaissit et forme une sorte de croûte qui trompe l'œil le plus exercé; on croit marcher sur un terrain solide; tout à coup il s'affaisse sous les pieds, on est dans l'eau jusqu'à la ceinture. Les gens du pays racontent

même plus d'une histoire de voyageurs qui périrent ainsi misérablement.

Les marais ont leurs légendes aussi bien que les plaines et les montagnes; telle est l'histoire de la Vierge de *Buglose*.

Un berger menait paître son troupeau dans les Landes voisines; il remarque un jour qu'un de ses bœufs s'était enfoncé jusqu'aux genoux dans une mare fangeuse, et poussait de longs mugissements. Il le ramène au milieu du troupeau; mais le lendemain le bœuf devenu libre reprend la même route, et chaque jour il y revient avec persévérance; on s'inquiète, on creuse à la place où s'arrêtait l'animal, et l'on trouve une statue de la Vierge Marie ensevelie sous les eaux, depuis bien des années sans doute. Le marais fut desséché, et à sa place s'élève aujourd'hui une chapelle dédiée à Notre-Dame de *Buglose*.

C'est aussi près de Buglose, dans le petit village de *Pouy*, que naquit, en 1576, un petit berger nommé *Vincent*. On voit encore au pays l'arbre sous lequel il s'asseyait pour garder ses moutons, et l'on voit à Paris la chasse qui conserve ses restes précieux, car le petit berger est devenu saint Vincent de Paul, l'apôtre de la charité moderne.

Les étangs du littoral sont nombreux; les principaux sont du nord au sud : ceux d'*Hourtins* et de la *Canau*, le bassin d'*Arcachon*, les étangs de *Cazau*, de *Biscarosse*, de *Parentis* et de *Mimizan*, ceux de *Saint-Julien*, de *Léon*, de *Soustons*, de *Tosse*, de *Moisan* et d'*Orr*, près de Bayonne.

Il faut y ajouter une série de lagunes qui occupent l'ancien lit de l'Adour entre le *Vieux-Boucau* et le *Boucau-Neuf*.

Ces vastes étendues d'eau calme et tranquille sont en automne le rendez-vous général des oiseaux de passage. Le canard sauvage y abonde surtout, et l'on assure que l'on en abat près de cent mille douzaines chaque hiver.

L'étang d'*Hourtins*, situé le plus au nord, est un des plus grands, il mesure quinze kilomètres de long sur quatre et demi de large. Sur ses bords s'élevait autrefois une ville romaine, qui portait le nom de la mère de Constantin, il ne reste maintenant que des ruines de *Sainte-Hélène*.

L'étang de la *Canau*, qui lui succède, communique avec lui par un faible courant d'eau, mais il était autrefois en communication directe avec l'Océan, et formait, il y a six cents ans, le port de Saint-Vincent; l'accumulation des sables a fermé son embouchure, et l'Océan a été peu à peu refoulé, à tel point qu'il n'y a pas moins de douze kilomètres du rivage de la mer à celui de l'étang.

Le bassin d'*Arcachon*, le plus vaste de tous ces réservoirs, forme

une anse de quatre-vingt huit kilomètres de circonférence, qui communique avec l'Océan par une passe difficile. Cette petite mer est remplie de bas-fonds ou crassats qui paralysent la grande navigation; ses bords sont réputés pour l'agrément de leurs bains. Arcachon offre un aspect féérique; une rue de six kilomètres formée de chalets, entouré de fleurs. En avant, la mer; en arrière, d'immenses forêts de pins. Le bassin fournit une quantité d'huîtres prodigieuse. Pendant plus de huit mois il en part chaque jour pour Bordeaux plus de vingt-cinq charretées. Au sommet de la dune la plus voisine du bourg de la Teste, se voient le monument et la statue élevés, en 1818, à Brémontier, le bienfaiteur et le sauveur du pays.

Le petit étang de *Moisan* faisait autrefois partie de la rade du Boucau; suivant M. Thore, son nom est toute une histoire. Un capitaine nommé Moisan était avec son navire dans la rade de Boucau, alors que l'Adour, rentrant dans son premier lit, abandonna cette embouchure. Prévenu par les armateurs, il ne voulut point les croire ni suivre le conseil qu'on lui donnait de gagner au plus vite la haute mer. Les eaux se retirèrent et le navire échoua; quant au capitaine, son nom s'est identifié avec le lieu de son malheur, et l'étang a gardé le nom de *Moisan*.

En examinant la position et les rapports de tous ces lacs, on voit qu'il y aurait moyen d'assainir le pays, soit en les desséchant, soit en les traversant d'un canal navigable.

Le projet de dessèchement, proposé par le baron d'Haussez, serait possible à cause de la forte élévation de ces étangs au-dessus des plus hautes marées; il consiste à rétablir les anciens canaux par lesquels ils s'écoulaient autrefois dans la mer. Mais l'éboulement continu des sables s'oppose à ce projet, ou le rend au moins difficile.

L'idée la plus utile serait d'établir entre tous ces étangs un canal navigable qui, suivant l'ancien lit de l'Adour, viendrait en définitive se jeter dans ce fleuve. Une loi rendue en 1834 a approuvé ce projet de canalisation au profit d'une compagnie.

Les avantages de ce système seraient immenses. L'écoulement libre du superflu des eaux empêcherait les inondations d'automne et les débordements. L'abaissement d'un mètre ou deux du niveau des étangs suffirait pour rendre à la culture des centaines d'hectares, et pour diminuer en même temps les fièvres paludéennes qui règnent sur leurs bords; l'endiguement des rives serait aussi de première nécessité, et contribuerait pour sa part à l'assainissement de la contrée.

Il est digne de remarque aussi que les marais placés dans le voisinage des grandes plantations de pins ne tardent pas à se tarir. Le chevelu des racines absorbe l'humidité par sa force de capillarité et d'endosmose. Les miasmes délétères cessent de se former, tandis



qu'une végétation vigoureuse verse dans l'atmosphère des flots vivifiants d'oxygène, transformant ainsi une contrée malsaine en un pays riche et salubre.

Tous ces bas-fonds sont couverts d'une végétation qui leur est propre; ce sont : les *nénufars* à fleurs jaunes; la *nymphaea alba*, véritable rose des eaux; le *potamogeton*, qui se plaît dans l'eau dormante; sur leurs bords croissent les joncs de toute sorte, et l'*iris pseudo-acorus*, dont la fleur, d'un bleu changeant, paraît au bord des eaux comme l'arc-en-ciel aux limites de l'orage. Ces fleurs sont les plus belles, mais il en est une foule d'autres moins connues, qui recherchent également les rives marécageuses. Chaque été elles poussent des tiges vigoureuses; leurs racines s'entrelacent dans la vase; puis, quand l'hiver arrive, les tiges et les feuilles flétries se désagrègent, gagnent le fond de l'eau et remplissent les intervalles laissés par les racines.

La succession de ces couches annuelles forme une tourbe épaisse, spongieuse, qui exhausse le fond des marais d'environ cinq centimètres par an.

« Chaque plante, dit M. Boitel, a son rôle déterminé à l'avance dans ce travail de remblai.

« Le fond des étangs est comblé par les *nénufars*, les *typha*, les *scirpus*, les *potamogeton*, dont les tiges fortes et les débris abondants contribuent puissamment à exhausser le sol.

« Puis, quand le terreau est arrivé à fleur d'eau, ces plantes privées de leurs conditions naturelles d'existence, cèdent leur place à des espèces moins aquatiques, comme l'*arundo phragmites* et le *schænus mariscus*, qui forment la transition entre l'étang et le marais; quand les nombreux débris de ce roseau ont encore exhaussé le sol, celui-ci se couvre d'un épais gazon de *carex cæspitosa*, plante vivace, dont les touffes et les racines résistantes opposent quelquefois de grandes difficultés au défrichement.

« Enfin, quand l'agriculteur voit paraître l'*anthoxanthum odoratum* ou le *poa trivialis*, c'est que le sol desséché n'attend plus que la main de l'homme pour produire d'abondantes récoltes. »

Plusieurs étangs des Landes possèdent déjà des bancs de tourbe de cinq à six mètres d'épaisseur; quand on examine les couches superficielles, on reconnaît encore les détritux végétiaux. Mais, dans les couches profondes qui ont subi à plusieurs reprises les alternatives du chaud et du froid, les caractères organiques s'effacent, et l'œil n'aperçoit qu'une masse brune ou noire plus ou moins compacte.

Ce travail incessant qui s'opère sous nos yeux nous donne une idée de la formation bien autrement importante des bassins houillers à l'époque antédiluvienne. Ces vastes dépôts de charbon de terre ne

sont autres en effet que les détritns de végétaux gigantesques, déposés par couches au fond d'anciens bassins lacustres, et passés à l'état de pyrites sous l'influence de la chaleur et d'une forte pression.

## V

## ASSAINISSEMENT DES LANDES. — LA FIÈVRE INTERMITTENTE ET LES PUITES ARTÉSIENS.

On se prend souvent, dans nos villes tumultueuses, à regretter l'air pur des campagnes; on soupire après cette brise embaumée par les fleurs; il semble que chaque souffle du vent va donner la force et la santé.

Mais la nature est une marâtre, qui vend bien cher tous les biens qu'elle semble nous donner; défiez-vous de ces forêts aux ombrages profonds, de ces herbes mouillées par les pleurs de l'aurore, et de ces lacs qui reflètent les teintes empourprées du soleil couchant. Chacun de ces poétiques tableaux cache un danger; on part pour admirer, mais le froid vous gagne, la fièvre vous saisit, on rentre pour souffrir.

La fièvre intermittente est le fléau des contrées marécageuses et de tout pays qui est défriché pour la première fois; quand ces terres incultes sont remuées par la bêche ou la charrue, elles laissent échapper des effluves délétères, et pendant plusieurs années leur voisinage est plus pernicieux qu'au temps où la brande et la bruyère couvraient seules la terre.

Mais sous l'effort persévérant de l'homme la terre s'amende, se purifie, se transforme; la végétation devient active, aspire les sucs trop abondants du sol; et telle contrée qui semblait inhabitable devient un grenier d'abondance. Aussi n'apprend-on point sans étonnement que la France au dix-neuvième siècle possède encore deux cent quatre-vingt quatre mille quatre cent cinquante-quatre hectares ou cent quarante-quatre lieues carrées de terrain marécageux, qu'on ne fait aucun effort pour détruire. Après les marais de la *Bresse* et de la *Sologne*, ceux des Landes sont les plus nombreux; les populations riveraines en éprouvent des effets funestes.

M. Jolly, en visitant la forge de *Pontens*, fut douloureusement affecté en apprenant que trente-huit ouvriers sur quarante avaient été atteints de fièvre dans le courant de l'année.

Et qu'on ne s'imagine pas que c'est une bagatelle que la fièvre paludéenne; ceux qui la prennent la gardent bien souvent une ou plusieurs années.

S'ils guérissent, c'est à grands frais, car il leur faut prendre la qui-

nine à haute dose; mais la quinine et l'or sont à prix égaux, et la guérison n'est point à la portée des pauvres.

Puis il faut compter sur les rechutes; au printemps, en automne, les effluves sont plus abondantes, et, sous l'influence continuelle de cette cause à laquelle il ne peut se soustraire, le cultivateur retombe dans une nouvelle série de souffrances; alors ses forces s'épuisent, les membres s'infiltrant, et le malade meurt hydropique.

Parlerai-je encore de ces fièvres pernicieuses qui simulent toutes les maladies, et qui emportent les malades en deux ou trois jours ?

En voilà bien assez pour montrer la misérable vie de l'habitant des Landes. Ce triste sort, il l'éviterait en partie s'il savait assainir son habitation; la construire à distance de tout marais, et ne pas choisir de préférence les lieux les plus bas; il est reconnu que les effluves marécageuses n'agissent qu'à de courtes distances, quatre à cinq cents pieds par exemple. Un rideau de pins ou de peupliers autour d'un marais les resserre dans des limites plus rapprochées, en empêchant leur dissémination par le vent. Elles ne s'élèvent pas non plus à une grande hauteur, et le pauvre landais pourrait y échapper plus d'une fois en adoptant la coutume italienne de dormir toujours à l'étage le plus élevé de l'habitation.

Mais, pour cela, il faudrait qu'il eût pour demeure autre chose qu'une chétive cabane, où le sol est souvent à nu, et dont la pièce unique sert à la fois à tous les usages de l'appartement le plus vaste.

Pour assainir le terrain, les habitants creusent de distance en distance de grands fossés, appelés *crastes*, où s'écoulent les eaux; ailleurs comme aux *Barthes*, on se contente d'élever une chaussée au milieu des prairies submergées; mais tous ces moyens restent insuffisants.

Il appartient à une autorité plus puissante, à celle du gouvernement qui possède une vaste portion du littoral, à celle des compagnies formées pour l'exploitation des dunes, de prendre l'initiative des grandes réformes et d'assainir le pays. On y arrivera certainement par les trois moyens suivants : La *canalisation des étangs*, leur *endiguement* et les *puits artésiens*.

Nous ne reviendrons pas sur les deux premiers moyens, qui sont assez connus et dont nous avons parlé plus haut.

Quant à la question des puits artésiens, brièvement abordée par M. Jolly, il y a quelques années, nous désirons la traiter ici sous un point de vue nouveau.

Que faudrait-il en effet pour renouveler les Landes?

Une juste proportion des eaux et une terre végétale.

Les puits artésiens résolvent la première question; jusqu'à ce jour ils n'ont été employés que dans des circonstances rares, pour tirer des

eaux d'une immense profondeur avec des frais énormes, comme à Grenelle et à Passy. Mais le temps est venu de les employer à la rénovation de la terre, à l'amélioration des pays.

Il faut pour cela en créer de deux sortes, qui ne varient que par leur profondeur.

Les uns pénètrent dans des couches absorbantes, sablonneuses ou autres, ce sont les puits *absorbants*; on les établit dans les lieux marécageux pour en opérer le desséchement : c'est un drainage perpendiculaire dans d'immenses proportions.

Les autres pénètrent plus profondément dans des couches aquifères, ce sont les puits *jailissants*; ils peuvent être établis : 1° dans les lieux secs et arides auxquels ils rendront la fraîcheur, et sur des lieux un peu élevés d'où ils redescendront en ruisseaux bien-faisants; 2° dans les lieux marécageux, où il serait impossible d'établir un puits absorbant; l'eau pure et constamment renouvelée donnerait alors au marécage les qualités d'un lac, dont les bords sont ombragés, et qu'on peut livrer à une pisciculture productive; tandis que le marécage, improductif de sa nature, ne fait qu'épuiser la population environnante par les fièvres intermittentes et pernicieuses que déterminent ses effluves.

Or, je n'hésite pas à le dire, l'établissement régulier et sur une large échelle de puits artésiens *absorbants* et de puits *jailissants*, soutenus par l'endiguement des rives, contient tout un avenir pour la France; c'est dans cette idée que se trouve la rénovation des Landes; celle des pays marécageux de la *Bresse* et de la *Sologne*, c'est en outre la plus grande ressource que puisse donner l'hygiène nationale pour diminuer, pour faire presque disparaître le nombre si effrayant des fièvres paludéennes, que la rareté de plus en plus grande de la quinine ne permet plus de combattre efficacement, surtout dans de pauvres localités.

## VI

### LE LANDAIS. — SES COUTUMES. — SES TRADITIONS.

Les habitants des Landes forment plusieurs tribus qui ont reçu différents noms. On les appelle *borges*, *marensins*, *couziolos*, à Bordeaux on les nomme *parents*; ils forment une population à part, dont les mœurs, le caractère, l'apparence même extérieure, diffèrent de toutes les populations environnantes. On y reconnaît quatre classes; savoir :

*Le citadin, le marin, le résinier, le berger.*

Nous nous arrêterons peu à l'habitant des villes, au résinier, au marin, dont les coutumes n'ont rien que d'ordinaire.

Mais le *berger* offre un type curieux; bien des personnes vont au loin faire de grands voyages pour rapporter des souvenirs de mœurs extraordinaires, que ne vont-ils aux Landes! Ils en trouveraient sans sortir de la France.

Le berger des Landes est vivement attaché à son pauvre pays; sa vie se passe cependant loin des villes, dans les habitations isolées, qui apparaissent au milieu des sables comme un navire au milieu de la mer; il part le matin avec ses moutons maigres, ses bœufs et ses vaches, dont la taille chétive accuse un sol stérile; le jour entier se passe dans ces vastes solitudes sous un soleil brûlant; sa nourriture est misérable, c'est la *cruchade*, bouillie de maïs avec de l'eau, du lait et du sel; le *tourin*, sorte de soupe préparée avec de l'oignon, de la graisse et du vinaigre; le *mousset* ou jambon frit, et la *sardine* de Galice. La poêle à frire est le meuble universel de la cuisine. Ils ne boivent que de l'eau saumâtre de leurs puits peu profonds ou des mares voisines.

Aussi sont-ils tous pâles, chétifs, étiolés; leurs habitations petites et malsaines, les mares qui les entourent, le fumier qu'on y conserve, tout concourt à développer les éfluves, à ruiner leur santé, et cependant le landais tient à son triste pays; il aime sa brande et ses bruyères, il se sent à l'aise devant cet horizon sans fin; il appliquerait volontiers à son pays ce proverbe islandais : *L'Islande est le plus beau pays du monde*.

Est-ce puissance des souvenirs? est-ce pouvoir de l'habitude? Croyons à l'un, par amour pour la poésie, à l'autre par amour pour la vérité.

Le costume des pâtres est formé de l'antique *béret*; de la *cuculle* ou veste en peau de brebis non mégie, dont la laine est tournée en dehors; les femmes ont de larges chapeaux de feutre ou de paille, garnis d'un ruban noir qu'elles nomment *palliole*; sur la côte elles le couronnent d'immortelles de mer.

Dans plusieurs cantons, les hommes sont fort avides des vieux uniformes, qu'on leur apporte en grand nombre, en juin et en septembre, aux foires d'Herbefaverie.

Pour compléter ce tableau, ajoutons que tous, hommes, femmes, enfants, voyagent montés sur de hautes échasses, qu'ils nomment *xanques*; cette singulière coutume leur est nécessaire pour traverser les terres marécageuses et les sables mouvants; elle est utile aussi au pasteur pour dominer de loin sur son troupeau dispersé, car dans ces plaines immenses les bestiaux se confondent avec l'herbe sauvage, les hautes bruyères les dérobent à la vue, et la distance trompe l'œil le plus exercé.

Un long balancier aide le berger dans sa marche aérienne, et lui sert de siège quand il veut s'arrêter; on aperçoit souvent des pasteurs,

isolés ainsi sur leur trépied à deux ou trois mètres du sol, surveillant leur troupeau et tricotant des bas. Nul aspect n'est plus extraordinaire que celui de ces hommes ainsi suspendus entre ciel et terre.

Avec cette monture le landais est infatigable, chacun de ses pas mesure cinq à six pieds, il marche aussi vite qu'un cheval au grand trot. Avant l'établissement du chemin de fer, c'étaient des échassiers qu'on chargeait du service des dépêches; ils faisaient en cinq heures le trajet de Bordeaux à la Teste, ce qui suppose près de trois lieues à l'heure.

Mais, si l'on veut voyager autrement, cela devient impossible, excepté dans le voisinage des villes; partout ailleurs le seul mode de locomotion est le *bros*, pesante charrette trainée par des bœufs, et qui fait environ deux kilomètres à l'heure; pour peu que l'on ait cinq ou dix lieues à faire, il faut se résigner à bivouaquer en plein air une nuit ou deux.

Aussi l'établissement de la voie ferrée est-il un grand bienfait pour le pays, et il semble au premier abord que sa construction devait être facile : le bas prix des terrains, la structure plane de la contrée, la possibilité de s'appuyer à un mètre de profondeur sur la couche résistante de l'aliöz, tout paraissait propice; aucun fleuve à traverser, aucune montagne à percer, partout la ligne droite, cet idéal du géomètre.

Mais il y avait d'autres difficultés auxquelles on n'avait pas songé : tout manquait aux ouvriers; la nourriture, le pain, l'eau et le gîte; ils étaient au milieu du désert, brûlés par le soleil, décimés par les fièvres, couchant dans des maisons roulantes ou sous la tente; il fallait les ravitailler à Bordeaux à cent vingt ou cent soixante kilomètres de distance. Peu faits à cette nouvelle vie, les ouvriers anglais se couchaient le long des rails et refusaient de travailler; les Français travaillaient en murmurant, beaucoup se retirèrent; on ne pouvait trouver des manœuvres et l'on eut beaucoup de peine à arriver jusqu'à Dax.

Revenons au berger landais; plusieurs de ses coutumes sont curieuses à connaître; mais, quand on veut étudier un peuple, il faut l'observer aux grandes époques de la vie : à la naissance, au mariage et à la mort.

C'est dans ces instants que le cœur, soulevant le poids de l'habitude et de l'indifférence, se livre entier à la joie ou à la douleur avec tout l'élan de sa nature première.

C'est surtout dans le *Marensin* (maris sinus), près de l'étang de Léon, que l'on retrouve les mœurs primitives et les vieilles coutumes. Quand un jeune homme recherche une jeune fille en mariage, il se rend au milieu de la nuit avec ses amis à la demeure de sa future; il

frappe, tout le monde se lève, on dresse le couvert et l'on se met à table, la nuit se passe à manger, à boire, à causer de tout, excepté de la grande affaire; mais, quand le premier rayon de l'aurore vient éclairer la chambre, la jeune fille s'éloigne et disparaît un instant; elle revient bientôt portant une assiette de fruits; si parmi ces fruits il se trouve des noix, malheur au prétendu! il est congédié sans retour, on ne l'appellera plus que le *galant à la noix*. Si au contraire les noix n'ont point paru, la jeune fille accepte la demande, désormais elle est fiancée.

C'est ainsi que chez les vieux Gaulois, au milieu d'un festin nocturne, la jeune vierge parcourait les tables, une coupe à la main, et, promenant son regard sur les convives, présentait enfin la coupe à celui que préférait son cœur.

Les funérailles se font avec solennité, les femmes se couvrent la tête, les épaules et une partie du visage avec un long voile noir. Aux enterrements tous les parents vont à l'église, mais aucun n'accompagne le mort au cimetière, ils reviennent chez eux et se couchent en signe de profond abattement. Durant toute l'année qui suit la mort du père ou de la mère, l'ordre de tous les ustensiles est renversé, et les vases de cuisine sont voilés; *au cap de l'an*, c'est-à-dire à l'anniversaire, ils ont aussi une réunion où l'on pousse des gémissements, où l'on verse des larmes.

Leurs souvenirs sont encore mêlés de superstitions et de légendes.

Quand la mer s'agite et que les vagues montonnantes retombent en une blanche écume, l'imagination du marin landais y voit les âmes des matelots trépassés dans les flots; leur corps, rejeté par la mer et enseveli sous les sables, jouit peut-être du dernier repos, mais leur âme promène son linceul blanc sur la cime des vagues, jusqu'à ce qu'une mère ou une épouse, épiant chaque flot qui se brise au rivage, ait reconnu celui qu'elle pleure dans l'écume murmurante qui expire à ses pieds; alors elle fait un signe de croix sur la vague, et l'âme délivrée s'élève vers les cieux.

Le cri de l'orfraie au milieu de la nuit est pour eux un présage de malheur; ils abandonnent au pied d'un arbre un vase rempli d'eau, et pensent que la fée le leur rendra plein d'or une fois ou l'autre. Si le vent mugit le soir et que la tempête agite les branches d'arbres avec un sombre murmure : Voilà, disent-ils, voilà le roi Arthur qui passe avec sa meute.

Quelle chose étrange que de retrouver ainsi les souvenirs du Nord égarés sur cette plage méridionale? Mais les légendes sont comme le sable, le souffle de la parole les lance dans l'espace, l'écho les renvoie, et l'homme les recueille de plage en plage tant que la différence de

racés et de mœurs ne l'empêche point encore d'en sentir le charme et l'intérêt.

On retrouve aussi parmi eux des souvenirs de l'époque druidique, entre autres, la chanson du *Gui l'an neuf*, empreinte d'un cachet d'antiquité et de naïveté remarquables ; nous la citons ici d'après M. Dorgan de Sainte-Bazeille, qui l'a consignée dans son remarquable ouvrage sur l'histoire des Landes :

« Les druides autrefois, avant de proclamer l'an neuf, immolaient, le sixième jour de la lune, auprès du chêne au gui, deux taureaux blancs et une génisse; les jeunes gens couraient les bourgs et chantaient :

- « Nous sommes arrivés, nous sommes arrivés
- « A la porte des rics;
- « Dame, donnez-nous l'étréne du *gui*!
- « Si votre fille est grande,
- « Nous demandons l'étréne du *gui*!
- « Si elle est prête à choisir un époux,
- « Dame, donnez-nous l'étréne du *gui*!
- « Si nous sommes vingt ou trente,
- « Donnez-nous l'étréne du *gui*!
- « Si nous sommes trente bons à prendre femme,
- « Dame, donnez-nous l'étréne du *gui*!

« Aujourd'hui encore, la veille du premier de l'an, lorsque la nuit est venue, les enfants des rives de la Garonne et de l'Adour, et surtout ceux des Landes, courent encore au dix-neuvième siècle, répétant de porte en porte l'antique chant gaulois du gui; ce sont encore exactement les mêmes paroles, seulement le mot *gui* a été popularisé par celui de *guilloné*. »

## VII

AGRICULTURE. — LES PIGNADAS ET LA RÉSINE. — LE MAÏS ET LA PELLAGRE.

Il y a un siècle à peine, le pays des Landes était un immense désert que personne n'enviait; les terrains maigres s'y vendaient ou plutôt s'y donnaient à cinq francs l'hectare. Un prêtre nommé Louis-Mathieu Desbiey, et son frère Guillaume, furent les premiers qui, en 1776, conçurent l'idée de fixer les dunes par des plantations; et, quand l'ingénieur Brémontier, en 1787, eut démontré que toute cette côte pouvait être rendue fertile par la culture du pin maritime, on se mit à l'œuvre avec ardeur. Mais la révolution de 93 survint et interrompit tous ces travaux; on ne pensa plus aux bruyères ni aux dunes, tandis que l'Océan continuait son travail en silence.

AOÛT 1858.



En 1858, le gouvernement prit l'initiative de la culture. Chaque année il affecta un crédit pour l'achat du terrain et l'ensemencement des dunes; les sommes s'élevèrent progressivement de soixante à six cent mille francs par an. Depuis ce temps la culture des Landes est devenue la question universelle; chacun a voulu y contribuer pour sa part, et l'année dernière l'empereur a fait acheter par M. Cornuau un vaste terrain de dix mille hectares du côté de *Labouheyre*. Cet exemple a été suivi par un grand nombre de riches propriétaires, en sorte qu'il ne restera bientôt plus un pouce de libre de cette immense province, autrefois si désolée.

De toutes les cultures possibles, le pin maritime est celle qui prospère le mieux dans les dunes profondes du littoral; avec sa racine pivotante il s'enfonce loin dans le sol, et résiste énergiquement au vent de mer; sa racine est enduite d'un suc résineux qui l'empêche d'être altérée par l'eau.

On était du reste conduit par d'anciens souvenirs; car Ausone affirme que de son temps les Boïens (habitants de la Teste de Buch) recueillaient la résine sur les arbres du littoral; et, dans les fouilles de terrains anciens, c'est toujours le pin que l'on a trouvé comme culture primitive ou végétation spontanée.

Mais, dès que le sable perd de son épaisseur, l'arbre perd aussi en force; sa racine ne pouvant percer l'aliot, est obligée de ramper horizontalement, et souvent il est emporté par les rafales de l'ouest. L'humidité légère du sol, l'air salé de la mer, lui sont au contraire favorables, et, s'il peut vivre dans la terre la plus maigre, il n'est point insensible aux engrais. Chose triste à dire, c'est sur l'emplacement d'un ancien cimetière de soldats anglais, près du vieux Boucau, qu'on voit les pins de la plus riche végétation.

Le tronc arrive communément à une hauteur de quinze mètres sur trente centimètres de diamètre, mais il peut s'élever jusqu'à trente mètres. On l'entaille pendant le cours de la végétation, et la sève qui s'écoule donne la résine, ce trésor du pays.

Les branches de l'arbre sont disposées sur la tige en couronnes régulières, dont le nombre indique exactement l'âge de l'arbre lui-même.

Son fruit est un cône écailleux de quinze centimètres de longueur, qui met vingt à vingt-deux mois à croître et à mûrir; s'il n'est pas abattu à cette époque, il ouvre ses écailles pendant l'été de la troisième année, et les graines qu'il contient se disséminent spontanément; chaque cône renferme en moyenne cent quarante graines. L'agriculteur a soin de les recueillir avant leur dissémination, et de les conserver dans un lieu sec pour éviter leur fermentation, afin de pouvoir faire des semis artificiels. On emploie ordinairement quatorze ou quinze

kilogrammes de semences par hectare; chaque kilo de graines en contient vingt mille, et se vend de trente à soixante centimes.

La graine se répand à la volée; puis une herse, passant par-dessus, la couvre d'une légère couche de sable.

Les arbustes poussent d'abord en rangs serrés et compacts; mais à l'âge de sept ou huit ans, on fait une première éclaircie ou dépressage, en retranchant tous les sujets inférieurs; trop serrés, les pins s'étiolent et perdent leurs couronnes; trop espacés, ils grandissent plutôt en largeur qu'en hauteur, et leur tronc devient noueux et inégal.

Un peu plus tard, on choisit encore un certain nombre d'arbres que l'on entaille profondément pour en retirer le plus de résine possible; on les *saigne à mort*, la tige se fane et se dessèche, et l'année d'après on les enlève pour bois de mûture et de construction.

A vingt ans les pins sont bons à résiner; mais, si l'on tient à avoir des arbres vigoureux, il faut attendre à trente ans, car le résinage ralentit leur développement et abrège leur vie.

La résine coule pendant neuf mois, puis elle s'arrête pendant l'hiver (novembre, décembre et janvier). Au milieu de février le résinier entre en forêt, avec son *abachotte* (cognée), sa *barrasquite* (petite houe), et la *pousse*, instrument en fer, pour l'écorçage du haut. Une petite échelle, formée d'un seul montant muni de degrés triangulaires, lui sert à monter sur les arbres; il s'y soutient d'un pied pendant que l'autre est appuyé sur le tronc; alors avec ses instruments il écorce l'arbre et l'entame d'abord au pied, puis plus haut, en y formant un large sillon ou *carre*. Il fixe au pied un petit godet destiné à recevoir la résine. Tous les quatre à cinq jours on ravive l'incision et on la prolonge au-dessus d'environ quarante et un centimètres. On met quatre à cinq ans à atteindre le haut du tronc, puis on recommence sur une autre face, en sorte qu'un pin fournit pendant vingt ans de la gomme sur l'une de ses quatre faces.

Alors, si l'on veut conserver l'arbre pour bois de mûture, on cesse de l'entailer. Mais, si on le destine au chauffage, on continue de l'entailer dans les espaces restés sains, et l'on en tire de la résine jusqu'à l'âge de cinquante à soixante ans, où, le rendement étant très-affaibli, on préfère l'abattre.

La résine n'est autre chose que la sève de l'arbre; elle coule liquide, s'épaissit rapidement à l'air et se concrète en mamelons blanchâtres; en quinze ou vingt jours elle a rempli le récipient. Le *gommier* ou la résinière la ramassent d'arbre en arbre avec une petite pelle en fer et la versent dans l'*escouarte* (panier). Ils peuvent en recueillir de trois cents à trois cent cinquante livres dans la journée, c'est-à-dire une barrique, et pour cela ils doivent visiter cinq à six cents arbres.

Il est une autre résine que l'on désigne sous le nom de *burras*; c'est

celle qui se concrète sur le tronc même entaillé. On ne la récolte qu'une fois par an. Elle est moins riche en térébenthine et moins estimée.

En admettant, dit M. Boitel (l'auteur le plus compétent à ce sujet), qu'un hectare contienne deux cents pins, rendant annuellement une barrique et demie de gomme, du prix moyen de 55 francs, et deux cents kilos de barras à 14 francs le quintal métrique, le produit brut d'un hectare en plein rapport serait :

1° gomme. . .	une barrique et demie..	82 fr. 50 c.
2° barras. . .	deux cents kilos. . . . .	28 00
TOTAL. . . . .		110 fr. 50 c.
Les frais seraient de. . . . .		44 00
Le produit net serait de. . . . .		66 50

Mais bien des hectares ne rendent que 30 à 40 francs par an.

Aussi en prenant 50 francs comme moyenne pour rendement de deux cents arbres, on voit que chaque pied rapporte 25 centimes par an.

Mais il est un malheur qui peut ruiner en un jour des fortunes entières; c'est l'incendie des *pignadas* ou forêts de pins. On conçoit que sous ce soleil brûlant qui dessèche les feuilles et les cônes, avec un bois aussi combustible que le pin chargé de résine, il suffise d'une seule étincelle pour déterminer un incendie.

On voit alors se retracer l'horreur sublime de l'incendie des forêts vierges en Amérique; des gerbes de feu s'élèvent dans les airs, surmontées d'une colonne de fumée; chaque arbre forme une pyramide étincelante, et, si le vent souffle avec force, la flamme gagne rapidement. Chose remarquable, les habitants emploient pour limiter le foyer les mêmes moyens que les sauvages de l'Amérique. Quand le feu prend à leurs vastes prairies, ceux-ci se placent sous le vent, puis mettent le feu aux herbes qui les séparent de l'incendie en ayant soin de les éteindre à mesure. La flamme arrivant sur un terrain dévasté s'éteint faute d'aliment, et le feu se trouve ainsi combattu par le feu.

Il est curieux de résumer en quelques lignes les usages multipliés auxquels peut servir le pin dans ces contrées; nous empruntons encore ces détails à l'excellent travail de M. Boitel.

La *racine*, coupée en lanière, sert à tresser des corbeilles et des vannes de pêcheur.

L'*écorce* sert à préparer une décoction aromatique dont on imprègne les filets, et dont l'odeur agréable attire le poisson.

Le *bois* sert pour la mâturation, la charpente, les pilotis des ponts, les

supports du télégraphe électrique; on en fabrique du charbon, on en distille du goudron.

La *sève* produit l'essence de térébenthine, utile pour les vernis, la peinture et la médecine; le brai sec ou résine est employé pour les vernis; le brai gras sert à calfater les navires, le barras à fabriquer les chandelles.

Les *cônes* servent comme combustibles dans les foyers.

Les *feuilles* servent à chauffer les fours des boulangers.

Les *pins* sur pied servent à fixer les terrains mouvants.

Mais, si les pins servent à consolider les dunes, leur puissance n'est pas telle, qu'elle paralyse complètement l'effort du vent et des sables. Les premières rangées d'arbres qui font face à l'Océan sont toutes mutilées et difformes; aucune tige ne conserve sa flèche; leur tronc incliné vers l'intérieur des terres semble vouloir s'y réfugier pour fuir les brises de l'ouest; un grand nombre sont brisées par la tempête à une hauteur de trois à quatre pieds, toutes les feuilles sont jaunies et desséchées.

Ce n'est guère qu'à un kilomètre des côtes que l'on commence à rencontrer de belles pinières, et l'influence maritime s'étend souvent jusqu'à deux ou trois kilomètres dans l'intérieur.

Une seconde difficulté provient de l'impossibilité où l'on est de planter toutes les dunes en même temps; on a calculé qu'il faudrait plus de deux siècles pour achever ce travail; il en résulte que les dunes mobiles roulent sur celles qu'on a fixées, et ensevelissent peu à peu les pins qui les couvrent, en sorte que des forêts entières n'apparaissent plus à la surface que comme de légères broussailles.

Mais l'on conçoit sans peine que cet état de chose ne durera pas, et que plus on auraensemencé de terrain, moins les effets seront à craindre.

*Culture du maïs.* — Le maïs (*zea maïs*) est une graminée des zones équatoriales, répandue maintenant sur une grande partie de la surface du globe, où elle sert à l'alimentation des hommes, et de fourrage pour les animaux. Mais il lui faut une vive chaleur pour mûrir convenablement; on compte en France vingt-huit départements où cette maturation ne peut avoir lieu. Plus un pays est chaud, plus il convient au maïs. Tous les terrains, du reste, lui suffisent, pourvu qu'ils ne soient pas trop secs; il réussit même dans les bruyères sablonneuses où le froment et l'orge refusent de pousser.

Le maïs renferme, suivant M. Payen, deux pour cent d'azote. Or, comme la richesse nutritive d'une plante se calcule surtout d'après la richesse de ses produits azotés, il en résulte que le maïs est moins nutritif que le froment dans le rapport de quatre-vingt-sept à cent, et que l'alimentation exclusive par cette graminée doit être insuffisante,

car il faudrait en prendre une quantité bien plus considérable que de pain; les vaches nourries exclusivement de maïs vert ne tardent pas à perdre leur lait.

Il n'est donc pas étonnant que l'habitant des Landes, qui se borne à cette unique nourriture, soit faible, débilité, sujet à de graves maladies. De ces maladies la plus extraordinaire est sans contredit la *pellagre*.

La *pellagre*, reconnue pour la première fois en 1828 dans les Landes par M. Hameau, est cependant assez développée pour qu'on ait pu trouver trois mille personnes à la fois atteintes de ce fléau.

La *pellagre* commence au printemps par une tache rouge et brillante qui apparaît sur le dos de la main, comme au début d'un érysipèle. La peau devient sèche et se fendille, puis se détache en longues écailles. Mais, au-dessous, la rougeur brillante persiste. La santé est bonne, et vers l'automne tout disparaît. Le malade se croit guéri, et cependant il est frappé à mort.

Au deuxième printemps, l'affection de la peau recommence, mais elle se complique d'inflammations des muqueuses et des organes internes. Le patient souffre de la tête, il est découragé, cependant en automne il guérit encore.

La troisième année, tous les accidents reparaissent à la peau et aux entrailles, le cerveau lui-même est atteint. Le malade éprouve des vertiges, du délire, des accès de mélancolie profonde, enfin une folie véritable, la folie pellagreuse.

Ce triste état peut se prolonger trois, six et même dix ans; le malade s'affaiblit progressivement, maigrit, éprouve des convulsions et meurt dans l'état le plus misérable, à moins que, sous l'empire des préoccupations tristes qui paralysent sa liberté morale, il n'abrége ses souffrances par un suicide.

Quelle est la cause de cette étrange maladie?

La misère, la pauvreté, l'absence de soins hygiéniques, l'insolation continue sur une terre aride, sont sans doute des causes prédisposantes, mais la véritable cause en est dans l'alimentation exclusive par le maïs et par un maïs altéré.

Ce n'est pas, en effet, par ses qualités propres que le maïs produit la *pellagre*, mais par certaines altérations qu'il éprouve, soit dans des climats trop froids, soit dans un terrain qui ne lui convient pas où il ne peut mûrir complètement.

Il se développe alors sur le grain un champignon parasite que l'on désigne en Italie sous le nom de *verderame* (vert de gris).

Le *verderame*, suivant Balardini, ne se manifeste qu'après la récolte et lorsque le grain est dans le grenier; il apparaît dans le sillon

germinatif au-dessous de l'épiderme flétri, et sous l'apparence d'une poudre verdâtre semblable au vert de gris.

Cette matière, composée de spores ou granulations microscopiques, dont M. Cesati forme le genre *sporisorium maydis*, végète sur le germe à ses dépens et le détruit peu à peu.

L'humidité, un automne pluvieux, le contact de l'eau, le développent rapidement.

La production de la pellagre par le *sporisorium* n'est point un fait isolé, car un autre champignon du maïs, le *sclerotium zeinum*, produit dans la Colombie la *peladina*, maladie qui s'annonce par la chute des ongles et des poils; les oiseaux perdent leurs plumes, et les poules pondent des œufs sans coquille (Roulin).

C'est ainsi que l'histoire naturelle contribue à éclairer la médecine; celle-ci, à son tour, soutenue par l'effort d'une autorité suffisante, peut sauver les populations. On pourra faire disparaître la pellagre des Landes par l'assainissement des terrains, par la culture variée du riz, du seigle, du blé, qui permettra de substituer le pain à la *cruchade*, et diminuera de beaucoup la part faite au maïs dans l'alimentation.

Certes, ce ne sera pas un faible service que celui qui aura supprimé mille cas de pellagre par an, mille cas de mort lente et inévitable, où l'homme, épuisé peu à peu, se voit enlever jusqu'à l'intelligence et à la raison.

## IX

### UNE THÉBAÏDE EN FRANCE.

S'il n'y a pas de pays sans désert, il n'y a pas non plus de désert sans oasis, sans fleur.

Mais le monde moral a aussi son désert, qui est la solitude, et la fleur de la solitude, c'est la sainteté.

Quand au milieu des longues veillées d'hiver, assis dans un bon fauteuil, les pieds au coin du foyer domestique, on se prend à relire l'histoire des anachorètes de la Thébaïde, on ne peut croire à tant d'héroïsme. Ces récits vous apparaissent comme des romans ou comme les légendes des anciens paladins, que tout le monde admire sans y ajouter foi.

Les plus positifs s'écrient : Autre temps, autres mœurs; il fallait de ces grands exemples quand le Christianisme commençait, mais à présent ce serait inutile; bien plus, dans notre siècle, ce serait impossible.

Cependant cette Thébaïde existe; elle est en France, pays du dé-

vouement et des nobles cœurs; et cette fleur de la solitude s'épanouit dans le désert des Landes.

Il y a quelques années, la ville de Bayonne eut à subir un hiver rigoureux. Les pauvres s'en ressentirent d'autant plus, que dans ce beau pays la douceur du climat et la facilité de la vie viennent ordinairement en aide aux malheureux. Les vivres étaient chers, l'ouvrage rare, beaucoup de petits enfants abandonnés restaient dans les rues, sans pain et sans asile; un saint prêtre, connu de tout Bayonne par le bien qu'il y fait, fut touché de tant de misères et recueillit un grand nombre de ces pauvres orphelins; sa sœur, aussi généreuse que lui, se chargea d'en avoir soin, et peu après la ville mit à leur disposition une maison qui fut le premier établissement de la providence.

Cette fondation prospérait déjà depuis quelque temps lorsqu'une femme se présente un soir chez l'homme de Dieu et demande à lui parler sur-le-champ. On refuse; elle insiste avec larmes; à peine introduite, elle se précipite à ses genoux et le conjure en pleurant de vouloir bien lui donner un asile pour l'arracher au mal.

Le prêtre s'en défend et dit qu'il n'a ni ressource ni retraite. Mais elle insiste, elle le supplie, et se montre si repentante, tellement touchée de la grâce, qu'il réfléchit un instant et lui dit : Venez avec moi.

Alors il la conduit à la maison que dirigeait sa sœur. Il la fait monter au dernier étage, et lui montre un passage sous les combles. Voyez, lui dit-il, cette ouverture, elle conduit à un grenier. Vous y monterez par une échelle que l'on retirera aussitôt. Chaque jour la directrice vous portera du pain et de l'eau; vous resterez solitaire et vous travaillerez. Voilà tout ce que je puis faire. Voyez si vous acceptez ces dures conditions.

Quelques semaines plus tard la même scène se renouvelle. Une femme pécheresse va trouver le prêtre, lui fait la même demande, obtient une réponse semblable, et monte dans le même réduit.

Elles y vécurent plusieurs mois isolées du monde entier, travailler et priant, privées de tout, et cependant heureuses, parce qu'elles souffraient pour Dieu.

Mais les deux œuvres ne pouvaient rester réunies, il fallait une autre retraite pour les pauvres pécheresses; c'est là ce que cherchait aussi la Providence qui les avait si bien conduites. Elle voulait les isoler d'abord, pour les donner ensuite au monde entier comme un spectacle de repentir. et montrer à un siècle amolli les grands exemples de Madeleine pénitente et de Marie Égyptienne au milieu du désert.

Mais le pieux fondateur n'en était pas à ses premières œuvres, il avait déjà formé avec sa sœur l'ordre des Servantes de Marie, destinées à l'éducation des pauvres dans les campagnes. Aussitôt il prend quelques-unes de ces religieuses, les transporte à deux lieues

de Bayonne, dans les Landes du bord de la mer, achète à bas prix, aux dépens de sa propre fortune, un terrain inculte et stérile, construit à la hâte une demeure, et établit les Servantes de Marie gardiennes tutélaires des pauvres pêcheresses, dont le nombre augmenta chaque jour.

Tel fut le premier établissement des Sables; il prit bientôt un grand développement; nombre de pauvres femmes y demandèrent asile, et le ciel témoigna plus d'une fois par des faveurs insignes qu'il approuvait l'effort de ces âmes généreuses.

Mais un jour on apprit au couvent qu'un pauvre cultivateur, qui apportait habituellement des provisions, était gravement malade et seul dans sa cabane.

On envoya desuite quelques-unes des repenties pour le soigner. Elles disposaient son petit ménage et cultivaient son jardin; plus tard elles l'assistèrent au lit de mort et recueillirent son dernier soupir.

Pendant ce touchant pèlerinage, elles s'étaient trouvées seules, en face du ciel et de l'Océan; et cette contemplation solitaire de la grandeur de Dieu leur avait fait une si profonde impression, qu'elles demandèrent en grâce, à leur retour, qu'il leur fût permis de s'isoler au bord de la mer, pour vivre en cénobites, dans la retraite et la prière.

Le saint prêtre y consentit, mais à la condition qu'elles suivraient la règle austère des *Bernardines*, tout en continuant d'obéir à la supérieure des Servantes de Marie.

Or il faut savoir ce que c'est que la vie des *Bernardines*. Leurs austérités sont celles des Trappistes, dont l'un des fondateurs fut aussi saint Bernard.

Comme eux, elles cultivent la terre à la sueur de leur front; leurs jeûnes sont continuels, elles ne connaissent plus l'usage de la viande, se nourrissent de légumes presque sans assaisonnement; elles gardent un silence absolu, couchent sur la dure, se lèvent avant le jour. Elles travaillent pour dompter leur corps, elles prient pour sauver des âmes. Intermédiaires entre le ciel et la terre, qui peut savoir combien de grâces elles ont obtenues pour la France?

Lorsque le peuple d'Israël combattait pour entrer dans la terre promise, Moïse, son chef et son guide, priant sur une haute montagne, tenait ses mains tendues vers le ciel. Quand, vaincu par la fatigue, il les baissait, l'ennemi était vainqueur; quand il les relevait, Israël reprenait l'avantage.

De même ces femmes obscures et inconnues, que le monde égoïste méprise en disant : A quoi me servent-elles? ces sœurs grises et voilées tendent les bras vers Dieu, et par elles Dieu pardonne au monde et le bénit.



Mais hâtons-nous de suivre nos pieuses pèlerines dans leur nouveau voyage.

Lorsqu'elles eurent obtenu la permission désirée, elles sortirent du couvent et s'acheminèrent lentement vers la grève; quand elles eurent dépassé les dernières dunes qui cachent l'Océan, et que leurs yeux purent contempler l'immense solitude des flots, elles s'arrêtèrent et dirent : Seigneur, il fait bon ici, dressons-y nos tentes et soyez avec nous toujours !

Alors elles cueillirent de longs roseaux dans les marais voisins, les enfoncèrent dans le sable; puis, entrelaçant d'autres tiges moins fortes, elles composèrent des cloisons qui servirent de muraille. On joignit ensemble ces faibles cabanes, et chaque entrée fut fermée avec un léger treillage. Des feuilles sèches, accumulées dans un étroit espace, leur formèrent une couche, et le sable mouvant remplaça pour elles les tapis moelleux des palais.

Alors, sur cette plage aride, on entendit retentir les louanges de Dieu, comme autrefois dans les déserts de la haute Égypte.

## X

### LES BERNARDINES.

Lorsque après avoir quitté Bayonne, et ces rives charmantes que fécondent l'Adour et la Nive, le voyageur s'avance du côté de la mer, il ne tarde pas à trouver un point où la route se partage. Le sentier de gauche conduit à Biarritz, village placé poétiquement sur la pente des rochers, et renommé par ses bains de mer. Le chemin de droite s'enfonce à travers les dunes et disparaît peu à peu dans les sables arides; il faut alors s'orienter soi-même ou se faire conduire par un guide, si l'on ne veut se perdre au milieu d'un nouvel océan.

Rien ne ressemble en effet à l'Océan comme cette mer de sables qu'on appelle les Landes. Les dunes se succèdent comme les vagues, elles sont mobiles comme elles, et sur une immense étendue l'on n'aperçoit ni verdure ni habitation; à peine voit-on çà et là pousser quelques tamarisques au feuillage grêle, au tronc tourmenté, et de petits œillets, dont la fleur d'un rouge pâle rase la terre sans s'élever plus haut, comme le dernier effort d'une nature mourante.

Et cependant c'est là, au milieu de ce désert, après deux heures de marche, que tout à coup, devant vous, s'ouvre une oasis et une Thébaïde.

A quelques centaines de pas du bord de la mer, s'élèvent deux

rangées de cabanes, placées parallèlement, et séparées par un espace d'environ cinquante pieds. C'est la demeure des Bernardines.

Ces cabanes sont en paille et en roseaux, jointes entre elles par leurs cloisons, pour mieux résister au vent de mer; elles ne forment véritablement de chaque côté qu'une seule et longue habitation. Leur hauteur n'est guère que de sept pieds, leur largeur et leur profondeur égale. Une porte en roseau tressée ferme chaque cellule; l'intérieur n'offre d'autre meuble qu'une chaise et un lit, formé par quelques branches tenant aux parois, et dont l'intervalle a été comblé de paille ou de feuilles séchées. Une couverture de bure et un petit oreiller complètent cette couche : à terre, les pieds reposent sur le sable même, une légère inclinaison du toit de chaume empêche les pluies d'orage de pénétrer dans la pauvre demeure. — Douze cellules de chaque côté pour autant de pauvres solitaires, et à l'extrémité une chapelle, dont la hauteur domine quelque peu le reste de la communauté, pour lui montrer que Dieu veille aussi sur elle<sup>1</sup>.

Qu'elle est touchante, cette chapelle de chaume ! Le pied du pèlerin y foule aussi le sable; de petites planchettes de bois reçoivent ses genoux lorsqu'il s'incline devant le Très-Haut. Car dans ce pauvre oratoire habite le Dieu vivant; celui qui voulut bien naître dans une étable ne dédaigne point de coucher encore sur la paille; il s'y plaît comme autrefois à *Nazareth*, dans l'humble demeure de sa Mère, et non moins que dans les plus somptueuses basiliques, parce qu'il y trouve des cœurs dévoués.

En sortant de l'humble chapelle, si les regards se promènent sur la campagne, on voit de toutes parts s'élever de vastes champs de maïs et de pommes de terre, dont la culture, fécondée par tant de sueur, fournit une frugale nourriture aux pauvres solitaires. Ailleurs c'est le ricin, la garance et d'autres plantes utiles. Des rideaux de jeunes peupliers, placés de distance en distance, garantissent les récoltes du vent de mer et de l'invasion des sables.

Puis, si l'on revient aux alentours du couvent, l'œil surpris et charmé aperçoit entre les deux rangées de cellules un berceau de verdure et de fleurs. Les mains de ces pauvres femmes ont opéré ce miracle. Ce qu'il y a de plus charmant dans la nature va sortir du sable le plus aride comme un sourire du ciel au milieu des larmes de la vie.

<sup>1</sup> Depuis notre dernière visite à cette sainte maison, en 1853, le nombre des religieuses s'est fort augmenté. On en compte maintenant environ cinquante. Pour les constructions, la brique a remplacé la paille, non par amour des aises, mais parce que les rafales du vent de mer menaçaient à chaque instant d'enlever ces faibles cloisons; du reste, plusieurs cellules ont été conservées dans leur simplicité rustique, et la chapelle de chaume est encore telle que nous l'avons vue.

A travers de ces cultures on voit passer les cénobites couvertes d'une robe de toile grise et d'un voile gris; une croix noire se dessine sur leurs épaules. L'une pousse devant elle des bœufs, dont le pas appesanti s'imprime dans le sable; l'autre porte sur sa tête un pénible fardeau; d'autres travaillent aux champs; mais il en reste aussi qui prient et qui chantent dans leur humble cellule les louanges de Dieu, se répondant à distance et sans se voir.

Telle est la vie des Bernardines : le travail et la prière, le silence entre elles, l'obéissance complète, la pauvreté absolue, la solitude en présence de Dieu.

Elles vivent ainsi sur les confins du monde, en face de l'infini : l'immensité du désert, que présente à perte de vue cette plage sablonneuse, l'immensité de l'Océan, dont le flot vient battre à leurs pieds. et les vastes espaces du ciel suspendus sur leurs têtes; au centre, et pour ainsi dire au point d'intersection de tous ces mondes, des cœurs qui cherchent Dieu et qui l'aiment jusqu'à l'abnégation absolue.

Au milieu du jardin s'élève un tertre entouré des fleurs les plus belles; une croix le domine, on y lit ces simples paroles : *A notre mère*. C'est là que repose, dans sa demeure dernière, la fondatrice des Servantes de Marie, celle qui s'offrit la première à s'enfermer dans cette solitude pour y veiller dans la pénitence et le repentir. Dieu voulut aussi la récompenser la première, et le parfum des fleurs qui embaument sa tombe n'est qu'une faible image du parfum de ses vertus.

D<sup>r</sup> OZANAM.

# LA FILLE DE L'AMIRAL

CINQUIÈME ET DERNIÈRE PARTIE<sup>1</sup>.

---

## I

Mistress Crane ne se fit pas longtemps attendre, c'était une femme robuste qui devait avoir un peu plus de quarante-cinq ans. Sa figure décidée et presque masculine avait cette expression de bon sens que de fréquents rapports avec le côté sérieux de la vie ne peuvent manquer d'imprimer sur la physionomie d'une femme douée d'une saine intelligence. Il était évident que mistress Crane était de celles que la faiblesse ne fait jamais dévier du sentier direct qu'elles ont résolu de suivre. Son œil d'un gris clair, sa bouche ferme et bien découpée, avaient une expression de bienveillance plutôt que de douceur, de bonté plutôt que de complaisance, d'autorité plutôt que de flatterie. Elle différait ainsi de la majorité des femmes de sa profession.

Inez la regarda attentivement, et avec sa prompte intelligence comprit son caractère en un moment. Quoique de beaucoup la plus sensible des deux (et dans le frottement du monde sensibilité équivaut à faiblesse), Inez possédait cette pénétration qui rend un être humain infailliblement maître des autres. Ayant en perspective un objet si important, elle s'attacha instinctivement aux moyens de l'atteindre; et, jugeant au premier coup d'œil la force de celle à qui elle avait affaire, elle l'attaqua par un appel direct à son intérêt et à sa bienveillance.

Elle vit que mistress Crane était bonne, mais qu'elle n'était pas femme à se laisser détourner par des scrupules frivoles de ce qu'elle aurait trouvé bien; elle vit aussi qu'un appel à l'intérêt personnel aurait quelque influence, mais pas plus qu'on ne devait l'attendre chez une femme payée chaque jour pour exercer l'humanité.

Mistress Crane parut surprise quand on lui présenta la personne

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* des 25 avril, 25 mai, 25 juin et 25 juillet.

étrange qui l'attendait ; mais Inez s'avança sans la moindre hésitation.

— Mistress Crane, je crois ? Mistress Bell vous a-t-elle appris qui... j'étais ?

— Mistress Bell m'a dit qu'une dame demandait à me parler.

— Je suis mistress Vivian, je viens vous présenter une requête que vous ne repousserez pas, j'espère. Vous savez déjà sans doute pourquoi je n'ai pas le droit d'approcher le capitaine Vivian... pourquoi je suis obligée de demander ce que je devrais ordonner... Je voudrais soigner mon... le capitaine Vivian... jusqu'à guérison. Je ne le demanderais pas si je n'étais sûre qu'en bien des choses je saurai étudier ses goûts, ses besoins, mieux que qui que ce soit. Je voudrais être présentée comme votre aide... je ne vous trahirai jamais. La chose sera ensevelie en silence entre nous et cette bonne mistress Bell. Cherchez un prétexte et présentez-moi comme votre servante, je vous donnerai cent livres. Voici ma montre comme gage... gardez-la jusqu'à ce que je la reprenne. Voulez-vous me rendre ce service ?

Mistress Crane réfléchit pendant quelques minutes, puis commença avec hésitation quelque chose qui ressemblait à un refus ; mais, avant que les paroles eussent pu sortir de ses lèvres, Inez lui prit la main et plaida si chaleureusement, découvrit avec une franchise si magnanime sa situation, ses sentiments et ses désirs, répéta ses promesses avec tant de sincérité, que mistress Crane finit par céder et dit qu'elle verrait ce qu'elle pourrait faire.

Elle proposa à Inez de retourner coucher à Londres et de revenir le lendemain ; mais il n'y fallait pas penser : Inez dit qu'elle sentait qu'il lui serait impossible de s'éloigner. On décida enfin que mistress Crane irait trouver le bon M. Palmer pour lui persuader que ses soins ne pouvaient suffire auprès du capitaine Vivian et lui demander la permission d'introduire une amie dans la maison pour passer quelques nuits avec elle.

Mistress Crane ne fut pas longtemps absente ; elle revint bientôt dire que M. Palmer était tout à fait convaincu de la nécessité de cette mesure et pria la jeune femme, ainsi que sa compagne, de revenir avec elle.

Inez n'essaya pas de parler. Elle éprouvait une sorte d'étrangement qui le lui aurait rendu impossible ; mais, désireuse de prouver qu'elle avait la force de dominer ses émotions, elle prit tranquillement le bras de mistress Bell et fit signe à mistress Crane de leur montrer le chemin.

Elles arrivèrent à la petite porte verte où leur hôte empressé était déjà à les attendre.

— Très-jolie personne ! mistress Crane, dit-il en voyant Inez,

très-jolie. Par ici, s'il vous plaît, miss; voici la porte de la cuisine, cette autre allée conduit à mon entrée principale.

Cette cuisine, que Brigitte, la tranquille servante de M. Palmer, occupait seule ordinairement, était en ce moment encombrée par une foule de domestiques, parmi lesquels se trouvait celui du capitaine Vivian; heureusement ce n'était pas John, car il aurait reconnu sa maîtresse sous n'importe quel déguisement. Tout ce monde babillait avec volubilité en attendant le souper préparé d'après les ordres de M. Palmer, dont l'hospitalité ne s'étendait pas moins aux serviteurs qu'à leurs maîtres.

Inez, jetant un coup d'œil par la porte toute grande ouverte, hésita à ce spectacle. Elle craignait d'être découverte et surtout elle soupirait après un moment de repos pour soulager son cœur oppressé. S'asseoir au milieu de cette foule bruyante et vulgaire! Mistress Crane et mistress Bell devinèrent ses sensations, car les gens de leur classe montrent quelquefois la sympathie la plus délicate pour un genre de souffrances qu'ils ne sauraient partager.

— Vous seriez mieux de venir dans ma chambre, dit mistress Crane; monsieur Palmer, nous allons monter.

— Mais est-ce que cette jeune personne ne veut pas souper un peu? On va servir. Prenez quelque chose, miss, une excellente pièce de viande, une tarte. Allons, miss!

— Je vous remercie, dit Inez, je vais aller avec mistress Crane.

L'escalier était devant elle. Quelques pas seulement la séparaient encore de l'objet de vœux si ardents. Elle aurait voulu voler, ouvrir la porte, se jeter aux pieds d'Henry; mais elle se contenta et pressa étroitement ses mains jointes contre son cœur.

— Par ici, miss, dit tout bas M. Palmer, marchez doucement... il dort peut-être, pauvre jeune homme. Chut! chut! voilà sa porte... voici la chambre de mistress Crane!

Mistress Crane ouvrit la porte d'une très-petite chambre qu'un immense lit remplissait presque tout entière.

Inez entra, s'assit sans parler, croisa ses bras contre le lit et y appuya son front en attendant que les battements de son cœur fussent moins forts et que la voix ainsi que le mouvement lui revint. Elle ne se permit pas de pleurer, car elle ne savait, une fois qu'elle aurait donné un libre cours à ce torrent, s'il lui serait possible de l'arrêter.

Mistress Crane respecta son silence et admira l'empire qu'elle exerçait sur elle-même; comme tous ceux qui s'occupent des malades, elle appréciait ceux qui ne s'abandonnent ni aux larmes ni aux faibles plaintes. Après environ un quart d'heure Inez releva la tête.

— Maintenant, bonne mistress Crane, je puis le voir, n'est-ce pas?

— Il faut attendre un peu. J'ai laissé le capitaine Sullivan auprès de lui. Je vais entrer pour savoir si on a besoin de moi. Le pansement a besoin d'être arrangé.

Inez frémit légèrement.

— A-t-il sa connaissance ?...

Ce fut la première question qu'elle osa adresser.

— Oui, mais il ne me paraît pas disposé à parler.

En ce moment on frappa à une petite porte placée dans un coin de la chambre, et qui donnait dans celle où le capitaine Vivian était couché.

— Mistress Crane ! C'était la voix de Sullivan.

Inez se hâta de remettre le grand chapeau qu'elle avait ôté.

— On a besoin de vous, mistress Crane. Voulez-vous bien venir près du capitaine Vivian ? Le pansement est dérangé.

— J'y vais tout de suite, monsieur. Est-ce que vous partez ?

— Oui, je vais en ville pour quelques heures. Je reviendrai de bonne heure dans la matinée.

Il descendit en courant. Mistress Crane se dirigea vers la porte entr'ouverte ; Inez la suivit.

— Comment vous trouvez-vous maintenant, monsieur ? Je vois que le pansement a un peu glissé.

— Je le crois, dit une voix si faible et si languissante, qu'elle arriva à peine jusqu'à Inez, qui, froide et pâle comme un marbre, se tenait près de la porte, ayant peur d'entrer et se sentant dans l'impossibilité de se retirer.

Cette voix révélait toutes les souffrances d'Henry. Elle était éteinte et brisée, mais ce n'était pas seulement la maladie ; on y sentait un ton de profond abattement qui parlait à l'oreille avec une douloureuse éloquence. Son cœur était brisé, Inez le sentit. Elle était immobile et respirait à peine. Il reprit la parole :

— Quelle heure est-il, bonne mistress Crane ? Ce jour me semble bien long.

— Il est près de neuf heures, monsieur. Voulez-vous un peu de thé ?

— Oui, quelque chose à boire. Ma gorge est sèche et brûlante.

— Je vais vous en apporter. Voici une personne qui est mon aide, monsieur. Elle restera près de vous pendant que je descendrai. Si vous avez besoin de quelque chose, ayez la bonté de lui demander.

Elle fit signe à Inez d'entrer. Inez s'approcha du lit.

Quel horrible spectacle s'offrit à ses yeux ! Toute la partie supérieure de la figure du capitaine était enveloppée de linges encore tachés de sang ; ses joues étaient pâles et défaites, ses lèvres blanches, mais conservant leur ineffable expression de candeur et de bonté ; sa

main soutenait faiblement sa tête. Ce n'était plus qu'un débris de ce qu'avait été Henry Vivian.

Elle était debout près de lui et le regardait. Elle ne poussa pas un soupir, pas un gémissement. Deux grosses larmes coulèrent lentement de ses yeux; ce fut toute l'émotion qu'elle montra. Enfin elle se laissa tomber doucement à genoux et courba la tête en signe d'acceptation de son chagrin; après être restée ainsi quelque temps, elle se releva et s'assit pour veiller avec un calme extraordinaire. Il y a un désespoir tranquille, une détresse qui défie toute expression. Les caractères faibles y périssent; ceux qui ont plus de force vivent, pensent et agissent en cachant leur blessure secrète avec l'héroïque énergie de la matrone romaine.

Quelques moments après, le capitaine Vivian sentit une main douce et légère (bien différente de la poigne forte et un peu rude de la garde) arranger avec soin ses oreillers de manière à remédier à la position incommode dans laquelle il était sans pouvoir la changer. Le lit tout défait, tout échauffé, fut remis en ordre; on ouvrit doucement la fenêtre de la chambre. Une brise fraîche vint se jouer sur le front brûlant du blessé; un sentiment de bien-être et de paix le pénétra tout entier. Fatigué et épuisé par des souffrances continuelles, ce premier moment de repos lui fut d'une douceur inexprimable; il se sentit calmé par un charme inexplicable; la nature céda à ces sensations bienfaisantes; l'irritation produite par les douleurs morales et physiques s'apaisa peu à peu; sa main retomba languissamment, et il s'endormit. Inez l'entendit respirer plus régulièrement, elle vit à l'expression de sa figure qu'il reposait. Pendant un moment, un seul moment, elle crut que son péché était pardonné.

Toute cette nuit-là, avec la permission de mistress Crane, elle veilla au chevet de son mari, lui administra le peu qu'il put prendre, et, quand il sommeillait, elle se couchait à terre à côté du lit. Pour lui, ses sensations, troublées par la cécité et la douleur, ne lui permettaient guère de faire attention à ce qui se passait; il ne remarqua pas qu'il n'entendait jamais la voix de sa garde; mais il était reconnaissant de ses soins et de l'attention avec laquelle elle prévenait tous ses besoins; en somme, il passa la nuit beaucoup mieux qu'on aurait pu le prévoir.

Le matin arriva, froid et triste comme il l'est toujours pour ceux qui ont veillé toute la nuit. Il ne leur apporte pas sur ses ailes une aimable fraîcheur, mais un frisson glacial qui parcourt toutes les veines, et une profonde mélancolie qui s'empare des esprits. Les bougies expiraient dans les flambeaux comme le soleil commençait à dorer les nuages à l'orient; et la lumière renaissait sur la terre, quoique le silence fût encore aussi profond qu'au milieu de la nuit.



Ce silence donne à l'aurore un caractère de tristesse bien connu de ceux qui ont vu ses premières lueurs percer les nues, tandis qu'ils veillaient près d'un malade ou d'un mourant.

Inez était debout près de la fenêtre, plongée dans une triste rêverie. Elle entendit le capitaine Vivian soupirer et s'agiter comme quelqu'un qui s'éveille. Son sommeil avait été plutôt lourd que bienfaisant, et sa tête était évidemment troublée et disposée à divaguer. Tout ce qui était arrivé depuis quarante-huit heures repassait lentement dans son esprit, tandis qu'il était ainsi à moitié éveillé. Enfin il murmura quelques mots. Inez écouta avec une attention profonde.

— C'était un songe... un songe horrible !... quand m'éveillerai-je ?... Où suis-je ?... Dans ma cabine ?... Qu'était-ce donc ?... Où est-elle ?... et mes enfants ?... et ma maison ?... Que m'a-t-on dit ?... Comment cela se faisait-il ? Pourquoi n'est-elle pas ici ?... Mon Inez... mon Inez, revenez près de moi, mon amour !... Pourquoi n'étiez-vous pas chez nous pour me recevoir ?... Mon Inez, où êtes-vous ?... Hélas ! je croyais que vous seriez venue ?

Il se rendormit, car on n'entendit plus rien.

Inez avait entrepris une tâche dont elle était loin de soupçonner toute l'amertume ; chacun de ces faibles accents la frappait au cœur. Elle aussi regardait ce qui était arrivé comme un songe horrible. Elle aurait voulu pouvoir oublier, pouvoir accourir à son appel, comme dans les jours de ce premier, de cet heureux amour, couvrir son visage d'innocents baisers, effacer ce qui s'était passé. Hélas ! hélas !... le passé, ineffaçable, inexorable ! Le péché commis... cette tache profonde, indélébile ! Ce qu'elle avait fait la rendait un être souillé, impur, indigne de toucher cette main, qui autrefois ne faisait qu'un avec la sienne. Ce qu'elle avait fait avait creusé un gouffre infranchissable entre elle et celui qui était la moitié d'elle-même, qui lui était uni d'une manière exclusive, indissoluble ; et comprise seulement que de ceux qui ont vécu dans un heureux ménage. Mais Inez se soumettait avec patience à des souffrances qu'elle n'avait que trop méritées. Elle appuya sa tête contre la fenêtre et laissa couler ses larmes.

Le matin avançait, et au brumeux crépuscule avait succédé l'éclat brillant du jour. Le soleil charmait tous les yeux, excepté les siens et ceux de l'infortuné capitaine Vivian que ne devaient plus visiter ses rayons. Les oiseaux saluaient le soleil levant ; on allait et venait dans la maison, on sentait enfin que la vie recommençait partout.

Inez était debout près du lit avec mistress Crane. Vivian souffrait et était fort agité. Il était évident, qu'entièrement éveillé maintenant il comprenait clairement sa situation, et que les tortures de son esprit rendaient les douleurs de sa blessure presque insupportables. Il était agité et pouvait à peine se mouvoir ; son cœur était plein de larmes,

mais elles ne pouvaient plus s'échapper de ses yeux mutilés. Ce tableau est trop affreux !... Inez voyait et comprenait tout, et, quand par intervalles de profonds soupirs s'échappaient du sein du blessé, ils semblaient déchirer le sien.

Elle n'osait pas prendre cette main, elle avait perdu le privilège d'entourer sa tête de ses bras, de le consoler et de calmer ses angoisses. Elle n'osait pas lui parler, l'engager à prendre courage ; et, quand elle eût parlé, quelle consolation avait-elle à offrir ? Elle regardait avec une expression de chagrin inconsolable mistress Crane, qui tâchait de soulager le malade en desserrant le pansement.

— Êtes-vous mieux maintenant, monsieur ? Si vous pouviez vous tranquilliser un peu, cela vous ferait du bien. Laissez-moi frotter vos mains avec de l'eau de Cologne, dit-elle, donnant avec bonté le flacon à Inez, qui, lorsqu'elle était ainsi occupée, se sentait en partie délivrée de ses tortures.

— Merci, mistress Crane, dit-il avec un profond soupir. Je vais tâcher d'être plus calme (encore un soupir). Je serai plus patient. Sullivan est-il venu ?

— Non, monsieur, mais il a dit qu'il serait ici de bonne heure.

Comme elle disait ces mots, on entendit la sonnette de la grille, et on vit Sullivan traverser le jardin. Il entra bientôt dans la chambre, et Inez se retira dans la pièce voisine, où, sa tête se trouvant appuyée contre une cloison fort mince, elle entendit tout ce qui se passait.

— Eh bien, mon cher ami, comment vous trouvez-vous, dit Sullivan de sa voix franche et affectueuse. Avez-vous reposé ? Êtes-vous mieux ? D'où souffrez-vous ?

— Je crois que j'ai dormi une grande partie de la nuit. Je me sens maintenant moins étourdi qu'hier. Je commence, j'espère, à me reconnaître, mais je suis bien malheureux, Sullivan.

Et la voix lui manqua.

— Oh ! ne pensez plus à cela... Il n'y a que l'oubli... Revenez à votre profession.

— Sullivan, dit le malade tout bas et d'une voix rauque, ne me soupçonnez pas d'une faiblesse indigne de moi, mais j'espère qu'elle est en sûreté. J'espère qu'elle sera traitée avec égards. Si elle désire s'éloigner, j'espère que les moyens de le faire ne lui manqueront pas. Je serais fâché si elle était disposée à quitter la... sa protection... c'est-à-dire je désirerais beaucoup qu'on lui fournisse les moyens de se rendre indépendante de lui. Je pense, mon bon ami, que ce serait une grande consolation pour moi de sentir qu'elle doit sa subsistance à celui... O Dieu ! pourquoi l'a-t-elle jamais quitté?... à celui qui était son protecteur légitime... qui a encore le droit... hélas ! et il poussa

un profond soupir, quel droit lui reste-t-il?... qui a un titre du moins pour aviser à ce qu'on peut faire de mieux pour elle, dans la misère sans égale où elle nous a plongés tous deux. Oui, Inez, misère pour tous deux ! Je vous connais ! vos tourments égaleront les miens.

— Mais, dit Sullivan, vous n'avez sûrement pas l'intention... vous ne pouvez pas. Il y a des moyens de réparation. Vous aurez recours aux formes légales pour recouvrer au moins votre liberté ?

— Non, dit le capitaine Vivian, je n'ai pas besoin de liberté. Tu étais... tu es... Il reprit : Non, à moins qu'elle ne le désire. Quoi ! la trainer devant une cour de justice ! Voir mon foyer profané, mon amour secret blasphémé, ma sainte demeure souillée, en étalant ainsi sans rougir nos joies, nos chagrins, nos infirmités, nos crimes, notre désespoir ! Non, non, Sullivan, Inez ne sera pas par ma faute la fable de cette ville oisive et curieuse. Je n'aiderai pas à ternir ce nom dont l'éclat était mon orgueil et ma gloire, à courber sous la honte cette tête que j'adorais dans sa noble franchise... non, non !

— Mais, Vivian, votre propre honneur, songez donc ! Les choses sont allées trop loin ; vous ne pouvez pas la reprendre.

— La reprendre... non, dit-il d'une voix sombre ; elle l'a rendu tout à fait impossible. J'ai perdu mon Inez. L'honneur, l'amour, le défendent. J'ai perdu mon Inez. Elle n'est plus la même, elle sera désormais pour moi une inconnue, une étrangère ; mais je ne dois pas oublier ce qu'elle a été. Son honneur... sa réputation... il n'est peut-être pas trop tard pour les sauver ! Mais si elle se refusait de le quitter... ajouta-t-il tristement.

— J'ai entendu dire, reprit Sullivan, qu'elle n'était plus chez lui.

— Vraiment ! J'en remercie Dieu ! Alors, Sullivan, vous tâcherez de savoir où elle s'est réfugiée. Voudrez-vous, mon cher ami, veiller à ce qu'il ne lui manque rien de ce qui pourrait être nécessaire au bien-être d'une créature si délicate et si tendrement aimée ? Il me faut du temps pour réfléchir aux arrangements que j'aurai à prendre si je vis. Si je meurs, son sort sera assuré par les dispositions que j'avais faites avant notre malheureuse séparation. Maintenant, parlez-moi de mes enfants, car j'ai froid, je me sens défaillir, et mon esprit est bien faible.

— Miss Vivian a emmené ces deux chères petites filles à Rochampton. M. X. a défendu positivement qu'elle vous les amenât, et même qu'elle entrât auprès de vous ; mais vous pouvez être sûr qu'elles sont en bonnes mains.

— Je le sais, je le sais !... Pauvres petites orphelines abandonnées ! Voulez-vous maintenant aller exécuter la commission que je vous ai donnée ? Puis, si vous pouviez aller voir mes chères petites et leur porter la bénédiction de leur pauvre père, vous reviendriez me donner

de leurs nouvelles, il me semble que cela me ferait du bien. Sullivan, je vous donne beaucoup de peine.

— Dieu vous bénisse, Vivian ! Comment pouvez-vous avoir une pareille idée ? Envoyez-moi à l'autre bout du monde ! Je pars à l'instant pour faire ce que vous désirez.

Et, s'éloignant aussitôt, il le laissa encore seul, ce malheureux mari et ce tendre père.

Seul, Vivian s'abandonna un moment sans contrainte aux amers regrets qu'un sentiment d'honneur et de dignité l'avait empêché de laisser paraître, même aux yeux d'un ami aussi intime que Sullivan. Il céda à un violent paroxysme de douleur dans lequel les noms d'Inez, sa bien-aimée, sa joie, sa vie, son espoir, et de ses enfants, ses pauvres enfants sans mère, se mêlaient à ses profonds gémissements. Inez l'entendit d'abord avec une douleur si excessive, qu'elle semblait comme enracinée à sa place ; mais elle était seule, mistress Crane était descendue, elle craignait que cette terrible agitation ne devint funeste ; elle fit donc un effort, ouvrit la porte de la cloison, se glissa doucement dans la chambre, vint s'agenouiller près du lit, et lui dit très-bas, mais d'une voix distincte :

— Par le saint nom de Dieu, songez à vos enfants, prenez courage !

— Qui est-ce qui parle ? dit-il en s'arrêtant tout à coup. Quelle est cette voix ?

Pas de réponse. Elle n'osait plus parler ; mais cette interruption avait changé le cours des idées du malade, son but était rempli.

— Qui a parlé ? répéta-t-il.

— Votre garde seulement, dit-elle d'une voix tremblante qu'elle cherchait à déguiser. Je vous demande pardon, monsieur, excusez-moi, je vous prie.

— Ah ! parlez... parlez encore !.... cette voix !...

Elle gardait le silence ; mais ce faible écho d'un son si tendrement chéri résonnait dans son cœur avec une douceur inexprimable. La couleur revint à ses joues pâlies.

— Qui êtes-vous ? dit-il.

— Votre garde, monsieur : une jeune femme qu'on a prise pour aider mistress Crane.

— Ah ! est-ce là tout ? fit-il avec un profond soupir. Alors laissez-moi tranquille, ma chère, je crois que je vais dormir.

Les mains d'Inez, qui étaient maintenant d'un froid de glace, arrangèrent encore les oreillers ; puis elle resta à côté de lui comme une statue, espérant que sa présence réprimerait du moins ces dange-reuses explosions de sentiment.

## II

Et qu'était devenu Lawrence? — Le suivrons-nous dans un noir et sombre appartement au milieu d'une des rues les plus étroites du vieux Londres, où, dévoré par ses propres pensées, il restait immobile, la tête dans ses mains, image du désespoir le plus complet. L'excès des douleurs morales et physiques se termine quelquefois par l'insensibilité, et la stupeur dans laquelle il était tombé parut quelque temps amortir la violence de ses sentiments. Les circonstances présentes et passées se pressaient rapidement dans son imagination comme dans un songe tout à fait indépendant de sa volonté. Il revoyait son ami dans la fleur de la jeunesse, se promener à son bras en lui exposant avec sa vivacité et sa franchise naturelles ses espérances et ses projets. Il voyait la rougeur monter à ses joues lorsqu'il parlait d'elle, de cet objet de son adoration que Lawrence ne connaissait pas encore. Puis ce jardin de Middleton-Court s'offrait à sa mémoire. Il voyait la charmante et fantasque miss Thornhaugh se livrer à ses malins caprices avec la pétulance et l'impertinence de l'esprit, de l'innocence et de la beauté. Puis il se rappelait leur seconde réunion, l'épouse douce et posée, la femme complète; le mari gracieux, tendre, élégant, heureux; l'ami si confiant!... Portsmouth... le retour! Mais, à ces pensées, le grave Lawrence, le sage, le philosophe, grinçant les dents et s'arrachant les cheveux, maudissait le démon qui avait pénétré dans ce paradis pour perdre l'ange de pureté qui y régnait. Il la revoyait enfin telle qu'il l'avait vue pour la dernière fois, assise à son foyer, honteuse et misérable, abattue, brisée, flétrie, telle qu'une belle fleur qu'on a trainée dans la fange, et il maudissait tout haut son existence.

Trevor ne vint que le soir.

Trevor était un rare caractère, qui, après avoir suivi les écoles publiques, après avoir été trois ans citoyen d'un collège et témoin de tous les désordres que traîne après elle une jeunesse effrénée, après avoir circulé librement à Londres, dans ce grand monde de dissipation dont la fortune et l'indépendance lui avaient ouvert l'entrée, avait conservé, par une sorte de pureté naturelle, un cœur exempt de souillures, des habitudes exemptes de péché.

Un sentiment religieux très-profond et très-sincère qu'il devait à ses excellents parents (beaucoup ont de pieuses mères, mais bien peu ont vu la piété rendue respectable par les habitudes d'un père) avait été surtout le grand talisman qui, aidé de cet empire sur les passions, le meilleur fruit d'une éducation bien entendue, l'avait fait passer intact au milieu de toutes les corruptions qui l'entouraient. L'imagi-

nation de Trevor n'avait pas été enrôlée dans le parti du vice par une sévérité imprudente ou par une licence mal déguisée. Il avait appris à détester et à mépriser les excès comme une faiblesse et une brutalité, à aimer la vertu et l'ordre pour eux-mêmes.

On comprendra sans peine la douleur et la répugnance qu'il éprouva de se sentir mêlé à une aventure si antipathique à tous ses sentiments; et la tendresse avec laquelle il s'attachait à alléger les maux qui accablaient maintenant les malheureuses et coupables victimes prouva, du moins dans cette circonstance, que la bienveillance la plus généreuse n'est pas aussi incompatible avec une vertu rigide que voudraient nous le faire croire quelques individus, peu remarquables d'ailleurs sous ce dernier rapport. Cependant, quand il regardait Lawrence, un sentiment d'indignation s'emparait de son esprit, et, bien que tempéré par la compassion qu'il ne pouvait s'empêcher de sentir pour lui, il répandait dans ses manières une contrainte et une froideur qu'il ne pouvait surmonter.

Cette froideur produisit, du moins chez Harvey, cet heureux résultat, que l'absence de sympathie, qu'il sentait instinctivement, l'engagea à réprimer la violence de son agitation. Sa première question ne fut pas pour Vivian. Deux hommes épris de la même femme ne peuvent éprouver l'un pour l'autre ni sympathie ni affection. Le mari d'Inez n'était pas un objet d'intérêt pour Lawrence. La pensée de ce qui était arrivé était terrible et avait presque dérangé sa raison. Mais ses remords, ses angoisses, sa tendresse, tout était pour elle.

— Où est-elle ? qu'est-elle devenue ? dit-il en relevant la tête, mais sans quitter son siège, quand Trevor entra.

— Elle a quitté votre maison, dit Trevor.

Lawrence soupira.

— Je m'y attendais, dit-il. Où est-elle allée ?

— J'espère, je suis même certain qu'elle est en sûreté, répondit Trevor ; mais j'en suis encore à apprendre où elle est allée.

— Dieu du ciel ! dans cette ville !... Qui l'a accompagnée ?

— La femme de votre domestique. Elles sont parties dans une voiture de place, mais pour où aller, cet homme n'a pu me le dire. J'ai fait des recherches inutiles, je n'ai pu retrouver sa trace. Les gens de la maison où demeure mistress Bell m'ont dit que celle-ci était venue chez elle vers cinq heures avec une jeune femme d'un extérieur assez étrange, qui avait l'air d'une espèce de femme de charge ; toutes deux n'ont pas tardé à ressortir, et depuis elles ne sont pas revenues. J'ai vu Inez ce matin. Elle m'a parlé alors d'un asile qu'elle voulait chercher, et m'a promis de s'adresser à moi dans le cas où il ne lui serait pas ouvert. Vivian existe encore.

— Est-ce là tout ce que vous savez ?

Il se leva alors et se mit à regarder tout autour de la chambre.

— Où est mon chapeau ?

— Vous n'allez pas sortir, Hervey, dit Trevor. Laissez-moi ce soin; vous pouvez compter que je n'aurai pas de repos que je n'aie déconvert la retraite de mistress Vivian. Je suis venu ici bien vite, pensant que vous seriez dans une cruelle anxiété par rapport à l'état de...; mais soyez-en bien sûr, n'importe où elle est, elle est en sûreté. La personne avec laquelle elle est partie est une jeune femme très-honnête.

En ce moment les sympathies de Trevor étaient plus absorbées par le malheureux mari que par sa coupable femme; et l'accident par lequel Hervey avait frappé son ancien ami lui semblait une fatalité terrible auprès de laquelle toutes les autres circonstances étaient d'un bien faible intérêt. Convaincu que mistress Vivian ne courait aucun danger réel, il ne partageait donc pas l'agitation et l'inquiétude d'Hervey.

Lawrence continua à regarder autour de la chambre sans répondre. Puis il sonna.

— Je veux mon chapeau.

— Vous n'en aviez pas, monsieur, dit le domestique en ouvrant la porte.

— Allez m'en chercher un.

— Monsieur ?

— Achetez-moi un chapeau, cria Lawrence en lui jetant une couple de souverains.

Trevor intervint alors.

— Vous feriez mieux de rester ici, Hervey. Vivian est dans un état très-précaire. Voyez quelle est votre situation. Attendez jusqu'à demain. Vous aurez des nouvelles de grand matin... vous pouvez compter sur moi en toute assurance.

Lawrence ne répondit pas; il regardait avec humeur du côté de la fenêtre; au moment où la porte s'ouvrit, il saisit le chapeau que le garçon lui présentait, et, sans regarder Trevor, il sortit de la chambre et de la maison.

La nuit commençait à tomber; il enfila les rues avec rapidité, marchant le plus vite qu'il pouvait, sans se mettre en peine d'aucune interruption. Il suivit le Strand, peu soucieux d'être ou non reconnu, et prit les grandes rues si fréquentées qui conduisent à Albany. La première chose qu'il vit fut son domestique, baillant à sa porte. Ce garçon tressaillit à cette apparition soudaine.

— Où est votre femme ?

— Seigneur, monsieur ! comme vous m'avez saisi ! Ma femme ?... Je ne sais pas au juste...

— Comment, drôle ! Où a-t-elle été toute la journée ?

— Comment le saurais-je, monsieur? je suppose que vous savez qu'elle est sortie avec...

Lawrence l'interrompt, il frémit d'entendre ce nom profané par des lèvres semblables.

— Où sont-elles allées?

— Je n'en sais vraiment rien. Peut-être chez nous.

— Où demeure votre femme?

Le domestique donna l'adresse. Lawrence tourna sur ses talons; quelques moments après il frappait à coups redoublés à la porte de mistress Bell. Elle était chez elle et ouvrit. Il entra tout droit jusqu'au milieu de la chambre.

— Ciel! elle n'est pas ici! Où est-elle allée? femme, dites-le moi tout de suite.

— Monsieur, répondit mistress Bell avec quelque réserve, on m'a défendu de le dire.

— Mais j'insiste pour le savoir à l'instant! dit Lawrence avec colère.

— Elle est où vous ne pouvez aller, monsieur, dit mistress Bell, dont le respect habituel pour Hervey avait beaucoup diminué depuis le matin.

Elle se sentait maintenant chargée en quelque sorte de préserver mistress Vivian de nouvelles souillures; et, inspirée par les circonstances, la jeune femme humble et modeste devint ferme et intrépide.

— Bon Dieu! qu'a-t-elle fait? oseriez-vous vous jouer de moi? dit-il en la saisissant par l'épaule et en la secouant d'une façon presque sauvage. Voulez-vous me dire ce qu'elle est devenue?

— Elle m'a défendu de le dire, monsieur.

— Elle vous a défendu de le dire? Prétendez-vous, vipère, qu'elle m'ait désigné particulièrement?...

— Ce n'est pas tout à fait cela, monsieur; mais elle m'a supplié de garder son secret. O monsieur, poursuivit la jeune femme se dégageant de la main de Lawrence qui ne la tenait plus aussi serrée, ô monsieur, ne cherchez pas à la suivre. Elle est où elle doit être, monsieur! Ne vous informez pas d'elle... elle est à son devoir maintenant, monsieur!

— A son devoir! Qu'entendez-vous par là? Que signifie ce jargon hypocrite? A son devoir!... Où est-elle?...

La jeune femme se taisait toujours.

— Voulez-vous que je vous tue?... dit Lawrence en grinçant les dents. Savez-vous, ajouta-t-il plus bas, ce que c'est que de pousser à bout un homme désespéré? Dites-moi à l'instant où elle est, ou je vous mets en pièces!...

Cette fois mistress Bell eut réellement peur.

— Oh! monsieur!... laissez-moi! elle est à West-End.



— A West-End !

— Elle est allée soigner son mari, dit la femme en fondant en larmes. Que Dieu l'assiste et la soutienne, pauvre, pauvre jeune dame !

Lawrence recula.

— Elle a coupé ses beaux cheveux, poursuivit la jeune femme, s'attachant à la circonstance qui avait le plus frappé son imagination, et elle a mis une robe de coton comme la mienne; nous sommes allées d'abord chez le docteur, mais il n'a pas voulu nous introduire près du malade; alors nous sommes allées trouver la garde, et elle nous a fait entrer; mais il ne doit jamais le savoir. On dit qu'il en mourrait s'il la revoyait, pauvre jeune homme !... Mais elle va le garder jour et nuit; j'espère que ce sera une consolation pour son triste cœur.

— Dites-moi tout ce qu'elle a fait dès le commencement, dit Lawrence en s'asseyant.

Mistress Bell obéit et raconta l'histoire de la journée.

Lawrence, après s'être fait raconter les moindres particularités de la conduite d'Inez et donner une description exacte de la maison de M. Palmer, mit cinq guinées dans la main de mistress Bell, et la quitta pour courir à West-End.

Dans quel dessein ! il n'avait ni l'espoir ni le désir de revoir Inez; mais il voulait veiller sur la maison qui la renfermait; reposer sa tête, la nuit, sur la terre qu'elle avait foulée; le jour, errer aux alentours comme un esprit malheureux pour lequel il n'y a point de repos; enfin, assouvir son cœur d'une douleur dont l'intensité ne peut être comprise que de ceux qui ne sont pas tombés dans la dépravation par de lents degrés, mais qui y ont été précipités ainsi qu'un astre brillant qui se perdrait tout à coup dans les ténèbres.

Lawrence était réellement fait pour sentir toute l'amertume de sa situation, car il n'était pas arrivé au vice par les progrès lents et insensibles d'habitudes dissolues ou par une joyeuse insouciance; il était la victime d'une grande tentation et de principes mal affermis. Son esprit, accoutumé à l'analyse et à la réflexion, embrassait les horreurs de sa situation dans toute leur étendue, tandis que son cœur, qu'une longue dépravation n'avait pas endurci, semblait formé pour souffrir les plus cruels tourments du remords. Le choc terrible qu'il avait senti en voyant tomber Vivian avait eu pour effet d'anéantir tout sentiment, excepté une sombre et opiniâtre résolution de ne jamais abandonner Inez, un défi jeté à toute loi, divine ou humaine, à toute convenance, à tout danger qui pourrait disputer à Inez le dévouement de toutes ses pensées et de tous ses sentiments.

Pendant six jours et six nuits on put voir cette figure désolée errant à travers les champs, ou bien couchée le long des haies, les cheveux flottants au vent, le linge souillé, les vêtements en désordre, les yeux

fixés sur la fenêtre qui éclairait l'appartement où son imagination lui représentait l'homme qu'il avait le plus aimé étendu sur un lit de douleur, tandis que sur lui se penchait cette Madeleine, qu'il avait vue repentante et brisée, ramper à terre devant lui, victime de ses passions!

Six longs jours!

Trevor s'était assuré du lieu de sa retraite et avait tenté un ou deux efforts inutiles pour l'arracher à ce genre de vie étrange, mais il avait été repoussé avec une dureté autrefois étrangère à la nature de Lawrence; et, convaincu qu'il y avait dans sa situation quelque chose qui approchait de la folie, il finit par le laisser entièrement à lui-même, toute intervention ne servant qu'à l'exaspérer et à augmenter l'irritabilité de ses sentiments.

### III

Inez passa trois jours dans le fidèle accomplissement de ses tristes devoirs, le cœur partagé entre la crainte et l'espérance, si on peut appeler espérance ce qui ne lui apportait aucune promesse de bonheur pour elle-même, et lui offrait seulement en perspective d'être délivrée de l'idée insupportable qu'elle avait causé la mort de son mari.

Le quatrième jour, Sullivan, qui était infatigable dans ses soins, entra dans la chambre beaucoup plus tôt que de coutume; il avait l'air contrarié et inquiet.

Inez tenait la tasse dans laquelle elle venait de donner du thé à Vivian.

— Mistress Crane, dit Sullivan.

— Mistress Crane n'est pas là, monsieur, dit Inez très-bas.

— Comment allez-vous aujourd'hui, mon cher Vivian, dit Sullivan en s'approchant du lit, comment avez-vous reposé?

— Mieux, dit Vivian, j'ai dormi quelques heures, je crois. Ma chère, laissez-nous maintenant, dit-il à Inez.

Inez obéit, Sullivan la suivit.

— Comment faire? dit-il. Monsieur X. est-il venu ici aujourd'hui? L'amiral est venu en ville et insiste pour voir le capitaine Vivian. Je ne sais que faire ni que dire.

Inez, prête à se trouver mal, se tourna vers la fenêtre pour cacher son visage et se retenir afin de ne pas tomber.

— Qu'en pensez-vous? Peut-on lui permettre de le voir?

— Monsieur... dit Inez respirant à peine.

Sullivan était trop préoccupé pour s'apercevoir de son émotion; il pensa qu'elle était stupide et dit :

— Si seulement mistress Crane était ici, elle déciderait cela.

En ce moment cette digne femme entra dans la chambre.

— Mistress Crane, voici l'amiral Thornhaugh qui arrive en ville et qui veut voir le capitaine Vivian.

— Dieu de bonté ! monsieur, a-t-il envie de le tuer ? M. X. assure qu'une parfaite tranquillité est notre seule chance de salut, et le pauvre jeune homme se tourmente déjà tant ! Vous sentez qu'en ce moment l'amiral moins que tout autre !...

— Il faut empêcher cela à tout prix, s'écria Inez en s'avançant précipitamment. Mon père ! juste ciel ! et dans un moment pareil, une entrevue semblable ! Oh ! capitaine Sullivan, trouvez quelque moyen de l'empêcher... ne le laissez pas venir... Hélas ! hélas ! Henry est tout à fait incapable de supporter ce choc.

— Vous le croyez, n'est-ce pas ? dit Sullivan trop inquiet pour faire attention aux paroles d'Inez et à son agitation ; mais que faire ? Faut-il que je retourne à Londres pour tâcher d'arrêter la voiture ?

— Oui ! oui ! tout ce que vous voudrez. Mais, grand Dieu ! qu'est-ce qui nous arrive ?

En ce moment une voiture s'arrêtait à la petite porte ; deux messieurs en descendirent, et on entendit le fausset de M. Palmer qui les conduisait à travers le jardin :

— Certainement, milord amiral, c'est bien ici que le jeune homme est resté, dans ma plus belle chambre, et j'ai été trop heureux de faire de mon mieux ; et certainement je suis fier de dire qu'il va beaucoup mieux. Je ne doute pas qu'il ne soit très-honoré de vous voir, milord ; faut-il que je monte m'en assurer ?

— Mon Dieu ! c'est lui ! s'écria Sullivan. Le vieil entêté ! J'ai eu beau lui dire... Il ne croira jamais, dit-il, qu'Henry soit fâché de le voir. Dieu nous bénisse ! le voilà dans l'escalier !

La porte de l'appartement du capitaine Vivian s'ouvrit, et on entendit la voix de M. Palmer :

— Mille pardons, capitaine Vivian, je crois que vous ne dormez pas. Un gentleman appelé le vice-amiral Thornhaugh et un M. Roper, sont en bas et demandent à vous voir.

Il se fit un court silence, puis une voix faible répondit :

— Je serai bien aise de les voir.

L'amiral entra dans la chambre, sa figure était contractée par une émotion qu'il cherchait vainement à maîtriser. Il s'approcha du lit avec sa brusquerie habituelle.

— Henry ! mon cher garçon !... mon Dieu !

Ce fut tout ce qu'il put articuler, des larmes coulaient rapidement le long de ses joues sillonnées de cicatrices, et son corps robuste tremblait comme celui d'un enfant. M. Roper, dont la figure large et

carrée avait, malgré sa rudesse, un air de douceur et de bonté extrêmement attrayant, pleurait derrière son maître avec un attendrissement silencieux qui contrastait avec la douleur violente de l'amiral qui n'était pas habitué à de semblables impressions.

Le capitaine Vivian tendit la main et serra celle du père de son Inez. Il ne pouvait parler. L'amiral lui serra la main avec force, et, tâchant de raffermir sa voix :

— Courage, courage, Henry! dit-il enfin; c'est une mauvaise affaire, Vivian! L'indigne créature! Êtes-vous bien dangereusement blessé? Vous recouvrirez la vue sans doute et quant au reste...

Vivian pressa la main qu'il tenait et gémit.

— Oui, quant au reste, il faut être un homme, et l'oublier.

— O amiral!

Ce fut tout ce qu'il put dire.

— Il faut l'oublier, vous dis-je, Vivian, l'oublier comme je fais. Perfide, indigne, ingrate, coquette! Ne vous en embarrassez plus. Chassez-la comme moi de votre cœur et de vos pensées... Ma fille!... Non, ce n'est pas ma fille! Mon sang dans ses veines!... N'en croyez rien. Je la renie... Je la rejette!... Ne lui donnez plus une pensée, Henry. Nous l'aimions tant, tous! Il faut vous rétablir et retourner à votre vaisseau : c'est une fiancée plus fidèle, je vous assure. Une femme perfide! Bah! bah! n'y pensez plus.

Vivian soupira, mais ne répondit pas, tandis que l'animal, épuisé par sa propre véhémence, s'assit pour reprendre haleine, les yeux fixés sur l'orgueil et le favori de son cœur, qu'il aimait véritablement comme son propre fils.

— Vous quitter pour ce grand dadais aux longues jambes, avec ses livres, vous la joie et l'orgueil des yeux de son vieux père! C'est une Jézabel! Il faut l'oublier.

— Amiral, dit enfin Vivian en faisant un grand effort, ne parlons pas de ce pénible sujet. J'espère supporter mes infortunes comme je le dois.

— Sans doute, sans doute, je ne crains pas cela, Henry. Je ne doute pas de votre courage et de votre honneur. Mais vos yeux, vos yeux! Dites-moi que vous ne serez pas un pauvre aveugle impotent, ou je la maudis ici tout haut.

— Dieu vous en préserve! ne la maudissez pas!... Dieu vous en préserve!

— Vous et vos enfants... et ses enfants... Vous laisser tous... nous couvrir de honte et d'infamie... déshonorer la tombe de sa mère... les cheveux blancs de son père... et souiller le nom honorable et la gloire de son mari! Laissez-moi la maudire comme elle le mérite. Ma fille! je la donne au diable!

Le lit tremblait sous le malheureux capitaine Vivian, atteint jusqu'au fond de l'âme par la sévérité de ce père justement irrité, dont la colère brutale, s'exhalant dans ces dures et violentes expressions, semblait lui déchirer le cœur. Il respirait avec peine, cherchait à exprimer son émotion; mais la douleur torturait son corps brisé.

M. Roper remarqua sa souffrance et sympathisa avec ce qui la causait. Lui aussi, tout justement affligé, tout indigné qu'il était, il conservait, en détestant le péché, une tendresse cachée pour la pécheresse.

— Oh ! monsieur, s'écria-t-il, ne dites pas cela ! Que Dieu lui pardonne et nous pardonne à tous ! Nous sommes tous pécheurs ; ayez pitié de votre chair et de votre sang, monsieur ! Ne maudissez pas votre unique enfant.

— S'est-elle souvenue qu'elle était mon enfant, dit le père inflexible, quand elle a déshonoré celui que j'avais choisi pour mon fils ? S'est-elle souvenue que son père était un marin quand elle l'a comblé de honte et d'infamie ? Non, mais comme elle m'a oublié, je l'oublierai à mon tour ! Puisse Dieu l'oublier aussi à l'heure de sa miséricorde !

Le capitaine Vivian, frappé d'une douleur inexprimable à ce discours, retomba sur son oreiller. M. Roper garda le silence, et l'amiral poursuivit :

— Henry, mon garçon, mon cher garçon ! que comptez-vous faire ?

— Je n'ai pas pensé à ce que j'aurai à faire, dit le capitaine Vivian complètement abattu et soupirant profondément. J'espère par moments que ce souci me sera épargné.

— Bah ! bah ! est-ce qu'il faut se décourager ainsi ! Allons, Henry ! c'est de l'enfantillage. Nous vivrons pour oublier tout cela.

— Jamais, monsieur ! dit Vivian d'une voix faible.

— Amiral, dit M. Roper qui devinait aux vives rougeurs qui passaient rapidement sur la figure du capitaine Vivian l'agitation terrible que lui causait cette scène, amiral, c'en est trop pour le capitaine Vivian, nous ferions mieux de le quitter, nous reviendrons plus tard.

— Le quitter ! s'écria l'amiral. Pauvre garçon, pauvre garçon ! Voilà où il en est réduit ! Lui brave comme un lion, ferme comme un roc, le voilà couché maintenant comme une femelle, et tout cela pour une femme ingrate et infidèle ! Dieu vous bénisse, Henry... Oui, oui, je vois que vous êtes trop mal pour parler. C'est fini ! C'est une infâme ; pourquoi pensez-vous encore à elle ? Oubliez-la comme moi, et que le grand Dieu la punisse comme elle le mérite !

Après avoir ainsi exhalé sa rage et sa douleur, ce père irrité se leva et sortit de la chambre accompagné de M. Roper.

— Ne plus penser à elle !... la repousser !... la renier !... Oui, Inez,

celui qui vous a donné le jour peut vous oublier, vous renier, vous maudire; oui, il peut vous abandonner... mais moi... mon Inez!... mon idole! mon seul, mon unique amour!... O Inez! cruelle, barbare Inez, qu'avais-je fait pour que vous m'abandonniez? Ma bien-aimée, ma femme! qu'avait fait votre pauvre Henry?... Hélas! je vous aimais trop peut-être!... Hélas, je n'étais pas digne de remplir un cœur comme le vôtre; mon idole! je vous aimais trop! hélas! hélas!...

Les sentiments de Vivian, si longtemps contenus et exaspérés presque jusqu'à la folie par cette scène cruelle, rompirent enfin les entraves qu'un sentiment d'honneur leur avait mises, et se répandirent dans ces exclamations que la chaleur ardente d'une fièvre qui redoublait rendait encore plus véhémentes. De profonds gémissements, qui par moments devenaient des cris, se mêlaient aux incohérentes expressions de ses regrets, tandis qu'il se tordait de douleur sur ce lit qui tremblait sous le frisson dont tout son être était agité.

Cependant Inez, que les souffrances et les fatigues des deux derniers jours avaient considérablement affaiblie, semblait comme lui presque anéantie par la scène qu'elle avait entendue. Aux accusations sévères de son père, elle s'était jetée sur le plancher, dans un désespoir que rien ne pouvait arrêter; mais, quand sa malédiction solennelle vint frapper son oreille, la violence de sa douleur fut suspendue comme par un charme. Elle s'assit et écouta avec une physionomie sur laquelle l'épouvante semblait bannir toute autre expression.

— C'en est fait, mistress Crane, s'écria-t-elle, il m'a maudite!

— Hélas! madame, dit mistress Crane, dont les yeux peu accoutumés à pleurer étaient en ce moment tout pleins de larmes, ce n'est qu'un mouvement de colère. Ce vieux monsieur semble très-empoité et prend les choses vivement. Il sera bientôt fâché de ce qu'il a fait.

— Mon mari m'a-t-il maudite aussi, mistress Crane?

— Non, non, chère jeune dame, il n'a rien dit.

— Il ne me maudira jamais, jamais, dit Inez en fondant en larmes; c'est un ange de bonté! Il ne me maudira jamais.

Tandis qu'elle parlait, les cris et les gémissements du capitaine Vivian se firent entendre.

— Ils sont partis, dit mistress Crane. Pauvre jeune homme! il se désespère tout seul!

— Me maudit-il?

— Non, il vous rappelle!

— Moi!

Elle se releva précipitamment et courut auprès du lit en s'écriant :

— Henry!

Il se tut quand elle entra, mais il était trop agité pour entendre ses paroles. En approchant du lit elle fut foudroyée de ce qu'elle vit. La

figure du malade était décomposée, tout son corps frissonnait, ses dents claquaient, une couleur livide se répandait sur ses traits. Au cri que jeta Inez mistress Crane accourut :

— Miséricorde, madame!... Oh! quel changement !

Il est inutile de le décrire. Le frisson fut suivi d'une fièvre effroyable. Tous les symptômes favorables qui avaient récompensé les soins assidus des jours précédents disparurent. Sa blessure, enflammée par la fièvre, prit un aspect des plus alarmants. Le soir du second jour on déclara que l'état du capitaine Vivian était désespéré.

Plongé dans cette langueur qui succède à la terrible excitation de la fièvre, Vivian se sentit plus calme à l'approche voisine et certaine de la mort. Une tranquillité douce et mélancolique vint s'emparer de ses esprits; il demanda à voir ses enfants.

On les lui amena promptement, et, d'après son désir, elles entrèrent dans sa chambre sans être accompagnées.

Inez, se fiant au pouvoir de ce déguisement qui avait trompé tant de personnes, et d'ailleurs peu soucieuse des conséquences, maintenant que le terme fatal semblait approcher si vite, resta dans la chambre, cachée en partie sous les plis d'un rideau. Dans sa désolation, son cœur languissait après ses enfants, et elle résolut de les revoir une fois encore, n'importe à quel prix.

Elles entrèrent dans la chambre en se tenant par la main; leur gaieté, leur joli habil, avaient disparu. Inez pouvait déjà remarquer chez toutes deux l'effet des principes d'éducation de miss Vivian.

Florence, toujours douce et timide, était seulement plus pâle que de coutume; mais la joyeuse et franche petite Georgy avait déjà cet air morne et abat tu que les enfants d'un caractère ardent, vif et affectueux prennent lorsqu'on les traite avec froideur et sévérité. Contenue, réprimée, accusée d'être toujours méchante, la pauvre petite avait passé en disgrâce et en larmes tous les jours qui s'étaient écoulés depuis qu'abandonnée par sa mère elle avait été remise aux soins d'une étrangère froide et sévère pour ses moindres torts.

Inez, dont la vive pénétration était encore aiguisée par la sympathie d'une mère, devina tout cela quand les jolies enfants entrèrent dans la chambre, et son cœur en saigna.

— Êtes vous là, mes trésors? dit le père d'une voix éteinte.

— Papa! papa!

— Doucement, doucement, Georgy! dit la petite Florence.

Mais l'enfant était déjà sur le sein de son père.

— Ah! que je suis contente d'être venue vous voir! Nous avons été si malheureuses! dit la petite fille.

— Vraiment, mes chéries! Où est Florence?

— Ici, papa, tout près de vous. Est-ce que vous ne la voyez pas?

— Mes chères petites !... Je n'y vois plus !

Florence pleura. Georgy cria. — Vous êtes donc bien malade, pauvre papa ? Où est maman pour vous soigner ?

— O Georgy ! dit Florence.

— On ne veut pas me laisser parler d'elle, chez tante Vivian ; on dit que je suis méchante parce que je ne peux pas m'en empêcher, et je veux parler d'elle, et je l'aime plus que tous les autres... et...

— Chut ! chut ! ma chère ! dit Inez derrière le rideau.

Elle voyait que c'en était plus que le capitaine Vivian ne pouvait supporter.

— C'est maman ! s'écria l'enfant en tressaillant joyeusement. C'est maman... elle est derrière le rideau... , elle se cache pour jouer. Chère bonne maman ! Et, sautant de l'autre côté du lit, elle lui jeta les bras autour du cou : Je savais bien, moi, que vous reviendriez !

— Mon enfant, dit Inez, cherchant vainement à détacher les petits bras qui la tenaient fortement embrassée, je ne suis pas votre maman ; je suis la garde.

— Oh ! ne jouez plus comme cela, dit Florence courant à elle tout en larmes et se pendant à sa robe. Maman, maman, embrassez-moi !

— Vous vous trompez, dit Inez cherchant toujours à conserver son déguisement ; je suis la garde.

— Papa, elle dit toujours qu'elle est la garde, s'écria Georgy ; empêchez-la ! Vous avez une vilaine robe, mais vous êtes maman !

Et elle couvrait sa figure de baisers.

— Parlez ! dit le capitaine Vivian d'une voix étouffée. Parlez encore ! L'enfant ne se trompe pas. Avez-vous passé tous ces jours près de moi ?

— Pardonnez-moi ! Ce fut tout ce qu'Inez put dire.

Il se fit un silence. Au bout d'un moment, Vivian reprit : — Mes enfants embrassez-la... ; c'est votre mère.

Inez, se sentant ainsi autorisée, s'abandonna à toute sa tendresse. Elle pressa alternativement ses enfants contre son cœur. Elle les couvrit de baisers, et pendant ce temps on entendait ses sanglots et ses larmes. Le capitaine Vivian comprit cette scène qu'il ne pouvait pas voir, et une larme coula le long de ses joues creuses.

Enfin, après avoir laissé à leur émotion le temps de se calmer, il dit à Inez d'amener les deux petites filles tout près de lui, il les embrassa, leur donna sa bénédiction, les exhorta d'une voix entrecoupée à être toujours de bons enfants ; puis il pria leur mère de les reconduire à leur bonne ; et ensuite, ajouta-t-il, vous reviendrez près de moi.

Elle rentra seule dans la chambre ; mais, timide et honteuse, elle n'osait approcher du lit.

— Est-ce bien vous ? dit le capitaine Vivian. Venez plus près de



moi..., le temps est court..., mes moments sont comptés. N'avez-vous rien à me dire ?

Elle s'approcha et se mit à côté du lit.

— Henry, je n'avais pas eu l'intention de m'accorder cette consolation. Je n'avais pas espéré que vous me parliez jamais en ce monde. Je n'osais pas l'espérer. J'étais venue pour accomplir de mon mieux l'humble devoir de vous soigner..., de sauver, s'il était possible, une vie que mon crime avait tranchée. Il n'a pas plu à Dieu de bénir mes efforts ; mais, Henry, vous ne m'avez pas maudite. Quand mon père me maudissait, vous ne m'avez pas maudite. Pardonnez-moi avant de mourir.

— Je suis trop heureux de mourir ainsi, dit-il d'une voix faible et grave. Les ombres de la mort commencent à m'envelopper..., l'orgueil d'un honneur inexorable n'en demande pas davantage. La mort sanctifie une affection qu'elle ne peut interrompre. Mon Inez, puisse Dieu vous pardonner ainsi que moi !

Il tendit sa main amaigrie. Elle la prit avec respect et y déposa un long et saint baiser.

— Puis-je rester près de vous ? dit-elle enfin avec une grande humilité. Ne me renvoyez pas !

— Hélas ! ne craignez rien ; encore quelques heures, Inez..., et je ne serai plus, ce cœur qui battait si vivement sera immobile ; mais restez avec moi, nous avons bien des choses à dire. Un sourire d'une douceur ineffable passa alors sur ses lèvres pâles. Ah ! la mort même est douce auprès de toi !

Il resta quelque temps tranquille, tenant la main d'Inez dans les siennes et paraissant oublier tout ce qui les avait séparés. — J'avais beaucoup de choses à dire, répétait-il... Mais c'était tout, il semblait se reposer dans une tranquillité qu'il ne voulait pas troubler, sa joue appuyée contre le bras d'Inez, sa main enfermée dans la sienne. Mais bientôt sa respiration s'embarrassa, ses yeux se voilèrent, il agita ses bras.

— Ici ! ici ! dit-il.

Elle se leva les bras étendus, il la prit sur son sein... Il n'était plus.

Surprise du profond silence qui régnait dans l'appartement, mistress Crane se décida enfin à y entrer. On n'entendait que le bruit de sanglots étouffés qui semblaient partir du lit. Elle courut chercher une lumière et devina d'un coup d'œil tout ce qui était arrivé. Le capitaine Vivian était mort, et Inez était assise sur une chaise auprès du lit, les yeux fixés sur lui avec un regard vague et sans intelligence, tandis qu'un sanglot sourd et plaintif s'échappait de temps en temps de son sein.

Mistress Crane lui parla, mais elle ne parut pas écouter ; elle était

plongée dans la stupeur, gémissant par intervalles, comme un enfant épuisé d'avoir beaucoup pleuré. Il fut impossible de la tirer de cet état. Quand on essaya de lui faire quitter ce siège, elle poussa un faible cri et repoussa ceux qui la touchaient, puis elle laissa retomber ses mains sur ses genoux avec la même expression d'apathie stupide.

Plusieurs heures se passèrent de la même manière. Le capitaine Sullivan, M. X. et M. Trevor se présentèrent. Mistress Crane n'essaya pas de leur cacher plus longtemps le secret d'Inez, et chacun d'eux, touché de sa situation, fut infatigable dans les efforts qu'il fit pour la soulager. On fit demander un médecin, qui déclara que le seul moyen de la tirer d'un état d'imbécillité qui pouvait devenir chronique serait d'amener en sa présence quelque objet qui pût réveiller ses souvenirs et faire couler ses larmes. Il parla de ses enfants, et le capitaine Sullivan se rendit immédiatement à Rochampton pour supplier miss Vivian de les lui amener.

Il fut reçu assez froidement par miss Vivian, qui ne comprenait pas l'intérêt qu'inspirait Inez et en était secrètement jalouse. Elle déclara qu'il était tout à fait impossible de permettre aux enfants d'aller près de leur mère, qu'elles ne devaient jamais revoir ; elle se retrancha dans l'orgueil de sa vertu et dans la froideur de son caractère peu aimable, et persista dans son refus positif.

Sullivan revint à West-End et retrouva Inez assise près du corps de son mari dans le même état de stupeur, tandis que la bonne mistress Crane pleurait à côté d'elle comme un enfant.

Vers minuit, Trevor, affecté au delà de toute expression par cette scène de douleur sans remède, était descendu dans le petit jardin de M. Palmer. La lune s'était levée, les étoiles brillaient au firmament, la splendeur et le calme de la nature offraient un contraste frappant avec le spectacle de ruine et de désolation qui se passait dans l'intérieur de la maison.

Trevor, plongé dans de tristes réflexions, s'était appuyé contre la porte qui donnait du jardin dans les champs, quand tout à coup un personnage grand, maigre, épuisé, les vêtements souillés et en lambeaux, l'air sombre et égaré, s'approcha de lui. C'était Lawrence !

— Il est mort, dit-il d'une voix sombre ; il est mort !

— Oui, tout est fini, dit Trevor. Mais vous, que faites-vous ici ? — Nous gardons le secret pour quelques heures encore ; car il est impossible de faire sortir mistress Vivian de la chambre.

— Elle vit donc !

— Si on peut appeler vie une existence sans intelligence et sans but ! Mais vraiment, Hervey, cela ne peut durer ainsi ! Il est temps que vous renonciez à cette étrange indifférence pour votre propre sûreté ! Lais-

sez-vous persuader, songez à vous mettre à l'abri des poursuites de la loi qui ne tarderont pas à vous atteindre... Reposez-vous.

Puis, posant la main sur le bras décharné de son ami, il le regarda en face avec bonté, et ajouta :

— Je n'ai jamais vu quelqu'un de si changé.

Il pouvait le remarquer en effet. Hervey avait l'air d'un habitant de la tombe plutôt que d'un être vivant. Ses joues étaient pâles et creuses; ses yeux, vitreux et plus grands qu'autrefois, ne conservaient presque aucune expression. Sa voix était si grave et si rauque, qu'il avait peine à se faire entendre.

— La loi!... La loi n'exercera pas sa vengeance sur moi! Encore quelques heures... Mais, Trevor, par la compassion que vous espérez de votre Créateur, à votre heure la plus funeste, ayez pitié de moi dans la mienne. Ouvrez-la porte... Il le faut... Je veux...

Et en parlant il poussa faiblement la barrière et entra dans le jardin.

— Que voulez-vous faire? dit Trevor.

— Je veux la voir!... Je veux la voir! Il s'arrêtait à chaque mot, sa respiration devenait évidemment très-pénible.

— Je veux la voir! Il faut que je contemple encore une fois la ruine que j'ai causée avant de fermer ces tristes yeux. Non, Trevor, n'essayez pas de m'en empêcher. Je suis un moribond. Les barbares, les barbares même, écoutent les prières des mourants, ajouta-t-il avec un reste de son ancienne amertume.

Trevor, ému et affligé, ne fit plus aucune opposition, et Lawrence, guidé par une sorte d'instinct, traversa le jardin, entra dans la maison et monta l'escalier. La porte de l'appartement était toute grande ouverte; il n'essaya pas d'en franchir le seuil; mais, appuyé dans l'embrasure, il contempla de l'air du plus sombre désespoir la scène qui se présentait à l'intérieur.

Le corps de son ami était étendu sur le lit et recouvert d'un drap. Le mouchoir qui couvrait le visage s'étant dérangé, on pouvait distinguer les traits à la faible clarté de deux ou trois bougies placées çà et là dans la chambre. Tout à côté du lit était assise la malheureuse mistress Vivian, sa misérable victime, pâle comme un marbre, ses cheveux mutilés tombant en désordre sur son visage, non plus ondoyants dans leur luxuriante beauté, mais lourds, ternes et humides; ses traits, dont sa triste situation n'avait pu détruire la beauté céleste, étaient fixes et immobiles; ses yeux tout grands ouverts n'avaient aucune expression; elle semblait glacée, pétrifiée; on eût dit une statue de pierre plutôt qu'une créature animée, ... une statue du désespoir et de l'épouvante.

Mistress Crane, agenouillée près d'elle, tâchait en vain de réchauffer ses mains froides et insensibles.

Lawrence resta quelque temps en contemplation de ce spectacle; son

cœur, qui avait presque cessé de battre, palpitait maintenant avec une violence qui menaçait à chaque instant d'éteindre le faible souffle qui lui restait de vie. Il n'essaya pas d'entrer dans la chambre, et, après avoir en quelque sorte rassasié son âme d'amertume, il se retourna lentement et descendit l'escalier en silence. Il retraversa le jardin sans être aperçu par Trevor et sortit par la petite porte.

Il paraît que la force lui manqua pour aller plus loin et qu'il n'essaya même pas ; quand il fut dans le champ, il se coucha la face contre terre et expira.

Le lendemain on le retrouva ainsi étendu sur l'herbe, le visage contre terre, les deux mains sur son front.

Mais Inez vécut.

Vaincue par les ardentes prières de M. Roper, miss Vivian céda enfin ; on permit aux larmes des enfants de couler sur le sein de leur mère ; leurs embrassements firent rentrer la vie dans son cœur ; leurs voix innocentes la rappelèrent de ce royaume des ombres vers lequel elle s'acheminait rapidement.

Elle vécut !... non pour reparaitre dans le monde après une certaine lustration, héroïne d'une histoire romanesque et portant un front hardi ;... non pour reprendre, après une saison de retraite donnée aux bienséances, cette place dans la société qu'elle avait si justement perdue.

Elle vécut, mais dans l'humiliation et l'obscurité, offrant le sacrifice journalier de son repentir et de sa honte devant le trône du Dieu dont elle avait enfreint les lois, près de la tombe de l'être aimé que sa fragilité avait perdu.

Si le crime ne se rencontrait dans la nature humaine que sous ses formes les plus grossières et les plus dégradées, la tentation perdrait tout son pouvoir sur les âmes élevées, aimables, délicates ; mais, hélas ! il n'en est pas ainsi.

Il est des vices et des crimes dont la tentation, en certaines circonstances, est d'autant plus violente qu'on possède toutes ces qualités. Ceux qui tiennent aux tendres faiblesses du cœur sont de ce nombre, et ce que nous avons cherché surtout à enseigner par ce récit, c'est que des principes de devoir solides, inébranlables, fondés sur l'inflexible sainteté de la religion, sont le seul appui sur lequel on puisse sûrement compter à travers les aspects si changeants de la nature humaine ; c'est que les plus purs et les plus sages ont besoin, à l'heure du danger, d'un guide plus infailible que leur faible cœur.

# MÉLANGES

---

## MONSEIGNEUR L'ÉVÊQUE D'ORLÉANS A COMBRÉE

Toutes les fois que monseigneur l'évêque d'Orléans fait entendre sa parole entraînant et puissamment colorée, il ajoute un nouveau fleuron à sa couronne d'éloquence; mais, avec notre lente périodicité, nous chercherions vainement à le suivre. Aujourd'hui néanmoins, nous avons un motif particulier pour reproduire le discours que l'illustre prélat a dernièrement prononcé, lors de la dédicace de la chapelle du petit séminaire de Combrée, en Anjou. Cette cérémonie avait réuni un imposant auditoire : monseigneur Dupanloup avait devant lui l'archevêque de Tours et celui de Cambrai, les évêques du Mans, de Laval, de Chartres que le vénérable monseigneur Angebault, évêque d'Angers, avait conviés à rehausser l'éclat d'une des plus grandes joies de sa carrière si abondamment et si glorieusement remplie. Combrée est à peu de distance du Bourg-d'Iré; c'est là que M. le comte de Falloux aime à mener ses hôtes, afin de leur offrir le consolant spectacle de la jeunesse angevine, élevée dans la saine tradition de la religion et des lettres, sous la direction de maîtres aussi habiles que pieux. En parcourant l'édifice imposant de Combrée, sorti de terre comme par enchantement, pour servir d'asile au meilleur avenir de la France, la pensée se reporte sur le courageux orateur et le loyal ministre auquel s'attachera le souvenir de l'émancipation conquise par l'enseignement catholique. Aussi trouvons-nous amplement justifiée la récompense que M. de Falloux a reçue le lendemain de la dédicace de Combrée, lorsqu'après avoir vu s'asseoir à sa table les hôtes vénérables du séminaire et sollicité leur bénédiction pour sa famille et pour lui, il a entendu le métropolitain de Tours, monseigneur Guibert, chef de cette illustre assemblée, et l'un des hommes qui, par la sagesse et les lumières, méritent de marcher à la tête du clergé français, lui adresser ces paroles : *Je me plais à vous dire, monsieur, qu'un des anciens désirs de mon cœur était de vous voir et de trouver une occasion de vous remercier de ce que vous avez fait pour l'Église.*

Le pays au sein duquel Combrée ouvre ses portes aux familles qui

réclament pour leurs enfants une solide éducation, catholique et française, offre un caractère qu'on ne retrouve plus guère ailleurs aussi intact. L'an dernier, nous y avons admiré les fruits des vieilles mœurs et des antiques vertus. Là, toutes les classes de la société vivent dans une étroite union; la foi y gouverne un peuple dont une agriculture sagement progressive féconde le travail, toujours honnête. Là, les familles sont encore nombreuses, et l'autorité du chef n'y a point reçu d'atteinte. Ces braves enfants de l'Anjou ne quittent le foyer domestique que pour grossir les rangs de notre armée; et la seule ombre que j'ai trouvée au tableau que m'offrait une population vraiment morale et prospère m'était fournie par la douleur des parents et des sœurs, au souvenir encore cuisant des proches que leur avait enlevés la moisson de la mort sous les murs de Sébastopol. Chaque paroisse et presque chaque famille avait payé son tribut. En mesurant les ressources puissantes qu'offrent encore à notre honneur national et à la sécurité d'un pays noblement appuyé sur son épée les rares oasis où n'a pas pénétré la lèpre de la fausse industrie et du socialisme menteur, je ne pouvais assez déplorer l'imprudence des écrivains qui, à travers les secousses de l'anarchie et les réactions du pouvoir, s'obstinent à extirper tout ce qui nous reste de la vieille France. Mais la bonne cause n'a pas encore perdu tous ses champions. Laissons donc la parole à monseigneur Dupanloup : des encouragements de cette portée sont une semence dont la fécondité devient incomparable quand elle tombe sur un terrain aussi bien préparé.

Génés par l'espace, nous avons dû nous restreindre aux morceaux les plus saillants du discours; mais, malgré des suppressions regrettables, nous espérons avoir conservé ce qui justifie le mieux notre admiration.

*Vetera transferunt; ecce facta sunt omnia nova*  
(II Cor., v. 17); *Voici une création nouvelle et le*  
*rajeunissement de toutes choses.*

#### MESSEIGNEURS, MESSIEURS, MES CHERS ENFANTS,

Car c'est à vous d'abord, messeigneurs, que je suis aise d'adresser les mystérieuses paroles de l'Apôtre, à vous dont la présence en ce lieu, en ce jour, ajoute tant de joie à l'auguste solennité qui nous rassemble, et je ne sais quelle splendeur empruntée à la majesté même des choses divines. C'est à vous aussi que je les adresse, messieurs, vous si fidèles à la religion des pieux souvenirs, si empressés au culte de la reconnaissance; à vous, prêtres généreux, frères bien-aimés, *fratres carissimi et desideratissimi*. Oui, toujours si chers, toujours si désirés, si bien venus à Combrée, en cette maison sainte qui fut le premier asile et comme le berceau de votre vie sacerdotale<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il y avait là cinq cents prêtres venus de toutes les parties du diocèse.

C'est à vous, enfin, mes chers enfants, à vous les premiers (ces vénérables évêques me permettront de le dire), que s'adressent les premières paroles de ma bouche et les pensées de mon cœur. A vous qui êtes ici suspendus dans ces brillantes galeries comme une couronne de gloire, comme une guirlande de joie — *corona gloriæ*. A vous qui êtes ici la joie de tous les cœurs — *gaudium*. — A vous l'espérance de l'avenir — *spes*. Oui, à vous les premiers ; car tout est ici pour vous : *omnia enim vestra sunt* ; et l'éclat de cette solennité, et l'empressement de tout un peuple, et ce temple, et les reliques des saints, et le tabernacle, et le sanctuaire ; tout est à vous, tout est pour vous : *omnia vestra sunt*. Et les prêtres dévoués accourus à la fête, et les saints évêques, qu'ils se nomment Paul, Apollo ou Céphas : *sive Paulus, sive Apollo, sive Cephas* ; oui, tout est à vous ici, le temps et l'éternité : *sive præsentia, sive futura* ; tout est à vous, et la vie, et la mort : *sive vita, sive mors* ; et ceux qui ne sont plus et qui ont fondé cette sainte maison ; et ceux qui survivent et qui la réédifient glorieusement, tout est à vous, parce que vous mêmes êtes à Jésus-Christ et Jésus-Christ est à Dieu : *Vos autem Christi, Christus autem Dei*.

Eh bien donc, messeigneurs, messieurs, mes chers enfants, j'aime à vous la redire, cette parole : *Vetera transierunt ; ecce facta sunt omnia nova* ; ce qui est ancien va disparaître ; voici une création nouvelle, et le rajeunissement de toutes choses.

C'est en ces termes que saint Paul célébrait autrefois ce renouvellement du monde par le christianisme ; et c'est dans un profond sentiment de joie que je les répète, pour célébrer à la gloire de Dieu et en votre honneur, puisque c'est ici votre œuvre, la glorieuse nouveauté de ce temple et de cette maison : *Vetera transierunt, ecce facta sunt omnia nova* ; ce qui est ancien va disparaître ; voici une création nouvelle et le rajeunissement de toutes choses. Et toutefois, quoique je n'aie pas le bonheur et l'honneur d'être un des fils de cette terre bénie de Dieu et si heureuse dans ses enfants, cette joyeuse et triomphante parole, je ne puis la redire sans quelque tristesse....

Ainsi la vieille maison va disparaître ; les vieux murs élevés avec tant de labeurs, cimentés par tant de sueurs, conservés par tant de sacrifices, consacrés par tant de souvenirs, qui ont pendant quarante années abrité tant d'âmes, formé tant de prêtres selon le cœur de Dieu, ils vont disparaître....

Eh bien, dans ma joie, c'est ma tristesse ;... c'est aussi la vôtre, messieurs, car toujours vous aimerez cette terre qui fut aimée de Dieu. Les pierres dispersées du vieux sanctuaire, ses ruines, vous seront toujours chères. Vous ferez mieux, vous conserverez les vieux sentiments ; vous leur donnerez dans vos âmes une jeunesse éternelle. L'héritage sacré d'honneur, de vertu antique, de religion sérieuse, de sagesse, de respect, de travail, vous le recueillerez fidèlement pour le transmettre à vos fils et à vos frères ; et c'est ainsi que vous pourrez dire à Dieu avec confiance : Seigneur, nous avons tout gardé ; *nova et vetera servavi tibi*. Et c'est ainsi qu'en renouvelant la vétusté défaillante vous la ferez revivre à jamais dans sa première et douce splendeur. Ce sera une beauté toujours ancienne et toujours nouvelle, la renaissance, le rajeunissement avec tous ses charmes, avec une grâce, une force, une puissance de vie renouvelée ; et vous mériterez la gloire de cet homme

sage dont les prophètes ont chanté les louanges, qui conserve dans les profondeurs de son cœur les trésors anciens et les trésors nouveaux : *Profert de thesauro suo nova et vetera*.

Mais, messieurs, ici des pensées encore plus graves, plus hautes, plus saintes, plus dignes de vous et de Dieu, s'élèvent dans mon âme. Quand je jette mes regards sur cet admirable édifice, sur cette création nouvelle, sur cet auguste sanctuaire, sur ce brillant palais de l'éducation chrétienne, je me sens porté à vous demander à vous-mêmes votre secret si vous le savez, le secret de votre œuvre, le secret de votre puissance et de votre grandeur; et de vous adresser cette question que je lis dans les saints livres : *In qua virtute fecistis hoc, vos?* par quelle vertu avez-vous fait cela, vous?

Eh bien, moi qui ne l'ai pas fait, je vais essayer de vous le dire. Il est plus beau de faire ces grandes choses que de les définir; nous qui ne les avons pas faites, définissons-les aux lumières de la foi et dans le sentiment d'une religieuse admiration; après que nous aurons invoqué pour la première fois, dans ce temple qui est consacré à sa gloire, la Vierge immaculée : *Ave, Maria*.

Quand je porte mes regards d'un bout du monde à l'autre, chez toutes les nations et dans tous les siècles, et que je cherche à y découvrir les choses rares qui furent grandes, je ne découvre que celles qui ont été faites par l'inspiration évangélique ou qui lui ont servi de préparation; et, quand, d'un regard plus attentif et plus pénétrant, je cherche à découvrir parmi ces œuvres celles qui eurent un caractère de grandeur incomparable, de beauté supérieure, quelque chose de divin et d'immortel, je découvre que toutes ces œuvres, sans exception, furent fondées sur la petitesse et sur la mort.

Deux paroles de l'Écriture expliquent tout ceci : Le royaume des cieux est semblable à un grain de senevé : *Regnum cœlorum simile est grano sinapis*. C'est la plus petite de toutes les semences : *minimum est*. Mais, quand Dieu le bénit, quand il y met sa force, elle devient un grand arbre : *fit arbor*, et donne des fruits glorieux.

Aussi, toutes les fois que je rencontre ici-bas le grain de senevé, je l'adore, c'est le royaume des cieux sur la terre, c'est le verbe de Dieu caché dans une semence immortelle : *Semen est verbum Dei*.

Voici la seconde parole, la parole de vie dans la mort : *Nisi granum frumenti cadens in terram, mortuum fuerit, ipsum solum manet* : si le grain de froment n'est pas jeté en terre, profondément enfoui, et s'il n'y meurt, il demeure seul, sans fécondité et sans vie : *solum manet*. Mais, s'il meurt là, caché, anéanti dans les entrailles de la terre, il vit, et sa fécondité glorieuse donne des fruits innombrables : *Multum fructum affert*.

Voilà, messieurs, le secret de toutes les grandes choses, de toutes les grandes œuvres : la petitesse et la mort; voilà le secret de ce que vous avez fait ici. Voilà le principe de notre admiration et de notre attendrissement en ce jour. Oui, quand je rencontre ici-bas un de ces hommes qui se font petits, pauvres, dévoués, sacrifiés, qui s'anéantissent par vertu, que Dieu jette en terre et qui y meurent, c'est alors que mon cœur s'émeut, que j'admire avec effusion, et que je m'attends à des œuvres surhumaines.

. . . . .



Sans doute, j'admire cette création nouvelle, j'admire le nouvel édifice, cette œuvre gigantesque. Mais, vous me permettrez de l'avouer, messieurs, mon admiration la plus profonde et la plus tendre, elle est pour le grain de senevé.

Sans doute encore, j'admire, je bénis le courageux évêque qui a entrepris cette grande œuvre; oui, j'admire ces hommes à cheveux blancs qui font les œuvres de la jeunesse, chez qui le cœur ne vieillit jamais; j'admire ces cheveux blancs qui non-seulement couronnent la vertu, mais recouvrent cette ardeur généreuse qui ne fléchit jamais dans les grandes entreprises, et montrent ce courage patient que la jeunesse n'a pas toujours, ce courage, cette fécondité de vie et d'œuvres glorieuses, que vous n'aurez pas, messieurs, permettez-moi de vous le dire, vous-mêmes, jeunes gens, si vous ne gardez pas fidèlement dans votre cœur les grandes traditions de la sagesse, de l'humilité, du respect, du travail caché, et de toutes ces fortes vertus chrétiennes et sacerdotales qui ont fait la gloire de vos pères, et dont la lumière aujourd'hui pourrait vaciller à des souffles malfaisants.

Oui, j'admire cette grande œuvre; je bénis même Dieu de ce que le génie chrétien s'est ici rencontré. Je le bénis de ce que le souffle vivifiant de l'inspiration religieuse circule ainsi dans nos provinces.

Oui, j'admire cette belle œuvre, cette grande œuvre; elle est digne, monseigneur, de l'admiration et de la reconnaissance publiques. Mais qu'on me permette de dire ici le fond de mon âme et de mes sentiments : Pour moi, pour vous aussi, j'en suis sûr, la beauté véritable, la beauté immortelle, est dans la vieille maison.

C'est là que fut la vertu, la vertu cachée, la vertu laborieuse, la peine sans consolation apparente, le travail sans gloire, le grain mort en terre, le saint prêtre à qui vous devez toute la splendeur qui nous éblouit en ce jour<sup>4</sup>. Et si les cendres bénites et révérees de cet homme vraiment apostolique, que vous avez bien fait de placer au pied de cet autel (c'est ici votre plus haute pensée), si ces cendres tressaillent de joie dans cette fête, c'est dans ce rajeunissement de son œuvre. Si ce cœur, qui n'est plus que poussière ici-bas, mais qui vit dans la main de Dieu, éprouve en ce moment un tressaillement plus vif; si, de ce tombeau, une action de grâces plus profonde, un alleluia plus sublime s'élève jusqu'aux cieux, sans doute c'est à la vue de cette solennité triomphante; mais c'est surtout au souvenir de tant de travaux, de tant de labeurs, de tant de larmes, de tant de contradictions bénies de Dieu; — au souvenir de tant de nuages, de tant d'orages amoncelés quelquefois sur sa pauvre maison, et que la main de Dieu détournait; au souvenir d'une existence si chère et si souvent menacée; au souvenir aussi de tant de disciples fidèles, de ces milliers de prêtres d'une foi si éprouvée, répandus aujourd'hui sur toute la face de ce beau diocèse, de ces intrépides missionnaires, et de tant de vertus dont son pauvre Combrée fut le berceau, et qui forment aujourd'hui comme une couronne autour de son image vénérée : *Corona senum filii filiorum, et gloria filiorum patres eorum*.

Et pour continuer ces grands et beaux enseignements, avec l'autorité qui

<sup>4</sup> M. Drouet, fondateur de Combrée.

lui appartient, s'il pouvait, de ce sanctuaire, prendre la parole à ma place : O Combrée, vous dirait-il, quand tu étais petit, humble, caché en terre, dans une basse vallée, obscur, malsain, je ne craignais pas pour toi... Mais, aujourd'hui que tu es élevé sur la colline, glorieux, resplendissant, je craindrais, si je pouvais craindre... Oh ! qu'il te faut aujourd'hui de plus fortes vertus qu'autrefois !... Et moi, messieurs, j'ajouterai : O Combrée ! bénis soient ceux qui ont mis dans tes fondements l'humilité, la crainte de Dieu, la confiance en Dieu, la petitesse et la mort ; la mort bénie du ciel dans les cendres vénérables qui, à elles seules, soutiendront mieux que toutes les forces humaines les colonnes désormais sacrées qui semblent porter jusqu'au ciel le témoignage des vertus antiques. — Bénis soient ceux qui ont placé à ton sommet la Vierge Immaculée qui détournera la foudre (car elle frappe quelquefois les superbes édifices), et qui sera désormais dans cette bienheureuse contrée un rayonnement de paix et de sérénité pour tous.

O vous, messieurs, qui devez continuer cette belle œuvre, vous surtout qui y travaillez depuis si longtemps avec une persévérance infatigable — trente-trois années ! — il n'y a que ceux qui ont fait ou essayé des œuvres pareilles qui sachent bien tout le mérite et tout le courage d'un tel dévouement. Vous donc, messieurs, mettez plus que jamais dans cette maison sainte ce que saint Paul demandait autrefois aux siècles apostoliques : *Quæcumque vera, quæcumque sancta, quæcumque pudica* ; tout ce qui est bon, tout ce qui est saint, tout ce qui est pur, tout ce qui est chaste ; — tout ce qui est aimable : *Quæcumque amabilia, si qua laus disciplinæ, si qua virtus* ; la discipline, le travail honorable, le dévouement, et par-dessus tout l'autorité et le respect, sans lesquels rien n'est bon, rien n'est saint, rien n'est grand sur la terre : *Hæc cogitate*.

O Dieu ! la voilà donc cette œuvre de ce pauvre prêtre ; la voilà, telle que vous l'avez voulue, telle que vous l'avez faite. O Dieu ! multipliez ces grains de bénédiction. Répandez-les parmi nous. Envoyez-en aux quatre vents du ciel. O vents ! portez-les sur vos ailes sur toute la terre de notre chère patrie, au nord, à l'orient, à l'occident, au midi. Nous en avons un pressant besoin. Et, messieurs, si vous me permettez de le dire — pourquoi ne le dirais-je ? parce que je suis évêque, m'est-il défendu d'admirer et de bénir ceux qui sont mes frères dans l'épiscopat, et, plusieurs, mes frères dans le sacerdoce ? — Les évêques français ont admirablement répondu à ce besoin des âmes ; et, parmi tant d'œuvres auxquelles ils se sont dévoués pendant ces cinquante années, les plus laborieuses qui furent jamais, et qui ont fait la résurrection de l'Eglise de France, après cette grande tourmente des passions humaines où leurs prédécesseurs et eux-mêmes avaient donné au siège de Pierre et à Jésus-Christ le grand témoignage de l'amour, le témoignage du sang ; parmi toutes ces œuvres, il en est une à laquelle les évêques ont donné, ont sacrifié plus qu'à toutes les autres, je ne dirai pas leur bourse (la bourse d'un évêque n'est rien), mais leurs labours, leurs sueurs, leur vie : c'est la fondation de leurs séminaires, l'œuvre de l'éducation de la jeunesse. C'est pour ces jeunes et chères âmes que, pendant dix années, ils ont soutenu tant de luttes avec une sagesse et une force inspirées et bénies de Dieu. Si leur présence me permettait ici de les louer, n'est-ce pas la plus pure louange

qui se pourrait faire, que ces saints évêques que vous voyez ici rassemblés, et qui sont venus avec un si religieux empressement de leurs diocèses pour bénir et consacrer cette église, cette maison destinée à élever cette belle et nombreuse jeunesse. Qu'y a-t-il qui leur soit plus cher ? à quelle œuvre chacun d'eux fait-il de plus grands sacrifices qu'à cette œuvre incomparable de l'éducation chrétienne et sacerdotale ?

L'un d'eux ferme un moment avec courage et avec sagesse ses petits séminaires ; mais c'est pour les rouvrir bientôt glorieusement. — Un autre, envoyé pour fonder une nouvelle église, songe, avant tout, à édifier ses séminaires, et c'est la première parole que je recueille de sa bouche au moment où j'ai pour la première fois le bonheur de le rencontrer. Tous méritent la même louange ; mais je ne puis taire celui que votre province est fière d'avoir donné, sur un siège à jamais illustre, pour successeur à Fénélon. N'a-t-il pas été comme vous élève et maître dans cette autre maison où le fondateur de Combrée fut associé au fondateur de Beaupréau, malgré un de ces légers nuages qui ne sont rien dans la vie humaine, comme ils ne furent rien dans la vie de Paul et de Barnabé.... Car, messieurs, votre province, votre diocèse a eu cette gloire (et je ne sais s'il y a en France d'autres diocèses qui pourraient en revendiquer une pareille), de fonder deux fois, contre tous les moyens humains, deux de ces œuvres d'éducation, dont une seule suffirait à votre gloire devant Dieu et devant les hommes. — Deux ? Que dis-je ! trois fois le grain de senevé a fleuri pour vous.... Ah ! messieurs, je ne puis vous le cacher, je suis étranger — non, je ne dirai pas que je suis étranger parmi vous : un évêque, un prêtre n'est jamais étranger parmi ses frères — mais enfin je ne fais que traverser cette province, eh bien, je suis ému, saisi, attendri en voyant ce que j'y rencontre,

Je viens de lire l'histoire de Beaupréau, cette histoire, tracée par la main reconnaissante d'un de ses anciens élèves. — Que vois-je là ? les merveilles mêmes que je viens de vous raconter. La petitesse, fondement de la grandeur.... et puis, comme dans l'Évangile, il y a quelque chose de plus grand encore pour donner la vie, c'est la mort. — Quand Beaupréau tombe et meurt, Dieu, d'un souffle, transporte d'une rive sur l'autre le grain vivificateur ; et c'est à Angers même qu'un nouveau petit séminaire doit fleurir et prospérer. — Mais remarquez ici la puissance des vertus que nous admirons. Cette maison nouvelle, par une usurpation glorieuse que la reconnaissance populaire fait, et que l'Évangile justifie, prend le nom, non pas du diocèse, mais du saint prêtre qui fut le fondateur de tant de choses parmi vous, et le premier père de votre sacerdoce !

Et maintenant que nous avons célébré les vertus du passé, que nous restait-il à faire, sinon de demander à Dieu qu'il les inspire et les perpétue dans nos âmes pour le salut de l'avenir.

O Dieu ! répandez votre véritable esprit sur cette maison qui est la vôtre, sur ces prêtres vénérables et sur tout ce diocèse. Couvrez-les de la vertu de votre ombre ; protégez-les du bouclier de votre amour ; soyez autour d'eux comme un rempart de feu pour les défendre, *in circuitu murus ignis*, tandis que votre gloire habitera au milieu d'eux comme dans son sanctuaire. Que la lumière ne se change jamais en ténèbres ! Que le sel de la terre ne soit pas

foulé aux pieds. Donnez des cœurs selon le vôtre ! les fortes vertus de nos pères, le dévouement aux âmes, le respect des traditions anciennes, l'union dans la charité, qui est la perfection et le lien de la paix ; la sagesse et la modération, qui conviennent à ceux qui combattent pour la justice ; et, dans l'esprit véritablement apostolique, l'association de tant de forces vives et généreuses qui pourraient (Beaupréau, Combrée, Montgazon, en seront à jamais des témoins irrécusables) produire de si grandes choses pour la gloire de Dieu et le salut des peuples.

---

### M. PIERRE YERMOLOFF

Parmi les personnes qui suivaient, il y a bientôt un an, le convoi de madame Swetchine, se trouvait un homme que la grâce divine avait ramené comme elle des erreurs du schisme russe à la lumière de la foi catholique. Sa douleur était particulièrement profonde ; il pleurait, dans la femme incomparable que nous conduisions à l'humble fosse qu'elle s'était choisie dans le vieux cimetière de Montmartre, une compatriote et une amie avec qui l'avaient lié la communauté du retour à l'Église et des sacrifices faits pour la foi. Cet autre confesseur de Jésus-Christ sur la terre étrangère était M. Pierre Yermoloff. Comme madame Swetchine, il était né à Moscou (1792), où, par l'antiquité, la fortune et les alliances, sa famille tenait une grande place. Son père, le général Alexandre Yermoloff, avait paru avec distinction à la cour de Catherine II. Sa mère était la princesse Élisabeth Galitzin, schismatique sincère, mais d'une piété simple et douce. Il appartenait ainsi à cette brillante aristocratie russe qui, dès ses premières relations avec l'Occident, s'était montrée si sympathique à notre civilisation, et qui, si elle en avait pris les vices, s'en était assimilé aussi les qualités solides, l'amour de la vérité, le sentiment de l'honneur et le goût du beau. Cette transformation française des mœurs et de l'esprit russes, contre laquelle il était de bon ton de déclamer sous le dernier règne, a produit, selon nous, plus de bien que de mal. Au point de vue religieux en particulier, elle a eu et aura toujours une immense et salutaire influence. Qui sait si cette éducation morale de la Russie par la France, si essentiellement catholique au fond, n'est pas une voie de retour ouverte par la Providence ? Ce qui nous l'a toujours fait penser, c'est ce fait, que, autrefois comme aujourd'hui, les conversions ont toujours eu lieu dans les familles et les personnes les plus pénétrées de l'esprit français.

M. Yermoloff en est un exemple. Son éducation fut ce qu'était alors l'éducation de tous les gentilshommes russes, toute française ; un respectable prêtre alsacien y avait même présidé durant quelques années ; et, bien qu'aucune tentative de prosélytisme n'eût été faite sur sa jeune conscience, cette circonstance ne fut point, plus tard, étrangère à son retour. Ce qui y contribua aussi de plus ou moins loin, ce furent les relations que la Providence lui ménagea à l'étranger. Il vécut, en effet, peu d'années en Russie ; il en sortit la première fois tout enfant. Entre les plus anciennes circonstances qu'il eût

notées dans sa vie, il aimait à se rappeler la rencontre de Madame Royale (la duchesse d'Angoulême), dans les jardins de Schœnbrunn, en 1797 ; un peu plus tard, à Pétersbourg, les pompeuses funérailles du dernier roi de Pologne, Stanislas-Auguste ; enfin la figure hétéroclite et le bizarre accoutrement de l'empereur Paul I<sup>er</sup>, qui, passant près de lui dans une promenade publique, l'entendit demander si c'était là l'empereur ; à quoi Sa Majesté répondit elle-même : « Oui, monsieur, à votre service. »

Il vint à Paris vers 1803. Le général son père fut présenté au premier consul, et le général Caulincourt lui fit les honneurs de la capitale. Bientôt les sanglantes affaires de Georges, de Pichegru, le procès de Moreau, la mort du duc d'Enghien, attristèrent pour eux ce séjour, et le jeune Pierre, qui avait vu partout une profonde émotion, put lire sur les murs une défense faite au peuple de s'occuper davantage des conspirateurs. Il quitta Paris, n'emportant qu'une pénible impression de ces temps de transition orageuse et de société déchue, où il avait vu « des gens de l'administration des jeux conviés dans des salons honnêtes pour y tenir leurs assises. »

Une grande partie de sa jeunesse se passa en Allemagne, livrée à de sérieuses études. Son goût parut l'appeler à l'état militaire ; toutefois, cédant au désir manifesté par son père, il tourna ses vues vers la diplomatie. La carrière des armes devint le partage de son frère, le général Michel Yermoloff, homme d'une rare politesse, d'un esprit fin et original, que de nombreux liens rattachent depuis longtemps à la France<sup>1</sup>.

De retour en Russie vers 1809, M. Pierre Yermoloff dut s'appliquer, chose assez étrange ! à l'étude de la langue russe, qu'il ne savait qu'imparfaitement, ainsi que la plupart des personnes de distinction de son temps. Cette étude lui était imposée par la nécessité de subir l'examen qu'un oukase venait de rendre obligatoire pour les jeunes candidats aux services publics. Cet examen, première application d'une mesure nouvelle et portant sur de nombreuses matières, eut un certain éclat. M. Pierre Yermoloff sortit de l'épreuve avec distinction, et bientôt après le comte Roumiantzoff, ministre des affaires étrangères, son parent, et fils du célèbre maréchal, l'attacha à son ministère et le chargea d'un travail sur d'anciens rapports diplomatiques entre la Russie et l'Angleterre. « Le chancelier, disait M. Yermoloff lui-même en parlant de ses débuts, fut satisfait de mon travail, que j'affirme, sans m'en souvenir, avoir été détestable. Il ne l'avait certainement pas lu. Le cher homme avait bien autre chose à faire : les cartes se brouillaient alors avec la France. »

C'est à cette époque qu'il fréquenta davantage la haute société russe. Chez la princesse Schekavskoï, sa grand'tante, femme d'esprit et de savoir, chez la princesse Alexis Galitzin, dont la nièce, mademoiselle Rostophin, est devenue Française par son mariage avec le comte de Ségur, il rencontrait les étrangers de distinction qui se trouvaient alors en Russie : le comte Louis de Saint-Priest, le chevalier de La Garde, mort pair de France, le comte Louis de Polignac, enfin le célèbre comte Joseph de Maistre. « Ce dernier parlait,

<sup>1</sup> Entre les membres de cette famille qui se sont élevés dans l'armée, il faut citer le général Alexis Yermoloff, le Caucasiens, homme d'un mérite militaire supérieur et du plus honorable caractère, à qui son commandement dans le Caucase a valu une réputation européenne, et, sous le règne de l'empereur Nicolas, une disgrâce qu'il a supportée avec dignité.

disait M. Yermoloff, comme il écrivait, mais il ne fallait pas répondre, car il s'endormait. Je l'ai souvent entendu. Il a raconté en ma présence, et paraissant y croire, la fameuse vision de Charles XI, roi de Suède, que longues années après j'ai transmise à M. Mérimée, et que celui-ci a reproduite dans un de ses livres. »

Attaché en 1811 à la légation de Vienne, M. Yermoloff quitta la Russie pour n'y plus rentrer. Quoique bien jeune, un long séjour à l'étranger lui avait permis de juger l'état moral de son pays, l'extrême frivolité de la société, et cette civilisation trop extérieure; aussi se trouva-t-il, selon ses propres expressions, « comme soulagé d'un grand poids en passant la frontière. » Depuis il se reprochait cette impression en songeant à son excellente mère, qu'il ne devait plus revoir.

Il vécut à Vienne de 1811 à 1815, où il fut activement employé aux travaux du Congrès. Ce fut à la fin de cette année qu'il fut envoyé à Paris, et nommé, un peu après, secrétaire d'ambassade. « Quand je vins ici, disait-il, le général Pozzo (l'ambassadeur) me dit : Il faut vous défaire de vos idées générales; apprenez que tout dans ce monde est affaire de prudence. » Conseil d'une politique habile peut-être, mais médiocrement élevée.

Cinq ans après, vers 1820, très-jeune encore et en présence d'un brillant avenir, M. Yermoloff renonça à sa carrière et quitta le service de la Russie. Il avait besoin de toute son indépendance pour accomplir le grand acte de sa vie, celui de sa conversion. Dégouté de bonne heure du voltairianisme qui régnait encore dans le monde où il avait passé sa première jeunesse, il sentit pareillement le vide de la philosophie allemande qu'il avait étudiée de près, et des études nouvelles et plus sérieuses le ramenèrent à la vérité chrétienne. Le souvenir de sa mère, celui du bon prêtre qui avait dirigé quelque temps son éducation, furent comme une préparation à cet heureux retour. L'impression profonde qu'il avait reçue de la parole de M. de Maistre, quelques entretiens avec M. de Bonald au commencement de la Restauration, enfin son étroite amitié avec madame Swetchin, furent autant de circonstances décisives. Il était catholique de cœur longtemps avant son abjuration, car ce ne fut qu'après dix années de méditation et de travail intérieur qu'il abjura, quelques mois après la révolution de 1830, entre les mains de Mgr de Quélen, avec lequel il était intimement lié. Il fut depuis honoré également de l'amitié de Mgr Affre, et de celle du cardinal Fornari et de Mgr Garibaldi, nonces en France, qui, plus d'une fois, dans des circonstances délicates, eurent recours à ses conseils. Son expatriation et sa conversion furent pour lui, pendant longtemps, une source d'embarras et de gêne qu'il sut porter avec une chrétienne indifférence.

Admis à la jouissance des droits civils sous la Restauration et naturalisé Français par la monarchie de juillet, il serait arrivé sans peine, grâce à la sympathie qu'inspirait la noblesse de son caractère, aux grands emplois publics, s'il eût su vaincre son penchant pour la retraite et son éloignement pour un monde qu'il avait sans doute trop connu. C'est dans les occupations de la vie privée et les relations de quelques amitiés d'élite qu'il a passé le reste de ses jours, suivant avec intérêt, mais jugeant avec indépendance, la révolution de sa nouvelle patrie, dont, malgré tant de vicissitudes, il ne dés-

espéra jamais. Comme il ramenait toujours son âme et ses pensées vers la seule chose nécessaire, la mort a pu venir pour lui soudaine et foudroyante, elle n'a pas réussi à le surprendre. Il a expiré le 6 juin dernier, à huit heures du soir, neuf mois après madame Swetchin, dont la perte avait fait un grand vide dans ses affections et ses habitudes.

P. DOUHAIRE.

---

Nous avons reçu de Berlin la lettre suivante :

Ce n'est certes pas une occupation agréable d'avoir à résumer les événements politiques en Prusse durant les six derniers mois. Depuis la clôture des chambres, il règne véritablement un calme plat dans les régions supérieures. Si, même avant la maladie du roi, on ne pouvait attendre une politique décidée de notre gouvernement, aujourd'hui, le régime provisoire amené par cet événement paraît avoir arrêté tous les ressorts de la grande machine. Vous dire quand ou comment finira ce provisoire, il n'y faut pas songer. D'un côté, les médecins de Sa Majesté s'obstinent à assurer avec le plus imperturbable sang-froid qu'elle se rétablira complètement; de l'autre, le public s'opiniâtre non moins résolument à n'en pas croire un mot.

S'il était permis de tirer quelques conclusions de certains faits d'un ordre secondaire, on pourrait croire que le prince de Prusse est disposé à suivre une marche plus libérale que celle qu'a maintenue jusqu'ici l'administration. D'après les feuilles publiques, le prince aurait manifesté au ministre de l'intérieur sa ferme volonté de ne peser en rien sur les élections à venir par l'intermédiaire de la police et de la bureaucratie. Certains journaux qui puisent leurs inspirations dans le bureau central de la presse ont, il est vrai, contredit cette déclaration; néanmoins on s'accorde à la considérer comme très-positive, parce qu'elle est fondée sur le caractère loyal du prince et sur son aversion bien connue pour le parti du piétisme et de l'absolutisme.

Ces nouvelles élections marqueront, sans aucun doute, comme une époque critique dans notre politique intérieure, si l'apathie du peuple, due surtout à son défaut d'esprit politique, est vaincue par la grandeur des intérêts qui vont être en jeu. Déjà une tentative pour tirer la nation de cette torpeur vient d'être faite par le comte Schwerin dans un *appel à ses électeurs*. Il est, comme vous le savez, le chef du vieux parti libéral en Prusse. Dans cette brochure, il a résumé en quelques pages les événements de la dernière session, en cherchant à exciter chez ses partisans une activité persévérante et éclairée. Bien que le noble comte n'ait pu refuser à la fraction catholique de nos chambres une partie de l'influence qu'elle doit à la dignité de son attitude, il n'a pas su s'affranchir complètement de la haine anticatholique qui caractérise à un si haut point nos libéraux et nos rationalistes d'aujourd'hui. Il reproche à cette fraction de mettre toujours en avant les droits et la puissance de l'Église. Assurément, les députés catholiques ont constamment défendu ces droits avec énergie, quoique la majorité ait non moins

constamment refusé de les admettre. Mais, quant à l'accusation d'avoir fait tous leurs efforts pour faire prévaloir la puissance de leur Église, en vérité, cela ressemble à une plaisanterie, si l'on se rappelle qu'en Prusse presque toutes les hautes fonctions, presque toutes les dignités, sont aux mains des protestants, même dans les vieilles provinces catholiques. L'État y a étendu un véritable réseau de cures protestantes, d'écoles protestantes. Dans les universités, le nombre des professeurs (abstraction faite des facultés de théologie) est dans la proportion de vingt-cinq protestants contre deux catholiques. De plus, l'Église, pour satisfaire à ses besoins les plus urgents, est forcée de se contenter des misérables débris de son héritage naguère opulent et dont la plus grande partie a été absorbée par les caisses de l'État. Que si, malgré ces entraves, le catholicisme se fortifie à vue d'œil en Prusse, on doit l'attribuer uniquement à l'esprit de dévouement et à la force de la vérité dont il est animé. Mais on ne peut ni ne veut s'habituer définitivement à ce fait, que des traités aussi solennels que la constitution elle-même ont reconnu l'égalité absolue des deux confessions. Tout récemment encore, on a vu se mettre à la tête de l'agitation anticatholique une revue mensuelle fondée par un des vieux libéraux de la Prusse. Je veux parler des *Annales prussiennes*, triste et maigre recueilli qui paraît à Berlin sous la direction d'un certain docteur Haym. Pour lui et ses collaborateurs, l'expérience des dix dernières années semble non avenue. Il en est de même de l'*Union*, créée d'abord à Erfurt, puis transférée à Olmütz. Cette feuille paraît aussi avoir inscrit sur son drapeau : Haine au catholicisme et à tous ceux qui voudraient une Allemagne unie et appuyée sur le terrain solide du droit et des traités. C'est encore le même ton qui règne dans la *Politique de l'Avenir*, brochure publiée depuis peu de temps, et qui, malgré l'obscurité de son auteur, a le privilège d'occuper toujours la presse allemande. Cet auteur, qu'on dit être un officier prussien retiré en Turquie, persiste à partager l'Allemagne en deux parties séparées par le Mein, et qu'il attribue, l'une à la Prusse, l'autre à l'Autriche; du moins tels paraissent être les résultats essentiels de son système.

Sans doute de semblables publications sont très-regrettables; pourtant ce serait se tromper étrangement que de leur attribuer une importance réelle, ou de vouloir établir sur leurs hypothèses des projets sérieux. Jamais peut-être, sans en excepter même les glorieuses années de 1813 à 1815, jamais l'Allemagne entière ne s'est montrée plus pénétrée de cette vérité : qu'en face de l'étranger toutes les querelles de famille doivent disparaître et qu'une guerre civile ne profiterait à aucun parti, à aucune confession, sinon aux anarchistes. La paix, voilà notre premier besoin : quiconque voudrait la troubler serait sûr de rencontrer chez tous la plus énergique, la plus opiniâtre résistance. Heureusement encore la paix n'est pas seulement un besoin pour l'Allemagne; elle est aussi la condition fondamentale de la civilisation européenne, et ces mots : *L'Empire, c'est la paix*, dominant tout le bruit que font les journaux sur les armements réciproques de la France et de l'Angleterre.

Mais ne quittons pas l'Allemagne, et laissons là la politique générale. Partout, dans notre patrie, on s'aperçoit avec bonheur que les intérêts spiri-



tuels, la religion, l'art, la science, l'emportent de plus en plus sur le matérialisme. Les établissements et les associations de charité, les institutions destinées à réveiller le sentiment religieux et moral dans les classes inférieures, à étendre les connaissances utiles, se développent d'une façon incroyable. Pour n'en donner qu'un exemple, il s'est formé, il y a neuf ans, à Cologne, une association qui porte le nom d'*Œuvre du compagnonnage*; eh bien, elle ne compte pas aujourd'hui moins de cent cinquante associations affiliées à la société mère, s'étendant de Trieste à Dantzick, d'Aix-la-Chapelle à Berlin. Le fondateur de cette œuvre est lui-même sorti de la classe ouvrière pour devenir plus tard vicaire général à Cologne. M. l'abbé Kolping travaillait comme cordonnier à Elberfeld, et il avait été profondément affligé à la vue de la dégradation des compagnons cordonniers. Il s'imposa pour mission de les relever de cet état en s'appuyant sur le christianisme; et, avec une persévérance, une énergie vraiment merveilleuses, il a su vaincre des difficultés énormes et gagner à la cause de la religion et de l'ordre social une classe entière de la population, qui menaçait l'avenir de la société des plus terribles dangers. A la tête de l'association se trouvent des prêtres, auxquels se sont joints des laïques recommandables pour surveiller les intérêts matériels de l'œuvre et pourvoir à l'instruction nécessaire aux ouvriers. Dans une autre occasion, je compte vous entretenir plus longuement de cette œuvre intéressante, qui me paraît un véritable phénomène. En vain le protestantisme a-t-il tenté de créer des associations du même genre; il lui manque cette abondance de vie qui s'échappe continuellement du sein de l'Église. Le piétisme, malgré l'appui que lui prête l'État, ne peut infuser dans ses créations ce sang chaud et ardent qui coule dans nos œuvres; il ne réussit jamais à combiner et à fondre ensemble les sentiments d'une religion sérieuse avec cette franche gaieté qui distingue à un si haut degré nos compagnons catholiques.

Ce développement si vif et si puissant de l'influence religieuse qui jaillit, pour ainsi dire, du cœur du peuple, a bien aussi son importance politique; elle l'habitué à s'affranchir des lisières administratives, à compter sur lui-même, à pratiquer le dévouement, à se former ainsi de plus en plus au *self-government*. Il serait bien possible, après tout, que les cathédrales et les monastères devinssent encore une fois, si je puis employer cette comparaison, autant de foyers de cristallisation, autour desquels s'agrégeraient des formations fondées sur la liberté, en face des pouvoirs absolus et des factions anarchistes. De fait, l'instinct populaire paraît sentir que la véritable liberté ne peut fleurir qu'à l'ombre de l'autel.

Une chose très-remarquable, c'est l'affaiblissement progressif des préjugés si fortement enracinés dans les pays protestants contre la vie monastique, et surtout contre les jésuites. Il y a dix ans, le parlement de Francfort proclamait, dès la première lecture de son pacte fondamental, que le territoire allemand était pour toujours fermé aux jésuites. Quiconque eût alors prophétisé qu'en 1858 des membres de cet ordre prêcheraient chaque jour, pendant un mois entier, dans la ville de Berlin, eût excité de toutes parts un rire inextinguible. C'est pourtant ce qu'ont fait, au mois de mai dernier, les deux pères Hasslacher et Pottgiesser, de Coblenz. Et non-seulement on ne les

a pas attaqués, mais leurs efforts ont excité les plus vives sympathies de la part des protestants. La *Gazette des Tribunaux* a seule demandé leur expulsion; mais ses diatribes n'ont rencontré aucun écho. Il est vrai qu'au même instant, en Suède, on condamnait au bannissement de pauvres femmes coupables de s'être converties au catholicisme.

Le réveil de la vie religieuse, dont je viens de parler, correspond à la résurrection de la véritable conscience historique dans le domaine de l'art et de la science. De tous côtés, on voit s'élever des sociétés dont l'objet est de rattacher l'étude de l'histoire à des buts positifs et pratiques. Grâce à ces efforts, et en dépit de la résistance désespérée qu'apportent les académies et la bureaucratie, l'art du moyen âge, et surtout le style gothique, prend décidément le dessus. Une réunion de savants, à la tête de laquelle se trouvent Pertz, Grimm, Zachmann, Ranke et Ritter, s'est formée à Berlin pour publier une collection des historiens allemands des premiers temps, et il en a paru trente-sept livraisons.

Enfin, il ne faut pas oublier une entreprise littéraire qu'a fondée le parti de la *Gazette de la Croix*, et grâce à laquelle il espère faire pénétrer dans les masses ses vues religieuses et politiques. Cette entreprise, qui est confiée au député Wagener, ancien directeur de la *Gazette*, et doit constituer une grande encyclopédie, paraît sous le titre de *Dictionnaire de la Conversation*. La première livraison renferme la profession de foi du parti, sous la forme d'un abécédaire politique. Mais ce parti est jugé par ses actes, qui sont toujours en contradiction flagrante avec ses phrases. De fait, il a dû reconnaître la police gouvernementale pour son principal appui, et aucun raisonnement, aucune subtilité ne réussira jamais à effacer cette tache déshonorante.

Pour extrait, P. DOUHAIRE.

# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE

VORLESUNGEN UBER DIE GESCHICHTE DES DEUTSCHEN VOLKES UND REICHES  
(*Leçons sur l'histoire du peuple et de l'Empire d'Allemagne*), par H. LEO. Tome I<sup>er</sup>, xvi  
et 607 p. Halle 1854. Tome II, x et 761 p. Halle, 1857. .

Il y a en Allemagne une école de *teutomanes* toujours assez considérable, par le talent de ses coryphées et le nombre de ses adhérents, qui nie avec affectation ce que l'Allemagne doit à la civilisation chrétienne et latine, abjurant ainsi cette éducation commune qui fait le lien de la famille des peuples européens. M. Leo, au contraire, constate, dans l'ouvrage dont nous parlerons dans les pages suivantes, avec une grande supériorité de talent et d'érudition, les titres de cette éducation politique, religieuse, morale et scientifique que l'Allemagne doit à l'Église catholique. L'auteur est protestant ; mais, plus que la plupart des savants du protestantisme, cet historien distingué rend justice à l'action civilisatrice de l'Église et de ses institutions sociales.

Ces *Leçons* du professeur Leo sont le fruit de profondes études et d'une vaste et solide érudition. Le premier volume expose en cinquante et une leçons *l'origine et le premier développement du peuple et de l'Empire d'Allemagne*. Le principe de l'historien : que l'état extérieur de la société est en raison de l'état intérieur de l'homme, le conduit d'abord au berceau des peuples indo-germaniques dans l'Asie centrale ; de là il accompagne les *Germanes* et en particulier les *Allemands* dans leurs migrations de l'Est à l'Ouest, et raconte leur histoire jusqu'à l'avènement d'Othon le Grand à l'Empire, appelé dès lors « le saint Empire romain de la nation allemande, » *das heilige romische Reich deutscher Nation*. Le second volume, jusqu'à la quatre-vingt-dixième leçon, raconte l'histoire de l'Allemagne sous les dynasties saxonne et salique, jusqu'à l'avènement de la maison de Hohenstaufen, y compris tout le règne de Frédéric Barberousse.

Ce qui donne plus d'importance à l'enseignement historique de M. Leo, c'est que ces leçons ne sont pas simplement une forme littéraire arbitrairement choisie par l'auteur, mais bien un cours d'histoire réel, tel que le savant professeur l'a fait à l'université de Halle devant la jeunesse protestante du nord de l'Allemagne.

L'auteur suppose le plus souvent la connaissance des faits matériels ; il s'applique surtout à montrer leur raison et leur enchaînement dans la trame historique. Les neuf premières leçons sont consacrées à l'examen de l'époque

à laquelle la dispersion des peuples *ariens* ou indo-germaniques, leur occupation de l'Inde d'une part et leurs migrations vers l'Occident, d'autre part, ont eu lieu; et ce sont les changements notables survenus dans le vocabulaire et la grammaire des nations indo-germaniques, l'identité fondamentale et la différence accidentelle de la religion, des institutions politiques, du droit, des souvenirs conservés dans la poésie, surtout dans la poésie épique, qui ont aidé l'auteur à fixer cette époque. Dans ces chapitres, les recherches des origines sont poussées à une profondeur où je ne descendrai pas ici, bien que tous ces rapprochements soient extrêmement intéressants. Peut-être, dans cette partie, M. Leo cède-t-il quelque peu à l'entraînement de conjectures hardies qui promettent la certitude là où la probabilité peut seule être établie à l'aide des faits dont l'historien peut disposer aujourd'hui.

La partie de l'ouvrage de M. Leo qui traite de l'établissement des diverses nations germaniques en Europe est également d'un grand intérêt; mais, sans nous arrêter à ces trente-huit premières leçons ni à la trente-neuvième, où l'auteur nous montre saint Grégoire le Grand sauvant la civilisation en Europe par la conversion de l'Angleterre, nous indiquerons les développements de M. Leo sur saint Boniface, qui trouve dans sa sainteté même la force d'entreprendre et d'accomplir ses immenses travaux pour la conversion des peuples du Nord, et qui finit par poser les premières assises de l'Empire d'Allemagne. Ces chapitres, jusqu'à la quarante-troisième leçon, sont peut-être la partie la plus importante de ce volume.

« L'Italie avait répandu la semence du christianisme au sein de la Grande-Bretagne et y avait organisé l'Église et l'École anglo-saxonnes, et de l'Angleterre maintenant, sous l'assistance et la direction de Rome, il fallait porter la semence de la doctrine chrétienne dans les pays de la Germanie, y fonder ou réorganiser l'Église. Et, de même que l'unité de l'Église en Angleterre, au milieu des petits royaumes anglo-saxons, avait essentiellement contribué à les réunir en un seul royaume, parce que ceux de ces rois qui, pour l'archevêque de Cantorbéry, furent les plus importants, les rois de Wessex, trouvaient dès lors dans les diverses institutions de l'Église de puissants moyens pour faire prévaloir leur influence; de même aussi la nouvelle Église que les Anglo-Saxons fondèrent en Austrasie et dans les pays limitrophes devait bientôt développer une telle puissance d'assimilation, qu'elle put maintenir ces contrées à la fois unies entre elles et distinctes des autres parties de l'Empire, jusqu'à ce que, sur ce sol peuplé d'éléments si divers, naquit enfin une seule et unique nationalité essentiellement germanique, bien que très-distincte des autres peuples d'origine germanique, tels que les Anglo-Saxons de la Grande-Bretagne, les Danois, Goths et Suédois de la Scandinavie, les Lombards en Italie, les Burgondes dans le nord de la Bourgogne, et les Francs du nord des Gaules. C'est l'unité de l'Église, c'est le lien ecclésiastique qui a uni les peuples allemands proprement dits, en a fait une nation et a créé le royaume d'Allemagne: et l'homme puissant, le génie créateur, qui y a commencé et dirigé l'Église, et par elle l'établissement du peuple allemand, c'est l'Anglo-Saxon Vynfred (Gwynfryd) ou saint Boniface <sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Tome I<sup>er</sup>, p. 447-448.

M. Leo nous raconte la vie de saint Boniface avec plus de détails qu'il n'en donne ordinairement dans ses Leçons sur les personnes et les faits de l'histoire. On peut dire qu'il tient à montrer sous leur véritable jour toutes les circonstances de la vie de cet homme extraordinaire, qui, depuis son enfance jusqu'à sa mort, depuis Kirton, dans le royaume de Wessex, jusqu'à Dokkum, en Frise, n'a travaillé sans relâche que dans un seul but : la propagation de la doctrine et des vertus de l'Évangile parmi la grande famille des peuples saxons, et auquel le pape saint Grégoire II écrivit : « Les pieux desseins de votre zèle enflammé dans le Christ exigent que nous vous appelions au partage de notre ministère pour la dispensation de la parole divine. Apprenant donc que dès l'enfance vous avez étudié les lettres sacrées, et que, pressé par la crainte de Dieu de faire valoir le talent qui vous a été confié, vous êtes parti pour répandre chez les nations incrédules le mystère de la foi, nous vous félicitons de votre religieuse ferveur, et nous voulons aider à la grâce... Puis donc que vous avez eu la modestie de soumettre votre désir à l'avis du siège apostolique, comme un membre qui attend son mouvement de la tête directrice de tout le corps; au nom de l'indivisible Trinité, par l'inébranlable autorité du bienheureux Pierre, prince des apôtres, dont nous occupons la chaire, nous ordonnons que vous portiez le royaume de Dieu à toutes les nations infidèles qu'il vous sera possible de visiter, et que, par l'esprit de vertu, d'amour et de sobriété, vous versiez dans ces âmes incultes la prédication des deux Testaments. »

Saint Boniface porta la prédication « des deux Testaments » jusqu'au cœur de la Germanie; il organisa l'épiscopat en Bavière et en Franconie, et réforma les mœurs et la discipline du clergé austrasien; il rétablit ou créa treize nouveaux évêchés, et, pour affermir la discipline de l'épiscopat dont les désordres dans la Neustrie et en Austrasie faisaient le péril principal de ce temps, il releva la juridiction métropolitaine et rattacha les évêques et les métropolitains plus étroitement à la chaire de saint Pierre. En Neustrie, il ne réussit qu'imparfaitement à reconstituer la hiérarchie ecclésiastique. Mais c'est surtout sur les bords du Rhin qu'il s'efforça d'établir un siège puissant, dont l'autorité s'étendit à la fois sur la frontière chrétienne et sur les pays de la mission du Nord. On choisit Mayence pour métropole, et le pape Zacharie, par un bref du 4 novembre 748, lui conféra l'église de Mayence, et tous les évêchés situés dans le pays qui plus tard est devenu l'Allemagne furent placés sous l'autorité primatiale de ce nouveau siège métropolitain.

Boniface devint le législateur religieux d'un nouvel empire, et, après le souverain pontife, il fut alors la plus grande autorité dans l'Église d'Occident. Pour assurer la durée de son œuvre, il établit, sur toute la surface du pays enlevé à la corruption et au paganisme, les citadelles de l'Église catholique. Le secret de ses triomphes résidait dans le nombre, le zèle et la discipline de cette milice religieuse et monastique qu'il distribua d'abord sur les points les plus importants de la conquête : à Amœneburg, à Ohrdruff, à Buraburg, à Fritzlar, surtout à Fulda, qui devint le centre et l'appui principal de tous ces établissements monastiques. Saint Boniface chérissait particulièrement cette solitude de Fulda. Il y revint souvent, et s'y plaisait à instruire

les moines, à leur interpréter les saintes Écritures, et à leur donner l'exemple des vertus monastiques, de la prière et du travail. En 751, il sollicita et obtint un privilège qui mit la nouvelle abbaye sous la juridiction immédiate du saint-siège apostolique. A ce sujet, il écrivit au pape : « Il y a un lieu sauvage au plus profond d'une solitude immense, au milieu des peuples de mon apostolat, où j'ai élevé un monastère pour les moines sous la règle de saint Benoît... C'est là qu'avec le bon plaisir de Votre Sainteté j'ai résolu de donner un repos de quelques jours à mon corps brisé par la vieillesse et de choisir une sépulture ; car cet endroit est dans le voisinage des quatre peuples auxquels, par la grâce de Dieu, j'ai annoncé la parole de Jésus-Christ. » On sait comment la charité du saint ne le laissa pas jouir de ce repos qu'il s'était préparé, et qu'à l'âge de soixante-quinze ans, reprenant sa vie de missionnaire, le 5 juin 755, après le passage de la *Bordn-ee* (eau de frontière), en Frise, il couronna sa laborieuse et sainte vie par une mort sainte et glorieuse.

M. Leo parle de la vie et de l'œuvre de saint Boniface avec admiration. « Parmi ses œuvres, dit-il, la plus grande et la plus magnifique a été la fondation de la nation allemande par l'établissement d'une Église en Allemagne... Il y a peu d'hommes dont la destinée fut grande comme celle de cet homme illustre qui, comme Moïse, accomplit l'œuvre de sa vie d'un seul jet avec un courage indompté et une infatigable persévérance ; et, comme le législateur des Hébreux imprima son cachet à la nation juive, de même Boniface donna à la nation allemande, la seconde en importance morale dans l'histoire du monde, sa physionomie particulière... Le rayon primatial de Mayence est devenu le sol où l'Empire d'Allemagne a été planté, et les successeurs de Boniface, sur le siège de Mayence, ont protégé et sauvé ce sol du morcellement dont il fut sans cesse menacé jusqu'au moment où, dans les limites précises de la juridiction primatiale de Mayence, un royaume allemand eût pris racine. Plus tard, et pendant de longs siècles, les archevêques de Mayence sont les principaux conseillers des rois d'Allemagne : ils décident leur politique et tracent les lignes de la constitution de l'empire. Le ton grave, historique, de l'école de Fulda est devenu prédominant dans la civilisation allemande, et a influencé même l'école de Saint-Gall, celtique d'origine et beaucoup moins unie de savoir et de tendances. En somme, tout ce que nous voyons depuis se développer en Allemagne par rapport à l'Église, à l'État, aux productions de l'esprit, s'élève sur le fondement posé par saint Boniface, Boniface, dont la tombe à Fulda devrait être pour nous plus sainte que ne l'étaient pour les Israélites les tombeaux des patriarches, car il a engendré spirituellement notre peuple et nous en lui <sup>1</sup>. »

Il convient de citer ici, à côté de ces paroles de M. Leo, quelques lignes, sur le même sujet, du regrettable M. Ozanam, dont le nom et le souvenir sont vivants et honorés en Allemagne comme en France. « En suivant l'apôtre des Germains, dit-il dans des travaux qui égalent en hardiesse, en activité, en persévérance les plus belles conquêtes romaines, on ne se douterait pas que toutes ses lettres font voir une âme délicate, froissée de la dureté d'un

<sup>1</sup> Tome I<sup>er</sup>, p. 487-488.

siècle pour lequel elle ne semble pas née... Sentant approcher sa fin, il cherche pour ses nombreux disciples un protecteur puissant en la personne de Fulrad, abbé de Saint-Denis et conseiller de Pepin, et il lui écrit en ces termes : « Je vous conjure, au nom du Christ, de mener à bonne fin l'ouvrage que vous avez commencé, c'est-à-dire de saluer en mon nom notre glorieux et aimable roi Pepin, de lui rendre grâce de toutes les œuvres charitables qu'il a faites pour moi, et de lui dire qu'il paraît vraisemblable à moi et à mes amis que mes infirmités mettront bientôt fin au cours de ma vie temporelle. C'est pourquoi je supplie notre roi très-haut au nom du Christ, Fils de Dieu, de vouloir bien me faire savoir, en mon vivant, ce qu'il compte ordonner de mes disciples après moi ; car presque tous sont étrangers, et plusieurs sont prêtres et chargés en beaucoup de lieux du ministère des églises. D'autres mènent la vie religieuse dans nos monastères et ont été destinés dès l'enfance à l'enseignement des lettres. Il y a aussi des vieillards qui ont longtemps travaillé avec moi. Ils sont tous mon inquiétude, et je désire qu'après ma mort ils aient le conseil et la protection de Votre Grandeur, et qu'ils ne soient pas dispersés comme des brebis qui n'ont point de bergers, et que les peuples qui touchent aux frontières des païens ne perdent pas la loi du Christ<sup>1</sup>. »

« Il fallait s'arrêter devant ce grand homme comme, au terme d'une longue marche dans les forêts du Nord, le voyageur jadis s'arrêtait devant la statue d'un saint qui lui annonçait les approches de l'abbaye voisine, et par conséquent de la civilisation. Il fallait étudier le missionnaire intrépide jusqu'au martyre, l'évêque qui eut le courage plus grand de mettre la main à la réforme d'une société dégénérée, le moine qui n'eut pas peur de la solitude ni de confier au désert de Fulde l'école de la Germanie chrétienne. Il fallait animer, s'il se pouvait, cette image de sa vie en faisant revivre sa belle âme, en pénétrant dans la familiarité de cet esprit passionné pour les lettres, dans les faiblesses de ce cœur tourmenté, mais invincible... Le jour où Grégoire II dicta à Boniface le serment d'obéissance, ce jour-là Rome vit recommencer son empire sur ces nations mêmes qui l'avaient renversée; elle vit un pontife saxon agenouillé, au nom de la Germanie, aux pieds d'un citoyen romain. Le représentant des Barbares se releva délégué du Vatican. Ce proconsul des temps nouveaux, sans glaive et sans fisc, portait avec lui le génie législatif du vieux sénat. Pendant trente-sept ans il poursuivit les desseins de cette politique romaine dont il s'était fait le serviteur. Les hommes du Nord reçurent la domination bienfaisante qui venait à eux, non plus avec les aigles, mais avec les symboles de la colombe et de l'agneau. Ils sortirent de l'incertitude entre l'idolâtrie et l'Évangile où ils avaient hésité durant quatre cents ans<sup>2</sup>. »

Après saint Boniface, c'est la grande figure de Charlemagne que nous voyons dans les leçons de M. Leo. L'auteur, il va sans dire, assigne à ce héros, à cet *empereur très-chrétien*, la grande place qui lui appartient dans l'histoire de la dernière moitié du huitième et des premières années du

<sup>1</sup> Ozanam, *Études germaniques*, t. II, p. 212.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 218.

neuvième. Nous n'entrerons pas dans les détails sur l'état dans lequel se trouvait l'Allemagne à cette époque ; nous ne relèverons que quelques passages sur une question d'un intérêt plus général, sur la translation de l'empire aux princes de la dynastie carlovingienne. M. Leo pense que l'école anglo-saxonne, dans ses représentants les plus illustres en Allemagne et en France, aurait d'abord fait germer la pensée du rétablissement de l'Empire. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « Il est possible que Boniface lui-même ait conçu cette idée ; mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'Alcuin a répandu à ce sujet des idées particulières. Ainsi, par exemple, il enseigne très-explicitement : « Toute puissance a son principe en Dieu et en dérive en deux rayons. « La suprême puissance spirituelle, remplaçant sur la terre l'autorité divine, « a été donnée à l'évêque de Rome... Tandis que le représentant principal du « pouvoir temporel est l'*empereur de Rome* ; sa puissance vient également de « Dieu ; mais, quant à la confirmation et la consécration devant les hommes, « il la reçoit par la main de l'évêque de Rome. De l'empereur ensuite le « pouvoir découle sur les rois, les ducs, les comtes et les autres vassaux soumis à son autorité, et auxquels le gouvernement et la défense de l'Empire « sont confiés <sup>1</sup>. »

Quoi qu'il en soit de la conjecture de M. Leo par rapport à saint Boniface, il reste à établir qu'avant Alcuin le pape saint Adrien écrivit dès l'année 775 à Charlemagne ces paroles : « Comme au temps du bienheureux Silvestre, la « sainte Église de Dieu catholique, apostolique, romaine, a été élevée et exaltée par la munificence du très-pieux empereur Constantin le Grand... « Ainsi en ces temps heureux qui sont les vôtres et les miens, l'Église de Dieu « et de saint Pierre sera élevée plus haut que jamais... Car voici qu'un nouveau Constantin, *empereur* très-chrétien, a paru parmi nous. »

Mais la papauté, qui ne hâte jamais rien, ne se pressa pas pour le rétablissement de l'Empire, et ce ne fut que vingt-cinq ans après que saint Léon III acheva l'œuvre de plusieurs de ses prédécesseurs. M. Leo cite encore la réunion de l'heptarchie anglo-saxonne sous le sceptre d'Egbert, roi de Wessex, qui, comme exilé, avait auparavant vécu treize ans à la cour de Charlemagne, pour appuyer son idée de l'origine anglo-saxonne, de la pensée du renouvellement de l'Empire ; mais, outre que le sens de la nouvelle dignité impériale créée par saint Léon III n'est nullement dans l'ascendant que de fait et de droit l'empereur exerça sur les autres princes et rois de la société européenne, cette analogie ne prouverait rien, car Charlemagne était ceint de la couronne impériale longtemps avant que son protégé Egbert changeât son titre de roi de Wessex en celui de *Bretwala* et puis de *roi des Angles*.

Il semble même qu'il ait fallu plus d'un an à Charlemagne lui-même pour entrer entièrement dans la pensée du pape ; car ce ne fut qu'au mois de mars 802 que l'élu des papes, par un capitulaire d'Aix-la-Chapelle, inaugura le nouveau pouvoir. Cet acte ordonne que tout homme du royaume qui précédemment lui aurait juré fidélité à titre de roi lui rendit maintenant hommage à titre d'empereur. « Et il ne faut pas croire, comme plusieurs l'ont pensé jusqu'ici, qu'on doive seulement au seigneur empereur la fidélité or-

<sup>1</sup> Tome I<sup>er</sup>, p. 506 et suiv.



dinaire... mais il faut que tous sachent bien quelles sont les conséquences du serment prêté; les voici : premièrement, que chacun prenne soin de se conserver dans le service de Dieu, selon son intelligence et selon ses forces, car le seigneur empereur ne peut pas se charger personnellement de la conduite de chacun... Que nul n'ose faire aucune fraude, aucune violence, aucun tort aux saintes églises de Dieu, aux veuves, aux orphelins, ni à ceux qui vont en pèlerinage; car le seigneur empereur est établi pour en être, après Dieu et les saints, le gardien et le défenseur. » *Être le défenseur de l'Église et de tous les intérêts chrétiens*, voilà donc le sens de la nouvelle dignité impériale, et c'est là ce que M. Leo ne fait pas assez ressortir dans les pages d'ailleurs si instructives où il traite du principal événement religieux et politique de la vie du plus grand des princes.

Dans la seconde moitié du neuvième siècle, sous Arnulf, et au commencement du dixième, sous son fils le jeune Louis, ce fut encore un archevêque de Mayence, Hatton, abbé de Reichenau, qui sut préserver l'Allemagne du démembrement dont elle fut à plusieurs reprises menacée pendant ce temps. Hatton devint bientôt le principal conseiller d'Arnulf, et il resta dans cette position doublement influente sous les deux rois successeurs d'Arnulf. C'était un homme d'État de premier ordre, et l'Allemagne, dans le cours de son histoire, n'en a pas eu beaucoup qui l'aient égalé en importance. En parlant de lui, M. Leo dit : « D'avoir su distinguer et élever cet homme à la haute position qu'il a occupée a été une action si grande dans la vie de l'empereur Arnulf<sup>1</sup>, que l'on serait presque disposé, en faveur de cet acte, à lui passer toutes ses faiblesses et ses méfaits; car c'est Hatton qui, comme archevêque de Mayence et primat d'Allemagne, par ses conseils, son influence et sa politique, donna au nouveau royaume son fondement et sa physionomie politique durable, et qui, des ruines de l'empire carlovingien, sut faire un nouvel édifice politique. Lui, et avec lui Salomon, évêque de Constance, Adalbéron, évêque d'Augsbourg, et Herimann, depuis 890 archevêque de Cologne, ont guidé et dirigé l'Allemagne à cette époque de transition où, d'une partie de l'empire carlovingien qu'elle avait été jusque-là, l'Allemagne devint un royaume indépendant; c'est pendant cette époque, en butte aux plus affreux déchirements et ballottée entre toutes sortes de pouvoirs, qu'ils y ont établi les bases solides d'une constitution de l'Empire. La pensée fondamentale de cette constitution est évidemment un reflet temporel de la constitution de l'Église en Allemagne : de même que cette église était gouvernée par un primat et quatre autres archevêques, de même aussi on voulait, par l'établissement de grandes principautés (les duchés) analogues aux grands archidiocèses, donner satisfaction au sentiment national des races diverses, tout en aidant par ces centres permanents à la concentration énergique des intérêts publics de ces diverses parties de l'Empire. Et, comme dans l'Église, au-dessus des archevêques était le primat, ainsi le roi était élevé au-dessus de ces grands vassaux (les ducs)<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Dans une de ses Chartes, Arnulf dit en parlant de Hatton : *Quia eum in divinis et humanis negotiis religiosum acutumque agnovimus*. A la cour et parmi le peuple on l'appela le cœur du roi, *cor regis*, pour exprimer son ascendant sur le prince en ce qui concernait son gouvernement.

<sup>2</sup> Tome I<sup>er</sup>, p. 569-570.

Parmi les duchés il y en a deux, la *Franconie* et la *Saxe*, qui donneront d'abord les rois à ce nouveau royaume d'Allemagne, et c'est l'archevêque-primat qui dirige ces choix avec une sagacité politique étonnante ; il convoque et préside les assemblées des États, et, à travers d'immenses difficultés suscitées à l'intérieur et au dehors, il conduit les destinées de l'Empire jusqu'au moment où l'unité des éléments qui le composent est devenue sa force principale. C'est alors que la grande dynastie saxonne est inaugurée par l'avènement du roi Henri 1<sup>er</sup>, le père de l'empereur Othon le Grand. A ce moment le christianisme a achevé en Allemagne un grand dessein. Sur un territoire morcelé, longtemps peuplé de tribus ennemies, s'est formé maintenant cet empire germanique, une des plus belles monarchies qui furent jamais, et qui fut pendant quatre cents ans le cœur de la chrétienté et le centre des affaires du monde.

Au sacre d'Othon, à Aix-la-Chapelle, le 8 août 936, les quatre ducs de l'Empire, les ducs de Franconie, de Souabe, de Bavière et de Lorraine, remplirent auprès de la personne du roi les quatre grandes charges laïques de la cour ; le cinquième duché, celui de Saxe, le plus important de tous, était entre les mains du roi lui-même, en sa qualité de duc de Saxe, de même que le primat d'Allemagne, le grand chancelier-né de l'Empire, occupait le cinquième et le plus important siège archiepiscopal, celui de Mayence. Ainsi l'on vit dès lors dans le roi et ses quatre ducs, et dans le primat et les quatre autres archevêques, pour ainsi dire, le bras temporel et le bras spirituel de l'Empire. Déjà l'Empire, en passant à Othon le Grand, est fait, ses bases essentielles sont trouvées, et tout le développement national postérieur repose sur ces mêmes bases ; la *nation allemande* dès ce moment est constituée dans son organisation intérieure aussi bien que par rapport à sa position en face des autres États de l'Europe. M. Leo termine le premier volume de son ouvrage en disant : « La nation était faite ; il lui restait sans doute en dedans à lutter, à combattre, à développer les institutions comme elle avait au dehors encore à conquérir ou à repousser, mais elle ne pouvait plus rien changer à son type fondamental sans s'affaiblir et se disloquer, sans se dissoudre et mourir. Car ce qui est vrai des États, savoir, qu'ils se conservent par les mêmes moyens qui les ont fait naître, n'est pas moins vrai des peuples, et il n'y a d'ailleurs point de peuple et point d'État qui puisse compter sur une durée indéfinie, si ce n'est Celui qui a en lui-même l'éternité, et contre lequel les portes de l'enfer ne prévaudront pas, c'est-à-dire l'Église<sup>1</sup>. »

Les sept premières « leçons » du second volume sont consacrées à Othon le Grand et à la situation intérieure et extérieure de l'Empire pendant cette période importante de l'histoire. L'étendue et la variété des matières pendant cette époque sont très-grandes : caractère et limites géographiques des diverses nationalités au sein de l'Empire, les éléments de la société féodale, le commencement des villes, la religion comme principe essentiel d'association, les luttes à l'intérieur, la position du roi par rapport aux ducs de l'Empire, l'Italie à cette époque, ses rapports avec l'Allemagne, et la nécessité pour Othon de porter secours au saint-siège déshonoré et opprimé par les factions

<sup>1</sup> Leo, t. I<sup>er</sup>, p. 607.

italiennes, Othon comme *empereur*, ses guerres et ses victoires sur les Magyares, les peuples à l'est de l'Empire, les nouveaux évêchés dans ces contrées, voilà ce que M. Leo a traité dans ces leçons. Tout en assignant à Othon le Grand une place bien élevée dans la série des plus grands princes, M. Leo remarque cependant que ce fut lui qui déposa, dans les traditions de la royauté germanique, les germes de l'esprit d'envahissement qui a coûté si cher à l'Empire et à plusieurs des dynasties suivantes.

La leçon soixante-deuxième est consacrée à l'Empereur saint Henri. Ce règne est un des plus brillants, le plus beau dans l'histoire de l'Empire : « Au dehors, respect universel de la majesté de l'Empire; à l'intérieur, une « politique saine; » tel est, selon M. Leo, le caractère de ce règne. Aucun des empereurs de Franconie, ni Conrad II, ni Henri III, dont le règne a été beaucoup trop vanté, et encore moins leurs successeurs, n'ont été à la hauteur de leur mission. Henri III était un homme dur, violent, sans aucun respect du droit d'autrui, ne reconnaissant de loi que la force brutale; son gouvernement rigide a bien plutôt troublé qu'aidé le développement des saines institutions de l'Empire, en sorte que sa mort prématurée n'est au fond regrettable qu'à cause de son misérable successeur.

Personne en Allemagne n'a jamais dit aussi ouvertement la vérité sur Henri IV que M. Leo. Il expose en huit leçons l'état de l'Empire pendant le règne de ce prince indigne. On peut juger de l'opinion de notre historien, par rapport à Henri et son grand antagoniste saint Grégoire VII, par son appréciation de l'événement de Canossa : « On a voulu, dit M. Leo, on a voulu voir très-récemment encore <sup>1</sup> une honte pour la royauté, et spécialement pour la couronne d'Allemagne, dans cette pénitence du roi, et une prétention exorbitante de la part du pape, qui l'aurait exigée. Mais il est bien sûr qu'en disant cela on montre qu'on n'a pas même la première notion de ce que c'est que l'Église. De tout le récit, il résulte que le pape n'imposa au roi aucune pénitence précise. C'est donc le roi lui-même qui choisit celle qu'il accomplit en effet, comme étant dans les mœurs du temps. Mais, en supposant que le pape la lui eût prescrite, il aurait simplement agi conformément aux idées universellement admises alors. Et il était bien évident pour chacun qu'un homme qui, avec autant de légèreté et de passion que Henri IV, s'était révolté contre l'ordre moral, contre les lois de l'Église, quand il se sentait véritablement frappé dans sa conscience de ses sacrilèges attentats, ne pouvait voir dans cette pénitence qu'une bien faible satisfaction, et que, si néanmoins elle l'aidait à rentrer dans la grâce de Dieu, ce ne pouvait être qu'à cause de la bonne volonté dont il avait fait preuve.... Or, si le roi était véritablement pénétré de sa faute, cette pénitence était un honneur pour lui, et la nation allemande aurait pu considérer ce fait comme glorieux pour elle, en ce que l'un de ses rois, après des débordements inouïs, avait su s'humilier à propos et fléchir les genoux devant la majesté de l'Église de Jésus-Christ.

<sup>1</sup> En cet endroit M. Leo a surtout en vue un récent ouvrage sur Henri, de M. Flotho, appreni historien et panégyriste de ce prince. M. Leo signale ce livre comme un ouvrage de parti pris, qui se distingue par une hostilité contre les institutions de l'Église catholique et son insolent dédain pour ses dogmes.

« Mais, si au contraire le but de cet acte était simplement la conservation du pouvoir, s'il ne s'agissait que de relever matériellement son autorité royale déchuë, si ce n'était pas l'œuvre d'un cœur brisé sous le poids de ses méfaits, mais qui cependant sent se réveiller en lui l'amour divin, alors cet acte était une comédie que, dans l'acception la plus favorable pour le roi, la peur, le faisait jouer devant les hommes... Si réellement, devant les portes du château de Canossa, sous la couronne d'épines qu'il avait mise lui-même sur sa tête, l'âme du roi se fût agrandie et purifiée par le repentir, le roi Henri IV brillerait aujourd'hui dans l'histoire d'un éclat incomparable, la splendeur de Jésus-Christ Notre-Seigneur se réfléchirait sur lui; mais, puisque pour lui cette couronne d'épines ne fut et ne resta qu'un costume dérisoire et hypocrite, nous abandonnerons volontiers le culte de cet étrange saint à ses nouveaux adorateurs; et, quant à nous, nous glorifierons avec bonheur la justice de Dieu, qui sut enfin atteindre un homme intérieurement dégradé et pervers, bien qu'il fût roi et fils de roi. <sup>1</sup> »

Ce second volume de M. Leo finit avec le règne de l'empereur Frédéric I<sup>er</sup>. Jusqu'à présent, c'est bien plutôt la poésie que l'histoire qui nous avait tracé l'image de ce prince. M. Leo, en le ramenant à une plus juste valeur historique, détruit beaucoup de poésie, mais rétablit les faits dans leur vérité historique. En somme, Frédéric I<sup>er</sup> a bien plus détruit qu'il n'a élevé : il a déposé plus de germes d'affaiblissement et de destruction dans le sein de l'Empire qu'il n'a été utile à sa puissance et à sa grandeur réelle. Cet empire avait vu ses plus beaux jours sous Henri II, que l'Eglise appelle Henri le saint.

D. CHARLES BRANDES,  
Bénédictin d'Einsiedeln.

<sup>1</sup> *Leo*, t. II, p. 407-410.

# REVUE CRITIQUE

---

I. *De la croyance* due à l'Évangile, par M. H. WALLON, membre de l'Institut. — II. *Le Livre du Juste*, traduit de l'hébreu rabbinique, par M. DRACH. — III. *Histoire de l'art judaïque*, par M. de SAULCY, membre de l'Institut. — IV. *Ethnographie Gauloise*, par M. ROGET DE BELLOUET. — V. *Missions de Chine et du Tonquin*. — VI. *L'Orient*, par M. PITRIMOS-BRY.

## I

Le christianisme a toujours été en butte aux contradictions et aux attaques des hommes. Jésus-Christ fut contredit tant qu'il demeura dans ce monde, sa doctrine n'a point cessé de l'être depuis qu'il l'a quitté. Elle le fut dans la persécution, elle le fut jusque dans le triomphe de l'Église, et la lutte qu'elle soutient semble moins que jamais près de finir. Seulement, à chaque époque, cette lutte se renouvelle et change de forme et de terrain. Personne n'oserait plus aujourd'hui recommencer les objections et les attaques de Voltaire et des autres philosophes du dix-huitième siècle, ni employer le même langage dans la controverse. Au contraire, l'école irréligieuse de notre temps affecte un grand respect extérieur, une grande convenance de formes envers la religion chrétienne; elle s'empresse de reconnaître les bienfaits de l'Évangile et l'influence salutaire de sa sublime morale sur la société des hommes. Mais elle conteste son origine surnaturelle et divine, et c'est sur ce terrain que l'incrédulité a désormais concentré tous ses efforts. Le christianisme est bien à ses yeux la plus belle et la plus pure des religions qui aient jusqu'ici régné sur la terre, mais ce n'est qu'une religion comme les autres, produite par la raison humaine marchant toujours dans la voie du progrès, une épuration des cultes antérieurs, qui a comme eux ses fables et ses erreurs, qui n'a pour base aucune révélation divine; qui, par conséquent, devra disparaître un jour et faire place à une religion plus philosophique et moins surchargée de dogmes, lorsque l'esprit humain, continuant sa marche, se sera élevé d'un degré de plus dans l'échelle de son progrès indéfini. Aussi l'école actuelle récuse-t-elle absolument le genre de preuve qui est la pierre angulaire de tout le système de la démonstration du christianisme, le miracle. Ce que la religion invoque pour commander la foi est ce qu'on repousse au nom de la raison. Partant de ce préjugé, qu'un miracle est impossible et que la raison ne doit pas l'admettre, on attaque la véracité des récits évangéliques, et on ne veut plus y voir que des mythes comme ceux des religions païennes, des impostures ou des faits de l'ordre naturel.

Pour les uns, le Christ n'était qu'un homme adroit et habile, une espèce de thaumaturge, un imposteur en un mot, qui exécutait de prétendus prodiges, exagérés encore par ses disciples, pour faire croire à la divinité de sa mission, et, profitant de l'ignorance crédule de ses contemporains, leur faire accepter sa doctrine comme surnaturelle; ou bien, admettant tous les faits des livres saints, les mêmes écrivains en cherchant l'explication dans l'ordre habituel de la nature. Cette manière d'agir n'est pas nouvelle, elle comptait des adeptes, dès les premiers siècles de l'Église, parmi les Ébionites et les Aloges, et elle a fait fortune auprès des philosophes du dix-huitième siècle. Le procédé rationaliste consiste à scinder les témoignages : on prend le fait et on retranche les circonstances qui l'accompagnent; on le transforme ainsi en une chose nouvelle, purement arbitraire, et qui, le plus souvent, est en contradiction avec la pensée comme avec le texte de l'auteur. Il faut lire le long et laborieux commentaire du docteur Paulus sur les Évangiles, il faut connaître le livre de Bahrdt sur le *Plan et le But de Jésus*, ou l'*Histoire naturelle du prophète de Nazareth*, par Venturini, pour avoir une idée de l'abîme d'absurdité dans lequel entraîne l'emploi de ce système. Aujourd'hui, du reste, son succès est passé; les adversaires de la religion eux-mêmes ont fait justice de ces odieux blasphèmes, et reconnaissent qu'en somme les explications seraient plus merveilleuses que les faits; et le docteur Strauss a flétri en plus d'un lieu de son ouvrage ce qu'il appelle « les productions monstrueuses d'un système qui remanie l'histoire sans frein ni règle. »

Mais le système qui est venu se substituer à celui de l'interprétation rationnelle ne vaut guère mieux et n'est guère plus raisonnable. L'école mythique, dont Strauss est le plus remarquable représentant, rejette les miracles comme l'école rationaliste; mais où l'autre nie que le fait soit un prodige, elle nie que le prodige soit un fait. Elle suppose à la naissance du christianisme une période semblable à celle qu'on retrouve dans la nuit des temps à l'origine des histoires primitives de l'humanité, période où l'esprit crée instinctivement le merveilleux, où la pensée se traduit en symbole, où les idées prennent un corps; scènes fantastiques, personnages étranges, qui gardent dans le monde réel où la croyance de la postérité les place les caractères du monde imaginaire où ils sont nés. Avec ce point de départ, l'école mythique s'efforce d'appliquer aux faits évangéliques les règles de la symbolique du paganisme, par lesquelles Semler, Bauer et de Wette avaient de même tenté d'interpréter les récits de l'Ancien Testament.

Cependant, quand même l'analogie expliquerait les attaques dirigées contre les livres de Moïse, comment les récits du Nouveau Testament peuvent-ils être mis en question? Voilà ce que le bon sens répond tout de suite à Strauss et à ses adeptes. On reconnaît bien un développement mythologique dans les traditions primitives de plusieurs peuples; mais ce n'est pas une raison de placer une mythologie au commencement de toute histoire, même quand cette histoire commence dans un temps relativement fort rapproché de nous, au grand jour de la civilisation. Ne faudrait-il pas alors appliquer le système mythique à la Réforme et à la Révolution française, avec autant de raison qu'à une histoire qui se passe pendant les règnes d'Auguste et de Ti-

bère, dans le plus grand apaisement du monde, au sein de la Judée soumise et calme, sous les yeux du gouverneur romain. On l'a fait pour la Révolution française en quelques pages légères et spirituelles, qui sont la meilleure réfutation de bien des gros et pesants livres, et où l'on démontre *comme quoi Napoléon n'a jamais existé*, par des raisons dont le docteur Strauss pourrait, en plus d'un cas, envier la vraisemblance.

Il est vrai qu'on ne va pas jusqu'à nier précisément que Jésus-Christ ait existé; mais, son existence admise, l'école de l'interprétation mythique supprime à peu près tout le reste, et l'histoire évangélique n'est plus qu'une légende où le critique reste libre de distinguer, selon son bon plaisir, ce qui est à prendre ou à laisser. Tout se ramène à quelques axiomes; partout où il y a un ange, il y a un mythe; partout où il y a un miracle, il y a une idée à dégager. Et dès lors le travail est bien simple. Il suffit d'ouvrir l'Ancien Testament pour y retrouver l'histoire que le Nouveau a rajeunie. Si le fait est semblable, c'est le type; s'il est contraire, c'est l'antitype, et par ce singulier système d'assimilation on finit par tout expliquer. Mais à quel prix? Jésus fuyant en Égypte, pour le docteur Strauss, c'est Moïse fuyant d'Égypte; l'eau changée en vin dans les noces de Cana, c'est l'eau du Nil changée en sang sous la verge de Moïse, « changement en pis ou en mieux, » c'est toujours la même chose dans le système des mythes.

Cependant nous possédons sur la vie du Sauveur le témoignage de ses disciples, des hommes qui l'ont vu, qui l'ont entendu. Ils n'ont pu être trompés, car les faits qu'ils racontent sont des faits simples qui ne prêtent ni au malentendu ni à l'erreur. Ils ont vu Jésus enseignant, faisant des miracles, ressuscitant les morts; ils l'ont vu mourir sur la croix; ils l'ont vu ressuscité. On n'ose plus les traiter d'imposteurs, comme le faisait d'abord l'école d'interprétation rationnelle, car on reconnaît l'absurdité d'une pareille accusation. On est obligé de convenir que ces hommes grossiers n'auraient pas été en état de s'entendre pour inventer tout un système théologique qu'ils ne comprenaient même pas du vivant de Jésus-Christ, et qui est au fond de l'histoire qu'ils racontent. On confesse que leur ton est celui de la candeur et de la vérité, et non pas celui de l'imposture, et qu'une conviction ardente et profonde pouvait seule leur inspirer ce dévouement absolu jusqu'à la mort, avec lequel ils ont rendu témoignage à la doctrine nouvelle qu'ils prêchaient. Aussi n'avance-t-on pas qu'ils aient été ni trompés ni trompeurs, et va-t-on même jusqu'à reconnaître la puissance que leur témoignage donnerait aux arguments des chrétiens. Tout l'effort du système tend à nier que ce témoignage soit le leur. L'école mythique, en un mot, et c'est là un des principaux fondements de sa théorie, rejette l'authenticité des Évangiles. Elle s'efforce de prouver que l'époque où les traditions sur la prédication du Sauveur ont été fixées par écrit est bien plus récente qu'on ne le croit généralement, et elle cherche à montrer dans ces récits, considérés depuis dix-huit siècles comme authentiques, des contradictions et des erreurs comme il s'en rencontre sur des choses qu'on n'a pas vues soi-même et pour un temps où l'on n'a point vécu.

Tel est le système de Strauss et de ses adeptes, système qu'on cherche à populariser et à implanter dans notre pays, depuis qu'un membre de l'Insti-

tut, philologue éminent, s'est fait le traducteur de la *Vie de Jésus*, et qu'un autre écrivain, dont les productions occupent beaucoup le public, s'est chargé de prôner devant les lecteurs français cette œuvre nébuleuse de l'exégèse germanique. Un autre membre de l'Institut, M. Wallon, bien connu par ses intéressantes et belles Recherches sur l'*Esclavage dans l'antiquité*, ainsi que par d'excellents *Récits de la Bible* et par la publication de la *Traduction des Évangiles* de Bossuet, extraite des diverses œuvres de l'aigle de Meaux, vient d'entrer dans la lice pour arrêter le succès d'une semblable tentative, et pour réfuter les attaques des écoles actuelles d'incrédulité contre l'authenticité des livres et la vérité des faits évangéliques.

Le livre de M. Wallon est intitulé : *De la Croyance due à l'Évangile, examen critique de l'authenticité des textes et de la vérité des récits évangéliques*<sup>1</sup>. C'est sur le terrain même de la science et de l'histoire que le savant académicien attaque ses adversaires, et qu'il renverse pièce à pièce leurs objections et leur argumentation. M. Wallon déploie dans la controverse tour à tour une solidité et une inflexibilité de raisonnement, une étendue et une sûreté d'érudition, une verve d'ironie et d'indignation chrétienne de nature à décontenancer le plus ferme champion des opinions irréligieuses.

Il débute par établir l'authenticité du texte des Évangiles et des autres livres du Nouveau Testament. Sa manière de procéder dans cette partie de sa démonstration peut être proposée comme un modèle de sage critique appliquée à des textes d'histoire. Il commence par rechercher toutes les citations des Évangiles contenues dans les ouvrages des plus anciens Pères, depuis ceux du premier siècle, contemporains ou successeurs immédiats des apôtres, comme l'épître de saint Barnabas, le *Pasteur* d'Hermas, les deux épîtres du pape saint Clément aux Corinthiens, les sept épîtres de saint Ignace et l'épître de saint Polycarpe aux Philippiciens, en continuant sa revue dans les siècles suivants par les écrits de saint Justin martyr, de Tatien, d'Athénagore, de Tertullien, d'Origène, de Minucius Félix, d'Arnobé, de Lactance, en un mot de tous les apologistes. Il montre que, dès l'époque qui suit immédiatement la première prédication de l'Évangile, du temps où vivaient encore les témoins de la vie et de la passion du Sauveur, les récits étaient ceux qui sont parvenus jusqu'à nous; que le texte des Évangiles était déjà celui que nous avons, et il réfute ainsi d'une manière plus complète et plus solide qu'on ne l'avait encore fait avant lui tous les arguments du docteur Strauss et de ses adeptes, cherchant à établir la composition postérieure des Évangiles et leur défaut d'authenticité. Il n'est pas jusqu'aux adversaires mêmes du christianisme auxquels M. Wallon n'aille demander des arguments pour la défense de la vérité religieuse, et ceux-là sont décisifs. Nous ne possédons malheureusement plus dans son entier le *Discours véritable* par lequel le païen Celse avait, dans le milieu du deuxième siècle, cru accabler les docteurs de la religion nouvelle; mais une partie nous en est restée, grâce à la réfutation d'Origène. M. Wallon reprend tous les passages de Celse qui nous ont été conservés dans le traité de l'éloquent apologiste, et fait voir par des preuves certaines que, pour écrire ses attaques, le fougueux ennemi des chrétiens

<sup>1</sup> Paris, Adrien Le Clère. 1 vol. in-8.



devait avoir sous les yeux le texte des Évangiles tel que nous le possédons aujourd'hui.

Le savant académicien aborde ensuite l'examen des preuves d'authenticité qu'on peut tirer des livres du Nouveau Testament pris en eux-mêmes. Voici de quelle manière il expose la marche qu'il a adoptée. « Pour établir l'histoire évangélique comme histoire véritable, et ruiner par la base les systèmes qui n'y voudraient voir que de pures conceptions de l'esprit, trans- formées par le temps en réalités, il suffit d'établir l'authenticité d'un seul des quatre évangiles. On ne peut plus parler de rêve, si l'on a un seul témoin digne de foi qui atteste les faits. Nous prendrons celui des quatre qui embrasse la plus longue période, le troisième évangile (celui de saint Luc) : mais nous verrons aussi comment cet évangile, par ses rapports avec les deux premiers, en démontre l'authenticité; et le quatrième trouvera facilement sa preuve quand celle des trois autres aura été donnée. Le troisième évangile est intimement lié aux Actes des apôtres, il est la première partie d'une histoire dont les Actes forment la suite : l'auteur des Actes le dit lui-même en commençant ce second livre. Quel est cet auteur, c'est ce qu'on discutera si l'on veut; mais on n'a jamais contesté sérieusement et on ne saurait mettre en doute qu'il ne soit, quel qu'il puisse être, le même pour les deux ouvrages. L'évangile dont il est parlé en tête des Actes est donc antérieur aux Actes. Or nous disons que les Actes sont d'un contemporain et d'un disciple de saint Paul, et nous le prouverons en les rapprochant des épîtres de cet apôtre. Si les épîtres de saint Paul sont authentiques, leur authenticité entraîne celle des Actes, et l'authenticité des Actes celle du troisième évangile : c'est à ces termes que nous ramenons toute la question. »

M. Wallon commence donc par établir l'authenticité des épîtres de saint Paul; et, dans cette partie de sa tâche, il ne rencontre ni difficultés ni objections bien sérieuses. Mais saint Paul est témoin; il atteste à chaque page de ses épîtres les faits merveilleux de la vie de Jésus-Christ, dont il a connu intimement les compagnons, Pierre, Jacques et Jean. C'est un témoin grave, judicieux, sincère et non prévenu, car il a commencé par persécuter les chrétiens; les adversaires des livres saints eux-mêmes sont obligés de le reconnaître. Et dès lors on peut leur poser ce dilemme inévitable : ou saint Paul et ses compagnons d'apostolat ne sont que des imposteurs, conclusion à laquelle vous vous refusez; ou il faut reconnaître la vérité des miracles évangéliques. « Mais, ajoute M. Wallon, les épîtres ne remplacent pas les évangiles; elles ne font que nous y introduire; saint Paul est un témoin qui va nous donner tous les autres. »

Il passe alors aux Actes des apôtres et montre leur liaison intime avec les épîtres de saint Paul; il fait voir le caractère historique de ce livre et son exactitude par la manière dont ses récits s'accordent avec l'histoire générale de l'empire romain. Le savant académicien montre ensuite, par la nature même de la narration, par le rôle qu'y joue saint Paul, dont les prédications sont suivies pas à pas, tandis que celles des autres apôtres n'y sont indiquées que beaucoup moins complètement, et seulement par intervalles, à partir de la fondation de l'église d'Antioche, que l'auteur ne saurait être qu'un disciple

et un compagnon de saint Paul, et celui-là même que l'Église a toujours désigné, saint Luc, médecin, originaire d'Antioche, dont l'apôtre parle comme de son *œcolyte* le plus cher et le plus fidèle au temps de ses deux captivités. Du moment que la nature tout historique et la véracité des Actes des apôtres sont établies, ainsi que l'exactitude du nom de l'auteur auquel ce livre est attribué, les mêmes conclusions doivent être appliquées à l'évangile qui en forme la première partie, et qui se trouve par là étroitement rattaché à l'enseignement de saint Paul, comme le voulait la tradition constante de l'Église. Or de l'authenticité d'un seul parmi les évangiles découle avec certitude celle des autres : car ils racontent les mêmes faits, les mêmes miracles, et, si l'un dit vrai, les autres doivent dire également vrai. Le premier en date des évangiles, suivant l'ordre traditionnel, celui de saint Matthieu, devait être connu des auteurs des trois autres : tout en donne la preuve. Mais alors, répond l'exégèse de l'école de Strauss, si un évangile avait déjà paru, avec l'autorité d'un apôtre tel que saint Matthieu, comment un autre était-il possible? Il était possible, dérivant d'une égale autorité. Or, si saint Matthieu était apôtre, saint Jean l'était également, saint Marc était disciple et écrivait sous les yeux de saint Pierre, saint Luc sous ceux de saint Paul, c'est-à-dire des deux plus grands apôtres; les trois derniers évangiles sont destinés à confirmer par l'autorité de témoins de la même nature et de la même valeur les faits racontés dans le premier, à les compléter et même à les rectifier lorsque quelque inexactitude aurait pu s'y glisser; ils s'adressent d'ailleurs à des lecteurs divers, selon l'apôtre à l'enseignement duquel ils étaient destinés, et ils développent leurs récits chacun dans un sens particulier, pour un but de démonstration différent. Quant aux divergences que peuvent présenter sur certains points les récits des évangélistes, elles ne font pas obstacle à leur authenticité. Comme l'a très-bien dit Hug, « les différences de Tite-Live et de Polybe sur les mêmes faits n'empêchent pas que le plus ancien n'ait été connu du plus récent, et que leurs histoires ne soient parfaitement authentiques. » Bien plus, c'est une preuve nouvelle pour la crédibilité, car c'est la première trace que nous rencontrons des procédés de la critique historique moderne et de son respect pour les textes originaux, que cette conservation scrupuleuse des mémoires écrits par les témoins mêmes de la vie du Sauveur, sans qu'on ait tenté de les altérer ou de les modifier en rien pour les mettre d'accord, ou de les fondre dans un seul récit de la vie de Jésus-Christ, complet et sans lacunes, ce que, dans l'antiquité païenne, on n'aurait pas manqué de faire.

Enfin, après avoir établi de cette manière l'authenticité des quatre évangiles, M. Wallon termine la première partie de son livre en examinant les interpolations et les changements que le texte aurait pu subir durant le cours des siècles, et, par la comparaison des variantes des manuscrits et des leçons des diverses versions antiques, il montre que, sauf un ou deux points douteux et d'une importance secondaire, le texte, dans les plus anciens manuscrits et les plus anciennes traductions, est semblable à celui qui est parvenu jusqu'à nous, et que contrôle la Vulgate de saint Jérôme. Sur les quelques points où il peut y avoir doute, M. Wallon explique ingénieusement les causes de l'incertitude; ainsi il montre comment l'histoire

de la femme adultère, qui manque dans un assez grand nombre de manuscrits des Évangiles, et qui dans beaucoup d'autres est marquée d'un signe de doute, a été retranchée du texte sacré, à une certaine époque, par un rigorisme trop ardent qui craignait que cette histoire ne fût d'un fâcheux exemple et que les femmes ne fussent plus disposées à s'appliquer les paroles de pardon du Sauveur que sa recommandation de ne plus pécher. M. Wallon avait du reste été déjà précédé dans cette voie par un de ses confrères d'Académie, M. Berger de Xivrey, auteur d'une savante *Étude sur le Nouveau Testament*, pleine d'érudition et de saine critique, dont il a déjà été question il y a deux ans dans le *Correspondant*, lorsqu'elle fut publiée.

La seconde partie de l'ouvrage établit la vérité des récits évangéliques. M. Wallon, dans son premier chapitre, intitulé *l'Évangile et l'Histoire*, montre la conformité parfaite de ces deux éléments différents en ce qui touche la situation politique et morale de la Palestine au moment de la venue du Messie, le nom, la personne et le caractère même de ses princes indigènes et de ses gouverneurs étrangers; il y fait voir en un mot, avec surabondance de preuves, que, sur tous les points, l'histoire évangélique répond avec la plus grande exactitude à ce qui nous est connu de ce temps-là. Il aborde ensuite la grande question, celle qui révolte toujours les incrédules et les philosophes, les miracles. Nous omettons à regret l'analyse de cette seconde partie digne de la première.

En deux mots, le livre de M. Wallon est un des meilleurs travaux sur la critique sacrée qui aient paru depuis longtemps dans notre pays. C'est une excellente réfutation des rêveries de l'exégèse allemande, appliquées aux livres du Nouveau Testament, et nous en recommandons vivement la lecture à tous ceux qui voudront se prémunir contre les dangers d'un système antiscientifique, qu'on prétend aujourd'hui nous imposer comme le dernier mot de la science et de la raison.

## II

M. Wallon vient de nous fournir, d'après les théologiens, des règles de distinction entre les miracles véritables des livres canoniques et les prodiges supposés dont sont remplis les livres apocryphes. Le *Livre Yaschar* que publie M. Drach dans la collection des apocryphes, éditée par M. l'abbé Migne<sup>1</sup>, nous offre immédiatement une occasion d'appliquer ces règles et d'en reconnaître l'admirable certitude.

Tout le monde sait que les livres de l'Ancien Testament citent quelquefois des ouvrages antérieurs que le peuple hébreu possédait alors et qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Tel est le *Livre des guerres de Jehovah*, auquel il est fait allusion dans le livre de Josué; tel est le *Livre du Juste* (SEPHER HAIVASCHAR), dont il est question dans deux passages du livre de Josué et du II<sup>e</sup> livre des Rois. Quel était ce *Livre du Juste*, et que signifie son titre? C'est une question que depuis longtemps se sont posée les exégètes, et qu'ils

<sup>1</sup> Broch. in-8, extraite du t. II<sup>e</sup> du *Dictionnaire des apocryphes*.

n'ont pas résolue jusqu'ici d'une manière satisfaisante. L'opinion la plus ancienne, celle qu'adoptait Théodoret dans son Commentaire sur Josué et son Commentaire sur le II<sup>e</sup> livre des Rois, celle qui a été généralement admise par les rabbins les plus instruits, comme Isaac Abarbanel et Lévi-ben-Gerson, considère ce livre comme une des chroniques ou mémoires qui ont servi à la rédaction des parties de la Bible postérieures au Pentateuque. Mais cette opinion si simple ne pouvait pas satisfaire l'école exégétique de l'Allemagne; il lui fallait en trouver une plus compliquée et qui donnât plus de latitude aux caprices de l'imagination. Le *Livre du Juste*, véritable Protée, a pris sous la plume des commentateurs germaniques les formes les plus diverses. Les uns en font un recueil d'odes héroïques en l'honneur soit des forts, soit d'un seul fort d'Israël; les autres y voient, tantôt une élogie funèbre, tantôt un recueil de cantiques sacrés; ou bien encore un rituel qui règle les devoirs religieux et les cérémonies du culte. Mais ce n'est pas encore assez: un docteur anglais nous rend tout à coup le *Livre du Juste* intact, reconstitué de toutes pièces, dans un ouvrage imprimé à Berlin et intitulé: *Yashr, fragmenta archetypa carminum Hebraicorum*. Où l'a-t-il retrouvé? Ce n'est pas dans un manuscrit inconnu, enfoui sous la poudre de quelque bibliothèque inexplorée, c'est dans le Pentateuque lui-même. Le ministre de la parole de Dieu s'est fait le disciple passionné de la philosophie irréligieuse qui tente de démolir pièce à pièce, à l'aide de hardis paradoxes, l'édifice des saintes Écritures. Il accepte comme démontrée l'opinion, certaine également d'après M. Renan, suivant laquelle le Pentateuque n'a vu le jour qu'au temps de Josias, roi de Juda, c'est-à-dire plus de huit cents ans après Moïse, et il suppose que le grand prêtre Helcias s'est borné à fondre les lois du Sinaï et quelques textes anciens dus à des rédacteurs, les uns Élohites, les autres Jéhovites, avec le *Livre du Juste*. Il ne reste donc plus qu'à dégager ce dernier ouvrage de l'amalgame, et c'est ce que l'auteur fait sans hésiter. Voilà où en sont les procédés de la science exégétique.

Cependant les Juifs possèdent dans leur littérature rabbinique un livre intitulé *Livre de la génération d'Adam*, mais que la plupart des commentateurs et des lettrés désignent sous le nom de *Sépher haiyaschar*, comme l'ouvrage cité dans la Bible. C'est une compilation souvent misérable, remplie d'anachronismes et de faits fabuleux, qui conduit depuis la création du monde jusqu'à la mort de Josué. Mais, au milieu de ce fatras indigeste et fastidieux, on retrouve de temps à autre des traces d'une rédaction plus simple, des souvenirs antiques et précieux conservés pendant de longs siècles par la tradition, quoiqu'ils ne fussent pas inscrits dans les livres du Canon. La même différence se fait remarquer dans la langue du *Sépher haiyaschar*. « Le style de « ce livre varie continuellement, dit M. Drach, dont l'opinion doit faire autorité en semblable matière. Des passages admirables dont l'hébreu est pur, « simple et naturel comme celui du texte original de l'Ancien Testament, « sont fréquemment entrecoupés par d'autres passages écrits dans le mauvais « rabbinique qu'un savant Israélite de Berlin a justement qualifié de basse « hébraïcité du plein moyen âge. Le *Livre du Juste* actuel renferme donc « deux éléments distincts. » Il contient les débris d'un livre fort ancien que le célèbre rabbin Siméon, surnommé par les Juifs le *prince des prédicateurs*,

lequel vivait à une époque antérieure au douzième siècle, rangeait avec les Médraschim, la Mekhiltha et le Talmud parmi les textes les plus vénérables du judaïsme. Une main postérieure a relié ces fragments entre eux en compilant les traditions plus ou moins authentiques dispersées dans le Talmud, les Médraschim, les diverses paraphrases chaldaïques, et même les écrits des rabbins ignorants de la dernière époque; et malheureusement cette rédaction nouvelle a noyé dans beaucoup d'endroits les morceaux primitifs qu'il est fort difficile de discerner. Maintenant, ces fragments antiques appartiennent-ils au *Livre du Juste* cité dans les livres de Josué et des Rois? M. Drach le pense; beaucoup d'autres érudits, parmi lesquels Abicht, ont soutenu le contraire. Nous n'osons nous prononcer dans cette question douteuse; nous craignons cependant que M. Drach ne se soit laissé entraîner à donner une date trop reculée aux fragments les plus anciens du livre qu'il faisait connaître au public français.

Quoi qu'il en soit de ce dernier point, M. Drach a rendu un véritable service à la science en mettant à la portée de tout le monde, par une traduction, un des textes les plus célèbres de la littérature rabbinique que les hébraïsants consommés pouvaient seuls aborder jusqu'ici. Les écrits des rabbins sont aujourd'hui l'objet d'un injuste délaissement. Au milieu de toutes les fables qu'ils contiennent, on y trouve souvent des renseignements précieux qui peuvent non-seulement servir à faire connaître l'histoire de la religion juive au moyen âge, mais encore être utiles aux recherches de la critique sacrée. Nous avons déjà dans ce recueil, à propos des *Livres égyptiens*, tenté de faire voir l'intérêt et le caractère souvent fort antique que présentent les traditions de la synagogue sur les faits de l'ancienne loi, et la manière dont elles se trouvent quelquefois confirmées par des documents d'une tout autre nature. Les hommes illustres qui se sont occupés dans les derniers siècles des études bibliques, l'immortel Bochart tout le premier, connaissaient à fond la littérature rabbinique et ont su en tirer de précieux secours pour leurs travaux. On a tort de la négliger comme on fait aujourd'hui, et il y aurait grand profit à faire une collection où l'on en trouverait les principaux livres réunis et accessibles, dans des traductions, même à ceux qui ne savent pas l'hébreu. Personne n'est en état d'accomplir cette tâche mieux que M. Drach; il appartient à la nation israélite; il est lui-même un ancien rabbin converti à la lumière de la religion chrétienne. Qu'il étende au Talmud, à la Mekhiltha, aux Médraschim ce qu'il a fait pour le Sépher Haiyaschar, et il servira utilement la science ecclésiastique, en même temps que, permettant de pénétrer plus avant dans la connaissance du judaïsme et de ses livres, il facilitera les moyens de ramener à Dieu ceux de ses frères qui gémissent encore sous le joug de l'erreur.

### III

M. de Saulcy s'occupe également de l'histoire des Hébreux, mais à un tout autre point de vue. C'est leurs arts dont il recherche les traces et les monuments et dont il s'efforce de fixer le caractère. Une plume plus autorisée que

la mienne a déjà fait connaître aux lecteurs du *Correspondant*, il y a quelques années, les beaux et importants résultats auxquels est parvenu le savant membre de l'Institut pendant son exploration dans la Palestine et sur les bords de la mer Morte. Les ruines des villes maudites retrouvées, l'architecture des Hébreux, celle des Moabites et des Cananéens révélées, toute une branche nouvelle ouverte aux investigations de l'archéologie : voilà quels ont été les fruits de ce voyage, fruits qui demeurent désormais acquis, malgré les contradictions nombreuses que M. de Saulcy a rencontrées sur sa route. *L'Histoire de l'Art judaïque*<sup>1</sup> est une tentative pour coordonner ces divers résultats dans une œuvre d'ensemble et en former un corps de doctrine scientifique. M. de Saulcy recueille tous les passages des livres saints où il est question des produits des arts du dessin, et, les comparant à ce qu'il a pu observer lui-même et aux objets analogues de l'Assyrie et de l'Égypte, il tente la restitution des divers monuments décrits dans la Bible. Pour les époques primitives, la conjecture a nécessairement une grande part dans ce travail, et nous croyons qu'on pourrait même avec raison contester à l'auteur plusieurs de ses interprétations relatives aux objets sacrés exécutés pour le tabernacle sous les ordres de Moïse. Nous ne serions pas disposé, par exemple, à admettre l'assimilation qu'il fait des *keroubim* de l'arche avec les taureaux ailés des palais assyriens, ni la restitution qu'il propose pour le chandelier à sept branches. En général il nous semble que, dans les œuvres de cette époque, il fait la part trop grande à l'influence de l'Assyrie. Moïse avait reçu, en effet, une éducation presque exclusivement égyptienne; il employait, tout semble en donner la preuve, les ouvriers égyptiens établis dans les colonies du Sinaï, à Ouadi-Magarah et à Serbout-el-Quadim; les objets qu'il faisait exécuter devaient donc être imités presque exclusivement des productions de l'art dans la terre des Pharaons.

Mais, quand on arrive à une époque plus récente, aux temps de David, de Salomon et des rois d'Israël et de Juda, les recherches de M. de Saulcy prennent un tout autre caractère de certitude. Il possède désormais des monuments dont le secours lui permet de s'avancer sur un terrain solide. Ce sont les soubassements du temple de Salomon reconnus par lui avec une ingénieuse sagacité, le tombeau des rois, dont il a le premier discerné le caractère asiatique et primitif, les autres sépultures des vallées de Josaphat et de Hinnom, les restes de l'autel des Sacrifices, élevé par les dix tribus rebelles sur le sommet du mont Garizim. Avec ces monuments encore debout, avec la masse des textes relatifs aux édifices de cette époque, et particulièrement au temple construit par Salomon, on peut restituer l'architecture hébraïque de la belle époque. C'est ce que fait M. de Saulcy, qui suit après cela l'histoire de l'art chez les Juifs, parallèlement dans les textes et sur les monuments, depuis le rétablissement du temple par Zorobabel, jusqu'à la prise de Jérusalem par Titus et même jusqu'à la révolte de Simon Barchocébas, dernier effort de la liberté juive, après laquelle une ville toute romaine, bâtie par ordre d'Adrien, s'éleva sur l'emplacement de la cité de David.

<sup>1</sup> Paris, Didier. 1 vol. in-8.

## IV

Il y a vingt ans à peine les études gauloises étaient tombées dans le discrédit le plus complet. Les rêveries de l'Académie celtique avaient rendu suspects à tous les esprits sérieux et véritablement scientifiques les recherches portées dans cette direction. Il n'en est plus de même aujourd'hui; l'étude de nos origines celtiques a repris droit de bourgeoisie dans la science, et ses progrès sont désormais rapides, grâce aux travaux de M. le marquis de Lagoy, de M. de la Saussaye, sur la numismatique gauloise, grâce aux belles recherches de Pictet, de Zeuss et de notre compatriote M. Hersart de la Villemarqué sur les idiomes et la littérature des peuples de race celtique. Et tout récemment l'Académie des inscriptions et belles-lettres a donné la consécration de son autorité et de son approbation suprême aux travaux des celtographes actuels, en recevant dans son sein l'écrivain qui, en France, représente jusqu'ici presque seul les recherches de la philologie gauloise.

M. Roget de Belloguet vient se joindre à cette phalange d'élite, encore si peu nombreuse dans la science européenne. On le connaissait déjà comme un érudit habile et consciencieux, qui avait fait ses preuves en élucidant l'histoire difficile et obscure des envahisseurs bourguignons et de leurs premiers rois, dans deux ouvrages, couronnés tous les deux par l'Institut en 1847 et 1849, et en essayant de résoudre plusieurs questions très-controversées sur l'origine et les premières annales de Dijon, ainsi que sur la date de la mission de saint Bénigne, apôtre de cette ville. L'*Ethnogénie gauloise*, dont il publie aujourd'hui l'introduction et la première partie<sup>1</sup>, nous le révèle comme celtographe. Cet ouvrage doit se composer d'une série de *Mémoires critiques sur l'origine et la parenté des Cimmériens, des Cimbres, des Ombriens, des Belges, des Ligures et des anciens Celtes*. L'introduction repousse avec une surabondance extrême d'arguments l'opinion insoutenable de quelques Allemands, comme M. Woltzmann, de Heidelberg, qui, voulant tout tirer à eux, prétendent rattacher les Celtes à la famille germanique, et résume avec une grande clarté les notions générales acquises déjà par la science sur les peuples et les idiomes de la famille celtique, représentées encore aujourd'hui dans le monde par les dialectes armoricains, le gallois, l'irlandais, l'érse, et qui comptait, il n'y a pas un siècle encore, un autre rameau survivant dans le cornique ou la langue du comté de Cornouailles, en Angleterre.

Après cette introduction vient un essai de *Glossaire gaulois*, qui forme la première partie de l'ouvrage. M. Roget de Belloguet y a recueilli tous les mots donnés dans les auteurs anciens, dans les inscriptions ou sur les médailles, comme gaulois, et il les rapproche des racines qui nous ont été conservées par les langues celtiques subsistantes encore de nos jours. L'auteur de l'*Ethnogénie gauloise* a, pour classer ces mots, adopté l'ordre chronologique d'après la date des auteurs ou des monuments qui les rapportent; il les distingue

<sup>1</sup> Paris, Duprat et A. Franck, 1 v. ol. in-8.

en outre en plusieurs catégories : celle des mots que les anciens nous ont transmis avec leur signification, en les qualifiant expressément comme gaulois ; celle des mots dont nous connaissons le sens, qui ne sont pas expressément donnés pour gaulois, mais qui semblent indiqués comme tels par les anciens. Viennent ensuite les mots dont les anciens ne nous ont pas transmis la signification : d'abord les mots autres que des noms propres donnés par les écrivains, les inscriptions et les médailles ; puis enfin les éléments caractéristiques des noms propres d'hommes, de peuples ou de localités. La méthode de M. Roget de Belloguet est, on le voit, très-bonne et très-scientifique, sa critique prudente, un peu trop dubitative peut-être, et le reproche le plus sérieux que nous aurions à lui adresser est d'éviter habilement de se compromettre par une conclusion quelque peu affirmative sur les points douteux et incertains.

## V

Parlons encore d'un livre où le charme de l'édification se joint aux notions les plus curieuses sur l'histoire et la géographie d'une des parties les moins connues de l'extrême Asie, le récit des *Missions de la Cochinchine et du Tonkin*<sup>1</sup>. Les RR. PP. jésuites ont eu l'heureuse idée de consacrer un monument immortel à l'instruction des chrétiens et en même temps à la gloire de leur institut, en publiant un complément aux *Lettres édifiantes* dans une collection des *Voyages et Travaux des missionnaires de la Compagnie de Jésus*. Le premier volume de cette collection a paru l'année dernière ; il contenait la narration des labeurs et des souffrances de la mission de Cayenne, depuis le dix-septième siècle jusqu'à nos jours. Le nouveau volume que viennent de publier les RR. PP. de Montézon et Estève nous transporte dans une tout autre région. Il nous raconte les vertus d'autres héroïques serviteurs de Dieu, bravant les dangers d'un pays inconnu et les fureurs d'un peuple sanguinaire et corrompu, supportant sans crainte et sans hésitation la fatigue, la faim, la misère, les épidémies, les discordes civiles et les persécutions ; il nous fait assister à l'apostolat glorieux du P. Busomi et du P. Alexandre de Rhodes, à leurs triomphes et à leurs épreuves ; il nous fait suivre les travaux de leurs successeurs et nous donne la liste des missionnaires qui ont répandu la bonne nouvelle parmi les peuples de l'Empire annamite, ainsi que les noms de tous les glorieux confesseurs qui ont versé leur sang pour la foi dans ces contrées, depuis l'origine de la mission jusqu'au martyr de monseigneur Diaz, vicaire apostolique du Tonkin central, décapité le 20 juillet de l'année dernière. La France prépare en ce moment une expédition contre la Cochinchine pour réclamer ses possessions de la baie de Tourane, cédées en 1788 au roi Louis XVI par l'empereur Nguyen-Chung, et afin d'étendre une protection efficace sur les chrétiens annamites et sur les missionnaires européens qui les assistent et les instruisent, persécutés sans interruption depuis vingt-huit ans avec un acharnement tou-

<sup>1</sup> Paris, Douniol. 1 vol. in-8.



jours croissant, d'abord par l'empereur Minhmenh, par son fils Thieu-Tri, et enfin par le prince actuellement régnant, Tu-Duc. Ces préparatifs, annoncés depuis déjà quelque temps, donnent aux récits de la *mission de Cochinchine et de Tonkin* un véritable attrait de circonstance. Aussi nous pouvons prédire d'avance à ce livre un très-grand succès auprès de toutes les classes de lecteurs. Les chrétiens y chercheront l'exemple fortifiant et salubre des vertus héroïques déployées dans le service de Dieu, les savants l'histoire claire et complète des révolutions fort compliquées de l'Empire annamite; tous y suivront avec intérêt le développement de l'influence française dans ces contrées lointaines et y retrouveront, non sans une vive émotion, la trace ineffaçable des plans et des idées de ce Louis XVI qui fit tant pour la grandeur, la force et la prospérité de la France.

## VI

*L'Orient*, tel est le titre d'une brochure que vient de publier à Paris un Grec catholique, ancien fonctionnaire de l'Empire ottoman, M. Pitzipios-Bey<sup>1</sup>. *L'Orient*, c'est maintenant le sujet de toutes les préoccupations de la politique et de la diplomatie; c'est de ce côté que l'Europe entière tourne les yeux au long cri de détresse des populations chrétiennes, écrasées sous le joug insupportable de l'islamisme. Que sortira-t-il des complications de l'Orient? Combien de temps encore durera la Turquie? Ce sont là deux questions auxquelles nul ne se sent en état de répondre, même d'une manière conjecturale. Mais tous ont une conviction instinctive que de grands événements se préparent de ce côté, et que les besoins de l'équilibre européen ne pourront parvenir à faire subsister indéfiniment ce cadavre gangrené qu'on a vainement tenté de galvaniser, et qui s'appelle l'Empire ottoman. Aussi, sans peut-être se rendre encore un compte bien complet du but vers lequel ils sont inévitablement entraînés, tout ce qu'il y a d'esprits élevés et prévoyants, de cœurs généreux dans l'Europe et surtout dans la France, applaudit et encourage chaque signe de vie et de réveil qui se manifeste dans l'Orient en dehors de la barbarie musulmane : l'héroïque et indomptable résistance des Monténégrins, qui ont su depuis trois siècles maintenir leur liberté et leur indépendance sur quelques crêtes de montagnes contre toutes les forces de la Turquie; le mouvement enfin couronné de succès des Candiotes, qui sont parvenus, les armes à la main, sans effusion de sang, en s'abstenant de toutes représailles contre d'odieuses cruautés, par leur patience et l'inébranlable fermeté de leur attitude, à conquérir les droits qu'on leur avait promis solennellement, et qu'on leur refusait ensuite.

La brochure de M. Pitzipios-Bey a produit une vive impression en France et dans l'Orient. Sa qualité d'ancien fonctionnaire ottoman, qui a pu voir et constater par lui-même tous les faits qu'il avance, donne à sa parole une autorité singulière. Il raconte sans déguisement, mais sans exagération ni passion, ce qui se passe journellement dans la Turquie, et son témoignage, tou-

<sup>1</sup> Paris, Dentu. 1 vol. in-8.

jours appuyé de preuves certaines, renverse les déclamations des plumes mercenaires qui viennent encore, même après l'immense enquête à main armée que l'Europe a faite en 1854, nous parler des progrès des Ottomans dans la voie de la civilisation.

M. Pitzipios-Bey commence par rappeler et caractériser dans un coup d'œil rapide les phases successives de la question d'Orient, depuis son début, c'est-à-dire depuis le moment où la horde tartare d'Othman a commencé à camper sur les rivages de l'Europe, jusqu'à la guerre de Crimée, au traité de Paris et au *hatti-humayoun*, qui a été la conséquence de ces derniers événements. On parle beaucoup du *hatti-humayoun* depuis quelque temps dans la presse et dans la diplomatie; on s'inquiète de la résistance de la Porte à l'appliquer sincèrement, et on cherche les moyens d'obliger le gouvernement de Constantinople à l'exécuter; mais beaucoup de gens, même parmi ceux qui en parlent, ignorent ce qu'est au juste cet acte, quel est son véritable esprit, quels changements il a produits dans la situation des chrétiens, et ne se sont pas demandé avant tout si, par lui-même, il était d'une exécution possible.

L'auteur de la brochure dont nous nous occupons examine le *hatti-humayoun*, son esprit et ses dispositions, et il entre par là dans le plus vif de la question. Il cite le texte de ce décret fameux, et il fait voir manifestement que ce n'est qu'un tissu de contradictions, une suite de dispositions qui se détruisent les unes par les autres, et qu'il est impossible par conséquent d'appliquer dans la pratique. Comment, par exemple, mettre à exécution l'article 12, qui proclame l'égalité des cultes et des races de tous les sujets du sultan, et l'existence d'un droit commun pour tous, lorsque l'article 2 maintient les privilèges, même temporels, accordés *ab antiquo* aux communautés de toute religion autre que la mahométane, c'est-à-dire leur reconnaît toujours une juridiction spéciale, le droit de répartition des impôts entre elles, etc.? Certainement les garanties que laisse subsister l'article 2 valent mieux que celles qu'introduit l'article 12, et c'eût été un grand malheur pour les populations chrétiennes de l'Empire ottoman que de les voir disparaître; mais il n'en est pas moins vrai que les deux dispositions sont contradictoires, et que l'une doit être détruite par l'autre. Et après cela, immédiatement à la suite de l'article 2, viennent trois prescriptions qui sapent par la base et qui annulent ces privilèges qu'on déclare maintenus!

Tout est à l'avenant dans ce *hatti-humayoun*, d'où devait sortir, d'après quelques personnes, la régénération complète de la Turquie. Encore s'il en résultait quelque amélioration pour le sort de ces malheureux rayas qui sont, sur le papier, déclarés les égaux des sujets musulmans du Padischah. Mais on a beau y chercher cet accroissement de liberté, nulle part on ne le trouve. C'est toujours la même oppression, les mêmes souffrances, réglementées avec des formes parodiées de nos législations européennes, et ayant, comme déjà le *hatti-schérif* de Gulhané, l'hypocrisie de plus avec la barbarie sauvage des anciennes lois musulmanes.

Les trois dispositions dont nous parlions tout à l'heure contiennent seules un véritable progrès; ce sont : celle de l'article 14, qui décrète l'admissibilité des chrétiens à tous les emplois publics, et celles des articles 26, 27

et 28, qui ordonnent la soumission des rayas au recrutement et la représentation des chrétiens au conseil d'État. Mais il faut voir comment les Ottomans ont entendu l'application de ces articles. Les chrétiens sont admissibles à toutes les fonctions, mais ils n'y sont jamais admis. Les chrétiens doivent être recrutés pour l'armée, mais on ne les recrute pas. Les soumettre à la conscription, les faire entrer dans les troupes non-seulement comme soldats, mais avec le droit de parvenir aux grades, c'était leur donner une force immense dans l'empire, c'était assurer leur prépondérance dans un délai très-rapproché, c'était fournir aux rayas opprimés un appui efficace dans les forces militaires de la Turquie : les musulmans ne pouvaient y consentir. On a refusé aux chrétiens le droit de servir dans l'armée, qu'ils réclament partout où leur voix peut se faire entendre, en Bosnie, en Herzégowine, en Candie; sous prétexte d'une faveur, on leur a imposé un impôt de rachat, impôt insupportable, beaucoup plus lourd que l'ancien karatch, impôt que les rayas sont hors d'état d'acquitter, et dont la perception soulève partout des troubles et des révoltes. Enfin, deux chrétiens ont bien été admis dans le conseil d'État de l'empire, mais ces nominations sont dérisoires, et ne peuvent offrir aucune garantie de protection aux populations; les hommes que la Porte a choisis pour les représenter étant des hommes méprisés de tous en Orient, et connus depuis longtemps pour être vendus corps et âme à tous les caprices du gouvernement turc.

Voilà comment, à Constantinople, on met en pratique le petit nombre de prescriptions favorables aux chrétiens contenues dans le *hatti-humayoun*. Tout le monde s'accorde à reconnaître les bonnes dispositions du sultan Abdul-Medjid, le plus honnête homme de son empire, comme le dit avec raison M. Pitzipios-Bey; on rend justice à son ferme désir de marcher dans la voie du progrès et de la civilisation, à sa sincère volonté de faire exécuter sérieusement les réformes; mais que peut-il? Autour de lui, jusque dans les plus hauts fonctionnaires de son empire, parmi ceux qui sont venus recevoir les enseignements de l'Europe, et qu'on croirait avoir dû en profiter, il ne rencontre que résistance et mauvaise volonté. Et d'ailleurs, quand même ses conseils, quand même ses ministres voudraient le seconder, ils n'en ont pas la puissance.

M. Pitzipios-Bey pose résolument et sans ambages la véritable question qui domine tout le reste dans les événements actuels de l'Orient : Existe-t-il aujourd'hui un gouvernement à Constantinople? Et il la résout négativement. Non, ce n'est pas un gouvernement que celui qui ne peut opposer un seul instant une digue au déchaînement du fanatisme populaire, celui dont l'autorité n'est respectée nulle part dans les provinces, et qui peut à peine sauvegarder la vie de ses sujets et celle des étrangers dans les rues de la capitale. Sous ce rapport, les scènes sanglantes qui ont éclaté presque simultanément à Djeddah, à la Canée, dans la Bosnie, jettent une lueur sinistre sur la situation véritable de la Turquie, et confirment ce que nous lisons dans la brochure de M. Pitzipios-Bey. Partout les musulmans s'agitent, prêchent la guerre sainte, refusent de laisser mettre les *giaours* sur le même rang que les croyants, et d'accepter des réformes qui leur semblent contraires au Koran, code sacré auquel on ne doit rien changer ni ajouter, dans l'ordre politique

comme dans l'ordre religieux, sans un sacrilège abominable. Si quelque fonctionnaire, formé à l'école de Reschid-Pacha, veut agir dans le sens de la civilisation, s'il paraît animé d'intentions modérées et conciliantes, son pouvoir est méconnu, ses ordres sont violés, et souvent lui-même il est insulté et forcé, par la multitude, de se soumettre à ses plus humiliants caprices. La fureur du peuple ottoman ne se porte pas seulement sur les rayas, objets, depuis plus de quatre siècles, de ses avanies et de ses cruautés. Les Européens, malgré les capitulations qui les couvrent, malgré le spectacle qu'ils ont donné de leurs forces à la Turquie dans la guerre de Crimée, malgré les bâtiments qui stationnent pour les protéger dans les mers de l'Orient, les Européens sont également exposés aux mêmes dangers. Chose inouïe jusqu'ici dans l'Orient, le pouvoir des consuls, sacré dans ces contrées, est partout à la fois violé, leurs pavillons insultés, leurs nationaux et eux-mêmes maltraités et égorgés.

Parlerons-nous encore des autres faits qui se produisent chaque jour dans l'empire ottoman, et qui tiennent à la constitution même du pays dans son état normal ? On ne peut pas dire qu'il existe un gouvernement, là où les hauts fonctionnaires, d'accord avec des spéculateurs particuliers, volent le peuple en lui donnant du cuivre argenté pour de l'argent ; où les hommes du pouvoir font hausser ou baisser arbitrairement l'escompte du papier-monnaie, suivant qu'ils sont vendeurs ou acheteurs, et réduisent ainsi l'État au rôle de banqueroutier frauduleux. Il n'en existe pas dans un pays où, lorsque les caisses du trésor public sont vides, lorsque toute la population meurt de faim et de misère, on dépense des millions empruntés à un taux usuraire pour célébrer le mariage des filles illégitimes du sultan ; où les odalisques du Grand-Seigneur font en quelques mois des dettes de cent millions de francs pour leurs menus plaisirs, dettes que l'État doit ensuite payer ; où les enfants mâles des filles et des sœurs du sultan sont mis à mort dès leur naissance d'après la loi même constitutive de l'empire ; où enfin le pouvoir et la religion protègent des maisons publiques d'avortement dans lesquelles se rendent en foule les femmes de toutes les classes, même les plus élevées.

Après avoir montré la plaie dans toute sa nudité, M. Pitzipios-Bey devait y chercher un remède. Ici nous ne nous sentons plus d'accord avec lui aussi complètement que tout à l'heure. La solution que propose cet écrivain pour les difficultés de la question d'Orient nous paraît quelque peu chimérique et n'avoir pas beaucoup de chances de se réaliser dans la pratique. M. Pitzipios-Bey propose au sultan Abdul-Medjid d'embrasser la religion chrétienne, et, prenant désormais le titre d'*Empereur très-tolérant*, de gouverner en s'appuyant sur ses sujets chrétiens, grecs, slaves, albanais, roumains, qui forment l'immense majorité de la population de son empire. Nous doutons fortement que ce conseil soit jamais suivi ; nous ne croyons pas à la possibilité de la conversion du descendant d'Othman, et le véritable sort des Turcs dans l'avenir nous paraît être bien mieux compris dans ce mot de Namik-Pacha, ancien ambassadeur à Paris et actuellement gouverneur de l'Arabie : « Oui, nous finirons peut-être et même probablement bientôt ; mais nous finirons les armes à la main et tels que nous avons toujours existé. »

## VII

J'ai encore, amoncelée sur la table, une pile de livres qui ne semble pas diminuer. Voici la *Toscane et le Midi de l'Italie*, par M. de Mercey<sup>1</sup>; l'*Oraison funèbre de Léosthène par Hypéride*, texte grec et traduction par M. Dehèque<sup>2</sup>; le *Traité des lois* de Gémiste-Pléthon, publié par un de nos plus habiles philologues, M. Alexandre, avec une introduction qui est un morceau achevé d'histoire byzantine<sup>3</sup>; voici enfin la deuxième édition des *Études sur les tragiques grecs*, par M. Patin<sup>4</sup>, un livre dont il suffit de citer le titre pour en faire l'éloge, tant le mérite en est reconnu et apprécié de tous les connaisseurs, mais dont je voudrais pourtant dire quelques mots. On voit que je ne cite que les œuvres de choix. Mais la place commence à me manquer pour parler de tous ces livres comme ils le méritent, et d'ailleurs je me vois obligé, par une autre raison, de les remettre au prochain compte rendu. La revue critique du *Correspondant* a fait comme tout Paris, je dirai même comme toute la France : elle a été aux fêtes de Cherbourg. Or elle n'y allait pas seulement se promener pour son plaisir, elle y allait comme journaliste, avec l'obligation de tout voir et de tout entendre, pour tout raconter. Cette mission a nui à l'exercice de ses fonctions de critique littéraire. Une autre fois elle y sera plus exacte.

FRANÇOIS LENORMANT.

<sup>1</sup> Paris, Arthus Bertrand. 2 vol. in-8.

<sup>2</sup> Paris, Didot. Broch. gr. in-8.

<sup>3</sup> Paris, Didot. 1 vol. in-8.

<sup>4</sup> Paris, Hachette. 4 vol. in-12.

---

L'un des gérants : CHARLES DOUNIOL.

# TABLE

## DU TOME HUITIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE

(QUARANTE-QUATRIÈME DE LA COLLECTION.)

### MAI 1858.

Lettres à un jeune homme sur la vie chrétienne (deuxième lettre), par le P. LACORDAIRE. . . . .	5
Les assurances sur la vie en Angleterre, par A. DE COURCY. . . . .	28
La Savoie et le Piémont, par H. MERCIER DE LACOMBE. . . . .	45
Mozart, sa vie et sa correspondance, par VARCOLLIER. . . . .	82
La liberté légale en Angleterre. — <i>Erskine</i> ; par ÉMILE JAY. . . . .	95
La Trêve de Dieu, par F. DE CHAMPAGNY. . . . .	128
La Fille de l'Amiral (2 <sup>e</sup> partie). . . . .	145
Mélanges : De la Croyance due à l'Évangile, par WALLON, de l'Institut. . .	169
Lettre de Turin. . . . .	176
Bibliographie étrangère : Revue anglaise du deuxième trimestre, par G. SIGNOREUR. . . . .	179
Revue critique : Ouvrages nouveaux de MM. Guizot, de Barante, Taine, Michelet, Mignard, Chéruel, Arsène Houssaye, Edmond et Jules de Goncourt, Barbey d'Aurevilly, Maxime du Camp, Claudius Hébrard, Pessonneaux, par F. DESPORTES. . . . .	185

### JUIN.

La Question des biens hospitaliers, par AUGUSTIN COCHIN . . . . .	205
Rosa Ferrucci, par l'abbé H. PÉREYVE. . . . .	235
Le Monténégro et ses prétentions à l'indépendance, par J. AMÉRO. . . . .	262
Réponse à une lettre de 1680, par EDMOND LE BLANT. . . . .	287
Chateaubriand et son époque, par HENRY MOREAU. . . . .	307
La Fille de l'Amiral. Troisième partie. . . . .	343
MÉLANGES. — Les Noces de Figaro au Théâtre-Lyrique, par LÉON ARBAUD. .	364
Déclaration de M. de Cavour contre la sécularisation des biens ecclésiastiques. . . . .	376
Condamnation des catholiques suédois. . . . .	381
BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE :	
Der K. K. österreichische Feldmarschall Graf Radetsky. — Ein russischer Staatsmann, von Karl Ludw. Blum. — <i>Memorien der Fürstin Daschkoff</i> , von Alexander Herzen, par C. F. Audley. . . . .	382
BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE :	
La Mort du Juif Errant, poème de M. Édouard Grenier, par M. Besson. .	395
Histoire des classes rurales en France et de leur progrès dans l'égalité et la propriété, de M. Henri Doniol, par M. Léon Vingtain. . . . .	399
Revue critique. — Ouvrages nouveaux de MM. Ernest Renan, de Fresne, Fréd. Morin, Viollet-le-Duc, Aymard-Verdier et Cattois, Corblet, Ernest de Fréville, de la Ferrière-Percy, Jules Bonnet, par FRANÇOIS LENORMANT. .	401

## JUILLET.

Lettres à un jeune homme sur la vie chrétienne (troisième lettre), par le P. LACORDAIRE. . . . .	415
Le Passé et l'Avenir des Mormons, par G. F. AUDLEY. . . . .	432
Récents travaux d'histoire monastique, par CH. DE MONTALEMBERT. . . . .	462
De l'enseignement de la botanique, par le comte JAUBERT. . . . .	479
L'Eglise de Rome aux premiers siècles, par FR. BESLAY. . . . .	489
De la liberté religieuse en Suède, par H. DE RIANCEY. . . . .	506
La Fille de l'amiral (quatrième partie). . . . .	536
MÉLANGES : Louise de Lorraine, par AUGUSTIN GALITZIN. . . . .	563
BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE :	
La Belle Saison à la campagne, de M. l'abbé Bautain, par M. A. F. Deschamps. . . . .	578
Les la Boderie, de M. le comte de la Ferrière-Percy, par M. C. Hippeau. . . . .	581
Dictionnaire d'Économie charitable, de M. Martin-d'Oisy, par M. P. Douhaire. . . . .	582
L'Honneur, de M. A. de Courcy; les Mémoires d'un Troupier, de M. A. de Ségur, par M. Augustin Cochin. . . . .	585
Histoire des biens communaux en France, de M. Armand Rivière, par M. F. de Bourgoing. . . . .	587
Histoire abrégée et méthodique de l'institution du Nouveau-Testament, de M. L. Rousier, par M. L. Roy-Pierrefitte. . . . .	589
Jérusalem, de M. le comte de Létourville, par M. J. de Limas. . . . .	590
Revue critique. — Ouvrages nouveaux de MM. S. de Sacy, Edmond et Jules de Goncourt, Arsène Houssaye, Vingtain, Ulbach, de Sars, madame de la Tour du Pin, Ducros, Imbert, par F. DESPORTES. . . . .	592

## AOUT.

Mémoires de M. Guizot, par TH. FOSSET. . . . .	605
Caractères communs aux arts de notre temps, par V. DE LAPRADE, de l'Académie française. . . . .	640
Saint Thomas Becket, par l'abbé MAIGNAN. . . . .	659
La politique de Henri IV, par CH. MERCIER DE LACOMBE. . . . .	673
Le pays des Landes, par le D <sup>r</sup> ORANAN. . . . .	715
La Fille de l'Amiral (fin). . . . .	745
Mélanges : Mgr l'évêque d'Orléans à Combrée. . . . .	770
M. Yermoloff. . . . .	777
Lettre de Berlin. . . . .	780
BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE : <i>Vorlesungen uber die geschichte des deutschen Volkes und Reiches</i> , de M. LEO, par dom BRANDES. . . . .	
Revue critique : Ouvrages nouveaux de MM. H. Wallon, Drach, de Saulcy, Roget de Belloguet, Fitzipios-Bey, par FRANÇOIS LECORMANT. . . . .	784
	794

# TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

## DU TOME QUARANTE-QUATRIÈME

(DEUXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE.)

ALLEMAGNE. — *Leçons sur l'histoire du peuple et de l'empire d'Allemagne*, par H. Léo, 784.

AMÉRIQUE. — *Le passé et l'avenir des Mormons*, 432. Voyez *Mormons*.

AMÉRO (Justin). — *Le Monténégro et ses prétentions à l'indépendance*, 262-286.

ANGLETERRE. — *Les Assurances sur la Vie en Angleterre*, 28-44. — *La liberté légale en Angleterre*. Erskine; art. de M. Émile Jay, 95-127. — *Saint Thomas Becket*. Voyez *BECKET*.

ARBAUD (Léon). — *Les Noces de Figaro au Théâtre-Lyrique*, 364.

ARCHITECTURE. — Voyez *VIOLETT-LE-DUC*,

*AYNARD-VERDIER*, *CORBLET*, *AROUX*.

AROUX. Un mot sur M. Aroux, 412.

ARTS. — *Revue de l'art chrétien*, publiée sous la direction de M. l'abbé Corblet, 409. — De certains caractères communs aux arts de notre temps, par M. Victor de Laprade, 640-658.

ASSURANCES sur la Vie en Angleterre, par Alfred de Courcy, 28-44.

AUDLEY (C. F.). *Bibliographie étrangère*, 382. — *Le passé et l'avenir des Mormons*, 432-461.

AYNARD-VERDIER ET CATOIS. — *Architecture civile et domestique au moyen âge et à la renaissance*, 409.

BARANTE (M. le baron de). — *Études littéraires et historiques*, 186.

BARBEY D'AUREVILLE. — *Une Vieille Maitresse*, 195.

BAUTAIN (M. l'abbé). *La belle saison à la campagne*, 578.

BECKET (saint Thomas). — *Saint Thomas Becket*, archevêque de Cantorbéry et

martyr, sa vie et ses lettres, précédées d'une Introduction sur les principes engagés dans la lutte entre les deux pouvoirs, par M. Darboy, vicaire général du diocèse de Paris; art. de M. l'abbé Meignan, 658-672.

BERGER DE XIVREY. — *Recueil de lettres missives de Henri IV*, publié par M. Berger de Xivrey, 673.

BESLAY (François). — *L'Eglise de Rome aux premiers siècles*, 489.

BESSON (L.). — *La mort du Juif-Errant*, par M. Ed. Grenier, 395.

BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE. — *Revue anglaise et américaine du deuxième trimestre 1858*. — *The North British review*. — *The Westminster review*. — *The Edinburgh review*. — *The North American review*. — *The Rambler*. — *The Brownson's quarterly review*, par Georges Seigneur, 179. — *Der K. K. österreichische Feld marschall Radetzky*. (Le feld-maréchal comte Radetzky, esquisse biographique, rédigée d'après les dictées et la correspondance du feld-maréchal, par un vétéran.) — *Ein russischer staatsman*. *Un homme d'État russe* (Mémoires du comte Jacques-Jean Sievers, pour servir à l'histoire de la Russie, par Charles-Louis Blum). — *Memorien der Fürstin Daschkoff* (Mémoires de la princesse Daschkoff, pour servir à l'histoire du règne de Catherine II, avec une introduction, par Alexandre Herzen), art. de C. F. Audley, 382. — *Vorlesungen uber die geschichte des deutschen volkes und reiche*. (Leçons sur l'histoire du peuple et de l'empire d'Allemagne, par H. Léo, 784.) Art. de D. Brandes.



- BODERIE.** — *Les la Boderie*, étude sur une famille normande, par M. le comte de la Ferrière-Percy, 581.
- BONNET (Jules).** — *La Poésie devant la Bible*, 411.
- BOTANIQUE.** — Sur l'enseignement de la botanique (note lue à la Société botanique de France dans la séance du 11 juin 1858), par le comte Jaubert, membre de l'Institut, 479-488.
- BOURGOING (François).** *Histoire des biens communaux en France*, par Armand Rivière, 587.
- BRANDES (D. Charles),** bénédictin d'Einsiedeln. *V. Bibliographie étrangère*, 784.
- CAMP (Maxime du).** — *Les Convictions*, 200.
- CATHOLICISME.** — Condamnation des catholiques suédois, 381. Voyez *SUÈDE*.
- CHAMPAGNY (F. de).** *De la Trêve de Dieu*, 128-142.
- CHARITÉ.** Voyez *ÉCONOMIE CHARITABLE*.
- CHATEAUBRIAND (M. de).** — Chateaubriand et son époque. — *M. de Chateaubriand, sa vie, ses écrits, son influence littéraire et politique sur son temps*, par M. Villemain, art. de M. Henry Moreau, 307-333.
- CHERUEL.** — *Marie-Stuart et Catherine de Médicis*, 194.
- CHINE.** — Missions de la Chine et du Tonquin, 803.
- COCHIN (Augustin).** — La question des biens hospitaliers, 205. — *L'Honneur*, par M. de Courcy, 585. — *Les Mémoires d'un troupiér*, par le comte Anatole de Ségur, 586.
- CORBIET.** — *Revue de l'art chrétien*, 409.
- COURCY (Alfred de).** Les assurances sur la vie en Angleterre, 28-44. — *L'Honneur*, 585.
- DANTIER (Alphonse).** — Rapports sur la correspondance inédite des Bénédictins de Saint-Maur, 462.
- DARBOY (M. l'abbé),** vicaire général du diocèse de Paris. *Saint Thomas Becket*, 659.
- DESPORTES (Fernand).** — *Revue critique*, 185-204, 594-604.
- DOISY (Martin),** inspecteur général des établissements de bienfaisance. — *Dictionnaire d'Économie charitable ou Exposé historique, théorique et pratique de l'assistance religieuse, publique et privée, ancienne et moderne*, 582.
- DONIOL (Henri).** — *Histoire des classes rurales en France*, 399.
- DOUBAIRE (P.)** Notice sur M. Pierre Yermoloff, 777.
- DRACH.** — *Le Livre du juste*, traduit de l'hébreu rabbinique, 800.
- DUCROS (de Sixt).** — *Poésie au Saint-Sacrement*, 603.
- DUPANLOUP (Mgr),** évêque d'Orléans, à Combrée. Extraits de son discours, 770 et suiv.
- ÉCONOMIE CHARITABLE.** — *Dictionnaire d'économie charitable*, 582. *V. DOISY*.
- ERSKINE,** par Émile Jay, 95.
- ÉVANGILE.** — *De la croyance due à l'Évangile*, par M. Wallon, membre de l'Institut. Préface de cet ouvrage, 169-176; examen critique, 794.
- FERRIÈRE-PERCY (Comte de la).** — *Histoire du canton d'Athis (Orne)*, 411. — *Les la Boderie*, étude sur une famille normande, 581.
- FERRUCCI.** — Rosa Ferrucci, ses lettres et sa mort, art. de l'abbé Henri Perreyve, 235-260.
- FOISSET.** — *Mémoires de M. Guizot*, 605.
- FRANCE.** — *Histoire des classes rurales en France, et de leurs progrès dans l'égalité et la propriété*, par Henri Doniol, 399. — Mémoire sur le commerce maritime de Rouen, 410. — *Histoire du canton d'Athis (Orne)*, 410. — *Louise de Lorraine, reine de France*, 564. — *Les la Boderie*, étude sur une famille normande, 581. — *Histoire des biens communaux en France, depuis leur origine jusqu'à la fin du treizième siècle*, par Armand Rivière, 387. — *Histoire de Marie-Antoinette*, par MM. Edmond et Jules de Goncourt, 596. — Études sur la vie publique de Royer-Collard, par M. Vingtaine, 602. — *La politique de Henri IV*, deuxième partie, 672. *V. HENRI IV.* — Une Thébaïde en France, 715. *V. LANDES.* — *Ethnographie gauloise*, 804.
- FRESNE (DE).** *V. MANZONI*.
- FRÉVILLE.** — Mémoire sur le commerce maritime de Rouen, 410.
- GALITZIN (Le prince Augustin).** — *Louise de Lorraine, reine de France*, 564.
- GÉRARD.** — Œuvre du baron Gérard, gravé à l'eau forte, 411.
- GIRARD DE ROUSSILLON.** *Le roman en vers*, de Girard de Roussillon, édité par M. Mignard, 193.
- GIRAUD,** ancien député. — *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard, et sur la ville de Romans*, 462.
- GONCOURT (Edmond et Jules de).** — *Portraits intimes du dix-huitième siècle*, 195. — *Histoire de Marie-Antoinette*, 596.
- GOSCHLER (M. l'abbé).** — *Correspondance de Mozart*, 82.
- GRENIER (Édouard).** — *La mort du Juif-Errant*, poème, 395.
- GUIZOT.** — *Mémoires de M. Guizot*, 185. — *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, par M. Guizot, tome I<sup>er</sup> art. de M. Foisset, 605-639.
- HÉRAUD (Claudius).** — *Les sources vives*, 202.

HENRI IV. — La politique de Henri IV, deuxième partie, par Ch. Mercier de Lacombe, 673-712. — *Recueil de lettres missives de Henri IV*, publié par M. Berger de Xivrey, 673. — *Histoire du règne de Henri IV*, par M. Poirson, A. 673.

RIPPEAU (G.) *Les la Boderie*, par M. de la Ferrière-Percy, 581.

HISTOIRE. — V. ITALIE. — De la Trêve de Dieu, 128-142. — V. GUIZOT, DE BARANTE, TAINÉ, MICHELET, CHERUEL, HOUSSAYE, GONCOURT. — *Le Monténégro*, 262. — *Réponse à une lettre du 13 janvier 1680*, art. de M. Edmond le Blant, 287-306. — *Le feld-maréchal comte Radetzky*, 382. — *Un homme d'Etat russe*, 382. — *Mémoire de la princesse Daschkoff*, 382. — V. S. DE SACY, 599.

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE. — De quelques travaux d'histoire monastique, par M. le comte de Montalembert. — *Essai sur l'abbaye de Saint-Barnard et sur la ville de Romans*, première partie, par M. Giraud. — Rapports sur la correspondance inédite des Bénédictins de Saint-Maur, par M. Alphonse Dantier, 462-478. — L'Église de Rome au premier siècle. Études sur de nouveaux documents historiques relatifs au commencement du christianisme, art. de M. François Beslay, 489-505. — De la liberté religieuse en Suède, par Henri de Riancey, 506-535. V. SUÈDE. — *Histoire abrégée et méthodique de l'institution du Nouveau Testament*, par L. Rouzier, 589.

HOSPICES. — La question des biens hospitaliers, par Augustin Cochin, 205-234.

HOUSSAYE (Arsène). *Galerie du dix-huitième siècle*, 195. — *Le Roi Voltaire*, 897.

ITALIE. V. MERCIER DE LACOMBE.

JAUBERT (comte), membre de l'Institut. — Sur l'enseignement de la Botanique, 479.

JAY (Emile). — *Erskine*, 95.

JÉSUS-CHRIST. — *Lettres à un jeune homme sur la vie chrétienne*, par le R. P. Lacordaire. Deuxième lettre. Du culte de Jésus-Christ dans les Écritures, 5. — Troisième lettre. — Du culte de Jésus-Christ dans l'Église, 413.

JUIFS. — *Histoire de l'art judaïque*, par M. de Saulcy, 802.

JURISPRUDENCE. — *Observations critiques touchant la force obligatoire des lois*, par M. Ymbert, 603.

KLUCKHOHN (Le docteur A.). — *Histoire de la Paix de Dieu* (Geschichte der Gottes Friedens), 128.

LACORDAIRE (Le R. P.). — *Lettres à un jeune homme sur la vie chrétienne*.

Deuxième lettre, 5. — Troisième lettre, 413.

LANDES. — Le pays des Landes. — Une Thébaïde en France, par le docteur Ozanam, 713-744.

LAPRADE (Victor DE), de l'Académie française. — De certains caractères communs aux arts de notre temps, 640.

LE BLANT (Edmond). — Réponse à une lettre du 13 janvier 1680, 287.

LE NORMAND (François). — *Revue critique*, 400-412; 794-810.

LÉO (H.). — *Leçons sur l'histoire du peuple et de l'empire d'Allemagne*, 784.

LÉTOURVILLE (le comte DE). — *Jérusalem*, Notes de voyage, 590.

LIBERTÉ. — La liberté en Angleterre, 95.

LIMAS (J. DE). — *Jérusalem*, par le comte de Létourville, 590.

LINGUISTIQUE. — Voyez RENAN.

LITTÉRATURE. — *La Fille de l'Amiral*, 143.

— Voyez ROMANS. — Littérature étrangère, 179. — BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE. — *Les Convictions*, par M. Maxime du Camp, 200. — *Les Sources vives*, par M. Claudius Hébrard, 202. — *La Vie à ciel ouvert*, par M. Personneaux, 205. — *La Mort du Juif-Errant*, poème, par M. Édouard Grenier, 595. — *La Poésie devant la Bible*, par M. Jules Bonnot, 411. — *Variétés littéraires, morales et historiques*, par M. S. de Sacy, 594. — *Écrivains et hommes de lettres*, par M. Ulbach, 601. — *Sonnets, tantes et ballades*, par M. de Sars, 602. — *Poésie au Saint-Sacrement*, par M. Ducros (de Sixt), 603.

LOUISE DE LORRAINE, reine de France, par le prince Augustin Galitzin, 564.

MANZONI. — *De l'Invention*, dialogue servant d'introduction à la Philosophie de Rosmini; traduit par M. de Fresne, 406.

MARSH (Mistress). — *La Fille de l'Amiral*, traduction de mademoiselle Sevestre, 143, 343, 536, 745.

MÉDICIS (Catherine DE). — Voyez CHERUEL.

MEIGNAN (M. l'abbé). — *Saint Thomas Becket*, 659.

MERCIER DE LACOMBE (H.). — La Savoie et le Piémont, coup d'œil historique et politique sur cette contrée, 45-81. Mercier de Lacombe (Ch.). — *La Politique de Henri IV*, deuxième partie, 673-712.

MICHELET. — *Richelieu et la Fronde*, 190.

MIGNARD. — *Le roman en vers*, de Girard de Roussillon, 193.

MISSIONS. — Missions de la Chine et du Tonquin, 805.

MONTALEMBERT (Le comte DE), de l'Académie française. — De quelques récents travaux d'histoire monastique : Histoire de l'ab-

- baye de S. Barnard de Romans, par M. Giraud; Rapports sur les correspondances bénédictines, par M. Dantier.
- MONTÉNÉGR0. — Le Monténégro et ses prétentions à l'indépendance, par Justin Améro, 262.
- MOREAU (Henry). — Chateaubriand et son époque, 307.
- MORIN (Frédéric). — *Dictionnaire de philosophie et de théologie scolastique au moyen âge*, 407.
- MORMONS. — Le passé et l'avenir des Mormons, par C. F. Audley, 452.
- MOZART. — *Correspondance de Mozart*, traduite et publiée par l'abbé Goschler, art. de Varcollier, 82-94.
- MUSIQUE. — Voyez MOZART. — *Les Noces de Figaro*, au Théâtre-Lyrique, 364.
- ORIENT. — *L'Orient*, par M. Pitzipios-Bey, 806.
- OZANAM (le docteur). — Le Pays des Landes. — Une Thébaïde en France, 713-744.
- PEINTURE. — Œuvre du baron Gérard, gravé à l'eau-forte, 411.
- PERRÉTYE (M. l'abbé H.). — Rosa Ferrucci, 235.
- PERSONNEAUX. — *La Vie à ciel ouvert*, 203.
- PHILOSOPHIE. — Voyez MANZONI, MORIN.
- PIÉMONT. — Voyez MERCIER DE LACOMBE. — Correspondance de Turin, 176. — Déclaration du comte de Cavour contre la sécularisation des biens du clergé, 376. — Correspondance de Turin, 780.
- PITZIPIOS-BEY. — *L'Orient*, 806.
- POIRSON (Q.). — *Histoire du règne de Henri IV*, 673.
- RENAN (Ernest). — De l'Origine du langage, 401.
- RIANCEY (Henry DE). — De la Liberté religieuse en Suède, 506.
- RIVIÈRE (Armand). — *Histoire des biens communaux en France depuis leur origine jusqu'à la fin du treizième siècle*, 587.
- ROGET DE BELLOGUET. — Ethnographie gauloise, 804.
- ROMANS ET NOUVELLES. — *La Fille de l'Amiral*, traduction de l'anglais, par mademoiselle Sévestre, deuxième partie, 143-168; troisième partie, 343-363; quatrième partie, 536-563; cinquième et dernière partie, 745-769. — *Le Roman en vers*, de Girard de Roussillon, 193. — *Une Vieille Maitresse*, par M. Barbey d'Aureville, 195. — *Les Amours purs*, par madame la comtesse de la Tour du Pin, 602.
- ROSMINI. — Voyez MANZONI.
- ROUSIER (L.). — Chanoine honoraire, aumônier du lycée impérial de Limoges. — *Histoire abrégée et méthodique de l'institution du Nouveau Testament*, 589.
- ROY-PIERREFITTE (M. l'abbé J. B. L.). — *Histoire abrégée et méthodique de l'institution du Nouveau Testament*, par M. L. Rousier, 589.
- ROYER-COLLARD. — *Étude sur la vie publique de Royer-Collard*, par M. Vingtain, 599.
- SACY (S. DE). — *Variétés littéraires, morales et historiques*, 394.
- SARS (DE). — *Sonnets, iambes et ballades*, 602.
- SADLEY (DE), membre de l'Institut. — *Histoire de l'Art judaïque*, 802.
- SAVOIE. — Voyez MERCIER DE LACOMBE.
- SÉGUR (le comte Anatole DE). — *Les Mémoires d'un troupiér*, 586.
- SEIGNEUR (Georges). — Bibliographie étrangère, 179.
- SEMICHOX (E.). — *La Paix et la Trêve de Dieu*, 128.
- SEVESTRE (Mademoiselle). — *La Fille de l'Amiral*, par mistress Marsh, traduction de mademoiselle Sevestre, 143, 545, 556, 745.
- SPON (Jacob). — Notes sur la vie de Jacob Spon, 287.
- STUART (Marie). — Voyez CHERUEL.
- SUÈDE. — Condamnation des catholiques suédois, 381.
- TAINÉ. — *Essais de critique et d'histoire*, 187.
- THÉOLOGIE. — Voyez MORIN.
- TOUR DU PIN (M<sup>me</sup> la comtesse de la). — *Les Amours purs*, 602.
- ULBACH. — *Ecrivains et hommes de lettres*, 601.
- VARCOLLIER. — Voyez MOZART.
- VILLEMAM. — *M. de Chateaubriand, sa vie, ses écrits, son influence littéraire et politique sur son temps*, 307.
- VINGTAIN (Léon). — *Histoire des classes rurales en France*, par Henri Doniol, 399. — *Étude sur la vie publique de Royer-Collard*, 599.
- VIOLLET-LE-DUC. — *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du onzième au seizième siècle*; tom. II et III, 408.
- VOYAGES. — *Jérusalem*, notes de voyage, par le comte de Létourville, 590.
- WALLON, membre de l'Institut. — De la croyance due à l'Évangile, 169.
- YERMOLOFF. — M. Pierre Yermoloff, notice par M. P. Doubaire, 777.
- YMBERT. — Observations critiques touchant la force obligatoire des lois, 603.









